TUFTS COLLEGE LIBRARY.
GIFT OF
JAMES D. PERKINS,
OCT. 1901.
41133

REVUE

DES

DEUX MONDES

XXXIIe ANNÉE. — SECONDE PÉRIODE

TOME XLI. — 1er SEPTEMBRE 1862.

PARIS. — IMPRIMERIE DE J. CLAYE

RUE SAINT-BENOIT, 7

TUFTS COLLEGE
LIBRARY.

REVUE

DES

DEUX MONDES

XXXIIe ANNÉE. — SECONDE PÉRIODE

TOME QUARANTE ET UNIÈME

PARIS

BUREAU DE LA REVUE DES DEUX MONDES
RUE SAINT-BENOIT, 20

1862

TUFTS COLLEGE
LIBRARY

41133

NAPLES

ET

LA SOCIÉTÉ NAPOLITAINE SOUS LE ROI VICTOR-EMMANUEL

Depuis que les provinces napolitaines, soulevées à la voix de Garibaldi, se sont volontairement réunies à l'Italie par le vote du 22 octobre 1860, le roi Victor-Emmanuel a visité deux fois la ville de Naples. A sa première entrée, le 7 novembre 1860, entrée dont j'ai raconté les détails dans la *Revue* (1), il fut reçu avec une froideur qui cachait quelque rancune et une certaine défiance : les gens du peuple, fort ignorans et n'ayant encore qu'une idée assez confuse de l'unité italienne, voyaient simplement dans le roi Victor-Emmanuel une façon de compétiteur qui venait se substituer à Garibaldi, qui, pour eux, avait remplacé le roi François II. Garibaldi, avec ses allures pleines de bienveillance et de franchise, était l'idole des *popolani*, qui naturellement firent un accueil peu empressé à celui qu'ils regardaient comme son successeur. Dans la classe moyenne, ce sentiment, à quelques nuances près, ne fut pas moins vif. Garibaldi était pour elle le libérateur qu'elle avait tant appelé, qu'elle attendait depuis si longtemps, et elle estimait, à tort ou à raison, que le gouvernement de Turin ne lui avait pas témoigné assez de reconnaissance. Elle qui avait su toutes les péripéties de la grande journée du Vulturne, elle était blessée que les Piémontais, qui n'y parurent même pas, s'en fussent laissé attribuer la gloire, en ne faisant pas démentir dans les journaux officiels la calomnie habile qui affirmait que, sans l'intervention des troupes régulières, la petite armée de Garibaldi était perdue et Naples reprise. En même temps l'exclusion systématique et préméditée des volontaires de l'armée méridionale le jour de l'entrée du roi, l'absence au moment

(1) Voyez la livraison du 1er mai 1861.

du triomphe de ceux qui l'avaient préparé à travers tant de fatigues, sans exciter positivement de colère, causa du moins une mauvaise humeur dont le roi put s'apercevoir en parcourant, pour se rendre au *palazzo reale*, les principales rues de la ville. On savait aussi que certains décrets excellens rendus par Garibaldi, pendant l'exercice de sa dictature, touchant l'abolition de la loterie, l'établissement des caisses d'épargne, l'établissement d'asiles pour les enfans, etc., seraient annulés, ou du moins ajournés, et cela n'était guère fait pour calmer les défiances du *mezzo cetto* (1) napolitain, qui considérait ces améliorations notables comme des conquêtes faites par lui-même à l'aide de Garibaldi. Quant à la noblesse, elle n'était point représentée à cette prise de possession officielle des provinces napolitaines par le roi d'Italie; elle n'était ni à Naples, ni à Gaëte : elle s'était enfuie aux premiers troubles, et n'était pas encore revenue.

La seconde entrée du roi ne fut point semblable à la première; dix-huit mois s'étaient écoulés lorsqu'il revint à Naples le 28 avril 1862 : il fut reçu avec un enthousiasme réel, très profond, que nulle mesure occulte n'avait préparé; le cri ordinaire de l'opposition napolitaine, *vive Garibaldi!* ne fut même pas proféré; ce fut bien le roi Victor-Emmanuel, c'est-à-dire le libre gouvernement constitutionnel qu'il représente, qui fut acclamé. Il est certain que les clameurs de joie furent peut-être grossies dans l'espoir que l'écho en parviendrait jusqu'à Rome, où l'on préparait à ce moment même une sorte de manifeste absolutiste; mais si l'ovation faite au roi, et souvent renouvelée, fut quelque peu inspirée par un esprit anti-papal, elle fut cependant, et dans presque tout son ensemble, un hommage volontaire rendu à l'unité de l'Italie, à la liberté sincère à l'aide de laquelle elle s'accomplit, et au roi honnête homme qui la symbolise. L'accueil réservé d'autrefois s'est changé en réception triomphale; le roi et les Napolitains ont paru se comprendre à merveille, et cependant bien des malentendus, perfidement exploités, auraient pu les séparer encore, si l'unité, s'établissant chaque jour sur une base plus solide, n'avait pour ainsi dire une force intrinsèque et essentielle, supérieure par elle-même aux obstacles inévitables qu'elle rencontre comme aux obstacles qu'on lui crée.

Dans le contraste de ces deux réceptions faites à Victor-Emma-

(1) Locution assez difficile à traduire; elle correspondrait à celles de *tiers-état*, de *bourgeoisie*, si elle ne s'appliquait pas plutôt à la classe *lettrée* qu'à la classe *moyenne*. En France, vers 1848, nous avons eu dans nos discussions politiques une expression oubliée aujourd'hui, *les capacités*, qui rendrait assez fidèlement le sens spécial de *mezzo cetto*. — En Italie, on *respecte* les gens de noblesse et les gens en place, mais on ne *considère* que les lettrés. En 1858, je visitais sur les bords de la Brenta une fort belle villa qui avait appartenu au général autrichien G..., homme de haute famille; le *contadino* (paysan) qui me la montrait me dit, en parlant du général : C'était un grand seigneur, mais « sans littérature, » *senza lettere!*

nuel à la fin de 1860 et au printemps de 1862, se résume en quelque sorte toute une période de l'histoire napolitaine. D'un côté l'époque des défiances, des essais, des premiers efforts; de l'autre, l'ère nouvelle et vraiment féconde qui semble nous promettre la transformation morale d'une société de plus en plus digne de la liberté, voilà les deux aspects de la situation de Naples telle qu'on a pu l'observer depuis dix-huit mois, telle que l'ont montrée avec une netteté singulière les deux circonstances solennelles que nous venons de rappeler. Éclairé par ce rapprochement, essayons de suivre dans ses diverses formes ce travail de réparation qui s'est accompli de 1860 à 1862, depuis les campagnes contre le brigandage jusqu'aux pacifiques réformes dont un récent séjour à Naples nous a permis d'apprécier l'influence.

I.

Après la chute de François II, il y eut, dans les provinces napolitaines, une explosion de telles et si vives espérances qu'il est naturel qu'elles n'aient point été toutes réalisées; il y eut donc là une déception, une sorte de souffrance générale qui pesa sur chacun en particulier. On quittait l'âge de fer pour entrer dans l'âge d'or, on était parti avec des ailes pour s'élancer d'un seul bond au sommet des réalisations entrevues; il n'en fut point ainsi, l'espoir avait été, en raison directe des souffrances qu'on avait supportées, immense; il en fallut bien rabattre, et au lieu de courir, comme on le croyait, on vit qu'il fallait marcher à pas comptés et avec une extrême prudence. Le peuple napolitain, qui est un peuple d'une rare intelligence, et qui ferait de si grandes choses si sa paresse native et climatérique ne le paralysait, comprit vite et bien la situation du gouvernement de Turin, et au lieu de le gêner dans ses efforts souvent maladroits, il ne tarda pas à l'aider avec beaucoup de soumission et une abnégation remarquable.

« Il est incontestable que le gouvernement des Bourbons a laissé derrière lui les écuries d'Augias. » Ces mots, qu'adressait récemment sir James Hudson au comte Russell (1), sont d'une vérité absolue, et les Napolitains de bonne foi en sont intimement pénétrés; aussi, malgré quelques mécontentemens inséparables d'une révolution pareille, laissent-ils loyalement aux ministres le temps de balayer les débris du passé et de préparer la construction de l'édifice nouveau, tout en consolidant l'œuvre nationale vers laquelle tendent aujourd'hui les vœux de l'Italie entière. Ils se sont résignés à souffrir l'amoindrissement de leur capitale, la troisième ville d'Europe, dit-

(1) Dépêche du 8 mai 1862.

on, devenue un simple chef-lieu de préfecture; ils attendent avec patience les améliorations morales et matérielles auxquelles ils ont droit, car ils ont compris, avec un instinct très juste, que dans les circonstances actuelles la question politique dominait absolument la question administrative, que l'Italie, sans capitale, sans frontière au nord-est, encore occupée en partie par ses adversaires, devait d'abord se compléter pour être vraiment *une*, et qu'avant de demander au gouvernement les œuvres de progrès qu'il a pris l'engagement implicite d'accomplir en acceptant le plébiscite qui lui donnait le royaume des Deux-Siciles, il faut l'aider à constituer la patrie. Cette idée de patrie, qui, selon beaucoup d'hommes, est la plus haute idée qui puisse faire battre nos cœurs, est pour la plus grande partie des gens du peuple napolitain une idée absolument nouvelle. Les gouvernemens qui avaient à Naples précédé celui du roi Victor-Emmanuel avaient eu grand soin d'entretenir l'esprit de municipalisme et de fomenter par tous les moyens l'antagonisme qui existe généralement entre gens du nord et gens du midi; ce système d'isolement et d'égoïsme avait été celui des princes italiens qui vivaient sous la tutelle de l'Autriche. C'est, sans contredit, en majeure partie aux effets dissolvans produits par cette politique que l'Autriche doit les succès qui terminèrent l'explosion de 1848 et 1849. Il n'y a pas cinq ans que je disais à quelqu'un : « Vous êtes Italien? » et qu'il me répondit : « Non, je suis Napolitain! » Il y avait donc les Napolitains, puis les Calabrais, qui ne voulaient pas être confondus avec les Napolitains, puis les Siciliens, qui ne voulaient être confondus ni avec les Napolitains ni avec les Calabrais : c'était dans les provinces mêmes des Deux-Siciles et dans le même royaume une sorte de tour de Babel et la confusion des patois. Aujourd'hui il n'en est plus ainsi, et l'on vous répond : « Je suis un Italien de Naples, de Messine, de Brindisi ou de Maïda; » l'italianisme est entré dans tous les cœurs et les fait battre à l'unisson. En 1860, après l'entrée de Garibaldi à Naples, où les *popolani* ne voyaient en lui qu'un nouveau et plus doux maître qui chassait l'ancien, bien des gens des quartiers populaires, après avoir crié *vive l'Italie une!* nous disaient : « L'Italie, qu'est-ce que c'est? une, qu'est-ce que cela signifie? » Pendant les mois de mai et de juin qui viennent de s'écouler, j'ai causé avec bien des hommes du peuple, avec des mariniers, avec des paysans, avec ces bons paresseux qui sont humiliés maintenant d'être appelés *lazzaroni;* tous savent parfaitement ce que c'est que l'unité de l'Italie, ils en parlent entre eux, ils regardent vers Rome, et disent de Venise : « C'est à l'autre bout, comme qui dirait le Reggio de l'Italie du nord. » Pour ceux qui ont pratiqué un peu le peuple de Naples et qui se rappellent l'inconcevable indifférence qu'il avait pour toutes choses, ce progrès est très frappant. On peut quelquefois, à Naples,

battre un *lazzarone*, il pourra se contenter de courber les épaules et s'éloigner; mais si vous l'appelez Autrichien, il répondra infailliblement par un coup de couteau. Il y a deux ans, il n'aurait pas compris. Quand le manifeste des évêques engageant le pape à ne point céder aux vœux de l'Italie fut connu à Naples, ce fut, parmi le peuple, une explosion de colère et aussi de douleur. Un pêcheur de Capri me disait : « Pourquoi le pape est-il notre adversaire? Puisqu'il est catholique et Italien, il devrait nous aimer et nous aider; ne sommes-nous pas aussi Italiens et catholiques? »

Il est un fait à signaler, car il a son importance. Parmi les brigands qui ont été saisis les armes à la main, soit dans les provinces éloignées, soit aux environs du Vésuve et de Castellamare, on n'a jamais trouvé un seul homme du peuple de Naples, et cependant, directement placés sous les largesses royales, c'étaient les *popolani* de Naples, ceux mêmes que le roi appelait ses bons amis et ses enfans, qui auraient dû se joindre aux bandes qui invoquent son nom pour détrousser les voyageurs, rançonner les fermiers et arrêter les diligences.

On a beaucoup parlé du brigandage, et, comme un certain parti s'en est fait une arme pour blesser le gouvernement nouveau, on l'a singulièrement exagéré. Sans entrer ici dans des détails circonstanciés et qui n'auraient rien de nouveau, il est bon cependant de dire quelques mots de ces fameuses bandes qu'on a osé comparer aux armées vendéennes, oubliant que la Vendée a eu jusqu'à soixante mille soldats sous les armes, et que les bourbonniens, pour leur donner le nom qu'ils revendiquent, en réunissant tous leurs groupes, toutes leurs guérillas, n'ont jamais compté quinze cents hommes, et cela au plus mauvais moment, à l'époque du licenciement de l'armée napolitaine.

L'ancien royaume des Deux-Siciles a du reste été de tout temps la patrie traditionnelle des brigands; le pays, séparé en petites contrées que divisent des montagnes parfois inaccessibles, semble fait exprès pour donner asile aux bandits, que l'absence de routes protége contre toute atteinte. Ceux qui refusent l'impôt ou le service militaire, ceux qui *ont eu un malheur* et que la justice poursuit, ont vite fait de se jeter dans la montagne, où la forêt leur sert de refuge; ils lèvent des contributions sur les habitations voisines et vivent tant bien que mal sans être déshonorés par leur atroce métier, qui, dans les mœurs singulières et toutes païennes des habitans, est une industrie comme une autre. Sans parler du brigandage qui désola l'Italie méridionale sous les règnes de Joseph et de Murat, brigandage qui s'abritait, comme aujourd'hui, sous des prétextes politiques, et qui fut si vigoureusement comprimé par le général Manhès, que les Calabrais nomment maintenant *santo Manhès*, on peut dire en toute

vérité que les brigands ont toujours existé dans les parties montagneuses des Deux-Siciles. En 1822, au mois d'août, je crois, à l'époque où tous les princes légitimes étaient paisiblement assis sur leurs trônes, le ministre des Pays-Bas fut enlevé sur la grande route, entre Terracine et Capoue; la sécurité des chemins était si peu certaine qu'au mois de décembre de la même année on fut obligé d'échelonner dix mille soldats entre la frontière romaine et Naples pour protéger efficacement la personne du roi de Prusse, qui allait faire visite à sa majesté napolitaine. « Les Bourbons restaurés prirent un autre moyen pour détruire le brigandage dont ils s'étaient servis et qu'alors ils se reconnurent impuissans à réprimer. Le général Amato vint à composition avec la bande de Vandarelli, qui infestait la Pouille, et lui accorda non-seulement le pardon et l'oubli, mais il fut stipulé qu'elle serait transformée, avec une solde réelle, en une légion armée au service du roi, à qui elle prêterait serment. Les conventions faites, la bande vint à Foggia pour se rendre, et là elle fut détruite à coups de fusil (1). »

Il n'y a pas vingt ans, sous le règne de Ferdinand II, un certain Talarico, ayant eu quelques difficultés avec les autorités de la Calabre ultérieure première, se fit brigand et réunit bientôt autour de lui une bande de quarante à quarante-cinq hommes. Il se mit en chasse des carabiniers (gendarmes), pilla les convois de marchandises, se fit nourrir par les communes, semblait imprenable et terrifiait le pays. On ne pouvait en finir avec un si rude adversaire, qui se riait des embuscades et déjouait les trahisons; on fit alors avec lui un traité qui fut solennellement juré et respecté, par lequel on lui accordait une pension mensuelle de 30 piastres (153 francs) et une paie journalière de 3 carlins (1 franc 26 centimes) pour chacun des trente-sept hommes qui lui restaient encore; en outre il fut convenu qu'en cas de mariage, un carlin de plus par jour serait donné pour chaque enfant qui naîtrait. Talarico fut d'abord interné dans l'une des îles Lipari, puis, comme le climat ne lui convenait pas, on l'autorisa à résider à Ischia, où il est devenu capitaine de port. Il est marié et a neuf enfans. Je l'ai vu et j'ai causé avec lui : c'est un solide et joyeux gaillard que l'âge n'a pas affaibli, point ivrogne et grand danseur de tarentelle. Lorsqu'il parle de sa vie d'autrefois, il dit : « C'était le bon temps! »

Le brigandage existait donc jadis dans le royaume des Deux-Siciles, et les rois étaient forcés d'entrer en composition avec les bandits. Qu'il y ait eu recrudescence depuis la chute de François II, ceci est un fait hors de doute et qui s'explique de lui-même. Beaucoup de criminels, profitant des désordres que la révolution con-

(1) Circulaire du baron Ricasoli, 24 août 1861.

duite par Garibaldi amenait forcément dans l'administration, s'échappèrent de prison; tous ceux qui ne furent point repris mènent depuis ce moment la vie d'aventure et sont fort heureux de pouvoir cacher leurs méfaits sous une apparence politique; de plus, l'ancienne armée napolitaine a été licenciée et a fourni de nombreuses recrues aux détrousseurs de grandes routes. Cette dernière mesure du cabinet de Turin a été vivement blâmée, et les Napolitains particulièrement ont jeté les hauts cris en disant que cette armée de soldats allait devenir une armée de brigands qui désolerait les provinces. La plainte était fondée; cependant, si l'on eût incorporé ces soldats animés d'un mauvais esprit dans l'excellente armée italienne, il était à craindre qu'ils n'y apportassent la démoralisation dont ils étaient atteints. Entre deux maux, le ministère a sagement fait de choisir le moins grave : il valait mieux avoir des brigands plus nombreux à combattre que de voir se disloquer peu à peu une armée nouvelle, composée d'élémens encore mal fondus, et qui exigeait alors les soins particuliers qui en ont fait aujourd'hui une troupe de premier ordre.

Le brigandage a fait beaucoup de mal aux provinces napolitaines, cela est certain; mais jamais, pas une heure, pas une minute, il n'a mis en péril l'ordre de choses nouvellement établi : la troupe régulière n'a donné elle-même qu'assez rarement, et le plus souvent la garde nationale, dont on ne saurait trop faire l'éloge, a suffi pour vaincre, disperser et détruire des bandes redoutées. En Calabre, les principaux propriétaires se sont mis à la tête de leurs tenanciers armés, et pas un brigand n'existe actuellement dans les provinces où jadis ils trouvaient partout chère-lie et bon accueil. Les pays les plus éprouvés sont ceux qui sont limitrophes des États-Romains, où le brigandage se recrute et se réfugie. « Je m'enquis auprès des employés du chemin de fer de la situation du brigandage. Ils me dirent que dans le commencement il n'était pas rare de perdre en une nuit deux cents ouvriers qui étaient enrôlés par un agent pontifical moyennant 15 piastres par tête pour servir comme brigands pendant un temps désigné (1). »

L'éloignement où nous sommes en France de ces hommes les grandit et les poétise; volontiers nous croirions que leur cri de ralliement est la vieille devise : « Dieu et mon roi! » C'est là une erreur capitale; ces malheureux n'ont même pas la valeur fort contestable qu'eurent jadis dans notre pays les *compagnons de Jéhu* et les *chevaliers du brassard*; si j'avais à chercher leur analogie dans notre histoire, je la trouverais peut-être dans les *chauffeurs* et les *rouleurs de plaine*. Voici par exemple les renseignements qu'a recueillis sur

(1) Dépêche de sir J. Hudson déjà citée.

les principaux chefs de bandes un homme qui vit depuis longtemps à Naples, et qui a été le témoin oculaire de ce qu'il raconte : « Carmine Donatelli, de Roniero, surnommé Crocco, galérien évadé, trente délits, quinze vols qualifiés, trois tentatives de vol, quatre séquestrations de personnes, trois homicides, deux tentatives d'assassinat : Crocco a pris le titre de général; — Vicenzo Nardi, de Ferrandina, connu dans les bandes sous le nom de colonel Amati, quinze vols, quatre assassinats; — Michele de la Rotonda, de Ripacandida, quatre vols, deux tentatives d'assassinat, deux séquestrations de personnes, lieutenant-colonel; — le major Giuseppe Nicola Summa, trois vols qualifiés, deux tentatives d'assassinat, etc. (1). »

Par les chefs, on peut juger des soldats; tous portent le signe de reconnaissance envoyé de Rome, une bague de zinc avec cette devise : *Fac et spera*. Ils rançonnent indifféremment amis et ennemis, et n'ont point hésité à livrer au pillage les églises dont les prêtres étaient cependant venus les recevoir avec la croix et la bannière. Sous prétexte d'attachement à la dynastie tombée, ils *travaillent* pour leur propre compte et tâchent de s'enrichir. On peut affirmer, sans crainte de se tromper, qu'il n'y a aucune foi politique chez ces hommes, qui sont le rebut d'une société trop violemment remuée par des crises formidables; ils font aujourd'hui la guerre à Victor-Emmanuel en criant *vive François II!* comme ils feraient demain la guerre à François II en criant *vive Victor-Emmanuel!* Pour eux le brigandage est un métier et l'attachement aux Bourbons un prétexte (2).

Aujourd'hui le brigandage tend à rentrer dans son état normal, c'est-à-dire à se réduire à quelques groupes de malandrins courant la campagne et vivant sur le paysan. Un de ces groupes occupe le Monte-Gargano, en Capitanate, province très propice aux débarquemens clandestins; un autre apparaît de temps en temps dans la Basilicate; un troisième parcourt les environs du Vésuve sous la conduite d'un certain Pilone, dont j'ignore le vrai nom, et rançonne volontiers les touristes qui s'éloignent trop imprudemment de Sorrento et de Castellamare. Enfin, sur la frontière septentrionale, Chiavone dirigeait, il y a quelque temps encore, plutôt qu'il ne com-

(1) M. Marc Monnier, *Histoire du brigandage dans l'Italie méridionale*, p. 78-79; Paris 1862.

(2) Il est un homme cependant qu'il ne faut pas confondre avec les misérables dont je viens de parler. C'est Borjès, qui fut cruellement trompé par le principal meneur de la réaction bourbonnienne. Il fut honnête, convaincu, crut faire son devoir en acceptant la mission violente et dérisoire qu'on lui imposa; il appartenait à un principe et voulut loyalement le défendre lorsqu'il le vit vaincu par le principe contraire; il le dit lui-même dans son très curieux et très important journal : « Je tiens à ce que cet écrit parvienne à sa majesté, afin qu'elle sache que je meurs sans regretter la vie que je pourrais avoir l'honneur de perdre en servant *la légitimité*. »

mandait quelques bandits qui faisaient des incursions sur le territoire napolitain et rentraient vite, à la première apparence de danger, dans les états pontificaux, où ils trouvaient facilement à se refaire de leurs fatigues (1).

II.

Le moment ne tardera pas à venir où le brigandage cessera de lui-même. Ce moment ne peut être éloigné, dis-je, car c'est celui où commenceront les grands travaux publics que réclame impérieusement l'état physique des provinces napolitaines, qui est le même encore que du temps des Bourbons. Déjà une ligne importante de chemins de fer a été concédée à une société financière qui offre des garanties. Ce grand travail occupera bien des bras, et par conséquent ôtera au brigandage toute chance de se recruter parmi les misérables. Dans les provinces napolitaines, le prix moyen de la journée d'un homme employé aux travaux agricoles est de 37 centimes. Quoique l'existence soit facile dans ces pays aimés du soleil, il n'en est pas moins à peu près impossible de vivre avec une si modeste somme. Il n'est donc pas surprenant que ceux dont elle est l'unique ressource se soient parfois laissé tenter par la promesse d'une haute paie de 3 carlins par jour, et aient pris part à des actes de brigandage. On a calculé approximativement que la construction des voies ferrées emploierait trente ou trente-cinq mille personnes. C'est plus qu'il n'en faut pour pacifier radicalement l'Italie du sud.

Nous nous figurons mal en France, dans notre pays, où le plus humble des hameaux a ses voies de communication avec les villages voisins, l'inconcevable incurie du gouvernement bourbonnien en matière de ponts et chaussées. Je ne puis parler en connaissance de cause que de ce que j'ai vu. Une route va de Naples à Reggio; elle est en rapport avec les villes éloignées par des sentiers tracés au hasard à travers champs, où deux mulets ne passeraient pas de front, et qui rendent toute exploitation sérieuse absolument impossible. Les voyageurs qui ont séjourné à Naples se rappelleront certainement avoir vu des ânes outrageusement chargés d'un immense monceau de paille, de foin ou de légumes; ils ont pu s'étonner que de pareils fardeaux ne soient pas traînés sur des charrettes. C'est que les paysans qui les apportent n'ont point de charrettes, parce qu'il n'y a point de chemin assez large autour de leurs villages, qui cependant sont peu éloignés de Naples. Si l'on est obligé de transporter les céréales sur des bêtes de somme, il est facile de comprendre que les riches carrières de marbre des Calabres soient inexploitées, et

(1) Chiavone vient d'être fusillé, dit-on, par ordre d'un de ses supérieurs, l'Espagnol Tristany.

qu'on n'abatte dans les forêts que le bois qui peut être consommé sur place. Il y a cependant sur les montagnes de l'intérieur, dans les Calabres et dans la Capitanate, des forêts de chênes et de châtaigniers qui suffiraient à alimenter les plus actifs chantiers de construction maritime. Le roi Joseph avait compris l'importance de ces ressources forestières : c'est Bagnara qu'il avait désigné comme port de construction, lorsqu'il préparait les expéditions avortées de la Sicile. On n'avait en effet qu'à couper les arbres et à les laisser rouler jusqu'à la mer, pour avoir les matériaux en abondance.

Toute cette Italie méridionale est un pays à découvrir; il faut l'avoir visité en détail pour se figurer les ressources extraordinaires qu'il offrira au commerce et à l'industrie, lorsque des voies ferrées, de grandes routes, des chemins vicinaux, le mettront tout entier en communication avec les mers qui l'entourent, et l'auront fait entrer dans la loi d'échange commune aux peuples civilisés. Ce n'est pas seulement le bois de construction qu'on y trouvera sans peine, mais les marbres les plus beaux (le *vert antique* ou *vert de mer* sert à faire des marches d'escalier à Maïda, à Marcellinara, à Catanzaro), le coton, dont on va, je crois, commencer la culture en grand, les céréales de toute sorte, la soie, le vin, les métaux, la cire, la garance, les essences provenant des arbres résineux, la réglisse (si abondante qu'elle est connue commercialement sous le nom de *calabre*); l'huile, qui est extrêmement riche; le chanvre, la canne à sucre, qu'on acclimatera facilement; le maïs, dont on expédie déjà les feuilles en larges ballots pressés pour faire des sommiers; les oranges et les citrons, qui, dans les années de mauvaises récoltes, valent 20 centimes le kilogramme; l'absinthe, qui croît naturellement; les bois de luxe pour la fabrication des meubles; que sais-je encore? mille autres richesses au milieu desquelles un peuple entier meurt de faim, faute de pouvoir en tirer parti. Les routes qui sillonnent nos départemens de l'ouest rendent aujourd'hui une *Vendée* impossible; la chouannerie même n'y pourrait subsister. Les routes que l'on va tracer dans les provinces napolitaines leur rendront la tranquillité, et en feront un des pays les plus riches du globe. « Du travail! du travail! » tel est le cri de tous les hommes intelligens qui habitent l'Italie du sud; c'est le cri des agens diplomatiques, des préfets, des propriétaires, le cri de tous ceux qui, payant l'impôt, ont droit à la sécurité.

Parmi les grands travaux qu'on ne peut tarder à entreprendre pour utiliser cette terre féconde et lui donner les moyens de mettre à profit les immenses ressources qu'elle renferme, il en est un d'une haute importance, auquel on devra songer bientôt et dont il est bon de parler dès à présent. Il s'agit d'un port à créer dans la mer Adriatique. C'est le devoir du gouvernement italien de fonder

un établissement maritime qui, à un moment donné, puisse servir de refuge à ses flottes et lutter avantageusement contre les ports militaires où l'Autriche s'est fortifiée en Croatie et en Dalmatie. Or à cette heure l'Italie ne possède en réalité qu'un seul port sur son rivage oriental, c'est Ancône. Il est à craindre qu'on ne puisse jamais en faire un port de premier ordre, et que, malgré les travaux qu'on y exécute, il ne soit jamais capable de contenir une grande flotte; l'ancrage y est actuellement impossible pour les vaisseaux de haut bord qui ont trente mètres de tirant d'eau, car la mer n'y a nulle part plus de vingt-six mètres de profondeur; les vents du nord et du nord-est y sont dangereux; tout y est à créer, et les bois de construction sont loin qui pourraient alimenter les chantiers. Il existe dans les provinces napolitaines un emplacement que la nature semble avoir disposé à dessein pour servir de port aux flottes de l'Italie; je veux parler du lac Varano, situé en Capitanate, à l'éperon même de la botte. Séparé de la mer par une langue de terre de cinq cents pas de large, il a trente-sept milles de circonférence, dix de longueur et sept de largeur ; il offre partout un mouillage de plus de trente-cinq mètres, il est indiqué de loin par l'énorme sommet du Monte-Gargano, chargé de forêts mûres pour l'exploitation, où l'on trouverait tous les élémens de constructions maritimes, depuis le bois jusqu'au goudron; la pyrite de fer abonde dans les terrains environnans; à la fois port et rade, il serait par le fait la clé de l'Adriatique (1). Il suffirait d'ouvrir son rivage pour avoir un admirable établissement maritime, assez éloigné dans les terres pour être à l'abri des vents, et auquel la grève qui le sépare actuellement de la mer servirait de jetée naturelle et indestructible. De quelle utilité ne serait pas un port semblable, trouvant tous ses ravitaillemens autour de lui-même, dans le cas d'une guerre avec l'Autriche, dans le cas où la liquidation de la question d'Orient entraînerait l'Italie dans une conflagration générale! Placé directement en face de Naples, il serait facilement relié au golfe napolitain par un chemin de fer qui servirait au transit des marchandises destinées à la côte occidentale de l'Adriatique, à la Grèce, aux îles de l'Archipel et à la Turquie.

La plupart des vastes travaux dont je viens de parler ne sont encore que des projets qui n'ont pas reçu commencement d'exécution, et déjà cependant la seule influence de la liberté apportée par le *statut* piémontais a, dans bien des endroits, changé la face du pays. « L'aspect des villes dans l'Ombrie et dans les Marches est celui de villes qui viennent de naître à une vie nouvelle. Quand on a traversé le Tibre, la scène change : en entrant dans les états pontificaux, nous entrons dans le désert. » Cette observation de sir John Hudson

(1) *Porto di Varano; Idee di G. Aurelio Lauria.* Naples, mai 1862.

est vraie aussi pour les états napolitains, et sera reconnue juste par ceux qui, les ayant parcourus sous le règne des Bourbons, les visitent aujourd'hui. La liberté porte en elle une force vitale qui, par elle-même, ranime les contrées les plus éteintes. Si aux bienfaits inhérens à un régime libre on ajoute la vivification des grands travaux d'utilité générale, je ne sais trop ce que les anciennes provinces napolitaines auront à envier aux autres nations.

En dehors des hommes d'état chargés de maintenir le statut dans son intégrité et d'en assurer l'exécution, c'est d'un bon ministre des travaux publics que l'Italie a le plus besoin à cette heure, et ce qu'il faut donner à Naples au plus vite, c'est un excellent préfet de police. Avec de simples *arrêtés* auxquels ceux de la police parisienne pourraient, dans beaucoup de cas, servir de modèles, on ferait facilement de Naples une ville merveilleuse. Elle a été, je le sais, longtemps réfractaire à toutes les améliorations; indolemment couchée sur le rivage de la mer, presque endormie sous la chaleur de son soleil énervant, elle s'est plu, poúr ainsi dire, dans sa paresse et sa malpropreté. Je sais qu'il a fallu user de supercherie pour qu'elle consentît à éclairer ses rues, dont la nocturne obscurité favorisait les voleurs; il a fallu à chaque carrefour élever des tableaux de sainteté et des statues de la Vierge pour avoir un prétexte à allumer des lampes votives qui, du moins, répandaient quelque clarté. C'est à grand'peine et avec mille ménagemens qu'on a pu y introduire le gaz; mais on a eu soin d'écarter démesurément les candélabres les uns des autres, de façon à ménager une demi-obscurité propice aux méfaits qui réclament la nuit. Bientôt il n'en sera plus ainsi. Un traité vient d'être passé avec une compagnie française pour l'éclairage au gaz de la ville de Naples, j'entends de la ville entière et non pas seulement, comme aujourd'hui, des rues principales; mais tout est à faire, les lanternes, les tuyaux, le gazomètre, et dans dix-huit mois seulement les travaux seront exécutés. Un nouveau port, dont le roi a solennellement posé la première pierre, va être construit à l'est de la ville, où tout un quartier neuf doit être bâti, ce qui permettra de faire des trouées dans ce qu'on appelle le *vieux Naples*, et de donner de l'air à ces ruelles infectes qui sont des foyers de mortalité pendant les épidémies. Le service de voirie n'est pas fait dans la ville, des immondices s'y accumulent, empestent l'atmosphère, et ne sont souvent enlevées que par les hasards d'un orage qui les entraîne à la mer; un arrêté municipal et l'embrigadement de deux ou trois cents balayeurs suffiraient à nettoyer une ville dallée, où les pluies sont rares, et qui n'a point, comme Londres et Paris, le double inconvénient du macadam et d'un climat humide. Naples manque d'eau, et l'on pourrait presque affirmer que ses fontaines publiques sont insuffisantes à la désaltérer; il est inexplicable

qu'on n'y ait pas encore conduit les eaux excellentes qui coulent avec tant d'abondance du haut de Monte-Briano, qui alimentent les cascades des jardins de Caserte, et qu'un aqueduc amènerait si facilement jusqu'au milieu de Naples. Naples a déjà le soleil et la mer; le jour où on lui donnerait l'air et l'eau, ce serait une ville sans seconde pour la salubrité. Ce ne serait ni coûteux ni malaisé; pourquoi donc ne l'a-t-on pas encore fait? J'en ai déjà donné la raison plus haut, c'est parce qu'aujourd'hui la question administrative disparaît naturellement devant la question politique.

La police, — et j'entends donner à ce mot sa vieille et sérieuse acception : protection de la ville, — doit jouer un rôle considérable à Naples si, comme je le crois, le gouvernement italien est décidé à réprimer les abus que l'ancien régime tolérait toujours et encourageait quelquefois. Des dépôts de mendicité sont indispensables dans cette cité populeuse où l'on est mendiant de père en fils, par profession, sans honte et même avec plaisir; de l'aveu même des Napolitains les plus amoureux de leur ville, la mendicité est une plaie qui la déshonore. Vers 1842, le roi Ferdinand avait promis de fonder quatre grands établissemens de refuge pour les pauvres, le premier à Naples, le second dans la Terre de Labour, le troisième dans le Principat-Supérieur, le quatrième à Bari. Malheureusement il en fut de ce projet comme de tant d'autres sous le même règne, il ne fut jamais exécuté. Les seuls dépôts qui existent à présent dans les provinces napolitaines sont l'*Albergo dei Poveri* à Naples et deux autres établissemens analogues, l'un dans l'Abruzze ultérieure seconde, l'autre dans la Terre de Labour. Au commencement de cette année, la préfecture de Naples, sérieusement émue par la quantité innombrable de pauvres qui vaguaient par la ville, fit arrêter la plus grande partie des mendians, les classa en diverses catégories, renvoya dans leurs provinces ceux qui n'appartenaient pas à Naples même, traduisit devant les tribunaux sous l'accusation de vagabondage ceux que nulle infirmité ne rendait invalides, et fit distribuer les impotens, les vieillards, les infirmes dans différens établissemens de bienfaisance; mais cette mesure, excellente en elle-même, n'eut pas tout le résultat qu'on pouvait espérer. Les établissemens n'étaient point assez vastes ni suffisamment fournis pour recevoir et alimenter des hôtes si nombreux; puis les vagabonds reprirent instinctivement leur vie ancienne dès qu'ils furent quittes des peines qu'ils avaient encourues. En attendant l'heure où ce peuple aura pris l'habitude du travail en devenant plus instruit, le gouvernement et les municipes des provinces napolitaines devraient s'entendre pour construire de grands asiles où seraient recueillis tous les fainéans qui ne vivent que de mendicité. Les remarquables colonies de mendians que la

Hollande a établies à Ommerschans et à Frederiksoord, colonies où la commune et le gouvernement concourent par portions déterminées à l'entretien des pensionnaires, sont d'excellens modèles à étudier et à imiter. Il ne manque pas dans l'Italie méridionale de terrains en friche qu'on pourrait avantageusement faire cultiver par ceux qui jusqu'à ce jour n'ont eu d'autre fonction sociale que de tendre la main en balbutiant une prière inintelligible. La charité particulière interviendrait sans aucun doute pour la réalisation d'une œuvre semblable; elle est généreuse à Naples, où elle a déjà fondé deux établissemens privés pour les enfans abandonnés. Les hôpitaux auraient besoin d'être spécialement surveillés, car les abus y subsistent encore que les gouvernemens passés y avaient laissés naître. Le roi y a fait une visite inopinée pendant son dernier séjour à Naples, et cette visite a déjà eu d'excellens résultats.

La police n'a été malheureusement employée jusqu'ici à Naples qu'à un rôle politique. Il n'y existe rien qui ressemble à nos *sergens de ville* ou aux *policemen* de Londres; je ne sais même pas si l'on y trouverait un service de sûreté fonctionnant régulièrement. Il serait vivement à désirer qu'on créât un corps d'agens municipaux spécialement destinés à faire exécuter les arrêtés de police et à s'emparer des malfaiteurs. Quoi qu'on ait pu dire, ces derniers sont peu nombreux à Naples; il y a beaucoup de *filous* et peu de voleurs. Ici peut-être plus que partout ailleurs l'occasion fait le larron, et il est rare d'entendre parler de ces redoutables associations qui parfois ont alarmé Londres et Paris. L'assassinat est fréquent à Naples, cela est vrai; mais quatre-vingt-dix-neuf fois sur cent il a été inspiré par une passion, haine, amour, vengeance, opinion politique. On dénoncera un voleur, rarement un assassin. Une sorte de franc-maçonnerie semble lier à ce sujet les *popolani* de Naples; on laisse échapper le meurtrier, on le protége, on le cache au besoin, et l'on dit de lui : « Pauvre homme, il a eu un malheur! » Lorsqu'au mois de novembre 1860 Gambardella, chef des marchands de poissons de Sainte-Lucie, homme très influent, fut assassiné à neuf heures du matin, en présence de plus de deux cents personnes qui toutes le connaissaient, l'assassin put s'enfuir et ne fut point retrouvé, car nul ne voulut jamais révéler son nom.

Cependant il existe à Naples une association dangereuse qui agit publiquement, quoiqu'elle soit pour ainsi dire constituée en société secrète, et qu'on aurait sans nul doute détruite depuis longtemps, si elle ne s'adressait spécialement aux basses classes de la population : je veux parler de la *camorra*. *Camorra* est un mot espagnol qui signifie dispute, querelle, ce qui tendrait à faire remonter l'origine de l'association à l'époque de l'occupation espagnole. C'est une

franc-maçonnerie plébéienne très réelle, dont le but unique est d'exercer le droit du plus fort; le principe est de vivre aux dépens d'autrui, le moyen d'action est la terreur. L'association embrasse toutes les provinces napolitaines, où elle a des *ventes* dans chaque grande ville; elle correspond avec le centre, qui est Naples, divisée elle-même en douze *loges* correspondant aux douze quartiers de la cité. Chaque loge est dirigée par un chef qui a pleins pouvoirs, auquel on obéit sans murmure, et qui a droit de vie et de mort sur les associés. Le *camorrista* n'exerce aucun métier; il est habile à manier le bâton et le couteau, il est doué de courage, et vit grassement de l'impôt qu'il prélève sur les pauvres gens, cochers, petits marchands, cabaretiers, pêcheurs, domestiques de place. Bien souvent les touristes ont dû remarquer, lorsqu'ils montaient en voiture, qu'un homme s'approchait du cocher et en recevait quelques pièces de billon; c'était un camorriste qui exigeait son tribut ordinaire : tant pour une course dans la ville, tant pour une promenade à la campagne. Il arrive souvent qu'un camorriste s'approche d'un étranger déjà assis dans la calèche, et lui demande où il va et quel prix il a fait avec son cocher; cette sorte d'enquête sert à établir ce qu'on pourrait appeler la cote de l'imposition. Dans les cafés de bas étage, où les gens du peuple se réunissent pour jouer à la *scopa*, leur jeu favori, un camorriste surveille la partie, examine les cartes, juge des coups douteux, et reçoit un *grain* du gagnant. Le matin, les camorristes de chaque quartier font leur tournée à l'heure du marché, et prélèvent tant sur les légumes, tant sur les huîtres, sur le foin, sur les fruits, sur la viande. Jamais ils ne rencontrent de récalcitrans, et c'est à qui s'exécutera de bonne grâce. L'association existait dans l'ancienne armée napolitaine; elle existe aussi dans les bagnes, dans les prisons, dans les hôpitaux. Cette étrange compagnie a sa hiérarchie; on parvient de degrés en degrés jusqu'au rang de chef supérieur, qui est le plus élevé et le plus envié. On commence par être aspirant, *picciotto* (conscrit); c'est le premier grade de l'initiation, et pour l'obtenir il faut prouver d'une façon irrécusable qu'on n'appartient ni à la police, ni à la marine, ni à la gendarmerie, qu'on n'est ni voleur, ni espion, et qu'on n'a dans sa famille aucune femme se livrant à la prostitution. Quand une fille publique est assassinée, il est presque certain qu'elle a été tuée par un de ses parens, camorriste qui, ne voulant pas être renvoyé de l'association, n'a point hésité à commettre un meurtre. A moins qu'une action d'éclat ne fasse franchir plusieurs degrés d'un seul coup, on doit rester un an *picciotto;* on arrive ensuite au grade de *picciotto di sgarro,* qu'on pourrait nommer aspirant de première classe. On n'obtient pas d'emblée cet avancement : pour le mériter, il faut avoir joué du couteau par ordre de l'association, il faut avoir

en un duel (duel au couteau, bien entendu) avec un camarade, ou s'être bénévolement chargé d'un crime commis par un camorriste et en supporter toutes les conséquences jusqu'au bagne inclusivement. Des épreuves nouvelles et de nouveaux sermens sont exigés pour s'élever jusqu'au rang de camorriste de premier ordre. Chaque groupe exploitant un quartier a non-seulement un chef, mais une sorte d'agent comptable (*cantarulo*), qui chaque dimanche distribue aux *camorristi* purs le produit (*barattolo*) des taxes perçues pendant la semaine; les camorristes seuls ont droit à une part égale et régulière; la paie des *picciotti* est laissée à la bonne volonté des membres de l'association. Le *cantarulo*, en dehors de ses fonctions de comptable, règle les différends qui peuvent survenir entre les associés, assiste en juge du camp à leurs duels, où les coups ne doivent jamais être portés que dans la poitrine, et indique les opérations de contrebande qu'il croit devoir être fructueuses, car, avant l'application du nouveau tarif des douanes, la *camorra* se chargeait volontiers de faire entrer frauduleusement les marchandises prohibées. Je dois dire qu'il n'y a pas d'exemple qu'un ballot ait été détourné par ces singuliers colporteurs. Les punitions sont sévères; la plus douce est la bastonnade, puis vient la suspension, qui peut durer plusieurs mois, pendant lesquels le camorriste interdit continue à remplir ses devoirs, mais n'a plus aucun droit au partage; enfin, comme dans les sociétés régulières, la peine la plus grave est la mort : le condamné est exécuté au couteau par ses associés. Si un coupable cherche à s'enfuir et gagne le large, son signalement est immédiatement expédié à toutes les loges de province, qui sont par délégation chargées d'exécuter la sentence. Lorsqu'un camorriste maladroit s'est laissé happer par la police pour quelques méfaits particuliers, il perd tout droit à sa part du *barattolo*, mais alors il ne doit rien à l'association; il garde pour lui seul le tribut qu'il lève sur les prisonniers et l'impôt que ses contribuables ordinaires ne manquent jamais de lui apporter régulièrement, quoiqu'il soit sous les verrous.

Les camorristes font profession de n'avoir aucune opinion politique (c'est peut-être là qu'il faut chercher le secret de leur existence toujours tolérée), et, quelles que soient les révolutions qui agitent le peuple autour d'eux, ils n'en vivent pas moins à ses dépens. Ils connaissent le proverbe grec : « Que le vent souffle du nord ou du midi, il y a toujours des moutons à tondre. » Lorsque Garibaldi fut entré à Naples, il voulut disloquer la *camorra* d'un seul coup et utiliser en même temps l'énergie des camorristes et l'ascendant qu'ils exercent autour d'eux. Il les envoya dans les chiourmes, dans les prisons, pour servir de gardiens; mais une fonction régulière ne pouvait leur convenir : ils s'ennuyèrent vite de ce repos, qui du

reste leur était moins profitable que leur agitation passée, et tous, sans exception, ils reprirent la clé des champs et la vie d'aventures qu'ils avaient menée jusqu'alors. Aujourd'hui la *camorra*, aussi forte, aussi bien organisée qu'autrefois, continue à rançonner la population napolitaine, et inspire assez de crainte pour qu'on n'ait point encore osé porter la main sur elle. C'est encore là une des plaies particulières à Naples, et il serait possible, sinon facile, de la guérir. Lorsque les graves préoccupations qui absorbent actuellement toutes les pensées et toutes les heures du gouvernement de Turin auront cessé, une forte organisation sera donnée aux provinces napolitaines, et il n'est point douteux alors qu'on n'entreprenne par les moyens légaux la destruction de cette association dangereuse et préjudiciable au petit commerce. Le magistrat ou l'officier public qui se chargera de cette tâche pourra courir quelques dangers, mais il sera certain d'être approuvé par tous les honnêtes gens et d'avoir l'appui de la garde nationale de Naples, qui, par son dévouement, sa conduite irréprochable, est une des plus grandes forces morales qu'on puisse invoquer. Peut-être même aurait-on déjà essayé de remédier à cet abus et à bien d'autres, s'il y avait un accord plus parfait entre les hommes de Turin et ceux de Naples. Les ordres, les conseils, les propositions envoyés par le cabinet du roi d'Italie sont trop souvent discutés par les magistrats municipaux de Naples, et parfois les meilleures mesures sont ajournées. Ce n'est pas que la sympathie fasse défaut entre les Piémontais et les Napolitains, mais la différence des caractères est telle qu'elle amène souvent des malentendus regrettables. Il n'est pas de peuple plus honnête que les Piémontais; ils sont braves et fermes jusqu'à l'entêtement, et quelquefois même ils affectent une certaine raideur (1). Le Napolitain au contraire est la pétulance même, on n'est pas plus spirituel, plus moqueur, plus rapide à voir le côté faible des choses; le Napolitain est avocassier, discuteur, il est par malheur hésitant, s'accommode assez du provisoire, craignant d'avoir à regretter le définitif, et remet de jour en jour à prendre une décision. Le Piémontais est l'homme de la réflexion, le Napolitain celui de l'imprévu. Il n'est point surprenant qu'avec de si profondes divergences dans les caractères on n'ait pas toujours marché d'ensemble vers le but qu'on se proposait d'atteindre, et cependant il faut dire que Naples n'a point demandé une amélioration sérieuse sans qu'aussitôt le cabinet de Turin se soit empressé de l'accorder : les réformes accomplies dans l'instruction publique vont prouver ce que j'avance.

(1) « Ils sont *pédans*, » disent d'eux les autres Italiens. Ce mot, dans une telle acception, n'a guère d'équivalent en français.

III.

Le gouvernement de Victor-Emmanuel, à son avénement, trouva l'instruction publique dans un état déplorable, et il eût été plus facile peut-être de la créer que de la réformer. « L'instruction a pénétré à Rome et dans l'Italie méridionale depuis 1815. A cette date, le gouvernement autrichien a persuadé à la cour de Rome que les idées révolutionnaires et le progrès sont choses inséparables, et il a proposé l'ignorance comme correctif (1). » Ce qui est vrai pour Rome le fut pour Naples et ses provinces; l'ignorance devint un dogme et l'instruction un crime. Tout homme qui fut convaincu de posséder une bibliothèque (et Dieu sait quelles restrictions on apportait à la publication et à l'introduction des livres dans l'ancien royaume des Deux-Siciles!) fut signalé à la surveillance de la police et rangé dans la catégorie des *attendibili* (suspects). Le clergé était seul maître absolu en matière d'instruction (2). Un instant on put croire que, comprenant enfin que l'instruction est un des besoins les plus impérieux de l'esprit humain, le gouvernement allait changer de système; par un rescrit du 10 février 1843, il ordonna la création de trois universités auxiliaires de celle de Naples; c'était dans les provinces des Abruzzes, de Pouille et des Calabres qu'on devait les établir. Aucune université nouvelle cependant ne fut créée; mais on s'appuya sur le rescrit pour retenir les étudians dans leurs provinces et pour les éloigner absolument de Naples, où l'on craignait de les réunir, car si l'ignorance rassurait cet étrange gouvernement, la jeunesse lui faisait peur. Un seul fait, qui a l'irrécusable éloquence des chiffres, prouvera ce que valait l'instruction napolitaine sous la dynastie des Bourbons: l'instruction publique, pour tout le royaume des Deux-Siciles (10 millions d'habitans), était portée au budget pour la somme de 1,500,000 francs, somme énorme et exagérée cependant, si l'on songe aux résultats presque négatifs ainsi obtenus; aujourd'hui, sous le gouvernement de Victor-Emmanuel, qui n'a encore pris que des mesures provisoires, l'instruction publique coûte déjà plus de 10 millions de francs pour les seules provinces méridionales. Sans être retirée des mains du clergé, l'instruction a été déclarée libre; tout particulier remplissant les conditions de mora-

(1) Dépêche de sir John Hudson.

(2) La surveillance de police exercée sur les élèves était si sévère qu'il leur était ordonné d'être rentrés chez eux à neuf heures du soir; les élèves ne suivaient pas les cours, car les professeurs se dispensaient de les faire. Le local de l'université était une vaste maison vide; on n'en obtenait pas moins à prix d'argent ou par protection le diplôme dont on avait besoin pour exercer la carrière dont on n'avait pas fait l'apprentissage.

lité naturellement exigées peut ouvrir une école. On s'est hâté d'établir des écoles primaires, des écoles normales pour les deux sexes; on a fait appel aux communes pour les engager à faire distribuer l'instruction aux enfans, en attendant que le parlement italien vote la loi d'instruction obligatoire, loi indispensable dans un état libre, corollaire obligé du suffrage universel, loi complémentaire sans laquelle ce dernier n'est bien souvent qu'un droit et une puissance dérisoires. Solennellement, le 23 novembre 1861, on a rouvert l'université de Naples, dont un rescrit royal de 1849 avait éloigné le plus grand nombre des élèves; dès le second jour, le chiffre des inscriptions d'étudians s'élevait à plus de dix mille. L'enseignement y est libre et très attentivement suivi; les étudians n'entendent pas raillerie au sujet des négligences dont leurs maîtres peuvent se rendre coupables. Quelques professeurs, se souvenant trop du passé, ne firent pas leurs cours avec toute la régularité qu'on aurait pu désirer; il y eut une véritable émeute. Les étudians sont d'une assiduité touchante; on dirait que ces jeunes gens, si longtemps tenus dans une obscurité systématique, poussent tous le cri de Goethe mourant : « De la lumière! de la lumière! encore plus de lumière! » Dans cette université de Naples, qui était autrefois despotiquement dirigée par les prêtres, on professe à cette heure la philosophie hégélienne; or chacun sait que Strauss, l'auteur de la *Vie de Jésus*, est disciple d'Hegel.

Loin de regimber contre des mesures qu'au premier abord il aurait pu trouver extraordinaires, le peuple de Naples est venu en aide au gouvernement. Comprenant qu'on ne pouvait raisonnablement exiger du cabinet de Turin qu'il créât d'un seul coup un système administratif complet d'instruction générale, voyant qu'avec sagesse on avait couru tout de suite au plus pressé, c'est-à-dire aux enfans, et qu'on n'avait pas encore eu le loisir de s'occuper des adultes, il a fondé pour lui-même et par lui-même des écoles d'enseignement mutuel où il va apprendre à lire et à écrire le soir, quand il a terminé ses travaux de la journée. On me l'avait dit, je ne l'avais pas cru : malgré moi, je me reportais aux époques de la dynastie des Bourbons; je me rappelais ce peuple indolent, qui ne demandait rien que le pain quotidien et un peu d'ombre pour dormir. Je ne pouvais me figurer que dix-huit mois de liberté eussent ainsi modifié ses instincts. J'avoue avec joie que je m'étais trompé. Dans les quartiers pauvres de Naples, vers Sainte-Lucie et *Piedigrotta*, j'ai vu dans de grandes chambres deux ou trois cents *popolani* en guenilles, pieds nus, réunis et attentifs autour de l'un d'eux qui leur apprenait à lire et disait : « Croix de Jésus : *a*, *b*, *c*, *d*. » Il n'existe encore que deux ou trois de ces écoles; c'est peu, me dira-t-on. C'est énorme, si l'on songe à ce qu'était ce peuple il n'y a que

deux ans, si l'on pense qu'il est absolument libre de rester ignorant, et que c'est par le fait de sa seule volonté qu'il cherche à s'instruire. Si rien ne vient mettre obstacle à ce beau mouvement de régénération, avant cinq ans tous les enfans de Naples iront à l'école, et nul n'osera plus échapper à l'instruction élémentaire. Si à ces écoles on peut ajouter le système de *lectures* si admirablement pratiqué en Angleterre, l'intelligence naturelle des Napolitains aidant, on arrivera à des résultats extraordinaires, et l'on amènera incontestablement la fin de bien des crimes et de bien des superstitions.

L'ignorance et la superstition vont de pair, s'aidant mutuellement comme l'aveugle et le paralytique, et se fortifiant l'une par l'autre; quand la première sera éteinte, la seconde n'aura plus longtemps à vivre. Cependant dès aujourd'hui il faut combattre cette dernière, mais la combattre par la parole, par le raisonnement, par la douceur. On ne doit pas trop en vouloir à ce peuple de vivre encore sous l'empire de superstitions qui, chez nous, feraient rire des enfans de cinq ans, car sous beaucoup de rapports il n'est lui-même qu'un grand enfant; il a été si longtemps dirigé par un système politique qui croyait avoir intérêt à lui conserver toutes ses erreurs, qu'il n'est pas surprenant de le voir encore profondément imbu d'idées qu'il répudiera peu à peu. De plus, la superstition peut être considérée chez lui comme une de ces maladies héréditaires qui se transmettent fatalement de génération en génération. Le paganisme lui a légué toutes ses habitudes, que le catholicisme a exploitées à son profit en se les appropriant; il suffit d'avoir vu les images protectrices placées dans les maisons, et devant lesquelles brûle une lampe perpétuelle, pour comprendre que c'est là une réminiscence des dieux lares. La croyance à la *jettatura* est une tradition antique (1); il en est de même de l'idée du patron, du saint particulier de chaque ville et de chaque village substituée à l'idée générale de Dieu, qui n'existe réellement pas dans les provinces napolitaines; on prie saint Janvier ou saint Antoine, on leur fait des vœux, mais jamais la pensée de prier Dieu seul, Dieu abstrait, pour ainsi dire, ne viendra à un Napolitain. Le peuple entier est comme imprégné de croyances puériles, qui lui sont transmises de père en fils, et qui semblent inhérentes au pays qu'il habite. J'ai vu cette année même, le 9 juin, au village de Ponogliano d'Arco, à quelques lieues de Naples, dans une église si remplie d'*ex-voto* que les murs en disparaissent, des hommes et des femmes se traîner devant une prétendue image miraculeuse de la Vierge, en léchant le pavé avec leur

(1) Les voyageurs qui ont remarqué l'étrange appendice de cuivre qui surmonte le collier des chevaux de charrettes y ont reconnu sans doute un souvenir affaibli et légèrement modifié des images obscènes qui, dans les temps anciens, passaient pour protéger contre le *mauvais œil*.

langue; le miracle de saint Janvier est universellement connu, et s'accomplit régulièrement deux fois par an; l'adoration que ce saint inspire aux habitans de Naples est telle que le gouvernement italien même le respecte et le ménage comme une puissance politique.

Il est élémentaire d'admettre que la question de dogme et la question de culte doivent s'effacer devant la question de morale; mais ici c'est tout le contraire qui a lieu. La question de morale n'est rien, à proprement parler, elle n'existe pas; la question de dogme, résolue *à priori*, n'est jamais agitée; tout est réservé pour la question de culte, question fort importante, puisque c'est d'elle que découlent les donations, les offrandes, les fondations, en un mot la richesse de l'église. Aussi on a toujours porté dans l'entretien du culte un soin particulier, et l'Italie méridionale est le pays des processions, des neuvaines, des promenades de saints, des expositions de reliques. Le clergé, qui sent instinctivement que le nouvel ordre de choses amènera forcément des modifications importantes qui ne pourront que diminuer l'influence excessive des prêtres, n'est naturellement pas porté d'amour vers le roi Victor-Emmanuel. Cependant il a été longtemps avant de prendre un parti définitif; il a hésité, il est resté en expectative, très indifférent à la chute des Bourbons, se souciant au fond assez peu de la question romaine, et attendant, sans remuer, l'occasion de faire alliance avec le gouvernement constitutionnel, si ce dernier lui offrait des avantages, ou de le combattre, s'il devait l'amoindrir. Le décret signé à Turin le 13 octobre 1861, décret qui supprime les ordres monastiques, les abbayes, les bénéfices, a décidé la question. Tant qu'on n'avait touché qu'au spirituel, le clergé n'avait rien dit; mais dès qu'on toucha au temporel par l'abolition des couvens, il s'indigna et déclara franchement la guerre au roi Victor-Emmanuel. Les prêtres des Deux-Siciles devinrent les « innocens, » et le roi d'Italie fut « Hérode. » Quelle que soit cependant la mauvaise humeur du clergé en présence de ce qu'il appelle une spoliation, je ne crois pas cette mauvaise humeur très redoutable; j'ai pu me convaincre, pendant mon récent séjour à Naples, que les mœurs cléricales étaient singulièrement modifiées : autrefois elles étaient pour ainsi dire agressives, elles sont devenues aujourd'hui fort douces, et semblent empreintes d'une certaine timidité. Jadis les moines quêteurs sillonnaient la ville et réclamaient souvent l'aumône avec quelque insolence; maintenant ils deviennent de plus en plus rares, et paraissent s'éloigner intentionnellement de Naples pour aller mendier dans les villages voisins. On en rencontre encore, cela n'est point douteux; mais leur attitude n'est plus la même : elle est à la fois plus réservée et plus digne.

De ce que le clergé est généralement hostile au roi Victor-Emmanuel, si l'on concluait qu'il est exclusivement attaché au système

tombé, on commettrait une grave erreur. Le clergé peut aujourd'hui, dans les provinces napolitaines, se diviser en deux catégories très distinctes, les rétrogrades et les libéraux. Les premiers sont plus royalistes que le roi : ils se tournent sans cesse vers Rome, d'où ils attendent et reçoivent le mot d'ordre; ils ferment leurs églises le jour où l'on célèbre la fête nationale de l'Italie, la fête du statut; ils entravent par tous les moyens imaginables la marche régulière du gouvernement; ils passent pour avoir eu de fréquentes et coupables accointances avec le brigandage et semblent désirer une conflagration qui ramènerait sur le trône des Deux-Siciles le roi légitime par la grâce de Dieu, et par conséquent livré à leur influence. Les seconds au contraire, faisant presque tous partie du bas clergé, en haine de leurs supérieurs, las de leur servitude, se sont jetés dans le parti extrême et invoquent un libérateur. Ils rêvent un retour vers l'église primitive; ils voudraient une réforme dans la discipline, dans la morale même; ils n'osent encore toucher au dogme; ils tournent de loin autour du protestantisme, qui les attire et leur fait peur en même temps; ils savent bien ce qu'ils ne veulent pas et ne sauraient dire ce qu'ils veulent; ils passent par où Luther a passé avant la journée de Worms. Ils se sentent involontairement emportés par un souffle de liberté, et voudraient en profiter pour eux-mêmes et surtout pour échapper au Vatican. Ils ont formé entre eux plusieurs associations : celle qui est dirigée par le prêtre Zaccaro est importante et compte plus de quatre mille adhérens; mais, je le répète, il est très difficile de dégager dès à présent l'inconnu du but qu'ils poursuivent, car ils l'ignorent eux-mêmes; ce qu'il y a de certain, c'est qu'ils ne veulent plus être ce qu'ils ont été; ce n'est pas encore un schisme, c'en est peut-être le commencement. Tous ces prêtres inquiets et troublés, ne définissant pas même leur propre volonté entre les traditions du passé et leurs aspirations nouvelles, correspondent entre eux, se recherchent pour s'éclairer, travaillent pour apprendre, et n'arrivent le plus souvent qu'à rendre plus poignans les doutes qui les tourmentent. L'esprit de Campanella, leur compatriote, semble les agiter. J'en sais plusieurs qui se sont réunis pour lire en commun les œuvres de Fourier, de Saint-Simon, d'Enfantin et de Proudhon. C'est là un grave symptôme, et qui prouve du moins une foi ébranlée et un profond malaise dans les esprits. Ils jouissent actuellement d'une liberté disciplinaire assez grande, car quarante-cinq évêques sont, à l'heure qu'il est, hors de leurs diocèses. Existe-t-il quelque part une sorte de comité directeur, pris dans le clergé même, et qui pousse à l'approfondissement de certaines questions afin de préparer lentement le schisme qui doit séparer l'Italie de la papauté? Je le croirais volontiers. En réponse à la lettre que les évêques ont récemment adressée au pape après les

cérémonies de la canonisation des saints japonais, *huit mille cinq cents prêtres italiens* ont signé un manifeste qui demande l'abolition du pouvoir temporel!

Ce double courant, qui entraîne et divise le clergé des provinces méridionales, l'a empêché de nuire efficacement au gouvernement du roi Victor-Emmanuel; s'il s'était réuni dans la même pensée d'opposition, s'il avait poursuivi un but identique, il eût facilement pu, à l'aide des moyens dont il dispose, susciter au ministère des obstacles très sérieux, surtout en ce qui touche à la levée de l'impôt et à la conscription; mais les deux opinions extrêmes généralement professées par les prêtres ont laissé intacte l'opinion moyenne, qui est l'opinion unitaire, et le gouvernement a recueilli sans peine les impôts augmentés, qui sont payés sans murmures. Quant à la conscription, je suis obligé d'entrer dans quelques détails rétrospectifs pour prouver à quel point les populations napolitaines se prêtent avec intelligence aux lois nouvelles. Sous le gouvernement des Bourbons, la levée en moyenne était de vingt-quatre mille hommes; ses opérations duraient un an, et jamais, même dans les époques les plus calmes, elle ne fournissait plus de quatorze mille hommes; chaque levée, pour ainsi dire, se soldait par un déficit de dix mille hommes qui évitaient le service militaire, soit par la fuite, soit à l'aide de ces moyens de corruption si fort en usage sous l'administration bourbonnienne. Le gouvernement du roi d'Italie hésita longtemps à décréter la levée; les prédictions les plus sinistres ne lui étaient pas épargnées. « Faire la levée en ce moment, disait-on de toutes parts, c'est vouloir donner une armée au brigandage. » Le ministère tint bon et fit bien : il décréta, au mois de décembre 1861, une levée de trente-six mille hommes, par voie de sort, dans les provinces de l'ancien royaume des Deux-Siciles; or au mois de juin 1862 vingt-huit mille conscrits avaient déjà répondu à l'appel sans avoir besoin, comme autrefois, d'être stimulés par une gendarmerie active. C'est là un fait qui parle haut. De plus, il faut faire remarquer avec soin que les provinces ordinairement éprouvées par le brigandage, la Capitanate, la Basilicate, non-seulement n'ont pas eu un *seul* réfractaire, mais encore ont fourni un nombre assez important d'engagés volontaires. Une seule province a été récalcitrante, c'est la province même de Naples, car il y avait là une corruption administrative traditionnelle que la proximité de la capitale favorisait, et puis les menées réactionnaires sont plus remuantes autour et dans le sein d'une grande ville, où l'on déroute facilement la police, que dans les campagnes. Puisque je parle de l'armée, je prouverai par un seul fait combien sont mensongers les bruits qui tendent à faire croire que l'ancien royaume des Deux-Siciles, loin de s'être librement donné au gouvernement constitutionnel du roi Victor-Emmanuel,

subit avec peine sa domination. Les derniers Bourbons avaient une armée de plus de cent mille hommes, à l'aide desquels ils maintenaient assez malaisément la tranquillité dans leur royaume; la garnison spéciale de Naples était de douze mille à quatorze mille hommes, sans compter les Suisses. Chacun sait que trois forteresses, — le Château-Neuf, le Château-de-l'OEuf, le fort Saint-Elme, dominant et commandant la ville, — étaient toujours prêtes à réprimer le plus léger mouvement insurrectionnel. Aujourd'hui, sous le gouvernement nouveau et malgré l'augmentation d'effectif qu'a nécessitée le brigandage, les troupes répandues dans *tout* l'ancien royaume ne s'élèvent pas à plus de soixante mille hommes, y compris les carabiniers (la gendarmerie). La garnison de Naples se compose de huit mille hommes, parmi lesquels il faut compter trois mille Napolitains de l'ancienne armée bourbonnienne, appartenant presque exclusivement aux corps de l'artillerie et de la cavalerie. En outre on démolit actuellement le Château-Neuf, c'est-à-dire la forteresse qui pouvait, par sa force et sa position, réduire la ville en quelques heures.

Si le clergé n'a point cherché à user de son influence pour neutraliser la perception des impôts et pour paralyser les opérations de la conscription, il n'a point été aussi calme en présence de la liberté des cultes. Dès qu'il a vu les protestans, profitant de la tolérance nouvelle, se réunir entre eux, il s'est inquiété, et est allé demander à l'autorité de mettre un terme à de tels scandales. L'autorité a montré la loi, qui est positive, et tout a été dit. Les protestans, malgré leur petit nombre primitif, malgré les moyens plus que restreints dont ils disposent, se sont mis courageusement à l'œuvre, dès qu'ils se sont sentis libres, avec plus de résolution que d'espoir; car s'il était naturel de prévoir que Florence, la vieille ennemie de Rome, sa rivale perpétuelle, qui se faisait volontiers gibeline en haine des guelfes, accepterait promptement les prédications de l'église réformée et s'ouvrirait pour recevoir les vaudois du Piémont, on pouvait croire que Naples, païenne, iconolâtre, superstitieuse, habituée à subir les jougs sans les raisonner, se révolterait contre la doctrine un peu aride du protestantisme. C'était une erreur. Le dogme du libre examen séduisit dès l'abord les Napolitains, qui sont de leur nature portés aux discussions et aux contemplations philosophiques. C'est toujours le pays de Vico. Sous le gouvernement des Bourbons, le protestantisme était sévèrement interdit dans les états des Deux-Siciles. Les étrangers appartenant à la confession d'Augsbourg ne purent jamais obtenir l'autorisation de faire élever un temple, même à leurs frais, et ils étaient réduits à aller entendre la parole des pasteurs dans les chapelles particulières des légations de Prusse et d'Angleterre. La possession ou l'introduction d'une bible protestante était punie des *galères à perpétuité*. Si un Napolitain, poussé par la

curiosité, assistait au culte fait chaque dimanche dans les légations dont je viens de parler, il était administrativement mis en prison pour un temps indéterminé. Ainsi repoussée brutalement par l'ancien gouvernement, la propagande protestante n'existait pas à Naples, et le protestantisme n'était et n'est encore représenté que par un seul pasteur, M. Roller, homme intelligent, Français de naissance, et animé de cet esprit de bonne volonté qui ne compte pas les obstacles et n'envisage que le bien à faire. Dès qu'il fut libre dans l'exercice de sa foi, M. Roller voulut établir à Naples la propagande protestante sur une base sérieuse, et, aidé de quelques hommes convaincus comme lui, il commença courageusement son œuvre, œuvre très importante, car elle peut fonder la liberté morale dans ce pays qui vient de recevoir la liberté politique. La première préoccupation de ces nouveaux apôtres fut d'imaginer un culte qui ne brisât pas du premier coup les habitudes catholiques des Napolitains, et qui laissât du moins subsister quelques images devant des yeux accoutumés aux représentations figurées de toute sorte. Il n'en fut pas besoin : en vertu des lois fatales de l'action et de la réaction, tous les Napolitains qui allèrent écouter la parole évangélique, et qui en furent touchés, se jetant dans l'excès contraire à celui qu'ils avaient professé, furent iconoclastes, et iconoclastes à ce point que plusieurs refusèrent de recevoir la cène dans la légation d'Angleterre parce qu'un christ en bois, pendu à la muraille, y décorait la chapelle.

Des écoles pour les enfans ont été ouvertes, et plus de trois cents élèves les fréquentent. — Vous savez qui nous sommes, et que nous sommes excommuniés? disaient les maîtres. — Oui, répondaient les parens; nous savons que votre religion n'est pas la nôtre; mais nous savons que vous ne nous voulez que du bien, et nous vous amenons nos enfans. — Des réunions pour les adultes ont lieu trois fois par semaine le soir. Plus de deux cents hommes, presque tous du peuple, y assistent. La discussion y est absolument libre, et chacun dit à son tour ce qu'il croit avoir à dire. La chambre est simple, éclairée d'une ou deux lampes; les murs, nus, récrépis à la chaux, contrastent étrangement avec les décorations qui ornent les églises napolitaines; mais cela n'est même pas remarqué par les nouveaux adeptes : la parole du pasteur les captive, la discussion les anime, et chaque jour les assistans deviennent plus nombreux. Ces conférences sont extrêmement curieuses, non-seulement à cause du personnel qui les compose, des questions qu'on y agite, mais à cause de l'esprit vraiment extraordinaire qu'y déploient de simples *popolani*. On parlait du culte extérieur, des pompes catholiques, de la simplicité protestante, on argumentait pour et contre. Un homme se lève, et dans son patois napolitain il dit à peu près ceci : « Je suis cuisinier.

Lorsque mon maître me commande un pâté, il me dit de le faire de forme ronde ou carrée. Je me mets à l'œuvre, je fais le pâté absolument comme le désire mon maître, puis je le lui sers. Que fait-il? Il le coupe, détruit immédiatement la forme, et va sous l'enveloppe chercher la nourriture que j'y ai enfermée. Il en est de même du culte extérieur; il n'est que l'enveloppe des préceptes, il est la matière qui cache l'esprit. Si les préceptes sont assez forts pour nous suffire, qu'avons-nous besoin du culte, de ses cérémonies et de son éclat. Une bonne action vaut mieux qu'une procession, une aumône est supérieure à la messe. » Avec de tels hommes, et ils sont bien plus nombreux à Naples qu'on ne pourrait le croire, le protestantisme ira vite. De leur côté, les provinces réclament des missionnaires protestans; les Calabres surtout montrent une ardeur singulière. Deux prêtres convertis à l'Évangile, MM. Vicenzo Calfa et Gianbattista Gioja, sont partis pour Florence, afin d'étudier pendant un an à la faculté de théologie que viennent d'y fonder les vaudois. Bien d'autres prêtres calabrais, prêtres à demi schismatiques et tirant vers l'église grecque, persécutés assez vivement sous les Bourbons malgré les bulles pontificales qui leur accordaient certaines immunités analogues à celles que la cour de Rome concède à l'église catholique d'Orient, embrasseraient immédiatement le protestantisme, si leur pauvreté ne les retenait sur la pente de la conversion, car ils n'ont guère d'autres moyens d'existence que le bénéfice qu'ils retirent de la messe.

Ce mouvement protestant a consterné la partie exagérée (nous dirions ultramontaine) du clergé napolitain, qui a inutilement fatigué l'autorité de ses doléances. Les protestans ont offert alors aux prêtres catholiques des discussions publiques ou privées, à leur choix, où les questions de dogme seraient agitées. Nul ne répondit à cet appel. Eh! qui aurait pu y répondre? Le clergé napolitain a vécu dans une telle sécurité, il voyait l'autorité intervenir avec un si grand empressement dans tout ce qui touchait aux choses de la conscience, qu'il s'est endormi dans son repos, dans sa paresse, dans sa quiétude, c'est-à-dire dans une ignorance radicale, et que, loin de pouvoir lutter dans une discussion dogmatique, il ne sait plus aujourd'hui que ce qui est strictement indispensable à l'exercice de son ministère. Il ressemble à ce patriarche grec de Bethléem à qui je demandais pourquoi sur l'iconostase de son église on avait représenté saint Jean-Baptiste avec des ailes, et qui me répondit que c'était pour indiquer que plus tard, à Pathmos, il serait transporté par l'esprit de Dieu et aurait la grande vision de l'Apocalypse. Le clergé napolitain est à peu près de cette force, et au besoin saurait confondre aussi saint Jean-Baptiste et saint Jean l'évangéliste.

Si les cultes sont libres à Naples, la presse n'y est pas moins libre,

et c'est une grande nouveauté pour ce pays si longtemps courbé sous le joug de Ferdinand II, qui disait de bonne foi : « L'imprimerie est l'invention du diable! » De son temps un seul journal existait : *il Giornale officiale del regno delle Due Sicilie.* Pendant la guerre de Crimée, sous prétexte que la cour de Naples était neutre, il ne dit pas un mot des opérations des alliés devant Sébastopol : on peut juger, par ce seul fait, de quelle façon les questions politiques y étaient traitées. Dans les dernières années de son règne, Ferdinand autorisa la création de l'*Iride;* mais ce journal ayant dit qu'il fallait que l'Autriche se sentît bien affaiblie pour avoir accepté les stipulations du traité de Zurich, il fut immédiatement supprimé. Sans être nombreuse, la presse de Naples est assez importante, elle se fortifie tous les jours et tend à devenir un auxiliaire sérieux de la liberté parlementaire. En juin 1860, lorsque François II octroya la constitution qui aida si puissamment à l'accomplissement de l'œuvre de Garibaldi, car elle donnait une liberté relative sans réussir à faire naître une confiance que détruisaient naturellement les souvenirs du passé, une masse de journaux apparut de tous côtés; ce peuple si longtemps réduit au silence avait besoin de parler tout de suite et quand même. Ce qui subsiste de cet effort un peu désordonné constitue à cette heure la presse napolitaine. *Le Journal officiel* est devenu *le Journal de Naples,* il correspond à notre *Moniteur* et transcrit les actes du gouvernement. Un seul journal représente ce que nous appelons chez nous la presse officieuse ou semi-officielle, c'est la *Patria,* qui, après avoir eu quelques velléités d'indépendance, est devenue tout à fait conservatrice et ministérielle; c'est là que l'on va chercher les inspirations du gouvernement dans certains articles qui préparent l'opinion publique à accepter les actes déjà résolus en principe. Le journal le plus important de Naples, le mieux rédigé, est sans contredit le *Pungolo* (l'Aiguillon), sorte de *Times* napolitain dont le tirage s'élève à plus de 10,000 exemplaires, chiffre relativement très considérable; il est franchement attaché au régime actuel, mais garde une indépendance de bon aloi qui, sans jamais dégénérer en opposition, lui permet de donner souvent au gouvernement des avertissemens salutaires; c'est le journal qui représente le mieux, et dans ses différentes nuances, l'opinion des Napolitains éclairés. Puis viennent le *Nomade, l'Omnibus,* le *Paese,* dévoués au système parlementaire, approuvant la marche générale du cabinet de Turin, et ne faisant guère d'opposition que dans les questions locales où les provinces napolitaines sont directement intéressées. Ce que l'on nomme en Italie le parti de l'action est représenté dans la presse napolitaine par le *Popolo d'Italia,* organe qui montre quelque ardeur, et qui, dit-on, reçoit directement ses inspirations de Mazzini. J'avoue que je n'en crois rien : il semble être de mode mainte-

nant de rendre Mazzini responsable de tout ce qui se fait d'exagéré dans la péninsule; je crois que ce n'est pas juste, et que c'est commettre une erreur que de considérer comme mazzinien tout homme qui n'appartient pas au parti de Victor-Emmanuel ou à celui de la dynastie déchue. Dans tout système gouvernemental, il y a des impatiens, et les écrivains du *Popolo d'Italia* n'ont jusqu'à présent montré que de l'impatience. La réaction profite aussi, selon son incontestable droit, de la liberté de la presse pour faire au régime nouveau une opposition très vive. Son principal journal, la *Settimana*, n'ayant été soutenu que par ses propres ressources, s'est bientôt vu forcé de disparaître; la *Stella del Sud*, *il Cattolico*, *il Difensore*, *il Veridico*, tous attachés au principe de la monarchie du droit divin, paraissent selon les besoins de la cause et un peu au hasard des subventions. Le clergé libéral a fondé la *Colonna di fuoco*, spécialement rédigée par des prêtres, journal qui subit dans les opinions qu'il émet les fluctuations qui troublent ses rédacteurs. A des doctrines que le libéralisme le plus ardent peut réclamer, il mêle des idées réactionnaires au premier chef; en somme, il cherche une réforme ecclésiastique et voudrait fonder une église nationale, purement italienne et absolument détachée de Rome. Outre ces journaux, qui sont les seuls dont il convient de s'occuper, il en paraît sans cesse de nouveaux qui vivent quelques jours et meurent vite d'inanition. Comme il n'existe pour la presse italienne aucune nécessité de timbre, de cautionnement, d'autorisation préalable, dès que quelqu'un croit avoir quelque chose à dire, il fonde un journal, écrit le premier numéro, le fait vendre le soir sur la voie publique, et le plus souvent s'en tient là.

En somme, autour du gouvernement de Victor-Emmanuel, il n'y a que deux partis, celui de la réaction et celui de l'action. Le parti de la réaction, c'est-à-dire le parti bourbonnien, est-il un parti sérieux et peut-il susciter au cabinet de Turin d'autres difficultés que celles du brigandage et des fausses nouvelles? Sans hésiter, on peut répondre non; l'on peut même affirmer, en toute sécurité de conscience, que ce parti redoute une restauration que les restaurations précédentes lui ont appris à craindre. Il est avant tout inconséquent avec lui-même; il affiche des regrets, mais ne sait pas où porter ses espérances; il critique les Piémontais, s'ingénie de mille façons à mettre leurs fautes ou plutôt leurs maladresses en lumière, mais il tremble à la seule idée que François II pourrait revenir, car il sait que son retour serait suivi de vengeances cruelles : 1815 et 1848 ont laissé d'ineffaçables souvenirs. De plus il sait que dans ses instructions à Borjès le général Clary, inspiré par le roi tombé, disait : « Il aura soin de ne pas admettre d'anciens officiers... Le général Borjès se verra entouré de généraux et d'officiers qui voudront ser-

vir, il les éloignera tous (1). » La défiance est réciproque, et François II ne veut pas plus de ses partisans que ses partisans ne veulent de lui. Que désire donc le parti de la réaction? Cela est assez difficile à définir. Il est présumable cependant qu'il se contenterait d'une délégation de royauté faite par Victor-Emmanuel au profit d'un vice-roi qui, séjournant à Naples, rétablirait une cour où les membres de l'ancienne aristocratie, qui forment le noyau le plus sérieux de ce parti, pourraient reprendre de vieilles habitudes et reconquérir une importance que le régime nouveau leur a fait perdre, car il en est de l'aristocratie napolitaine, sauf d'honorables exceptions, comme de la plupart des aristocraties de l'Europe : à force de vivre sur elle-même, de tourner les yeux vers un passé que rien ne fera plus revivre, elle s'est isolée du mouvement des idées modernes, elle s'affaisse dans son propre engourdissement, et n'a plus, jusqu'à nouvel ordre, d'existence possible que dans la haute domesticité des charges de cour. Quant au parti de l'action, outre qu'il est assez peu nombreux, il ne reproche par le fait au gouvernement que ses prétendues lenteurs dans la double question de Rome et de Venise. En dehors de cette question, et sauf des cas très rares (2), il marche d'accord avec lui et s'unirait à lui d'une façon éclatante, si le parti de la réaction osait ou pouvait menacer directement l'existence de l'unité italienne et du régime parlementaire. Quant au muratisme, je n'en parle pas : c'est une plaisanterie dont personne ne s'occupe à Naples.

Le parti le plus fort, le plus compacte, est en définitive celui qui a pris pour devise : « l'Italie une avec Victor-Emmanuel. » La seule condensation de ce parti suffit à annuler les deux autres. En effet, il l'emporte sur eux par le nombre et par l'intelligence. Pour se figurer avec quelle ferveur, avec quel enthousiasme ces hommes ont embrassé la cause de Victor-Emmanuel en comprenant qu'elle était la cause de l'Italie entière, de la patrie commune et de leur propre

(1) Instructions du général Clary au général Borjès, § 3 et § 8.

(2) C'est un de ces cas de regrettable dissidence qui vient de se produire en Sicile. Nous croyons avoir montré cependant quels liens sérieux se sont formés entre la société napolitaine et le roi Victor-Emmanuel. Les derniers actes de Garibaldi peuvent imprimer une forte secousse aux esprits; mais la transformation morale qui s'accomplit dans les provinces méridionales est désormais en bonne voie, elle peut se poursuivre au milieu des plus graves agitations politiques. Il est même à présumer que Garibaldi ne trouverait pas à Naples de nombreux adhérens à la politique turbulente et dangereuse qu'il semble vouloir inaugurer; le peuple napolitain ne tarderait pas à comprendre que le mouvement suscité par l'ancien libérateur du royaume des Deux-Siciles est non-seulement intempestif, mais coupable, car il paralyse la marche régulière du gouvernement, et servira d'auxiliaire puissant aux menées de l'absolutisme, qui exploitera de telles folies à son avantage.

régénération, il faut savoir sous quel joug de fer et d'airain ils ont vécu du temps des Bourbons. Le 15 septembre 1861, M. de Rotrou, agent consulaire de France à Chieti, dans une lettre écrite sur le brigandage et adressée au consul-général de France à Naples, disait : « Ce qui se passe aujourd'hui est la conséquence obligée du système démoralisateur appliqué par Ferdinand II pendant les douze dernières années avec une persistance remarquable. Depuis 1848, il n'avait eu qu'une pensée, qu'un but : rendre le retour au régime constitutionnel impossible par l'asservissement complet de la classe moyenne; l'avilissement calculé de la bourgeoisie, la licence autorisée et encouragée de la basse classe, devaient priver la première de toute confiance, de toute force et ressource en elle-même..... Chacun était impitoyablement interné dans sa localité. C'est à grand'peine que de temps en temps on permettait aux citoyens les mieux notés de se rendre au chef-lieu de la province... La lecture du journal officiel avait fini par être interdite dans les cafés. On refusait aux pères de famille l'autorisation d'envoyer leurs fils dans les grands centres pour y terminer leur éducation. Les familles de chaque localité avaient fini par ne plus se voir pour ne pas exciter les soupçons d'une police toujours prête à s'alarmer. Les délits des bourgeois étaient punis comme des crimes, leur liberté était sans cesse menacée (1). »

En échange de cette tyrannie tracassière, tyrannie dont nous n'avons pas d'idée, car le clergé et la police s'étaient unis pour l'exercer sans contrôle, le régime constitutionnel du statut apportait la liberté de conscience, la liberté de la presse, la liberté commerciale, la liberté de l'instruction, et tous les bienfaits qui découlent naturellement d'un tel état de choses. Est-il surprenant que la masse éclairée de la nation se soit jetée au-devant du roi Victor-Emmanuel, et se soit fermement attachée au système qu'il représente et maintient avec une loyale énergie? Le contraire seul eût été un fait anormal et extraordinaire.

Est-ce à dire cependant que l'idée de réunir l'Italie entière sous le sceptre de Victor-Emmanuel soit une idée ancienne? Non pas, c'est une idée toute récente, mais tellement fortifiée déjà par l'expérience qu'on peut prédire à coup sûr qu'elle fera son chemin : cette idée est née de l'idée même de l'unité italienne, idée plus vieille que Dante, et qui, en 1847, avait cru trouver son chef et son représentant dans Pie IX. Tous les penseurs de l'Italie (et ils sont nombreux dans ce pays, où la pensée a acquis d'autant plus de force qu'elle était plus comprimée) avaient espéré que le pape mettrait à exécu-

(1) Lettre citée par M. Marc Monnier dans son *Histoire du brigandage*.

tion le programme du *Primato* de Gioberti; c'est là ce qui causa, à cette époque, ce grand mouvement catholique italien, qui n'était en somme qu'un mouvement politique et l'explosion des aspirations de liberté qui couvaient dans toutes les âmes. Ces espérances, si fortement conçues en 1847, étaient évanouies en 1848, et furent persécutées dès 1849; on s'aperçut, avec désespoir et rancune, qu'on ne pouvait concilier l'inconciliable, et que, par la seule logique des choses, Pie IX était et devait être pape avant d'être prince italien. Toute l'Italie qui s'était faite guelfe retomba dans un doute sans nom; à aucun prix, elle ne voulait redevenir gibeline. Ne voyant plus dans le pontife-roi et dans l'empereur d'Autriche que deux ennemis, elle se fit italienne et se résolut à être elle-même, en dépit de ces deux adversaires formidables qui la tenaient comme enserrée entre la double force de la religion et des armes. C'est alors que, voyant la liberté dont jouissait le Piémont sous la loi de son statut respecté, se souvenant de Charles-Albert, seul champion italien entré en lutte contre l'Autriche, glorifiant comme martyr de la patrie commune le vaincu de Novarre, l'Italie entière se mit à regarder du côté de Victor-Emmanuel, et se sentit tressaillir aux paroles d'espérance que M. de Cavour prononçait du haut de la tribune de Turin. La guerre de 1859 commença, et quoiqu'elle n'ait pas eu de prime abord tous les résultats auxquels on avait le droit de s'attendre, on put comprendre dès lors que l'unité était voulue, et que tôt ou tard elle se ferait. Aujourd'hui elle est en pleine voie de prospérité.

Le gouvernement de Turin n'en a pas moins une foule d'obstacles à combattre. La race des mécontens est nombreuse partout, et à Naples principalement. Quoique, pour les questions générales, ils fassent le plus souvent monter leurs murmures vers le Vatican, il faut bien dire que pour les questions spéciales et locales ils ne se gênent guère pour accuser le cabinet de Turin. La haute administration épurée a mis sur le pavé beaucoup d'employés qui regrettent, dans le régime passé, les émolumens qu'ils émargeaient; les employés subalternes, qu'on a presque tous conservés, sont surveillés avec soin; on veut leur donner des habitudes de probité qu'ils n'avaient pas toujours autrefois et abolir à tout prix le honteux usage du « pourboire » (*bottiglia*), qui était devenu un abus dont les chefs mêmes de service se rendaient coupables. Les nombreux employés dont le traitement a été ainsi réduit remontent directement de l'effet à la cause et en veulent à l'administration piémontaise, qui, diminuant leurs bénéfices, a rendu leur vie plus difficile (1).

(1) Parmi les mécontens on peut, sans crainte de méprise, nommer les conservateurs du musée de Naples et les employés des postes. Autrefois, sous le gouvernement des Bourbons, — j'invoque le souvenir de tous les voyageurs, — les préposés des différentes salles du musée se faisaient volontiers les *ciceroni* des touristes à qui ne suffisait pas l'excellent

La substitution du code piémontais au code napolitain paraît n'avoir pas été, à première vue, une mesure heureuse. Les lois napolitaines importées par les rois Joseph et Murat, empruntées à notre code, améliorées par l'expérience, étaient excellentes, au dire même des jurisconsultes français; sous les Bourbons, il ne leur manquait que d'être appliquées; elles sont supérieures à celles des autres codes de l'Italie : si elles sont moins douces que les lois de l'ancienne Toscane, elles sont incontestablement plus claires, plus intelligentes, plus humaines que les lois du Piémont. Il ne faut pas oublier que Naples est par excellence le pays des légistes; ils supportèrent avec peine l'intromission d'un code nouveau, qu'ils qualifiaient de barbare, et qui sous tous les rapports leur faisait regretter les anciennes lois, qu'ils comptaient bien pouvoir maintenant pratiquer en toute liberté. Ce fait serait grave sans aucun doute, s'il était définitif; mais il n'est et ne peut être qu'essentiellement provisoire. En effet, le premier devoir du gouvernement italien doit être de faire le code italien en se servant de toutes les lois qui existaient avant 1859, en consultant les lois des autres pays, et de composer ainsi un recueil de jurisprudence auquel pourront profiter les lumières et l'expérience de toutes les nations civilisées. Ce grand travail, digne d'occuper les plus nobles esprits, serait déjà en voie d'exécution, si le parlement de Turin, plus initié à la vie parlementaire, plus maître de lui-même, s'occupait un peu plus des questions générales et beaucoup moins des questions de personnalité. Un code nouveau supérieur au code piémontais, au code toscan, au code napolitain, viendra donc bientôt régir l'Italie entière, et la contrainte douloureuse dont l'ancien royaume des Deux-Siciles se plaint avec raison cessera d'elle-même. Les lois piémontaises, si vivement critiquées à Naples, offrent néanmoins dans l'application toutes les garanties désirables; les

catalogue de Quaranta; ils leur montraient la *Psyché* de Capoue, leur expliquaient l'usage des *triclinia*, faisaient tourner devant eux les vases grecs trouvés en Sicile, et en échange de ces complaisances intéressées recevaient quelques carlins. Aujourd'hui, sous peine d'exclusion immédiate, il leur est interdit de recevoir la moindre gratification. A la poste, jadis on marchandait ses lettres, que l'employé tarifait à son gré et selon ses besoins du jour, et souvent on obtenait pour quelques *baiocci* la remise d'une lettre dont l'employé réclamait quatre ou cinq carlins. L'administration des postes de Naples est dirigée maintenant avec une probité rigoureuse; elle est devenue d'une exactitude qu'elle ignorait absolument autrefois. Les cochers et les *facchini* (portefaix) n'ont pas lieu non plus d'être contens, car on leur a imposé un tarif qui les empêche de rançonner les voyageurs; mais le mécontentement le plus vif existe chez les barbiers, qui, presque sans exception, regrettent tous le régime bourbonnien. La cause en est assez plaisante et mérite d'être signalée. Sous l'ancien gouvernement, la barbe était considérée comme subversive, la moustache était incendiaire, et la barbiche passait pour ennemie de l'ordre; afin d'éviter les tracasseries de la police, chacun se faisait raser de près et fréquemment; les barbiers étaient gens d'importance et fort occupés. Aujourd'hui il n'en est plus ainsi, car il est de mode maintenant à Naples de laisser pousser sa barbe.

excellentes lois napolitaines n'en offraient aucune, car elles étaient incessamment violées sous le gouvernement des Bourbons.

On a vivement reproché au cabinet de Turin d'avoir agi trop précipitamment, ce qui a donné à son œuvre d'unification italienne plutôt l'aspect d'une *annexion* que d'une fusion. Le reproche ne manque pas de justesse, et peut sembler mérité à ceux qui ne considèrent pas en présence de quelles difficultés diplomatiques le Piémont se trouvait placé. Là gît certainement le secret de la hâte, peut-être excessive, qu'il a déployée dans ces graves circonstances. Les gouvernemens étrangers étaient en droit de lui dire : « Nous ne croyons pas à l'unité italienne, car tous les petits états de l'ancienne Italie, quoique réunis en apparence sous le sceptre de Victor-Emmanuel, n'en ont pas moins gardé leurs lois et leurs coutumes particulières. Ces diverses provinces forment plutôt un groupe d'états juxtaposés qu'un seul et même état, comme vous voulez nous le faire croire. » L'objection était sérieuse et menaçait, si elle n'était promptement résolue, de prolonger des difficultés considérables. Le cabinet de Turin a donc sagement agi en hâtant l'œuvre d'unification, en donnant le même régime à toutes les provinces qui s'étaient offertes au roi Victor-Emmanuel, régime qu'il connaissait et maniait de longue date, régime supérieur dans son ensemble aux gouvernemens qu'il remplaçait, puisqu'il s'appuie sur le statut, qui garantit la liberté constitutionnelle. Toutes les réformes désirées, toutes les sages aspirations auront leur jour, et découleront forcément de la large et sûre liberté sous laquelle l'Italie vit maintenant, et par laquelle aussi elle se régénère.

Dans les provinces méridionales, le cabinet de Turin a certainement pu commettre des fautes et se laisser entraîner à quelques maladresses; mais que celui qui est sans péché lui jette la première pierre! Quand on songe que le Piémont de 1859 est devenu l'Italie d'aujourd'hui, quand on considère la grandeur des résultats obtenus, on reste surpris comme devant un fait providentiel. Il a rencontré des difficultés; mais elles sont toujours restées inférieures à la force qui les combat, et cette force est l'idée unitaire, représentée par cette classe moyenne, intelligente, libre, dévouée, qui sera la gloire de l'Italie comme elle en a été le salut, surtout si elle se pénètre profondément de ses devoirs, si elle comprend qu'elle n'est que la dépositaire des améliorations apportées par le régime actuel, si elle comprend qu'elle doit le faire servir à l'élévation de la nation entière, et non pas à son propre et égoïste accroissement. L'histoire d'un pays voisin offre à ce sujet à la bourgeoisie italienne un exemple qui mérite d'être longuement médité. Dans l'ordre moral, un pas immense a déjà été fait : l'idée de patrie s'est substituée à l'idée d'autonomie, qui n'est que du municipalisme déguisé; le municipa-

lisme a failli tuer l'Italie; l'unité, non-seulement peut la sauver, mais doit lui donner des splendeurs que son long martyre, toujours protesté, lui a méritées. Il faut souhaiter que le municipalisme ne renaisse jamais, car l'antagonisme provincial rouvrirait certainement la route aux étrangers. Il est une fable de La Fontaine que chaque Italien devrait se répéter tous les jours :

Toute puissance est faible à moins que d'être unie (1) !

Quant à nous, qui gardons pour la liberté un amour que rien n'a pu affaiblir, nous admirons l'œuvre qu'elle accomplit dans cette vaste péninsule si longtemps divisée; nous admirons la persistance loyale du cabinet de Turin, qui a reçu son impulsion du comte de Cavour et qui poursuit sa marche sans se laisser arrêter par les obstacles. Quelles que soient les opinions qui nous divisent, nous ne devons jamais oublier que c'est par la liberté que l'Italie s'unit et pour ainsi dire se fonde de nouveau; nous ne devons jamais oublier que, fidèle à ses principes, son gouvernement n'a point voulu ouvrir l'oreille aux suggestions mauvaises conseillères qui lui parlaient de dictature. Sans vouloir ici nommer personne, nous pouvons affirmer, en connaissance de cause, qu'un cabinet ami de celui de Turin n'a cessé de lui prêcher la nécessité d'une bataille avec le parti de l'action. Le cabinet de Turin a toujours énergiquement repoussé de tels avis, car il sait que ce parti de l'action ne veut ni une autre forme de gouvernement ni un renversement de dynastie; il veut qu'on se hâte vers l'unité complète, et il faut avouer que s'il a quelquefois des intempérances de langage, elles sont excusables. Que dirions-nous en France si nos places fortes de l'est, c'est-à-dire notre frontière ouverte vers l'ennemi, étaient au pouvoir de troupes étrangères? Que dirions-nous si, en invoquant des raisons morales si élevées qu'elles soient, un peuple voisin occupait notre capitale? Serions-nous plus patiens que certains Italiens? J'en doute. Il faut être indulgent pour ceux qui souffrent. Or il est difficile d'admettre que l'état actuel de l'Italie sans frontière au nord-est et sans capitale ne soit pas une cause de sérieuse souffrance. L'avenir sans doute aplanira les obstacles qui s'opposent encore à la réalisation complète du rêve italien, et l'Italie sera une, si elle sait rester libre, si elle sait résister aux mauvaises inspirations, de quelque côté qu'elles viennent, et poursuivre imperturbablement son but, comme il convient à un grand peuple appuyé sur son droit.

MAXIME DU CAMP.

(1) *Le Vieillard et ses Enfans*, livre IV, fable 18.

HISTOIRE

DE SIBYLLE

SECONDE PARTIE.

I. — CLOTILDE.

Nous ne ne nous étendrons pas sur les trois ou quatre années qui suivirent la première communion de Sibylle (1). Pour elle et pour ceux qui l'entouraient, ce fut une ère de parfaite félicité. Ses vives aptitudes, en musique et en peinture surtout, prirent sous la direction de miss O'Neil des développemens qui touchaient au talent, et dont elle se charmait elle-même en charmant les autres. En même temps son intelligence, plus largement éclairée et s'assouplissant d'ailleurs aux premiers contacts de l'expérience, perdit peu à peu cette rigidité de l'enfance qui avait été l'excès et le défaut de ce caractère. Puis le cœur de la femme s'éveillait en elle, et tempérait d'une teinte plus douce la sévérité de ses grâces.

Cette phase nouvelle de sa vie morale se traduisit dans l'ordre religieux par un trait digne d'intérêt. Peut-être a-t-on remarqué chez Sibylle, dans la première partie de ce récit, une disposition d'esprit dont son aïeul n'avait pas laissé de se préoccuper, une étrange tendance à s'élancer pour ainsi dire d'un seul bond jusqu'à Dieu en négligeant les intermédiaires. Ce penchant était particulier sans doute dans une certaine mesure aux instincts de Sibylle; mais il était aussi de son âge. L'âme des enfans, volontiers passionnée et enthousiaste, n'est point tendre. Aussi l'Ancien Testament est-il leur

(1) Voyez la *Revue* du 15 août.

livre plutôt que le Nouveau. L'idée simple de Dieu saisit immédiatement leur intelligence et la domine; mais le drame évangélique, quoiqu'il intéresse leur curiosité par des représentations figurées qui sont pour eux des jouets, ne parle véritablement ni à leur pensée ni à leur cœur. Le sens divin de ce grand mystère leur échappe absolument, et ses parties humaines ne les touchent pas. C'est seulement quand, au premier souffle des passions, le cœur s'attendrit, que le Christ y entre — comme un Dieu, mais aussi comme un ami.

Cette modification du sentiment religieux, que nous croyons généralement vraie, le fut du moins pour Mlle de Férias. Ce qui n'avait été pour elle durant tout le cours de son enfance qu'un article de foi un peu effacé sembla prendre vie dans sa pensée : la poésie incomparable de l'Évangile la captiva profondément, et elle eut à un haut degré la seule idolâtrie permise à une chrétienne, l'idolâtrie du Christ. Elle aimait, dans ses entretiens avec miss O'Neil et avec le curé, à s'exalter sur ce texte, à rappeler les épisodes les plus touchans de cette pure existence, à admirer le mélange d'impassibilité divine et de faiblesse humaine qui en est le saisissant caractère : elle passait de douces heures dans ces enthousiasmes partagés, tantôt prolongeant avec l'Irlandaise ses promenades du soir à travers les bois, pendant que l'or des étoiles étincelait sur le dais sombre du feuillage, tantôt assise près du vieux prêtre sur le gazon de la falaise, regardant vaguement l'horizon en feu, ou égrenant d'une main distraite les grappes bleues des bruyères.

L'empire que Sibylle avait pris sur l'esprit du curé ne s'était pas affaibli; mais avec les années la forme s'en était adoucie et comme détendue. Mlle de Férias commençait à sourire de quelques excès de son propre zèle. Son intervention dans les choses religieuses ne se faisait plus sentir qu'à de rares intervalles, et chaque jour avec une nuance de tolérance plus marquée, surtout vis-à-vis de la personne du vieillard. Loin de le pousser désormais dans la voie de l'ascétisme, elle employait d'innocentes ruses pour l'arracher de temps à autre aux rigueurs de sa solitude et de son régime. Toutefois, sur les points qui lui paraissaient essentiels à la dignité de la religion, elle demeurait inflexible et n'hésitait pas à suggérer à l'abbé Renaud des conseils qui étaient aussitôt appliqués avec une docilité dont M. de Férias se divertissait avec la marquise. — Ma chère, disait-il en riant, c'est une spiritualiste, et elle voudrait spiritualiser la paroisse! — Cette plaisanterie du marquis était la formule assez exacte des constantes aspirations de Sibylle et des tentatives méritoires de l'abbé Renaud. Nous n'entrerons à cet égard dans aucun détail nouveau sur des matières délicates que nous n'avons déjà sans doute que trop agitées, quoique nous ayons tâché d'y apporter la réserve respectueuse qu'elles commandent : il nous suffira de dire que, sous

le régime pastoral de l'abbé Renaud, le culte fut pratiqué dans la paroisse de Férias avec une rare pureté, sans que le dogme parût en souffrir.

Ce fut vers cette époque que Sibylle eut l'avantage de faire connaissance avec la comtesse de Vergnes, son aïeule du côté maternel. Le comte de Vergnes avait eu à deux reprises, depuis la naissance de sa petite-fille, le courage de s'arracher à ses habitudes parisiennes pour venir passer trois ou quatre jours à Férias. Sibylle le connaissait donc depuis longtemps, et elle l'aimait, parce qu'il était aimable d'abord, et ensuite parce que son image lui apparaissait toujours dans un cadre magnifique, où les bonbons, les poupées à ressort et les colliers de perles fines se mêlaient agréablement; mais elle avait eu le regret de ne jamais voir sa grand'mère de Vergnes, laquelle, pour ménager l'exquise sensibilité qui était une de ses prétentions, avait ajourné d'année en année des émotions dont elle s'était probablement exagéré la violence, car, en apercevant pour la première fois sa petite-fille dans le salon de la gare, elle l'envisagea avec beaucoup de calme, se retourna vers une vieille femme de chambre qui la suivait de près pour la soutenir au besoin, et lui dit tranquillement : — Voyez donc, Julie! exactement, mais exactement moi à quinze ans! Cela me fait mal!... Pauvre petite!... Mon Dieu! ajouta-t-elle alors en embrassant Sibylle et en essuyant une larme dont la source restait assez mystérieuse.

On put croire pendant vingt-quatre heures que Mme de Vergnes allait fixer sa résidence à Férias, tant elle se montrait sensible à la poésie de la campagne : les bois, la mer, les prairies, le chant des oiseaux, tout la ravissait; elle ne sortait point des transports. — Mon Dieu! disait-elle à ses hôtes, que vous êtes donc heureux de vivre ici! Mais sentez-vous bien votre bonheur? N'y êtes-vous point trop habitués pour en bien savourer toutes les douceurs?... Ce calme, ce silence,... et puis ces bruits, ce vent dans le feuillage, ces bestiaux qui mugissent dans le lointain,... ces petits faisans, — ce sont des faisans, n'est-ce pas, ces petites bêtes jaunes?... Non? Ce sont des poulets,... simplement? Tiens! — Eh bien! ces petits poulets qui trottent derrière leur mère en faisant *piau, piau,*... comme c'est délicieux, mon Dieu! comme c'est intéressant! On passerait l'éternité à sa fenêtre... à voir et à entendre tout cela! Ah! voilà la vie,... la voilà!... La nature, la campagne! Mon Dieu! que vous êtes donc heureux de vivre ici!

Cependant le troisième jour au matin Mme de Vergnes confia à la discrète Julie qu'elle n'avait point fermé l'œil de la nuit. — Vraiment, dit-elle, j'ignore, je ne conçois pas comment ils font pour dormir dans ce pays-ci. Moi qui suis habituée à la plus grande tranquillité (elle demeurait rue de la Chaussée-d'Antin), je ne me ferai

jamais à ce tapage-là!... Il y a un tas d'oiseaux qui jacassent dès le point du jour... Mon Dieu! j'aime beaucoup à entendre chanter les oiseaux, certainement, mais il y a temps pour tout!... Et puis les vaches, les moutons qui hurlent dès l'aurore!... On se croirait dans l'arche, ma parole!... Et puis toujours ce vert épinard sous les yeux!... C'est à dégoûter du vert!... Ça devient un cauchemar, ce vert!... Je vois tout vert, moi, maintenant!... Donnez-moi donc ma petite glace carrée, ma bonne Julie!... Eh bien! tenez, je me vois verte! Au surplus ce n'est pas étonnant,... je dois l'être après une nuit pareille!

Le quatrième jour enfin, Mme de Vergnes reçut une lettre qui fut censée la rappeler en toute hâte à Paris. Elle exprima d'amers regrets, se plaignit de sa destinée, et monta en wagon à midi. — Allons, ma pauvre enfant, dit-elle en embrassant sa petite-fille au départ, tenons-nous, tenons-nous, point d'émotion! A bientôt, car, vous aussi, vous quitterez avant peu ce paradis pour notre enfer... Ah! voilà la vie, ma pauvre enfant! Adieu, adieu! Tenons-nous, ma chère petite!

Les déchiremens de cette séparation n'étaient pas au-dessus de la force d'âme de Sibylle; mais elle eût trouvé en tout cas un appui et des consolations dans la cordiale intimité qui l'unissait alors à son amie Clotilde Desrozais. Clotilde était sortie du couvent depuis deux ans, et à son retour Mme de Beaumesnil, sa tante, s'était empressée de la présenter à tout le voisinage. Mlle Desrozais était d'ailleurs fort bonne à montrer : elle avait tenu amplement toutes les promesses de son enfance. Elle était grande, souple, ondoyante; elle avait une masse épaisse de cheveux noirs dont elle ne savait que faire; elle les tordait, elle les nattait, elle les repoussait en boucles sur la nuque, elle les retroussait en diadème sur son front. Ses bras, ses mains, ses épaules, modelés en plein marbre, faisaient songer aux déesses. Quand elle soulevait sa paupière un peu lourde, sa prunelle lançait un jet de flamme qui se noyait aussitôt dans un fluide velouté. — Sous le rapport moral, on se plut à reconnaître que Clotilde avait beaucoup gagné. Effectivement, comme pour donner raison aux principes de Mme de Beaumesnil en matière d'éducation, l'enfant terrible, turbulente, opiniâtre, maussade, était devenue une jeune personne timide, modeste, parlant peu et à demi-voix, obligeante, prête à tout, même à faire un quatrième au whist, bref une demoiselle exemplaire.

Personne ne constata avec plus de plaisir que Sibylle ces heureuses modifications. Ne trouvant plus dans le caractère de Clotilde aucune des aspérités qui avaient autrefois inquiété son affection, elle se livra sans réserve au penchant de son cœur, et un commerce de relations presque quotidiennes s'établit entre elles. La beauté de

son amie inspirait à Sibylle une admiration mêlée de fierté : elle aimait à la citer comme une espèce de type au-dessus duquel son imagination ne concevait rien. Clotilde se prêtait en souriant à cet enthousiasme : elle se laissait habiller, coiffer, draper en Romaine, en druidesse, en Juive, en Turque; puis Sibylle la dessinait ou la peignait sous ces divers aspects, en lui disant de temps à autre, dans ses impatiences d'artiste : — Non! tu es trop belle, vois-tu! tu es affreusement belle! tu es ridiculement belle! Dieu! que c'est bête d'être beau comme ça! — Invectives dont Mlle Clotilde voulait bien ne pas se formaliser.

Elle entrait avec la même complaisance dans tous les goûts favoris de Mlle de Férias, et se faisait l'écho de ses sentimens, de ses rêves, de ses exaltations avec une facile ardeur, une sorte d'éloquence naturelle et une parfaite sincérité, car elle avait dans l'âme un océan de passion toujours prêt à se répandre, même sur le bien. Si quelque chose lui manquait, ce n'était pas le fonds, mais peut-être le discernement, la règle, la prédilection morale. Quoi qu'il en soit, les imaginations élevées, poétiques, généreuses, la passionnaient de très bonne foi à ses heures, et elle paraissait même souvent, dans la chaleur de son langage, dépasser les aspirations les plus idéales de Sibylle.

Au milieu de leurs entretiens, Sibylle n'avait pas tardé à remarquer qu'on ne pouvait toucher certains sujets familiers entre jeunes filles sans que Mlle Desrozais ne prît aussitôt un air de mystère, de profonde mélancolie et d'incurable désespoir. Elle se décida donc à l'interroger sur le sens de ces attitudes. — Tu es trop jeune, ma chère! dit Mlle Desrozais en secouant la tête et en soupirant douloureusement. — Cette réponse dilatoire ne fit, comme on pense, qu'enflammer la curiosité de Sibylle, qui, flairant un roman dans l'existence de son amie, la supplia instamment de l'honorer de sa confiance. Clotilde résista quelque temps; puis enfin, après avoir fait jurer à Sibylle un éternel secret : — Ma chère, lui dit-elle, telle que tu me vois, je ne me marierai jamais!

— Est-il possible? dit Sibylle en se rapprochant avec un redoublement d'intérêt.

— Cela est certain, reprit Mlle Desrozais, car j'aime quelqu'un, et celui que j'aime et dont je suis aimée ne peut m'épouser : les circonstances nous séparent à jamais,

— Mon Dieu! mon Dieu! s'écria Sibylle; mais comment cela est-il arrivé? Où l'as-tu rencontré? Comment s'appelle-t-il?

— Je ne puis te dire que son nom de baptême : il s'appelle Raoul... Pourquoi rougis-tu?

A ce nom de Raoul, Sibylle en effet avait rougi soudain jusqu'au front.

— Pourquoi rougis-tu? répéta Clotilde, dont le ton s'anima brusquement; est-ce que tu connais un Raoul? Réponds donc!

— Je rougis parce que tu me dis des choses qui me bouleversent... Où veux-tu que j'aie connu ton Raoul?

— Au fait, c'est impossible... Eh bien! ma chère, il avait une cousine qui était en même temps que moi au couvent, et qu'il venait voir assez souvent avec sa mère. Son air, sa figure m'intéressèrent tout de suite. Il faut te dire que ce n'est pas un très jeune homme, de sorte que je m'imaginais que j'étais une originale, et qu'aucune de ces demoiselles ne pensait à le remarquer. Voici comment je fus détrompée : un jour, nous cherchions un jeu; une de ces demoiselles proposa que chacune de nous se mît à réfléchir aux jeunes gens qui venaient le plus souvent au parloir, et écrivît ensuite sur un petit papier le nom de celui qu'elle aimerait le mieux épouser, après quoi une de nous lirait à haute voix tous les petits papiers.

— C'était un drôle de jeu, dit Sibylle.

— Mon Dieu! c'était un jeu comme un autre... Enfin il fut accepté. Chacune écrivit en secret sur un carré de papier qu'elle mit ensuite dans une corbeille... Eh bien! quand on vint à faire la lecture des bulletins, ils portaient tous le même nom : Raoul!

— C'est très bizarre, dit froidement Sibylle.

— Je vis par là que je n'étais pas aussi originale que j'avais pu le croire. Quelques jours après, ma chère, je me trouvais au parloir en même temps que lui, et, comme toujours, je m'apercevais qu'il me regardait beaucoup. Sa cousine, qui était mon amie, — quoique je ne l'aimasse guère au fond, — se leva tout à coup, fit un tour dans le parloir, et en passant auprès de moi elle me dit rapidement : « Ne bouge pas pendant cinq minutes! » Je vis alors qu'il avait un album sur les genoux, et qu'il dessinait... Il paraît, par parenthèse, qu'il peint divinement... Quand il eut fini, il m'adressa de la tête et des yeux un salut et un remercîment dont il m'est impossible de te rendre la grâce. J'avais été si troublée de tout cela qu'au moment de sortir, quand je me trouvai près de lui dans la foule, je laissai tomber mes gants, que je chiffonnais dans ma main. Il les ramassa vivement, parut hésiter à me les rendre, puis définitivement il les garda en fixant ses yeux sur les miens avec une expression si profonde, si tendre, que mon cœur cessa de battre, et que je sentis dès ce moment que nous étions liés pour la vie.

Mlle Clotilde, en achevant cette période, leva ses grands yeux vers le ciel, comme pour lui renouveler ses sermens d'inviolable fidélité.

— Est-ce que c'est tout? demanda Sibylle.

— Sans doute. Que veux-tu de plus? Ne t'ai-je pas dit que nous étions liés pour la vie?

— Mais il me semble que non, dit Sibylle.

— Enfant! reprit Mlle Desrozais en haussant doucement les épaules. Sache donc que, huit jours après, mon amie m'informa d'un ton de mystère que son cousin, pressé par sa famille d'épouser une jeune fille très noble, très belle et très riche, était parti brusquement pour la Perse. On lui supposait, ajouta mon amie avec un méchant regard, — car elle ne m'aimait pas au fond plus que je ne l'aimais, — quelque inclination qu'il n'osait avouer pour une personne sans fortune et sans naissance... Est-ce assez clair?... Pauvre Raoul! c'est pour moi qu'il a affronté l'exil et peut-être la mort,... car souvent on ne revient pas de ces pays lointains. Eh bien! tu vas rire, Sibylle, mais je me considère comme sa veuve,... et il m'arrive la nuit de pleurer sur lui et sur moi, comme si nous étions morts tous deux.

Quelques larmes charmantes tombèrent avec ces derniers mots de Clotilde, et Sibylle, entièrement persuadée, les recueillit une à une de ses lèvres émues.

C'était dans une des allées les plus solitaires du parc que les deux jeunes filles se livraient à ces affectueux épanchemens. Elles furent troublées soudain par un bruit de voix qui se faisait entendre à peu de distance; en même temps un chien de chasse accourut d'un air affairé près du banc sur lequel elles étaient assises, et se mit à quêter leurs caresses. — Mon Dieu! mon Dieu! dit Clotilde en se levant à la hâte, qui vient donc là? à qui ce beau chien?

On vit alors apparaître au détour de l'allée le marquis et la marquise de Férias, accompagnés d'une dame étrangère qui avait passé le bel âge de la vie et d'un jeune homme mince, blond, élégamment vêtu, qui tordait une cravache dans ses gants lilas. A cet aspect, la veuve inconsolable du pauvre Raoul porta rapidement la main à ses yeux humides, à ses bandeaux en désordre, à ses boucles, à ses nattes, à ses jupes, et en deux secondes elle était parée pour le combat.

— Ah! dit tranquillement Sibylle, ce sont probablement les Val-Chesnay. Ma grand'mère les attend depuis huit jours.

Sibylle accomplissait alors sa quinzième année, et l'intérêt de son avenir paraissait exiger qu'on ne retardât pas beaucoup plus longtemps le moment de son entrée dans le monde et de sa présentation sur le grand théâtre parisien. M. et Mme de Férias, sans reculer devant le sacrifice que leur conscience leur imposait, en sentaient profondément la rigueur. Ils avaient eu la pensée de prévenir une séparation, qui pour eux menaçait d'être sans retour, en assurant à leur petite-fille, dans le pays même, un établissement digne d'elle; mais après s'être livrés à quelques vaines recherches dans le cercle étroit où leur vie retirée les renfermait, ils avaient bientôt renoncé à ce vague dessein, qui leur semblait d'ailleurs entaché d'égoïsme.

Cependant un ami, confident de leurs angoisses, avait poursuivi de son côté la même entreprise : cet ami était l'évêque de ..., avec lequel les Férias n'avaient pas cessé d'entretenir, depuis la conversion de miss O'Neil, un commerce de relations plus que courtoises. Ce prélat, esprit bienveillant et un peu ardent, auquel les grâces et les bizarreries mêmes de Sibylle avaient inspiré un vif intérêt, crut pouvoir annoncer un jour au vieux marquis qu'il avait découvert pour cette petite-fille, qui mettait le trouble dans l'église, un mari qui avait fort la mine d'être un phénix. « J'ai cherché cet oiseau rare, dit-il, dans tout mon diocèse, pendant ma tournée pastorale, et, suivant l'usage, je l'ai trouvé à ma porte, en rentrant. C'est le jeune baron de Val-Chesnay, dernier représentant des Val-Chesnay Mérinville, un nom qui ne vaut pas le vôtre, monsieur le marquis, mais qui est bon. La fortune est immense, égale pour le moins à celle que peut espérer votre petite iconoclaste... Tenez! vous pouvez voir par cette fenêtre l'hôtel de Val-Chesnay, en face du mien... Et précisément voici le jeune Roland qui monte à cheval dans la cour : un joli garçon, comme vous voyez,... un peu jeune, vingt-quatre ans à peine, mais c'est un beau défaut; d'ailleurs Mlle de Férias elle-même peut attendre... Cette vieille dame qui caresse le cheval, en lui recommandant d'être sage, est la mère naturellement,... une sainte, — pas un aigle, mais une sainte. Elle a fait élever son fils sous son aile dans les meilleurs principes; elle ne l'a jamais quitté. Elle se trouve précisément à l'heure qu'il est dans une situation d'esprit analogue à la vôtre, appréhendant de ne pouvoir marier cet enfant en province et frémissant à la pensée de le plonger dans le tourbillon parisien... Quant au jeune homme, vous le verrez de plus près : il est bien,... il est bien! — Mon Dieu! il n'y a rien à dire,... mais il est bien! Enfin, vraiment, je crois que c'est une trouvaille... Tenez! voyez la mère! elle le suit jusque dans la rue;... elle monterait en croupe, si elle osait... Pauvre femme! »

M. et Mme de Férias accueillirent cette ouverture avec transport. Peu de jours après, ils se rencontraient avec Mme de Val-Chesnay et son fils dans les salons du palais épiscopal. Les deux mères, dévorées des mêmes anxiétés, se trouvèrent dès le premier moment sur le pied d'une expansive cordialité, et, après quelques politesses renouvelées à des intervalles convenables, les Val-Chesnay acceptaient l'invitation de venir passer une semaine ou deux au château de Férias, où les deux principaux intéressés seraient mis en présence, et appelés, si le cœur leur en disait, à ratifier les vœux de leurs familles.

Pendant toute la durée de ces préliminaires, M. et Mme de Férias s'étaient fait un devoir scrupuleux de maintenir Sibylle à l'écart des délicates négociations dont elle était l'objet : ils avaient couvert d'un prétexte plausible leur liaison soudaine avec les Val-Chesnay,

dont Sibylle entendait souvent parler depuis quelque temps, mais qu'elle n'avait jamais vus. Se défiant de l'intérêt particulier qui les animait en cette affaire, ils s'étaient promis de dissimuler à leur petite-fille leurs dispositions personnelles, afin de lui laisser l'entière liberté de son choix. Ils avaient eu d'autant moins de peine à éloigner de l'esprit de Sibylle tout soupçon de la vérité, qu'initiée depuis son enfance aux projets d'avenir concertés pour elle, l'idée de son mariage ne se présentait jamais à son imagination qu'à la suite d'un séjour plus ou moins prolongé dans l'hôtel de Vergnes. — Ce fut donc avec une certaine curiosité, mais d'ailleurs avec une parfaite sérénité d'âme, que Mlle de Férias vit paraître sous ses ombrages héréditaires ce jeune homme qui s'avançait à sa conquête la cravache à la main. Le jeune baron, mieux instruit qu'elle apparemment, rougit d'une manière sensible en la saluant, et Mme de Val-Chesnay, après lui avoir pris les mains et l'avoir un instant couvée d'un regard de convoitise maternelle, la serra sur son cachemire avec une émotion dont Sibylle ne comprit pas l'opportunité.

A la suite d'une promenade que Mlle de Férias prit plaisir à diriger à travers les sites les plus intéressans du parc, on visita les serres et la féerique basse-cour. Pendant ces explorations, la gaîté tranquille, le langage animé de Sibylle, le goût et la simplicité avec lesquels elle démontrait les merveilles de son domaine, achevèrent de lui gagner le cœur de la vieille dame, qui ne tarissait point en exclamations enthousiastes, et qui par intervalles lançait à son fils des regards d'allégresse et de triomphe. M. et Mme de Férias, ravis du succès évident de leur petite-fille, s'associaient aux douces émotions de la baronne, et, comme elle, nageaient dans les cieux. Le jeune baron lui-même, figure distinguée, froide et flegmatique, donnait tous les signes de satisfaction qui pouvaient se concilier avec son genre de beauté, dont il était fier et auquel il aurait cru déroger cruellement en s'abandonnant aux inconvenances de l'enthousiasme. Une ombre de sourire se jouait dans ses favoris à l'américaine, et de temps à autre ses lèvres daignaient s'entrouvrir pour laisser tomber, comme des morceaux de glace, les mots : « charmant ! délicieux ! idéal ! »

Clotilde seule faisait tache dans cet heureux tableau : elle suivait à quelques pas en arrière, tantôt caressant le chien du baron, tantôt paraissant plongée dans un abîme de mélancolie, quoiqu'elle ne perdît aucun des regards furtifs que sa beauté saisissante arrachait à l'impassible jeune homme.

Mlle Desrozais dîna au château avec sa tante. Quand on quitta la table, les deux jeunes amies, impatientes de se trouver seules après une longue contrainte, se dérobèrent pour un moment, et allèrent s'enfermer dans la bibliothèque, transformée depuis quelque temps

en atelier. Sibylle se mit presque aussitôt à crayonner sur un bout de papier gris, répondant par de vagues paroles d'assentiment à l'éloge sans réserve que Clotilde crut devoir faire des nouveaux hôtes de Férias. — Mais voyons, sérieusement, ma chère, dit Clotilde après une pause silencieuse, comment le trouves-tu?

— M. de Val-Chesnay? Oh! charmant! délicieux! idéal! dit Sibylle en imitant plaisamment le ton empesé du baron.

— Ne t'y trompe pas, ma chère, reprit Clotilde, c'est un mari.

Sibylle ouvrit ses plus grands yeux, puis elle éclata de rire : — Bah! dit-elle, quelle sottise!... Ah! cela vient bien! — Et présentant à Clotilde le dessin aux trois crayons qu'elle avait vivement esquissé : — Tiens! le voilà, mon mari?

C'était en effet, à ne pouvoir s'y méprendre, M. de Val-Chesnay lui-même avec ses favoris blonds poussés au roux et inondant ses épaules, une raie qui traversait le centre de sa tête comme un coup de hache, un col d'une raideur métallique, et une cravate bleue semée de pois blancs dont Sibylle avait fait des lunes. Cette tête absurde reposait sur un buste imperceptible, d'où sortait une énorme paire de gants du plus beau lilas, et que soutenaient les jambes grêles et arquées d'un cavalier consommé.

Clotilde ne put voir cette image grotesque sans tomber aussitôt dans une véritable convulsion de gaîté. — Oh! dit-elle dès qu'elle put parler, je t'en prie, donne-moi cela!

— Mon Dieu! prends, dit Sibylle.

Clotilde lui sauta au cou : — Tu es bonne, ma petite Sibylle. — Et en effet Sibylle était bien bonne.

Pendant ce temps, miss O'Neil communiquait discrètement à Mme de Val-Chesnay quelques études peintes par son élève, devant lesquelles la digne baronne se pâma de confiance, tandis que le jeune Roland proférait du haut de son col l'épithète de « magistral! » — Dès que Sibylle rentra dans le salon, elle fut sollicitée de mettre le comble à l'ivresse publique en exécutant un morceau, un rien, sur la harpe, — instrument que M. Roland de Val-Chesnay, rendu prolixe par les fumées des caves de Férias, qualifia d'idéal, — non-seulement, ajouta-t-il, à cause de sa forme délicieuse, mais encore parce que c'était vraiment un instrument charmant, surtout quand on en jouait bien. — Il n'y avait pas moyen de résister à ces éloquentes instances, et Mlle de Férias n'y résista pas.

Sibylle jouant de la harpe était généralement adorable; mais ce soir là en particulier, vêtue d'une légère toilette blanche, avec de grandes manches tombantes comme des ailes reployées, sa gracieuse personne, sa jolie tête, ses yeux profonds et pleins de feu, son front couronné de nattes dorées, avaient une expression, une élévation, un rayonnement séraphiques. Le mot ange venait aux

lèvres en la regardant et cessait d'être banal, tant il semblait fait pour elle. Toutefois le caractère de sa beauté, qui, surtout à ce moment de sa vie, était plutôt intellectuel que physique, devait médiocrement frapper un esprit aussi complétement dénué d'esthétique que l'était celui du dernier des Val-Chesnay. Aussi se contenta-t-il, lorsque Sibylle eut terminé, de frapper doucement l'un contre l'autre ses gants lilas (il les avait remis), en faisant à part lui l'observation pénible que sa fiancée était un peu maigre.

L'instant d'après, Sibylle, qui souffrait du rôle secondaire dans lequel son amie Clotilde avait langui tout le jour, la pria de se mettre au piano. Clotilde, après quelques cérémonies, s'y laissa traîner. Elle ôta ses gants d'un air rêveur, agita un instant ses magnifiques bras nus sous les favoris transatlantiques du jeune baron, qui était assis vis-à-vis d'elle à l'un des angles du piano, et après avoir quelque temps tourmenté le clavier, elle commença à chanter d'une belle voix de contralto un air célèbre de Donizetti : — *O mon Fernand,...* — qui était son triomphe. Elle le chantait en effet et elle le chanta ce soir-là surtout avec un accent de mélancolie passionnée, auquel sa pâleur ardente, son œil sombre et noyé, sa narine mobile, son corsage palpitant ajoutaient une couleur presque excessive. Il est vrai que toute cette magie pittoresque et sculpturale était perdue pour le plus grand nombre des assistans, groupés derrière la chaise de la chanteuse; mais elle ne l'était pas, Dieu merci, pour M. de Val-Chesnay, qui, occupant une position plus avantageuse, recevait en pleine poitrine une bonne partie des traits adressés fictivement au capitaine espagnol. Ce jeune homme ne s'était jamais sans doute trouvé à pareille fête. Clotilde avait cessé de chanter qu'il attachait encore sur elle son œil gris et morne, tandis que sa bouche entr'ouverte et son attitude affaissée témoignaient que pour le moment le code du parfait *gentleman* était la dernière de ses préoccupations. Il n'eut pas une parole pour féliciter Mlle Desrozais malgré le plaisir réel qu'elle lui avait procuré; mais, sur la demande que lui en fit la jeune fille, il s'empressa d'ôter ses gants, afin de l'aider à chercher un cahier de musique au fond d'un casier. S'il se flattait du vague espoir que sa main pourrait, dans le cours de ces perquisitions, rencontrer, froisser par hasard une des mains éblouissantes de Mlle Clotilde, il faut avouer que le jeune baron était fort présomptueux. Cependant il ne l'était pas trop, car le fait est qu'il eut cette bonne fortune.

On aurait tort d'imaginer que Mlle Desrozais, lorsqu'elle déployait en l'honneur de M. de Val-Chesnay tout cet appareil de fascination, eût conçu la pensée réfléchie d'usurper le cœur et la main destinés à Sibylle. Même dans une âme aussi fortement trempée que la

sienne, un dessein si audacieux ne pouvait se formuler si soudainement; mais il y a des femmes, charmantes d'ailleurs, qui ne peuvent voir dans un salon l'homme qui leur est le plus indifférent s'occuper d'une autre femme sans avoir aussitôt des idées de meurtre. Cet instinct jaloux et impérieux, qui est particulier au sexe, prend dans les cœurs passionnés et sans frein des proportions sataniques. Clotilde n'avait fait que suivre cette inspiration naturelle, ne se proposant rien de plus pour l'instant que d'écraser son amie de cœur en pétrifiant d'admiration celui qu'elle pouvait croire son fiancé. Mais déjà le plein succès de ses manœuvres, les extases, la gaucherie empressée du jeune Roland, suggéraient à cet esprit entreprenant des rêveries d'un ordre plus sérieux et plus formel.

Une demi-heure plus tard, comme Mme de Beaumesnil et sa nièce regagnaient silencieusement le Manoir à travers les sentiers ombragés et odorans du pays. — Ma tante, dit Clotilde tout à coup, quelle est donc la fortune des Val-Chesnay?

— Oh! est-ce qu'on sait? dit la tante. Le Pérou!

Clotilde fit entendre un profond soupir.

— Mon Dieu, ma chère petite, reprit Mme de Beaumesnil après une pause, on a vu des choses plus extraordinaires!... Il suffit que le bon Dieu le veuille!

— Oh! ma tante! dit la jeune fille en riant.

Puis, apercevant un ver luisant qui illuminait solitairement son nid de mousse sur le revers du fossé, elle saisit l'insecte, le déposa sur le bord de son chapeau, et reprit ensuite sa marche en fredonnant avec une sorte d'allégresse, comme si elle eût conquis son étoile.

Dès le lendemain, Mlle Desrozais entreprenait, sous la sanction tacite de sa tante, une campagne régulière contre le petit cerveau et le gros héritage du jeune baron. Le récit détaillé de cette campagne, dans laquelle Clotilde déploya la force du lion unie à la prudence de Mme de Beaumesnil, nous entraînerait trop loin de notre sujet. Il nous suffira, pour en faire comprendre le succès et pour tirer quelque moralité de cet épisode, de définir brièvement la nature chétive du personnage que Clotilde avait choisi pour sa proie. Victime d'une de ces éducations de serre chaude qu'une tendresse malavisée inflige trop souvent aux objets de sa sollicitude, Roland de Val-Chesnay tombait en pleine bataille de la vie sans transition, sans armes, sans défense. Les excellens principes qu'on lui avait prodigués étaient demeurés flottans à la surface de cette âme molle et inerte, sans y prendre racine. N'ayant point traversé l'initiative graduée et salutaire de l'éducation publique, il arrivait brusquement aux passions d'un homme avec les vices d'un enfant, et, suivant l'usage, c'était au cœur coupable envers lui de cette aveugle idolâtrie, c'était au cœur même de sa mère que cet ingrat jeune homme

devait faire sentir les premiers coups de sa main à la fois faible et violente.

Deux mois plus tard en effet, la vieille baronne, après bien des combats et des larmes, se croyait heureuse de racheter les bonnes grâces de son fils et de s'épargner l'affront des injonctions légales en autorisant un mariage qui restait étrangement disproportionné, malgré les avantages testamentaires que Mme de Beaumesnil avait arrachés à son mari en faveur de sa nièce. Clotilde et Roland reçurent la bénédiction nuptiale dans l'église de Férias, au milieu d'une vive allégresse publique, entretenue par de copieuses libations, des jeux forains et même des pièces d'artifice tirées sur les falaises. Ce fut le cas de dire avec Sganarelle : « Ce mariage doit être heureux, car il donne de la joie à tout le monde. »

Il est presque superflu d'ajouter que quelques semaines après, à la suite de petits démêlés avec sa belle-fille, la baronne douairière demeurait préposée à la garde de la demeure patrimoniale des Val-Chesnay et à l'entretien du mobilier, tandis que le jeune couple s'installait gaîment à Paris, dans un joli hôtel des Champs-Élysées.

II. — L'HÔTEL DE VERGNES.

Le mariage de Clotilde et les événemens qui l'avaient précédé laissèrent entre la famille de Beaumesnil et la famille de Férias une impression de gêne et de tiédeur dont Sibylle elle-même ne put se défendre. Elle avait à la fois trop de droiture et d'inexpérience pour apprécier sous leur vrai jour les intrigues de Mlle Desrozais, qui lui avait paru sérieusement éprise de Roland, elle était encore plus éloignée d'éprouver le sentiment d'envie par lequel Mme de Beaumesnil et la jeune baronne aimaient à expliquer le refroidissement de son affection ; mais elle avait été surprise peu agréablement de la promptitude extrême avec laquelle M. de Val-Chesnay avait conquis dans le cœur de Clotilde la place toute chaude de ce Raoul qui était en Perse. La personne du baron ne lui paraissait pas suffisamment foudroyante pour justifier une si brusque révolution; elle voyait là tout au moins une légèreté et une inconsistance qui avaient fort diminué son amie dans son estime.

Les parens de Sibylle jugeaient naturellement la conduite de Clotilde avec plus de maturité et aussi avec plus de rigueur; mais ils se jugeaient eux-mêmes plus sévèrement encore, et ne pouvaient se pardonner l'innocent égoïsme qui leur avait si longtemps fermé les yeux sur la valeur infime du jeune baron. Après avoir couru le risque d'engager Sibylle dans des liens si indignes d'elle, ils rejetèrent absolument la pensée de la marier en province, ou du moins dans la partie de la province qu'ils habitaient, ne voulant laisser prise sur

eux, en matière si grave, à aucun sentiment d'intérêt personnel. Le départ de Sibylle pour Paris fut donc définitivement résolu. On manda cette nouvelle au comte de Vergnes, qui répondit que cela était fort heureux, attendu qu'une armée de soupirans assiégeait jour et nuit son hôtel avec des guitares et que la police commençait à s'en préoccuper. Sur ces entrefaites, la santé de Sibylle souffrit quelque altération. M. et Mme de Férias saisirent avidement ce prétexte pour essayer de garder leur petite-fille auprès d'eux une année de plus. Ils en écrivirent avec timidité à M. de Vergnes, qui répondit que cela était parfait, qu'une année de plus passée à la campagne serait infiniment salutaire à Mlle de Férias, et que quant aux soupirans, une année d'attente les mortifierait et qu'ils en seraient plus tendres.

Le marquis et la marquise avaient peut-être espéré mourir avant la fin de cette année de grâce. Ils n'eurent pas cette douceur. Par une triste matinée de l'automne qui suivit, ils conduisaient Sibylle à la gare du chemin de fer et lui faisaient leurs adieux. Ennemis de toute démonstration et de tout éclat, ils subirent cette heure suprême avec calme et dignité, quoique la contraction de leurs traits témoignât d'une angoisse mortelle. Cependant, lorsqu'après un trajet silencieux les deux vieillards rentrèrent dans leur château solitaire, toute force les abandonna : ils s'enfermèrent à la hâte dans la chambre vide de leur petite-fille, et, se jetant dans les bras l'un de l'autre, ils pleurèrent amèrement.

Le départ de Sibylle avait eu un autre témoin à peine moins désespéré : c'était Jacques Féray, à qui la jeune fille avait adressé la veille, non sans émotion, quelques mots d'adieu. Elle doutait que le pauvre homme l'eût comprise; elle fut étonnée et touchée de l'apercevoir le lendemain à l'entrée de la gare. Peu d'instans après, comme elle montait en wagon avec miss O'Neil, elle le vit de nouveau appuyé contre le treillage qui séparait la ligne de fer d'une lande communale. Au moment où le train se mit en marche, le malheureux diable prit sa course à travers la lande pour le suivre; il ne renonça à cette lutte disproportionnée que lorsqu'il tomba d'épuisement sur le sol. Il s'obstina pendant plusieurs jours à attendre à cette place même le retour du convoi qui avait emporté Sibylle, vivant on ne sait comment; mais une idée singulière qui vint à se loger dans sa cervelle ne laissa pas de le décourager assez promptement. Il s'était arrêté par hasard à deux pas de la cabane d'un cantonnier; voyant ce cantonnier sortir de sa maisonnette et étendre le bras régulièrement au passage de chaque train sur la ligne, Jacques Féray crut devoir l'imiter avec exactitude; il s'imaginait apparemment que c'était là une obligation, une servitude imposée aux riverains. Elle lui parut tellement lourde après quelques jours d'épreuve, qu'il s'y dé-

roba et qu'il fut heureux de retrouver son chaume sur la falaise, loin du monde et de ses lois capricieuses.

Le comte de Vergnes reçut Sibylle à la gare de la rue Saint-Lazare, et la mena aussitôt à son hôtel de la Chaussée-d'Antin, où la comtesse attendait impatiemment sa petite-fille dans la société de trois chiens, qui du fond de leurs corbeilles ouatées saluèrent par des grognemens lugubres l'entrée de Mlle de Férias. Elle fut ensuite installée dans un appartement fort mignon, où le comte avait fait allumer toutes les bougies en signe de fête et de bienvenue. Elle ne tarda pas à s'y endormir paisiblement malgré les agitations de son cœur et de son cerveau, et malgré les bruits inaccoutumés de la rue, car à son âge le sommeil est encore un dieu.

Le lendemain, dès qu'elle fut levée, M. de Vergnes lui présenta dans la cour de l'hôtel deux chevaux de pur sang qu'il lui avait destinés, et qui étaient deux gazelles. Elle ne demanda pas mieux que d'en essayer un sur l'heure et d'accompagner son grand-père dans la promenade qu'il avait l'usage de faire avant déjeuner. Le comte, qui était encore beau cavalier, trouva du plaisir à montrer le bois de Boulogne à Sibylle et à se montrer lui-même escorté de cette jolie personne. Un incident, fort insignifiant en apparence, vint cependant jeter un peu d'ombre sur son front. Ils rencontrèrent dans une allée du bois une dame d'un physique fort agréable, qui conduisait elle-même un de ces chars à bancs anglais auxquels on attelle les chevaux qu'on essaie. Deux ou trois jeunes gens en élégante toilette du matin fumaient derrière elle dans la voiture. La dame, en passant près du comte, le salua légèrement d'un sourire; puis elle regarda Sibylle, et sourit de nouveau à M. de Vergnes, en affectant d'ouvrir de grands yeux étonnés. M. de Vergnes, distrait apparemment par une pointe que son cheval poussa au même instant, ne salua pas.

— Pourquoi donc ne saluez-vous pas cette dame qui vous salue? demanda Sibylle.

— M'a-t-elle salué? dit le comte. Croyez-vous?... Mais je ne la connais pas... Au reste, voilà Paris, ma chère enfant... Il y a comme cela une foule de personnes qu'on rencontre,... qui vous connaissent,... qu'on connaît,... et en réalité... on ne les connaît pas... Quelle délicieuse matinée, ma chère petite!

Pendant trois semaines environ, M. de Vergnes se consacra au service de sa petite-fille avec l'ardeur juvénile et la grâce chevaleresque qui le distinguaient. Il la promena dans les musées, dans les palais, dans les lieux historiques, et la mena à tous les théâtres; puis un beau jour, prétextant un peu de fatigue, il délégua pour vingt-quatre heures à miss O'Neil ses fonctions de cicerone, et ne les reprit point. Son zèle était épuisé, il rentra dans ses habitudes,

et Sibylle ne le vit plus guère qu'aux heures des repas; mais à ces heures il était charmant : il était coquet avec sa petite-fille; il lui apportait des sacs de bonbons, des gâteaux, des chinoiseries, des bamboches d'étalage. Il était plaisant avec miss O'Neil; il avait adopté vis-à-vis d'elle un genre de facétie dont il modifiait chaque jour la forme, mais dont le fond consistait invariablement à se prétendre amoureux de la pauvre Irlandaise et désespéré de ses rigueurs. — Miss O'Neil, lui disait-il, je vous en supplie, ne me regardez pas! Vous m'empêchez de manger, et ce n'est pas bien... Si vous me retranchez l'idéal,... le divin idéal, laissez-moi au moins les plaisirs de la matière! — Ou bien il la contemplait d'un œil profond, et s'écriait tout à coup : — Miss O'Neil!... une île inhabitée au milieu de l'Océan-Pacifique, un palmier au milieu de cette île, vous sous ce palmier, et moi à vos pieds... Quel rêve! — Cette drôlerie lui était commode. Quand il voulait s'en aller un peu plus tôt que de coutume à son cercle ou ailleurs : — Miss O'Neil, disait-il, je n'y puis plus tenir : un mot d'espoir, ou je pars! — Et il partait. Il ne restait jamais le soir chez lui, pour être fidèle sans doute à la définition qu'il donnait lui-même de Paris, qui est, disait-il, une ville de France où l'on passe quelquefois ses soirées avec les femmes des autres, jamais avec la sienne.

Les allures indépendantes du comte de Vergnes ne semblaient d'ailleurs faire aucun vide dans l'existence de la comtesse, qui était extraordinairement remplie. — Je ne sais vraiment pas, disait-elle chaque matin, comment je pourrai faire tout ce que j'ai à faire aujourd'hui! — Elle s'éveillait vers huit heures, prenait du chocolat dans son lit, partageait quelques tartines avec ses trois chiens, puis s'assoupissait jusqu'à dix heures. Elle se levait alors et commençait sa toilette, qui était quelquefois terminée à midi. C'était l'heure de son second déjeuner, qui était opulent et prolongé. Elle partait ensuite à la hâte, visitait deux ou trois magasins, faisait déplier deux ou trois mille mètres d'étoffes, et n'achetait rien. Elle revenait à son hôtel, procédait à une seconde toilette, et se rendait au bois. Au retour, elle entrait régulièrement chez un pâtissier, mangeait des petits pâtés au foie gras et au macaroni, avalait une glace, appuyait le tout d'un verre de vin d'Espagne, et commençait ses visites, pendant lesquelles elle croquait çà et là une demi-livre de bonbons. A sept heures, elle dînait comme elle pouvait. En accomplissant sa troisième toilette, pour faire ses visites du soir, elle se plaignait assez généralement de vagues malaises dans l'estomac, organe qu'elle avait toujours eu faible, disait-elle. Elle essayait de le soutenir dans le cours de la soirée en buvant quelques tasses de thé accompagnées de quelques tranches de baba; mais c'était en vain. Son estomac, malgré une hygiène si fortifiante, demeurait inquiet; elle y

sentait des bizarreries, des creux, des défaillances, puis des dégoûts, et c'est à peine si elle pouvait toucher du bout des dents à l'en-cas qu'on lui tenait prêt dans sa chambre pour le retour. Cela était pénible; cela empoisonnait sa vie. Sibylle, confidente des désespoirs de sa grand'mère à ce sujet, se demandait tout bas par quel miracle du Seigneur cette frêle Parisienne résistait depuis cinquante ans à un régime qui eût tué un cannibale en huit jours.

Mme de Vergnes s'était naturellement fait un devoir d'entraîner sa petite-fille dans le cercle d'oisiveté affairée où elle tournait chaque jour avec la frivolité convulsive d'un écureuil. Elle la produisit successivement chez toutes ses amies, dont le nombre était tel qu'il lui fallut plusieurs mois pour en épuiser la liste. Une des plus intimes était morte depuis six semaines, quand la comtesse et Sibylle se présentèrent à sa porte.

— Comment! dit la comtesse au concierge, qui s'était approché de sa voiture pour lui annoncer cette fâcheuse nouvelle, morte! Qu'est-ce que vous me dites là?

— Oui, madame la comtesse, reprit le concierge, qui était goguenard, elle est morte depuis six semaines; elle est même enterrée.

— Ah! mon ami, ne me dites donc pas cela! répliqua la comtesse. Quelle horreur!... C'est vraiment inoui, ces choses-là!... Voilà la vie, ma chère enfant!... Eh bien! mon pauvre Jean, chez le pâtissier qui fait le coin de la rue Castiglione, vous savez?

Sibylle accompagnait de même sa grand'mère dans ses tournées du soir, où elle effleurait le plus souvent trois ou quatre salons sans prendre pied dans aucun. Un caractère particulier de ces réunions mondaines qui surprit Mlle de Férias, c'était la rareté des hommes. Quelques vieillards mélancoliques et quelques jeunes gens imberbes y représentaient seuls en général le sexe fort. On eût pu croire qu'une guerre désastreuse avait cruellement décimé la population virile. Même dans les circonstances solennelles et obligatoires, à la suite d'un dîner par exemple, il était clair que les hommes invités et les maîtres de la maison eux-mêmes attendaient avec impatience que la soirée des dames fût terminée pour commencer la leur. Il semblait à Sibylle que cette séparation remarquable des deux sexes dans les coutumes de la société polie avait l'inconvénient de réduire trop souvent la conversation des femmes à des commérages de harem; elle ne pouvait savoir qu'en revanche elle avait l'avantage de réduire la conversation des hommes à des entretiens de corps de garde.

Si ce premier aspect à vol d'oiseau de la société parisienne ne répondait pas pleinement aux espérances de Sibylle, ce mécompte n'était pas d'ailleurs sans compensation. En dehors de l'insipide tourbillon mondain, dans quelques salons exceptionnels, dans ses excursions du matin en compagnie de miss O'Neil, dans les mu-

sées, les théâtres et même dans les rues, elle goûtait ces vives jouissances que donnent à un esprit actif et heureusement cultivé le mouvement, le spectacle continuel, l'électricité partout répandue des choses de l'esprit. Elle respirait avec allégresse cette atmosphère intellectuelle qui enveloppe Paris et qui en est le charme propre et incomparable. Les navigateurs antiques qui posaient le pied sur les rivages de Chypre y flairaient aussitôt une odeur d'encens et de volupté qui pénétrait leurs veines et leur révélait la puissante déesse du lieu. Paris semble avoir de même d'enivrantes émanations qui dénoncent son culte, son culte unique, mais fervent et passionné jusqu'à l'idolâtrie, celui de l'intelligence, dont on peut dire avec vérité que Paris est la ville sainte.

Après quelques mois de séjour à l'hôtel de Vergnes, Sibylle, dans une lettre qu'elle écrivait au marquis de Férias, essayait de résumer en ces termes les impressions diverses dont elle était frappée : « Je flotte perpétuellement, disait-elle, entre l'extrême intérêt et l'extrême ennui. Paris me paraît être le lieu du monde qui offre le plus de ressources à l'esprit et le moins à l'âme. Mon esprit y est joyeux et mon âme y est triste. Il est impossible de sentir plus vivement que je ne le fais ici que l'esprit et ses plaisirs les plus élevés ne sont pas tout pour une créature humaine. Si je garde quelque empire sur ma destinée, je ne serai jamais à Paris qu'un oiseau de passage. Cette vie tumultueuse, cette distraction sans trève, ces gens toujours debout, toujours en l'air, toujours gais, toujours fous, me font entendre aux oreilles un bruit de grelots qui m'étourdit et me gène. Je cherche mon pauvre moi, et je ne le trouve plus. Quand je suis arrivée, j'ai cru tomber dans un carnaval dont j'attendais toujours la fin, mais inutilement, car il ne finit point, et c'est ici le fonds même de la vie. Tous ces gens vont, viennent, s'agitent, s'empressent, se moquent et meurent tout à coup. La mort à Paris m'étonne toujours; elle ne m'y paraît pas naturelle. Tout est si factice à l'entour, que ce détail y choque par sa réalité comme un accident dans une fête. C'est la seule loi réelle de la vie qu'on n'y puisse oublier, parce qu'elle s'impose. Il me semble qu'on y méconnaît toutes les autres. L'accessoire, le luxe, l'ornement, la broderie, sont le principal et le tout. On vit de gâteaux, et point de pain... Ah! le bon pain quotidien, Seigneur, donnez-le-moi!... et donnez-moi aussi quelqu'un qui veuille bien le manger avec moi, lentement, miette à miette, devant mon vieux foyer de famille, et tout près, tout près du fauteuil de mon cher grand-père! »

Sibylle ne confiait de la sorte à M. de Férias qu'une faible part de ses ennuis : les lacunes qu'elle croyait sentir dans l'ensemble des existences parisiennes s'accusaient chaque jour sous ses yeux dans des exemples qui touchaient son cœur de trop près pour qu'elle n'en

fût pas affectée plus gravement qu'elle n'osait le dire. Les bizarres relations conjugales dont l'hôtel de Vergnes lui donnait le spectacle formaient dans sa pensée un contraste douloureux avec le vivant souvenir de l'intimité charmante et presque sainte de Férias. Il était évident en effet que M. et Mme de Vergnes, hors du déjeuner et du dîner, leur dernier point de contact, vivaient aussi étrangers l'un à l'autre que si l'océan les eût séparés. Ils n'avaient en commun ni une joie, ni une peine, ni un souvenir, ni une espérance. Ils échangeaient pendant les repas quelques banalités courantes, et se hâtaient de retourner chacun à son plaisir.

Cherchant à s'expliquer un état de choses qu'elle regarda d'abord comme une anomalie particulière à sa famille, Sibylle fut disposée à en rejeter le tort sur sa grand'mère, dont elle ne pouvait se dissimuler la dissipation extravagante et la profonde inanité d'esprit. Séduite au contraire par les brillantes qualités du comte, elle supposa qu'il avait fini par se fatiguer de l'incurable puérilité de sa femme, et par en être découragé jusqu'à l'éloignement. Une fois entrée dans cet ordre d'idées, elle y rapporta tout, comme il arrive, et s'étonna moins des brusqueries de langage auxquelles le comte de Vergnes, si gracieux et si galant avec le reste du monde, se laissait quelquefois emporter vis-à-vis de la comtesse, comme par quelque ressentiment de son cœur incompris et de sa vie désenchantée. Pénétrée de compassion pour les souffrances présumées de son grand-père, Sibylle crut devoir redoubler envers lui d'attentions et de prévenances. Un matin, comme elle entrait à l'improviste dans l'appartement particulier du comte, guidée par ce sentiment délicat, elle éprouva une surprise énorme en voyant se tourner vers elle d'un air à la fois irrité et confus un personnage dont elle eut peine d'abord à discerner l'identité : c'était un vieillard dont le visage ridé et la tête chauve étaient tout ruisselans de pommade au concombre; cette figure luisante avait deux faces, comme Janus : elle présentait d'un côté l'arc d'un sourcil du plus beau noir et une touffe de favoris grisonnant à peine, tandis que de l'autre le sourcil et la touffe de favoris parallèles s'effaçaient dans un vague neigeux. Forcée, à son grand regret, de reconnaître son aïeul dans ce grotesque, Sibylle poussa un faible cri, tourna les talons, et se sauva à la hâte. Elle se rappela aussitôt les soins tout différens que le marquis de Férias prenait de sa personne, et comment, au lieu de masquer sa vieillesse, il aimait à la parer en mettant de la poudre blanche sur ses cheveux blancs. — Elle se souvint en même temps d'une violente sortie que le comte de Vergnes avait faite quelques jours auparavant, à l'usage de la comtesse, contre les femmes qui ne savaient pas vieillir et qui s'obstinaient à affliger les yeux par des nudités d'un demi-siècle. Elle se demanda si cette moralité, excel-

lente en soi, avait été parfaitement placée dans la bouche du comte. Ces réflexions et l'incident qui les avait provoquées plongèrent Sibylle dans de nouvelles incertitudes, qui ne tardèrent pas du reste à s'éclaircir.

Le soir même de ce jour fatal où M. de Vergnes avait été surpris par Mlle de Férias dans l'intimité de son laboratoire, ce vieux gentilhomme éprouva dans quelque amour de coulisse, qui n'est point de notre sujet, un mécompte tellement sérieux que toute sa belle humeur ne put le digérer. Il eut dans la nuit un léger accès de goutte qui ne lui permit pas de sortir pendant une semaine. Sibylle fut étonnée de voir aussitôt sa grand'mère interrompre absolument le cours de ses chères habitudes et se vouer à la garde de son mari avec un zèle d'autant plus méritoire qu'il était assez mal récompensé. M. de Vergnes n'aimait pas à être malade, et quand il l'était, il voulait bien ne laisser ignorer à personne dans sa maison à quel point cela le contrariait. — Il se piqua toutefois en cette circonstance de conserver vis-à-vis de sa petite-fille un reste de courtoisie; mais sa femme, quoique aussi étrangère que possible à la cause première de ses souffrances, en recueillit pleinement les bénéfices. Elle supportait d'ailleurs avec une résignation louable la maussaderie froide et bourrue dont le comte payait le plus souvent ses soins. Il arriva pourtant un jour que la patience lui échappa. M. de Vergnes, étendu dans un fauteuil, discutait avec Sibylle les mérites d'une pièce en vogue. Mme de Vergnes allait et venait par la chambre, apprêtant une potion, fermant un rideau, calfeutrant une porte.

— Que diable! s'écria M. de Vergnes, aurez-vous bientôt fini de vous agiter comme une ombre chinoise? Rien n'est plus agaçant, quand on cause, que ce trottinement perpétuel autour de soi! Allons! venez vous asseoir.

Elle vint s'asseoir avec docilité. La conversation reprit; elle voulut, par bonne grâce, y placer son mot. M. de Vergnes haussa les épaules : — Ne parlez donc pas pour ne rien dire, ma chère amie! Quand on n'a pas deux idées dans le cerveau, il faut se taire!

— Mais, mon ami, permettez, dit la comtesse, vous êtes par trop désagréable! Et elle porta son mouchoir à ses yeux.

— Bien, parfait! reprit le comte, une scène maintenant! Une scène dans la chambre d'un malade... Le lieu est bien choisi,... ingénieusement choisi! Eh! mon Dieu, ma chère, je sais ce qui vous tient... Je sais d'où vient votre humeur... Voilà trois ou quatre soirées que vous passez chez vous!... Cela excède vos forces. Eh bien! partez, allez, allez commérer chez vos amies, éreinter vos chevaux, étaler vos jupes! C'est le seul bonheur que vous conceviez en ce monde... Je ne veux pas vous en priver plus longtemps!

Cette attaque démesurée fit sortir la comtesse de son inertie;

elle eut subitement un de ces cris que la passion et la vérité peuvent arracher des lèvres de la femme la moins éloquente : — Ah! dit-elle, cela est trop injuste,... cela est indigne!... Je ne fais point de scène,... mais je veux vous répondre... Vous ne m'ôterez pas le respect de cette enfant sans que j'essaie de le reprendre!... Il y a d'ailleurs une leçon pour elle dans ce qui se passe ici, et il faut qu'elle la comprenne! Moi aussi, j'étais une enfant quand vous m'avez épousée, et si je suis restée ce que j'étais, si je n'ai pas, comme vous dites, deux idées dans le cerveau, si depuis quarante ans je rougis de mon insignifiance devant vous et devant le monde entier,... à qui la faute? Si j'avais été vraiment pour vous ce que je devais être, votre femme, votre amie, et non votre maîtresse d'un jour, cela serait-il arrivé?... Est-ce que je ne vous aimais pas assez pour recevoir vos leçons, vos conseils, vos enseignemens, si vous aviez pris la peine de me les offrir? Ah! je les aurais reçus à genoux! Je ne demandais que cela, je ne rêvais que cela... Être près de vous, vous voir, vous entendre, m'élever jusqu'à vous! Toute jeune fille qui se marie et qui a un brave cœur est prête, comme je l'étais, à se faire l'élève soumise, heureuse, passionnée de son époux... Une femme apprend tout de celui qu'elle aime, et n'apprend rien que de lui... C'est vous qui nous tirez du néant ou qui nous y laissez!... Vous m'y avez laissée! Vous n'avez pas voulu sacrifier un seul de vos goûts, une seule de vos habitudes, une seule de vos soirées, pour faire de cette enfant qui vous adorait une femme qui vous comprît! Et vous me reprochez ma nullité, qui est votre ouvrage!... Et vous me reprochez, grand Dieu! la folie, le vide, la dissipation de ma vie!... Mais qui donc, de nous deux, a déserté le premier ce foyer de famille, auprès duquel j'aurais voulu, pour tout bonheur au monde, m'enchaîner à vos pieds?... Même après tant d'années, j'y accours, je m'y attache, à ce foyer, dès que vous y êtes... Et voilà comme vous m'y recevez!... Ah! si je ne m'étais pas jetée tout entière dans cette vie d'étourdissement et de vanité, le chagrin m'aurait tuée... ou il m'aurait perdue, comme tant d'autres! Ne vous en plaignez donc pas, car si je suis restée une enfant et une sotte femme, je suis restée aussi une honnête femme... Et si ma vie est misérable, si ma tête est vide, si mon cœur est brisé,... eh bien! votre honneur est entier du moins, et votre nom sans tache!

Comme elle achevait ces mots, la voix de la pauvre femme s'étouffa dans un flot de larmes; elle se leva et sortit de la chambre.

Le comte de Vergnes, avec une forte dose d'égoïsme et de libertinage, n'était point un sot ni un méchant homme; il avait à peine essayé d'interrompre au début, par quelques interjections d'impatience, les énergiques récriminations de sa femme: puis, étonné et comme dompté par la défense inattendue et véhémente de cet être

inoffensif, il avait fini par l'écouter avec une sorte de confusion et de respect. Quand il l'eut vue sortir, il prit un accent grave qui ne lui était pas ordinaire et dit à Sibylle : — Allez, mon enfant, allez voir si votre grand'mère n'est point souffrante.

Sibylle y courut. La scène dont elle venait d'être témoin avait eu pour effet naturel de reporter complétement sur Mme de Vergnes les sentimens de partiale sympathie qu'elle avait un instant égarés sur son grand-père. Elle trouva la comtesse qui sanglotait à genoux sur son prie-Dieu. En lui prodiguant ses caresses, elle l'informa, non sans quelque exagération, de l'intérêt attendri avec lequel le comte l'avait envoyée en mission près d'elle. Elle lui présenta la perspective de quelques douces années qui l'indemniseraient un peu de la longue déception de sa vie. M. de Vergnes serait nécessairement ramené plus souvent de jour en jour à son foyer par le sentiment de ses torts, et aussi par l'âge et le besoin de repos; c'était à Mme de Vergnes de l'y retenir et de l'y fixer peu à peu en lui ménageant une intimité où son intelligence ne se sentît point trop esseulée. La comtesse se laissa prendre au charme de ces consolations et de ces espérances. — Ma pauvre petite, dit-elle à Sibylle, il est bien tard. Pourtant j'essaierai... Je ferai ce que tu me diras... Je m'abandonne à toi!

Sibylle accepta avec sa chaleur d'âme habituelle le rôle singulier que la confiance de sa grand'mère lui imposait, et elle y appliqua toute la finesse et toute la grâce de son esprit. Elle se garda d'enlever brusquement Mme de Vergnes à son vagabondage mondain; mais elle mit ses soins à l'y diriger et à l'y modérer, en la renfermant peu à peu dans le cercle de ses relations les plus choisies. Elle parvint à la faire dévier quelquefois dans la journée de son sempiternel tour du lac, pour donner à ses promenades quelque but plus digne d'intérêt. A de rares intervalles, elle la retenait chez elle le soir : elle l'avait abonnée à quelques recueils périodiques, et lui faisait, en commun avec miss O'Neil, des lectures à sa portée. Il ne pouvait entrer dans la pensée de Sibylle d'entreprendre radicalement l'éducation de cette intelligence où toutes les bases manquaient : elle essaya simplement de glisser à la surface de ce chaos léger et flottant quelques notions précises sur les objets que le mouvement de la civilisation parisienne ramène chaque jour dans la conversation. Elle avait remarqué que sa grand'mère, comme toutes les mondaines évaporées de sa sorte, péchait moins par la disette d'idées que par le vague de la pensée et l'impropriété de l'expression; elle s'ingénia à lui définir nombre de mots dont elle l'entendait se servir à tort et à travers comme une corneille; en lui clarifiant sa langue, elle lui mit plus de lumière et plus de justesse dans l'esprit. Elle s'efforça enfin assidûment de lui faire franchir la distance qui sépare

le bavardage de la causerie. Elle se disait avec raison que Mme de Vergnes, si elle ne devait point retirer de ses tardives études d'autre avantage, préparerait tout au moins à la solitude de sa vieillesse de dignes et sérieuses consolations.

Sibylle avait nourri dans son cœur pendant tout l'hiver le projet d'aller passer une partie de la belle saison à Férias : elle se décida à sacrifier cette espérance pour ne pas interrompre son œuvre de charité filiale et ne point désoler sa grand'mère, qui s'était prise pour elle d'une passion touchante. Elle la suivit à Saint-Germain, où le comte et la comtesse avaient coutume de s'établir pendant l'été, sous prétexte d'y mener la vie des champs. La vérité est qu'ils avaient l'avantage d'y retrouver, sur la terrasse et dans les villas voisines, une partie de leur Paris, et de n'être pas trop loin de l'autre. Ils pouvaient de là, quand la nostalgie de l'asphalte les saisissait trop fort, se retremper facilement, comme Antée, au contact du bitume sacré. — Les Parisiens, qui affectent volontiers des goûts champêtres, ne supportent généralement la campagne qu'à très faible dose, et à la condition d'y entendre la musique de la garde plutôt que le chant des oiseaux. Ceux qui vont planter leur tente pendant l'été au-delà des environs immédiats de Paris dissimulent vainement sous des couleurs d'idylle quelque opération d'économie domestique. La vie de la campagne et de la province leur est en réalité épouvantable, non pas, comme ils daignent le croire, que Paris soit le seul lieu du monde qui puisse alimenter l'activité et la distinction de leur intelligence, mais c'est celui qui donne le mieux l'illusion de ces qualités à ceux qui ne les ont pas, et qui en outre aide le mieux à s'en passer. Un Parisien en effet (nous ne parlons pas ici, bien entendu, des Parisiennes!) s'imagine agréablement avoir tout l'esprit qui circule autour de lui, et il se dispense plus souvent qu'il ne se le figure d'y mettre du sien. Transporté dans une solitude relative et réduit à ses propres forces, il croit qu'on l'ennuie, et c'est lui-même qui s'ennuie. Cet être collectif n'a point d'existence personnelle; dès qu'il lui faut vivre sur son compte, il se sent dans le vide, et appelle à grands cris ce Paris où il ne s'ennuie jamais, parce qu'il ne s'y trouve jamais.

Cependant la villégiature de Saint-Germain, bien qu'animée par de nombreuses relations locales et mitigée par la proximité des boulevards, laissait encore dans la vie du comte et de la comtesse de Vergnes des heures de désœuvrement dont le poids, pendant les saisons précédentes, leur avait été insupportable. Ce fut dans ces instans de loisir et de retraite forcés qu'ils sentirent tous deux pour la première fois la douceur des liens secrets que la main délicate de leur petite-fille tissait entre eux avec un zèle charmant. Ils s'étonnèrent de prolonger sans peine des soirées que leur unique soin était

autrefois d'abréger le plus possible. La présence gracieuse, la vivacité d'esprit et les talens de Sibylle contribuaient à la vérité pour une forte part à leur alléger les heures; mais plus d'une fois M. de Vergnes, qui dédaignait en général au plus haut point de suivre avec sa femme un entretien régulier, se surprit à l'écouter avec quelque intérêt et à lui répondre presque sérieusement. — Un soir, à propos d'un opéra nouveau dont Sibylle déchiffrait la partition, il alla jusqu'à soutenir thèse contre la comtesse sur les caractères différens de la musique italienne et de la musique allemande; il s'échauffa dans cette controverse, le prit d'un peu haut suivant sa coutume, s'irrita légèrement que sa femme exprimât une opinion contraire à la sienne, et surtout qu'elle l'exprimât bien; puis tout à coup : — Allons! dit-il, je suis battu,... c'est vous qui avez raison! Mais, diantre! vous devenez savante,... je ne vous reconnais plus... Qui est-ce qui vous apprend tout cela?

— Hélas! c'est cette enfant, dit la comtesse en montrant Sibylle.

M. de Vergnes se leva et fit quelques tours dans le salon. Il s'arrêta brusquement en face de Sibylle, et lui prenant les deux mains : — Vous êtes donc une enfant du bon Dieu, vous! dit-il d'un accent ému. Vous méritez une récompense, et vous allez l'avoir, je crois. — Il s'approcha de Mme de Vergnes et lui baisa le front avec une tendre insistance. Ses yeux étaient humides; il quitta le salon.

Mme de Vergnes, aussitôt qu'il fut sorti, appela Sibylle d'un signe de main : elle lui ouvrit ses bras et la serra longtemps sur son cœur en pleurant.

Cette joie, qui se renouvela sous d'autres formes, fit prendre en patience à Sibylle la campagne un peu artificielle de Saint-Germain; elle l'abandonna sans regret vers la fin de l'automne pour rentrer à Paris, où l'attendait la crise de sa destinée.

III. — RAOUL.

Mlle de Férias n'était pas tellement absorbée dans son rôle de providence domestique qu'elle en oubliât la délicate question personnelle que son séjour à Paris avait pour objet essentiel de résoudre autant que possible à son avantage. Cette question l'occupait au contraire extrêmement à plusieurs titres. En premier lieu, elle se sentait enchaînée dans l'hôtel de Vergnes à un genre d'existence qui répondait mal à ses goûts et qui entravait même la liberté de ses affections; elle voyait dans son mariage une ère d'indépendance relative qui lui permettrait de disposer d'elle-même plus à son gré et de se partager quelquefois entre Paris et Férias. Le mariage apparaissait de plus à cet esprit sérieux et fortement discipliné comme une grande loi de la vie morale qu'il faut accomplir à son heure,

sous peine de se trouver hors de la vérité et de l'ordre. Enfin et par-dessus tout, cette grave jeune fille portait dans le secret de son cœur toutes les tendres défaillances d'une femme : ni les distractions de Paris, ni les plaisirs intellectuels qu'elle y goûtait, ni les devoirs qu'elle s'y était faits, ne parvenaient à remplir toutes les aspirations de « son pauvre moi, » comme elle disait, lequel, sous les apparences de calme que donne la force, était très vivant, très humain et très passionné. Elle avait de profondes tristesses dont tout son courage ne pouvait repousser le charme énervant. La source de ces larmes mystérieuses qu'elle avait répandues autrefois dans la fontaine solitaire de Férias semblait s'être rouverte dans ses yeux. Comme toutes les vives imaginations de son âge, elle s'était formé un type héroïque auquel elle offrait, en pleurant de tendresse, les pures flammes qui brûlaient dans son sein. Elle concevait vaguement un être digne de ces sacrifices tout prêts dans son âme, et sa main se tendait, son cœur, son souffle et sa vie s'élançaient vers ce doux idéal.

Ces amours sans nom des jeunes filles, presque toujours sublimes, ont presque toujours aussi de plates incarnations. Le premier homme que leur mère leur permet de considérer avec intérêt revêt facilement à leurs yeux les splendeurs de leur rêve : à peine l'autel leur est désigné par une main respectée que leur cœur, dès longtemps préparé, y vole aveuglément, s'y pose et s'y embrase. Celles qu'on laisse plus libres dans leur choix n'y sont guère plus habiles ni plus heureuses : leur roman intérieur rayonne un peu au hasard et enveloppe fréquemment d'une auréole céleste le front quelconque de leur valseur ordinaire.

Sibylle unissait à ses élans de jeunesse une finesse de jugement et une fermeté de raison qui devaient la préserver de cette méprise commune que suivent de si amers désenchantemens; mais les rares qualités de son esprit, en la sauvant de ce danger, semblaient l'armer d'une clairvoyance et d'une défiance presque excessives. Elle sentait d'ailleurs que ce choix, où le bonheur et la dignité de sa vie entière seraient suspendus, se trouvait complétement abandonné à sa prudence. M. et Mme de Vergnes s'étaient bien à la vérité préoccupés de la seconder dans cette recherche périlleuse; mais ils lui paraissaient dirigés dans leurs estimations par des motifs si légers et si défectueux qu'elle avait secrètement résolu de ne s'en fier qu'à elle-même en premier ressort, et tout au plus à miss O'Neil en appel. Le comte de Vergnes, qui se divertissait à faire défiler devant sa petite-fille ce qu'il appelait le bataillon des nubiles, était le premier à couvrir de ridicule tout le personnel de cette intéressante légion; puis il reprochait à Mlle de Férias de se montrer trop difficile et riait des prétentions inconciliables qu'il lui prêtait. — Savez-vous ce que vous voulez, ma chère? lui disait-il; vous voulez un monsieur qui soit beau,

riche, noble, peintre, musicien, bon écuyer, spirituel et dévot! Eh bien! vous aurez beau chercher, c'est une variété qui n'existe pas!

— Mais, mon Dieu, non! répondait Sibylle; je n'en demande pas tant... Je veux un monsieur que j'aime, voilà tout!

— Ta! ta! ta! reprenait le comte, vous êtes une petite dépravée... Qu'est-ce que c'est que tout ça?... Reportons-nous à la création, ma chère enfant... Voilà la nature, voilà la vérité... Eh bien?

— Eh bien! quoi, grand-père?

— Eh bien! croyez-vous qu'Ève y fit tant de façons?... Mon Dieu! on lui présenta Adam, qui était un homme tout simple,... le premier venu,... et elle dit : « C'est très bien! » Voilà la nature!

Des argumens de ce genre, qui étaient familiers au comte de Vergnes et qui le charmaient profondément, n'avaient que fort peu d'action sur les sentimens et sur les idées de Mlle de Férias. La personne et l'exemple de son grand-père étaient bien plutôt faits pour lui suggérer des réflexions qui ajoutaient encore à ses perplexités. Elle n'avait pas tardé d'ailleurs à reconnaître que les habitudes matrimoniales de M. et de Mme de Vergnes n'avaient rien d'exceptionnel, et qu'elles étaient, à divers degrés, régulièrement établies dans les mœurs de la société polie. Le cœur de Sibylle se serrait et sa raison se soulevait à la pensée de contracter une de ces unions dont la conséquence fatale paraissait être, au bout d'une période de temps plus ou moins longue, une sorte de gêne réciproque, de séparation amiable et de divorce moral.

Obéissant à un penchant caractéristique de la supériorité d'esprit, Sibylle avait le goût des idées générales : elle ne cessait donc de généraliser ses observations, peut-être démesurément, et elle avait cherché à la singularité de ces mariages mal édifians une cause générale, qu'elle crut même découvrir. Les divers traits de mœurs qu'elle recueillait dans le cours de sa vie mondaine, quelques mots qui l'avaient vivement frappée dans le plaidoyer vengeur de Mme de Vergnes, surtout les chers souvenirs de Férias, — l'avaient aidée peu à peu à se former sur ce mystérieux sujet une opinion qui n'était pas sans vraisemblance. Cette opinion, fortifiée par la sanction de miss O'Neil, prit dans l'esprit de Mlle de Férias une profonde consistance, et devait avoir une influence capitale sur sa destinée. Pour l'interpréter ici avec un peu de concision, nous serons forcé d'employer un langage qui ne pouvait être celui de Sibylle, mais qui rendra du moins exactement la substance de sa pensée.

L'union du marquis et de la marquise de Férias, dans son étroite intimité pleine à la fois de gravité et de douceur, et plutôt resserrée que détendue par la main du temps, lui avait imprimé dans l'imagination une sorte de type idéal du mariage chrétien. Si le plus grand nombre des unions qu'elle avait chaque jour sous les yeux

laissaient voir un caractère si différent, n'était-ce point qu'elles manquaient du seul lien qui ne périsse point, le lien religieux? Elle avait comme la sensation du souffle matérialiste qui passe dans les veines de ce siècle, et dont la société parisienne, modèle en relief de toute la société française, paraît particulièrement infestée. Elle y voyait l'institution du mariage persister comme une lettre morte dont l'esprit s'est retiré : on se mariait pour obéir à l'usage, à la coutume, et pour avoir les bénéfices d'une situation légale; c'était une routine qu'on suivait, mais sans conviction : on épousait un nom, une dot, une place, quelquefois de belles épaules. Des liens si purement humains ne pouvaient tenir, et ces unions se trouvaient naturellement dissoutes par la simple possession de l'objet qui les avait déterminées. — Au lieu d'être votre femme, avait dit Mme de Vergnes à son mari, je n'ai été que votre maîtresse d'un jour! — La vie de Paris n'a pas assez de respects pour les oreilles ou les yeux des jeunes filles pour qu'une telle parole tombe vainement dans l'esprit le plus chaste. Sibylle l'avait comprise, retenue et commentée. Elle n'entendait pas, quant à elle, être la maîtresse de son mari : elle voulait être sa compagne aimée et fidèle dans le temps et (elle l'espérait) dans l'éternité. Tout amour moindre eût désolé son cœur et révolté sa fierté. Elle se disait que le mariage, pour porter ses véritables fruits, devait avoir ses racines non pas seulement dans les deux cœurs qu'il unit, mais aussi dans la religion qui l'a institué et qui le consacre. Le sentiment religieux, une foi commune, la fraternité des croyances élevées et des espérances éternelles, pouvaient seuls donner aux faibles amours de ce monde quelque chose de la solidité et de la durée des amours divines.

Telles étaient en résumé les pensées de Sibylle, et, comme elle avait appris à traduire fermement dans sa conduite tout ce qu'elle croyait juste et bon, elle s'était déterminée à ne jamais épouser qu'un homme qui partageât sérieusement sa foi. Cette idée, qui n'était peut-être pas mauvaise en soi, avait le défaut de n'être point très pratique, et la pauvre enfant s'en aperçut. Bien qu'il soit donné à notre temps de respecter dans quelques noms illustres l'alliance des plus hautes facultés de l'intelligence et des plus ferventes convictions religieuses, on peut dire que, dans l'ordre mondain, ces exceptions sont aussi rares qu'elles sont éminentes, et que l'extrême émancipation de la pensée, l'esprit de critique, de doute, de négation, le flottement de toutes les bases morales, sont les signes accusateurs de ce siècle. Même dans la région sociale où vivait Mlle de Férias, ces signes ne pouvaient lui échapper, et il lui était difficile de ne pas remarquer que la convenance, le ton et l'étiquette y sauvegardaient seuls, les trois quarts du temps, un certain exer-

cice régulier des devoirs religieux. En voyant cette société sceptique conserver banalement des usages, des erremens, des formes de devoirs dont elle paraissait avoir perdu le sens originel, Sibylle avait de profonds étonnemens. — Ces gens-là, disait-elle à miss O'Neil, n'ont pas l'air de croire à ce qu'ils font; ils semblent rouler en cette vie par suite d'une impulsion dont le secret leur est devenu étranger... Tout cela me fait penser à ces figures d'étoiles qui brillent et marchent encore dans le ciel quand les astres d'où elles émanent sont éteints depuis des siècles.

Elle n'était pas cependant sans trouver dans le cercle de ses relations habituelles quelques exemples de piété sincère, de croyances sérieuses et d'admirables vertus chrétiennes; mais cette condition d'une foi pareille à la sienne, pour être à ses yeux la plus essentielle, n'était pas la seule qu'elle recherchât dans l'homme à qui elle lierait sa destinée. Elle avait, par sa supériorité même, d'autres exigences qu'elle ne se formulait pas, et qui n'en étaient pas moins impérieuses et exclusives. Elle croyait apporter, et elle apportait en effet, un esprit très libéral dans ses prétentions, se montrant indifférente aux avantages de la fortune, et même à ceux de la naissance, bien que cette seconde concession lui eût été plus sensible; mais elle voulait que son mari lui fût égal par l'éducation, les goûts et les habitudes de l'intelligence; elle voulait même, sans s'en rendre compte, qu'il lui fût supérieur, et elle sentait qu'elle ne l'aimerait qu'à ce prix. Cette condition, qu'elle croyait toute simple, parce qu'elle ignorait sa grande valeur personnelle, compliquait encore singulièrement les difficultés du choix qu'elle se proposait. — Il lui fallait bien reconnaître que le plus grand nombre des jeunes gens dont on lui vantait les habitudes de piété avaient reçu dans le giron maternel cette éducation précieuse et un peu endormie dont le baron de Val-Chesnay lui avait appris à redouter les réveils. Parmi ceux qui avaient été trempés de bonne heure dans le vif courant du siècle, la plupart étaient entachés d'un libertinage vulgaire. Les meilleurs lui paraissaient puérils. La maturité prononcée de son caractère et de son esprit l'eût rapprochée plus volontiers des hommes qui avaient franchi les limbes de la jeunesse; mais parmi cette classe, qui compte d'ailleurs dans le mouvement mondain de très rares représentans, elle voyait les mines les plus sérieuses recouvrir la vanité et le vide, et si le hasard mettait sur son chemin quelques personnages vraiment distingués par leur mérite ou leurs talens, ils lui étaient aussitôt signalés comme des penseurs fort libres, et souvent comme des viveurs qui ne l'étaient pas moins.

Sibylle, après avoir poursuivi ses discrètes observations pendant la première moitié de l'hiver qui succéda à la villégiature de Saint-Germain, commençait donc à se décourager et à croire, comme son

grand-père le lui disait, qu'elle cherchait une variété qui n'existait pas. Peut-être avait-elle raison, mais son erreur était d'en conclure que son cœur ne se donnerait jamais. Un cœur comme le sien ne se donne point par raison démonstrative; les orages y soufflent quand ils veulent, et non quand on l'a décidé. Les délibérations de la raison la plus droite et les desseins de l'âme la plus haute peuvent servir sans doute à vaincre ces orages, mais jamais à les soulever ni à les prévenir.

Au nombre des salons où Mlle de Férias avait été introduite sous les ailes de sa grand-mère, il y en avait un vers lequel elle se sentait attirée par un charme secret. C'était celui de la duchesse douairière de Sauves, qui occupait, avec le duc de Sauves son fils unique et la jeune duchesse sa belle-fille, un des opulens hôtels du faubourg Saint-Honoré. Ce salon, où la vieille duchesse n'admettait, sauf une exception bizarre dont nous parlerons, qu'un groupe social sévèrement limité par ses fougueuses prédilections de race et d'opinion, ne semblait présenter aucune des ressources ni aucun des intérêts dont Sibylle se montrait curieuse : cependant elle n'y mettait jamais le pied sans ressentir une confuse émotion qui lui était douce, et dont elle osait à peine se dire la cause, tant elle la jugeait déraisonnable. Ce singulier sentiment se liait à un des souvenirs les plus lointains de sa vie, qui avait gardé dans son imagination une place extraordinaire : c'était sa fugitive entrevue dans le parc de Férias avec un inconnu du nom de Raoul, dont les traits, le langage et la personne, vaguement mêlés aux légendes féeriques de son enfance, étaient demeurés empreints dans sa pensée d'une poésie délicieuse. Ce nom de Raoul lui était cher et presque sacré. Le lecteur voudra bien se rappeler avec quel trouble involontaire elle l'avait retrouvé dans le récit du premier amour de Clotilde : c'était encore ce nom, souvent répété dans les salons de l'hôtel de Sauves, qui les remplissait pour Sibylle d'un mystérieux attrait.

Elle rejetait à la vérité de toute sa raison l'idée que le Raoul qu'elle entendait souvent nommer chez Mme de Sauves pût avoir quelque identité avec son prince charmant du parc de Férias; du moins elle ne pouvait douter qu'il ne fût en propre le Raoul dont Clotilde lui avait conté la passion un peu fictive et le départ censément désespéré pour la Perse. C'était d'ailleurs une découverte que Sibylle avait dû faire toute seule, car son ancienne amie Clotilde, avec laquelle elle entretenait à Paris des relations assez froides, avait quelques raisons de ne pas l'y aider; mais Sibylle avait aisément reconnu dans la jeune duchesse de Sauves, née Blanche de Guy-Ferrand, cette amie de couvent que Clotilde aimait si peu, et qu'elle avait fait figurer dans son petit roman en qualité de cousine de son héros. Il n'y avait pas loin de là à conjecturer qu'un certain

comte de Chalys, que la jeune duchesse appelait mon cousin Raoul, et qui précisément était revenu de Perse quelques mois auparavant, devait avoir une extrême ressemblance avec l'homme heureux qui avait conquis autrefois les suffrages unanimes d'un pensionnat de demoiselles. Sibylle se disait que la curiosité et l'intérêt que ce personnage lui inspirait à divers titres s'évanouiraient, suivant toute apparence, dès qu'elle le verrait; mais il n'avait pas le goût du monde, et elle avait eu jusqu'alors la mauvaise chance de ne jamais le rencontrer, pas même chez Mme de Sauves, où elle savait cependant qu'il se montrait assez souvent. Ce hasard, qui dans la vie de Paris n'a rien d'extraordinaire, préoccupait cependant Mlle de Férias, parce qu'elle croyait sentir qu'entre elle et M. de Chalys il n'était pas tout à fait naturel, et dans sa secrète impatience elle s'imaginait quelquefois que des mains invisibles (d'enchanteurs probablement) travaillaient sans cesse à les écarter l'un de l'autre.

Elle n'en recueillait que plus avidement dans le courant de la conversation tous les détails relatifs à cet invisible cousin, desquels il paraissait résulter que M. de Chalys était un homme d'une distinction exceptionnelle et fort recherché dans le monde, peut-être parce qu'il s'y faisait rare; mais la réserve imposée aux jeunes filles, et la timidité particulière qu'éveillait en elle ce sujet délicat défendaient à Sibylle de satisfaire sa curiosité par des informations plus directes. Malgré l'affection enthousiaste que lui témoignait la vieille duchesse de Sauves, elle se sentait rougir à la seule pensée de l'interroger sur la personne du comte Raoul. Elle eût tenté plus volontiers cette fortune auprès de la jeune duchesse, vers laquelle elle était entraînée par un vif mouvement de sympathie; mais cette jeune femme avait vis-à-vis de Sibylle une attitude singulière qui ne l'encourageait nullement aux confidences. Elle lui marquait en général une froideur et une contrainte voisines de l'éloignement, quoique, de temps à autre, par un contraste que Sibylle ne s'expliquait pas, elle parût se rapprocher d'elle par la force d'un lien secret et puissant. Même quand elle semblait la traiter en étrangère, la capricieuse duchesse attachait quelquefois furtivement sur Mlle de Férias des regards dont celle-ci ne savait comment interpréter l'expression profondément intense, curieuse et passionnée.

Nous allons donner au lecteur l'explication des allures mystérieuses de cette jeune femme vis-à-vis de Sibylle, en lui présentant quelques nouvelles connaissances.

IV. — LA DUCHESSE BLANCHE.

Blanche de Guy-Ferrand, duchesse de Sauves-Blanchefort, qu'on appelait la duchesse Blanche, était une petite personne point belle,

à peine jolie, mais charmante. Elle était un peu frêle, délicate, avec des cheveux d'un blond cendré et des yeux d'un bleu mélangé de gris dont les cils pâles étaient presque invisibles. Ses traits, un peu enfantins, semblaient finement pétris par une main d'artiste trop minutieuse. Ce qui la plaçait au rang des femmes qu'on cite, c'était la grâce dont elle était comme imprégnée des pieds à la tête, et surtout son art exquis de se bien mettre. Elle était en effet habillée, coiffée et chiffonnée de ses propres mains avec une harmonie si parfaite, qu'il était impossible, en la voyant dans sa toilette du soir, de ne pas imaginer qu'elle venait d'éclore ainsi dans quelque jardin de fée, au clair de la lune.

Il y avait alors cinq ans qu'elle avait épousé le duc Oswald-Louis de Vital de Sauves, plus âgé qu'elle de vingt et quelques années, mais encore fort beau cavalier et très aimable homme. Le duc touchait en effet à la quarantaine et ne songeait pas plus à se marier qu'à se faire Turc, lorsqu'il eut à subir de la part de sa mère une série d'assauts désespérés devant lesquels, après la plus honorable résistance, il finit par capituler, mais non sans conditions. « Ma bonne mère, lui dit-il à cette occasion avec le mélange de belle humeur, d'insouciance et de secrète tristesse qui le caractérisait, vous comprenez bien, et je comprends de même, que vos larmes sont des argumens auxquels je me rendrai tôt ou tard. Le plus tôt sera donc le mieux; mais, sans reproche aucun, vous me devez quelques clauses de consolation, et je les réclame. Je n'ai rien à objecter, ma mère, contre vos sentimens politiques, qui sont les miens, quoique peut-être vous les laissiez s'égarer quelquefois jusqu'à la passion et jusqu'au préjugé; mais enfin la direction que vous avez imprimée à ma vie, et que j'ai suivie très filialement, ne m'a laissé pour toutes jouissances en ce monde que des goûts et des habitudes qu'il serait vraiment dur de m'enlever, et avec lesquels malheureusement mon mariage se conciliera peu. Encore une fois, je ne vous reproche rien; vous avez cru faire votre devoir, et peut-être l'avez-vous fait... Mais la circonstance est solennelle, et deux mots de franchise y seront excusables... Eh bien! en aucun temps vous n'avez voulu m'autoriser, ni peu ni prou, à fléchir le genou, comme vous dites, devant le Baal du siècle... Au fond, qu'en est-il résulté? Vous ne pouviez pas me mettre dans une boîte. J'ai respiré, bon gré, mal gré, l'air de mon temps et de mon pays : j'ai eu tous les défauts de mes contemporains, et je n'ai pas eu leurs mérites. Je ne suis pas vertueux, et je suis inutile!... Mon Dieu! vous nourrissiez contre le roi Louis-Philippe une rancune... que je conçois; vous m'auriez maudit, si j'avais fait mine de rechercher sous son règne l'ombre d'une fonction ou d'un grade... Vous avez triomphé de sa chute,... c'est très bien! La république, qui vous avait d'abord fait bondir d'allégresse, n'a

pas tardé à vous inspirer des sentimens moins favorables; vous vous êtes fort réjouie de tous les désagrémens qui lui sont arrivés par la suite... C'est parfait! Quant au régime actuel, jusqu'ici vous lui avez refusé notoirement votre bienveillance... Parfait encore!... Mais pendant tout ce temps-là, moi, qu'est-ce que je suis devenu? Il fallait bien vivre! Le sang me bouillait dans les veines... Je ne pouvais pas en verser le trop-plein sur quelque champ de bataille; je ne pouvais pas en calmer l'ardeur par quelque infusion diplomatique... Eh bien! je me jetai dans les coulisses!... Vous ai-je fait assez de peine, ma pauvre mère, dans ces temps de jeunesse! Vous ai-je causé assez de chagrins, mon Dieu!... Et pourtant, finalement, avec tout cela, je n'ai pas trop mal tourné. Je pouvais devenir un détestable drôle, dépravé jusqu'aux moelles, et je suis resté un bon enfant, parce qu'après tout j'ai une bonne mère, et que cela maintient toujours un homme; mais j'ai des ennuis, j'ai des regrets, je ne vous le cache pas... Eh bien! j'ai fini par trouver une sorte de compensation dans mes goûts : j'aime la chasse, les chevaux, les beaux bestiaux,... j'aurais voulu me retirer à la campagne, pour m'occuper de cela tout à mon aise... Je commence à prendre de l'embonpoint, c'était le moment!... Vous, ma mère, vous ne pouvez vous passer de Paris : j'y ai donc gardé le fonds de ma résidence près de vous; mais, vous le savez, je monte en chemin de fer deux fois la semaine, pour aller voir mes faisans et mes bœufs... Voilà donc la situation!... Vous désirez aujourd'hui, par un juste souci de la perpétuité de notre maison, que j'épouse Mlle de Guy-Ferrand. Soit! j'y consens! Je consens même, ma bonne mère, à en avoir des enfans mâles, qui seront la joie de votre vieillesse et le tourment de la mienne. Mais... ici se place la clause de consolation!... mais pendant les fréquentes excursions que ledit duc de Sauves est dans l'usage de faire à la campagne, et qu'il prétend continuer, — dans son intérêt propre et dans celui des espèces chevalines et bovines, — la duchesse douairière s'engage par serment (et on sait que sur l'article serment elle n'entend pas raillerie!), s'engage à faire prendre en patience par la jeune duchesse les absences dudit duc, et à l'entourer en même temps des égards et de la discrète surveillance nécessaires soit au bonheur personnel de la jeune duchesse, soit à la considération, régularité et pureté de la généalogie dudit duc de Sauves, Blanchefort, et autres lieux. »

Le mariage avait été conclu sous la foi de ce traité. Mlle de Guy-Ferrand s'était laissé faire duchesse avec la nonchalance un peu mélancolique qui paraissait être dans son caractère. Comme jeune fille, elle n'avait pas été remarquée; mais, une fois en possession de sa corbeille de jeune femme, elle en avait tiré tout un arsenal imprévu avec lequel elle avait conquis tout à coup sa place parmi les

étoiles. Sa grâce de miniature formait toutefois avec la beauté ample et un peu féodale de son mari un contraste dont celui-ci était le premier à sourire.

— Eh bien! mon fils, lui dit un jour la vieille duchesse, faisant allusion à la métamorphose heureuse que le mariage avait opérée dans la personne de sa belle-fille, il me semble que vous n'êtes point tant à plaindre: c'est ici le contraire du conte de fée où les diamans se changent en noisettes : c'est la noisette qui s'est changée en diamant!

A quoi le duc répondit, dans la langue gauloise qu'il affectait, en l'assaisonnant de son accent un peu gras : — Textuel, ma bonne mère!... Seulement ma femme n'est pas une femme, c'est une fleur; on ne la possède pas, on la respire!

Il en eut malgré cela deux enfans mâles, conformément à son programme ducal; mais il ne se montra pas moins fidèle aux autres articles de ses conventions préliminaires, et on le vit reprendre peu à peu son train accoutumé : il résidait pendant la belle saison à son château de Sauves avec sa femme, la ramenait généreusement tous les hivers à l'hôtel de Sauves, et tandis qu'il consacrait lui-même une ou deux semaines chaque mois à ses bois, à ses haras et à ses étables, il laissait la jeune duchesse goûter les distractions de Paris sous la tutelle, d'ailleurs très peu tyrannique, de sa belle-mère. Il s'était fait de la sorte une réputation d'excellent mari, et il est certain qu'il y en a de pires.

La duchesse Blanche jouissait depuis quelques années des douceurs tranquilles de cet hymen, qui lui paraissait à elle-même ressembler suffisamment au bonheur, lorsqu'un soir, en entrant chez Mme de Guy-Ferrand, sa mère, qui était un peu souffrante, elle eut la surprise d'y voir installé au coin du feu son cousin Raoul de Chalys, qui était arrivé le matin même de Marseille après un long séjour dans le Levant. M. de Chalys, resté orphelin dès son enfance, avait eu pour tuteur le père de Blanche, et après la mort de M. de Guy-Ferrand il s'était fait un devoir d'entourer sa veuve de soins assidus et d'attentions filiales. Ses relations avec Blanche avaient donc dépassé de beaucoup les limites d'un cousinage ordinaire; la jeune femme cependant, en le retrouvant après tant d'années, témoigna plus d'étonnement que d'expansion, et prit même pour recevoir son embrassement fraternel une certaine mine de duchesse. Elle lui adressa quelques questions banales et rentra dans un froid silence pendant que sa mère poursuivait avec un empressement amical l'interrogatoire détaillé que l'arrivée de Blanche avait interrompu. Puis Mme de Guy-Ferrand se sentit fatiguée et se retira en priant Raoul de tenir compagnie à Mme de Sauves jusqu'à ce que sa voiture fût venue la prendre.

La première minute de ce tête-à-tête fut silencieuse et comme embarrassée; M. de Chalys regardait la jeune duchesse avec un air de curiosité intriguée. — Ma cousine, dit-il tout à coup, j'ai deux complimens à vous faire : d'abord vous êtes devenue une très jolie femme, et en second lieu je sais que vous êtes une femme heureuse, et si quelque chose peut me causer un sensible plaisir en ce triste monde, c'est cela.

Blanche leva les yeux sur lui, et il vit que ces yeux étaient couverts d'un voile humide; elle essaya cependant de sourire et de répondre, mais ses lèvres s'agitèrent sans trouver de paroles, et, le cœur lui manquant, elle fondit en larmes. Raoul, surpris et incertain, fit un mouvement vers elle; elle l'arrêta de la main et sortit précipitamment du salon.

Le comte de Chalys demeura un moment comme interdit, les regards attachés sur la porte par où sa cousine Blanche venait de disparaître; puis, joignant les mains : — Ah! mon Dieu! dit-il, qu'est-ce qu'il y a donc? — Il parut réfléchir, non sans quelque amertume, secoua la tête tristement, et après une pause : — C'est que... je ne sais que faire! reprit-il. Faut-il m'en aller?... Ah! bien, ma foi, voilà une belle besogne!... Allez donc en Perse!... Ah! Seigneur, mon Dieu!...

Comme il était dans cette perplexité, la porte se rouvrit, et la jeune duchesse rentra, les yeux fort rouges, mais le visage souriant. Elle lui tendit la main : — Ce n'est rien, dit-elle gracieusement, excusez-moi... Ne partez pas encore; causons! — Et elle se jeta dans un fauteuil. Elle le pressa alors de questions un peu fiévreuses sur ses voyages et sur sa vie en Orient. Cela les mit plus à l'aise; ils ne tardèrent pas à rire ensemble.

— A la bonne heure! dit Raoul, nous voilà comme dans le bon temps, quand j'étais votre frère; à présent je suis votre grand-père. Ah! que je me sens vieux!... Bonsoir, cousine! — Quand il s'était levé pour partir, Blanche était redevenue sérieuse tout à coup. — En lui serrant la main : Pourrai-je vous voir quelquefois? dit-il.

— Mais... souvent, j'espère,... dit la jeune femme; comme vous voudrez!

Le comte de Chalys se rendit de là chez un ami qu'il avait et qui demeurait rue Servandoni, comme un savant qu'il était. Il se nommait Louis Gandrax et il avait l'honneur d'être connu assez particulièrement de Mlle de Férias, dont il excitait même l'intérêt à un degré peu ordinaire. Sibylle n'avait pas été médiocrement étonnée de trouver ce plébéien établi sur un pied d'intimité dans le salon très exclusif de l'hôtel de Sauves. Par une exception que les opinions très libres et très peu dissimulées de M. Gandrax sur toutes les matières achevaient de rendre inconcevable, la vieille duchesse l'en-

tourait d'une idolâtrie câline qu'elle accordait à peine aux noms les plus immaculés de la vieille France. L'explication de cette anomalie ne laissait pas d'être plaisante. M. Louis Gandrax, sorti du peuple, avait exercé pendant quelque temps, au début de sa jeunesse, la profession de médecin et y avait obtenu des succès; mais, quoique pauvre, il s'était vite détourné des applications lucratives de la science pour en poursuivre dans son laboratoire les pures spéculations. Doué de grandes facultés et d'une ardeur de travail infatigable, il avait en peu d'années pris rang parmi les lumières scientifiques de son temps, et quelques découvertes éclatantes en chimie et en physique l'avaient élevé presque avant l'âge aux honneurs de l'Institut. Il avait trente-cinq ans, il était d'une beauté un peu dure, mais saisissante; ses traits réguliers, son front élevé avaient la couleur et la fermeté du bronze; ses yeux étaient à la fois pleins de feu et de calme; son élocution facile, sobre, tranquille et sarcastique répondait bien à l'apparence distinguée, hautaine et glaciale de sa personne. Il était radicalement démocrate et paisiblement matérialiste, et aussi loin de s'en vanter que de s'en cacher. En tout, c'était un commensal étrange pour la table de la duchesse de Sauves, laquelle, en politique comme en religion, ne s'arrêtait qu'au-delà des monts.

La duchesse cependant n'était heureuse que lorsqu'elle comptait M. Gandrax au nombre de ses convives, quoiqu'il lui fît payer un peu cher cette bonne fortune. Profondément pieuse, pétrie d'esprit, sincèrement prête à tous les dévouements et à tous les martyres, cette singulière femme n'était faible que sur un point : elle craignait extraordinairement la mort, la mort naturelle, la mort bête, la mort dans son lit. Elle était sujette à des désordres nerveux qui chez elle affectaient mille formes et simulaient tour à tour toutes les maladies. Une dizaine d'années auparavant, elle avait éprouvé une violente crise de nerfs, et le hasard avait voulu qu'en l'absence de son médecin ordinaire on eût recours à l'obligeance de M. Gandrax, qui demeurait alors dans son voisinage. Son art, sa parole assurée et calmante, et surtout la puissance magnétique de sa forte personnalité, avaient merveilleusement exorcisé les démons nerveux dont la vieille duchesse était tourmentée. Elle l'avait pris dès ce moment en confiance tendre; elle l'avait supplié de lui continuer ses soins, et il avait eu la complaisance de rester médecin pour elle seule. Elle lui en savait gré; elle était persuadée qu'il lui avait sauvé la vie une dizaine de fois; elle se flattait qu'il la lui sauverait encore, et même au fond qu'il la lui sauverait toujours. L'adoration qu'elle professait pour cet être tutélaire, jointe à la nausée d'horreur que lui causaient les doctrines politiques et religieuses du jeune savant, constituait entre la duchesse et son médecin une sorte de

rapports assez semblables à ceux de Louis XI avec son astrologue.

Louis Gandrax avait pour elle une affection généreuse et quasiment paternelle; en même temps il se divertissait du rôle excentrique et presque scandaleux qu'il était appelé à jouer dans la société strictement épurée de l'hôtel de Sauves. Il le jouait d'ailleurs, quoiqu'il ne fût pas homme du monde, avec beaucoup de réserve et de savoir-vivre naturel; mais ses paroles les plus contenues n'en détonaient pas moins comme des bombes dans ce milieu sévèrement orthodoxe. La pauvre duchesse, petite fée remplie de bonne grâce et qui avait le goût excellent d'affecter la mise simple et un peu monastique des vieilles femmes du temps de Louis XIV, mettait tout son génie à faire tolérer par ses hôtes habituels les vertes allures de son sauveur. Quand elle l'avait à dîner, et c'était le plus souvent qu'elle pouvait, elle le caressait, elle le cajolait, elle le suppliait du regard et de la voix pour le convertir un tant soit peu aux idées et aux mœurs de ses autres convives. — Mais enfin, Gandrax, lui disait-elle, plaisanterie à part, vous croyez à un Dieu?

— Oui, très certainement, madame la duchesse, répondait Gandrax avec beaucoup de sang-froid : au dieu Pan!

— Mais du moins, reprenait-elle après un instant, voilà une chose dont on parle, et à laquelle vous croyez, j'espère, mon ami : c'est l'amour!

— Si j'y crois, madame! répliquait Gandrax, comme si on l'eût mortifié; mais comment donc! L'amour est une vibration désordonnée de certains lobes du sinciput correspondant avec quelques lobes parallèles de l'occiput!

Il arrivait quelquefois que la bonne duchesse n'y pouvait tenir : — Ah! mon ami! s'écria-t-elle un jour, Dieu ne me fera-t-il jamais la grâce de me donner le courage de vous mettre à la porte?

La célébrité de Louis Gandrax, le relief de son caractère et la bizarrerie de sa présence à l'hôtel de Sauves n'avaient pas été ses seuls titres à l'attention particulière de Sibylle : c'était de sa bouche qu'elle entendait le plus souvent sortir le nom prestigieux de Raoul. Il parlait de M. de Chalys avec un sentiment grave et profond, que l'ironie si familière à son langage ne tachait jamais. Elle savait qu'ils étaient liés d'une étroite amitié, et que M. Gandrax avait été, pendant la longue absence du comte Raoul, son correspondant assidu et à peu près unique. Cette nuance seule tempérait aux yeux de Sibylle la couleur, pour elle un peu neuve et violente, de cette physionomie, et lui rendait presque sympathique un personnage dont elle se sentait d'ailleurs séparée par l'étendue des cieux. Dès le matin de son arrivée à Paris, Raoul s'était empressé de courir chez Louis Gandrax, il avait même passé avec lui une partie de la journée. Ce ne fut donc pas sans un léger mou-

vement de surprise que Gandrax vit reparaître le comte, à onze heures du soir, dans le cabinet d'aspect claustral où il travaillait à la lueur d'une petite lampe d'étudiant.

— Bravo! dit-il. J'aime cette récidive... Il ne t'arrive rien?

— Oh! rien de sérieux, dit Raoul. La chose vaut pourtant que je te la conte. Et prenant une chaise : — Dieu! qu'on est mal assis chez toi! Je t'en prie, fais-moi la surprise d'un fauteuil, fût-il en velours d'Utrecht! — Ah çà! figure-toi, mon ami, que je suis un drôle tellement irrésistible, qu'à peine débarqué à Paris depuis douze heures, j'y ai déjà trouvé une aventure.

— Ah! va te promener! dit le jeune savant.

— J'en viens, mon ami, reprit le comte, et la question est précisément de savoir si j'y dois retourner. D'abord je veux m'accuser d'avoir manqué de franchise avec toi : ma faute remonte à l'époque de mon départ pour la Perse: je te laissai croire que ce départ n'avait d'autres causes que ma curiosité et mes goûts d'artiste. Cela n'était pas tout à fait exact; mais, quoiqu'une amitié comme la nôtre ne comporte point de secrets, véritablement j'avais jugé superflu de t'initier à quelques motifs secondaires,... qui n'étaient pas sans une teinte de ridicule. Tu connais ma cousine, la duchesse Blanche?

— Naturellement, ayant coutume de sauver la vie à sa belle-mère tous les quinze jours.

— Tu te rappelles le caractère exceptionnel de mon intimité avec sa mère et avec elle-même : pendant deux ou trois ans, j'accompagnais assez régulièrement Mme de Guy-Ferrand dans ses visites au couvent où Blanche respirait. Pour moi, cette petite était une fillette... que j'aimais bien... mais voilà tout! Physiquement, elle me semblait à peine agréable... pour le reste, une poupée! De plus l'idée du mariage m'était repoussante... Mais... par un vague instinct qui pouvait être une aberration de fatuité... je crus m'apercevoir que la petite personne me trouvait superbe, et que sa mère envisageait secrètement notre union comme une circonstance écrite de tout temps au livre du destin... Cela me fit appréhender des explications, des complications, des ennuis;... bref, pour couper court, deux ou trois mois avant l'époque où ma cousine Blanche devait quitter le couvent, je fis mystérieusement mon paquet... et me voilà en Perse!

— Faiblesse! murmura Gandrax. — Ensuite?

— Une de tes premières lettres vient m'apprendre, à Ispahan, le mariage de Blanche avec le duc de Sauves... J'en bénis Allah dans la grande mosquée... Et toutefois, par surcroît de précaution et de délicatesse, je veux laisser à ce mariage le temps de se consolider et de pousser ses racines... Je passe un an en Perse, un an à Constantinople, un an au Caire, un an... je ne sais plus où!...

— En Grèce! dit Gandrax.

— Tu as raison... en Grèce... et je reviens! — Je vais ce soir, après dîner, faire visite à ma tante de Guy-Ferrand, comme mon cœur et mon devoir m'y poussaient... Accueil un peu froid d'abord... Puis, comme c'est une excellente femme, et comme sa fille d'ailleurs est duchesse, je la retrouve bientôt aussi affectueuse qu'autrefois... Arrive la jeune duchesse! Je crois sentir dans son abord, et jusque dans les étreintes du retour, un soupçon de rancune, un peu de glace, un peu d'émotion, un peu de confusion... je ne sais pas quoi enfin!

— Bah! dit Gandrax, tu es fatigant! elle adore son mari, ta cousine, et elle a raison, car il est magnifique de sa personne, parfait pour elle, et il lui a donné deux bijoux d'enfans!

— Tu parles trop, mon ami, reprit tranquillement Raoul. Sache donc que, Mme de Guy-Ferrand m'ayant laissé seul avec la jeune duchesse... il y a de cela trois quarts d'heure..., je m'avise de lui faire compliment sur le bonheur que tu vantes... Elle me regarde alors en face pour la première fois, éclate en sanglots, et se sauve dans la pièce voisine.

— Oh! là! dit Gandrax en fronçant le sourcil.

— Elle est revenue un moment après, a repris contenance, s'est montrée douce, amicale, fraternelle, mais tout cela sans naturel aucun et avec toutes les fièvres d'enfer dans les yeux. — Eh bien? *quid dicis, Thomas?*

— Je dis qu'il ne faut pas la revoir.

— Bah! et le moyen, vivant à Paris... et n'ayant d'autre famille que la sienne? C'est un rêve!

— Retourne en Perse alors! cria Gandrax.

— Je ne retournerai pas en Perse.

— En ce cas, quel conseil me demandes-tu?

— Je ne t'en demande aucun; je te raconte un épisode intéressant de ma folle existence, voilà tout. — M. de Chalys se leva, et marcha à pas lents sur les briques du cabinet.

— On ne peut être moins expert que je ne le suis sur la matière, reprit Gandrax; mais un enfant seul pourrait se méprendre sur les suites de l'aventure, étant donné ton point de départ. Dans quinze jours ou dans quinze mois, si tu t'abandonnes au courant, tu seras l'amant de la jeune duchesse, qui est la femme d'un galant homme, ta parente et presque ta sœur, c'est-à-dire que tu feras sciemment une fort mauvaise action, pour laquelle je te refuse mon approbation et mon estime. *Dixi.*

— Oui! dit Raoul en interrompant brusquement sa promenade; vraiment! une mauvaise action! Et qu'est-ce que c'est qu'une mauvaise action? Où est ton *criterium?* Et si je la juge bonne, moi? Si la

jeune dame m'a paru singulièrement embellie, si je me sens agréablement entraîné vers elle par une des plus douces lois de la nature, quelle autre loi, à ton sens, m'empêcherait de céder à celle-là?

— L'honneur! dit sèchement Gandrax.

— L'honneur? reprit Raoul en élevant la voix. Entrons là, mon savant ami... (et il indiquait la porte du laboratoire) : tu m'y feras voir au fond de tes creusets les élémens dont se composent toutes les substances de la nature, les forces nécessaires en vertu desquelles elles germent ou se cristallisent dans le sein de leur mère aveugle... Tu m'y feras toucher du doigt, sur tes sphères ou dans tes logarithmes, chacun des ressorts qui suspendent les mondes dans le vide et en ordonnent de toute éternité la marche fatale;... mais je te défie de me montrer dans aucun de tes alambics ni dans aucun de tes grimoires un seul des élémens de cette force à laquelle tu veux que j'obéisse, et que tu appelles l'honneur. Pourquoi obéir à une fiction? Sois donc logique!

— C'est toi qui ne l'es pas, répondit Gandrax. Si le métier d'homme vraiment libre et pleinement affranchi pouvait être discrédité, il le serait par toi! Que reproche-t-on à ceux qui, comme nous, ont secoué le joug de toutes les mythologies de l'enfance humaine, et qui rêvent pour le monde entier un avenir d'émancipation égale? On leur reproche de supprimer les principes qui font la cohésion nécessaire de tout groupe social et d'imaginer sur la terre une prétendue société de philosophes qui serait une société de brutes... Eh bien! j'en suis fâché, mais tu donnes raison à l'objection! De ce que Dieu est une pure hypothèse, tu conclus que la vertu et l'honneur sont des fictions sans base!... mais cela est imbécile. Est-ce que je ne suis pas un honnête homme, moi?... Trouve une faute dans ma vie!... Et pourquoi le suis-je? Par fierté d'abord, c'est possible, et pour démontrer à tous ces adorateurs de dieux vermoulus qu'on peut ne croire à rien et valoir mieux qu'ils ne valent... Oui, par fierté sans doute, mais aussi et surtout par logique, quoi que tu en dises, parce que je reconnais dans l'ordre moral, comme dans l'ordre matériel, des lois nécessaires, parce que l'intégrité des mœurs, qui est le respect de soi-même, la bonne foi, qui est le respect de ses semblables, la justice, la probité, l'honneur, sont des rouages indispensables aux fonctions d'une bonne machine sociale... Oui, je reconnais ces lois nécessaires, et je les observe... Ce que la plante et l'étoile font par instinct et par fatalité, je le fais, moi, par raison... C'est ma supériorité, c'est ma dignité... Je suis un homme!

— Tu es bien fier, mon pauvre ami, reprit Raoul, de ton tempérament! Tu vis, j'en conviens, avec l'austérité d'un trappiste; mais pourquoi? Parce que la pâle liqueur qui coule dans tes veines est descendue d'un glacier des Alpes! Tu as le bonheur, je l'avoue,

d'être chaste comme la lune; mais tu n'y as pas plus de mérite que n'en a cet astre lui-même à être éteint!

— On est chaste quand on veut, répliqua le jeune savant avec force; on est tout ce qu'on veut!... Tu es une femme!

Le comte Raoul haussa les épaules, fit entendre un éclat de rire doux et musical, et continua quelque temps sa promenade en silence; puis il reprit : — Tu as beau dire, Louis, dès que je ne crois pas à un Dieu, source de toute justice, modèle de toute vertu, sanction de toute loi morale, je ne me sens aucune raison suffisante de vaincre mes goûts, mes penchans, mes passions,... bah! pas même le plus simple appétit! Ce qu'il y a de pis, c'est que j'éprouve à les satisfaire d'une façon sauvage une sorte de joie méchante et d'âcre volupté... Il me semble que j'aimerais à être un peu foudroyé...

— C'est cela! dit Gandrax en riant. Allons, avoue-le, tu n'es pas loin d'espérer quelque révélation, quelque miracle dans ce genre-là. Veux-tu entendre la vérité, Raoul? Tu n'es pas un incrédule, tu es un rebelle! Ce n'est pas, comme moi, la conviction que tu portes dans ton cerveau, c'est la révolte! Or un révolté suppose un maître... Et toi qui parles de logique, tu passes ta vie à te venger d'un Dieu auquel tu ne crois pas!

— C'est vrai! dit Raoul avec animation; je n'ai pas ton incrédulité sereine et bien portante : la mienne est douloureuse, elle est désolée... Je suis un rebelle, tu l'as dit, et ma chaîne brisée fait saigner mes poignets! Je me désespère de ne pas retrouver dans le ciel le Dieu de mon enfance... Je l'y cherche quelquefois avec des yeux pleins de larmes; il n'y est pas! Il se cache derrière les nuages du siècle, et je lui en veux, et je souhaiterais qu'il se montrât à moi une seule seconde, fût-ce pour me lancer sa foudre!

— Artiste! dit doucement Gandrax, et il lui tendit la main.

Raoul saisit cette main et la secoua fortement dans la sienne. — Ni artiste ni femme, dit-il, et par malheur aussi radicalement incrédule que toi-même... Mais je suis un homme qui a du sang dans les veines et des passions dans le cœur... Et puisses-tu ne jamais savoir, mon pauvre Louis, combien les plus vaillans argumens de la raison sont de chimériques obstacles et de débiles consolations aux fureurs des sens et aux tempêtes de l'âme!

— *Amen!* dit Gandrax.

— Parlons d'autre chose, reprit Raoul en se rasseyant tout à coup. J'ai eu dans la journée une autre surprise. J'ai reconnu tantôt aux Champs-Élysées, dans une calèche fort brillante et fort blasonnée, cette belle créature dont je t'ai dit deux mots autrefois,... qui était au couvent en même temps que ma cousine, dont j'esquissai le portrait à la volée, et qui promettait... Comment s'appelait-elle donc?... Clotilde?...

Le jeune savant se leva par un mouvement soudain, et s'adossant à la cheminée : — Clotilde Desrozais, n'est-ce pas? dit-il froidement. Elle est aujourd'hui baronne de Val-Chesnay, et, autant que je puis le savoir, très riche, très élégante et très recherchée.

— Comment! mais elle était pauvre!... Qu'est-ce donc que le mari?

— Un petit monsieur raide et blond, qui se nourrit exclusivement de la poussière des hippodromes... pas grand'chose! Elle l'a déterré en province, enlevé à sa mère, et mis dans sa poche, comme on dit.

— Cela ne m'étonne pas... Parle-t-on d'elle?

— Pas jusqu'ici, que je sache.

— Cela m'étonne... Voit-elle ma cousine?

— Mais sans doute... Je la rencontre souvent chez Mme de Sauves. Elle se pique d'avoir un salon où elle rassemble quelques curiosités du temps... Elle m'a fait l'honneur de me joindre à sa collection : elle m'a invité à ses lundis.

— Y vas-tu?

— Oh! une fois tous les deux mois... tu peux juger comme je me trouve bien là!

Une heure après minuit sonna à l'église Saint-Sulpice. M. de Chalys se leva : — Je la verrai probablement chez Blanche, dit-il en allumant un cigare à la flamme de la lampe; cela fera peut-être diversion. — Et prenant la main de Gandrax : — Ainsi, reprit-il, tu es toujours heureux, toi?

— Parfaitement!

— Pas moi! Bonsoir. — Et il sortit.

Le comte Raoul de Chalys était resté dès sa première jeunesse maître d'une fortune considérable : il n'en avait pas moins consacré, par ardeur de savoir et aussi par sentiment du devoir, beaucoup de peines et de veilles à son éducation intellectuelle. Il n'avait voulu demeurer étranger à aucune des lumières de son temps, et avait même poussé la curiosité jusqu'aux études scientifiques pour lesquelles il n'avait d'ailleurs ni goût ni aptitude. C'était comme un besoin de se compléter de ce côté qui l'avait d'abord attaché à Louis Gandrax, dont les grands talens, la vie pure et le caractère énergique le captivèrent, sans cependant le dominer; car, très différentes dans leur organisation et dans leurs développemens, ces deux natures d'homme avaient une sorte d'égalité en hauteur qui interdisait le despotisme de l'une sur l'autre et leur permettait l'amitié. Dans les glaces où résidait Louis Gandrax, l'âme passionnée et l'esprit turbulent de Raoul faisaient pénétrer, comme le soleil aux régions polaires, une chaleur et une vie dont le jeune savant se sentait surpris et doucement excité; Raoul éprouvait pour sa part

une joie étrange à recevoir de la bouche de son ami des formules nettes et calmantes pour son scepticisme agité.

Avec un goût général pour les arts, Raoul s'était reconnu de bonne heure des dispositions spéciales pour la peinture : il les avait cultivées avec passion, et après une dizaine d'années d'études obscures quelques œuvres rares, mais excellentes, l'avaient mis de plein saut au rang des maîtres. Dès le lendemain de son retour, il s'enferma dans son atelier avec la résolution de transformer en tableaux quelques pages de son album oriental, et la bonne pensée accessoire d'étouffer par un travail assidu les tentations curieuses et malignes qui l'attiraient vers l'hôtel de Sauves. Cependant, quoiqu'il ne manquât pas de volonté, M. de Chalys n'était pas assez déterminé à en avoir dans ce cas particulier pour refuser une invitation à dîner que lui adressa quelques jours après Mme de Guy-Ferrand. Il s'y rendit donc, satisfait à la fois d'avoir montré beaucoup de vertu et d'avoir un motif suffisant d'en montrer moins. Il y trouva la jeune duchesse : il fut piqué ce soir-là des façons aisées et parfaitement rassises de sa cousine. Il prétendit en avoir le cœur net, et il alla faire visite le lendemain à la duchesse douairière, qui le reçut fort bien; mais sa cousine Blanche ayant affecté, pendant qu'il contait ses voyages, de bâiller derrière son éventail, il commençait à s'irriter au fond de son âme, quand la jeune baronne de Val-Chesnay, née Clotilde Desrozais, fut introduite dans le salon, et vint donner un autre cours à ses idées. — Clotilde ne lui parla point, ne le regarda point, et ne parut absolument pas le reconnaître, ce qui le contraria d'autant plus qu'il fut ébloui de la splendeur épanouie de sa beauté. Cependant, vers la fin de sa visite, qui fut courte, la jeune baronne, s'adressant tout à coup à un vieillard à moitié mort qui se trouvait là par hasard, qui était enseveli dans l'ombre d'un rideau, et auquel personne ne semblait songer : Mon Dieu! monsieur le vicomte, lui dit-elle, je ne vous vois jamais à mes lundis!... Qu'est-ce que je vous ai donc fait?... Vous seriez si aimable! — Le vieillard inconnu parut stupéfait, et s'inclina vaguement comme une momie qui s'éveille; puis aussitôt, la jeune baronne paraissant aviser Raoul pour la première fois, et prenant l'air subitement consterné de quelqu'un qui s'aperçoit d'une gaucherie qu'il vient de commettre : — Mon Dieu! reprit-elle en hésitant... je serais certainement très heureuse, monsieur... je reçois le lundi soir... Mon Dieu! monsieur de Chalys, je crois?

— Oui, madame.

— Eh bien! monsieur, l'ami et le parent de Mme de Sauves n'a pas besoin d'être invité chez moi pour y être le très bienvenu!

— Madame! dit Raoul en saluant jusqu'à terre, et il ajouta à part lui, en se rasseyant : Allons! elle est toujours très forte!

Au moment où Clotilde, par ce coup de main gauche, ramenait ses filets sur son ancien admirateur, un éclair étincela dans la prunelle de la petite duchesse. Elle reconduisit néanmoins son amie Clotilde jusqu'aux antichambres, et en l'embrassant tendrement, suivant l'usage des jeunes femmes : — A propos, dit-elle, je le trouve abominablement vieilli, mon Persan,... et toi?

— Oh! mais tellement, ma chère, répondit Clotilde, que j'ai eu toutes les peines du monde à le reconnaître.

Cependant, lorsque Raoul crut devoir se rendre le lundi suivant à l'invitation de Mme de Val-Chesnay, il était à peine dans le salon de Clotilde qu'il y vit entrer la duchesse Blanche, qui paraissait plus que jamais avoir eu pour femme de chambre ce soir-là la propre marraine de Cendrillon. Il passa une heure cantonné entre ces deux ravissantes personnes, qui ne cessèrent de se décocher l'une à l'autre, par-dessus sa tête, avec beaucoup de grâce, tous les traits que pouvaient contenir leurs carquois, et il se retira, doucement convaincu qu'il était désormais l'objet d'un tournoi régulier dont il aurait un jour ou l'autre à décerner la couronne.

Il n'est pas très aisé de définir les raisons qui font qu'un homme plaît aux dames. Il y aurait même quelque prudence à laisser chacune de nos lectrices se figurer à son gré les traits, le langage et la couleur des yeux de notre héros, car chacune d'elles a son idéal — dans la personne de son mari, nous le souhaitons, — et il peut y avoir aussi peu d'habileté que de discrétion à les déranger dans leurs perspectives. Nous dirons cependant à tout risque que le comte Raoul de Chalys était un homme d'une taille assez élevée, élégante et souple, qui, sous une attitude d'indolence affaissée, décelait le ressort et l'élasticité vigoureuse des races félines, et qui lui donnait à un degré extrême ce qu'on appelle l'air distingué. Ses cheveux, fins et soyeux, d'un ton châtain veiné de teintes brunes, se faisaient déjà rares sur les tempes. Son front était beau, sérieux et remarquablement pur. Deux rides verticales, creusées entre les sourcils, indiquaient cependant l'effort habituel de la pensée et la maîtrise coutumière de la volonté. La sévérité presque alarmante de ce trait se trouvait tempérée avec un grand charme par l'expression très douce, très bienveillante et un peu triste de ses yeux, qui étaient voilés de longs cils féminins. Tel qu'était le comte de Chalys, il était impossible de le voir dans un salon sans s'informer aussitôt de son nom. Ce nom lui-même avait du prestige par l'alliance rare qu'il rappelait d'une grande situation et d'un grand talent; mais le premier mérite du comte aux yeux des femmes était de leur paraître toujours tout prêt à tomber amoureux d'elles, et de l'être en effet, — car, disait-il, il n'y a pas de femme, même laide, qui n'ait dans

sa personne, en y regardant bien, quelque chose dont il n'est pas impossible de s'éprendre. — Son regard indifférent et son langage froid s'animaient et se passionnaient dès qu'il leur parlait; il leur inspirait à la fois du trouble et de la confiance. Elles sentaient qu'il les aimait, et elles l'aimaient.

Malgré ces dons dangereux dont il avait eu lieu, dès ses premiers pas dans le monde, de reconnaître la puissance, le comte de Chalys n'était pas et n'avait jamais été un homme à bonnes fortunes. On lui en avait fait le renom, parce qu'on lui prêtait tous les succès dont on le voyait capable; mais il avait été préservé de ce misérable rôle par l'élévation de son naturel, la gravité de sa pensée et par un certain fonds de conscience et d'honnêteté qui persistait singulièrement dans son âme, dégagée d'ailleurs de tout principe et de tout frein moral. Son cœur, battu sans doute de quelques orages, n'en avait pas été flétri, et sur le chaos de cette intelligence profondément dépravée les songes ailés de la pure jeunesse s'élevaient encore quelquefois revêtus de toute leur candeur originelle. Dans la période de sa vie où nous le rencontrons, un sentiment particulier de lassitude disposait moins que jamais M. de Chalys à rechercher les agitations d'une intrigue galante. Il s'était même promis de vivre désormais en cénobite, à moins de quelque tentation qui dépassât la mesure commune. Il arriva malheureusement, comme il arrive toujours en de tels desseins, que la première occasion qui s'offrit lui parut précisément avoir ce caractère irrésistible.

Raoul s'abandonna donc à l'attrait piquant de ces deux amours rivales qui avaient salué son retour; il en savoura, sans se hâter, les flatteries, et en vit se développer les phases avec curiosité, différant autant que possible d'y engager son cœur d'une manière violente et décisive. La vie mondaine à Paris permet mieux qu'ailleurs ces atermoiemens agréables. Il était en outre astreint à beaucoup de réserve, étant fort surveillé par les deux jeunes amies, qui, depuis que leur haine mutuelle était sans bornes, ne se quittaient plus. Clotilde, il faut le dire à sa louange, éprouvait pour M. de Chalys une passion véritable, et la première de sa vie. A peine mariée au baron de Val-Chesnay, elle avait voué à ce faible jeune homme un mépris inexprimable. Pendant une ou deux années, elle avait étourdi son activité d'âme dans la fougue première de son existence parisienne, puis l'ennui l'avait saisie, et elle s'était prise à rêver des distractions plus ardentes et plus occupantes; mais, à défaut de principes, son esprit avait des dédains et son cœur de la fierté. Elle était de ces femmes qui se montrent plus difficiles dans le choix de leur amant que dans le choix de leur mari. Elle en était là quand le comte de Chalys lui apparut avec son mérite réel rehaussé par le

charme des souvenirs. Elle devina d'un coup d'œil que son amie Blanche, déjà sa rivale dans les luttes d'élégance mondaine, entendait se le réserver, et elle eut une raison de plus de se jeter corps et biens dans cette passion attendue.

La duchesse Blanche, nature plus douce et plus scrupuleuse, eût peut-être vaincu les sentimens, autrefois innocens et maintenant coupables, dont l'imprudence de son mari et le retour de son cousin avaient causé le réveil, si ces sentimens n'eussent été en elle exaspérés par l'attentat d'une main étrangère sur l'homme qui avait été la chère pensée de toute sa jeunesse. C'est ainsi que cette jeune femme s'en allait aux abîmes, entraînée moitié par l'amour, moitié par la haine.

M. de Chalys, au milieu d'un conflit si délicat, regretta plus d'une fois de s'être laissé prendre à ces engrenages, qui, à dire vrai, mettaient beaucoup de gêne dans son existence. Son cœur, beaucoup trop calme pour sa justification, hésitait à se prononcer entre les deux jeunes guerrières: cependant, un peu par générosité et passablement par égoïsme, il penchait en faveur de Blanche, dont la persévérante affection le touchait, et dont l'humeur, moins orageuse que celle de Clotilde, lui paraissait moins menaçante pour le repos et l'indépendance de sa vie.

La jeune duchesse ne pouvait se méprendre sur le caractère chaque jour plus tendre et plus décidé des assiduités de son cousin, et elle n'en était pas plus heureuse. A mesure qu'elle sentait son avantage sur Clotilde se dessiner plus nettement, les scrupules de sa piété et les reproches de sa conscience mêlaient plus d'amertume à sa passion et de larmes secrètes à ses combats. Elle hésitait et essayait parfois de reculer sur cette pente fleurie dont elle entrevoyait avec des répugnances d'hermine le bourbier final; puis quelque retour offensif, quelque agression furieuse de Clotilde la précipitaient de nouveau dans un abandon aveugle et désespéré d'elle-même.

La duchesse, on l'a deviné, était à peine moins jalouse de Mlle de Férias. En feuilletant un jour, chez sa mère, un des albums de Raoul, elle y avait remarqué trois dessins qui l'avaient extrêmement frappée par eux-mêmes, et encore plus par les commentaires dont le comte les avait enrichis. Le premier de ces dessins représentait, dans l'ombre d'une feuillée épaisse et au pied d'une roche tapissée de lianes sauvages, une petite fille d'une rare beauté, campée résolûment dans une attitude de reine et tenant à la main une baguette en manière de sceptre magique. Au bas de ce dessin était l'inscription que voici : « Près des falaises de *** (Normandie), 10 août 1850. Mademoiselle Sibylle. » — La page suivante figurait le même site et la même enfant, dont la taille et l'expression de visage indiquaient

seulement un degré de maturité de plus. Au bas était écrit : « Mademoiselle Sibylle, cinq ans plus tard. » — Enfin un troisième dessin, fini avec un soin particulier, et qui portait pour inscription ces mots : « Mademoiselle Sibylle, à dix-huit ans,... je crois, » donnait l'image minutieusement étudiée d'une jeune fille dont le front, le regard et la physionomie tout entière, pressentis merveilleusement par l'artiste dans leurs développemens successifs, étaient le portrait presque exact de Mlle de Férias. La jeune duchesse, stupéfaite, eut ce nom sur les lèvres ; un effort soudain de réflexion l'y retint suspendu, et se tournant vers son cousin : — Qui est-ce donc? dit-elle.

— Je ne sais, répondit Raoul; une enfant que j'ai entrevue deux minutes autrefois, et qui doit être, si elle vit, une créature adorable. Il conta alors à sa cousine sa rencontre avec Sibylle auprès de la Roche-Fée, et les moindres détails de leur court dialogue. — Le nom du petit village et du château voisin m'a échappé, ajouta-t-il, ou plutôt je ne l'ai jamais su, car je n'ai fait que traverser ce pays; mais j'ai eu cent fois la tentation d'y retourner,... et puis les complications quotidiennes de la vie,... le ridicule,... la crainte des déceptions m'en ont empêché... Il est étrange que de tous mes souvenirs de voyage, et j'en ai beaucoup, celui-là soit resté le plus vivant et le plus doux... Cette enfant avait vraiment quelque chose d'extraordinaire, de surnaturel! — Il continua de s'étendre et de s'exalter sur ce texte, et ne s'arrêta qu'en voyant le front de Blanche se charger d'épais nuages.

On conçoit avec quels raffinemens de précaution et de diplomatie la jeune duchesse s'ingénia, dès ce jour, à éloigner Mlle de Férias de la vue de son enthousiaste cousin. Elle n'attirait Raoul à l'hôtel de Sauves que lorsqu'elle était à peu près assurée que Sibylle n'y viendrait pas, et elle le voyait de préférence chez Mme de Guy-Ferrand, avec laquelle Mme de Vergnes n'était pas en relations. — Clotilde, de son côté, bien qu'elle ignorât le secret que le hasard avait révélé à son amie Blanche, mettait un soin égal à prévenir une rencontre dont les grâces et le prestige de Sibylle suffisaient à lui faire appréhender les dangers. Comme M. de Chalys ne se montrait guère, hors de son atelier et de son cercle, qu'à l'hôtel de Sauves et dans le salon de la jeune baronne, il paraissait donc vraisemblable que Mlle Sibylle et son peintre étaient destinés à ne se retrouver jamais en ce monde, lorsqu'une circonstance très imprévue vint rompre le charme qui les séparait.

OCTAVE FEUILLET.

(*La troisième partie au prochain n°.*)

ROME

ET SON NOUVEL HISTORIEN

L'Histoire romaine à Rome, par M. J.-J. Ampère; 2 vol. in-8°. Paris 1862.

Au pied de ce dernier rameau des Apennins qui s'étend du Soracte à Tibur, un sol volcanique s'est soulevé avant les temps historiques, et une plage mamelonnée a émergé du sein de la mer, dont elle est aujourd'hui séparée par un large rivage. Sur les collines de cette région, divisée par un cours d'eau, l'antique Albula, qui devait plus tard s'appeler le Tibre, bien des peuplades ou tribus diverses ont passé avant de former une nation et de s'appeler les Romains. Les premiers et sauvages habitans des monts et des forêts avaient appris un jour à labourer; des Grecs peut-être, débarqués sur cette côte inconnue, leur avaient enseigné l'agriculture, dont la naissance inaugure en toute contrée le véritable âge d'or. C'est l'époque où cette terre, destinée à tant de noms différens, a été la terre de Saturne (*Saturnia tellus*). L'âge de Saturne est le temps où l'on commença à semer (*sator*); la faux de Saturne est l'instrument des premières moissons. Que Saturne soit le maître, le roi, le dieu ou simplement le nom d'une époque, le monument de Saturne, temple, autel, palais, chaumière, centre de la bourgade des premiers colons, s'élevait au bas d'un tertre pierreux, le mont Saturnien. Ces colons occupaient le territoire du Latium, et ils étaient le peuple latin. Une tradition presque universelle dans l'antiquité fait toujours dériver du nom d'un homme celui d'un peuple; aussi cet âge agricole est-il le règne de Latinus :

. . . . . Rex arva Latinus et urbes
Jam senior longa placidas in pace regebat.

Des migrations de pays lointains vinrent troubler, instruire ou soumettre ces hommes paisibles. Ce furent, sur la rive gauche du fleuve, les Sicaniens, venus du Nord, qui séjournèrent et laissèrent des traces de leur séjour, jusqu'à ce que, marchant toujours au sud, ils allassent donner leur nom à la Sicile. Réunis aux Ligures, ils avaient occupé sept collines, dont la plupart devaient être un jour comptées parmi les sept collines historiques. Puis parurent les Pélasges, les aînés des Grecs, les Arcadiens des poètes, ces Grecs antérieurs à la civilisation hellénique, qui, de l'orient à l'occident, coururent tout le midi de l'Europe, ces fiers constructeurs qui ont partout semé de rudes monumens. Ils arrivaient du nord et du centre de l'Italie, et c'est eux qui, sur une éminence voisine, au sud-est du mont Saturnien, construisirent une enceinte rectangulaire qu'ils appelèrent le *fort carré*, *Roma quadrata*. Voilà Rome, ou du moins voilà la première fois que se montre ce nom grec de *la force* attribué à un lieu de refuge ou de défense sur une des hauteurs du *Septimontium*. Mais d'autres peuplades ont été d'une manière plus stable encore maîtresses des points élevés de cette région accidentée : c'étaient par exemple les Tyrrhéniens, qui, débarqués au nord-ouest, s'étendirent jusque sur les deux collines de la rive droite du Tibre, ces Étrusques qui, apportant aussi tant de choses grecques, les marquèrent de l'empreinte d'une forte originalité. Ils passèrent plus d'une fois le fleuve et disputèrent souvent les hauteurs à d'autres tribus; mais nulle invasion ne fut plus redoutée et plus puissante que celle d'une énergique nation qui, descendue des monts voisins de la Sabine, se dispersa vers le midi. Ces Sabins, dont le caractère guerrier offre quelque ressemblance avec celui des races germaines, portaient la lance (*quiris*), dont le nom servait à les désigner. Eux aussi, ils touchèrent à presque tous les sommets du *Septimontium*, et bâtirent jusqu'auprès de la Rome des Pélasges une autre enceinte, un refuge, un *palatium*, premier *palais* qui n'en avait que le nom. Ils passèrent, comme les Étrusques, sur le mont Saturnien, mais surtout ils se retranchèrent sur celui qu'à cause d'eux on appela Quirinal. Les Latins, ces habitans primitifs, n'étaient restés tout à fait maîtres et isolés qu'à deux lieues de là environ, sur le territoire d'Albe, leur ville principale, et d'où leur chef, qu'ils appelaient roi, poussait ses possessions jusqu'au pied du monument de Saturne; du moins ses troupeaux paissaient-ils non loin de la Rome des Pélasges. Tel est à peu près le fond du récit poétique qu'avant même M. Ampère faisait au pieux Énée le roi Évandre, cet Arcadien constructeur de cités.

C'est toujours un plaisir de surprendre la poésie en accord avec l'histoire, et l'on voudrait qu'en effet Virgile eût revêtu de splen-

deur et d'harmonie des traditions vraies; mais si la relation du bon Évandre contient des faits analogues à ceux que la science constate ou conjecture, il n'en est pas de même de l'entretien et de la visite qui amènent ses récits, et il est assez bien établi que la venue d'Énée et des Troyens aux *champs de Lavinie* est une fable littéraire adoptée fort tard par les Romains, à une époque où les beaux esprits voulaient rattacher toutes choses aux traditions épiques de la Grèce. Cette prétention ne peut sembler étrange à des gens qui ont, comme nous, voulu descendre de Francus, fils d'Hector.

Si, comme on peut le croire, la petite vallée où tant de peuplades se sont rencontrées a été le centre primitif du *Latium*, si c'est dans cette retraite que l'âge d'or s'était caché (*latuit*) (1), ce ne fut certes pas pour y régner longtemps, car le mont de Saturne n'était autre chose que le mont Tarpéien ou Capitolin; la Rome carrée était sur le mont Palatin, les Étrusques sur le Janicule et le Vatican, les Sabins un peu partout, mais principalement sur le Quirinal et l'Esquilin. Or ces noms à coup sûr ne rappellent pas uniquement les souvenirs de la vie pastorale, et dès que chacune de ces collines est désignée dans l'histoire, c'est comme un lieu de défense et de combat. La guerre fut le sanglant berceau où se forma l'unité ou plutôt l'association de ces diverses tribus pressées dans un si étroit espace. Jamais lieux aussi célèbres n'ont été aussi voisins, car le Capitolin, il ne faut pas l'oublier, n'est pas à 400 mètres du Palatin; il est peut-être à 600 du Quirinal et de l'Esquilin, à 1,000 du Janicule, et le Palatin forme, avec l'Aventin qui le touche au midi, comme une pointe avancée du territoire des Albains. Le mont Vatican est le plus éloigné : aussi est-il presque inconnu dans l'antiquité.

Telle est dans ses traits les plus généraux, et en négligeant les détails qui donneraient à l'ensemble l'exactitude et la précision, la contrée où M. Ampère fait commencer l'histoire romaine par cet enfant abandonné sur les bords marécageux du Vélabre et qui a nom Romulus.

I.

Les lecteurs de la *Revue* connaissent déjà les principaux traits de ce récit, et ils n'ont pas oublié les pages savantes et animées, prélude de l'ouvrage de M. Ampère; mais il ne faudrait pas croire que son livre ne fût qu'une réimpression. L'auteur a tout remanié, retouché, approfondi. Un demi-volume entièrement nouveau, qui dé-

(1) Je doute beaucoup de cette étymologie, malgré la double autorité de Varron et de Virgile.

bute avec la dernière révolution géologique de Rome, précède la naissance de son premier roi, et ce premier roi lui-même, soumis à un nouvel examen, a un peu changé de condition. De voleur de troupeaux il en est devenu gardien, et s'il s'est adjoint plus tard quelques maraudeurs, c'est qu'il était trop peu de chose pour avoir d'autres sujets.

Donc M. Ampère croit encore hardiment à Romulus, et je ne demanderais pas mieux que de faire comme lui, quoiqu'il supprime Rémus, de qui j'avais toujours espéré descendre. Et cependant il faut qu'il me permette de l'arrêter sur le seuil. Il ne croit pas que Romulus ait donné son nom à Rome, c'est Rome plutôt qui lui aurait prêté le sien. Ce n'est pas qu'il n'ait fondé aussi sur le Palatin une Rome, un *fort*, une autre enceinte carrée ou polygonale dont il subsiste des pans de murs, et que l'on confond avec la première Rome, laquelle même n'était pas seule de son nom. Romulus n'était pourtant qu'un pâtre des troupeaux des rois d'Albe. Il les gardait sur le Palatin; c'est pour les mieux défendre qu'il s'y fortifia en l'entourant d'un mur quadrilatéral, bâti suivant le mode étrusque, l'origine et le type du camp romain. Cette obscure fondation, dont l'histoire rapporte avec gravité le cérémonial détaillé, a fait de Romulus un roi; mais il reste en vérité bien peu de preuves de cette royauté et de son histoire. A quoi peut se réduire l'enlèvement des Sabines, quand on songe que les Sabins, plus puissans et plus redoutables, entouraient de toutes parts le Palatin, et n'est-ce pas donner aux choses un bien grand nom que d'appeler guerre la vengeance qu'ils ont pu tirer de quelques rapts commis par quelques bergers ou quelques bandits? Enfin le résultat du prétendu règne de Romulus, c'est qu'il a pris le nom sabin (*Quirinus*), et les Romains aussi (*Quirites*). Si, comme le pense M. Ampère, Rémus fait double emploi avec Romulus, et que leurs deux noms signifient Rome également, si le meurtre de l'un par l'autre veut dire que la Rome du Palatin a survécu à toutes les autres, pourquoi Romulus serait-il plus réel que Rémus, et comment l'un aurait-il pu servir plus que l'autre à nommer Rome, puisque ce nom existait avant eux? En tout, c'est une question pour moi très obscure, et je voudrais que M. Ampère me la résolût, celle de savoir comment s'est introduit ce nom « Romain, » comment il a prévalu sur tout autre, car s'il désignait particulièrement les habitans du Palatin, ceux-ci n'ont été ni les vainqueurs ni les maîtres; ils n'ont obéi qu'à des rois sabins ou à des rois étrusques. Or ce ne sont pas les Gaulois qui ont imposé leur nom aux Francs, et comme il est historiquement établi que les Latins, dont les Romains n'étaient qu'une tribu locale, ont formé le peuple proprement dit, la nation plébéienne, on se de-

mande comment la nation politique, la nation patricienne et sacerdotale, sabine et étrusque, et qui a régné si longtemps, se serait de si bonne heure enorgueillie d'être le peuple romain.

On ne comprend guère en général de quelle manière des races ou des peuplades si différentes qu'après plus de vingt siècles on peut encore caractériser leurs mœurs, leurs cultes, leurs langues, et cependant si voisines qu'elles habitaient entremêlées sur des collines de l'importance de Montmartre, ont pu se faire des guerres qui ont laissé des souvenirs et des traces, et tour à tour se confondre et se combattre l'une l'autre, souvent malgré la diversité ou la communauté des races. Les relations de bon ou de mauvais voisinage ne paraissent pas avoir dépendu de la question des origines. Le trait particulier de l'histoire de Rome, c'est de présenter un si grand nombre de nationalités différentes constatées et réunies dans un si petit espace. Elles sont souvent accouplées ou même associées par trois, par quatre, et forment localement des populations mixtes et circonscrites qu'opposent les unes aux autres des intérêts ou des passions souvent énigmatiques pour l'histoire, et elles ont fini par être successivement absorbées dans une seule, appelée au titre de maîtresse du monde.

M. Ampère retrouve, et il décrit admirablement, une Rome sabine, une Rome étrusque, et toutes les deux mêlées ensemble et dans les mêmes lieux; il ne retrouve pas sous les rois une Rome romaine. Le *Forum*, ce fameux *Forum*, était le marché des Sabins. Comment est-il devenu ce qu'il est encore, *Foro romano?* C'est la main des Étrusques qui l'entoura de ses premiers monumens, peut-être même de ses premières statues, et ce n'est qu'après l'Étrusque Servius Tullius que l'on voit poindre une nation romaine, du nom des plus rustiques habitans du Septimontium, du nom de cette poignée d'aventuriers retranchés sur le Palatin. A cette époque, des voisins de même race, des Albains, avaient été, des ruines de leur cité, transportés violemment par les rois vainqueurs sur l'Aventin et le Célius. Latins comme les bandes palatines qui formaient déjà dans ce peuple naissant la tribu des *Rhamnes*, ils s'unirent à elle; protégés par Servius, le roi démocrate, ils paraissent avoir commencé le rôle de l'élément plébéien au sein de cette société en formation, et le nom même de cette tribu peut avoir été l'origine véritable du nom « Romain. » Cependant il n'en résulte pas que l'appellation de peuple romain fût créée du temps de Brutus, et Brutus lui-même, si on l'avait appelé Romain, se serait sans doute étonné, heureux s'il n'eût pas pris ce nom comme une injure.

Cependant soyons justes, plébéiens et patriciens, Latins et Sabins, ont également applaudi à la chute des rois et salué des mêmes

acclamations l'établissement de la république. Il fallut bien du temps, bien des fautes, bien des crimes, bien des Mélius, bien des Gracques indignement immolés, pour amener la démocratie romaine à aimer un césar.

On voit que, malgré les doctes éclaircissemens de M. Ampère, nous nous permettons de douter encore, et nous ne prenons que pour une suite d'intéressantes et instructives conjectures sa théorie si bien déduite de la formation successive d'un peuple romain par des hordes ou des tribus dont aucune n'était romaine, nom qui aurait fini par rester à celle qui l'était le moins; car, on le sait aujourd'hui, le titre de *populus romanus* appartenait aux patriciens qui ne venaient pas, eux, de la Rome palatine, et les Latins, qui s'y étaient cantonnés les premiers, devinrent, sous le nom de leurs vainqueurs, les *Quirites*, cette nation plébéienne qui ainsi se nommait sabine et ne l'était pas. Dans les mouvemens internes des peuples comme dans les convulsions de la terre, il se passe des changemens analogues à ceux que la géologie appelle des métamorphismes, et que la science la plus attentive est lente à expliquer et même à reconnaître. Celles de ces révolutions intestines qui, par des combinaisons successives, ont amené l'unité du peuple romain ne pouvaient rencontrer un plus pénétrant observateur que M. Ampère, et si nous le suivons dans ces temps primitifs avec plus de déférence que de conviction, c'est peut-être que ses applications nous semblent parfois trop précises pour être toujours vraisemblables. Nous n'osons espérer que ce chaos puisse être si bien débrouillé que tout soit à la fois concilié, les récits officiels des historiens de profession, les fictions arbitraires des poètes, les découvertes et les hypothèses des érudits, les doutes et les difficultés des critiques, les inductions des philologues et les observations topographiques et pittoresques des voyageurs. Aucune de ces manières de savoir et de juger ne manque à M. Ampère. Il a pu, sur les pas des Niebuhr, des Bunsen, des Dyer, des Becker, des Mommsen, se jeter dans la nuit des origines de la Rome antérieure à la république, et même, plus hardi, remonter au-delà, jusqu'à ce temps où, disait un poète, cette grande Rome n'était que colline et gazon, *collis et herba fuit*. Et de là il est descendu jusqu'à l'âge de l'histoire politique, en composant de promenade en promenade un livre dont Properce aussi aurait pu lui fournir l'épigraphe :

Sacra, diesque canam et cognomina prisca locorum.

Laissant donc des obscurités qui peut-être ne seront jamais entièrement éclaircies, suivons plutôt M. Ampère au milieu de celles, et elles sont en grand nombre, où il a pénétré le flambeau de la

science et de la critique à la main. Je dis la science et la critique; mais ne fallait-il pas quelque chose de plus? Ne lui a-t-il pas fallu cet amour de la ville de Rome qui en a fait comme la patrie de son esprit? N'a-t-il pas fallu que par de longs séjours, des courses continuelles, que par de nombreuses stations au pied de toutes ses collines, sur tous leurs sommets, sur tous leurs versans, il se familiarisât avec tous les lieux de son histoire? Nous n'avons pas besoin de le rappeler à nos lecteurs, l'idée originale de M. Ampère, c'est de fonder l'histoire sur la topographie, c'est, en observant toutes les inégalités, toutes les variétés du terrain, en recherchant toutes les coupures, toutes les excavations qui l'ont déchiré, en ne négligeant aucune substruction, aucun débris, de redresser en idée le théâtre du drame pour s'y représenter le drame lui-même. Et à qui veut opérer cette reproduction du passé avec quelques-uns des traits de la réalité, ce qu'il faut de plus que la curiosité, l'attention, la sagacité, le savoir, c'est une vive et forte imagination, c'est la puissance d'inventer appliquée au vrai. Celui qui écrit l'histoire en ne comparant que des textes raisonne et ne peint pas. Il conçoit les choses d'après la vraisemblance dont il juge par ce qu'il connaît, et il refait, sur le modèle de la société au sein de laquelle il vit, les sociétés évanouies. Il dit par exemple, comme Bossuet, que Romulus avait pratiqué le premier le moyen d'augmenter sa ville en y recevant les Sabins et les autres peuples vaincus, qui *oubliaient leur défaite et devenaient des sujets affectionnés,* ou qu'il avait établi la distinction des patriciens et des plébéiens, « parce qu'il fallait bien que les rois eussent des gens distingués qu'ils attachassent à leur personne par des liens particuliers, pour les aider à gouverner le reste du peuple. » Bossuet semble penser aux Flamands ou aux Francs-Comtois, si charmés à ses yeux d'être devenus les sujets de son maître, et à cette cour que Louis XIV s'attachait par *des liens particuliers pour conserver cette subordination si nécessaire à la royauté.* Que M. Ampère a raison de lui opposer cette phrase de Montesquieu : « Il ne faut pas prendre de la ville de Rome dans ses commencemens l'idée que nous donnent les villes que nous voyons aujourd'hui, à moins que ce ne soient celles de la Crimée, faites pour renfermer le butin, les bestiaux et les fruits de la campagne! » — « Dans cette phrase de Montesquieu, dit M. Ampère, il y a plus de sentiment historique de l'ancienne Rome que dans tout Rollin. » Ainsi, n'en doutons pas, l'imagination est aussi nécessaire à l'historien que l'esprit de recherche pour ressaisir le fait lui-même, non pas l'imagination mensongère de la fausse poésie, mais cette imagination de la vérité qui se la représente sans la connaître, et qui la recrée pour ainsi dire au lieu de la supposer. C'est par elle qu'au

milieu de beaucoup de fables, Virgile, Properce, Ovide même, fournissent à M. Ampère, sur les lieux et les scènes de Rome primitive, plus de traits fidèles que l'archéologie très fantastique des anciens. C'est ainsi qu'une page des *Martyrs* a fait apparaître à Thierry l'ancienne France. Et grâce à ce don puissant de l'imagination, notre écrivain a reproduit dans ses pages un temps qui n'est plus, relevé les ruines sur ces cimes et dans ces vallées où il avait cru voir de ses yeux se ranimer des morts de plus de deux mille ans, avec leur physionomie, leur costume et leurs passions. C'est une évocation qu'une pareille histoire écrite sur le tombeau de ceux qu'elle rend à la vie.

Quiconque visitera Rome désormais devra le faire le livre de M. Ampère à la main. Il s'assurera le plus vif des plaisirs du voyageur, le plus vif, et non le plus commun, celui de comprendre ce qu'il voit, et alors il se formera une juste idée de la difficulté que son savant guide avait à vaincre. On ne doit pas en effet se figurer que l'ancienne Rome se reconnaisse aisément dans Rome contemporaine. Il faut se rappeler que c'est une des rares cités existantes qui aient été sans interruption, depuis les temps antiques, un des grands théâtres de l'histoire. Il pourrait bien y avoir vingt-cinq siècles que Rome importe au monde d'une manière continue. On peut juger combien de couches de monumens, et partant de ruines, tant de périodes d'événemens ont amoncelées sur ce sol incessamment foulé par des hommes en société. Écartez, chose qui n'est pas déjà facile, tout ce que les temps nouveaux, la renaissance, le moyen âge, ont accumulé de témoignages visibles de leur passage dans cette enceinte indestructible; n'ayez, s'il est possible, des yeux que pour l'antiquité : que verrez-vous? Des restes de la décadence de l'empire. Ce sont d'abord, et presque partout, les débris d'une époque sans gloire, sans grandeur et sans goût, qui, offusquant vos regards, vous masqueront je ne dis pas seulement les traces vénérées de la république, mais les vestiges de l'art élégant du temps d'Auguste. Que sera-ce donc, si, franchissant en arrière ces deux époques, vous voulez percer jusqu'à celle qui les a précédées, et chercher la place où tomba la tête des fils de Brutus, où Lucrèce se poignarda, où Tullie fit passer son char sur le corps de son père, où s'accomplirent enfin tous les événemens à moitié fabuleux de la légende des temps monarchiques de Rome! Sans remonter aussi haut, craignez toujours le penchant naturel à rayer de votre mémoire la Rome du bas-empire et à n'avoir en pensée que la Rome libre ou glorieuse. Qui ne sait l'histoire de cette colonne isolée qu'on voit au milieu du Forum, au milieu de la Voie-Sacrée? C'est une colonne corinthienne en marbre blanc. Elle est svelte, correcte; elle pouvait appartenir à

quelque gracieux édifice. Jusqu'à nos jours, les antiquaires s'étaient évertués à retrouver son histoire, à lui assigner une origine. Les hypothèses avaient succédé aux hypothèses, sans parvenir à lui assurer un nom, car on aimait mieux alors chercher les monumens dans les livres que de creuser la terre où ils étaient à demi enfouis. Lord Byron s'écriait devant ce marbre mystérieux : « Cicéron n'était pas aussi éloquent que toi, toi colonne sans nom, à la base ensevelie! » Et, touchée de ses vers, la duchesse de Devonshire donna le peu de livres sterling qu'il fallait pour déterrer le soubassement. Quelques coups de pioche mirent au jour un piédestal élevé sur des marches grossièrement faites, et on lut sur le socle que cette colonne votive, arrachée de quelque temple, avait été dédiée à Phocas par l'exarque Smaragdus. Un témoignage d'adulation avait été adressé, à travers la Méditerranée, à l'empereur de Byzance dans Rome, qui ne lui obéissait plus, et même quelque flatteur économe, tirant parti du monument tout fait, avait rayé le nom de Phocas pour le remplacer à propos par le nom d'Héraclius.

Voilà les déceptions auxquelles on est exposé dans les ruines de Rome. Je voudrais, afin de donner quelque idée de l'art dont M. Ampère a dû faire preuve pour les éviter, essayer de tracer une image un peu fidèle, sans parure et sans voile, du spectacle qu'offre Rome à celui qui y arrive plein de curiosité et de bonne volonté, mais muni pour tout savoir, comme nous tous, d'un souvenir fort effacé du *De Viris illustribus*, amplifié par le récit traînant et naïf de notre ami à tous, l'excellent Rollin.

II.

Le lecteur me permettra-t-il de supposer que nous faisons ensemble, en prenant sur nous, avec un *guide du voyageur*, les volumes de M. Ampère, notre première visite au berceau de Romulus? Nous sommes, si l'on veut, arrivés par le nord, et, après avoir parcouru cette célèbre campagne romaine, il nous a fallu suivre, entre deux murailles ou deux lignes de bâtimens sans caractère et de villas sans élégance, un long faubourg insignifiant qui nous conduit à la lourde porte *del Popolo*. C'est l'ancienne porte Flaminia. La rue en face est dans la direction de la voie Flaminia, longeant le champ de Mars à travers la plaine qui, bornée à l'ouest par le Tibre, s'étend au bas du Pincio, du Quirinal, du Viminal et du Capitolin. Que voyons-nous d'abord? Une grande et belle place qui ne sent aucunement sa vieille ville. A droite de la porte est le bâtiment de la douane, à gauche Santa Maria del Popolo, dont le portail n'annonce ni ne vaut le curieux intérieur. En face et au milieu se

dresse l'obélisque de Rhamsès II, et deux inscriptions latines à sa base nous apprennent, l'une antique qu'Auguste, *pontifex maximus*, l'a fait venir d'Héliopolis, l'autre que Sixte-Quint, *pontifex maximus* également, l'a fait apporter là du Grand-Cirque fondé par Tarquin l'Ancien et reconstruit par Jules César. A gauche de l'obélisque s'élèvent en terrasses qui se croisent les rampes de la promenade du Pincio, sorte de façade de marbre et de verdure à laquelle correspond du côté droit un placage d'architecture et de sculpture qui suffit à la symétrie. Au fond de la place, en face de l'entrée, s'ouvrent, en patte d'oie régulière, trois rues, les plus belles peut-être de Rome. Celle du milieu ou la principale est le *Corso*, qui s'ouvre flanqué de deux églises toujours sous l'invocation de la Vierge. Leurs coupoles et leurs façades se répondent sans se répéter. Place, églises, promenades, tout est moderne et gai d'aspect. Si le temps est beau, tout est animé par des centaines de touristes, plus ou moins anglais, qui, à cheval ou en calèche, vont gravir la promenade du Pincio ou passer la porte et monter immédiatement, en tournant à droite, à la villa Borghèse. On peut se croire dans une ville d'eaux thermales ou de bains de mer en voyant tant d'oisifs dépenser leur argent et leur temps à se réchauffer au joyeux soleil du midi; mais qui se douterait qu'il a devant les yeux *la Niobé des nations?*

Je suppose que nous avons pris gîte dans quelqu'une des comfortables auberges où nous conduira la plus à gauche des trois rues, c'est-à-dire aux environs de la place d'Espagne; mais, dans notre soif archéologique, nous n'avons rien de plus pressé que de regagner le *Corso* et de le suivre d'un bout à l'autre; c'est-à-dire que nous parcourons du nord au sud, à peu près dans toute sa longueur, la Rome habitable, la Rome des voyageurs, la Rome du XIXe siècle. Ici il faut s'attendre à dire comme feu mon honorable collègue M. Fulchiron, auteur d'un instructif voyage en Italie : « On doit l'avouer, Rome a un air provincial. » La ville des césars n'a rien d'auguste. Le *Corso* n'a gardé nul souvenir de la voie Flaminia. Ce n'en est pas moins la plus longue et la plus grande rue de Rome, quelque chose comme la rue Saint-Honoré un peu rétrécie, deux files de boutiques et de cafés entremêlés d'églises et de palais. Les cafés sont un peu sombres, les magasins aussi malgré un étalage assez souvent brillant. Les églises les plus importantes n'intéressent guère plus que Saint-Roch, excepté Santa Maria *in via lata*. Sa jolie façade passe pour le chef-d'œuvre de Pierre de Cortone, et l'on dit qu'elle occupe la place de la maison où, suivant les Actes des apôtres, saint Paul logeait et enseignait librement. Cette tradition d'un fait certain peut être vraie, mais rien de visible ne l'atteste. Quant aux pa-

lais, ce ne sont pas comme œuvres d'art les plus beaux de la ville, et la voie n'est pas si large qu'on puisse reculer assez pour voir en perspective leurs lourdes façades. Cette rue enfin a l'air riche et animé. On s'y croit bien dans le quartier des affaires et des plaisirs. La circulation est toujours fort active, les équipages ont quelquefois assez bonne mine. Point d'autre rue à Rome où l'on retrouve les signes de la civilisation moderne. Seulement rien n'est à remarquer dans le genre sérieux, rien du passé enfin, si l'on ne rencontrait sur la droite la place Colonna. C'est la disposition de la place Louvois sur la rue Richelieu, avec une fontaine qui ne fait nul tort assurément à l'œuvre de Visconti; mais au centre une colonne de marbre donne son nom à la place. C'est la colonne Antonine. Érigée en l'honneur de Marc-Aurèle, elle rappelle la colonne Trajane, dont elle nous donne un avant-goût. Elle en offre à peu près les dimensions, mais elle lui est inférieure pour les proportions et les sculptures, et le temps l'a dégradée davantage. Sur le piédestal, changé par Fontana, on lit que Sixte-Quint a *purifié* de toute idolâtrie ce monument qu'il croyait dédié à Antonin le Pieux. En conséquence, une statue de saint Paul couronne la colonne Antonine, comme une statue de saint Pierre la Trajane. Il ne faut pas trop nous formaliser de *cette purification*, sans laquelle nous n'aurions peut-être pas conservé ce monument d'une gloire et d'une vertu païennes. Où serait le Panthéon d'Agrippa, si Boniface IV n'avait eu l'heureuse idée d'en faire, il y a quatorze cents ans, l'église de tous les martyrs?

Au bout du Corso, on trouve la place de Venise. C'est une de celles en petit nombre qui, dérogeant à l'air un peu bourgeois des quartiers habités, offrent une apparence assez aristocratique. Elle le doit au palais de Venise, qui ressemble à une forteresse, position militaire occupée en conséquence par l'ambassade d'Autriche. On passe de là par un ou deux bouts de rues assez boueuses, et sans s'arrêter devant la coquette et pimpante église des Jésuites, qui ont là comme partout quelque chose d'analogue pour le style à la chapelle de Versailles, on débouche sur une place ou grande rue courte et irrégulière fermée par deux escaliers en perron soudés obliquement l'un à l'autre. C'est la place d'*Ara-Cœli*. Un des escaliers monte à l'église de ce nom, et l'autre au *Campidoglio* (1). Ce nom burlesque est la parodie de celui de Capitole, et à ce mot nous nous hâtons d'ouvrir le premier volume de M. Ampère.

Mais c'est ici que les mécomptes, les doutes et surtout les perplexités commencent. C'est ici que l'on reconnaît combien il a fallu d'ingénieuse et patiente sagacité pour retrouver sur les flancs de

(1) Champ d'huile.

cette taupinière les vestiges de la plus majestueuse des histoires.

On est devant le côté nord-ouest d'une colline trois fois plus longue que large et entre deux files de maisons qui en cachent les extrémités. Des deux escaliers qu'on a devant soi, celui de gauche, très large, très haut, très raide, conduit au portail d'une grande muraille de brique, façade de l'église d'Ara-Cœli, église fameuse par un *bambino* thaumaturge en cire, en pâte ou en bois. Les cent vingt-quatre marches qu'il faut gravir ont été, dit-on, arrachées aux marbres du temple de Jupiter Capitolin, dont elle remplit la place. Là Gibbon, frappé du contraste, conçut l'idée d'écrire l'histoire de la décadence de l'empire. L'escalier en face de nous, mieux proportionné, plus doux, s'élève lentement par des degrés bas et larges dits à *cordoni*. C'est presque une rampe ornée de balustrades et de sculptures qui mène à une plate-forme fermée des trois autres côtés par trois corps de bâtimens séparés et symétriques. Cette cour et ces trois façades sont le Capitole d'aujourd'hui. On les désigne ainsi parce que là est le logis officiel du sénat romain, qui lui-même se compose d'un sénateur et de huit conservateurs, autant dire d'un maire et de huit adjoints. A droite c'est le palais des conservateurs, à gauche le musée, au fond le palais du sénateur; tout cela veut dire un hôtel de ville. Ces édifices agréables sont de Michel-Ange; du moins il les a commencés, et, renonçant cette fois à effrayer par le grandiose, il a proportionné le nouveau Capitole au nouveau sénat. Il a rempli convenablement une certaine dépression qui est au centre de la crête ou l'*intermontium*. Des deux tertres ainsi séparés, le palais des conservateurs nous cache celui où s'élevait l'*Arx*, le Capitole proprement dit, l'ancien *Tarpeium*, la citadelle que défendit Manlius et qui couvrait Rome du côté du Tibre. L'escarpement qui lui servait de base au midi était la roche Tarpéienne. C'était une chute à pic d'environ 12 mètres. On n'en peut guère juger qu'en entrant sur les terrains du palais Caffarelli; mais de tout cela rien ne paraît du côté de la colline où nous sommes placés. Si nous la regardons comme un lieu historique, rien n'est distinct, reconnaissable, visible. Si nous la prenons comme un musée, c'est autre chose, et les voyageurs, qui ne sont pas tous comme M. Ampère, ne voient guère dans Rome qu'un musée.

L'escalier de la cour du Capitole dont nous avons parlé est couronné par deux statues de Castor et Pollux avec leurs chevaux, et deux trophées qui, malgré leur nom, ne sont pas ceux de Marius, mais d'Alexandre Sévère. Ces marbres, que le temps n'a pas ménagés, forment, avec deux statues de Constantin et de son fils et deux colonnes milliaires, la bordure de cette place en terrasse du côté de l'entrée. Au milieu, une statue en bronze jadis doré, celle de

Marc-Aurèle haranguant ses soldats, a échappé aux vengeances de l'orthodoxie du moyen âge, parce qu'on l'a prise pour l'image de Constantin. C'est Michel-Ange qui, du pied de l'arc de Septime-Sévère, l'a portée où elle est en disant au cheval qu'il admirait beaucoup : « Et maintenant marche! » Au fond de la cour, on monte chez le sénateur par un perron, au pied duquel les deux statues si connues du Nil et du Tibre sont couchées de chaque côté d'une Minerve de marbre blanc drapée en porphyre, celle peut-être que Catulus fit placer au Capitole lorsqu'il l'eut rebâti après l'incendie du temps de la guerre de Marius et de Sylla. Toutes ces sculptures ont été posées là comme ornemens par les modernes, et si nous entrions dans un de ces trois palais municipaux, combien trouverions-nous encore de statues, de bas-reliefs, de bustes, d'antiquités de toute sorte! Certes il y a plaisir à voir ces choses et à les voir à Rome; mais elles sont là rassemblées comme elles pourraient l'être à Paris, à Londres, à Munich. Souvenons-nous que nous sommes ici moins en artistes qu'en historiens. C'est le sens plus que la beauté des antiques qui nous occupe. Or au milieu de toutes ces richesses l'attention se trouble, les souvenirs se confondent. Rien de tout ce que nous verrions dans ces salles n'est à sa place, à sa date. C'est un labyrinthe de belles choses où le fil de l'histoire nous manque.

N'entrons donc pas encore, et restons au pied de la statue de Marc-Aurèle; mais là nous ne nous doutons pas de ce qui est au-delà. Ce palais du sénateur bouche la vue. La construction de Michel-Ange n'est guère qu'un placage qui recouvre une bâtisse épaisse et carrée, de tout âge et de tout style, surmontée d'une tour quadrangulaire en forme de beffroi municipal. On peut de droite ou de gauche contourner ce massif hôtel de ville. A gauche, on lui trouverait l'air d'un château du moyen âge; à droite au contraire, c'est un bâtiment tout administratif, et c'est pourtant le côté qu'il nous faut prendre, car nous avons à découvrir la porte des bureaux. Entrons, nous trouverons un escalier de service qu'une inscription en lettres d'or célèbre comme une création de la munificence pontificale. Montons très haut, frappons souvent, sonnons longtemps, cherchons partout, et il n'est pas impossible que nous rencontrions quelqu'un à qui nous demanderons le *Tabularium*. Alors on nous fera redescendre au-dessous du plus bas étage des bureaux et pénétrer dans un portique souterrain qui ressemblerait aujourd'hui à une belle cave, s'il n'était éclairé à l'exposition du sud-est par de larges ouvertures cintrées ou des portes de toute sa hauteur. Sous de fortes voûtes qui supportent tout le poids de la partie antérieure du Capitole administratif, autour des forts piliers qui leur servent d'appui, s'étend un vaste ensemble de salles et de galeries que Lutatius Ca-

tulus fit reconstruire l'an de Rome 676, et qui servait au Capitole antique d'*atrium publicum*, de premier vestibule, et de *Tabularium*, c'est-à-dire de dépôt des tables d'airain où les lois étaient gravées. Ce *Tabularium*, archives publiques du plus célèbre gouvernement du monde et la plus grande construction de ce genre qui subsiste du temps de la république, n'a été pour ainsi dire découvert ou du moins compris que depuis une date assez récente. Ce n'est qu'en entrant dans le *Tabularium* qu'on se croit enfin dans l'ancienne Rome. Sur des substructions de grands blocs volcaniques, ses seize piliers doriques s'élevaient surmontés d'un étage de colonnes ioniques dont il ne reste que des débris. Ils ont été avec d'autres fragmens d'antiquité réunis dans ces galeries où Nicolas V faisait emmagasiner du sel. Là gît un entablement tombé de quelque monument du Forum, et dont il me semble qu'on ne peut approcher sans éprouver la sensation du sublime; mais il faut s'avancer sous un de ces arceaux ouverts au grand jour et demander ce qu'on a devant soi.

III.

De ce côté méridional du mont Capitolin, on domine une plaine assez étroite qui longe à droite le Palatin et bientôt se relève doucement vers les premières déclivités du Célius, en laissant sur sa gauche les pentes plus abruptes de l'Esquilin. Le Forum commence avec cette petite plaine. Il est littéralement au pied du Capitole. C'est dans ce lieu bas, dans cet humide vallon, bientôt desséché par la *cloaca maxima*, que se rencontraient pour les affaires de leur rustique commerce les tribus des collines environnantes, en vue de l'enceinte carrée de la résidence palatine que l'on attribue à Romulus, et du château-fort ou du temple Capitolin. Voilà où fut le centre de Rome, jusqu'à ce que les noms de Latran et de Vatican aient remplacé dans l'histoire ceux de Forum et de Capitole.

Mais au premier regard jeté sur cette place d'éternelle mémoire que nous nous trouvons loin des lieux décrits, des temps racontés par M. Ampère!

Par ces arceaux du Tabularium, on voit, au pied des substructions et de la base rocheuse de la colline qui lui servent comme de soubassement, une excavation de 100 mètres environ de côté qu'on pourrait comparer à un des anciens fossés de la place Louis XV, en le supposant plus profond et plus étendu. De droite et de gauche, des rampes carrossables descendent du Capitole et vont rejoindre la chaussée qui borde devant vous ce fossé monumental. Au-delà et de niveau se prolonge un peu obliquement un long parallélogramme

découvert, resserré au midi par le Palatin, limité au nord par une rue bâtie d'un seul côté, et qui, semé dans tout son parcours de monumens souvent en ruine, va se terminer au Colisée. Le premier tiers de l'espace qui est devant nous contient le Forum proprement dit; mais, en continuant jusqu'au bout, on ne sort pas de Rome antique.

Cherchez-la cependant des yeux, la Rome des Tarquins, celle de Brutus et de Publicola; cherchez la république romaine, vous ne la trouverez pas, vous ne rencontrerez que les débris épars de monumens dix fois restaurés ou reconstruits, et qui n'ont pas même toujours conservé leur nom. A commencer par cette excavation béante à nos pieds, nous voyons quelques portions du sol couvertes de grands quartiers de roche de forme irrégulière, ancien pavé de lave, sur lequel ont marché les Romains; mais le niveau en est un peu au-dessus de la voie en pente par laquelle le triomphateur devait monter au Capitole. Ce *Clivus Capitolinus* venait à nous entre des monumens étagés sur un terrain inégal et dont on ne voit guère que les fondations ou les ruines. Le *Tabularium*, d'où nous les regardons, dominait d'assez haut la base des plus voisins, et, pour y descendre, il y avait dans ses substructions deux escaliers dont on a retrouvé des traces. Les huit colonnes qui sont à gauche, tout près de nous, sont celles du temple de la Concorde, rebâti sous l'empire, à la place même où Cicéron consul convoquait le sénat. Ces trois colonnes ioniques, dont le marbre cannelé porte des traces de vermillon, et qui soutiennent un entablement orné à la frise d'instrumens de sacrifice délicatement exécutés, ces trois colonnes si connues qui forment un angle, longtemps honorées du grand nom de Jupiter Tonnant, sont le reste d'un temple de Vespasien, restauré par Septime-Sévère et Caracalla. Plus à droite, un portique de petites et élégantes colonnes appartenait à un édifice qui, selon Bunsen, prit le nom de Scola-Xantha, parce que Fabius Xanthus l'éleva pour entourer les statues d'argent des douze grands dieux, *dii consenti*, ou pour les bureaux des édiles, suivant M. Ampère. C'est en retraite vers la droite, et sur le plateau de la roche Tarpéienne, que s'élevait le temple de Jupiter Tonnant, dont tout a disparu.

Si nous portons nos regards à gauche en avant du temple de la Concorde, nous voyons l'arc de Septime-Sévère. Un arc de triomphe ne pouvait guère être plus mal placé, car c'est un édifice dont les profils ont besoin de se détacher dans l'espace; mais les anciens se préoccupaient assez peu de la situation de leurs édifices, et celui-là d'ailleurs est d'un temps où le goût commençait à se corrompre. Quoiqu'on l'ait au moyen âge couronné d'ouvrages fortifiés, il a tenu bon, et il étale encore au-dessus de ses trois cintres son attique un

peu lourde et ses marbres aux sculptures émoussées par les siècles. On dit qu'étudiées de près, celles-ci dénoncent une rapide décadence de l'art depuis le temps des Antonins; mais le dessin général se défend mieux. Cet arc, le modèle de notre arc du Carrousel, fut, l'an 205 de notre ère, dédié par le sénat à Sévère, à Caracalla, à Géta, en commémoration de leurs victoires sur les Perses et les Parthes. Rien n'est plus visible que le grattage du nom de Géta, ordonné par Caracalla lorsqu'il eut immolé son frère. Partant de là, le *Clivus Capitolinus* laissait à gauche une construction dont on voit encore les fondations en arc de cercle. C'était la tribune, mais la tribune officielle sous l'empire. De là Othon harangua ses soldats. C'étaient bien aussi des rostres, mais les véritables, les rostres de la liberté, cette tribune d'où Tibérius Gracchus osa le premier regarder le peuple en parlant, étaient plus à gauche et un peu plus haut.

De l'arc de Sévère, le *Clivus* remontait au Capitole en passant devant un temple de Saturne, dont huit colonnes ioniques de granit encore debout attestent les grandes proportions. A l'angle de la façade, la voie se divisait en deux branches, dont l'une, se prolongeant entre le temple et la Scola, pouvait servir au défilé des légions vers le couchant et vers le Tibre, tandis que l'autre montait entre cette même Scola et le temple de Vespasien vers le Capitole, dont c'était là probablement la grande entrée du côté du Forum.

Voilà presque tous ceux des monumens du Forum qui sont tout à fait déblayés. Ne nous plaignons pas trop de ce qu'il faut, pour la plupart, les regarder dans un trou. C'est un progrès, car c'est un déblaiement. Il suffit de consulter des gravures antérieures au XIXe siècle pour voir encore l'arc de Sévère enterré jusqu'au tiers de sa hauteur. Il faut lire dans les lettres du président De Brosses les lamentations que lui arrachait l'état abandonné du Forum. Les choses ont peu changé jusqu'aux travaux de 1803, qui ont précédé les travaux plus sérieux de 1810. La visite des armées françaises et le traité de Tolentino avaient rappelé à l'indifférence et à l'incurie le prix des richesses dont les siècles les avaient rendues dépositaires; puis notre exemple pendant une domination de deux ou trois années n'a pas été tout à fait perdu. Jusque-là, tout avait marché à la destruction; ainsi ce temple de Saturne que le Pogge a encore vu entier en 1425 avait disparu à son second voyage, et aujourd'hui même il n'a plus ses huit colonnes redressées que grâce à la plus maladroite restauration. Les fouilles entreprises par les Français ont fait apparaître les socles enfouis, le pavé des temples, les marches brisées des portiques, quelques soubassemens qu'on a pu mesurer, et l'affleurement d'anciens édifices est maintenant à découvert. Des souverains de Rome, deux seulement, Pie VII et le pape régnant,

ont ordonné des travaux que peuvent avouer l'antiquaire et l'artiste; mais combien il reste à faire! Et ce qui reste à faire ne serait ni dispendieux ni difficile.

On remarquera que le temple de Saturne est, de toutes les ruines qui viennent d'être nommées, la seule à laquelle le livre de M. Ampère nous ait préparés. Il occupe en effet la place de ce monument saturnien qui datait peut-être de l'époque fabuleuse des premiers Latins, qui de bonne heure du moins en consacra le souvenir. La montée triomphale ne fut que sous la république, là où nous l'avons placée. A gauche, l'emplacement des temples de Vespasien et de la Concorde était une plate-forme où l'on érigea un autel à Vulcain. Sur le bord était dressée en arc de cercle, comme les chaires des églises italiennes, la tribune aux harangues. Si l'on s'y transporte par la pensée, au lieu de cette confusion de rues et de maisons vieilles et modernes que de là on verrait aujourd'hui sur la gauche, il faut se représenter d'abord, sur un terrain un peu élevé, un édifice quadrangulaire, la curie, le palais du sénat, à la place de l'église de Saint-Adrien; au-dessous et un peu plus près, le *Comitium*, enceinte découverte où délibéraient les patriciens; enfin, dans l'axe du Capitole, à droite et au-delà du *Comitium*, le Forum, l'assemblée du peuple, la place des plébéiens. Ainsi un orateur d'une voix puissante pouvait se faire entendre de la curie, du Comitium et du Forum. Cette disposition générale remontait au temps des rois contemporains de la formation des grandes divisions de la société romaine; mais elle se marqua davantage et se conserva longtemps sous la république, qui dissémina dans cet espace quelques édifices particuliers. Par exemple on croit qu'au-dessus de la tribune Camille éleva le temple de la Concorde, où le sénat se réunit plus d'une fois. Un lieu d'attente fut ménagé tout auprès pour recevoir les Grecs, c'est-à-dire les ambassadeurs. Des statues votives consacrèrent de nobles ou précieux souvenirs. Toute cette description, l'aspect des lieux ne nous la suggérerait pas; c'est de M. Ampère que nous l'avons apprise, et nous ne la voyons que par ses yeux : avant lui, il y avait encore de l'incertitude sur cette topographie pour ainsi dire constitutionnelle de Rome politique. Avec lui, il suffit de se rappeler les lieux pour qu'elle se dessine avec netteté. Et cependant de quels tristes hors-d'œuvre cet espace consacré par l'histoire n'est-il pas encombré! L'empire a élevé sur les fondations d'un autre âge ses monumens de vanité ou d'adulation, que le moyen âge a encore dépouillés ou dégradés, faisant un grenier à sel du *Tabularium* et un bastion de l'arc de Septime-Sévère, jusqu'à ce qu'enfin le sans-façon des derniers siècles ait tout rempli de maisons bourgeoises, de logis d'ouvriers, de boutiques infimes,

et fait vendre du poisson dans le portique d'Octavie. Enfin dans les parties les plus dégagées, dans le Forum, là où du temps d'Évandre, du temps de la sibylle, les taureaux mugissaient et les vaches *paissaient les palais herbus* (1), la barbarie moderne, combinant le vulgaire et l'utile, a établi un marché aux bœufs.

Carpite nunc, tauri, de septem montibus herbas.

Certes Virgile et Tibulle ne le prévoyaient pas, cet infâme *Campo Vaccino*, cette esplanade inégale, poudreuse ou fangeuse, où, parmi des arbres rabougris entre-croisés de cordes pavoisées de linge sale, les bœufs de boucherie, à certains jours de la semaine, pétrissent leur fumier sous leurs pieds. Un terrain de platras et d'immondices pèse d'une épaisseur variable jusqu'aux environs du Colisée sur les debris ensevelis de ce quartier de temples et de palais, où se sont agitées les destinées du monde.

De cette vaste sépulture de ruines, il n'est guère sorti que cette malencontreuse colonne de Phocas debout à l'entrée de la place, et sur la droite, en face, la *Basilica Julia*, ouvrage du temps d'Auguste, dont l'aire immense et pavée de marbre a été à moitié mise au jour par les travaux de Louis Canina. C'est encore au pape Pie IX qu'il faut en rendre grâce. C'est, avec les beaux travaux de la voie Appienne, la seule chose importante qu'on ait entreprise depuis Pie VII. Les trois colonnes sur la même ligne qui viennent ensuite, ces colonnes si belles et tant de fois citées comme les modèles de l'ordre corinthien, avaient longtemps passé pour dépendre du temple de Jupiter Stator. Elles sont devenues transitoirement un fragment de la *græcostasis* où le sénat faisait attendre les ambassadeurs et que nous avons laissée plus près du Capitole; puis elles sont remontées au rang de fragmens du temple de Castor et Pollux, et maintenant l'autorité de Bunsen leur fait espérer l'honneur d'appartenir à Minerva Chalcidica. Elles seraient alors du siècle d'Auguste, dont elles sont dignes; mais M. Ampère tient à conserver au culte des Dioscures ce qu'il regarde comme le plus bel ornement du Forum. Nous nous sommes ainsi rapprochés de l'arc de Titus, le plus petit, mais non le moins élégant des arcs de Rome, un peu nu dans sa tunique de marbre rapiécée çà et là en pierre de travertin, mais qui s'en dédommage par les sculptures plaquées aux parois internes de son unique porte. Je veux parler de ces bas-reliefs si éminemment historiques, la seule œuvre de l'antiquité, je crois, qui transporta Jérusalem dans le monde païen. La table d'or, les vases sacrés et le chandelier à sept branches nous sont ainsi parvenus dessinés de la main du vainqueur.

(1) *Pascebant herbosa palatia vaccæ.* Tibull., II, 5.

Titus sur son char de triomphe et couronné par la victoire offre un motif souvent imité. Titus enlevé sur les ailes d'un aigle, comme on le voit au centre de la voûte, est un emblème d'apothéose qui étonne davantage notre goût.

Nous sommes ainsi rendus auprès de la Voie-Sacrée, qui côtoyait les édifices rangés au pied du Palatin; mais au milieu de la place que de vestiges précieux pourraient être cherchés encore! Vers le centre, la piété romaine contempla longtemps avec respect ce qu'elle appelait le lac de Curtius, au même lieu où, sept siècles plus tard, la corruption romaine honora la statue de Domitien. Au-delà et dans le même axe s'élevèrent le temple de Jules César et la basilique de Paulus; mais tout est effacé.

Enfin au nord, du côté opposé au Palatin, le marteau des démolisseurs bien dirigé et puis la pioche des terrassiers non moins bien conduite pourraient rendre d'éminens services à la science de l'art et de l'antiquité, si l'on osait tout déblayer, en ne laissant debout que les ruines et les églises. Supposez en effet que nous descendons du Capitole par la pente à gauche du temple de la Concorde; nous passerons au pied d'une petite église, S. Giuseppe de' Falegnani, qui n'est séparée que par la rue de l'arc de Septime-Sévère. Cette fois nous pourrons entrer, guidés par M. Ampère. On y monte par un perron au-dessous duquel on passe du dehors dans une chapelle où se voient partout les marques de la dévotion populaire. La crypte de cette église est la prison Mamertine, le plus ancien monument que Rome ait conservé. Cette geôle, ouvrage du *bon Ancus*, du populaire Ancus, se compose de deux cachots étrusques, voûtés en blocs de péperin et creusés l'un au-dessus de l'autre dans le flanc de la montagne. Quoique réparé sous Nerva, l'intérieur, sombre et humide, semble encore tel que l'ont vu Tite-Live et Salluste. Là, Jugurtha mourut de faim, là furent étranglés les complices de Catilina; là, Séjan fut mis à mort; là, suivant une tradition douteuse, saint Pierre fut avec saint Paul enfermé sous Néron. Avant d'aller au martyre, il convertit ses geôliers, d'autres disent ses compagnons de captivité, et une eau miraculeuse jaillit aussitôt, pour qu'il pût les baptiser. On m'a montré en effet une petite citerne dont l'eau passe encore pour guérir tous les maux. Cette prison, qui dominait le Forum au nord, *qui le menaçait*, dit Tite-Live, est ce *Tullianum* dont l'escalier s'appelait les Gémonies. Elle a passé longtemps pour la seule prison de Rome, la seule en effet pour le peu de criminels d'état qui devaient mourir. L'exil était la peine ordinaire des citoyens romains, et l'on comptait pour rien les cachots domestiques des débiteurs et des esclaves.

Si l'on suit la rue latérale au Campo-Vaccino, et que l'on croit

parallèle à la ligne présumée des *Novæ Tabernæ*, on passera devant plusieurs églises. Une des premières, SS. Côme et Damien, est précédée d'une rotonde, ancien temple des dieux pénates que le pape Félix IV lui a donné pour vestibule. Sa crypte, où l'on a trouvé le plan de Rome gravé sur des tables de marbre dont les morceaux sont conservés au musée du Capitole, indique assez que le sol du temple était plus bas, et qu'il était déjà enterré quand il a reçu la consécration chrétienne. Que perdrait ce monument à être isolé? J'en dis autant de S. Laurent, qui le précède, et qui, moins curieux par lui-même, sert à protéger l'ancien péristyle et deux pans de mur du temple d'Antonin et de Faustine. Huit colonnes de marbre cipolin, monolithes de plus de 13 mètres et supportant une frise où se lit encore l'ancienne dédicace, forment un beau porche qui gagnerait apparemment à être déblayé jusqu'au bas des vingt et un degrés de marbre par lesquels on y montait autrefois.

Une vaste ruine n'est pas loin. Ces trois grandes voûtes, dépouillées maintenant de toute parure, comparables aux tribunes de nos plus grandes églises, terminaient les trois nefs parallèles de la basilique commencée par Maxence sur les ruines du temple de la Paix et achevée par Constantin. Une de ses colonnes, une seule, dont le fût, en marbre blanc, a 14 mètres de long, a été sous Pie V transportée par Charles Maderno devant Sainte-Marie-Majeure, pour recevoir l'image de la Vierge, et elle est telle qu'il a été écrit que cette colonne isolée était la plus belle chose en architecture qui existât dans tout l'univers (1). Donc elle n'est pas du temps de Constantin. Ainsi il date du temps des empereurs (et Adrien en avait largement profité), cet usage, trop imité par les papes, de dépouiller les anciens monumens au profit des nouveaux.

Cet Adrien avait dessiné lui-même le temple de Vénus et de Rome, dont un vaste hémicycle, richement orné à la voûte, se soutient encore tout seul. On dit qu'il se composait de deux sanctuaires adossés, l'un faisant face au Forum, l'autre au Colisée. Par une vanité singulière, l'Asiatique Adrien le fit bâtir pour montrer à l'architecte Apollodore, l'auteur de la basilique et de la colonne de Trajan, qu'il en savait autant que lui sans avoir rien appris. Il daigna même lui faire voir ses plans et lui demander son avis. L'artiste eut l'ingénuité de répondre qu'ils étaient assez bons pour des plans d'empereur. Apollodore en fut quitte pour la perte de la vie. *Ce sont là jeux de prince.*

Voilà l'esquisse monumentale de la région du Forum, et, quoiqu'elle soit riche encore en précieuses antiquités, on ne peut se dé-

(1) Le président De Brosses.

fendre de penser à ce que ces lieux deviendraient s'ils étaient traités à la manière des ruines de Pompéi, c'est-à-dire méthodiquement déblayés, si une main savante et hardie rasait toutes ces baraques odieuses qui offusquent tout, et creusait le sol jusqu'au niveau des fondations de tout ce que les Romains ont élevé de Romulus à Constantin. Supposez que l'on commençât par délivrer le *Tabularium* de ce gros quadrangle sans style, sans date, sans apparence d'architecture, qui surcharge l'auguste voûte, et qu'au lieu de ce vulgaire bâtiment digne d'une municipalité vulgaire, une large terrasse le couronnât, servant au levant de pendant à la cour du nord-ouest, et devînt la plate-forme centrale d'où l'observateur contemplerait ce cœur de l'antique Rome. Puis on irait nivelant devant soi à perte de vue, ne respectant que les inégalités et les pentes de l'ancien pavage romain, considéré comme le terrain naturel, en sorte que les monumens, ou plutôt ce qui en reste debout, pourraient être vus des points où les voyaient ceux qui les ont bâtis. Consalvi voulait faire abattre les deux églises qui avaient arrêté les Français dans leur partielle restauration du Forum de Trajan, la plus belle toutefois que l'on ait faite à Rome: mais, sans imiter un homme d'esprit à qui ses successeurs en trouvaient trop, on peut beaucoup abattre et beaucoup déterrer en respectant ces églises, qui, renfermant souvent elles-mêmes des fragmens d'antiquités, forment les monumens composites des époques, des pensées et des civilisations les plus diverses. Qui empêcherait de nettoyer tout l'espace encombré de masures où, non loin de l'ancien Comitium, point de départ du patriciat romain, on place le *Secretarium Senatus*, la *Basilica Æmilia*, le Forum de Jules César, fallût-il aller jusqu'aux ruines du temple de Mars Vengeur, pour retirer les magnifiques colonnes du portique de Pallas Minerva ou du *Forum Transitorium* des trois ou quatre mètres de boue dans lesquels elles restent plongées? Tout cet ensemble confus de ruines qui viennent du Forum de Nerva, quoique mutilées encore au XVIIe siècle par Paul V, qui abattit le portique du temple, se détacherait dans le vide, et irait rejoindre sans interruption la basilique Ulpienne et la colonne Trajane.

IV.

Maintenant, nous le demandons, croit-on qu'il soit facile de s'orienter au milieu de ce riche amas de débris et de souvenirs? Le temps est un ingrat qui ne respecte pas la chronologie; il frappe et il épargne avec caprice. Il entasse les unes sur les autres les couches diverses du passé, et quand, errant parmi ces décombres d'âges si divers, on cherche sur l'un d'eux le nom de Trajan, on

déchiffre celui de Constantin. On rencontre Titus et Vespasien en suivant les pas de Néron, qui lui-même avait enseveli sous son palais la maison de Mécène. Les hontes de l'empire ont naturellement laissé plus de traces encore visibles que les vertus de la république; les temps de la décadence sont plus souvent représentés que les siècles du goût, et dans les ruines de Rome vous ne rencontrerez pas plus communément la vraie gloire que la vraie beauté. Qu'on juge de ce qu'il faut de soin, de tact, de patiente investigation, de talent de comparer et d'induire, enfin d'imagination reproductive pour retrouver ce qui a été dans ce qui n'est plus, et avec la poussière de chaque siècle remodeler l'image de ce siècle même. Et qu'on ne s'étonne pas si nous admirons l'entreprise de M. Ampère, en n'osant pas toujours le suivre partout où il voudrait nous entraîner.

Mais que serait-ce encore si nous dépassions l'enceinte du Forum en marchant jusqu'au pied du Célius, ou si nous gravissions les pentes de ces collines qui nous entourent, le Palatin, l'Esquilin, ou même le Quirinal, qui touchait au mont Capitolin? Nous nous sommes arrêtés devant le temple de Vénus et de Rome, et, presque en face du chef-d'œuvre d'Adrien, l'arc dit de Constantin servait de porte à la voie Triomphale. Du temple de Mars, par-delà la porte Capène, un chemin en pente, *Clivus Martis*, conduisait par la vallée du Célius et du Palatin les légions victorieuses au Capitole. L'arc, un des édifices romains les mieux conservés, a trois ouvertures, et sur chaque face quatre colonnes de jaune antique surmontées de statues de prisonniers daces. Ces images et de nombreux bas-reliefs qui retracent les victoires de Trajan dans la vallée du Danube et Trajan lui-même ne laissent pas de doutes sur l'origine d'un monument dédié par la reconnaissance du sénat et du peuple à l'un des plus grands princes que le monde ait eus pour maîtres. Cependant on montre des sculptures, une frise, des médaillons, deux sujets en bas-relief, des figures de Victoires sur la base des colonnes, enfin deux inscriptions irrécusables, ouvrages d'une époque qui s'abaisse, d'un art qui se perd, témoignages certains d'un hommage à Constantin, vainqueur de Maxence, et l'arc porte son nom. Comment croire que cet empereur ait déplacé pour s'en faire honneur les plus belles parties d'un monument élevé à Trajan sur la voie Appienne, près du temple de Mars? Il le faut cependant, ou si, comme je pencherais à le supposer, l'arc n'a jamais changé de place, c'est toujours, dans la décadence universelle, la vanité du prince, l'effronterie des flatteurs, l'impuissance des artistes qui auront appliqué, en le travestissant par des additions malheureuses, le monument de Trajan à l'honneur de Constantin. On doit remarquer

qu'aucun signe ne rappelle religieusement le premier empereur chrétien. Le bas-relief qui représente la défaite de Maxence est sans miracle, et un autre qui est resté de l'édifice primitif montre encore Trajan sacrifiant aux dieux; l'inscription géminée célèbre le césar-auguste Constantin qui a vengé la république d'un tyran et de sa faction : *instinctu divinitatis*, *mentis magnitudine*. Quand une partie de ces mots tiendrait lieu, ainsi qu'on l'a dit, de la formule païenne *diis faventibus*, c'est l'idolâtrie impériale qui aurait remplacé l'expression polythéiste, et donner de la *divinitas* à un empereur n'était pas un signe de conversion. Constantin reçoit encore ici le titre de *pontifex maximus*, et dans l'inscription de la grande arcade, *fundatori quietis*, *liberatori urbis*, il faut les yeux de la foi pour voir une allusion à la paix religieuse. A Rome, le changement de culte de l'empereur n'a pas dû être gravé avec empressement au front des monumens publics. C'était beaucoup que d'obtenir une tolérance muette des autorités locales, et l'adulation même a dû quelque temps refuser au maître converti l'adhésion et la sympathie. Peut-être Constantin s'est-il décidé à transférer le siége de l'empire à Byzance parce qu'il désespérait de faire de Rome la capitale du christianisme.

L'arc de Constantin n'échappe pas, pour moi, à l'inconvénient commun à ces sortes de constructions, la lourdeur de l'attique, qui me paraît surtout écraser les portes latérales. La masse relativement plus grande qui surmonte l'arc de Titus ne me semble pas l'accabler autant, bien qu'il n'ait qu'une seule ouverture, et je crois le préférer aux deux autres, encore qu'il n'ait rien d'égal aux huit colonnes en saillie qui servent de contre-forts à l'arc de Constantin. Clément VIII eut une singulière idée d'en détacher une pour en décorer une chapelle de Saint-Jean de Latran.

Si du pied de l'arc de Constantin on tourne la tête, on a devant les yeux le Colisée. Le Colisée! « Que Memphis la barbare ne parle plus des merveilles de ses pyramides; que le travail interminable de ses constructions n'enorgueillisse plus Babylone;... que tout cède à l'amphithéâtre de César! » Ainsi parlait Martial, et le césar qu'il célébrait était celui des Flaviens qui avait achevé le monument, l'empereur Domitien. C'est le triste sort de plus d'une ruine romaine que d'être comme marquée d'infamie par le nom de quelque empereur. Celle-ci a dû cependant son origine à une pensée populaire d'un meilleur prince. Néron, qui mettait la toute-puissance au service d'un goût hellénique et d'une imagination éprise du gigantesque, avait de l'élégante maison de Mecène fait sa célèbre maison dorée, palais immense, dont les constructions et les dépendances couvraient une partie de l'Esquilin et envahissaient plusieurs quar-

tiers de Rome. C'est à lui faire de la place qu'avait servi le fameux incendie. Non loin de sa statue colossale, qui touchait aux nues, *sidereus*, dans le vallon où Néron avait creusé des lacs, Vespasien voulut bâtir un amphithéâtre pour le peuple, et Martial, qui sait fort bien appeler par leur nom les césars quand ils sont morts, se réjouit de voir l'odieux séjour d'un tyran sauvage, *invidiosa feri... atria regis*, faire place à un édifice public; il loue les Flaviens d'avoir *rendu Rome à elle-même*, et le nouveau cirque, des bains, un portique, ont, dit-il, fait *des délices du maître les délices du peuple*. Les Romains n'ont pas été le seul peuple qu'on séduisît avec des bâtimens, et qui, acceptant de belles promenades en échange de ses droits, donnât sa liberté pour un spectacle de plus.

Vu du côté de l'arc de Constantin, le Colisée est en ruine. Son enceinte extérieure, naturellement la plus élevée des quatre murailles concentriques de hauteur décroissante qui entourent l'arène, est rasée jusqu'au sol. On dirait la brèche d'une immense citadelle. Sur le reste du pourtour, les quatre ordres superposés se tiennent d'aplomb jusqu'à l'entablement du plus élevé. Les trois premiers étages forment chacun, sur une ligne elliptique, une suite de quatre-vingts arcades supportées par des piliers à colonnes engagées. Celles de l'étage inférieur sont doriques. La hauteur de cet étage est à celle des deux suivans comme 30 à 38. Ceux-ci, qui sont égaux, l'un ionique et l'autre corinthien, supportent un quatrième étage plus élevé qu'aucun des trois autres, sans colonnes et sans arcades, et dont les pilastres corinthiens, joints par des murs pleins, forment un couronnement malheureux. On a cru même y voir une addition au plan du premier architecte; mais les médailles ne justifient pas cette conjecture. Malgré cette critique et bien d'autres, l'aspect d'ensemble de ces ordres associés leur est très favorable. Il en résulte une réunion du colossal et de l'élégant, qui pourrait bien être une des sources de la beauté. Une élévation de 52 mètres sur un développement de 546, qu'on a trouvé moyen de rendre agréable par des détails d'architecture, produit un effet de contraste qui a bien son prix.

Du côté où il est debout tout entier, le Colisée a demandé des travaux de réparation et de consolidation qui paraissent faits avec intelligence, mais qui nuisent au dessin général, et qui n'ont pas empêché des lézardes, des surplombs et des dégradations visibles. Les liens de fer qui cerclent les colonnes ou contiennent les boursouflemens sont innombrables, et, dans la partie du monument qui a le mieux conservé ses formes, la hauteur stupéfiante inquiète par l'apparence d'une ruine prochaine, qui pourra bien menacer quelque dix siècles encore.

L'intérieur offre un plus triste aspect de destruction. Les quatre divisions des gradins de l'amphithéâtre, qui pouvaient permettre à quatre-vingt mille spectateurs d'entourer une arène de deux cent-quarante ares, ont passé par un commencement de démolition, et montrent à nu les massifs de briques jadis couverts de blocs de pierre qu'on a pillés deux siècles durant. On n'en voit plus qu'au faîte de l'enceinte, là où l'extraction en eût été trop pénible et trop dangereuse. La perte de ces profils concentriques ôte beaucoup à l'effet monumental, et l'imagination a besoin d'abandonner la pensée des beautés de l'art pour la mélancolique impression du spectacle des ruines. Les formes accidentées de la destruction, les teintes variées et chaudes que le ciel du midi imprime à la vétusté des matériaux, la végétation même que le soleil et la pluie ont développée dans les fissures de tant de décombres, les lointains qui par de larges embrasures se montrent dans ces déserts de Rome prolongés jusqu'à ses murailles, la hardiesse émouvante des crêtes sur lesquelles on va chercher ce spectacle unique, compensent et au-delà la jouissance plus simple et plus sereine attachée à la contemplation des œuvres exquises du génie de l'homme. Si, comme on n'en saurait douter, le Colisée est parmi les antiquités romaines celle qui frappe les voyageurs le plus puissamment et leur laisse les plus vifs souvenirs, c'est qu'aucune ne réveille à la fois plus de sensations et d'idées contrastantes, associées pour produire une émotion morale de l'ordre de celles qui prêtent le plus à la poésie; mais assez d'autres ont décrit le charme sévère de cette ruine grandiose à la lueur solitaire d'un ciel étoilé et le cours des rêveries du voyageur perdu dans l'immensité de ses débris. Tantôt doré des splendeurs d'un calme soleil, tantôt rougi des flammes subites de l'orage, tantôt tacheté de clair et d'ombre par la lumière bleuâtre de la lune, le Colisée a été, de la main des poètes ou des peintres, offert au regard de l'imagination. De *Corinne* à *Childe-Harold*, on peut se rappeler quelles fortes images et quelles réflexions saisissantes le talent a puisées à cette source qui ne tarira pas. Tant que ces pierres resteront debout, l'être le plus fermé aux émotions de commande retrouvera à leur aspect quelque chose de ce qu'on a senti avant lui; mais il n'en voudra rien dire pour ne pas répéter ce qui a été trop bien dit et ce qui s'affaiblit en se répétant.

L'amphithéâtre des Flaviens fut inauguré par Titus avant d'être fini, et il remplissait cette vallée en carrefour qui sépare le Palatin, le Célius et l'Esquilin. Sur le premier de ces monts, Auguste et ses successeurs, fidèles à une pensée qui datait de Romulus, avaient placé la demeure des césars, et sur le dernier, Titus, bouleversant la Maison Dorée de Néron pour en approprier à des usages popu-

laires les vastes constructions, a laissé le palais et les thermes qui portent son nom. Les deux palais sont en ruine, et c'est ici que la restitution d'un architecte habile, semblable à celle que Blouet a si heureusement accomplie pour les thermes de Dioclétien, serait bien nécessaire au voyageur qui veut comprendre pour admirer. Le savoir technique, que notre ignorance rêveuse est trop portée à dédaigner, fait succéder à des impressions vagues et bientôt monotones une représentation idéale qui, transportée sur les lieux, finit par prendre de la réalité et de la vie. Le travail d'un architecte comme Blouet ou Canina, vérifié, redressé, expliqué par la science d'un Niebuhr ou d'un Bunsen, puis coloré et animé avec une érudition non moins sûre par la vive imagination de M. Ampère, voilà ce que rien ne remplace quand on erre, curieux et incertain, au milieu de ces masses informes et muettes des palais de l'empire. L'ignorance, quoi qu'on en dise, n'est pas le fond de la poésie, et quand la réalité est belle, il vaudrait mieux la voir que la feindre. Rendons grâces à ceux qui la font renaître, au moins pour la pensée, quand, depuis longtemps écroulée, elle jonche le sol de ses débris.

Un édifice nous frappe par deux choses, ses masses et ses détails. Or, dans les ruines dont je parle, les détails ont dès longtemps disparu. Les statues et même les bas-reliefs qu'on a pu sauver sont dans les musées. Les colonnes ont été enlevées par milliers et transportées dans les églises. Les beaux paremens de marbre ou de pierre de choix ont été souvent arrachés. Les masses, quand il en reste, quand on n'a pas achevé de les détruire comme des amas de maçonnerie d'où l'on retire la brique et la chaux, subsistent par blocs divisés et confus; elles ont perdu avec leur parure leurs angles, leurs rondeurs, leurs arêtes, et, défigurées, ébréchées, capricieusement entamées par le temps, elles ne sont plus que les ossemens dépareillés d'un grand corps de forme inconnue. Sans une étude pleine d'obscurité et de doute, on ne s'en rend pas raison, et on regarde les ruines comme des fabriques dans un paysage. Ce sont des vues et non des monumens; le théâtre de l'histoire se contemple comme une scène de la nature.

C'est ce qui rend désirable que des travaux étendus, dirigés par les lumières de la critique moderne, ouvrent de nouveau cette terre de débris amoncelés et mette partout à découvert ce sol romain dont ils ont changé les niveaux et les profils. Puisqu'on a négligé depuis quatorze ans de tirer parti, pour le travail d'exécution, de la présence de nos officiers du génie et de nos soldats, attendons quelque dédommagement des recherches que l'acquisition des anciens jardins Farnèse, c'est-à-dire d'une partie du mont Palatin, permettra d'entreprendre, surtout si elles sont conduites sous l'inspiration

de M. Léon Renier. Il y a là des terrains factices formés de ruines entassées. On parle d'un couvent voisin où l'on est certain que la terre n'a pas été remuée depuis sept cents ans; autant dire qu'on n'y a jamais rien cherché, car du Ve au XIIe siècle on détruisait, on ne cherchait pas. Aujourd'hui sur cette colline, comme sur l'Esquilin, un observateur ordinaire n'aperçoit que les parties indestructibles des ruines de ces habitations impériales qu'on prendrait pour des palais de géant. Il erre au hasard parmi ces énormes conglomérats de briques ou de poudingues artificiels qui se soutiennent encore en piliers, en voûtes, en arceaux, ou gisent à terre comme des rocs erratiques. De ces palais démantelés on ne saisit que confusément l'ancienne ordonnance. Après avoir vu les monumens du Forum, relativement petits pour la plupart, on se demande comment il fallait tant de place pour loger Livie, Julie, Agrippine, Poppée, et pourquoi une cour veut plus d'espace qu'un peuple. Si l'on n'apercevait çà et là d'élégantes traces d'un pavé ou d'une voussure en mosaïque, si l'on ne savait que le Méléagre, la Flore, le Laocoon, bien d'autres trésors des plus célèbres musées, ont été retirés de ces décombres, on se croirait plutôt au milieu des ruines d'une citadelle casematée contre les plus puissans engins de la balistique moderne qu'au milieu des restes des temples du luxe et de la volupté. C'est une remarque de M. Ampère que le despotisme a une certaine sympathie pour le colossal dans les arts. L'architecture de l'Égypte et d'une partie de l'Orient en fournit des preuves que confirme celle de l'empire.

Ces hommes démesurés dans la tyrannie, le faste, la cruauté et le plaisir, les Néron, les Domitien, les Caracalla, ont laissé des monumens énormes comme leur puissance, leurs passions et leurs vices, et malheureusement pour la raison, pour l'humanité et le goût, l'art asservi et corrompu des Grecs a jeté sur ces créations gigantesques un dernier reflet de cette beauté suprême qui dans sa pureté passait déjà pour antique. On est donc forcé d'admirer encore des ruines qui ne réveillent que des souvenirs détestés. En les regardant de sang-froid, on cherche les raisons de cette manière de bâtir, si différente des proportions usitées sous la république, si éloignée surtout du goût hellénique. On voudrait savoir si, indépendamment des variations d'un goût fantasque et blasé, les Romains, réputés si habiles à bâtir, se fiant à la ténacité de leurs ciments, ne cherchaient pas souvent la solidité dans l'épaisseur des maçonneries plus que dans la coupe et l'ajustement des pierres, et si les hardiesses et les volumes de telle ou telle de leurs constructions ne viendraient point d'une certaine inexpérience des procédés les plus simples et les plus sûrs pour réunir l'élégance et la

stabilité. A ce point de vue, les ruines impériales excitent la curiosité et la réflexion, et sous le faix des ans qui les ont vieillies et désarmées elles ne réveillent plus ces pensées de haine qui naissent en présence des monumens de la tyrannie. Le temps d'ailleurs, qui émousse toutes choses, comme il rend les pierres moins anguleuses, ôte aux souvenirs leur pointe acérée. On contemple sans amertume ces champs de débris couverts de lierre, de mousse, de fleurs sauvages et d'arbustes d'un vert éternel. C'est quelque chose de la végétation des montagnes étendue comme un vêtement rustique sur les ruines de la magnificence des hommes. C'est la nature qui rajeunit sans cesse près de ces monumens de l'histoire, qui vont toujours vieillissant, jusqu'à ce qu'ils tombent en poussière.

V.

Dans notre exploration topographique de l'ancienne Rome, nous ne sommes point sorti des environs du Capitole et du Forum, et il ne nous resterait pas beaucoup à faire pour achever la revue de ceux des monumens anciens qui sont encore debout, ou dont les ruines sont autre chose qu'un dessin tracé par des restes de fondations à fleur de terre. Le Panthéon, la voie Appienne, la basilique et la colonne de Trajan, les colonnes du temple de Neptune, les temples pseudonymes de Minerva Medica et de Vesta, voilà à peu près tout ce qui frappe les yeux; le reste a besoin de trop d'étude, et ne se recommande guère qu'à l'érudition. On peut trouver que, cherchant surtout l'intérêt historique, nous avons un peu oublié d'admirer. L'admiration en ce genre n'est due, ce nous semble, qu'à la beauté, et le beau est toujours rare, parce que le beau est difficile, comme le répétait Socrate. L'antiquité comprend à Rome depuis le mur carré du Palatin, ou plutôt la *cloaca maxima*, jusqu'à la colonne de Phocas. Cela ne fait pas moins de douze cent cinquante ans. Des richesses comprises entre ces deux termes extrêmes, il n'en est aucune qui ne soit digne d'attention et de curiosité, aucune qui ne fasse naître ce sentiment bien connu qui peut s'appeler le respect archaïque, une des formes de cette *vénération du lointain* dont les anciens ont parlé. Une arme, un meuble, un outil quelconque, un fragment marqué du travail de l'homme cesse d'être indifférent dès qu'on le retire de la terre, couvert de la rouille du temps, et un grain de blé âgé de quatre mille ans trouvé dans la tombe d'une momie égyptienne ne paraît pas méprisable. Combien s'accroît encore pour l'imagination le prix de ces épaves des siècles lorsqu'elles rappellent des souvenirs pleins de grandeur! et quels plus grands souvenirs que ceux de Rome? Mais ce que la mémoire

des temps célèbres ajoute à la valeur morale des objets matériels ne saurait se confondre avec cette admiration particulière que l'on porte aux choses douées d'une beauté qui leur soit propre. On s'y trompe quelquefois, et les hommes ont je ne sais quelle disposition à confondre le vieux avec le beau. Nous n'échappons pas sans effort au prestige de l'ancienneté qui, dans les lettres, les arts, les institutions, rehausse tout ce qu'elle épargne. Les monumens de Rome elle-même ont souvent profité de ces superstitions du goût qui divinisent la vétusté. L'enthousiasme s'est refroidi de nos jours, ou plutôt éclairé, à mesure que la sagacité archéologique s'est développée. La critique moderne, en s'approchant de plus en plus du vrai, a restitué aux choses leur mesure de valeur avec leurs caractères, et si nous comprenons mieux, nous admirons moins; ainsi l'on a plus sainement jugé sous le rapport de l'art les antiquités romaines, et l'on a reconnu pour assez petit le nombre de celles qui peuvent être proposées comme des modèles à tous les temps. Et d'abord l'art romain tout entier est, ce me semble, descendu d'un degré du rang où l'élevait une vieille habitude de mettre ensemble sans distinction le grec et le latin. L'étude des architectures de l'Orient, un sentiment plus juste du mérite de celles du moyen âge, ont permis d'aborder avec moins de prévention, avec plus d'indépendance, l'examen de ces produits de plusieurs imitations combinées qui ont couvert le sol de l'Italie latine, et à ce revirement de la critique Vitruve a perdu une bonne part de sa réputation. Des histoires de l'art le traitent de détestable architecte; ce qui est certain, c'est que son formalisme arbitraire n'est plus regardé comme le code inviolable du beau.

Un autre changement s'est opéré : c'est celui qui touche à la manière d'établir la chronologie monumentale de Rome. Lorsqu'on avait commencé à l'étudier, l'esprit plein des souvenirs classiques et nourri des récits de Tite-Live, on s'attendait, on s'obstinait à trouver partout les traces de l'histoire que l'on croyait savoir le mieux, et sans trop songer que l'antiquité romaine avait duré bien longtemps et qu'il était naturel que les dernières œuvres eussent supplanté les premières, on voulait reconnaître celles-ci partout et l'on aimait à reculer d'autant de siècles qu'il plaisait à l'imagination l'origine de toutes les ruines qu'on pouvait découvrir. C'est ainsi qu'on a commencé par signaler à Rome le tombeau de Romulus ou la fontaine d'Égérie. Aujourd'hui on ne sait plus seulement s'il y eut une Égérie et un Romulus; on n'ose plus reporter à la légère aux beaux siècles de la république une ruine douteuse, et souvent des premiers temps de l'empire on est obligé de descendre bien bas pour assigner la date de ce qu'on aurait voulu faire au moins contemporain de

Virgile et d'Auguste. Ainsi la fontaine d'Égérie n'est plus qu'un nymphée du temple de Vespasien: le temple de Romulus, après être devenu un Sérapéon, n'est plus consacré qu'au fils de Maxence. Le temple de la Concorde que bâtit Camille n'est plus même celui où Cicéron dénonçait Catilina; il n'est qu'une restauration de Septime-Sévère.

Rome, à commencer par sa topographie, a été l'objet des plus doctes recherches et des hypothèses les plus ingénieuses. La théorie de Rome, si l'on peut ainsi parler, a eu ses révolutions, comme s'il s'agissait d'une science philosophique. Cependant il semble qu'on soit enfin arrivé à quelques résultats certains, et que les plus défians, après avoir toujours consulté Nibby, puissent faire fond aussi sur les indications du commandeur Canina et de M. Rosa, apprendre à spéculer savamment avec Bunsen, qui a continué Niebuhr au milieu des ruines de Rome, et attendre pour s'engager définitivement que M. Ampère, descendant le cours des âges, ait en passant marqué la place et la date de tous les monumens que lui recommanderont les événemens de l'histoire.

C'est bien dommage d'être ignorant; on y perd mille occasions de s'intéresser; la signification des choses échappe. Lorsque rien d'un monument n'est intact, lorsque tout se réduit à des pans de murailles et aux linéamens des fondations, le savoir seul peut, grâce à l'artifice d'une restauration idéale, se rendre quelque chose de l'impression qu'aurait produite la réalité et revoir en esprit ce que le temps a renversé. Pour les profanes comme nous, il faut un monument encore intact dans ses masses principales, ou qui du moins, de la hauteur de ses murs, du dessin de ses voûtes, de ses colonnes, de ses entablemens, gardent des spécimens maintenus encore dans leur aplomb. Nous pouvons alors nous former quelque image de l'édifice entier et retirer de ses débris une idée de l'ensemble. Or à ces conditions il faut tristement avouer que Rome possède peu de ruines assez entières et assez belles pour provoquer dans sa plénitude l'admiration de l'art. Sept ou huit peut-être me paraissent atteindre à la beauté; quelques-unes ont des parties sublimes comme le Panthéon, aucune n'est un chef-d'œuvre achevé. Auprès de ces antiquités conservées dans leur masse, il en est de presque ruinées qui exigent un regard plus attentif, mais peuvent inspirer un intérêt non moins puissant. C'est pour celles-ci que M. Ampère nous vient admirablement en aide. Tel est dans presque toutes ses parties le *Forum romanum* que le passé a dévasté, que le présent néglige; mais, comme on l'a vu, il y faudrait encore des réparations, j'entends des travaux qui en découvriraient tous les restes et les isoleraient. Trois caractères semblent nécessaires pour qu'une ruine

produise d'elle-même et sans le commentaire de la science tout l'effet qu'on espère : point d'additions, de constructions parasites qui la défigurent et lui ôtent son premier aspect d'antiquité; puis une valeur véritable comme objet d'art, la beauté des lignes; enfin la présence d'un souvenir historique de quelque intérêt. Or ces conditions sont rarement réunies. Il faut trop souvent chercher le débris précieux sous les scories qui le couvrent et l'altèrent, et tantôt renoncer à y apercevoir un mérite de conception, de proportion, d'exécution, tantôt se résigner à n'y trouver d'historique que la vétusté. Aussi, pour désigner un objet qui eût à peu près complétement satisfait à l'attente trop exigeante que l'on apporte à Rome, ce qui viendrait à l'esprit d'abord serait, plutôt qu'un monument proprement dit, un objet de musée, une œuvre de la statuaire plutôt que de l'architecture, la louve de Romulus, le buste de Brutus, la statue de Pompée.

On ne doute pas que la louve d'airain de l'un des musées du Capitole soit antique. Elle allaite les deux jumeaux que trouva Faustulus. Ainsi l'ont décrite à l'envi Cicéron et Virgile. Peut-être est-elle celle que les deux Ogulnius, édiles curules, avaient fait placer sous le figuier Ruminal, peut-être celle que Cicéron vit, sous son consulat, frappée de la foudre auprès du Capitole. M. Ampère la prend pour la première, lord Byron la prenait pour la seconde. Songez donc qu'elle pourrait dater du ve siècle de Rome! Elle serait contemporaine du dictateur Papirius Cursor.

Le buste de Brutus doit être ressemblant. Du moins est-il une copie excellente dans sa rudesse préméditée de la tête traditionnelle que de siècle en siècle la fidèle mémoire du patriotisme tenait pour la tête du libérateur; mais ce bronze n'est pas de l'art de la deux cent quarante-cinquième année de la fondation de Rome. Et d'où vient-il d'ailleurs? Il n'a point d'âge; il ne me ramène à aucun monument; il est à l'hôtel de ville de Rome comme il pourrait être au Louvre. Tel qu'il est cependant, il reste au moins le Brutus symbolique qu'honoraient les Romains. Peut-être est-ce une copie faite après la mort de César, alors que l'action du second Brutus ravivait dans les âmes la gloire du premier.

Entrez au palais Spada. Il est un des moindres de Rome, et l'architecture de Borromini vous paraîtra fatigante et puérile. Une portière déguenillée vous conduit dans un intérieur négligé. Elle vous ouvre une grande salle où sont peintes assez pauvrement des colonnes en grisaille et des fenêtres feintes donnant sur des jardins de théâtre; mais elle vous montre à droite une statue colossale d'un travail rude et qui représente un Romain à la mine guerrière. L'attitude est simple et mâle. Le front exprime une fermeté calme, et

l'habitude plus que l'inspiration du commandement. Quels sont ces traits? quelle est cette image? Pas moins que l'image de Pompée, celle peut-être au pied de laquelle Jules César est allé tomber tout sanglant (1). Voilà donc un marbre qu'ont souvent contemplé Brutus et Caton. C'est la statue qu'avant de mettre la main sur son poignard Cassius invoqua du regard en secret, quoiqu'il fût, dit Plutarque, dans les sentimens d'Épicure.

Mais aucune de ces sculptures vénérables n'est à sa place. Il semble que les antiquités attachées au sol parlent plus éloquemment à l'imagination. On voudrait voir une statue historique encore entourée des ruines auxquelles elle appartient. Le même regret me poursuivait à l'aspect d'un des débris d'un héroïque passé les plus propres à produire la pensée la plus élevée et l'émotion la plus profonde. Quand on s'arrête au Vatican, dans le musée Pio Clementino, devant un grand tombeau d'une pierre grise, d'une exécution grossière, mais correcte, d'un style dorique pur, orné seulement de rosaces, de volutes et de triglyphes, on lit sur la pierre, dans un latin archaïque, que ce sépulcre contient les restes d'un édile, d'un censeur, d'un consul, qui a conquis le Samnium et soumis toute la Lucanie, d'un homme fort et sage, l'image de la vertu, QVOIVS. FORMA. VIRTVTEI. PARISVMA. FVIT., et ce consul n'est pas moins que Lucius Scipion Barbatus, l'arrière-grand-père de l'Africain. Figurez-vous ce monument à sa vraie place. On a encore la relation d'un de ceux qui ont assisté en 1781 à l'ouverture du sarcophage. Le squelette était entier, et un des doigts portait un anneau. Les ossemens sont aujourd'hui à Padoue et l'anneau en Angleterre. Mais peu de sépultures ont l'authenticité de celle de la famille des Scipions, une des familles romaines qui ne brûlaient pas leurs morts. Dans une vigne à gauche du chemin qui conduit à la voie Appienne, il y a quatre-vingts ans, on a, guidé par des inscriptions longtemps suspectes, pratiqué des excavations qui ont mis à découvert une construction dorique dont les chambres, creusées dans le tuf volcanique, renfermaient plusieurs épitaphes et six tombeaux. Partout se lisait le nom de Scipion, et un buste couronné de laurier ne pouvait être que celui d'Ennius, car ils avaient voulu, ces glorieux amis des lettres, Tite-Live nous l'apprend, que l'image du poète parât leur mausolée.

Je n'ai pénétré dans aucune sépulture dont la vue m'ait touché autant que celle-là. C'est le plus grand nom de l'histoire romaine, quoique l'Africain, mort en exil, n'ait pas voulu reposer dans sa pa-

(1) *Peut-être* est même ici de trop. Le président De Brosses, lord Byron et son commentateur, enfin M. Ampère, n'ont aucun doute.

trie ingrate; on ne plaça dans le tombeau de famille que sa statue. Puis c'est l'art de la république près de trois siècles avant Auguste, un art énergique et sévère qui s'accorde merveilleusement avec les souvenirs qu'il atteste, mais un art déjà grec, encore grec peut-être, car on ne peut dire s'il vient de ces Étrusques, éclairés par quelques rayons du soleil hellénique, ou si les Romains l'avaient emprunté à la Grèce, en lui demandant, cent ans auparavant, les lois de Solon. Enfin c'est bien là, on n'en saurait douter, la tombe du vainqueur des Samnites, la sépulture d'une famille de héros. Et ces reliques de la gloire ont attendu plus de deux mille ans pour apparaître en plein jour!

C'était une noble et touchante idée aux Scipions que de vouloir associer leur nom à celui du poète qui avait chanté le vainqueur de Carthage. Ils croyaient réunir ainsi deux immortalités, et Horace comptait sur celle du poète pour faire durer la gloire du héros. Pour lui, *les Muses de Calabre*, les vers d'Ennius, devaient plus illustrer celui à qui l'Afrique domptée avait donné son nom que les inscriptions taillées dans le marbre, qu'Annibal menaçant forcé à reculer d'une fuite rapide, que l'incendie de Carthage impie (1); mais le poème de la guerre punique n'est plus, et le tombeau des Scipions a conservé le buste d'Ennius. Le tombeau du héros a plus duré que les vers du poète. Il est vrai qu'Horace lui-même promettait à ses propres chants d'être redits seulement tant que le pontife monterait les degrés du Capitole avec la vestale silencieuse :

. . . . . Dum Capitolium
Scandet cum tacita virgine pontifex,
Dicar (2)...

et sur les degrés écroulés du Capitole la vestale et le pontife ont dès longtemps disparu, tandis que le monument intellectuel du poète a défié « les pluies rongeantes et les vents impétueux, la succession innombrable des années et la fuite des temps. »

CHARLES DE RÉMUSAT.

(1) *Ad Censorinum*, IV, 8.
(2) *Ibid.*, IV, 24.

LE

ROI GEORGE DE PODIEBRAD

ÉPISODE DE L'HISTOIRE DE BOHÊME

III.

L'ANATHÈME CONTRE LE ROI GEORGE ET SA MORT.

I.

Les entreprises du roi George ont échoué, l'empire ne se relèvera pas sous sa forte main, le parlement des souverains n'opposera pas son veto à l'absolutisme de Rome (1). Jusqu'ici, pour sauver ce trône que la libre élection lui a donné, il a dû chercher son point d'appui hors de la Bohême, dans l'empire, dans l'Europe, à l'aide des grandes institutions qu'il rêvait, à l'aide des réformes audacieuses accomplies déjà dans sa pensée, et qui, en protégeant son royaume, eussent transformé le vieux monde. Aujourd'hui le voilà réduit à ses seules forces et aux sympathies toutes personnelles qu'il s'est faites chez les princes ses voisins. On le verra bien encore, aux heures tragiques de sa vie, concevoir des plans hardis, gigantesques, et se tourner vers l'Orient, puisque l'Occident ne peut lui prêter assistance; mais ce seront des expédiens héroïques plutôt que des créations durables. C'est par la Bohême désormais qu'il doit défendre la Bohême. Or, si la Bohême est forte, l'inconnu est redoutable. Contre tant d'ennemis qui peuvent se lever contre lui à l'appel du souverain pontife, les ressources du royaume suffiront-elles? Peut-être, si rien ne les divise. Dans l'obscurité qui l'entoure, il entrevoit de nouveaux périls,

(1) Voyez la *Revue* du 1er et du 15 juillet.

il pressent de nouveaux ennemis qui s'approchent, et déjà sur son propre sol la guerre civile a commencé.

George de Podiebrad était bien un souverain du xve siècle : il voulait chez lui une royauté forte et débarrassée des liens du système féodal: seulement il n'avait pas eu besoin de ruser comme Louis XI, de faire et défaire mille trames dans les ténèbres, comme l'empereur Frédéric III. Porté au trône par une révolution, investi de la dictature au nom de la patrie en danger, il avait eu de pleins pouvoirs dès le premier jour. Chaque atteinte portée par lui à l'ancien régime aristocratique était un coup frappé sur l'anarchie qu'il avait mission de vaincre. Une fois son œuvre accomplie, le roi George fut le premier des souverains modernes. Plus de priviléges féodaux entravant la libre action de l'état, plus de morcellement de territoire: d'un bout du royaume à l'autre, une même administration, une même loi faisait régner cet ordre, cette sécurité, cette vie régulière et puissante qui avaient excité, nous l'avons vu, l'admiration de Martin Meyr, et qui firent la force de la Bohême au milieu des troubles de l'empire. Les parlemens convoqués dans les circonstances graves étaient des assemblées nationales qui pouvaient diriger le roi, l'éclairer, l'avertir, mais non affaiblir son pouvoir et servir l'ambition de la noblesse. Les seigneurs n'y dominaient plus : même avant l'élection de Podiebrad, la révolution hussite, brisant les portes des anciens conseils, y avait poussé les représentans des villes et du peuple. Les grands du pays, qui se considéraient naguère comme les ministres-nés de la couronne, avaient désormais besoin d'autres titres pour prétendre à la direction des affaires. Le roi George choisissait ses conseillers selon ses vues; il n'avait pas craint d'appeler à lui des étrangers, des Allemands, et de braver les préjugés nationaux dans l'intérêt de l'état. En un mot, il régnait, il gouvernait sans autre contrôle que celui de l'opinion : système bien incomplet sans doute, mais qu'il ne faut pas juger d'après les droits que nous ont acquis tant de progrès, tant de luttes et de victoires, tant de révolutions légitimes; système nécessaire dans une période de transition, et non-seulement nécessaire, mais glorieux, tant que le chef chargé de cette dictature reste en communauté de sentimens et d'idées avec le peuple qui abdique entre ses mains. Tel était le prestige du roi George; jamais dictateur n'avait mieux senti battre au fond de son cœur le cœur de la patrie.

On ne s'étonnera pas cependant qu'il eût encore plus d'un adversaire à redouter. La noblesse, réduite à l'impuissance, n'avait pas abjuré ses rancunes, et la guerre déclarée au roi par le pape venait réveiller ses espérances. Quelle occasion propice aux rebelles! quel moyen de cacher des haines politiques sous le drapeau de la foi, et de transformer de petits tyrans dépossédés en martyrs de la religion

catholique! Quelques mois après l'élection du nouveau pape, un sujet révolté du roi de Bohême, un seigneur de Moravie nommé Hynek de Lichtenburg, arrive à Rome, obtient une audience du souverain pontife, se donne pour une victime de sa cause, et le supplie d'évoquer l'affaire à son tribunal. C'était simplement un seigneur qui, protestant dès le premier jour contre l'élection du roi George, s'était mis à guerroyer aux environs de ses domaines, c'est-à-dire à piller les partisans du roi. Il possédait plusieurs châteaux-forts, dont l'un entre autres, nommé Zornstein, était défendu par sa position autant que par ses murailles, vrai nid de vautours dans les rochers. Assez riche d'ailleurs pour payer quelques-uns de ces mercenaires, moitié soldats, moitié bandits, dont les guerres civiles avaient infesté la contrée, il faisait la guerre à distance en lâchant ses pillards dans la plaine. Le roi investit ses forts pour mettre fin à ce brigandage, confisqua provisoirement une partie de ses domaines et le cita comme rebelle devant les états de Moravie. L'affaire intéressait si peu la religion que les évêques aussi bien que les communes se déclarèrent contre lui. Les états l'ayant condamné comme perturbateur de la paix publique, on vit les catholiques aussi bien que les hussites se réunir en corps d'armée et faire régulièrement le siége de Zornstein pour en finir une bonne fois avec l'ennemi. Cette petite guerre éclatait en Moravie au moment même où Pie II venait d'expirer à Ancône. Hynek de Lichtenburg avait plusieurs fois invoqué son assistance contre le roi de Bohême; mais Pie II, loyal et juste, quoique passionné, avait bien vu que la religion n'était pas en cause, et, refusant de se mêler d'une telle affaire, avait recommandé au rebelle de reconnaître l'autorité du roi. Il faut se rappeler que Pie II, à l'époque où il tenait ce langage, n'avait pas encore perdu l'espoir de ramener le roi hussite à l'obédience de Rome. La rupture de la Bohême et du saint-siége, la citation du roi George devant le tribunal du pape, créaient une situation toute différente; Hynek pensa que le moment était bien choisi pour renouveler sa requête, surtout s'il la renouvelait en personne, comme représentant de la noblesse catholique. C'est alors que, s'échappant de Zornstein, il passa en Autriche et de là en Italie, où un nouveau pape venait de remplacer Pie II.

Quel était ce nouveau pape? Un Vénitien nommé Pietro Barbo, cardinal de Saint-Marc. Il était neveu d'Eugène IV, et, s'il reprit bientôt la politique altière et dominatrice de son oncle, il ne rachetait pas, comme lui, la dureté de sa conduite par des qualités éminentes. Ne lui demandez ni le goût des arts et des lettres qui honora le règne de Nicolas V, ni la douceur de Calixte III, ni l'intelligence brillante de Pie II. Il était faible et violent, capricieux et entêté, frivole et implacable. Son premier acte fut de violer sa parole vis-à-

vis du conclave. Tous les cardinaux, avant de procéder à l'élection, s'étaient mis d'accord sur certains articles que le pontife élu devait transformer en décrets: le point le plus important était la convocation immédiate d'un concile œcuménique. Dans quelle vue cette convocation d'un nouveau concile de la part de cardinaux si hostiles presque tous aux doctrines de Constance et de Bâle? Il serait difficile de le dire avec précision; mais enfin c'était chose décidée par un engagement solennel. A peine élu, et, résultat extraordinaire, presque à l'unanimité des suffrages, il déclara qu'il ne voulait pas de concile. Il était beau et très vain de sa beauté. Le soin de sa personne paraissait une de ses préoccupations les plus vives. Il aimait à se farder le visage, à se couvrir de pierres précieuses; on sait qu'il dépensa des sommes énormes pour faire de sa tiare le plus splendide des écrins; diamans, perles, rubis, émeraudes, gemmes merveilleuses, éblouissantes, avaient été achetés pour lui dans tous les pays de la terre, et quand il officiait dans les grandes cérémonies, on voyait qu'il était heureux de montrer à la foule émerveillée le plus beau des pontifes. Au moment de son exaltation, il avait voulu prendre le nom de Formose; ce ne fut pas sans peine que les graves cardinaux l'empêchèrent d'afficher ainsi sa vanité, et que le fastueux Formose consentit à se nommer Paul II. L'évêque de Bénévent, d'après un vieil usage qui rappelait une triple souveraineté attachée jadis à ce siége, portait une triple couronne sur sa mitre; Paul II en fut jaloux et confisqua la mitre pour lui. Il voulait d'ailleurs que les cardinaux fussent richement costumés et scrupuleusement fidèles à l'étiquette. Les princes de l'église à cette époque ayant coutume d'aller par les rues de la ville à cheval ou sur des mules, il leur donna de magnifiques housses de pourpre pour l'ornement de leurs montures. Ce fut lui enfin, et ce souvenir protégea longtemps sa mémoire auprès de la populace romaine, ce fut lui qui déploya dans la grande rue du Corso les somptueuses folies du carnaval.

Il est possible que le roi de Bohême eût été assez promptement informé des changemens survenus à Rome, car il se regarda comme en sûreté du côté du Vatican; à la déclaration de guerre de Pie II, il crut que le hasard du scrutin faisait succéder une trève. Il oublia même, faute assez grave, d'envoyer une ambassade à Rome pour féliciter le nouveau pape suivant l'usage du temps. Son illusion ne fut pas de longue durée. Paul II, en satisfaisant ses vanités, n'entendait point passer pour un monarque imbécile. Le goût des futilités brillantes chez ce bizarre esprit s'alliait à la froide cruauté d'un patricien de Venise. La première fois qu'on lui parla des affaires de Bohême, il remit la cause aux mains des vieux cardinaux qui avaient été les collaborateurs de Pie II, et ces cardinaux lui ayant dit qu'il y avait là une hérésie opiniâtre, qu'il fallait l'extirper à tout prix,

que l'honneur du saint-siége y était engagé, il se jeta dans l'arène avec violence. Il n'y a rien de tel que ces indifférens, quand le fanatisme les prend à faux et à froid. Craignant de ne pas faire assez, ils ne connaissent plus ni règle ni mesure. L'évêque de Breslau, bien peu suspect de tiedeur assurément, — car il était le fils de ce baron Ulrich de Rosenberg qui avait été si longtemps l'adversaire de George de Podiebrad, et l'ardeur religieuse était irritée chez lui par la passion politique, — l'évêque Jost de Rosenberg avait fait dire à Rome que les mesures projetées par Pie II seraient plus nuisibles qu'utiles à la cause catholique, que le roi George n'était pas du tout un sectaire comme on se le représentait, qu'il n'avait nul goût de prosélytisme, nulle ardeur de persécution, mais que si on le poussait à bout par des violences, il pourrait en arriver malheur aux catholiques de Bohême. Il conseillait donc de suspendre la citation du roi, sinon de la supprimer tout à fait. C'était aussi l'avis du pape; mais les cardinaux chargés de la question ne lui permirent pas de s'endormir. En répondant à l'évêque de Breslau, ils avaient écrit ces paroles qui devaient aiguillonner Paul II : « Celui qui règne en Bohême aurait tort de s'imaginer qu'avec Pie II, de sainte mémoire, toute la puissance du siége apostolique est descendue au tombeau. » De telles paroles sont faites pour déchaîner les plus mauvaises passions dans une faible et mauvaise nature. « Pourquoi l'homme qui se dit roi de Bohême n'a-t-il pas envoyé d'ambassadeur à Paul II? » disaient encore les cardinaux, car ils savaient tous les moyens d'irriter la vanité du pape. Ils ajoutaient : « La force du saint-siége ne s'est pas amoindrie avec l'évêque Paul, au contraire elle s'est accrue. Les habitans de Breslau ont tort de redouter la lutte; Paul II saura les défendre plus énergiquement que son prédécesseur. Il a des ressources auxquelles Pie II ne songeait pas. Est-il donc si difficile de diviser en deux parties l'armée qui se rassemble contre les Turcs, et d'en envoyer la moitié au secours des fidèles de Silésie? » C'était tout un programme tracé au souverain pontife; après avoir excité sa fureur, on lui mettait le glaive à la main. Remarquez aussi ces formules : « celui qui règne en Bohême, celui qui se dit roi de Bohême. » Le cardinal Carvajal, le cardinal Bessarion, le cardinal Guillaume d'Ostie, — car ce sont eux qui allumaient ainsi l'aveugle fureur du pontife, — avaient déjà prononcé, comme on voit, la déposition du roi George.

C'est à ce moment-là que le baron Hynek de Lichtenburg arrive à Rome et invoque la justice du pape contre George de Podiebrad, oppresseur des catholiques. Le pape se déclare juge suprême entre le roi et le baron; mais d'abord, avant toute procédure, il ordonne au roi de lever le siége de Zornstein et d'indemniser le baron pour les pertes qu'il a subies : sans cela, toute négociation est rompue

entre Podiebrad et le saint-siége. Telle était l'impartiale justice qu'on promettait au roi de Bohême. L'évêque Rodolphe de Lavant venait d'être nommé légat auprès de l'empereur et chargé de surveiller à Vienne les affaires de Bohême. Le 21 janvier 1465, avant de partir de Rome, il écrit aux catholiques de Moravie et leur enjoint, au nom du saint-père, de rappeler immédiatement leurs troupes employées au siége de Zornstein. Le loyal Protas, évêque d'Olmütz, qui avait condamné Hynek comme ennemi du bien public, ne reçoit pas seulement une sommation du même genre, mais une réprimande hautaine et menaçante. « Chargé de défendre les catholiques, il s'est uni à leurs persécuteurs. Le pape, dans sa juste colère, voulait informer contre lui et châtier sa trahison; les instances du légat Rodolphe ont pu seules obtenir un sursis. Qu'il se hâte donc de rentrer dans le devoir, s'il veut détourner le bras du pontife déjà levé sur sa tête. » A ces injonctions du pape et de son légat, les prélats catholiques du royaume de Bohême répondirent simplement par le récit des faits : le baron Hynek n'était pas un catholique persécuté, mais un rebelle, un chef de bandes, qui avait ravagé la Moravie, et que la magistrature nationale avait justement condamné. Le roi de Bohême écrivait la même chose à Paul II dans une lettre respectueuse et digne où il s'excuse de ne pas avoir encore envoyé ses ambassadeurs au Vatican. Le pape ne répondit pas au roi; il s'adressa aux prélats et barons du royaume. « Je regrette, disait-il, qu'un zélé catholique comme le baron Hynek ait manqué à ses devoirs envers ses concitoyens; mais l'homme qui le poursuit à main armée n'a sur lui aucun droit de justice, étant sorti de l'église. Cessez donc d'assiéger le château du baron, hâtez-vous de lui restituer ses domaines: sa cause sera jugée devant le siége apostolique, et nous le condamnerons à réparer tous les dommages particuliers dont il sera reconnu coupable. Quant au crime qu'on lui fait d'avoir refusé obéissance au persécuteur de la foi, le baron Hynek est innocent. » Le roi répondit en roi. Le château de Zornstein, après un siége de dix mois, ayant été obligé de se rendre (9 juin 1465), Podiebrad le fit raser jusqu'au sol.

C'était le commencement de la guerre. Podiebrad l'avait évitée avec la prudence du politique et la longanimité du chrétien. Pouvait-il hésiter davantage? Déjà plus d'un baron excité par les appels de Rome se préparait à suivre l'exemple d'Hynek. Il était urgent de faire étinceler l'épée de justice et de terrifier la rébellion. Paul II sentit le coup qui le frappait. A la première nouvelle de la prise et du sac de Zornstein (2 août), il lance la grande menace préparée déjà sous Pie II, la citation de George de Podiebrad, *se disant roi de Bohême*, devant le saint-siége apostolique. Le pape ne se contentait pas de le citer à son tribunal comme *hérétique*, *relaps*, *blas-*

phémateur, spoliateur des biens de l'église, afin qu'il eût à se justifier de ces accusations et de bien d'autres encore; il le tenait pour jugé sans nulle forme de procès, et le condamnait par avance. Un décret pontifical, publié quatre jours après la citation, dégageait de tout devoir envers le roi de Bohême ceux qui tenaient à lui par quelque lien que ce fût, parens, alliés, sujets, et frappait d'anathème quiconque lui porterait secours.

Ce fut une heure sombre pour le roi, quand il entendit retentir cette clameur impie. Alliés, sujets, tous ces hommes si chèrement conquis à force de labeur et d'héroïsme, le pape leur faisait un devoir de la révolte! Ces amitiés scellées du sang le plus pur, cette autorité recueillie avec tant d'efforts dans le naufrage public et qui avait sauvé la patrie, elles étaient maudites au nom de Dieu par la voix qui trouble les consciences! Le roi George crut sentir la cognée dans les racines de l'arbre. Il lui sembla qu'un tremblement de terre secouait son édifice. Tout près de lui, dans les hauts rangs de l'état, il devinait déjà des âmes ébranlées. Aux ressentimens des ennemis vaincus allaient se joindre les perfidies des serviteurs jaloux. Les faux amis, qui s'étaient inclinés devant le succès, mais qui enviaient secrètement la fortune du parvenu, s'empresseraient de saisir le prétexte fourni par la cour de Rome à leur félonie toute prête. Ces pressentimens du roi ne tardèrent pas à se réaliser. Pendant toute l'année 1465, le péril va croissant de jour en jour. La ligue des barons s'organise. Que faire? Essayer encore de calmer la fureur du pape avant que la guerre civile ne rende toute négociation impossible; tenter un compromis sans abandonner les principes de la révolution. Si Podiebrad n'était qu'un soldat, il courrait aux armes avec ses fils; il est roi, il a charge d'âmes, une immense responsabilité pèse sur lui; son devoir est de négocier avant de combattre. Il offrira donc à Paul II la restitution des biens de l'église confisqués depuis un demi-siècle dans la guerre des hussites; il lui demandera pour la ville de Prague un archevêque catholique, pourvu que cet archevêque, Bohémien ou Morave de naissance, s'engage à considérer les calixtins comme une partie de son troupeau, à respecter leur culte, à ordonner les prêtres de l'une et de l'autre communion, à se conduire en pasteur chrétien et non en chef de secte. Mais par quel intermédiaire adresser ces offres au souverain pontife? L'empereur a été sauvé d'une ruine certaine par George de Podiebrad, le roi de Hongrie Mathias Corvin est le gendre du roi de Bohême. Ils ont tous les deux des titres à se faire écouter du pape, le premier par l'autorité dont il est revêtu, le second comme défenseur de la chrétienté contre les Ottomans. Malheureusement la mort vient de frapper le duc Albert d'Autriche, frère de l'empereur, celui dont la turbulence séditieuse inquiétait sans cesse Frédéric III et l'obligeait à réclamer les

secours du Bohémien. L'égoïste Frédéric, n'ayant plus besoin de son généreux voisin, se croit dégagé envers lui. Quant à Mathias Corvin, il vient de perdre sa femme, la fille de Podiebrad. Lui aussi, le voilà dégagé des liens qui l'attachaient au roi de Bohême; il peut enfin lever le masque et suivre sans scrupule sa farouche ambition. Au moment où les conseillers du roi George s'adressaient au généreux Vitèz, archevêque de Gran et primat de Hongrie, pour obtenir sa médiation auprès de Paul II, Mathias Corvin écrivait au pape qu'il était prêt à ouvrir la croisade contre l'hérétique.

Ainsi chaque jour amène un danger nouveau. La ligue des seigneurs étend ses ramifications au dedans et au dehors. Vainement le roi redouble d'activité pour empêcher la guerre, vainement le légiste Martin Meyr, prêté à la Bohême par son maître le duc de Bavière, écrit au nom de George Podiebrad un exposé des faits qui doit toucher l'âme du pontife; les démarches les plus humbles, les tentatives les plus conciliantes du vaillant monarque ne servent qu'à fournir à Paul II des occasions de violences. On ne croirait pas que ces brutalités fussent possibles, si elles n'étaient attestées par des écrivains de tous les partis. L'envoyé bohémien Jaroslaw, chargé de porter à Rome la lettre du roi de Bohême, se trouve sur le passage du pape au moment où il vient d'officier, et lui présentant sa missive : « Très saint père, lui dit-il humblement, voici ce qu'adresse à votre sainteté votre fidèle et loyal fils le roi de Bohême, mon gracieux seigneur. » Paul II prend la lettre, la jette à terre avec fureur et s'écrie : « Comment, brute que tu es, oses-tu en ma présence appeler du nom de roi un hérétique condamné par l'église? Va-t'en au gibet qui t'attend, toi et ton hérétique! » La lettre fut ramassée pourtant et remise au cardinal Carvajal. Jaroslaw attendait la réponse depuis plusieurs semaines. Comme il assistait à la messe de Noël à Sainte-Marie-Majeure, l'empereur, qui se trouvait alors à Rome, le reconnut dans la foule, et lui envoya un héraut d'armes pour le châtier publiquement. L'officier impérial, armé du bâton d'argent, l'en frappa deux fois sur la nuque et l'obligea de sortir de l'église. Un chroniqueur silésien, témoin du fait et qui le raconte, dit que son cœur bondissait de joie en voyant la honte du Bohémien. Il est inutile d'ajouter que ce fut la dernière missive de Podiebrad à Paul II. En ce même mois de décembre 1465, le pape avait renouvelé avec plus de développemens et de force sa bulle du 6 août : « Au nom du Dieu tout-puissant et de ses apôtres Pierre et Paul, toute la noblesse, barons et gentilshommes, toutes les communes, villes, châteaux, villages, en un mot tous les habitans du royaume de Bohême ainsi que des margraviats de Moravie et de Silésie, sont déliés et affranchis de tous sermens et hommages prêtés au nommé George, jusqu'au jour où un roi chrétien sera

placé sur le trône. Si quelqu'un ose rendre à l'hérétique, à l'impie, à l'ennemi de Dieu, les devoirs qui ne sont dus qu'aux rois chrétiens, qu'il soit anathème! »

C'est alors qu'une pensée extraordinaire, une pensée où l'enthousiasme se mêle au désespoir, traversa un instant l'imagination du roi George. Il savait bien qu'il était chrétien de cœur et d'âme. Puisque le saint-siége, sur un point de détail, et sur un point consacré par les représentans de toute l'église, s'obstinait à le chasser de la grande communauté chrétienne, qu'il serait beau d'obliger la chrétienté à juger de sa foi par ses services! Le pape Pie II, malgré son héroïsme, n'a pu entraîner l'Europe à la croisade; s'il partait, lui, avec ses vieilles bandes chrétiennes, s'il levait un homme sur dix dans sa Bohême guerrière, s'il lançait sur l'Ottoman cette formidable masse, s'il détournait contre les barbares de l'Asie cette guerre qu'on l'oblige à soutenir contre ses frères d'Europe, s'il allait conquérir dans Constantinople une couronne plus éclatante que celle des Ottocar, la couronne d'Orient, la vraie couronne du saint empire, car c'est dans Byzance régénérée que siégerait à l'avenir le défenseur des chrétiens... Quels rêves pour une âme chevaleresque! Mais quoi! renoncer à la Bohême, à cette patrie tant aimée, à ce trône où l'ont appelé les acclamations du peuple aux heures les plus belles de sa vie! Non, l'Europe récompenserait son libérateur en assurant la couronne de Bohême à l'un de ses enfans; un autre de ses fils serait archevêque de Prague; le pape, heureux de l'expulsion des Turcs, se prêterait aux concessions mutuelles qui éteindraient à jamais les vieilles haines.

Tel était le rêve grandiose du roi George. Ce fut plus qu'un rêve. Il est certain que ces conditions inattendues furent soumises à Paul II par l'entremise du duc de Bavière. Dans l'absence de documens directs, c'est par la réponse du pape que l'histoire a retrouvé cet épisode. Pie II, avec son imagination si vive, aurait senti à la lecture de ce projet une sorte d'éblouissement; il aurait été ravi, touché, il eût cédé peut-être. Paul II, on le pense bien, n'y verra qu'une ruse diabolique, les cardinaux souriront avec dédain : « Demander une récompense, quand nous lui ordonnons la soumission et le repentir! Demander la direction de la croisade, le commandement de la chrétienté, la couronne de l'empire d'Orient! Autant vaudrait confier au diable l'explication de l'Évangile, autant vaudrait mettre le poignard aux mains du meurtrier. Il y aura, grâce à Dieu, d'autres moyens de vaincre le Turc que de placer l'Antechrist à la tête des armées du Christ. » Quant à la nomination du fils de George comme archevêque de Prague, le sacré collége n'a pas de peine à démontrer que le prétendu roi de Bohême ignore tous les règlemens canoniques. Ajoutez quelques avertissemens iro-

niques au duc de Bavière sur sa simplicité d'esprit; vous aurez en substance la pédantesque et injurieuse réponse des théologiens de Rome.

En vérité, cette réponse était facile à prévoir. Qu'on ne se hâte pas cependant de signaler un acte insensé dans le projet du roi de Bohême. Il faut se reporter au XVe siècle, le grand siècle des aventures, le siècle des royautés qui se fondent. Dans l'enfantement confus du monde moderne, tous les pouvoirs se déplacent. De là, par tout pays, des ambitions déchaînées et comme une chasse ardente aux couronnes. C'est l'époque du grand Sforza, de Charles le Téméraire, des York et des Lancastre. Au milieu de ces compétitions furieuses, dans la mêlée des entreprises et l'essor désordonné des rêves, on s'explique mieux, ce semble, le noble songe du roi de Bohême. Au reste, folie ou non, la physionomie morale de George de Podiebrad s'y éclaire d'une lueur nouvelle. Ce ne sont pas ici, comme sur d'autres scènes du XVe siècle, les jeux de la violence et de la ruse. Quoi de plus beau que cette candeur héroïque chez un souverain menacé d'une guerre impie, et qui, ne voulant ni trahir la foi de son peuple, ni tirer l'épée contre les catholiques, essaie de tout concilier par une combinaison grandiose dont profitera la chrétienté tout entière?

II.

Un chef comme le roi George ne s'abandonne pas longtemps à ses rêves. C'est l'heure de veiller et d'agir. Le roi est à son poste. La ligue des seigneurs, quoique bien organisée dès la fin de 1465, est tenue en échec par une main de fer. Podiebrad a réfuté leurs griefs devant l'assemblée des états, il les réduit à ronger leur frein derrière les murailles de leurs burgs. Entourés, gardés à vue, chacun dans son domaine, les seize barons n'osent rien entreprendre. Ce n'est pas tout : en maintenant l'ordre à l'intérieur, il faut conjurer l'orage qui peut se former au dehors. Au moment où l'empereur vient de se déclarer pour le pape, ce serait une imprudence de compter sur les anciennes sympathies des princes allemands. Ces sympathies, il faut les entretenir, les conquérir sans cesse; il faut prouver que la cause du roi de Bohême est la cause de tous les souverains; il faut opposer le droit national au droit théocratique. Or en ce moment-là même, au commencement de 1466, un nouveau lutteur entre en scène et vient se placer auprès du roi.

C'est un vieillard, un intrépide vieillard, théologien et légiste, savant et orateur. Nous l'avons déjà signalé; il se nomme Grégoire de Heimbourg. Né avec le siècle, il a joué un rôle dans toutes les grandes discussions qui ont tenu la chrétienté en suspens. Il était

au concile de Bâle, et le brillant Sylvius, le futur pape, dans son ardeur d'opposition contre les abus de la cour romaine, n'avait pas alors de plus fidèle compagnon d'armes. Æneas Sylvius, séduit par les dignités de l'église, entraîné aussi sans doute par la raison politique et par le génie de la race italienne, abandonne les principes du concile pour revenir à la théocratie. Grégoire de Heimbourg reste fidèle aux généreuses inspirations de sa jeunesse. Quand le concile est dissous, Grégoire le représente encore en Allemagne. Les propositions hardies qui furent pour l'église germanique ce qu'avait été pour l'église gallicane la pragmatique sanction du concile de Bourges, c'est Grégoire de Heimbourg qui les fait voter à Mayence le 26 mars 1438. La pragmatique de Bourges, les propositions de Mayence, les *compactats* d'Iglau, naissent du même mouvement général à quelques mois de distance. Depuis ce jour, chaque fois que la politique romaine essaie de reprendre à l'Allemagne ses libertés religieuses, l'invincible lutteur est sur la brèche pour la défense du droit nouveau. Nous n'avons plus l'idée de ces grandes existences dévouées à un principe, de ces combats de doctrines et de paroles où le soldat d'une croyance ne craint pas de rester seul contre tout un monde. Il y a des heures où la cause de Grégoire semble vaincue; Grégoire est toujours debout. A Rome, à Vienne, à Nuremberg, à Francfort, partout où s'engage la guerre de la théocratie contre les églises nationales, on voit arriver l'intrépide orateur. C'est le tribun de la religion émancipée, le prophète du christianisme viril. Diplomate maladroit, il perd toutes les causes où il faut procéder avec art; apôtre aux lèvres de feu, il gagne toutes les batailles où peut se déployer librement l'enthousiasme de sa foi. Il enseigne aux souverains d'Allemagne leurs droits et leurs devoirs, leurs droits vis-à-vis du saint-siége, leurs devoirs envers l'église de la patrie. Un jour il réprimande l'empereur Frédéric III, et avec quelle souveraine éloquence! Si l'archevêque de Mayence est persécuté pour son attachement aux principes du concile, il accourt auprès de lui afin de l'aider à soutenir l'orage. Si le duc Sigismond d'Autriche est excommunié pour avoir empêché le cardinal Nicolas de Cuse de troubler ses états, Grégoire de Heimbourg rédige un appel au futur concile, le signe de son nom et va l'afficher lui-même aux portes des églises de Florence (1). Par ses écrits comme par ses discours, il entretient d'un bout de l'Allemagne à l'autre l'horreur de la théocratie, comme s'il prévoyait le mal que la théocratie va faire au christianisme éternel. Grégoire de Heimbourg en 1466, c'est véritablement le génie de l'Allemagne avant les déchiremens

(1) On peut consulter sur la vie et les œuvres de Grégoire de Heimbourg la savante et complète étude publiée récemment par M. Clément Brockhaus : *Gregor von Heimburg. Ein Beitrag zur deutschen Geschichte des XV. Jahrhunderts,* 1 vol. Leipzig 1861.

funestes, son génie encore catholique, mais anti-romain, cinquante années avant Luther.

On voit ce que signifiait l'arrivée d'un tel homme à la cour du roi George : l'esprit germanique, si longtemps hostile au pays de Jean Huss, venait généreusement à son secours. Le premier acte de Grégoire de Heimbourg est un manifeste adressé à tous les princes de la chrétienté pour la justification du roi de Bohême. Amis et ennemis, au xve siècle, y virent un modèle d'éloquence et de raison. Le grand publiciste, faisant parler son maître, exposait ainsi les faits et les droits : « Depuis le commencement de notre règne, l'agriculture et le commerce, si longtemps étouffés, ont repris leur essor. Les forteresses d'où sortait la dévastation sont renversées; les bandes qui désolaient le pays, devenues une armée régulière, sont employées aujourd'hui à le défendre. Les tribunaux sont rouverts, l'état a recouvré sa puissance pour garantir l'ordre et la paix. Cependant au sein de la paix la plus florissante des germes funestes peuvent se glisser : il y a dans notre royaume des Catilina qui, sous le voile d'un zèle ardent pour l'unité de l'église, sous le masque de leur dévouement au saint-siége, cachent des desseins pervers. Le pape, prêtant une oreille trop facile à la calomnie, nous a intenté un procès indigne ; il nous refuse notre titre royal et nous appelle de notre nom de famille, nous qui avons été sacré au pied des autels, nous qui avons été reconnu roi par l'empereur, par les princes, et même par les prédécesseurs du pontife qui occupe aujourd'hui le siége de Rome. Il est manifeste que le saint-père, en se servant de ces formes captieuses, a voulu nous tendre un double piége. Obéir à une citation où nous sommes traité en simple particulier, c'eût été une abdication volontaire, et comment nous justifier d'être retombé dans l'hérésie sans avouer implicitement que nous avions mérité une première fois d'être appelé hérétique? Mais la plus révoltante des injustices contre lesquelles nous protestons, la voici : le pape, avant l'expiration du terme qu'il a fixé lui-même, exécute un jugement qui n'existe pas et délie nos sujets de l'obéissance qu'ils nous doivent! » C'est ainsi que le roi, dès les premiers mots, reprenait sa couronne et déchirait la citation du pape. Il continue royalement, avec autant de noblesse que de force. Il prouve que le saint-siége a violé lui-même le droit qu'il s'arroge, qu'il a usurpé sur son propre tribunal, et que, par ce seul fait, il a détruit à jamais sa juridiction sur la Bohême. Puisque le pape exécute la condamnation avant que le procès soit commencé, quelle justice peuvent espérer la Bohême et son roi? Quand les juges sont liés d'avance, il n'y a plus de tribunal. D'ailleurs la juridiction de Rome fût-elle possible, est-ce donc à Rome, au milieu de ses ennemis, au milieu d'accusateurs préve-

nus et opiniâtres, qu'il conviendrait au roi de produire sa défense? Où seraient les témoins pour démentir ou confirmer ses paroles? et comment la vérité se ferait-elle jour à travers les ténèbres amassées par tant de calomnies? Il a proposé une grande réunion des souverains du monde et des princes de l'église dans une contrée voisine de la sienne, une réunion où la Bohême pourrait parler, où la vérité serait visible à tous, où les choses crieraient d'elles-mêmes. C'était la lumière qu'il appelait; le pape n'en a point voulu. Cette lumière dont on ne veut pas, cette vérité qu'on repousse à Rome, la voici. Le royal accusé reprend alors en quelques mots l'histoire de sa vie et de son gouvernement. Il expose et maintient le droit public de la Bohême, fondé à jamais sur les décrets du concile de Bâle. Il ose dire enfin que la manière dont il a pacifié cette Bohême indisciplinable, après trente ans de révolutions et de guerres civiles, pourrait servir d'exemple aux autres royaumes de l'Europe. Et devant qui se rend-il un si fier témoignage? Devant les princes ses voisins, devant les rois, les ducs, les margraves, qui l'ont vu naître et grandir, qui l'ont initié à leurs propres affaires, qui l'ont pris pour arbitre, qui ont échangé leurs enfans avec les siens, devant des hommes qui l'ont vu à l'œuvre, et qui, s'il trahissait la vérité, se lèveraient pour le confondre.

Ils se lèvent, ces princes de l'empire, et tous, excepté l'empereur, qui lui doit le plus, tous viennent solennellement confirmer ses paroles. Le manifeste de Grégoire de Heimbourg, cette œuvre supérieure au génie de l'époque, comme dit l'historien du droit impérial (1), était un appel irrésistible à la conscience publique. Les princes, sans s'inquiéter de l'anathème du pape, répondirent à ce cri de l'âme avec une loyauté hardie. « Il a rétabli l'ordre en Bohême, disait le duc Louis de Bavière, et nous a aidé nous-même à pacifier nos états, à augmenter nos revenus, à diminuer le nombre de nos troupes. » Le prince-électeur, archevêque de Cologne, et son frère le comte palatin, ce Frédéric *le Victorieux*, qui avait battu la moitié de l'Allemagne, s'empressent aussi de glorifier les services du roi George dans une adresse qu'ils signent tous les deux et qu'ils envoient à Rome. « Prenez garde, écrivaient à Paul II les ducs Albert et Guillaume de Saxe, prenez garde de réveiller la férocité bohémienne, si heureusement domptée par la ferme sagesse et la haute humanité du roi. » Le margrave de Brandebourg ne donne pas seulement au pape un avis respectueux, il lui adresse une plainte qui est une protestation. Il a consulté des légistes hommes de vaste science et de raison profonde, il a conféré longuement avec eux sur

(1) *Scriptum grave et quantum genius sæculi patiebatur, imo supra sæculi ingenium elegans.* Müller, *Reichstags-Theatrum*, t. II, p. 250-258.

ce sujet, et tous ont déclaré que la condamnation du roi de Bohême était une violence inouie, *stupendum facinus*. Louis XI, dans sa lettre à Paul II, n'est pas moins explicite : il appelle la procédure du saint-siége un acte de rébellion, et lui conteste absolument le droit de traiter ainsi un souverain. Il faut entendre surtout les catholiques de Bohême, ceux que des ambitions personnelles n'ont pas entraînés dans la ligue, et qui représentent l'intérêt général dans les assemblées de la patrie. Par un bref envoyé aux quatre principales villes de la Moravie : Olmütz, Brunn, Znaïm, Iglau, le pape leur avait ordonné de se détacher du roi; le loyal évêque d'Olmütz, Protas de Boscowic, répondit avec une liberté toute chrétienne que ce serait une action inique et funeste. Il vanta la mansuétude de George, son esprit de tolérance, sa fidélité à ses engagemens; il montra combien il serait dangereux pour l'église et pour le bien commun que les catholiques de Bohême trahissent leurs sermens envers leur souverain, et comme la ville de Pilsen a déjà levé l'étendard de la révolte, il supplie Paul II, au nom des autres villes, de les autoriser à s'unir au roi George pour étouffer l'insurrection. Le conseil des princes de Moravie tint le même langage. Les ducs de Silésie ajoutèrent que le seul auteur du mal était le légat Fantin de Valle avec ses violences d'énergumène. Dans les affaires de religion, disaient-ils, le roi a toujours été si doux, si tolérant, que le plus zélé catholique n'a rien à redouter d'un tel maître; ils suppliaient donc le pape de supprimer le procès, de le suspendre au moins jusqu'à meilleure information, et déclaraient enfin que leur parti était pris : quelle que fût la décision de Rome, ils ne se sépareraient pas du roi. Les ducs Henri de Glogau, Conrad d'Oels, Nicolas d'Oppeln, Premislaw de Tost, Frédéric de Liegnitz, avaient signé cette déclaration.

Quelle impression produisirent sur l'esprit de Paul II tant et de si imposans témoignages? Il n'y vit qu'une seule chose, c'est que le bras séculier dont il avait besoin pour l'exécution de sa sentence ne se trouverait pas chez les princes de l'empire. Il fallait chercher fortune ailleurs. Le roi de Hongrie avait offert son épée au pape dès le commencement de la lutte, c'est-à-dire à une époque où le saint-siége ne voulait pas encore en venir aux dernières extrémités; on renoua les négociations, mais déjà Grégoire de Heimbourg était sur le terrain et combattait avec vigueur l'influence des légats. Pendant toute l'année 1466, le grand diplomate est en correspondance avec l'archevêque de Gran, primat de Hongrie. Il espérait que ce prélat, esprit sage, âme généreuse, pourrait dominer le fanatisme de son maître, et il s'efforçait de lui prouver que la Hongrie et la Bohême devaient faire cause commune, ayant dans l'avenir un intérêt semblable. On voit par une de ses lettres avec quelle ardeur il désirait cette alliance, puisque cette ardeur même avait éveillé des

scrupules dans la conscience de l'archevêque. Ne serait-ce pas une conspiration contre l'empire? se demandait le prélat. Ce n'est pas une conspiration, répond Grégoire; c'est l'exercice d'un droit naturel. Grégoire de Heimbourg avait raison : le roi de Bohême et son ministre, en poursuivant l'union des Tchèques et des Magyars, obéissaient à une inspiration de génie. Les deux peuples, étrangers de race et de langue au milieu du monde germanique, n'étaient-ils pas nécessaires l'un à l'autre? La ruine de la Bohême, provoquée par la fureur du pape, ne devait-elle pas profiter surtout à la maison d'Autriche? Une fois les Bohémiens abattus, les Hongrois n'auraient-ils pas leur tour? Grégoire, sans s'exprimer avec cette précision, a eu pourtant le mérite de pressentir ces choses avec une sagacité supérieure, et l'histoire, on le sait trop, a consacré ses vues. L'archevêque paraissait accueillir favorablement ses idées; il est douteux cependant qu'il les eût fait triompher, et, sans les événemens qui appelèrent Mathias Corvin du côté de l'Orient, on peut croire que le pape eût trouvé son soldat dès l'année 1466. Une nouvelle invasion des Turcs obligea le roi de Hongrie à porter ses forces sur le Danube. D'ailleurs une autre guerre, et toute différente, l'empêchait de répondre aux appels de Paul II; c'est le moment où le fils d'Hunyade, réveillant les plus mauvais instincts de la race d'Attila, exécute contre les soldats chrétiens de la Roumanie les attentats horribles qu'il commettra bientôt contre la Bohême.

Il n'y avait plus que deux princes à qui le saint-siége pût s'adresser, le roi de Pologne et l'empereur; mais comment vaincre les irrésolutions de l'empereur? Comment entraîner dans une telle lutte le doux et pacifique souverain de la Pologne? L'empereur ne se déclarait jamais, il préparait dans l'ombre le fil de ses intrigues, agissai en faisant agir ses alliés, s'appliquait à ne point se compromettre, et n'avait qu'une visée dans toutes les questions : l'agrandissement de l'Autriche. Le roi de Pologne était dégoûté de la guerre, bien qu'il la fît alors très bravement contre les ordres teutoniques; il y avait épuisé ses ressources malgré de nombreuses victoires, et n'était pas homme à courir de folles aventures. La chasse, le repos, une cour brillante et somptueuse, voilà ce qu'il fallait au roi Casimir, et non cette couronne de Bohême que lui offrait Paul II. Il aimait d'ailleurs le roi de Bohême et trouvait sa cause juste. Le légat, Rodolphe de Lavant, essaya en vain des menaces et des promesses; il eut beau imposer la paix aux ordres teutoniques pour rendre à la Pologne sa liberté d'action : Casimir profita de cette paix et refusa de s'engager à rien. Craignant même que le traité conclu en son nom par le légat ne donnât lieu à de fausses rumeurs, il envoya des ambassadeurs en Bohême pour tout révéler au roi George et l'assurer de sa loyale amitié. Ainsi ni la Hongrie, ni l'Autriche, ni la Po-

logne n'étaient en mesure de soutenir la cause de Rome, et les princes de l'empire donnaient à Podiebrad l'appui de leur témoignage unanime. Il fallait pourtant que la sentence pontificale fût exécutée. « Notre situation devenait ridicule, écrit le cardinal de Pavie, Jacques Piccolomini, dans le récit qu'il a tracé des délibérations du saint-siége. Quoi! prononcer la déchéance d'un roi qui continuerait à régner! attaquer à coups de paroles un ennemi qui répondrait par les armes! Indécis, troublés, nous hésitions, quand le cardinal Carvajal, homme d'une haute sagesse et inflexible adversaire de l'hérétique, raffermit subitement les courages. Voyant le sacré collége ébranlé, il s'écria : « Pourquoi mesurer tout à la mesure des choses humaines? Ne laisserons-nous aucune part à Dieu en des affaires si graves? Puisque ni l'empereur, ni le Hongrois, ni le Polonais ne nous viennent en aide, le ciel même, croyez-moi, combattra pour nous et renversera l'impie. Faisons notre devoir, Dieu fera le sien. »

D'après le témoin que nous venons de citer, l'impression de ces paroles fut immense au sein du sacré collége. On craignit sans doute de la laisser s'affaiblir. C'est le 21 décembre que le vieux cardinal imposait à Dieu le devoir de servir la politique romaine; deux jours après, la condamnation définitive du roi de Bohême était prononcée par le pape en consistoire extraordinaire. Environ quatre mille personnes étaient réunies dans l'enceinte. Toutes les formes solennelles furent minutieusement observées. Après le discours de l'avocat du consistoire, après le rapport du procureur de la foi, le pape envoya un archevêque et trois évêques sur les balcons du Vatican, avec ordre d'appeler à haute voix George de Podiebrad ou son représentant et de l'amener dans la salle. Les prélats rentrèrent bientôt, annonçant que personne n'avait répondu à l'appel. Alors le pape prit la parole; malgré tous les témoignages contraires produits par les princes de l'empire, par les évêques et les fidèles de Bohême, il accusa le roi d'avoir opprimé les catholiques de ses états, et chargea le cardinal vice-chancelier de proclamer le jugement. Nous savons d'avance ce que ce jugement va contenir, nous savons aussi dans quels termes il sera conçu. George de Podiebrad, *qui se dit roi de Bohême*, y est appelé *fils des ténèbres*, *hérétique*, *relaps*, *protecteur d'hérétiques*, *parjure*, *brigand*, *spoliateur de l'église*, et déclaré digne de toutes les peines que la loi pontificale inflige à de pareils crimes. Tous ses titres de roi, de margrave, de prince, toutes ses dignités, tous ses pouvoirs, tous ses droits lui sont enlevés à jamais. Ses descendans sont déclarés incapables de revêtir aucune dignité, de recueillir aucun héritage; ses sujets sont déliés de tous leurs sermens envers lui. Telle était la sentence, formulée déjà au mois d'août, prononcée illégalement dans la précipitation de la colère, et

renouvelée dans toutes les formes le 23 décembre 1466. Trois mois après, aux fêtes de Pâques, l'anathème sera confirmé d'une manière plus solennelle encore. C'est le jeudi saint, le grand jour de la bénédiction *urbi et orbi*; le pape est porté sur son trône au balcon de la vieille basilique de Saint-Pierre; cardinaux et prélats lui font un éclatant cortége; sur la place, dans les rues, une foule immense, accourue de toutes parts, vient recueillir les paroles d'amour que le vicaire du Christ doit envoyer à la ville, et de la ville à l'univers. Or, avant de bénir et Rome et le monde entier, Paul II, les mains levées au ciel, commence par jeter des clameurs de malédiction : « Anathème sur George de Podiebrad, anathème sur ses amis, ses partisans, ses alliés, anathème sur quiconque lui prêtera obéissance! » Et chaque année, pendant les luttes que nous avons encore à décrire, ce même cri retentira du haut de la basilique; chaque année, avant la bénédiction universelle, le nom des Bohémiens maudits sera signalé à l'exécration de la chrétienté; chaque année enfin on verra s'allonger la liste, car les amis du roi ne seront pas tous désignés en masse, quelques-uns seront apostrophés directement : un jour ce sera son conseiller Grégoire de Heimbourg, une autre fois ce seront les princes ses fils. La reine elle-même, la pieuse reine Jeanne, aura sa place dans ces litanies de la haine.

Le siècle de George de Podiebrad n'est pas le siècle des Innocent III et des Boniface VIII. Après la période des schismes, après l'opposition des conciles, dans un temps qui avait vu se déployer avec vigueur l'esprit des églises nationales, les condamnations du saint-siége n'avaient plus le pouvoir de bouleverser l'Europe. Ne croyons pas cependant que ce fussent des armes impuissantes. Si les politiques souriaient avec dédain, plus d'un cœur simple était troublé. Des prédicateurs fanatiques commentaient les bulles papales dans maintes contrées allemandes, et prêchaient la croisade contre le Bohémien. A Leipzig, à Erfurth, les étudians délibérèrent en tumulte sur la conduite qu'ils devaient tenir; ils voyaient déjà en imagination recommencer les guerres de Ziska, et, tout en blâmant les témérités de Paul II, ils se demandaient s'il ne fallait pas frapper la Bohême avant l'explosion de sa colère. Malgré les sympathies des princes pour le roi George, des corps francs s'organisèrent sur plusieurs points de l'Allemagne. C'est alors que Grégoire de Heimbourg conseilla au roi de suspendre l'effet du jugement par une mesure hardie, mesure bien conforme d'ailleurs à l'esprit du XVe siècle et à l'inspiration secrète du pays de Jean Huss : l'appel au futur concile œcuménique.

Le 14 avril 1467, le roi George rassembla subitement dans son palais tous les chefs catholiques qui se trouvaient alors à Prague. Assis sur son trône, il lut un manifeste où étaient dévoilées les ini-

quités et les violences du pape. C'était l'œuvre de Grégoire de Heimbourg. Paul II n'ayant pas obéi à la justice, mais à la haine, le roi en appelait au saint-siége lui-même, car ce n'était pas contre l'institution et le droit d'un pontificat suprême que protestait le roi George, c'était contre la personne de celui qui occupait alors le trône de saint Pierre, personne mortelle, faillible, passionnée. Et si ce premier appel ne suffisait pas, il en appelait en second lieu au futur concile général, à ce concile qui aurait dû être réuni depuis longtemps, et qui n'était retardé ou supprimé que par l'indifférence ou l'usurpation de Paul II. Enfin si cette seconde protestation devait aussi demeurer sans effet : « J'en appelle, disait-il, aux successeurs de Paul II, j'en appelle à tous les corps de la chrétienté, j'en appelle à quiconque aime le droit et la justice! »

III.

Ce n'était pas une vaine tentative que cet appel du roi, puisqu'il suspendait la condamnation prononcée à Rome, et qu'il rassurait maintes consciences indécises. Il est vrai qu'une pareille protestation allait aussi exaspérer les fanatiques. A dater de ce moment, la fureur de Paul II ne connaît plus de bornes : bulles, décrets, sentences, renouvelés de mois en mois, tombent sur la tête du roi de Bohême avec une sorte de régularité monotone et sinistre. La ligue des seigneurs devient une ligue catholique, et ce n'est plus contre le destructeur des priviléges de la noblesse, c'est contre l'hérétique frappé d'anathème que les barons, poussés par les légats du pape, se décident enfin à commencer la guerre. Pendant toute l'année 1467, ce pays, naguère encore si florissant, ce royaume enrichi par la paix, et qui faisait envie aux contrées allemandes, n'est plus que le théâtre d'une immense bataille. Point de journée décisive, point de stratégie savante; on se bat partout et sans cesse. Les ligueurs étant dispersés dans toutes les parties de la Bohême, le roi est obligé de disséminer aussi ses troupes. Les principaux faits d'armes sont des prises de châteaux. Un des grands événemens de la campagne, ce fut l'avantage obtenu par les soldats du roi qui emportèrent d'assaut dans la même journée six châteaux-forts du baron de Sternberg. Le roi avait réussi pourtant à concentrer deux petites armées sous le commandement de ses deux fils, les princes Victorin et Henri, qui se portaient rapidement partout où le danger les appelait. Le prince Victorin fut plusieurs fois vainqueur en Silésie. Le 16 juin, à Frankenstein, il fit quatre mille prisonniers à l'ennemi, et les dirigea sur Prague. Des armes, des drapeaux, maints trophées, quatre cents pièces d'artillerie prises en différens combats défilèrent aux yeux de la foule. Au milieu des nouvelles contradictoires qui arrivaient cha-

que jour de tous les points du royaume, il importait de rassurer les esprits. Ces prisonniers montrés au peuple de Prague, le roi les renvoya dans leurs foyers, comme autant de témoins qui devaient attester à la fois et la magnanimité du *fils des ténèbres* et la force confiante du *roi dépossédé*.

Pendant que la guerre civile mettait le pays en feu, une armée de prédicateurs populaires, lancée par les légats pontificaux, s'efforçait de soulever l'Allemagne contre la Bohême. La confusion était si grande dans les contrées germaniques que, malgré les sympathies des princes de l'empire pour le roi George, on vit s'organiser une espèce de croisade, croisade grossière, impie, où se déchaînaient les plus mauvaises passions. « Ces croisés, dit un contemporain, portaient une croix en drap rouge cousue par-dessus leurs vêtemens. Ils n'avaient d'autre solde que le pillage. Dans leur fureur contre la sainte coupe, ils tuaient indistinctement tous les Bohémiens qui se trouvaient sur leur passage; les enfans eux-mêmes n'échappaient pas à la rage de ces forcenés. Innocentes créatures! ces soldats de la croix les massacraient, et se jetaient en jouant leurs têtes coupées *comme des pommes de choux* (1). Ils égorgeaient aussi les vieillards et les femmes en couche dans les hôpitaux, puis ils exprimaient le sang de leurs victimes et s'y lavaient les mains, persuadés que cette ablution effaçait tous leurs péchés. C'était le pape avec ses bulles qui les avait poussés à ces actes sauvages en leur ordonnant de se baigner dans le sang des Bohémiens. Ils croyaient fermement qu'il suffisait de tuer un Tchèque et de se laver avec son sang pour devenir tout à coup aussi pur devant Dieu que l'enfant qui vient de naître. Quiconque mourait dans la bataille après avoir tué un ennemi était sûr d'entrer au paradis sans traverser le purgatoire. Aussi, dès qu'un Bohémien était frappé de mort, voyait-on les croisés se précipiter sur lui pour recueillir le sang de ses blessures. Ils étaient souvent quatre ou cinq acharnés sur un cadavre et se laissaient massacrer par nous plutôt que de manquer leurs ablutions infernales. Évitant de se battre en soldats, ils se glissaient ténébreusement dans les hameaux, et c'était sur des enfans, des femmes, des vieillards qu'ils essayaient leur courage. Malheur au paysan attardé qui n'avait pas rejoint avant la nuit le camp de ses camarades ou l'asile retranché du cimetière! les fanatiques le guettaient dans l'ombre, impatiens de se frotter le corps avec le sang de ses veines. Mais qu'ont-ils fait de plein jour et sur les champs de bataille? Où sont les *burgs* qu'ils ont escaladés, les villes qu'ils ont prises? »

Quand on a déchaîné les fureurs du fanatisme, sait-on bien où

(1) *Denen sie die Köpfe abschnitten und diese dann einander wie Kohlhäupter zuwarfen.* Palacky, t. IV, deuxième partie, p. 617.

elles s'arrêteront? C'est en ce sens que Paul II et ses agens sont responsables devant l'histoire de tout ce que renferme cet horrible tableau. Quant au roi George, il grandit avec le danger. Il contient les passions de son peuple, il organise des troupes régulières, et l'ordre qu'a établi depuis quinze ans son génie pacificateur se maintient et se développe jusqu'au sein de ce tumulte effroyable. C'est dans les lieux écartés, dans les vallées désertes, dans les défilés des montagnes que les croisés allemands exercent leurs abominables fureurs; partout où leurs bandes isolées se réunissent, partout où ils osent affronter la bataille au grand jour, ils sont pris ou taillés en pièces. Le 22 septembre 1467, le chevalier Janowski, à la tête d'un détachement des troupes royales, en fait quatre mille prisonniers. Les deux princes Victorin et Henri tiennent de leur côté en échec la ligue des barons révoltés. Si les rebelles demandent une trêve, le roi, au lieu de poursuivre ses avantages, essaie de les vaincre par la générosité. Il les tenait divisés, chacun dans son domaine et sa forteresse; il leur permet de se réunir à Breslau, la capitale de l'insurrection, et de conférer ensemble sur la conduite à suivre, tant il a confiance en son droit, tant il est heureux de faire luire sur ce pays désolé l'esprit de conciliation et de paix. Ainsi s'accroît son autorité morale en même temps que se déploient ses forces militaires; ainsi le roi se révèle à tous plus grand, plus généreux que jamais, au moment même où le pape a rayé son nom du livre des souverains. Chose digne de remarque, les évêques des deux pays où s'agitait surtout la rébellion, les deux chefs spirituels de la Silésie et de la Moravie, l'évêque de Breslau, Jost de Rosenberg, et l'évêque d'Olmütz, Protas de Boscowic, furent touchés de cette grandeur toute chrétienne; en dépit des injonctions de Paul II, ils proposèrent de faire la paix avec le roi. L'évêque de Breslau, fils du plus ancien ennemi de Podiebrad, ne craignit pas d'affronter les fureurs de la populace pour faire triompher son opinion. Il mourut peu de temps après, et ce fut à grand'peine que les habitans de Breslau le laissèrent ensevelir dans sa cathédrale.

Si le noble cœur du roi triomphait des préventions les plus opiniâtres, on pense bien que son prestige ne diminuait pas chez ces princes de l'empire, accoutumés depuis tant d'années à respecter ses vertus royales. N'oublions pas un événement où éclatent les sympathies qui l'entouraient. On a vu que la fille du margrave Albert de Brandebourg avait été fiancée en 1460 au prince Henri, fils du roi George. La princesse n'avait que dix ans au moment des fiançailles; quand elle atteignit sa dix-septième année, le roi de Bohême venait d'être mis au ban de l'église par les imprécations de Paul II. Le margrave de Brandebourg oserait-il bien donner sa fille au fils de l'hérétique, au fils de celui que le pape avait exclu

de la bénédiction universelle, et qu'il vouait en termes outrageux à la haine de la chrétienté? La diplomatie pontificale s'agita beaucoup autour du margrave; on l'avertit, on employa les menaces, et comme le margrave inflexible persistait dans son dessein, ses états furent frappés d'interdit le 15 octobre 1466. Les agens de la politique romaine essayèrent aussi d'effrayer la conscience de la jeune princesse. Violences publiques, violences secrètes, tout fut inutile. Le mariage fut célébré dans la ville d'Égra le 10 février 1467, c'est-à-dire au moment même où des bandes de croisés allemands, sans autres chefs que des moines fanatiques, se glissaient furtivement dans les défilés de la Bohême.

Les victoires du roi, la fermeté de son administration au milieu des désordres de la guerre civile, les hautes sympathies qui de jour en jour se manifestaient pour lui, commençaient à décourager ses adversaires. Le roi n'avait pas craint d'accorder une trève de six mois aux barons de la ligue catholique, et en même temps qu'il dédaignait ainsi les nouvelles entreprises de ses sujets rebelles, il déclarait la guerre à celui qui les soutenait, à l'empereur Frédéric III en personne. Le prince Victorin venait d'envahir l'Autriche à la tête d'une petite armée, et, profitant des divisions du pays, il marchait victorieusement sur Vienne (1468). Cette trève accordée aux ligueurs par un double sentiment d'humanité et de dédain, cette invasion audacieuse des états de l'empereur, attestent la solide puissance du roi de Bohême. George de Podiebrad recueillait le fruit de ses longs efforts; grâce à l'ordre qu'il avait établi, aux institutions qu'il avait mises en vigueur, et pour ainsi dire au peuple nouveau qu'il avait créé, il pouvait mener de front une double guerre sans avoir à déchaîner la révolution. Pendant que les ligueurs se réunissent en parlement à Breslau, envoient une ambassade au pape, implorent le secours du roi de Pologne, se cherchent partout des alliés; pendant que le prince Victorin s'avance sur Vienne et porte la terreur dans le palais de Frédéric III, le roi de Bohême continue de gouverner son peuple dans le même esprit de sagesse et de modération. Attentif aux nécessités de la guerre, il n'oublie pas les devoirs de la paix. Il s'applique surtout à réprimer le fanatisme des anciens jours, afin que nulle violence ne vienne déshonorer la sainte cause qu'il défend. Sous le coup des provocations du pape, les calixtins ont été entraînés à affirmer leurs doctrines avec une plus virile énergie, et une secte nouvelle vient de se former. Ce sont ces *frères de l'unité*, chrétiens pratiques et mystiques à la fois, qui, se détournant des choses mondaines, repoussant toute alliance du spirituel avec le temporel, abandonnant toute église constituée, même celle des hussites, parce que les églises de leur temps sont trop mêlées aux intérêts politiques, ne reconnaissent d'autre loi que l'Évangile, d'autre pontife que Jésus-

Christ. Ces doux esséniens du monde moderne, qui n'ont succombé ni aux luttes de la réforme, ni aux violences de la guerre de trente ans, ni à la léthargie morale de la période suivante, et qui, ranimés au XVIIIe siècle par le comte Zinzendorf, se retrouvent encore aujourd'hui dans maintes contrées de l'Europe, ont pris naissance au XVe siècle, l'année même où le roi George, frappé d'anathème par le pape, déjouait si énergiquement les efforts de la rébellion. On comprend que le roi n'ait pu juger en toute liberté d'esprit cette singulière entreprise. Était-ce l'ancien esprit qui se levait? Était-ce le fanatisme qui allait répondre aux outrages de Rome, comme il avait répondu, soixante-trois ans plus tôt, aux fureurs des théologiens de Constance? Une telle apparition en pleine guerre civile devait effrayer une âme aussi profondément humaine que celle du roi George. Notez bien que ces *frères de l'unité*, devenus plus tard si humbles, si détachés du monde, déployaient alors une liberté de paroles et de doctrines que n'ont jamais connue les disciples du comte Zinzendorf. Avant de se détacher du monde, ils ne se faisaient pas faute de le maudire; en cherchant les voies de l'humilité évangélique, ils parlaient souvent comme d'orgueilleux sectaires. Le roi n'hésita pas à les ranger parmi ces fauteurs d'hérésies que son serment l'obligeait à extirper de la Bohême. A peine organisés en communauté religieuse, les *frères* avaient écrit au roi : « Nous désirons que votre majesté le sache : le jour où seront rassemblés les représentans de toute l'église chrétienne, nous produirons des textes certains, irréfutables, dictés par Dieu lui-même, où l'on verra qu'il est juste de refuser obéissance à l'église romaine, que l'autorité des papes n'est pas fondée sur l'esprit divin, que leurs bénédictions ou leurs anathèmes sont sans force, n'étant soutenus ni par la parole du Christ ni par la puissance des apôtres, que leur empire au contraire est un monstrueux scandale devant Dieu, qu'ils ne possèdent pas la lumière à l'aide de laquelle on distingue le bien du mal, qu'ils ne peuvent ni lier ni délier...» C'était le commencement de la réforme; mais le roi de Bohême, en lutte avec le pape Paul II, ne voulait pas rompre avec le catholicisme. Il appelait de ce nom l'église des premiers temps, l'église du haut moyen âge, celle qui présentait l'image d'une grande fédération et non pas d'une monarchie absolue. Les *frères* auraient pu gagner sa faveur en ne frappant que Paul II; ils avaient offensé ses croyances en dirigeant leurs coups sur le saint-siége lui-même. Attaquer le saint-siége de Rome et lui refuser toute vertu divine, c'était, aux yeux du roi George, attaquer la présidence consacrée de la fédération chrétienne universelle. Il espérait toujours obtenir des concessions de Rome, ou du moins limiter ses usurpations, comme ces barons d'Angleterre qui avaient arraché une charte à leurs souverains sans ébranler leur trône. La secte des *frères de l'unité* lui

parut une complication funeste dans une situation déjà si périlleuse, et il résolut de sévir contre les perturbateurs. Un grand nombre d'entre eux furent jetés en prison. Le roi cependant ne tarda pas à s'apercevoir que c'étaient de nobles âmes, des âmes altérées de Dieu, et il essaya de les ramener à l'église nationale, au lieu de les aliéner à jamais par la violence. Au mois d'avril et de mai 1468, les prédications et l'emprisonnement des *frères de l'unité* ayant produit une vive agitation parmi le peuple, le roi convoqua dans la ville de Beneschau une sorte de concile hussite chargé de pacifier les esprits et de rétablir la concorde religieuse. Déjà les membres de ce concile, prêtres et laïques, avaient répondu à l'appel, déjà on délibérait sur les moyens de détourner l'effervescence mystique des sectaires, quand tout à coup arrive une lettre du roi, ordonnant de laisser là ces questions et de courir aux armes pour la défense de la patrie et de la foi, car un danger les menaçait, le plus grand, le plus terrible danger qui eût jamais éclaté sur la Bohême. Ce même cri : aux armes! la patrie est en danger! retentit en quelques jours aux deux extrémités du royaume.

Que se passait-il? quel était ce danger? sur quel point venait de fondre l'orage? Le pape, on l'a déjà vu, avait longtemps et inutilement cherché un chef pour sa croisade, un chef assez hardi pour exécuter la sentence du saint-siége, assez fort pour détrôner le roi George et s'asseoir à sa place. Ni l'empereur Frédéric III, ni le roi de Pologne, ni aucun des princes allemands n'avait voulu accepter cette mission. La ligue des barons catholiques venait de l'offrir au duc de Bourgogne, à celui que dévoraient de si vastes pensées et que l'Europe appellera bientôt Charles le Téméraire; tout entier à sa lutte avec le roi de France, le duc de Bourgogne a dû ajourner ses desseins sur l'empire. Mathias Corvin, il est vrai, dès la rupture du roi George avec la cour de Rome, avait sollicité l'honneur de porter les premiers coups à celui qui avait été son bienfaiteur et son père; mais son offre à cette date était prématurée, et depuis qu'on avait eu recours à ses armes, ses guerres avec les Turcs ou les Roumains ne lui permettaient plus de songer à la Bohême. Le roi George était donc parfaitement rassuré; il ne croyait même pas aux projets ambitieux que la voix publique prêtait au chef des Magyars. Était-ce bien au fils de Jean Hunyade de faire cause commune avec l'empereur contre les Bohémiens? était-ce à l'adversaire des Ottomans de démanteler le boulevard de l'Europe? D'ailleurs ce soldat de la chrétienté, ce fils du glorieux Hunyade, c'était aussi le fils du roi de Bohême; la fille de Podiebrad s'était assise avec le jeune Magyar sur le trône de Hongrie. La mort de la reine avait-elle donc rompu tous les liens entre le gendre et le beau-père? Mathias Corvin pouvait-il ne plus se souvenir qu'il devait la liberté, la vie, le pouvoir

souverain, à l'intervention du roi George? « Non, non, disait le loyal hussite, jamais l'homme que j'ai sauvé ne se fera l'exécuteur des vengeances du pape. » Qu'on juge de sa douleur lorsqu'une dépêche du prince Victorin lui annonça que l'armée hongroise, commandée par Mathias Corvin en personne, s'avançait, enseignes déployées, pour exterminer les hérétiques de Bohême.

IV.

Cette guerre en effet, provoquée par les clameurs de Paul II et entreprise par un homme tel que Mathias Corvin, devait être une guerre d'extermination. La Hongrie a trop vanté le fils du grand Hunyade. Ses luttes contre les Turcs, ses victoires sur l'empereur, sa conquête de l'Autriche, le chef des Magyars trônant à Vienne dans le palais de Frédéric III et y terminant en paix sa carrière, ce rude soldat devenu le protecteur des arts, des lettres, des sciences, ce second Attila rêvant le rôle d'un Charlemagne dans l'Europe orientale, toutes ces choses ont ébloui longtemps les imaginations, et il s'est formé sur Mathias Corvin une légende dont l'histoire a grand'peine à déchirer les voiles. Au fond, malgré son amour de la gloire, c'était un barbare avec les vices de la civilisation. Appelons-le un autre Attila, puisqu'il l'a voulu lui-même, mais ajoutons que cet Attila joignait le fanatisme d'un inquisiteur à la férocité du sauvage. Les documens nouveaux mis au jour par l'historien de la Bohême ne laissent aucun doute sur ce point. Dira-t-on que M. Palacky est suspect? M. Palacky cite les faits et laisse au lecteur le soin de les apprécier. Interrogeons d'ailleurs les Allemands; entre les Tchèques et les Magyars, les écrivains de la Saxe et de la Prusse sont des juges désintéressés. M. Wilhelm Jordan et M. Clément Brockhaus, le premier dans son livre sur George de Podiebrad, le second dans l'étude excellente qu'il a consacrée à Grégoire de Heimbourg, ont flétri sans hésiter le fanatisme de Mathias Corvin. L'incorruptible histoire, à mesure qu'elle pénètre les secrets de l'Europe orientale, commence à démasquer ce faux grand homme. Tous ceux qui ont éclairci de nos jours une partie de ces arcanes ont rencontré sur leur route l'odieux Mathias Corvin frappant autour de lui les meilleurs soldats de la chrétienté, les plus héroïques adversaires des Turcs. C'est ainsi que M. Edgar Quinet, dans ses belles études sur les Roumains, nous montre le grand chef moldave, saint Étienne le Bon, obligé de disputer le sol de sa patrie à l'ambition du roi magyar, à l'époque même où il défend si énergiquement la ligne du Danube contre les bandes furieuses de Mahomet II (1).

(1) Ces études ont paru ici même. Voyez *les Roumains*, par M. Edgar Quinet, dans les livraisons du 15 janvier et du 1er mars 1856.

Face à face avec Mathias Corvin, la figure de George de Podiebrad apparaît plus grande que jamais. Nul contraste n'est plus saisissant. Mathias Corvin a pris des mains d'un pontife haineux le glaive d'extermination; George de Podiebrad ne tire l'épée que pour la défense de sa patrie. Mathias a les passions d'un conquérant, George a le cœur et les vertus d'un roi. Mathias est cruel, perfide, George est loyal et clément. Leur vie même répond à leur politique : Mathias Corvin aime le faste dans l'intérêt de son pouvoir, et les sciences, les lettres, les arts, qu'il a eu l'incontestable honneur d'encourager, devaient être l'instrument de ses desseins; George de Podiebrad, dans son foyer domestique, était un modèle de bonté auguste et de simplicité vénérable. Il y a quelque chose de saint Louis chez ce représentant couronné des nouveaux hussites.

Le commencement de la guerre ne fut pas favorable aux armes des Bohémiens. Le roi George avait recommandé à ses lieutenans de respecter les lois de l'humanité autant que celles de l'honneur militaire, de se battre noblement, chevaleresquement, sans obéir jamais à ces conseils de haine qui font les ressentimens éternels. « Mon plus grand soin au milieu des ardeurs de la guerre, écrit un des généraux du roi George, le sire Kostka de Postupic, c'était de prévenir tout incident qui aurait pu exaspérer les deux souverains. Tout en faisant la guerre, je songeais à la paix future, et je ne voulais pas qu'il y eût un jour entre les rois et les peuples réconciliés quelque souvenir plus amer, plus irritant, que celui des nécessités naturelles de la lutte. » On voit que l'humanité du roi avait passé dans l'âme de ses lieutenans. Quelle distance entre les hussites de George de Podiebrad et les hussites exterminateurs que commandait le grand Ziska! On dirait les soldats de l'Évangile succédant aux soldats de la Bible. Mais pendant que le roi de Bohême faisait prévaloir l'esprit chrétien sur les fureurs guerrières, le pape ne négligeait aucun moyen d'enflammer la rage des croisés. Après avoir renouvelé ses anathèmes au jeudi saint de l'année 1468, après avoir maudit Podiebrad, sa famille, ses amis, ses alliés, jusqu'à la quatrième génération, il s'adressait dans les termes les plus véhémens à ceux des catholiques de Bohême qui ne s'étaient pas encore détachés de leur souverain. « Nous nous étonnons, s'écriait-il, qu'après tant de bulles et d'anathèmes, il y ait encore des catholiques qui soient favorables à George, qui lui prêtent assistance, qui s'engagent à son service, qui fassent le commerce avec ses sujets. Quiconque ne rompt pas tout rapport avec lui, quiconque vend et achète aux sujets de l'hérétique est banni de la communauté des fidèles et frappé des malédictions de l'église. Vous tous qui résistez à nos ordres, soyez infâmes, incapables de tout acte légal, incapables d'hériter et de tester en justice. Nous déclarons vos débiteurs libérés de toute

dette envers vous. Nous ordonnons que vos biens soient confisqués. Déchus de tous les droits de l'homme libre, vous serez esclaves du croisé qui s'emparera de votre personne, et vos enfans, esclaves comme vous jusqu'à la quatrième génération, naîtront et mourront dans le même opprobre. Vous, prêtres catholiques de Bohême et de toutes les contrées allemandes, vous lirez cette bulle chaque dimanche dans vos églises, vous prononcerez nominativement et publiquement l'anathème contre ceux qui ne se soumettront pas sans délai, et s'il en est un seul parmi vous qui néglige d'exécuter cet ordre, la même malédiction est sur lui! » Une seconde bulle, en date du même jour (20 avril) octroyait des indulgences plénières à tous ceux qui prendraient les armes contre George, ou qui, ne pouvant combattre eux-mêmes, équiperaient un soldat à leur place. Ces deux bulles avaient été répandues dans toute la chrétienté et particulièrement en Allemagne. Aussitôt de nouvelles bandes de croisés allemands se jetèrent sur la Bohême, mais ce furent surtout les Hongrois de Mathias Corvin, qui, absous d'avance de leur férocité par l'horrible impiété du pontife, portèrent en tout lieu le pillage et la mort. Les catholiques eux-mêmes n'échappèrent point à leurs fureurs. Contre nous ou pour nous, telle était leur devise. On faisait un crime aux laboureurs, aux pâtres des montagnes, de ne pas s'être soulevés contre l'homme qui depuis vingt années assurait le travail et le repos de leurs familles. Bien plus, des couvens, des hôpitaux, longtemps à l'abri sous la main paternelle du roi George, furent souillés par d'effroyables attentats. Les religieuses violées, les vieillards massacrés, les autels pillés, attestaient que les haines de race se joignaient au délire du fanatisme, et que toutes les passions déchaînées à la fois transformaient les soldats magyars en bêtes fauves. « Est-ce là une guerre de Dieu? s'écrie un des amis du roi dans un dialogue célèbre (1). Ah! plût au ciel que ce fût une guerre de Dieu! on ne verrait pas tant de brigandages, d'assassinats, d'incendies, de saintes maisons détruites, de saintes filles outragées. Était-ce une guerre de Dieu, quand les abbayes de Choteschau, de Tepler, respectées jadis dans les plus horribles tempêtes des guerres civiles, ont été mises par vous à feu et à sang? Les taborites, en leurs fureurs, n'ont jamais rien accompli de pareil. Et que dire des nobles femmes livrées toutes nues à la risée de vos soldats, des en-

(1) *Disputatio baronum Behemiæ : Zdenkonis de Sternberg, Wilhelmi de Rabie, Johannis de Schwanberg et Johannis Rabensteinii, de bello contra regem Georgium 1467 moto, scripta a Johanne de Rabenstein anno 1469.* Cette dispute, qui eut lieu pendant une trêve entre des amis et des adversaires du roi George, fut rédigée immédiatement par un des interlocuteurs, Jean de Rabenstein, catholique resté fidèle à sa patrie. C'est un des plus curieux documens que nous possédions sur l'état de la Bohême pendant les premières années de la guerre. M. Wilhelm Jordan en a publié le texte latin; M. Palacky en a donné deux traductions, l'une en tchèque, l'autre en allemand.

fans égorgés à la mamelle, des villages catholiques abandonnés aux flammes, de tous les malheureux qui, survivant à la mort ou au déshonneur des êtres les plus chers, se sont tués de désespoir? Voilà ce que vous appelez la guerre de Dieu! voilà ce qui a été fait dans notre Bohême par l'ordre du vicaire de Jésus-Christ! »

Quelles étaient les ressources du roi George contre ce fanatisme féroce? Plus ses ennemis s'acharnaient à irriter les passions religieuses, plus il s'efforçait de les contenir au sein de son peuple. Il aurait pu, lui aussi, donner à ses soldats ces armes empoisonnées. En poussant le cri de guerre au nom du divin calice, il eût aisément déchaîné les vieilles colères. Pour défendre la coupe sainte, Ziska lui-même serait sorti de son tombeau; les taborites auraient bientôt reconstitué leur farouche république, et tuant, saccageant, entraînant sur leurs chariots la terreur et la mort, ils auraient enseveli l'armée de Mathias Corvin dans le même sépulcre où gisaient par milliers les soldats de Sigismond. Le roi George ne voulut pas de ce secours. Sa prudence politique, autant que sa haute humanité, lui interdisait les violences révolutionnaires; n'était-ce pas s'aliéner à jamais les catholiques qui le soutenaient encore et répondre à leur loyauté par une trahison? D'ailleurs, quand une fois on a démuselé le fanatisme, l'autorité cesse d'appartenir au plus digne, c'est le plus furieux qui est roi. On aurait vu reparaître les tribuns qui avaient mis la patrie à deux doigts de sa perte, et l'œuvre de restauration nationale, si vaillamment accomplie par George et les siens, eût été frappée à la base. Le roi, écartant la question religieuse, appela tous ses sujets, catholiques ou calixtins, à défendre la patrie en péril. Il ne s'agissait pas d'opposer des fanatiques à des fanatiques, mais d'expulser l'invasion hongroise qui souillait le sol de la Bohême. Noble et grande politique! On ne s'étonnera pas cependant qu'à une époque où la foi, aveugle ou non, tenait plus de place au cœur des hommes que le sentiment de la patrie, la généreuse armée du roi George ait été pourvue de ressources moins redoutables que les fanatiques Magyars de Mathias Corvin.

Une autre cause encore explique les premiers échecs de la Bohême, je veux dire l'absence forcée du roi, appelé souvent par la politique loin du théâtre de la guerre. Podiebrad, qui avait montré les talens d'un capitaine dans les campagnes de sa jeunesse, avait toujours une âme guerrière dans un corps alourdi par les infirmités. Dès le début de la lutte, il avait pris le commandement, s'était porté en Moravie à la rencontre de l'armée hongroise, et l'avait obligée de battre en retraite. Enfermé près de la ville de Laa, dans une position inexpugnable, Mathias refusait la bataille, et George, qui ne voulait pas user l'ardeur de ses soldats dans les ennuis prolongés d'un blocus, était pourtant forcé d'attendre, l'épée au poing, que le Magyar

quittât ses retranchemens. Plusieurs fois, pressé d'en finir, il attaqua l'ennemi, le provoqua, essaya de l'attirer dans la plaine et de le prendre corps à corps : tentatives inutiles, Mathias ne bougea point. Tant de journées perdues au camp auraient pu être activement employées dans les conseils de Prague, car bien des intrigues s'agitaient autour de la Bohême, et la sagesse du roi paraissait encore plus nécessaire au milieu des négociations que son habileté stratégique sur l'échiquier des combats. Son armée d'ailleurs commençait à manquer de provisions; il reprit donc le chemin de Prague, à petites journées toutefois, et toujours prêt à se retourner contre les Hongrois, si l'ennemi se décidait à le suivre. Mathias le suivit en effet, mais à la première attaque des Bohémiens il courut s'enfermer de nouveau dans son camp de Laa. Le roi revint donc à Prague, laissant le commandement à ses fils. C'étaient deux chevaliers, deux héros, d'une bravoure aussi folle que brillante, qui compromettaient les troupes par leur témérité. Le roi avait ordonné au prince Victorin de s'établir solidement dans la ville de Trebisch pour y observer les mouvemens de l'ennemi; Mathias, qui avait fui devant George, concentre aussitôt toutes ses forces sur ce point. Le jeune prince, impatient de se battre, s'élance à sa rencontre, se jette sur les Hongrois; mais, obligé de céder à des forces bien supérieures en nombre, il rentre dans la ville, où, enveloppé de toutes parts avant d'avoir pu se retrancher, il va subir un formidable assaut. La ville est prise, brûlée, saccagée, et Victorin rallie les débris de ses bataillons derrière les créneaux d'un couvent de Saint-Benoît, espèce de forteresse immense adossée aux montagnes; les habitans de Trebisch y avaient déjà cherché un asile au moment où s'approchaient les Hongrois. Informé de ces nouvelles, le roi se hâte d'envoyer au secours de son fils aîné les escadrons du prince Henri, qui essuient à leur tour une sanglante défaite aux environs de Trebisch. Mathias Corvin faillit payer cher sa victoire, une grave blessure le jeta sur le terrain. Cependant les souffrances des assiégés étaient de jour en jour plus cruelles. Pressés par la famine, ils commençaient à manger leurs chevaux, quand tout à coup le bruit se répand qu'on a vu se déployer dans la plaine la bannière du roi George. Le roi, en effet, instruit par ses courriers de la situation critique des deux princes, était monté à cheval avec ses hommes d'armes, et venait d'apparaître sur les flancs de l'ennemi. Les Bohémiens, enflammés par sa présence, se précipitent hors de la forteresse sur trois points à la fois, et, faisant à l'armée hongroise d'effroyables trouées, ils brisent le cercle de fer et de feu qui les entoure. Deux colonnes sur trois passent à travers ces grandes brèches humaines; la troisième, après une lutte sanglante, est forcée de regagner son asile. Lorsque

Mathias Corvin apprit que le prince Victorin avait échappé, il eut un véritable accès de fureur contre ses soldats et, dédaignant les derniers défenseurs de la place, il ne tarda pas à lever le siége.

Cette bataille de Trébisch, qui, sans l'activité du roi George, aurait pû être bien plus désastreuse encore pour les Tchèques, fut saluée par les ennemis de la Bohême comme un présage de l'infaillible triomphe des Magyars. A Rome, dès la levée d'armes de Mathias Corvin, on avait poussé des cris de joie. Plus on avait craint de ne pas trouver un bras pour exécuter la sentence pontificale, plus on exaltait le soldat du saint-siége avec une sorte de délire. C'était Daniel dans la fosse aux lions, c'était le missionnaire de Dieu, c'était l'archange qui allait écraser la tête de Satan sous son brodequin de fer, et balayer comme la poussière le royaume des pécheurs. « Nous demanderons au Dieu des batailles d'assister le pieux souverain, écrivait le cardinal Jacques Piccolomini au cardinal Carvajal, nous le prierons de lancer sur les Bohémiens une pluie de feu et de soufre pendant que le roi Mathias les percera de son glaive. » On l'exalta si bien, on le pressa si fort de marcher en avant, que l'empereur en devint jaloux. Le Hongrois, déjà si redoutable à l'Autriche, allait donc conquérir un nouveau royaume! Frédéric III, pour écarter ce péril, s'avisa de convoiter la Bohême pour son fils Maximilien, et résolut de s'en ouvrir à Paul II. L'idée était trop singulière à cette date pour qu'il la confiât à un ambassadeur : il fit lui-même un pèlerinage auprès du saint-père afin de traiter l'affaire en personne. Essayer de soustraire à Mathias Corvin la proie que lui avait désignée le Vatican, vouloir lui dérober la récompense promise au triomphe de ses armes, et cela au moment où Mathias maniait si rudement ce glaive de l'église que Frédéric avait repoussé, c'était là une prétention si extraordinaire, que l'empereur ne pouvait arriver à ses fins sans mettre l'empire aux pieds du saint-siége. C'est précisément ce qu'on vit à Rome au mois de décembre 1468. Jamais pape n'avait été si arrogant en face de l'autorité impériale, jamais empereur n'avait été si humble sous la main de la théocratie. Remarquez en effet qu'il n'y a pas ici de luttes à soutenir, de vengeances à exercer, comme au temps de Grégoire VII; c'est en pleine paix, sans motifs de colère, comme la chose la plus naturelle du monde, qu'on voit l'empereur d'Allemagne obligé de rendre publiquement au pontife de Rome un hommage de vassalité et soumis aux plus humiliantes prétentions de l'orgueilleux Italien. Ce spectacle est le dernier du même genre que le moyen âge ait donné à l'Europe, et les contemporains en furent si frappés, qu'ils en consignèrent les moindres détails. Quand Frédéric III fut admis auprès de Paul II, il dut se jeter deux fois à ses genoux, et c'est à la troisième seulement qu'il put lui baiser le pied. Le trône de Frédéric III

était placé à côté du trône de Paul II, à côté, mais fort au-dessous, de façon que la tête de l'empereur fût au niveau des pieds du pontife. A la messe, tandis que le pape officiait avec la triple couronne, l'empereur, en simple costume de diacre, lisait modestement l'épître. Si le pape montait à cheval, l'empereur lui tenait l'étrier. On peut lire tous ces détails et bien d'autres dans le programme du maître des cérémonies, messire Augustin Patricio, de Sienne, qui le publia en latin pour l'édification de son temps. La chose fit si grand bruit, que Mathias Corvin, au milieu de son camp, ne tarda point à l'apprendre. Il devina ce qui se tramait contre lui, et bien qu'il n'eût pas à redouter une trahison de Paul II au commencement de la guerre, il voulut que Frédéric III s'éloignât de Rome au plus tôt. Frédéric, avec ce mélange de bonhomie et de ruse qui est le trait dominant de son caractère, lui avait confié le gouvernement de l'Autriche pendant son pèlerinage à Rome; une insurrection des états, excitée sous main par le redoutable coadjuteur, obligea l'empereur de regagner précipitamment ses états. Digne couronnement de cette singulière campagne : Frédéric III avait humilié l'empereur sans rien obtenir pour le duc d'Autriche.

Cependant la guerre continuait toujours avec des chances diverses. Au milieu des villes prises et reprises, des pillages, des coups de main, des embuscades, au milieu des mille détails d'une lutte où chaque jour la tuerie recommence, il y a un fait qui domine tout, c'est la résistance obstinée de la Bohême. Mathias Corvin, si fier de sa victoire de Trébisch, et qui avait promis à Paul II d'aller saisir le roi George dans son château de Prague, commençait à s'effrayer d'une entreprise qui lui coûtait tant d'hommes et d'argent. Chaque fois que le roi George pouvait quitter la ville pour le théâtre de la guerre, Mathias était obligé de battre en retraite. Le roi de Bohême était cependant en proie aux infirmités les plus graves. Son corps, fait pour l'action, s'était alourdi dans les travaux de la paix; depuis qu'il avait cessé de vivre à cheval et l'épée à la main, son sang épaissi avait enflé ses membres, et une obésité maladive semblait condamner le héros à ne déployer désormais que l'ardeur de son esprit; mais l'âme, maîtresse du corps, le forçait d'obéir. Une fois transporté en face de l'ennemi, George faisait son métier de capitaine sans se soucier de la fatigue. Son coup d'œil était toujours aussi sûr, ses combinaisons aussi justes, et l'armée, se sentant aux mains d'un chef supérieur, courait au feu avec un enthousiasme irrésistible. Un jour il réussit à enfermer Mathias dans une gorge de montagnes près de la petite ville de Wilimow. Le froid était des plus vifs, la neige couvrait les monts, et le roi avait fait occuper toutes les issues du défilé. Tandis que Mathias cherchait vainement à se dégager, les Bohémiens arrivaient de toutes parts, et l'armée royale,

déjà très forte sur ce point, grossissait d'heure en heure. George n'avait qu'un signe à faire, et pas un des Hongrois de Mathias Corvin n'aurait revu ses plaines natales. Le roi eut-il horreur de cette boucherie trop facile? Croyait-il toucher l'âme impie du Magyar en lui tendant une main si généreuse? Persistait-il à vouloir unir la Hongrie et la Bohême contre les projets de l'empire? Tous ces motifs se combinèrent peut-être dans sa pensée; ce qui est certain, c'est que, Mathias Corvin lui ayant demandé la paix, c'est-à-dire la vie de ses soldats et la sienne, le roi George n'eut pas le courage de frapper. « Les nôtres sont furieux, dit un témoin dans un écrit qui semble daté du camp de Wilimow; ils espéraient écraser enfin l'antique ennemi, ils espéraient briser pour toujours les cornes du taureau, et voilà un traité de paix qui leur arrache des mains la victoire. Ah! si le prince Victorin n'était pas arrivé un jour trop tard, il aurait bien empêché son père de commettre une telle faute! On crie terriblement dans l'armée, et il n'est pas de reproche qu'on n'adresse au roi. » On voit quelle est la candeur du roi George : il brave sans hésiter le mécontentement de ses amis pour accomplir son œuvre jusqu'au bout.

Une fois les préliminaires arrêtés, les deux rois se donnent rendez-vous au petit village d'Aubrow. Ils arrivent chacun avec son escorte, se saluent amicalement et entrent dans une pauvre cabane à moitié détruite par les flammes (27 février 1469). C'est là qu'ils délibérèrent seul à seul et posèrent les bases du traité. Le roi Mathias, pour prix de la générosité du vainqueur, s'engageait à réconcilier le pape et le roi de Bohême sur le terrain des *compactats*. De son côté, le roi de Bohême promettait obéissance au saint-siége pour tout ce qui ne concernait pas la coupe sainte et la doctrine établie à ce sujet par les pères du concile de Bâle. Il fut convenu que les deux rois se réuniraient le 24 mars à Olmütz avec leurs conseillers, afin d'y conclure une paix éternelle entre les Tchèques et les Magyars. A ces conditions, un armistice général fut proclamé jusqu'au lundi de Pâques (3 avril), armistice qui devait être prolongé, si les négociations relatives à la paix n'étaient pas terminées à cette date. Le surlendemain (1er mars), le roi George licenciait son armée; le même jour, Mathias écrivait aux barons de la ligue, aux villes de Silésie et de Lusace, que la paix était faite, et leur donnait l'ordre de suspendre immédiatement les hostilités.

V.

Le roi de Bohême faisait-il sagement de se fier ainsi à Mathias Corvin? Le XVe siècle est le siècle des traités rompus, des paroles violées, le siècle des perfidies et des impudences diplomatiques en

tout genre. A l'époque des Louis XI, des Sforza, des Warwick, il est convenu que, vis-à-vis d'un ennemi, l'engagement le plus sacré n'oblige point la conscience. Mathias Corvin, qui avait tant de fois trompé le roi George, était mieux pourvu de ces dispenses d'honneur qu'aucun des princes de son temps. Dès que le légat de Paul II apprend les événemens de Wilimow, il délie le Magyar de tout engagement envers le Bohémien, et si le Magyar hésite à violer sa parole, il le menace, lui aussi, de la grande excommunication. Ce légat, nommé Novarella, chargé des affaires de Rome dans l'empire et sur le théâtre de la guerre, était le digne agent des fureurs du pape. « Si Mathias Corvin, disait-il, a conclu sincèrement ce traité avec George de Podiebrad, il tombe sous le coup de la sentence qui a frappé l'hérétique et tous les alliés de l'hérétique. » En même temps, joignant la séduction à la menace et pour rompre plus sûrement l'amitié de Mathias et de George, la ligue catholique des barons, réunie dans Olmütz, proposait au roi de Hongrie la couronne de Bohême. Il n'était pas besoin de tant de manœuvres pour triompher des scrupules de Mathias, car le Hongrois, en donnant sa parole pour échapper au glaive du vainqueur, était bien décidé à reprendre sa liberté d'action aussitôt que le péril serait passé; il voulait seulement, par son hésitation, se faire payer d'un plus haut prix le secours qu'il apportait au saint-siége. C'était surtout de l'argent qu'il réclamait au pape. « Comment faire la guerre avec ses seules ressources à cette nation opiniâtre? Était-il donc si aisé de vaincre l'hérésie hussite? Sigismond n'y avait-il pas épuisé en pure perte les forces de l'Autriche et de l'empire? » Il demandait encore si un simple roi de Hongrie pouvait exécuter ce que n'avait pu l'empereur d'Allemagne. Combien la situation changerait, si le défenseur du pape était nommé roi des Romains et coadjuteur de l'empire! De toutes ces prétentions altières, une seule réussit : Mathias Corvin, élu roi de Bohême par les barons de la ligue catholique, accepta ce vote insolent quelques semaines après cette entrevue d'Auhrow, où le Bohémien, tenant sous la pointe du fer le Hongrois terrassé, l'avait relevé d'une main si généreuse (17 avril 1469).

N'oubliez pas que ces intrigues s'agitaient au moment même où les deux rois, George et Mathias, devaient se rencontrer à Olmütz et y signer définitivement la paix. Ils se virent en effet le 7 avril, non pas à Olmütz, où s'étaient rassemblés tous les ennemis des Tchèques, mais sous une tente dressée dans la campagne. Entrevue inutile, on le pense bien; quand même le roi de Hongrie eût voulu rester fidèle à la parole jurée, les chefs de la ligue et le légat romain auraient bien su empêcher la conclusion de l'alliance. Les conseillers du roi George s'étant rendus à Olmütz pour conférer avec les représentans de Mathias Corvin, Novarella mit l'interdit sur la ville

aussi longtemps que les hérétiques séjourneraient dans ses murs; ils se retirèrent aussitôt, évitant comme leur maître tout ce qui pouvait envenimer les passions. George, toujours fort de sa loyauté, demanda une entrevue au légat; le légat, décidé à ne rien entendre, rejeta la demande de George. Tel fut le résultat de la convention de Wilimow, telle fut la récompense du roi de Bohême et le prix de sa généreuse imprudence. Nous pouvons nous représenter sa colère quand il sut peu de temps après que Mathias Corvin violait si effrontément sa parole et qu'il avait accepté la couronne des Tchèques. On prétend que d'abord il se contenta de sourire avec dédain. « Il y a des princes, disait-il, qui prennent le titre de roi de Jérusalem, et qui de leur vie ne mettront le pied en Palestine; c'est de cette façon-là que Mathias sera roi de Bohême. » Bientôt cependant, mieux informé des perfidies de Mathias Corvin, il reprit l'offensive avec une vigueur terrible. Le temps des ménagemens était passé. Saisi de cette indignation que toute félonie inspire aux âmes de race noble, il était impatient de se venger. Était-ce un sentiment de vengeance personnelle? Non, certes, mais le sentiment de la justice publique. Après les condescendances du roi chrétien, le grand justicier se réveillait.

Avant de recommencer la guerre, il prit une résolution digne de son cœur héroïque et véritablement royal. Il avait désiré l'autorité souveraine pour sauver sa religion et sa patrie. Simple chef de fédération, lieutenant du royaume, coadjuteur de Ladislas, roi élu par les états et consacré par l'acclamation populaire, il n'avait eu qu'une pensée, le salut de tous, la restauration religieuse et politique de la Bohême. Cette œuvre accomplie après vingt années de travaux, il la voyait menacée de ruine aujourd'hui par toutes les passions que le souverain pontife déchaînait contre sa personne. Le patriotisme qui lui avait fait désirer le pouvoir ne lui conseillait-il pas maintenant de céder la place à un chef plus heureux? Il serait beau pour lui de descendre du trône aussi généreusement qu'il y était monté. S'il avait pu servir la Bohême en lui donnant une dynastie de rois nationaux, avec quelle joie il eût laissé le sceptre à ses fils! L'établissement de cette dynastie devenant au contraire une source de malheurs pour la chose publique, son devoir était d'y renoncer. Le sort de ses enfans était assuré : sa fille était mariée à l'un des plus nobles princes de l'empire; ses fils, rentrés dans le sein de la nation tchèque, y seraient toujours honorés en souvenir de leur père. Ainsi parlait dans son héroïque candeur ce Washington du xve siècle, et après avoir religieusement délibéré avec lui-même, après avoir informé sa famille, ses amis, les conseils de l'état, de la résolution qu'il venait de prendre, il donna la couronne de Bohême au fils du roi de Pologne. Il la lui légua du moins après sa mort, car il voulait

mourir debout, sur le trône, à son poste de combat, espérant bien poursuivre son œuvre jusqu'au terme, et avec l'aide de Dieu châtier la trahison du Magyar.

La résolution du roi fut adoptée par les états du royaume convoqués solennellement à Prague (juillet 1469). Il est inutile d'ajouter que le roi et les états réglèrent d'un commun accord les conditions de ce grand acte, et que le prince polonais appelé à régner sur les Tchèques devait s'engager à maintenir les droits religieux, véritable charte nationale, pour laquelle un si noble sang avait coulé. Ce vote extraordinaire simplifiait la situation; le roi de Pologne Casimir, circonvenu depuis quelque temps par les intrigues de Mathias Corvin, et qui semblait disposé à embrasser sa cause, était intéressé désormais au triomphe des Bohémiens. Quelques semaines après, toute la Bohême est en armes; Mathias Corvin, qui venait de se faire couronner roi de Bohême à Breslau en présence du légat, des barons et des évêques de Silésie, apprend tout à coup que l'armistice est rompu. Il avait espéré que ces fêtes de Breslau vaudraient pour lui une victoire décisive; il croyait George réduit au désespoir en le voyant offrir son trône à un prince étranger, il croyait le peuple tchèque ébranlé, incertain, et il trouvait en face de lui toute une nation plus résolue que jamais. Il convoque aussitôt le ban et l'arrière-ban de la Hongrie. Les Bohémiens avaient pris les devans; les premiers avantages sont pour eux. En Moravie, en Silésie, dans les deux Lusaces, les catholiques, pris au dépourvu, sont obligés de fuir ou de se rendre. Sur bien des points d'ailleurs, les sujets révoltés du roi de Bohême se préparent mollement à la lutte. Les habitans de Breslau, naguère les plus implacables ennemis du roi, commencent à parler de conciliation et de paix. Ils ont vu de trop près leur nouveau maître, ils savent trop bien quel est ce défenseur de la foi; l'arrogance, la dureté, les débauches de Mathias Corvin leur ont inspiré des réflexions un peu tardives, et ils se demandent, malgré leur fanatisme, si le souverain hérétique avec sa douceur, ses vertus, son respect de la justice, ne valait pas mieux que le prince orthodoxe avec sa brutalité farouche. Ces sentimens, qui se répandent de proche en proche, assurent le triomphe des Bohémiens. Les barons de la ligue eux-mêmes voient leurs rangs s'éclaircir. La lutte n'est vive et terrible que sur les champs de bataille où Tchèques et Magyars sont aux prises. Un jour, entraîné par son courage aveugle, le prince Victorin, qui se conduit toujours en chevalier bien plus qu'en général, se laisse attirer dans une embûche, et c'est vainement qu'il brise les lignes ennemies à coup d'estoc et de taille; errant dans la campagne avec un de ses lieutenans, il fut bientôt pris par les husssards hongrois et conduit à Mathias Corvin, qui, tout fier d'une telle capture, la fit publier partout comme un triomphe

(27 juillet 1469). Le prince, disait-il, était la main droite de son père; privé d'un tel appui, l'hérétique était incapable de résister bien longtemps. Ces fanfaronnades, répétées jusqu'à Rome par des imaginations impatientes, furent bientôt démenties par les faits. En réalité, le prince Victorin, malgré son éclatante bravoure, était plutôt un embarras qu'un appui pour la cause nationale. Le roi, dans sa tendresse imprudente, ne pouvait se décider à lui retirer le commandement général des troupes, et il laissait au second rang des hommes de guerre formés à son école, des chefs aussi expérimenté qu'intrépides, dont tous les conseils venaient échouer contre la folle témérité du jeune prince. « Si le roi, écrivait Grégoire de Heimbourg, avait confié ses soldats à de véritables capitaines, la guerre qu'il fait depuis trois ans eût été plus heureuse. La bravoure ne suffit pas à qui prétend conduire une armée. A part la douleur du roi, la captivité du prince Victorin n'est donc pas un malheur pour l'état, et, grâce à Dieu, le roi, malgré l'affliction qu'il éprouve, est plus confiant que jamais. » Grégoire de Heimbourg avait le droit de prononcer ces sévères paroles sur le fils de son maître, car il avait redouté dès le début de la guerre les entraînemens irréfléchis du prince, il avait même essayé de lui apprendre son rôle de capitaine dans un recueil de conseils expressément composé pour lui (1), leçons excellentes que l'impétueux jeune homme oubliait toujours au bruit du clairon et au cliquetis des armes. On vit bientôt que le malheur du fils de George n'avançait en rien les affaires de Mathias. Tandis que le prince Victorin, prisonnier de son beau-frère, était enfermé dans une forteresse au bord du Danube, les Bohémiens poursuivaient leurs avantages sur les Hongrois. Du mois d'août à la fin d'octobre, les opérations de l'armée royale se concentrent autour de la ville de Hradisch, assiégée par les Hongrois. Enfin le 2 novembre, les Bohémiens, sous la conduite du roi, ayant réussi par une fuite simulée à faire sortir l'ennemi d'une position inexpugnable, le second fils du roi, le prince Henri, exécutant avec autant de précision que de vigueur les ordres de son père, se retourne brusquement contre Mathias, bat l'un après l'autre ses cinq corps d'armée, les culbute, les écrase, et poursuit les fuyards l'épée dans les reins jusque sur le territoire de la Hongrie. Mathias demande une suspension d'armes; le roi George ne faiblira pas cette fois, il veut profiter de sa victoire, et nul doute qu'il eût achevé la destruction de l'armée magyare, si un hiver terrible, un hiver tel que de mémoire d'homme il n'y en avait jamais eu dans ces contrées, n'était venu placer les troupes décimées de Mathias à l'abri des coups du vainqueur.

(1) *De Militia et de re publica ad ducem Victorinum, auctore Gregorio Heimburgiensi.* Cet ouvrage, qui n'a pas été imprimé, fait partie d'un recueil de documens manuscrits connu dans les archives de Bohême sous le titre de *Cancellaria regis Georgii.*

Pendant cette inaction forcée, le roi de Bohême ne perdit pas son temps : il avait à combattre Mathias Corvin sur le terrain de la politique comme sur les champs de bataille; là encore, ainsi que dans les plaines de Hradisch, il fallait le déloger des positions qu'il avait prises et mettre ses plans en déroute. On a vu que le Magyar convoitait hardiment le titre de roi des Romains, et qu'il avait déjà entamé des négociations à ce sujet, soit avec les légats du pape, soit avec les princes de l'empire; le roi George s'adresse aussi aux princes de l'empire, et, reconnaissant avec eux qu'il importe de donner un coadjuteur à Frédéric III, il cherche un candidat qui fasse échouer les projets de Mathias. Il y a beaucoup d'obscurité sur le détail de cette affaire; une chose certaine, c'est qu'un envoyé du roi, le sire George de Stein, alla trouver Charles le Téméraire à la fin de l'année 1469, et le pressa vivement, au nom de son maître, de solliciter ce vicariat de l'empire d'Allemagne. Déjà le sire de Stein par ses négociations personnelles, et Grégoire de Heimbourg par ses manifestes, avaient préparé les voies à cette compétition; le duc n'avait qu'à parler, à payer de sa personne; entre le farouche Magyar et le brillant duc de Bourgogne, les électeurs n'hésiteraient pas. L'attitude de Mathias Corvin semblait justifier d'avance ces promesses du roi de Bohême. Au moment où Podiebrad faisait ainsi appel à Charles le Téméraire, Mathias Corvin allait trouver l'empereur à Vienne, et, lui demandant sa fille en mariage, essayait de s'imposer à l'Allemagne comme un protecteur dont elle ne pouvait se passer. N'était-il pas le seul souverain, depuis l'empereur Sigismond, qui eût osé combattre l'hérésie bohémienne? Frédéric III eut l'air de consentir à tout; il avait pourtant de bien autres projets, et il n'avait pas eu besoin de considérer d'aussi près l'arrogance du Hongrois pour écarter sa demande. On ne sait pas exactement ce qui se passa entre eux; il est avéré seulement que la fin de ces fêtes de Vienne ne ressembla guère au début. Pendant tout le mois de février 1470, l'empereur et le roi de Hongrie ne s'étaient pas quittés un instant; l'empereur appelait le roi son fils, le roi donnait le nom de père à l'empereur; tout semblait réglé entre Frédéric et Mathias, et le Magyar allait recommencer la guerre à l'hérétique avec une autorité nouvelle qui doublerait ses forces. La double comédie, car on se trompait des deux côtés, finit aux derniers jours du carnaval. Le 10 mars, Mathias Corvin quitta Vienne la fureur dans l'âme et la menace à la bouche. Il devait y revenir vingt et un ans plus tard après en avoir chassé Frédéric; mais c'est là un épisode qui n'appartient plus à notre histoire, et l'échec de Mathias auprès de l'empereur en 1470 confirmait la politique du roi de Bohême.

La lutte de Mathias et de George, interrompue par l'hiver, est reprise avec furie aux premiers jours du printemps. Le roi de Bohême

a profité de l'armistice pour établir une armée permanente et organiser une sorte de *landwehr*. Le roi de Hongrie, moins assuré de ses forces, puisqu'il combat en pays ennemi, est obligé de faire appel aux plus féroces passions de la soldatesque. Jamais peut-être, en ces luttes sans merci, on ne vit plus de cruautés que dans cette dernière campagne. L'armée hongroise comptait des régimens irréguliers qui n'avaient d'autre solde que le pillage, et comme si cela n'eût pas suffi pour irriter leurs instincts féroces, il y avait une récompense particulière pour chaque tête coupée qu'apportaient ces bandits. Le 29 juin 1470, après la sanglante bataille de Goding, dont le succès demeura indécis, un corps d'armée hongrois, ayant surpris un convoi de Bohémiens, les massacra jusqu'au dernier. Cinq cent quatre-vingt-cinq têtes coupées furent présentées le soir même au roi de Hongrie. Mathias ordonna de les placer sur des balistes et de les jeter dans le camp des Bohémiens. *O grande spectaculum!* s'écrie sans autre émotion le chroniqueur silésien Pierre Eschenloer, historien et complice des fureurs de Breslau.

L'indignation qui soulevait le cœur du roi George s'emparait cependant peu à peu des catholiques eux-mêmes. En face de ces barbares qui frappaient amis et ennemis avec une fureur égale, les plus fanatiques champions du saint-siége commençaient à éprouver des remords. Ils s'accusaient d'avoir mal jugé les choses; l'anathème qu'ils avaient appelé sur le roi n'était-il pas retombé sur leur tête? Ces hordes féroces déchaînées par eux contre les schismatiques de Bohême n'étaient-elles pas le fléau de Dieu qui châtiait leurs propres iniquités? Le même chroniqueur que nous venons de citer, Pierre Eschenloer, nous a conservé sur ce point des détails singulièrement expressifs. Le 26 décembre 1469, en installant un nouvel abbé dans un des monastères de la Silésie, le légat Rodolphe de Lavant, naguère l'intraitable ennemi du roi de Bohême, se mit à parler des affaires publiques, et confessa, les larmes aux yeux, que le saint-père avait été mal informé sur le compte de George de Podiebrad. « Moi-même, ajoutait-il, si j'avais su dès mon arrivée à Breslau tout ce que j'ai su plus tard, jamais je n'eusse permis cette guerre abominable. Ceux qui en ont la responsabilité devant Dieu et devant les hommes ont chargé leur âme du plus grand des péchés. » Il fit ensuite tout un discours animé d'une tristesse éloquente pour prouver qu'il était non-seulement permis, mais ordonné de vivre fraternellement avec les hérétiques; l'œuvre la plus urgente à ses yeux, et il engageait tous ses auditeurs à y travailler sans relâche, c'était de préparer au plus tôt la conclusion de la paix. Parmi ces auditeurs se trouvait le docteur Tempelfeld, un des prédicateurs populaires qui avaient le plus soufflé le feu de la haine au cœur des Silésiens. Accablé par les reproches du légat, il gardait un

morne silence. On l'entendit seulement prononcer ces mots, où il y avait encore plus de fureur que de repentir : « Mon Dieu! mon Dieu! qui aurait pu penser que ces hommes fussent si forts? » La pensée de tous se reporta bientôt sur le prudent évêque de Breslau, Jost de Rosenberg; on rappela sa charité prévoyante, ses efforts pour le maintien de l'union, les outrages qu'il avait subis de la part d'une populace aveugle, et chacun s'empressait de faire réparation à sa mémoire. Dans une autre assemblée du même genre à laquelle assistait un des barons de la ligue, comme on évoquait le souvenir des jours heureux où George de Podiebrad gouvernait pacifiquement son royaume, un des seigneurs s'avisa de dire, suivant les superstitions de l'époque, que ces effroyables malheurs avaient été prédits depuis longtemps par la conjonction de deux planètes sinistres. « Eh! que parles-tu des planètes du ciel qui ne font de mal à personne? s'écria le ligueur repenti; s'il n'y avait pas eu dans Breslau deux planètes infernales (et il nommait par leurs noms les deux boute-feu de la ligue, Duster et Tempelfeld), cette guerre n'aurait pas éclaté. Pourquoi Satan ne les a-t-il pas rappelés à lui il y a une vingtaine d'années? Si nous sommes réduits à prendre un jour le bâton du mendiant, nous le devrons à ces planètes du diable. »

Catholiques et ligueurs avaient raison de se frapper la poitrine; les férocités qui leur arrachaient de tels aveux se renouvelaient de jour en jour. Mathias Corvin, presque toujours vaincu en bataille rangée, évitait les actions décisives; solidement établi dans son camp ou se portant d'un point à l'autre avec sa cavalerie rapide, il allait faire ses coups de main dans la plaine et revenait s'appuyer aux montagnes. Sa tactique se composait de surprises, d'embuscades, car il ne voulait que prolonger la guerre, espérant lasser à la fin la patience du peuple tchèque et désoler l'âme paternelle du roi. Mathias avait visé juste; atteint dans son pauvre peuple, le roi de Bohême était frappé au cœur. Ce noble George voulut en finir, et loyalement, chevaleresquement, il adressa un cartel à Mathias. Plusieurs de ses barons, munis de saufs-conduits, pénétrèrent dans le camp du Magyar et lui parlèrent en ces termes : « Sire, notre roi et seigneur, pour arrêter cette horrible effusion de sang chrétien, vous provoque à un duel à mort en présence des deux armées. Équipés de la même façon, les mêmes armes à la main, les deux champions auront à combattre sur un terrain circonscrit dont nul ne pourra sortir, car vous êtes plus agile que le roi notre maître, et ce n'est point à la course qu'il prétend vous défier. Si Dieu condamne notre maître et vous donne la victoire, vous disposerez de son sort; si vous êtes vaincu, il aura le même droit sur vous. » Le roi de Bohême, prévoyant le cas où Mathias Corvin n'accepterait pas ce cartel, demandait au moins une grande bataille entre les deux armées, une

bataille décisive et suprême, qui mît fin à cette épouvantable guerre, qui arrêtât cette lente extermination d'un peuple. Mathias Corvin ne répondit que par des outrages et n'accepta ni le duel ni la bataille. Retranché aux environs de Brunn, dans les montagnes de Moravie, il ne songeait qu'à lancer partout ses pillards, et il eût pu continuer longtemps ses féroces incursions, si un incident imprévu n'eût terminé tout à coup la lutte par une scène à jamais mémorable.

Le roi George, n'ayant pu attirer Mathias hors de ses retranchemens, se dirigea au nord vers la Silésie. Était-ce une feinte? On ne sait; en tout cas, le piége était bien tendu, car l'armée royale s'éloignait à grands pas du principal théâtre des hostilités et semblait laisser la Bohême à découvert. Voyant cela, Mathias Corvin pense qu'il aura le temps de frapper un grand coup sur la ville de Prague. Il quitte son campement de Moravie et fait irruption en Bohême. Ce fut alors qu'on admira la prévoyance du roi, la force et la fécondité de ses institutions. Cette *landwehr* organisée depuis quelques mois se trouva sur pied au premier péril. En quelques jours, une armée fut réunie dans les murs de Prague. La reine Jeanne monte à cheval, et tout ce peuple la salue de ses acclamations; chacun est impatient de se battre. En même temps le roi, informé des projets de l'ennemi, revient à marches forcées. Ses courriers, qui le devancent, ont déjà porté ses ordres sur tous les points de la *landwher :* « Les Hongrois vont se trouver pris entre deux feux. Qu'on creuse partout des tranchées, qu'on ouvre des fondrières pour arrêter la cavalerie magyare; l'infanterie de la *landwehr* en aura bon marché. » Mathias Corvin devine le péril; il a peur de cette nation qui se lève altérée de vengeance, et qui se prépare à l'immoler comme on immole un criminel; il a peur de George, qui menace de lui couper la retraite. Entre la ville hérissée de défenseurs sans nombre et l'armée du roi toute prête à l'envelopper, il craint de ne pas trouver d'issue. Il part donc aussi rapidement qu'il est venu; il part, il fuit de toute la vitesse de ses chevaux et laisse sur la route une partie de ses hussards, qui, exténués de fatigue ou précipités dans les fondrières, tombent sous les coups du paysan : terrible revanche de tant de férocités commises en des embuscades ténébreuses! Cette victoire gagnée sans coup férir était le digne couronnement des opérations du roi George. Ce chef si noble, si humain, grand surtout par la prévoyance politique et la sagesse de ses lois, méritait de terminer la guerre sans tirer l'épée et de mettre l'ennemi en déroute par la seule efficacité de ses institutions civiles et militaires.

Tant d'activité, de sagesse, de courage, de vertus royales, tant d'épreuves si héroïquement souffertes et si glorieusement terminées devaient finir par désarmer les ennemis du roi George. Déjà, dans les derniers mois de la guerre, au moment où les cruautés de Ma-

thias Corvin désolaient toutes les contrées de la Bohême, où les Hongrois ne respectaient pas plus les catholiques que les hussites, où les églises et les couvens étaient la proie des pillards aussi bien que les villages du peuple tchèque, on avait vu les deux légats du pape s'accuser eux-mêmes de ces horreurs et en demander pardon à Dieu. Ces plaintes, ces cris avaient retenti jusqu'à Rome. On assure que Paul II commençait à éprouver des remords. Le plus inflexible des ennemis du roi de Bohême, le plus redoutable de tous par les vertus sévères qui se mêlaient chez lui à un fanatisme outré, le cardinal Carvajal, venait de mourir (1470). Un autre membre du sacré collége, dont l'histoire malheureusement n'a pas conservé le nom, avait osé prendre la défense de George dans les conseils du pape. George, vivement ému, s'était empressé de l'en remercier en le suppliant de poursuivre son œuvre et d'obtenir le rappel d'une sentence inique. Enfin de tous côtés, chez les barons de la ligue et parmi les populations catholiques, en Silésie, en Moravie, à Rome même, une réaction éclatait, favorable au roi de Bohême et hostile à l'arrogant Magyar. Les catholiques ne voulaient plus d'un défenseur tel que Mathias Corvin, et lui-même, obligé bientôt de repousser une nouvelle invasion de Mahomet II, ne se souciait plus de recommencer une guerre où il sentait bien qu'il n'avait moissonné que de la honte. Un rayon de l'éternelle justice semblait dissiper les ténèbres des passions. Sur ce théâtre si longtemps désolé, la figure de George de Podiebrad reprenait son éclat, tandis que la situation de Mathias Corvin s'assombrissait d'heure en heure. On admirait ce roi qui, au milieu des plus tragiques infortunes, n'avait cessé de remplir les devoirs sacrés de sa charge, toujours juste, toujours dévoué au bien public. « Que me faisaient et l'aigle impériale, et les menaces de Rome, et les violences du Magyar? Le monde avait beau me maudire, j'ai toujours vécu en roi. »

Nil aquilæ, nil Roma minax, nil arma valebant
Pannonis; invito sceptra vel orbe tuli.

Ces vers qu'un poète du XVIe siècle mettait dans la bouche du roi George résument nettement l'opinion qui commençait à se former dans l'empire sur le généreux modérateur de la révolution de Bohême. On était ému de ses malheurs et de sa gloire; la sympathie succédait à la haine. Peut-être allait-il recueillir le fruit de ses prodigieux labeurs. « La Providence en décida autrement, s'écrie M. Palacky; au moment où le héros, après avoir épuisé le calice d'amertume, entrevoyait l'aurore des jours heureux, elle le retira de la scène qu'il avait si vaillamment occupée. Dieu ne lui avait pas assigné ici-bas le rôle d'un roi vainqueur et triomphant; il fallait qu'il restât dans notre histoire comme l'image du roi martyr. »

Atteint des infirmités les plus graves, accablé par tant de travaux et de fatigues, le roi George rendit son âme à Dieu le vendredi 22 mars 1471. Son corps resta exposé le samedi et le dimanche dans la grande salle du palais, transformée en chapelle ardente; tous les habitans de Prague purent contempler une dernière fois sur son lit de mort le grand justicier, l'inflexible défenseur du droit national. Il fut enseveli le 25 mars dans les caveaux de Saint-Vite, où dorment les Prémysl et les Ottocar, les saints et les héros. Ce ne furent pas seulement les calixtins qui l'accompagnèrent en pleurant jusqu'à la tombe : catholiques et hussites, confondant leurs sanglots, rendaient le même hommage au père du peuple. Son grand compagnon d'armes dans les combats de la foi, maître Rokycana, était mort quelques semaines auparavant; son autre ami, son intrépide lieutenant dans les luttes politiques et religieuses, le docteur Grégoire de Heimbourg, expira l'année suivante. Ainsi disparaissaient à la fois les principaux acteurs de ce douloureux drame. Tous les trois furent grands par le dévouement de leur vie entière à ce qu'ils croyaient la vérité; le plus grand, parce qu'il fut le plus simple d'esprit, le plus large de cœur, le plus dégagé de toute passion étroite, le plus dévoué au droit commun et au christianisme universel, le plus grand, ce n'est ni le prêtre ni le docteur, c'est le roi, le roi puissant et bon, le roi qui a maintenu sa puissance tutélaire au milieu de son royaume déchiré, le roi qui est resté bon, humain, chrétien sous le coup des malédictions du saint-siége.

VI.

Le roi George, tel qu'il se relève aujourd'hui devant nous à la lumière de l'impartiale histoire, est une des plus nobles figures de son siècle et de tous les siècles. Ce qu'il a fait en Bohême est admirable : tout jeune encore, membre obscur de la petite noblesse, il veut sauver son pays d'une anarchie meurtrière, et, après un hardi noviciat sur les champs de bataille de la révolution hussite, il rallie à vingt-quatre ans tous les hommes chez qui bat encore le cœur de la patrie. De 1444 à 1448, il affermit ce parti, ou, comme on disait, cette fédération d'où sortira un jour la Bohême ressuscitée. En 1448, devenu maître de Prague, il établit un gouvernement né de la force des choses, et que soutient tout un peuple. Il règne, il administre, il unit les citoyens divisés, il fonde l'ordre public, il relève les travaux de la paix, il est le sauveur et le père d'une nation. Dégagé de toute ambition mesquine et ne songeant qu'au succès durable de son œuvre, il va chercher en Autriche le fils des anciens rois, en lui imposant le respect des libertés religieuses et des franchises politiques du royaume. Tuteur du prince comme il a été le tuteur du

peuple, il accomplit sa tâche avec le même dévouement au bien général, le même oubli de ses intérêts et de sa personne; il est si bien le représentant de la chose publique qu'au moment où le jeune souverain est emporté par la peste, l'acclamation universelle le fait roi, écartant sans hésiter les compétiteurs les plus puissans, l'empereur et le roi de France. La féodalité germanique essaie vainement de le rejeter de son sein; ces fiers seigneurs s'inclinent bientôt devant la haute sagesse du parvenu, et, le prenant pour juge de leurs querelles intestines, ils reconnaissent en lui une sorte de coadjuteur de l'empire. Arbitre des princes allemands, il est aussi leur modèle. Rois, ducs, margraves imitent à l'envi ses institutions, si bien qu'en sauvant son pays, ce grand homme n'a pas moins servi l'Allemagne et l'humanité. Pour accomplir de telles choses sur un sol qu'avaient bouleversé si longtemps les hideuses fureurs du fanatisme, il avait pris son point d'appui dans la conscience nationale et la sienne propre: cette base, ce roc, c'était le droit religieux établi par le concile universel. Un pape veut détruire cette charte sainte, le roi justicier la protége, et voyez l'originalité de son rôle : il n'agit pas en sectaire, mais en catholique; il n'invoque pas la raison individuelle, il se rattache aux traditions de l'église; il met le concile au-dessus du pape, sans nier l'autorité morale du saint-siége; il proteste contre les usurpations des souverains pontifes sans attaquer le principe de l'unité; au lieu d'un catholicisme qui va se rétrécissant et qui retranche du tronc antique les rameaux où circule la séve, il a le sentiment d'un catholicisme à qui l'esprit de Dieu communique une fécondité immortelle; il combat en un mot l'absolutisme latin et lui oppose dans sa pensée l'immense république chrétienne, dont le successeur de saint Pierre n'est que le premier magistrat. Soutenu par cette foi, dont il ne sait pas se rendre compte, mais qui est pour nous la clé de ses contradictions apparentes, il lutte contre le souverain pontife avec une constance que ne souillent jamais ni l'opiniâtreté de l'orgueil ni les violences de la haine. Vigilant, actif, à la fois énergique et humain, songeant à la paix tout en faisant la guerre, il continue de veiller sur l'état au milieu des horreurs de la lutte, et garde sous les outrages de Rome sa sérénité royale et chrétienne. Il oblige enfin ses ennemis eux-mêmes à regretter les violences qu'ils ont commises; quand les barbares que le pape a lancés sur ce royaume chrétien reprennent en fuyant le chemin de leur contrée, les catholiques, honteux et repentans, ne peuvent retenir un cri de joie. N'y a-t-il pas une grandeur épique dans cette série d'épreuves et de victoires? Plus l'homme est grand par le cœur, plus il est condamné à souffrir ici-bas; n'y a-t-il pas une majesté religieuse dans les viriles souffrances du roi George?

George de Podiebrad n'est pas moins grand au point de vue de

l'histoire politique de son siècle. C'est surtout cette partie de sa gloire que M. Palacky s'attache à mettre en lumière. L'éminent historien lui attribue l'honneur d'avoir introduit dans le monde le principe fondamental de la société moderne, l'affranchissement de l'état vis-à-vis de l'église, c'est-à-dire, en d'autres termes, d'avoir porté le premier coup à ce pouvoir temporel inconnu et contraire à l'Évangile. « Si dans les bouleversemens du XVIe siècle, ajoute-t-il, la cour romaine ne s'est pas laissé entraîner à combattre ses adversaires par les armes théocratiques, c'est qu'elle avait bien senti dans sa lutte avec George l'impuissance de ces armes et la marche irrésistible des idées. » M. Palacky, dans son patriotisme, oublie que bien d'autres champions avant le roi de Bohême avaient soutenu ce principe, il oublie les hommes qui, du sein même du moyen âge, ont protesté contre cette confusion des deux pouvoirs, il oublie Dante condamnant Boniface VIII, il oublie notre saint Louis résistant aux empiétemens du saint-siége. Et que fait-il de cette suite de rois qui ont préparé depuis saint Louis la transformation du monde moderne? Il suffisait de dire que sur cette liste glorieuse une place immortelle était réservée à George de Podiebrad. Quant à l'influence que le roi de Bohême aurait pu exercer sur les affaires orientales de l'Europe, les conjectures de l'historien sont aussi légitimes que douloureuses. On disait au XVe siècle, en maintes contrées de l'empire, que le roi George, si on lui eût laissé sa liberté d'action, aurait replanté la croix sur Sainte-Sophie de Constantinople. M. Palacky rappelle ces témoignages avec un juste orgueil, et bien qu'il n'ose les ranger parmi les titres incontestables de son héros, il affirme du moins que la guerre impie faite aux chrétiens de Bohême a favorisé l'établissement de la puissance ottomane sur le sol de l'Europe. Qu'on se figure George de Podiebrad et Mathias Corvin, au lieu de s'entre-déchirer, unissant leurs armes contre les hordes de l'Asie à l'époque où ces barbares, campés encore en terre conquise, étaient organisés pour l'attaque bien mieux que pour la défense. Ah! la Providence a des justices sévères. Quels sont les hommes qui ont le plus ardemment travaillé à l'expulsion des Ottomans? Deux surtout, Æneas Sylvius et Jean Capistran. Tous les deux ont été sans pitié pour les dissidens de Bohême, et ce sont précisément ces fureurs qui, précipitant les Hongrois sur les Tchèques, c'est-à-dire détruisant l'armée chrétienne en face de l'ennemi, ont fait le triomphe des soldats de Mahomet. Mathias Corvin, l'exécuteur des vengeances de Paul II, recevra aussi son châtiment, sinon dans sa personne, au moins dans son œuvre, dans son peuple, et pour être différée la punition n'en sera que plus terrible. De mauvais jours viendront pour la Hongrie; attaquée par l'empereur, elle sera délaissée par le pape; où sera-t-elle alors, cette alliée généreuse que

le roi George voulait lui assurer à jamais? Au seul nom de Hongrie, de hideux souvenirs se dresseront d'un bout de la Bohême à l'autre, et il faudra que les Magyars soient purifiés à leur tour par deux siècles de souffrance et d'héroïsme pour que ces haines s'évanouissent enfin à la lumière du XIXe siècle.

Est-ce assez de montrer la grandeur du roi George sur la scène de son temps? Je ne le pense pas; maintes réflexions se pressent dans notre esprit au récit de ces tragiques aventures, et nous manquerions à notre tâche, si nous ne cherchions pas à dégager quelques-unes des leçons qu'elles renferment. L'historien de la Bohême ne voit ici que la Bohême; pour nous, moins touché des intérêts d'un peuple que des destinées de l'humanité, moins préoccupé des malheurs du passé que des inquiétudes de l'avenir, ce qui nous frappe particulièrement dans cette noble histoire, c'est la naïve et loyale hardiesse du prince chrétien. Bon gré, mal gré, des rapprochemens involontaires s'imposent à nous à la vue de ces luttes d'un autre âge. Au moment où une science courageuse exhume du tombeau d'une nation l'adversaire d'Æneas Sylvius et de Paul II, le pouvoir temporel des papes, occasion de tant de fautes, source de tant de misères pour la divine église de Jésus, est menacé d'une déchéance inévitable. Or, que demandait le roi George, et par quelles nouveautés avait-il attiré sur sa tête les foudres du saint-siége, lui qui ne repoussait aucun des dogmes internes du catholicisme, lui qui avait foi aux mystères, à tous les symboles consacrés par les siècles? Ce n'était pas sans doute une question de forme dans l'administration de l'eucharistie qui justifiait les fureurs dont il fut la victime; que voulait-il donc, encore une fois, et d'où venaient contre lui tant d'implacables haines? Il voulait quelque chose d'analogue à ce qui s'accomplit sous nos yeux, la destruction de la théocratie. Or, si la Providence gouverne l'histoire, il faut bien reconnaître qu'elle a donné raison au roi George, car les faits dont nous sommes témoins ne sont pas une explosion inattendue; voilà plus de trois cents ans que cette théocratie, circonscrite d'abord, puis démantelée pièce à pièce, a été peu à peu réduite à ce douloureux état, où elle n'est plus protégée que par sa faiblesse même. Mais poussons plus avant l'analyse des pensées du roi George. En désirant la fin de la théocratie, le roi de Bohême faisait-il des vœux contre l'unité de l'église? Non, certes; il prétend rester catholique malgré ceux qui le repoussent. Il vénère, même chez son ennemi, le représentant de l'unité chrétienne, et c'est pour cela qu'au lieu de ruser avec lui comme Louis XI, il le supplie sans cesse, il lui demande la paix, il voudrait le voir, lui parler, lui ouvrir son cœur, tant il a conscience de la sincérité de sa foi. Seulement cette unité qu'il aime est l'u-

nité vivante qui admet la diversité des phénomènes: cette suprématie qu'il reconnaît est la haute magistrature d'une confédération et non pas le pouvoir arbitraire d'une monarchie absolue. Qui sait si ce vœu du roi de Bohême ne sera pas une des réalités de l'avenir? Elle ne mourra point, cette grande magistrature sacrée; les événemens qui se préparent lui donneront au contraire une existence nouvelle, si elle en accepte les conditions. Il ne disparaîtra pas, ce grand catholicisme, qui a eu l'honneur d'organiser la vie chrétienne et d'en tracer les cadres; l'esprit nouveau, qui dissout les choses caduques, le transformera sans le détruire, car il répond à un besoin éternel de notre esprit, et où trouver ailleurs une plus grande école de respect, d'humilité, de sanctification? Si l'église catholique, fidèle à ses préceptes, reçoit avec une soumission entière les terribles avertissemens de la Providence, si elle se dépouille de toute convoitise humaine et de tout orgueil pharisaïque, quelle grandeur surpassera la sienne? Un profond et religieux penseur, Alexandre Vinet, disait, il y a quelques années : « Je puis avoir comme protestant des pensées catholiques, et qui sait si je n'en ai pas? » Le jour où le catholicisme agrandi pourrait parler avec la même largeur de sentiment, où il pourrait embrasser toutes les libres aspirations dont le principe est l'Évangile, où il mériterait enfin son admirable nom et s'écrierait avec le pape saint Grégoire le Grand : *Ubi unus colitur Christus, nihil efficit rituum varietas;* » ce jour-là peut-être, la grande attente qui agite en sens divers les meilleurs esprits de notre âge serait enfin satisfaite.

Il est impossible de ne pas se rappeler ici les sublimes paroles que l'auteur des *Soirées de Saint-Pétersbourg* met dans la bouche du sénateur russe. « Examinez-vous, dit l'ardent schismatique au catholique altier, examinez-vous dans le silence des préjugés, et vous sentirez que votre pouvoir vous échappe; vous n'avez plus cette *conscience de la force* qui reparaît souvent sous la plume d'Homère lorsqu'il veut nous rendre sensibles les hauteurs du courage. Vous n'avez plus de héros, vous n'osez plus rien, et l'on ose tout contre vous. Contemplez ce lugubre tableau, joignez-y l'attente des hommes choisis, et vous verrez si les illuminés ont tort d'envisager comme plus ou moins prochaine une troisième explosion de la toute-puissante bonté en faveur du genre humain. Je ne finirais pas si je voulais rassembler toutes les preuves qui se réunissent pour justifier cette grande attente... Vous, mon cher comte, vous, apôtre si sévère de l'unité et de l'autorité, vous n'avez pas oublié sans doute tout ce que vous nous avez dit au commencement de ces entretiens sur tout ce qui se passe d'extraordinaire dans ce moment. Tout annonce, et vos observations mêmes le démontrent, *je ne sais quelle*

grande unité vers laquelle nous marchons à grands pas. Vous ne pouvez donc pas, sans vous mettre en contradiction avec vous-même, condamner ceux *qui saluent de loin cette unité*, comme vous le disiez, et qui essaient, suivant leurs forces, de pénétrer des mystères si redoutables sans doute, mais tout à la fois si consolans pour vous.» Et plus loin : « Quant aux manifestations futures, j'ai mille raisons pour m'y attendre, tandis que vous n'en avez pas une pour me prouver le contraire. L'Hébreu qui accomplissait la loi n'était-il pas en sûreté de conscience? Je vous citerais, s'il le fallait, je ne sais combien de passages de la Bible qui promettent au sacrifice judaïque et au trône de David une durée égale à celle du soleil. Le Juif qui s'en tenait à l'écorce avait toute raison, *jusqu'à l'événement*, de croire au règne temporel du Messie. Il se trompait néanmoins, comme on le vit depuis; mais savons-nous ce qui nous attend nous-mêmes?... »

Ces paroles, quand on les relit aujourd'hui, prennent une signification extraordinaire. L'unité dont parle ici Joseph de Maistre, ce ne peut pas être évidemment l'étouffante unité qui comprime l'esprit de chaque nation; c'est l'unité vivante et libre qui admettrait la variété des formes et qui prouverait l'immortelle fécondité du christianisme. Telle était la société chrétienne que George de Podiebrad semblait appeler de ses vœux. Quand les siècles à venir auront résolu ces périlleuses questions, ceux qui liront l'histoire de la Bohême au XVe siècle ne seront pas seulement frappés de la grandeur du drame politique, ils admireront surtout les idées naïvement audacieuses et les sublimes pressentimens du roi George.

On demandera sans doute ce qu'est devenue la Bohême après la mort de George de Podiebrad. Il est consolant de penser que tant de douloureux labeurs n'ont pas été accomplis en vain. Les suprêmes résolutions du roi furent sanctionnées par la nation et par l'Europe; Wratislas, fils du roi de Pologne Casimir, devint roi de Bohême, et ces *compactats* pour lesquels on se battait depuis plus de trente ans restèrent la loi fondamentale du royaume. Paul II abandonna cette guerre impie. Si la Bohême succomba plus tard, ce ne fut pas sous les coups du saint-siége. Après le prodigieux accroissement de la maison d'Autriche au XVIe siècle, l'autonomie des Tchèques était condamnée à disparaître; mais, tant qu'il y eut une Bohême indépendante, les Tchèques ont recueilli le fruit de la politique de George de Podiebrad.

SAINT-RENÉ TAILLANDIER.

LA

COLLECTION CAMPANA

Depuis que nous savons, par quelques mots du *Moniteur*, que la collection Campana ne sera pas érigée, comme on le pensait d'abord, en musée spécial et indépendant, qu'on ne lui bâtira pas un palais, et qu'elle ira tout simplement se fondre dans les galeries du Louvre, remarquez-vous comme on en parle moins? Jusque-là c'était un enthousiasme qui ne pouvait se contenir, et dont pendant trois mois tous les journaux, *le Moniteur* en tête, nous envoyaient l'écho chaque matin. D'où vient le calme d'aujourd'hui? Pourquoi cette froideur subite? Tout ce concert d'admiration n'était-il donc qu'un plaidoyer, et parce que la sentence est rendue, les avocats n'ont-ils plus rien à dire? ou bien serait-il vrai, comme ils l'annonçaient tous, que le principal intérêt de cette collection était dans son autonomie, que diviser cet harmonieux ensemble, rompre ce précieux faisceau, c'était nécessairement diminuer la valeur non-seulement de la collection même, mais de chacun des objets dont elle est composée? Si tel est en effet le résultat probable du parti qu'on a pris, nous nous joignons à ceux qui le déplorent, et nous comprenons leur silence; mais ces craintes sont-elles vraiment fondées? Nous avons sur ce point quelques doutes. Essayons de les éclaircir pendant qu'il en est temps encore, pendant que nous avons devant nous la pièce du procès, la collection dans son intégrité et son indépendance, telle qu'on voudrait la maintenir. Soit simple curiosité, soit, si l'on veut esprit de contradiction, c'est depuis qu'on ne dit plus rien du musée Campana que l'envie nous vient d'en parler.

Il est vrai que nous ne commençons pas à nous en occuper seulement d'aujourd'hui. Voilà déjà longtemps que l'acquisition par la France de ce magnifique amas de trésors archéologiques était notre

ambition, notre rêve. Dès 1838, il y a vingt-quatre ans, la galerie Campana avait acquis dans l'Europe savante une immense célébrité. Elle passait à bon droit, même à Rome, pour la collection particulière la plus riche et la plus variée, bien qu'il n'y fût encore entré que moitié tout au plus des objets qui plus tard la devaient enrichir. L'accès alors n'en était pas facile, et l'examen rapide que tolérait son ombrageux propriétaire ajoutait un certain mystère à sa célébrité. Pour nous, c'est seulement il y a cinq ans, quelques semaines avant la catastrophe encore incompréhensible de cet opulent antiquaire, que nous avions obtenu de bien voir sa galerie et de l'étudier à loisir.

Si quelque chose semblait exclure le caractère soi-disant méthodique que, par une sorte de mot d'ordre, on est convenu chez nous d'attribuer à cette collection, pour la recommander au public parisien, c'était la façon dont à Rome elle était logée, classée, distribuée. Ces détails matériels prouvaient du premier coup, même aux moins clairvoyans, que jamais le marquis Campana n'avait eu le dessein qu'on lui prête de faire de sa galerie une sorte d'enseignement pratique et comme un cours complet d'histoire de l'art. Imaginez qu'à l'exception de deux ou trois séries favorites, les bijoux, une partie des vases et presque tous les bronzes, qu'il avait étalées avec assez de soin et de coquetterie dans son palais de la rue *del Babuino*, sauf aussi quelques marbres qui ornaient sa villa, toute cette vaste collection était exposée çà et là et presque pêle-mêle dans les salles ou, pour mieux dire, dans les greniers du grand établissement public dont le marquis avait la direction, le mont-de-piété de Rome. Évidemment il ignorait lui-même la plupart des objets que, depuis tant d'années, il entassait dans cette sorte de garde-meuble. Ce n'était, il est vrai, qu'un dépôt provisoire; mais le provisoire aurait duré toujours, si notre infatigable amateur, en même temps qu'il usait du local, n'eût usé du crédit de l'établissement, et si le sans-façon de sa comptabilité n'eût fini par être découvert. Cette manière d'opérer avait le grand défaut de lui fournir tout à la fois une excuse et une excitation. Ce n'était pas, croyait-il, détourner les deniers confiés à sa garde que de s'en servir ainsi, puisqu'à mesure qu'il les employait à se passer ses fantaisies, il laissait comme en gage aux mains de son prêteur les objets qu'il avait acquis. Ce qui lui manquait, à vrai dire, encore plus que la bonne volonté, pour voir clair dans ses affaires, c'était le temps. La chasse aux œuvres d'art l'absorbait tout entier. C'était sa passion, sa manie : il en avait l'instinct, le flair pour ainsi dire, et se laissait emporter à l'attrait du gibier. Achetait-il un terrain pour y pratiquer une fouille, presque toujours il trouvait quelque chose; mais pour un objet nouveau, im-

portant et intact, que de banalités ne ramassait-il pas, que de redites, que de fragmens et de mutilations! Et, le mauvais comme le bon, tout allait au mont-de-piété. Il en était de même de ses acquisitions : que de fois pour s'assurer d'une œuvre qui l'avait alléché n'était-il pas forcé de l'acheter en bloc avec vingt autres dont il ne voulait pas! Or rarement il triait et élaguait, si ce n'était par voie de troc et d'échange, car il avait la maladie de l'antiquaire italien, il était plus ou moins brocanteur en antiquités. De là son goût pour les restaurations. Il fallait bien tirer parti des fragmens, des débris dont ses magasins étaient pleins. Aussi avait-il à ses gages toute une armée d'habiles rhabilleurs, jeunes gens de talent, qui ne travaillaient que pour lui.

Faut-il donc s'étonner qu'on n'ait trouvé au jour de son désastre ni catalogues raisonnés, ni inventaires bien dressés, ni rien de ce qui constitue une collection formée avec maturité, méthode et sobriété. On pourra dire de cette galerie tout le bien qu'on voudra, on la pourra vanter, admirer sans mesure : s'il ne s'agit que de la valeur individuelle d'un grand nombre d'objets qu'elle renferme, ou même d'un certain ensemble, d'une certaine abondance dans quelques catégories d'objets, nous adhérons à cette admiration, et tout à l'heure la preuve en sera donnée: mais prétendre y avoir découvert, comme on l'a pompeusement déclaré, une grande unité, « un but entièrement neuf, et qui n'a d'analogue nulle part, les élémens complets d'une nouvelle histoire de l'art dans toutes ses transformations, » c'est pure chimère, à notre avis, et, qui plus est, grande imprudence.

D'où vient en effet la défaveur presque subite, ou du moins l'extrême indifférence qu'a rencontrée chez nous l'exposition de cette galerie? D'où vient que les vastes salles du Palais de l'Industrie sont devenues si promptement désertes? qu'après le premier flot passé le nombre des visiteurs n'a plus égalé qu'à grand'peine celui des gardiens, et qu'on s'est trouvé plus à l'aise les jours publics que le jour réservé? D'où vient surtout qu'à l'étranger, à Londres et à Berlin, les hommes du métier ont mis si peu de charité, nous dirions presque tant d'aigreur, à divulguer les côtés vulnérables de notre acquisition, l'importance de certaines lacunes, l'extrême élévation du prix? La faute en est sans doute à nous-mêmes, à ce public parisien qui n'aime guère les arts, puis à l'esprit de jalousie dont les meilleurs voisins ne sauraient être exempts; mais avant tout il faut s'en prendre au zèle des prôneurs officiels, au ton provocateur de leurs panégyriques. Si dès l'abord ils avaient dit tout franchement, comme on en convient aujourd'hui, que l'état venait de faire une excellente emplette pour compléter nos collections, et si, après un

choix sévère et un triage rigoureux, deux ou trois salles du nouveau Louvre s'étaient un jour trouvées garnies d'objets d'une exquise finesse, d'une évidente rareté et d'une valeur incontestable, la critique aurait mis bas les armes; on n'aurait soufflé mot ni à Londres ni à Berlin, et notre public lui-même aurait pris goût à cette acquisition; mais on a voulu faire un grand coup de théâtre, inaugurer un grand musée, le plus grand qu'on eût encore vu, le décorer du nom du souverain, et démontrer par chiffres aux contribuables qu'ils en avaient pour leur argent; de là cette profusion, ces interminables suites d'objets toujours les mêmes, et cette multitude de pièces équivoques qui jettent sur les morceaux de choix un reflet triste et incertain.

Cette façon de procéder, il faut être juste, a cependant eu un heureux résultat : elle a mis en lumière chez trois hommes d'un talent modeste une aptitude toute spéciale, qui, sans cette occasion peut-être, serait restée inaperçue. Si les conservateurs des galeries du Louvre avaient été dès le principe, comme on devait s'y attendre, chargés d'acquérir, de transporter en France, de classer et de mettre en ordre cette annexe de leurs collections, nous n'aurions à donner aujourd'hui ni éloges ni remercîmens soit à M. Sébastien Cornu, soit à ses deux adjoints, MM. Clément et Saglio. C'est le projet de musée séparé qui les avait créés conservateurs : ils le seront désormais, non plus de fait, presque de droit. M. Clément est trop connu des lecteurs de cette *Revue* pour qu'il soit besoin de leur dire qu'il avait tous les titres à ce genre de mission. Tout en surveillant l'emballage, le déballage, le classement de ces milliers d'objets, il a trouvé moyen de dresser avec clarté, méthode et diligence un très bon catalogue des bijoux de la collection. Pas plus que ses deux collègues, il n'avait encore mis la main à l'arrangement d'un musée; mais ils ont tous les trois débuté par un coup de maître, avec un zèle de néophytes et une habileté qu'on aurait prise pour de l'expérience. Tout ce que l'exactitude, l'esprit d'ordre, le goût, la bonne entente pouvaient tenter pour sauver le vice radical de cette exposition, ils l'ont bravement mis en œuvre. Ce n'est certes pas leur faute si le succès n'a pas été plus grand, si ce malheureux système de tout produire et de tout étaler sans choix et sans mesure a rebuté le public qu'on pensait éblouir. Maintenant que le mal est fait et qu'on entre un peu tard dans une voie nouvelle, nous ne craignons qu'une chose, c'est qu'on s'y lance trop avant. Telle est l'histoire des réactions. Nous ne voudrions pas qu'au Louvre on prît trop vivement le contre-pied du Palais de l'Industrie, que de peur de trop réunir on crût devoir trop disperser. Conserver, sans en rien distraire, dans sa soi-disant unité, comme une sorte d'arche sainte, la collection

tout entière, c'était peu raisonnable; mais l'égrener pièce à pièce, la dissoudre, la fondre, ne pas lui laisser un corps et n'en conserver que des membres épars, ne serait-ce pas un excès opposé? Sans être un tout indivisible, cette galerie, surtout dans quelques-unes de ses parties, a son genre d'individualité, unité moins fastueuse que celle qu'on rêvait pour elle, unité de caractère et de provenance seulement, mais qu'il serait fâcheux de ne pas respecter à un certain degré. Comprend-on bien notre pensée? Nous ne cherchons au fond qu'à défendre et même à réhabiliter cette collection Campana que nous aimons, que nous tenons encore pour opulente et belle, tout ébréchée qu'elle soit, mais nous prétendons la servir par d'autres argumens que ses avocats d'office : nous voulons commencer par dire les vérités, toutes les vérités dont ils ont fait mystère ou qu'ils affectent de dédaigner. Quand nous aurons tout dit, tout confessé, nous serons moins suspect, et peut-être nous croira-t-on si en définitive nous affirmons que, plus heureux que sages, il nous reste encore un trésor vraiment digne d'envie.

I.

Voyons donc ce qu'on dit hors de France de notre acquisition, ce qu'on en dit à Londres, à Berlin, surtout à Saint-Pétersbourg.

Tout se borne à deux points :

1° La collection n'est pas complète : les pièces capitales en ont été distraites. Nous n'avons pas le premier choix, la véritable fleur de certaines séries;

2° Fût-elle en son entier, le prix que nous l'avons payée dépasserait encore et de beaucoup sa vraie valeur.

Voilà deux assertions, dont une seule, la première, peut être utilement discutée.

En effet, nous connaissons, nous avons vu ces pièces qui nous manquent, et ces objets prélevés par un marché antérieur au nôtre; nous en savons le nombre, la qualité, l'importance, nous pouvons donc en dire franchement notre avis.

Quant au prix, c'est une autre question, d'un genre plus délicat. Rien d'aussi malaisé que d'établir exactement la valeur des anciens objets d'art. Tout dépend du moment, de l'occasion, du plus ou moins de concurrence, des variations de la mode et du goût. Il en peut résulter de telles différences, que sur plusieurs milliers d'objets se tromper d'un ou deux millions n'aurait rien de très extraordinaire. Il y a donc tout au moins grande témérité à prétendre si bien savoir que la valeur marchande est ici dépassée, et qu'à vendre en détail ce qu'on nous a livré jamais nous ne retrouverions nos

quatre millions trois cent soixante mille francs, plus la somme assez ronde que l'emballage et le transport ont dû coûter. De quoi s'agit-il après tout? D'évaluations, d'appréciations, de conjectures purement personnelles, dont le contrôle est impossible. Les uns vous disent : On a manqué l'occasion; en étant plus alerte, en s'y prenant trois mois plus tôt, on acquérait toute la collection, intacte, sans lacune, et qui plus est à meilleur prix; d'autres, sans récriminer, sans parler d'occasion perdue, se récrient seulement sur la grosseur du chiffre. A quoi pensent-ils donc? Se croient-ils de quinze ans en arrière, dans ces temps d'habitudes mesquines et bourgeoises? Aujourd'hui que tout s'est agrandi, et surtout les dépenses publiques, voudrait-on persister, seulement pour les arts, dans la vieille parcimonie? Aussi bien ce n'est qu'à ces pauvres arts qu'on fait ces sortes de querelles. Songez que ce même argent pouvait passer à d'autres dépenses sur lesquelles vous n'auriez mot à dire! Un essai d'uniforme dans quelques régimens, un essai de cuirasse à quelques bâtimens, c'est plus qu'il n'en faudrait pour acquérir encore deux musées Campana. Et qu'en resterait-il? Du vieux fer et de vieux galons! Antiquailles pour antiquailles, vaut-il pas mieux de vieux chefs-d'œuvre? Ne vous plaignez donc pas qu'une fois par hasard on nous ait fait largesse. Un musée de plus, même un peu grassement payé, c'est un beau luxe pour un peuple, et ce n'est pas là ce qui le ruine. Ainsi glissons sur ce chapitre, et ne parlons que de l'autre question, qui seule nous doit sérieusement arrêter.

Il s'agit de se rendre compte du tort réel qu'a fait à notre collection le prélèvement opéré au profit du gouvernement russe, car c'est là cette brèche sur laquelle il faut nous expliquer. Or pourquoi le dissimuler? le tort est considérable. Et peut-il en être autrement? Dites à un homme de choisir parmi certains objets ceux qu'il croira les plus précieux : pour peu qu'il ne soit pas myope et qu'il ait la moindre culture, vous n'avez pas lieu d'espérer qu'il choisira les pièces de rebut. Or le commissaire russe, qui trois mois, jour pour jour, avant que la France conclût l'achat de la collection tout entière, avait acquis le droit de glaner avant la moisson, dans trois séries principales, les vases, les bronzes et les marbres, M. E. Guédéonov, nous paraît avoir eu non-seulement de bons yeux, mais un goût sûr et exercé. Nous en jugeons par ses choix. C'est un bonheur qu'on ne lui ait pas permis de montrer ce même savoir-faire dans les autres séries, notamment dans les bijoux, les verres et les terres cuites; car s'il avait fallu, là aussi, ne venir qu'après lui, quelque précieux que pussent être ses restes, et si bonne à saisir que l'occasion dût être encore, nous n'aurions jamais eu le courage de souhaiter qu'on traitât pour nous. Au moins faut-il sur quelques bran-

ches avoir les feuilles et les fruits. Tout à l'heure nous verrons dans un coup d'œil d'ensemble si ces rameaux restés vierges nous doivent consoler, s'ils compensent pour nous ceux qui ne le sont plus. Ils ont au moins cet avantage d'être les plus nombreux : sont-ils aussi les plus précieux? Pour nous en rendre compte, il faut qu'on nous permette de parcourir toute la collection. Nous allons étudier chaque série l'une après l'autre, en commençant par celles où la France est le moins bien traitée.

Nous n'avons garde, cela s'entend, d'accepter et de prendre à la lettre tout ce que M. Guédéonov a dit et imprimé sur son compte, ou plutôt sur le compte de sa mission (1), car, sans se mettre en scène et sans paraître se faire valoir, il ne tend à rien moins qu'à prouver à son gouvernement et au public européen que tout est de premier ordre dans les choix qu'il a faits, et que partout où il a passé ce qui reste ne vaut pas grand'chose.

Cela nous semble fort exagéré. D'abord il a bien pu se tromper quelquefois, et souvent, tout en choisissant bien, laisser au moins l'équivalent de ce qu'il avait choisi. Ainsi, dans la série des marbres, nos souvenirs ne nous rappellent pas qu'il y eût beaucoup d'œuvres non pas même supérieures, mais seulement égales à ce torse vraiment admirable qu'on nous donne pour le torse d'un Actéon, nous ne savons trop pourquoi (peu importe l'attribution), et qui est placé dans le grand salon carré, sous le numéro 102, en pendant d'un Bacchus très mutilé, mais charmant de travail, et dans le voisinage d'une grande Vénus déshonorée par la plus pauvre restauration, mais conservant pourtant dans certaines parties des caractères de vraie beauté. Ces trois statues, et le torse surtout, qui a tous les droits du monde à passer pour une œuvre grecque, et qui, par la largeur du style et le feu de l'exécution, ne peut manquer d'appartenir à une époque encore florissante, ces trois statues sont à coup sûr de même ordre et de même valeur que les meilleures de celles dont le musée de l'Ermitage paraît le plus s'enorgueillir. Nous ne les plaçons au-dessous ni de cette Junon d'Antium à moitié rapiécée, ni de ces deux Minerve et de ces trois ou quatre Mercure tout replâtrés en stuc, ni surtout de cette suite des neuf Muses, y compris même la Calliope et l'Euterpe, que M. Guédéonov nous donne pour des merveilles. Dans les quarante-trois statues qui lui ont été livrées, nous n'en voyons qu'un petit nombre, telles que la Naïade à la Coquille découverte à Palestrine, ou la petite Lychnophore trouvée à Cumes, qui puissent être sérieusement regrettées.

(1) *Notice sur les objets d'art de la galerie Campana à Rome acquis pour le musée impérial de l'Ermitage.* Paris 1861.

Ajoutez-y quelques excellens bustes, un beau bas-relief des Niobides, un sarcophage remarquable, et vous aurez, dans la série des marbres, à peu près fait la part des pièces de premier ordre qui nous manquent. Or de notre côté nous avons en regard autre chose que les trois statues placées dans le salon carré. Et d'abord un bon nombre de bustes qui ne le cèdent guère à ceux que nous n'avons pas, quelques bonnes statues impériales, et un Amour bandant son arc, de petite dimension, bien mutilé, assez mal rajusté, mais, dans quelques parties, du faire le plus délicat. On pourrait donc, vous le voyez, presque hésiter entre les deux lots.

Ce qu'il faut dire, c'est qu'en fait de statues, de bustes, de bas-reliefs, de marbres sculptés en un mot, il n'y avait, dans tout le musée Campana, rien d'assez beau, d'assez frappant, d'assez vraiment hors ligne pour couper court à toute hésitation et faire qu'au premier regard chacun désignât la même œuvre, en s'écriant : Voilà la perle de la collection! Au contraire, le doute et le tâtonnement étaient inévitables. De là cette sorte d'équilibre qui semble exister encore, même après un prélèvement de soixante-dix-huit pièces, entre la part du choix et la part du hasard. Le grand malheur de celle-ci, qui est la nôtre, est de n'avoir pas subi une salutaire épuration. A ces œuvres d'élite qui décorent le salon carré et ses abords, s'ajoute un complément d'une médiocrité lamentable. Vous avez là deux ou trois grandes salles entièrement garnies d'œuvres des plus bas temps et du plus lourd travail. Ce ne sont pas même des fragmens de franche décadence, des jalons archéologiques utiles à consulter; c'est pis que de la barbarie, c'est le produit inerte d'une civilisation endormie, hébétée, le dernier mot de la Rome impériale. Il fallait à tout prix ne pas exposer ce rebut, ou tout au moins permettre au spectateur d'en éviter la rencontre et lui accorder la liberté de ne pas entrer dans ces salles. Or on a fait tout le contraire : par mesure de police, ces salles sont devenues la sortie nécessaire de tous les visiteurs. On redoutait la foule, et pour régler sa libre circulation, on a forcé les gens, même en pleine solitude, à passer cette triste revue, comme impression dernière du musée Campana. Rien de pareil à l'Ermitage, rien qui descende aussi bas dans le lot de M. Guédéonov; le choix l'en a garanti; et néanmoins, comme chez nous il ne faut que vouloir pour être délivré de ce fastueux superflu, nous maintenons notre dire et croyons fermement que dans la série des marbres la part qui nous revient et celle qui nous échappe sont, tout bien compensé, de valeur à peu près égale. M. le commissaire russe se récriera peut-être, car sur ce chapitre des marbres ses illusions nous semblent grandes. Qu'il se rassure; nous allons, malgré nous, lui donner sa revanche, car nous voici

devant deux séries où il n'a eu la main que trop heureuse : nous parlons des vases et des bronzes.

Évidemment les bronzes étaient une des prédilections du créateur de cette galerie. Si peu connaisseur qu'on fût, il était impossible de visiter le palais de la rue *del Babuino* sans être émerveillé et du grand nombre, et de la variété, et de l'exquise élégance des œuvres de bronze antiques qui s'y trouvaient accumulées. Ni la collection de Florence, si précieuse qu'elle soit, ni même celle du Vatican, ne laissaient une telle impression; il fallait aller jusqu'à Naples pour en sentir une plus vive et plus complète encore, grâce aux trésors que Stabies, Pompéi et Herculanum ont versés dans le musée Bourbon, et nous ne savons même si, notamment pour les armures, le cabinet Campana ne pouvait pas prétendre à surpasser tous les autres. Aussi, lorsqu'il y a quatre mois nous visitâmes pour la première fois ce grand salon carré où sont disposés en si bon ordre et avec tant d'art les bijoux, les verreries et les bronzes de la galerie, l'idée nous vint d'abord qu'une autre salle et d'autres vitrines devaient donner le complément de la série des bronzes. Nos souvenirs étaient comme en défaut. Cette série nous semblait encore belle, et même encore nombreuse, mais elle avait dans son ensemble plus de maigreur et moins de distinction qu'il y a cinq ans, à Rome, dans les salles, moins vastes il est vrai, du palais Campana. C'est qu'en effet il y manquait la plupart des figures et statuettes qui nous avaient le plus émerveillé, entre autres cette statue de grandeur demi-naturelle trouvée près de Pérouse, ce Lucumon portant collier, bracelet et diadème, figure couchée sur un cippe funéraire, si franchement étrusque et d'un travail si fin et si serré, puis ce groupe archaïque d'une femme et d'un guerrier étrusque armé de toutes pièces et le carquois à la main, et cet Hercule imberbe si pur et si puissant, et toutes ces figurines de dieux et de déesses qui semblaient se grouper autour du demi-dieu; il y manquait le casque de *Bolsena*, si justement célèbre, casque étrusque en argent dont le cimier, en forme de trident, a pour support deux chevaux marins ailés d'une si franche allure, et puis cet autre casque portant en relief une tête de Méduse, cet autre surmonté d'une figure de cygne, et deux encore coiffés d'une tête de lion, sans compter les baudriers et les cuirasses, les glaives et les fers de lance tous décorés en saillie de figures d'animaux, de têtes d'aigle, de chimères, de harpies; il y manquait encore six candélabres incomparables comme forme et comme style, les uns supportés à la base, les autres couronnés au sommet par une élégante figure; une vingtaine de miroirs gravés et à manches sculptés de la plus rare perfection, des vases en égal nombre et de formes exquises, enfin quelques ustensiles conçus et décorés ar-

tistement, bien que d'usage domestique, tels qu'on en voit à Naples une suite si prodigieuse dans le musée Bourbon. Tout cela réuni ne fait pas moins de cent trente-sept pièces de sculpture en métal, bien choisies, il faut le reconnaître, et vraiment de grand prix. Ne nous étonnons pas s'il en résulte un certain vide. Dans la collection la plus riche, on ne supprime pas ainsi cent trente-sept morceaux de choix sans que les rangs s'éclaircissent, surtout les premiers rangs, et c'est là le plus grave. S'il ne fallait que compter les pièces, le mal ne serait pas grand. Il nous en reste encore six fois plus qu'il ne nous en manque.

Mais là n'est pas notre consolation : ce qui vaut mieux, c'est que malgré tout nous possédons encore une assez large part d'œuvres de premier choix. Point de statues, peu de statuettes vraiment belles, point de candélabres à figures, ces catégories-là ont été presque épuisées; mais en revanche nous avons un magnifique fragment de bas-relief repoussé, quelques belles armures, surtout des casques de forme et de travail peu vulgaires, plus de cent miroirs gravés dont quelques-uns très rares et d'une vraie beauté, une collection d'ustensiles domestiques et d'objets de toilette qui à elle seule vaut un petit musée, et enfin plusieurs beaux exemplaires de ces coffres de bronze connus sous le nom de cistes, monumens d'un très grand intérêt, dont la destination véritable n'est pas encore parfaitement connue, mais sur lesquels évidemment les artistes de l'antiquité exerçaient avec prédilection et leur science et leur talent. D'une main délicate et sûre ils dessinaient sur les parois de ces cylindres, soit d'après leurs propres idées, soit d'après les souvenirs des maîtres, des scènes gravées en creux, tandis qu'ils décoraient les pieds, les anses et surtout le couvercle de figures sculptées en relief. Le mélange de ce dessin à fleur de bronze et de ce robuste modelé est d'un effet délicieux. Il faut en convenir, c'est un heureux hasard que ces cistes nous soient restées, et si M. Guédéonov était libre de s'en emparer, il a droit à notre gratitude. Aussi nous vient-il un doute. Cinq de ces cistes, nous dit la notice officielle, proviennent des fouilles faites par le prince Barberini sur le sol de l'antique Préneste. Étaient-elles donc passées du palais Barberini au palais Campana? ou bien les aurions-nous acquises, comme une partie des bijoux exposés dans cette même salle, par un marché supplémentaire, auquel cas l'abnégation de la Russie deviendrait toute naturelle? A consulter nos propres souvenirs, nous penchons vers cette explication sans craindre qu'on nous accuse d'avoir mal deviné; mais, quelle qu'en soit l'origine, ces cistes sont les bienvenues. Nous n'allons pas jusqu'à prétendre, comme le veut la notice, que la plus grande, le numéro 86, soit pour le moins égale à cette autre célèbre ciste que

possède le *Collegio romano*, qu'a illustrée le P. Marchi et qu'il se chargeait d'expliquer avec tant d'obligeance et de feu à quiconque lui semblait prendre goût aux richesses de son musée Kircher. Élever à ce rang-là une de nos cistes, même la plus belle, c'est peut-être aller un peu loin; mais elle n'en est pas moins un monument de premier ordre, d'autant plus précieux qu'il n'est pas isolé : cette ciste et ses compagnes forment un ensemble qui décore et relève singulièrement notre part dans la série des bronzes de la galerie Campana.

Vous le voyez, nous ne négligeons rien pour adoucir nos regrets et faire valoir ce qui nous reste; mais qu'y faire? Nous ne pouvons ressusciter les morts! la lacune est réelle. Ceux qui l'ont vue dans son entier, cette noble série, comment ne gémiraient-ils pas de la retrouver mutilée, presque décapitée, et tout au moins privée de sa suprême distinction? Eh bien! ce que nous disons là des bronzes est, à tout prendre, peu de chose auprès de cette autre lacune qu'il nous faut signaler dans les vases. C'est ici que commencent nos plus grandes douleurs.

Expliquons-nous pourtant. S'il n'est question que d'archéologie, les consolations surabondent. Nous en avons pour garant le docte céramographe qui s'est engagé, dit-on, à dresser le catalogue général de cette immense collection de vases, et qui, par provision, pour satisfaire aux impatiens, l'a déjà décrite et jugée dans un travail sommaire plein de science et d'intérêt. M. J. de Witte n'a pas l'enthousiasme bruyant et absolu des rédacteurs de notices officielles: il sait trop bien tout ce qu'il y a d'endommagé, de frelaté, d'insignifiant, d'hétérodoxe, d'indigne de voir le jour dans ces quatre mille cinq cents vases qui nous sont dévolus, déduction faite des cinq cent quarante-deux qu'a prélevés la Russie; mais quand il dit, quand il affirme, d'un accent convaincu, que dans cette cohue il y a pour la science d'inestimables trésors, et par exemple qu'aucun musée ne possède un nombre aussi considérable de vases à inscriptions corinthiennes, qu'on ne saurait trouver ailleurs autant de pièces de style asiatique, soit des temps les plus reculés, du type primitif, soit d'époques plus récentes et de travail plus compliqué, que nulle part on ne peut étudier d'après d'aussi nombreux modèles et sur des classemens aussi certains, l'histoire des diverses fabriques de la poterie italo-grecque, et que jamais, entre autres particularités, on n'avait réuni autant de coupes, autant de petites amphores à anses plates fabriquées par ce Nicosthène, artiste ou maître potier qui s'est donné, par exception, la peine de signer ses œuvres, ce qui leur assure l'honneur d'être payées au poids de l'or par la postérité; quand ces faits sont dits et attestés d'un ton calme, réfléchi, sans

emphase, par quelqu'un qui sait de quoi il parle, comment n'y pas ajouter foi? Nous sommes donc rassurés sur ce point. Il y a dans ces milliers de vases autre chose qu'un splendide étalage; il y a pour les savans matière, ample matière d'étude et de méditation. Cela suffit-il? La céramique antique n'est-elle qu'un texte abstrait de problèmes archéologiques? Cette délicate industrie qui dans le champ des créations plastiques est peut-être, après l'art monétaire, la part la plus entière et la moins altérée, nous dirions presque la plus vivante, de notre héritage des anciens, n'est-elle donc justiciable que de l'érudition? Elle dépend aussi et tout autant d'un autre juge.

Entrez dans ces galeries où sont rangés en longues files ces quatre mille cinq cents vases; n'ayez aucune notion d'archéologie céramique, aucun souci des provenances et des classifications; ne vous intéressez à ces vases ni parce qu'ils sont de façon corinthienne, à zones d'animaux superposés, ni parce qu'ils sont de style asiatique de telle ou telle antiquité, ni parce que la cuisson, la pâte ou la couverte vous révèlent qu'ils sortent de *Nola*, d'*Arrezzo*, de la *Basilicate* ou de tel autre lieu; ne les distinguez que par la pureté, l'élégance, la noblesse des formes, l'harmonie des couleurs, la finesse du trait, le caractère du style, l'esprit et la beauté des figures et de la composition. Vous en avez le droit. L'art est ici dans son domaine, l'art livré à lui-même, sans autre auxiliaire qu'un goût plus ou moins sûr, plus ou moins exercé. Il y a donc deux manières également légitimes de juger la céramique antique, la manière des savans, la manière des artistes, et comme le public, qui n'est pas plus artiste que savant, a cependant l'esprit plus accessible aux émotions de l'art qu'aux mystères de la science, il s'ensuit qu'une collection de vases doit faire d'autant plus d'effet et devenir d'autant plus populaire que l'art, abstraction faite de la science, y brille d'un plus grand éclat. Maintenant continuez votre course à travers cette forêt de vases. Vous en verrez sans doute, et presque par centaines, qui vous sembleront beaux, qui charmeront vos yeux par la noblesse ou par la grâce du style et des contours; vous vous arrêterez, vous les admirerez, mais sans extase et sans ravissement. Ce sont des œuvres d'un grand mérite et d'un grand prix, seulement vous en avez vu à peu près de semblables dans tous les cabinets tant soit peu haut placés; votre mémoire vous les rappelle. Il y en a d'aussi beaux, d'aussi parfaits au Louvre, il y en a parmi les antiques de la Bibliothèque impériale. Rien de hors ligne, rien qui défie toute comparaison. En un mot, cette supériorité que tout à l'heure M. de Witte nous révélait au nom de la science et que nous acceptions sur parole, nous ne la trouvons plus, nous la cherchons et n'osons pas la reconnaître, quand c'est au nom de l'art que nous devons parler.

Telle n'était pas, il y a cinq ans, l'impression que vous laissait la

collection des vases au palais Campana. Vous traversiez d'abord certaines longues salles où votre admiration cherchait à s'échauffer sans parfaitement y réussir. C'étaient ces mêmes vases qui sont là devant nous, c'étaient au moins leurs frères, des vases froidement beaux, parfaits, irréprochables, qu'on ne croyait pas voir pour la première fois. Peu à peu, après cette préface, vous montiez un étage, et on vous ouvrait une salle où, mêlés à une partie des bronzes, notamment aux armures, s'élevaient certains vases de dimensions extraordinaires. Rien que par leur grandeur ils attiraient vos regards : ceux-là du moins, vous ne pensiez pas les avoir déjà vus. Tout au plus vos souvenirs de Naples vous en rappelaient-ils quelques-uns de semblables : il y en a dix dans le musée Bourbon, et au Vatican trois ou quatre; vous en comptiez jusqu'à trente-cinq dans cette salle du palais Campana, presque tous d'aussi haute stature, de vrais géans, devant qui les plus grands du musée Charles X semblent tomber aux proportions moyennes. Quels étaient donc ces vases? Un merveilleux produit des fouilles de Ruvo, petit pays voisin de la Basilicate, singulière trouvaille, vases de luxe et d'apparat, destinés, selon toute apparence, à décorer les temples et les grands édifices. Mais, dira-t-on, la taille n'est pas tout, et en effet, s'ils n'avaient eu pour eux que leur insolite grandeur, les vases de Ruvo auraient bientôt lassé votre attention; mais vous n'aviez pas le temps d'épuiser cette première surprise, que déjà vous étiez frappés de la noble élégance, de la beauté sévère des peintures qui couvraient ces vases. Ce n'était pas ce trait rapide et comme improvisé, ce mélange piquant de fantaisie et de tradition qu'on rencontre dans les peintures de tant de vases moins fastueux : c'était un art plus solennel, cherchant évidemment non pas à obéir aux modestes inspirations d'un pauvre peintre de fabrique, mais bien plutôt à reproduire les souvenirs classiques, les œuvres en renom des peintres des grands siècles. La plupart des compositions développées sur les flancs de ces larges vases semblaient, par leur grandeur même et par leurs mâles beautés, trahir cette noble origine. Or, quand on pense qu'il ne nous reste rien de tous les trésors de style, de forme, de pensée, qu'on appelait la peinture grecque, cette seule hypothèse que nous indiquons là ne donnait-elle pas aux vases de Ruvo une valeur inestimable?

Eh bien! tous ces grands vases, les trente-cinq, pas un de moins, et même encore quinze de plus, d'égale dimension, bien que d'autre origine, tous maintenant ils sont à l'Ermitage. On n'en a pas laissé même un échantillon. Ce n'est plus un simple prélèvement, comme tout à l'heure pour les bronzes; le coup de filet est complet : au lieu de choisir, on a tout pris.

Et par malheur c'est ce même système, ce procédé radical, cet

accaparement sans partage qui a été mis en pratique dans une autre section de la série des vases, tout autrement précieux, à notre avis, même que les vases de Ruvo. Ceux-ci n'ont en effet, à l'exception de leur grande taille et d'une certaine perfection relative, rien au fond qui les caractérise, rien qui les classe à part de tous les autres vases; ils sont de même genre, décorés de même style, peints des mêmes couleurs, tandis que nous allons parler d'une catégorie absolument nouvelle, où le système décoratif est fondé sur un autre principe que dans tous les vases peints jusqu'à présent connus. Aussi ne saurions-nous dire quelle fut notre émotion en entrant dans la salle où ces trésors étaient gardés. Nous étions prévenu pourtant; nous savions ce qui nous attendait. A son retour de Rome, en janvier 1854, M. Raoul Rochette avait écrit au savant professeur de Berlin, M. Gerhard, une lettre rendue publique, dans laquelle nous avions lu ces mots : « J'ai vu à Rome, chez M. Campana, les principaux résultats des fouilles de Cumes, acquis de son altesse royale le comte de Syracuse et d'autres particuliers. Dans le nombre de ces objets, il y a un vase qui est unique au monde par la beauté de la fabrique et par une circonstance, jusqu'ici encore sans exemple, qui le rend le monument le plus célèbre peut-être de la céramique grecque venu jusqu'à nous. C'est un vase de très grande proportion, à trois manches, à vernis noir, le plus fin et le plus brillant qui se puisse voir : il est orné à plusieurs hauteurs de frises sculptées en terre cuite et dorées; mais ce qui lui donne une valeur inestimable, c'est une frise de figures de quatre à cinq pouces de hauteur, sculptées en bas-relief, avec les têtes, les pieds et les mains dorés, et les habits peints de couleurs vives, bleues, vertes, du plus beau style qui se puisse imaginer. Plusieurs têtes, dont la dorure s'est détachée, laissent voir le modelé, qui est aussi fin, aussi achevé que celui du plus beau camée antique. En résumé, c'est une merveille à laquelle je ne connais rien de comparable. » Un tel témoignage, à coup sûr, nous préparait à ouvrir de grands yeux. Même en faisant la part de cette exagération naturelle que tout voyageur se permet en racontant ses découvertes, nous ne pouvions douter qu'il n'y eût là quelque chose de tout à fait considérable, une véritable nouveauté. Eh bien! nous n'aurions eu aucun avis, nous serions venu sans rien savoir, comme au hasard, que notre étonnement n'eût pas été plus grand. D'abord la lettre ne parlait que d'un seul vase, et en effet on commençait par n'en voir qu'un, tant celui-là éclipsait tous les autres; mais en réalité ils étaient plus de vingt, tous à frises dorées, tous revêtus de ce beau vernis noir, si brillant et si fin, et ne se distinguant les uns des autres que par la diversité des formes. C'était déjà un saisissant spec-

tacle que cet ensemble inattendu et cette unité de décors; puis chaque vase pris à part semblait un modèle d'élégance. Rien d'aussi pur et d'aussi distingué que l'ornementation de ces frises, simple branche de feuillage sculptée en relief et vivement dorée, se détachant sur ce fond noir comme une ceinture autour du vase. Où aviez-vous vu rien de semblable? Quel cabinet, quel musée vous en offrait le moindre exemple? Et ce n'était pas une pièce isolée, c'était un groupe, une famille, vingt-trois vases en un mot, faisant cortége, pour ainsi dire, à celui qui les dominait tous, comme un monarque dans sa cour. Pour le décrire, ce roi des vases, les paroles que nous avons citées, quelque vives et presque hyperboliques qu'elles puissent paraître, n'en sont pas moins encore tout à fait impuissantes. Ici les feuilles d'or n'étaient plus l'ornement principal; bien que plus importantes et plus multipliées, elles servaient seulement d'accompagnement, de cadre à la véritable frise, à ce bas-relief circulaire formant autour du vase comme un cordon de figurines, délicieux spécimen de statuaire polychrome. L'esprit, la pose, l'attitude de ces douze divinités (c'est bien là leur nombre, ce nous semble), la finesse du modelé, la douce harmonie des teintes, et avant tout la franchise du style, également exempt d'archaïsme et de convention, accusant nettement les beaux temps de l'art grec, nous ne savons pas de mots pour peindre tout cela, pour en donner seulement une idée.

Comprend-on maintenant nos regrets? Quel effet eût produit dans nos salles du Louvre l'apparition de ces vases de Cumes en compagnie des vases de Ruvo? A la bonne heure, c'était là quelque chose qu'on pouvait annoncer, prôner autant qu'on eût voulu, sans crainte d'en trop dire, sans préparer de mécompte à personne. Les ignorans comme les doctes, tout le monde eût été pris. Le grand vase de Cumes surtout est un de ces chefs-d'œuvre d'un effet infaillible. Nous ne craignons pas de dire que depuis la Vénus de Milo aucune œuvre de l'antiquité n'aurait excité chez nous, dans un genre différent, une admiration plus vive, plus populaire, et exercé sur le goût un plus salutaire effet. Ne pas l'avoir, c'est donc un crève-cœur. Autant nous nous félicitons que, dans un accès de libéralité grandiose, le pays se soit fait cadeau de cette immense galerie, autant pour nous c'est chose triste qu'il faille y constater une telle lacune. Était-ce une raison pour ne rien acquérir, et parce qu'on arrivait trop tard fallait-il renoncer à tout? Non, assurément non; mais c'était un motif, quelques compensations qu'on offrît aux artistes et surtout aux savans, de ne manifester qu'une joie plus modeste, un enthousiasme plus tempéré, et de ne pas provoquer, chez l'étranger surtout, de trop faciles représailles. Il fallait dire tout fran-

chement ce que nous n'avions pas, ne se vanter que de ce que nous avions, et par exemple ne pas admettre qu'une des notices qui se vendent à la porte de l'exposition désignât sous ces mots : la *fameuse* coupe de Cumes, une pièce de dimension moyenne, trouvée à Cumes en effet et jusqu'à un certain point décorée dans le même goût que le grand vase dont nous venons de parler, mais sans qu'il en résulte entre les deux objets une sérieuse ressemblance. D'abord la couverte noire n'a jamais existé sur la coupe : le fond, les parties lisses portent des traces de peinture bleue, laquelle, ainsi que la dorure des ornemens et des figures, est presque totalement rongée; et quant à la décoration en relief, elle est sans doute, dans cet échantillon de la poterie de Cumes, encore plus riche que dans les autres, mais aussi plus chargée, d'un goût moins pur, les figurines sont d'un style moins sévère, d'une exécution plus lâchée; en un mot, cette coupe, bien que d'un très grand prix et d'une vraie magnificence, n'a pas droit à l'excès d'honneur qu'on veut lui décerner. Le seul morceau de céramique provenant des fouilles de Cumes qui soit vraiment *fameux* par excellence, et qu'on puisse désigner ainsi, c'est le grand vase qui n'est pas à Paris. N'insistons pas sur cette appellation fautive : ce n'est qu'un détail, un simple indice du diapason qu'on a choisi.

Au reste, notre coupe de Cumes, fameuse ou non, couronne une vitrine qui renferme de vrais trésors aussi bien pour l'artiste que pour l'archéologue. C'est la partie fantastique et grotesque de la céramique antique. Cet art italo-grec, si attentif, en fabriquant ses vases, presque toujours si simples, à subordonner le caprice au bon goût et à la raison, se permettait parfois de charmantes débauches. C'était le vase à boire et le vase à parfums qui lui inspiraient ces licences. Pour plaire aux voluptueux et aux buveurs, il feignait d'oublier la raison, mais sans jamais trahir le bon goût et la grâce. De là ces variétés de formes singulières, inattendues, bizarres, ces rhytons à têtes d'animaux, à têtes d'hommes, à doubles têtes, ces quadrupèdes, ces griffons, ces reptiles, ces fleurs, ces fruits transformés en motifs de vases. Quelle étrange manie! Se moquent-ils de nous, ces céramistes? se moquent-ils d'eux-mêmes? Non, sous ces extravagances, partout vous retrouvez l'élégance et le style, parfois même les plus sérieux chefs-d'œuvre, témoin ce vase à double tête représentant Alphée et Aréthuse, délicieux contraste, adorables figures, profils dont la beauté ne serait pas vaincue par les plus pures médailles d'Athènes ou de Syracuse.

En face de cette vitrine on se sent à son aise, même en pensant à M. Guédéonov. Rien n'aide à supporter la richesse des autres comme d'avoir son coffre bien garni. Ici du moins nous rentrons

dans le premier système, dans le simple prélèvement. Plus d'accaparement complet. Parmi ces vases de forme singulière, deux cent trente-trois pièces, et des meilleures, on peut le craindre, nous ont été soustraites : c'est beaucoup; mais on nous a laissé de telles compensations que nous ne songeons pas à nous plaindre. Ajoutons que dans quelques sections, et des plus précieuses scientifiquement parlant, telles que les vases de Cœre et les vases à inscriptions corinthiennes, on nous a tout laissé, rien ne nous manque. Et enfin c'est encore une bonne fortune que d'avoir sauvé du naufrage un des produits les plus extraordinaires de la céramique antique, ce groupe funèbre découvert à Cœre et désigné sous le nom de tombeau lydien, œuvre étrange, à la fois raffinée et barbare, et d'un type oriental tellement prononcé, qu'on croit entendre ces deux époux confirmer de leurs bouches les récits d'Hérodote sur le berceau des peuples d'Étrurie.

La série céramique une fois épuisée, nous n'avons plus à constater de la part de la Russie que des conquêtes de peu de conséquence, et rien qui nous inspire de sérieux regrets. Ainsi le grand camée en calcédoine représentant l'impératrice Livie et l'anneau d'or joint au camée, qui reproduit les mêmes traits, ne sont pas, ce nous semble, des pièces introuvables; et quant aux fresques de la *villa Spada*, sans pouvoir en juger par nous-même, faute de les avoir vues, nous hésitons beaucoup à croire que Raphaël en soit l'auteur. La tradition qu'on invoque semble suspecte à bien des gens. M. Passavant la rejette, et quoique les arrêts du célèbre critique ne soient pas, selon nous, toujours irréfragables, il y a tout lieu de croire qu'en cette circonstance il n'use que d'un droit de juste sévérité. Nous pensons donc qu'on peut se résigner sans peine à voir ces fresques à l'Ermitage.

II.

Et maintenant nous touchons au port. *Vix tandem redit animus!* Nous n'apercevons plus devant nous que des séries restées vierges, qui sont à nous, et tout entières. Nous en avons fini avec les Russes. Il y a bien encore les Anglais, qui, eux aussi, prétendent s'être mis à table avant nous et avoir dégusté quelques prémices du festin. C'est le conservateur du musée de *South Kensington* qui a mis récemment en lumière ce trait d'habileté britannique. En publiant le catalogue des richesses confiées à sa garde, il s'est permis à notre adresse une préface tant soit peu railleuse, où il se vante d'avoir acquis du marquis Campana la plupart des sculptures italiennes des XVe et XVIe siècles qui ornent le musée anglais. Il paraît que, vers les

derniers temps qui précédèrent son désastre, le marquis travaillait à cette collection. Ce fut probablement alors que le marché se conclut. Parmi ces marbres, œuvres de Ghiberti, de Donatello et d'autres maîtres de cet ordre, se trouve une vraie perle, l'Amour adolescent de Michel-Ange. On nous a, par consolation, permis de le mouler. Le plâtre est déposé dans la salle des moulages, exécutés sous les auspices de M. Ravaisson : figure charmante, originale et fièrement conçue, une des œuvres où ce puissant génie s'est élevé dans l'expression du nu à sa suprême perfection, les accens de son style s'y faisant clairement sentir, tandis que ses défauts n'ont pas encore toute leur plénitude et ne se montrent qu'avec timidité.

Ce rare chef-d'œuvre et les marbres d'élite dont il est entouré ne seraient pas un renfort inutile pour relever, pour ennoblir la part de l'art moderne dans le musée Campana. Évidemment, ce très habile collectionneur estimait peu la renaissance, et pas du tout le moyen âge, ou s'il en avait l'amour, le hasard l'avait bien mal servi. Cette partie moderne de sa collection est tellement inférieure à la partie antique, qu'on est d'abord tenté de croire qu'elles ont été formées par deux hommes de caractère et de goût différent, l'un cherchant le précieux, le rare, — l'autre, moins exigeant, se contentant de peu. Il semble qu'il n'ait pris la peine de recueillir tous ces débris des arts modernes que pour faire un pendant à sa vraie collection, par pur esprit de symétrie, pour avoir l'air d'un homme universel et impartial dans ses goûts. Là n'était pas sa vocation. Il n'est vraiment lui-même, il n'a tout son instinct, tout son coup d'œil, et même aussi tout son bonheur, qu'en explorant l'antiquité. Nous convenons que les heureuses chances, les occasions de découverte sont tout autrement rares, dès qu'on entre dans les temps chrétiens. Il n'y a plus ces tombeaux, ces nécropoles, ces chambres sépulcrales parées de bijoux, de vases ou d'armures, petits musées enfouis en bon ordre, que la terre nous conserve comme un gardien intègre et sûr, et qu'elle nous livre peu à peu, pour nous aider dans nos énigmes et ruiner tour à tour ou confirmer nos conjectures. Avec le genre de sépulture pratiqué dans l'antiquité, il y a toujours du nouveau possible en archéologie, tandis que le culte des morts tel que l'entend le christianisme nous interdit l'espoir de telles conquêtes, ou ne l'autorise que dans des cas si rares qu'il n'y a pas même à en parler. Toutes les créations de l'art moderne nous sont à peu près connues : elles changent de main, et voilà tout. Rien d'enfoui, rien d'oublié. Une fois par siècle, tout au plus, on assiste à quelque surprise, on retrouve un trésor perdu, une Vierge du palais Tempi, une fresque de S. Onofrio. Pauvre ressource pour les collectionneurs! Jamais de grands coups de dés comme Pompéi ou Corneto, Stabies

ou Velletri, jamais de ces veines soudaines qui rajeunissent la science, de ces mines inespérées qui décuplent nos vieux trésors. On pourrait presque dire que l'art antique a sa Californie : il y a pour lui de l'or sous terre, de l'or en purs filons, tandis que l'art moderne, l'art du moyen âge et des trois derniers siècles, tout son or est déjà monnayé, et cette monnaie qui circule va chaque jour en s'effaçant.

On comprend donc que notre collectionneur, tout avisé qu'il fût, quelque souci d'ailleurs qu'il y prît, quelque argent qu'il y mît, et même en lui supposant ce goût spécial et ce genre d'aptitude dont nous persistons à douter, ne soit pas parvenu, dans le cercle des arts modernes, à se créer une collection plus remarquable et vraiment digne de sa galerie d'antiquités. Il eût fallu s'y prendre vingt ou trente ans plus tôt, et surtout ne pas viser au nombre, n'aspirer qu'à la qualité. Telle qu'elle est cependant, nous sommes loin de professer pour cette collection le dédain absolu qu'affectent quelques personnes. Qu'on y regarde bien, tout n'est pas médiocre, il s'en faut de beaucoup. Il y a d'excellentes choses; mais rien ne vous séduit, ne vous attire, rien ne brille d'un véritable éclat. Il faut grande attention, presque un certain travail pour écarter l'ivraie et trouver le bon grain, et ce bon grain lui-même ne va jamais jusqu'au chef-d'œuvre. Nous avons parcouru un à un les six cent quarante-six tableaux de tous les âges, de toutes les écoles, dont se compose la série de peinture; nous avons regardé avec le même soin les quatre-vingt-quatorze morceaux de la série de sculpture, marbres, stucs, terres cuites naturelles ou émaillées, plus six cent quarante-deux majoliques de formes variées et de diverses fabriques, en tout près de quatorze cents objets; nous les avons jugés sans prévention, sans tenir compte du catalogue et sans nous révolter d'attributions qu'on ne donne, il est vrai, que sous toutes réserves, mais qui n'en ont pas moins le grand défaut de supposer chez le lecteur un degré de patience et de crédulité trop au-dessus de la moyenne; notre but était d'apprécier quel est, dans cet ensemble, le véritable nombre d'objets d'un prix réel, d'objets dignes d'entrer sans disparate et sans mésalliance dans une grande et noble galerie; nous ne voulons pas dire à quel chiffre nous sommes arrivés.

Ainsi de toutes les séries du musée Campana qui n'avaient avant nous souffert aucune atteinte et que nous possédons sans partage, en voilà trois dont la virginité nous touche médiocrement. Que n'ont-elles excité les désirs de ce musée de l'Ermitage! Si au lieu de marbres antiques, de bronzes, de vases peints, il n'avait convoité que des tableaux italiens d'attribution douteuse, des majoliques estimables, des sculptures florentines de second choix et un peu re-

touchées, il aurait pu tout à son aise écrémer, prélever, et même accaparer tant qu'il aurait voulu, sans nous causer la moindre peine! A défaut de cette consolation, il est vrai qu'on en invente une autre. On nous dit que si ces trois séries ne sont pas riches en chefs-d'œuvre à proprement parler, ceux qui s'en aperçoivent ont grand tort de se plaindre; que c'est ne pas comprendre l'esprit, le caractère, l'intérêt de cette collection; que son véritable but est d'enseigner l'histoire de l'art, et que dans ces trois séries notamment « on apprendra ce qu'a été en Italie l'art de la *majolique* ou de la *faïence*, depuis les premiers emprunts faits aux Arabes en Sicile jusqu'à la fin du XVIIe siècle, et que de plus on y suivra l'histoire non interrompue des progrès et de la décadence de la peinture italienne depuis les Byzantins jusqu'aux Carraches, sans compter quelques *spécimens* de la statuaire italienne, depuis Donatello jusqu'à Michel-Ange. »

Si dans ces trois séries on apprend en effet tout cela, elles sont alors le musée des musées, et les chefs-d'œuvre ne servent plus à rien. Étrange prétention que d'enseigner l'histoire de l'art à coups de médiocrités! de dire aux gens : Vous parcourez ces grandes salles d'un air distrait et ennuyé, c'est vrai, vous n'avez pas à admirer grand'chose, mais vous prenez une bonne leçon! — Quelle leçon? Que leur apprenez-vous? La leçon n'est bonne, selon nous, qu'à leur faire désapprendre le peu qu'ils savent déjà, s'ils ont vu quelques œuvres de maîtres. Ce que vous leur donnez est un grimoire qui les embrouille au lieu de les guider, et où les plus habiles ne trouvent pas leur route. Point de chronologie de l'art sans grands jalons, sans points fixes qui permettent de s'orienter. Avant tout, des chefs-d'œuvre, les chefs-d'œuvre de chaque époque, puis dans les rangs secondaires des œuvres d'une authenticité certaine. Or vous ne nous offrez ni l'un ni l'autre de ces moyens d'étude. Des chefs-d'œuvre, vous n'en avez pas, et quant aux œuvres honnêtes, sans flamme et sans noblesse, que vous étalez par centaines, les unes sont classées au hasard, attribuées, sans qu'on sache pourquoi, à telle ou telle époque, à tel ou tel artiste. Or que conclure, et comment raisonner sur des attributions douteuses? — Les autres ont des dates ou des auteurs certains; mais leur authenticité même devient parfois une chance d'erreur, une cause de trouble et de complication. Expliquons-nous par un exemple. Voyez cette Madone cataloguée sous le n° 90 : ce n'est pas seulement une vierge archaïque, c'est de la peinture barbare, une œuvre humiliante pour l'époque qui l'a vue naître. Pourquoi donc est-il là, ce tableau? Parce qu'il est daté, parce qu'il porte le millésime 1454, évidemment contemporain de la peinture elle-même, précieuse aubaine pour une col-

lection qui veut être avant tout historique. Mais ceux qui liront cette date, quelle leçon voulez-vous qu'ils en tirent? Était-ce là, au cœur du XVe siècle, l'état de l'art en Italie, et en particulier l'état de la peinture, après Masaccio, mort depuis quatorze ans, lorsque l'Angelico vivait encore, lorsque de tous côtés s'avançaient de grands peintres, lorsque chaque jour enfantait un chef-d'œuvre? Votre tableau *daté* n'est donc que l'œuvre infime de quelque obscur retardataire. Que vient-il faire ici? Troubler les idées acquises au lieu de les clarifier. Le seul trait de lumière qu'il nous donne, c'est qu'on trouve de mauvais peintres dans tous les siècles, même au XVe. Est-il besoin d'un musée historique pour découvrir cette nouveauté-là? Et notez qu'en parcourant ces salles, nous pourrions presque à chaque pas vous signaler des piéges de ce genre dressés contre ce bon public que vous prétendez enseigner.

Encore un coup, nous ne voulons pas dire que dans ces six cents tableaux tout soit à dédaigner. Non, vous avez là quelques panneaux d'un style vraiment naïf, de saintes légendes franchement exprimées, qui, toute réserve faite quant aux attributions, pourront très bien tenir leur place et combler de fâcheuses lacunes dans notre galerie du Louvre, si pauvre en tableaux archaïques. Élaguez sans ménagement, et vous tirerez quelque chose de votre collection; mais ne prétendez pas nous en faire admirer l'ensemble, et surtout ne la donnez pas pour une histoire complète de la peinture en Italie. Non-seulement elle enseigne mal et risque plus souvent d'égarer ceux qui savent que d'instruire ceux qui ne savent pas; mais elle commet un péché qui pour nous est plus irrémissible : elle calomnie, dans la personne de leurs principaux chefs, auprès de ceux qui n'ont jamais quitté la France, les écoles primitives d'Italie. Ces adorables maîtres qu'on ignore à Paris, abuser de leurs noms et nous les présenter sous cet aspect terne et morose, sans vie, sans poésie, sans soleil, il y a de quoi guérir à tout jamais du désir de les connaître mieux!

Et maintenant que dire de la série des majoliques et de celle des sculptures émaillées? Si nous jugions de la valeur des choses par le prix qu'on en peut tirer, ces deux séries auraient sur la première un avantage incontestable. Un grand nombre de ces majoliques, sans être de premier ordre, ne semblent pas inférieures à celles qui depuis quelque temps, dans les ventes publiques, sont poussées à des prix vraiment étourdissans. En fait de plats de Gubbio par exemple, ceux de la collection Soltykoff n'étaient guère plus étincelans, plus chatoyans que ceux-ci, et vous savez ce qu'on les a vendus; mais ce genre de mérite, tout précieux qu'il soit, est-il de ceux dont il faut tenir compte dans une collection publique? Est-ce seulement la fan-

taisie, l'engouement passager des amateurs de bric-à-brac qu'il convient de consulter ici? Ne sont-ce pas des raisons plus durables? Outre la réussite matérielle, outre la pâte et la cuisson, ne faut-il pas songer à la grandeur, à la beauté des formes, à la perfection des peintures, à l'élégance de la décoration? Pour figurer dans un musée, suffit-il qu'un objet ait chance de se bien vendre? Ne faut-il pas qu'il porte un certain caractère de haute distinction? Or que voit-on dans cette salle, outre quelques beaux plats? quelle pièce peut-on citer qui sorte du vulgaire comme forme et comme style? Si vous nous montriez soit les vastes aiguières et les admirables vases du cabinet des majoliques à Florence, soit seulement quelques morceaux de choix comme on en voit à l'hôtel de Cluny, à la bonne heure, on se résignerait en faveur de ces nobles œuvres à votre multitude d'insignifiantes raretés; mais telle n'est pas la collection des majoliques au musée Campana. Aussi, même en l'épurant, jamais vous n'en ferez sortir qu'une mesquine et incomplète image de cette grande branche de l'art italien.

A plus forte raison faut-il désespérer aussi de la série des sculptures, bien qu'il soit juste cependant d'y signaler au moins trois charmantes esquisses, trois petits bas-reliefs, tout à fait dignes d'attention, l'un (n° 81) attribué, avec quelque apparence de raison, à Michel-Ange, les deux autres (n°s 6 et 7) d'une main inconnue, mais suave et délicate. Quant aux pièces plus importantes, les marbres proprement dits, bas-reliefs et statues, nous ne les avons pas, on vient de voir qu'ils sont à Londres. Aussi, pour nous, cette série de sculptures modernes se compose presque exclusivement de terres cuites émaillées à la manière des della Robbia. Pauvres della Robbia! que d'excuses à leur faire! ils ne sont guère mieux traités que les grands peintres leurs contemporains. Quelle façon de les faire connaître dans ce pays, où leurs vrais chefs-d'œuvre n'ont jamais pénétré! Les accuser de ces froids médaillons! les confondre avec leurs derniers élèves et leurs plus faibles imitateurs! N'insistons pas, mais hâtons-nous de quitter cette salle et toute la partie moderne de l'exposition. Rentrons dans le salon carré, c'est-à-dire sur le sol antique. Nous aurons par bonheur de quoi nous dédommager. Trois séries nous attendent, trois séries vraiment belles, d'une richesse incomparable, où personne avant nous n'a glané, et où le premier fonds s'est encore enrichi de quelques additions heureuses. Ces trois séries sont les verres antiques, les terres cuites et les bijoux.

L'art, dans les verres antiques, ne joue pas un grand rôle; aussi c'est à l'archéologue bien plutôt qu'à l'artiste que s'adressent les nombreux trésors enfermés dans ces trois vitrines. Sauf quelques petites pièces, quelques coupes charmantes, imitant le saphir, le jaspe et d'autres pierres précieuses, sauf une vraie merveille, un

verre à boire intact, autour duquel des pampres bleus serpentent en relief, on n'y peut signaler que d'utiles documens, soit sur la vie privée et les usages domestiques, soit sur l'état de l'industrie chez les anciens. La grandeur, la transparence plus ou moins irisée, les formes plus ou moins bizarres, l'état de conservation de chaque pièce, voilà ce qui donne ici matière aux observations. Nous nous abstiendrons donc, en nous contentant d'affirmer qu'à moins d'aller à Naples, nulle part on ne saurait trouver un choix aussi complet et aussi remarquable de cette sorte de monumens.

Mais s'il suffit d'un coup d'œil pour parcourir ces trois vitrines, quel temps nous faudrait-il si nous voulions dire au lecteur tout ce qu'il y a d'élégance, de grâce, d'ingénieuse invention, de perfection presque incompréhensible dans ces soixante-quatre écrins disposés en cercle, sur deux rangs, au centre de ce grand salon! Il n'est pas un de ces bijoux qui ne mérite un regard, un regard attentif, et souvent une étude. Chacun de ces diadèmes, de ces colliers, de ces pendans d'oreilles, la moindre de ces bagues, la plus simple de ces fibules, est une œuvre considérable, qu'on nous passe le mot, une œuvre d'art, une composition savante qui a droit à notre admiration, tantôt par l'infinie variété des détails, l'imperceptible finesse de ces méandres granulés, prodiges de ciselure et de soudure, dont d'ingénieux imitateurs n'ont encore retrouvé qu'en partie le secret, tantôt par la simplicité et la sobriété incomparables des contours et du style. Et ce ne sont pas seulement des leçons de bon goût que ces bijoux nous donnent, ce sont presque des leçons d'histoire. Autant les grandes salles tapissées de tableaux que nous venons de traverser nous en ont peu appris sur l'art italien du XVe et du XVIe siècle, autant ces petits écrins et ces parures de femmes nous aident à comprendre et à sentir l'antiquité. Voilà des monumens qui disent quelque chose, qui ont vraiment un langage. Toute une civilisation se révèle dans ces splendides futilités. On peut dire qu'elles évoquent et font revivre devant nous l'étrange état de société qui les a fait éclore.

Et maintenant si vous entrez dans la salle voisine, si de l'or vous passez à l'argile, vous retrouvez même élégance, même délicatesse, même richesse d'invention, même luxe de détails, même chasteté de style. La matière n'y fait rien, l'art est partout le même, aussi pur, aussi fin, presque aussi raffiné dans la demeure la plus modeste que dans le plus somptueux palais. Il sait s'abaisser sans déchoir, se prêtant à tous les usages, ennoblissant tout ce qu'il touche. Son esprit et ses traditions remplissent cette société, la possèdent et la vivifient. Il en est l'âme; lui seul, il la soutient, il la relève et la console.

La sculpture de terre cuite, si humble de matière, de travail si

modeste, cette sculpture économique, expéditive, presque de pacotille, sorte de carton-pierre des anciens, n'en est pas moins, à notre avis, un des sujets d'étude les plus féconds et les plus attrayans, un des plus sûrs moyens de mesurer la portée, de sonder la puissance de l'art dans l'antiquité. Aussi la salle où nous venons d'entrer, cette longue et immense salle, garnie, d'un bout à l'autre, de fragmens de ce genre, est-elle, selon nous la partie la plus neuve, la plus originale de toute la collection Campana. Des figurines de terre cuite, des lampes, des antéfixes et autres menus objets, on en voit et en assez grand nombre dans la plupart des cabinets d'Europe : nous en avons au Louvre de délicieux échantillons; mais ici, c'est tout autre chose. D'abord les figurines, les lampes, les antéfixes se multiplient par centaines et comme à profusion, puis il s'y joint une suite innombrable de monumens encore plus rares, ou du moins presque introuvables ailleurs, sorte de grandes tuiles, ou plaques rectangulaires, sculptées sur une seule face, et destinées évidemment à s'incruster comme des bas-reliefs soit dans les parois extérieures, soit même à l'intérieur des portiques et des habitations. C'étaient probablement les bas-reliefs de la petite propriété, de ceux qui, pour décorer leur maison, hésitaient à faire sculpter le marbre. Application charmante de l'art à l'industrie! Devant ces fermes saillies et ces vives arêtes, comme ce pauvre carton-pierre, avec ses contours baveux, fait misérable figure! Quels trésors que ces plaques sculptées! quelle variété de motifs! quelle symétrie sans froideur! quelle grâce dans ces rinceaux! quel mouvement dans ces personnages! C'est le génie de l'ornementation. La plupart de ces bas-reliefs sont empruntés sans doute à des œuvres connues, à des œuvres de maîtres, mais ajustées, modifiées, réduites avec un bonheur sans égal. Quiconque, entre ces deux haies de sculptures animées, souples et intelligentes, restera froid, et ne sentira pas, comme s'il se promenait dans les rues de Pompéi, renaître devant soi les générations qui vécurent sous les lambris, sous les portiques que ces terres cuites ont décorés, nous le tenons pour rebelle à tout sentiment de l'art. C'est un Pompéi en miniature que cette partie du musée Campana. L'effet, comme à Pompéi, est un effet de masse; il ne résulte pas de tel ou tel objet plus merveilleux, plus exquis que les autres, il provient de l'ensemble. Il y a des sommités, mais peu saillantes. Ce qui est saisissant, c'est cette ampleur, cette abondance, c'est cette variété sans fin que domine partout une grande unité.

Aussi nous voudrions qu'au Louvre on ne négligeât pas ce légitime moyen d'effet, que, sous prétexte de double emploi et parce que certaines pièces sont plusieurs fois répétées (mais toujours avec variantes), on n'allât pas pousser trop loin en faveur des musées de province le système des libéralités. En un mot, nous souhaitons

qu'on maintienne et qu'on expose ensemble, dans un même vaisseau, s'il est possible, ces innombrables terres cuites. Pour cela, rien n'oblige à trouver un local aussi vaste que cette salle où maintenant nous les voyons, car, il faut bien le dire, malgré la prédilection que cette série nous inspire, elle a besoin, comme ses sœurs, d'une certaine épuration; mais après qu'elle l'aura subie, quand une fois on l'aura purgée de ses scories, des pièces équivoques, des surmoulages et des restaurations, elle n'en sera pas moins tellement nombreuse encore qu'un peu de bonne volonté deviendra nécessaire pour ne pas trop la disperser. Nous aurions, quant à nous, un sérieux plaisir à la revoir ainsi, sans alliage, dans sa demeure définitive, et ce serait alors le moment d'aborder les nombreuses et difficiles questions d'esthétique et d'histoire que ces sculptures soulèvent, surtout quand on les compare aux bijoux, leurs voisins. Pour aujourd'hui, nous ne devons pas même effleurer ces problèmes : c'est bien assez de ce coup d'œil d'ensemble jeté sur la collection.

Somme toute, parmi les diverses séries dont la primeur nous est restée, il en est trois, deux surtout, qui rehaussent singulièrement et la valeur et l'importance de notre acquisition. A nos yeux, nous le disons encore, ces terres cuites et ces bijoux sont la partie, non pas la plus brillante, entendons-nous, mais la plus neuve et la plus vitale de toute la collection. Eût-il fallu pour en faire la conquête acquérir tout le reste, quand tout le reste n'eût rien valu, le marché, si onéreux qu'il semble, aurait encore son bon côté. Or il s'en faut que tout le reste soit, comme on l'a vu, sans valeur. Quelques bons marbres, des bronzes remarquables, une multitude de vases que la science tient en sa haute estime, enfin, même à l'étage le plus disgracié, des objets d'un grand prix et çà et là d'un vrai mérite, tout cela forme un ensemble qui, joint à ces deux séries qui vont placer notre musée en si bon rang devant l'Europe, nous permettra de braver avec philosophie les sarcasmes et les sourires de nos plus malicieux voisins. Toutefois, comme le vrai moyen d'avoir les rieurs pour soi est de ne pas paraître dupe, sachons-le bien, le but que nous nous proposions n'est pas celui que nous avons atteint. Nous cherchions l'éclatant, c'est le solide que nous avons trouvé. Nous prétendions tirer un grand feu d'artifice, la poudre n'a pas pris feu, mais n'est pas hors d'usage et peut avec profit rentrer à l'arsenal. Quand on n'échoue que pour bien faire, il n'y a pas après tout grand'raison de se plaindre. Le plus ambitieux projet se pardonne aisément quand il n'a d'autre pis-aller qu'une œuvre utile et raisonnable.

L. VITET.

LES

FINANCES DES ÉTATS-UNIS

I. — MÉCANISME DES BANQUES AMÉRICAINES.

Il ne faut pas s'aveugler sur la crise qui bouleverse en ce moment l'Amérique du Nord. Ce n'est pas une de ces querelles d'intérieur qui se terminent par la défaite d'un parti; c'est une révolution sociale qui arrive à son heure, et, indépendamment de la volonté humaine, un de ces incidens terribles et majestueux auxquels tous les autres peuples sont intéressés. L'union sera-t-elle définitivement scindée? L'établissement d'un grand empire avec le travail esclave pour unique base, la multiplication bestiale de l'homme noir, cette monstruosité est-elle tolérable, est-elle possible matériellement? Si au contraire l'esclavage est aboli, comment le labeur servile sera-t-il remplacé? Que deviendront les fabriques européennes, si la guerre se prolonge? L'Europe doit-elle, peut-elle intervenir, et dans quelle mesure? En obtenant les matières premières par la force, ne fermerait-elle pas les débouchés pour les produits fabriqués?

Rien ne peut être plus utile, pour éclairer ces redoutables problèmes, que des notions précises sur les faits économiques et financiers qui s'y rapportent. Que les ressources des États-Unis soient immenses, tout le monde le sait; mais il ne suffit pas qu'un pays soit riche pour qu'il puisse se livrer impunément à des dépenses exceptionnelles : il faut encore qu'il puisse emprunter, c'est-à-dire que les valeurs représentant les anticipations sur l'avenir trouvent à se classer dans la circulation, sans occasionner un cataclysme. A cet égard, l'Amérique est dans une situation très forte. Le crédit y joue un rôle si considérable qu'il est en tout temps un des principaux ressorts politiques. Dans le nord surtout, l'action

du pouvoir suprême et celle du monde financier ne peuvent pas être séparées : la mésintelligence et l'isolement les tueraient l'un et l'autre. Réunis et agissant d'ensemble, ils ont une ampleur de ressources qui suffirait, à défaut d'autres raisons, pour assurer leur triomphe définitif. Commençons donc par étudier le mécanisme de ces banques américaines, sur le compte desquelles tant de préjugés existent chez nous.

Le public français en général est disposé à croire que la liberté des banques est illimitée aux États-Unis, et que le pouvoir d'y battre monnaie y est exercé sans frein ni mesure par d'audacieux spéculateurs. C'est une erreur. Il est vrai seulement qu'il n'y a pas de monopole exclusif pour l'émission des papiers fiduciaires. On y peut multiplier sans beaucoup d'obstacles les bureaux d'escompte et de circulation, et c'est ainsi que l'on y comptait en mars 1861, précisément aux jours où le déchirement a eu lieu, seize cent cinquante-six banques avec un capital nominal de 2,193,311,590 fr. (1), auxquelles il faut ajouter sept cent cinquante maisons particulières, souvent aussi puissantes que des compagnies. Toutefois la fondation et le régime de ces établissemens sont soumis par les autorités locales à des servitudes administratives qui varient d'état à état, de ville à ville. Il y a des contrées, comme le Rhode-Island, où l'indépendance des compagnies est presque sans limite, et ce sont celles où les désordres se produisent le moins. Il y a aussi des localités, surtout vers le sud, où la réglementation se complique au point de devenir oppressive. Il n'est donc pas exact de dire d'une manière absolue que la liberté des banques existe aux États-Unis. Là, aussi bien qu'en Europe, l'autorité publique a la prétention d'intervenir pour mettre un frein à la licence. Là aussi, elle croit devoir substituer ses propres lumières à la vigilance des intérêts privés. Si je faisais ici une étude théorique sur les banques, je démontrerais aisément que cette intervention administrative a été souvent la ause du mal dont on a rendu la liberté responsable.

Entre les divers types de banque usités dans l'Union américaine, le système qu'il importe de faire connaître en ce moment est d'abord celui de New-York, parce que la législation new-yorkaise, supérieure aux autres à beaucoup d'égards, tend à dominer dans les autres états, et ensuite parce que New-York est dans le conflit actuel la grande place de guerre où se trempent pour le combat l'opinion et les armes.

Après la crise désastreuse de 1838, pendant laquelle quatre cent cinquante banques sur neuf cents suspendirent leurs paiemens ou tombèrent en faillite, il y eut en Amérique un soulèvement d'o-

(1) Tous les comptes seront exprimés dans ce travail en monnaie française, au change de 5 francs le dollar, ce qui permet de rétablir aisément les chiffres américains.

pinion contre le *banking system*. Le peuple de New-York, réuni spontanément en convention nationale et faisant acte de souveraineté, posa les règles à suivre en matière de crédit, et ordonna que ces règles, introduites dans la constitution new-yorkaise, eussent à l'avenir force de loi. La résolution prise en cette circonstance était ainsi formulée : « Il sera pourvu par une loi à l'enregistrement de tous les billets émis et lancés dans la circulation comme monnaie, et on exigera des garanties solides pour la convertibilité de ces billets en espèces. En outre, dans le cas où une banque viendrait à suspendre ses remboursemens, les porteurs de billets seront admis à exercer leur droit de recouvrement par privilége, et de préférence à tous les autres créanciers de l'établissement. » Le mandat était impératif : il fallut l'exécuter à la lettre. L'idéal du peuple de New-York paraissait simple et facile à réaliser; toutefois ce ne fut pas du premier coup qu'on parvint à l'introduire dans la loi. Depuis 1838 jusqu'à ce jour, peu de sessions se sont passées sans que les législateurs aient eu à remanier la loi sur les banques d'après les observations communiquées par les fonctionnaires spécialement chargés de surveiller les établissemens de crédit. Nous allons voir quel est en définitive l'état actuel de la législation.

Sous cette idée préconçue que le billet de banque est, non pas une lettre promissoire, mais une monnaie effective, on a voulu constituer une sorte d'unité monétaire, sans préjudicier toutefois à la prétendue liberté des banques. La fabrication des billets est placée dans les attributions de l'état, comme le droit de battre monnaie. Le contrôleur des finances publiques, assisté par un surintendant des banques, fait graver sous ses yeux des planches correspondant aux différentes coupures autorisées. Il surveille les tirages, et les divers billets, contre-signés par lui, sont numérotés et enregistrés dans ses bureaux. Les compagnies, n'ayant pas le droit de créer leur papier de circulation, se procurent les billets fabriqués par l'état en déposant, à titre de garantie, des effets publics dans une proportion déterminée par les règlemens. Dans l'origine, on acceptait comme contre-valeurs des titres de rente sur les divers états ou villes de l'Union. Plus tard, les facilités ont été restreintes. L'expérience a sans doute montré l'abus qu'on en pouvait faire. Avant la crise, on ne recevait plus en nantissement que les titres de la dette fédérale et ceux de l'état de New-York. On les capitalisait à un taux qui eût assuré le remboursement du billet, même en cas de vente forcée. La loi autorise aussi l'acceptation des créances hypothécaires, mais pour la moitié seulement du montant des billets délivrés, et avec des précautions surabondantes.

Toute compagnie, quel que soit le nombre des personnes qui la composent, et même tout individu isolé peuvent constituer une

banque en justifiant d'un capital réalisé de 500,000 francs au minimum. Il suffit alors d'adresser au fonctionnaire chargé de la surveillance une requête indiquant le nom et le siége de l'établissement nouveau, le décompte du fonds social, le nombre des actions à émettre, les noms et adresses des actionnaires, le nombre des actions prises et les versemens effectués par chacun. L'actionnaire fondateur se reconnaît responsable jusqu'à concurrence de deux fois la valeur nominale de sa souscription. Le capital social peut être augmenté indéfiniment; mais il ne doit jamais être réduit, à moins qu'il n'y ait liquidation. Lorsque la faculté d'émettre des billets à vue et au porteur a été acquise par l'accomplissement de ces formalités, chaque banque reçoit de l'état ceux dont elle a besoin contre dépôt des valeurs acceptées. Ces papiers uniformes, que l'autorité a revêtus d'un caractère monétaire, sont ensuite diversifiés par le libellé et les signatures que chaque établissement y ajoute : ils deviennent payables à présentation à la caisse de la banque qui les a lancés. S'ils n'étaient pas convertis en monnaie légale à la première réquisition, le porteur n'aurait qu'à faire protester le billet et à le transmettre au controleur des banques. Celui-ci ferait sommation a la compagnie de payer, et, si elle ne s'exécutait pas dans un délai de dix jours, il vendrait aux enchères les fonds publics ou les titres hypothécaires déposés entre ses mains, et il en appliquerait le produit au remboursement des billets en souffrance.

La loi new-yorkaise impose encore aux banques l'obligation d'avoir une réserve en argent égale au moins au huitième de leur capital réalisé : c'est une limite posée arbitrairement et qu'on ne pourrait justifier par aucune raison tirée de la pratique; il ne me paraît pas d'ailleurs qu'elle soit très fidèlement observée. Quant à la nature des opérations, aucune entrave légale n'est opposée aux établissemens qui entreprennent de distribuer le crédit, et c'est en cela surtout que les Américains croient rendre hommage au principe de la liberté commerciale. Non-seulement les comptoirs de New-York font les négociations qui sont essentiellement du ressort des banques, comme l'escompte des lettres de change et effets de commerce, l'achat et la vente des métaux précieux, les viremens de comptes entre les négocians au moyen des dépôts; mais aucune précaution réglementaire ne leur est prescrite quant à la solidité des valeurs et aux termes des crédits accordés. Rien ne les empêche de se jeter dans les aventures en ouvrant des crédits à découvert, en faisant des avances sur des titres d'une réalisation difficile.

« L'unique raison d'être de cette loi commence et finit avec ce seul objet d'une sûreté à donner aux détenteurs des billets de banque. » Ainsi parle, dans un rapport officiel, M. Cook, surintendant du *banking department*, et l'énergie de son expression ca-

ractérise parfaitement la législation new-yorkaise. Sous l'unique préoccupation de prévenir les abus qu'on pourrait faire du papier, on s'est étudié à créer un papier si bien garanti qu'il présentât la solidité et les avantages d'une circulation purement métallique. On a cru que la société était suffisamment sauvegardée quand l'homme soldé en billets pouvait dormir aussi tranquille que s'il avait reçu en paiement des écus. L'intention était honnête et louable; mais cette intervention du pouvoir souverain contrariait le principe de liberté. Qu'en est-il résulté dans la pratique?

L'effet soudain et inévitable d'un pareil système devait être de pousser à la multiplication des banques bien au-delà peut-être des ressources et des besoins. Dans un pays où le gouvernement ne répondrait de rien, les difficultés que les spéculateurs rencontreraient pour faire entrer leur papier dans la circulation, pour monétiser leur signature, ne pourraient être vaincues que par des capitalistes puissans et considérés : cela seul suffirait pour limiter le nombre des établissemens qui reposeraient sur l'émission d'un papier fiduciaire. C'est tout autre chose à New-York. Quand on reçoit en paiement un billet fabriqué par l'état et portant cette légende : *garanti par un gage de fonds publics*, on accepte ce papier comme monnaie réelle, sans rechercher si l'établissement qui l'a émis est solvable. C'est ainsi que les comptoirs décorés du nom de banques se sont multipliés déraisonnablement en Amérique. Depuis que le fonds social de la Banque de France a été porté à 200 millions, ce capital, destiné à desservir une nation de 38 millions d'âmes, correspond à 5 francs 26 centimes par tête. L'état de Massachusetts compte actuellement 1,232,000 habitans. En 1861, on lui attribuait cent quatre-vingts banques, constituées au capital de 335,600,000 fr., ce qui donne par tête d'habitant 272 fr., cinquante-deux fois plus que chez nous.

Le nombre officiel des banques en Amérique est mobile comme les flots de l'océan commercial : il augmente quand des individus déposent les nantissemens requis par la loi pour obtenir des billets de circulation; il s'affaiblit quand d'autres individus, annonçant l'intention de liquider, rapportent les billets pour retirer les titres déposés. Le fait général est l'augmentation : c'est même là un phénomène sur lequel j'appelle l'attention, parce qu'il a une véritable efficacité dans la crise actuelle. Parmi les populations essentiellement commerçantes du nord, le placement en banque est instinctif, parce qu'il est considéré comme l'emploi le plus naturel et le plus lucratif de l'argent. Les titres des dettes publiques ne sont guère que des *sécurités* bonnes à être déposées, et pour ainsi dire des germes de banque. Si un certain nombre de personnes ayant des sommes disponibles ne trouvent pas à les placer avantageusement

sous forme de dépôts portant intérêts, le groupe de ces capitalistes déclassés s'organise, remplit les formalités et crée une banque de plus. Cette manière d'opérer est propre à toutes les classes. Lorsqu'on décompose les titres d'actionnaires, on y trouve en majorité le personnel qui forme ailleurs la clientèle des caisses d'épargne : des femmes veuves, de petits marchands, de petits employés, des matelots, des ouvriers, des domestiques. Le *banking system* n'est pas là une machine au service d'un petit groupe : c'est un organe vital, qui intéresse la société tout entière.

Un autre effet non moins remarquable de ce régime résulte de l'obligation imposée aux banques de consigner des titres de rentes ou d'hypothèques en garantie de leurs propres signatures. Cela tend évidemment à réduire l'usage des billets à vue et au porteur. Si vous jetez les yeux sur un des bilans de la Banque de France, vous verrez que la somme des billets au porteur est presque toujours équivalente au montant des escomptes et des prêts effectués : c'est que la pratique française consiste surtout dans la substitution d'un papier de confiance utilisable immédiatement à un papier également bon par lui-même, mais n'étant pas dans les conditions voulues pour être immédiatement monnayé. Sous l'influence de la législation new-yorkaise, les choses se passent autrement que chez nous. La grande habileté des banques est et doit être de faire beaucoup d'affaires en employant le moins possible de billets au porteur : le billet n'est en quelque sorte que l'adresse du comptoir. Si l'on consulte les bilans, on verra que la somme des billets en circulation est en général quatre fois moindre que celle des prêts et escomptes; on s'en sert d'autant moins que la population devient plus dense. Pour *New-York-City*, 40 millions de billets suffisent pour faire 6 ou 700 millions de crédits sous diverses formes. Le grand commerce évite les mouvemens de papiers et d'espèces au moyen des *clearing houses*, où se balancent les comptes. Le *clearing house* de New-York règle ainsi chaque jour pour plus de 100 millions d'affaires, et celui de Boston pour une trentaine de millions. Même dans la vie privée, il est passé dans les mœurs de ne pas garder d'argent à domicile. On le dépose en compte courant, et à chaque besoin ressenti on paie ce qu'on achète au moyen d'un mandat à vue sur la banque dépositaire. Ce mandat passe de main en main : le chèque du particulier fait l'office du billet de la compagnie et le remplace.

Ce système précipite les affaires d'une manière à peine croyable pour nous. En Amérique, l'escompte des véritables effets de commerce tient sans doute la moindre place dans le bilan des opérations. Sous l'excitation d'une concurrence acharnée et d'une cupidité instinctive, les directeurs de banques font des affaires de toute sorte. On procède le plus souvent par des ouvertures de crédits à

découvert. Un planteur du sud a besoin d'avances sur des cotons qui sont encore sur pied, un pionnier sur les forêts qu'il doit abattre dans l'ouest, un négociant sur les marchandises qu'il attend d'Europe, un ingénieur sur le chemin de fer qu'il a rêvé. Actions, obligations, coupons d'emprunts, titres hypothécaires, warrants commerciaux, lettres de change à des termes impossibles, tout s'escompte, tout se mobilise. L'intérêt se discute au mois à raison de 1 et parfois 2 pour 100. Chacun paie le crédit plus ou moins cher selon sa consistance personnelle. En définitive tout le monde trouve du crédit, tout le monde travaille. Le capital reproducteur s'économise et s'accumule. C'est ainsi que la nation, ou pour mieux dire le groupe du nord qui la représente en ce moment, a acquis cette vitalité qui peut lui permettre de traverser l'épreuve la plus terrible.

Ce système a son côté faible. Le billet échangeable contre espèces étant usité le moins possible, on garde dans les caisses peu d'espèces, infiniment moins qu'il n'en faudrait pour l'immensité des affaires. A celui qui emprunte, une banque livre rarement des billets ou des écus : elle l'autorise à disposer sur elle jusqu'à concurrence de la somme prêtée. Il s'établit dans le public une espèce d'entente cordiale pour maintenir la confiance nécessaire à ce genre de circulation. Par malheur de temps en temps, soit que l'on pressente de fortes demandes d'espèces pour l'exportation, soit que l'abus du crédit ait poussé l'esprit mercantile à des excès trop évidens, les spéculateurs prudens manœuvrent à petit bruit pour se mettre à couvert. Les chèques sont plus souvent présentés au remboursement. On tâche d'échanger les billets au porteur contre des écus. Les banques, avec leurs encaisses insuffisans, éprouvent des embarras cruels, et bientôt se déclare une crise monétaire qui, au milieu d'une incontestable prospérité, dégénère en crise commerciale : c'est l'histoire de la grande débâcle de 1857, si funeste à l'Europe.

Ceux qui connaissent le monde financier des États-Unis vous diront que les capitalistes y vivent dans la crainte de ces accidens, comme l'homme une fois congestionné dans la crainte des apoplexies. Eh bien! les gigantesques opérations financières occasionnées par la guerre civile vont avoir pour effet de modifier le régime et la pratique du crédit, et à certains égards ces changemens paraissent favorables aux corporations financières. Voilà pourquoi j'ai cru devoir expliquer le mécanisme des banques, et si la préface a été un peu longue, elle n'aura pas été inutile.

II. — LA DETTE PUBLIQUE.

Au point de vue spécial où le financier est placé, on distingue deux espèces de guerre, l'une politique et pour ainsi dire normale,

l'autre révolutionnaire. Dans la première, on prend en considération les ressources naturelles du pays, ses engagemens antérieurs et les charges nouvelles qu'il peut encore porter sans fléchir. On respecte les droits acquis, on évite de troubler les intérêts et les habitudes, on introduit l'ordre dans la destruction et l'économie dans le sacrifice. La guerre révolutionnaire a d'autres allures : sa seule loi est le salut commun. Ce qu'il lui faut pour combattre, elle le prend où elle le trouve, sans compter. Elle ne connaît ni crédit public, ni prospérité privée, ni passé, ni lendemain. De tous les contrats, il ne reste plus, comme on l'a dit en 93, que deux pactes, l'un avec la victoire, l'autre avec la mort. Un peuple monté à ce point n'est pas facile à dompter dans son premier élan; mais s'il fléchit, il est accablé, parce qu'il n'a pas de réserve.

Dans la lutte qui a déchiré l'Union, il est facile de voir que les états du sud ont débuté par la guerre révolutionnaire : c'est le secret de leur longue et énergique résistance. On n'emploie ces moyens désespérés que lorsqu'on ne peut pas faire autrement. Le nord avait des ressources incomparables pour la guerre régulière : il s'y est tenu jusqu'à présent. Il a voulu combiner les plus énormes sacrifices avec le ménagement des droits et des intérêts. La guerre révolutionnaire est une ressource suprême qui lui reste encore.

Ce fut en 1790 que l'Union américaine se constitua définitivement par l'alliance de quatorze états. On fit alors le relevé des dettes que l'on pouvait considérer comme collectives, et il se trouva qu'elles montaient à 377,317,380 francs (1). Tel fut le point de départ de la dette nationale : pour une population d'environ quatre millions d'individus libres, l'annuité à payer correspondait à 6 fr. par tête. Les systèmes financiers de l'Europe n'avaient pas jeté leurs fausses lueurs dans les esprits. On ne soupçonnait pas qu'il fût nécessaire d'établir des rentes perpétuelles pour procurer des moyens de placement aux gens économes et à l'état des ressources toujours renaissantes. On ne connaissait pas ces merveilleux systèmes d'amortissement qui donnent tant de facilité pour augmenter les dettes. Les compatriotes de Franklin avaient la simplicité de croire qu'un état doit être régi comme une ferme, qu'il faut emprunter le moins possible, rembourser le plus vite qu'on peut, amortir en réalité et au jour le jour par l'excédant des recettes sur les dépenses, refouler le capital économisé dans l'industrie, et ne le détourner des emplois reproducteurs que dans les cas de nécessité absolue. L'unification de la dette, l'élasticité du crédit et autres grands mots n'auraient pas été compris. Le trésor demandait strictement la somme dont il avait besoin au cours du jour en stipulant la date du rembour-

(1) Il y avait eu, pendant la guerre de l'indépendance, des émissions désordonnées d'assignats dont on n'a pas tenu compte à la paix.

sement. Chaque opération était ainsi représentée par un fonds particulier, différant des autres par le taux de l'intérêt et l'échéance.

Avec un tel système, le capital de la dette, en hausse ou en baisse alternativement, devient à la lettre un thermomètre politique. Pendant une quinzaine d'années, la république naissante doit pour ainsi dire pourvoir à ses frais de premier établissement; elle fait quelques appels de fonds, et le chiffre primitif de 377 millions est dépassé. On arrive en 1806 à 430 millions; mais, à partir de cette date, une veine de prospérité se déclare et fournit les moyens d'amortir. La dette est abaissée à 226 millions, lorsque l'Union se trouve eng gée dans une guerre maritime pour le soutien du droit des neutres. Il faut, de 1812 à 1816, fondre des canons, armer des flottes, si bien que le jour où la nation fait ses comptes, elle s'effraie de devoir 637 millions de francs. Avec la paix revient le système, ou, pour mieux dire, la passion des économies. Pendant une vingtaine d'années, on applique religieusement l'excédant des ressources fiscales au remboursement ou au rachat anticipé des effets publics, et en 1835, au moment même où la grande crise des banques bouleverse le commerce et fait croire à l'Europe que l'Union américaine touche à sa ruine, la dette du trésor est réduite à 187,565 francs pour une population portée déjà à 14 millions d'âmes; une douzaine de mille francs suffit au paiement de la rente!

On toucha à l'idéal sans l'atteindre. Au moment où il aurait été si facile d'effacer complétement la dette, les embarras commerciaux forcèrent le gouvernement de Washington à prendre la responsabilité de quelques petits emprunts. Vint la guerre du Mexique : il fallut lever des fonds pour les frais de la campagne et pour l'indemnité qu'on daigna payer aux vaincus en leur arrachant une partie de leur territoire. En 1852, la dette fédérale était remontée à 338 millions de francs. Les avances faites par le trésor n'étaient d'ailleurs qu'un placement à gros intérêts. L'état entrait en possession d'un immense domaine qu'il allait revendre avec bénéfices. Vers 1855, l'argent affluait dans les caisses publiques à tel point que le gouvernement liquidait sa dette en rachetant les titres bien au-dessus du pair. On ne devait guère plus de 125 millions, lorsque les premiers symptômes de la crise actuelle vinrent multiplier les occasions de dépense. En définitive, en 1860, au moment où la guerre civile éclata, la dette fédérale sous toutes les formes, consolidée, temporaire ou flottante, s'élevait en capital à 375 millions de francs, comportant une annuité d'environ 22 millions, et remboursable par des paiemens échelonnés jusqu'en 1871.

On pourra dire qu'en Amérique chaque état a sa dette particulière à côté de la dette nationale et collective, et qu'il faudrait tenir compte de ces deux élémens pour établir une exacte comparaison

avec les finances des pays européens. Les emprunts de cette catégorie ont généralement pour origine l'exécution des canaux et chemins de fer, ou la dotation des banques réclamées par les industries locales; ils s'élèveraient pour les trente-trois états au capital de 1 milliard 310 millions de francs, si l'on s'obstinait à y comprendre les engagemens que certaines législatures ont annulés et l'accumulation des intérêts non servis. Quelle que soit d'ailleurs la situation de ces dettes locales, elle n'affecte en aucune façon le crédit du gouvernement, qui représente la loi et l'unité. Il y a plus : sur ce chiffre de 1 milliard 310 millions, la part des états libres, qui comprennent 22 millions d'âmes, est de 779 millions. Les sécessionistes, quatre fois moins nombreux (1), si l'on ne compte parmi eux que les hommes libres, doivent 530 millions. Les produits des entreprises subventionnées au moyen des emprunts d'état sont ordinairement appliqués au paiement des intérêts. Dans le nord, où la vie industrielle n'a pas été suspendue, les dividendes sont servis comme de coutume, et les cours de ces fonds spéciaux n'ont pas été fortement ébranlés. Treize états unionistes ont même pu faire, depuis 1861, des emprunts pour la guerre, que le patriotisme maintient à un cours voisin du pair. Au sud, les banques ne fonctionnent plus, les chemins de fer ne transportent plus que des canons et des soldats. Il n'y a plus de marché pour les titres sécessionistes; les fonds du Tennessee, de la Virginie, de la Louisiane, autrefois estimés sur la place de New-York, s'y vendraient encore avec 50 pour 100 de perte; les autres n'y sont plus même cotés.

Dans tout pays menacé de guerre, la première chose que fait le gouvernement est d'emprunter s'il le peut et autant qu'il peut : la mesure de son crédit est donnée par le chiffre des dettes antérieures et par la facilité qu'on a d'augmenter encore les impôts. A cet égard, les finances des états unionistes étaient, comme on vient de le voir, dans une situation exceptionnelle. Les engagemens du trésor et les charges fiscales étaient si faibles qu'on s'en apercevait à peine : les ressources naturelles semblaient illimitées; l'énergie créatrice de la population était proverbiale. Les capitalistes de New-York et de Boston ne s'alarmèrent donc pas beaucoup des énormes dépenses que l'on pouvait prévoir. La guerre ayant éclaté, le public pourvut instinctivement aux premières nécessités en absorbant divers papiers

(1) On a pu hésiter longtemps sur le classement des états sécessionistes. Le président Lincoln a fait cesser l'incertitude en déclarant coupables d'insurrection les districts où l'essai d'impôt direct a rencontré des obstacles : ce sont la Caroline du nord, celle du sud, la Floride, la Georgie, l'Alabama, la Louisiane, le Texas, le Mississipi, l'Arkansas, le Tennessee et la Virginie, sauf la zone septentrionale, isolée par des montagnes, et dont on fera un état séparé où l'esclavage sera aboli. La confédération du sud comprend donc onze états avec 5 millions 1/2 d'habitans libres et 3 millions 1/2 d'esclaves. La cause unioniste a rallié 22 millions d'âmes.

de crédit émis par le pouvoir fédéral, et il attendit avec patience les plans financiers qu'on préparait à Washington.

Le rapport de M. Chase, le secrétaire de la trésorerie, parut dans les premiers jours de décembre 1861 : à en juger par comparaison avec les budgets auxquels nous sommes habitués, il paraîtrait effrayant. En Europe, les préparatifs militaires pour lesquels on s'épuise trop souvent sont comme un fonds placé sans intérêts, mais dont on retrouve du moins le capital au jour du péril. Quand la guerre éclate, une bonne partie des dépenses à faire est ainsi payée à l'avance. Aux États-Unis, la force avait résidé jusqu'ici dans les milices locales; l'armée régulière, avec son modeste effectif de 13,000 hommes pour toutes les armes, la flotte de quatre-vingt-douze bâtimens, grands et petits, et portant seulement 2,290 canons, avaient été disloquées, anéanties avant la lutte par la violation des arsenaux, par la désertion des officiers supérieurs attachés à la cause du sud. On a même soupçonné divers administrateurs d'avoir affaibli à dessein le matériel et les cadres, suivant l'exemple donné par M. Jefferson Davis lorsqu'il était ministre du président Pierce. Il faut remarquer enfin que dans les états du nord on ne se décide pas aisément à violer les traditions de la liberté. Ce n'est qu'en ces derniers jours et avec de très grands ménagemens qu'on s'est résigné à essayer l'impôt forcé de la conscription. On attend tout du patriotisme des citoyens ou de leur cupidité, et assez souvent ces deux ressorts agissent à la fois. Chacun limite à son gré la durée de son service. On attire les volontaires par l'offre d'une haute paie, par des primes d'engagement, par la promesse d'une alimentation dépassant de beaucoup l'ordinaire des soldats européens; c'est ainsi qu'on a improvisé une armée de 738,000 hommes (1), armée brave et solide d'ailleurs, qui s'est imprégnée si rapidement de l'esprit militaire qu'elle fera certainement jaillir de son sein les chefs qui lui ont manqué jusqu'ici.

Le peuple américain se préparait donc, comme un athlète vigoureux, à faire son entrée dans la carrière des gros budgets. Le poids qu'il assumait pour son premier début dépassait tout ce qu'on a supporté en Europe. Pour l'année fiscale courant du 1er juillet 1861 au 30 juin 1862, M. Chase évaluait la totalité des dépenses à 2,652,032,110 francs, en attribuant à l'armée et à la flotte plus des quatre cinquièmes de cette somme. Quelles étaient les ressources disponibles? Le revenu ordinaire, dont l'estimation était évidem-

(1) L'effectif de la première armée américaine se décomposait ainsi :

Armée régulière.....	20,334 hommes.
Volontaires pour trois mois.....	77,875
Volontaires pour la durée de la guerre..	640,637
Total.....	738,846 hommes.

ment enflée, devait donner 184 millions de francs. On attendait d'une taxe nouvelle, espèce d'impôt sur le revenu, un supplément d'une centaine de millions. Le compte du déficit était donc facile à établir : 2 milliards 433 millions; sur cette somme, 985 millions avaient été déjà obtenus par des émissions de papiers ou des dons patriotiques, et 227 millions accordés par le congrès restaient à négocier. Pour ajuster la balance, il n'y avait plus qu'à trouver une légère somme d'environ 1,100 millions.

Ce n'est pas tout. Le secrétaire de la trésorerie américaine ne paraît pas posséder, comme nos habiles praticiens, l'art précieux d'atténuer les chiffres, en les manipulant sous les yeux des assemblées, de les édulcorer, de les faire avaler à petites doses. Le rude financier américain ne se contente pas du coup qu'il frappe : il tient à montrer en perspective les sacrifices auxquels il faut se résigner pour l'année suivante. — Si la guerre civile se prolonge, dit-il, il y aura à dépenser pour le prochain exercice (du 1er juillet 1862 au 30 juin 1863), indépendamment de 115 millions pour le courant ordinaire des dépenses administratives, 1,800 millions pour la guerre, 225 pour la marine, plus de 200 pour payer les intérêts de la dette qui s'accumule, en tout 2 milliards 376 millions de francs. Les sources du revenu, tant anciennes que nouvellement ouvertes, donneront, à ce qu'on peut espérer, 479 millions, cinq fois moins que la somme nécessaire. — En définitive, après tous ces emprunts remplis, et en supposant que des calamités nouvelles ne commandassent pas de nouveaux sacrifices, la dette publique devait arriver au chiffre de 4 milliards 486 millions de francs à la date du 30 juin 1863.

Les révélations financières de M. Chase, cette perspective d'avoir à emprunter 4 milliards 1/2 en deux ans et peut-être davantage, n'ont pas causé aux États-Unis la stupeur et les alarmes que nous supposons, parce qu'elles seraient peut-être légitimes chez nous; mais, dût notre orgueil national en souffrir, il faut reconnaître que l'Amérique a des ressources plus grandes que les nôtres. Le domaine national destiné à être revendu est incommensurable. La population dépassera dans dix ans celle des plus grands empires européens. Le capital industriel est déjà si fort qu'il peut être entamé sans péril, et d'ailleurs la somme à lever annuellement sous forme d'emprunt, et dont les intérêts constitueront des rentes au profit de ceux qui viendront au secours du trésor, n'est pas beaucoup plus forte que la somme à payer, à titre d'impôts, par les contribuables du vieux continent. Le fardeau n'est donc pas tel que la nation en soit accablée. Tout le péril est dans la transition. Il s'agit d'empêcher que la richesse, mobilisée tout à coup, et sans proportion avec les besoins, que ces flots de titres et de papiers qui vont grossir démesurément le cours de la circulation, ne déterminent un cataclysme commercial.

L'opinion publique ayant été habilement placée à ce point de vue, on examina sans trop d'émotion le plan financier dont l'exposé budgétaire de M. Chase n'était que la préface. Dans les emprunts par souscription, dont le système a été inauguré chez nous avec un succès si merveilleux, le gouvernement prend son temps pour opérer. Disposant d'un gros budget et du mécanisme de la dette flottante, soutenu et guidé par toutes les puissances financières, il proportionne les appels de fonds aux aptitudes dont il est exactement averti. Aux États-Unis, on était sous l'urgence la plus impérieuse. Il fallait battre monnaie immédiatement, incessamment, et pour des sommes colossales. Le seul procédé applicable était des émissions de papiers destinés à entrer d'autorité dans la circulation. M. Chase proposa deux combinaisons : la première était de créer, sous la garantie de l'état, un papier-monnaie à cours forcé qui aurait fait disparaître devant lui, au moyen d'un impôt, les billets et mandats des banques particulières, et serait devenu le seul instrument des échanges. Ce système, qui a le tort de rappeler beaucoup trop nos assignats, aurait tué les banques par la paralysie. La seconde proposition tendait au contraire à leur communiquer une vitalité excessive : elle met les finances de l'état sous la protection des banques particulières; elle marie pour ainsi dire les opérations du trésor avec celles du commerce. Les établissemens de crédit deviennent les ressorts de la politique nationale. S'il y a là des périls pour les capitalistes, ils sont du moins glorieux et lucratifs. Dire que cette seconde combinaison a été préférée, ce serait rester au-dessous de la vérité : elle a reçu une adhésion sympathique. Un système financier accepté à la fois par les capitalistes et par la nation, c'est une grande force.

III. — LES EMPRUNTS ET LES IMPÔTS.

L'idéal de M. Chase, approuvé par la corporation des banquiers et sanctionné par le congrès fédéral, consiste donc à créer un instrument de circulation (*circulating medium*), en introduisant dans les affaires un papier d'état destiné à jouer le rôle des billets de banque, et peut-être à remplacer ceux-ci par la suite. L'émission en doit être modérée de manière à ne pas chasser du marché la monnaie métallique : on espérait d'abord pouvoir la restreindre à 750 millions de francs, en évitant de faire descendre les coupures au-dessous de 25 francs; mais, dans la pratique, on a été bientôt poussé à sortir de ces limites (1). Ces bons de circulation ont cours

(1) Il y a eu une certaine catégorie de bons, montant à 300 millions de francs, qui, étant admissibles pour le paiement des droits de douanes, ont bientôt fait prime. On les

forcé dans les transactions commerciales; mais ils ne sont pas admissibles pour le paiement des rentes constituées, des intérêts hypothécaires. L'état les reçoit dans toutes ses caisses, la douane exceptée; mais il s'interdit de les imposer pour le paiement des rentes et intérêts dont il est lui-même redevable. Ils sont immédiatement convertibles, à la volonté du porteur, en rentes personnelles sur l'état. Pour faciliter ces échanges, que le ministre pratique en raison des demandes et dans la mesure des besoins du trésor, on a mis à sa disposition un capital de 2 milliards 500 millions de francs. Les rentes de ce fonds transmises au pair portent 6 pour 100 d'intérêt, payables en espèces métalliques et affranchis de toute retenue : elles sont remboursables en vingt ans; toutefois l'état se réserve le droit de les racheter au pair après cinq ans, et il constitue à cet effet une réserve d'amortissement en or et en argent, équivalant à 1 pour 100 du capital nominal.

Le devoir des banques, dicté par la nécessité et d'ailleurs conforme à leurs intérêts, est de faciliter autant que possible les formidables émissions qui doivent résulter de ce système. A l'imitation de ce qu'a fait sous Pitt la Banque d'Angleterre, elles tendent à échanger contre des titres de la dette publique leur propre capital, qu'elles prêtent à l'état. Elles sont convenues de recevoir les bons du trésor en dépôt, comme argent comptant, et le *clearing house* de New-York, imité sans doute par les autres cités commerciales, établit ses balances au comptant en mêmes bons au pair.

Une autre condition était indispensable pour que les papiers de circulation fussent préservés de l'avilissement. La promesse de payer en argent les intérêts de la dette publique offrait bien une certaine garantie contre l'excès des émissions : encore fallait-il que l'état possédât pour l'accomplissement de ses engagemens des ressources évidentes. Jusqu'alors, la grande république avait ignoré toutes ces variétés de l'impôt qui sont cultivées dans le vieux monde; elle avait tiré presque tous ses revenus de deux sources, le droit à l'entrée des marchandises étrangères et la vente des terres publiques. Ces deux articles lui procuraient environ 300 millions de francs, somme évidemment insuffisante. On ne pouvait même plus compter sur les recettes habituelles des douanes : elles étaient comprimées par la sécession des onze états et par les exagérations du tarif Morrill. On avait mis à l'essai quelques impôts nouveaux, et notamment un impôt foncier, évalué théoriquement à 400 millions; mais l'expérience avait déjà démontré l'extrême difficulté d'établir une taxe directe sur les terres dans ces contrées immenses où les propriétés sont

a considérés comme sortis de la circulation usuelle, et on les a remplacés par une émission de pareille somme non valable pour les douanes.

disséminées, et où le contrôle fiscal coûterait plus que ne rapporteraient les contributions. L'urgence d'obtenir des ressources plus certaines et plus abondantes était généralement sentie. A l'encontre de ce qui se passe en Europe, où les gouvernemens ont toujours à lutter pour faire accepter des charges nouvelles, l'inauguration d'un large système d'impots était impérieusement commandé en Amérique par le bon sens public.

La contribution foncière votée pour trois ans en 1861 a donc été suspendue indéfiniment, et remplacée par un impôt plus général destiné « à procurer au gouvernement des ressources à l'intérieur. » Tel est le *tax-bill* proposé au congrès le 3 mars 1861, voté à l'unanimité, comme un acte de dévouement national, le 23 juin, et qui a dû entrer en exécution le 1er août. A voir cette longue liste, qui comprend plus de cinq cents articles, et qui atteint presque toutes les transactions, presque tous les actes de l'existence, bien des gens à Londres et à Paris ont pris en pitié ces pauvres Américains, qui leur paraissaient écrasés sous le joug d'une insupportable fiscalité. Au fond, le *tax-bill* n'est pas aussi rigoureux qu'il en a l'air : c'est une combinaison très indigeste des impôts dont se composent les budgets de France et d'Angleterre, mais avec des atténuations où se révèle le génie vraiment démocratique des Américains.

On ferait aisément rentrer cette taxation embrouillée dans les cadres de notre fiscalité en la ramenant à cinq catégories : impôts sur le revenu, droits d'enregistrement et de timbre, licences et patentes, taxes sur les produits industriels, taxes sur les consommations domestiques. L'impôt sur le revenu diffère de l'*income-tax* anglais en deux points : il exempte complétement, même chez le riche, toute la partie du revenu au-dessous de 3,000 francs, et en second lieu il est progressif dans la proportion de 3 à 7 1/2 pour 100. Par exemple, en Angleterre, où la limite d'exemption est 2,500 fr., un contribuable taxé à 3 pour 100 et possédant 5,000 fr. de revenu paierait 150 francs; au-dessus de 50,000 francs, il paierait 1,500 francs, et au-dessus de 250,000 francs il paierait encore, au même taux de 3 pour 100, 7,500 francs. En Amérique, l'homme gagnant 5,000 francs sera exempté pour 3,000 et paiera pour le reste, à 3 pour 100, 60 francs seulement; mais à 51,000 francs il paiera 5 pour 100 sur 28,000, soit 2,400 francs; à 251,000 francs, il paiera, à raison de 7 1/2, sur 248,000, soit 18,600 francs. Ces différences fiscales sont à noter : ce sont des traits de mœurs qui caractérisent deux sociétés.

Les taxes correspondant à nos droits de timbre et d'enregistrement paraissent en général un peu moins fortes que chez nous. Les droits de succession, échelonnés en France jusqu'à 10 pour 100, ne dépassent pas 5 en Amérique. Les contrats hypothécaires sont at-

teints dans la proportion de 1 sur 1,000. Les baux sont taxés, indépendamment de la somme. à 2 francs 50 centimes lorsqu'ils sont faits pour trois ans, et au double lorsque la durée en est plus longue. Le timbre des effets de commerce est à peu près au même prix qu'en France, mais la feuille timbrée pour contrat coûte moitié moins. — Une innovation bien épineuse dans un pays où la liberté est devenue un besoin instinctif est d'avoir à payer pour l'exercice d'une profession. Toutefois les licences américaines resteront beaucoup moins onéreuses que nos patentes. Je ne vois dans le *tax-bill* que trente-cinq professions atteintes, et le plus fort droit à payer est de 1,000 francs; il concerne exceptionnellement ces grands caravansérails qui sont comme des petites villes et dont on fait en ce moment chez nous une imitation splendide. Chaque cafetier tenant billard est imposé à 25 francs par jeu; un tel impôt donnerait en France un revenu considérable, en ne frappant qu'un abus qui se propage jusqu'au scandale. Les autres licences flottent entre 50 et 500 francs; ce dernier chiffre est celui du banquier. L'homme de loi, qui paie 50 francs, est placé sur la liste auprès de l'escamoteur, qui en paie 100. Moyennant une licence de 500 francs, le premier venu peut ouvrir un théâtre. — Les produits manufacturés dans le pays sont presque généralement frappés en fabrique d'un droit de 3 pour 100 sur le prix de vente. Les parfumeries et les médicamens, dont les Américains, comme les Anglais, font usage avec une sorte d'avidité, ne se vendent plus sans un timbre équivalant à 4 pour 100. C'est aussi par un timbre sur les factures qu'on saisit certains objets à la vente au détail.

A propos des articles d'alimentation et d'utilité domestique éclate le principe social qui tranche la différence entre le Nouveau-Monde et l'ancien. En vertu d'un axiome qui remonte aux temps où la gabelle fut inventée, l'Europe prétend que les impôts, pour être productifs, doivent avoir pour base un besoin généralement ressenti, et elle s'applique à combiner les taxes avec ces impôts auxquels les plus pauvres ne peuvent pas se soustraire. La démocratie américaine en juge autrement. Même en ces jours de péril extrême où les mesures de salut public sont réclamées par le peuple, on ménage instinctivement les consommations populaires.

D'impôt sur les grains et la farine, on n'en parle pas, et on peut dire qu'ils sont absolument affranchis, puisqu'il y a immunité pour la terre. La viande se trouve atteinte seulement par une taxe d'abatage ainsi réglée : pour les bêtes à cornes, 1 franc 50 centimes par tête lorsqu'elles sont jeunes, et 5 francs lorsqu'elles ont pris tout leur développement; pour le mouton, 25 centimes par tête; pour le porc, 50 centimes : la consommation personnelle du propriétaire est exempte. Le vin paie 25 centimes par gallon, pas même

6 centimes 1/2 par litre; la bière, 3 centimes 1/2; les spiritueux, 23 centimes. Pour le sel, on ne paie pas 2 centimes 1/2 par kilo. Sur le sucre et le café, les droits seront trois ou quatre fois moins forts qu'en Angleterre ou en France. On pourrait dire du chauffage qu'il est exempté : le bois ne doit rien; la houille paie moins de 20 centimes par tonne de 1,000 kilogrammes. Le tabac paraît imposé au tiers de son prix vénal, mais il se vend deux ou trois fois moins cher qu'en France. Ma dernière citation fiscale a la portée d'un trait de mœurs. A l'exception d'un droit général de 3 pour 100 sur le papier et d'une taxe proportionnelle de 3 pour 100 sur les annonces commerciales (1), les livres et journaux sont préservés de toute contribution, même du timbre. Il y a plus : le colportage, qui est une industrie importante dans un pays immense, est soumis au paiement d'une licence assez forte; mais l'homme qui colporte la nourriture intellectuelle du pays, la Bible et les journaux, est exonéré de tous droits.

Le *tax-bill*, avec le tarif Morrill, destiné à régler les droits de douane, forme donc à peu près toute la législation fiscale de l'Union américaine. Ces deux instrumens financiers ne sont, à ce qu'il me semble, que des machines de guerre : ils seront très probablement refondus et transformés après la pacification. Le tarif Morrill, concession faite par le parti républicain aux grands industriels de la Pensylvanie, dont dépendait l'élection de M. Lincoln, montre trop ses côtés faibles par les maigres résultats qu'il donne. Le *tax-bill*, première ébauche d'une fiscalité à l'intérieur, va tellement contrarier les traditions du laisser-faire, qu'il sera battu en brèche dès qu'on n'en sentira plus l'absolue nécessité. On a peu de détails jusqu'à présent sur le mode à suivre pour la perception. Le président divise le territoire en régions fiscales, et envoie dans chacune d'elles un assesseur et un collecteur fédéraux, qui doivent s'entendre, pour la pratique, avec les autorités locales. Il est probable que la perception s'organisera spontanément dans chaque paroisse, et coûtera fort peu. Quant au produit du nouvel impôt, on en est encore aux conjectures. Les appréciations varient entre 500 millions et 1 milliard. L'important est qu'on arrive au chiffre nécessaire pour suffire à l'intérêt et au rapide amortissement de cette dette, qui augmente de jour en jour.

Chez M. Lincoln, le foyer de la passion est ardent, mais concentré à l'intérieur. Dans ses contacts avec autrui, il devient réservé et prudent : on dirait qu'il veut toujours rejeter la responsabilité de ses décisions sur la fatalité des événemens. De même qu'il a fait

(1) Les journaux dont la circulation est inférieure à 2,000 exemplaires n'ont pas à acquitter le droit sur les annonces. Partout se montre la préoccupation de protéger le faible, pour lui donner le moyen de grandir. C'est bien souvent le contraire en Europe.

obstacle aux emportemens abolitionistes, il a d'abord opposé son *veto* à l'émission des papiers inférieurs à 25 francs. Il lui répugnait instinctivement d'en venir à ce point où les flots de la circulation ne rouleraient plus que du papier. Les demi-mesures en économie politique ont souvent des inconvéniens plus graves que les partis extrêmes. Quelque précaution qu'on prenne pour empêcher l'avilissement d'un papier-monnaie, il est à peu près impossible de le conserver au pair de l'or et de l'argent. Si l'assignat arrive à perdre 20 pour 100, exiger que tous les achats inférieurs à 25 francs soient soldés en monnaie métallique, c'est renchérir de 20 pour 100 toutes les consommations usuelles et paralyser le commerce de détail par un impôt désastreux. D'un autre côté, des assignats de très petite coupure, ayant cours forcé et non convertibles, auraient chassé complétement du marché l'argent et le cuivre. M. Chase, qui paraît unir beaucoup de décision à une véritable habileté, a résolu le problème par une innovation assez ingénieuse. Après avoir obtenu du congrès l'autorisation de couper en billets inférieurs à 25 francs une somme de 125 millions de francs, il met en circulation des espèces de timbres-poste de la valeur de 5 centimes (1 *cent* ou la centième partie du dollar), qui n'ont pas cours forcé entre particuliers, mais auxquels on substitue à volonté des timbres gommés pour les affranchissemens de lettres et de journaux : c'est une manière de rendre convertibles en espèces des billets d'une valeur imperceptible. Le petit commerce paraît disposé à accueillir cette innovation, qui doit être mise en pratique aujourd'hui même, 1er septembre 1862.

IV. — RÉSULTATS FINANCIERS ET POLITIQUES.

Il est temps de dire ce que sont devenues les finances de l'Union sous les coups répétés de ces expédiens. Pour commencer par la dette publique, on y distingue trois catégories : 1° la dette inscrite et classée. Le capital, qui était de 329 millions de francs avant la guerre civile, dépasse actuellement 1,142 millions. L'intérêt, qui varie entre 5 et 7 fr. 30 c. pour 100, s'élève à 77 millions. La date la plus éloignée pour le remboursement intégral est 1881. — 2° La dette flottante : 1,093 millions, sans intérêts pour la plus grande partie et ne formant qu'une charge assez légère de 2,529,608 francs. — 3° Emprunts autorisés en émission. Quoique ce fonds de rentes ne soit probablement pas encore classé complétement, on peut dès à présent l'ajouter au total de la dette, parce qu'il ne sera pas même suffisant. Le capital s'élève à 3 milliards 250 millions, supportant 6 pour 100 d'intérêt et remboursables en vingt ans au plus tard. En définitive, la réunion des trois espèces de dettes forme une charge de 5,484,759,200 francs en capital, et de 274,583,338 francs pour

l'intérêt annuel: il y aura à ajouter un amortissement de 1 pour 100, ce qui représente environ 55 millions (1).

Malheureusement on n'en restera pas là. L'expérience montre que le budget militaire présenté l'année dernière par M. Chase est loin de répondre aux besoins. Au lieu de 2 milliards 1/2, on dépensera peut-être 4 milliards par année pendant la durée de la guerre. Une perspective pareille nous donnerait le vertige; les Américains la considèrent avec un stoïcisme froidement calculé. « Que la guerre, disent-ils, dure encore dix-huit mois à partir du jour où nous sommes, notre dette nationale pourra monter à 10 milliards de francs. Eh bien! même après tant de désastres, notre situation sera encore supérieure à celle de la France et de l'Angleterre. La France, avec sa dette perpétuelle et flottante, doit déjà plus de 10 milliards, dont l'intérêt arrive à près de 400 millions. L'Angleterre, en 1861, devait encore plus de 20 milliards, et payait de ce chef 670 millions d'intérêts. Quant aux ressources (ce sont toujours les Américains qui parlent), tout l'avantage est de notre côté. Nos impôts de guerre, on l'a vu par le *tax-bill*, sont beaucoup moins lourds que les impôts de la paix en Europe. Dans vingt ans comme aujourd'hui, l'Angleterre et la France resteront avec leurs budgets irréduc-

(1) DETTE PUBLIQUE DES ÉTATS-UNIS.
(Août 1862.)

	Capital.	Taux de l'intérêt.	Annuité à payer.	Date du remboursement.
1° *Dette inscrite.*	francs.		francs.	
Anciennes dettes jusqu'à 1848.....	101,534,780	6	6,091,482	1868
Emprunt de 1850.....	100,000,000	5	5,000,000	1874
Emprunts divers pour l'acquisition de l'Oregon et du Texas.....	19,404,960	5	970,248	1881
Emprunt de 1860.....	35,110,000	5	1,755,500	1871
— de 1861.....	92,075,000	6	5,524,500	1881
Fonds souscrits par les banques (1861).	250,000,000	6	18,000,000	1881
Billets de trois ans (1861).....	544,000,000	7 3/10	39,712,000	1864
Total de la dette fondée.....	1,142,124,740		77,053,730	
2° *Dette flottante.*				
Anciens bons (non réclamés).....	3,846,560	5	192,328	»
Bons du trésor à deux ans (1861)...	38,788,000	6	2,337,280	1863
Bons de circulation (sans intérêts, — ayant cours forcé. — Emissions diverses).....	1,050,000,000		»	»
Total de la dette flottante.....	1,092,634,560	»	2,529,608	
3° *Emprunts autorisés, en émission.*				
Certificats de dépôts et reconnaissances de créances sur l'état.....	500,000,000	6	30,000,000	1863
Certificats de dépôts et reconnaissances à dix jours de vue.....	250,000,000	»	»	»
Inscriptions de rentes autorisées pour absorber les bons de circulation...	2,500,000,000	6	150,000,000	1882
	3,250,000,000		180,000,000	
TOTAL des trois espèces de dettes..	5,484,759,300		259,583,338	

tibles de 2 milliards. Quand nous serons revenus à l'état normal, nos dépenses administratives et militaires retomberont à 300 millions, et alors l'excédant du *tax-bill* nous procurera un amortissement énergique, qui fera disparaître rapidement notre dette. »

Lorsqu'il fut reconnu que la guerre était inévitable, l'Union se crut assez forte pour y faire face au moyen des emprunts patriotiques. Une noble émulation s'établit entre les administrations locales et les citoyens. Les états firent des emprunts spéciaux dont ils assumèrent les charges, et cinq états seulement (1) offrirent à la patrie commune 510 millions de francs. Les dons volontaires des citoyens ne restèrent pas beaucoup au-dessous de 200 millions. Certes il y a peu de pays capables d'un tel dévouement. Est-ce à dire que le sentiment patriotique est plus vif chez les républicains du Nouveau-Monde qu'en Europe? Non : c'est qu'ils sont plus riches.

La prospérité matérielle de la république au commencement de 1861 tenait véritablement du prodige. Entre les deux recensemens décennaux (1850-60), la population avait gagné 35 pour 100. Pendant cette même période, la richesse foncière s'était plus que doublée : de 35 milliards 332 millions de francs en capital, elle s'était élevée à 80 milliards 514 millions, si bien qu'avec dix ans encore d'une pareille progression la propriété immobilière d'un pays âgé à peine d'un siècle aurait dépassé la valeur estimative des biens-fonds en Angleterre et en France (2).

Pendant l'année 1861, le commerce a subi les plus dures épreuves. Indépendamment de la surcharge des impôts et du ralentissement des expéditions, le sud, débiteur du nord pour des sommes colossales, s'est empressé de renier ses dettes. L'ébranlement de crédit qui en est résulté n'a pourtant pas produit des désastres tels qu'on devait s'y attendre, et dans le nord, qui était spolié, le nombre de faillites n'a pas été proportionnellement plus grand que dans le sud, qui faisait banqueroute. Le travail réparateur ne s'est pas arrêté, et dans certaines spécialités la guerre même lui a fourni des alimens. Les transports sur les *railways* et canaux qui aboutissent à New-York ont été estimés à 11 millions de tonnes d'une valeur mercantile d'environ 5 milliards.

Les faits dont on paraît avoir été particulièrement frappé en Eu-

(1) New-York, Pensylvanie, Massachusetts, Illinois et Ohio.

(2) Il ne s'agit pas ici d'une estimation arbitraire des immenses territoires possédés par les États-Unis, mais des portions déjà utilisées. On fait tous les dix ans une évaluation de la propriété foncière exploitée, parce qu'elle est la base de certaines taxes locales. Par ménagement pour les contribuables, les assesseurs fiscaux font sciemment des estimations très basses. Aussi le chiffre officiel qu'ils ont donné pour 1860 ne monte qu'à 55 milliards; mais en même temps le ministre des finances a publié le chiffre réel, qu'il affirme être celui de 80 milliards énoncé plus haut.

rope sont la rapide dépréciation du papier-monnaie et l'élévation du change étranger. L'or, qui s'est coté jusqu'à 20 pour 100 au-dessus de la valeur nominale du papier, est encore à 16 pour 100 aujourd'hui, et pour toucher 100 en espèces sur la place de Londres, il a fallu donner 130 en papier à New-York. On a rêvé des assignats, et on a vu l'Union américaine précipitée dans l'abîme de la banqueroute. Lorsque le papier obtient cours forcé, il chasse nécessairement la monnaie métallique; l'or et l'argent cessent d'être mesures monétaires et marchandises, pour ne plus conserver que cette dernière qualité, et comme ils ont certaines utilités qui manquent au billet, ils font naturellement payer ce service. Si le billet de la Banque de France n'a rien perdu en 1848, c'est une exception phénoménale tenant à un ensemble de circonstances qui ne se reproduiront sans doute plus. Quand le papier de la Banque d'Angleterre remplaça la monnaie, la confiance dans l'avenir resta entière, et cependant la prime de l'or dépassa 40 pour 100. En 1813, on paya jusqu'à 111 shillings en *bank-notes* le quarter de blé, qu'on aurait pu avoir pour 74 shillings en or.

Les changes étrangers ne sont en définitive qu'un règlement de compte commercial. La cessation des ventes de coton a dérangé l'ancien équilibre et fait pencher la balance en faveur de l'Europe. Il est arrivé aussi, dans le premier moment de panique, que les détenteurs étrangers de rentes américaines ont fait vendre leurs titres et en ont retiré des espèces. De là, baisse des fonds publics, large exportation de lingots, rareté de l'or et élévation correspondante de la prime. Les Américains ont attribué ces mouvemens naturels à une hostilité systématique de leurs frères d'Angleterre, et ils paraissent en avoir gardé un assez vif ressentiment. On prévoit que la balance inclinera bientôt en sens inverse. Il y a une chose devenue aussi nécessaire à l'Europe que les cotons, ce sont « les étoffes de la nourriture, » les *bread stuffs*, comme on dit en Amérique, et les états du nord ont le privilége de les produire. La récolte de cette année est excellente : les exportations ont pris, dès le mois de juillet, une telle extension que le change sur Londres s'en est ressenti : la prime sur l'or tend à baisser. Il faut considérer aussi que les états unionistes sont producteurs de métaux précieux, et que les réserves métalliques de New-York se reforment incessamment, grâce aux richesses californiennes.

Ce qui est à craindre pour les États-Unis, c'est bien moins le ralentissement des affaires que l'*over-trading*, la surexcitation maladive du commerce sous l'influence d'un crédit trop facile. Si on se rappelle ce qui a été dit plus haut sur le système des banques new-yorkaises, types de la plupart des autres, on comprendra comment

leur mécanisme financier devient tout naturellement une machine de guerre. Quand le besoin d'emprunter se fait sentir en Angleterre ou en France, on entre en négociation avec les grandes puissances de la finance, ou bien l'on ouvre un emprunt par souscription. Ces procédés seraient-ils efficaces, s'il s'agissait d'obtenir 10 milliards en trois ans? Il est permis d'en douter. En Amérique, le déplacement du capital national, sa mise au service de l'état, se font en quelque sorte d'eux-mêmes. Les dépenses qui nécessitent les grands sacrifices se rangent presque toutes sous quatre titres : vivres, armemens, transports et solde des troupes. Le pays trouve en lui-même tous ces élémens de guerre : les lui demander, c'est lui procurer du travail. Quand une fourniture est faite, le secrétaire de la trésorerie délivre au vendeur un certificat constatant la dette : si celui-ci peut attendre, il transforme sa créance en inscription de rente à 6 pour 100 d'intérêt; s'il a besoin de réaliser pour continuer ses affaires, il dépose ses titres dans une banque, et le compte courant qui lui est ouvert devient pour lui de l'argent en caisse; si les banques existantes, saturées de capital, refusent de recevoir les dépôts à des conditions satisfaisantes, des banques nouvelles s'organisent en concurrence; en même temps se complète la transformation en nouveaux papiers d'état du capital propre aux anciens établissemens de crédit. Les formidables émissions sont ainsi absorbées peu à peu.

J'ai expliqué avec détail comment il se faisait que les banques américaines, au lieu de procéder, comme chez nous, par des émissions de leurs propres billets, remplaçaient le billet de banque par le chèque, combinaient une circulation hasardeuse au moyen des crédits à découvert, ne gardaient qu'un encaisse insuffisant et vivaient dans l'appréhension continuelle de ces crises monétaires qui engendrent les faillites et deviennent désastreuses pour les capitalistes. Du moment où l'or et l'argent peuvent être remplacés par ces bons de circulation qui ont cours forcé, il n'y a plus de raison pour que les encaisses des banques s'affaiblissent d'une manière périlleuse. Les directeurs pourront donner à leurs affaires une extension aussi large qu'ils le jugeront convenable sans craindre que les chèques, présentés trop abondamment aux guichets, ne fassent le vide dans les coffres. On peut même prévoir que la pratique des banques sera complétement modifiée, qu'on n'échangera pas longtemps du papier contre du papier, et que les bons de circulation émis par la trésorerie remplaceront peu à peu les billets émanant des banques. Ces établissemens deviendront ainsi, plus qu'ils ne le sont aujourd'hui, l'organisme essentiel de l'état.

Ce qu'un pareil régime peut amener d'imprévu et d'étrange, je ne me charge pas de le dire. Je me figure vaguement une de ces

grandes machines, toutes-puissantes pour la production, mais auprès desquelles on n'est pas parfaitement tranquille, parce qu'on craint qu'elles n'éclatent. Il y a deux périls qu'on entrevoit : d'abord l'abus du crédit tendant à pousser l'esprit mercantile au dernier degré de la surexcitation, et déjà je remarque que les prêts et escomptes des cinquante-cinq banques de New-York-City ont passé de 600 à 720 millions : en second lieu, une dépréciation très rapide du papier ferait effondrer tout le système. Plusieurs circonstances rendent ce second danger moins grand en Amérique que partout ailleurs. Un assignat convertible à volonté en rente 6 pour 100 payable en argent ne peut jamais tomber au-dessous d'une certaine limite. Cette obligation même que prend le gouvernement de solder les intérêts en espèces est une garantie contre l'abus des émissions. Il faut considérer encore que l'usage du papier n'est pas en Amérique une innovation dont on s'effraie, que dans l'ouest, par exemple, l'argent n'est jamais employé que comme appoint, qu'en raison de l'emploi général des chèques on rencontrera plus souvent dans la circulation la signature des particuliers que celle de l'état. Il y aura sans doute une grande perturbation et beaucoup de victimes : c'est inévitable dans un si grand ébranlement social; mais en définitive, quand la paix sera rétablie, il se fera une liquidation très favorable pour les habiles qui auront surnagé. Le 6 pour 100, coté encore aujourd'hui à 98, est payé avec un papier perdant de 15 à 20 pour 100; l'achat se fait en réalité au prix de 80, c'est-à-dire au rendement de 7 1/2 : ce sera du patriotisme placé à bon intérêt. Quant à l'état, sa dette fût-elle après la guerre de 10 milliards, s'il peut économiser sur le *tax-bill* 200 millions pour les appliquer à l'amortissement, ce qui n'a rien d'improbable, il aura remboursé cette dette avant un quart de siècle,

Le nord a pu, grâce à sa richesse exubérante, soutenir une guerre gigantesque d'une manière normale, c'est-à-dire en ménageant les intérêts des citoyens. Il n'en a pas été de même pour le sud. Dépourvu de ressorts financiers, il est entré de plein bond dans la guerre révolutionnaire. Son premier acte, remontant à janvier 1861, a été d'interdire le paiement des dettes contractées envers les gens du nord, faisant ainsi un devoir civique de la banqueroute. Les banques ont été autorisées à suspendre leurs paiemens en espèces. Il est même probable qu'elles ont dû interrompre tout à fait leurs opérations, car ces banques étaient pour la plupart commanditées et dirigées par des capitalistes du nord, qui se retirent, ou patronnées par les autorités des états séparatistes, aujourd'hui sans crédit. A plusieurs reprises on a essayé d'emprunter, soit en constituant une espèce d'hypothèque avec des amas de coton que l'on vendrait plus

tard à l'Europe, soit en offrant d'échanger des bons du trésor contre des rentes sur cette *confédération* qui n'est encore qu'un projet. On a voté une taxe de guerre de 1/2 pour 100 sur tout capital supérieur à 2,500 fr. Je ne saurais dire jusqu'à quel point ces emprunts ont réussi. L'avenir est escompté au hasard, au moyen d'un papier-monnaie dont les coupures ont été abaissées jusqu'à 10 centimes, et ces assignats, n'étant jamais rapprochés de leur valeur métallique, sont destinés au dernier avilissement.

J'ai signalé plus haut le prodigieux accroissement de l'ancienne Union en population et en richesses pendant les dix dernières années; mais quelle différence dans la marche progressive des deux groupes actuellement en lutte! Dans les onze états du sud, la population, blancs et noirs compris, est augmentée de 1,826,000 âmes, soit 25 pour 100. Dans les vingt et un états unionistes, le progrès est de 6,252,000 âmes, ou 39 pour 100. La plus-value de la propriété territoriale dans la région fédérale est évaluée à 101 pour 100; elle n'est que de 67 pour 100 dans les pays esclavagistes. De ce côté, à vrai dire, c'est le prix de l'esclave, considéré comme instrument, qui détermine la valeur de la terre, de sorte que si la guerre civile amenait l'abolition de l'esclavage sans indemnité, la richesse immobilière des gens du sud s'évanouirait en grande partie. Pour le nord, les résultats des grands mouvemens financiers, c'est l'excessive mobilisation du capital déjà acquis: la guerre devient une excitation au travail, et sera peut-être une cause nouvelle d'enrichissement. Pour le sud, la guerre est la destruction de son capital. Il a pour tactique de ne pas vendre ses récoltes, c'est-à-dire de se priver de son revenu. S'il accumulait les cotons pour les expédier plus tard, il travaillerait à l'avilissement de sa marchandise. Aussi a-t-on déjà remplacé les cultures industrielles par celles des vivres destinés aux armées. Le commerce est anéanti. Le nègre, la grande richesse, n'est plus même une marchandise cotée.

On ne sait rien de précis sur l'organisation des armées du sud : il est infiniment probable qu'elles ne sont pas payées, qu'elles se pourvoient par des réquisitions, qu'elles se recrutent par la terreur, qu'elles sont retenues par la forte résolution de quelques chefs. La résistance souvent victorieuse des états esclavagistes s'explique néanmoins. On en était arrivé dans ces pays à rêver un régime dans lequel l'esclavage, fondement de la société, s'étendrait sans aucun obstacle. Cet idéal est fort compromis dès à présent. On n'espère plus sans doute diviser le nord pour le dominer. Un arrangement qui limiterait l'expansion de l'esclavage, ce serait la déchéance à long terme; une défaite aboutissant à l'abolition, ce serait la ruine immédiate et absolue : avec une telle perspective, rien de plus naturel

chez les gens du sud qu'une énergie voisine de la rage. Cette population a d'ailleurs l'avantage du tempérament militaire : la classe des grands planteurs, à laquelle se rattachent la plupart des officiers supérieurs de l'ancienne armée fédérale, forme une espèce d'aristocratie habituée aux armes. Les couches inférieures de la population, les petits blancs, comprennent en très grand nombre des aventuriers à mœurs violentes, pour qui l'apprentissage de la guerre n'est pas long. Repliée sur son propre territoire, l'armée des suddistes a pu y choisir ses positions : elle s'est formée tout d'abord par un appel de toutes les milices, c'est-à-dire par une espèce de levée en masse; elle n'a pas de réserve. Le nord, après toutes ses pertes, va avoir plus de 800,000 hommes à mettre en ligne, et ce ne sera pas encore la moitié de ceux qu'il pourrait appeler.

Où aboutira le gigantesque conflit dont les contre-coups sont ressentis si douloureusement en Europe? Bien hardi qui le dirait. Si je ne m'abuse toutefois, la situation est éclairée par les renseignemens financiers consignés ici, et il y a certaines éventualités qu'on peut prévoir. Si après une grande bataille l'armée qui défend Richmond est franchement battue, sa déroute sera celle de la confédération esclavagiste. Si au contraire le sort des armes est défavorable aux fédéraux, la guerre prendra du côté du nord le caractère révolutionnaire. Le pouvoir directeur passera des mains indécises aux mains vigoureuses, et le *salus populi* restera comme la seule et unique loi. Plus que jamais l'Europe verra ses intérêts compromis par la prolongation de la lutte, et peut-être cédera-t-elle à la dangereuse tentation d'intervenir. S'il en est ainsi, les fédéraux exaspérés, se jugeant en état de légitime défense, rejetteront sur l'Europe la responsabilité d'une mesure terrible devant laquelle ils ont reculé jusqu'ici; ils proclameront l'affranchissement général et immédiat des noirs, et déchaîneront sur leurs adversaires les horreurs d'une guerre servile. Les états négriers tomberont dans le chaos. L'Europe n'aura pas plus de coton qu'aujourd'hui, et elle aura compromis pour longtemps les débouchés américains, sans lesquels elle ne peut vivre.

Ces prévisions sont tristes. N'y a-t-il aucun moyen de conjurer tant de malheurs? La guerre cesserait bientôt, si le sud perdait l'espoir d'être soutenu et si les gouvernemens européens proclamaient, comme c'est leur droit et leur devoir, qu'en aucun cas ils ne tolèreront le rétablissement de la traite, ni les expéditions furtives dans les pays voisins pour y implanter l'esclavage. Quels désastres on aurait épargnés à l'Amérique et à l'Europe, si ces déclarations avaient été faites dès les premiers jours!

André Cochut.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

31 août 1862.

Des déplorables issues que pouvait avoir l'entreprise désespérée de Garibaldi, c'est la moins fâcheuse qui s'est réalisée. Sans doute on a laissé éclater un grand mal; sans doute un douloureux déchirement s'est opéré dans cette cause italienne, qui s'était, jusqu'à ces derniers temps, présentée au monde avec un rare caractère d'harmonie; sans doute l'on a été obligé de recourir à ces expédiens de salut public qui sont de tristes remèdes à employer dans un pays qui aspire à consolider son indépendance et à constituer son unité par la liberté; sans doute les provinces méridionales, c'est-à-dire la moitié de l'Italie, sont soumises à l'état de siége; sans doute le sang italien a été répandu par des mains italiennes. Même en regrettant ces malheurs, les patriotes italiens et les libéraux de l'Europe peuvent se féliciter du moins que le mal ait été restreint dans les plus étroites limites possibles, que la crainte du péril ait été plus grave que le péril même, que la crise dont la durée eût pu dissoudre le nouveau royaume ait été courte. Quant aux libéraux français, ils ont un motif particulier de se réjouir de la prompte fin de cette aventure. Notre bonne fortune nous a préservés de la pire conséquence de l'occupation de Rome. Le point d'honneur de nos armes n'a pas été mis à l'épreuve dont il était menacé; la France n'est plus placée dans cette contradiction fatale où elle ne pouvait remplir les devoirs d'une consigne militaire qu'en faisant souffrir les principes politiques qu'elle représente dans le monde; nos troupes ne seront point compromises avec les démonstrations révolutionnaires d'une passion nationale. Du même coup nous échappons à l'ascendant d'un mouvement réactionnaire dont les symptômes n'étaient que trop visibles, et dont un journal récemment créé par un écrivain qui est sénateur prenait la direction avec un singulier entrain. C'est pour le libéralisme français un soulagement immense. Un double malheur est épargné à la France et à l'Italie; nous croyons qu'il nous est permis d'en exprimer avec une tristesse décente notre satisfaction.

Comment il se fait que l'entreprise garibaldienne ait eu un si prompt dénoûment, c'est ce qu'il n'est point encore possible d'expliquer par le détail. Quant à nous, nous n'avons pas même compris jusqu'à présent comment Garibaldi avait pu, sans être traversé dans son projet, préparer durant plusieurs semaines les élémens de l'expédition qui vient d'avorter. L'inertie et le sang-froid du parlement et du ministère italiens pendant que se faisaient les enrôlemens, et qu'au su de tout le monde des volontaires s'embarquaient pour la Sicile, étaient pour nous un sujet de profond étonnement. Les Italiens, nous le savons, n'aiment point à se hâter et laissent volontiers les choses suivre leur cours. Puis, dans les périodes de nouveautés telles que celle où est l'Italie, les gouvernemens admettent une certaine politique relâchée, et il ne nous est pas démontré que l'on n'ait pas laissé faire d'abord les volontaires, dans la pensée, caressée jusqu'au dernier moment, que l'orage garibaldien avait une autre destination que l'Italie. Les populations italiennes avaient pris d'ailleurs l'habitude de croire à des ententes secrètes entre Garibaldi et le gouvernement du roi Victor-Emmanuel, et cette habitude a entretenu, comme on l'a vu, la confusion dans l'esprit des Siciliens. Même après que le ministère a eu pris le parti de la répression énergique, les agens spéciaux envoyés par lui en Sicile pour étouffer l'entreprise garibaldienne ont montré une hésitation que l'on ne peut expliquer que par une tendance invétérée à la temporisation diplomatique. On assure que le général Cugia par exemple était investi de pouvoirs discrétionnaires plus que suffisans, qu'il eût pu finir l'affaire à Ficuzza, où il envoya des parlementaires à Garibaldi, et que cette fois, plus enclin aux moyens diplomatiques que le ministère ne l'eût désiré, il laissa échapper l'occasion d'étouffer la rébellion à sa naissance. S'il en est ainsi, il faut regretter que le général Cugia ait été trop circonspect, car tous les intérêts engagés dans la question italienne, même celui de Garibaldi, exigeaient qu'il fût mis fin à cet incident le plus tôt qu'il serait possible.

La tolérance des commandans des deux frégates italiennes qui ont laissé sortir Garibaldi de Catane est bien plus surprenante encore; il paraît qu'il faut aussi l'attribuer à l'hésitation naturelle au tempérament national, et dont ces officiers n'ont pas pu se défaire assez vite, même après avoir vu cesser la longue irrésolution de leur gouvernement. Quant à l'échec final de Garibaldi, nous en ignorons encore les causes accidentelles. Il est cependant facile d'en discerner la cause générale. Les populations, averties enfin par la série des actes énergiques du gouvernement italien, n'ont pas tardé à comprendre que leur ancienne idole ne pouvait plus compter cette fois sur de hautes connivences, que par conséquent l'attrait du succès probable manquait à cette entreprise, et que suivre Garibaldi, c'était prendre le chemin non du facile triomphe, mais du pénible martyre. Garibaldi lui-même, qui semblait vouloir éviter toute collision avec les troupes régulières, qui avait l'air de chercher surtout à établir dans les montagnes un foyer d'agitation qui pût un jour susciter ou soutenir une démonstration puissante en

faveur de l'aspiration nationale vers Rome, n'a pas pu échapper aux troupes, qui ont enfin été vigoureusement lancées après lui. Une première dépêche annonçait qu'il était suivi de près vers Aspromonte; une seconde, qu'il avait été attaqué par les troupes royales. Quels ont été les incidens de la dernière scène du drame? A-t-il réellement voulu combattre? Est-il tombé seulement en essayant de gagner à sa cause, lui qui était sorti de la légalité, des soldats demeurés fidèles à la discipline? Tristes doutes qui seront bientôt éclaircis; mais, quelles que soient les circonstances au milieu desquelles a été frappé Garibaldi, dans un pays comme le nôtre, où le sentiment populaire a pardonné à de nobles victimes d'entraînemens qui n'étaient pas moins coupables, toute commisération généreuse, nous l'espérons, ne sera point refusée à cet homme ardent et tumultueux qui expie si douloureusement aujourd'hui un égarement du patriotisme.

La question maintenant, pour la France et pour le gouvernement italien, est de dégager les enseignemens qui ressortent de cette échauffourée, et de tirer le meilleur profit de l'échec que vient de subir en Italie le parti qui ne recule pas devant les moyens révolutionnaires.

Considérons d'abord la question au point de vue de la France. Ce qui consternait en France l'opinion libérale dans l'entreprise de Garibaldi et, nous osons le dire, tous ceux qui apportent dans l'examen des affaires d'Italie un véritable esprit de logique politique, c'était la position déplorablement fausse où nous aurait placés une tentative de Garibaldi sur la portion du territoire romain qu'occupent nos troupes, c'était le rôle contradictoire qui se fût imposé à la France en présence d'une Italie échappée à la direction de son gouvernement régulier et livrée à l'arbitraire révolutionnaire. Un tel état de choses, en mettant en jeu l'honneur militaire de la France, nous dépouillait de notre liberté d'action politique et nous enlevait la faculté de résoudre la question romaine. C'est bien nous alors qui eussions été en péril de réaliser le mot que l'on a prêté à Garibaldi et de défaire notre œuvre de nos propres mains. Entraînés, par un choc avec les démonstrations révolutionnaires, à heurter et à comprimer le sentiment national de l'Italie, nous qui nous flattions d'avoir été les libérateurs de la péninsule, nous en fussions devenus les oppresseurs apparens, nous eussions peu à peu assumé sur nous les responsabilités odieuses qui ont été si funestes à l'Autriche. Trois ans après avoir soustrait l'Italie à l'influence autrichienne, il serait arrivé que nous n'eussions réussi qu'à relever l'Autriche dans le poste si ingrat et si peu glorieux de gendarmes de l'Italie.

Jamais politique ne se fût couverte d'une pareille confusion, ne se fût, par son imprévoyance, plongée dans de plus graves embarras, et ne se fût bafouée elle-même d'une façon à la fois plus ridicule et plus triste. Voilà la perspective qui nous faisait trembler, et qui, nous en sommes convaincus, préoccupait dans notre gouvernement ceux qui ne sont point disposés à s'abandonner au cours des événemens avec une légèreté capricieuse et efféminée. Voilà le péril que, grâce à Dieu, l'échauffourée garibaldienne n'a

fait que nous laisser entrevoir; mais avant qu'il ne fût conjuré, quels regrets n'éveillait-il point dans les esprits auxquels nous faisons allusion! Ah! se disait-on, il nous eût été possible de n'avoir plus à notre charge cette question romaine; la cour de Rome elle-même nous en relevait au moment où Garibaldi, par son irruption triomphante dans le royaume de Naples, nous contraignit à reprendre ce fardeau. Nous n'avions pas interdit au ministère Rattazzi, bien au contraire, d'espérer que nous lui procurerions le succès d'une solution de la question romaine. Déjà, d'une année à l'autre, de 1861 à 1862, le langage tenu aux chambres laissait voir le progrès qu'avait fait dans notre esprit la pensée de ne point nous immobiliser à Rome pour y être la pierre d'achoppement de l'Italie : nous avions déclaré, par l'organe de M. Billault, que nous étions à Rome sans droit. Si nous eussions été plus prompts à nous décider dans le sens de nos tendances manifestées et nécessaires, nous n'aurions pas Garibaldi sur les bras, nous n'aurions plus Rome à garder, nous ne serions plus la cause ou le prétexte des agitations intérieures de l'Italie, et en tout cas nous ne serions plus étroitement et directement liés à ses luttes intestines. Telles étaient les appréhensions que nous inspirait, tels étaient les regrets qu'excitait en nous l'équipée de Garibaldi. Quel doit être l'effet naturel et logique de l'avortement du mouvement révolutionnaire? Maintenant que notre honneur militaire n'est plus en question, et que, par la défaite de Garibaldi, nous recouvrons notre libre action politique, ne sommes-nous pas en quelque sorte mis par la fortune en demeure de rendre impossible le retour de ces appréhensions et de ces regrets, en faisant disparaître enfin l'état de choses qui hier encore nous les infligeait comme un amer souci?

Le tour inopiné que les événemens viennent de prendre en Italie nous impose donc le devoir et nous fournit l'occasion de travailler à la prochaine solution de la question romaine : nous ne serions plus excusables, si nous nous laissions encore une fois surprendre dans une politique d'indécision et d'inertie par quelque nouveau soubresaut révolutionnaire. C'est au point de vue de l'intérêt de la France que nous envisageons d'abord l'opportunité d'une détermination prompte à l'endroit de Rome. Avant tout sans doute, il faut nous inspirer de l'intérêt français; mais en cette circonstance l'intérêt français coïncide merveilleusement avec les devoirs d'équité que nous avons à remplir envers le gouvernement du roi Victor-Emmanuel et envers la nation italienne. En somme, le gouvernement de Turin, mis en péril par notre intervention prolongée dans l'état romain, vient, par ses seules forces, de surmonter les difficultés que nous lui créons par notre inconséquence : il a voulu et il a su empêcher le parti de l'action et Garibaldi de brouiller l'Italie avec la France. Les populations italiennes viennent, elles aussi, de faire leurs preuves de sagesse et de sang-froid : elles ont montré qu'elles étaient capables de résister au prestige d'un homme qu'elles ne peuvent point ne pas aimer, lorsque cet homme impatient voulait, à l'accomplissement immédiat du vœu national, sacrifier les conditions du gouvernement

régulier dans son pays et la conservation de l'alliance qui a le plus efficacement servi la renaissance italienne. Entre Victor-Emmanuel et Garibaldi, elles se sont prononcées pour Victor-Emmanuel; entre la France et Garibaldi, elles ont opté pour la France. Encore une fois, dans une crise de vie ou de mort pour elle, la nation italienne vient d'étonner le monde par la justesse de son sens politique. Il ne serait pas plus équitable que politique de laisser sans récompense une telle conduite du gouvernement italien et de la nation italienne. Le peuple italien en résistant à la séduction garibaldienne, le gouvernement italien en comprimant une révolte qui inscrivait sur son drapeau l'objet même des plus pressantes nécessités et des vœux les plus ardens de l'Italie, ont rendu à la France un service positif, dont la justice autant que la politique nous obligent de leur tenir compte. Serait-il sage en effet et serait-il généreux d'exposer le gouvernement et le peuple italien à la répétition des épreuves dont ils viennent de triompher à notre profit?

Il faudrait que l'on voulût bien comprendre en France que la possession de Rome n'est pas pour l'Italie l'exigence illusoire d'une ambition enivrée, mais que pour ce pays, dans la nouvelle organisation où il cherche la résurrection de sa nationalité et la force de son indépendance, elle est une nécessité positive et absolue. Tout est instable dans le nouvel ordre de choses italien tant que le nœud de la nationalité n'est point serré à Rome même. Le Piémont est le principal auteur de la résurrection italienne. Les autres parties de l'Italie lui doivent tout : la dynastie, l'armée, Cavour, l'homme d'état qui a eu la conception politique de l'unité, et jusqu'au héros inquiet de la passion nationale, aujourd'hui si sévèrement traité par la fortune. Aucun patriote des autres parties de l'Italie ne peut méconnaître les services inestimables rendus par le Piémont à la nation, et ne saurait contester les titres de son heureuse prépondérance dans la direction des destinées italiennes. Cependant le gouvernement pratique d'un peuple, la gestion des affaires quotidiennes, la manipulation des intérêts ordinaires ne se peuvent conduire par de constans élans d'enthousiasme ou par le sentiment contemplatif de l'équité philosophique. Dans les grands jours d'effusion patriotique, toutes les parties de l'Italie, le nord, le centre, le sud, affirment avec une sincère exaltation l'unité nationale; mais de tels jours ne composent point l'entière existence d'un peuple. Ce sont les fêtes de la vie nationale, momens brillans qui ne suppriment point la vie uniforme des affaires, où l'exaltation se refroidit, où reparaissent les habitudes diverses, les intérêts distincts, les traditions et les originalités différentes, et toutes les variétés que le climat et l'histoire ont établies entre les groupes de la famille italienne. Dans ces jours prosaïques, qui sont les plus nombreux, on remarque en Sicile, à Naples et ailleurs que si le Piémont a eu l'insigne mérite de l'initiative et de la discipline dans les dernières transformations de l'Italie, il n'est point cependant l'expression complète du génie italien, et ne peut pas fondre tous les élémens italiens dans les limites restreintes de ses anciens cadres. L'Italie sent qu'elle n'est

pas tout à fait chez elle à Turin; elle n'y vient qu'en voyageuse et s'y loge en garni. Le creuset où se fondent en une substance véritablement unique les élémens d'une nation, c'est la capitale naturelle, la capitale définitive. Turin pourrait à la rigueur être la capitale de l'Italie septentrionale; cette ville ne peut être la capitale durable de l'Italie méridionale. Le lien politique de l'Italie ne peut être que Rome. Rome est la condition suprême de l'unité italienne. Ce ne sont point les fanatiques qui le disent, ce ne sont pas les démagogues qui le proclament; ce sont les plus conservateurs, les plus circonspects, les plus sages des Italiens. C'est la conclusion inexorable qui nous frappait naguère dans l'écrit que vient de publier un des hommes les plus distingués du royaume de Naples, M. Manna : *Le provincie meridionale del regno d'Italia.* M. Manna est un économiste connu en Europe, un administrateur, et quoiqu'il soit un écrivain éloquent, ce n'est pas lui que l'on pourrait classer parmi les impatiens et les rêveurs. Ministre des finances de François II dans la période de transition qui a terminé le règne de ce prince, envoyé à Turin et à Paris pour ménager cette transition, estimé de M. de Cavour, qui le rangeait dans cette élite peu nombreuse où il se proposait de recruter ses plus efficaces auxiliaires, homme des transactions éclairées et prudentes, qui préfère le progrès lent et sûr aux improvisations saccadées de la passion et de la force, M. Manna rend aux mérites du Piémont toute la justice qui leur est due; mais, cherchant un remède au malaise qui existe dans les relations du gouvernement de Turin avec les provinces méridionales, pour cimenter l'union du nord et du sud, il ne voit à proposer, hors de Rome capitale, que des expédiens précaires. « Le Piémont, dit-il, a sauvé et régénéré l'Italie; mais ce qui suffit à faire un état ne suffit pas à le maintenir et à le reconstituer solidement... Il faut pour cela redonner à l'état les formes et les institutions qui s'adaptent le mieux au véritable caractère de la nation... Les vrais élémens de la nationalité italienne, de cette nationalité religieuse et artiste, savante et littéraire, nourrie et élevée au milieu des grands souvenirs et des grands monumens, de cette nationalité prédestinée, depuis l'origine de la civilisation, à se relever et à reparaître sans cesse sur la scène du monde,... les vrais élémens de cette nationalité sont au cœur de la péninsule; ils sont le long de la ligne mystérieuse qui court de Florence à Rome et à Naples, qui de là se dilate et rayonne vers les bords du Pô et les rivages des mers Tyrrhénienne, Adriatique et Ionienne. Il serait donc impossible de faire renaître l'Italie et de la relever dans sa grandeur et dans sa majesté, si l'on ne plaçait pas dans ce vieux terrain les nouveaux fondemens. Il faut que l'Italie touche ce sol pour reprendre, comme l'Antée de la fable, une vigueur nouvelle. Là reposent les restes de tant de fondateurs d'états, de tant de fameux capitaines, de tant de législateurs, d'orateurs, de philosophes et d'artistes dont les noms et les œuvres sont l'entretien constant du monde, et dont la sagesse traditionnelle forme, à vrai dire, l'éducation des nations. La langue, les mœurs, les institutions de ces contrées sont im-

prégnées du sentiment italien ; là tout parle avec éloquence, tout rend témoignage de la vie passée. Les monumens, les places, les rues ne rappellent que des choses et des noms italiens. Là, et là seulement, résident la force et le secret de cette puissante et toujours renaissante vitalité de l'Italie... La nécessité d'une nouvelle et véritable capitale est donc évidente et incontestable; mais il faut que cette capitale n'ait pas, pour ainsi dire, un gouvernement et une administration qui lui soient propres, et qui puissent réagir sur l'intérêt général de la nation; qu'en matière de traditions et d'habitudes gouvernementales et politiques, elle n'ait rien qui dépasse les limites d'un intérêt municipal... Si cette capitale avait en outre la splendeur et la magnificence des monumens, la grandeur historique, les souvenirs des sciences, des lettres et des arts, un héritage de grandeur et de gloire proportionné à la taille de la nation qui se relève, tant mieux! Ce serait dans tous les sens, au sens vulgaire et au sens légal, la capitale véritable et parfaite... Voilà la solution définitive des difficultés, celle qui absorbe, nous ne le savons que trop, toutes les pensées et tous les efforts, ceux de l'Italie, ceux du gouvernement, ceux de l'Europe intelligente. » On le voit, le dernier mot du publiciste le plus modéré qui ait étudié le problème de l'unification de l'Italie est le même que celui qu'avaient à la bouche l'imprudent Garibaldi et ses téméraires compagnons.

Si d'une part il est maintenant établi que la possession de Rome comme capitale est la condition indispensable de l'organisation et du développement de l'Italie, à la renaissance de laquelle la France a si volontairement et si efficacement travaillé, il est certain, d'un autre côté, qu'il est impossible d'alléguer, au nom de la France, une seule raison sérieuse et logique contre la réalisation de cette condition d'existence de la nouvelle Italie. Un journal vient d'être fondé parmi nous à grand fracas, dont la seule mission paraît être de rallier toutes les oppositions qui combattent en France la solution de la question romaine. Par une rencontre inconcevable, l'honorable sénateur qui conduit cette campagne de presse est le même écrivain qui a été l'éditeur responsable et en tout cas le rédacteur des fameuses brochures qui ont joué un si grand rôle dans les diverses phases de la question italienne. M. de La Guéronnière soutient aujourd'hui une thèse qui est inconciliable avec les propositions les plus importantes qui aient été développées dans ces écrits retentissans. Il ne veut point que la France mette un terme à la fausse situation qui lui est faite à Rome. Il ne veut pas que l'intervention illogique que nous exerçons auprès du saint-siége cesse enfin. Or il est impossible de trouver dans sa polémique un seul argument qui puisse justifier une telle prétention. La question romaine peut être traitée à trois points de vue, le point de vue italien, le point de vue catholique, le point de vue français. Les Italiens disent : « Sans Rome, il nous est impossible de marcher; » les catholiques disent : « Sans pouvoir temporel, il n'y a plus d'autorité spirituelle indépendante. » C'est entre ces prétentions contraires que l'intérêt français doit se prononcer. Or M. de La

Guéronnière ne tient compte ni de l'intérêt italien, ni du principe catholique, et assigne à la France un rôle doublement contradictoire et purement arbitraire. Les considérations relatives à l'intérêt de l'Italie, à ses pressantes nécessités d'existence, le rédacteur de *la France*, cela va sans dire, se garde bien de les aborder; il s'abstient de soutenir ce paradoxe, qu'il est utile à l'Italie de n'avoir pas Rome; il n'essaie pas même de prouver que l'Italie peut se passer de sa capitale. Quoiqu'il appuie la conclusion pratique des catholiques, il serait difficile de deviner s'il adopte leur principe, s'il pense en effet que le pouvoir temporel est inséparable du pontificat suprême. Cependant le principe catholique n'admet pas de compromis ni d'équivoque. Le même droit qu'aurait la papauté à posséder Rome, elle l'avait à posséder la partie de ses états qui depuis trois ans lui a été enlevée. Or, dans la brochure *le Pape et le Congrès*, M. de La Guéronnière a tenté de persuader au pape, au mépris de la logique catholique, qu'il pouvait se passer de ses provinces, que Rome et *le jardin* lui suffisaient. Ainsi deux droits sont en présence dans la question romaine : le droit moderne, le droit des peuples à se gouverner eux-mêmes, et le droit légitimiste, le droit de la souveraineté théocratique. La France a moralement aidé l'Italie dans la revendication du droit moderne, en vertu duquel les Légations, les Marches et l'Ombrie ont été enlevées au pape; elle protége matériellement la papauté dans la possession du dernier lambeau du pouvoir temporel, et c'est dans cette contradiction injustifiable que M. de La Guéronnière et les influences représentées par lui veulent immobiliser la politique de la France. Conservateurs singuliers et libéraux non moins bizarres, ils s'efforcent d'enfermer la politique impériale dans un système qui, violant l'un et l'autre droit, ne puiserait de force dans aucun principe, qui condamnerait l'Italie à une existence incomplète et précaire, la papauté à la faiblesse et à l'humiliation, qui n'obtiendrait la reconnaissance d'aucun des partis rivaux et provoquerait leur réprobation commune. Nous ne pouvons pas opposer un *veto* permanent et absolu aux aspirations des Italiens vers Rome, puisque nous reconnaissons le droit des nationalités et puisque nous professons le principe de non-intervention : nous ne pouvons pas garantir à la papauté le maintien de la souveraineté temporelle, puisque l'esprit de la révolution française nous impose partout la séparation du pouvoir ecclésiastique et du pouvoir politique. Tant donc que dure la position fausse où nous place l'occupation de Rome, nous ne pouvons faire ni aux réclamations des Italiens, ni aux récriminations de la cour romaine, aucune réponse fondée en logique et en droit. Pour prolonger une situation qui tient en souffrance deux intérêts si vastes, celui d'une nation renaissante et celui d'une croyance religieuse troublée, on veut que la France, sans souci de la consistance de ses idées, aveugle et insensible aux conséquences de son irrésolution, n'ait à présenter, pour expliquer sa conduite, que la signification arbitraire de son caprice et de son bon plaisir.

On cherche, nous le savons, à dissimuler la brutalité de cette conclusion

sous des mots sonores, mais aujourd'hui irréparablement usés. On essaie de dire que l'arrangement des rapports de l'Italie avec le saint-siége doit être l'affaire d'un congrès, et l'on assigne l'évacuation de Rome au moment où le pape et le roi d'Italie se seront réconciliés. Autant dire que les relations de la papauté avec l'Italie ne seront jamais arrangées et que nous occuperons Rome à perpétuité. L'evocation d'un congrès est plaisante de la part du journal inspiré par l'auteur de la brochure *le Pape et le Congrès*. Qui a pu oublier en effet qu'au seul moment où un congrès était possible, ce fut justement la publication de cette brochure qui le fit avorter? Qui peut ignorer que le pape n'irait dans un congrès que pour y soutenir la revendication entière du domaine temporel, dont la plus grande portion lui a été enlevée, qu'il ne reconnaîtrait pas à une réunion dont la majorité serait formée par des puissances hérétiques ou schismatiques le droit de lui mesurer ses états et de résoudre une question qui, à ses yeux, ne peut relever que de l'appréciation des catholiques eux-mêmes sur les intérêts de leur foi? Il faut reléguer ces appels au congrès à côté de la formule illusoire dont usaient autrefois les hérétiques en appelant des décisions des papes au futur concile. La pensée d'une réconciliation du saint-siége avec le nouveau gouvernement d'Italie n'est pas moins vaine, et ne peut être sérieusement admise dans la controverse politique. M. de Cavour pensait avec raison, et avec un plus réel respect de la cour de Rome que n'en témoignent ses récens défenseurs, qu'il y avait de la mauvaise foi ou de la niaiserie à demander à la papauté des transactions auxquelles elle ne saurait se plier et des réformes qu'elle ne peut accorder. L'église ne peut que subir passivement les transformations aujourd'hui nécessaires; elle ne peut les accepter par un consentement préalable : il y a des abdications qu'elle ne croit pas en conscience pouvoir faire. Sur ce point, ses résolutions sont immuables, et si persuadé que l'on soit que les sociétés laïques ne doivent pas s'y asservir, il y aurait peu de générosité et de justice à méconnaître la dignité et la grandeur de cette inflexibilité. M. de La Guéronnière et ses amis doivent savoir à quoi s'en tenir sur l'inanité de ces conseils et de ces espérances de réforme et de transaction. Si nous sommes bien informés, il y a quelques jours à peine, le cardinal Antonelli opposait encore une fin de non-recevoir absolue à une dernière démarche conciliante de notre diplomatie. Tout ce que la cour pontificale nous demande, c'est de la prévenir de notre départ quelques heures d'avance le jour où il nous plaira de quitter Rome. Cessons donc de promettre que nous sortirons de Rome quand Victor-Emmanuel et Pie IX se seront réconciliés. Ce serait dire, en renonçant gratuitement au mérite de la franchise, que nous y resterons toujours.

Si nous pensons ne point nous tromper sur l'intérêt et le devoir de la France en présence de la situation de l'Italie, nous ne nous flattons point d'y voir aussi clair dans les conséquences que pourra avoir au sein de la péninsule le prompt avortement de cette échauffourée. Nous aimons à croire

que cette crise, par le profit que le gouvernement et l'opinion libérale et modérée pourront tirer de leur succès, aura été une crise salutaire. Grâce à Dieu, la lutte n'a été ni assez longue ni assez vive pour laisser après elle de larges blessures, des haines vivaces et de profonds ressentimens. Garibaldi est pris et blessé. Les titres qui le recommandent à la clémence du roi sont tels qu'il n'y a pas lieu de craindre qu'un prisonnier de cette importance soit un embarras pour le gouvernement. Il est difficile de croire qu'un rebelle de cette sorte puisse être mis en jugement. Son échec et la perte de son prestige sont une punition suffisante de sa faute. Autorisé par sa victoire à être indulgent, le ministère, nous l'espérons, n'aura pas de peine à effacer rapidement les traces de ce fâcheux déchirement. Il n'abusera pas non plus de l'état de siége qui a été décrété dans les provinces méridionales. L'état de siége, dont Cavour mourant repoussait la perspective avec une préoccupation si noble, aurait l'inconvénient, s'il était trop prolongé, de placer le Napolitain et la Sicile dans une sorte d'infériorité politique vis-à-vis de l'Italie du nord; les provinces méridionales, dans le travail de l'unification, auraient l'air d'être traînées à la remorque, au lieu de concourir à l'œuvre nationale par un mouvement libre et spontané : le pénible sentiment qu'entretiendrait en elles cette situation inférieure pourrait nuire plus tard à leur propre progrès et à la solidité de la fusion nationale. Quoique l'état de siége soit un regrettable moyen de gouvernement, il est possible en certaines circonstances, en l'employant dans la stricte limite du nécessaire, d'en faire un usage utile. Tel est, croyons-nous, le projet du ministère. Il profitera du gouvernement militaire en Sicile et à Naples pour purger l'administration des mauvais élémens qui y avaient été introduits au moment de la révolution et pour délivrer Naples du honteux fléau de la *camorra*. Si, dans les difficiles circonstances que l'Italie a traversées depuis plusieurs mois, nous avons pu craindre que le cabinet de Turin ne fût insuffisant, nous croyons n'être que justes en reconnaissant à M. Rattazzi deux qualités, la modération et le sang-froid, qui peuvent aujourd'hui trouver une application heureuse, et qui nous paraissent le rendre propre à cicatriser promptement les blessures de la crise et à p évenir la faute d'une réaction exagérée et maladroite.

Nous voudrions étendre plus loin nos conjectures relativement à l'influence heureuse que devraient exercer sur le parlement italien et le gouvernement de Turin l'effacement du parti de l'action et la défaite de l'insurrection garibaldienne. Il semble que l'occasion est indiquée pour que la vie parlementaire reprenne à Turin des allures plus franches et plus décidées que celles qu'elle avait gardées dans les incertitudes de ces derniers temps. Par exemple il doit être possible aujourd'hui à M. Rattazzi de compléter et de fortifier son cabinet. Peu de jours avant la séparation de la chambre, un de ses membres les plus distingués, M. Minghetti, avait, à propos d'un débat financier, abordé la question politique; parlant au nom de la majorité conservatrice, il tenait la question de confiance suspendue jusqu'au

moment où la chambre et le pays pourraient juger la conduite du ministère en face du parti de l'action. L'épreuve déterminée par M. Minghetti a réussi au cabinet, et les hommes distingués du parlement n'ont plus de raisons apparentes de refuser de compléter par leur concours les cadres d'un gouvernement fortifié. Dans une telle situation, soit que la chambre actuelle vive, soit que des élections générales la renouvellent, il nous semble que les hommes politiques importans de l'Italie doivent agir dans le parlement avec plus de franchise et de décision qu'ils n'ont osé le faire depuis la mort de M. de Cavour. Quand l'animation de la vie parlementaire donnerait lieu à des dissidences politiques plus accentuées, quand elle donnerait lieu à une opposition fondée sur des principes et des intérêts, ni le gouvernement ni l'Italie n'auraient à s'en plaindre. La lacune laissée par la mort de M. de Cavour dans la direction de la politique générale est à chaque instant déplorée par les Italiens. Pour être conséquent, il faudrait au moins s'efforcer de produire la monnaie de M. de Cavour. On n'y parviendra qu'en abordant franchement et courageusement la vie parlementaire, qu'en abandonnant la guerre de petites niches et de tricheries qu'on se faisait depuis trop longtemps au sein des bureaux et des commissions, qu'en renonçant à ces tristes habitudes de dénigrement qui ne se sont pas même arrêtées devant la noble personnalité de M. Ricasoli, que M. Bianchi, son ancien secrétaire-général, était naguère obligé de défendre contre les plus injustes imputations dans une brochure très intéressante. Que M. Ricasoli, que M. Farini reprennent leur place à la chambre; que des hommes dont le mérite est déjà apprécié en dehors de l'Italie, tels que M. Minghetti et M. Peruzzi, disent ouvertement leur façon de penser sur la conduite des affaires, pour l'édification de leur propre pays et pour l'instruction de l'Europe; que l'éducation de l'opinion italienne se poursuive ainsi par une discussion ferme et assidue, par l'action régulière des institutions, les hommes d'état se formeront, et l'on n'aura plus à redouter comme un péril national les intempérances des hommes et des partis qui ne savent en appeler qu'à la force.

L'épreuve si critique qui vient de tenir en suspens les destinées italiennes a pendant deux semaines absorbé toutes les préoccupations. Les nouvelles d'Italie avaient seules le privilége d'attirer l'attention et d'exciter les émotions du public. On ne pensait plus au Mexique, où en effet la situation de nos troupes, qui vont recevoir des renforts considérables, ne pouvait plus donner d'inquiétude, au Mexique, qui ne nous apparaîtra plus désormais que sous la forme d'une lourde question financière. L'on n'écoutait pas le sempiternel et incompréhensible bavardage du fil électrique sur les affaires du Montenegro et de la Serbie; l'on ne s'apercevait pas des mensonges du télégraphe, qui attribue aux Monténégrins des victoires qui en réalité sont des défaites, car les Turcs sont aujourd'hui maîtres de la Montagne-Noire. On souriait en passant de la leste et verte réponse de M. de Rechberg à la lourde note de M. de Bernstorff, et l'on n'avait pas le cœur de se mêler aux

querelles d'Allemands où s'escriment ces deux diplomates à propos de tout : traité franco-prussien, coquetteries de l'Autriche avec le Zollverein, idées autrichiennes sur la réforme fédérale, etc. On n'essayait pas de scruter le sombre état de la Pologne, qui a déjà, paraît-il, lassé le grand-duc Constantin. Quant à l'Amérique, ce n'est guère qu'aujourd'hui qu'il nous est permis d'y revenir, et heureusement nous la retrouvons en veine de nous envoyer de meilleures nouvelles. Le nord se remet visiblement de l'échec essuyé par le général Mac-Clellan. Il obtient des succès; au lieu de succomber aux défaillances qu'annonçaient ses ennemis, il redouble d'énergie, et il va puiser dans la conscription une ressource énorme que le sud, depuis l'origine de la lutte, n'avait pas hésité à demander à ce mode de recrutement.

Ce silence général d'émotion et d'attente qu'un commencement de guerre civile en Italie avait produit parmi nous a été remarquable à l'ouverture de la session de nos conseils-généraux. D'ordinaire ceux des présidens des conseils-généraux qui exercent dans l'état les plus hautes fonctions saisissaient cette occasion pour prononcer des discours gonflés de généralités politiques qui devenaient pendant quelques jours la pâture plus ou moins substantielle de notre oisive presse. Grâce à l'Italie, cette rhétorique d'apparat nous a manqué cette année. Ni M. de Morny, ni M. de Persigny, ni ministre, ni membre du conseil privé, n'ont été d'humeur de nous parler politique. Prenons bravement notre parti de cette disette. Sérieusement, à propos de M. le ministre de l'intérieur, nous avons moins de regret à sa taciturnité politique après le bon langage administratif qu'il vient de tenir dans sa récente circulaire sur les chemins vicinaux. Il s'agissait d'établir les principes suivant lesquels sera opérée la répartition des 25 millions affectés à l'achèvement des chemins vicinaux, et sur lesquels un crédit de 3 millions est ouvert cette année au ministère de l'intérieur. M. de Persigny a fixé le mode de répartition le plus sensé et le plus équitable. Il divise son crédit en deux parts. La première constituera une subvention distribuée par portions égales entre les départemens. Dans la distribution de la seconde part, il sera tenu compte des différences qui existent entre les départemens divers sous le rapport des besoins et des ressources. Grâce au système adopté par M. de Persigny, on obtiendra toute l'équité possible dans la distribution de cette subvention variable. En effet, les allocations seront proportionnées aux sacrifices que les départemens eux-mêmes s'imposeront pour le service de leur vicinalité. Il y a deux bases d'après lesquelles peuvent s'estimer à cet égard les sacrifices consentis par les départemens. L'une de ces bases est le produit des centimes additionnels votés avec cette affectation; l'autre est le nombre de ces centimes. La première base avait été adoptée par une loi de 1848; mais elle ne donne pas un résultat vraiment juste. En effet, par le vote de 1 centime additionnel, tel département riche et peuplé se fait une ressource de 100,000 fr.,

tandis qu'un département pauvre ne recueille qu'un produit de 4 à 5,000 fr. En suivant cette base, la subvention n'eût pas été en rapport avec les efforts réels des divers contribuables départementaux. C'est l'égalité des efforts et des charges effectives consenties que l'on récompense, en prenant pour base non plus le produit, mais le nombre des centimes additionnels. M. de Persigny, par une sage inspiration, a choisi le dernier système, et nous l'en félicitons volontiers.

E. FORCADE.

LITTÉRATURE MUSICALE.

PERGOLÈSE ET *LA SERVA PADRONA.*

Il vient de se passer au théâtre de l'Opéra-Comique un petit événement sur lequel il importe d'attirer l'attention des amateurs judicieux de l'art musical. Absent de Paris, je n'ai pu assister à la reprise de *la Servante maîtresse,* de Pergolèse, qui a eu lieu le 13 août devant un public bien étonné sans doute qu'on lui débite des vieilles sornettes de l'an de grâce 1730. Si les journaux disent vrai, il paraîtrait que l'opérette de Pergolèse aurait été assez favorablement accueillie par la génération actuelle, si profondément convaincue cependant de la supériorité de son goût et de ses connaissances sur tous les siècles passés. Ce contraste m'avait déjà frappé à la reprise de *Rose et Colas,* de Monsigny, que j'ai eu le tort de trouver plus jeune que son âge, mais sans que cela m'empêche de sentir le prix des chefs-d'œuvre modernes, et en rendant au talent exquis de l'auteur de *Lalla-Roukh* la justice qui lui est due. Pourquoi donc n'avouerai-je pas que je suis heureux d'apprendre qu'un petit ouvrage de musique dramatique qui a *cent trente-deux ans* de date a été reçu avec sympathie par une génération imbue de la doctrine du progrès indéfini de l'esprit humain, et qui a vu naître sur ce théâtre de ses amours tant d'œuvres ingénieuses et charmantes? Je suis de l'avis du public et de M. le directeur de l'Opéra-Comique, qui pensent que la reprise de quelques bons ouvrages de l'ancien répertoire, combinée avec les productions de l'art moderne, est un spectacle agréable à tous et un enseignement très utile aux jeunes musiciens qui se destinent à écrire pour le théâtre. Qu'on n'oublie pas d'ailleurs que *la Servante maîtresse* de Pergolèse est non-seulement le premier opéra bouffe que l'Italie ait applaudi, mais que ce petit intermède, qui a charmé tous les beaux-esprits de la première moitié du XVIIIe siècle, Rousseau en tête, est le modèle qu'ont imité les fondateurs de l'Opéra-Comique, Duni, Monsigny et Grétry.

Pergolèse, dont la renommée est beaucoup plus grande en Europe que celle de ses illustres prédécesseurs et maîtres Alexandre Scarlatti et Leo, est né dans la petite ville de la Pergola, à quelques lieues de Pesaro, dans l'ancien duché d'Urbin, en 1707. Il s'appelait Jesi du nom de sa famille, et

ce sont ses condisciples au conservatoire de San-Onofrio de Naples qui lui donnèrent le nom de la bourgade où il a vu le jour. C'est à l'âge de dix ans, croit-on, que le jeune Pergolèse fut conduit à Naples et admis au conservatoire que nous venons de citer. Il eut pour maître Gaetano Greco, élève distingué d'Alexandre Scarlatti et son successeur comme professeur de contre-point. Après neuf ans de travaux et d'études patientes, Pergolèse sortit du conservatoire et composa pour un couvent un oratorio sous le titre de *San Guglielmo*. Un de ces protecteurs généreux des arts comme il y en avait tant alors en Italie, le prince d'Agliano, engagea Pergolèse à écrire pour le théâtre *de' Fiorentini* un intermède bouffe, *Amor fè l'uomo cecco*, qui ne réussit pas, et qui fut suivi d'un opéra sérieux, *Recimero*, qui paraît ne pas avoir reçu un meilleur accueil. Ces débuts pénibles arrêtèrent un instant Pergolèse dans la carrière du théâtre, et il employa deux années de retraite à écrire de la musique de chambre, des trios pour deux violons et basse que lui avait commandés un écuyer du roi, le prince Stigliano. Enfin c'est en 1730 que Pergolèse composa la musique de *la Serva padrona*, qui fut représentée sur le théâtre de Santo-Bartolomeo à Naples (1). Le succès de ce charmant badinage fut grand et le plus complet que Pergolèse ait obtenu au théâtre. *Il Maestro di musica*, *il Geloso Schernito*, qui vinrent après, n'eurent point le même retentissement. En 1734, Pergolèse fut nommé maître de chapelle de Notre-Dame de Lorette, et l'année suivante il se rendit à Rome, où il écrivit pour le théâtre *Tordinione* son opéra *l'Olimpiade*. Cet ouvrage, qui renfermait, au dire d'un contemporain, des morceaux distingués, tomba à plat devant le public romain. Duni, qui se trouvait alors à Rome pour composer un opéra, et qui avait été le condisciple de Pergolèse au conservatoire de Naples, a raconté à un biographe du temps, nommé Boyer, qu'après avoir entendu une répétition de *l'Olimpiade* il dit à Pergolèse : « Il y a dans votre ouvrage trop de détails au-dessus de la portée du vulgaire; ils ne seront pas compris, et vous ne réussirez pas. Mon opéra, *Nerone*, ne vaudra pas le vôtre; mais, écrit plus simplement, il sera plus heureux. » L'événement donna raison à Duni, et *l'Olimpiade* n'eut aucun succès. Ce nouvel échec aigrit et découragea Pergolèse, qui retourna à Lorette avec la résolution de ne plus écrire pour le théâtre. Il se déclara alors dans son tempérament, affaibli par des mœurs trop faciles, une maladie de langueur qui décida les médecins à envoyer Pergolèse à Puzzola, près de Naples, pour y chercher un air plus pur. C'est dans ce dernier asile qu'il a écrit avant d'expirer son fameux *Stabat mater*, la cantate d'*Orphée* et un *Salve regina*. On croit que Pergolèse est mort à Puzzola en 1739, à l'âge de trente-deux ans. Il est arrivé à ce maître ce qui se voit bien souvent dans l'histoire des grands artistes : ses ouvrages furent mieux appréciés après sa mort qu'ils ne l'avaient été de son vivant. *L'Olimpiade* même fut reprise à Rome avec beaucoup de succès.

La réputation de Pergolèse, plus grande et plus populaire que celle des maîtres les plus illustres de la première école napolitaine, repose sur trois ouvrages : *la Serva padrona*, le *Stabat*, et un *Salve regina* pour une seule

(1) Le *libretto*, fort agréablement écrit, de *la Serva padrona* est d'un poète nommé Tullio.

voix, deux violons, basse et orgue. On sait que le *Stabat* de Pergolèse est écrit pour deux voix égales, avec accompagnement de simple quatuor. Il renferme douze morceaux, sept duos et cinq airs. Quelles que soient les réserves que puisse faire un goût sévère sur cette composition célèbre, on ne peut nier que le premier verset, que le *Quando corpus,* et même que le *Vidit suum dulcem natum* ne soient des inspirations musicales d'un sentiment juste et très élevé. Je sais que le père Martini de Bologne a reproché à la musique du *Stabat* de n'être pas assez exclusivement religieuse, et de renfermer des allures et des rhythmes qui rappellent *la Serva padrona;* mais ce reproche peut être adressé à un grand nombre de compositeurs, à Haydn, à Mozart, quand celui-ci ne s'élève pas jusqu'au sublime de l'onction, comme dans son *Ave verum.* C'est une chose très rare que de trouver dans la musique d'église des plus grands maîtres un style complétement différent de celui qui règne dans les compositions mondaines. Cherubini lui-même, quoi qu'en disent de vieux pédagogues, n'a pas résolu le problème dans ses belles messes, qui se distinguent plutôt par la noble et froide sévérité du style ecclésiastique que par l'accent profond et pathétique du sentiment religieux.

La Serva padrona de Pergolèse fut représentée à Paris en 1752 par une troupe de chanteurs italiens où se trouvaient la Tonelli et le bouffe Manelli. On sait à quelles discussions interminables donnèrent lieu l'apparition de ces artistes d'outre-monts et le répertoire qu'ils interprétaient. Les représentations qui se succédèrent pendant deux ans à l'Académie royale de musique soulevèrent une polémique bruyante entre les beaux esprits du temps, parmi lesquels se distinguèrent Grimm et Jean-Jacques Rousseau, comme défenseurs chaleureux de la musique italienne. Outre *la Serva padrona* et *il Maestro di musica,* de Pergolèse, ces chanteurs firent connaître des ouvrages de Rinaldo di Capua, entre autres *la Donna superba.* Expulsés de Paris en 1754 par la jalousie des partisans effrénés de Rameau et de Lulli, dont on représentait encore les tragédies lyriques, ces chanteurs italiens laissèrent après eux une impression féconde qui ne s'est jamais effacée, et d'où est sortie la charmante alliance de l'esprit français avec la mélodie italienne, c'est-à-dire l'opéra comique. Traduite en français par un avocat littérateur nommé Baurans, *la Servante maîtresse* est restée au répertoire jusqu'à la fin du siècle dernier.

Rien n'est plus simple que le sujet de la pièce. Un vieux barbon, Pandolfe, a une servante jeune et accorte qui a résolu de devenir la femme de son maître. Pour atteindre son but, Zerbine emploie toutes les ruses de son sexe et de son métier : elle rit, elle pleure, elle s'emporte, s'adoucit à propos, et finit, à force de manéges, par prendre le vieux bonhomme dans ses filets. Entre ces deux personnages qui se querellent et qui agissent, il y a un personnage muet, Scapin, qu'on invoque tour à tour, et qui joue dans cette vieille parade de la comédie improvisée, *comedia dell' arte,* le rôle du destin, qui voit tout, qui entend tout et qui ne dit jamais rien. *La Serva padrona* n'a pas d'ouverture symphonique; la pièce commence par une ariette où Pandolfe se plaint d'être mal servi par sa caméristeмajor. Le style de cette ariette est syllabique et vise à l'expression logique de la parole. C'est ainsi qu'a commencé la musique de théâtre, et surtout l'opéra

bouffe. Vient ensuite un air très vif et très mouvementé de Zerbine, qui joue avec le muet Scapin une scène de coquetterie pour exciter la jalousie de Pandolfe. Le duo dialogué entre Zerbine et Pandolfe est vraiment charmant, d'une grande vérité scénique, et il renferme des passages qui indiquent un art bien supérieur à celui de Monsigny et de Grétry. *L'à parte* où Pandolfe s'avoue tout bas à lui-même que Zerbine lui plaît, cette progression chromatique, — *Sur mon âme, elle me tente,* — est la marque d'un maître qui a été élevé à bonne école. On peut en dire autant de l'air de Zerbine, dont le rhythme syncopé est une forme favorite de Pergolèse, qui l'a beaucoup employée dans son *Stabat*. Cet air ne vaut pas cependant celui qui vient ensuite, en *sol majeur,* — *Charmant espoir,* — dans lequel Zerbine s'abandonne à la joie de se voir bientôt la femme de son maître. C'est un air léger, un morceau de bravoure parfaitement en situation, plein de *brio,* et qui a servi de type à tous les morceaux de ce genre qu'on trouve dans l'ancien répertoire de l'Opéra-Comique. J'insiste aussi sur le récitatif obligé et tout à fait remarquable où Zerbine, certaine maintenant d'avoir touché le cœur de son maître, lui exprime avec dignité les sentimens tendres et honorables qu'elle éprouve pour lui. Il y a dans cette scène variée un accent qui dépasse peut-être le genre de l'opéra bouffe. On sent que le génie de Pergolèse n'est pas encore entièrement dégagé des formes vagues et pompeuses de la cantate et de l'oratorio, qui ont été les premiers essais de la musique dramatique, et que les élémens du style propre au genre familier de la comédie ne sont pas encore suffisamment élaborés. Tel est aussi relativement le défaut du récitatif qui précède le dernier air que chante Pandolfe : il est trop pompeux pour le caractère du personnage et le sentiment qu'il doit exprimer. La pièce se termine par un petit duo dialogué très agréable et encore très frais.

Je ne sais quelles sont les modifications que les nouveaux arrangeurs ont apportées à la partition de Pergolèse. Une ouverture a été ajoutée à cet intermède plus que centenaire, et c'est M. Gevaërt qui l'a écrite sur un motif emprunté à une sonate de Domenico Scarlatti, contemporain de Pergolèse. Quoi qu'il en soit de l'arrangement nouveau et de l'exécution que je ne puis encore apprécier, c'est un événement de bon augure que la reprise, en plein XIXe siècle et en face de l'auteur d'*il Barbiere di Siviglia*, du premier opéra bouffe que l'Italie ait applaudi. *La Serva padrona* est encore aujourd'hui un petit chef-d'œuvre de grâce et de vérité, et l'art qui s'y manifeste est bien supérieur à celui des charmans musiciens français qui se sont inspirés de l'œuvre de Pergolèse. Ce doux et mélancolique génie, qui, ainsi que Raphaël et Mozart, est mort dans la fleur de son âge, n'a pu, en abordant et en créant presque le genre de la comédie lyrique, se dégager entièrement de cette noble et vague mélopée qui a été l'origine de l'opéra. On trouve dans *la Serva padrona* des éclats de style qui font un peu disparate avec la qualité des personnages et la nature des sentimens qu'ils expriment; on dirait d'un enfant bien doué qui mêle à son gentil babil quelques mots sonores et pompeux sans trop savoir ce qu'ils signifient. C'est qu'en effet la musique dramatique était encore dans l'enfance du temps de Pergolèse, et ce n'est pas à l'origine des langues et des littératures qu'il faut chercher la division des genres et la propriété savante des styles. Seize ans après *la Serva*

padrona de Pergolèse, Piccinni écrivit à Rome, en 1740, *la Cecchina*, opéra bouffe dont le succès fut un des plus grands que mentionne l'histoire de la musique dramatique. *La Cecchina* marque un grand progrès dans le style et le genre de l'opéra bouffe, qui reçoit de Paisiello, de Guglielmi, mais surtout de Cimarosa, son dernier développement à la fin du XVIIIe siècle. Rossini, avec un coloris et des engins que n'avaient pas ses prédécesseurs, imprime à l'opéra bouffe le cachet de son génie, et il en fait l'expression de l'alacrité, du *brio* et de la désinvolture bruyante de la comédie moderne. Ainsi donc, dans l'espace de cent ans tout au plus, depuis *la Serva padrona* jusqu'à *la Cecchina* de Piccinni, du *Matrimonio segreto* de Cimarosa au *Barbiere di Siviglia*, qui est de l'année 1816, l'Italie crée et perfectionne le genre le plus difficile de la musique de théâtre, l'*opera buffa*, où elle est restée inimitable.

Il serait curieux de suivre dans l'histoire du théâtre les tentatives qui ont été faites pour exprimer la gaîté en musique et pour arriver à constituer le genre particulier et si difficile de la comédie lyrique. On ne tarderait pas à être convaincu que les Grecs et les Romains et tous les peuples de l'antiquité ont complétement ignoré qu'il fût possible de rendre avec des rhythmes et des sons autre chose qu'une noble exaltation de l'âme, un délire religieux ou une fiévreuse ivresse. Parmi les peuples modernes, il n'y a que les Italiens et les Français qui sachent vraiment exprimer la gaîté en musique, et qui possèdent au théâtre une comédie lyrique. Les chants populaires de l'Espagne, de l'Écosse, de l'Irlande, de la Suède, de la Russie, de la Pologne, de la Hongrie, si originaux et si piquans au point de vue du rhythme et de l'accent mélodique, ne sont l'écho que d'une vague disposition de l'âme : la mélancolie et une douce langueur; mais le rire, qui est à la fois le signe universel et humain de la joie de l'âme et la marque particulière d'un aperçu de l'esprit, d'un jugement rapide de la raison, le rire social et *critique*, n'a été exprimé en musique que par les Italiens et les Français. Je sais bien qu'on pourrait répondre que les Allemands ont des opéras-comiques, et que *le Nozze di Figaro*, *l'Enlèvement au Sérail* et *Cosi fan tutte*, de Mozart, sont des chefs-d'œuvre pleins de grâce, de *brio* et d'une exquise gaîté. C'est vrai, et ce n'est pas moi qui médirai jamais du génie suprême de Mozart; mais le rire de Mozart est un *sourire* angélique, et n'a rien de commun avec la raillerie sociale et la verve satirique de Beaumarchais et de Rossini. Encore une fois, il n'y a que les Italiens et les Français qui aient su exprimer la gaîté en musique et qui possèdent une comédie lyrique (1).

Je ne puis mieux terminer ces courtes réflexions qu'en faisant remarquer une heureuse combinaison du sort : l'auteur de *la Servante maîtresse* est né à quelques lieues de la ville de Pesaro, où s'est épanoui l'enfant merveilleux qui a fait *il Barbiere di Siviglia*, et qui, à l'heure où je trace ces lignes, promène ses loisirs *beati* sous les ombrages de Passy. P. SCUDO.

(1) Qu'on me permette de faire ici un aveu. Il y a vingt-cinq ans au moins que j'ai osé publier un opuscule sur cette question, *la Philosophie du rire*. Quel a été mon étonnement de trouver un jour ce petit livre in-18 de trois cents pages cité avec honneur par un grave philosophe allemand!

ESSAIS ET NOTICES.

Un des plus jolis contes d'Hoffmann s'appelle *la Vie d'artiste*. En quelques pages exquises de fraicheur et de sensibilité, le conteur allemand a su décrire l'état d'une âme de poète et de musicien à ce moment mystérieux où commence la vie de l'imagination avec ses extases et ses douleurs, ses aspirations fiévreuses et ses brusques défaillances. Un jeune Allemand initié par le chant italien à l'inspiration musicale, c'est là tout le thème; mais avec quelle finesse il est traité, et comme un profond sentiment du beau anime ces pages légères! L'étude est complète dans sa brièveté, et l'auteur ne nous laisse rien ignorer sur ce travail délicat par lequel un austère contre-pointiste se transforme en un amant passionné de l'idéal.

La vie d'artiste! tel est aussi le sujet d'un roman intitulé *Daniel Wlady*, et qui s'offre à nous comme l'*histoire d'un musicien* (1); mais gardez-vous d'ouvrir ce livre après avoir lu le charmant conte de l'humoriste allemand. Ici malheureusement l'étude des premières sensations qui créent l'artiste et le poète est à peu près absente. Ce qui se passe dans l'âme du musicien Wlady n'appartient nullement à cet ordre de faits exceptionnels qui précèdent et préparent l'épanouissement d'une nature vouée au culte de l'art. On nous a donné ce livre comme l'histoire d'un caractère, on nous a même assuré qu'il avait charmé quelques connaisseurs: nous le voulons bien, mais nous doutons fort qu'il satisfasse aucun de ceux qui lui demanderont sérieusement ce que le titre annonce et ce que des critiques complaisans se sont hâtés de promettre. Il n'y a point là l'étude d'une âme d'artiste développant et fortifiant dans de salutaires épreuves ses facultés créatrices : il y a le portrait d'un égoïsme qui n'a rien que de frivole et de vulgaire, d'une de ces ambitions maladives comme chaque époque en voit éclore, et qui n'ont rien à nous apprendre sur les mystérieux phénomènes du monde de la pensée. Veut-on savoir dans quel ordre d'incidens l'auteur a placé l'intérêt? Qu'on suive un moment dans ses traits principaux l'histoire de Daniel Wlady.

Qu'est-ce d'abord que Daniel? Un pianiste prodige, qui, égaré par des succès hâtifs, commence par dissiper des facultés précieuses dans le tumulte des fêtes mondaines, pour revenir, sous le coup d'inévitables épreuves, au culte austère de l'art. Ce n'est donc pas ici l'esprit de l'artiste, c'est son cœur qui est en cause, et l'histoire de Daniel, au lieu de nous offrir l'émouvant spectacle de facultés compromises se retrempant et se purifiant dans la bataille de la vie, cette histoire se compose d'une série de scènes et de portraits où revient à satiété l'éternel thème des petitesses du monde et des souffrances de l'artiste égaré dans les salons. Daniel est le fils d'un spéculateur de bas étage, qui exploite son talent à peine formé, l'habille en Hongrois, et le promène de concert en concert à la recherche des applaudissemens, et surtout des florins. En regard du père de Daniel se placent le vieil

(1) Un volume grand in-18; Paris, 1862.

organiste Gottlieb et sa fille Ænnchen, les bons génies du jeune artiste, mais génies impuissans et méconnus par cette nature inquiète et vaniteuse. Le père de Daniel meurt, et laisse à son fils quelque fortune. Que va faire ce virtuose de dix-huit ans? Donnera-t-il enfin à l'art sérieux les heures qu'il a trop longtemps données à l'art frivole? Étrange nature! « le bonheur de se sentir vivre était nouveau pour lui. En homme nerveux, il s'y abandonna tout entier, et ne fit plus rien. » Un moment Daniel oublie le piano pour les livres, et en digne fils de Voltaire c'est *Candide* qu'il lit et relit. Enfin le voici résolu à tenter la fortune, à livrer les combats qui marquent à l'artiste sa place dans le monde. Il part, il est à Vienne. Il voit des musiciens, M. Busch, homme influent qui lui prêche la modestie et que Daniel traite intérieurement de philistin; il voit le journaliste Brandt, redoutable par ses railleries, puis Razumof, pianiste théoricien et révolutionnaire, Razumof, charlatan de haute lignée qui va d'ovation en ovation, tandis que Daniel, qu'on nous présente comme un esprit supérieur, est au contraire précipité de chute en chute. Pourquoi donc cette victoire si complète remportée par le charlatan sur le véritable artiste? Le monde est-il décidément composé d'ignorans et de sots? Sans pousser trop loin l'optimisme, il est permis de ne pas croire aux succès durables obtenus par le faux talent. Que Razumof excelle à fasciner le public, à duper quelques *dilettanti* inexpérimentés, rien de mieux; mais qu'il soit décidément préféré à un artiste original et sincère, c'est ce qu'on ne peut admettre. L'histoire de l'art compte bien des exemples d'injustice : elle ne permet pas de croire cependant à la durée, à la consécration d'un succès usurpé. On a cru reconnaître dans Wlady quelques traits d'un maître délicat et inspiré. Il y a eu, dit-on, un original pour ce portrait, et cet original serait le tendre et regrettable Chopin. Sans admettre ce rapprochement plus que discutable entre l'être fictif et l'être réel, on peut se servir de l'exemple même de Chopin contre les Razumof de tous les temps, et leur prouver, par les succès éclatans d'un artiste si dédaigneux des suffrages vulgaires, quels sont les droits imprescriptibles du talent.

L'idée vient à Daniel de quitter Vienne pour un temps. Où ira cet ami passionné de la musique? En Italie peut-être ou dans quelques-unes de ces villes d'Allemagne plus propices que les grandes capitales aux études sérieuses? Non, il choisit l'Angleterre, et cela parce que « la facilité avec laquelle les Anglais versent leurs guinées aux pieds du génie lui semble une preuve de goût. » A Londres, une nouvelle série de déceptions commence. De la vie anglaise il voit ce qu'elle a de ridicule sans saisir ce qu'elle a de grand. Ce monde noble et puissant n'est pour lui qu'un thème à railleries surannées, et bientôt le musicien s'y transforme en spéculateur. Daniel joue à la Bourse. Dépaysé, méconnu dans les salons, c'est là qu'il respire à l'aise. A ce moment du livre, on se demande si l'on a bien compris la donnée première de l'auteur, s'il s'agit bien ici d'un amant de l'art un moment égaré par d'ambitieux caprices, ou si Daniel n'est, à tout prendre, qu'un faux artiste comme Razumof et tant d'autres. — Quoi qu'il en soit, l'heure du châtiment arrive. Daniel, ruiné, découragé, retourne en Allemagne, et ici se placent enfin quelques pages qui contrastent heureusement avec les froides et sèches peintures qu'on vient de parcourir. Daniel re-

trouve Ennchen, sa sœur adoptive, la fille du digne maître Gottlieb, le fervent disciple de Bach. Il la retrouve veuve avec un enfant, abandonnée, souffrante. Il sent alors que sa vie a un but. Le travail sérieux va lui permettre de soutenir une pauvre famille, et ce travail résolûment abordé ne trompe pas ses efforts. Ænnchen meurt épuisée, mais elle a pu sourire avant d'expirer aux premiers succès de Daniel. Pourquoi donc affaiblir l'effet de ces scènes touchantes par les singuliers détails placés dans les dernières pages? Pourquoi conduire Daniel à Paris, où l'on exécute une de ses symphonies qui excite l'admiration de M. Hector Berlioz en personne et le décide à placer « dans un de ses feuilletons Daniel au nombre des trois ou quatre compositeurs distingués de notre temps? » En dépit des *connaisseurs* dont ce livre a si vite gagné les suffrages, ce sont là de gros solécismes en matière de goût.

On a pu le voir, il y a dans ce roman deux parts à faire. Il y a tout un ensemble de portraits et de scènes satiriques où se rencontrent quelques touches vraies, compromises par une exagération systématique et par une sorte de sourire prétentieux qui distingue toute une petite école très convaincue de se rattacher par Beyle à Voltaire. Il y a aussi une partie touchante, la plus courte malheureusement, celle où l'auteur décrit la régénération de l'artiste sous les yeux d'Ænnchen mourante. Celle-là ne rachète certes pas les défauts du livre, mais elle indique une sensibilité naïve, qui perce même à travers les prétentions de l'auteur à une grande impassibilité sceptique, et qui pourrait l'inspirer heureusement, surtout si elle s'alliait à ce respect de la forme, à cet instinctif et implacable dédain du faux goût, qui seuls font le véritable écrivain. Que M. Camille Selden ne s'abuse pas. On lui a rappelé le conseil qu'il adresse lui-même à son Daniel : « Si vous voulez être un artiste, ne soyez point un raffiné. » Nous lui répéterons volontiers le même conseil, mais en ajoutant que l'école de prétendus *raffinés* où le placent quelques parties de son livre l'éloignerait tôt ou tard du public sérieux et de ce vrai courant de l'invention romanesque où s'obtiennent et se consolident les succès légitimes.

V. DE MARS.

Les Princes du XVIe siècle d'après les relations vénitiennes (1).

M. Ampère a bien souvent exprimé dans la *Revue*, pour l'avoir éprouvé par lui-même, ce prestige particulier que Rome exerce sur ses hôtes, et il a cité tel de ses amis qui, une fois habitué au séjour de cette ville incomparable, après avoir fait et refait sa malle en vue du départ, est demeuré de longues années sous le charme, sans pouvoir le rompre. C'est ce que le dernier pape, assure-t-on, savait rendre ingénieusement, disant « adieu » à quiconque n'était resté que pendant quelques jours, disant « au revoir, » quelles que fussent leurs prochaines résolutions, à ceux qu'un certain séjour avait initiés à la majesté de la ville éternelle. On peut douter que Naples, après sa première séduction toute païenne, soit capable d'exer-

(1) *La Diplomatie vénitienne. Les Princes de l'Europe au seizième siècle,* par M. Armand Baschet. Plon, 1862.

cer une action si pénétrante; mais Florence et Venise, à d'autres titres que Rome, possèdent incontestablement aussi une magie souveraine. Sous le prétexte d'étudier la vie de Jean de Bologne ou de Douai, un de nos compatriotes, M. Fouques de Vagnonville, est plongé depuis dix ou quinze ans dans les archives florentines, et voici M. Baschet, qui, parti un beau jour pour Venise avec une de ces missions littéraires (1) auxquelles nous devons en France plus d'un curieux livre, s'est fait captif pour une dizaine d'années, et, revenu aujourd'hui les mains pleines d'instructions et de *relations* inédites, apporte dans la publication de ces précieux documens la même ardeur que dans ses recherches. Il est vrai qu'il s'agit de la renaissance et de toutes les gloires les plus éclatantes de cette époque brillante entre toutes, le XVIe siècle italien.

On a dit du XVIe siècle qu'il ressemble à une riche étoffe d'argent et d'or que le sang a souillée. Sous la vive lumière de la renaissance et les derniers feux du moyen âge, tout s'y montre en relief, vertus et vices, grandes qualités et défauts bizarres, ardeur intellectuelle ou religieuse, cruauté sensuelle, insatiable volupté. Il n'y a pas alors, comme au XVIIe et même au XVIIIe siècle, une cour ou une nation unique donnant le ton à toutes les cours ou à l'esprit public en Europe; cette personne fictive, mais puissante, que les temps modernes ont créée sous le nom de l'état, ne courbait pas encore les volontés particulières sous le joug souvent oppressif de l'égalité administrative; cet autre empire non moins efficace qu'exercèrent aux deux siècles suivans la société des femmes, la conversation et les salons, était encore absolument inconnu. Tout caractère faible restait infécond ou était étouffé; mais aussi, comme dans une forêt inculte sous le tropique, toute plante vivace, au détriment des autres, y grandissait au-delà de la commune mesure dans une sauvage liberté. Le mépris de la vie humaine et l'impunité du vice y favorisaient chez quelques-uns l'essor de la passion et de la force, et peu de périodes dans l'histoire de l'humanité, sinon peut-être les siècles de l'empire romain, avaient offert, avec un tel effort d'affranchissement et un élan si irrésistible vers un avenir inconnu, une telle facilité aux natures violentes ou énergiques pour se développer sans autre gêne que la violence ou l'énergie de quelques natures rivales.

Avec les Médicis et les Borgia, avec ses artistes et ses poètes, l'Italie a certainement été une des plus brillantes arènes où le génie du XVIe siècle se soit déployé avec tous ses contrastes. De plus, grâce sans doute à l'héritage de saine raison et de droit sens que lui avait légué l'ancienne Rome, l'Italie avait eu des politiques et des diplomates qui s'étaient faits les observateurs curieux de tout le siècle, et dont les rapports, écrits en présence même d'une scène si attachante et si diverse, ont été conservés. Telles sont les fameuses *relazioni* que chaque ambassadeur devait lire, au retour de sa légation, devant le sénat de Venise. On sait quelles étaient la puissance et la réputation de Venise au XVIe siècle; on en trouve de nouvelles et singulières preuves dans les écrits de Guichardin récemment publiés, et dans le savant commentaire que vient d'en donner M. Eugène Benoist (2). A l'in-

(1) M. Baschet en a consigné les premiers résultats dans *les Archives de la sérénissime république de Venise, Souvenirs d'une mission.* (Paris 1857.)

(2) *Guichardin politique et homme d'état,* 1 vol. in-8°. Durand, 1862.

térieur, bien que les temps de son extrême richesse commerciale fussent passés, sa prospérité était encore un objet d'envie; « la liberté comme à Venise! » était un cri populaire dans les fréquentes émeutes du commencement du siècle à Florence, et je lis dans le livre de M. Baschet qu'au milieu des troubles incessans de notre pays, plus d'un bourgeois de France s'écriait : « Oh! si j'avais mes biens à Venise! » Venise exerçait, par la solidité de sa constitution politique et de sa richesse, l'ascendant dévolu à partir du milieu du XVIIIe siècle à l'Angleterre; un des fondemens de sa grandeur était son admirable diplomatie.

Beaucoup des relations que les ambassadeurs vénitiens devaient lire au sénat au retour de leurs missions étaient déjà connues avant le livre de M. Baschet; l'intérêt de ces pièces diplomatiques en avait fait rechercher de très bonne heure les copies. Ces copies se trouvent éparses aujourd'hui dans toutes les bibliothèques et archives publiques ou particulières de l'Europe, et j'en ai retrouvé par exemple un grand nombre dans les dépôts d'Upsal, de Stockholm, de Lund et de Copenhague. De 1830 à 1840, plusieurs collections en ont été publiées, et M. Baschet ouvre son volume par une bibliographie très intéressante à ce sujet. Sans se priver au besoin de ces sources désormais communes, mais en s'appuyant de préférence et constamment sur l'étude qu'il a faite dans les différentes archives vénitiennes des documens originaux, M. Baschet a entrepris de reproduire d'après les relations une galerie entière du XVIe siècle. En attendant que cette vaste publication s'achève, la première partie, relative aux princes, aux papes, aux sultans, etc., est déjà digne de la plus sérieuse attention.

Quatre chapitres consacrés à Catherine de Médicis doivent tout d'abord être signalés comme infiniment curieux. Voici, d'après les relations de ces ambassadeurs vénitiens, témoins assidus et attentifs de sa conduite, le rôle de cette reine, tant de fois discuté. Mère impérieuse et souveraine jalouse du pouvoir, elle est prête à tout oser, suivant eux, pour retenir aux mains de ses fils, dominés par elle-même, toute l'autorité. C'est ce qu'ils appellent sa passion d'être la maîtresse, *affetto di signoreggiare,* et elle leur paraît en réalité la maîtresse absolue, *la padrona assoluta.* Catherine n'est arrivée au suprême pouvoir qu'à travers mille obstacles : pendant dix années, elle a été épouse stérile et dédaignée. Au moment où naissait le premier de ses dix enfans, Diane de Poitiers était sa rivale plus que jamais puissante; mais Catherine a été patiente, et s'est contenue. L'étude de l'astrologie, qui pendant longtemps a paru l'absorber, lui a révélé sans doute, dit spirituellement M. Baschet, les premiers scintillemens de l'étoile glorieuse qui devait un jour se lever pour elle. Elle touche enfin au pouvoir, après la mort de son mari, sous le règne de son premier fils, François II, et sous celui de son second fils, Charles IX; mais la couronne est entourée de mille dangers. Catherine craint les Guises, à qui elle paraît se confier, et les protestans, dont elle attribue l'humeur turbulente à des mouvemens d'ambition et à l'amour de la vengeance, non à des sentimens religieux auxquels, en Italienne sceptique, elle ne croit pas volontiers. A travers tant de périls, imaginaires ou réels, il faut qu'à tout prix elle conserve son autorité personnelle sur son fils, afin de travailler librement à sauvegarder la couronne sur la tête des derniers Valois. Mais quelle double tâche à rem-

plir au milieu des passions ardentes du XVIe siècle et en présence d'un fils et d'un roi tel qu'était Charles IX! Les relations vénitiennes tracent de lui un portrait qui fait trembler : il lui fallait des exercices violens, jusqu'à battre une enclume trois ou quatre heures durant, se livrant avec fureur à l'escrime, à la paume, à la chasse surtout, restant à cheval douze ou quatorze heures consécutives, poursuivant à travers bois le même cerf pendant deux ou trois jours, ne s'arrêtant que pour manger, ne se reposant qu'un instant dans la nuit... A ce maniaque, roi absolu, Coligny offre la perspective de la guerre. Pendant une absence de la reine-mère, il soumet à Charles IX le plan d'une expédition contre les Espagnols, d'accord avec le prince d'Orange. Quand Catherine revient, elle se voit supplantée auprès de son fils, et par qui? Par le chef déclaré de ce parti huguenot, dont le triomphe serait à ses yeux la ruine absolue de sa famille. C'est ce même Coligny, qui, dès le 22 août 1560, a osé présenter deux suppliques demandant l'établissement de deux églises dans deux parties de la France, afin que ceux de la religion pussent exercer plus commodément leurs rites sans que personne les inquiétât. Sans doute il aspirait d'abord à un partage du pouvoir pour l'usurper tout entier ensuite. Catherine le voyait maître de l'esprit du roi, qui s'élançait vers cette idée de la guerre, comme vers toute perspective nouvelle, avec une intempérante ardeur. Il ne pouvait plus se passer de l'amiral; il le gardait dans sa chambre à coucher jusque fort avant dans la nuit, calculant les armées, supputant les marches... Coligny, par cette obsession, devenait pour Catherine un redoutable obstacle. Les ambassadeurs vénitiens n'hésitent pas à affirmer que ce fut alors qu'elle résolut de le tuer.

Catherine aurait ourdi ce complot avec le lâche duc d'Anjou, plus tard Henri III, objet de sa constante prédilection. Elle commença par reconquérir Charles IX, ce qui lui fut aisé, grâce à l'espèce de fascination qu'elle exerçait sur lui. Dans une séance du conseil, la proposition de l'amiral, la veille incontestée, fut examinée de nouveau et rejetée. L'amiral était présent; il dit que le roi aurait assurément lieu de s'en repentir. Il ajouta qu'ayant promis son secours au prince d'Orange, il s'efforcerait de sauver son honneur à l'aide de ses parens et de ses amis, et de servir de sa propre personne, s'il en était besoin. Puis, se tournant vers la reine-mère : « Madame, dit-il, le roi renonce à entrer dans une guerre... Dieu veuille qu'il ne lui en survienne pas une autre, à laquelle sans doute il ne lui serait pas aussi facile de renoncer! » C'est là un document très curieux et très nouveau. De quelle guerre l'amiral voulait-il parler? Reviendrait-il en France vainqueur à la tête des Français et des Allemands qui l'auraient servi? Il faut rapprocher ces paroles de la prétendue lettre que M. Baschet mentionne plus loin, mais qu'il n'a pas vue et dont il n'affirme pas l'existence, par laquelle il serait prouvé que le parti de l'amiral et l'amiral lui-même, de concert, cette fois encore, avec le prince d'Orange, préparaient, deux mois avant la Saint-Barthélemy, un massacre des catholiques. Cette lettre aurait été saisie par Catherine, et elle s'en serait servie, ainsi que des paroles imprudentes que nous avons citées, pour faire naître dans l'imagination de son fils, aisément ébranlée, soit de vagues terreurs, soit des appétits conformes à son humeur nouvelle, et pour lui offrir dans un massacre sans

péril et une sanglante compensation aux grandes batailles et aux scènes ardentes qu'il rêvait.

Le procès depuis longtemps instruit sur le rôle de Catherine dans le célèbre drame du 24 août 1572 trouve-t-il par ces documens sa conclusion dernière? Nous n'oserions pas l'affirmer. D'abord on connaissait déjà une partie des témoignages sur lesquels M. Baschet s'appuie, car une au moins des relations vénitiennes qui traitent de la Saint-Barthélemy était imprimée dans la collection Alberi. De plus, les témoignages qu'invoque l'auteur ne sont pas nombreux, et ce n'est pas toujours la meilleure garantie de sûre information que d'avoir assisté aux épisodes qu'on raconte. Tout au moins faut-il reconnaître que M. Baschet a non-seulement donné un nombre très considérable d'informations entièrement nouvelles, mais encore contrôlé, en recourant aux originaux, celles qu'on avait déjà sur toutes les questions se rattachant de près ou de loin au souvenir de Catherine de Médicis. Désormais l'historien ne pourra négliger de consulter son livre.

Une bonne partie du volume est consacrée à Philippe II d'Espagne, dont il semble que les ambassadeurs vénitiens aient étudié la physionomie politique avec un soin tout particulier. L'éditeur et l'auteur ont ajouté à l'intérêt des documens qui concernent le *démon du midi* en les illustrant par le *fac-simile* d'une longue lettre d'Antonio Perez couverte de notes marginales écrites de la main de Philippe II; c'est avec cette infatigable assiduité que le fils de Charles-Quint, du fond de son cabinet, s'efforçait encore de gouverner ses nombreux états et de régenter l'Europe, et la vue de si incontestables témoignages facilite singulièrement l'intelligence des textes, en faisant revivre les temps et les figures historiques.

Nous n'avons rien dit de Louis XII et de François Ier, sur qui M. Baschet a rapporté de nombreuses relations vénitiennes, et rien non plus de la brillante série des papes Jules II, Léon X, Clément VII, Sixte-Quint, successeurs d'Alexandre VI Borgia. Et pourtant que de traits vivement saisis dans cette série de figures animées! par exemple cette simple note de Leonardo Donato au sortir d'une audience de Clément VIII : *simulator maximus*, et ce mot de Léon X précieusement conservé par Marino Giorgi : « profitons de la papauté, puisque Dieu nous l'a donnée! » et cette énergique expression de l'ambition indomptable de Jules II : « le pape veut être maître et seigneur du jeu du monde! » En vérité, chaque page du livre de M. Baschet offre quelque trait semblable; bien plus, grâce à l'authenticité des documens, à la précision des indications diverses, chacune exhale comme une senteur de cet âpre XVIe siècle, admirablement décrit par les diplomates vénitiens.

A. GEFFROY.

AMÉRIQUE LATINE.

Recueil complet des Traités, Conventions, Capitulations et autres actes diplomatiques de tous les états de l'Amérique latine, depuis l'année 1493 jusqu'à nos jours, précédé d'un Mémoire sur l'état actuel de l'Amérique, par M. Carlos Calvo; 3 vol. Paris, chez Durand, 1862.

Ce ne serait peut-être pas absolument une fantaisie paradoxale à un certain point de vue de dire que notre histoire contemporaine, surtout depuis

quelques années, est un grand cours de géographie. Elle nous promène sans trève et sans repos de l'orient à l'occident, du nord au midi, des contrées asiatiques aux régions du Nouveau-Monde, et c'est le plus souvent à la lumière d'événemens imprévus que recommence et se poursuit hâtivement cette étude de l'univers. Tant que la politique se renfermait dans un certain cercle occidental et restait en quelque sorte une œuvre d'initiés, on s'accoutumait presque à ne connaître les événemens que par leurs résultats, par le retentissement du choc des armées, ou par quelque traité retraçant des frontières, disposant arbitrairement des peuples et de leur sol. Tout au plus y avait-il quelques explorateurs de la diplomatie et de la science allant plus loin, et mesurant dans leur étendue tous ces théâtres où s'agite le drame mystérieux de la vie universelle. Aujourd'hui l'horizon s'agrandit, le monde entier se déroule, et ce sont les guerres, les conflits de la politique, les aventures de la civilisation, les nécessités d'un commerce gigantesque, qui, en touchant à tous les intérêts, en stimulant les esprits, deviennent de grands maîtres de géographie et d'histoire. Nous sommes des Christophe Colomb improvisés qui découvrons l'Inde anglaise au bruit d'une formidable insurrection, la Chine au bruit de la prise de Pékin par nos armes, la Crimée et l'Italie elle-même à l'éclat de deux grandes guerres. Demain ce sera le Montenegro, l'Herzégovine, la Serbie et Belgrade, le monde slave ou le monde oriental; aujourd'hui c'est le Mexique et l'Amérique latine, et c'est aussi l'Amérique du Nord avec ces immenses espaces où s'agite la guerre civile. Notre cours de géographie continue et se poursuit partout. Il faut bien savoir ce que sont ces pays où se débattent des questions si nouvelles et souvent si étranges, ce que sont ces races avec leurs mœurs, leur nature, leur histoire, leur organisation et tout ce qui sert à expliquer les événemens contemporains.

Peut-être vaudrait-il mieux ne pas se laisser devancer par les événemens et faire un cours de géographie moins précipité, moins agité par des sommations imprévues. On y perdrait sans doute le plaisir de la surprise et de la découverte; la politique y gagnerait de marcher d'un pas plus ferme sur un terrain mieux connu et mieux défini. On n'aurait point, comme cela arrive trop souvent, à découvrir l'Amérique espagnole et le Mexique le jour où une armée européenne se trouve obligée de faire une halte de quelques mois dans une ville dont le nom était hier inconnu. Pour ceux qui ont la prétention de suivre la marche de la politique, il n'est plus permis aujourd'hui de fermer les yeux sur ce mouvement des choses et sur ces innombrables théâtres où se livrent les combats de la civilisation morale et matérielle. C'est justement à ce besoin intime et profond de notions plus étendues et plus sûres que répond un livre de M. Carlos Calvo, un livre de science et d'érudition où se condensent bien des faits ignorés de la politique intérieure et extérieure du Nouveau-Monde. Représentant officiel du Paraguay à Paris et à Londres, chargé de défendre plus spécialement les intérêts souvent obscurs d'une république qui n'est petite que par son rôle et par ses destinées jusqu'ici, M. Carlos Calvo rend à l'Amérique du Sud tout entière, à l'Amérique latine, comme il l'appelle, le service signalé de faciliter l'intelligence de son développement traditionnel, de rassembler les élémens de son histoire diplomatique à l'époque coloniale, au temps des

luttes de l'indépendance, et dans cette période plus récente qui date de l'émancipation définitive des anciennes possessions espagnoles transformées en républiques. L'histoire est complète; elle remonte à la bulle fameuse du pape Alexandre VI qui consacrait la domination des rois catholiques dans le Nouveau-Monde, elle ira jusqu'aux actes les plus récens, et elle est précédée d'un tableau aussi net que substantiel de l'Amérique du Sud dans sa constitution actuelle, dans son mouvement croissant et dans ses rapports de toute nature avec l'ancien monde.

Ce n'est pas tout à fait sans raison assurément que l'auteur se plaint de l'ignorance où l'on vit dans notre monde ancien de tout ce qui se passe au-delà de l'Atlantique, et cette ignorance, il l'attribue à des causes diverses, — à ce qu'il y a de généralement superficiel dans l'enseignement européen sur l'histoire et la géographie de l'Amérique, à l'absence d'organes spéciaux qui s'occupent sérieusement d'éclairer l'Europe sur ses intérêts réels en lui faisant connaître le développement rapide de ces contrées nouvelles, et enfin aux récits fantastiques de quelques voyageurs qui défigurent la réalité. L'auteur pourrait ajouter une autre cause, les guerres civiles, qui, par leur fatigante mobilité, obscurcissent tout en même temps qu'elles jettent des élémens incessans de perturbation dans les rapports de l'ancien monde avec le nouveau. Et cependant il est certain qu'il n'est pas pour la civilisation de théâtre comparable en richesse et en immensité à ce vaste continent de l'Amérique latine, qui a une étendue de 390,460 milles carrés géographiques, où il y a un empire, le Brésil, aussi grand que l'Europe, où cette république avec laquelle nous sommes en guerre, la république mexicaine, est deux ou trois fois plus étendue que la France, et où le plus petit état a le territoire d'un royaume très respectable. De plus, s'il est bien vrai qu'il y ait une immense et choquante disproportion entre cette étendue territoriale et la population, qui pour toute l'Amérique n'est pas de beaucoup supérieure à celle de la France, s'il y a une singulière incohérence dans cette population, si les guerres civiles, sans cesse renouvelées, sont aussi funestes aux intérêts qu'à la formation d'un ordre politique régulier, il n'y a pas à s'y méprendre, il ne s'accomplit pas moins dans ces contrées agitées un mouvement de civilisation croissant d'année en année, se manifestant sous toutes les formes, et ici les chiffres ont leur éloquence. En réalité, à n'observer que ce signe, le commerce sud-américain s'est développé depuis quelques années dans des proportions imprévues; il s'est élevé récemment, pour l'ensemble des états indépendans de l'Amérique du Sud, à plus de 2 milliards de francs. Ce qu'il y a de caractéristique d'ailleurs, et ce que M. Calvo met justement en lumière, c'est la part croissante de la France dans ce mouvement d'échanges. Un jour, il y a onze ans, à l'occasion d'une intervention dans le Rio de la Plata, un homme d'état d'un esprit lumineux et pénétrant, M. Thiers, signalait dans l'assemblée législative de cette époque l'importance particulière des relations de la France avec l'Amérique du Sud, non-seulement au point de vue du chiffre du commerce, qui était dès lors de 150 millions, et qu'il considérait comme devant s'élever à 200 millions, mais encore au point de vue de la navigation. Il montrait la marine marchande française n'ayant qu'un rôle très secondaire dans les relations commerciales avec les États-Unis, et ayant au contraire la première, la plus

grande place dans les relations avec l'Amérique du Sud. « Il y a donc un avenir immense! » ajoutait l'orateur.

Ce qui semblait une utopie à cette époque est moins que la réalité aujourd'hui, et les prévisions de M. Thiers ont été dépassées. Ce n'est pas le chiffre de 200 millions qu'a atteint en dix ans le commerce de la France avec l'Amérique, c'est le chiffre de 458 millions! Il avait pourtant commencé humblement : il était en 1825 de 12 millions. Le commerce français s'est partout accru rapidement en Amérique, dans le Rio de la Plata, au Pérou, au Chili, au Brésil, et, chose plus remarquable, il a dépassé en certains pays le commerce anglais lui-même. A quoi tient cet accroissement du commerce français, partout sensible, excepté au Mexique, où il y a eu au contraire une diminution, suite inévitable de la décomposition du pays? Il y a sans doute l'affinité de civilisation, de mœurs, de race, d'éducation; mais en même temps M. Calvo n'hésite pas à signaler comme une des causes de ce progrès l'esprit de ménagement et de conciliation dont la France se montre animée dans ses relations avec l'Amérique, une politique plus humaine, moins violente pour les états faibles que n'est d'habitude la politique de l'Angleterre. Voilà des faits qui ne sont point à négliger, qu'il faut peser au contraire dans ce qu'ils ont de moral et de matériel, quand il s'agit des relations de la France avec le Nouveau-Monde, quand on se trouve conduit à cette nécessité extrême des interventions, des réclamations.

Les interventions, les réclamations, les demandes d'indemnités, c'est là, il faut le dire, le cauchemar permanent de l'Amérique du Sud, et plus d'un Américain a songé à provoquer la formation d'une sorte de confédération de tous les états du Nouveau-Monde, ne fût-ce que pour créer une force défensive suffisante et opposer une résistance commune aux pressions périodiques de l'Europe. Qu'il y ait parfois quelque exagération et quelque péril dans ce système, qui tend à faire peser de si sévères responsabilités sur les gouvernemens sud-américains, qu'il y ait des abus dans ces demandes d'indemnités qui se sont multipliées, cela est bien possible; mais il y a pour rassurer et désarmer l'Europe un moyen bien plus simple que tous les projets de résistance et les combinaisons d'un droit nouveau américain, c'est de créer enfin un ordre régulier où tous les intérêts nationaux et étrangers soient garantis, où les relations des deux continens soient à l'abri de ces violentes secousses qui se reproduisent trop souvent, et où les seules interventions possibles soient celles du travail, de l'industrie, des immigrations allant du vieux monde dans le nouveau pour y porter et y féconder les germes de la civilisation. Cet avenir est, je crois, celui qu'entrevoit patriotiquement M. Calvo, et c'est déjà s'y préparer que de montrer par l'étude du passé comment l'Amérique du Sud a cheminé jusqu'ici dans cette voie laborieuse et difficile des révolutions politiques et diplomatiques.

CH. DE MAZADE.

V. DE MARS.

HISTOIRE

DE SIBYLLE

TROISIÈME PARTIE.

I. — L'ÉGLISE DE LA MADELEINE.

Un matin, Mlle de Férias, accompagnée d'un vieux domestique de sa grand'mère, était allée entendre une messe basse à l'église de la Madeleine, qui était sa paroisse. Elle aperçut à quelques pas d'elle la duchesse Blanche : elle était prosternée sur un prie-Dieu dans une attitude de profonde méditation, et ne parut pas la voir. Sibylle avait passé la soirée de la veille à l'hôtel de Sauves, et y avait reçu de la jeune duchesse des témoignages plus marqués que de coutume de cet intérêt à la fois ardent et répulsif dont le sens était pour elle un mystère, et n'en est plus un pour le lecteur. La présence inattendue de Blanche dans le lieu saint lui causa d'abord un peu de distraction en lui rappelant tout un ordre d'idées et de sentimens qui l'obsédait depuis quelque temps à un haut degré. Cependant elle finit par s'absorber dans une pieuse contention d'esprit, et elle n'en fut tirée que par un bruit de sanglots étouffés qui se faisait entendre près d'elle. La messe était terminée en ce moment, et l'église presque déserte. Sibylle, regardant autour d'elle avec inquiétude, n'eut pas de peine à reconnaître que c'était la jeune duchesse qui pleurait : elle avait la tête dans ses deux mains, et ses gants étaient tachés de larmes. Mlle de Férias s'avança aussitôt vers elle et lui dit de sa voix la plus douce :

— Pardon,... vous souffrez?

Blanche leva brusquement la tête, et la reconnaissant à travers ses pleurs avec une sorte de confusion et de colère : — Non, mademoiselle, dit-elle sèchement.

— Je ne puis vous être bonne à rien? reprit Sibylle avec timidité.

— A rien, mademoiselle; merci.

Sibylle, repoussée avec cette rigueur, sentit ses yeux s'emplir de larmes, elle s'inclina légèrement à la hâte, ramena son voile sur son visage, et, faisant un signe à son vieux domestique, elle gagna la porte de l'église. Elle allait sortir quand une main s'appuya doucement sur son bras et la fit se retourner : elle rencontra le regard de la jeune duchesse, qu'elle crut voir animé d'une expression toute nouvelle : — Mademoiselle, dit Blanche, je vous ai blessée, n'est-ce pas?

— Un peu, dit Sibylle en souriant.

— Pardonnez-moi, reprit la jeune femme. Je suis si malheureuse!... Venez me voir aujourd'hui à deux heures, voulez-vous?... Vous me demanderez,... moi seule!

— Oui, madame, dit Sibylle, dont le cœur battit soudain avec force, j'irai.

Blanche saisit la main de Sibylle, la serra fiévreusement et s'éloigna.

La matinée parut longue à Mlle de Férias. Malgré l'obscurité profonde du dédale où s'égarait son esprit, un instinct confus semblait l'avertir qu'elle touchait en ce moment au point le plus vif et le plus délicat de sa destinée. Quand elle se présenta, à l'heure dite, dans l'appartement de Mme de Sauves, elle éprouvait une agitation voisine de l'angoisse.

La jeune duchesse, en la voyant entrer, courut à elle. Ses yeux, entourés de l'ardent sillon creusé par ses pleurs, brillaient d'un éclat extraordinaire. Elle prit les deux mains de la jeune fille, la regarda fixement sans parler, puis, l'attirant un peu plus près : — Mademoiselle, dit-elle, mademoiselle Sibylle, — et elle insista sur ces deux mots avec un accent bizarre, — voulez-vous être mon amie?

— Oh! de grand cœur! dit Sibylle.

Blanche la regarda encore, puis elle se jeta à son cou, et, la serrant à l'étouffer, elle la couvrit de caresses et de pleurs. Elle l'entraîna sur un divan, et, cachant sa tête dans le sein de Sibylle, elle continua de sangloter, mêlant à ses larmes des paroles entrecoupées : — Ah ! Dieu!... que je vous aime!... que je vous aimerai!... Soyez bonne pour moi... Aimez-moi, n'est-ce pas? J'ai tant besoin qu'on m'aime!...

Quand ce transport fut un peu calmé, la petite duchesse, tenant toujours étroitement enlacées les mains de sa nouvelle amie et essayant de sourire : — Vous ne devez rien comprendre à ce qui vous

arrive, ma chérie,... vous comprendrez plus tard!... Pour le moment, aimez-moi de confiance,... je vous assure que je le mérite,... et sauvez-moi,... voilà ce qui presse!

— Vous sauver? murmura Sibylle.

— Oui!... je suis sûre que vous le pourrez... Vous avez beaucoup d'esprit et de bonté, je me fie à vous! Ne me méprisez pas surtout!... J'ai bien souffert, bien combattu, je vous jure... Et d'ailleurs je puis encore regarder vos beaux yeux sans rougir... Voyons, écoutez-moi. Quand je me suis mariée, j'aimais quelqu'un... depuis longtemps,... hélas! depuis toujours! car dès que j'ai eu une pensée dans le cœur, elle a été pour lui. J'espérais l'épouser, on me le faisait pressentir, — c'est encore une excuse! — mais lui ne vit rien... ou ne voulut rien voir... Il partit... très loin! Je pus croire qu'il ne reviendrait jamais!... Je fis mon deuil du bonheur,... et j'épousai mon mari.

Il y eut une pause de silence embarrassé, la petite duchesse paraissant rencontrer à ce point de sa confidence une difficulté de premier ordre. Sibylle, surmontant elle-même avec effort le trouble extrême de ses idées, fit sentir à la main de son amie une pression plus affectueuse. — Voyons, dit-elle, courage... Et l'autre est revenu, n'est-ce pas?

Blanche lui lança de côté un regard rapide : — Oui, dit-elle, il est revenu,... et en deux mots j'ai reconnu que je l'aimais encore follement,... je n'ai pu le lui cacher,... et, tout en souffrant le martyre, car au fond j'ai horreur du mal, j'étais tout près de me perdre,... de me perdre tout à fait, quand Dieu m'a donné le courage de me jeter dans tes bras, mon pauvre ange!... Et elle embrassa encore Sibylle de toute sa force. Puis se relevant : — Ma chérie, reprit-elle, j'ai en vous une confiance entière; je comprends tout ce que vous êtes, je ferai tout ce que vous me direz... Eh bien! dites,... que feriez-vous si vous étiez moi?

Au milieu du chaos de réflexions, de suppositions et d'imaginations intéressantes où l'avaient plongée les confidences de la duchesse, Sibylle eut grand'peine à dégager sa pensée avec assez de netteté pour jouer dignement le rôle auquel elle était appelée. Elle y parvint cependant, quoique ses premières paroles fussent encore empreintes d'un peu de préoccupation personnelle. — Mais, dit-elle, vous m'estimez bien trop haut,... et je suis toute confuse,... et puis tout cela est si nouveau pour moi! Je suis pourtant bien touchée de votre confiance, et je voudrais de toute mon âme y répondre... Voyons,... il me semble,... ce quelqu'un... vous aime-t-il de son côté?

Blanche secoua la tête tristement. — Pas beaucoup, je crains! dit-elle. Et se reprenant aussitôt : Je crois!

— Si vous vous adressiez à son honneur? En a-t-il?

— Oui! oui! Oh! cela, oui! dit vivement la duchesse.

— Si vous lui disiez combien il vous fait de mal,... si vous lui demandiez bien sérieusement de s'éloigner?

— Vous croyez? dit Blanche en hésitant. Mais non!... je ne saurais pas,... je ne pourrais pas... Non, non, pas cela, je t'en prie!... Et je t'en prie encore, si tu m'aimes, appelle-moi toi, comme je t'appelle!

Sibylle lui baisa le front avec grâce, puis elle tendit l'arc charmant de ses sourcils, prit sa mine sévère, et parut se livrer à de profondes réflexions. — Ce que je ferais, moi, dit-elle après un moment, le voici : je me fierais tout simplement à mon mari. Sans entrer dans les détails et sans compromettre aucun nom, je lui dirais que je me sens troublée et que je m'attache à lui, que ma solitude trop fréquente me conseille mal, et que je le prie de ne plus m'abandonner, ou de me permettre de le suivre. Je lui dirais que le devoir, dont il est pour moi le symbole, est comme la croix qu'il est bon d'avoir toujours sous les yeux pour l'avoir toujours dans le cœur. Le duc doit être une âme généreuse;... il comprendra, et vous serez sauvée.

— Eh bien!... je préfère cela, dit la duchesse. Oui, c'est vrai,... le duc est une âme généreuse,... et je crois que je l'aurais aimé, s'il eût voulu... J'en ai été tentée bien souvent; mais je sens que je suis si peu de chose pour lui,... une enfant! Il ne me connaît pas!... Eh bien! oui,... j'y penserai!

— Il ne faut pas y penser, reprit Sibylle, il faut le faire... Est-il à Paris, ton mari?

La jeune duchesse sourit de cette tendre familiarité de langage. — A la bonne heure! dit-elle... Oui, il est à Paris.

— Eh bien! promets-moi de lui parler ce soir!

La duchesse se leva brusquement. — Je l'entends, dit-elle.

— Jure-moi de lui parler tout de suite! reprit vivement Sibylle. Et comme Blanche hésitait : — Jure-le-moi vite, ajouta-t-elle en levant un doigt, ou je ne t'aime plus!

— Je te le jure! dit la duchesse en l'entourant de ses bras... Pars,... à demain!

Le duc ouvrait la porte au même instant, et il fut témoin de l'affectueux embrassement des deux jeunes femmes: il adressa son salut le plus chevaleresque à Sibylle, qui sortit aussitôt.

M. de Sauves, qui n'était pas né d'hier, comme on dit, avait remarqué du premier coup d'œil le désordre et l'animation des traits de la duchesse : il eut la perception confuse d'un danger dans sa maison, et il éprouva le malaise d'un homme qui, aux grondemens lointains d'un orage, respire dans l'atmosphère une vague odeur

de foudre. Dissimulant d'ailleurs cette désagréable impression sous son grand air d'aisance seigneuriale, il posa ses lèvres souriantes sur le front de son aimable petite femme. — Je viens de rencontrer vos enfans aux Tuileries, dit-il. — Puis il fit un tour dans le boudoir en chantonnant et en flairant çà et là des vases pleins de fleurs; il détacha une rose, et tout en la passant avec insouciance dans sa boutonnière : — Je ne vous savais pas de ce dernier bien avec Mlle de Férias, ma chère!

— Oh! nous sommes très liées... Vous en plaignez-vous?

— Au contraire, c'est une jeune personne qui m'est fort sympathique. Outre qu'elle est parfaitement jolie, elle a un ton excellent, et je lui crois tout le mérite du monde. Qu'est-ce que vous vous contiez là toutes deux?

La duchesse rassembla tout son courage. — Je lui contais mes peines, dit-elle.

— Vos peines? répliqua le duc en riant. Vous avez des peines, jeune dame?... Tu as des peines, ma pauvre Blanche?

— Très graves.

— Oh! grand Dieu! dit le duc en flairant sa rose avec sérénité.

— Mlle de Férias, reprit la duchesse, me donnait le conseil de vous les confier. Elle prétend que vous avez une âme généreuse.

Sans rien perdre de son calme, le duc sentit son pouls s'accélérer. — Vraiment? dit-il. Voyez-vous cette jeune fille?... Eh bien! je ne sais pas, moi, si j'ai une âme généreuse; mais le conseil me paraît bon, et j'en suis reconnaissant à Mlle de Férias.

La duchesse se leva, et s'appuyant d'une main sur un fauteuil : — Mon ami, dit-elle avec effort, ne me quittez pas si souvent,... ou plutôt, sans rien changer à vos habitudes, emmenez-moi à la campagne toutes les fois que vous irez... Vous me rendrez très heureuse.

M. de Sauves, qui était debout à quelque distance, aspira l'air avec force. — Vous ne l'êtes donc pas? dit-il en attachant sur elle un regard sérieux.

— Pas tout à fait, reprit Blanche. Je suis bien jeune pour être seule aussi souvent que je le suis. J'ai besoin de beaucoup d'affection... Ma vie n'est pas assez occupée de ce côté;... il y a des vides que j'ai peine à remplir.

— Ah! dit le duc d'un ton d'impatience, nous voilà dans le roman, n'est-ce pas?... Et vos enfans, n'est-ce plus rien déjà?

— Je les adore... Mais croyez-moi, mon ami, cela ne suffit pas à remplir un cœur de mon âge.

— Je n'entends rien à ces subtilités! s'écria le duc. Si vous n'êtes pas heureuse dans votre situation, vous êtes radicalement injuste envers le ciel et envers moi! Vos infortunes sont de pures fantaisies littéraires, et je n'y remédierais nullement en y cédant... Je ne me

donnerai ni le ridicule ni l'ennui de vous traîner après moi deux fois la semaine à la campagne... comme une cantinière! Cela est absurde! cela ne sera pas!

La jeune duchesse, après une pause de recueillement pénible, leva vers son mari ses yeux humides. — Mon ami, dit-elle à demi-voix, comprenez-moi bien, je vous en prie : il faut que cela soit!

Le duc de Sauves marcha sur elle lentement, et s'arrêtant à deux pas : — Ah çà! dit-il avec gravité, qu'est-ce qu'il y a donc?

— Rien... que ce que je vous dis. Je me sens faible, et je vous prie de me soutenir.

Les traits du duc se contractèrent violemment et se couvrirent d'une teinte livide; une colère sauvage jaillit de ses yeux. La jeune femme, comme éblouie par cette flamme qui l'enveloppa, parut défaillir, retomba sur le divan et y demeura tout affaissée.

Le duc, la laissant durement dans cette attitude, croisa ses bras sur sa poitrine, et commença de marcher à grands pas d'un bout à l'autre du salon. Sa femme le suivait d'un regard inquiet et suppliant. Dix minutes se passèrent, pendant lesquelles on n'entendit d'autre bruit que le pas lourd du duc sur le tapis; puis il fit brusquement un détour et vint au divan. La jeune duchesse se leva par un mouvement d'une raideur convulsive. Il lui prit les mains, la regarda en face, et lui dit de sa voix sonore, un peu brisée par l'émotion : — Vous êtes une honnête femme!... Je vous remercie.

La pauvre Blanche, sur ces paroles, cria faiblement comme un enfant, et, se suspendant au cou de son mari, elle palpita et sanglota longtemps sur son cœur. Le duc, pendant cette scène, essuyait du bout de son doigt, à la dérobée, quelques larmes qui glissaient sur son mâle visage. Puis, après un instant : — Je vous laisse, dit-il, ma chère petite, il faut nous calmer tous deux; mais cela est bien entendu, je vous emmènerai.

— Toujours? murmura Blanche.

— Toujours.

Et il sortit.

A peine seule, la jeune duchesse se jeta à genoux devant son divan, et, dressant vers le ciel son gracieux visage, qui souriait et pleurait à la fois, elle remercia Dieu du bonheur dont elle sentait son âme inondée. Elle fut le reste du jour en paradis.

Vers le soir cependant une amère pensée traversa son esprit, et, lui rappelant qu'elle était sur la terre, lui fit sentir sur son lit de fleurs une morsure soudaine. Elle songea à Clotilde et au triomphe qu'elle lui ménageait en renonçant elle-même à l'amour de Raoul. Cette conséquence, qui lui avait échappé dans le trouble de sa ferveur première, lui parut une aggravation presque insupportable de son sacrifice; elle se représenta avec des raffinemens cruels les

ivresses de Clotilde et de son amant. Elle rêva toute la nuit dans son cerveau brûlant mille combinaisons vaines pour éloigner ce calice de ses lèvres : elle découvrit enfin une stratégie qui lui parut infaillible, et, ayant arrêté dans tous ses détails sa résolution, qui était bien d'un cœur de femme, mais d'un cœur héroïque, Blanche s'endormit.

II. — LA COURONNE.

Le lendemain, la jeune duchesse de Sauves passa une partie de sa matinée à parcourir des magasins de fleuristes où elle fit quelques acquisitions mystérieuses. Elle alla ensuite à l'hôtel de Vergnes, et, s'étant enfermée avec Mlle de Férias, elle lui conta, à travers mille transports d'amitié, son entretien avec son mari et le plein succès de la conduite qu'elle-même lui avait suggérée. — Il faut, ajouta-t-elle, ma chérie, que tu viennes aujourd'hui dîner avec moi. Ma belle-mère, à ma requête, veut bien organiser pour ce soir une petite sauterie. Nous n'aurons que toi à dîner. Tu viendras comme tu es. Après dîner, nous nous habillerons ensemble, et ce sera charmant... Si tu veux me plaire, tu mettras ta toilette blanche et bleue. Ne te préoccupe pas de ta coiffure, j'en ai rêvé une pour toi, et je l'exécuterai moi-même de ma patte blanche, parce que je t'adore!

Mlle de Férias, en attendant l'heure de ce rendez-vous, eut le loisir de poursuivre au milieu des nuages les légions de songes et de chimères qui depuis la veille flottaient dans son ciel. Sans parvenir à démêler clairement la vérité, elle en saisissait quelques lueurs : sa main soulevait un pan du rideau enchanté qui lui avait caché si obstinément jusque-là un personnage dont le nom seul précipitait les mouvemens de son cœur. Elle ressentait cette émotion confuse, indéfinie, mais profonde, qui se répand dans nos veines à certaines heures critiques et solennelles de notre existence; il lui semblait qu'elle allait voir face à face le dieu secret de sa pensée, et une sorte de trouble surnaturel envahissait son sein.

Elle arriva vers sept heures à l'hôtel de Sauves, et elle remarqua que la jeune duchesse était à peine moins agitée qu'elle-même. Pendant le dîner, elle fut de la part du duc l'objet d'attentions extrêmes. Au dessert, il la plaisanta doucement sur la gravité de sa physionomie et sur la profondeur de son œil bleu. — Vous êtes, lui dit-il, une blonde ténébreuse... Vous avez l'air d'un ange qui médite un crime... Ah! vous riez donc quelquefois? J'en suis charmé, mademoiselle!

Blanche lui ayant dit que cette sérieuse jeune fille excellait à faire des caricatures, le duc refusa de le croire, et insista pour qu'elle fît la sienne sur l'heure. Il courut chercher des crayons. Sibylle, après s'être beaucoup défendue, se retira dans un coin du salon, esquissa

vivement, à grands traits anguleux, la statue équestre de Henri IV sur le Pont-Neuf, et présenta ce croquis au duc avec une grande révérence. Comme elle allait se retirer avec Blanche, le duc, l'isolant un moment près de lui dans une fenêtre : — Mademoiselle de Férias, il faut que vous me permettiez de vous dire que je suis pénétré pour vous d'estime et d'amitié. Je me suis laissé conter que vous aimiez les âmes généreuses : rien ne me serait plus agréable que de vous voir me reconnaître ce titre à votre sympathie.

Sibylle rougit, lui tendit la main, et se sauva à la hâte.

La jeune duchesse l'entraîna dans sa chambre, et elles commencèrent leur toilette du soir, en s'embrassant de temps à autre, par forme d'intermède. Blanche, tout en s'occupant des menus détails de son habillement, se livrait à un babillage fiévreux : elle s'informait des goûts de son amie en matière d'art, de littérature, de promenades, de voyages, et elle lui disait les siens. — Moi,... j'aime ceci, j'aime cela... Et toi? Connais-tu la Suisse? et l'Italie?... Nous irons ensemble partout,... quand tu seras mariée.

Sur ce mot, qui lui avait échappé, elle se tut brusquement.

Arrivée à une certaine phase de sa toilette, Sibylle se montra hésitante et préoccupée : — J'ai apporté une coiffure,... dit-elle; faut-il me la faire poser?

— Non! non! s'écria vivement la petite duchesse. Je vais me coiffer d'abord, et je suis à toi... Tiens! chauffe-toi, et enveloppe-toi bien avec cela en attendant. — Et elle lui jeta un burnous sur les épaules.

Quelques minutes plus tard, la duchesse renvoya les femmes qui les avaient assistées jusque-là, et fit asseoir Sibylle devant une grande glace qui descendait jusqu'au parquet, et qu'éclairaient deux girandoles latérales. Elle dégagea alors avec précaution de leur enveloppe les paquets de fleurs dont elle s'était approvisionnée le matin. Sibylle vit que toutes ces fleurs étaient empruntées à la nature la plus vierge et la plus agreste : elles étaient mêlées de ces espèces particulières d'herbes, de feuillages et de lianes qui décorent les sites sauvages et solitaires. La pensée de Sibylle s'envola aussitôt vers les bois de Férias, et elle crut respirer les parfums âcres et salubres qui l'avaient enivrée autrefois dans les profondes retraites où elle se plaisait. La jeune duchesse, après une courte méditation préalable, pendant laquelle elle se rappelait dans les moindres détails la parure de tête que portait Sibylle dans l'album de Raoul, procéda de sa main fine et souple à la coiffure de sa chère rivale. Elle peigna d'abord maternellement les longs cheveux de Sibylle, et les lui releva ensuite sur la nuque, où elle les fixa en une masse superbe et un peu abandonnée; puis elle se mit à lisser, à tordre et à crêper ce qui restait avec une prestesse et une sûreté d'artiste.

Elle prit alors des groupes de fleurs et de feuillages, et l'en couronna comme une nymphe des bois. Elle levait de temps à autre les yeux sur la glace pour y voir son ouvrage; mais ces yeux tout à coup se voilèrent, et pendant que sa main continuait de voltiger comme un oiseau sur la tête de Sibylle, des larmes lui échappèrent, et vinrent se poser comme des gouttes de rosée sur les fleurs de la couronne.

— Tu pleures? dit Sibylle. Qu'as-tu donc?

— Ce n'est rien,... ne fais pas attention, dit Blanche; il y a de douces larmes, va!

Les siennes pourtant ne l'étaient point, et tout le sang de son cœur fumant sur un autel n'eût pu réjouir le ciel et les anges d'un sacrifice plus douloureux ni plus pur.

Quand elle eut achevé, elle aida Sibylle à compléter sa toilette : — Voyons, dit-elle alors, mets-toi là que je te regarde!... Ah! tu es très belle! Je suis contente de toi... et de moi! Viens maintenant. — Elle lui prit le bras, et l'emmena hors de la chambre.

Mlle de Férias en effet était, à ce moment de sa vie, non point très belle peut-être, mais admirablement jolie et captivante. Elle n'était point grande, et elle paraissait l'être, tant l'harmonie des lignes et des formes de toute sa personne était parfaite. Son charme singulier résidait dans l'expression de son visage délicat et sévère, de sa bouche pure et fine, de son rare sourire, et surtout de son regard; ce regard se creusait sous l'arcade un peu proéminente des sourcils, et était habituellement bleu comme la mer sous un ciel sans tache; par instans, à quelque mouvement secret de l'âme, cet azur céleste, comme si un nuage y eût passé, semblait se charger d'orages et d'éclairs. La jeune duchesse, habile à saisir le trait le plus frappant de cette physionomie, s'était plu à l'exagérer encore ce soir-là par la disposition qu'elle avait donnée à la couronne de fleurs sauvages. Sous cet ombrage léger qui dominait son front, les yeux de Sibylle projetaient plus que jamais l'éclat sombre et mystique d'un rayon de soleil qui pénètre une épaisse feuillée, ou qui filtre doucement à travers les vitraux peints d'une chapelle. Elle était femme avec cela : ses épaules, d'une grâce souveraine, avaient une teinte transparente, nacrée, et en quelque sorte lumineuse, qui éblouissait comme le reflet d'une substance immortelle; la partie la plus matérielle de sa beauté avait ainsi elle-même quelque chose de chaste et de divin.

Telle était Mlle de Férias quand elle entra dans le salon principal de l'hôtel de Sauves, donnant le bras à la duchesse Blanche. Leur double toilette avait pris du temps, et le plus grand nombre des invités étaient alors arrivés. De son premier coup d'œil la jeune duchesse découvrit Raoul et Clotilde : ils étaient assis l'un près de

l'autre sur un divan, et paraissaient engagés dans un dialogue animé. Blanche, rendant avec distraction les saluts qui lui étaient adressés sur son passage, traversa le salon sans cesser de tenir le bras de Sibylle, et alla droit à l'ennemi. La baronne de Val-Chesnay, en voyant approcher ce couple redoutable, sentit un froid soudain dans la région du cœur : le comte de Chalys, qui lui parlait en ce moment, surpris de l'altération subite de ses traits, porta ses yeux dans la direction des regards de la jeune femme, et pour la première fois il aperçut Mlle de Férias. Par un brusque mouvement, il quitta sa pose nonchalante, et se dressant sur le divan : — Qu'est-ce que c'est que ça? dit-il d'une voix sourde. — Clotilde ne répondit point; elle s'était levée; Raoul se leva de même, et il se tint un peu à l'écart pendant que la duchesse et Sibylle échangeaient des serremens de main avec Clotilde. La jeune duchesse, après cette brève cérémonie, fit un pas vers le comte, et s'adressant à Sibylle : — Le comte Raoul de Chalys, mon cousin, dit-elle. — Puis se retournant vers Raoul : — Mademoiselle Sibylle de Férias, mon amie!

Blanche, ayant accompli ce coup d'état, n'eut point de peine à interpréter la stupeur profonde dont les traits de son cousin s'étaient empreints; mais elle ne sentit pas sans surprise le bras de Sibylle trembler tout à coup et s'appuyer sur le sien avec force. Elle l'emmena aussitôt, la fit asseoir près d'elle à l'extrémité opposée du salon, et la regardant avec une curiosité affectueuse : — Remets-toi, ma chérie, lui dit-elle, ce ne sera rien, va;... mais je me demande comment tu as pu le reconnaître après tant d'années. Explique-moi donc cela.

— Je ne sais... murmura Sibylle : c'est le mystère de cette coiffure qui m'y avait préparée, je crois... mais toi-même... qui a pu te dire?

— Devine!

— Mais cela me confond!

— Te sens-tu assez remise pour valser?

— Valser?... pourquoi?

— Pour rappeler les roses... tu es trop pâle, pour ton genre de beauté! — Blanche arrêta son mari au passage : — Mon ami, Mlle de Férias meurt d'envie de valser avec vous! — Le duc posa une main sur son cœur, s'inclina jusqu'à terre, et, enlaçant puissamment la taille frêle de Sibylle, il fendit la foule comme un aigle qui prend son vol avec une colombe dans ses serres.

La duchesse, animée par le succès de ses petits complots, se mit alors à causer gaiement avec son voisinage, sans perdre de vue un seul instant le coin du salon où Clotilde et Raoul étaient demeurés en tête-à-tête. Elle jouissait pleinement de l'air distrait de son cousin et de la mine sombre et dépitée de la jeune baronne. Elle voyait

les regards du comte obstinément dirigés sur Mlle de Férias, et elle comprenait avec délices que la jeune fille était devenue l'objet unique de son attention et même de son entretien.

M. de Chalys en effet, quoique plein d'usage, venait d'éprouver une commotion trop violente pour n'en être pas ébranlé dans son équilibre d'homme du monde. L'apparition fantastique de Sibylle et le fait à peine moins singulier de sa présentation sous le patronage affecté de la duchesse lui ôtèrent absolument le sang-froid de son expérience et de son savoir-vivre; il tomba comme un écolier dans la maladresse insigne d'interroger curieusement une jolie femme sur le compte d'une autre : — Vous connaissez donc cette jeune personne, madame? dit-il à sa voisine.

— Quelle jeune personne?

— Qui a une tête nimbée... Mlle de Férias... je crois...

— Un peu. Nous sommes compatriotes, dit sèchement Clotilde.

— Ah!... Férias... où est-ce donc?

— En Normandie.

— Près de la mer?

— Pas loin!

— Elle est donc liée avec ma cousine?

— Il paraît!

— Est-ce qu'elle demeure à Paris?

— Je ne pense pas. Elle y est de... passage.

— Pour longtemps?

— Ah! mon Dieu!... mais si vous preniez la peine de le lui demander?

— Pardon!... c'est que je crois avoir connu autrefois sa famille... Au surplus, cela est fort insignifiant... Ce qui m'importe davantage, madame, c'est de vous bien convaincre de la vérité de ce que j'avais l'honneur de vous dire... Ce portrait, fait au vol dans le parloir de votre couvent, il ne m'a pas quitté... et s'il m'était arrivé malheur, on l'eût enterré avec moi...

Clotilde se remit à sourire et à jouer de l'éventail : — Bah! vraiment! dit-elle. En Perse?... Dieu! quelle chaleur, n'est-ce pas?

— En Perse, répondit gravement Raoul après une pause de distraction évidente, il y a beaucoup de montagnes, comme vous savez, ce qui préserve des chaleurs excessives.

Clotilde haussa les épaules, appela d'un signe un jeune homme qui passait, et commença un tour de valse

M. de Chalys subit cet affront sans sourciller : il se glissa discrètement à travers les groupes des valseurs, et, venant prendre la place de Sibylle à côté de la jeune duchesse : — Ma cousine Blanche? dit-il.

— Qu'est-ce qu'il y a, cousin?

— Ayez pitié d'un homme dont l'esprit s'égare... et souffrez que je vous adresse deux ou trois questions franches.

— J'écoute.

— Saviez-vous, quand vous m'avez présenté à Mlle de Férias, qu'elle fût l'original de ce dessin que vous avez remarqué dans mon album?

— Très probablement.

— Et... vous l'aimez?

— Tendrement.

Raoul regardait la jeune femme avec toute sa puissance d'attention.

— Et... vous me permettez de la trouver jolie?

— Je vous l'ordonne, dit Blanche.

— Et ensuite?

— Comment! ensuite?

— Que m'ordonnez-vous encore?

Elle tourna les yeux vers lui, et se masquant de son éventail : — D'être honnête et heureux, dit-elle.

La valse cessa au même instant; Raoul n'eut que le temps de lire dans les yeux de la jeune femme la sincérité de sa généreuse résolution. Il se leva, se pencha vers elle, et mettant dans son geste, dans son œil et dans sa voix tout le respect que peut contenir un cœur d'homme : — Blanche, dit-il, je vous vénère!

Sibylle avait repris sa place, et le comte s'éloignait quand la duchesse le rappela : — Ne vous sauvez donc pas, mon cousin... Pendant que je vais m'occuper du thé, vous tiendrez compagnie à Mlle de Férias... Elle est un peu artiste,... vous vous comprendrez,... vous parlerez de peinture, de paysages, de bocages, de rochers, de fontaines... *et cætera!*

Raoul salua, et, s'asseyant à la place de la duchesse avec un air de gaucherie et de timidité qui ne lui était pas ordinaire : — Mon Dieu! mademoiselle, dit-il après un moment d'embarras, je ne sais pas mentir... Et vous?

— Mais moi non plus, je crois.

— J'ai eu l'honneur d'être admis à vous baiser la main, il y a une douzaine d'années, auprès d'un rocher qui pleurait dans une fontaine... Vous en souvenez-vous?

— Oui, monsieur, répondit Sibylle en lui montrant son œil bleu, où rayonnait un limpide sourire.

— Vous vous en souvenez!... Mais cela me paraît à peine possible!

— C'est pourtant fort simple : ma vie ne compte pas beaucoup d'aventures, et ma rencontre avec vous dans le parc de mon grand-père en était une... Les plus légers souvenirs d'enfance d'ailleurs sont très vifs...

— Je vous fis grand'peur, n'est-ce pas?

— Un peu d'abord, oui...

— Je vous vois encore avec votre baguette blanche... et votre coiffure bizarre... presque pareille à celle-ci, n'est-ce pas?

— Quant à celle-ci, dit Sibylle en donnant à sa tête fine et fière une pose un peu hautaine, je vous serai obligée de croire, monsieur, qu'elle n'est point de mon invention, et que j'ignorais absolument, quand on me l'a composée, le plaisir qui m'était réservé ce soir.

Il y avait eu dans le ton et dans les paroles de Sibylle, depuis le début de leur conversation, une franchise et en même temps une mesure dont le comte Raoul, très sensible aux moindres nuances, fut vivement frappé. En outre, depuis qu'il étudiait de près cette délicate physionomie, il y découvrait comme à profusion des détails, des traits, des accens, qui le ravissaient. S'abandonnant tout entier au charme de cette beauté exquise, dont les yeux et l'âme d'un artiste devaient être particulièrement touchés, il sentit vers Mlle de Férias un élan irrésistible, et, sans aucune vue du lendemain, il résolut de lui plaire sur l'heure ou de périr. Il quitta aussitôt le sujet d'entretien un peu trop intime que la réserve de Sibylle venait de lui interdire, et il se mit à lui parler de son art et de ses voyages; toutes les ressources et toutes les richesses qu'il avait dans l'esprit, toutes les grâces qu'il avait dans le cœur, il les prit pour ainsi dire à pleines mains pour les répandre aux pieds de Mlle de Férias. Bien que Sibylle ne pût saisir dans son langage l'ombre d'un compliment direct, elle sentait avec le tact d'une femme que les yeux, l'accent, la parole entraînée de Raoul étaient un hommage continuel à son adresse; elle comprenait qu'elle était l'inspiratrice unique de cette verve éloquente avec laquelle il lui confiait ses impressions, ses études, ses désespoirs et ses joies, touchant à tout dans sa route en homme qui suppose à la personne qui l'écoute une intelligence ouverte à toutes les choses de la terre et du ciel. Cette flatterie souveraine, dont elle était digne, la charmait et la troublait. Elle craignait secrètement de lui paraître sotte et puérile au moment même où il admirait la justesse de ses moindres paroles. Heureusement pour elle, la comtesse de Vergnes, préoccupée à bon droit des assiduités extrêmes auxquelles sa petite-fille était en butte, ne tarda pas à rompre leur tête-à-tête. Sibylle s'empressa de lui conter en riant le hasard de sa rencontre avec M. de Chalys dans les bois de Férias, et, prenant un peu de hardiesse dans la présence de sa grand'mère, elle put répondre avec toute la gracieuse souplesse de son esprit aux questions que le comte se permit alors de lui adresser sur Férias, sur sa vie de famille, ses impressions d'enfance et ses voyages au pays des fées. Il l'écoutait avec une sorte de recueillement attendri, achevant ses pensées d'un mot,

quelquefois d'un sourire, et souvent les prévenant, comme si leurs deux existences eussent été mêlées heure par heure depuis qu'ils vivaient, et que le moindre battement de chacun de leurs cœurs eût été fidèlement répété dans l'autre.

Clotilde cependant n'avait pu voir naître et se développer une si heureuse intelligence sans essayer de la briser par maintes diversions : elle avait affecté à plusieurs reprises de stationner avec ses danseurs à deux pas de Raoul, et de déployer sous ses yeux les torsades magnifiques de sa chevelure et les ondulations moirées de ses épaules: puis de dépit elle cessa de danser, et entreprit de lui donner de la jalousie : elle fit asseoir près d'elle Louis Gandrax, qui venait d'apparaître dans le salon, lui parla sous son éventail, et soumit les glaces du jeune savant au feu convergent de deux prunelles qui auraient liquéfié les Alpes. Peut-être même finit-elle par attacher un peu de curiosité et de point d'honneur à ce jeu, dont Gandrax lui-même, sous son air d'impassibilité ironique, ne laissait point de paraître se divertir.

M. de Chalys vit ces manéges, mais il les vit du haut des cieux, et il n'en descendit pas. Il fallut pour l'arracher à ses douces extases que Sibylle, qui se trouvait embarrassée d'une constance si éclatante, provoquât elle-même sa grand'mère à la retraite Comme Mme de Vergnes se levait, Raoul, s'inclinant gravement : — Daignerez-vous m'autoriser, madame la comtesse, dit-il, à vous présenter mon respect chez vous, et à vous offrir le portrait que j'ai fait de Mlle de Férias il y a douze ans?

Mme de Vergnes lui adressa de la tête un signe de gracieux assentiment et se retira d'un pas triomphal, comme il sied à une grand'mère qui voit à l'horizon s'allumer pour sa petite-fille les flambeaux d'un hymen inespéré.

Le comte de Chalys, en sortant de l'hôtel de Sauves, prit le bras de son ami Gandrax. Tous deux étaient pensifs, et ils gagnèrent le quai des Tuileries sans avoir échangé une parole. La nuit était froide et belle. Raoul, en suivant le trottoir qui borde la Seine, plongeait un regard distrait dans la masse sombre du fleuve où les candélabres des ponts et des quais reflétaient leurs feux brisés. — Il y a fête cette nuit chez les nymphes, dit-il, elles ont illuminé les degrés de leurs palais de cristal; on voudrait descendre ces escaliers constellés!

Gandrax jeta un coup d'œil par-dessus le parapet : — La réfraction du gaz, dit-il.

Il y eut une nouvelle pause de silence; puis M. de Chalys reprit brusquement : — Que penses-tu du mariage, Louis?

— Comment! déjà? s'écria Gandrax en riant. Eh! mais, j'en pense du bien, mon ami : le mariage est la chasteté de l'espèce! Il pré-

serve la virilité du corps social. Vois les sociétés où fleurit la polygamie, elles s'étiolent dans la torpeur des harems, elles périssent par les vices de la femme, dont elles s'imprègnent sans mesure: elles sont sensuelles et féroces! Plus le mariage est respecté chez un peuple, plus ce peuple approche de l'idéal social, qui est la force dans l'ordre. Donc le mariage est bon, donc tu peux, avec ma pleine approbation, épouser Mlle de Férias, si le cœur t'en dit!

— Est-ce que tu l'avais déjà rencontrée chez ma cousine? demanda le comte.

— Dix fois!

— Et par quelle aberration ne m'avais-tu jamais parlé d'elle?

— Pourquoi t'en aurais-je parlé?

— Comment n'avais-tu pas reconnu la petite fée à la fontaine dont je t'ai si souvent fatigué les oreilles, la Sibylle couronnée de mon album?

— Vraiment! c'est elle!... Et comment diable l'aurais-je reconnue?

— Mais parce qu'elle est le portrait vivant... de son portrait!

— Chimère! dit Gandrax, dont le rire sonore retentit dans la nuit. Au surplus, mon ami, je suis ravi qu'elle te plaise; mais je te dirai franchement qu'ici nos esthétiques sont divergentes. Explique-moi donc son charme, car je ne le sens pas.

Raoul s'arrêta tout à coup, et élevant vers le ciel ses deux mains qu'il joignit avec force : — Mon Dieu! dit-il, ayez pitié de lui!... Mon pauvre Louis! ajouta-t-il, en lui reprenant le bras, il y a eu un artiste,... un grand artiste pourtant,... qui s'est avisé un jour de peindre mathématiquement la beauté; il a fait une femme, ou un homme, je ne sais pas trop, dont la tête a tout juste quatre fois la longueur du nez, dont la main est égale à la face et à dix fois la longueur totale du corps, dont le pied est égal à trois fois la hauteur de la tête;... le reste à l'avenant... Ce type du beau est à Bologne, va le voir : il est fait pour toi!... Quant à Mlle de Férias, il me semble qu'elle est faite pour moi, pour mes yeux et pour mon cœur de toute éternité!... Tu sais combien ma rencontre avec cette étrange enfant a singulièrement occupé ma pensée depuis dix ans, tu as été le confident de toutes les rêveries bizarres que m'inspirait ce souvenir. Elle était pour moi ce que devait être pour le sculpteur antique sa jeune amante de marbre. Je la douais de toutes les grâces et de toutes les vertus que je cherchais et que je ne trouvais pas dans son sexe imparfait; je l'imaginais avec amour dans toutes les floraisons, dans tous les épanouissemens successifs de son corps et de son âme; je lui adressais toutes les tendresses, toutes les ardeurs, toutes les choses élevées et généreuses que les désenchantemens de la vie refoulaient dans mon cœur... Juge de ce qui s'est passé en moi ce soir, quand je l'ai retrouvée tout à coup,

et retrouvée à la hauteur de tous ces rêves, et digne de tous ces hommages!... Je l'aime follement!

— Soit! dit Gandrax. Je t'aime, moi, de me le dire franchement et sans fausse honte. Épouse-la donc, et, Dieu merci, je n'aurai jamais la tentation de me faire ton rival. Elle est jolie, j'en conviens, mais c'est un objet d'art qui ne me dit rien.

— Toi, répliqua Raoul en riant, tu préfères Mme de Val-Chesnay?

— Ma foi, oui! très sincèrement, oui!... Voilà une femme, dis-je, et voilà une belle femme! Jamais, à mon sens, la matière ne s'est incarnée sous un jour plus avantageux, sous une forme plus opulente! La nature a choisi pour la mouler sa pâte la plus riche, et le soleil brillait de tous ses feux en plein zénith quand il y jeta l'étincelle de vie!... C'est sous cet aspect qu'Ève dut apparaître au premier homme dans les solitudes vierges de l'Éden.

— Tra la la!... Tu sauras, Louis, si tu l'ignores, dit Raoul, que tu es parfaitement amoureux. Pour la première fois de ta vie, tu viens de colorer ton langage d'une teinte poétique... C'est un signe... Mais tu commets une erreur historique : d'après tous les bons auteurs, Ève était blonde.

— Idiotisme! dit Gandrax, Ève était brune, et elle parlait sanscrit!

— Eh bien! avant peu, toi, tu parleras sanscrit à Mme de Val-Chesnay?

— Non, reprit Gandrax avec force, parce que je ne le veux pas. On fait ce qu'on veut. Je veux travailler, et j'y vais... Bonsoir!

III. — L'ATELIER.

Le lendemain, quand Sibylle, accompagnée de miss O'Neil, descendit de son appartement pour déjeuner, elle reconnut tout de suite à la mine de son grand-père qu'il n'ignorait pas les graves circonstances qui avaient marqué la soirée de la veille. Dès le matin en effet, la comtesse avait demandé audience à son mari et lui avait confié, dans l'effusion de son cœur, les espérances que la cour assidue de M. de Chalys auprès de Sibylle lui avait fait concevoir. M. de Vergnes, à ce récit, s'était frappé le front. — Parbleu! s'écria-t-il, Chalys! comment n'y avions-nous pas songé? Mais cela va de soi! Beau nom,... un grand talent,... joli cavalier! C'était indiqué,... c'était fatal! Cela fera un couple admirable!

Lorsqu'il vit entrer Sibylle, il affecta de froncer le sourcil. — Ne m'approchez pas, mademoiselle, ne m'approchez pas!

— Quoi donc? murmura Sibylle, qui rougit jusqu'au front.

Il l'embrassa en riant; on déjeuna gaîment. Miss O'Neil en particulier paraissait radieuse et affectait des poses d'archange en ado-

ration. Lorsque les domestiques se furent retirés : — Eh bien! reprit le comte, vous n'avez donc pas faim ce matin, mon enfant? Ah! voilà! voilà les effets bien connus d'une mauvaise conscience! — Et se tournant vers l'Irlandaise, sa victime ordinaire, il lui dit d'un ton tragique : — Ah çà! le saviez-vous, vous, miss O'Neil?... Mais à propos, miss O'Neil, quelle fête nationale avez-vous donc commémorée cette nuit? J'ai entendu la harpe de la verte Érin retentir jusqu'au chant du coq!

— Oh! mon Dieu! monsieur le comte, recevez toutes mes excuses... Si j'avais pensé que vous pussiez m'entendre...

— Moi! que je pusse vous entendre?... Ah çà! vous ne connaîtrez donc jamais mon cœur, miss O'Neil, voyons?... Mais vous seriez à Calcutta,... et moi à Bellevue,... vous poseriez un doigt,... un seul,... le petit doigt! sur votre harpe,... et je vous entendrais,... et je vibrerais immédiatement à l'unisson!... Mais parlons sérieusement : le saviez-vous, miss O'Neil, oui ou non?

— Quoi, monsieur le comte?

— Saviez-vous que cette jeune personne sans principes eût échangé au fond des bois des sermens d'amour avec un inconnu?

— Oh! mon grand-père! dit Sibylle.

— Dame! on m'a conté cela, à moi!... Au surplus, grâce à Dieu, le mariage est là pour tout réparer.

— Mon cher monsieur et grand-père, n'allons pas si vite, je vous en prie.

— Comment! quoi! elle ne veut pas l'épouser maintenant! Ah! bien! Alors c'est pour l'amour simplement! l'art pour l'art!... Miss O'Neil, recevez mes complimens sur la moralité de votre élève!

On passa dans un salon voisin, et Sibylle, enlaçant de ses deux bras le cou de son sémillant aïeul : — Ne me tourmentez pas comme cela! lui dit-elle.

— Soit! si vous me promettez de l'épouser, bien entendu,... car encore faut-il sauver l'honneur!

— Mais enfin épouser qui? Un monsieur que j'ai vu deux fois en ma vie, à dix ans de distance,... et que je ne reverrai peut-être jamais?

— Comment! mais vous allez le voir tantôt! N'est-ce pas aujourd'hui le jour de votre grand'mère?

— Il ne connaît même pas le jour de ma grand-mère.

— Bah! Il va venir, vous dis-je... Mettez-vous là, que je vous conte ce qui va se passer... Il va venir... entre quatre et cinq heures, pour garder le milieu entre un empressement gauche et une indifférence blâmable... Il vous montrera son album, et vous rougirez sensiblement,... ainsi que miss O'Neil,... en admirant la fidélité de

son souvenir... Il vous demandera de lui faire voir vos tableaux,... et pendant que vous exprimerez un refus timide, miss O'Neil ira les chercher... Extase du comte... Nouvelle rougeur de la jeune fille... et de la sensitive qui répond au nom de miss O'Neil... Ensuite,... ah! ensuite vous lui parlerez des études orientales qu'il achève en ce moment, et de l'impatience que vous éprouvez avec Paris tout entier... *et cætera*... Sur quoi il ne manquera pas de vous supplier de vouloir bien un jour en passant lui faire l'honneur et le plaisir de visiter son atelier... Miss O'Neil rougira plus que jamais, et vous regarderez votre grand'mère avec une aimable incertitude... Votre grand'mère dira que le talent du comte donne à sa maison un caractère en quelque sorte public, et que par conséquent elle regarde cette visite comme possible et convenable sous son égide... Dans quelques jours, il sollicitera la faveur de faire votre portrait, — et quand il l'aura terminé, — il nous le laissera et s'en ira avec l'original... Voilà votre histoire, mademoiselle!

Le comte se leva, et, serrant sa petite-fille sur son cœur, il ajouta d'un ton sérieux : — Ma chère enfant, rien ne me ferait plus de plaisir!

— Pardon! dit Sibylle. Voulez-vous me permettre une observation? Vous êtes un grand-père adorable, mais imprudent... Je vous avoue bien franchement que le comte de Chalys m'a paru l'homme le plus distingué et le plus séduisant que j'aie jamais rencontré... après vous; mais justement à cause de cela vous avez tort de me monter l'imagination par vos prophéties... car il est très possible, malgré ses incontestables politesses d'hier soir, que l'idée de m'épouser ne lui vienne jamais!

— Sans doute cela est possible... Mais en ce cas-là tant pis pour lui!... Quant à vous, je vous parle avec cette abondance de cœur, parce que je sais à qui je m'adresse... Vous êtes une fille sage, petite Sibylle! D'ailleurs votre prédilection pour M. de Chalys ne peut avoir pris en une nuit les proportions d'une passion irrésistible, n'est-ce pas? Bonjour, enfant.

Et le comte s'en alla tranquillement gagner son jeton de présence en sa qualité d'administrateur d'une grande ligne de chemin de fer, pour faire ensuite son quart de trois heures sur le boulevard des Italiens, et se rabattre de là sur son cercle et sur sa partie de whist, série d'évolutions dont l'état de sa santé ou le tremblement du globe pouvait seul le détourner.

M. de Vergnes laissait sa petite-fille infiniment plus troublée et plus agitée qu'il ne lui était possible de le supposer, car il ignorait, et il eût difficilement compris d'ailleurs, les secrètes intelligences, les pressentimens délicats et profonds qui semblaient avoir préparé

et mûri par avance entre Sibylle et Raoul cette sympathie qu'il croyait née de la veille. Ces deux êtres, doués d'une imagination égale et comme inclinée dans le même sens, avaient pour ainsi dire glissé l'un vers l'autre, depuis de longues années, par une pente mystérieuse, et leur première rencontre fut un choc violent d'où jaillit la flamme. Ces coups de foudre de la passion, qui s'expliquent par des affinités et des harmonies mutuelles d'une puissance impérieuse, sont des exceptions sans doute; mais ces exceptions ne sont pas très rares, et il suffit qu'elles se produisent dans la vie réelle pour justifier le roman, qui est précisément l'histoire des sentimens exceptionnels, et pour lui prêter l'intérêt et la dignité du vrai.

Mlle de Férias concevait à peine elle-même la profondeur de l'impression que son entretien de la veille avec M. de Chalys lui avait laissée. Elle se demandait comment sa destinée tout entière pouvait lui paraître suspendue à cet incident banal d'une causerie de salon. Elle s'inquiétait cruellement de l'idée que M. de Chalys, une fois sorti de l'hôtel de Sauves, avait repris le train de ses habitudes et de son travail sans songer davantage à cet insignifiant épisode de sa vie mondaine. Elle eût payé de son sang le secret des pensées de Raoul.

Les pensées de Raoul étaient celles de Sibylle, avec un degré d'inquiétude de plus. Sibylle du moins ne pouvait douter du goût que sa personne avait inspiré à M. de Chalys : son instinct de femme l'en avertissait sûrement, et ne lui laissait d'incertitude que sur la mesure et la portée de cette inclination; mais M. de Chalys, qui avait passé une partie de la nuit à se rappeler et à commenter minutieusement toutes les paroles, toutes les inflexions de voix et tous les jeux de physionomie de la jeune fille, en était arrivé, par une série d'inductions et de déductions connue des seuls amans, à l'absurde conclusion qu'il lui avait déplu. Il s'était endormi là-dessus fort tristement.

A son réveil, il envisagea les choses sous un jour moins sombre. Il habitait, dans la rue Saint-Dominique-Saint-Germain, son hôtel patrimonial, qui avait l'avantage d'être pourvu d'un jardin. On était alors à la fin d'avril, et les oiseaux chantaient dans les marronniers en fleur. Le comte se mit à chanter lui-même en marchant à grands pas et en cueillant çà et là un brin de violette qu'il respirait, et qu'il lançait ensuite dans l'espace d'un coup de pouce. Il monta bientôt dans son atelier et ouvrit l'album où étaient les trois portraits de Sibylle. Il compléta la ressemblance du dernier par quelques traits fugitifs dessinés avec le doigt, puis, après une contemplation silencieuse, il murmura d'une voix faible comme un souffle : Ma femme! Ce mot le fit sourire, puis il haussa les épaules et prit un air soucieux. Ses folles terreurs lui revenaient. — Bah! je lui ai déplu,

dit-il; c'est positif! Je suis trop vieux apparemment!... Ah! travaillons!

Il apprêta sa palette en fredonnant. Tout à coup il enleva du chevalet le tableau auquel il travaillait, le remplaça par une toile neuve, plaça l'album ouvert sur une chaise devant lui, et se mit en devoir d'ébaucher le portrait en pied de Mlle de Férias et de sa roche.

Il avait eu soin de s'assurer la veille que le mardi était le jour réservé de Mme de Vergnes; il se décida néanmoins à différer sa visite jusqu'au mardi suivant, ne fût-ce que pour témoigner à Mlle de Férias une indifférence magnanime. Vers quatre heures toutefois, il déposa brusquement sa palette et alla s'habiller. Vingt minutes plus tard, il descendait avec son album devant la porte de l'hôtel de Vergnes.

Les femmes les plus franches, habituées dès l'enfance à une sévère contrainte de langage et de tenue, se trouvent avoir dans les circonstances délicates un avantage marqué sur les hommes les plus aguerris. Quand M. de Chalys, la pâleur de l'émotion sur le front, se présenta dans le salon où Sibylle était assise entre Mme de Vergnes et miss O'Neil, il fut frappé désagréablement de l'aisance et de la sérénité avec lesquelles elle lui rendit son salut, bien qu'en ce moment la jeune fille entendît gronder dans ses oreilles toutes les rumeurs de l'océan. Cette impression pénible du comte devait s'accroître encore dans le cours de sa visite : il arriva en effet fort naturellement que l'entretien parcourut tour à tour les différentes phases dont la facile prévoyance de M. de Vergnes avait arrêté l'horoscope, et que cette ponctualité finit par éveiller le petit génie comique de Mlle de Férias, laquelle d'ailleurs se sentait dans une disposition d'esprit heureuse et expansive. Lorsque Raoul en vint à prier Mme de Vergnes de vouloir bien visiter son atelier, Sibylle regarda furtivement miss O'Neil en réprimant à peine un sourire. Cette moue équivoque fut surprise par M. de Chalys, qu'elle décontenança extrêmement. Ce fut en vain que Mme de Vergnes lui promit de lui rendre sa visite dans son atelier à son premier jour de loisir; il se retira parfaitement mécontent de l'entrevue, de lui-même, et surtout de Mlle de Férias. — Mon Dieu! se disait-il en suivant le boulevard avec une mine de sombre distraction, que je ne lui plaise pas, c'est tout simple, c'est dans la règle... qu'il y ait une femme entre dix mille à qui on désire plaire, et c'est à celle-là qu'on déplaît,... c'est entendu;... mais que je la divertisse, que je lui paraisse risible, bouffon,... je ne comprends plus, car il est très évident qu'elle se moquait de moi avec son institutrice, qui est bien par parenthèse l'institutrice la plus hideuse de l'univers!... J'exècre l'esprit goguenard chez une jeune fille : c'est un signe de malveillance naturelle et de sécheresse d'âme... Au reste il fallait bien

qu'elle eût un défaut, cette jeune créature; sans cela, ce serait trop beau!... Mon Dieu! qu'elle est donc jolie! Comme tous ses gestes sont justes, sobres, harmonieux!... C'est une musique!... Et une intelligence supérieure avec cela! des idées nettes comme l'acier!... et pas de bonté... naturellement!... Allons, mon cœur, n'y pensons plus, et allons dîner!

Il alla en effet dîner à son cercle, ce qui n'était pas la partie la plus difficile du programme qu'il se proposait. Le soir, il joua furieusement contre sa coutume, et perdit une grosse somme. Le lendemain, après une journée qui lui parut éternelle, il se rappela fort à point que Mme de Vergnes avait une loge à l'Opéra ce jour-là, et il se rendit à ce théâtre. Son premier regard, comme il entrait dans la salle, rencontra les yeux de Sibylle, qui erraient sur l'orchestre avec inquiétude, et qui se détournèrent vivement en l'apercevant. Il reprit un peu de goût à la vie. On donnait *les Huguenots*. Il eut la patience d'attendre la fin du troisième acte avant de se présenter dans la loge de Mme de Vergnes, qui s'y trouvait seule avec sa petite-fille. Mlle de Férias lui tendit le bout de son gant blanc avec une familiarité sérieuse qui le toucha. Elle prit cependant peu de part à l'entretien : elle portait de temps à autre sa lorgnette à ses yeux, regardait dans l'espace, et se replaçait ensuite dans sa gracieuse immobilité; mais quand il se leva vers la fin de l'entr'acte, elle se retourna tout à coup comme étonnée : — Vous ne restez pas? dit-elle. — Et il resta.

Le quatrième acte des *Huguenots* commençait. Quoique M. de Chalys sût par cœur les moindres notes de cette puissante page lyrique, la plus belle peut-être qui ait jamais ravi des oreilles humaines, il crut l'entendre alors pour la première fois. Les accens redoutables ou passionnés du poème, arrivant pour ainsi dire à son âme à travers une autre âme profondément sympathique, lui semblaient chargés d'une saveur nouvelle et inconnue. Assis derrière le fauteuil de Sibylle, il s'enivrait jusqu'à l'extase des parfums mystérieux qu'on respire dans l'atmosphère prochaine d'une créature adorée. Il croyait voir passer dans les boucles qui s'échappaient du peigne de la jeune fille, dans le feuillage tremblant de sa coiffure et sur le marbre rose de ses épaules, des frissons, des souffles, des ondulations de volupté ou de terreur. Quoique aucune parole ne fût venue démentir les doutes qui le tourmentaient depuis la veille, tous ces doutes avaient cessé : il sentait alors avec une certitude étrange qu'il était aimé, et que toute cette musique divine, toutes les voix de la scène et toutes les harmonies de l'orchestre n'étaient plus, pour Sibylle comme pour lui, qu'un hymne d'amour que se chantaient leurs deux cœurs. Il fut donc plus charmé que surpris quand, vers la fin de l'acte, au moment où les deux amans du drame ber-

cent leurs angoisses dans une mélodie céleste, Mlle de Férias se tourna tout à coup, lui montra son œil rayonnant sous un voile humide, et lui dit avec une expression presque tendre : — Vous êtes heureux, n'est-ce pas?

— De toute mon âme, mademoiselle! répondit-il. Et il mit dans cette parole et dans son regard un tel accent que Mlle de Férias s'empressa de reporter ses beaux yeux sur le Raoul du temps de Charles IX.

L'acte fini, M. de Chalys prit congé et alla s'enfermer chez lui pour méditer délicieusement sur les impressions de cette soirée. Ces impressions favorables lui furent à demi confirmées les jours suivans par quelques petits billets que sa cousine Blanche, animée de toute l'ardeur des néophytes, lui décochait de temps à autre comme des aiguillons enflammés. Il s'arracha plus d'une fois au portrait de Sibylle pour aller demander à la jeune duchesse l'explication de certaines phrases dont les sous-entendus compliqués lui mettaient le cerveau à l'envers. Il lui arriva de rencontrer Sibylle dans une de ces visites, et l'attitude de la jeune fille, son regard prévenant et timide, sa fierté comme alanguie, lui parlèrent avec plus de douceur et de clarté que les billets malicieusement énigmatiques de la duchesse.

Mme de Vergnes, chez laquelle il ne manqua pas de se présenter le mardi suivant, lui annonça pour le lendemain sa visite et celle de sa petite-fille. Dans la matinée de ce lendemain, l'atelier de Raoul fut empli de fleurs précieuses et d'arbustes à grandes feuilles équatoriales qu'il disposa lui-même avec un goût d'artiste et une sollicitude d'enfant. Cet appareil, qui sentait déjà les fêtes de l'hymen, ne laissa pas d'enchanter secrètement Mme de Vergnes et de troubler visiblement Sibylle, lorsqu'elles pénétrèrent dans ce temple parfumé. Le comte fit les honneurs de son sanctuaire avec la grâce élégante qui lui était propre et la bonhomie d'un homme de talent. Il regardait d'un œil ému Mlle de Férias errant dans les dédales de verdure comme une muse dans des bosquets sacrés. Elle aperçut tout à coup l'ébauche magnifique de son portrait, qui semblait nichée dans une chapelle de fleurs, et elle rougit. Raoul obtint qu'elle lui accorderait quelques séances pour l'achever. On visita ensuite le jardin de l'hôtel. La journée se trouvait être radieuse, et M. de Chalys, qui n'ignorait pas les faiblesses des Parisiennes et leur appétit immortel, avait fait servir sous les marronniers quelques friandises auxquelles Mme de Vergnes se montra sensible. On se sépara là-dessus, pénétrés de part et d'autre, à ce qu'il semblait, des plus douces espérances et des meilleures intentions.

Raoul reçut le lendemain un billet matinal de sa cousine Blanche qui l'invitait à venir dîner le lundi de la semaine suivante chez sa

mère Mme de Guy-Ferrand. — « Il y aura, disait en terminant la duchesse, votre ami Gandrax et mon amie Sibylle. » — Blanche en effet s'était empressée d'initier sa mère à ses petits complots, et Mme de Guy-Ferrand, qui, comme la plupart des femmes, se faisait un devoir sacré de marier le plus de gens qu'elle pouvait, avait immédiatement résolu de pousser les choses en réunissant les deux sujets dans l'intimité d'un dîner de douze couverts.

Il arriva que ce dîner prit à l'avance, dans l'opinion de tous les intéressés, l'importance d'une solennité décisive. La visite à l'atelier avait eu un caractère qui ne pouvait guère laisser de doute sur les dispositions personnelles de M. de Chalys. Son union avec Mlle de Férias se recommandait d'ailleurs par des convenances si saisissantes, leur goût mutuel s'était si clairement prononcé, leurs situations étaient si bien dégagées de toutes les obscurités qui prolongent les préliminaires en pareil cas, qu'une conclusion immédiate paraissait vraisemblable et naturelle. Raoul lui-même sentait que la franchise et le respect ne lui permettaient pas de retarder beaucoup plus longtemps la déclaration officielle de ses sentimens, et il s'apprêtait à conférer avec Mme de Guy-Ferrand sur les voies et moyens les plus propres à conquérir par-devant notaire le cœur, la main et les cheveux d'or de Mlle de Férias.

Mlle de Férias cependant, malgré ces présages favorables qu'elle lisait facilement dans les astres, était loin de goûter une pure félicité. Plus elle aimait et plus elle se sentait aimée, plus elle se préoccupait de l'obstacle unique, mais invincible, qui pouvait se dresser devant elle à la dernière heure et la séparer de Raoul pour jamais. Dans cette âme aussi austère que tendre, la passion ne pouvait étouffer les principes : profondément convaincue de la fragilité irréparable des unions où manque le lien religieux, elle s'était juré de n'épouser jamais qu'un homme qui partageât sa foi, et elle se fût méprisée elle-même, si elle eût fait céder cette solennelle détermination de sa raison à l'entraînement de son cœur. Quels étaient, en matière de foi, les principes de M. de Chalys? Sibylle l'ignorait. On s'étonnera peu que personne n'eût pris l'initiative de la renseigner sur un détail aussi secondaire, et pour elle, elle avait différé de jour en jour de provoquer cet éclaircissement, soit par une de ces faiblesses secrètes qui redoutent la lumière, soit par ce sentiment de confiance qui doue ceux qu'on aime de toutes les vertus qu'on leur souhaite; mais quand elle comprit que l'amour de Raoul se précipitait vers le dénoûment du mariage avec une rapidité inattendue, elle s'alarma de voir entre eux ce point obscur et redoutable. Ses appréhensions à ce sujet s'apaisaient un peu lorsqu'elle se rappelait l'enthousiasme facile et généreux qui distinguait le comte.

Il montrait même une âme si ouverte à tous les sentimens nobles, à toutes les conceptions délicates ou sublimes, qu'elle ne songeait pas à le soupçonner d'une impiété absolue, tant le sentiment poétique lui semblait voisin du sentiment religieux, et l'amour du beau de l'amour de Dieu. Quelquefois cependant l'image de l'athée Gandrax, dont elle n'ignorait pas l'intime liaison avec le comte, lui apparaissait tout à coup et faisait passer des lueurs sinistres dans sa pensée. Ces perplexités, dont miss O'Neil était la confidente attendrie, accompagnèrent Sibylle chez Mme de Guy-Ferrand, et un nuage de mélancolie chargeait son front, quand elle prit à table la place qui lui avait été réservée entre le duc de Sauves et le comte de Chalys.

Mme de Guy-Ferrand était une femme d'un esprit fin, aimable et libéral; elle s'était mis en tête, depuis quelques années, de se composer un salon de choix, en y réunissant quelques hommes de mérite empruntés indifféremment au monde le plus vivant de la politique, de la science ou des arts. Pour réaliser cette visée, elle avait cru devoir joindre à son attrait personnel l'appât de petits dîners exquis, où elle ne haïssait pas d'entendre ses convives controverser sur toutes les matières divines et humaines, temporelles et spirituelles, avec le surcroît de verve que donne la muse de la cuisine. Louis Gandrax avait figuré un des premiers dans ce cénacle, tant en vertu de sa distinction propre que de l'amitié qui le liait à M. de Chalys. Pendant la longue absence de Raoul, les rapports de Gandrax avec Mme de Guy-Ferrand, multipliés par des échanges de lettres et de nouvelles, avaient même abouti à une sorte d'intimité familière. La tante de Raoul toutefois, sous sa cordialité apparente, nourrissait contre Gandrax l'hostilité sourde que son sexe professe assez généralement contre les hommes de science, apparemment parce que la science ne s'adresse ni à l'imagination, ni à la sensibilité, qui sont les facultés dominantes des femmes, — et qu'elle ne leur dit jamais rien de l'amour, auquel elles pensent toujours. Bien que Mme de Guy-Ferrand détestât presque à l'égal de la vieille duchesse de Sauves les théories philosophiques du jeune savant, elle l'excitait volontiers à les développer devant ses convives, pour avoir le plaisir de les entendre rétorquer ou de les combattre elle-même par quelque impertinence vengeresse. — Elle l'attaqua ce jour-là, vers le milieu du dîner, au sujet d'une découverte scientifique dont il était l'auteur : elle le sollicita d'abord de lui en expliquer la portée et les applications; elle prêta une attention doucement ironique à la démonstration de Gandrax, qui fit entrevoir avec éloquence les grands résultats de la force nouvelle qu'il mettait à la disposition de l'industrie humaine, et quand il eut terminé :

— Eh bien! et après? dit-elle.

— Comment! après?... Pardon, madame, mais je ne comprends pas l'objection.

— En sera-t-on plus heureux en ce pauvre monde, mon ami?

— Madame, permettez : deux et deux font-ils quatre, et admettez-vous qu'un progrès soit un progrès?

— Progrès est vague, dit Mme de Guy-Ferrand : il y a des progrès heureux,... il y en a de déplorables,... et il y en a d'indifférens : tout ce que je puis vous accorder, c'est que le vôtre rentre dans cette innocente catégorie.

Gandrax secoua légèrement sa chevelure noire avec le dédain souverain, mais irrité, d'un lion qui se sent piqué par un insecte. — Mon Dieu! madame, dit-il, entendons-nous, je vous prie : si votre objection ne s'adresse qu'au mérite de mon invention, je n'ai très évidemment qu'à m'incliner; mais si, comme je m'en doute, vous me faites l'honneur d'attaquer dans mon humble personne la science elle-même, son utilité et ses bienfaits, je vous supplierai d'avoir jusqu'au bout le courage de votre opinion... Contestez en ce cas tous les avantages de la science moderne dans ses prodigieuses applications à l'industrie et aux arts,... répudiez toutes les grandes découvertes qui seront l'honneur éternel de ce siècle,... méconnaissez tout ce qu'elles ajoutent chaque jour au bonheur et à la dignité de notre espèce;... proclamez bravement que l'aisance substituée à la détresse sur toute la surface du globe, la lumière remplaçant le chaos, la sueur et le sang de l'homme épargnés, la famine domptée, la vie physique doublée, la vie intellectuelle multipliée à l'infini, — que notre glorieuse civilisation tout entière... sont choses indifférentes à vos yeux,... et que le barbare croupissant dans ses forêts et dans ses marécages,... et le serf du moyen âge courbé sur la glèbe... vous représentent l'idéal de la félicité et de la grandeur humaines!

Les murmures bienveillans de l'assistance semblèrent donner gain de cause à Gandrax: mais Mme de Guy-Ferrand ne se rendit pas. — Pour moi, dit-elle tranquillement, je ne vois pas ce que les chemins de fer, la télégraphie électrique et la photographie ont ajouté à ma félicité... Le sifflet du chemin de fer m'agace jour et nuit;... le télégraphe m'inquiète horriblement toutes les fois qu'il m'apporte une dépêche sous prétexte de me rassurer,... et la photographie m'enlaidit... Mais vous me direz que je suis une aristocrate et une privilégiée, qu'il s'agit du bonheur de l'humanité en général, et non de ma petite commodité particulière... Eh bien! même à ce point de vue, mon ami, je suis fâchée de vous dire que les bienfaits de la science me paraissent fort équivoques, et je suis convaincue que dans le temps passé, surtout au moyen âge, puisque vous en

parlez, les masses, comme on dit, étaient beaucoup plus heureuses qu'à présent.

— Ah! madame, dit Gandrax, souffrez que je boive à votre chère santé!

— J'en suis convaincue, répéta Mme de Guy-Ferrand : c'est mon sentiment!

— Votre sentiment!... Voilà bien les femmes!... Mais donnez une raison!

— Eh bien!... au moyen âge d'abord il n'y avait pas de savans!

— Je vous demande pardon, madame : seulement on les brûlait!

— C'était bien fait! s'écria Mme de Guy-Ferrand, encouragée par les rires des convives. — Ensuite,... ensuite le moyen âge était un temps poétique et charmant!

— Hélas! chère madame, si vous pouviez ressusciter un des heureux mortels de cet âge poétique et charmant et le faire asseoir au banquet de la vie moderne, il se croirait en paradis!

— Non! reprit Mme de Guy-Ferrand avec feu... Il dirait : Qu'on me ramène aux carrières,... qu'on me ramène à mes misères et au Dieu qui m'en consolait!

Sibylle, qui écoutait cette discussion en échangeant des sourires avec son voisin Raoul, applaudit d'un signe de tête aux dernières paroles de Mme de Guy-Ferrand. Raoul s'empressa d'épouser la thèse que paraissait favoriser Mlle de Férias. Il éleva aussitôt la voix : — Pardon, Louis, dit-il à Gandrax, mais ma tante a raison!

Gandrax le regarda d'un œil étonné : — En es-tu sûr? dit-il.

— Mais c'est évident, reprit Raoul. Quelle est la prétention de ma tante? Ma tante n'entend certainement pas nier les grandeurs matérielles de ce temps-ci?

— Je n'y songe pas! dit Mme de Guy-Ferrand.

— Seulement elle se demande dans quelle mesure ces grandeurs contribuent au vrai bonheur de l'humanité?

— Voilà!

— Eh bien! elles n'y contribuent en rien, voilà la vérité!

— Horreur! dit Gandrax.

— Je te forcerai d'en convenir... Voyons, est-il vrai, oui ou non, que le bien-être physique, la jouissance matérielle soient non-seulement le genre de bonheur le moins noble que l'homme puisse goûter, mais en outre celui qui lui suffit le moins et dont il se lasse le plus vite? C'est ce que tu ne peux nier sans nier la dignité même de notre nature... Eh bien! l'aisance et la sécurité de la vie matérielle, voilà tout ce que ta science nous a donné, nous donne, et nous donnera,... et ce qu'elle nous enlève, c'est la vie du sentiment, de l'imagination et de l'âme, qui constitue le bonheur essentiel et

véritable de l'homme... Vous vous vantez d'avoir doublé l'existence humaine... Non! si la durée et la plénitude de l'existence doivent se mesurer, non par le chiffre des années, mais par la multiplicité et la profondeur des sensations, des impressions, loin de l'avoir doublée, vous l'avez cruellement réduite et mutilée... Vous en avez fait, du berceau à la tombe, une ligne droite et sèche,... un rail de chemin de fer!... Envisage un instant de bonne foi ce que devait être la vie d'un homme du moyen âge, et du plus misérable... Que de diversions morales à sa détresse physique! que d'intérêts, que de joies, que d'extases qui nous sont inconnus, et dont nous retrouvons l'émotion toute palpitante dans les récits des vieux chroniqueurs!... Il possédait, cet homme, non-seulement dans sa foi, mais dans ses superstitions même, une source intarissable d'espérances, de rêves, d'agitations morales qui lui faisaient sentir la vie avec une intensité que nous ignorons... Le monde matériel lui était dur, c'est vrai; mais il y vivait à peine... Il s'en échappait à tout instant... Si ses pieds avaient des chaînes, son âme avait des ailes... Il avait Dieu, les anges, les saints,... les magnificences du culte sans cesse déployées sous ses yeux,... la vision lumineuse du paradis toujours entr'ouverte sur sa tête;... il avait à un degré puissant, que vous vous efforcez d'affaiblir chaque jour, tous les sentimens naturels, l'amour, le respect, la foi, le patriotisme... Et ce n'était pas tout! Son imagination était encore occupée, surexcitée sans trève par le mystère de l'immense inconnu qui l'entourait de toutes parts... Sous son foyer, dans les bois, dans les campagnes, dans la nuit, tout un peuple d'êtres surnaturels lui parlait, l'inquiétait, l'enchantait, et faisait de sa vie une légende, un roman, un poème continuel d'un intérêt doux et terrible... Eh bien! oui, cet homme-là, déguenillé, affamé, saignant sur la glèbe, devait être plus heureux dans sa vie et dans sa mort qu'un de tes ouvriers bien vêtus et bien payés, qui savent que ce n'est pas Dieu qui tonne, qui ne croient ni aux anges ni aux fées, qui travaillent le dimanche, et qui n'ont d'autre fête que l'ivresse morne du lundi!... Cet homme-là ne connaissait pas le mal épouvantable qui ronge les générations modernes, et qui leur empoisonne tous vos prétendus bienfaits,... il ne connaissait pas l'ennui! L'ennui! voilà le signe du temps! Oui, votre glorieuse humanité s'ennuie, et s'ennuiera de plus en plus au milieu des splendeurs de votre civilisation matérielle... Aucune de vos superbes machines ne lui fournira une seule miette du pain qui lui manque, du pain de l'âme! Elle a beau faire une révolution tous les dix ans pour se distraire, comme un malade qui se retourne sur sa couche malsaine, elle marche au suicide, et un des siècles prochains, je te le prédis, verra le dernier homme pendu de sa propre main à la dernière machine!

Raoul avait d'abord parlé sur le ton de la plaisanterie, puis il s'était échauffé peu à peu à ce jeu d'esprit, et la fougue de sa parole fut saluée par des applaudissemens dont Mme de Guy-Ferrand donna le signal avec énergie.

— Variation brillante sur le paradoxe,... dédiée aux dames! dit froidement Gandrax.

Raoul se crut suffisamment indemnisé du reproche ironique de son ami par l'expression ravie dont les beaux traits de sa jeune voisine s'étaient empreints.

— Mon neveu, reprit alors Mme de Guy-Ferrand, je ne vous remercie pas seulement d'avoir soutenu ma cause avec cette chaleur; je vous remercie de m'avoir délivrée d'une idée qui me désolait... J'en demande pardon à M. Gandrax. Il sait que je l'aime bien, et que je tolère son impiété avec une affectueuse compassion, parce que je la regarde comme une sorte d'infirmité professionnelle; mais j'ai quelquefois appréhendé que vous n'eussiez les mêmes torts sans avoir la même excuse... Après le langage que vous venez de tenir, il m'est, Dieu merci, impossible de vous ranger désormais dans une catégorie que je déteste, celle des hommes qui ne prient point.

Raoul ne répondit d'abord à cette discrète interpellation que par un sourire équivoque; mais, rencontrant tout à coup le regard froid et sévère de Gandrax, il se fit scrupule de laisser son ami seul sous le coup des foudres peu tempérées de Mme de Guy-Ferrand; cela lui parut lâche. — Ma bonne tante, dit-il, ce sujet de conversation me paraît manquer d'opportunité; cependant si vous n'aimez pas les impies, je me figure que vous n'aimez pas davantage les hypocrites, et je m'exposerais à mériter ce nom en ne rectifiant pas les conséquences que vous tirez de mon langage. Si je connais bien et si je déplore les tristesses de mon temps, c'est que je les partage, et j'ai le regret de vous dire que j'ai les mêmes droits que mon ami Louis à votre affectueuse compassion. Prier un Dieu auquel j'ai le malheur de ne point croire...

— Pardon! interrompit Gandrax, qui se leva brusquement, Mlle de Férias se trouve mal!

Raoul, se tournant aussitôt vers Sibylle, la vit en effet blanche comme une morte, affaissée sur sa chaise et déjà soutenue dans les bras du duc de Sauves. Toutes les femmes se levèrent; on entoura la jeune fille, et on l'emporta évanouie hors de la salle. Gandrax la suivit pour lui donner des soins.

Il rentra quelques minutes après dans le salon où les convives avaient passé en quittant la table. Aux questions empressées qui l'accueillirent, il se contenta de répondre avec sa froideur habituelle : — Rien! une syncope! la chaleur... Mauvaise disposition! — Et l'entretien général, un moment suspendu par ce triste inci-

dent, se ranima. M. de Chalys seul n'y prit aucune part. Il semblait préoccupé, et quand Mme de Guy-Ferrand vint rejoindre ses hôtes un instant plus tard, il s'approcha d'elle à la hâte : — Cela va mieux, n'est-ce pas? lui dit-il. — Elle le regarda en face, haussa les épaules, et ne répondit rien.

Raoul s'isola derrière une table, et se mit à feuilleter un album d'un air distrait. Au bout d'une demi-heure, la jeune duchesse de Sauves reparut à son tour; elle était fort pâle. Elle répondit en souriant aux interrogations qui lui étaient adressées sur son passage, puis elle vint brusquement s'asseoir près de Raoul : — Eh bien? dit-il.

— Eh bien! votre impiété a tout perdu : elle part demain pour Férias. Vous ne la reverrez jamais.

La jeune femme regretta l'accent d'amertume et de colère dont elle avait marqué ses paroles, quand elle vit l'altération profonde qui creusa soudain les traits du comte, et qui les imprégna d'une teinte livide. Il attacha sur elle un regard dans lequel elle put lire une détresse inexprimable, puis il baissa les yeux aussitôt, et une faible convulsion nerveuse agita ses lèvres. — Mon ami, reprit-elle plus doucement, ne pouvez-vous réparer cela? Un mot y suffirait!...

— Un mensonge? dit le jeune homme en relevant sur elle ses yeux pleins d'un feu sombre, jamais!

Après un silence : — Blanche, ajouta-t-il en se levant tout à coup, soyez sûre que je vous bénirai toute ma vie pour ce que vous avez fait et voulu faire. Adieu! — Il adressa un signe à Gandrax, qui l'observait depuis un moment avec inquiétude, et sortit sans bruit du salon. Gandrax le rejoignit dans l'antichambre. Pendant qu'ils passaient leurs paletots : — Tu as entendu? lui dit Raoul à demi-voix.

— Oui, répondit Gandrax.

Mme de Guy-Ferrand demeurait dans la rue Saint-Dominique, à peu de distance de l'hôtel de Chalys. Ils s'acheminèrent tous deux à travers cette rue déserte sans prononcer une parole. Arrivé devant sa porte : — Entre donc! dit le comte. — Un domestique portant un flambeau les précéda dans le grand escalier de l'hôtel, alluma deux ou trois bougies dans l'atelier, et les y laissa.

L'atelier était encore tout paré de fleurs et de feuillages, et on y respirait une odeur de fête et de triomphe. Raoul montra un fauteuil à Gandrax, qui s'y assit, et il se mit lui-même à marcher d'un pas rapide à travers la vaste pièce, arrachant çà et là quelque grappe de fleurs et la jetant sur le parquet. Tout à coup il s'arrêta devant le portrait de Sibylle, qu'on entrevoyait comme un fantôme blanc dans l'ombre et dans la verdure; il saisit son couteau à palette, et

le lança violemment dans la toile, qui fut traversée, et qui laissa voir à la place du cœur une large plaie béante. Gandrax se leva aussitôt, et prenant la main de Raoul : — Allons, mon ami! point de cela! du calme, je t'en prie! — Raoul le repoussa d'abord avec une sorte de colère, puis, se précipitant dans ses bras et sanglotant avec bruit : — Ah! dit-il, je l'aimais comme un enfant! — Il se laissa tomber sur une chaise et y demeura accablé, la tête dans ses mains.

Au bout de quelques minutes, il se releva, et d'une voix brève : — Je me rappelle, dit-il, que c'est lundi aujourd'hui. Je vais chez Mme de Val-Chesnay... Y viens-tu?

— Et que vas-tu faire chez Mme de Val-Chesnay? dit Gandrax en haussant les épaules.

— Je vais lui dire que je l'aime... Et pardieu! je l'aimerai!... J'ai redouté cet amour, parce que je voyais dans les yeux de cette jeune femme toutes les fureurs des passions tragiques... Eh bien! maintenant je le veux à cause de cela! J'ai besoin d'une diversion puissante, et je n'en vois pas de meilleure... Donc ce soir je fais ma cour à Clotilde,... dans deux mois je l'enlève et je me bats avec son mari, que je tuerai... Le bruit en arrivera, j'espère, jusqu'aux pieuses oreilles de Mlle de Férias... Viens-tu avec moi?

— Raoul, dit Gandrax avec une émotion singulière dans la voix, si tu es mon ami, et si tu veux le rester, tu ne feras pas cela!

— Je te jure que je le ferai! Pas de morale en ce moment, Louis! il est mal choisi,... tu perdrais tes argumens!... Je souffre comme un damné... Et pourquoi? Pour avoir rêvé le ciel du plus pur fond de mon cœur!... Non! ne me dis rien,... pas un mot! Je serai l'amant de Mme de Val-Chesnay... ou de qui je voudrai,... et il n'y a pas une raison au monde,... ni sur la terre ni dans le ciel,... qui puisse m'en empêcher!

— Il y en a une, j'espère, reprit Gandrax, et la voici : — j'aime Mme de Val-Chesnay.

— Toi! tu aimes,... tu l'aimes! — Raoul s'était arrêté devant lui, et il le regarda pendant une minute avec une sorte de stupeur; puis il reprit avec calme : — Tu dis vrai. Voilà une raison,... la seule!... Aime-la donc;... mais je te plains!

Gandrax ne répondit rien; il fit quelques pas dans l'atelier, tendit la main au comte, et le laissa seul.

OCTAVE FEUILLET.

(*La dernière partie au prochain n°.*)

LA

QUESTION D'ORIENT

EN 1840 ET EN 1862

I.

LE TRAITÉ DU 15 JUILLET 1840.

I. *Mémoires* de M. Guizot, cinquième volume. — II. *L'Orient rendu à lui-même*, par M. Mano, Londres 1861. — III. *Archives diplomatiques* (avril, octobre et novembre 1861, mai et juillet 1862). — IV. *Histoire du Monténégro*, par M. Delarue. — V. *Œuvre des écoles d'Orient*, juillet 1862. — VI. Correspondances particulières.

Je voudrais rendre compte du cinquième volume des mémoires de M. Guizot, dans lequel il explique les négociations qui ont amené le traité du 15 juillet 1840; c'est un des chapitres importans de l'histoire de nos jours. Je voudrais aussi parler de la question d'Orient telle qu'elle est aujourd'hui. On voit quel est le trait d'union entre les deux sujets de mes réflexions.

En histoire, c'est toujours aujourd'hui qui juge hier, comme c'est demain qui jugera aujourd'hui. Il y a dans les événemens de chaque jour beaucoup de choses qui tiennent aux hommes du moment : aussi elles ne durent pas et n'ont point d'influence sur l'avenir, elles appartiennent à la chronique, au journal, aux mémoires : elles n'entrent pas dans l'histoire; mais il y a aussi dans les événemens de chaque jour quelque chose de durable et qui a son influence sur l'avenir. Les contemporains ne voient pas toujours ce côté de l'événement. L'avenir seul le voit, le sent, et l'histoire s'attache à ce côté, qui n'est

devenu lumineux qu'avec le temps. C'est dans cette pensée que je veux examiner l'histoire des négociations du traité du 15 juillet 1840 et montrer ce qui reste de ce traité, les effets qu'il a produits, en quoi il a répondu aux vues politiques de ses auteurs, en quoi il les a trompées. Vingt-deux ans se sont écoulés depuis ce traité de 1840, et ces vingt-deux ans l'ont jugé mieux que ne pouvaient le faire les contemporains.

J'exprime dès le commencement, et sans aucune précaution oratoire, la conclusion à laquelle m'a conduit l'examen des événemens qui, en 1840 et depuis 1840, se sont accomplis en Orient. Dans ce traité, toutes les erreurs du présent, c'est-à-dire de 1840, ont été du côté de la France, et toutes les erreurs de l'avenir, c'est-à-dire de 1840 à 1862, ont été du côté de l'Angleterre. En 1840, les événemens ont donné raison à lord Palmerston contre M. Thiers et contre M. Guizot (on verra plus tard pourquoi, en Orient du moins, je ne sépare pas la politique de M. Thiers de celle de M. Guizot). En 1862, la France a raison contre lord Palmerston. J'explique d'un mot cette conclusion. Le traité de 1840 devait, dans la pensée de ses auteurs, produire deux effets : il devait détruire ou affaiblir l'Égypte; c'est par là qu'il contrariait les intérêts ou les illusions de la France, c'est par là qu'il a réussi. Il devait d'un autre côté restaurer l'empire ottoman : c'était là le principe et l'espoir de l'Angleterre; c'est par là que le traité de 1840 a complétement échoué. L'empire ottoman n'est pas plus fort en 1862 qu'en 1840; il a seulement vingt ans de plus sur la tête, et sa difficulté d'être a augmenté. Lord Palmerston a affaibli et énervé l'Égypte, avantage peut-être pour les possessions de l'Inde; il n'a pas rétabli l'empire ottoman, il ne lui a pas rendu la vitalité : grand échec pour la politique anglaise. Je ne sais pas si la faiblesse irrémédiable de l'empire ottoman est contraire aux intérêts de la politique anglaise en Orient; mais elle est assurément contraire à toutes les paroles et à toutes les prophéties de lord Palmerston. Depuis vingt ans et plus, j'entends sans cesse cet homme d'état dire que le malade va mieux; depuis vingt ans et plus, je lis des bulletins de cette convalescence qui n'aboutit jamais à une guérison. Je sais bien que les convalescences qui ne finissent ni par la mort ni par la santé sont la fortune et la joie des gardes-malades, et que l'Angleterre a pris ce rôle auprès de la Turquie. Je connais dans le monde une garde-malade qui depuis trente ans bientôt jouit des cent mille livres de rente d'un infirme incurable; elle n'hérite pas, mais elle possède.

Voyons d'abord quelles furent en 1840 les erreurs de la France dans le présent; nous verrons ensuite quelles furent pour l'avenir les erreurs de l'Angleterre.

I.

Au commencement de 1840, tout le monde en France était plus ou moins engoué de la puissance du pacha d'Égypte, et tout le monde voulait sa grandeur. La victoire que son fils Ibrahim avait remportée à Nézib semblait avoir décidé la question, et l'empire arabe allait, disait-on, remplacer l'empire turc. Le mot était faux : Méhémet-Ali n'était pas Arabe, les Égyptiens ne l'étaient pas non plus. L'empire arabe n'était qu'une chimère plus ou moins brillante qui contentait l'imagination populaire. Ceux qui ont vécu à cette époque savent quel était l'entraînement universel de l'opinion; ceux qui n'étaient pas nés ont le droit de blâmer cet entraînement : nous leur demandons seulement de ne pas être trop sévères contre nous, quoique nous reconnaissions de bon cœur que c'est un grand et heureux privilége de naître après les fautes. Tous les fils ont ce privilége sur leurs pères.

Je pourrais indiquer quelles différences il y avait entre l'engouement des uns et des autres, entre celui de M. Guizot et celui de M. Thiers, entre celui du maréchal Soult et celui de M. Hippolyte Passy, un des ministres du 12 mai. Ce sont là des nuances qu'il faut distinguer dans le moment, mais qui s'effacent dans l'histoire; je pourrais même dire quelles étaient les limites de cet enthousiasme égyptien; les événemens ont bien vite rencontré ces limites. J'aime mieux cependant reconnaître, avec M. Guizot, que tout le monde en général se faisait plus ou moins illusion sur la force du pacha d'Égypte.

Il ne faut pas croire que cette opinion n'eût pas ses causes et ses motifs. Je lisais dernièrement dans un journal que, si la France en 1840 aimait tant le pacha, c'est qu'en général elle aime tout ce qui ressemble à la dictature et à la centralisation. Il y a un peu de misanthropie démocratique dans cette opinion; mais cette misanthropie est de 1862, et non pas de 1840. La France de 1840 n'aimait point la dictature, elle ne l'avait pas : l'aime-t-elle aujourd'hui parce qu'elle l'a eue? Je laisse de côté cette question. Je dois dire seulement que ce qu'elle aimait en 1840 dans le pacha d'Égypte, ce n'était pas le dictateur, c'était le civilisateur. Peut-être était-elle dupe en cela d'une sorte de fantasmagorie; peut-être le pacha tapissait-il beaucoup sur la rue du côté de l'Europe. Nous aimons tant la civilisation, que nous en aimons même la mise en scène et la parade. Quoi qu'il en soit, nous ne nous trompions que sur le degré de mérite et de puissance du civilisateur; nous ne nous trompions pas sur la civilisation relative de l'Égypte et de la Turquie; nous ne

nous trompions point sur la Syrie, à laquelle il profitait d'appartenir à Méhémet-Ali, qui savait la gouverner, l'administrer, la pacifier, au lieu d'appartenir au sultan, qui la livrait à l'anarchie. Sur ce point, il suffit de consulter les rapports des consuls anglais sur la condition des chrétiens en Turquie en 1861 (1). Les consuls anglais en Syrie n'hésitent pas à dire que pendant l'occupation égyptienne les chrétiens avaient plus de liberté et plus de bien-être qu'aujourd'hui. Sachons donc garder une mesure dans le facile repentir que nos fils en 1862 ont de l'engouement égyptien de leurs pères en 1840. Nous n'aimions pas en Méhémet-Ali le dictateur et le centralisateur; nous aimions surtout celui qui, par la fermeté et par la tolérance de son administration, aidait à l'émancipation progressive des chrétiens d'Orient.

Ici je dois rendre justice à M. de Lamartine. Il combattait notre engouement égyptien de 1840; il avait vu l'Orient, et il savait que ce qu'on appelait alors la nationalité arabe était et est une chimère; mais n'allons pas prétendre, trompés en cela par la faveur que M. de Lamartine a montrée à la Turquie depuis dix ans peut-être, n'allons pas prétendre qu'en 1840 M. de Lamartine fût l'un des défenseurs, l'un des garans de la force et de la durée de l'empire ottoman. C'est tout le contraire : M. de Lamartine ne croyait pas plus alors à la force de l'empire ottoman qu'à la force de l'empire égyptien. Que voulait donc M. de Lamartine? Il voulait cette régénération de l'Orient par l'Orient, cette résurrection politique et sociale des populations chrétiennes de l'Orient, qui, depuis le traité de Paris, est devenue l'un des principes du droit européen, un principe seulement, hélas! et non un fait. M. de Lamartine voulait en Orient ce système de renaissance chrétienne dont quelques personnes me font l'éditeur responsable, et je m'en honore, mais dont je ne suis que l'humble secrétaire, répétant depuis dix ans ce que la diplomatie française depuis cinquante ans, ce que M. Guizot et M. Thiers, ce que M. de Lamartine lui-même ont toujours voulu; simple écho d'une doctrine qui a un grand avenir, et, comme écho encore, ravi de répéter ces belles paroles que prononçait M. de Lamartine le 12 janvier 1840 à la tribune de la chambre des députés : « Oui, heureuse l'heure où l'Orient s'écroulera plus complétement encore et laissera place à tant de populations opprimées, mais fortes et actives, que le poids du cadavre turc écrase, à la honte de la civilisation et des hommes, et où la France, leur tendant une main secourable entre les ambitions de la Russie et les susceptibilités de l'Angleterre, se placera entre ces deux puissances

(1) Voyez la *Revue des Deux Mondes* du 15 juin, du 1er août, et du 15 septembre 1861.

au centre même de l'Asie-Mineure (1), les contre-pèsera l'une par l'autre, laissera les Russes protéger les populations qui lui sont sympathiques (2), laissera les Anglais communiquer avec leurs Indes pour le bénéfice du monde, laissera l'Autriche dominer dans l'Adriatique, sa nouvelle mer (3), et, au lieu de faire obstacle et empêchement à tous, faisant concours et assistance aux intérêts naturels de tous, trouvera son propre intérêt, sa propre influence, sa propre richesse dans une nouvelle balance de l'Orient dont elle sera la tige en Europe et dont elle tiendra les contre-poids en Orient! »

Je dois ajouter, pour être exact, que ces paroles sont suivies au *Moniteur* de cette mention : *rumeurs dubitatives*. Il pouvait y avoir doute en effet; mais le doute tenait, j'en suis convaincu, à ce que personne peut-être encore à cette époque ne croyait les populations chrétiennes de l'Orient capables d'indépendance ou d'autonomie. Telle était cependant, telle devait être la pensée de M. de Lamartine. Sans cela, son discours aurait tendu au partage de l'empire ottoman. Aussi on prit alors le discours de M. de Lamartine pour un projet de partage, et c'est de cette manière que M. Villemain le réfuta avec beaucoup de succès : partage dangereux, disait-on, car la France ne pouvait avoir sa part en Orient que par des compensations difficiles et litigieuses, puisqu'elles se feraient aux dépens même de ceux qui n'auraient pas de lot dans le partage; singulier arrangement en effet, et qui est aujourd'hui encore le vice radical de tout plan de partage de l'empire ottoman. Il fallait en 1840 dire au Piémont : « L'Autriche a obtenu la Bosnie, l'Albanie et l'Épire, cédez-nous la Savoie, Nice et Gênes; » à la Prusse : « La Russie a obtenu Constantinople et la Bulgarie, cédez-nous le grand-duché du Rhin; » à la Bavière rhénane et à la Belgique : « L'Angleterre a obtenu l'Égypte et l'île de Chypre, vous, cédez-nous Worms et Spire, et vous, cédez-nous tout ce que vous avez! » De pareils marchés ne seront jamais proposables.

Je ne m'explique pas bien, je l'avoue, comment M. de Lamartine ne répondait pas alors qu'en défendant la cause des populations chrétiennes de l'Orient, en voulant les soulager du poids du cadavre turc qui les écrasait, ce n'était pas le partage de l'Orient qu'il proposait, c'était la renaissance de l'Orient chrétien. Peut-être, s'il avait parlé ainsi en 1840, personne, encore un coup, ne l'eût compris; les

(1) Je crois que ces paroles veulent dire que la France se placera *moralement* entre les deux puissances. Je ne conçois pas en effet que la France puisse prendre en Asie-Mineure une position stratégique, à moins qu'il ne s'agisse d'une position très momentanée.

(2) J'entends une protection, et non un protectorat.

(3) L'Italie aujourd'hui doit prétendre à partager cette mer avec l'Autriche, à moins que l'Angleterre, par les Iles-Ioniennes, ne s'oppose au partage en prenant tout pour elle.

rumeurs dubitatives du *Moniteur* auraient été plus fortes, et M. de Lamartine sans doute ne croyait pas lui-même que l'heure des chrétiens d'Orient fût arrivée, puisqu'il en appelait seulement à l'avenir, en s'écriant : « Heureuse l'heure où l'Orient s'écroulera tout entier! » Mais si l'heure des chrétiens d'Orient n'était pas encore arrivée en 1840, c'était une raison de plus pour s'opposer au partage, pour donner aux chrétiens le temps de grandir vers l'indépendance. Le partage leur aurait interdit l'avenir en les soumettant à des maîtres plus doux, il est vrai, que les Turcs, mais plus puissans et étrangers. Le *statu quo* au contraire réservait tous leurs droits et ne troublait point l'Europe.

Le *statu quo*, ou plutôt l'indépendance de l'Orient, n'avait en 1840 que deux formes, comme le disait fort bien M. Villemain dans sa réponse à M. de Lamartine : la Turquie et l'Égypte. Des deux côtés, l'Orient s'efforçait de se vivifier par l'imitation et le secours de la civilisation occidentale. La Turquie avait recours à des décrets qu'elle n'exécutait pas, et elle en est restée à cette rénovation d'apparence; c'est encore là aujourd'hui sa politique. L'Égypte avait fait plus et mieux : elle s'était créé une armée, et elle savait gouverner et pacifier les provinces qu'elle avait conquises. La Turquie et l'Égypte ne songeaient ni l'une ni l'autre à la résurrection des populations chrétiennes; mais cette résurrection sociale et civile, sinon politique, se faisait mieux sous la discipline et la régularité égyptiennes, imitées de l'Europe, que sous l'anarchie ottomane. Voilà pourquoi la puissance de l'Égypte et son maintien, qui étaient devenus un des élémens du *statu quo* oriental, convenaient à la France. La politique de la France en Orient est de souhaiter un Orient indépendant; elle le préfère chrétien, elle l'accepterait musulman. Le tort qu'elle trouvait en 1840 à la Turquie, c'est qu'elle n'était point un Orient indépendant devant la Russie, de même qu'elle ne l'est plus en 1862 devant l'Angleterre. Le mérite qu'elle trouvait à l'Égypte, c'est qu'elle était dans le présent cet Orient indépendant que nous avons droit de souhaiter, et ne contrariait pas dans l'avenir l'autre Orient indépendant, l'Orient chrétien, que nous pouvions entrevoir.

Je ne nie pas l'engouement égyptien de la France : nous avons le défaut de ne pas aimer modérément ce qui nous plaît; nous allons vite à l'adoration, et vite aussi de l'adoration au désenchantement. Je ne nie donc pas que la France en 1840 ne fût engouée de l'Égypte, mais j'explique cet engouement et j'en indique les causes. Nous avions de bonnes raisons d'aimer l'Égypte; seulement nous avions raison à la manière dont les autres ont tort, c'est-à-dire avec fougue et avec entraînement. Quand je dis nous, je parle de l'opinion générale, et non pas de l'opinion du gouvernement. Chose curieuse en effet : prenez en France les principaux acteurs et les principaux

interprètes de la politique, le ministère présidé par le maréchal Soult en 1839, M. Thiers, M. Guizot, M. de Lamartine; personne n'avait d'engouement pour le pacha d'Égypte. Le ministère du maréchal Soult avait de la mauvaise humeur contre la victoire de Nezib et les embarras que lui avait causés cette victoire de l'Égypte. M. Thiers, dans son discours du 13 janvier 1840 (il n'était pas encore ministre), recommandait par-dessus tout l'alliance de l'Angleterre, c'est-à-dire de la puissance la plus opposée aux projets du pacha d'Égypte. M. Guizot, ambassadeur de France à Londres, se défiait beaucoup de la puissance que nous attribuions à l'Égypte et la croyait plus ambitieuse que forte. Comment donc avec tant de motifs de ne pas céder à l'engouement populaire pour l'Égypte, comment donc nous sommes-nous laissés aller à soutenir jusqu'à l'excès la cause du pacha d'Égypte? Comment le traité du 15 juillet 1840 a-t-il été fait contre nous? Comment enfin avons-nous été séparés pendant quelque temps du concert européen dans le règlement des affaires d'Orient, et cela comme trop égyptiens, et cela par l'Angleterre et sous le ministère de M. Thiers, le plus résolu partisan de l'alliance anglaise? Ici nous arrivons aux négociations du traité de 1840, et nous prenons naturellement pour guide le cinquième volume des *Mémoires* de M. Guizot, dans lequel ces négociations sont racontées de la manière à la fois la plus éloquente, la plus piquante et, j'ose dire aussi, la plus impartiale.

II.

Dès le commencement de ces négociations et dès son arrivée à Londres comme ambassadeur, M. Guizot expose admirablement les difficultés de la politique française en Orient. « La politique du cabinet présidé par M. le maréchal Soult en 1839 reposait, dit-il, sur une triple confiance. On comptait fermement à Paris sur la persévérance de Méhémet-Ali dans ses prétentions à la possession héréditaire de la Syrie et sur son énergie à les soutenir, s'il était attaqué. On regardait les moyens de coaction qui pouvaient être employés contre lui comme absolument inefficaces et vains, ou comme gravement compromettans pour la sûreté de l'empire ottoman et la paix de l'Europe. Enfin on ne croyait pas que la Russie consentît jamais à abandonner effectivement son protectorat exclusif ou du moins prépondérant à Constantinople. Fort de toutes ces confiances, le cabinet français se prêtait volontiers à la vive pression de l'opinion publique en faveur du pacha d'Égypte, et ne sentait aucune impérieuse nécessité d'y résister (1). »

(1) *Mémoires* de M. Guizot, tome V, page 29.

Ces trois confiances se trouvèrent successivement vaines. Indiquons l'un après l'autre ces trois échecs de la politique française.

Je commence par le dernier : on croyait que la Russie ne consentirait jamais à renoncer au protectorat exclusif qu'elle s'était assuré sur la Turquie par le traité d'Unkiar-Skelessi. On ne ne savait pas à Paris ce que c'est que la vanité dépitée d'un despote. Le tsar Nicolas avait ce genre de dépit contre la monarchie de 1830, et il était capable de tout pour procurer à cette monarchie des déboires et des échecs. La politique de la Russie à Constantinople était d'être le premier ami ou le premier ennemi de la Turquie, le premier enfin en bien ou en mal. L'empereur Nicolas abdiqua cette prépondérance dès qu'il vit jour à se réconcilier avec l'Angleterre contre la France de 1830. Il n'y gagna rien que le plaisir d'avoir irrité et inquiété momentanément la France, car ce traité du 15 juillet 1840 ne profita qu'à l'Angleterre, puisque c'est elle qui, avec la coopération de l'Autriche, décida et régla tout en Orient, sans que la Russie s'en mêlât. Cette puissance assista tranquillement aux succès de l'Angleterre, qui du même coup restreignit l'essor de la Russie en Orient et contint la France dans ses espérances sur la Méditerranée, ce qui est toute la politique anglaise. La Russie avait espéré que le traité du 15 juillet 1840 allait être le germe d'une coalition antifrançaise, et c'est à cette pensée, qui flattait les passions de l'empereur Nicolas, qu'elle avait sacrifié sa prépondérance en Orient. L'Angleterre ne demandait au traité du 15 juillet 1840 que le succès de la coalition anti-égyptienne; elle l'obtint. Les deux vaincues de ce traité furent donc la France et la Russie, la France avec un éclat qu'elle augmenta par le bruit de son dépit, et je n'en fais pas un reproche au ministère de M. Thiers. « Le seul moyen de n'être pas humilié d'un échec de ce genre, disait éloquemment M. de Rémusat dans une lettre à M. Guizot, est de s'en montrer offensé (1). » Quant à la Russie, elle ne fut pas moins vaincue que la France, et elle le fut plus parce qu'elle se dupa elle-même par ses passions, et qu'elle perdit beaucoup en Orient, sans rien gagner en Europe contre la France.

Ce qui causa le premier désappointement de la France fut d'avoir trop cru à la politique d'intérêt de la Russie, et pas assez à sa politique de passion. Le second échec fut de trop croire à l'obstination et à l'énergie du pacha d'Égypte. Il céda peut-être trop à ses intérêts, comme la Russie avait trop cédé à ses passions. Dès qu'il comprit qu'avec le traité du 15 juillet 1840 il ne pouvait plus avoir que l'Égypte héréditaire, il se résigna. Peut-être était-ce pour lui la meilleure politique à suivre. Il savait ce qu'il pouvait et ce qu'il ne

(1) Page 244.

pouvait pas; seulement il avait eu l'art de faire croire à la France qu'il avait beaucoup de puissance. Il en avait beaucoup en Orient, mais peu contre l'Europe. Nous avons le tort en France, tort généreux, de croire volontiers au grand, et c'était à nos yeux quelque chose de grand que cet empire de Méhémet-Ali, qui réunissait le royaume des Lagides et celui des Séleucides, l'Égypte et la Syrie. Méhémet-Ali savait mieux le secret de sa force et de sa faiblesse. Il aimait que nous le crussions puissant et hardi; mais il était décidé à ne rien risquer sur l'illusion qu'il nous faisait. Il céda donc à temps pour rester encore grand, lui et sa race, en gardant l'Égypte.

Je ne veux ici ni supprimer un rapprochement tout naturel qui s'offre à la pensée, ni faire de ce rapprochement une comparaison désobligeante. Beaucoup de personnes en France ont embrassé avec ardeur l'idée de l'unité de l'Italie : c'est une idée grande et généreuse moins les moyens. L'on a cru au triomphe de cette idée, comme on avait cru en 1839 et en 1840 à la grandeur de Méhémet-Ali. Supposez maintenant que, de même que Méhémet-Ali en 1840 aima mieux se contenter de l'Égypte que de faire son va-tout sur la Syrie, supposez, dis-je, que le roi Victor-Emmanuel aimât mieux se contenter de ce qu'il a de l'Italie que de faire son va-tout sur Rome et sur Venise : qu'arriverait-il de là? Il aurait fait, comme Méhémet-Ali, une grande tentative politique qu'il aurait fait réussir en ne la poussant pas à bout. Contenterait-il tout le monde par cette consolidation de l'Italie restreinte? Non certes, et sans parler des mécontens italiens qui se plaindraient d'avoir un grand Piémont au lieu d'avoir une grande Italie, il y aurait en France beaucoup de désappointés qui regretteraient le noble et beau mirage qu'ils avaient entrevu.

Les difficultés que prévoyait M. Guizot sont devenues la cause de l'échec que la France a essuyé dans sa politique orientale en 1840. M. Thiers ne les prévoyait-il pas aussi? Qu'il me soit permis ici d'exprimer une pensée que j'ai rencontrée dans beaucoup de lecteurs du cinquième volume des mémoires de M. Guizot. M. Guizot a raconté toute cette négociation du traité du 15 juillet 1840 et l'échec de M. Thiers avec une si grande impartialité, que beaucoup de personnes m'ont demandé de leur apprendre où était le point de dissentiment entre M. Thiers et M. Guizot. — Quoi! me disait-on avec une naïveté un peu sournoise, cette grande querelle qui a tant occupé la tribune et la presse françaises, nous ne pouvons même pas savoir, après avoir lu le récit de M. Guizot, en quoi elle consiste? Avouez que les parlementaires se disputaient souvent pour peu de chose, et qu'il y avait dans les débats de ce temps plus de rivalités personnelles que d'oppositions de principes. — Les personnes qui parlent ainsi se croient peut-être malicieuses; elles ont tout simple-

ment raison. Non, il n'y a eu dans les négociations qui ont amené le traité du 15 juillet 1840 aucun dissentiment entre M. Thiers et M. Guizot : ils pensaient de même sur tous les points. Ils n'étaient ni l'un ni l'autre ultra-Égyptiens, ni l'un ni l'autre disposés à rompre l'alliance anglaise. M. Thiers, avant même d'entrer au ministère, professait plus hautement que personne la nécessité de cette alliance. Dans son discours du 13 janvier 1840, il expliquait très bien comment notre engouement égyptien pouvait amener une rupture entre nous et l'Angleterre, et il signalait la tactique de la Russie, qui était prête à renoncer à son protectorat oriental pour procurer un échec à la France. Ainsi M. Thiers et M. Guizot prévoyaient tous deux les difficultés que devait rencontrer notre politique en Orient, si elle continuait à être ultra-égyptienne. Après le traité du 15 juillet 1840, même accord sur la politique extérieure entre M. Thiers et M. Guizot. Tous deux ressentent également le mauvais procédé que l'Angleterre a eu avec nous en nous excluant, sans nous en prévenir, du concert européen. Ce mauvais procédé était-il un *casus belli?* M. Guizot et M. Thiers ne le croyaient pas. M. Thiers, par sa note du 8 octobre 1840, restreignait le cas de guerre à la déchéance en Égypte de Méhémet-Ali. Il ne croyait pas que la France dût faire la guerre à l'Europe, et surtout à l'Angleterre, pour assurer la Syrie au pacha d'Égypte; mais il croyait que la France ne pouvait laisser changer le *statu quo* de l'Orient par la déchéance en Égypte de Méhémet-Ali sans protester par les armes. M. Guizot était du même avis, et il acceptait, soit comme ambassadeur, soit plus tard comme ministre des affaires étrangères, la note du 8 octobre 1840 comme principe et comme programme de la politique française en Orient. M. Thiers, dans cette note du 8 octobre 1840, à la fois très sage et très ferme, prédisait que rendre la Syrie à la Turquie, c'était la rendre à l'anarchie. M. Guizot était du même avis, et tenait à Londres le même langage (1). Où donc est le dissentiment entre M. Guizot et M. Thiers? Il n'est nulle part en

(1) « Le sultan, disait M. Guizot à lord Melbourne, qui n'a pu ni défendre ni reprendre la Syrie par ses propres forces, sera hors d'état de la gouverner, et l'Europe, qui la lui aura rendue, sera sans cesse compromise et obligée d'intervenir, ou pour la lui conserver, ou pour la protéger contre lui-même. Il y a là des populations chrétiennes que les Turcs vexeront, pilleront, opprimeront d'une façon intolérable; nous avons envers elles des devoirs traditionnels; leurs souffrances, leurs clameurs exciteront la sympathie européenne. L'administration de Méhémet-Ali ne manque dans cette province ni de force, ni d'une certaine équité religieuse. Qu'elle reste entre ses mains; nous n'en entendrons plus parler, et cette partie du moins de l'Orient jouira d'un peu de paix et donnera à l'Europe un peu de sécurité. » (P. 48, t. V.) Je n'irais pas volontiers jusqu'à la dernière conclusion de M. Guizot, je ne voudrais pas, aujourd'hui surtout, abandonner la Syrie à l'Égypte; mais en parlant de l'avenir réservé à la Syrie, une fois rendue à la Turquie, M. Guizot n'était-il pas prophète?

Orient : il n'est point sur la politique extérieure, il est sur la politique intérieure. C'est sur la conduite du gouvernement en France que s'est élevée la querelle, et non pas sur la conduite des affaires d'Orient : nous reviendrons sur cette querelle intérieure et nous en dirons un mot: il faut cependant, avant d'arriver à ce point, indiquer la seule discordance que j'aie trouvée sur la question orientale entre M. Thiers et M. Guizot.

Le 27 juillet 1839, quand, après la défaite de Nézib et la défection de la flotte ottomane, la Turquie était aux abois et près de traiter à tout risque avec le pacha d'Égypte, l'Europe était intervenue pour prendre la direction de l'affaire. Les ambassadeurs des cinq grandes puissances avaient déclaré à la Porte que « l'accord sur la question d'Orient était assuré entre les cinq grandes puissances, » et l'avaient engagée « à suspendre toute détermination définitive sans leur concours, en attendant l'effet de l'intérêt qu'elles lui portaient. » Je me souviens que j'étais à Constantinople quand cette déclaration fut faite, et que je restai ébahi en la lisant. Quoi! l'accord entre les cinq grandes puissances sur la question d'Orient était assuré! Par quel prodige soudain? Sur quoi portait cet accord? Qu'est-ce que l'Europe voulait céder ou refuser au vainqueur de Nézib? S'était-elle entendue sur ces concessions? — Mais vous voyez bien qu'avec cette déclaration, me disait-on, nous empêchons la Russie d'arriver à Constantinople pour protéger le sultan.

M. le prince de Joinville, qui était en ce moment à Vourla, dans le golfe de Smyrne, croyait, avec son esprit de sagacité et de décision habituel, qu'une flotte française et anglaise passant les Dardanelles et jetant l'ancre devant Constantinople était une meilleure garantie contre la protection de la Russie, et une protection moins difficultueuse que cette note collective. On disait aussi alors que cette note collective avait été proposée par la France, qui l'avait préférée à l'entrée de la flotte dans les Dardanelles, et cela par ménagement pour la Russie, qui ne nous le rendait pas. Il était facile de prévoir que cet accord prétendu tournerait contre nous, qui, des cinq puissances, étions la plus égyptienne, tandis que toutes les autres étaient hostiles ou indifférentes à l'Égypte. Pourquoi créer une conférence tout exprès pour nous y trouver en minorité? Pourquoi bâtir un mur pour aller s'y casser la tête? M. Thiers, dans son discours du 13 janvier 1840, avait fort blâmé la note du 27 juillet 1839, et c'était, je crois, avec raison. Il fallait laisser l'Orient arranger lui-même ses affaires et ne s'occuper à Constantinople que d'une seule chose, c'est-à-dire empêcher les Russes d'entrer à Constantinople comme protecteurs. C'était là le seul péril européen; tout le reste était un péril oriental, qui ne regardait pas l'Europe. En évoquant la querelle du sultan et du pacha devant elle et en se chargeant de

la juger, l'Europe compliquait l'affaire; elle en faisait une cause de dissentiment en Europe. Le traité du 15 juillet 1840 et l'échec éprouvé alors par la France procèdent de la note du 27 juillet 1839. M. Thiers avait donc raison, selon moi, de blâmer comme député la note du 27 juillet 1839. Avait-il le droit, comme ministre, d'essayer de s'affranchir des liens que cette note imposait à la France? Autre question que je ne veux pas discuter ici. Quoi qu'il en soit, la note du 27 juillet 1839 et ses effets sont le seul point de dissentiment que je trouve entre M. Thiers et M. Guizot sur la politique orientale. Pour tout le reste, ils sont d'accord en Orient. C'est en Occident et en France qu'ils se sont heurtés. Otez la question intérieure : M. Guizot n'avait pas de raison pour entrer au ministère, et M. Thiers n'avait pas de raison pour en sortir.

III.

Qu'était-ce donc que cette question intérieure? J'aurais le droit, ne traitant ici que la question orientale, de laisser de côté la question intérieure et de ne pas me prononcer entre M. Thiers et M. Guizot. Cela me mettrait à mon aise de ne point décider entre Genève et Rome. Je ne veux pas cependant qu'on puisse croire que deux des grands chefs du parti libéral de 1830 se soient séparés et combattus en 1840 par pure rivalité personnelle. Il me semble que toute la génération à laquelle j'appartiens s'abaisse et s'humilie quand elle laisse rapetisser les combats et les généraux qu'elle a eus.

Je ne veux faire aucune comparaison entre M. Thiers et M. Guizot; je ne veux essayer aucun portrait : la main me démange un peu, je l'avoue; mais j'ai résisté, il y a un an, au désir que j'ai eu de refaire le portrait de M. Molé pour l'opposer au médaillon, plus poli qu'expressif, qu'en avait fait M. Guizot dans son quatrième volume. Je ferai bien mieux encore de ne pas chercher à faire le portrait des deux illustres orateurs qui ont lutté l'un contre l'autre dans la session de 1840. Je puis dire cependant, sans manquer à l'admiration et au respect que j'ai pour eux, que M. Thiers avait un défaut quand il était au ministère : c'était de trop songer à la manière dont il en sortirait. Il préparait pour ainsi dire sa sortie dès son entrée, et le ministre pensait trop à ce que serait le député de l'opposition, et au parti qu'il aurait dans la chambre et dans le pays. M. Guizot au contraire avait une grande qualité quand il était ministre : il ne songeait qu'à le rester. Il n'aimait pas à être hors du pouvoir : cela lui semblait une sorte d'émigration qui lui faisait perdre la véritable intelligence du temps et du pays. Ayant consenti à rester ambassadeur à Londres après l'entrée de M. Thiers au mi-

nistère, il croyait avec raison que, pour être ambassadeur, il ne cessait pas d'être M. Guizot. C'est le titre qu'il a toujours préféré à tous les autres; M. Thiers de même. Étant avant tout M. Guizot, il surveillait donc de Londres la marche des affaires en France, et il écrivait le 29 avril à M. Duchâtel, c'est-à-dire au bout de deux mois du ministère de M. Thiers : « Comme vous, je suis frappé du mouvement vers la gauche; comme vous, je le crois dangereux pour notre pays et notre gouvernement, mais je doute que ce mouvement marche aussi vite et aussi uniformément que vous le supposez. Je crois à des lenteurs, à des oscillations. Il faut régler sa conduite sur le fait général, mais en tenant compte des incidens qui doivent le ralentir ou le masquer pendant quelque temps. Je crois aussi qu'il importe infiniment de ne pas se tromper sur le moment de la réaction et sur la position à prendre pour la diriger. Il ne faut rentrer au pouvoir qu'appelés par une nécessité évidente, palpable. Je ne connais rien de pis que les remèdes qui viennent trop tôt; ils ne guérissent pas le malade et ils perdent le médecin (1). » Cette lettre est excellente et peint M. Guizot bien mieux que je ne pourrais le faire. Il n'était pas pressé, mais il était prêt. Il trouvait tout naturel, et cela l'était assurément, de se préparer, par ses réflexions et par sa correspondance, à remplacer M. Thiers, quand il en serait temps. Je sais bien que les censeurs du gouvernement représentatif critiqueront ce jeu de *boute-hors*, qu'ils mettent au compte exclusif des institutions parlementaires. Il est propre à tous les gouvernemens. A Constantinople les vizirs, à Saint-Pétersbourg les ministres, tous jouent entre eux au jeu de *boute-hors*. Les cartes sont différentes, le jeu est le même. M. Thiers ne pouvait certes point ignorer les préparations de M. Guizot, cela peut-être pouvait lui donner un peu d'humeur. Personne n'aime son successeur, et c'est le prodige de l'amour paternel d'avoir pu changer en affection passionnée une répugnance si naturelle; mais, quoique M. Thiers sût beaucoup et devinât ce qu'il ne savait pas, je ne vois pas qu'il ait jamais laissé percer la moindre aigreur contre M. Guizot, et il avait raison : M. Guizot servait très loyalement à Londres la politique de M. Thiers, et la servait sans embarras, puisque, sur la question orientale, il était du même avis que lui.

Je viens d'indiquer la rivalité éventuelle entre M. Thiers et M. Guizot, qui se mêlait aux affaires d'Orient, mais qui ne troublait et ne gênait pas les négociations. Je dois dire un mot aussi de la crainte que M. Guizot semblait avoir de la prépondérance progressive de la gauche. M. Thiers annonçait l'intention de porter M. Odilon Barrot à la présidence de la chambre, et c'est sur cette candidature que

(1) P. 356-357.

M. Guizot rompit sans hésiter en visière avec M. Thiers. Ici, je l'avoue, je me trouve fort embarrassé. Si je me reporte en arrière par mes souvenirs, je trouve que M. Guizot, en refusant son adhésion à la présidence de M. Barrot, répondait à la pensée générale du parti conservateur. Si je juge les choses telles que je les vois aujourd'hui, j'ai peine à comprendre comment M. Barrot pouvait être un épouvantail pour la majorité de la chambre et pour M. Guizot. Malheureusement c'est le défaut des institutions et des assemblées parlementaires de créer aux hommes et aux partis des cadres factices, mais insurmontables à certains momens. On croit avoir des périls qui ne sont qu'imaginaires. Il est difficile alors de retrouver la réalité des choses et des hommes, parce qu'elle est profondément couverte sous des apparences et des vraisemblances. Il n'y a que le temps qui montre la vraie réalité et qui enseigne qu'entre M. Barrot, la gauche dynastique et le parti conservateur il n'y avait que des routines de luttes et de controverses qui cachaient des conformités réelles de sentimens et d'opinions.

On voit que je ne diminue pas la part que la rivalité des personnes et des partis a eue dans la rupture qui s'est faite en 1840 entre M. Thiers et M. Guizot. N'allons pas croire cependant que cette rupture n'ait pas eu ses causes politiques.

La guerre en France, depuis 1814 jusqu'en 1854, n'était pas seulement un grand acte national, c'était une doctrine et un système. Expliquons-nous : il y a deux sortes de guerres dans le monde, les guerres révolutionnaires et les guerres politiques. Or les guerres politiques n'étaient malheureusement plus à l'usage de la France depuis 1792. Elle ne connaissait que les guerres révolutionnaires, c'est-à-dire celles où elle avait toute l'Europe à combattre. Les guerres même de l'empire avaient été des défis révolutionnaires jetés par un seul homme à l'Europe, et toutes les fois que, sous la restauration et sous la monarchie de 1830, il s'était agi de guerre, ce caractère révolutionnaire de la guerre avait aussitôt éclaté. Ce que les partis violens de 1831 et 1832 voulaient imposer à la monarchie de 1830, c'était la guerre révolutionnaire, c'était le défi jeté à l'Europe. La restauration dans l'expédition d'Espagne, de Grèce et d'Alger, la monarchie de 1830 dans l'expédition d'Anvers et d'Ancône, dans la conquête de l'Algérie, avaient essayé de faire des guerres politiques et y avaient réussi; mais c'étaient de petites guerres, et l'expérience de la guerre politique n'avait pas encore été faite en grand. La guerre de Crimée a été la première expérience de ce genre faite en grand et faite heureusement. La guerre d'Italie, si elle n'avait pas été interrompue par la paix de Villafranca, pouvait redevenir la guerre révolutionnaire.

Le grand mérite de la guerre politique a été de rompre du même

coup les vieux cadres de l'Europe coalisée et de la France révolutionnaire. En 1840, ces cadres n'étaient pas encore rompus, et comme le principe de coalition anti-française renfermé dans le traité du 15 juillet 1840 suscitait en France une colère et une inquiétude légitimes, les vieux cadres semblaient prêts à se reformer. Quand la France a une colère, bonne ou mauvaise, sa colère prend presque toujours une forme révolutionnaire. Telle était notre colère en 1840: on recommençait à chanter *la Marseillaise*. « Le cabinet français, dit M. Guizot avec beaucoup de vérité et d'impartialité, le cabinet français, quoique très ému de cette impression publique, ne s'y livrait pas sans mesure et sans prévoyance... Je ne sais pas ce que produira la question d'Orient, m'écrivait M. Thiers le 21 juillet; bien sots, bien fous ceux qui voudraient avoir la prétention de le deviner! mais en tout cas il faudra choisir le moment d'agir pour se jeter dans une fissure et séparer la coalition. Éclater aujourd'hui serait insensé et point motivé, d'autant que nous sommes peut-être en présence d'une grande étourderie anglaise. En attendant, il faut prendre position et voir venir avec sang-froid. Le roi est fort calme, nous le sommes autant que lui. Sans aucun bruit, nous ferons des préparatifs plus solides qu'apparens. Nous les rendrons apparens, si la situation le commande et si les égards dus à l'opinion le rendent convenable (1). » Paroles excellentes qu'approuvait fort M. Guizot, et qui ne respiraient pas la guerre révolutionnaire. « Choisir le moment d'agir pour se jeter dans une fissure et séparer la coalition, » c'était là tout à fait la guerre politique, la seule qui pût rendre à la France en Europe sa liberté d'action et son légitime ascendant; mais il était à craindre que la guerre politique ne cédât peu à peu la place à la guerre révolutionnaire, il était même à craindre, si je me souviens bien de ce que je sentais à cette époque, que nous eussions la politique révolutionnaire plutôt encore que la guerre révolutionnaire. L'une en effet précède l'autre, et souvent même l'empêche ou l'entrave. Le parti républicain de 1831 et 1832 trouvait l'occasion favorable pour regagner le terrain qu'il avait perdu. Il substituait donc peu à peu la guerre révolutionnaire à la guerre toute politique que souhaitait M. Thiers, une guerre de principes en Europe à une guerre de limites en Syrie, et cette substitution funeste se faisait sans même que le ministère le voulût. Que devait-il arriver de là? Il devait arriver que l'Europe, voyant s'opérer cette substitution inattendue, devenait plus défiante, plus hostile, et que l'idée de la coalition anti-française remplaçait peu à peu l'idée de la coalition anti-égyptienne. Cette situation violente et difficile finit en France et en Europe par l'entrée de M. Guizot aux

(1) Page 251.

affaires le 29 octobre 1840, et par l'adhésion de la chambre des députés, qui, avec M. Thiers et M. Guizot, ne voulait pas faire la guerre pour la Syrie, que le pacha d'Égypte n'avait pas su défendre, et qui, avec M. Guizot, ne voulait pas aider au mouvement révolutionnaire des esprits, étant décidée à ne point arriver au but de ce mouvement.

IV.

Je n'ai point hésité à dire franchement comment tout le monde en France s'était plus ou moins trompé sur l'Égypte en 1840. Nous avions l'air de prendre l'empire égyptien pour un dénoûment de la question d'Orient, tandis que la grandeur du pacha n'était qu'une des aventures ordinaires de l'histoire de l'Orient musulman, où les choses se font et se défont vite. Je dois maintenant exposer aussi franchement en quoi l'Angleterre s'est trompée sur la Turquie comme nous nous trompions sur l'Égypte. La France se faisait illusion sur le présent quand elle croyait à la puissance du pacha; l'Angleterre se faisait illusion sur l'avenir quand elle croyait à la résurrection de la Turquie. L'Angleterre en 1840 a triomphé un peu insolemment de notre illusion; nous devons dans l'avenir triompher de l'illusion de l'Angleterre. Et qu'on ne dise pas que lord Palmerston ne croyait point que l'Angleterre dût accomplir la restauration de la Turquie. Cette idée fait le fond de toute son argumentation contre M. Guizot. « Pour fortifier l'empire ottoman, dit-il à M. Guizot le 4 mars 1840, il faut lui rendre une partie des territoires qu'il a perdus. » — « Croyez-vous, mylord, que vous fortifierez réellement l'empire ottoman en lui rendant plus de territoires? Ne nous repaissons pas d'illusions; cet empire n'est pas mort, mais il se meurt, il tombe en lambeaux; nous pouvons prolonger sa vie, mais non le ressusciter effectivement. Vous ne lui rendrez pas avec la Syrie la force de la gouverner ni de la garder; l'anarchie, le pillage, la violence et l'impuissance turques reprendront possession de cette province, et vous serez responsable de son sort (1)...»

Arrêtons-nous un instant sur ce point : oui, encore un coup, nous nous sommes trompés sur l'Égypte en 1840; mais que dirons-nous de l'erreur de l'Angleterre ou de lord Palmerston en 1840 sur la Syrie? Laissons de côté un instant l'erreur générale sur la résurrection de la Turquie. L'erreur particulière sur la Syrie est-elle assez grave et, j'ajoute, assez désastreuse? Que faisait la France en se trompant sur l'Égypte? Elle attribuait à Méhémet-Ali plus de puissance qu'il n'en avait, voilà tout; mais en se trompant sur la Syrie, en rendant cette

(1) Page 38.

malheureuse province à la Turquie, comme à un gouvernement capable de l'administrer, que faisait l'Angleterre? Elle restaurait en Syrie l'anarchie d'abord, et après l'anarchie les horribles massacres qui ont épouvanté le monde. Erreur innocente de notre côté, et qui n'a nui qu'à nous; erreur fatale du côté de l'Angleterre, et qui a eu les plus affreuses conséquences! Et quand je parle avec amertume de cette erreur syrienne de l'Angleterre, c'est que je ne puis pas oublier que si, en 1840, l'Angleterre a voulu que la Syrie fût rendue aux Turcs, si elle a pour cela coalisé un instant l'Europe contre nous, elle a fait de même en 1861. En 1861 comme en 1840, l'Angleterre a voulu que la Syrie fût rendue aux Turcs, elle n'a pas pu consentir à voir nos soldats veiller quelques mois de plus pour le salut de nos frères chrétiens, et tout cela, a-t-elle dit en 1861 comme en 1840, pour conserver l'intégrité de l'empire ottoman!

Continuons la conversation du 4 mars 1840 entre lord Palmerston et M. Guizot. « Vous avez, me dit lord Palmerston, trop mauvaise opinion de l'empire ottoman;... un état qui est un cadavre, un corps sans âme et qui tombe en lambeaux, ce sont là des figures auxquelles il ne faut pas croire. Qu'un état malade retrouve des territoires pour y lever de l'argent et des hommes, qu'il remette de la régularité dans son administration, *il se guérira, il redeviendra fort*. C'est ce qui arrive déjà en Turquie. Le *hatti-cherif* de Rechid-Pacha s'exécute; ses bons effets se développent. » Que dites-vous, à vingt-deux ans de distance, de cette confiance de lord Palmerston dans le *hatti-cherif* de Rechid-Pacha? Et depuis celui-là combien d'autres *hatti-cherif* et d'autres *hat-humayoun* ont promis à l'Angleterre la résurrection de la Turquie! Que de décrets impuissans! que de prospectus illusoires! Ah! quand je vois la confiance de l'Angleterre ou celle de lord Palmerston s'attacher ainsi tour à tour à je ne sais combien de morceaux de papier effrontés, je me laisse aller à croire ceux qui disent que l'Angleterre n'est pas plus dupe que nous des projets de bonne vie et mœurs que la Turquie adresse de temps en temps à l'Europe. Elle sait aussi bien que personne la décrépitude irrémédiable de l'empire ottoman; mais cette décrépitude lui est commode. Elle stérilise l'Orient, et l'Angleterre de lord Palmerston croit, bien à tort selon moi, que la renaissance agricole, commerciale, industrielle, politique et navale de l'Orient serait nuisible au commerce, à l'industrie, à l'ascendant maritime de l'Angleterre. Voyez, disent les mêmes personnes, voyez la mauvaise humeur qu'elle a toujours témoignée à la Grèce. Que peut craindre de la faible et petite Grèce la grande et puissante Angleterre? Mais quoi? Il y a là un petit coin de l'Orient qui vit et qui agit : ce petit coin de vie déplaît à l'Angleterre.

Ce qui peut accréditer cette opinion, c'est que partout où l'Orient

cherche à s'affranchir de la décrépitude ottomane, partout où il y a quelque chose de vivant, quelque chose qui ait de l'avenir, nous voyons éclater à la fois deux prétentions, l'une turque, l'autre anglaise, et les deux prétentions s'appuient l'une sur l'autre. La prétention turque, c'est que tout mouvement de vitalité chrétienne nuit à l'intégrité de l'empire ottoman. La prétention anglaise, c'est que tout ce qui nuit à l'intégrité de l'empire ottoman doit rencontrer en Europe une fin de non-recevoir formelle. Faut-il des exemples? Il y a en Serbie, à Belgrade, des canons turcs qui menacent à chaque instant la vie nationale de la Serbie, la tête du prince et des consuls européens accrédités auprès de lui. Tout récemment, pour une querelle de police, le pacha turc a bombardé Belgrade; les Serbes réclament; la Turquie invoque l'intégrité de l'empire ottoman; lord Palmerston soutient en plein parlement le droit des bombardans; leur fantaisie est un peu vive, mais elle est conforme aux traités : elle fait partie de la souveraineté de l'empire ottoman. On a beau dire que la Serbie a une existence autonome, quasi indépendante, reconnue par les traités; peu importe : tout doit céder à la magie de ce grand mot, l'intégrité de l'empire ottoman!

Nous reviendrons sur la question de la Serbie et du Montenegro; nous examinerons ce que c'est que l'intégrité de l'empire ottoman, telle qu'elle est proclamée par le traité de 1856. L'intégrité de l'empire ottoman y est déclarée, j'ose le dire, plus que sa souveraineté absolue, plus que son entière indépendance, puisque d'une part l'autonomie des principautés unies du Danube, de la Serbie et du Montenegro est hautement reconnue, et que d'un autre côté les droits religieux, civils et politiques des populations chrétiennes sont expressément garantis. Et je ne suis pas étonné, quant à moi, que l'Europe, en 1856, ait plus songé à l'intégrité du territoire ottoman qu'à la souveraineté absolue du sultan. L'intégrité du territoire ottoman veut dire qu'aucune puissance européenne n'en usurpera une partie. C'est bien là la pensée de l'Europe. La souveraineté absolue du sultan voudrait dire que le sultan peut se passer tous ses caprices possibles, les siens, ceux de ses pachas, ceux même des derniers officiers de son sérail, contre ses sujets chrétiens. Or le traité de 1856 a un article spécial contre ce genre de souveraineté du sultan. Au reste, ce n'est point le lieu de discuter quelles sont les conditions auxquelles l'Europe a reconnu l'intégrité de l'empire ottoman. Contentons-nous en ce moment de signaler l'usage que fait l'Angleterre de ce grand mot, « l'intégrité de l'empire ottoman. » Elle a pris, pour ainsi dire, à l'entreprise tous les procès de la Turquie, et elle prétend les décider tous avec ce mot. Cette prétention est inadmissible.

Je ne puis pas assez m'étonner que le bon sens anglais, si vif et si

net, n'ait pas encore remarqué une chose fort singulière. Depuis plus de vingt ans, grâce à la condescendance et, si l'on veut, à la timidité de l'Europe, l'Angleterre a fait gagner à la Turquie tous les procès qu'elle a plaidés pour elle. Elle lui a fait gagner en 1840 son procès de Syrie contre l'Égypte; elle lui a fait gagner en 1856, après deux ans d'une guerre terrible, son grand procès contre la Russie: elle lui a fait gagner en 1861 son procès contre la France pour l'évacuation de la Syrie. Il semble qu'après avoir ainsi gagné tous ses procès, la Turquie devrait être plus forte : il n'en est rien. Tout ce que la Turquie gagne par les mains de l'Angleterre, elle le perd par les siennes. Qui n'aurait cru, par exemple, que l'abolition du protectorat que la Russie s'était créé par le traité d'Unkiar-Skelessi serait pour la Turquie une ère de régénération? La Russie, dans le traité du 15 juillet 1840, avait consenti à l'abolition de ce protectorat; qu'y a gagné la Turquie? Est-elle devenue plus puissante en devenant plus libre? Non! Comme le traité du 15 juillet 1840 n'était qu'une abdication volontaire de la prépondérance de la Russie sur la Turquie, on pouvait dire que cette prépondérance supprimée de droit existait encore de fait. La guerre de Crimée et le traité de 1856 ont détruit en même temps le droit et le fait. La prépondérance de la Russie n'existe donc plus à Constantinople; qu'y a gagné la Turquie? Rien. Ses dangers disparaissent, sa faiblesse subsiste. Elle ne meurt plus de tel ou tel mal; elle meurt de sa débilité même, si bien qu'on peut dire, sans craindre de se tromper, que l'Angleterre aurait beau faire gagner à la Turquie les procès que celle-ci se fait sans cesse, elle ne la tirerait pas d'affaire. Que lord Palmerston fasse encore gagner à la Turquie son procès contre la Serbie et contre le Montenegro, que les populations chrétiennes soient encore une fois sacrifiées aux musulmans, comme elles l'ont été toujours, grâce à la faveur imméritée que l'Angleterre accorde à la Turquie, ces injustices éclatantes affaibliront les populations chrétiennes, c'est-à-dire le meilleur et le plus sûr avenir de l'Orient, sans rien ajouter à la vitalité désormais impossible de la Turquie.

M. Guizot résume admirablement bien la politique anglaise et la politique française en Orient, quand il arrive, dans ses *Mémoires*, au moment où va se conclure le traité du 15 juillet 1840. « La politique française, dit-il (1), se préoccupait vivement en Orient des intérêts divers et du grand et lointain avenir; nous restions fidèles à notre idée générale : nous voulions à la fois conserver l'empire ottoman et prêter aide à la fondation des nouveaux états qui essayaient de se former de ses débris; nous défendions tour à tour les

(1) Page 246.

Turcs contre les Russes, et les chrétiens contre les Turcs; nous soutenions en Syrie l'ambition de Méhémet-Ali, que nous combattions en Arabie et sur les frontières de l'Asie-Mineure. La politique anglaise était plus simple et plus exclusivement dirigée vers un seul but et un avenir prochain; elle ne s'inquiétait que de faire durer l'empire ottoman et de le défendre, soit en Europe, soit en Asie, contre les ambitions extérieures et les déchiremens intérieurs. » Ce tableau des deux politiques n'a pas changé depuis 1840, et ici revient la question que j'ai posée dès le commencement : la France se trompait dans le présent, et peut-être méritait-elle de se tromper, puisqu'au lieu de soutenir, comme en Grèce, une civilisation chrétienne renaissante, elle soutenait un civilisateur musulman, fort dur et fort égoïste; mais si la France se trompait dans le présent, en 1840, en appuyant trop Méhémet-Ali, l'Angleterre se trompait dans l'avenir en défendant trop l'empire ottoman. La France n'a pas eu longtemps à attendre pour reconnaître son erreur; l'Angleterre a eu vingt ans et plus pour reconnaître la sienne. Comment peut-elle donc encore se faire illusion? Et si elle ne se fait pas illusion, que veut-elle en Orient? Est-ce un système digne d'un grand peuple de perpétuer la faiblesse de l'Orient sous toutes ses formes : sous sa forme turque, puisque l'Angleterre a tout fait pour restaurer l'Orient sous cette forme et n'a pas pu y réussir; sous sa forme chrétienne, puisqu'elle fait tout ce qu'elle peut pour tenir les populations chrétiennes de l'Orient dans une infériorité politique et religieuse qui fait honte à l'humanité?

Je suis heureux pour la France que depuis plus de quarante ans sa politique orientale, sans être aventureuse et chimérique, n'ait rien eu de cette obstination malfaisante. La France a vu quel était l'avenir de l'Orient, et, sans vouloir hâter témérairement cet avenir, elle l'a pris pour but lointain, mais certain. Elle a pensé que l'Orient pouvait se régénérer par lui-même, par les populations qu'il a dans son sein, et qu'il n'avait pas besoin, pour renaître à la civilisation, de se faire Russe ou Anglais, Autrichien ou Français. Chaque pas des populations orientales, chrétiennes ou musulmanes, chaque pas vers ce but a été encouragé par la France; elle a poussé la confiance sur ce point jusqu'à la crédulité. Elle a cru plusieurs fois à la restauration de la Turquie; elle a cru au pacha d'Égypte, et je ne la blâme pas de ces actes d'espérance. Son esprit de tolérance demandait qu'elle encourageât la civilisation même avec le Coran. Convaincue enfin de la stérilité des efforts musulmans, elle croit maintenant à l'avenir des populations chrétiennes, et elle défendra, je l'espère, cet avenir contre les menées égoïstes de l'Angleterre et de la Turquie.

Nous avons vu comment M. Guizot expliquait la politique orientale de la France. Pour montrer encore une fois de plus l'incontestable accord de M. Guizot et de M. Thiers en Orient, citons un passage de la note diplomatique du 3 octobre 1840. C'est la réponse de la politique française à la politique anglaise après le traité du 15 juillet 1840. « L'existence de l'empire turc est en péril, disait M. Thiers, l'Angleterre s'en préoccupe, et elle a raison : toutes les puissances amies de la paix doivent s'en préoccuper aussi; mais comment faut-il s'y prendre pour raffermir cet empire? Lorsque les sultans de Constantinople, n'ayant plus la force de régir les vastes provinces qui dépendaient d'eux, ont vu la Moldavie, la Valachie, et plus récemment la Grèce, s'échapper insensiblement de leurs mains, comment s'y est-on pris? A-t-on, par une décision européenne, appuyée sur des troupes russes et des flottes anglaises, cherché à restituer aux sultans des sujets qui leur échappaient? Assurément non. On n'a pas essayé l'impossible. On ne leur a pas rendu la possession et l'administration directe des provinces qui se détachaient de l'empire. On ne leur a laissé qu'une suzeraineté presque nominale sur la Valachie et la Moldavie, on les a tout à fait dépossédés de la Grèce. Est-ce par esprit d'injustice? Non certainement; mais l'empire des faits, plus fort que les résolutions des cabinets, a empêché de restituer à la Porte, soit la souveraineté directe de la Moldavie et de la Valachie, soit l'administration même indirecte de la Grèce, et la Porte n'a eu de repos que depuis que ce sacrifice a été franchement opéré. Quelle vue a dirigé les cabinets dans ces sacrifices? C'est de rendre indépendantes, c'est de soustraire à l'ambition de tous les états voisins les portions de l'empire turc qui s'en séparaient. Ne pouvant refaire un grand tout, on a voulu que les parties détachées restassent des états indépendans des empires environnans. »

Ainsi la France n'a jamais caché ni déguisé sa politique en Orient. Elle veut pour l'Orient un avenir indépendant, elle ne refuse pas que cet avenir soit turc, si cela est possible; elle espère qu'il sera chrétien.

Je n'ai plus qu'une seule réflexion à faire. Voilà vingt-deux ans que le traité du 15 juillet 1840 a été fait : qu'en reste-t-il? Si l'Angleterre veut faire franchement sa liquidation à ce sujet, je ne crois pas qu'elle puisse beaucoup s'en féliciter. Elle voulait en 1840 affaiblir l'Égypte pour fortifier la Turquie. A-t-elle atteint ce but? Lord Palmerston, en 1840, a procuré un grand déboire à la France, cela a été son plaisir et sa gloire du moment; mais, tout en estimant ce plaisir et cette gloire aussi haut que l'a fait lord Palmerston, qu'en est-il resté à l'Angleterre? A-t-elle restauré l'empire ottoman? l'a-

t-elle fait revivre? A-t-elle donné à Constantinople tout ce qu'elle ôtait à Alexandrie? Elle a restreint l'ambition de l'Égypte; elle n'a pas diminué sa richesse, sa puissance par conséquent. L'Égypte redevient de plus en plus le grand chemin des Indes, et le pacha d'Égypte est par cela même le plus puissant hôtelier et le plus riche entrepositaire du monde. Pendant que l'Égypte grandit ainsi par l'intervention de l'Europe, pendant qu'elle justifie les espérances que la France avait conçues et les efforts qu'elle a faits pour elle, pendant que l'erreur qui nous a égarés en 1840 devient chaque jour davantage une vérité, qu'arrive-t-il à l'empire ottoman, cette erreur de l'Angleterre en 1840 et depuis 1840? L'erreur grossit chaque jour et devient plus manifeste. Le malade, au lieu de guérir, empire. Nous étions dupes en 1840; nous sommes presque prophètes aujourd'hui. L'Angleterre a eu raison en 1840; elle a tort tous les jours depuis 1840. Le poids de l'Égypte nous est léger; l'Égypte se porte elle-même. Le poids de l'empire ottoman devient chaque jour plus lourd pour l'Angleterre. Il ne l'écrasera assurément point, quel est le fardeau qui soit trop lourd pour l'Angleterre? mais il ralentira sa marche jusqu'à ce qu'elle prenne le parti de le laisser retomber à terre. Dans les gouvernemens libres, la vérité a toujours sa place, et elle finit même par avoir la majorité. Voici comment, au mois de mai 1861, lord Grey exprimait son opinion sur la Turquie dans la chambre des lords. « Par une guerre entreprise pour maintenir l'indépendance et l'intégrité de la Turquie, nous avons ajouté considérablement à notre dette nationale et à nos impôts, et cependant la Turquie est toujours sur le bord d'un abîme, avec une armée qui n'existe que sur le papier, avec un trésor vide et des administrateurs corrompus. Je suis persuadé que la chambre ne voudrait plus sanctionner la dépense d'un seul shilling pour une nouvelle et vaine tentative de prolonger l'existence de la Turquie. Une opinion qui gagne aussi du terrain, c'est que nous avons pris l'engagement de sauvegarder la Turquie contre les désordres intérieurs. J'espère que nous n'avons rien garanti d'aussi impolitique. Notre garantie signifie, dans mon opinion, que nous devons empêcher que la Turquie ne soit mise en pièces par ses voisins. Si elle s'écroule par sa propre faiblesse, il ne faut pas que nous nous imposions la tâche de soutenir un empire aussi vermoulu. »

Ce qui reste du traité de 1840, après vingt-deux ans d'expérience, est donc pour la France un échec qui s'est changé en succès, et pour l'Angleterre un succès qui s'est changé en échec et en embarras.

SAINT-MARC GIRARDIN.

LA

MARINE MARCHANDE

EN FRANCE

D'APRÈS L'ENQUÊTE DE 1862.

Depuis quelques mois, le gouvernement français se livre, par l'entremise du conseil supérieur du commerce, à une enquête pour constater l'état de notre marine marchande et rechercher le système de législation qu'il convient de lui appliquer. Les enquêtes sont un des moyens les plus usités dans les pays libres pour éclairer les questions de l'ordre matériel. Elles appellent tous les intérêts comme devant un jury, lorsqu'il s'agit de leur imposer une loi nouvelle. Elles mettent au grand jour de la publicité des faits jusque-là renfermés dans la sphère étroite d'un travail spécial ou d'une production particulière. Elles rendent accessibles à l'examen et au contrôle du public les parties les plus techniques de la science économique, et fournissent les élémens de la pratique la plus usuelle à ceux qui ont mission de juger si la législation est en rapport avec l'état de la société. Grâce à l'action bien dirigée des enquêtes, les mesures les plus radicales, les transformations les plus profondes, au lieu d'être de véritables coups d'état qui troubleraient les esprits plus encore que les intérêts, deviennent de sages réformes, et se légitiment aux yeux de tous.

Avons-nous besoin de dire que ce travail d'investigation doit précéder et non suivre les grands changemens du système économique? Jusqu'à présent, on l'avait toujours compris ainsi. En 1828, quand le sucre de betterave commençait à prendre de l'importance, quel-

ques-uns de nos ports de commerce demandaient qu'on le contînt dans son développement par la concurrence du sucre étranger; nos colonies au contraire réclamaient plus de protection. Avant de rien décider à propos de ce conflit d'intérêts, le gouvernement eut recours à une enquête qui fut dirigée par M. de Saint-Cricq. En 1834, lorsque déjà quelques esprits éclairés posaient comme une nécessité le retrait graduel du système des prohibitions et des droits prohibitifs qui absorbait l'activité commerciale du pays au bénéfice de quelques industries privilégiées, une enquête fut également ordonnée et exécutée sur la plus large échelle; mais toutes les questions qui s'y produisirent étaient intactes, et aucun fait accompli ne pesait sur l'opinion de ceux qui étaient interrogés, pas plus que sur ceux qui étaient chargés de recueillir les résultats de l'enquête. Le gouvernement anglais a procédé avec le même scrupule, lorsqu'en 1847 il eut la pensée de rapporter l'acte de navigation de 1651. Avant de s'engager dans la voie de la liberté absolue en matière de navigation, avant de présenter le bill par lequel il devait abandonner la politique séculaire de l'Angleterre, il provoqua une large manifestation des intérêts que ce changement pouvait compromettre : il écouta les constructeurs, les armateurs, les capitaines de navires, les commerçans, les manufacturiers, tous ceux qui, de près ou de loin, pouvaient ressentir les effets du système nouveau. C'est cette marche circonspecte et loyale que notre gouvernement a suivie pour l'abrogation de l'échelle mobile. La législation avait été suspendue sous l'influence de circonstances dont personne ne niait l'impérieuse nécessité; mais cette suspension, toute temporaire, permettait d'examiner en toute liberté si le système devait être radicalement changé ou seulement modifié.

On n'a dévié de cette ligne de conduite qu'à l'occasion des réformes commerciales opérées en 1860. Par le traité de commerce avec l'Angleterre, la France s'engageait à recevoir les produits similaires des manufactures anglaises moyennant des droits qui, dans aucun cas, ne pouvaient dépasser 30 pour 100. Ainsi, par cet acte, on posait le principe de la concurrence étrangère, on abrogeait les droits protecteurs et prohibitifs, sans avoir entendu les intérêts qui pouvaient en être plus ou moins affectés. Les industriels, les maîtres de forges, les commerçans, furent appelés, non pas à donner leur avis sur un fait souverainement accompli, celui de l'admission sur notre marché intérieur de l'industrie anglaise, mais seulement à s'expliquer sur le reste de protection qui serait maintenu, dans la limite fixée par le traité, aux différentes branches de notre industrie. Nous savons bien toutes les raisons qui ont été données pour justifier cette manière de procéder : elles ont été appréciées

dans la *Revue* avec un esprit de sage libéralisme auquel nous nous plaisons à nous associer, nous qui n'avons cessé de réclamer la réforme de notre législation commerciale dans le sens de la liberté (1); mais, quel que soit le nombre des personnes convaincues que l'action du gouvernement est suffisante pour accomplir le bien, nous persistons à croire que les mesures les plus salutaires gagnent en autorité lorsque le pays leur prête directement son concours. Nous savons toutes les facilités que donne la théorie contraire; nous savons qu'elle rend promptes les résolutions, et aussi prompte l'exécution des projets arrêtés, qu'elle supprime les contestations, qu'elle franchit les obstacles d'une longue et minutieuse délibération. Elle s'appuie sur tous les raisonnemens que d'habitude on fait valoir en faveur de la concentration des pouvoirs, de la simplification des formes législatives, de la limitation de la discussion, pour assurer la liberté et la spontanéité de l'action exécutive. Sans engager une controverse superflue sur un pareil sujet, sans faire ressortir les inconvéniens qui contre-balancent les avantages d'un tel système, nous nous bornerons à faire remarquer qu'il a le tort de mettre en suspicion l'intelligence du pays et de favoriser son éloignement des affaires publiques.

Il ne faut pas l'oublier en effet, l'enquête est une institution des peuples qui se gouvernent; c'est une des formes de la discussion publique concentrée sur un objet déterminé. La procédure qui la met en œuvre n'est donc point indifférente; elle risquerait d'être faussée dans la pratique, si certaines conditions n'en assuraient pas l'indépendance, et si le gouvernement, par son influence, pouvait l'amener à donner un résultat conforme à des vues qu'il aurait conçues *à priori*. Sous ce rapport, nous ne jouissons pas en France de toutes les garanties désirables. Par l'effet d'une tendance, qui nous est naturelle, de réserver un rôle prépondérant au gouvernement, même lorsqu'il s'agit d'une manifestation d'opinion, aujourd'hui comme en 1834, c'est le conseil supérieur du commerce qui dirige les enquêtes relatives à notre régime économique. C'est lui qui fixe l'ordre des questions, qui interroge les déposans, qui recueille les renseignemens et prend des conclusions. Le conseil supérieur est un corps composé d'hommes éminens par les fonctions qu'ils remplissent dans l'état, par leur expérience et par leurs lumières; mais il est nommé par le souverain, et le nombre de ses membres n'est pas limité (2). Il dépend donc du gouvernement d'y

(1) Voyez une étude de M. Léonce de Lavergne sur *le Programme de la Paix*, — *Revue* du 15 février 1860.

(2) Le conseil supérieur du commerce en France est aujourd'hui ainsi composé : MM. Rouher, ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, président;

faire prévaloir par ses choix telle opinion économique à laquelle il croirait devoir rattacher sa politique.

En Angleterre, où l'on a si souvent recours à l'enquête, le pouvoir exécutif se borne à la provoquer. Il n'a pas la prétention d'en soustraire l'organisation au contrôle de l'opinion publique, ni d'en préparer les résultats. Quand la question soumise à ce mode d'investigation est d'un ordre général, le premier ministre, non pas en cette qualité, mais comme membre du parlement, propose aux communes de procéder à une enquête, en détermine l'objet et accompagne sa motion de la présentation d'une liste de personnes qui formeront le comité auquel l'opération sera confiée. L'usage veut que cette présentation soit faite sans aucun esprit de parti, qu'elle comprenne des membres de l'opposition comme des membres siégeant sur les bancs ministériels. Si cette sage impartialité n'était pas observée, ou si la liste proposée omettait quelques personnes notoirement indiquées par leurs connaissances spéciales, la chambre des communes, usant de son droit, car il ne s'agit pour elle que d'une motion, modifierait la proposition, soit par élimination, soit par de nouvelles adjonctions. C'est ainsi qu'on a procédé en 1847, quand le cabinet anglais, pour compléter les grandes réformes de sir Robert Peel, a voulu préparer le rappel de l'acte de navigation de 1651 (1). Nous sommes bien loin de mettre en doute les lumières et l'indépendance du conseil supérieur du commerce en France; mais, l'enquête étant destinée à la manifestation des vœux du pays, le système anglais nous semble plus rationnel que le nôtre.

D'autres différences sont à noter. A l'appui de sa motion, le ministre anglais qui propose l'enquête comme membre du parlement y joint un exposé pour en préciser le but, pour indiquer les circonstances qui la rendent nécessaire. Si dans cet exposé il préjuge le résultat de l'enquête, il est à l'instant même contredit par un

— Baroche, président du conseil d'état; — le duc de Morny, président du corps législatif; — Schneider, vice-président du corps législatif; — Réveil, vice-président du corps législatif; — de Parieu, vice-président du conseil d'état; — Vuillefroy, président de section du conseil d'état; — Dumas, sénateur; — Hubert-Delisle, sénateur; — Michel Chevalier, sénateur; — de Forcade La Roquette, sénateur; — Barbier, directeur-général des douanes et des contributions indirectes; — Herbet, directeur des consulats; — Zappel, directeur des colonies; — Ozenne, directeur du commerce extérieur; — d'Eichthal, banquier; — Germain Thibaut, ancien président de la chambre de commerce de Paris; — Clerc, ancien président de la chambre de commerce du Havre; — Seydoux, manufacturier.

(1) Le comité d'enquête en 1847 était ainsi composé : — M. Ricardo, — sir Robert Peel, — M. Mitchel, — l'alderman Thompson, — M. Villiers, — sir Howard Douglas, — l'amiral Dundas, — M. Lejall, — M. M' Carthy, — M. Thomas Baring, — M. Hume, — M. Liddell, — M. Bright, — sir George Clerk, — M. Milner-Gibson.

membre de l'opposition, qui envisage non-seulement l'objet, mais les motifs de l'enquête, à un tout autre point de vue. Si de ce débat quelque influence préjudicielle devait ressortir, ce ne serait jamais que celle de la représentation officielle de la nation. En France, le ministre qui provoque l'enquête agit comme organe du gouvernement. Il adresse un rapport au souverain, où il expose les questions qu'il veut soumettre à une discussion publique. Sans craindre aucune dissidence, il les pose comme il l'entend, et trace, s'il lui convient, un programme dont la rédaction habilement calculée doit conduire infailliblement au triomphe de sa propre opinion. Enfin le comité anglais, délégation de la représentation nationale, est complétement libre dans ses moyens d'investigation; rien ne limite ses recherches. Il reçoit directement les pétitions, les mémoires des personnes intéressées; il appelle ou accueille tout individu en état de l'éclairer ou de lui fournir d'utiles renseignemens. Aucun de ses membres ne siége dans son sein en qualité de ministre toujours prêt à redresser les allégations supposées inexactes, ou à rectifier, au risque de troubler les déposans, les appréciations plus ou moins fondées qu'ils peuvent faire des actes du gouvernement. Il transmet au parlement, au moyen de communications successives et sous le titre de rapport, les dépositions qu'il a reçues. Qu'on ne s'y trompe pas cependant, ces rapports ne sont que des procès-verbaux détaillés des séances du comité et non un résumé destiné à formuler en conclusions le résultat de l'enquête. Le comité laisse au gouvernement le soin de puiser dans ces documens la justification des réformes qu'il propose et au parlement celui d'y trouver les élémens de son contrôle. En France, le conseil supérieur, présidé par M. le ministre du commerce, n'a d'action sur la marche de l'enquête que par les questions qu'il pose. C'est l'administration qui arrête le programme de ses travaux. C'est elle qui convoque les personnes qui doivent être entendues; c'est elle qui tient et rédige les procès-verbaux. Une fois l'enquête terminée, le conseil délibère sur une série de propositions qui lui sont présentées par son président; puis, les résolutions arrêtées, un rapport est rédigé où la discrétion anglaise n'est pas observée, car les faits et les chiffres y sont analysés et discutés de manière à justifier les réformes que le gouvernement veut introduire dans la législation. Ainsi, du commencement jusqu'à la fin, l'enquête française, qui a pour but la manifestation des besoins et des vœux du pays, reste soumise à l'influence de l'administration. Nous ne nous en étonnons point : l'enquête en France est ce qu'elle doit être avec les institutions que nous avons. Elle se modifiera et se rapprochera du système anglais au fur et à mesure que la France pratiquera dans toute sa vérité le principe du *self government*.

I.

L'enquête ouverte en ce moment devant notre conseil supérieur du commerce embrasse un intérêt de premier ordre, celui de la marine marchande du pays. Devons-nous au régime de protection substituer le régime de liberté? Devons-nous admettre le pavillon étranger à disputer à conditions égales à notre marine nationale le transport des marchandises et des denrées nécessaires à notre commerce et à notre industrie? Quels seront les effets d'un si grand changement sur notre matériel naval, sur nos relations commerciales, sur notre puissance maritime? Rarement un problème plus grand et plus compliqué a été soumis à l'examen et à la controverse du public.

Avant d'entrer dans ce débat, résumons les dispositions qui faisaient, il n'y a pas deux ans encore, le fond de notre législation sur la marine marchande. Cette législation réservait d'une manière absolue le cabotage au pavillon français, tant à l'importation qu'à l'exportation (1). — Elle excluait la marine étrangère du commerce de la France avec ses colonies. — Elle frappait de droits différentiels, c'est-à-dire d'une surtaxe, les marchandises et denrées importées directement des lieux de production par navires étrangers. — Elle surchargeait aussi d'un droit différentiel les importations venant des entrepôts d'Europe, afin de provoquer les voyages lointains. — Enfin elle accordait des primes à la pêche, industrie jugée nécessaire à l'éducation de nos matelots. — N'oublions pas de mentionner qu'outre ces mesures, qui écartaient et rendaient impossible toute concurrence étrangère, un droit de 3 fr. 75 cent. par tonneau de jauge frappe le navire qui n'est pas couvert du pavillon national (2).

Ces dispositions combinaient les trois modes les plus puissans du système protecteur : la prohibition, la faveur et la subvention.

Ce régime n'est pas d'origine française; nous l'avons emprunté aux Anglais. Il se trouve en germe dans l'acte de navigation de 1651, conçu par le génie de Cromwell dans le dessein d'enlever aux Hollandais, appelés les rouliers des mers, le transport maritime dont ils avaient le monopole. Depuis, ce système, constamment fortifié par l'esprit de restriction qui en forme le principe, a puissamment contribué à fonder la prépondérance navale de l'Angleterre. Est-ce la législation dont nous venons d'indiquer les traits principaux qui est soumise à l'enquête? Est-ce sur les modifications qu'elle doit

(1) La marine marchande espagnole seule peut faire le cabotage par suite du traité dit *pacte de famille*.

(2) Loi du 28 avril 1816.

subir pour répondre aux circonstances nouvelles que le gouvernement consulte l'opinion publique? En d'autres termes, est-ce sur le système entier de notre droit maritime qu'il s'agit de prononcer? Non. De tout cet appareil législatif, il ne reste plus que quelques débris à peine suffisans pour qu'on puisse encore juger de ce qu'il était dans son ensemble. La démolition s'est faite rapidement.

A la suite du traité de commerce avec l'Angleterre, soit par des décrets, soit par des lois, notre législation maritime a été radicalement changée. Pour mettre nos industriels et notre commerce en état de soutenir la concurrence étrangère, nous avons dû supprimer les surtaxes d'entrepôt; nous avons même abaissé à 20 et 30 francs les droits différentiels pour le transport direct par navire étranger, suivant que la marchandise est originaire de pays situés en-deçà ou au-delà des caps Horn et de Bonne-Espérance (1).

Une nouvelle loi sur les grains est intervenue, qui substitue au régime compliqué de l'échelle mobile la liberté du commerce. Dans l'ancienne législation, nos intérêts maritimes avaient leur part de protection; elle était de 1 franc 25 centimes, que payaient les bâtimens étrangers par chaque hectolitre de grains, et de 1 fr. 66 cent. par chaque quintal de farine. Dans la nouvelle, cette protection est réduite à 50 centimes. De plus, la surtaxe d'entrepôt est supprimée; elle n'est maintenue que pour les riz, auxquels on a conservé un traitement de faveur suivant leur origine et lorsqu'ils viennent par bâtimens français.

Ces remaniemens de notre législation devaient amener le renversement du pacte colonial. En effet, comment le défendre dans ses monstrueuses exceptions au droit commun, quand par de tels actes on reconnaissait que notre marine n'avait plus besoin de combinaisons artificielles pour maintenir son rang sur les mers? Le pacte colonial fut donc condamné. On accorda à nos possessions d'outre-mer la faculté d'importer par tous pavillons les marchandises étrangères importées en France et aux mêmes droits, et d'exporter les produits coloniaux à l'étranger sous tous pavillons (2), de se servir de la navigation étrangère concurremment avec la navigation française pour leurs échanges avec la métropole, ou de colonie à colonie située en dehors des limites du cabotage. Les importations par navires étrangers aux colonies sont bien encore frappées de droits différentiels de 10, 20 et 30 francs selon la distance; mais ce n'est plus qu'un vestige de l'ancienne protection.

L'œuvre de démolition va vite, et les pierres du monument sous

(1) Loi du 5 mai 1860.
(2) Loi du 9 juillet 1861.

lequel s'abritait depuis deux siècles notre marine marchande se détachent successivement. Ainsi, après le traité de commerce avec l'Angleterre, nous sommes conduits à faire un traité semblable avec la Belgique. L'Italie, l'Allemagne sont aussi admises à conclure des conventions avec nous. Ces arrangemens internationaux ne se font pas sans imposer un sacrifice à notre navigation. On abroge la disposition qui interdisait, afin d'en réserver le transport à notre marine, l'introduction par les frontières de terre des denrées tropicales et des marchandises de grand encombrement. Enfin on supprime la surtaxe de pavillon pour les cotons, les laines, les jutes, les chanvres, les minerais, afin d'en provoquer une plus grande importation, dût-elle être acquise au moyen de la marine étrangère et au détriment de la nôtre.

Tels sont les faits accomplis après lesquels s'ouvre l'enquête! Que ceux qui s'y présentent élèvent des réclamations, qu'ils fassent quelque proposition d'accommodement; n'ont-ils point à prévoir qu'on leur répondra par le terrible mot des révolutions : *Il est trop tard?* Ne nous étonnons donc pas si quelques organes des intérêts maritimes ont fait entendre dans leurs dépositions autant de plaintes que de renseignemens.

Cependant, même dans les circonstances où elle intervient, l'enquête n'est pas sans importance, et mérite l'attention du public. Le rapport à l'empereur de M. le ministre du commerce, qui a en quelque sorte inauguré cette opération, malgré une apparence d'impartialité habilement ménagée, trahit la pensée du gouvernement. Si l'on suit dans ce document l'exposé des faits, on est amené à conclure que la France peut sans danger adopter le principe de la libre concurrence en matière de navigation. Cette proposition faisait aussi l'objet de l'enquête de 1847 en Angleterre. Les questions qui y furent débattues étaient celles que nous voyons figurer dans le questionnaire français. Deux courans d'idées se produisirent chez nos voisins d'outre-Manche : l'un, celui des armateurs et des constructeurs, s'efforçait de mettre en lumière les heureux effets de l'acte de navigation; c'était à lui qu'ils attribuaient la puissance navale de l'Angleterre et sa prépondérance sur les mers. Admettre la concurrence étrangère était à leurs yeux compromettre de si grands biens. Était-il politique, disaient-ils, de renoncer à un régime qui leur avait permis d'enlever à la Hollande le monopole des transports? Sans méconnaître les ressources particulières dont ils étaient pourvus pour leurs armemens, ils signalaient des parties pour lesquelles ils étaient moins bien partagés que leurs rivaux, telles que la main-d'œuvre, les gages d'équipage, les provisions de bord, leur construction plus chère que celle des chantiers de la Baltique et des États-Unis, leurs

frets plus élevés que ceux des Hollandais, des Suédois, des villes anséatiques, tous peuples naviguant à bien meilleur marché. Les défenseurs de la législation s'accordaient à dire que, si l'acte de navigation avait imposé au pays des sacrifices par l'augmentation de prix des matières premières et des substances alimentaires, renchéries par l'absence de toute concurrence dans les transports, ces sacrifices avaient été largement compensés par cette race de hardis marins née sous l'influence de cette politique commerciale, race *qui avait fait triompher l'Angleterre à Trafalgar, et sans laquelle Waterloo n'aurait pas été possible.* Croire constituer une puissance navale sans marine marchande est aussi insensé que de vouloir récolter sans avoir confié des grains à la terre (1).

Une autre opinion se produisait, c'était celle des économistes, des libre-échangistes, des négocians et des manufacturiers. Eux aussi étaient pleins de reconnaissance et d'admiration pour les institutions maritimes de Cromwell; mais elles avaient atteint leur but, et, selon eux, le moment était venu de jouir amplement des conquêtes qu'on leur devait, en supprimant les restrictions dont elles avaient embarrassé l'essor de la production anglaise. L'Angleterre, disaient-ils, doit beaucoup sans doute de sa grandeur à la suprématie de ses flottes; mais ne doit-elle rien à son commerce, qui s'est fait le pourvoyeur du monde entier, et à son industrie, qui a multiplié le nombre et varié la nature de ses produits de manière à satisfaire les besoins de tous les peuples? Ce serait un anachronisme inexplicable pour le bon sens pratique anglais que de maintenir en faveur de la marine un système de protection vieux de plus de deux siècles, lorsque l'ordre de choses qui le rendait rationnel est complétement changé, lorsque l'on a consenti, par le rappel des lois sur les céréales, à subordonner l'alimentation de la nation aux ressources fournies par l'étranger, lorsque par la réforme la plus radicale on a livré l'industrie anglaise à la concurrence de tous les peuples. Par logique et par justice, une fois entré dans cette voie, le gouvernement anglais doit donner au travail national les meilleures conditions de production, et lui assurer par la rivalité des marines l'importation des matières premières et l'exportation des objets fabriqués au meilleur marché possible. D'ailleurs, ajoutaient ceux qui s'exprimaient ainsi, nous avons foi dans le principe de liberté, nous croyons qu'un mouvement commercial auquel concourront toutes les marines du monde, loin de nuire à notre navigation, la stimulera et lui fournira des élémens d'activité qui en peu d'années doubleront sa force.

(1) Voyez l'enquête anglaise de 1847, cinquième volume, p. 96.

Tel est en résumé l'esprit de l'enquête anglaise. Sauf le détail, nous verrons les mêmes idées, les mêmes craintes, les mêmes espérances se reproduire dans l'enquête française, mais se dégageant d'une situation malheureusement bien différente. En relisant les procès-verbaux de l'enquête anglaise, on est frappé de n'y trouver nulle part le signe de quelque préoccupation à l'endroit de la marine française. Nos armateurs et nos constructeurs font plus d'honneur à l'Angleterre, c'est principalement d'elle qu'ils s'occupent, c'est sa rivalité qui leur paraît surtout menaçante.

Nos chambres de commerce des ports ont désigné des délégués qui ont comparu devant le conseil supérieur. Leur déposition était dirigée par un questionnaire divisé en cinq chapitres, savoir : *le navire, l'équipage, les règlemens maritimes, la législation douanière, le cabotage.* Suivons le même ordre, en ne nous arrêtant, bien entendu, qu'aux points principaux.

Les représentans des ports français n'ont eu qu'une même opinion sur l'état de notre construction navale. Notre construction est plus chère que celle des autres peuples. Il n'est pas facile de préciser de combien est cette différence, car la valeur d'un bâtiment dépend de la durée. Un navire construit au Canada coûte très bon marché, mais l'existence en est très courte; un bâtiment dont la charpente est en bois de teck est d'un prix bien autrement élevé, mais l'existence d'un tel navire est de plus de vingt ans.

Notre infériorité à ce sujet s'explique par plusieurs causes. Le fer, qui tend chaque jour à entrer pour une plus grande proportion dans l'architecture navale, se paie en Angleterre moins cher qu'en France. On y obtient aussi, sans surcharge de droits de douane, tous les objets qui servent à l'armement d'un navire, et les constructeurs, dans leurs rapports avec les ouvriers, n'ont d'autre loi à subir que celle de l'offre et de la demande. A la suite de l'enquête de 1847, faculté a été donnée au commerce anglais de nationaliser en franchise les bâtimens achetés à l'étranger, et il saisit toutes les occasions favorables, malgré ses immenses ressources, d'accroître par ce moyen son matériel naval.

Un bâtiment construit en France dans de bonnes conditions, et de la jauge de 400 à 500 tonneaux, revient de 400 à 500 francs le tonneau. L'écart entre ces deux prix est plus ou moins grand selon le nombre de rechanges qu'exige l'armateur. L'existence moyenne des navires de première classe, auxquels s'applique ce prix, ne dépasse pas douze ans.

Les constructeurs de la Tyne varient leur prix suivant le classement qu'on veut obtenir au Lloyd. Les bâtimens pour treize ans, de première classe, se paient 437 francs par tonneau; ceux pour dix

ans, 312 francs 50 centimes, et ceux pour huit ans, 262 francs (1). Le Canada fournit à l'Angleterre des navires de peu de durée, il est vrai, mais bien moins chers que ceux de dernière classe qu'elle construit chez elle. Ses ateliers ont un outillage complet, de grands approvisionnemens de bois et de matériaux, grâce aux capitaux dont l'Angleterre dispose. On cite un constructeur à l'embouchure de la Tyne qui a créé, comme auxiliaires de son industrie, de hauts fourneaux de mine de fer à cinquante milles seulement de son établissement. Des bateaux à hélice, construits par lui, amènent en moins de deux heures des minerais de Stuith et du combustible qui ne lui coûtent que les frais d'extraction. Il est tout à la fois producteur et consommateur, et emploie la fonte qu'il a transformée en fer dans ses fourneaux. En Amérique, dans les chantiers de Boston, de Baltimore, de New-York et de la Delaware, on obtient à des prix de 25 à 30 pour 100 inférieurs à ceux de France et d'Angleterre (le Canada excepté) les navires de moyenne et de grande capacité propres au long cours (2). En Danemark, en Prusse, en Russie, où la main-d'œuvre coûte moins que chez nous, on construit avec le sapin du sol, dont la rigidité et la durée sont renommées, des bâtimens qui, sans doublage en métal, ne reviennent que de 130 à 140 francs le tonneau.

On pourrait croire, par les prix que nous venons de citer, que pour la construction des navires de première classe nous ne payons pas plus cher que les Anglais; mais il faut remarquer que les bâtimens de cette catégorie construits chez eux avec les bois compactes de leurs possessions de l'Inde et de l'Afrique, chevillés et doublés avec du fer et du cuivre qu'ils emploient dans une plus grande proportion que nous, durent dix-huit et vingt ans, tandis que l'existence des nôtres ne dépasse pas douze ans en moyenne. De là une différence en leur faveur dans la somme affectée à l'intérêt et à l'amortissement qui fait disparaître cette prétendue égalité de prix.

Les causes de notre infériorité sont nombreuses. — En première ligne, nous mentionnerons les droits de douane qui pèsent sur la plupart des matières et des objets qui servent à la construction et à l'armement des navires. De ce seul chef, on calcule que les chaînes, les ancres, le clouage, le chevillage et le doublage nous reviennent de 25 à 38 pour 100 plus cher qu'aux Anglais (3). Aussi tous les délégués des ports ont-ils demandé le rétablissement du décret du 17 octobre 1857, qui permettait l'entrée en franchise de tous ces objets.

Une autre cause de cherté, c'est l'immatriculation des ouvriers

(1) *Revue maritime et coloniale*, juillet 1862.
(2) Mémoire de la chambre de commerce de Morlaix (1862).
(3) *Ibid.*

des chantiers dans l'inscription maritime. Exposés à être levés pour le service de l'état, transportés d'un lieu à un autre, séparés de leurs familles, retenus plus ou moins longtemps loin de leurs foyers, les éventualités d'une pareille sujétion, quoique compensées par certains avantages, les effraient, et le nombre en est très restreint; mais, les constructeurs ne pouvant employer que ces ouvriers, ceux-ci leur font la loi, et le prix de la main-d'œuvre dépend de leur volonté. Qu'un besoin pressant surgisse dans les arsenaux, à l'instant une levée dépeuple nos chantiers de commerce de leurs charpentiers, de leurs calfats, de leurs perceurs, et ceux qui restent demandent, pour continuer à travailler, des prix exorbitans, qu'il faut bien leur accorder, si on ne veut pas interrompre la construction. Pendant la guerre de Crimée, il est arrivé plus d'une fois que les bras ont absolument manqué à nos constructeurs (1).

Ce régime exceptionnel du chantier français se fait sentir pendant toute l'existence du navire, car les frais d'entretien et de réparation subissent le même renchérissement que les travaux neufs. Voici un exemple qu'en donne la chambre de commerce de Marseille. Un navire français de 937 tonneaux de jauge est caréné, calfaté et doublé à Londres, et le compte de cette réparation s'élève à 6,972 fr. 50 cent., tandis qu'un autre bâtiment, jaugeant seulement 699 tonneaux, pour une réparation absolument identique faite à Marseille, dépense 12,003 fr. 70 cent., ce qui constitue une différence de 56 pour 100 à l'avantage du chantier anglais.

Quel remède propose-t-on à cet état de choses? Tout naturellement de déclasser les ouvriers des constructions navales; mais à cette proposition les défenseurs de l'inscription maritime opposent de vives objections. « Il est indispensable, disent-ils, que l'industrie privée forme des charpentiers, des calfats, des poulieurs, si on ne veut pas exposer l'état, dans le moment où notre politique exige de grands armemens, à manquer de cette classe d'ouvriers qu'on n'improvise pas, et qu'on ne remplace pas même à force d'argent. D'ailleurs cette brèche faite à l'inscription maritime n'entraînerait-elle point sa ruine? car si les raisons sur lesquelles les constructeurs s'appuient pour obtenir la liberté de leurs ouvriers sont fondées, les armateurs ne seront-ils pas en droit de les invoquer aussi pour la formation de leurs équipages? Qu'on y prenne garde, cette réforme serait plutôt nuisible qu'utile à nos constructeurs. Il est bon que les ouvriers qu'ils emploient passent quelques années dans les

(1) Un constructeur à cette époque s'est trouvé, faute d'ouvriers, dans l'impossibilité d'exécuter des marchés qu'il avait avec le ministère de la marine. Enfin on lui donna l'autorisation de faire venir des ouvriers belges, et il fallut leur payer un salaire de 8 francs par jour. (Déposition de M. Guibert, de Nantes, dans l'enquête de 1862.)

arsenaux. Ils en reviennent plus aptes, plus habiles, plus expérimentés et mieux disciplinés; ils y puisent un enseignement professionnel qui tourne à l'avantage des chantiers de l'industrie privée. »

Ces observations ne sont pas sans portée : elles ont amené une proposition moins radicale, qui consisterait à autoriser un certain nombre de jeunes gens du recrutement à travailler, pendant le temps de leur service militaire, aux constructions navales. Ces jeunes gens seraient dans les chantiers de la marine au lieu d'être aux régimens; mais ils n'obtiendraient cette faveur qu'à de certaines conditions garantissant leur aptitude à faire de bons ouvriers. Très probablement le plus grand nombre d'entre eux, après l'expiration de leur temps de service, resteraient attachés à l'industrie dont ils se seraient occupés pendant plusieurs années. Ils deviendraient ainsi les auxiliaires des ouvriers inscrits, comme les hommes du recrutement embarqués sur nos vaisseaux le sont de nos marins des classes. Ces questions en devaient faire naître une autre d'une bien plus grande importance : pourquoi n'accorderait-on pas à nos armateurs la faculté d'acheter leurs navires à l'étranger?

Lorsqu'on a fait la réforme de notre législation commerciale, lorsque par les traités de commerce avec l'Angleterre et la Belgique on a mis notre industrie aux prises avec l'industrie de ces pays, on a reconnu qu'il était de toute justice, pour que les armes fussent égales, de donner à nos manufactures les matières premières en franchise de droits. Comment ne procéderait-on pas de même à l'égard de notre marine marchande, si on veut la livrer à la concurrence des pavillons étrangers? Pour elle, la matière première, c'est le navire; il faut qu'elle puisse se le procurer aux meilleures conditions possibles. Aujourd'hui un navire étranger ne peut être francisé que moyennant 25 francs par tonneau de jauge, s'il est en bois, et 70 francs, s'il est en fer. Qu'on supprime ce tarif; outre l'économie qui en résultera pour nos armemens, nous aurons la possibilité d'affecter des constructions spéciales à des opérations spéciales, comme les navires du Canada, qui, quoique de peu de durée, peuvent rendre des services réels, si leur destination est bien choisie. Cette mesure n'aura rien d'injuste quand de leur côté nos constructeurs pourront introduire en franchise de droits les matières nécessaires aux constructions navales, et qu'on les aura délivrés d'une partie des entraves qui gênent leurs rapports avec les ouvriers.

Cette opinion, soutenue par la plupart de nos armateurs, est vivement combattue par les constructeurs. Notre commerce maritime emploie principalement, disent-ils, des bâtimens de médiocre qualité; or, pour cette classe de navires, ils sont hors d'état de lutter contre les constructions étrangères. Et dans quel moment veut-on

les mettre à une pareille épreuve? Précisément quand leur industrie est en grande souffrance. Notre marine marchande possède un matériel de 1 million de tonneaux en 4,800 navires, sur lesquels 1,640 sont âgés de douze à vingt ans. Les pertes annuelles sont de 3 1/2 pour 100 environ. Pour maintenir notre marine dans son état actuel, il faudrait construire par an 80,000 tonneaux. Eh bien! en 1859, on n'a construit que 24,000 tonneaux; en 1860, 10,500 tonneaux; en 1861, 7,000 tonneaux, et on évalue seulement à 4,500 tonneaux la part de l'année 1862 (1). Comment irait-on, dans un tel état de malaise, exposer notre industrie au choc de l'industrie étrangère? Ce serait vouloir fermer nos ateliers, supprimer le travail de trente mille ouvriers de toute profession, dont les familles forment une population de cent mille âmes. Les constructions neuves venant à manquer, les réparations même deviendraient impossibles ou devraient se faire à l'étranger, car, incertains d'être toujours occupés et payés, les hommes de nos chantiers se disperseraient bien vite dans les autres professions.

Ce n'est là pourtant que le côté industriel de la question: il en est un autre tout politique et d'une bien plus grande importance. Supposons la *francisation* des bâtimens étrangers. Nous ne pouvons nier qu'à la suite d'un pareil acte se dérouleront les conséquences dont s'effraient les constructeurs. C'est par les chantiers du commerce que les ouvriers arrivent des classes dans les arsenaux. Si la construction s'arrête, on ne peut plus compter sur ce mode de recrutement. Comment alors le gouvernement pourra-t-il suffire à toutes les nécessités? Comment, borné à ses seules ressources, fera-t-il face à tous les événemens? Jusqu'à présent il n'a pu se passer du concours de l'industrie privée: il a reconnu que nos constructeurs travaillaient à bien meilleur marché que les ateliers de l'état; il a constaté qu'ils réussissaient à construire certains bâtimens, et il leur a confié l'exécution de nombreuses chaloupes-canonnières, de bateaux-avisos et de corvettes. Faudra-t-il qu'il renonce à cette précieuse assistance? N'a-t-il pas au contraire tous motifs de s'assurer de ce côté un concours chaque jour plus actif? Ne faut-il pas aussi prévoir le cas d'une guerre maritime? Lorsque les mers seront parcourues par les flottes ennemies, comment le commerce se procurera-t-il les bâtimens dont il aura encore l'emploi? Sera-t-il possible de rétablir du soir au lendemain les chantiers qu'on aura laissé fermer, de refaire un outillage, de reconstituer les approvisionnemens en matériaux qui doivent être amassés de longue main pour être utilement employés par l'industrie navale? Voilà cependant les

(1) Déposition de M. Guibert, de Nantes.

terribles éventualités qu'on braverait par l'adoption de la mesure proposée.

La liberté est un principe fécond en économie politique, et nous désirons vivement qu'elle étende son influence à toutes les branches de la législation commerciale; mais il est des intérêts que l'homme d'état ne peut soumettre toujours à l'application de ce grand principe : ce sont ceux qui touchent à l'indépendance et à la puissance du pays.

II

Le chapitre du questionnaire relatif aux équipages n'a pas soulevé d'aussi graves questions. Nous avons besoin pour manœuvrer nos navires d'un nombre d'hommes plus considérable que les principales marines étrangères. Les Américains n'emploient qu'un matelot sur 25 tonneaux, les Norvégiens, les Hanovriens, les peuples de la Baltique et de la Mer du Nord qu'un homme par 19 tonneaux, l'Angleterre et la Hollande un homme par 15 et 16 tonneaux, tandis que nos équipages sont formés sur la base d'un homme par 12 tonneaux (1). Ce n'est pas l'insuffisance des forces physiques de nos marins qui occasionne cette surcharge de bras. Voici comment la chambre de commerce de Morlaix l'explique :

« Avec plus de développement de gréement, une mâture plus élevée, plus de vergues et plus de surface de voilure, nos navires exigent plus de bras que les navires étrangers.

« A l'époque encore peu ancienne où la France commençait à devenir une puissance navale, la marine de l'état empruntait à celle du commerce des navires qui, après avoir reçu un emploi et une sorte d'armement de guerre, revenaient à leur première destination, pour être plus tard nolisés encore une fois par le gouvernement. De là sont nés le penchant et l'habitude contractés par nos capitaines d'imiter ou même de continuer dans le travail du matelotage et dans l'établissement de leur gréement le type que leur offraient, comme par prévision, les navires de l'état, et qui, pour la plupart d'entre eux, était devenu en quelque façon usuel.

« Au surplus, il était fort naturel que le fait que nous venons de remarquer se produisît en France. Chez les peuples où la marine militaire prédomine, c'est la marine marchande qui l'imite, et le contraire doit avoir lieu lorsque, comme chez les Américains, c'est la marine marchande qui règne. »

Le remède à cet état de choses est à la disposition de nos armateurs et de nos capitaines, qui doivent réagir contre ces vieilles

(1) Nous puisons ce renseignement dans un rapport très curieux de M. de Bois-le-Comte sur le commerce et la marine de la Hollande. (Ministère des affaires étrangères.)

traditions et rechercher des conditions plus économiques de navigation. En général, les capitaines de notre marine marchande sont supérieurs en théorie, mais peut-être en pratique le cèdent-ils aux Américains et aux Anglais (1). Avant de commander, nos officiers subissent des examens sur la trigonométrie sphérique, l'algèbre, la géométrie, l'arithmétique. En Amérique, ces conditions ne sont pas exigées; en Angleterre, les officiers de première classe doivent dans la pratique prouver leur aptitude au commandement d'un navire en pleine mer; comme théorie, ils ont à présenter les calculs nécessaires, si l'on veut déterminer exactement la position du navire.

Le programme de nos examens éloigne un grand nombre de jeunes gens de la carrière maritime. La science de ceux qui triomphent dans ces épreuves reste bien souvent sans emploi. Il y aurait tout avantage à remplacer une partie des études théoriques par une plus grande pratique de la navigation. Nul n'est admis à commander au commerce s'il n'a servi trois ans à bord des vaisseaux de l'état. Rien de mieux; cette condition peut contribuer à faire de nos jeunes officiers de bons marins et leur donner une certaine expérience; mais on n'obtiendra pas ce résultat, si, comme on l'a déclaré à l'enquête, on leur apprend seulement sur les bâtimens de guerre à tirer le canon et à faire l'exercice (2).

Ces observations touchaient aux règlemens administratifs, troisième chapitre de l'enquête. Nous ne relèverons pas dans les dépositions recueillies tous les faits qui dénoncent une fois de plus la manie réglementaire de notre administration; nous en citerons seulement quelques-uns.

On se sert dans toutes les marines étrangères du code Marryat; la marine française l'avait adopté. Il y a trois ans, le ministre de la marine a imposé le code Reynolds, que tous les capitaines sont obligés d'acheter, quoiqu'ils ne s'en servent pas. Les bâtimens sont astreints à une sorte de fanal, à un cornet comme celui des chemins de fer, à une cloche d'une forme et d'un poids déterminés. Des inspections ont lieu pour juger si tous ces objets ont leurs conditions réglementaires. La cloche doit peser 20 kilogrammes; si elle pèse 19, il faut la renvoyer au fondeur pour lui donner le kilogramme qui lui manque. On prescrit jusqu'à la dimension des lettres qui servent à inscrire le nom du navire sur la dunette.

A côté de ces règlemens, qui ne sont qu'un mode de tracasserie administrative, il en est d'autres d'une plus grande portée, qui, dans l'esprit des auteurs, sont destinés à fortifier l'inscription mari-

(1) Déposition de MM. Chalès et Le Pomellec.

(2) Déposition de M. Chalès, ancien capitaine de navire.

time. La discussion de ces derniers est chose grave, et M. le ministre de la marine a fait tout ce qu'il a pu pour l'écarter, ne voulant pas exposer notre puissance navale à être ébranlée dans ses fondemens. Dans cette intention, il a pris de lui-même l'initiative des réformes que le commerce maritime pouvait lui demander; il a sensiblement amélioré la position des gens inscrits; il a exonéré nos armemens de charges inutiles. Ces actes d'une habile prévoyance méritent d'être cités.

Les marins qui ont six ans de service à bord des vaisseaux de l'état depuis leur inscription ne peuvent plus être levés qu'en vertu d'un décret impérial (1). C'est tout à la fois donner à nos hommes de mer une garantie et à nos armateurs plus de facilité pour composer leurs équipages. En outre il est établi comme règle invariable que les levées prendront d'abord les hommes qui n'ont pas encore servi l'état, et seulement après ceux qui n'ont point complété leur temps de service. La même mesure accorde des sursis de levée en faveur de l'aîné d'orphelins de père et de mère, de celui qui a un frère au service, du fils aîné d'une femme veuve ou d'un père aveugle entré dans sa soixante-dixième année (2). Jusqu'à ce moment, ces exemptions dépendaient de la volonté des autorités maritimes; les faire résulter d'un droit, c'est un véritable bienfait pour notre personnel naval. Le même désir d'adoucir le régime des classes a fait créer des primes de réadmission au service de la flotte. C'est un moyen efficace de conserver dans la marine impériale des hommes d'élite et d'y entretenir les bonnes traditions (3).

A ces sages mesures, le ministre en a ajouté d'autres, d'un effet plus direct, sur notre marine marchande. Jusqu'à présent, quand un capitaine marchand demandait dans un port étranger à être réexpédié pour un autre voyage, le consul adressait cette demande au ministre de la marine, qui ne l'accueillait qu'à la condition du réarmement du navire, condition qui entraînait des dépenses et des lenteurs incompatibles avec la nature des opérations commerciales. Aujourd'hui les consuls peuvent, avec un simple visa au rôle, expédier pour toute destination les navires dont l'équipage a souscrit l'engagement de suivre le bâtiment dans toutes ses escales, ou qui consent à entreprendre le nouveau voyage, lorsque la proposition lui en est faite. De même, si un navire rentre en France dans un autre port que celui de son armement, le voyage intermédiaire qu'il est obligé de faire pour revenir à son point de départ n'est plus considéré comme navigation de cabotage, et le même rôle reste valable, sauf

(1) Décret du 30 septembre 1860.
(2) Décret du 25 juin 1861.
(3) *Ibid.*

le règlement des salaires déjà acquis (1). Ce sont là de précieuses innovations pour nos armateurs, car leurs navires y trouvent la possibilité de parcourir toutes les mers du globe sans solution de continuité dans leur armement et de prendre une part plus grande à l'intercourse avec la Grande-Bretagne et ses colonies, les navires étrangers étant admis dans ses ports au traitement national en vertu de l'acte de navigation de 1849.

Des facilités ont été accordées aussi pour la composition des équipages. On peut embarquer en remplacement de mousses des novices âgés de moins de dix-huit ans et sans précédent à la mer, ce qui modifie le décret du 23 mars 1852 dans cette disposition qui obligeait les novices de justifier à l'âge de seize ans de dix-huit mois de navigation pour être embarqués. Enfin les autorités maritimes sont ramenées à l'observation de l'acte de navigation de 1793, qui permet d'introduire dans les équipages un quart de matelots étrangers (2).

M. de Chasseloup-Laubat, on le voit par l'énumération de ces mesures, a voulu laisser le moins à dire, le moins à réclamer aux représentans des ports de commerce. En prenant ainsi les devans, M. le ministre de la marine aura-t-il réussi à mettre hors de cause dans l'enquête l'inscription maritime? Lorsque cette question a été abordée par quelque côté, M. le président du conseil supérieur du commerce s'est empressé de dire qu'elle n'était pas en discussion. Cependant comment pourrait-on traiter des conditions de la marine marchande sans parler de l'institution dont elle est la base? Est-ce que la prospérité de notre navigation commerciale n'est pas le plus sûr élément de notre marine militaire? Comment justifierait-on l'immixtion incessante de l'administration dans les rapports des armateurs avec les gens de mer, si ce n'est par la protection que l'état doit aux marins qui dans un moment donné armeront ses vaisseaux? De leur côté, nos armateurs ne peuvent-ils pas accuser cette protection d'être la cause pour eux de difficultés et de charges dont leurs concurrens étrangers sont affranchis? Qu'on ne se fasse donc pas illusion : la voie de réforme dans laquelle on semble entrer conduit infailliblement à toucher plus ou moins profondément à l'inscription maritime. Jusqu'à présent, nous devons le dire, les représentans des ports, qui ont, comme M. le ministre de la marine, le pres-

(1) Circulaire du 9 juillet 1861.

(2) Le rétablissement de cette ancienne règle ne suffit pas pour nous mettre dans une situation analogue à celle de plusieurs marines rivales. En Angleterre, en Belgique, en Danemark, en Hollande, en Norvége, en Prusse, en Suède et dans les villes anséatiques, aucune restriction n'existe pour la composition des équipages, sauf pour quelques-unes de ces nations qui exigent que le capitaine soit du pays.

sentiment du redoutable problème que posent ces questions, les ont traitées avec les plus grands ménagemens. Les économistes toutefois n'auront pas la même réserve. Pour obtenir l'assimilation des pavillons qui est dans la logique de leurs principes, ils n'hésiteront pas à pousser à la réforme de l'inscription maritime. Ils n'imiteront pas leur maître Adam Smith, qui, dans l'intérêt de la puissance de son pays, dérogeant à toutes ses doctrines, défendait l'acte de navigation de Cromwell avec son cortége de restrictions et de prohibitions (1).

Avant de quitter cette partie de l'enquête, nous devons citer un règlement auquel notre navigation peut imputer une part de son infériorité; nous voulons parler de notre méthode de jaugeage. Un navire français jaugé officiellement 650 tonneaux ne porte réellement que ce tonnage quand il est complétement chargé. Un bâtiment américain de la même jauge officielle prend une cargaison de 800 tonneaux. Que ces deux navires naviguent en concurrence, on comprend l'avantage énorme du navire américain. Non-seulement il perçoit un fret sur 150 tonneaux de plus, mais se trouve en outre exonéré pour ce même tonnage de droits de douane, de tonnage, de greffe, de bassin, de pilotage, de remorquage, etc., qui pèsent sur tout le chargement du bâtiment français.

L'excellent mémoire de la chambre de commerce de Morlaix donne l'explication de cette différence entre le port effectif de ces deux navires. « Aux États-Unis, pour obtenir la jauge d'un navire qui sort des chantiers, on mesure la longueur et la largeur, et après avoir multiplié ces deux facteurs l'un par l'autre, on en multiplie le produit par la moitié seulement de la largeur déjà trouvée, et le tout, alors divisé par 94, le diviseur commun à toutes les nations, représente la capacité officielle du navire. Or du premier coup d'œil rien n'est plus facile que de saisir les conséquences de ce mode si favorable aux intérêts des armateurs américains, qui, pour obtenir la plus petite jauge possible, sont conduits à donner à leurs bâtimens le moins de largeur qu'ils peuvent en recevoir, afin qu'il leur soit permis d'augmenter le creux sans risque d'accroître le total de la capacité légale. » Les Anglais ont une autre règle de jaugeage, mais qui donne les mêmes résultats. On s'étonne que l'administration française n'ait pas encore réformé sa méthode, si défavorable à l'intérêt de nos armateurs.

(1) *Des Richesses des nations*, t. II, p. 47.

III.

Quelle a été l'influence de la législation douanière sur notre marine marchande? Cette question devait, dans l'enquête, soulever les plus vives réclamations. Nous avons déjà fait connaître les mesures prises depuis 1860, qui ont profondément changé les droits de navigation. La première de toutes fut la suppression de la surtaxe d'entrepôt. Avant les réformes douanières, cette surtaxe était calculée de manière à favoriser l'importation des lieux de production et à conserver à notre marine le transport direct. Quoique moins élevée sur nos tarifs que la surtaxe de provenance d'origine, elle l'était plus en fait, car la marchandise tirée des entrepôts avait de plus à supporter des frais d'escale, d'embarquement et de débarquement. D'accord avec le gouvernement, et à l'occasion de la loi du 5 mai 1860, le corps législatif a supprimé, à titre d'essai, la surtaxe d'entrepôt (1). Cette expérience a-t-elle donné de bons résultats? Non, disent les représentans des ports, et à l'appui ils signalent quelques faits qui, selon eux, sont des symptômes alarmans. Avant cette suppression, les jutes de l'Inde n'arrivaient en France que par bâtiment national. En 1860 et 1861, il en fut importé 35 à 36,000 balles, soit environ 8,000 tonneaux de mer. Sous la nouvelle législation, notre marine n'a plus transporté que 6,400 balles venant directement de l'Inde, 16,000 l'ont été par bâtimens étrangers, et le surplus de notre consommation nous a été fourni par les entrepôts anglais (2). La possibilité de réexpédier cette marchandise sur la France a nui à nos armateurs et a profité aux Anglais, qui en ont accumulé des quantités chez eux, certains de nous les adresser au fur et à mesure de nos besoins (3); mais cette importation est insignifiante, dit-on, et ne mérite pas d'entrer dans la discussion (4). Continuons donc l'analyse des faits.

Nous avons reçu directement par navires français, dans l'année qui a précédé la réforme, 87,781 balles de riz. A la suite de la mauvaise récolte de 1861, cette importation s'est élevée à 172,000 balles; mais sur ce chiffre, malgré la surtaxe de 18 francs par tonne, la part du pavillon étranger a été de 107,000 balles, et la nôtre seu-

(1) Déposition de M. Arman, délégué de la chambre de commerce de Bordeaux et député.

(2) Déposition de M. Chalès, délégué de la chambre de commerce de Bordeaux.

(3) C'est ainsi que le stock, qui était en Angleterre de 189,000 quintaux métriques en 1861, s'est élevé en 1862 à 248,287 quintaux.

(4) Cette observation est de M. le ministre du commerce, qui discute volontiers avec les déposans.

lement de 65,000, c'est-à-dire de 20,000 balles de moins que sous le précédent régime, et quoique le mouvement général ait été plus considérable. Les laines d'Australie, dont le transport serait de nature à motiver des relations directes avec le lieu de production, sont admises sans surtaxe, venant des entrepôts d'Europe. Pour arriver à notre consommation, elles passent par l'Angleterre et la Belgique. En 1861, sur une importation totale de 567,000 quintaux, 152,000 nous ont été expédiés par l'Angleterre, et dans les six premiers mois de cette année, sur 121,000 quintaux entrés, nous en devons 37,000 à son entremise. On voit par ces exemples que le changement de régime n'est pas à l'avantage de notre commerce maritime.

De tous les actes récemment accomplis, celui qui a suscité les plus vives plaintes, c'est le décret du 24 juin 1861. Quelques explications sont nécessaires pour faire apprécier la portée de ce débat. La loi des sucres avait établi un droit différentiel de 20 et 30 francs par tonneau de jauge, selon que l'importation par pavillon étranger s'opérait d'au-delà ou d'en-deçà des caps. En outre les sucres venus par bâtimens français étaient seuls admis à jouir de la faculté du *drawback*, c'est-à-dire du remboursement des droits payés à l'entrée, quand ils étaient réexportés après leur transformation en sucres raffinés. Cette combinaison, qui est l'équivalent de la mise en entrepôt fictif de la marchandise, avait le double but d'aider nos raffineurs à soutenir au dehors la concurrence étrangère et de protéger notre marine, puisque le sucre qu'elle transportait profitait seul du *drawback*. Une fois cependant notre traité de commerce avec la Belgique signé, le gouvernement s'est préoccupé des effets que ces dispositions pouvaient avoir à l'avantage de l'entrepôt d'Anvers et au détriment de notre commerce. N'y avait-il pas à craindre que ce port belge, si près de nos frontières, ne devînt un grand centre d'importation de sucres étrangers arrivés par tous pavillons, et d'où, après avoir reçu le travail du raffinage, ils reflueraient sur notre territoire, au grand préjudice de notre industrie et de notre commerce maritime? Pour prévenir cette éventualité, le décret du 24 juin fut rendu. L'article 2 étend aux sucres étrangers importés par navires étrangers la faculté du *drawback*. Cette mesure fut diversement jugée. Les raffineurs et les négocians des ports y applaudirent; les armateurs au contraire élevèrent les plus vives réclamations. Voici la cause de cette divergence d'opinion.

Dans le cas qui nous occupe, le *drawback* est plus qu'une restitution de droits. Moyennant une réexportation de 76 kilog. de sucre raffiné, le trésor consent à rembourser les droits de 100 kilog. bruts, quoiqu'il soit certain que ces 100 kilog. ont produit non pas 76, mais bien 85 à 90 kilog. de sucre raffiné. Il reste ainsi un excédant

de 15 à 20 kilog. de matière première dans les mains des raffineurs, qui, même sans réexportation, est libre de tous droits.

Ce bénéfice, appelons-le par son véritable nom, est une prime réelle. Cette prime, on le comprend, sera d'autant plus importante que les droits payés à l'entrée du sucre brut seront plus élevés. Aussi que feront les raffineurs? Ils prendront de préférence pour leur travail le sucre étranger importé par pavillon étranger, puisque les droits à rembourser sont de 32 à 33 francs, plutôt que les sucres venus par navires français aux droits de 30 francs. Ainsi se trouve détournée au profit de la marine étrangère la protection que la loi avait voulu réserver au pavillon français. Cette situation est encore aggravée par d'autres circonstances. Le traitement fait à notre marine à Cuba et dans les colonies hollandaises lui ôte la possibilité de disputer à la marine de ces pays le transport des sucres que nous y achetons. Nos navires paient des droits différentiels à l'entrée et à la sortie dont les bâtimens de ces puissances sont affranchis. Pour caractériser cet état de choses, on a cité un fait bien significatif : des vins de Bordeaux ont avantage à aller à Amsterdam et à Rotterdam s'y charger pour être transportés à Java plutôt que de s'expédier de nos ports. Un armateur de Marseille a relevé les droits et frais payés par un navire français à La Havane, comparés à ceux payés par un navire espagnol. Il en résulte que le premier paie 789 piastres, et le second seulement 410 piastres : différence en faveur du navire espagnol, 370 piastres, c'est-à-dire 1,500 francs (1). Nous avons en outre à subir à Cuba la concurrence anglaise, qui, par suite de l'exemption presque complète de droits dont jouissent les bâtimens chargés de charbon, a un voyage d'aller assuré, et peut en conséquence prendre un chargement de retour à un prix moins élevé que nous.

Le décret du 24 juin, quoique dicté par une très bonne intention, mettait donc notre marine dans l'impuissance de lutter contre le pavillon étranger pour l'importation des sucres de Cuba et de Java. Avant de faire de pareilles concessions à la Hollande et à l'Espagne, n'aurait-il pas été sage de négocier avec les gouvernemens de ces pays, afin qu'ils consentissent par réciprocité à recevoir nos bâtimens dans leurs colonies sur le même pied que le pavillon national? Quand il s'agit de commerce, les rapports internationaux ne doivent-ils pas être basés sur l'échange et donner un avantage contre un avantage?

Ces critiques ont soulevé une vive controverse, à laquelle plusieurs membres du conseil supérieur ont pris part. Quelques-uns ont fait

(1) Déposition de M. Deville (de Marseille).

observer que le décret du 24 juin était nécessaire à notre raffinerie, pour qu'elle pût soutenir à l'extérieur la concurrence de la raffinerie belge et anglaise, que son développement et son succès dans cette lutte n'étaient pas sans utilité pour notre marine marchande, puisqu'elle était employée à la réexportation de ses produits fabriqués: qu'il était du plus grand intérêt pour la France de constituer de grands marchés de sucre sur son littoral, à Marseille par exemple, pour desservir les populations du bassin de la Méditerranée. Cette réponse, qui témoignait d'une grande sollicitude pour le travail de la raffinerie, ne pouvait satisfaire les représentans des ports, car il leur est bien plus utile d'avoir des transports transatlantiques que des transports de côte à côte, de s'assurer de la matière première pour former leurs chargemens que des produits fabriqués qui ne peuvent être qu'un assortiment de cargaison. M. le ministre du commerce, nous nous empressons de le constater, n'a pas attendu que l'enquête fût terminée pour reconnaître sur ce point le fondement d'une partie des réclamations de la marine marchande. Un décret a été rendu, à la date du 20 juin dernier, par lequel le *drawback* sur les sucres étrangers importés par navires espagnols ne sera payé, jusqu'à ce qu'il en soit autrement ordonné, que sur le pied de 30 francs, ce qui rétablit le droit différentiel de pavillon de 20 et 30 francs. C'est une mise en demeure adressée à l'Espagne, qui devra examiner si elle veut acquérir, par quelque concession, le bénéfice de la restitution complète des droits payés par son pavillon. La mesure ne s'étend pas à la Hollande, probablement parce qu'on espère, dans des négociations entamées avec elle, l'amener prochainement à supprimer les droits différentiels qui frappent notre marine dans ses colonies (1).

Quelque importans que soient ces faits, il faut répondre d'une manière plus générale à la question posée : « quelle a été l'influence, sur notre navigation, des réformes accomplies depuis 1860? » L'expérience est de trop courte durée pour que les résultats soient bien significatifs. Cependant nous trouvons dans le rapprochement des chiffres que nous allons citer, si ce n'est une réponse positive, du moins quelques indices qui la font pressentir.

(1) Aux termes des tarifs en vigueur à Java, à Madura, à Sumatra, les marchandises importées ou exportées sous pavillon étranger paient en principe un droit double de celui par pavillon néerlandais.

COMMERCE GÉNÉRAL (1).

Entrées par navires français.		*Entrées par navires étrangers.*	
1861	1,763,935 tonn.	1861	3,170,803 tonn.
1860	1,663,615 —	1860	2,348,261 —
Différence en plus..... soit 6,03 pour 100.	100,320 tonn.	Différence en plus..... soit 35 pour 100.	822,542 tonn.
Sorties.		*Sorties.*	
1861	1,249,749 tonn.	1861	1,434,324 tonn.
1860	1,341,531 —	1860	1,502,635 —
Différence en moins.... soit 6,83 pour 100.	91,782 tonn.	Différence en moins.... soit 4,55 pour 100.	68,311 tonn.

ENSEMBLE DES ENTRÉES ET DES SORTIES

par navires français.		*par navires étrangers.*	
1861	3,013,684 tonn.	1861	4,605,127 tonn.
1860	3,005,146 —	1860	3,850,896 —
Différence en plus..... soit 0,28 pour 100.	8,538 tonn.	Différence en plus..... soit 19,59 pour 100.	754,231 tonn.

On voit que s'il y a eu progrès dans les entrées pour les navires français de 1860 à 1861, il n'a été que de 6 pour 100, tandis qu'il a été pour les bâtimens étrangers de 35 pour 100, que dans ces deux mêmes années nous avons perdu dans les sorties une proportion de 6 à 7 pour 100, tandis que le pavillon étranger s'affaiblissait seulement de 4 à 5 pour 100, que si, dans l'ensemble des entrées et des sorties, le mouvement de notre navigation est resté à peu près stationnaire, car la différence est insignifiante, celui des marines étrangères a fait un pas en avant qui est de 19 à 20 pour 100. Sans vouloir juger d'une manière définitive le système appliqué depuis 1860, et en faisant toute réserve sur les résultats qu'il peut avoir sur notre commerce et notre industrie, nous sommes autorisé à conclure de ces chiffres que jusqu'à présent son influence n'a pas été favorable à notre marine marchande.

IV.

Le cabotage joue un rôle secondaire dans l'enquête de 1862, comme dans notre mouvement commercial.

Il est fort difficile de donner un chiffre exact de l'importance du cabotage, car l'administration et les armateurs, pour l'établir, procèdent d'une manière différente. Les armateurs considèrent comme cabotage toute navigation à courte distance, qu'elle se dirige d'un point

(1) Ces chiffres sont empruntés aux publications de l'administration des douanes.

du littoral à un autre point du territoire français, ou qu'elle ait pour destination un port étranger de l'Europe. D'après cette méthode, l'intercourse avec tous les états européens se trouve compris dans le cabotage. L'administration au contraire classe dans la marine au long cours tous les voyages d'un port de France à un port étranger. De là des appréciations bien différentes sur le mouvement de notre marine marchande. Elle est en progrès, comme le dit M. le ministre du commerce, si on calcule le nombre des navires qui entrent et sortent de nos ports, sans tenir compte de leur destination ; elle est en décadence, si, comme le font les armateurs, on ne compte que les armemens pour de grandes distances. Dans ces dernières années, l'intercourse avec les pays d'Europe, notamment avec l'Angleterre, a pris un grand développement par suite de l'importation des houilles nécessaires à nos usines et à nos manufactures.

Le classement adopté par l'administration nous paraît très rationnel. Tous les traités que nous avons conclus, moins un, réservent à notre pavillon le cabotage, c'est-à-dire la navigation de port à port français. Tout voyage pour l'étranger, n'étant pas compris dans l'exception, n'est donc pas cabotage. Cependant peut-on considérer comme navigation au long cours celle qui a pour but nos rapports avec l'Angleterre, la Hollande, la Prusse et l'Italie ? Non sans doute. On résoudrait cette difficulté de statistique en créant une troisième classe, sous la rubrique de grand cabotage.

D'après l'administration des douanes, le cabotage, qui ne comprenait pas l'intercourse européen, de 1830 à 1836, était en moyenne de 2,288,000 tonneaux. Il s'est élevé en 1860 à 2,919,000 tonneaux, ce qui donne d'une période à l'autre un accroissement de 27 pour 100 (1). C'est un bien faible progrès dans un espace de temps aussi considérable; mais il serait juste de l'augmenter du chiffre de l'intercourse avec les états européens, que l'on fait figurer dans la navigation au long cours, et de réduire celle-ci dans les mêmes proportions, pour avoir une idée exacte des deux branches de notre mouvement maritime. Il serait alors plus facile de s'entendre.

La cause de souffrance de notre cabotage est connue de tout le monde : c'est la concurrence des chemins de fer. Nos voies ferrées s'étendent chaque jour davantage et relient les ports avec les centres d'industrie et les marchés de consommation les plus importans. Elles compensent par la célérité et l'exactitude le bon marché des voies navigables pour le transport des marchandises. Les armateurs de la Bretagne et des Côtes-du-Nord sont prêts à se reconnaître vaincus et annoncent la ruine très prochaine de leur industrie. Il

(1) Rapport de M. Rouher.

est du devoir du gouvernement de leur venir en aide, ne serait-ce que pour donner le temps aux nombreux intérêts engagés dans notre petite navigation de se liquider et pour conserver à notre marine militaire le plus longtemps possible une source de recrutement dont elle ne peut pas encore se passer. Plusieurs moyens de soutenir notre cabotage ont été indiqués par les personnes les plus compétentes. On a demandé que l'exemption du pilotage dont jouissent seulement les navires d'une jauge inférieure à 80 tonneaux fût étendue à tout navire d'une capacité moindre de 200 tonneaux. Cette dispense serait sans inconvénient, car les hommes qui commandent nos bâtimens caboteurs connaissent aussi bien que les pilotes nos côtes et l'embouchure de nos fleuves. On propose aussi de dédommager notre cabotage de ce qu'il perd dans le trafic de port à port de notre littoral, en élargissant la zone de ses opérations par la liberté qui lui serait donnée de naviguer désormais pour toute destination en-deçà des caps. Il serait d'autant plus juste de faire ces concessions à notre marine de second ordre que, déjà dépossédée d'une partie de son domaine par l'industrie des chemins de fer, elle est encore menacée de subir prochainement une révolution radicale. Journellement nous voyons sur nos côtes se substituer à la navigation à voiles la navigation à vapeur. Celle-ci, on le comprend, est plus en mesure de soutenir la lutte contre les voies ferrées : elle le prouve déjà par les succès qu'elle obtient au moyen des lignes de *steamers* établies entre Dunkerque et Le Havre, Le Havre et Cherbourg, Bordeaux et Nantes.

Nous ne croyons pas que le principe de liberté en matière de navigation, dans la pensée de ses plus chaleureux partisans, puisse s'appliquer au cabotage. L'Angleterre, qui la première l'a adopté et qui est si sûre de sa supériorité, a fait elle-même une réserve à cet égard dans son bill de 1849 : mais c'est tout ce que nous pourrons conserver, car l'intercourse nous échappera, il ne faut pas se faire illusion : au fur et à mesure que le cabotage se transformera en navigation à vapeur, nos rapports directs avec la Grande-Bretagne seront entretenus par le pavillon de cette nation. Déjà presque toute l'importation du charbon en France se fait au moyen de bâtimens de 800 à 1,000 tonneaux, auxquels les Anglais adaptent des machines de 60 à 80 chevaux de force. Notre infériorité pour leur disputer ce transport est trop manifeste pour que nous ayons besoin de la constater. Si on veut procurer à notre cabotage, dans l'état de détresse où il est, un nouvel aliment de vie, on pourrait le trouver en se retournant du côté de l'Espagne, et en exigeant de cette puissance l'observation des traités qui la lient envers nous. Aux plaintes que quelques délégués ont fait entendre à ce sujet, aux allégations

qu'ils ont articulées contre la marine espagnole, qui s'empare du cabotage sur nos côtes, notamment sur celles de la Méditerranée, M. le ministre du commerce s'est borné à répondre que son collègue le ministre des affaires étrangères avait engagé au mois d'octobre 1861, avec le cabinet de Madrid, une négociation qui n'avait pas abouti.

Rien de plus étrange et de moins fier que notre position vis-à-vis de l'Espagne. Nous avons avec elle une convention beaucoup plus large et plus libérale qu'avec toute autre puissance. Connue sous le nom de *pacte de famille*, elle fut signée à Paris le 15 août 1761. Elle contient les articles suivans : « Les sujets des hautes parties contractantes seront traités, relativement au commerce et aux impositions, comme les propres sujets du pays où ils seront en passage ou en résidence, de sorte que le pavillon espagnol jouira en France des mêmes droits et prérogatives que le pavillon français, comme le pavillon français à son tour sera traité en Espagne avec la même faveur que l'espagnol. Les sujets des deux monarchies paieront les mêmes droits qu'ils paieraient s'ils étaient naturels, et cette même égalité s'observera en ce qui touche la liberté d'importation et d'exportation, sans qu'on doive payer d'une ou d'autre part plus de droits que ceux qui sont perçus sur les propres sujets de chaque souverain, ni déclarer objets de contrebande pour les uns ceux qui ne le seraient pas pour les autres. En outre il est bien entendu qu'aucune autre puissance ne jouira, ni en France ni en Espagne, de priviléges plus avantageux que ceux des deux nations. »

Depuis, plusieurs conventions sont intervenues, mais elles laissent subsister la déclaration que nous rappelons, et n'ont d'autre but que d'en préciser les termes trop généraux (1). Est-il survenu postérieurement quelque acte diplomatique qui ait annulé ces conventions? Non, bien au contraire : en deux circonstances solennelles, l'Espagne s'est fait un devoir de les consacrer de nouveau, dans le traité de Bâle en 1795, et à la paix de Paris le 20 juillet 1814 (2). Nous n'analyserons pas les différentes mesures d'administration et de législation par lesquelles le gouvernement espagnol a annulé en fait nos traités avec lui; nous nous bornerons à dire que non-seulement nous ne jouissons d'aucun des avantages qui nous étaient promis, mais que nos relations commerciales avec la péninsule espagnole sont livrées à un arbitraire qui leur ôte toute règle comme

(1) Conventions de 1768, 1774 et 1786.

(2) A la paix de Paris, le roi Ferdinand a renouvelé son adhésion dans les termes suivans : « Il sera conclu le plus tôt possible un traité de commerce entre les deux puissances, et jusqu'à sa conclusion les relations commerciales entre les deux peuples seront rétablies sur le même pied où elles étaient en 1792. »

toute sécurité. La faculté de faire le cabotage, qui nous était acquise, nous a été enlevée par de simples lois de douane en 1821 et 1822, absolument comme s'il n'existait aucun lien de droit international qui limitât à ce sujet le pouvoir législatif du gouvernement espagnol. Ainsi, pendant que la France exécute encore les stipulations corrélatives qui obligent les deux pays l'un envers l'autre, l'Espagne les méconnaît et agit comme si elle était libre de tout engagement. Depuis bien des années, les chambres de commerce réclament contre cet état de choses; plusieurs fois leurs griefs ont retenti dans nos assemblées politiques. A différentes reprises, des négociations ont été entamées et poursuivies avec obstination; mais l'obstination espagnole l'a toujours emporté sur notre bon droit. Nous avons donc encore sous les yeux le singulier spectacle de la France qui se considère comme liée vis-à-vis de l'Espagne par une convention que l'Espagne affecte de ne pas vouloir exécuter!

V.

Nous avons épuisé le questionnaire et analysé aussi exactement que nous l'avons pu les dépositions qu'il a provoquées. Après cette discussion de détail, il importe d'arriver à quelques vues d'ensemble.

Toutes les fois que les délégués ont signalé l'état peu florissant de notre marine, on leur a répondu par un chiffre qui contredisait victorieusement leur assertion. « De quoi vous plaignez-vous? leur a-t-on dit; jetez les yeux sur les tableaux statistiques publiés par le ministère du commerce, et vous verrez que de 1850 à 1862, dans l'espace de douze ans, le mouvement de notre navigation s'est élevé de 688,000 tonneaux à 1,026,000 tonneaux, c'est-à-dire qu'il a progressé de près de 40 pour 100. »

Le progrès qu'on nous signale est-il réel? En le supposant tel, est-il en proportion avec le progrès accompli dans toutes les branches de l'activité du pays pendant la même période? Notre infériorité vis-à-vis de l'Angleterre, de la Hollande et des États-Unis est-elle moins sensible? Les élémens nous manquent pour résoudre ces questions; mais un événement tout exceptionnel s'est produit pendant les douze dernières années, auquel il faut attribuer, plutôt qu'à une cause normale, l'accroissement de notre navigation. Nous voulons parler de la guerre de Crimée, qui, survenant au même moment qu'une mauvaise récolte, a renchéri le fret, provoqué de nouvelles constructions et imprimé plus d'activité à notre pavillon. Les faits que nous allons citer justifieront notre observation et rédui-

ront à sa juste valeur le progrès dont on argumente avec tant de confiance.

Au 1er janvier 1861, nous possédions 4,367 navires jaugeant 751,059 tonneaux qui se décomposaient comme il suit :

630	navires jaugeant	66,156	tonneaux, ayant	plus de 20 ans.
512	—	53,502	—	de 15 à 20 ans.
506	—	71,103	—	de 12 à 15 ans.
998	—	162,713	—	de 7 à 12 ans.
1,721	—	397,585	—	de 1 à 7 ans.
4,367	navires jaugeant	751,059	tonneaux.	

On comprend dès l'abord qu'à moins qu'ils ne soient promptement remplacés, les navires de quinze à plus de vingt ans, qui figurent dans ce matériel naval pour un total de 1,142, c'est-à-dire pour plus du quart, sont une véritable non-valeur. Si notre navigation était en voie de prospérité, comme on l'assure, le chiffre de cette non-valeur serait beaucoup moins considérable, et des constructions nouvelles compenseraient régulièrement tous les ans les pertes de notre matériel. Or il n'en est pas ainsi.

En 1858, 1859 et 1860, la construction s'est sensiblement ralentie. Il n'est sorti des chantiers que 420 navires jaugeant seulement 79,147 tonneaux, tandis qu'en 1852, 1853 et 1854 ils nous avaient fourni 768 navires jaugeant 152,518 tonneaux, et dans la période de 1855, 1856 et 1857, 1,030 navires de 255,100 tonneaux. Ces chiffres constatent l'influence de la guerre de Crimée sur le mouvement de notre navigation, car dans les trois années qui suivent cet événement, n'étant plus soutenu par les besoins accidentels qui en sont la conséquence, ce mouvement s'arrête et recule même. Les pertes et les mises hors de service pendant les années 1858, 1859 et 1860 sont de 1,469 navires jaugeant 232,960 tonneaux. Or, comme nos chantiers n'ont produit que 420 navires jaugeant 79,147 tonneaux, notre marine marchande a perdu pendant cette période triennale 1,049 navires jaugeant 153,813 tonneaux (1).

Peut-on, après des faits si tristement significatifs, prétendre encore que notre navigation est en voie de progrès? Mais, dira-t-on, puisque le régime de protection n'a pas eu de plus heureux effets, pourquoi ne pas essayer du régime de liberté? A entendre poser cette question, on croirait que nous sommes encore à faire l'expérience du principe de l'égalité des pavillons. C'est cependant l'ap-

(1) Ces chiffres sont empruntés au bureau *Veritas*. Quelques navires n'y sont pas enregistrés, mais ils sont peu nombreux. Ce fait importe peu d'ailleurs, car les registres de ce bureau sont assez complets pour qu'ils soient le témoignage le plus irrécusable de l'état de notre marine marchande.

plication de ce principe qui est la base des traités de réciprocité que nous avons avec plusieurs puissances. Nous pouvons donc juger aussi les résultats du système de libre concurrence. A cet effet, nous allons citer deux exemples bien saillans (1).

Avant le traité de 1822 qui nous lie avec les États-Unis, notre marine partageait avec la marine américaine les transports entre les deux pays. Depuis, le pavillon de l'Union s'est emparé de tout l'intercourse. En 1860, le mouvement maritime avec les États-Unis (entrées et sorties) s'élevait à 495,440 tonneaux, sur lequel nos bâtimens prenaient 16,221 et les navires américains 454,228 tonneaux, soit pour nous, en negligeant les fractions, 3 pour 100, et pour nos concurrens 91 pour 100. Le complément est la part du pavillon tiers.

Avant le traité de 1826 avec l'Angleterre, nous avions une supériorité marquée dans nos rapports avec elle, puisque nous intervenions dans l'intercourse pour 56 pour 100. Le régime d'assimilation a interverti la position des deux marines. Le mouvement de navigation entre la France et l'Angleterre, Malte, Gibraltar, les Iles-Ioniennes compris, est de 2,589,933 tonneaux (entrées et sorties). Nous négligeons la part du pavillon tiers. Sur cet ensemble, la marine française prélève 482,644 tonneaux, et la marine anglaise 1,907,289 tonneaux, c'est-à-dire que notre proportion est de 26 à 27 pour 100, et celle de l'Angleterre de 73 à 74 pour 100. Peut-être trouvons-nous dans le mouvement général et dans notre supériorité vis-à-vis d'autres puissances une compensation à notre infériorité vis-à-vis de l'Angleterre et des États-Unis? Voici la réponse à cette question. Le commerce maritime à la voile et à la vapeur avec l'étranger et les colonies (entrées et sorties) était en 1860 de 6,856,642 tonneaux : dans ce résultat, notre pavillon intervenait pour 3,005,146 tonneaux, soit 43 pour 100, et le pavillon étranger pour 3,850,896, ou 56 pour 100. La proportion nous serait encore bien autrement défavorable, si nous déduisions de cet ensemble de tonnage notre commerce avec les colonies, qui en 1860 nous était réservé, et notamment celui de la pêche, acquis exclusivement à notre pavillon (2). La nouvelle législation coloniale est appliquée depuis trop peu de temps pour qu'on puisse en juger les effets; mais il est tout naturel de prévoir qu'elle amènera une diminution plutôt qu'une augmentation dans le mouvement de nos navires.

Nous aurions d'autres réductions à faire au bilan de notre navi-

(1) Nous avons environ vingt-six traités de réciprocité avec les puissances étrangères.

(2) *Tableaux du Commerce extérieur* publiés par la direction générale des douanes, 1860. — La pêche figure dans ce tonnage pour 136,895 tonneaux, entrées et sorties.

gation, tel qu'il est établi en 1860. Il est formé d'après le travail de l'administration, qui relève le tonnage des navires français à l'entrée et à la sortie. L'administration n'examine pas si ce tonnage est complétement employé. Or qui ne sait que la plupart du temps nos bâtimens s'expédient avec une fraction de chargement, et quelquefois même sur lest? On se ferait donc illusion, si on prenait pour mesure de l'importance réelle de notre mouvement maritime le chiffre officiel que nous venons de rappeler.

VI.

Nous avons vu dans cet examen bien des causes d'infériorité pour notre marine qu'il est possible de faire disparaître avec de la persévérance et de la volonté; mais il en est d'autres, inhérentes à sa constitution, et auxquelles il nous paraît plus difficile de porter remède. Elles ont été signalées par les représentans des ports, et elles méritent d'autant plus de fixer notre attention qu'elles nécessitent des aveux pénibles.

En France, c'est par exception qu'on s'occupe d'armemens maritimes. En Angleterre, tous les efforts, tout le travail, ont pour but de satisfaire à un besoin d'expansion dont la marine est l'instrument. Tout le monde s'y intéresse, le filateur et le banquier aussi bien que le possesseur de navires. Chaque Anglais comprend que la grandeur de son pays dépend de sa prépondérance sur les mers; pour lui comme pour l'homme d'état, c'est au dehors qu'il est habitué, dès son enfance, de chercher un but à son activité et des chances de fortune. La Hollande présente le même spectacle : c'est sur la navigation que se porte l'intérêt presque exclusif de ses habitans. Dans les eaux intérieures, dans le Zuyderzée, on est frappé à chaque pas de la force des penchans, de la surabondance de vigueur et de moyens qui ramènent ce peuple vers les sources de son ancienne prospérité. Dans le cours inférieur de la Meuse, chaque village est transformé en un chantier de construction. Au milieu des plus humbles maisons apparaissent les charpentes de grands bâtimens destinés à la navigation des Indes. Les paysans eux-mêmes se font constructeurs, et, par la force du sentiment public, ils se croient relevés de leur modeste position quand ils prêtent leur argent ou leur travail à ces entreprises lointaines. Avoir une part dans un vaisseau qui navigue dans la mer des Indes, c'est sortir des classes inférieures. C'est mieux qu'en France, où Colbert disait que le noble ne dérogeait pas en s'occupant d'armement : en Hollande, on s'ennoblit.

De cette première différence d'aptitude et de mœurs il en découle d'autres presque aussi importantes. Excepté sur une bande étroite de

notre littoral, les capitaux font comme les hommes : ils désertent les navires, et laissent nos armateurs livrés à leurs faibles ressources. Ceux-ci sont alors obligés de limiter la durée et l'étendue de leurs expéditions aux moyens pécuniaires dont ils disposent ou qu'ils peuvent se procurer autour d'eux. Ils s'adresseraient inutilement à nos hommes de finances. A quelques exceptions près, ceux-ci résident tous à Paris, où les affaires maritimes n'ont jamais eu qu'une place secondaire. En Angleterre, non-seulement les banquiers, les détenteurs de capitaux viennent en aide aux armemens, mais aussi toutes les classes de la société. Les manufacturiers, les propriétaires de houilles poussent à la construction et à l'armement des navires; ils y prennent volontiers un intérêt, sauf à stipuler quelque clause favorable à l'écoulement de leurs produits. Bon nombre de maisons de Glasgow, de Manchester, d'établissemens de Cardif et de New-Castle sont associés dans de larges proportions avec des armateurs de Londres et de Liverpool, avec des constructeurs de la Tyne et de la Mersey. Autre différence : les Français s'expatrient difficilement. Ceux qui s'éloignent du sol natal sont trop souvent de tristes représentans de notre nationalité; pour la plupart, ils sont partis sans ressources, quelquefois pour cacher leurs précédens; ils s'éparpillent sur les différens points du globe afin d'y chercher à l'aventure leurs moyens d'existence, et les plus honnêtes avec la pensée de rentrer dans la mère-patrie dès qu'ils auront amassé quelque argent. Nous savons bien que des exceptions peuvent être citées : elles sont d'autant plus éclatantes qu'elles sont peu nombreuses. Aussi, comme en 1824, nous sommes encore aujourd'hui à l'étranger sans compatriotes auxquels nous puissions confier la gestion de nos armemens (1). Les Anglais, les Hollandais, les Américains ont presque partout des maisons qui sont des dépendances ou des succursales de leur établissement métropolitain. Ces maisons établies depuis longtemps dans le pays y ont acquis de l'influence et de la considération; elles s'appliquent à suivre tous les mouvemens de la production et de la consommation locale; elles tiennent exactement informés de ces variations leur établissement principal et les armateurs qui s'adressent à elles; elles préparent à l'avance la vente des cargaisons qui leur sont annoncées et la formation de celles qui devront être expédiées en retour. Ces maisons ont un rôle trop important pour que celles qui le remplissent soient l'œuvre d'un jour ou du premier venu. A toutes ces différences, qui nous font une position inférieure, nous en avons à en ajouter une autre : nous voulons parler de l'absence d'un fret de sortie.

(1) Dans l'enquête de 1824, on signala vivement cette circonstance comme une des causes de notre infériorité.

Outre les produits de leurs manufactures, dont ils approvisionnent le monde entier, les Anglais ont la houille à transporter. Les Américains ont le tabac et les merrains, mais surtout le coton, nécessaire à tous les peuples. La Suède, le Danemark, la Norvége, ont pour élément de fret les bois de construction. Ces peuples, grâce à ces matières de grand encombrement et de peu de valeur, sont donc certains d'avoir pour le voyage d'aller un chargement. Cette première partie de l'opération assurée rend la seconde plus facile. Un fret de retour, même à un prix très modéré, leur donne pour l'ensemble de l'opération une rémunération suffisante.

La France est loin d'être dans des conditions aussi favorables. Ses navires, au départ, n'ont pour fond de chargement que les vins et les spiritueux, qui ne sont pas en tout pays d'une grande consommation, et où l'on ne peut les porter que par faibles quantités. Il faut compléter les chargemens avec les articles de notre industrie, tels que les meubles, les soieries, les draps, articles qui, sous un volume restreint, représentent une somme considérable. Aussi qu'arrive-t-il? Nos bâtimens restent trois ou quatre mois en charge dans nos ports à attendre la marchandise. Ces retards entraînent pour l'armement des surcharges de frais de toute sorte : usure du navire au mouillage, intérêt du capital, assurances, gages de l'équipage. Souvent, pour éviter ces faux frais, nos navires s'expédient à moitié vides, et même sur lest, c'est-à-dire avec du sable et des pierres (1).

Ce départ si désavantageux pèse sur tout le cours du voyage. Arrivés à leur destination, nos bâtimens se trouvent en présence de bâtimens anglais et américains qui acceptent un fret au rabais dont nos capitaines ne peuvent se contenter, obligés qu'ils sont de chercher dans le retour une compensation au déficit d'un fret d'aller (2). Ce n'est que grâce aux droits différentiels qui frappent les importations directes par pavillon étranger que nos navires réussissent lentement à se charger et à opérer leur retour en France. Il en résulte que nous faisons deux voyages dans le temps où les Américains et les Anglais en font trois. Qu'on juge de la différence que cette circonstance doit produire dans les comptes d'armement de nos ports comparés avec ceux de nos concurrens!

Nos traités de réciprocité donnent le bénéfice de l'assimilation aux puissances avec lesquelles nous les avons signés. Or, comme la marine nationale a toujours un avantage particulier pour le transport

(1) Ce fait a été attesté par plusieurs délégués entendus dans l'enquête.

(2) Nous avons sous les yeux des prix courans qui constatent qu'à Calcutta les Anglais chargent à raison de 3 livres sterling lorsque les navires français demandent 4 livres sterling, et dans l'Amérique du Sud à 4 livres sterling pendant que nous exigeons 4 liv. sterling 1/2.

des produits du sol, nous nous voyons enlever par la navigation de ces états les matières de grand encombrement que notre consommation leur demande. Ainsi, lorsque, par l'effet d'une mauvaise récolte, nous recourons à l'étranger pour compléter notre approvisionnement alimentaire, ce sont les Russes, les Américains, les Espagnols qui nous apportent les céréales. Par la même raison, ce sont les navires anglais qui importent chez nous la grande quantité de houille et de fonte que nous tirons de leur pays, les Américains qui transportent les cotons, les tabacs et les merrains que nous leur demandons. L'aliment d'une navigation active et florissante nous manque donc.

En réponse aux plaintes des représentans des ports, quelques membres du conseil supérieur ont fait observer que ce fâcheux état de notre marine marchande pouvait être attribué à ce que nos armateurs ne se bornaient pas à être *transporteurs*, et y ajoutaient l'office de négociant. Comment en serait-il autrement? Croit-on que c'est volontairement que nos maisons d'armement achètent des marchandises et les expédient, ou en font venir pour leur propre compte sur leurs navires? Elles ne le font que parce qu'elles préfèrent, au lieu d'un voyage sans fret, courir la chance d'en gagner un en greffant sur leur armement une opération commerciale. C'est une nécessité qu'elles doivent subir, si elles s'écartent des voies battues, si leurs navires vont ailleurs qu'à la Martinique, à la Guadeloupe et à La Réunion. Ce serait bien en vain qu'à Canton, à Shang-haï, à Hong-kong, à Siam, un bâtiment français demanderait une cargaison de retour pour France (1). Il faut que le capitaine qui va dans ces parages ait dans les mains les moyens d'opérer pour compte de son armateur, sans quoi il reviendrait à vide.

On eut l'idée, il y a quelques années, qu'on réduirait les frais d'armement en les appliquant à des navires de grande capacité. On se mit alors à construire des bâtimens de 1,200, de 1,500 et même de 2,000 tonneaux. Il n'a pas fallu une longue expérience pour reconnaître que c'était une erreur. Ces grands navires sentaient plus que les autres l'absence de cargaisons et avaient en outre à vaincre des difficultés pour entrer dans nos ports et à supporter des dépenses supplémentaires de remorquage ou d'alléges. On est bien vite revenu aux bâtimens de moyenne grandeur.

De cette discussion des causes d'infériorité qui pèsent sur notre marine marchande, la plupart des représentans des ports en sont venus à conclure qu'il serait téméraire de supprimer les droits différentiels qui protégent encore notre marine marchande et de la livrer

(1) Dans ces ports, un navire anglais trouve toujours un chargement. A Siam, ouvert depuis si peu de temps au commerce européen, on compte déjà vingt maisons anglaises. Il n'en existe qu'une seule française.

à la concurrence des marines étrangères. Ils se croient en droit de demander pour elle le maintien des surtaxes de 20 et 30 francs établies dans les lois du 5 et du 23 mai 1860, car on ne saurait faire moins pour un des élémens de la puissance politique du pays que pour notre industrie manufacturière, à laquelle on a réservé un tarif de protection s'élevant jusqu'à 30 pour 100. De plus hardis, comme les présidens des chambres de commerce de Marseille et de Bordeaux, demandent, pour se préparer à la libre concurrence, l'admission en franchise de tous les objets et matières qui servent à la construction et à l'armement des navires, la faculté de franciser gratuitement les bâtimens achetés à l'étranger, et, moyennant trois ou quatre ans passés sous ce régime transitoire, ils adhéreraient au principe de l'assimilation des pavillons.

Il existe une opinion plus radicale : c'est celle des négocians, des industriels et de quelques partisans systématiques du libre échange. Ils s'accordent à dire qu'après les réformes opérées, après la promesse faite à l'industrie de lui donner les matières premières à aussi bas prix que possible, et par conséquent de les faire arriver par les transports les moins coûteux, il y aurait déni de justice à maintenir notre législation maritime. Comment nos manufactures pourraient-elles se soutenir, comment leurs produits pourraient-ils trouver des consommateurs sur les marchés étrangers en présence des produits similaires anglais, s'ils demeurent surenchéris des primes payées à notre marine? N'est-ce donc pas déjà soumettre à une terrible épreuve le travail de nos fabricans que de les placer en face de rivaux si puissans, habitués depuis longtemps à dominer tous les marchés? La marine est un auxiliaire pour notre industrie, il faut qu'elle exerce son entremise avec activité et bon marché.

Les économistes, qui aiment à invoquer les précédens que leur fournit l'expérience anglaise, ne manquent pas d'ajouter à ce thème l'énumération des progrès que l'Angleterre a su accomplir sous l'influence du libre échange appliqué à la navigation des peuples. Ils ont la conviction que ce système, largement pratiqué chez nous, donnera les mêmes résultats. La France, disent-ils, si heureusement située sur le continent européen, y est appelée à exercer un rôle prépondérant sous le rapport commercial, comme celui qu'elle exerce sous le rapport politique, si elle sait par le transit se constituer l'intermédiaire de tous les peuples. A cette fin, qu'elle ouvre ses ports à tous les pavillons, qu'elle provoque par tous les moyens possibles une immense importation de denrées coloniales, de matières premières de toute sorte, qu'elle crée à Marseille, au Havre, à Bordeaux, de grands marchés et de grands entrepôts qui n'aient rien à craindre de la comparaison avec Anvers, Amsterdam et Trieste, et elle fera plus pour sa marine marchande que par les combinaisons

artificielles de ses tarifs. Ce qui s'est passé en France à la suite du traité de 1826 conclu avec l'Angleterre ne doit laisser aucun doute sur ces résultats. Au lieu de supputer le nombre des bâtimens des deux nations qui interviennent dans les rapports des deux pays, qu'on calcule celui de nos navires aujourd'hui employés à cette navigation, comparé avec celui que nous avions avant l'assimilation des pavillons, et l'on reconnaîtra que notre marine marchande y a gagné un accroissement considérable. Le même fait se reproduira partout, quand le système se sera généralisé.

Il y aurait bien des objections à faire à cette brillante théorie. Nous en indiquerons quelques-unes. Quand l'Angleterre a-t-elle songé à rappeler l'acte de navigation de 1651? Lorsqu'après l'enquête de 1847 elle s'est jugée en position de ne redouter aucune rivalité, pas même celle des États-Unis. Sommes-nous dans une situation analogue? L'étude à laquelle nous venons de nous livrer ne laisse-t-elle pas la triste conviction que notre marine marchande, avec son matériel naval de 1 million de tonneaux, est mal armée pour lutter avec la marine américaine, qui possède 5 millions de tonneaux, et avec la marine anglaise, riche de 4 millions 1/2 de tonneaux? L'accroissement de notre navigation dans un mouvement commercial plus étendu est loin d'être une conséquence certaine du principe de liberté. On le voit par le résultat qu'a eu notre traité avec les États-Unis. Le prodigieux développement de nos relations directes avec cette république a amené la substitution absolue du pavillon américain au pavillon français. Comment espérer que nous serons plus forts contre les Norvégiens, les Danois, les Suédois, les Hambourgeois, les Génois, qui naviguent à bien meilleur marché que les Américains? L'exemple cité de ce qui est survenu à la suite de notre traité avec l'Angleterre est bien loin d'être aussi concluant que le prétendent ceux qui l'invoquent. Oui, notre marine, dans l'intercourse avec l'Angleterre, a acquis une importance plus grande que celle qu'elle avait avant 1826; mais pour la puissance de la France quelle valeur peut avoir ce progrès, si la marine de l'Angleterre, dans ce même intercourse, en a accompli un plus considérable? Or c'est ce qui est arrivé, puisque avant le traité notre pavillon dominait dans la navigation entre les deux peuples, et qu'aujourd'hui c'est celui de l'Angleterre qui domine.

A ce point de la discussion, nous nous étonnerions si on ne s'apercevait pas qu'au fond c'est bien plus une question politique qui est posée qu'une question commerciale. Nous comprenons les inquiétudes de M. le ministre de la marine, qui se demande si l'expérience qu'on semble disposé à tenter ne portera pas une atteinte profonde à notre inscription maritime. La réforme met le ministère de la marine dans le dilemme suivant, dont les deux termes le me-

naccent également : ou les liens de dépendance qui attachent à l'état les marins de profession seront relâchés pour faciliter à nos armateurs l'équipement de leurs navires, — ou, notre état d'infériorité s'aggravant par les charges de l'inscription maritime, notre navigation marchande sera dans l'impossibilité de soutenir la lutte et sera remplacée par les marines étrangères. Dans ce cas, le recrutement de la flotte deviendra plus difficile.

Déjà notre inscription maritime n'est pas populaire. Il ne faut qu'un prétexte pour qu'elle soit violemment attaquée, pour qu'on réclame en faveur des habitans du littoral le bénéfice du droit commun. — Pourquoi, dira-t-on, ne pas les assimiler, lorsqu'ils montent nos vaisseaux, aux hommes que lève la conscription? Si le recrutement de l'armée de mer était le même que celui de l'armée de terre, on doublerait et triplerait le personnel naval. On n'ose pas encore poser nettement cette proposition, mais elle se fait pressentir. Pour soulager notre marine marchande, on se borne, quant à présent, à demander que les inscrits soient complétement libérés à trente-deux ans au lieu de l'être à cinquante ans. Se rend-on bien compte de la portée de cette modification à notre inscription maritime? En ce moment, notre effectif, pris sur les registres des classes, est de 151,000 hommes; mais il faut en déduire les mousses, les capitaines au cabotage, les pilotes, enfin les hommes qui ont plus de quarante ans et considérés comme incapables de rendre de bons services à la mer. Il en résulte que les marins de vingt à quarante ans, sur lesquels porte la levée permanente, sont au nombre de 68,000, auxquels on peut ajouter 2,000 officiers mariniers. Si on réduisait à trente-deux ans la limite d'âge pour le service de la flotte, on perdrait à peu près le tiers des 68,000 hommes disponibles, et nous n'aurions pour monter les vaisseaux de l'état que 44,000 hommes environ. Croit-on que ce sacrifice puisse se faire sans porter un coup mortel à notre puissance navale, sans amoindrir sensiblement notre influence politique?

D'après des renseignemens puisés à bonne source, quoique notre budget pour 1862 n'ait prévu que 26,366 hommes embarqués, notre personnel à bord des vaisseaux de guerre était au 1er juillet dernier de 47,723 hommes. A la même époque, on comptait dans les équipages de la flotte 6,200 hommes au lieu de 4,160 votés pour le présent exercice. Ainsi, avec les seules expéditions de la Cochinchine et du Mexique, nous n'aurions pas été en mesure de pourvoir à nos armemens, si la réforme dont il est question avait été accomplie.

En cas d'urgence, pourrait-on se fier aux engagemens volontaires et reprendre les hommes valides âgés de plus de trente-deux ans, comme quelques personnes l'ont prétendu? Quant à nous, nous n'aurions pas confiance dans un pareil moyen. L'Angleterre, qui est obli-

gée de renoncer à la presse, emploie en ce moment les enrôlemens volontaires, et parvient fort difficilement à former ses équipages malgré ses 400,000 matelots, toujours prêts à naviguer pour la marine marchande. L'enquête faite par l'amirauté anglaise en 1861 constate que souvent les bâtimens de la marine royale attendent cinq ou six mois pour compléter leur équipage et sont parfois obligés de partir sans avoir leur effectif réglementaire. Les engagemens volontaires ne peuvent être chez nous qu'un appoint du contingent de notre flotte, et à ce titre M. le ministre de la marine a sagement fait quand, au mois de juin de cette année même, il a organisé des primes pour les encourager.

Reprendre d'autorité, dans une circonstance grave, les marins libérés par la limite d'âge nous paraît un mauvais expédient, sur lequel il serait indigne à un gouvernement loyal de compter. A quoi bon laisser supposer à des hommes qu'ils sont complétement quittes envers l'état, si tacitement on entend conserver le droit de les rappeler au service? Ce ne serait pas d'ailleurs innover beaucoup sur le régime actuel, car, par un acte du 30 septembre 1860, il est décidé que les inscrits qui auront accompli six ans de service ne pourront plus être levés qu'en vertu d'un décret impérial.

Ces objections auront-elles toujours la même force? Ne peut-on pas prévoir un moment où, sans aucun danger pour notre puissance navale, nous pourrons recruter autrement et ailleurs notre personnel maritime? Nous le croyons. La transformation de notre flotte, la substitution de frégates cuirassées aux vaisseaux à voiles ou à hélice, aura pour effet de réduire nos équipages et même d'en changer la composition. On peut en juger déjà par quelques faits.

L'effectif de la *Gloire* est de 570 hommes, celui du *Magenta* et du *Solférino* est de 674 hommes, et les personnes les plus compétentes pensent qu'il est trop élevé. Chacune de ces frégates blindées représente, comme moyen de guerre, une force égale à celle au moins de trois ou quatre de nos vieux vaisseaux. Or nos vaisseaux de premier rang, tels que la *Bretagne* et le *Montebello*, ont des équipages de 1,000 à 1,200 hommes. De là on peut hardiment conclure que le tiers ou tout au plus la moitié de notre personnel naval sera suffisant pour armer notre flotte quand elle aura été refondue d'après les nouveaux types. Lorsque au lieu de bâtimens à hélice, qui se manœuvrent moitié à la voile, moitié à la vapeur, nous aurons des forteresses cuirassées naviguant exclusivement à la vapeur, destinées à vaincre l'ennemi par la force de leur résistance ou par leur choc et leur formidable artillerie, la tactique navale sera complétement changée, et les gabiers de l'inscription maritime pourront être remplacés par les hommes du recrutement, qui porteront sur la mer l'intrépidité vigoureuse de notre armée de terre.

Cette perspective est certainement rassurante, mais elle est encore assez lointaine. La flotte nouvelle doit se composer de frégates et de batteries flottantes, formant trente-sept bâtimens du nouveau modèle. Dans le budget de 1863, 12,500,000 francs sont affectés aux constructions neuves. Avec une semblable allocation, on peut construire tout au plus deux frégates et quelques navires de moindre importance. Il faudra donc attendre bien des années encore avant que nous soyons en possession de notre nouveau matériel naval, à moins qu'on ne se décide à augmenter considérablement les ressources budgétaires du ministère de la marine.

Qu'on ne croie pas d'ailleurs que parce que nous aurons des escadres blindées nous pourrons nous passer des hommes de l'inscription. Ce n'est pas avec des frégates cuirassées qu'on pourra satisfaire à tous les besoins de notre politique et de notre commerce. La marine à voiles nous sera toujours utile pour nos stations, pour le service colonial, pour l'approvisionnement de nos établissemens de l'Océanie et de Cochinchine, pour des missions d'exploration, pour répondre à nos consuls et à nos représentans quand ils réclament la présence de notre drapeau, enfin pour la protection des intérêts français sur tous les points du globe. Ce n'est pas avec des bâtimens à vapeur, dont la dépense est si lourde, qu'on peut satisfaire à toutes ces éventualités qui naissent de la politique d'un grand peuple. Reconnaissons-le, nous sommes dans une époque de transition. La sagesse consiste donc à ne pas précipiter les résolutions et à savoir attendre les événemens. Si, étant donné la situation que nous venons de décrire, le gouvernement engageait notre marine marchande dans une lutte qu'elle n'est pas en état de soutenir, il assumerait sur lui une terrible responsabilité; mais ce qui serai téméraire et impolitique aujourd'hui pourra dans quelques années être opportun et sans danger. L'influence de la révolution qui s'accomplit dans l'architecture nautique fera peu à peu disparaître beaucoup des causes d'infériorité que nous avons été conduit à signaler dans notre situation vis-à-vis de l'Angleterre. On peut prévoir les heureux effets qui seront obtenus au terme de la période de transformation qui commence. Un des plus grands sera de nous permettre, sans craindre aucun sacrifice de notre puissance navale, d'étendre à notre législation maritime le principe de liberté que nous avons introduit dans nos lois industrielles et commerciales. Sachons attendre avec confiance un tel résultat, et jusqu'à l'époque, prochaine sans doute, où il sera définitivement acquis, maintenons le *statu quo*.

HENRI GALOS.

LA

POÉSIE MODERNE

EN ANGLETERRE

I.

LES PRÉCURSEURS ET LES CHEFS D'ÉCOLE.

Aux approches du XIXe siècle commence en Europe la grande révolution moderne. Le public pensant et l'esprit humain changent, et sous ces deux chocs une littérature nouvelle jaillit.

L'âge précédent a fait son œuvre. La prose parfaite et le style classique ont mis à la portée des esprits les plus arriérés et les plus lourds les opinions de la littérature et les découvertes de la science. Les monarchies tempérées et les administrations régulières ont laissé la classe moyenne se développer sous la pompeuse noblesse de cour, comme on voit les plantes utiles pousser sous les arbres de parade et d'ornement. Elles multiplient, elles grandissent, elles montent au niveau de leurs rivales, elles les enveloppent dans leur végétation florissante et les confondent dans leur massif. Un monde nouveau, bourgeois, plébéien, désormais occupe la place, attire les yeux, impose sa forme dans les mœurs, imprime son image dans les esprits. Vers la fin du siècle, un concours subit de circonstances extraordinaires l'étale tout d'un coup à la lumière et le dresse à une hauteur que nul âge n'avait connue. Avec les grandes applications des sciences, la démocratie paraît. La machine à vapeur et la mull-

jenny élèvent en Angleterre des villes de trois cent, de cinq cent mille âmes. En cinquante ans, la population double, et l'agriculture devient si parfaite que, malgré cet accroissement énorme de bouches qu'il faut nourrir, un sixième des habitans avec le même sol fournit des alimens au reste; l'importation triple et au-delà, le tonnage des navires sextuple, l'exportation sextuple et au-delà (1). Le bien-être, le loisir, l'instruction, la lecture, les voyages, tout ce qui était le privilége de quelques-uns devient le bien commun du grand nombre. Le flot montant de la richesse soulève l'élite des pauvres jusqu'à l'aisance, et l'élite des gens aisés jusqu'à l'opulence; le flot montant de la civilisation soulève la masse du peuple jusqu'aux rudimens de l'éducation, et la masse de la bourgeoisie jusqu'à l'éducation complète. En 1709 avait paru le premier journal quotidien, grand comme la main, que l'éditeur ne savait comment remplir, et qui, joint à tous les autres, ne fournissait pas chaque année trois mille exemplaires. En 1844, le timbre marquait soixante et onze millions de numéros, plusieurs grands et pleins comme des volumes. Ouvriers et bourgeois, affranchis, enrichis, parvenus, ils sortent des bas-fonds où ils gisaient enfouis dans l'épargne étroite, l'ignorance et la routine; ils arrivent sur la scène, ils quittent l'habit de manœuvres et de comparses, ils s'emparent des premiers rôles par une irruption subite ou par un progrès continu, à coups de révolutions, avec une prodigalité de travail et de génie, à travers des guerres gigantesques, tour à tour ou en même temps en Amérique, en France, dans toute l'Europe, fondateurs ou destructeurs d'états, inventeurs ou rénovateurs de sciences, conquérans ou acquéreurs de droits politiques. Ils s'ennoblissent par leurs grandes œuvres, ils deviennent les rivaux, les égaux, les vainqueurs de leurs maîtres; ils n'ont plus besoin de les imiter, ils ont des héros à leur tour, ils peuvent montrer comme eux leurs croisades, ils ont gagné comme eux le droit d'avoir une poésie, et vont avoir une poésie comme eux.

C'est en France, pays de l'égalité précoce et des révolutions complètes, qu'il faut observer ce nouveau personnage, le plébéien occupé à parvenir : Augereau, fils d'une fruitière; Marceau, fils d'un procureur; Murat, fils d'un aubergiste; Ney, fils d'un tonnelier; Hoche, ancien sergent, qui le soir dans sa tente lit le *Traité des Sensations* de Condillac, et surtout ce jeune homme maigre, aux cheveux plats, aux joues creuses, desséché d'ambition, le cœur rempli d'imaginations romanesques et de grandes idées ébauchées, qui, sept années durant en garnison à Valence, a lu deux fois tout le magasin d'un libraire, qui en ce moment en Italie, ayant la gale,

(1) Alison, *History of Europe;* — Porter, *Progress of the Nation.*

vient de détruire cinq armées avec une troupe de va-nu-pieds héroïques, et rend compte à son gouvernement de ses victoires avec des fautes d'orthographe et de français. Il devient maître, se proclame le représentant de la révolution, déclare que « la carrière est ouverte aux talens, » et lance les autres avec lui dans les entreprises. Ils le suivent, parce qu'il y a de la gloire et surtout de l'avancement à gagner. « Deux officiers, dit Stendahl, commandaient une batterie à Talavera; un boulet arrive qui renverse le capitaine. — Bon! dit le lieutenant, voilà François tué, c'est moi qui serai capitaine. — Pas encore, dit François, qui n'avait été qu'étourdi et qui se relève. » Ces deux hommes n'étaient point ennemis ni méchans, au contraire compagnons et camarades; mais le lieutenant voulait monter en grade. Voilà le sentiment qui a fourni des hommes aux exploits et aux carnages de l'empire, qui a fait la révolution de 1830, et qui aujourd'hui, dans cette énorme démocratie étouffante, contraint les gens à faire assaut d'intrigues et de travail, de génie et de bassesses, pour sortir de leur condition primitive et pour se hausser jusqu'aux sommets dont la possession est livrée à leur concurrence ou promise à leur labeur. Le personnage régnant aujourd'hui n'est plus l'homme de salon, dont la place est assise et la fortune faite, élégant et insouciant, qui n'a d'autre emploi que de s'amuser et de plaire, qui aime à causer, qui est galant, qui passe sa vie en conversations avec des femmes parées, parmi des devoirs de société et les plaisirs du monde; c'est l'homme en habit noir, qui travaille seul dans sa chambre ou court en fiacre pour se faire des amis et des protecteurs, souvent envieux, déclassé par nature, quelquefois résigné, jamais satisfait, mais fécond en inventions, prodigue de sa peine, et qui trouve l'image de ses souillures et de sa force dans le théâtre de Victor Hugo et dans le roman de Balzac (1).

Il a d'autres soucis, et de plus grands. En même temps que l'état de la société humaine, la forme de l'esprit humain a changé. Elle a changé par un développement naturel et irrésistible, comme une fleur qui devient fruit, comme un fruit qui devient graine. L'esprit recommence l'évolution qu'il a déjà faite à Alexandrie, non pas, comme alors, au milieu d'un air délétère, dans la dégradation universelle des hommes asservis, dans la décadence croissante d'une société qui se dissout, parmi les angoisses du désespoir et les fumées du rêve, mais au sein d'un air qui s'épure, parmi les progrès visibles d'une société qui s'améliore et l'ennoblissement général des hommes relevés et affranchis, au milieu des plus fières espérances, dans la

(1) Comparez, pour sentir ce contraste, Gil Blas et Ruy Blas, le paysan parvenu de Marivaux et Julien Sorel de Stendhal.

saine clarté des sciences expérimentales. L'âge oratoire qui finit, comme il finissait à Athènes et à Rome, a groupé toutes les idées dans un beau casier commode dont les compartimens conduisent à l'instant les yeux vers l'objet qu'ils veulent définir, en sorte que désormais l'intelligence peut entrer dans des conceptions plus hautes et saisir l'ensemble qu'elle n'avait point encore embrassé. Les peuples isolés, Français, Anglais, Italiens, Allemands, arrivent à se toucher et à se connaître par l'ébranlement de la révolution et par les guerres de l'empire, comme jadis les races séparées, Grecs, Syriens, Égyptiens, Gaulois, par les conquêtes d'Alexandre et la domination de Rome, en sorte que désormais chaque civilisation, élargie par le choc des civilisations voisines, peut sortir de ses limites nationales et multiplier ses idées par le mélange des idées d'autrui. L'histoire et la critique naissent comme sous les Ptolémées, et de tous côtés, dans tout l'univers, sur tous les points du temps, elles s'occupent à ressusciter et à expliquer les littératures, les religions, les mœurs, les sociétés, les philosophies, en sorte que désormais l'intelligence, affranchie par le spectacle des civilisations passées, peut se dégager des préjugés de son siècle, comme elle s'est dégagée des préjugés de son pays. Une race nouvelle, engourdie jusque-là, donne le signal : l'Allemagne, par toute l'Europe, imprime le branle à la révolution des idées, comme la France à la révolution des mœurs. Ces bonnes gens qui se chauffaient en fumant au coin d'un poêle, et ne semblaient propres qu'à faire des éditions savantes, se trouvent tout d'un coup les promoteurs et les chefs de la pensée humaine. Nulle race n'a l'esprit si compréhensif, nulle n'est si bien douée pour la haute spéculation. On s'en aperçoit à sa langue, tellement abstraite qu'au-delà du Rhin elle semble un jargon inintelligible, et cependant c'est grâce à cette langue qu'elle atteint les idées supérieures: car le propre de cette révolution, comme de la révolution alexandrine, c'est que l'esprit humain devient *plus capable d'abstraire*. Ils font en grand le même pas que les mathématiciens lorsqu'ils ont passé de l'arithmétique à l'algèbre, et du calcul ordinaire au calcul de l'infini. Ils sentent qu'au-delà des vérités limitées de l'âge oratoire, il y a des explications plus profondes; ils vont au-delà de Descartes et de Locke, comme les alexandrins au-delà de Platon et d'Aristote: ils comprennent qu'un grand ouvrier architecte ou des atomes ronds et carrés ne sont point des causes, que des fluides, des molécules et des monades ne sont point des forces, qu'une âme spirituelle ou une sécrétion physiologique ne rend point compte de la pensée. Ils cherchent le sentiment religieux par-delà les dogmes, la beauté poétique par-delà les règles, la vérité critique par-delà les mythes. Ils veulent saisir les puissances naturelles et morales en

elles-mêmes, indépendamment des supports fictifs auxquels leurs devanciers les attachaient. Tous ces supports, âmes et atomes, toutes ces fictions, fluides et monades, toutes ces conventions, règles du beau et symboles religieux, toutes les classifications rigides des choses naturelles, humaines et divines, s'effacent et s'évanouissent. Désormais elles ne sont plus que des figures, on les garde à titre d'aide-mémoire et d'auxiliaires de l'esprit; elles ne sont bonnes que provisoirement et pour aller plus loin. D'un mouvement commun sur toute la ligne de la pensée humaine, les causes reculent jusque dans une région abstraite où la philosophie n'était point allée les chercher depuis dix-huit cents ans. Alors paraît la maladie du siècle, l'inquiétude de Werther et de Faust, toute semblable à celle qui, dans un moment semblable, agita les hommes il y a dix-huit siècles : je veux dire le mécontentement du présent, le vague désir d'une beauté supérieure et d'un bonheur idéal, la douloureuse aspiration vers l'infini. L'homme souffre de douter, et cependant il doute: il essaie de ressaisir ses croyances, elles se fondent dans sa main: il voudrait s'asseoir et se reposer dans les doctrines et dans les satisfactions qui suffisaient à ses devanciers, il ne les trouve pas suffisantes. Il se répand, comme Faust, en recherches anxieuses à travers les sciences et l'histoire, et les juge vaines, douteuses, bonnes pour des Wagner, pour des pédans d'académie ou de bibliothèque. C'est l'*au-delà* qu'il souhaite; il le pressent à travers les formules des sciences, à travers les textes et les confessions des églises, à travers les divertissemens du monde et les éblouissemens de l'amour. Il y a une vérité sublime derrière l'expérience grossière et les catéchismes transmis; il y a un bonheur grandiose par-delà les agrémens de la société et les contentemens de la famille. Sceptiques, résignés ou mystiques, ils l'ont tous entrevu ou imaginé, depuis Goethe jusqu'à Beethoven, depuis Schiller jusqu'à Heine: ils y ont monté pour remuer à pleines mains l'essaim de leurs grands rêves; ils ne se sont point consolés d'en tomber, ils y ont pensé du plus profond de leurs chutes; ils ont habité d'instinct, comme leurs devanciers alexandrins et chrétiens, ce magnifique monde invisible où dorment dans une paix idéale les essences et les puissances créatrices, et « la véhémente aspiration de leur cœur a attiré hors de leur sphère ces esprits élémentaires, créatures de flamme, qui, mêlés aux choses dans les flots de la vie, dans la tempête de l'action, travaillent sur le métier bruissant de la durée et tissent la robe vivante de la Divinité (1) ! »

Ainsi s'élève l'homme moderne, agité de deux sentimens, l'un démocratique, l'autre philosophique. Des bas-fonds de sa pauvreté

(1) *Faust*, scène première.

et de son ignorance, il s'élève avec effort, soulevant le poids de la société établie et des dogmes admis, enclin à les réformer ou disposé à les détruire, et tout à la fois généreux et révolté. Ce sont ces deux courans qui de France et d'Allemagne arrivent en ce moment sur l'Angleterre. Les digues y sont bien fortes, ils ont peine à s'y frayer leur voie, ils entrent plus tardivement qu'ailleurs, mais néanmoins ils entrent. Ils se font un lit nouveau entre les barrières anciennes et les élargissent sans les rompre, par une transformation pacifique et lente qui continue encore aujourd'hui.

I.

C'est chez un paysan d'Écosse, Robert Burns, qu'éclate pour la première fois l'esprit nouveau: en effet, l'homme et les circonstances sont convenables; on n'a guère vu ensemble plus de misère et de talent. Il naquit en janvier 1759 parmi les frimas d'un hiver écossais, dans une chaumière de glaise bâtie des mains de son père, pauvre fermier du comté d'Ayr : triste condition, triste pays, triste chaumière! Le pignon s'effondra quelques jours après sa naissance, et sa mère, au milieu de l'orage, fut obligée de chercher un abri avec lui chez un voisin. Il est dur de naître en cette contrée; le ciel est si froid qu'au mois de juillet, à Glasgow, par un beau soleil, je n'avais pas trop de mon manteau. La terre est mauvaise; ce sont des collines nues où souvent la récolte manque. Le père de Burns, déjà âgé, n'ayant guère que ses bras pour toute ressource, ayant loué sa ferme trop cher, chargé de sept enfans, vivait d'épargne, ou plutôt de jeûne, solitairement, pour éviter les tentations de dépense. « Pendant plusieurs années, la viande de boucher fut dans la maison une chose inconnue. » Robert allait pieds nus et tête nue : à treize ans, il battait en grange; à quinze ans, « il était le principal laboureur de la ferme. » La famille faisait tous les ouvrages; point de domestique ni de servante. On ne mangeait guère et on travaillait trop. « Jusqu'à seize ans, dit Burns, la tristesse morne d'un ermite, le labeur incessant d'un galérien, voilà ma vie. » Ses épaules se voûtèrent, la mélancolie arriva; presque tous les soirs, sa tête était douloureuse et lourde; plus tard les palpitations vinrent, et la nuit, dans son lit, il suffoquait et manquait de s'évanouir. « L'angoisse d'esprit que nous ressentions, dit son frère, était très grande. » Le père vieillissait: sa tête grise, son front soucieux, ses tempes amaigries, sa grande taille courbée, témoignaient des chagrins et du travail qui l'avaient usé. L'homme d'affaires écrivait des lettres insolentes et menaçantes « qui mettaient toute la famille en larmes. » Il y eut un répit quand le père changea de ferme; mais un procès s'éleva

entre lui et le propriétaire. Enfin, « ayant été ballotté et roulé trois ans, dit Burns avec sa verve amère, dans le tourbillon de la procédure, il fut sauvé tout juste des horreurs de la prison par une maladie de poitrine qui, après deux ans de promesses, eut l'obligeance d'intervenir. » Afin d'arracher quelque chose aux griffes des gens de loi, les deux fils et les deux filles aînés furent obligés de se porter comme créanciers de la succession pour l'arriéré de leurs gages. Avec ce petit pécule, ils prirent à loyer une autre ferme. Robert eut sept livres sterling par an pour son travail : pendant plusieurs années, sa dépense entière n'excéda point cette maigre pitance; il était décidé à réussir à force d'abstinence et de peine. « Je lus des livres de culture, je calculai les récoltes, je fus exact aux marchés; mais la première année la mauvaise qualité de la semence, et la seconde année la moisson tardive, nous firent perdre la moitié de notre récolte. » Les malheurs arrivaient par troupe; la pauvreté ne manque jamais de les engendrer. Le forgeron Armour, dont la fille était sa maîtresse, le poursuivait en justice pour lui extorquer de l'argent et refusait de l'accepter pour gendre. Jeanne Armour l'abandonnait: il ne pouvait donner son nom à l'enfant qu'il allait avoir. Il était obligé de se cacher, il avait été soumis à une pénitence publique. Il écrivait « que sa gaîté en compagnie n'était que la folie du criminel ivre aux mains du bourreau. » Il résolut de quitter sa patrie : moyennant trente livres par an, il fit marché avec M. Charles Douglas pour être teneur de livres ou aide-surveillant à la Jamaïque; faute d'argent pour payer le passage, il était sur le point de s'engager par cette espèce de contrat de servitude qui liait les apprentis, lorsque le succès de son volume lui mit une vingtaine de guinées dans la main et pour un temps lui ouvrit une éclaircie. Ce fut là sa vie jusqu'à vingt-sept ans, et celle qui suivit ne valut guère mieux.

Figurez-vous dans cette condition un homme de génie, un vrai poète capable des émotions les plus délicates et des aspirations les plus hautes, qui veut monter, monter au sommet, qui s'en croit capable et digne (1). De bonne heure l'ambition avait grondé en lui; il avait tâtonné à l'aveugle, « comme le cyclope dans son antre, » le long des murs de la cave où il était enfermé; mais « les deux seules issues étaient la porte de l'épargne sordide ou le sentier du petit trafic chicanier. La première est une ouverture si étroite que je n'eusse pu jamais m'étriquer assez pour y passer; la seconde, je l'ai toujours haïe : il y avait de la boue même à l'entrée. » Les bas métiers oppriment l'âme encore plus que le corps : l'homme y périt, il est obligé d'y périr; il faut qu'il ne reste de lui qu'une machine, car

(1) La plupart de ces détails sont tirés de la *Biographie de Burns*, par Chambers, en quatre volumes.

dans cette action où tout est monotone, où tout le long de la longue journée les bras lèvent le même fléau et enfoncent la même charrue, si la pensée ne prend pas ce mouvement uniforme, l'ouvrage est mal fait. Que le poète prenne garde de se laisser détourner par la poésie; qu'il prenne garde de faire comme Burns, « de ne songer à son travail que pendant qu'il y est. » Il doit y songer toujours, le soir en dételant ses bêtes, le dimanche en mettant son habit neuf, compter sur ses doigts ses œufs et sa volaille, penser aux espèces de fumier, trouver le moyen de n'user qu'une paire de souliers et de vendre son foin un sou de plus la botte. Il ne réussira point s'il n'a pas la lourdeur patiente d'un manœuvre et la vigilance rusée d'un petit marchand. Comment voulez-vous que ce pauvre Burns réussît? Il était déclassé de naissance, et se portait de tout son effort hors de son état. A la ferme de Lochlea, pendant les heures de repas, seuls instans de relâche, père, frères, sœurs, mangeaient une cuiller dans une main, un livre dans l'autre. Burns à l'école de l'arpenteur, et plus tard dans un club de jeunes gens, à Torbolton, agitait pour s'exercer les questions générales, et plaidait le pour et le contre afin de voir les deux côtés de chaque idée. Il emportait un livre dans sa poche pour étudier dans les champs aux momens libres; il usa ainsi deux exemplaires de Mackensie. « Le recueil des chansons était mon *vade mecum*. Je tenais mes yeux collés dessus en menant ma charrette, chanson après chanson, vers après vers, notant soigneusement le vrai, le tendre, le sublime, pour les distinguer de l'affectation et de l'enflure... » Il entretenait exprès une correspondance avec plusieurs de ses camarades de classe pour se former le style, tenait un journal, y jetait des réflexions sur l'homme, sur la religion, sur les sujets les plus grands, critiquait ses premières œuvres. « Jamais cœur n'a soupiré plus ardemment que le mien après le bonheur d'être distingué. » Il devinait ainsi ce qu'il ne savait pas, il s'élevait tout seul jusqu'au niveau des plus cultivés; tout à l'heure, à Édimbourg, il va percer à jour les docteurs respectés, Blair lui-même; il verra que Blair a de l'acquis, mais que le fond lui manque. En ce moment, il étudie avec minutie et avec amour les vieilles ballades écossaises, et le soir dans sa petite chambrette froide, le jour en sifflant son attelage, il invente des formes et des idées. C'est à cela qu'il faut songer pour mesurer son effort, pour comprendre ses misères et sa révolte. Il faut songer que l'homme en qui se remuent ces grandes idées bat en grange, nettoie ses vaches, va piocher de la tourbe, clapote dans une boue neigeuse, et craint en rentrant de trouver des recors qui le mèneront en prison. Il faut songer encore qu'avec les idées d'un penseur il a les délicatesses et les rêveries d'un poète. Une fois, ayant jeté les

yeux sur une estampe qui représentait un soldat tué, et à côté de lui sa femme, son enfant et son chien dans la neige, tout d'un coup, involontairement, il fondit en larmes. Les ouragans d'hiver dans les arbres, sous un ciel nuageux, « l'exaltaient, le transportaient hors de lui-même. » Une autre fois, dans une promenade, au printemps, « j'écoutais, dit-il, les oiseaux, et je me détournais souvent de mon chemin pour ne pas troubler leurs petites chansons ou les faire envoler. Même la branche d'aubépine blanche qui avançait sur la route, quel cœur en un pareil moment eût pu songer à lui faire mal? » C'est cet essaim de songes grandioses ou gracieux que la servitude du labeur machinal et de l'économie perpétuelle venait écraser lorsqu'ils commençaient à prendre leur vol. Joignez à cela un caractère fier, si fier, que plus tard, dans le monde, parmi les grands, « la crainte de tout ce qui pouvait approcher de la bassesse et de la servilité rendait ses façons presque tranchantes et rudes. » Ajoutez enfin la conscience de son mérite. « Pauvre inconnu que j'étais, j'avais une opinion presque aussi haute de moi-même et de mes ouvrages que je l'ai à présent que le public a décidé en leur faveur. » Rien d'étonnant si l'on trouve à chaque pas dans sa poésie les réclamations amères d'un plébéien opprimé et révolté.

Il en a contre la société tout entière, contre l'état et contre l'église. Il a l'accent âpre, souvent même les phrases de Rousseau, et voudrait « être un vigoureux sauvage, » sortir de la vie civilisée, de la dépendance et des humiliations qu'elle impose au misérable. « Il est dur de voir un monsieur que sa capacité aurait élevé tout juste à la dignité de tailleur à huit pence par jour, et dont le cœur ne vaut pas trois liards, recevoir les attentions et les égards qu'on refuse à l'homme de génie pauvre. » Il est dur de voir « un pauvre homme, usé de fatigue, tout abject, ravalé et bas, demander à un de ses frères de la terre la permission de travailler. » Il est dur « de voir ce seigneurial ver de terre repousser la pauvre supplique, sans songer qu'une femme qui pleure et des enfans sans pain se lamentent là tout à côté. » Quand le vent d'hiver souffle et barre la porte de ses rafales de neige, le paysan, collé contre son petit feu de tourbe, pense aux grands foyers largement chauffés des nobles et des riches, « et parfois il a bien de la peine à s'empêcher de devenir aigre en voyant comment les choses sont partagées, comment les plus braves gens sont dans le besoin, pendant que des imbéciles se démènent sur leurs tas de guinées sans pouvoir en venir à bout. » Mais surtout le cœur « frémit et se gangrène de voir leur maudit orgueil. » — « Un homme est un homme après tout, » et le paysan vaut bien le seigneur. Il y a des gens nobles de nature et il n'y a que ceux-là de nobles; l'habit est une affaire de tailleur,

les titres une affaire de chancellerie, et « la seule vraie patente d'honneur est celle qu'on reçoit tout droit des mains du Dieu tout-puissant. » Contre ceux qui renversent cette égalité naturelle, Burns est impitoyable. Le moindre événement le met hors des gonds. Lisez l'épître de Belzébuth « au très honorable comte de Breadalbane, président de l'honorable société des *highlands*, réunie le 23 mai dernier, à Covent-Garden, pour concerter des moyens et mesures à l'effet de rendre vain le projet de cinq cents *highlanders* qui scandaleusement avaient tâché d'échapper à leurs seigneurs et maîtres dont ils étaient la propriété légitime, en émigrant dans les déserts du Canada, afin d'y chercher cette chose imaginaire, — la liberté! » Rarement l'insulte fut plus prolongée et plus poignante. Et la menace n'était pas loin. Il avertit les députés écossais en révolutionnaire. Retirez vos impôts sur le whiskey ou prenez garde! La pauvre vieille mère Écosse veut ravoir sa cruche et sa bouilloire. « Et par Dieu si vous la menez trop loin, elle retroussera son jupon de tartan: elle descendra dans les rues poignard et pistolet à la ceinture, et fera entrer sa lame jusqu'au manche dans le premier qu'elle rencontrera. » Avec de tels sentimens, je n'ai pas besoin de dire qu'il est pour la révolution française. Il a beau écrire qu'en politique « un homme pauvre doit être sourd et aveugle, laisser aux grands le privilége de voir et d'entendre. » Il voit, il entend; bien plus, il parle, et tout haut. Il félicite les Français d'avoir repoussé l'Europe conservatrice, qui s'était liguée contre eux. Il célèbre l'arbre de la liberté mis à la place de la Bastille. « Sur cet arbre-là croît un singulier fruit; — tout le monde pourra dire ses vertus, mon garçon. — Il relève l'homme au-dessus de la brute, — et fait qu'il se connaît lui-même, mon garçon. — Que le paysan en goûte un morceau, — le voilà plus grand qu'un seigneur, mon garçon. — Le roi Louis pensait le couper — quand il était encore tout petit, mon garçon. — A cause de cela, la sentinelle lui a cassé sa couronne, — lui a coupé la tête et tout, mon garçon. » Étrange gaîté, toute sauvage et nerveuse, et qui, avec un meilleur style, ressemble à celle du *Ça ira*.

Il n'est guère plus doux pour l'église. A ce moment, l'étroit habit puritain commençait à craquer; la société lettrée d'Édimbourg l'avait francisé, élargi, approprié aux agrémens du monde, garni d'ornemens peu brillans à la vérité, mais bien choisis. Plus bas, le dogme se détendait, approchait par degrés des relâchemens d'Arminius et de Socin. John Goldie, un négociant, avait tout récemment discuté (1) l'autorité des Écritures; John Taylor avait nié le

(1) 1780.

péché originel. Le père de Burns, si pieux, inclinait vers les doctrines libérales et humaines, et diminuait la part de la foi pour augmenter celle de la raison. Burns, selon sa coutume, poussa les choses à bout, se trouva déiste, ne vit en Jésus-Christ qu'un homme inspiré, réduisit la religion au sentiment intime et poétique, et poursuivit de ses railleries les orthodoxes payés et patentés. Depuis Voltaire, personne en matière religieuse n'a été plus bouffon et plus mordant. En somme, selon lui, les ministres sont des marchands qui tâchent de se filouter leurs chalands, crient du haut de leur tête contre l'échoppe du concurrent, célèbrent leurs drogues à grand renfort d'affiches, et ouvrent çà et là des foires pour activer la consommation. « Ces foires sacrées » sont les assemblées de piété où l'on confère les sacremens. Tour à tour ils prêchent et tonnent, surtout le révérend Moodie, qui se démène et qui écume pour éclaircir les points de la foi : figure terrible! « Si Satan, comme aux anciens jours, se présentait ici parmi les fils de Dieu, cette vue suffirait pour le renvoyer chez lui plein d'effroi. » — « Comme sa voix ronfle, et comme il cogne! Comme il tape du pied et comme il saute! Son menton allongé, son nez tourné en l'air, ses glapissemens, ses gestes sauvages, échauffent les cœurs dévots, à la façon des emplâtres de cantharides. » — Il s'enroue, et on se repose, l'assemblée mange, chacun tire du sac les gâteaux, le fromage; les jeunes gens ont le bras autour de la taille de leurs belles; ils étaient bien ainsi pour écouter. Grand tapage à l'auberge; les canettes tintent sur la table; le whiskey coule et fournit des argumens aux buveurs qui commentent le sermon; on écrase la raison charnelle, on exalte la foi gratuite : argumens et piétinemens, voix des vendeurs et des buveurs, tout se mêle; c'est une kermesse théologique. « Mais voilà que la propre trompette du Seigneur résonne tant que les collines en mugissent. C'est Russell le Noir, il ne s'épargne pas. Ses perçantes paroles, comme une épée des *highlands*, tranchent les membres jusqu'à la moelle. Il parle de l'enfer, où habitent les diables, un large puits sans fond, sans bornes, tout rempli de soufre enflammé, où la flamme furieuse, la chaleur dévorante fondraient la plus dure pierre à aiguiser; les ouailles, demi-assoupies, sursautent avec effroi, croyant entendre l'abîme mugir, et découvrent que c'est quelque voisin qui ronfle. » Enfin on se sépare. « Combien de pécheurs et de fillettes convertis par cette journée! Les cœurs de pierre se sont fondus, les voilà devenus aussi tendres que de la chair. Les uns sont pleins d'amour divin, les autres sont pleins d'eau-de-vie. Les jeunes gens ont pris rendez-vous avec les filles, et le diable a fait ses affaires encore mieux que le bon Dieu. Belle cérémonie et morale! gardons-la précieusement, et aussi

notre sage théologie qui damne les gens « cinq mille ans avant leur naissance. » Pour le mauvais chien appelé sens commun qui mord si ferme, bannissons-le au-delà de la mer : « qu'il aille aboyer en France! » car où trouver mieux que nos révérends, Willis le saint par exemple? Il se sent prédestiné, plein de la grâce qui ne lui manquera jamais; donc celui qui lui résiste résiste à Dieu, et n'est bon qu'à pendre: il peut le décrier, ce drôle-là, et le persécuter en conscience. « Pour moi, dit Burns, j'aimerais mieux être un athée franc et net que de faire de l'Évangile un paravent. » — « Un honnête homme peut aimer un verre, — un honnête homme peut aimer une fille: mais la basse vengeance et la méchanceté déloyale, il les dédaignera toujours. Et maintenant faites du zèle pour l'Évangile! Criez haut, comme quelques-uns que nous connaissons! » Il y a une beauté, une honnêteté, un bonheur en dehors des conventions et de l'hypocrisie, par-delà les prêches corrects et les salons décens, à côté des *gentlemen* en cravates blanches et des révérends en rabats neufs.

Burns écrit ici son chef-d'œuvre, *les Gueux* (1), pareil à celui de Béranger, mais combien plus pittoresque, plus varié et plus puissant! C'est à la fin de l'automne, les feuilles grises roulent dans les rafales du vent; une joyeuse troupe de vagabonds, bons diables, viennent faire ripaille au cabaret de Poosie Nansie. « Ils trinquent et rient, ils chantent et se démènent, ils cognent et sautent, tant que les tourtières résonnent. » Le premier auprès du feu, en vieux haillons rouges, est un soldat avec sa commère; la gaillarde a bien bu, il l'embrasse et lui tend encore sa bouche goulue: les gros baisers font clic-clac comme un fouet de charretier, et chancelant sur sa béquille, d'un air crâne, il entonne à pleins poumons la chanson : « J'étais avec Curtis aux batteries flottantes, — et j'y ai laissé en témoignage un bras et une jambe. — Pourtant que mon pays ait besoin de moi, et me donne Elliot pour commandant, — je ferai tapage avec ma béquille au son du tambour. » Le chœur reprend et les voix ronflent : les rats effrayés se sauvent au plus profond de leurs trous. C'est à présent le tour de la commère : « J'étais fille autrefois, quoique je ne puisse dire quand. — Encore maintenant mon plaisir est dans les beaux jeunes hommes. » Son père fut un dragon, elle ne sait pas trop lequel: c'est pourquoi tous ses galans ont porté l'uniforme, d'abord le tambour, puis le chapelain. « Bien vite je me dégoûtai de mon révérend imbécile. — Pour mari, je pris le régiment en gros. — De l'esponton doré au fifre j'étais toujours prête. — Je ne demandais qu'un bon soldat gaillard. » Depuis,

(1) *The Jolly Beggars.*

la paix l'a mise à l'aumône; mais à la foire de Cunningham elle a retrouvé son brave drôle; l'uniforme en lambeaux pendillait si splendidement autour de ses côtes! Elle l'a repris, et « tant que des deux mains elle pourra tenir son verre ferme, elle boira à la santé de son vieux héros. » J'espère que voilà du style franc, et que le poète n'est pas petite bouche. Ses autres personnages sont du même goût, un paillasse, une luronne coupeuse de bourse, un pauvre nain racleur de boyau, un chaudronnier ambulant, tous déguenillés, braillards et bohèmes, qui s'empoignent, se rossent, s'embrassent et font trembler les vitres des éclats de leur belle humeur. « Ils vident leurs havre-sacs, ils engagent leurs guenilles, — Ils gardent tout juste de quoi couvrir leur derrière, » et leur chœur monte comme un tonnerre ébranlant les solives et les murs :

« Au diable ceux que la loi protége! — La liberté est un glorieux festin. — Les cours ont été bâties pour les poltrons, — les églises pour plaire au prêtre.

« Qu'est-ce qu'un titre? qu'est-ce qu'un trésor? — qu'est-ce que le souci d'une réputation? — Si nous menons une vie de plaisir, — peu importe où et comment!

« Avec nos tours et nos bourses plates, — nous rôdons çà et là tout le jour, — et la nuit dans la grange ou l'étable — nous embrassons nos luronnes sur le foin.

« La vie n'est qu'une casaque d'arlequin, — nous ne regardons pas comment elle va. — Allez cafarder sur le décorum, — vous qui avez des réputations à perdre.

« A la santé des bissacs, des sacoches et des besaces! — A la santé de toute la troupe rôdante! — A la santé de notre marmaille et de nos commères! — Chacun et tous criez *amen!*

« Au diable ceux que la loi protége! — La liberté est un glorieux festin. — Les cours ont été bâties pour les poltrons, — les églises pour plaire au prêtre. »

Quelqu'un a-t-il mieux parlé le langage des révoltés et des niveleurs? Il y a autre chose ici pourtant que l'instinct de la destruction et l'appel aux sens, il y a la haine du *cant* et le retour à la nature. « Moralité, dit-il quelque part, mortel poison, toi aussi tu as tué les gens par dix mille! Grâce à toi, celui-là espère vainement qui a pris pour appui et pour guide la vérité, la justice et la pitié! » La pitié! ce grand mot renouvelle tout. Comme autrefois, il y a dix-huit cents ans, les hommes dépassent les formulaires et les prescriptions légales. Comme autrefois sous Virgile et Marc-Aurèle, la sensibilité raffinée et les sympathies élargies embrassent des êtres qui semblaient pour toujours relégués hors de la société et de la loi. Burns s'attendrit, et sincèrement, sur une brebis qui s'est blessée,

sur une souris dont sa charrue a dérangé la tanière, sur une marguerite de montagne. Homme, bête ou plante, y a-t-il si grande différence? Une souris amasse, calcule, souffre comme un homme. « Je crois bien que par ci par là elle vole; eh bien! après? Pauvre bête, il faut qu'elle vive. » Même les anciens condamnés, ces grands malfaiteurs, Satan et sa bande, on n'a plus envie de les maudire; comme les sacripans de taverne et les mendians qu'on a vus tout à l'heure, ils ont leurs mérites, et peut-être après tout ne sont-ils pas si méchans qu'on le dit. Voici par exemple « le vieux cornu, le vieux pied de bouc, qui nous a joué tant de mauvais tours, le chien sournois, surtout le jour où il s'est faufilé incognito dans le paradis » et a mis nos grands parens à mal. A présent, « dans sa caverne enfumée, il verse son écumoire de soufre sur le pauvre monde. Pourtant, dit Burns, je suis sûr que c'est un mince plaisir, même pour un diable, d'éreinter et d'échauder les pauvres chiens comme moi et de les entendre piauler. Bon soir, vieux Nick; puissiez-vous avoir une bonne idée et vous amender! Peut-être alors pourriez-vous... Que sais-je, moi!... Tout de même essayez... Cela me fait peine de songer à ce trou noir là-bas, ne serait-ce que pour l'amour de vous! » On voit qu'il parle au diable comme à un camarade malheureux, mauvais coucheur, mais tombé dans la peine. Faites un pas de plus, et vous verrez dans un poème contemporain, chez Goethe, que Méphistophélès lui-même n'est pas trop damné. Son dieu, le dieu moderne, le tolère et lui déclare qu'il n'a jamais haï ses pareils. C'est que la large nature conciliante assemble dans ses chœurs au même titre les ministres de destruction et les ministres de vie. Dans ce profond changement, l'idéal change; la vie bourgeoise et rangée, le strict devoir puritain, n'épuisent pas toutes les puissances de l'homme. Burns réclame en faveur de l'instinct et de la jouissance jusqu'à sembler épicurien. Il a une vraie gaîté, une verve comique; le rire lui semble une bonne chose; il le loue, et aussi les bons soupers de bons camarades, où le vin coule, où la plaisanterie foisonne, où les idées roulent, où la poésie pétille, et fait danser dans la cervelle humaine un carnaval de belles figures et de personnages en belle humeur.

Amoureux, il le fut toujours. Il faisait si bien de l'amour le grand but de la vie, que dans le club qu'il fonda avec les jeunes gens de Torbolton on imposa à chaque membre l'obligation « d'être l'amant déclaré d'une ou plusieurs belles. » Dès l'âge de quinze ans, ce fut là sa principale affaire. Il avait pour compagne dans le travail de la moisson une douce et aimable fille plus jeune d'un an que lui. « Sans le savoir, dit-il, elle m'initia à cette délicieuse passion qui, malgré les désappointemens amers et tout ce que dira une prudence

de cheval de meule et une philosophie de gratte-papier, est encore la première des joies humaines, notre plus chère bénédiction ici-bas. » Quand ils avaient ramassé les gerbes, il s'asseyait près d'elle avec un plaisir qu'il ne comprenait pas, pour ôter de ses pauvres doigts les barbes d'épis qui s'y étaient fichées. Il eut bien d'autres fantaisies et moins innocentes; il me semble que de fondation il était amoureux de toutes les femmes : dès qu'il en voyait une jolie, il se déridait; son journal et ses chansons montrent qu'au moindre papillon, doré ou non, qui faisait mine de se poser, il se mettait en chasse. Notez qu'il ne se réduisit pas aux rêveries platoniques; il fut leste d'actions et aussi de paroles; la gaudriole perce volontiers dans ses poésies. Il s'appelle lui-même « un païen non régénéré, » et il a raison. Même il a fait des vers orduriers, et lord Byron cite de lui un paquet de lettres, inédites bien entendu, et telles qu'on ne peut rien imaginer de pis; c'est le trop-plein de la séve qui suintait chez lui et salissait l'écorce. Sans doute il ne se vantait pas de ces débordemens, il s'en repentait plutôt; mais pour l'essor et l'épanouissement de la libre vie poétique au grand soleil, il n'y voyait rien à redire. Il trouvait que l'amour, avec les songes charmans qu'il amène, la poésie, le plaisir et le reste, sont de belles choses, conformes aux instincts de l'homme, et partant aux desseins de Dieu. Bref, par opposition au puritanisme morose, il approuvait la joie et disait du bien du bonheur (1). Non qu'il soit un simple épicurien, au contraire il est religieux à l'occasion. Quand après la mort de son père il faisait à haute voix la prière du soir, il tirait des larmes aux assistans, et son poème *le Samedi soir au Cottage* est la plus sentie des idylles vertueuses. Je crois même qu'il était religieux foncièrement. Il conseillait aux jeunes gens, « s'ils tenaient à la paix de leur âme, d'entretenir un commerce chaleureux et régulier avec la Divinité. » Ce qu'il avait raillé, c'était le culte officiel; pour la religion, qui est « le langage de l'âme, » il s'y tenait étroitement attaché. Plusieurs fois, devant Dugald Stewart, à Édimbourg, il désapprouva les plaisanteries sceptiques qu'il entendait dans les soupers. Il croyait avoir « toutes les assurances possibles » d'une vie future, et maintes fois, à côté d'une satire bouffonne, on trouve chez lui des stances pleines de repentir humble, de ferveur confiante ou de résignation chrétienne. Ce sont là, si vous voulez, les contradictions d'un poète, mais ce sont aussi les divinations d'un poète; sous ces variations apparentes, il y a un idéal nouveau qui se lève; les vieilles morales étroites vont faire place à la large sympathie de l'homme moderne qui aime le beau partout où le beau se rencontre, et qui, refusant

(1) Chamber's edition, t. Ier, p. 93.

de mutiler la nature humaine, se trouve à la fois païen et chrétien.

Cette originalité et cet instinct divinateur, il les a dans le style comme dans les idées. Le propre de l'âge où nous vivons et qu'il ouvre, c'est d'effacer les distinctions rigides de classes, de catéchisme et de style; académiques, morales ou sociales, les conventions tombent, et nous réclamons l'empire dans la société pour le mérite personnel, dans la morale pour la générosité native, dans la littérature pour le sentiment vrai. Burns entre le premier dans cette voie, et plusieurs fois il y va jusqu'au bout. S'il fait des vers, ce n'est point par calcul ni obéissance à la mode. « Je n'avais jamais eu la moindre idée ou inclination de devenir poète, dit-il, jusqu'au moment où je devins amoureux pour tout de bon, et alors la rime et la chanson devinrent en quelque façon le langage spontané de mon cœur. » — « Mes passions se démenaient comme autant de démons tant qu'elles n'avaient point trouvé un débouché dans les vers. » Les vers faits, il se sentait soulagé, consolé de ses misères; il les chantonnait, en poussant sa charrue, sur les vieux airs écossais, qu'il aimait passionnément, et qui, dit-il, sitôt qu'on les chante, apportent aux lèvres les idées et les rimes. Voilà bien la poésie naturelle, non point poussée en serre chaude, mais née du sol entre deux sillons, côte à côte avec la musique, parmi les tristesses et les beautés du climat, comme les bruyères violettes de ses collines et de ses landes. On comprend qu'elle ait renouvelé sa langue; pour la première fois cet homme parle comme on parle, ou plutôt comme on pense, sans parti-pris, avec un mélange de tous les styles, familier et terrible, cachant une émotion sous une bouffonnerie, tendre et gouailleur au même endroit, prêt à mettre ensemble les trivialités d'auberge et les plus grands mots de la poésie (1), tant il est indifférent aux règles et content de montrer son sentiment comme il lui vient et tel qu'il l'a. Enfin après tant d'années nous sortons de la déclamation notée, nous entendons une voix d'homme; bien mieux, nous oublions la voix pour l'émotion qu'elle exprime, nous ressentons par contre-coup cette émotion en nous-mêmes, nous entrons en commerce avec une âme. A ce moment, la forme semble s'anéantir et disparaître; j'ose dire que ceci est le grand trait de la poésie moderne; sept ou huit fois Burns y a atteint.

Il a fait davantage, il a percé, comme nous disons aujourd'hui. Son premier volume publié, il devint tout d'un coup célèbre. Arrivé à Édimbourg, il fut fêté, caressé, admis sur le pied d'égalité dans

(1) Voyez *Tam O'shanter, Address to the Deil, the Jolly Beggars, A man is a man, Green grow the rushes,* etc.

les premiers salons, parmi les grands et les lettrés, aimé d'une femme qui était presque une dame. Pendant une saison, on se le disputa, et il se tint debout dignement parmi ces gens si riches et si nobles. On le respecta et même on l'aima. Une souscription lui valut une seconde édition et cinq cents livres sterling. Lui aussi enfin, comme les grands plébéiens de France, comme Rousseau le premier de tous, il avait conquis sa place. Par malheur, il y portait, comme eux, les vices de son état et de son génie. Ce n'est pas impunément qu'on parvient, ni surtout qu'on veut parvenir; nous aussi, nous avons nos vices, et la vanité souffrante en premier lieu. « Jamais cœur, disait Burns, n'a soupiré plus ardemment que le mien après le bonheur d'être distingué. » Cet amour-propre douloureux faussait son talent et le jetait dans des sottises. Il se travaillait pour avoir un beau style épistolaire, et se donnait le ridicule d'imiter dans ses lettres les gens d'académie et de cour. Il écrivait à ses maîtresses avec des phrases périodiques recherchées aussi pédantes que celles de Johnson. Vraiment on n'ose les citer, tant l'emphase en est grotesque (1). D'autres fois il consignait sur un journal les tirades littéraires qui lui venaient, et six mois après il les envoyait à ses correspondans comme des effusions du moment et des improvisations naturelles. Même dans ses vers, bien souvent, bien trop souvent, il tombe dans le beau style officiel, il met en jeu les soupirs, les ardeurs, les flammes, et jusqu'aux grosses machines classiques et mythologiques. Béranger, qui se croyait ou se disait le poète du peuple, en a fait autant. Il faut qu'un plébéien ait bien du courage pour se décider à rester toujours lui-même et à ne jamais endosser l'habit de cour. Par exemple Burns, Écossais et villageois, évitait toutes les locutions écossaises ou villageoises; il était content de se montrer aussi bien élevé que les gens à la mode. C'était de force et par surprise que son génie le tirait des convenances : deux fois sur trois, son sentiment est gâté par ses prétentions.

Son succès dura un hiver, après quoi la grande plaie incurable du plébéien se fit sentir : je veux dire qu'il lui fallut gagner sa vie. Avec l'argent qu'il avait tiré de son livre, il loua une petite ferme. Ce fut un mauvais marché, et d'ailleurs on sent bien qu'il n'avait pas le caractère de grippe-sou nécessaire à l'emploi. « Je pourrais bien vous écrire, dit-il dans une de ses lettres sur la culture, la bâtisse et les marchés; mais ma pauvre tête bouleversée est si démontée, si éreintée, si torturée, si endiablée par l'exécrable et maudite obliga-

(1) « O Clarinda, shall we not meet in a state, some yet unknown state of being, where the lavish hand of plenty shall minister to the highest wish of benevolence, and where the chill north wind of prudence shall never blow over the flowery fields of enjoyment? »

tion d'arriver à ce qu'une guinée fasse le service de trois, que je déteste, que j'abhorre le seul mot d'affaires, et que je m'évanouis d'y penser. » Bientôt il s'en alla, les poches vides, remplir à Dumfries une petite place de douanier qui rapportait quatre-vingt-dix livres par an tout compris. Dans ce bel emploi, il estampillait les cuirs, jaugeait les cuveaux, surveillait la fabrique des chandelles, accordait des licences pour le transport des spiritueux. Des fumiers, il était passé à l'administration et à l'épicerie : quelle vie pour un tel homme! Même indépendant et riche, il eût été malheureux. Ces grands novateurs, ces poètes sont tous pareils. Ce qui les fait poètes, c'est l'afflux violent des sensations; ils ont une machine nerveuse plus sensible que la nôtre; les objets qui nous laissent froids les secouent subitement hors d'eux-mêmes. Au moindre choc, leur cervelle entre en branle, après quoi ils retombent à plat, se dégoûtent de la vie, et s'assoient moroses parmi les souvenirs des fautes qu'ils ont faites et des délices qu'ils ont perdues. « Mon pire ennemi, disait Burns, c'est moi-même. Il y a deux créatures que j'envie : un cheval sauvage qui traverse une forêt d'Asie, ou une huître sur quelque côte déserte de l'Europe; l'un n'a pas un désir qu'il ne satisfasse, l'autre n'a ni désir ni crainte. » Il était toujours dans les extrêmes, au plus haut, au plus bas, le matin prêt à pleurer, le soir à table ou sous la table, épris de Jeanne Armour, puis, sur son refus, s'engageant à une autre, puis retournant à Jeanne, puis la quittant, puis la reprenant encore, parmi beaucoup de scandales, de souillures et encore plus de dégoûts. Dans ces sortes de têtes, les idées *font boulet;* l'homme lancé en avant rompt tout, se brise lui-même, le jour d'après recommence en sens contraire, et finit par ne plus trouver en lui et hors de lui que des débris. Burns n'avait jamais été sage, et le fut moins que jamais après son succès d'Édimbourg. Il avait trop joui, il sentait désormais trop vivement le douloureux aiguillon de l'homme moderne, je veux dire la disproportion du désir et de la puissance. La débauche avait presque gâté la belle imagination « qui auparavant était la source principale de son bonheur, » et il avouait qu'au lieu de rêveries tendres il n'avait plus que des désirs sensuels. On l'avait fait boire jusqu'à six heures du matin; bien souvent à Dumfries il fut ivre, non que le vin soit bien bon, mais il nous met un carnaval dans la tête, et à ce titre les poètes, comme les pauvres, y sont enclins. Une fois chez M. Riddel, Burns se grisa si fort qu'il insulta la dame du logis; le lendemain, il envoya des excuses qu'on n'accepta pas, et par dépit fit des vers contre elle : lamentables excès et qui annoncent un esprit jeté hors de son assiette. A trente-sept ans, il était usé. Une nuit, ayant trop bu, il s'assit et s'endormit dans la rue. C'était en jan-

vier, il prit une fièvre rhumatismale. On voulut appeler un médecin. « Pourquoi un médecin perdrait-il son temps sur moi? Je suis un si pauvre pigeon que je ne vaux pas la peine qu'on me plume. » Il était horriblement maigre, ne dormait plus et ne pouvait plus se tenir sur ses jambes. « Quant à mon propre individu, je suis tranquille; mais la pauvre veuve de Burns, et une demi-douzaine de ses chers petits! Là, je suis aussi faible qu'une larme de femme. » Même il eut la crainte de ne pas finir en paix et l'amertume de demander l'aumône. « Un coquin de mercier, écrivait-il à son cousin, s'étant mis dans la tête que je vais mourir, a commencé une procédure contre moi, et va infailliblement envoyer ma maigre carcasse en prison... Oh! James, si vous saviez comme mon cœur est fier, vous me plaindriez doublement! Hélas! je ne suis pas habitué à mendier! » Il mourut peu de jours après, à trente-huit ans. Sa femme accouchait de son cinquième enfant.

II.

Triste vie, et qui est le plus souvent celle des précurseurs; il n'est pas sain de marcher trop vite. Burns était si fort en avant, que l'on mit quarante ans à le rejoindre. A ce moment, en Angleterre, les conservateurs et les croyans primaient les sceptiques et les révolutionnaires. La constitution était libérale, et semblait la garantie des droits; l'église était populaire, et semblait le soutien de la morale. La capacité pratique et l'incapacité spéculative détournaient les esprits des innovations proposées, et les rattachaient à l'ordre établi. Ils se trouvaient bien dans leur grande maison féodale, élargie et appropriée aux besoins modernes; ils la trouvaient belle, ils en étaient fiers, et l'instinct national comme l'opinion publique se déclaraient contre les novateurs qui voulaient l'abattre pour la rebâtir. Tout d'un coup une secousse violente avait changé cet instinct en passion et cette opinion en fanatisme. La révolution française, d'abord admirée comme une sœur, avait paru une furie et un monstre. Pitt déclarait en plein parlement, aux applaudissemens universels (1), « que les traits dominans du nouveau gouvernement républicain étaient l'abolition de la religion et l'abolition de la propriété. » Toute la classe pensante et influente se levait pour écraser cette secte de jacques, brigands par institution, athées par principes, et le jacobinisme, sorti du sang pour s'asseoir dans la pourpre, fut poursuivi jusque dans son enfant et dans son champion « Bonaparte, qui l'avait centralisé et intronisé (2). » Sous cet achar-

(1) Tome II, page 17, *Pitt's Speeches.*

(2) Discours de Pitt, 17 février 1800.

nement national, les idées libérales s'effaçaient; les plus illustres des amis de Fox, Burke, Windham, Spenser, le quittèrent : de cent soixante partisans dans la chambre des communes, il ne lui en resta que cinquante. Le grand parti whig sembla disparaître, et dans l'année 1799 la plus forte minorité qu'on put rassembler contre le gouvernement fut de vingt-cinq voix. Cependant le jacobinisme anglais était pris à la gorge et tenu à terre (1); « l'*habeas corpus* était suspendu à plusieurs reprises; les écrivains qui avançaient des doctrines contraires à la monarchie et à l'aristocratie étaient proscrits et punis sans merci. Il était dangereux à un républicain de faire sa profession de foi politique au restaurant, devant son *beefsteak* et sa bouteille, et l'on voyait en Écosse, pour des offenses qui à Westminster eussent été qualifiées de délits médiocres (2), des hommes d'esprit cultivé et de manières polies envoyés à Botany-Bay avec le troupeau des criminels (3). » Cependant l'intolérance de la nation aggravait celle du gouvernement. Quiconque eût avoué des sentimens démocratiques eût été insulté. Les journaux présentaient ces novateurs comme des scélérats et des ennemis publics. La populace, à Birmingham, brûlait les maisons de Priestley et des unitaires. A la fin, Priestley fut obligé de quitter l'Angleterre. Lord Byron s'exila sous la même contrainte, et quand il partit, ses amis craignirent que la foule assemblée autour de sa voiture ne portât les mains sur lui.

Ce n'est point dans ce monde armé en guerre contre les nouvelles théories que les nouvelles théories pouvaient naître. La révolution y entre cependant; elle y entre déguisée, et par une voie détournée, en sorte qu'on ne la reconnaît pas. Ce ne sont point les idées sociales qui se transforment, comme en France, ni les idées philosophiques, comme en Allemagne, mais les idées littéraires; la grande marée montante de l'esprit moderne, qui renverse ailleurs tout l'édifice des conditions et des spéculations humaines, ne parvient d'abord ici qu'à changer le style et le goût. Médiocre changement, du moins en apparence, mais qui en somme vaut les autres, car ce renouvellement dans la manière d'écrire est un renouvellement dans la manière de penser, et celui-ci amènera tous les autres, comme le mouvement du pivot central entraîne le mouvement de tous les rouages engrenés.

En quoi consiste cette réforme du style? Avant de la définir, j'aime mieux la montrer, et pour cela il faut que l'on voie le caractère et la vie de celui qui le premier, sans système, l'a pratiquée ici, William Cowper, car son talent n'est que l'image de son caractère,

(1) *Life of William Pitt*, by Macaulay.

(2) *Misdemeanours*.

(3) *Felons*. Ces termes légaux n'ont pas d'équivalent en français.

et ses poèmes ne sont que l'écho de sa vie. C'était un enfant délicat, craintif, d'une sensibilité frémissante, passionnément tendre, et qui, ayant perdu sa mère à six ans, fut soumis presque aussitôt au *fagging* et aux brutalités d'une école publique. Elles sont étranges en Angleterre : un garçon d'environ quinze ans le prit comme victime, et le pauvre petit, incessamment maltraité, conçut « une telle crainte de son bourreau, qu'il n'osait lever les yeux sur lui plus haut que les genoux, et le connaissait mieux par ses boucles de souliers que par aucune autre partie de son habillement. » Dès neuf ans, la mélancolie le prit, non pas la rêverie douce que nous appelons de ce nom, mais le profond abattement, le désespoir morne et continu, l'horrible maladie des nerfs et de l'âme qui produit le suicide, le puritanisme et la folie. « Jour et nuit j'étais à la torture, me couchant dans l'angoisse, me levant dans le désespoir. » Le mal changeait d'aspect, diminuait, mais ne le quittait pas. Comme il n'avait qu'une petite fortune, quoique né dans une grande famille, il accepta sans réflexion l'offre de son oncle, qui voulait lui donner une place de clerc à la chambre des communes; mais il fallait subir un examen, et ses nerfs se démontaient à la seule idée qu'il faudrait paraître et parler en public. Pendant six mois, il essaya de se préparer; mais il lisait sans comprendre, une fièvre nerveuse le minait. Ses sensations étaient « celles d'un homme qui monte sur l'échafaud toutes les fois qu'il mettait le pied dans le bureau; pendant six mois il y vint tous les jours. » — « Dans cet état, dit-il, j'étais saisi par momens d'un tel accès de désespoir, que, seul dans ma chambre, je poussais des cris et maudissais l'heure de ma naissance, levant mes yeux au ciel, non pas en suppliant, mais avec un esprit infernal de haine envenimée et de reproche contre mon Créateur. » Le jour de l'examen approchait; il espéra devenir fou pour s'y soustraire, et comme la raison tenait bon, il pensa même à se tuer. Enfin, dans un moment de délire, la démence vint, et on le mit dans une maison d'aliénés, « tout pénétré par un sentiment exalté de dégoût et d'horreur pour lui-même et par la crainte d'un châtiment instantané, » jusqu'à se croire damné, comme Bunyan et les premiers puritains. Au bout de plusieurs mois, sa raison lui revint; mais elle se sentait des étranges pays où elle avait voyagé toute seule. Il resta triste, comme un homme qui se croit dans la disgrâce de Dieu, et se trouva incapable d'une vie active. Cependant un ministre, M. Unwin, et sa femme, bonnes gens bien pieux et bien réguliers, l'avaient recueilli. Il essayait de s'occuper mécaniquement, par exemple en fabriquant des cages à lapins, en jardinant, en apprivoisant des lièvres. Il employait le reste de la journée, comme un méthodiste, à lire l'Écriture ou des sermons, à chanter des hymnes

avec ses amis, et à s'entretenir de matières spirituelles. Ce régime, l'air salubre de la campagne, la tendresse maternelle de mistress Unwin et de lady Austen amenèrent quelques éclaircies. Elles l'aimaient si généreusement, et il était si aimable! Affectueux, plein d'abandon, innocemment moqueur, avec une imagination naturelle et charmante, une fantaisie gracieuse, une finesse exquise, et si malheureux! Il était de ceux auxquels les femmes se dévouent, qu'elles aiment maternellement, par compassion d'abord, par attrait ensuite, parce qu'elles trouvent en eux seuls les ménagemens, les attentions minutieuses et tendres, les respects délicats que notre rudesse ne sait leur rendre, et dont leur être plus sensible a pourtant besoin. Ces doux instans ne durèrent pas. « Au mieux, disait-il, mon esprit a toujours un fonds mélancolique; il ressemble à certains étangs que j'ai vus, qui sont remplis d'une eau noire et pourrie, et qui pourtant dans les jours sereins réfléchissent par leur surface les rayons du soleil. » Il souriait comme il pouvait, mais avec effort; c'était le sourire d'un malade qui se sait incurable et tâche de l'oublier un instant, du moins de le faire oublier aux autres. « Vraiment je m'étonne qu'une pensée enjouée vienne frapper à la porte de mon intelligence, encore plus qu'elle y trouve accès. C'est comme si Arlequin forçait l'entrée de la chambre lugubre où un mort est exposé en cérémonie. Ses gestes grotesques seraient déplacés de toute façon, mais encore davantage s'ils arrachaient un éclat de rire aux figures mornes des assistans. Néanmoins l'esprit longtemps fatigué par l'uniformité d'une perspective monotone et désolée fixera les yeux avec joie sur tout objet qui mettra un peu de variété dans ses contemplations, ne serait-ce qu'un chat jouant avec sa queue. » Somme toute, il avait le cœur trop délicat et trop pur : pieux, irréprochable, austère, il se jugeait indigne d'aller à l'église, ou même de prier Dieu. « Ceux qui ont trouvé un Dieu et qui ont la permission de l'adorer ont trouvé un trésor dont ils n'ont qu'une idée bien maigre et bien bornée, si haut qu'ils le prisent. Croyez-m'en, croyez-en un homme qui, ayant joui de ce privilége pendant quelques années, en a été privé pendant un nombre d'années plus grand encore, et *qui n'a point l'espérance de jamais le recouvrer.* » Et ailleurs : « On peut représenter le cœur d'un chrétien comme dans l'affliction et pourtant dans la joie, percé d'épines et pourtant couronné de roses. J'ai l'épine sans la rose. Ma ronce est une ronce d'hiver, les fleurs sont flétries, mais l'épine demeure. » Au lit de mort, quand le ministre lui disait d'avoir confiance en la miséricorde du rédempteur qui veut sauver tous les hommes, il poussa un cri passionné, le suppliant de ne plus lui proposer de consolations pareilles. Il se croyait perdu, il s'était cru perdu toute sa vie.

Une à une, sous cet effroi, toutes ses facultés s'anéantirent. Pauvre et charmante âme, qui périt comme une fleur frêle d'un pays chaud transplantée dans la neige, la température du monde se trouva trop rude pour elle, et la règle morale, qui eût dû l'abriter, le déchira de ses aiguillons.

Un pareil homme n'écrit point pour le plaisir de faire du bruit. Il faisait des vers comme il peignait ou rabotait, pour s'occuper, pour se déprendre de lui-même. Son âme était trop pleine, il n'avait pas besoin d'aller bien loin chercher des sujets. Représentez-vous cette figure pensive, qui silencieusement au bord de l'Ouse erre et regarde. Il regarde et rêve : une fraîche paysanne avec son panier au bras, une charrue lointaine qui avance lentement derrière l'attelage en sueur, une source luisante qui polit les cailloux bleuâtres, en voilà assez pour le remplir de sensations et de pensées. Il revient, s'assoit dans son petit pavillon grand comme une chaise à porteurs, dont la fenêtre donne sur le verger du voisin, et la porte sur un jardin plein d'œillets, de roses et de chèvrefeuilles. C'est dans ce nid qu'il travaille. Le soir, auprès de son amie dont les aiguilles courent pour lui sur la laine, il lit ou écoute les bruits demi-assoupis du dehors. C'est de cette vie que naissent ses vers. Elle lui suffit et suffit à les faire naître. Il ne lui en faut pas une plus violente; moins unie et moins effacée, elle le bouleverserait; les impressions qui sont petites pour nous sont grandes pour lui, et dans une chambre, dans un jardin, il trouve un monde. A ses yeux, les moindres objets sont poétiques. C'est le soir, en hiver; le messager de la poste arrive, « héraut d'un monde affairé, avec les nouvelles de toutes les nations qui ballottent sur son dos. » Il ne s'en inquiète pas; « il siffle, pauvre gai bonhomme; » toute son affaire est de les déposer à l'auberge. Enfin le voilà, le précieux paquet; on l'ouvre, on veut entendre la multitude de voix bruyantes qu'il apporte de Londres et de l'univers. « Maintenant ranimez le feu, fermez bien les volets, laissez tomber les rideaux, roulez le sofa, et, pendant que l'urne bouillante et sifflante élève sa colonne de vapeur, souhaitons la bienvenue au soir pacifique qui entre. » Et le voilà qui conte son journal, politique, nouvelles, tout jusqu'aux annonces, non pas en simple réaliste, comme tant d'écrivains aujourd'hui, mais en poète, c'est-à-dire en homme qui découvre une beauté et une harmonie dans les charbons d'un feu qui pétille ou dans le va-et-vient des doigts qui courent sur une tapisserie; car, et c'est là l'étrange distinction du poète, les objets non-seulement rejaillissent de son esprit plus puissans et plus précis qu'ils n'étaient en eux-mêmes et avant d'y entrer, mais encore une fois conçus par lui, ils s'épurent, ils s'ennoblissent, ils se colorent, comme les vapeurs grossières qui,

transfigurées par la distance et la lumière, se changent en nuages satinés, frangés de pourpre et d'or. Pour lui, il y a de la grâce dans les rondeurs mouvantes de cette vapeur que la bouilloire exhale; il y a de la douceur dans cette concorde des hôtes d'une même maison assemblés autour de la même table. Ce seul mot, *nouvelles de l'Inde*, lui fera voir l'Inde elle-même, vieille reine empanachée « avec son turban emplumé brodé de perles. » Cette seule idée, l'impôt des boissons, mettra devant ses yeux « les dix mille tonnes incessamment suintantes, et qui, touchées par le doigt de l'état comme par le doigt de Midas, saignent de l'or pour la prodigalité des ministres. » A proprement parler, la nature est comme un musée de tableaux magnifiques et variés, qui pour nous, gens ordinaires, sont toujours recouverts de leur serge. Tout au plus, çà et là, une déchirure nous laisse soupçonner les beautés cachées derrière les monotones enveloppes; mais ces enveloppes, le poète les lève toutes et voit un tableau là où nous ne découvrions qu'un surtout. Voilà la vérité neuve que les poèmes de Cowper ont mise en lumière. Nous savons par lui que nous ne sommes plus forcés d'aller chercher en Grèce, à Rome, dans les palais, chez les héros et les académiciens, les objets poétiques. Ils sont tout près de nous : si nous ne les voyons pas, c'est que nous ne savons pas les voir; le défaut est dans nos yeux, non dans les choses. Nous trouverons la poésie, si nous le voulons bien, au coin de notre feu et parmi les planches de notre potager (1).

Est-ce bien le potager qui est poétique? Aujourd'hui peut-être, mais demain, si j'ai l'imagination sèche, je n'y verrai rien que des carottes et autres fournitures de cuisine. C'est ma sensation qui est poétique, c'est elle que je dois respecter, comme la fleur la plus précieuse de la beauté. De là un nouveau style. Il ne s'agit plus, suivant l'ancienne mode oratoire, d'enfermer un sujet dans un plan régulier, de le diviser en portions symétriques, de ranger les idées en files, comme les pions sur un damier. Cowper prend le premier sujet venu, celui que lady Austen lui a donné au hasard, un sofa, et en parle pendant deux pages; puis il va où son courant d'esprit le conduit, décrivant une soirée d'hiver, quantité d'intérieurs et de paysages, mêlant çà et là toute sorte de réflexions morales, des récits, des dissertations, des jugemens, des confidences, à la façon d'un homme qui pense tout haut devant le plus intime et le plus aimé de ses amis. Voilà son grand poème, *the Task*. « Comparés à ce livre, dit Southey, les meilleurs poèmes didactiques sont comme des jardins compassés auprès d'un vrai paysage boisé. » Si l'on entre

(1) A cet égard, Crabbe est aussi un des maîtres et des rénovateurs; mais il a le style classique, et on l'a fort bien appelé « a Pope in worsted stockings. »

dans le détail, le contraste est plus grand encore. Il n'a point l'air de songer qu'on l'écoute, il ne se parle qu'à lui-même. Il n'insiste pas sur ses idées, comme les classiques, pour les mettre en relief et en saillie par des répétitions et des antithèses; il note sa sensation, et puis c'est tout. Nous la suivons en lui à mesure qu'elle naît, nous la voyons sortir d'une autre, grandir, s'abaisser, puis remonter encore, comme nous voyons la vapeur qui sort d'une source s'élever insensiblement, enrouler et développer ses formes changeantes. La pensée, qui chez les autres était figée et raidie, devient ici mobile et fluide; le vers rectiligne s'assouplit, le vocabulaire noble élargit sa trame pour laisser entrer les mots vulgaires de la conversation et de la vie. Enfin la poésie est redevenue vivante; ce ne sont plus des mots qu'on écoute, mais des émotions qu'on ressent; ce n'est plus un auteur qui parle, c'est un homme. Sa vie est bien là, sous ces lignes noires, tout entière, sans mensonge ni apprêt: tout son effort s'est employé à ôter l'apprêt et le mensonge. Quand il décrit sa petite rivière, sa chère Ouse, « qui tourne lentement dans la plaine unie parmi les spacieuses prairies çà et là tachées de bétail (1), » il la voit intérieurement, et chaque mot, chaque coupe, chaque son correspond à un changement de cette vue intérieure. Il en est ainsi de tous ses vers; ils sont gros d'émotions personnelles, véritablement éprouvées, jamais altérées ni déguisées, tout au contraire exprimées avec leurs nuances et leurs ondulations fugitives, en un mot telles qu'elles sont, c'est-à-dire *en train de se faire et de se défaire*, non pas toutes faites, immobiles et fixes, comme l'ancien style les représentait. En cela consiste la grande révolution du style moderne. L'esprit, dépassant les règles connues de la rhétorique et de l'éloquence, pénètre dans la psychologie profonde, et n'emploie plus les mots que pour chiffrer les émotions.

III.

Alors parut (2) l'école romantique anglaise, toute semblable à la nôtre par ses doctrines, ses origines, ses alliances, par les vérités qu'elle découvrit, les exagérations qu'elle commit et le scandale qu'elle excita. Ils formaient une secte, « secte de dissidens en poésie (3), » qui parlaient haut, se tenaient serrés, et révoltaient les

(1) Here Ouse slow winding through a level plain
Of spacious meads, with cattle sprinkled' o'er,
Conducts the eye along his sinuous course
Delighted.

(2) 1793-1794.

(3) *Revue d'Édimbourg*, octobre 1802.

cervelles rassises par l'audace et la nouveauté de leurs théories. Pour le fond des choses, on leur trouvait « les principes anti-sociaux et la sensibilité maladive de Rousseau, bref un mécontentement stérile et misanthropique contre les institutions présentes de la société. » En effet, Southey, un de leurs chefs, avait commencé par être socinien et jacobin, et l'un de ses premiers poèmes, *Wat Tyler*, apportait la glorification de la jacquerie passée à l'appui de la révolution présente. Un autre, Coleridge, pauvre diable et ancien dragon, la tête farcie de lectures incohérentes et de songes humanitaires, avait songé à fonder en Amérique une république communiste purgée de rois et de prêtres, puis, devenu unitaire, s'était imbu à Goettingue de théories hérétiques et mystiques sur le verbe et l'absolu. Wordsworth lui-même, le troisième et le plus tempéré, avait débuté par des vers enthousiastes contre les rois, « ces fils du limon, qui de leur sceptre voulaient arrêter la marée révolutionnaire, et que le flot montant de la liberté allait balayer et engloutir. » Mais ces colères et ces aspirations ne tenaient guère, et tous trois, au bout de quelques années, ramenés dans le giron de l'état et de l'église, se trouvaient, l'un journaliste de M. Pitt, l'autre pensionnaire du gouvernement, un troisième poète lauréat, convertis zélés, anglicans décidés et conservateurs intolérans. En matière de goût au contraire, ils avaient marché en avant sans reculer. Ils avaient rompu violemment avec la tradition, et sautaient par-dessus toute la culture classique pour aller prendre leurs modèles dans la renaissance et le moyen âge. L'un d'eux, Charles Lamb, comme M. Sainte-Beuve, avait découvert et restauré le XVIe siècle. Les dramatistes les plus incultes, Marlowe par exemple, leur paraissaient admirables, et ils allaient chercher dans les recueils de Percy et de Warton, dans les vieilles ballades nationales et dans les anciennes poésies étrangères, l'accent naïf et primitif qui avait manqué à la littérature classique, et dont la présence leur semblait la marque de la vérité et de la beauté. Par-dessus toute réforme, ils travaillaient à briser le grand style aristocratique et oratoire, tel qu'il était né de l'analyse méthodique et des convenances de cour. Ils se proposaient « d'adapter aux usages de la poésie le langage ordinaire de la conversation, tel qu'il est employé dans la moyenne et la basse classe, » et de remplacer les phrases étudiées et le vocabulaire noble par les tons naturels et les mots plébéiens. A la place de l'ancien moule, ils essayaient la stance, le sonnet, la ballade, le vers blanc, avec les rudesses et les cassures des poètes primitifs; on reprenait ou l'on arrangeait les mètres et la diction du XIIIe et du XVIe siècle. Charles Lamb écrivait une tragédie d'archéologue qu'on eût pu croire contemporaine du règne d'Élisabeth. D'autres, comme Southey et surtout Coleridge, fabri-

quaient des rhythmes absolument neufs, aussi heureux parfois et parfois aussi malheureux que ceux de Victor Hugo, par exemple un vers dans lequel on comptait les accens et non plus les syllabes : singulier pêle-mêle de tâtonnemens confus, d'avortemens visibles et d'inventions originales. Le plébéien, affranchi du costume aristocratique, en cherchait un autre, empruntant une pièce aux chevaliers ou aux barbares, une autre aux paysans ou aux journalistes, sans trop s'apercevoir des disparates, prétentieux et content dans son manteau bariolé et mal cousu, jusqu'à ce qu'enfin, après beaucoup d'essais et de déchirures, il finît par se connaître lui-même et choisir le vêtement qui lui seyait.

Dans cette confusion laborieuse, deux grandes idées se dégagent : la première qui produit la poésie historique, la seconde qui produit la poésie philosophique, l'une surtout visible dans Southey et Walter Scott, l'autre surtout visible dans Wordsworth et Shelley, toutes deux européennes et manifestées avec un éclat égal en France dans Hugo, Lamartine et Musset, avec un éclat plus grand en Allemagne dans Goethe, Schiller, Ruckert et Heine; l'une et l'autre si profondes que nul de leurs représentans, sauf Goethe, n'en a deviné la portée, et que c'est à peine si aujourd'hui, après plus d'un demi-siècle, nous pouvons en définir la nature pour en présager les effets.

La première consiste à dire ou plutôt à pressentir que notre idéal n'est pas l'idéal : c'en est un, mais il y en a d'autres. Le barbare, l'homme féodal, le cavalier de la renaissance, le musulman, l'Indien, chaque âge et chaque race ont conçu leur beauté, qui est une beauté. Jouissons-en, et pour cela mettons-nous à la place de ceux qui l'ont inventée; mettons-nous-y tout à fait, ce ne sera point assez de représenter, comme les romanciers et les dramatistes précédens, des mœurs modernes et nationales sous des noms étrangers et antiques; peignons les sentimens des autres siècles et des autres races avec leurs traits propres, si différens que ces traits soient des nôtres et si déplaisans qu'ils soient pour notre goût. Montrons notre personnage tel qu'il fut, grotesque ou non, avec son costume et son langage : qu'il soit féroce et superstitieux s'il le faut; éclaboussons le barbare dans le sang, et chargeons le covenantaire de sa dossée de textes bibliques. Une à une, on vit reparaître alors sur la scène littéraire les civilisations anéanties ou lointaines, le moyen âge d'abord et la renaissance, puis l'Arabie, l'Hindoustan et la Perse, puis l'âge classique et le XVIIIe siècle lui-même, et le goût historique devint si vif que, de la littérature, la contagion gagna les autres arts. Le théâtre changea ses costumes et ses décors de convention pour les costumes et les décors vrais. L'architecture bâtit des villas romaines dans nos climats du nord, et des tourelles féodales au milieu de la sécurité

moderne. Les peintres voyagèrent pour imiter la couleur locale, et étudièrent pour reproduire la couleur morale. Chacun devint touriste et archéologue, et l'esprit humain, sortant de ses sentimens particuliers pour entrer dans tous les sentimens éprouvés, et à la fin dans tous les sentimens possibles, trouva son modèle dans le grand Goethe, qui, par son *Tasse*, son *Iphigénie*, son *Diran*, son second *Faust*, devenu concitoyen de toutes les nations et contemporain de tous les âges, semblait vivre à volonté dans tous les points de la durée et de l'espace, et donnait une idée de l'esprit universel. Cependant cette littérature, en approchant de sa perfection, approchait de son terme et ne se développait que pour finir. On finit par comprendre que les résurrections tentées sont toujours imparfaites, que toute imitation est un pastiche, que l'accent moderne perce infailliblement dans les paroles que nous prêtons aux personnages antiques, que toute peinture de mœurs doit être indigène et contemporaine, et que la littérature archéologique est un genre faux. On sentit enfin que c'est dans les écrivains du passé qu'il faut chercher le portrait du passé, qu'il n'y a de tragédies grecques que les tragédies grecques, que le roman arrangé doit faire place aux mémoires authentiques, comme la ballade fabriquée aux ballades spontanées, bref que la littérature historique doit s'évanouir et se transformer en critique et en histoire, c'est-à-dire en exposition et en commentaire des documens.

Dans cette multitude de voyageurs et d'historiens déguisés en poètes, comment choisir? Ils pullulent comme les volées d'insectes éclos un jour d'été dans la végétation surabondante, ils bourdonnent et luisent, et l'esprit se trouve perdu parmi leurs bruissemens et leurs chatoiemens. Lesquels citerai-je? Thomas Moore, le plus gai et le plus français de tous, moqueur spirituel (1), trop gracieux et recherché, et qui fit des odes descriptives sur les Bermudes, des mélodies sentimentales sur l'Irlande, un roman poétique sur l'Égypte (2), un poème romanesque sur la Perse et l'Inde (3); Lamb, le restaurateur du vieux drame; Coleridge, penseur et rêveur, poète et critique, qui, dans sa *Christabel*, dans son *Vieux Marinier*, retrouva le surnaturel et le fantastique; Campbell, qui, ayant commencé par un poème didactique sur *les Plaisirs de l'Espérance*, entra dans la nouvelle école tout en gardant son style noble et demi-classique, et composa des poèmes américains et celtes, médiocrement celtes et américains; au premier rang Southey, habile homme qui, après quelques faux pas de jeunesse, devint le défenseur attitré de l'aristocratie et du *cant*, lecteur infatigable, écrivain inépuisable, chargé

(1) Voyez *the Fudge Family*, etc.
(2) *The Epicurean.*
(3) *Lalla Rookh.*

d'érudition, doué d'imagination, célèbre comme Victor Hugo par la nouveauté de ses innovations, par le ton guerrier de ses préfaces, par les magnificences de sa curiosité pittoresque, ayant promené sur l'univers et l'histoire ses cavalcades poétiques, et enveloppé dans le réseau infini de ses vers Jeanne d'Arc, Wat Tyler, Roderick le Goth, Madoc, Thalaba, Kehama, les traditions celtiques et mexicaines, les légendes des Arabes et des Indiens, tour à tour catholique, musulman, brahmane, mais seulement en poésie, en somme protestant prudent et patenté? Ne prenez ceux-ci que comme exemples, il y en a une trentaine d'autres par derrière, et je crois que de tous les beaux paysages visibles ou imaginables, de tous les grands événemens réels ou légendaires, sur tous les points du temps, aux quatre coins du monde, il n'en est pas un qui leur ait échappé. Cette fantasmagorie est bien brillante, par malheur elle sent la fabrique. Si vous voulez en avoir l'image, figurez-vous que vous êtes à l'Opéra. Les décors sont splendides, on les voit descendre du ciel, c'est-à-dire du plafond, trois fois par acte : hautes cathédrales gothiques, dont les rosaces flamboient au soleil couchant, pendant que des processions se déploient autour des piliers, et que des clartés ondoient sur les chapes ouvragées, sur les dorures des habits sacerdotaux; mosquées et minarets, caravanes mouvantes qui serpentent au loin sur le sable jaunâtre, et dont les lances, les parasols alignés posent leur frange sur la blancheur immaculée de l'horizon; paradis indiens, où les roses amoncelées pullulent par myriades, où les jets d'eau entre-croisent leurs panaches de perles, où les lotus étalent leurs larges feuilles, où les plantes épineuses hérissent leurs cent mille calices de pourpre autour des singes et des crocodiles divins qui grouillent dans leurs massifs. Cependant les danseuses posent la main sur leur cœur avec une émotion délicate et profonde, les jeunes premiers chantent qu'ils sont prêts à mourir, les tyrans font gronder leur voix de basse, l'orchestre se démène, accompagnant les variations des sentimens par les soupirs doucereux de ses flûtes, par les clameurs lugubres de ses trombones, par les mélodies angéliques de ses harpes, jusqu'à ce qu'enfin, au moment où l'héroïne met le pied sur la gorge du traître, il éclate triomphalement par ses mille voix vibrantes réunies en un seul accord. Beau spectacle! on en sort ébloui, assourdi; les sens défaillent sous cette inondation de magnificences; tout en rentrant chez soi, on se demande ce qu'on a appris, ce qu'on a senti, si véritablement on a senti quelque chose. Après tout il n'y a guère ici que des décors et de la mise en scène; les sentimens sont factices; ce sont des sentimens d'opéra; les auteurs ne sont que d'habiles gens, manufacturiers de livrets et de toiles

peintes. Ils ont du talent et point de génie; ils tirent leurs idées, non de leur cœur, mais de leur tête. Telle est l'impression que laissent *Lalla Rookh*, *Thalaba*, *Roderick*, *Kehama*, et le reste de ces poèmes. Ce sont de grandes machines décoratives appropriées à la mode. La marque propre du génie est la découverte de quelque large région inexplorée dans la nature humaine, et cette marque leur manque; ils témoignent seulement de beaucoup d'habileté et de savoir. En somme, j'aime mieux voir l'Orient dans les Orientaux d'Orient que dans les Orientaux d'Angleterre, chez Vyasa ou Firdousi que chez Southey ou Moore; leurs poèmes ont beau être descriptifs ou historiques, ils le sont moins que les textes et pièces justificatives qu'ils ont soin de mettre au bas.

Par-delà toutes les causes générales qui ont entravé cette littérature, il y en a une nationale : ils n'ont pas l'esprit assez flexible, et ils ont l'esprit trop moral. Leur imitation n'est que littérale. Ils ne connaissent les temps passés et les pays lointains qu'en antiquaires et en voyageurs. Quand ils mentionnent un usage, ils mettent leurs autorités en note; ils ne se présentent au public que munis d'attestations; ils établissent par certificats valables qu'ils n'ont pas commis une faute de topographie ni de costume. Moore, comme Southey, nomme ses garans : sir John Malcolm, sir William Ouseley, M. Carue et autres personnages qui reviennent d'Orient, tous témoins oculaires. « La description de Balbec, de la plaine et de ses ruines, dit un de ces messieurs, est admirablement fidèle. Le minaret est tout près de là sur la pente, et il ne manquait que le cri du muezzin pour rompre le silence. » — « J'aurais juré, dit un autre, que Moore a voyagé en Orient! » A cet égard, leur minutie est plaisante (1), et leurs notes, prodiguées sans mesure, montrent que leur public tout positif impose aux denrées poétiques l'obligation de prouver leur provenance et leur aloi; mais la grande vérité qui consiste à entrer dans les sentimens des personnages leur échappe : ces sentimens sont trop étranges et immoraux. Quand Moore a essayé de traduire et de refaire Anacréon, on lui a déclaré que sa poésie était bonne pour une maison de filles (2). Pour écrire un poème indien, il faut être panthéiste de cœur, un peu fou et assez habituellement visionnaire; pour écrire un poème grec, il faut être polythéiste de cœur, païen à fond et naturaliste de métier. C'est pour cela que Heine a parlé si bien de l'Inde, et Goethe si bien de la Grèce. Un véritable historien n'est pas sûr que sa civilisation soit parfaite, et vit aussi volontiers hors de son pays qu'en son pays. Jugez si des Anglais peuvent

(1) Voyez les notes de Southey.
(2) *Revue d'Édimbourg.*

réussir en ce genre. A leurs yeux, il n'y a qu'une civilisation raisonnable, qui est la leur; toute autre morale est inférieure, toute autre religion est extravagante. Parmi de telles exigences, comment reproduire des morales et des religions différentes? C'est la sympathie seule qui peut retrouver les mœurs éteintes ou étrangères, et la sympathie ici est interdite. Sous cette règle étroite, la poésie historique, qui d'elle-même n'est guère viable, va languir étouffée comme sous une cloche de plomb.

Un d'entre eux, romancier, critique, historien et poète, favori de son siècle, lu dans l'Europe entière, fut comparé et presque égalé à Shakspeare, eut plus de popularité que Voltaire, fit pleurer les modistes et les duchesses, et gagna six millions. « Je jurerais, je crois, lui écrivait son éditeur achevant un de ses livres (1), et par tous les sermens qu'on pourrait proposer, que je n'ai jamais éprouvé un plaisir aussi entier... Lord Holland me dit quand je lui demandai son opinion : Mon opinion! Personne de nous ne s'est mis au lit cette nuit; rien n'a dormi, excepté ma goutte. » En France, on vendit de ces romans quatorze cent mille volumes, et on en vend toujours. L'auteur, né à Édimbourg, était fils d'un avoué (2), savant dans le droit féodal et dans l'histoire de l'église, lui-même avocat, puis shériff, et toujours grand amateur d'antiquités, surtout d'antiquités nationales, en sorte que, dans sa famille, dans son éducation, dans sa personne, il trouvait les matériaux de son œuvre et les aiguillons de son talent. Ses premiers souvenirs s'étaient éveillés à l'âge de trois ans, dans une ferme où on l'avait porté pour essayer l'effet du grand air sur sa petite jambe paralysée. On l'enveloppait nu dans la peau chaude d'un mouton tué à l'instant, et il rampait dans cet attirail, qui passait pour un spécifique. Il resta boiteux et devint *liseur*. Dès sa première enfance, il avait été élevé parmi les récits qu'il mit en scène plus tard, celui de la bataille de Culloden, celui des cruautés exercées contre les *highlanders*, celui des guerres et des souffrances des covenantaires. A trois ans, il criait si haut la ballade de Hardyknute qu'il empêchait le ministre du village, homme doué d'une très belle voix, d'être entendu et même de s'entendre. Sitôt qu'on lui avait récité une ballade, surtout une ballade du *Border*, il la savait par cœur. Dans le reste, il était indolent, étudiait à bâtons rompus, apprenait mal les choses sèches et positives; mais de ce côté le courant de son instinct était précoce, précipité et invincible. Le jour où, pour la première fois, « sous un platane, » il ouvrit les volumes où Percy avait rassemblé les fragmens de l'ancienne poésie,

(1) Lockhart, p. 220, *Life of sir W. Scott.*
(2) Writer at the signet.

il oublia de dîner « malgré son appétit de treize ans, » et dorénavant il « inonda » de ces vieux vers non-seulement ses camarades d'école, mais encore tous ceux qui voulaient l'entendre. Devenu clerc chez son père, il fourrait dans son pupitre toutes les œuvres d'imagination qu'il pouvait trouver, non pas les romans d'intérieur, « il lui fallait l'art de miss Burney ou la sensibilité de Mackensie pour l'intéresser à une histoire domestique, » mais les « récits aventureux et féodaux (1), » et tout ce qui avait trait « aux chevaliers errans. » Ayant fait une maladie, il fut retenu longtemps au lit avec défense de parler, sans autre divertissement que la lecture des poètes, des romanciers, des historiens et des géographes, occupé à éclaircir les descriptions de bataille par des alignemens et des arrangemens de petits cailloux qui figuraient les soldats. Une fois guéri et bon marcheur, il tourna ses promenades au même emploi, et se trouva passionné pour le paysage, surtout pour le paysage historique. « On n'avait, dit-il (2), qu'à me montrer un vieux château, un champ de bataille; j'étais tout de suite chez moi, je le remplissais de ses combattans avec leur costume propre, j'entraînais mes auditeurs par l'enthousiasme de mes descriptions. Une fois, traversant Magus-Moor, près de Saint-Andrews, l'esprit me poussa à décrire l'assassinat de l'archevêque de Saint-Andrews à quelques voyageurs dont je me trouvais le compagnon par hasard, et l'un d'eux, quoiqu'il sût bien cette histoire, protesta que mon récit l'avait empêché de dormir. » Entre autres excursions studieuses, il fit pendant sept ans un voyage chaque année dans le district sauvage et perdu de Liddesdale, explorant chaque ruisseau et chaque débris, couchant dans la hutte des bergers, ramassant des légendes et des ballades. Jugez par là de ses goûts et de son assiduité d'antiquaire. Il lisait les chartes provinciales, les plus mauvais vers latins du moyen âge, les registres de paroisse, même les contrats et les testamens. La première fois qu'il put mettre la main sur un des grands cors de guerre qui servaient aux *borderers*, il en sonna toute la route. La ferraille rouillée et le parchemin sale l'attiraient, remplissaient sa tête de souvenirs et de poésie. En vérité, il avait l'âme féodale. « Pendant toute sa vie, son orgueil principal, dit son gendre, fut d'être membre reconnu d'une famille historique (3). » — « Sa première et sa dernière ambition mondaine fut d'être lui-même le fondateur d'une branche distincte. » La gloire littéraire ne venait qu'en second lieu; son talent n'était pour lui qu'un instrument. Il employa les sommes énormes que ses vers et sa prose lui avaient gagnées à se bâtir un château à l'imita-

(1) *Romantic*.
(2) Lockhart, t. Ier, p. 29.
(3) *Id.*, t. IV, p. 329.

tion des anciens preux, « tours et tourelles, copiées chacune d'après quelque vieux manoir écossais, toits et fenêtres blasonnés avec les insignes des clans, avec des lions rampans sur gueules, » avec des appartemens remplis de hauts dressoirs et de bahuts sculptés, décorés par des targes, des plaids et de grandes épées de *highlanders*, par des hallebardes, des armures, des andouillers disposés en trophées (1). » Pendant de longues années, il y tint, pour ainsi parler, table ouverte, et fit à tout étranger « les honneurs de l'Écosse, » essayant de ressusciter l'antique vie féodale avec tous ses usages et tout son étalage : « large et joyeuse hospitalité ouverte à tous venans, mais surtout aux parens, aux alliés et aux voisins, — ballades et pibrochs sonnant pour égayer les verres qui trinquent, — joyeuses chasses où les *yeomen* et les *gentlemen* peuvent chevaucher côte à côte, — danses gaillardes et gaies où le lord n'aura pas honte de donner la main à la fille du meunier (2). » Lui-même, ouvert, heureux au milieu de ses quarante convives, nourrissait l'entretien par une profusion de récits épanchés de sa mémoire et de son imagination prodigues (3), conduisait ses hôtes dans son domaine élargi à grands frais, parmi les plantations nouvelles dont l'ombrage futur devait abriter sa race, et pensait avec un sourire de poète aux générations lointaines qui reconnaîtraient pour ancêtre *sir Walter Scott, premier baronet d'Abbotsford.*

La Dame du Lac, *Marmion*, *le Lord des Iles*, *la Jolie Fille de Perth*, *les Puritains d'Écosse*, *Ivanhoe*, *Quentin Durward*, qui ne sait par cœur tous ces noms? C'est chez Walter Scott que nous avons appris l'histoire. Et cependant est-ce de l'histoire? Toutes ces peintures d'un passé lointain sont fausses. Les costumes, les paysages, les dehors sont seuls exacts; actions, discours, sentimens, tout le reste est civilisé, embelli, arrangé à la moderne. On pouvait s'en douter en regardant le caractère et la vie de l'auteur, car que veut-il et que demandent ces hôtes empressés à l'écouter? Est-ce un amateur de la vérité pure, telle qu'elle est, atroce et sale, un curieux naturaliste, indifférent à l'applaudissement de ses contemporains, uniquement attaché à constater les transformations de la nature vivante? En aucune façon. Il est dans l'histoire comme dans son château d'Abbotsford, occupé à disposer des points de vue et des salles gothiques. La lune fera bien là-bas entre les tourelles; voilà une cuirasse heureusement placée, le jet de lumière qu'elle renvoie est agréable à voir sur les vieilles tentures; si l'on tirait de la garde-

(1) Sa bibliothèque et sa collection furent estimées 10,000 liv. sterl.

(2) Je suis obligé de traduire ici par des équivalens.

(3) « Aujourd'hui environ cent cinquante anecdotes! » écrit le capitaine Basil Hall, son hôte.

robe les habits féodaux pour inviter les convives à une mascarade! La fête serait belle, agréable à leurs souvenirs et à leurs principes nobiliaires. Des lords anglais qui sortent d'une guerre acharnée contre la démocratie française doivent entrer avec zèle dans cette commémoration de leurs aïeux. Ajoutons qu'il y a des dames et même de jeunes demoiselles, qu'il faut arranger la représentation de manière à ne point choquer leur morale sévère et leurs sentimens délicats, les faire pleurer décemment, ne point mettre en scène des passions trop fortes, car elles ne les comprendraient pas, que tout au contraire il faut choisir des héroïnes qui leur ressemblent, attendrissantes toujours, mais surtout correctes, de jeunes *gentlemen*, comme Evandale, Morton, Ivanhoe, parfaitement élevés, tendres et graves, même un peu mélancoliques (c'est la dernière mode) et dignes de les conduire à l'autel. Y a-t-il un homme plus propre que l'auteur à composer un pareil spectacle? Il est bon protestant, bon mari, bon père, très moral, tory si décidé qu'il emporte comme une relique un verre où le roi vient de boire. D'ailleurs il n'a ni le talent ni le loisir de pénétrer jusqu'au fond des personnages. C'est à l'extérieur qu'il s'attache; il voit et décrit bien plus longuement le dehors et les formes que le dedans et les sentimens. D'autre part il traite son esprit comme une mine de charbon, bonne à exploiter vite et le plus lucrativement possible : un volume en un mois, parfois même en quinze jours, et ce volume lui vaut vingt-cinq mille francs. Comment pourrait-il découvrir ou oserait-il montrer la structure des âmes barbares? Cette structure est trop difficile à découvrir et trop peu agréable à montrer. Tous les deux cents ans, chez les hommes, la proportion des images et des idées, le ressort des passions, le degré de la réflexion, l'espèce des inclinations, changent. Qui est-ce qui comprend et goûte aujourd'hui, à moins d'une longue éducation préalable, Dante, Rabelais et Rubens? Et comment par exemple ces grands rêves catholiques et mystiques, ces audaces gigantesques ou ces impuretés de l'art charnel entreraient-ils dans la tête de ce *gentleman* bourgeois? Walter Scott s'arrête sur le seuil de l'âme et dans le vestibule de l'histoire, ne choisit, dans la renaissance et le moyen âge, que le convenable et l'agréable, efface le langage naïf, la sensualité débridée, la férocité bestiale. Après tout, ses personnages, en quelque siècle qu'il les transporte, sont ses voisins, fermiers finauds, lairds vaniteux, *gentlemen* gantés, demoiselles à marier, tous plus ou moins bourgeois, c'est-à-dire rangés, situés par leur éducation et leur caractère à cent lieues des fous voluptueux de la renaissance ou des brutes héroïques et des bêtes féroces du moyen âge. Comme il a la plus riche provision de costumes et le plus inépuisable talent de mise en scène, il fait manœuvrer très

agréablement tout son monde, et compose des pièces qui à la vérité n'ont guère qu'un mérite de mode, mais cependant pourront bien durer cent ans.

Celle qu'il joua dura moins. Pour soutenir son hospitalité princière et ses magnificences féodales, il était devenu l'associé de ses éditeurs; châtelain en public et négociant en secret, il leur avait engagé sa signature sans surveiller l'usage qu'ils en faisaient. Une banqueroute survint; à cinquante-cinq ans, il se trouva ruiné et débiteur de cent dix-sept mille livres sterling. Avec un courage et une probité admirables, il refusa toute grâce, n'accepta que du temps, se mit à l'œuvre le jour même, écrivit infatigablement, paya en quatre ans soixante-dix mille livres, épuisa son cerveau jusqu'à devenir paralytique et mourut à la peine. Ni dans sa conduite ni dans sa littérature ses goûts féodaux ne lui avaient réussi, et ses splendeurs seigneuriales s'étaient trouvées aussi fragiles que ses imaginations gothiques. Il s'était appuyé sur l'imitation, et l'on ne subsiste que par la vérité. C'est ailleurs qu'était sa gloire, et il y avait une partie solide dans son esprit comme dans ses écrits. Par-dessous l'amateur du moyen âge, on découvre d'abord l'Écossais avisé, observateur attentif dont la sagacité s'est aiguisée par le maniement de la procédure, bon homme d'ailleurs, accommodant et gai, comme il convient au caractère national, si différent du caractère anglais. « Bon Dieu, dit un de ses camarades d'excursions, quel fonds il avait de belle humeur et de plaisanteries! Un fonds sans fin. Nous n'avions pas fait dix pas que nous étions à rire ou à crier et à chanter. Partout où nous nous arrêtions, comme il s'accommodait gentiment à un chacun! Il faisait toujours comme les autres faisaient; jamais il ne jouait le grand homme et ne se donnait des airs en compagnie. » Devenu plus âgé et plus grave, il n'en resta pas moins aimable, le plus aimable des hôtes, si bien qu'un de ses voisins, fermier, je crois, au sortir de chez lui, disait à sa femme : « Ailie, ma fille, je vais me coucher, et je voudrais dormir douze mois pleins, car il n'y a qu'une chose dans ce monde qui vaille la peine de vivre, c'est la chasse d'Abbotsford. » Joignez à ce genre d'esprit des yeux qui voient tout, une mémoire qui retient tout, une étude perpétuelle promenée dans toute l'Écosse, parmi toutes les conditions, et vous verrez naître son vrai talent, ce talent si agréable, si abondant, si facile, composé d'observation minutieuse et de moquerie douce, et qui rappelle à la fois Téniers et Addison. Sans doute il écrit mal, quelquefois même aussi mal que possible (1); on voit qu'il dicte, ne

(1) *Ivanhoe*, page 1. « Telle étant notre principale scène, la date de notre histoire se rapporte à une période située vers la fin du règne de Richard Ier, quand son retour de sa

se relit guère, et tombe volontiers dans le style pâteux et emphatique, qui est dans l'air et que nous respirons tous les jours dans les prospectus et les journaux. Bien pis, il est horriblement long et diffus: ses conversations, ses descriptions, sont interminables; il veut à toute force remplir ses trois volumes! Mais il a donné à l'Écosse droit de cité dans la littérature; j'entends à l'Écosse entière, paysages, monumens, maisons, chaumières, personnages de tout âge et de tout état, depuis le baron jusqu'au pêcheur, depuis l'avocat jusqu'au mendiant, depuis la dame jusqu'à la poissarde. A son seul nom, les voilà qui apparaissent en foule; qui ne les voit sortir de tous les coins de sa mémoire? Le baron de Bradwardine, Dominie Sampson, Meg Merrilies, l'antiquaire, Ochiltree, Jeanne Deans et son père, aubergistes, marchands, commères, tout un peuple. Y a-t-il un des traits écossais qui manque? Économes, patiens, précautionnés, rusés, il le faut bien; la pauvreté du sol et la difficulté de vivre les y ont contraints, c'est là le fonds de la race. La même ténacité qu'ils avaient portée dans les choses de la vie, ils l'ont portée dans les choses de l'esprit, studieux lecteurs et liseurs d'antiquités et de controverses; poètes de plus : les légendes naissent aisément, dans un paysage romantique, parmi des guerres et des brigandages invétérés. Sur cette terre ainsi préparée et dans ce triste climat, le presbytérianisme a enfoncé ses âpres racines. Voilà le monde tout moderne et réel, illuminé par le lointain soleil couchant de la chevalerie, que Walter Scott a découvert, comme un peintre qui, au sortir des grandes peintures d'apparat, aperçoit un intérêt et une beauté dans les maisons bourgeoises de quelque bicoque provinciale, ou dans une ferme encadrée par ses carrés de betteraves et de navets. Une malice continue égaie ces tableaux d'intérieur et de genre, si locaux et minutieux, et qui, comme ceux des Flamands, indiquent l'avénement d'une bourgeoisie. La plupart de ses bonnes gens sont des comiques. Il s'amuse à leurs dépens, met au jour leurs petits mensonges, leur parcimonie, leur badauderie, leurs prétentions, et les cent mille ridicules dont leur condition rétrécie ne manque jamais de les affubler. Un perruquier chez lui fait tourner le ciel et la terre autour de ses perruques; si la révolution française prend pied partout, c'est que les magistrats ont renoncé à cet ornement. « Prenez garde, Monkbarns, dit-il piteusement en retenant par la basque de l'habit une des trois pratiques qui lui restent, au nom de Dieu, prenez garde. Sir Arthur est noyé déjà, et si vous tombez par-dessus la falaise, il n'y aura plus qu'une perru-

longue captivité était devenu un événement plutôt souhaité qu'espéré par ses infortunés sujets, qui cependant étaient soumis à tous les genres d'oppressions subalternes. »

que dans la paroisse, celle du ministre. » Vous le voyez, l'auteur sourit, et sans malveillance; ce naïf égoïsme est l'effet du métier et ne révolte point. Walter Scott n'est jamais aigre : au fond il aime les hommes, les excuse ou les tolère; il ne flagelle point les vices, il les démasque, encore les démasque-t-il sans rudesse. Son meilleur plaisir est de suivre tout au long non point même un vice, mais un travers, la manie du bric-à-brac dans l'antiquaire, la vanité archéologique dans le baron de Bradwardine, le radotage nobiliaire dans la douairière de Tillietudlem, c'est-à-dire l'exagération plaisante de quelque goût permis, et cela sans colère, parce qu'en somme ces gens ridicules sont estimables et parfois généreux. Même dans des coquins comme Dick Hatteraick, dans des coupe-jarrets comme Bothwell, il met quelque chose de bon. Il n'y a pas jusqu'au major Dalgetty, tueur de profession, sorti de l'atroce guerre de trente ans, dont il ne couvre l'odieux sous le ridicule. Par cette finesse critique et par cette philosophie bienveillante, il ressemble à Addison.

Il lui ressemble encore par la pureté et la continuité de ses intentions morales. « Sir Walter, lui disait M. Laidlaw, auquel il dictait *Ivanhoe*, je ne puis m'empêcher de vous dire que vous faites un bien immense par ces récits si attrayans et si nobles, car les jeunes gens et les jeunes personnes ne voudront plus jeter les yeux sur les drogues littéraires qu'on leur fournissait dans les cabinets de lecture (1). » Et les yeux de Walter Scott se remplirent de larmes. A son lit de mort, il dit à son gendre : « Lockhart, je n'ai plus qu'une minute peut-être à vous parler. Mon ami, soyez un homme de bien; soyez vertueux, soyez religieux, soyez un homme de bien. Aucune autre chose ne vous donnera de consolation quand vous serez où j'en suis. » Ce fut là presque sa dernière parole. Par cette honnêteté foncière et par cette large humanité, il s'est trouvé l'Homère de la bourgeoisie moderne. Autour de lui et après lui, le roman de mœurs, dégagé du roman historique, a fourni une littérature entière et gardé les caractères qu'il lui avait imprimés. Miss Austen, miss Brontë, mistress Gaskell, mistress Elliot, Bulwer, Thackeray, Dickens et tant d'autres peignent surtout ou peignent uniquement, comme lui, la vie contemporaine, telle qu'elle est, sans embellissemens, à tous les étages, souvent dans le peuple, plus souvent encore dans la classe moyenne. Et les causes qui ont fait avorter chez lui et ailleurs le roman historique ont fait réussir chez lui et les autres le roman de mœurs. Ils s'étaient trouvés copistes trop minutieux et moralistes trop décidés, incapables des grandes divinations et des larges sympathies qui ouvrent l'histoire; leur ima-

(1) *Circulating libraries.* (Je traduis par un équivalent.)

gination était trop littérale et leur jugement trop arrêté. C'est justement avec ces facultés qu'ils créent un nouveau genre, qui par des milliers de rejetons pullule encore aujourd'hui avec une abondance telle que les talens s'y comptent par centaines, et qu'on ne peut le comparer pour la séve originale et nationale qu'à la peinture du grand siècle des Hollandais. Réaliste et morale, voilà ses deux traits. Ils sont à cent lieues de la grande imagination qui crée ou transforme, telle qu'elle apparut à la renaissance ou au XVIIe siècle, dans les âges héroïques ou nobles. Ils renoncent à l'invention libre; ils s'astreignent à l'exactitude scrupuleuse. Ils peignent avec un détail infini les costumes et les lieux sans y rien changer. Ils marquent les petites nuances du langage: ils n'ont point dégoût des vulgarités ni des platitudes. Leurs renseignemens sont authentiques et précis. Bref, ils écrivent en bourgeois et pour des bourgeois, c'est-à-dire pour des gens rangés, enfermés dans une profession, dont l'imagination vit à terre et regarde les choses à la loupe, incapables de rien goûter franchement en fait de peinture, sinon des intérieurs et des trompe-l'œil. Demandez à une cuisinière quel tableau elle préfère au musée; elle vous montrera une cuisine où les casseroles sont si bien faites qu'on est tenté d'y tremper la soupe. Cependant par-delà cette inclination, qui aujourd'hui est européenne, ils ont un besoin particulier, qui chez eux est national et remonte au siècle précédent : ils veulent que le roman contribue comme le reste à leur grande œuvre, l'amélioration de l'homme et de la société. Ils lui demandent la glorification de la vertu et la flagellation du vice. Ils l'envoient dans tous les recoins de la société civile et dans tous les événemens de l'histoire privée à la recherche de documens et d'expédiens pour apprendre de lui le moyen de remédier aux abus, de soulager les misères, de prévenir les tentations. Ils font de lui un instrument d'enquête, d'éducation et de morale. Singulière œuvre, qui dans toute l'histoire n'a point sa pareille, parce que dans toute l'histoire il n'y a pas eu de société pareille, et qui, médiocre pour les amateurs du beau, admirable pour les amateurs de l'utile, offre dans l'innombrable variété de ses peintures et dans la fixité invariable de son esprit le tableau de la seule démocratie qui sache se contenir, se gouverner et se réformer!

IV.

A côté de ce développement, il y en avait un autre, et en même temps que l'histoire la philosophie entrait dans la littérature pour l'agrandir et l'altérer. On l'y trouvait partout, à l'entrée comme au centre. A l'entrée, elle avait implanté l'esthétique : chaque poète

devenu théoricien définissait le beau avant de le produire, posait des principes dans sa préface et n'inventait que d'après un système préconçu; mais l'ascendant de la métaphysique était bien plus visible encore au centre de l'œuvre qu'à l'entrée, car non-seulement elle prescrivait à la poésie sa forme, mais encore elle lui fournissait son fonds. Qu'est-ce que l'homme et que vient-il faire en ce monde? Quelles sont les grandeurs lointaines auxquelles il aspire? Y a-t-il un port qu'il puisse atteindre, et une main cachée qui le conduise vers ce port? Ce sont là les questions que les poètes, transformés en penseurs, agitaient de concert, et Goethe, ici comme ailleurs père ou promoteur de toutes les hautes idées modernes, à la fois sceptique, panthéiste et mystique, écrivait dans son *Faust* l'épopée du siècle et l'histoire de l'esprit humain. Ai-je besoin de dire que chez Schiller, Heine, Beethoven, Hugo, Lamartine et Musset le poète, à travers sa personne particulière, fait toujours parler l'homme universel? Les personnages qu'ils ont créés, depuis *Faust* jusqu'à *Ruy Blas*, ne leur ont servi qu'à manifester quelque grande idée métaphysique et sociale, et vingt fois cette idée trop grande, crevant son enveloppe étroite, a débordé hors de toute vraisemblance humaine ou de toute forme poétique pour s'étaler elle-même sous les yeux des spectateurs. Telle fut la domination de l'esprit philosophique, qu'après avoir violenté ou raidi la littérature, il imposa à la musique des vers humanitaires, infligea à la peinture des intentions symboliques, pénétra dans la langue courante, et gâta le style par un débordement d'abstractions et de formules dont tous nos efforts ne parviennent plus aujourd'hui à nous débarrasser. Comme un enfant trop fort qui se dégage de sa mère en la blessant, il a tordu les nobles formes qui avaient essayé de le contenir, et traîné la littérature à travers une agonie d'angoisses et d'efforts.

Ce n'est point ici qu'il avait sa patrie, et de l'Allemagne à l'Angleterre le trajet se trouva bien long. Pendant longtemps, il parut dangereux ou ridicule. « Tout ce qu'on savait de l'Allemagne (1), c'est que c'était une vaste étendue de pays, couverte de hussards et d'éditeurs classiques; que si vous y alliez, vous verriez à Heidelberg un très grand tonneau, et que vous pourriez vous régaler d'excellent vin du Rhin et de jambon de Westphalie. » Quant aux écrivains, ils paraissaient bien lourds et maladroits. « Un Allemand sentimental ressemble toujours à un grand et gros boucher occupé à geindre sur un veau assassiné. » Si enfin leur littérature finit par entrer d'abord par l'attrait des drames extravagans et des ballades fantastiques, puis par la sympathie des deux nations qui, alliées contre la

(1) *Edinburgh Review*, juin 1819.

politique et la civilisation françaises, reconnaissent leur fraternité de langue, de religion et de cœur, la métaphysique allemande reste à la porte, incapable de renverser la barrière que l'esprit positif et la religion nationale lui opposent. On la voit qui tente le passage, dans Coleridge par exemple, théologien philosophe et poète rêveur, qui s'efforce d'élargir le dogme officiel, et qui, sur la fin de sa vie devenu une sorte d'oracle, essaie, dans le giron de l'église, de démêler et de dévoiler devant quelques disciples fidèles le christianisme de l'avenir. Elle n'aboutit pas; les esprits sont trop positifs, les théologiens trop esclaves. Elle est contrainte de se transformer et de devenir anglicane, ou de se déformer et de devenir révolutionnaire, et, au lieu d'un Schiller et d'un Goethe, de donner des Wordsworth, des Byron et des Shelley.

Wordsworth, nouveau Cowper, avec moins de talent et plus d'idées que l'autre, fut par excellence un homme intérieur, c'est-à-dire préoccupé des intérêts de l'âme. « Que suis-je venu faire en ce monde, et pour quel emploi cette vie, telle quelle, m'a-t-elle été donnée? Suis-je juste ou non, et par-delà les démarches visibles de ma conduite les mouvemens secrets de mon cœur sont-ils conformes à la loi suprême? » Voilà, pour cette sorte d'hommes, la pensée maîtresse qui les rend sérieux, méditatifs et souvent tristes (1). Ils vivent *les yeux tournés vers le dedans*, non pour noter et classer leurs idées en physiologistes, mais en moralistes, pour approuver ou blâmer leurs sentimens. Ainsi comprise, la vie devient une affaire grave, d'issue incertaine, sur laquelle il faut réfléchir incessamment et avec scrupule. Ainsi compris, le monde change d'aspect : ce n'est plus une machine de rouages engrenés, comme le dit le savant, ni une magnifique plante florissante, comme le sent l'artiste; c'est l'œuvre d'un être moral étalée en spectacle devant des êtres moraux.

Représentez-vous un pareil homme en face de la vie et du monde; il les regarde et il y prend part, en apparence comme un autre; mais au fond qu'il est différent! Sa grande pensée le poursuit, et quand il contemple un arbre, c'est pour méditer sur la destinée humaine. Il trouve ou prête un sens aux moindres objets : un soldat qui marche au son du tambour le fait réfléchir sur l'abnégation héroïque, soutien des sociétés; une traînée de nuages qui dort lourdement au bord d'un ciel terne lui communique cette mélancolie calme, si propre à entretenir la vie morale. Il n'est rien qui ne lui rappelle son devoir et ne l'avertisse de ses origines. De près ou de loin, comme une grande montagne dans un paysage, sa philosophie apparaîtra derrière toutes ses idées et toutes ses images. Elle lui

(1) Nos jansénistes, les puritains et les méthodistes sont les extrêmes de ce groupe.

apparaîtra parmi des tempêtes et des éclairs, s'il est inquiet, passionné et malade de scrupules, comme les vrais puritains, comme Pascal, Cowper, Carlyle. Elle lui apparaîtra dans un demi-brouillard grisâtre, imposant et calme, s'il jouit comme celui-ci d'une âme reposée et d'une vie douce. Wordsworth est un homme sage et heureux, penseur et rêveur, qui lit et se promène. On le trouve dès l'abord assis dans une condition indépendante et dans une fortune aisée, au sein d'un tranquille mariage, parmi les faveurs du gouvernement et les respects du public. Il vit paisiblement au bord d'un beau lac, en face de nobles montagnes, agréablement retiré dans une maison élégante, parmi les admirations et les empressemens d'amis distingués et choisis, occupé de contemplations que nul orage ne vient troubler, et de poésie que nul embarras ne vient empêcher d'éclore. Dans ce grand calme, il s'écoute penser; la paix est si grande en lui et autour de lui qu'il peut apercevoir l'imperceptible. « La plus humble fleur qui s'ouvre, dit-il, peut remuer en moi des sentimens trop profonds pour se répandre en larmes. » Il voit une grandeur, une beauté, des leçons dans les petits événemens qui font la trame de nos journées les plus banales. Il n'a pas besoin pour être ému de spectacles splendides ni d'actions extraordinaires. Le grand éclat des lustres, la pompe théâtrale le choqueraient; ses yeux sont trop délicats, accoutumés aux teintes douces et uniformes. C'est un poète crépusculaire. La vie morale dans la vie vulgaire, voilà son objet, l'objet de ses préférences. Ses peintures sont des *grisailles significatives;* de parti-pris il supprime tout ce qui plaît aux sens, afin de ne parler qu'au cœur.

De ce caractère naquit une théorie, sa théorie de l'art, toute spiritualiste, qui, après avoir révolté les habitudes classiques, finit par rallier les sympathies protestantes, et lui gagna autant de partisans qu'elle lui avait suscité d'ennemis (1). Puisque la seule chose importante est la vie morale, attachons-nous uniquement à l'entretenir. Il faut que le lecteur soit ému, véritablement, et avec profit pour son âme; le reste est indifférent : montrons-lui donc les objets émouvans en eux-mêmes, sans songer à les habiller d'un beau style. Dépouillons-nous du langage convenu et de la diction poétique. Laissons là les mots nobles, les épithètes d'école et de cour, et tout cet attirail de splendeur factice que les écrivains classiques se croient en devoir de revêtir et en droit d'imposer. En poésie comme ailleurs, il s'agit non d'ornement, mais de vérité. Quittons la parade et cherchons l'effet. Parlons en style nu, aussi semblable que possible à la prose, à la conversation ordinaire, même à la conversation

(1) Préface de la seconde édition des *Lyrical Ballads.*

rustique, et choisissons nos sujets tout près de nous dans la vie humble. Prenons pour personnages un enfant idiot, une vieille paysanne qui grelotte, un colporteur, une servante arrêtée dans la rue. C'est le sentiment vrai, et non la dignité des gens, qui fait la beauté du sujet; c'est le sentiment vrai, et non la dignité des mots, qui fait la beauté de la poésie. Qu'importe que ce soit une villageoise qui pleure, si ces pleurs me font voir le sentiment maternel? Qu'importe que mon vers soit une ligne de prose rimée, si cette ligne rend visible une émotion noble? Vous nous lisez pour emporter des émotions, non des phrases; vous venez chercher chez nous une culture morale, et non de jolies façons de parler. Et là-dessus Wordsworth, classant ses poèmes suivant les diverses facultés de l'homme et les différens âges de la vie, entreprend de nous conduire, par tous les compartimens et tous les degrés de l'éducation intérieure, jusqu'aux convictions et aux sentimens qu'il a lui-même atteints.

Tout cela est fort bien, mais à la condition que le lecteur soit comme lui, c'est-à-dire philosophe moraliste par excellence et homme sensible avec excès. Quand j'aurai vidé ma tête de toutes les pensées mondaines, et que j'aurai regardé les nuages dix années durant pour m'affiner l'âme, j'aimerai cette poésie. En attendant, le réseau de fils imperceptibles par lesquels Wordsworth essaie de relier tous les sentimens et d'embrasser toute la nature casse sous mes doigts : il est trop frêle; c'est une toile d'araignée tissée, étirée par une imagination métaphysique, et qui se déchire sitôt qu'une main solide essaie de la palper. La moitié de ces pièces sont enfantines, presque niaises (1) : des événemens plats dans un style plat, nullité sur nullité, et par principe. Toutes les poétiques du monde ne nous réconcilieront pas avec tant d'ennui. Certainement un chat qui joue avec trois feuilles sèches peut fournir une réflexion philosophique, et figurer l'homme sage « qui joue avec les feuilles tombées de la vie; » mais quatre-vingts vers là-dessus font bâiller, et bien pis, sourire. A ce compte, vous trouverez une leçon dans une brosse à dents usée, qui cependant continue son service. Sans doute encore les voies de la Providence sont insondables, et un manœuvre égoïste et brutal comme Peter Bell peut être converti par la belle conduite d'un âne plein de fidélité et d'abnégation; mais ces gentillesses sentimentales sont bien vite fades, et le style par sa naïveté voulue les affadit encore. On n'est pas trop content de voir un homme grave imiter sérieusement le parler des nourrices, et on se dit tout bas qu'avec des attendrissemens si fréquens il doit mouiller bien des mouchoirs. Nous reconnaissons, si vous voulez, que vos sentimens

(1) *Peter Bell, — the White doe, — the Kitten and the Falling leaves.*

sont intéressans; encore pourriez-vous vous dispenser de nous les faire passer tous en revue. « Hier, j'ai lu *le Parfait pêcheur* de Walton; sonnet. — Le dimanche de Pâques, j'étais dans une vallée du Westmoreland; autre sonnet. — Avant-hier, par mes questions trop pressantes, j'ai poussé mon petit garçon à mentir; poème. — Je vais me promener sur le continent, en Écosse; poésies sur tous les incidens, monumens, documens du voyage. » Vous jugez donc vos émotions bien précieuses, que vous les mettez toutes sous verre? Il n'y a que trois ou quatre événemens en chacun de nous qui valent la peine d'être contés; nos puissantes sensations méritent d'être montrées, parce qu'elles résument tout notre être, mais non les petits effets des petits ébranlemens qui nous traversent et les oscillations imperceptibles de notre état quotidien. Autrement je finirai par expliquer en vers qu'hier mon chien s'est cassé la patte, et que ce matin ma femme a mis ses bas à l'envers. Le propre de l'artiste est de couler les grandes idées dans des moules aussi grands qu'elles; ceux de Wordsworth sont en mauvaise glaise vulgaire, ébréchés, incapables de garder le noble métal qu'ils doivent contenir.

Mais le métal est véritablement noble, et outre plusieurs sonnets très beaux il y a telle de ses œuvres, entre autres la plus vaste, *Une Excursion*, où l'on oublie la pauvreté de la mise en scène pour admirer la chasteté et l'élévation de la pensée. A la vérité, l'auteur ne s'est guère mis en frais d'imagination : il se promène et cause avec un pieux colporteur écossais, voilà toute l'histoire. Toujours les poètes de cette école se promènent, regardant la nature et pensant à la destinée humaine; c'est leur attitude permanente. Il cause donc avec le colporteur, personnage méditatif, qui s'est instruit par une longue expérience des hommes et des choses, qui parle fort bien (trop bien!) de l'âme et de Dieu, et lui conte l'histoire d'une bonne femme morte de chagrin dans sa chaumière, puis avec un solitaire, sorte d'Hamlet sceptique, morose, attristé par la mort des siens et les déceptions de ses longs voyages, puis avec le pasteur, qui les mène au cimetière du village et leur décrit la vie de plusieurs morts intéressans. Notez qu'à mesure les réflexions et les discussions morales, les paysages et les descriptions morales, s'étalent par centaines, que les dissertations entrelacent leurs longues haies d'épines, et que les chardons métaphysiques pullulent dans tous les coins. Bref, le poème est grave et terne comme un sermon. Eh bien! malgré cet air ecclésiastique et les tirades contre Voltaire et son siècle (1), on se sent le cœur pris comme par un discours de Théo-

(1) « This dull product of a scoffer's pen,
Impure conceits discharging from a heart
Harden'd by impious pride! »

dore Jouffroy. Après tout, cet homme est convaincu, il a passé sa vie à méditer ces sortes d'idées, elles sont la poésie de sa religion, de sa race et de son climat: il en est imbu : ses peintures, ses récits, toutes ses interprétations de la nature visible et de la vie humaine ne tendent qu'à mettre l'esprit dans la disposition grave qui est celle de l'homme intérieur. J'entre ici comme dans la vallée de Port-Royal : un recueil solitaire, des eaux stagnantes, des bois mornes, des ruines, des pierres tumulaires, et par-dessus tout l'idée de l'âme responsable et de l'obscur *au-delà*, vers lequel involontairement nous nous acheminons. J'oublie nos façons françaises insouciantes, notre habitude de laisser couler la vie: il y a un sérieux imposant, une austère beauté dans cette réflexion si sincère: le respect vient, on s'arrête et on est touché. Ce livre est comme un temple protestant, auguste, quoique monotone et nu. Ce qu'il expose, ce sont les grands intérêts de l'âme, « c'est la vérité, la grandeur, la beauté, l'espérance, l'amour, — la crainte mélancolique subjuguée par la foi, — ce sont les consolations bénies aux jours d'angoisse, — c'est la force de la volonté et la puissance de l'intelligence, — ce sont les joies répandues sur la large communauté des êtres, — c'est l'esprit individuel qui maintient sa retraite inviolée, — sans y recevoir d'autres maîtres que la conscience, — et la loi suprême de cette intelligence qui gouverne tout. » Cette personne inviolée, seule portion de l'homme qui soit sainte, est sainte à tous les étages; c'est pour cela que Wordsworth choisit pour personnages un colporteur, un curé, des villageois: à ses yeux, la condition, l'education, les habits, toute l'enveloppe mondaine de l'homme est sans intérêt; ce qui fait notre prix, c'est l'intégrité de notre conscience; la science même n'est belle que lorsqu'elle entend la vie morale, car nulle part cette vie ne manque. « A toutes les formes d'être est assigné un principe actif: — quoique reculé hors de la portée des sens et de l'observation, — il subsiste en toutes choses, dans les étoiles du ciel azuré, — dans les petits cailloux qui pavent les ruisseaux, — dans les eaux mouvantes, dans l'air invisible. Toute chose a des propriétés qui se répandent au-delà d'elle-même — et communiquent le bien, bien pur ou mêlé de mal; — l'esprit ne connaît point de lieu isolé, — de gouffre béant, de solitude. — De chaînon en chaînon il circule, et il est l'âme de tous les mondes. » Rejetez donc avec dédain cette science sèche « qui divise et divise toujours les objets par des séparations incessantes, ne les saisit que morts et sans âme, et détruit toute grandeur. « Mieux vaut un paysan superstitieux qu'un savant froid. » Par-delà les vanités de la science et l'orgueil du monde, il y a l'âme, par qui tous sont égaux, et la large vie chrétienne et intime ouvre d'abord ses portes à tous ceux qui veulent

l'aborder. « Le soleil est fixé, — et la magnificence infinie du ciel — fixée à la portée de tout œil humain. — L'océan, qui ne sommeille jamais, murmure pour nous tous. — La campagne, au printemps, verse une fraîche volupté dans tous les cœurs. — Les devoirs premiers brillent là-haut comme les astres. — Les tendresses qui calment, caressent et bénissent — sont éparses sous les pieds des hommes comme des fleurs. » Pareillement à la fin de toute agitation et de toute recherche apparaît la grande vérité qui est l'abrégé des autres. « La vie, la véritable vie, est l'énergie de l'amour — divin ou humain — exercée dans la peine, — dans la lutte, dans la tribulation, — et destinée, si elle a subi son épreuve et reçu sa consécration, — à passer, à travers les ombres et le silence du repos, à la joie éternelle. » Les vers soutiennent ces graves pensées de leur harmonie grave; on dirait d'un motet qui accompagne une méditation ou une prière. Ils ressemblent à la musique grandiose et monotone de l'orgue, qui le soir, à la fin du service, roule lentement dans la demi-obscurité des arches et des piliers.

Lorsqu'une forme d'esprit arrive à la lumière, elle y arrive de toutes parts; il n'y a point de parti où elle n'apparaisse, ni d'instincts qu'elle ne renouvelle. Elle entre en même temps dans les deux camps contraires, et semble défaire d'une main ce qu'elle a fait de l'autre main. Si c'est comme autrefois le style oratoire, on le trouve à la fois au service de la misanthropie cynique et au service de l'humanité décente, chez Swift et chez Addison. Si c'est comme aujourd'hui l'esprit philosophique, il produit à la fois des prédications conservatrices et des utopies socialistes, Wordsworth et Shelley. Celui-ci, un des plus grands poètes du siècle, fils d'un riche baronet, beau comme un ange, d'une précocité extraordinaire, doux, généreux (1), tendre, comblé de tous les dons du cœur, de l'esprit, de la naissance et de la fortune, gâta sa vie comme à plaisir, en portant dans sa conduite l'imagination enthousiaste qu'il eût dû garder pour ses vers. Dès son aurore, il eut « la vision » de la beauté et du bonheur sublimes, et la contemplation du monde idéal l'arma en guerre contre le monde réel. Ayant refusé à Éton d'être le domestique (2) des grands écoliers, « il fut traité par les élèves et par les maîtres avec une cruauté révoltante, » se laissa martyriser, refusa d'obéir, et, refoulé en lui-même parmi des lectures défendues, commença à former les rêves les plus démesurés et les plus poétiques. Il jugea la société par l'oppression qu'il subissait, et l'homme par la générosité qu'il sentait en lui-même, crut

(1) Il gagna une fois une ophthalmie à visiter des chaumières malsaines.
(2) *Fag*.

que l'homme était bon et la société mauvaise, et qu'il n'y avait qu'à supprimer les institutions établies pour faire de la terre « un paradis. » Il devint républicain, communiste, prêcha la fraternité, l'amour, même l'abstinence des viandes, et comme moyens l'abolition des rois, des prêtres et de Dieu (1). Jugez de l'indignation que de telles idées soulevèrent dans une société si obstinément attachée à l'ordre établi, si intolérante, où, par-dessus les instincts conservateurs et religieux, le *cant* parlait en maître. Il fut chassé de l'université. Son père refusa de le voir; le chancelier, par un décret, lui ôta la tutelle de ses deux enfans à titre d'indigne; à la fin, il fut obligé de quitter l'Angleterre. J'ai oublié de dire qu'à dix-huit ans il avait épousé une jeune fille du peuple, qu'ils s'étaient séparés, qu'elle s'était tuée, qu'il avait miné sa santé à force d'exaltations et d'angoisses (2), et que jusqu'à la fin de sa vie il fut nerveux ou malade. N'est-ce point là une vraie vie de poète? Les yeux fixés sur les apparitions magnifiques dont il peuplait l'espace, il marchait à travers le monde, sans voir la route, trébuchant sur les pierres du chemin. Cette connaissance des hommes que la plupart des poètes ont en commun avec les romanciers, il ne l'avait pas. On n'a guère vu d'esprit dont la pensée planât plus haut et plus loin des choses réelles. Quand il a tenté de faire des hommes et des événemens, dans *la Reine Mab*, dans *Alastor*, dans *la Révolte de l'Islam*, dans *Prométhée*, il n'a produit que des fantômes sans substance. Une seule fois, dans *Béatrix Cenci*, il a ranimé une figure vivante digne de Webster et du vieux Ford, mais malgré lui, et parce que les sentimens y étaient tellement inouis et tendus qu'ils s'accommodaient à ses conceptions surhumaines. Partout ailleurs son monde est au-delà du nôtre. Les lois de la vie y sont suspendues ou transformées. On y vogue entre ciel et terre, dans l'abstraction, le rêve et le symbole; les êtres y flottent comme ces figures fantastiques qu'on aperçoit dans les nuages, et qui tour à tour ondoient et se déforment capricieusement dans leur robe de neige et d'or.

Pour les âmes ainsi faites, la grande consolation, c'est la nature. Elles sont trop finement sensibles pour trouver une distraction dans le spectacle et la peinture des passions humaines (3). « Shelley s'en écartait instinctivement; » cette vue « rouvrait ses propres blessures. » Il se trouvait mieux dans les bois, au bord de la mer, en

(1) *Queen Mab* et notes. A Oxford, il avait publié une brochure « sur la nécessité de l'athéisme. »

(2) Quelque temps avant sa mort, à vingt-neuf ans, il disait : « Si je mourais maintenant, j'aurais vécu autant que mon père. »

(3) Tome IV, page 53, notes de mistress Shelley. — Voyez un excellent article sur Shelley dans le *National Review*, octobre 1856.

face des grands paysages. Les rochers, les nuages et les prairies, qui semblent inertes et insensibles aux yeux ordinaires, sont, pour les grandes sympathies, des êtres vivans et divins qui reposent de l'homme. Il n'y a point de sourire virginal aussi charmant que celui de l'aube, ni de joie plus triomphante que celle de la mer lorsque ses flots fourmillent et frissonnent à perte de vue sous la prodigue splendeur du ciel. A cet aspect, le cœur remonte involontairement vers les sentimens de l'antique légende, et le poète aperçoit dans la floraison inépuisable des choses l'âme pacifique de la grande mère par qui tout végète et se soutient. Shelley passait la plus grande partie de sa vie en plein air, surtout en bateau, d'abord sur la Tamise, puis sur le lac de Genève, puis sur l'Arno et dans les mers d'Italie. « J'aime tous les endroits déserts, disait-il, et solitaires, ceux où nous goûtons le plaisir de croire infini ce que nous voyons, infini comme nous souhaitons que notre âme le soit. Et tel était ce large océan et cette côte plus stérile que ces vagues. » Profond sentiment germanique qui, allié à des émotions païennes, a produit sa poésie, poésie panthéiste et pourtant pensive, presque grecque et pourtant anglaise, où la fantaisie joue comme une enfant folle et songeuse avec le magnifique écheveau des formes et des couleurs. Un nuage, une plante, un lever de soleil, ce sont là ses personnages; c'étaient ceux des poètes primitifs, lorsqu'ils prenaient l'éclair pour un oiseau de flamme et les nuages pour les troupeaux du ciel. Mais quelle ardeur secrète par-delà ces splendides images, et comme on sent la chaleur de la fournaise par-delà les fantômes colorés qu'elle fait flotter sur l'horizon (1)! Quelqu'un depuis Shakspeare et Spenser a-t-il trouvé des extases aussi tendres et aussi grandioses? quelqu'un a-t-il peint aussi magnifiquement le nuage qui veille la nuit dans le ciel, enveloppant dans son filet l'essaim d'abeilles dorées, qui sont les étoiles, et « le Matin ensanglanté avec ses yeux de météore et ses flamboyantes ailes étendues qui saute, comme un aigle, sur la croupe de la nue voguante? » Lisez encore ces vers sur le jardin où rêve la sensitive. Hélas! ce sont les rêves du poète et les bienheureuses visions qui ont flotté dans son cœur vierge jusqu'au moment où il s'est ouvert et flétri. Je m'arrêterai à temps, je n'irai pas, comme lui, au-delà des souvenirs de son printemps.

« Le perce-neige, puis la violette, — sortaient du sol, humides de pluie tiède, — et leur haleine se mêlait aux fraîches senteurs — du gazon, comme la voix à l'instrument.

« Puis les gentianes bigarrées et les hautes tulipes, — et les narcisses,

(1) Voyez surtout *the Witch of Atlas, the Cloud, the Skylark,* la fin de *l'Islam, Alastor* et tout *Prométhée.*

les plus belles d'entre toutes les fleurs, — qui contemplent leurs yeux dans les enfoncemens du fleuve, — jusqu'à ce qu'ils meurent de leur propre beauté trop aimée.

« Puis la naïade de la vallée, le muguet. — La jeunesse le fait si beau, et la passion si pâle, — que l'éclat de ses clochettes tremblantes se laisse entrevoir — à travers leurs pavillons de verdure tendre.

« Puis l'hyacinthe empourprée, blanche et bleue, — qui de ses clochettes frêles jetait un carillon — de notes si délicates, si douces et si intenses, — qu'on le sentait au dedans des sens comme un parfum.

« Et la rose, comme une nymphe qui s'apprête pour le bain, — découvrant la profondeur de son sein éblouissant, — jusqu'à ce que, voile après voile devant l'air palpitant, — l'âme de sa beauté et de son amour se fût montrée nue.

« Puis le grand lis dressé qui levait en l'air, — comme une Ménade, sa coupe éclairée par la lune, — jusqu'à ce que l'étoile ardente, qui est son œil, — regardât l'azur tendre du ciel à travers la rosée transparente.

« Sur le courant dont la poitrine mouvante, — entre des berceaux de branches fleuries, — scintillait de clartés d'émeraude et d'or — qui glissaient à travers le dôme de teintes entremêlées,

« De larges nympheas traînaient tremblans, — et à côté d'eux les nénufars étoilés luisaient, — et tout à l'entour la molle rivière scintillait et dansait — avec des sons doux et un doux rayonnement.

« Et les sentiers sinueux de gazon et de mousse — qui menaient dans le jardin en long et en travers, — quelques-uns ouverts à la fois au soleil et à la brise, — d'autres perdus parmi des berceaux d'arbres en fleur,

« Étaient tous parés de pâquerettes et de jacinthes délicates — aussi belles que les fabuleuses asphodèles, — et de fleurettes qui, se baissant vers le jour qui baissait, — retombaient en pavillons blancs, empourprés et bleus, — pour abriter le ver luisant contre la rosée du soir. »

Tout vit ici, tout respire et désire. Ce poème, qui est l'histoire d'une plante, est aussi l'histoire d'une âme, l'âme de Shelley, la sensitive. Est-ce qu'il n'est pas naturel de les confondre? Est-ce qu'il n'y a pas une communauté de nature entre tous les vivans de ce monde? Certes il y a une âme dans chaque chose, il y en a une dans l'univers; quel que soit l'être, brute ou pensant, défini ou vague, toujours par-delà sa forme sensible luit une essence secrète et je ne sais quoi de divin que nous entrevoyons par des éclairs sublimes, sans jamais y atteindre et le pénétrer. Voilà le pressentiment et l'aspiration qui soulèvent toute la poésie moderne, tantôt en méditations chrétiennes, comme chez Campbell et Wordsworth, tantôt en visions païennes, comme chez Keats et Shelley. Ils entendent palpiter le grand cœur de la nature, ils veulent arriver jusqu'à lui, ils tentent toutes les voies spirituelles ou sensibles, celle de la Judée et celle de la Grèce, celle des dogmes consacrés et celle des doctrines proscrites. Dans cet effort magnifique et insensé, les plus

grands s'épuisent et meurent. Leur poésie, qu'ils traînent avec eux sur ces routes sublimes, s'y déchire. Un seul, Byron, atteint à la cime, et de toutes ces grandes draperies poétiques qui flottaient comme des étendards et semblaient appeler les hommes à la conquête de la vérité suprême, on ne voit plus aujourd'hui que des lambeaux épars sur le chemin.

Ils ont fait leur œuvre cependant. Sous leurs efforts multipliés et par leur concert involontaire, l'idée du beau change, et par contagion les autres idées vont changer. Les conservateurs y contribuent comme les révolutionnaires, et l'esprit nouveau transpire des poèmes qui bénissent l'état et l'église, comme des poèmes qui maudissent l'église et l'état. On apprend par Wordsworth et par Byron, par le protestantisme approfondi (1) et par le scepticisme institué, que dans cet établissement sacré que le *cant* protége il y a matière à réforme ou à révolte, qu'on peut trouver des valeurs morales autres que celles que la loi timbre et que l'opinion reçoit, qu'en dehors des confessions officielles il y a des vérités, qu'en dehors des conditions respectées il y a des grandeurs, qu'en dehors des situations régulières il y a des vertus, que la grandeur est dans le cœur et dans le génie, et que tout le reste, actions et croyances, est subalterne. On vient d'éprouver que par-delà les conventions littéraires il y a une poésie, et par contre-coup l'on est disposé à sentir que par-delà les dogmes religieux il peut y avoir une foi, et par-delà les institutions sociales une justice. L'antique édifice s'ébranle, et la révolution y entre, non par une inondation subite, comme en France, mais par des infiltrations lentes. La muraille bâtie contre elle par l'intolérance publique se fendille et s'ouvre; la guerre engagée contre le jacobinisme républicain et impérial vient de finir par la victoire, et désormais on peut contempler les idées ennemies non plus à titre d'ennemies, mais à titre d'idées. On les contemple, et en les appropriant au pays on les importe. Les catholiques sont émancipés, les bourgs-pourris sont abolis, le cens électoral est abaissé, les lois injustes qui enchérissaient les grains sont rappelées, les dîmes ecclésiastiques sont converties en redevances, les lois terribles qui protégeaient la propriété sont adoucies, l'assiette de l'impôt est reportée de plus en plus sur les classes riches; les vieilles institutions, arrangées autrefois au profit d'une race, et dans cette race au profit

(1) Wordsworth, *the Excursion*, page 328.

Our life is turned
Out of her course, whenever man is made
An offering, a sacrifice, a tool,
Or implement, a passive thing employed
As a brute mean.

d'une classe, ne se maintiennent qu'à la condition de servir au profit de tous: les priviléges deviennent des fonctions, et dans ce triomphe de la classe moyenne qui fait l'opinion et prend l'ascendant, l'aristocratie, passant des sinécures aux services, ne semble plus légitime qu'à titre de pépinière nationale conservée pour fournir des hommes publics. En même temps l'étroite orthodoxie s'élargit. La zoologie, l'astronomie, la géologie, la botanique, l'anthropologie, toutes les sciences d'observation si cultivées et si populaires, y font de force pénétrer leurs découvertes dissolvantes. La critique arrive d'Allemagne, remanie la Bible, refait l'histoire du dogme, atteint le dogme lui-même. Cependant la pauvre philosophie écossaise s'est desséchée: parmi les agitations des sectes qui essaient de se transformer et de l'unitarisme qui monte, on entend aux portes de l'arche sainte bruire comme une marée la philosophie continentale. Aujourd'hui déjà elle a gagné la littérature: depuis cinquante ans, tous les grands écrivains y plongent: Sidney Smith par ses sarcasmes contre l'engourdissement du clergé et l'oppression des catholiques, Arnold par ses réclamations contre le monopole religieux du clergé et contre le monopole ecclésiastique des anglicans, Macaulay par son histoire et son panégyrique de la révolution libérale, Thackeray en attaquant la classe noble au profit de la classe moyenne, Dickens en attaquant les dignitaires et les riches au profit des petits et des pauvres, Currer Bell et mistress Browning en défendant l'initiative et l'indépendance des femmes, Stanley et Jowett en introduisant l'exégèse d'outre-Rhin et en précisant la critique biblique, Carlyle en important sous forme anglaise la métaphysique allemande, Stuart Mill en important sous forme anglaise le positivisme français, Tennyson lui-même en étendant sur les beautés de tous les pays et de tous les siècles la protection de son dilettantisme aimable et de ses sympathies poétiques, chacun, selon sa taille et son endroit, enfoncé à des profondeurs différentes, tous retenus à portée du rivage par leurs préoccupations pratiques, tous affermis contre les glissades par leurs préoccupations morales, tous occupés, les uns avec plus d'ardeur, les autres avec plus de défiance, à recevoir ou à faire entrer le flot croissant de la démocratie et la philosophie moderne dans leur constitution et dans leur église, sans dégât, avec mesure, de façon à ne rien détruire et de façon à tout féconder.

H. Taine.

LES

CHEMINS DE FER

A L'EXPOSITION DE LONDRES.

Chacune des grandes expositions universelles qui se sont succédé depuis 1851 nous a révélé des progrès considerables dans l'industrie des chemins de fer. Jamais toutefois l'importance de cette puissante industrie ne s'était manifestée avec plus d'éclat qu'à l'exposition universelle de 1862. Un des caractères de cette solennité, c'est même d'avoir été favorisée plus qu'aucune autre par le développement du réseau européen. Il y a quelques années encore, l'état des voies de communication n'aurait point permis d'étendre efficacement au-delà d'un périmètre restreint les appels adressés à la production. On le reconnut bien en France quand se présenta la question de l'admission des produits étrangers à l'exposition de 1849. L'objection principale, l'objection décisive aux yeux des hommes pratiques, ce fut l'inachèvement du réseau européen; cette explication, trop ignorée jusqu'à ce jour, appartient à l'histoire industrielle de notre époque. L'Angleterre, en 1851, trouvait déjà le réseau notablement plus développé (1) : il permettait désormais aux produits des régions industrieuses de l'Europe continentale de s'acheminer sans peine vers les ports où ils devaient être embarqués pour Londres. D'un autre côté, toutes les grandes lignes de l'Angleterre et de l'Écosse, achevées dès ce moment-là, facilitaient l'accès de la capitale à ces flots de population qu'on vit accourir avec un empressement si remarquable sous les galeries de Hyde-Park. La

(1) Au commencement de l'année 1848, le nombre de kilomètres de chemins de fer exploités en Europe était de 14,116, et de 17,542 au commencement de l'année 1849. Le chiffre était monté à 24,239 kilomètres au 1er janvier 1851.

tentative venait ainsi à une heure propice, et dès cette première rencontre des produits de l'industrie universelle, les chemins de fer furent sérieusement représentés. On voyait dans l'arène douze ou treize locomotives: presque toutes, il est vrai, étaient de fabrication anglaise : elles n'en fournissaient pas moins d'utiles objets d'étude à ceux des peuples continentaux qui débutaient dans la carrière de ces constructions. A Paris, en 1855, la lice ouverte s'était élargie. Les bâtimens des Champs-Élysées renfermaient une vingtaine de locomotives. Singulier retour! cette fois c'était l'Angleterre qui faisait à peu près défaut dans cette section du concours. L'année 1862 marque une phase nouvelle, en ce sens que les envois des îles britanniques et ceux du continent présentent de suffisans matériaux pour des appréciations comparatives. A coup sûr, c'est là une bonne fortune d'autant plus précieuse qu'elle a manqué à beaucoup d'autres industries. Des abstentions considérables, faciles à prévoir dans les circonstances données, rendent à peu près impossible, pour plusieurs grandes spécialités de travail, toute étude d'ensemble un peu large et un peu précise. Il n'en est pas ainsi pour les chemins de fer. On peut constater le point où ils sont arrivés, et entrevoir aussi les plus prochaines perspectives qui promettent de s'ouvrir à l'impatience de notre génération. Les indices de progrès, les signes de perfectionnement recueillis à travers les diverses catégories composant l'exhibition des chemins de fer, peuvent nous apprendre en outre quelles sont les formes sous lesquelles s'accuse de préférence dans cette industrie le génie de chaque peuple. Voilà quel est le champ ouvert à nos études; mais avant de l'aborder il n'est pas inutile de mettre en relief certaines circonstances qui touchent à l'influence que les chemins de fer peuvent exercer sur le travail industriel, et concourent à en marquer la place dans l'exposition de Londres.

On s'abuserait étrangement si l'on croyait que la portée principale, le caractère distinctif de cette exposition se rencontrent dans la série des produits manufacturés. Sans doute les ramifications si nombreuses et si variées qu'embrassent les articles de cette nature offrent aux regards un magnifique épanouissement, sans doute on y trouve la preuve que l'industrie, loin de s'être engourdie, s'est encore distinguée par d'heureux efforts, par des applications nouvelles, soit dans telle ou telle spécialité, soit dans tel ou tel pays. Et pourtant, si l'exposition de 1862 se bornait là, elle ne serait guère qu'une copie des deux expositions universelles antérieures. Le fait seul qu'elle ne vient qu'en troisième lieu aurait été de nature à en diminuer le succès. Réduisez la scène à un étalage de produits fabriqués, et le public, un peu désenchanté de tels spectacles, qu'on lui montre à des époques évidemment trop rapprochées, n'aurait retrouvé ni son admiration ni son étonnement de 1851; mais le

trait différentiel de l'exposition de 1862 se trouve ailleurs; c'est un point important à noter. Il est dans la prédominance prise par deux catégories spéciales, celle des matières premières et celle des instrumens servant à la production soit dans la sphère des applications industrielles, soit dans la sphère des applications agricoles. La valeur propre de ce concours dans le présent comme son influence réelle dans l'avenir sont là tout entières. Guidée par un secret instinct, l'attention des masses semble l'avoir deviné. Avec quelle persistance en effet, depuis l'ouverture de l'exposition, le flot des visiteurs ne s'est-il pas porté vers les accumulations d'articles élémentaires si curieux, si divers, provenant de tous les pays et surtout des états transatlantiques et des diverses colonies européennes (1)! Avec quelle curiosité sympathique ne s'est-il pas arrêté devant les appareils mécaniques propres à rendre plus avantageux l'emploi des matières premières!

Sur l'importance exceptionnelle de ces deux catégories de l'exposition, il serait superflu d'insister : l'esprit du lecteur devance la démonstration. On sait que dans nombre de branches les matières premières le plus usité s diminuent sensiblement sur tous les marchés où l'on avait coutume de les prendre. Ici, comme pour la soie, c'est un fléau persistant qui atteint la production dans sa source; là, comme pour les bois employés dans les constructions diverses, c'est la longue imprévoyance apportée dans la reproduction qui occasionne une sorte de disette; là-bas, sur l'autre rivage de l'Atlantique, la fureur destructive des hommes s'est tournée contre une des matières textiles les plus nécessaires à l'Europe. Partout enfin, dans le cercle des objets servant à l'alimentation publique, une disproportion réelle, quoique passagère sans doute, entre l'accroissement de la consommation et celui de la production, amène un renchérissement dont la fin toujours annoncée semble reculer toujours. Au milieu de toutes ces causes d'embarras, l'industrie manufacturière s'ingénie à suppléer à celles des matières premières qui sont amoindries ou qui ont disparu : elle demande des filamens textiles à tous les végétaux susceptibles d'en fournir; elle utilise, à l'aide des secours de la science, mille débris jadis dédaignés; elle substitue le métal au bois; en même temps elle vise à l'économie dans les prix de revient par le perfectionnement des instrumens du travail. L'industrie agricole, de son côté, comprend la nécessité d'accroître sa puissance et de diminuer ses frais par l'usage des agens mécaniques. Elle s'efforce avec une ardeur inquiète, hasardeuse peut-être sur certains points, d'acclimater dans des pays qui ne s'en occupaient pas cette

(1) L'Algérie offre sous ce rapport beaucoup d'intérêt; son exposition est admirablement classée, seulement elle se trouve placée un peu trop à l'écart.

culture du coton étouffée par les calamités de la guerre civile dans les contrées dont elle a fait si longtemps la fortune. Tels sont les grands courans qui entraînent le monde industriel. Matières premières et moyens de production, voilà en définitive où tendent principalement toutes les sollicitations, toutes les entreprises du travail contemporain. Or il suffit que les matières premières et les moyens de production soient ainsi devenus les points culminans de l'exposition de 1862 pour que le rôle des chemins de fer s'agrandisse. Les industries qui les touchent ne sont plus dès lors une simple section de la métallurgie et de la mécanique. Le point de vue économique domine la question. Entre la matière première et l'instrument qui la met en œuvre, le chemin de fer apparaît comme un puissant trait d'union. Ce sont peut-être les chemins de fer qui ont provoqué une partie de nos besoins; mais à coup sûr ce sont eux seuls qui les pourront satisfaire.

Que demande d'ailleurs le public dans les expositions universelles? Dans l'immense agglomération des produits du jour, ce que recherche l'œil curieux de l'esprit, ce sont des germes neufs et féconds, ou plutôt, si on peut le dire, ce sont les produits du lendemain. Eh bien! ces germes ignorés, ces produits du lendemain, où peut-on le mieux en concevoir une idée, où peut-on le mieux soulever un coin du voile qui les recouvre? Ce n'est point dans la classe des objets manufacturés actuels, si brillans qu'ils soient, mais à peu près connus à l'avance. Dans les productions de cet ordre, on ne rencontre guère que les corollaires de principes déjà posés, non le point de départ de conséquences nouvelles. Il en est tout autrement pour les matières premières et les moyens de production dont les chemins de fer opèrent le rapprochement. C'est bien ici la sphère mystérieuse où peut se rencontrer cet inconnu si propre à la fois à stimuler l'énergie de l'homme et à provoquer sa curiosité. On le reconnaît davantage à mesure qu'on étudie de plus près, dans le palais de Kensington, les manifestations qui correspondent au mouvement des voies ferrées.

On peut ramener à trois groupes les industries concernant les chemins de fer dans les bâtimens de l'exposition : d'une part le groupe des locomotives, d'autre part celui des véhicules servant soit aux personnes, soit aux marchandises, en troisième lieu le groupe des divers objets ayant trait à la construction ou à l'exploitation. Commençons notre examen par les locomotives.

C'est un appareil à la fois bien complexe et bien simple qu'une locomotive : bien complexe, si on veut l'analyser à fond, en homme du métier; bien simple, si l'on s'en tient aux lignes essentielles, qui intéressent seules la généralité des lecteurs. La locomotive d'abord

a ce trait commun avec toutes les autres machines à vapeur, qu'elle renferme une force produite par la vapeur d'eau et desservie par des organes. Le foyer de force, c'est la chaudière; les organes, ce sont les mécanismes à l'aide desquels la vapeur est mesurée, distribuée et conduite. Mais l'idée spéciale de la locomotive tient à ce que le mécanisme comme la chaudière, les organes comme la force qui les met en mouvement, reposent sur un système de char qui est à la fois leur support et leur véhicule, et qui peut entraîner d'autres véhicules à sa suite. Seule jusqu'à ce moment, la locomotive s'est appropriée aux exigences des voies nouvelles. Les machines fixes ne sauraient convenir que dans des conditions topographiques tout à fait exceptionnelles, comme à l'heure qu'il est à Lyon, sur le chemin de la Croix-Rousse (1). Il en est de même des machines pneumatiques, qui sont du reste des machines fixes d'un genre particulier. Restent les moteurs électriques : rien n'empêcherait de les mettre en circulation sur les chemins de fer, s'ils n'élevaient à des chiffres fabuleux les frais de traction. Pour que les appareils de cette espèce pussent entrer dans le domaine de la pratique, il faudrait auparavant qu'on réussît à produire l'électricité par masse à fort bas prix, résultat dont nous sommes loin et qui ne s'annonce à l'exposition sous aucune forme.

Le règne de la locomotive à vapeur ne semble donc pas menacé, du moins pour le moment. Il ne saurait du reste paraître bien ancien, même dans un siècle passionné pour le changement ou pour le progrès. N'oublions pas que le type des machines fonctionnant aujourd'hui dans le nouveau comme dans l'ancien monde ne date pas encore de quarante années. L'invention de la chaudière tubulaire, sans laquelle il était impossible de construire des moteurs pourvus d'une force suffisante pour le service des routes ferrées, est constatée seulement par un brevet bien connu, délivré en France au mois de février 1828. Ce ne fut que durant les derniers mois de l'année suivante, après un concours resté fameux dans les annales des chemins de fer, qu'on vit la locomotive entrer effectivement en possession du service sur le *railway* de Liverpool à Manchester. Qu'est devenue cette machine construite par George Stephenson, sortie triomphante du concours et qui consacra le nouveau système? On l'ignore : elle aurait bien mérité, usée et hors de service, de figurer, comme un glorieux témoignage d'une grande victoire industrielle, dans les collections de Sydenham-Palace. Dût-elle y paraître teinte du sang de Huskisson, si malheureusement écrasé dans la gare le jour même de l'ouverture du chemin de Manchester, qu'elle n'en

(1) Inutile de s'occuper de la force de gravité, ou, si l'on veut, de l'effet du poids d'un train glissant par lui-même sur des rails à la descente de quelque coteau. Un tel mode ne comporte que de très rares applications.

attesterait pas moins sous une forme saisissante la domination de l'homme sur les forces du monde physique. Fille sans mère, *prolem sine matre creatam*, il serait intéressant de la voir aujourd'hui au milieu de sa descendance, multipliée et toujours grandissante, à l'exposition universelle (1).

L'art de la construction ne s'est pas écarté autant qu'on le pourrait croire des types primitifs. Le système n'a pas été changé dans ses conditions essentielles. Si vous comparez les locomotives figurant à l'exposition de 1862 à celles dont il était fait usage il y a vingt-cinq ou trente ans, vous êtes frappé sans doute par de nombreuses modifications : vous trouvez la dimension accrue, la force augmentée; vous trouvez dans tous les détails d'ingénieuses améliorations, et dans l'exécution même une perfection de travail inconnue jadis, mais point de transformation radicale.

Dès qu'on sait que les locomotives exposées viennent de différens pays, qu'elles sont dues à des constructeurs anglais, français, belges, prussiens, saxons, autrichiens, italiens, on se demande assez naturellement quelles sont celles où le désir du perfectionnement apparaît avec le plus d'éclat et d'énergie. Là-dessus l'hésitation n'est pas possible. A coup sûr d'abord, si l'on en juge par les dix ou douze modèles qu'ils ont exposés comme par les types adoptés sur leurs chemins de fer, ce ne sont pas les Anglais qui se mettent le plus l'esprit à la torture. Certes personne ne contestera la façon magistrale avec laquelle leurs appareils sont habituellement traités. De l'aveu de tous les connaisseurs, la construction en est irréprochable; il n'est pas jusqu'aux moindres détails extérieurs qui ne soient l'objet d'une attention minutieuse. Tout est limé, poli, peint, paré avec un soin extrême. Seulement on ne peut signaler presque aucune tentative d'innovation. Aucun des constructeurs les plus renommés, ni M. Stephenson, le fils du célèbre George, et qui soutient si honorablement la réputation paternelle, ni M. Armstrong, le même à qui on doit l'invention du canon qui porte son nom, ni M. Fairbairn, qui a construit tant de locomotives, ne songent à s'écarter de la ligne frayée, à changer ce qui se faisait il y a dix ou douze ans. Ils se montrent au contraire attachés à leurs types, comme s'ils y voyaient le dernier mot de la science. On ne saurait noter comme une nouveauté un modèle de locomotive destinée à rouler sur la glace entre Saint-

(1) Bien que l'invention de la chaudière tubulaire, comme en témoigne la date du brevet délivré à M. Séguin aîné, appartienne à la France, les locomotives qui ont d'abord fonctionné dans notre pays venaient d'Angleterre. Ce fut à Perrache (Lyon), dans les ateliers de la compagnie de Saint-Etienne, que furent construites les premières locomotives françaises. L'usine du Creuzot, qui a pris depuis lors de si larges proportions sous une direction habile, et qui avait fourni les premiers rails au chemin d'Andrézieux, fut encore une des premières à livrer de ces machines à nos exploitations de chemins de fer.

Pétersbourg et Cronstadt; ce n'est en effet qu'une application curieuse du système ordinaire. Même remarque pour les petites machines destinées aux exploitations houillères. Les caractères de l'innovation se rencontrent, il est vrai, dans un appareil inventé par M. Ramsbottom, directeur du service des locomotives sur le *London and North Western railway*, pour prendre en route, sans arrêter la marche, l'eau nécessaire à la locomotive; mais il n'y a là qu'un appendice, une simple addition à la machine (1).

Autre trait de caractère qui s'accuse fortement à l'exposition : les constructeurs d'outre-Manche répugnent à tout système venant du dehors. Voyez plutôt ce qui s'est passé pour une machine dont le nom a souvent retenti devant le public, la machine Crampton. Quoique la combinaison soit due à un ingénieur anglais, il a suffi qu'elle ait été d'abord imparfaitement réalisée en Angleterre, que la machine ait ensuite reçu en France, de concert avec l'inventeur, diverses modifications qui l'ont rendue plus pratique, pour qu'elle ait été considérée comme étrangère. Elle avait paru solliciter ainsi à l'extérieur des grandes lettres de naturalisation. Dès lors nos voisins n'ont voulu en faire aucun usage. Tandis que d'habiles constructeurs français affirment que la locomotive Crampton, avec ses perfectionnemens successifs, est le meilleur instrument de vitesse, les Anglais persistent à en employer d'autres, qui sont dans des données toutes différentes. Ainsi ils aiment mieux élever démesurément la chaudière en l'air, comme on le remarque à l'exposition, ce qui rend l'appareil plus versant, que de recourir à ces prolongemens vers l'arrière qui distinguent le système de M. Crampton.

Certaines différences entre les procédés anglais et les procédés français s'expliquent par des raisons moins arbitraires, et tirées du mode d'exploitation. Notons d'abord que, la plupart des lignes étant relativement assez courtes en Angleterre, divers détails du service y ont beaucoup moins d'importance que dans notre pays. De même le champ des expériences y est moins étendu. En ce qui concerne le transport des marchandises, la dissemblance est surtout très notable. En France, il est de principe de viser à conduire la plus lourde

(1) Le procédé est ingénieux et mérite un mot d'explication. Aux endroits où la machine doit renouveler son approvisionnement, et qu'on peut choisir du reste loin des stations, là où se rencontrent des sources convenables et où le terrain est le plus favorablement disposé, — l'eau est amenée sur la voie, entre les deux rails, dans une sorte de rigole longitudinale. Dès que la locomotive arrive au-dessus, un tuyau terminé par une sorte de cuiller et attaché au tender, plonge dans l'eau qu'il élève et déverse dans les récipiens. Ce mécanisme convient sur les lignes où la célérité est d'une importance capitale, où les minutes se comptent, par exemple sur celle qui d'Holyhead apporte à Londres la malle irlandaise. Sur des chemins très fréquentés, comme celui de Liverpool à Manchester, c'est encore un avantage que de pouvoir se dispenser de fermer la voie pendant que les trains de marchandises ont à renouveler leur provision d'eau.

charge possible, mais à une vitesse très réduite. En Angleterre, les trains de marchandises sont beaucoup moins chargés qu'en France, et ils vont beaucoup moins lentement. Avec ce second système disparaît ou du moins s'affaiblit notablement la nécessité d'avoir pour les marchandises ces appareils spéciaux doués d'une extrême puissance, à la condition d'une marche ralentie, qui ont tant occupé et qui occupent tant l'esprit des ingénieurs français. On ne se met guère en peine non plus chez nos voisins d'intéresser le mécanicien à la machine qu'il conduit, en tâchant de la lui faire regarder comme sa chose propre. Aussi voyez dans les locomotives anglaises la place qu'occupent les organes du mouvement : concentrés en dedans des roues, ils sont d'un accès difficile; la conséquence, c'est qu'à tout moment et en face du moindre embarras il est nécessaire de ramener la machine à l'atelier. En France, c'est tout l'opposé : on veut que le mécanicien soit le plus possible en communication avec sa locomotive, qu'il puisse aisément la visiter et l'entretenir. Que fait-on? On place les organes en dehors, sur les côtés de la chaudière, c'est-à-dire tout à fait à la portée de la main de l'homme. Qu'on nous permette cette comparaison : chez nos voisins, le mécanicien ressemble à un cocher qui se borne à conduire ses chevaux, et qui, une fois la course faite, ne les connaît plus guère; chez nous, c'est un cocher qui soigne lui-même les siens, et à qui on ne les enlève qu'en cas de véritable maladie.

Ces réflexions, qui rendent suffisamment compte des dissidences signalées, l'examen de l'exposition les confirme pour la plupart. Les trois locomotives envoyées de France, l'une pour les marchandises par la maison Cail, l'autre pour les voyageurs par la compagnie d'Orléans, la troisième pour les marchandises par la compagnie du Nord, témoignent notamment, et en signes plus ou moins saillans, combien l'esprit de recherche, combien le désir des innovations est plus vif chez nos constructeurs que chez les constructeurs d'outre-Manche. La première de ces machines, munie d'un mécanisme spécial pour faciliter le passage des courbes et dotée de diverses améliorations secondaires, est digne d'un établissement qui n'a construit guère moins d'un millier de locomotives, et qui se montre jaloux de se tenir au niveau de tous les progrès. Dans la seconde, on s'est appliqué d'une façon non moins systématique à mettre en œuvre toutes les inventions récentes concernant telle ou telle partie de l'appareil. La machine de la compagnie d'Orléans est pourvue d'un foyer qui permet la substitution de la houille au coke, et dont l'usage semble présenter toutes les garanties du succès. On sait d'ailleurs que cette substitution, source de notables économies, a donné lieu à des essais nombreux soit en France, soit au dehors, et qu'elle a pour condition l'établissement d'appareils fumivores suffisamment

sûrs et résistans (1). La troisième locomotive, celle qui appartient à la compagnie du Nord et qui a été construite, sur les plans de ses ingénieurs, dans les ateliers de M. Gouin, possède un appareil du même genre, quoique d'un autre système (2).

Dans son ensemble, cette dernière locomotive est le résultat d'une conception hardie; elle excite à Londres une générale curiosité : sa dimension colossale en fait comme le *Léviathan* de l'exposition. L'élévation de cet appareil n'aurait pas permis de donner à la cheminée la hauteur voulue sans toucher sur la route le tablier des ponts. On a donc adopté le système d'une cheminée horizontale, ou, ainsi que le disait d'une façon pittoresque une feuille anglaise, *une cheminée recourbée en arrière comme la trompe d'un éléphant.* Il ne faudrait pas croire que l'élévation ait ici pour résultat de déplacer d'une manière fâcheuse le centre de gravité. Non; les parties lourdes sont placées en bas, tandis que le faîte de l'édifice est occupé par une chaudière complémentaire destinée seulement à recevoir la vapeur pour la dessécher, ou, si l'on veut, pour la *surchauffer.* Cette opération du *surchauffage*, disons-le en passant, dégagée aujourd'hui de certaines difficultés d'application, procure l'avantage de ménager le calorique et de réduire la masse d'eau si considérable qu'absorbent les locomotives. Réaliser une grande puissance par la réduction du poids inutile, autrement dit du *poids mort*, et par la production d'une grande quantité de vapeur, tel est en fin de compte le caractère de la locomotive du Nord, qui fait déjà partie, nous apprend-on, d'un lot de douze machines analogues, dont quelques-unes doivent être adaptées, à l'aide de certaines modifications, au transport des voyageurs. Qu'on puisse retrouver ailleurs telle ou telle des combinaisons dont elle offre le résumé, les ingénieurs de la compagnie sont les premiers à en convenir. Il existe en effet un fonds commun d'inventions, de perfectionnemens acquis à la science, et où chacun a le droit de puiser, sauf à employer ces élémens connus pour obtenir de nouveaux progrès. Personne n'ignore du reste que le chemin du Nord est de tous les chemins français, et même aussi de tous les chemins étrangers, celui qui a le plus profondément remué, en vue d'améliorations pratiques, les divers engins de la mécanique des voies ferrées. On compte par centaines les essais tentés dans les ateliers de la compa-

(1) La compagnie d'Orléans aurait entre toutes un intérêt immense à n'avoir que des locomotives consommant du charbon, car non-seulement la fabrication du coke entraîne des dépenses, elle exige encore des charbons d'excellente qualité; or ce sont précisément des houilles peu convenables à cette transformation que la compagnie rencontre le plus souvent sur le parcours de son réseau.

(2) L'appareil adopté par la compagnie d'Orléans est celui de M. Tenbrinck, ex-ingénieur à la compagnie de l'Est; celui de la compagnie du Nord est dû à M. Belpaire, ingénieur en chef du chemin de fer de l'état belge.

gnie, et dont la locomotive actuelle est comme un vivant résumé.

Les autres états du continent européen se rapprochent bien plus du système français que du système anglais. C'est tout naturel : sous beaucoup de rapports, la situation est commune aux états continentaux, dont les grandes lignes, se servant de complément mutuel, sont déjà liées par une solidarité que l'avenir ne ce sera d'accroître. La Belgique, qui avait fourni de bonne heure d'excellens exemples, poursuit çà et là le cours des recherches dont nous citions tout à l'heure un spécimen dans l'appareil fumivore employé par la compagnie française du Nord. Des trois états qui représentent l'Allemagne dans la galerie des locomotives, la Prusse et la Saxe avec une machine chacune, et l'Autriche avec deux, c'est ce dernier empire qui, grâce aux importans envois de la compagnie des chemins de fer autrichiens, tient la tête dans la carrière des investigations : non pas que le désir d'améliorer en cette matière ait disparu des deux autres pays germaniques; il s'en faut de beaucoup. Ainsi la locomotive prussienne construite par M. Borsig (de Berlin), celui des constructeurs du continent qui a fourni le plus de locomotives aux chemins de fer, et qui avait obtenu la grande médaille à Paris en 1855, se fait remarquer par certaines dispositions propres à faciliter le passage des courbes ou permettant d'économiser la vapeur. Une observation analogue, du moins pour les courbes, s'applique à la locomotive saxonne fabriquée par M. Hartmann, bien qu'elle exagère un peu le système qui consiste à placer le mécanisme en dehors. Cependant l'esprit inventif se manifeste avec un bien autre éclat dans les constructions autrichiennes dues à deux ingénieurs bien connus, M. Haswell, directeur de la fabrique des machines de la compagnie impériale et royale, et M. Engerth, qui a donné son nom à un système de locomotives renommées aussi bien pour leur souplesse que pour leur puissance. L'une des deux machines autrichiennes destinées aux trains *express* est appropriée aux besoins de lignes bien plus tourmentées que ne le sont nos lignes françaises, c'est-à-dire où les rampes sont plus raides et les courbes plus resserrées; l'autre ne doit transporter que des houilles et des marchandises, et par conséquent marcher à très petite vitesse, mais dans un district extrêmement montagneux, où les sinuosités et les pentes rappellent celles de notre premier chemin de Saint-Étienne à Andrézieux. La locomotive de grande vitesse a été expérimentée, et les nouvelles actions mécaniques qu'on a su y ménager sont de nature, de l'avis des meilleurs juges, à rendre ses mouvemens sûrs et réguliers. Quant à l'autre, elle reste à éprouver sur le chemin de fer, encore en construction, auquel elle est destinée. C'est une application hardie, quoique paraissant fondée sur de sévères calculs, du système de M. En-

gerth, qui a permis déjà de franchir les aspérités du Sommering (1).

Un fait qui ne dépend plus de la science même de l'ingénieur, qui se rattache à une pensée d'humanité, mérite d'être noté dans la galerie des locomotives : il s'agit de dispositions ayant pour objet de protéger les agens qui dirigent le moteur. Que voyait-on naguère? que voit-on encore dans beaucoup de cas? Les mécaniciens, placés à l'arrière des locomotives, y demeurent sans aucun abri ni contre le vent ni contre la pluie. On s'est mis enfin depuis quelque temps à placer perpendiculairement d'énormes lunettes qui les garantissent un peu, sans pourtant les empêcher de voir au-devant d'eux. Cette idée a gagné du terrain, l'exposition l'atteste. A mesure que le réseau s'étend, à mesure qu'il franchit les limites de la zone la plus tempérée de notre hémisphère, on doit se préoccuper des difficultés croissantes que rencontre le mécanicien. Voyez les locomotives achetées pour le service des chemins égyptiens, placées durant huit ou neuf mois de l'année sous les rayons d'un soleil brûlant : l'arrière est pourvu d'une tente en tôle avec panneaux vitrés à l'avant et deux grandes baies complétement ouvertes sur les côtés. Dans nos régions même, la lunette actuelle doit paraître insuffisante. Le moins qu'on puisse faire, c'est d'en recourber l'encadrement à la partie supérieure, de manière à former une sorte d'auvent, comme on en aperçoit des exemples à Londres (2).

Ainsi, pour les locomotives, c'est la perfection toujours croissante dans la construction des appareils qui frappe d'abord l'observateur; c'est ensuite la recherche incessante, très répandue, sinon tout à fait générale, des combinaisons susceptibles d'accroître la puissance des mécanismes, d'augmenter la vitesse, ou de procurer directement ou indirectement une économie dans l'emploi du combustible. Placée dès longtemps à la tête des études scientifiques provoquées par l'établissement des chemins de fer, la France tient encore en main la direction suprême du mouvement. Notons en outre un effort réel de la part des divers peuples du continent, à mesure que se développe leur réseau, pour installer chez eux des ateliers de construction ou développer ceux qu'ils possèdent. Tels étaient les points essentiels à signaler.

Peut-être la curiosité du lecteur ira-t-elle plus loin: peut-être, à

(1) Rappelons ici que les voies ferrées, qui avaient été à l'origine presque entièrement réservées à l'état en Autriche, ont été cédées à l'industrie privée de 1855 à 1857, si bien qu'il n'y a plus que le chemin de ceinture de Vienne qui soit encore la propriété de l'état.

(2) Diverses dispositions de détail, introduites çà et là dans les locomotives pour faciliter certaines opérations pendant la marche, se rattachent à une idée analogue. La locomotive d'Orléans, par exemple, présente de ces dispositions pour le graissage en route de la machine et pour l'approvisionnement d'eau.

la pensée de ces machines appartenant à des peuples si différens, se demandera-t-il quel est aujourd'hui le nombre des engins de cette sorte circulant sur les voies ferrées du globe. A défaut d'une statistique rigoureusement relevée dans tous les pays, certains élémens peuvent permettre de donner des indications au moins approximatives. Les dernières publications officielles de l'administration des mines nous apprennent qu'à la fin de la période septennale s'étendant jusqu'au 1er janvier 1860, les chemins français possédaient 3,048 locomotives (1) pour une exploitation embrassant 9,084 kilomètres. Une proportion fondée sur ces données-là ne saurait à coup sûr conduire à un résultat mathématique. Tous les chemins n'ont pas en effet un égal trafic; le nombre de kilomètres parcourus dans une année peut n'être pas le même pour des réseaux d'une étendue d'ailleurs pareille. Toute part faite cependant aux différences de situation, on peut admettre, sans risque d'erreur grave, qu'en moyenne le chiffre de 3,000 locomotives correspond assez exactement à celui de 10,000 kilomètres en exploitation. Or, si l'on suppose qu'en 1862 les diverses exploitations du monde embrassent de 110,000 à 120,000 kilomètres, ce qui n'est pas loin de la vérité, on ne hasarde rien en avançant que plus de 30,000 locomotives circulent à l'heure qu'il est sur notre planète. On voit que la plus simple question de détail en cette matière s'adresse à des intérêts considérables, et que la moindre amélioration trouve tout de suite un champ d'application des plus étendus (2).

Dans la seconde catégorie de l'exposition des chemins de fer, qui embrasse des véhicules de tout genre, la scène devient bien plus accessible aux yeux du public. Les perfectionnemens acquis ne se dérobent plus à son jugement par leur nature essentiellement technique. S'agit-il des wagons destinés aux voyageurs, l'amélioration est aussitôt sentie et appréciée. Singulière anomalie cependant! l'esprit d'invention, qu'aurait semblé devoir stimuler plus immédiatement ici l'aiguillon de l'opinion publique, s'est beaucoup moins attaqué à cette branche du matériel qu'à la série des engins mécaniques de la locomotion. Au fond, le fait s'explique sans trop de peine dès qu'on se souvient que l'intérêt des compagnies n'est plus aussi vif, aussi direct dans la question. En outre dans les premiers temps, comme les trajets en chemin de fer étaient assez courts, on pouvait se contenter d'un système de voitures fort imparfait, et auquel on s'est accoutumé. Le nouveau mode de voyager comparé à l'ancien offrait tant d'avantages qu'on n'avait aucune propension

(1) Sur ce nombre, il n'y en a que 100 d'origine étrangère.

(2) Notons que les prix tendent à fléchir; il n'y a pas encore beaucoup d'années, on évaluait à 2 fr. 50 c. par kilogramme le prix des locomotives. Il ne serait guère possible de le fixer aujourd'hui en moyenne à plus de 1 fr. 90 c.

à se montrer trop difficile. Ému d'ailleurs par quelques catastrophes qui avaient çà et là profondément attristé les débuts de l'exploitation, le public se préoccupait de la sécurité beaucoup plus que du comfort. En fournissant les types des premières voitures, les Anglais s'étaient bornés à une imitation à peu près servile de nos anciennes diligences. Depuis lors, l'Europe en général ne s'est guère écartée de ces modèles.

En dehors de l'Europe, dans l'Amérique du Nord, l'esprit d'initiative s'était montré beaucoup plus hardi. On n'avait pas reculé devant des combinaisons vraiment originales. Chacun peut encore voir à Londres certains modèles très curieux venant de l'autre bord de l'Atlantique. On connaissait déjà le mode adopté dès longtemps aux États-Unis, et qui consiste à établir une communication entre toutes les voitures composant un train au moyen d'un passage intérieur et de plates-formes entre les divers wagons. On savait aussi que certaines lignes possèdent pour les longs trajets des voitures avec des lits nommées *wagons-dortoirs*. Ce système s'améliore et se répand de plus en plus. Un modèle perfectionné en ce genre a été expédié à Londres par la compagnie canadienne du *Great-Western railway*. Chaque voiture est divisée en douze compartimens renfermant chacun quatre lits. La position de ces lits, qui laisse la facilité de les mouvoir en divers sens, les moyens de ventilation pendant l'été et de chauffage pendant l'hiver, comme aussi la place occupée par des salons aux deux extrémités du véhicule, y sont fort exactement figurés. Rien n'y manque de ce qui intéresse le service intérieur, et comme toujours une communication règne d'un véhicule à l'autre. Un autre modèle, celui d'un wagon ordinaire appartenant à la province du New-Brunswick, se fait remarquer par la disposition des siéges ayant la forme de sofas, avec deux places seulement, et adossés deux à deux dans la longueur du wagon, de manière à laisser aux voyageurs une complète indépendance de mouvement, une pleine liberté de circulation. A ces conditions, indépendance de mouvement, liberté de circulation, si vous ajoutez les aménagemens spéciaux pour les longs voyages, vous possédez les données essentielles du système en vigueur dans toute l'Amérique du Nord, et qui n'ont fait que passer de la république américaine dans les possessions britanniques. Par son aspect général comme par ses détails, cette organisation se ressent surtout des tendances intimes de la sociabilité des États-Unis, telles qu'on les avait observées avant la guerre actuelle; par cette préoccupation excessive de l'indépendance individuelle, elle répond sans doute à des mœurs toutes spéciales, mais elle aboutit en fait à garantir aux voyageurs de précieux avantages.

De ce côté-ci de l'Océan, des facilités analogues, facilités si complétement ignorées jusqu'à ce jour, semblent devoir résulter, quoique

dans une mesure restreinte, des essais présentés à l'exposition. Ainsi les Anglais y ont un wagon de première classe, construit à Manchester, dont les compartimens, au nombre de quatre, communiquent les uns avec les autres. Un salon au milieu avec des tables et des canapés, aux deux bouts des caisses ou divans de dimension différente très commodément disposés, telle est la structure adoptée. Le voyageur dès lors n'est plus cloué sur son siége comme aujourd'hui, il peut se lever, changer de place, passer dans le salon commun, ou s'isoler dans le coin de son divan. Une innovation analogue a pris en Belgique une forme un peu différente. Les compartimens placés aux deux extrémités ne donnent plus sur un salon, mais sur une large plate-forme couverte et formant balcon des deux côtés. Quoique avec moins d'originalité, un wagon prussien, d'une exécution irréprochable, semble vouloir également dégager un peu le voyageur des liens qui le condamnent aujourd'hui à l'immobilité. Entre toutes les caisses sont ménagées des portes intérieures. Un wagon de troisième classe, appartenant de même à la Prusse, se fait remarquer par une installation très soignée, n'ayant plus rien de commun avec cette idée trop longtemps entretenue dans la plupart des exploitations européennes, que, pour contraindre les voyageurs à payer les prix les plus élevés, on devait rendre le moins commodes possible les voitures des classes inférieures.

En France, la force du courant démocratique semblait devoir nous préserver de ce faux calcul. Loin de là cependant. On ne paraissait même pas, dans le sein de nos exploitations, se douter du principe que les appels au grand nombre sont la source la plus sûre des grosses recettes. Sur ce point, une lutte véritable a existé chez nous entre les compagnies et le public. Tandis que d'une part l'immense majorité des voyageurs s'obstinait à prendre les voitures les moins chères, les compagnies s'évertuaient par tous les moyens imaginables à l'en écarter. Inutiles efforts! la victoire est enfin restée à la masse, qui avait, il faut le dire, la raison de son côté. Il a fallu, bon gré, mal gré, améliorer un peu la construction des voitures de dernière classe. Que ces améliorations aient tourné à l'avantage des compagnies elles-mêmes, on ne saurait plus le mettre en doute. Permettez d'économiser les frais de déplacement, et vous êtes sûrs de multiplier les voyages. Dans la catégorie qui nous occupe, ce n'est plus notre pays, il faut l'avouer, qui figure à la tête des innovations, comme tout à l'heure dans l'ordre des applications mécaniques : non pas que le service des voyageurs, tel que l'a jusqu'à ce jour compris l'Europe, soit inférieur en France à celui d'un pays quelconque, rien ne serait plus inexact qu'une pareille assertion; seulement cette organisation reste murée dans les conditions du système primitif. On n'y aperçoit pas ces efforts vers un certain

élargissement qui commencent à se révéler au dehors. Le dernier mot du progrès accompli chez nous peut se juger à Londres dans un modèle de voiture de première classe exposé par la compagnie d'Orléans. Certes la compagnie n'y a rien négligé de ce qui pouvait assouplir les ressorts, rendre les mouvemens plus doux, ou faire disparaître les bruyantes oscillations des parties mobiles du véhicule; mais elle n'a obéi à aucune idée de réforme un peu radicale, elle ne s'écarte en rien de la donnée traditionnelle des trois compartimens séparés les uns des autres, et où les voyageurs sont inflexiblement emboîtés. Le moindre reproche qu'on puisse faire à cette distribution, c'est qu'elle n'est point au niveau des merveilleuses conquêtes sur le temps et sur l'espace qu'ont réalisées les chemins de fer, c'est qu'elle ne s'accorde plus avec les exigences de trajets pouvant désormais embrasser sur le continent européen, sans solution de continuité, plusieurs milliers de kilomètres.

Supposez que notre exposition eût compris un train omnibus tout organisé, c'est-à-dire avec un wagon de chaque classe, mais présentant aux regards quelque mode nouveau, soit par rapport à la distribution intérieure des voitures, soit par rapport à des additions destinées à rendre les longs voyages plus commodes : alors on pourrait dire que l'initiative est conforme au génie de la France. L'art de nos constructeurs aurait eu là une occasion de mettre ses moyens à l'épreuve. On est très loin d'une telle réalisation. Ce n'est pas d'ailleurs du chemin d'Orléans, qui ne s'est jamais lancé dans des essais très hardis en ce qui concerne les voyageurs, qu'on pouvait l'attendre. Nous avons bien à Londres une autre voiture nouvelle d'aspect, mais d'aspect seulement, car on retrouve au dedans toutes les restrictions du système usité. La combinaison consiste à réunir dans un même véhicule trois compartimens de classe différente et de plus un coupé pour les bagages. Ce n'est pas autre chose que le mode actuel concentré sous le moindre volume possible. Cette voiture, qui a été envoyée par une compagnie dite *compagnie du matériel des chemins de fer*, siégeant à Paris et à Bruxelles, ne pourra guère convenir d'ailleurs aux lignes importantes, où l'affluence des voyageurs exige toujours plus d'un wagon, et où les voitures de troisième classe notamment sont toujours suffisamment remplies.

Si l'on ne devait chercher dans l'installation que la magnificence, il aurait fallu commencer par nommer l'Égypte. Un wagon de première classe figurant à l'exposition, et exécuté en Angleterre sur l'ordre du pacha, étale un luxe dont nos plus riches véhicules ne sauraient donner une idée; mais ce wagon n'a pas d'autre trait distinctif (1). Rien n'empêche d'y voir comme une expression du génie

(1) Citons toutefois une variante réclamée par le climat et consistant dans la super-

traditionnel ou plutôt de la sociabilité de l'Orient. C'est un tribut que lui paie l'art européen. Prenons-y garde toutefois, cette sociabilité, qui, depuis les premiers temps de l'histoire, se résume en ces deux termes, extrême magnificence et extrême dénûment, n'échappera pas à l'action nivelante des chemins de fer, s'ils réussissent jamais à entamer un peu largement le monde oriental. Pour le moment, la somptueuse installation égyptienne reste un fait isolé sans portée : elle ne saurait fournir du reste aucun germe utile à la transformation qui s'annonce.

De l'examen des divers systèmes figurant à l'exposition, l'on peut tirer cette conséquence, que le point de départ d'une architecture nouvelle, on doit le chercher dans une étude attentive, libre de tout préjugé et de tout parti-pris, du système américain. Entre les constructeurs des États-Unis, qui ont tant osé en cette matière, et les constructeurs européens, qui sont restés dans la voie tracée dès l'origine, il y a un terme moyen qui doit permettre de tenir compte de nos habitudes sociales, tout en faisant une plus large part à l'agrément et à la facilité des voyages.

Les wagons destinés aux marchandises soulèvent moins de difficultés : ils fournissent matière à moins de controverses. Le perfectionnement consiste ici dans toute combinaison pouvant concourir à rendre le transport plus sûr, plus facile, moins coûteux. Les simplifications de tout genre répondent à l'intérêt le plus immédiat, le plus clair des compagnies. Un exemple donnera une idée des transformations qui se peuvent produire dans cette section du matériel. Cet exemple nous est fourni par un wagon d'un genre nouveau pour le transport des liquides de toute nature, faisant partie de l'exhibition française et désigné sous le nom de *wagon citerne*. C'est en effet une sorte de citerne en tôle d'une capacité de 10 mètres cubes, ne pesant pas plus qu'un wagon ordinaire, et facile à remplir et à vider. Le faîte est disposé de façon à recevoir au besoin des marchandises légères plus ou moins encombrantes. Supposez le véhicule en marche, et vous pouvez vous le figurer partant de Bordeaux rempli de vin, prenant à Paris une surcharge d'articles légers, comme les articles de modes, et se rendant alors en Russie, d'où il pourrait rapporter au retour les blés des provinces occidentales de l'empire. Cette citerne portative se prêterait à d'autres applications sur lesquelles l'expérience prononcera. Pour notre part, nous n'y avons cherché qu'un indice des formes que peut revêtir l'esprit d'invention dans la seconde branche du matériel des transports.

position de deux toits entre lesquels l'air circule librement de manière à tempérer au dedans des voitures l'effet des rayons solaires.

Les aspects de l'exposition des chemins de fer vont changer notablement, on le devine sans peine, dans la catégorie des objets divers. Plus d'unité, du moins plus d'unité, si ce n'est dans la destination définitive. Non-seulement les formes varient, la nature même des objets est souvent des plus dissemblables. Les exigences du service sollicitent l'esprit de recherche dans une multitude de spécialités distinctes. Toute énumération deviendrait ici impossible. Un inventaire sommaire serait même très complexe, si on n'y formait pas quelques groupes, qui suffisent du reste pour qu'on saisisse l'ensemble.

Parmi les innovations, il en est d'abord qui s'appliquent à la voie même : entre celles-là, les rails occupent naturellement une place importante. Déjà transformés, depuis l'origine, quant à la nature, à la longueur et au poids, les rails, dont la bonne qualité se lie essentiellement à la sécurité de la circulation, sont toujours l'objet d'incessantes études. Il faudrait lire les cahiers des charges tenant lieu de loi dans les marchés entre les compagnies et les maîtres de forges, pour avoir une idée complète des précautions infinies dont cette partie du service est environnée; mais ici le fait capital, c'est un changement dans le métal employé, du moins en certains cas. En effet on substitue l'acier fondu au fer, non pas sur toute une ligne, ce qui porterait la dépense à des chiffres énormes, mais sur les passages les plus fatigués, là où s'opèrent les changemens de voie. L'acier fondu possède une incomparable supériorité sur le fer au point de vue de la résistance et de la durée. On en jugera par cet exemple : des appareils pour le changement de direction fonctionnant à l'entrée des gares de Paris, sur tels ou tels points incessamment fréquentés, et qu'il fallait renouveler tous les mois alors qu'ils étaient en fer ordinaire, ont été remplacés depuis plus de deux ans par des rails en acier fondu, qui n'offrent encore aucune trace d'usure (1).

A côté des articles qui servent au perfectionnement de la voie, d'autres tendent à faciliter le travail soit dans les gares, soit sur la route, à l'aide de mécanismes variés : ce sont des grues puissantes pour charger et décharger les marchandises; ce sont des appareils hydrauliques pour prendre l'eau nécessaire à la locomotive; ce sont de nouvelles plaques tournantes pour le passage des véhicules d'une

(1) On ne sera peut-être pas fâché d'avoir quelques détails sur la fabrication des rails ordinaires dans notre pays. D'après les derniers comptes-rendus officiels, nous comptions en France dix départemens où se fabriquaient des rails en fer pour des quantités plus ou moins notables. Nommons le Nord, qui en produisait pour près de 8 millions de francs par année, la Moselle pour un peu plus de 7 millions, Saône-et-Loire pour un peu plus de 3 millions 1/2, le Gard pour 2 millions 1/2, l'Aveyron et l'Allier chacun pour un peu plus de 2 millions, la Loire pour 1,300,000 francs environ.

voie sur une autre, etc. Viennent ensuite, parmi beaucoup d'autres variétés, de nouveaux systèmes de chasse-neige qui s'adaptent sur chaque rail à l'avant du train, et dont la fonction est d'une importance capitale en hiver dans les régions du nord et dans les pays de montagnes (1). Viennent enfin des appareils de pesage et divers modes assurant la sécurité de la marche. Sous leur forme la plus savante, les instrumens de pesage servent à régler la suspension des locomotives, c'est-à-dire à déterminer mathématiquement le poids supporté par chaque essieu, par chaque roue, de même que le poids total de l'appareil. Dans les constructions de ce genre, la supériorité de la France est incontestable. Elle l'est également dans cet ordre de recherches concernant les moyens de sûreté qui paraissent devoir occuper longtemps encore l'esprit des inventeurs, et qui embrassent d'une part les freins destinés à arrêter la marche, d'autre part les signaux pour donner au loin les avertissemens relatifs à la circulation. Les indications fournies par l'exposition universelle sur ce double sujet ne font guère que reproduire des données déjà connues. Cependant un mode d'arrêt des convois, que l'auteur (2) nomme *embrayage électrique*, et qui a motivé des expériences sous les yeux des ingénieurs de l'état, se distingue par quelques traits nouveaux: mais il faut qu'on sache avant tout que l'embrayage en général, c'est la résistance, c'est l'arrêt. Ainsi dans une usine il y a embrayage quand on suspend le jeu d'un ressort mis en action par le moteur principal, pendant que ce moteur continue à fonctionner. Pour agir sur les roues, le nouveau procédé ne change rien aux freins actuels: il se sert seulement, pour les mettre en œuvre, d'un courant électrique facile à établir ou à interrompre, et dont la direction est concentrée dans les mains du mécanicien. L'action électrique se produit, au moyen des fils conducteurs, sur une chaîne adaptée aux essieux des roues à freins; mais c'est la force même de la rotation de ces roues qui, en tendant de plus en plus la chaîne, opère la pression voulue, si bien que toute action cesse d'elle-même dès que les roues cessent de tourner, c'est-à-dire dès que le but est atteint. S'il nous faut ajouter que les épreuves faites jusqu'à présent ne paraissent pas encore suffisantes pour consacrer la valeur pratique du procédé, elles attestent du moins le caractère ingénieux de la conception.

Cet esprit inventif dont nous parlions au début, nous l'avons donc effectivement retrouvé vivant en quelque sorte dans tous les élémens épars de l'exposition des chemins de fer. Il y apparaît sous mille formes; il s'y révèle dans les détails cachés comme dans les

(1) Un chasse-neige exposé par la compagnie des chemins de fer autrichiens semble réunir toutes les conditions d'un bon service.

(2) M. Aug. Achard.

constructions qui frappent le plus les regards. Ce n'est pas qu'il se manifeste par quelqu'une de ces découvertes qui font date dans l'histoire industrielle, non; à l'heure qu'il est, le travail de l'esprit de recherche consiste plutôt dans un effort opiniâtre pour arriver à une perfection plus grande. La diversité des combinaisons n'en prouve que mieux que les chemins de fer sont bien, je le répète, la branche des applications scientifiques de notre temps où éclate le plus ce désir de conquêtes dans le domaine de l'inconnu qui caractérise l'invention en général, *ea vis quæ investigat occulta inventio dicitur*. Seulement, curieuse circonstance, cette force intime qui pousse l'esprit de l'homme vers l'inconnu procède avec un ordre singulier dans ses rapports avec l'industrie. Si l'on consulte, comme nous avons eu nous-même l'occasion de le faire il n'y a pas encore bien longtemps, toutes les manifestations de l'esprit industriel depuis l'institution des brevets d'invention, c'est-à-dire depuis la fin du siècle dernier, on arrive à constater que les recherches des inventeurs se concentrent successivement par période avec une préférence marquée sur un même genre d'objets. Eh bien! depuis une quinzaine d'années déjà, ce sont les chemins de fer qui ont le plus fourni aux investigations de ce genre. L'exposition de Londres confirme avec éclat cette observation; nous pourrions en outre invoquer en témoignage les annales officielles des brevets d'invention, monument considérable que dressent patiemment chaque année des mains laborieuses et expérimentées, et qui comprendra bientôt deux cents volumes in-quarto. Sans doute, dans la masse d'élucubrations qui s'y rencontrent, celles qui touchent aux chemins de fer comme les autres, il serait possible de relever bien des faux calculs, bien des illusions, et même de ces affirmations fallacieuses dues à de prétendus inventeurs à qui l'on pourrait appliquer ce mot d'un écrivain de l'antiquité à propos de certaines investigations de son temps : *cibum quæstumque ex mendaciis captantes* (1). La part faite à ces écarts, il reste une place immense aux élémens utiles. Là comme partout, l'activité des recherches demeure la condition suprême du progrès, la source intarissable des résultats propres à donner satisfaction aux besoins existans comme à ceux qui surgissent chaque jour.

Tous les peuples civilisés sont à l'œuvre dans la vaste carrière; nulle part les recherches ne se poursuivent en ce moment avec plus de vigueur et de suite que sur le continent européen. Les deux pays qui furent pour ainsi dire les premiers pionniers dans ces grandes entreprises, l'Angleterre et les États-Unis, avaient d'abord mis en évidence toutes les ressources que recèlent le principe de l'association et l'esprit industriel pour l'achèvement d'œuvres aussi colos-

(1) « Cherchant dans de mensongères découvertes le moyen de vivre et de s'enrichir. » — Aulu-Gelle, *Nuits attiques*.

sales. Aujourd'hui l'Angleterre semble s'attacher à exploiter les conquêtes anciennes bien plus qu'à en tenter de nouvelles (1). En proie à des déchiremens qui absorbent leurs forces, les États-Unis ne comptent plus guère que par la hardiesse et la multiplicité des combinaisons antérieures. Regardez au contraire plus près de vous, en France, en Allemagne, en Belgique, d'incessans efforts visent non-seulement à perfectionner les élémens acquis, mais encore à augmenter sans cesse par d'ingénieuses combinaisons l'énergie des mécanismes. Puissance, sûreté, économie, tels sont les termes qu'on s'efforce d'allier dans ces recherches infatigables, dans ces élans ininterrompus vers le mieux. Chacun peut reconnaître désormais si un lien étroit unit bien cet âpre travail à la mission que remplissent de plus en plus les chemins de fer pour élargir le champ où l'industrie va chercher ses matières premières. Ce ne sera pas céder aux impulsions du sentiment national, mais simplement tirer une conséquence naturelle des faits recueillis dans cette étude, que de montrer la France en tête du mouvement, au moins dans toute la série des expérimentations qui dérivent directement de la science. La solidarité de plus en plus visible que le développement des rapports internationaux amène entre les peuples a pour effet immédiat de mettre au service de chacun le résultat des efforts de tous. Les moins avancés profitent ainsi tout de suite des conquêtes ayant le plus coûté à ceux qui supportent depuis le début, comme dans la vigne du père de famille, le poids du jour et de la chaleur. Telle est la loi générale. Pour les sociétés et pour les hommes, la gloire est plutôt de donner que de recevoir, de répandre le bien que de chercher à l'absorber; mais ici, comme il arrive souvent, l'intérêt matériel s'unit avec l'accomplissement de cette mission de patronage résultant de l'inégalité des civilisations. Tout développement de richesse et de bien-être parmi les peuples profite non-seulement à ceux qui en ressentent directement l'effet, mais encore et surtout à ceux qui ont eu l'initiative du mouvement.

A. Audiganne.

(1) L'esprit inventif se porte en Angleterre pour le moment sur les appareils de navigation. La hardiesse et la beauté du travail dans les pièces figurant à l'exposition ont été reconnues par tous les connaisseurs. La navigation à vapeur continue le chemin de fer en quelque sorte à travers les mers. L'effort des plus habiles constructeurs anglais, en tête desquels paraît le nom de M. John Penn, tend surtout à ménager soit l'espace occupé par les mécanismes, soit la consommation de la houille, en vue de réserver le plus de place disponible. Dans la section des machines pour la marine, on ne compte à Londres que quatre exposans du continent, dont deux Français : de beaux dessins, dus à M. Armengaud aîné, représentent en outre les machines du yacht l'*Aigle;* mais des ateliers très renommés, comme ceux du Creuzot, comme un grand établissement du Havre et un autre de Nantes, n'ont rien envoyé à l'exposition.

M. DE CAVOUR

ET

LA CRISE ITALIENNE

Le Comte de Cavour, récits et souvenirs, par M. W. de La Rive. Paris, 1862.

La crise que traverse aujourd'hui l'Italie peut affliger, mais ne saurait, à vrai dire, surprendre personne. Voici longtemps que les esprits réfléchis la sentaient venir, et depuis quelques mois elle était devenue à peu près inévitable. Pourquoi a-t-elle si vite éclaté? Comment l'heure fatale des épreuves a-t-elle sonné si tôt pour cette œuvre laborieuse et compliquée de l'unité italienne? C'est ce que je voudrais rechercher brièvement, sans passion d'aucune sorte et sans parti-pris. Assez d'autres ont prodigué l'excitation à ces ardentes populations alors qu'elles avaient surtout besoin de sages avertissemens; assez d'autres, et les mêmes peut-être, leur jetteront l'injure, si la destinée les trahit. Pour moi, je ne saurais oublier que j'ai passé au milieu d'elles les momens les meilleurs et les plus agréablement occupés de ma vie. J'étais en 1840 chargé d'affaires à Naples; en 1835, je faisais à Rome l'intérim de premier secrétaire après avoir rempli les mêmes fonctions à Turin vers 1833. Faut-il tout dire? mes souvenirs remontent plus loin encore, et j'ai compté parmi les nombreux attachés de cette brillante ambassade dont M. de Chateaubriand a laissé à la postérité un récit plus pittoresque peut-être que fidèle. Des motifs indépendans de ma volonté m'ont, il y a quelques mois, ramené au sein de ces gracieuses contrées, déjà si con-

nues et toujours plus admirées. Spectateur oisif cette fois, mais non pas indifférent, j'ai habité pendant le dernier hiver cette magnifique capitale des papes, où j'ai vu jadis mourir Léon XII et introniser Pie VIII. J'ai encore une fois monté les rampes doucement inclinées du Vatican et arpenté les longs corridors du Quirinal, si souvent traversés sous le pontificat de Grégoire XVI. A Naples et en Sicile, j'ai retrouvé rendus à la liberté d'anciens amis, dont quelques-uns, déjà suspects, avaient depuis mon absence expié dans la disgrâce, dans l'exil, ou, comme Poerio, dans d'étroits cachots, la méfiance inspirée à l'ombrageux roi Ferdinand.

D'autres contrastes m'attendaient à Turin. Là fonctionnait un parlement né d'élections libres. J'ai surpris en pleine crise ministérielle la paisible cité qu'au lendemain de la révolution de juillet Charles-Albert, brouillé avec ses complices de 1821, gouvernait de compte à demi avec les jésuites. L'ancienne capitale du petit Piémont m'a semblé n'avoir rien perdu de ses habitudes régulières et de son aspect un peu monotone. Les uniformes y abondent toujours, ils s'y maintiennent plus que jamais en grand honneur; mais au lieu de soldats habillés à l'allemande, c'étaient des gardes nationaux qui défilaient devant moi, tambours en tête, dans ces mêmes rues où je me souvenais d'avoir vu les jeunes cadets de l'école militaire dévotement conduits à la promenade par des abbés à petit collet qui, à coup sûr, ne s'imaginaient pas former si bien leurs élèves pour battre un jour les Autrichiens. J'ai couru à l'ancien hôtel de l'ambassade française; il était devenu le club de la noblesse. Des journaux de toutes couleurs, la plupart trop dangereux pour passer nos frontières, s'étalaient dans ces salons où naguère de rares visiteurs, séduits par l'attrait du fruit défendu, venaient de temps à autre, à leurs risques et périls, savourer la plus agréable des jouissances et se former à la meilleure école qui soit au monde, à savoir l'entretien familier d'un esprit supérieur à la fois aimable et sage. C'est bien dans cette pièce, au coin de cette lourde cheminée en boiserie massive, que j'ai plus d'une fois entendu le noble marquis d'Azeglio, le doux comte de Balbo, le gracieux poète Silvio Pellico, causer avec M. de Barante. Voici le cabinet où Camille de Cavour, affranchi par sa démission du joug de la discipline militaire, s'efforçait toujours d'entraîner après dîner notre ambassadeur. Quelle n'était pas la curiosité de cet infatigable interrogateur! Quand il craignait d'avoir lassé la complaisance pourtant infinie du chef de notre légation, venait le tour de l'obscur secrétaire. Ce n'était point petite besogne que d'expliquer à ce futur ministre de l'Italie de 1859 tout ce qu'il avait besoin de savoir sur les hommes et sur les choses de la France de 1830. Mise sur ce chapitre, la conversation ne s'arrêtait plus. Que

de fois, avec le vif entrain et la confiance facile de notre âge, n'avons-nous point ainsi passé ensemble nos soirées, moi vantant les mérites de nos institutions parlementaires, lui rêvant d'en doter un jour sa patrie, sans nous douter ni l'un ni l'autre que cette heureuse liberté, le jour où elle serait acquise à l'Italie, ne serait plus guère que promise à la France!

Vous n'étiez plus là, Cavour, vous n'étiez plus là pour me serrer la main!... Il ne m'a pas été donné de vous féliciter de vos succès patriotiques, ni de vous confier mes tristesses. La mort jalouse vous a traîtreusement surpris comme un ouvrier plein de zèle enlevé trop tôt à sa tâche inachevée. Mais au milieu de ce pays que vous avez rempli de votre nom, et que j'ai trouvé courbé comme un seul homme sur votre tombe à peine fermée, j'ai pu du moins fréquenter ceux qui vous avaient le mieux connu et le plus aimé. A Turin et partout j'ai de préférence recherché cette élite d'hommes généreux qui d'un bout de l'Italie à l'autre avait répondu à votre appel, accepté votre direction et reçu vos mots d'ordre. Tous ces amis et ces compagnons de Cavour, qui d'un œil avide épiaient, il y a vingt ans, les moindres mouvemens de la France libérale, comprendront que je la veuille entretenir aujourd'hui des affaires de leur pays. Ils se sont jadis instruits à notre école; ils nous avaient choisis comme des guides. Nos fautes leur ont servi comme des exemples à éviter, et nos désastres mêmes ont profité à leur cause. Hier encore on eût dit qu'ils nous avaient dépassé sans encombres dans la voie glorieuse, mais semée de périls, qui mène les peuples à la complète possession d'eux-mêmes. Cependant la discorde, fatale ennemie des libres institutions, s'est glissée parmi eux. Peut-être touchent-ils à l'une de ces catastrophes où déjà tant de fois a sombré la fortune de l'Italie. C'est pourquoi il me semble que je cède à leur secrète impulsion et remplis presque un devoir lorsque, dans un intérêt commun aux deux nations, je viens, au milieu de la confusion des événemens accomplis, scruter la cause des difficultés de l'heure présente, sonder les incertitudes de l'avenir et tâcher de découvrir quels sont pour eux, au moment où j'écris, de l'avis de leurs plus sincères partisans, les motifs de craindre ou les raisons d'espérer.

Tout en se gardant de méconnaître l'influence des idées générales et l'action des courans de l'opinion publique, les gens éclairés qui ne se paient point de mots, qui ont appris la politique par les affaires, non par les livres, savent parfaitement à quel point dans la pratique l'homme supérieur met efficacement la main aux événemens de son temps, comment il peut à son gré en accélérer ou en ralentir le cours, les marquant presque de son empreinte, et,

s'il a été heureux autant qu'énergique et habile, leur imprimer de son vivant une physionomie pour ainsi dire toute personnelle, qu'ils continuent le plus souvent à garder même après la mort. M. de Cavour a été l'un de ces hommes. Pour pénétrer le secret des révolutions qui ont renouvelé la face de l'Italie en 1859, comme pour se reconnaître dans le tumulte des actes désordonnés qui viennent de troubler le midi de la péninsule, il faut posséder la clé du caractère de celui qui le premier a donné le branle à tout le mouvement italien, car si le grand agitateur n'est plus, ses successeurs ont, en partie du moins, hérité de sa méthode, à peu près comme ces disciples du sorcier qui, ayant appris de leur maître à évoquer le diable, avaient oublié de lui demander la formule nécessaire pour le faire obéir et l'obliger à rentrer sous terre.

Voici heureusement deux récentes publications qui, en montrant M. de Cavour sous son véritable jour, permettent désormais de juger l'œuvre aussi bien que l'artisan. L'œuvre parlementaire du ministre piémontais vient d'être publiée, et fournit en ce sens des renseignemens précieux, quoique peut-être un peu trop officiels. Les récits et souvenirs de M. William de La Rive, justement parce qu'ils n'ont aucune prétention de ce genre, révèlent encore mieux M. de Cavour à tous ceux qui ne l'ont point personnellement connu. Admis, quoique beaucoup plus jeune, dans son plus familier commerce, M. William de La Rive a parfaitement saisi et rendu les traits originaux de la physionomie historique de son illustre parent. Ces pages faciles, écrites un peu capricieusement, mais non sans verve et sans talent, qui prennent M. de Cavour à son enfance, qui le suivent pas à pas pendant sa carrière si courte, mais si remplie, qui le conduisent jusqu'au jour de sa mort prématurée, racontée elle-même, dans ce livre de famille, avec une touchante émotion par la nièce chérie qui lui ferma les yeux, nous font connaître intimement ce grand ministre. On voit pour ainsi dire éclore sous ses yeux, se former et grandir les multiples aptitudes qui, d'un jeune sous-lieutenant retiré du service et pendant quinze années à peu près exclusivement occupé de la culture de ses terres, firent si rapidement, comme du jour au lendemain, un des politiques les plus merveilleusement doués qui furent jamais. Quel homme d'état fut en effet, par sa situation, par ses qualités, par le fond même de sa nature, mieux préparé d'avance pour la mission qui lui était destinée ici-bas? Et lorsque l'heure fut venue de l'entreprendre, quelle ardeur, quelle hardiesse et quelle promptitude dans l'exécution! Nul parmi les plus célèbres ne se montra plus tenace et cependant plus souple et plus délié. Sa fermeté indomptable n'était toutefois empreinte d'aucune raideur affectée; elle était au contraire revêtue et comme voilée d'une cer-

taine bonhomie naturelle et quelque peu narquoise. Il y a un vrai plaisir d'intelligence et comme une sorte d'intérêt dramatique à le considérer dans le récit de M. de La Rive tantôt marchant à ciel ouvert et tout droit vers le but qu'il s'est proposé, tantôt s'en approchant peu à peu avec des ambages infinis, par des voies détournées, à l'aide de moyens où l'adresse, il faut le dire, avait parfois plus de part qu'une trop rigide rectitude. Plein de mépris pour la routine, ennemi des règles étroites et des prescriptions minutieuses, il s'entendait singulièrement et même se plaisait aux détails de l'administration. Dans quelque branche que ce fût des services publics (et il les mania tous), ce gentilhomme amateur, devenu ministre à quarante ans, se trouva être, quand la nécessité s'en fit sentir, un organisateur excellent. Fin diplomate s'il en fut, il ne prenait guère la peine de s'imposer la réserve de la profession. Il ne craignait même pas d'user à l'occasion envers ceux avec lesquels il traitait d'un très libre langage, confiant qu'il était, en négociations comme en toutes choses, dans l'effet de sa parole et dans son ascendant sur les personnes; mais c'est surtout au plus profond des opinions mêmes de M. de Cavour qu'apparaît un contraste des plus singuliers et véritablement extraordinaire. Pour qui sait bien déchiffrer les bizarres complications de cette riche nature, il est facile d'y découvrir comme deux courans opposés en état de lutte permanente. Peut-être risquons-nous d'étonner beaucoup quelques-uns de ses admirateurs les plus passionnés comme de ses détracteurs acharnés, si nous osons avancer que cet esprit si aventureux, si révolutionnaire faudrait-il dire (mais l'épithète sonne mal aujourd'hui à de trop chastes oreilles), a débuté par être, et malgré les apparences n'a jamais cessé de demeurer, en ce qui touchait la politique intérieure, un conservateur très décidé, et, pour risquer le vrai mot, une façon de *doctrinaire* italien.

Tel nous l'avons connu à Turin en 1833, tel il se montre dans son active correspondance avec ses parens et ses amis de Genève, adhérant le plus souvent de tout son cœur, jusqu'en 1848, à la politique de M. de Broglie et de M. Guizot, plein de mauvaise humeur, n'en déplaise à ses amis d'outre-mer, contre ce qu'il appelle « les dégoûtantes diatribes des journaux ministériels anglais sur les princesses espagnoles et sur le roi Louis-Philippe (1). » C'est au milieu du centre droit que tout d'abord il prend position en entrant dans les chambres piémontaises. Il appuie sans balancer de son vote et de sa parole le ministère catholique et libéral de MM. de Balbo et d'Azeglio. Il n'hésite pas à combattre de toutes ses forces le cabinet

(1) Lettre de M. de Cavour à M. William de La Rive.

Rattazzi, qui, en appelant l'extrême gauche aux affaires, allait bientôt entraîner le malheureux roi Charles-Albert à la déroute de Novare. A peine peut-il trouver d'assez énergiques paroles pour repousser l'impôt progressif, pour blâmer les déclamations furibondes et les prises d'armes intempestives contre les Autrichiens. Il ne cesse de s'opposer de toute sa vigueur à l'emploi des procédés violens par lesquels le parti avancé s'efforçait d'exalter en Italie les passions de la multitude. Il ne redoute pas seulement pour son pays la contagion des mouvemens insurrectionnels qui lui apparaissent comme un affreux désordre. Il promène sur l'Europe bouleversée de 1848 un regard effrayé, et se laisse aller aux plus tristes prévisions. « Encore un instant, s'écrie-t-il au mois de novembre 1848, et nous verrons, comme dernier résultat du procédé révolutionnaire, Louis-Napoléon sur le trône (1). » N'est-il pas singulier d'entendre M. de Cavour devancer ainsi de quelques années la prédiction de M. Thiers dans un discours que les vociférations des tribunes publiques l'empêchèrent de prononcer, mais qu'il voulut imprimer le lendemain tout au long dans son journal, le *Risorgimento?* Les masses ne goûtent guère, on le sait, les prophètes qui les contrarient. M. de Cavour, si populaire aujourd'hui à Turin, fut donc, par le ressentiment des démocrates de cette ville, écarté du parlement. Il y rentrait cependant peu de mois après, grâce à l'appui des modérés, et ce furent les exigences des hommes de la droite et du centre droit qui le portèrent au ministère. Chose bizarre, les objections, nous ne voudrions pas dire l'obstacle, car il n'en mit aucun, vinrent du roi Victor-Emmanuel. « Comme vous voudrez! dit-il aux futurs collègues du comte de Cavour; mais rappelez-vous bien que ce petit homme, avant la fin de l'année, vous aura pris à tous vos portefeuilles (2). » Et de fait il en fut à peu près comme le roi l'avait prévu.

En réalité, M. de Cavour porta aux affaires les mêmes dispositions qui l'animaient comme publiciste alors qu'au moment de fonder le journal conservateur et modéré dont nous parlions tout à l'heure, il écrivait au père de M. de La Rive : « Quant à la politique intérieure, je suis certain que je n'aurai aucun effort à faire pour rester dans une ligne sage, le parti de l'ordre étant pour le moment le plus nombreux. Ce qui lui donne le plus de force, c'est que le clergé catholique s'est mis à la tête du mouvement. Or le clergé, bien que libéral et anti-autrichien, est néanmoins fort modéré en politique. » Cette ligne de conduite nettement tracée au début, cette préférence

(1) *Récits et Souvenirs*, p. 270.
(2) *Ibid.*, p. 285.

première hautement avouée pour les gens du parti de l'ordre et pour les hommes du clergé étaient toutefois destinées à recevoir bientôt quelque atteinte. La conduite de l'archevêque de Turin, qui, armé de son droit ecclésiastique, mais en faisant le plus déplorable usage, refusa obstinément à M. de Santa-Rosa mourant les sacremens de l'église, révolta profondément, comme par un pressentiment secret de sa propre destinée, l'âme indignée de M. de Cavour. De là une première rupture, qui certes n'a profité à personne, et dont, en Italie et ailleurs, la cause catholique, à ne considérer que ses intérêts purement temporels, a plus souffert, nous le craignons, que son illustre antagoniste. En lutte depuis ce jour avec l'autorité spirituelle d'une partie de l'épiscopat piémontais, M. de Cavour ne pouvait plus s'appuyer exclusivement sur ses anciens partisans. A d'autres égards, il n'en était pas non plus très satisfait. C'est le propre, hélas! de quelques-uns de ceux qui se disent et se croient de très zélés conservateurs de n'appuyer jamais que bien faiblement, dans leurs embarras de chaque jour, les chefs qu'ils se sont donnés : dès son arrivée au pouvoir, M. de Cavour en fit la pénible expérience. Son choix fut vite arrêté. Par nécessité et par tactique, non par goût, il se mit à incliner visiblement vers le centre gauche et la gauche; mais cette résolution lui coûta plus qu'on ne le saurait dire, car elle était contraire à tous ses penchans. « Je n'aurais pas demandé mieux, disait-il à cette époque à M. W. de La Rive, que de gouverner par le centre droit et avec son concours, et de développer graduellement nos institutions; mais il m'a été impossible de m'entendre avec ce parti sur les questions religieuses. Dès lors j'ai dû renoncer à son appui. *On ne peut pas gouverner sur la pointe d'une aiguille* (1). » C'étaient là dans la bouche de M. de Cavour des paroles significatives. Doué avant tout d'un merveilleux instinct de gouvernement, destiné, sauf à de rares intervalles, à ne plus jamais quitter les affaires, le nouveau ministre entendait fonder son pouvoir sur les bases les plus solides et par conséquent les plus larges. « Il n'était pas homme, dit excellemment son jeune biographe, à s'asservir aux caprices d'une majorité mobile, ni à se soumettre aux conditions que, selon la question du jour, lui dicteraient tour à tour la gauche ou la droite. Il était de ceux qui exigent et non de ceux qui mendient. Il lui fallait un parti sur lequel il pût compter. Ce parti, il le chercha d'abord, mais il ne le trouva pas où ses propres sentimens le portaient, dans le centre droit. Instruit par deux ans d'expérience, il se rapprocha du centre gauche, et, sans en être, il gouverna par lui, se l'assimilant peu à peu, comme il s'était assimilé

(1) *Récits et Souvenirs*, p. 303.

déjà une fraction du centre droit. Ainsi il unit deux élémens divers d'origine aussi bien qu'hostiles de tendances, mais qui, tenus par sa main de fer, formaient un parti nouveau qui devait aller toujours grossissant jusqu'à absorber la nation tout entière, au point qu'un homme d'esprit pourra dire un jour : « Nous avons un gouvernement, une chambre, une constitution, même une droite et une gauche, et tout cela s'appelle Cavour. »

Ajoutons, pour être tout à fait équitable, que ce ministre si jaloux de son autorité, qui tenait si fort à garder l'initiative dans la direction des affaires et l'indépendance de ses allures, qui courait au-devant de la responsabilité et la porta toujours si légèrement, n'eut jamais la pensée de se dérober au contrôle de l'opinion publique. L'idée ne lui vint même pas de fausser en quoi que ce fût le franc jeu de ces institutions parlementaires qu'il avait si ardemment souhaitées pour son pays, et dont il était bien décidé à lui conserver, quoi qu'il arrivât, l'heureux bénéfice. L'ascendant qu'il réclamait et qui devait à la fin de sa vie devenir presque dictatorial, il aurait eu honte de l'exercer sur un peuple muet et asservi; il avait assez de fierté pour ne vouloir commander qu'à des esprits convaincus. La contradiction et les obstacles jetés sur sa voie par ses adversaires, alors même qu'ils gênaient son action, n'excitaient pas sa colère. C'était par la liberté, non pas une liberté en l'air, vague, idéale et menteuse, mais par la pratique journalière, effective et sincère de toutes les libertés, qu'il entendait former le caractère et les mœurs du peuple piémontais, afin de l'initier peu à peu et de l'acheminer de longue main, déjà robuste et fortement trempé, vers les grandes destinées qu'au fond de son cœur il entrevoyait pour lui. Il n'y aura jamais qu'une manière de parler à l'âme d'une nation et d'agir efficacement sur elle : c'est de lui montrer qu'on partage sa passion dominante, c'est de lui donner à comprendre qu'on est plus que personne capable de lui procurer l'objet qu'elle brûle d'atteindre. Entre l'ambitieux ministre piémontais et ses ambitieux concitoyens, on s'était vite compris et entendu à demi-mot. Voilà tout le secret de sa puissance.

L'accord intime avec la France et la bienveillance personnelle du chef de notre gouvernement n'ayant pas servi de peu aux desseins de M. de Cavour, il est curieux de connaître la nature de leurs premiers rapports. Nous aurons ainsi l'occasion de faire comprendre quels étaient ses principes en matière de politique extérieure, ou peut-être vaudrait-il mieux dire ses vues très générales et ses façons de procéder à coup sûr très particulières. Ainsi que nous l'avons vu, le coup d'état ne prenait pas absolument M. de Cavour au dépourvu. Il n'avait pas de raison de regretter la république française, qui

n'avait pas beaucoup fait pour l'Italie. Il espérait davantage du régime nouveau. A vrai dire, la fameuse maxime : « L'empire, c'est la paix, » malgré son succès en France et en Europe, ne lui en imposa jamais beaucoup. Il avait l'étrangeté (c'en était une à cette époque) de ne pas croire que la restauration napoléonienne ouvrirait partout l'ère de la concorde générale et du désarmement universel. Néanmoins la guerre qu'il prévoyait et qu'il souhaitait, qu'il jugeait inévitable pour le chef de la nouvelle dynastie française, pourrait-il persuader à ce souverain de l'entreprendre tout d'abord et au profit de l'Italie? Il se rappelait que le frère aîné de l'empereur avait pris part à l'insurrection des Légations en 1831, il savait que les patriotes italiens se vantaient à tort ou à raison de pouvoir compter sur d'anciens engagemens solennellement jurés; mais les signes du temps n'étaient pas au début très favorables.

On en était encore en France en 1852 à la phase des protestations anti-belliqueuses, des tendresses recherchées et des attentions délicates pour les souverains absolus du continent. M. de Cavour n'en fit pas moins parvenir aux Tuileries, par quelques tiers obscurs, des ouvertures secrètes qui n'avaient pas alors grande chance d'être bien accueillies; il n'en résolut pas moins de se mettre tout de suite en règle avec le maître tout-puissant de la France. Nombre de réfugiés d'opinions diverses avaient, après le coup d'état, cherché un asile dans les états limitrophes; quelques-uns avaient d'eux-mêmes quitté leur pays, afin de continuer au dehors une lutte désormais impossible au dedans. M. de Cavour, comme c'était son droit, prit ses mesures pour qu'il fût impossible à ces adversaires du nouveau gouvernement français de venir compromettre le Piémont dans une querelle qui n'était pas la sienne (1). Les peines édictées par la loi organique piémontaise pour réprimer les délits commis par la voie de la presse contre les souverains et les gouvernemens étrangers n'ayant pas semblé assez sévères à M. de Cavour, il ne craignit pas d'en provoquer l'aggravation. C'était là une précaution toute diplomatique, à vrai dire. Au dedans ni au dehors de l'Italie, personne ne s'y trompa. Le discours par lequel le ministre piémontais défendit son projet fut à dessein sans doute l'un des plus libéraux qu'il ait prononcés. Jamais on ne l'avait entendu affirmer et soutenir d'une façon plus précise, pour ce qui touchait à l'intérieur, la liberté illimitée de la presse comme la sauvegarde et la garantie nécessaire de toutes les autres libertés, et, chose remarquable, cette loi de répression, commandée par les circonstances, fournit l'occa-

(1) Nous savons pertinemment que les auteurs du *Bulletin français*, poursuivis, mais acquittés à Bruxelles, si l'idée leur fût venue de s'établir à Turin pour continuer leur opposition, y auraient été difficilement soufferts.

sion d'un rapprochement définitif entre M. de Cavour et M. Rattazzi.

Quoi qu'il en soit, ni les protestations de toute nature, ni les gages ainsi donnés, ne suffirent d'abord à gagner la faveur du chef du gouvernement français. A toutes ces avances, il demeura froid, impassible et plutôt sévère. Les relations étaient trop bonnes alors avec « le chevaleresque empereur d'Autriche » pour qu'elles ne fussent pas un peu tendues avec la cour de Turin. Notre cabinet donnait volontiers à entendre qu'il avait à s'en plaindre. Il annonçait à Vienne son intention de surveiller de près, dans l'intérêt de l'Europe, ce petit peuple et ce petit ministre trop remuans. Un de nos diplomates les plus distingués, M. de Butenval, s'il n'a pas oublié dans les loisirs du conseil d'état les souvenirs de sa carrière diplomatique, doit se rappeler qu'il n'avait pas tout à fait pour mission de se rendre agréable à la cour auprès de laquelle il était alors accrédité. Pendant longtemps, il ne s'échangea entre Turin et Paris que des relations où de notre part il entrait assez de sécheresse et de malveillance. Cependant M. de Cavour était patient, sinon résigné. Toujours attentif, toujours à l'affût, il attendait l'occasion.

La guerre de Crimée la lui offrit, et l'on sait avec quelle ardeur il la saisit; mais sa pensée ne fut pas tout d'abord bien comprise, même en Piémont. Parmi ceux qui la devinèrent, plusieurs blâmèrent cette mise au jeu dans une partie si forte en vue d'un gain si problématique, et en tout cas si éloigné. Le roi seul et M. de La Marmora l'approuvèrent complétement. A Vienne, on ne s'y trompa point, et l'on vit aussitôt de quoi il s'agissait. « Voilà, dit un ministre autrichien en apprenant le traité signé à Turin, voilà un coup de pistolet tiré à bout portant à nos oreilles! » Le public italien fut enfin mis sur la voie, et tous les compatriotes de M. de Cavour s'émurent, lorsque, pour prix de ses efforts persévérans, ils le virent au congrès de Paris s'asseoir avec aisance à côté des plénipotentiaires des grandes puissances européennes; ils l'applaudirent avec transport lorsqu'au grand scandale des diplomates de l'école de M. de Metternich, il prononçait pour la première fois dans une réunion officielle le nom de l'Italie, et faisait entendre au monde entier le cri de douleur de ses populations opprimées.

Cette période de la vie de M. de Cavour est la plus connue, c'est pourquoi nous ne nous y arrêterons pas. Disons seulement que, dans la joie de ce premier triomphe, le jeune ministre piémontais fut peut-être conduit à s'en exagérer, sinon l'importance, au moins les conséquences immédiates. Il avait évidemment réussi à mettre la question italienne à l'ordre du jour de la diplomatie; il avait gagné à sa cause une grande partie du public français, et, ce qui lui impor-

tait davantage, il y avait gagné l'empereur lui-même. Il ne s'en faisait pas moins illusion lorsque, jugeant la crise prochaine, il écrivait le 12 avril 1856 à son collègue Rattazzi : « Il faut se préparer secrètement, faire l'emprunt de 30 millions, et, au retour de La Marmora, adresser à l'Autriche un ultimatum qu'elle ne pourra accepter, et commencer la guerre. L'empereur ne saurait s'opposer à cette guerre; au fond, il la désire (1). »

Les choses n'étaient pas aussi avancées qu'il l'espérait. Il y avait changement dans les dispositions du souverain de la France. De bonnes paroles lui avaient été données qu'il avait le droit de prendre pour des encouragemens. Rien de plus. En fait, il y eut seulement depuis cette époque échange de lettres gracieuses et de messages confidentiels entre l'empereur, le prince Napoléon, le roi Victor-Emmanuel et son ministre. Un assez grand nombre de patriotes italiens obtinrent leur entrée dans le cabinet particulier de l'empereur. Plusieurs d'entre eux, autorisés ou non, quelques amis personnels en partaient pour parcourir l'Italie, y jetant aux quatre vents la promesse d'un radical et prochain changement du présent état de choses. C'était tout cependant. Les souvenirs de la rude guerre de Crimée étaient encore trop récens pour qu'on songeât sérieusement à entreprendre une nouvelle campagne. Parfois M. de Cavour se prenait à désespérer de pouvoir entraîner après lui la grande puissance militaire sans laquelle il ne pouvait raisonnablement rien tenter. Il était au plus fort de ses incertitudes quand arriva à Turin la désastreuse nouvelle de l'affreux attentat d'Orsini. Ce fut pour M. de Cavour un redoublement de perplexités. Ces détestables bombes jetées en pleine foule, au beau milieu de la capitale, sous la voiture d'un souverain qui, plein de confiance, ne songeait qu'à jouir, avec sa jeune femme inoffensive, de l'un des plaisirs ordinaires d'une civilisation raffinée, n'avaient-elles pas tué à tout jamais les espérances de l'Italie? M. de Cavour avait trop de raisons de le croire et de s'en désespérer. Il en douta cependant lorsque peu de temps après il lut dans les journaux de Turin, imprimée d'après une copie envoyée directement de Paris, la missive étrange qu'avant de monter à l'échafaud le terrible propagateur de l'indépendance italienne avait trouvé opportun d'adresser au souverain qui signait son arrêt de mort.

On sait le reste, du moins en gros, et M. de La Rive a l'air de le savoir mieux que personne, plus même qu'il ne lui convient de le dire. M. de Cavour était en effet à Presinge, dans la famille de son jeune parent, lorsqu'il reçut l'invitation de se rendre à Plombières.

(1) *Récits et Souvenirs*, p. 357.

Il y arriva en secret, dans le plus strict incognito, muni d'un passeport sur lequel son nom ne figurait pas. Que se passa-t-il dans cette entrevue? Un seul des deux interlocuteurs pourrait le dire aujourd'hui. M. de La Rive, qui vit de nouveau M. de Cavour à son retour de Plombières, regarde comme acquis à l'histoire qu'on y convint « de la création d'un royaume de l'Italie du nord, s'étendant jusqu'à l'Adriatique et comprenant les duchés de Parme et de Modène; la Toscane agrandie de la portion des états pontificaux située au versant septentrional des Apennins; en retour, cession de Nice et de la Savoie à la France (1). » M. de Cavour avait toujours espéré la guerre; pour la première fois, elle lui était formellement promise, et ce n'est pas lui que la note du *Moniteur* sur l'état de nos bons rapports avec l'Autriche pouvait un instant abuser. Il était désormais sûr de son fait. Quels seraient cependant le prétexte, le lieu et le moment? Cela n'avait pas été, à ce qu'il paraît, précisément fixé, ou du moins on l'a toujours ignoré. Le public, qui prête volontiers aux personnages considérables des volontés parfaitement arrêtées d'avance, s'est plu à imaginer que la vive interpellation adressée par l'empereur à M. Hübner au 1er janvier 1859 était le signal convenu. Il n'en était rien. M. de La Rive affirme (et nous avons toute raison de penser comme lui) qu'elle surprit à Turin M. de Cavour autant qu'à Paris elle consterna la Bourse. Il paraît même avéré que l'empereur était loin de s'attendre à l'effet produit par ses paroles; elles eurent pour résultat d'avertir l'Autriche et de la mettre sur ses gardes. La France et le Piémont y perdaient le bénéfice d'être prêts avant leur adversaire et de choisir le point d'attaque. M. de Cavour, désireux de garder toutes les meilleures chances pour la petite armée piémontaise, en fut vivement contrarié, même un peu déconcerté. Cependant il pouvait annoncer la guerre comme imminente; il avait encore le temps de la préparer : cela suffisait pour le rassurer et pour le consoler de tout. Il faut lire dans M. de La Rive les curieux détails de sa joyeuse et féconde activité pendant les quelques mois qui précédèrent l'ouverture des hostilités, et ce n'est point exagérer que de répéter après son biographe que l'instant où elles éclatèrent fut pour lui un moment de repos presque autant que de triomphe.

Mais pénétrons un peu plus avant dans cette vie si prodigieusement occupée, et tâchons d'expliquer ce qui se passait au fond même de l'âme de M. de Cavour. Malgré l'ardeur passionnée avec laquelle il avait sollicité le secours indispensable de la France, si persuadé qu'il fût qu'il avait en cela fait acte de politique sensé et de bon ci-

(1) *Récits et Souvenirs*, p. 384.

toyen, le hardi conseiller de la petite monarchie sarde, par tradition de famille et par caractère, était de trop vieille race piémontaise pour ne pas s'inquiéter un peu (au moment même de s'en servir si utilement pour son pays) du redoutable allié qu'il avait appelé à son aide. Il avait consenti à payer le prix du service en nature, c'est-à-dire en belles et bonnes provinces appartenant de date immémoriale à la monarchie sarde, mais il ne voulait pas être entraîné à le payer plus cher encore, c'est-à-dire par une dépendance trop absolue et une vassalité trop complète. A ce point de vue, la cession de Nice et de la Savoie, conditionnellement et secrètement convenue (quoiqu'il prévît bien qu'un pareil sacrifice lui serait amèrement reproché), ne lui déplaisait pas. Dans sa pensée, elle l'exemptait d'une trop lourde reconnaissance; elle rétablissait jusqu'à un certain point l'égalité entre les contractans; elle liait la France, elle l'obligeait, par le profit même qu'elle en retirait, à maintenir et à défendre le nouveau royaume qu'il s'agissait de fonder. Ce n'est pas tout : outre sa fierté piémontaise, M. de Cavour avait au plus haut degré l'ambition italienne. Mieux que personne, il sentait qu'une nation ne se crée point de fantaisie par simple agrandissement territorial et par la mise en commun de quelques états naguère séparés. Nul n'avait plus souvent et plus amèrement que lui déploré la facilité avec laquelle l'Italie avait, dans le passé, laissé les étrangers décider chez elle et pour elle de sa propre destinée. Rien ne lui tenait tant à cœur que de la voir mettre cette fois la main à l'œuvre, payer de sa personne et se laver d'anciens reproches trop mérités. La petite armée piémontaise était prête, et ferait certainement son devoir. Il brûlait de l'engager. « Il faut, s'écriait-il souvent au mois d'avril 1859, que nous ayons tiré le canon avant l'arrivée des Français (1). » Cela même encore ne lui suffisait pas. Si la querelle était vidée en champ clos au moyen des seules armées régulières de la France et du petit Piémont, on avait chance presque certaine de remporter quelque éclatante victoire contre l'Autriche. Militairement la cause serait gagnée; politiquement, selon M. de Cavour, il n'y aurait rien eu de fini ni même de commencé, car l'Italie resterait toujours à faire. C'est dans cette pensée que, malgré quelques-uns de ses collègues, à leur insu ou du moins sans beaucoup les consulter, ce qui était souvent sa manière, M. de Cavour, avec sa décision ordinaire, appelait à Turin tous les hommes de bonne volonté disposés à prendre les armes pour la cause nationale. Il alla chercher dans son exil à Paris le général Ulloa, qui avait défendu Venise contre les Autrichiens, et dans sa retraite de Caprera l'audacieux chef de bandes

(1) *Récits et Souvenirs*, p. 392.

qui avait tenu tête aux Français dans Rome. Son étroit cabinet était devenu comme un grand bureau de recrutement. Un matin de très bonne heure, le valet de chambre de M. de Cavour y annonce quelqu'un qui demande à voir M. le comte. « Son nom? — Il ne veut pas le dire. Il a un grand bâton et un grand chapeau. Il prétend que monsieur le comte l'attend. — Ah! faites entrer. » C'était Garibaldi. Si Garibaldi fut le plus considérable, il ne fut pas le seul des enrôlés que M. de Cavour alla chercher jusque dans les rangs des patriotes italiens les plus exaltés. Susciter partout, n'importe où, n'importe comment, des ennemis à l'Autriche, grossir le nombre des volontaires, les armer, les approvisionner, leur fournir tous les moyens de se bien battre et de se faire honneur, telle fut alors la préoccupation principale et la besogne favorite de M. de Cavour, besogne souvent épineuse même pour lui, car le ministre de la guerre, le rigide M. de La Marmora, y voyait un élément de désordre militaire, et l'administration civile comme la diplomatie étrangère un ferment de désordre politique. M. de Cavour tint bon et passa outre. On remarqua qu'il suivit pendant toute la guerre d'un œil particulièrement attentif, et comme avec une sorte d'amour-propre d'auteur, les opérations de ce petit corps des volontaires italien, jouissant visiblement de ses prouesses contre l'ennemi, faisant remarquer qu'il était partout en avant du grand corps des armées françaises et piémontaises, le premier de l'autre côté du Tessin, quand elles cherchaient à le passer, et déjà dans Brescia, quand elles n'étaient qu'à Milan; le comparant volontiers dans son langage familier à ce petit poisson qui, selon quelques voyageurs, « précède et fraie partout le passage à la baleine. »

Répétons-le encore : il y avait là plus et mieux qu'une fantaisie personnelle ou qu'une satisfaction d'amour-propre. M. de Cavour savait parfaitement en toutes choses ce qu'il faisait et pourquoi il le faisait. Il croyait, peut-être serait-il plus juste encore de dire qu'il espérait que la guerre serait longue; il la voulait telle, parce qu'en durant elle avait chance de devenir plus nationale, c'est-à-dire de perdre la physionomie de simple expédition française pour prendre de plus en plus le caractère d'une guerre vraiment italienne. Engager à y prendre part des hommes dont mieux que personne il connaissait les antécédens qui n'étaient pas, à vrai dire, des partisans assurés de la dynastie sarde, ni peut-être d'aucune dynastie, cela l'effrayait médiocrement; disons mieux, cela entrait dans ses vues, car il était de ceux qui pensent que, pour ramener les gens, le meilleur moyen n'est pas de commencer par les exclure. Avec un rare discernement, don précieux des vrais politiques, il avait reconnu que la cause monarchique avait depuis la catastrophe de 1849,

et précisément par suite de cette catastrophe, noblement supportée par la maison de Savoie, fait de rapides progrès en Italie. Par un tact également supérieur, il pensait, et suivant nous avec grande raison, qu'une cause en progrès ne doit pas être méfiante, qu'il lui profite d'ouvrir largement ses rangs, et que les alliances qu'elle contracte deviennent aisément des conquêtes. Il ne redoutait donc en aucune façon d'avoir à ses côtés, dans sa croisade contre l'Autriche, ce qu'en France on appelle communément les révolutionnaires. Révolutionnaires, c'est bientôt dit; mais ce mot d'acception si élastique reçoit bien des sens selon les temps, selon les circonstances et surtout selon les pays. A prendre les révolutionnaires italiens de 1849 et surtout de 1859 pour des révolutionnaires français d'autrefois ou même pour ceux de nos jours, on risquerait de se beaucoup tromper. Ces dates et les rapprochemens qu'elles font naître, l'habitude de juger en gros et par analogie, pour tout dire aussi, la nature des alliés et des adversaires que la cause italienne a rencontrés dans notre presse française, ont amené au détriment de l'Italie de regrettables confusions. Pour s'être produites après février, les insurrections italiennes de 1848 ont fait à tout un monde froissé par l'avénement de la république l'effet de procéder directement du mouvement qui a renversé chez nous le trône constitutionnel du roi Louis-Philippe. Parce qu'elle a été patronée par un souverain armé d'un pouvoir absolu, la levée de boucliers de 1859 a paru exclusivement militaire, violente et antilibérale. Cette résurrection inattendue de la nationalité italienne a justement inquiété la diplomatie. Les trois cabinets qui ont la prétention de se donner sur le continent pour les représentans du vieil équilibre européen, quoiqu'en réalité ils l'aient les premiers violé en se partageant la Pologne, se sont crus revenus à l'époque où le directoire français se ruait par ambition sur la Lombardie et la Vénétie. Que de scandales, et quels dangers!

Au fond, et malgré quelques apparences suffisantes, il est vrai, pour égarer des esprits superficiels ou prévenus, rien de plus faux que ces rapprochemens entre des époques et des situations si différentes. Par entraînement de parti (les esprits les plus distingués s'en défendent mal), par plaisir de conversation dans un salon, par nécessité de polémique dans les journaux, on peut s'y laisser aller un moment : ils n'ont pourtant rien de sérieux. Un observateur éclairé ayant quelque connaissance de l'Italie et du caractère italien, — moins encore, le premier voyageur venu qui aura seulement traversé les Alpes et regardé de bonne foi le spectacle offert à ses yeux, — rapportera une impression tout opposée. Il aura vite découvert que tout ce mouvement italien, dont il sera l'heureux témoin, s'inspire

surtout de l'esprit qui animait la France libérale aux dernières années de la restauration et pendant les premières années du gouvernement de juillet, mouvement un peu élargi, il est vrai, par une participation plus directe des classes inférieures aux affaires de la politique; mais cela même, est-ce donc un mal? Il s'apercevra que la question d'indépendance est ici mêlée et comme confondue avec la question de liberté. En présence de l'Autriche maîtresse de Milan et des trois formidables citadelles du nord détenant le plus grand port commercial et militaire de l'Adriatique, de l'Autriche disposant, par ses alliances de famille, des petits états du centre, il n'y avait pas de véritable indépendance pour l'Italie. Permis à la diplomatie de refuser aux Italiens le droit de revendiquer ce qu'ils considèrent comme leurs frontières naturelles. La diplomatie suit ses traditions quand elle s'efforce de maintenir telle qu'elle existe la répartition des territoires. A ce titre, elle n'eût pas été moins dans son rôle en protestant, il y a deux siècles, contre la conquête de la Lombardie par les Espagnols, et à une époque plus récente contre la cession par Napoléon de la Vénétie à l'Autriche. Mais puisqu'en matière de légitimité il ne s'agit que de dates à inscrire sur l'acte de possession, permis aussi aux peuples dont les besoins et les vœux ont été méconnus d'en vouloir à leur tour créer de nouvelles à leur profit. En 1859, M. de Cavour se trouvait en réalité le promoteur déclaré et le chef responsable d'un immense mouvement national auquel il avait convié toutes les classes de la population italienne, où fermentaient pêle-mêle et en commun les fougueuses passions qui ont agité la France de 1830 et celle de 1848, mais surtout et d'abord la généreuse ardeur qui précipitait nos volontaires de 93 et 94 contre les armées étrangères.

Une fois lancé en si périlleuse aventure, et n'ayant pas un instant douté de la mener à bonne fin, on comprend avec quel pénible désappointement le ministre de Victor-Emmanuel apprit la nouvelle de l'armistice qui précéda de si peu de jours la conclusion de la paix de Villafranca. Il en fut comme atterré. « Déçu, blessé au vif, — nous dit M. de La Rive, chez qui le vaincu de Villafranca vint alors chercher une retraite de quelques jours, — chancelant sous le coup qui venait d'abattre l'échafaudage de sa politique, de renverser ses espérances à demi réalisées, ses plans inachevés et rompus, il ne déguisa à l'empereur ni sa douleur ni son ressentiment. » Cependant sa douleur elle-même ne troublait pas son jugement, et son irritation, qu'il n'avait garde de cacher, ne le rendait pas injuste. « L'empereur a cédé, disait-il à ses amis de Genève, aux propos que tenaient autour de lui quelques hommes qui avaient envie de retourner à Paris, aux craintes que lui inspirait, pour la santé de l'armée, l'ar-

deur du climat, à la répulsion du spectacle qu'offraient les champs de bataille. Voilà ce qui l'a décidé. Il m'a donné d'excellentes raisons pour ne pas faire la guerre, mais pas une bonne pour faire la paix (1). »

Cette paix, M. de Cavour était bien décidé à n'en pas accepter pour son compte la responsabilité. Il la trouvait non-seulement inopportune, mais mal conçue. D'après son jugement, qui m'a été confirmé à Turin par des hommes considérables, pleins de sagacité, et présens eux-mêmes sur les lieux, il aurait été facile, en se pressant seulement un peu moins, dans la position faite par les événemens aux Autrichiens, d'obtenir d'eux le démembrement de Peschiera et peut-être de Mantoue; « mais on avait préféré, disaient-ils, tirer tout fait de sa poche un ancien traité de Napoléon Ier, et l'on avait ainsi créé pour le Piémont des conditions d'existence impossibles. » C'était le sentiment qui animait tous les états sardes. Aux vitrines des boutiques de la plupart des villes du nord de l'Italie, le portrait d'Orsini remplaça pour un moment celui du chef du gouvernement français. M. de Cavour ne craignit point de répéter à plusieurs reprises qu'il était très effrayé de l'excitation des esprits, que les plus grandes précautions seraient nécessaires, si l'on voulait repasser par Turin pour retourner en France. Pour lui, il ne répondait de rien, et sans vouloir écouter les instances de l'empereur ni celles de Victor-Emmanuel, il insista pour faire immédiatement accepter sa démission.

Cependant M. de Cavour avait trop de ressort dans le caractère, trop de flexibilité et de ressources dans l'esprit pour demeurer longtemps en proie à de vains regrets et à une colère stérile. Suivant sa coutume, il se mit bientôt à s'occuper de l'avenir plus que du passé, et, comme à son ordinaire aussi, il prit les amis qui l'entouraient pour confidens de ses nouveaux projets. « Ce n'est pas en arrière, leur disait-il, qu'il convient de regarder, mais en avant. Nous avons suivi une voie; elle est coupée : eh bien! nous en suivrons une autre. Nous mettrons vingt ans à faire ce qui aurait pu être accompli en quelques mois. Qu'y pouvons-nous? D'ailleurs l'Angleterre n'a encore rien fait pour l'Italie. C'est à son tour maintenant. Je m'occuperai de Naples. On m'accusera d'être un révolutionnaire; mais avant tout il faut marcher, et nous marcherons. » Il n'en voulait nullement à M. Rattazzi d'avoir accepté sa succession. Il était au contraire disposé à lui prêter le plus sincère appui pour l'aider à triompher des embarras d'une situation ministérielle très difficile; mais il avait peine à prendre son parti des conférences ouvertes

(1) *Récits et Souvenirs*, p. 400.

à Zurich pour y régler, entre la France, l'Autriche et le Piémont, les engagemens contractés à Villafranca. Que le plénipotentiaire sarde dût apposer sa signature à une pareille transaction, cela lui coûtait extrêmement. « Tant que les Autrichiens seront de ce côté des Alpes, ce sera un devoir sacré pour moi, écrivait-il à M. Castelli, de consacrer ce qu'il me reste de vie et de force à réaliser les espérances que j'ai travaillé à faire concevoir à mes concitoyens. » Son auguste allié de Plombières lui ayant en partie enlevé le fruit des rudes batailles de Magenta et de Solferino, il ne se faisait nulle conscience de lui enlever à son tour le bénéfice des commodes stipulations de Zurich. « Puisqu'on m'y force, s'écria-t-il, je passerai le reste de ma vie à conspirer (1). » Sur ce pied-là, il n'y avait plus d'égalité, car en Italie M. de Cavour était sur son terrain. Autant qu'homme de son temps, quoiqu'il n'en fût pas un partisan fanatique, il s'entendait à faire manœuvrer le suffrage universel. Redevenu plein de confiance, il n'hésita pas à rentrer au pouvoir afin de présider à la campagne nouvelle des annexions. Il devait rencontrer pour les accomplir d'actifs et puissans auxiliaires. Le baron Ricasoli à Florence par son énergique initiative, M. Farini dans les duchés et M. Pepoli à Bologne par leur heureuse habileté, le secondaient de leur mieux. Restait à faire consacrer par la France un nouvel état de choses qui annulait complétement les conditions du traité si récemment signé à Zurich. L'œuvre était difficile, car l'empereur s'était employé de bonne foi pour la restauration des princes déchus. Son amour-propre était presque engagé. Pour faire pencher la balance, il fallait un dernier effort. Résolu comme toujours, M. de Cavour, quoiqu'il n'eût pas reçu la Vénétie en échange, n'hésita pas, et jeta dans l'un des plateaux Nice et la Savoie.

J'ai dit tout à l'heure que, pour exprimer la nature de l'action qu'il entendait désormais exercer au pouvoir, M. de Cavour s'était servi du mot « conspirer. » On pourrait peut-être en conclure que de longue main il aurait voulu, conseillé et préparé l'expédition de Garibaldi en Sicile et dans le royaume de Naples. C'est une croyance généralement admise en Italie. M. de La Rive, d'ordinaire si bien informé, me paraît la partager. Suivant lui, le hardi ministre du roi Victor-Emmanuel, alors même qu'il ne l'eût pas approuvé, aurait répugné, en cette occurrence, à se mettre en travers du courant populaire qui portait Garibaldi. « Il eût craint, dit-il, d'être submergé, et par instinct il tenait à une popularité lentement acquise, obtenue sans sacrifice de sa part, mais dont il avait joui trop longtemps et trop complétement pour qu'elle ne fût pas désormais une

(1) *Récits et Souvenirs*, p. 403.

habitude de sa vie et, jusqu'à un certain degré, un mobile de sa conduite (1). » Pour la première fois, M. de La Rive se trompe, et cette fois au détriment de son ami. M. de Cavour ne se souciait pas qu'on tentât l'aventure. Il voulait tout empêcher. Il se proposait de faire arrêter Garibaldi. Il était très animé à ce sujet. Et comme on lui objectait l'impossibilité de trouver quelqu'un qui se chargeât de cette mission : « Si personne n'ose, dit-il au roi, j'irai moi-même lui mettre la main sur le collet. » Un petit nombre de témoins, dont je tiens ceci, savent seuls quelles scènes singulières se passèrent alors entre le ministre et le souverain. Le ministre ne fut pas convaincu, mais il céda, et, remplissant jusqu'au bout son devoir constitutionnel, il ne convint jamais du dissentiment et couvrit complétement, en cette occasion comme en toute autre, la personne royale. L'invasion des Marches fut au contraire un coup d'audace qui partit de la volonté expresse de M. de Cavour. « Jamais, dit le biographe genevois et protestant du ministre piémontais, jamais peut-être les combinaisons de la politique ne se montrèrent plus impitoyables que dans cette courte campagne entamée sans prétexte, poursuivie sans scrupule, partie terrible qu'il semblait pour la monarchie italienne aussi nécessaire qu'impossible de jouer. Cavour regarda ses cartes, et cette partie suprême, il la joua et la gagna (2). »

Pour nous, on voudra bien nous excuser, si catholique et Français nous avons plus de peine à oublier qu'afin de gagner cette partie l'armée piémontaise dut passer tout entière sur le corps d'une petite poignée de catholiques dévoués et de vaillans Français. Nous nous vantons d'ailleurs de professer la plus haute estime pour les gens de cœur qui, en ces temps de convictions si molles et de caractères si énervés, savent mettre leurs personnes au service des causes désintéressées. Nous sommes donc de ceux qui ont ressenti comme une blessure faite à notre honneur national l'injure jetée par un général italien, naguère au service de l'Espagne, à de nobles soldats avec lesquels il devait se sentir honoré de croiser l'épée. S'il faut tout dire, nous croyons aussi que le roi Victor-Emmanuel avait donné assez de gages à la cause italienne et de preuves de sa valeur pour n'être pas tenu d'aller de sa personne chasser lui-même de son dernier refuge un jeune roi, son proche parent, fils d'une admirable princesse piémontaise dont le souvenir était resté vivant et béni à Turin aussi bien qu'à Naples. Cette réserve faite, nous conviendrons que l'invasion des Marches, le secours amené si à propos à Garibaldi sur les bords du Volturne et la prise de Gaëte ont utile-

(1) *Récits et Souvenirs*, p. 411.
(2) *Ibid.*, p. 414.

ment servi à raffermir la popularité un moment ébranlée de M. de Cavour. Cette popularité, conquise de haute lutte et payée peut-être à un certain point de vue d'un prix trop élevé, n'était point pour lui une vaine jouissance de vanité; elle était une force indispensable dont il ne pouvait se passer pour résister ouvertement à l'anarchie que, sans le vouloir et sans le savoir, pouvait déchaîner d'un jour à l'autre sur son pays le glorieux chef de partisans qui était alors pour l'Italie entière un objet d'idolâtrie. On le vit bien, lorsque Garibaldi, enivré de sa puissance sur la multitude et préludant aux folles témérités qui depuis ont compromis sa renommée, osa sommer le roi de renvoyer son premier ministre. Devant ces altières exigences, M. de Cavour ne cédera pas. En plein parlement, dans ce parlement agrandi par tant de récentes annexions, les unes fruits de son adroite politique, les autres dues aux brillantes prouesses de son rival, il acceptera la lutte avec Garibaldi et le terrassera aux applaudissemens frénétiques de toute l'assemblée, avec la seule arme d'une ferme parole maniée par le plus intrépide bon sens. Cela valait mieux apparemment pour l'Italie, pour Garibaldi lui-même, que d'avoir à l'abattre plus tard à coups de fusil, humilié et vaincu, dans les gorges d'Aspromonte!

Nous sommes arrivés au point culminant de la courte carrière de M. de Cavour. Quels débuts et quelle fin! L'obscur sous-lieutenant du génie, naguère presque persécuté, a vu s'accomplir au pied de la lettre, destinée bien rare, le rêve de sa jeunesse. Le voilà ministre de cette grande patrie italienne qu'il a dû créer lui-même avant d'en devenir au dedans le conseiller invariablement écouté et au dehors l'illustre interprète et comme la vivante personnification. Sans doute dix-huit mois après la paix de Villafranca, un an après sa rentrée aux affaires, alors que dans le palais Madame, devenu trop étroit pour sa nouvelle destination, l'Italie tout entière, sauf Rome et Venise, prêtait serment au roi Victor-Emmanuel, à l'aspect de tant de visages inconnus tournés vers lui, au bruit des acclamations enthousiastes qui le saluaient de toutes parts, sans doute M. de Cavour dut songer un instant à la séance où, la veille presque de la déroute de Novare, il élevait pour la première fois sa voix, alors impopulaire, dans la petite assemblée piémontaise; mais de semblables retours sur lui-même n'étaient pas conformes à son caractère. Le succès n'était point pour lui tourner la tête, encore moins pour l'endormir. Il jouissait d'avoir si bien avancé sa tâche; à ses yeux pourtant, il s'en fallait de beaucoup qu'elle fût terminée. Il avait la très ferme et très juste conviction que, pour accomplir ce qu'il restait à faire, les moyens précédemment employés ne vaudraient plus, et qu'à la nouvelle œuvre il faudrait de nouveaux procédés d'action. C'est le mo-

ment où s'opéra, non pas dans les sentimens ni dans les visées de M. de Cavour, mais seulement dans sa façon de se conduire, une transformation que le public européen n'a pas eu le temps de bien apercevoir, parce que le ministre piémontais fut trop vite enlevé par la mort au milieu même de son évolution. Évidemment l'esprit d'initiative, la hardiesse, l'audace même n'avaient jamais manqué à M. de Cavour. On l'avait toujours vu se porter de préférence au-devant des questions, traînant hommes et choses à sa remorque, brusquant les uns, forçant la main aux autres. Telle n'était plus désormais sa disposition. Habile comme il était, il avait garde toutefois d'en convenir ni même d'en rien laisser soupçonner à son entourage, car il entendait bien se servir encore, pour ses desseins nouveaux, de son ancienne réputation. Il ne lui déplaisait pas surtout que hors de l'Italie, au sujet des grandes affaires extérieures restées à l'ordre du jour, on le tînt encore pour l'homme ardent et pressé qu'il avait été. A vrai dire, il ne l'était plus. Il sentait que désormais l'important était de consolider la nouvelle monarchie, d'organiser en une nation compacte les diverses populations récemment agglomérées, et de les façonner à la liberté. Ces desseins, sur lesquels il ne s'ouvrait pas entièrement à ses partisans d'Italie, il les confiait à ses amis de Genève. « Ma tâche, écrivait-il à M. de La Rive, est plus laborieuse et plus pénible maintenant que par le passé. Constituer l'Italie, fondre ensemble les élémens divers dont elle se compose, mettre en harmonie le nord et le midi, offre autant de difficultés qu'une guerre avec l'Autriche et la lutte avec Rome. »

Ainsi, comme on le voit par ses propres expressions, ni la guerre avec l'Autriche ni la lutte avec Rome ne font partie à cette époque, nous ne disons pas du programme public, sur lequel il continue de les inscrire, mais du plan particulier que M. de Cavour se propose de suivre. Ce n'est pas la première fois que, dans la carrière de cet homme d'état, on rencontre ainsi en présence deux politiques, sinon opposées quant au but, du moins fort différentes dans leurs voies et moyens : l'une, volontiers retentissante, à l'usage du vulgaire, toute d'apparat et pour l'affiche; l'autre réservée et modeste en apparence, moins bruyante à coup sûr, mais après tout aussi fière, et au fond beaucoup plus efficace. Il renonçait à prendre actuellement Venise et les trois forteresses à l'Autriche, parce qu'il aurait fallu recourir de nouveau à l'assistance militaire de la France. C'était assez de s'en être aidé une première fois, quand elle était indispensable. Par orgueil patriotique, il préférait attendre le moment où, toutes ses forces étant réunies et groupées en un seul faisceau, l'Italie pourrait, les circonstances aidant, tenter elle-même ce dernier et suprême effort. Peut-être d'ailleurs ne serait-il pas nécessaire d'en

appeler aux armes. Pourquoi la diplomatie ne pourrait-elle, sans guerre, moyennant quelque habile combinaison suscitée par les affaires d'Orient, octroyer un jour au nouveau royaume d'Italie ce complément si désiré? Il ne désespérait même pas de pouvoir entrer en pourparlers avec le gouvernement besoigneux de Vienne. Il comptait, à tort ou à raison, sur l'Angleterre pour faciliter le marché et lui avancer les fonds. Tous les moyens lui semblaient plausibles et bons; il n'en était aucun qu'il ne préférât à une nouvelle intervention de la France.

Il avait d'autres raisons pour aller doucement dans les affaires de Rome. D'abord il ne voulait à aucun prix risquer de se brouiller avec l'empereur Napoléon III, car s'il n'était pas disposé à lui demander de nouveaux services, il était encore plus éloigné d'oublier les anciens. Avec sa parfaite connaissance des circonstances intérieures du gouvernement français, il comprenait bien que c'eût été mal le récompenser des secours reçus dans ses propres embarras que d'aller, en matière aussi délicate, par ses exigences incommodes, en susciter lui-même de non moins redoutables à son utile et complaisant auxiliaire. Ce n'est pas tout. Dans ses diverses entreprises (nous avons vu qu'il n'avait pas voulu celle de Naples), M. de Cavour s'était toujours senti soutenu et comme porté non-seulement par le plein courant de l'opinion de son pays, mais, à de rares et notables exceptions près, par l'assentiment de tous ceux qui au dehors formaient à ses yeux comme le vrai public libéral de l'Europe. Ce surcroît d'autorité qui résulte pour un homme d'état de l'approbation donnée du dehors à ses actes, il en faisait cas plus que personne. Autant donc il avait été résolu et hardi quand il n'avait eu à combattre que des forces pour ainsi dire matérielles, autant il se sentait porté à la prudence et à la circonspection au moment où il pouvait craindre de rencontrer devant lui des résistances toutes morales. Pour triompher d'elles, ni la témérité, ni la ruse, ni la violence, n'étaient de mise. Il fallait employer la raison, la patience, la bonne foi, et, puisqu'il s'agissait de convictions personnelles et d'affaires de conscience, agir par la persuasion et convaincre la conscience publique. M. de Cavour, qui, sans avoir jamais négligé le parlement italien, était sûr d'en être, en toute occasion, compris et approuvé à demi-mot, ne l'avait pas depuis quelque temps entretenu beaucoup de questions politiques; il s'était contenté de s'y défendre brièvement quand il y avait été attaqué, sans beaucoup viser à l'effet, surtout à l'effet à produire au dehors. Il changea tout à coup de méthode : il rechercha et provoqua presque les discussions. Ses discours sur la question romaine, les derniers et les plus étudiés qu'il ait prononcés, sont en réalité moins adressés aux chambres, si

profondément d'accord avec lui, qu'à la nation italienne, et moins aux Italiens qu'à l'Europe tout entière. C'est dans la collection récemment publiée qu'il faut les relire, car là on les trouve assez complets.

Dans ces discours, où la bonne foi de M. de Cavour ne saurait, suivant nous, être mise en doute, il déclare, au sujet de la question romaine, ses véritables intentions tant à l'égard de la France que du souverain pontife. Rappelons-en, quoiqu'ils soient en partie connus, les plus saillans passages.

« Il faut que nous allions à Rome, mais à ces deux conditions : que ce soit de concert avec la France, et que la grande masse des catholiques, en Italie et ailleurs, ne voie pas dans la réunion de Rome au reste de l'Italie le signal de l'asservissement de l'église. Il faut, en d'autres termes, que nous allions à Rome sans que l'indépendance du souverain pontife en soit diminuée. Il faut que nous allions à Rome sans que l'autorité civile étende son pouvoir sur le domaine des choses spirituelles. Voilà les deux conditions qui doivent se réaliser pour que notre entrée à Rome ne mette point en péril les destinées de l'Italie.....

« ..... Mais j'irai plus loin : lors même que, par suite d'événemens que je ne crois ni probables ni même possibles, la France se trouverait réduite à une telle situation qu'elle ne pût matériellement s'opposer à notre entrée dans notre capitale, nous ne devrions point réaliser la réunion de Rome à l'Italie, s'il devait en résulter un grave dommage pour nos alliés.

« Nous avons contracté, messieurs, une grande dette de reconnaissance envers la France. Je ne prétends certes point qu'il faille appliquer aux rapports internationaux les règles strictes de moralité qui doivent présider aux relations individuelles; cependant il y a des préceptes de morale que les nations elles-mêmes ne sauraient violer impunément.....

« ..... Nous avons encore, messieurs, un motif plus grave de nous mettre d'accord avec la France. Quand nous avons appelé en 1859 la France à notre aide, quand l'empereur consentit à venir en Italie à la tête de sa vaillante armée, il ne nous dissimula point les engagemens dont il se tenait pour lié envers la cour de Rome. Nous avons accepté son aide sans protester contre les obligations qu'il nous déclarait avoir assumées; après avoir tiré de cette alliance tant d'avantages, nous ne pouvons pas protester contre des engagemens que jusqu'à un certain point nous avons admis.

« Mais alors, me dira-t-on, la question romaine est insoluble?

« Je réponds que, si nous réussissons à réaliser la deuxième des conditions dont j'ai parlé, la première rencontrera peu d'obstacles, c'est-à-dire que si nous pouvons faire en sorte que la réunion de Rome à l'Italie n'inspire pas de craintes graves au monde catholique, — et j'entends par là cette grande masse de personnes de bonne foi qui professent les dogmes religieux par un sentiment vrai et non point par calcul politique, cette grande masse que n'aveuglent pas de vulgaires préjugés, — si nous arrivons, dis-je, à persuader à la grande majorité des catholiques que la réu-

nion de Rome à l'Italie peut s'opérer sans que l'église cesse d'être indépendante, je crois que le problème sera bien près d'être résolu (1).....

« ..... Mais, dit-on encore, nous ne pourrons jamais obtenir l'assentiment à ce dessein du catholicisme ou des puissances qui s'en regardent comme les représentans et les défenseurs... Cette difficulté ne saurait être tranchée par le glaive : ce sont les forces morales qui doivent la résoudre; c'est la conviction qui ira croissant de jour en jour dans la société moderne, même au sein de la grande société catholique, que la religion n'a rien à craindre de la liberté... Saint-père, pourrons-nous dire au souverain pontife, le pouvoir temporel n'est plus une garantie de votre indépendance; renoncez-y, et nous vous donnerons cette liberté que depuis trois siècles vous demandez en vain à toutes les grandes puissances catholiques, cette liberté dont vous avez péniblement, par des concordats, arraché quelques lambeaux concédés en retour de l'abandon de vos priviléges les plus chers et de l'affaiblissement de votre autorité spirituelle. Eh bien! cette liberté que vous n'avez jamais obtenue de ces puissances qui se vantent de vous protéger, nous, vos fils soumis, nous vous l'offrons dans sa plénitude; nous sommes prêts à proclamer en Italie le grand principe de l'église libre dans l'état libre. »

« L'église libre dans l'état libre, » voilà le dernier mot d'ordre de M. de Cavour à ses compatriotes. L'Europe entière l'a entendu avec surprise, se demandant s'il fallait n'y voir que l'expédient aventureux d'une politique aux abois, ou le saluer comme la devise de l'avenir. Dans l'opinion de M. de La Rive, « ce mot auquel l'église catholique a répondu par un cri de réprobation, y voyant un piége grossier, un artifice oratoire, loin de cacher aucune arrière-pensee ou d'être une formule de circonstance, un futile et ingénieux propos du moment, allait droit à un but defini et était l'expression sincère d'une conviction sérieuse. » Quoi qu'il en soit, et quelque jugement qu'on entende porter, ceux qui croient l'opinion de M. de Cavour sincère ont le droit de rappeler que chez lui elle datait de loin. Libéral en politique, libéral en matière commerciale, il l'était aussi dans les questions religieuses; de tout temps, il avait regardé la liberté de l'église comme une des conditions de la liberté générale. « J'ai suivi, » écrivait-il à M. Naville en 1844, « avec un bien vif intérêt la discussion de la loi sur l'enseignement. Ces débats honorent la France et notre siècle. Le résultat me paraît de nature à satisfaire tous les hommes éclairés et modérés. Peut-être à Genève trouvera-t-on qu'on a été trop favorable aux petits séminaires; mais on n'aurait pas raison. Les concessions faites au clergé sont aussi utiles que raisonnables. Je ne puis partager les craintes qu'elles inspirent aux philosophes et aux jurisconsultes de l'école

(1) *OEuvre parlementaire du comte de Cavour,* p. 598 et suivantes.

Dupin. » Plus tard, en 1846, causant à Leri avec M. W. de La Rive, il déplorait la condition faite au clergé français par la révolution; il en exposait l'injustice et le péril. « En Piémont, ajoutait-il, nous avons une église qui possède, une église propriétaire, indépendante du gouvernement, et c'est un grand bien pour l'état non moins que pour la religion. » Fidèle à ses anciennes convictions, il n'a pas voulu, quelles que fussent les incitations de quelques députés de la gauche, laisser mettre la main sur les propriétés du clergé séculier. En Piémont, qu'on le sache bien, les cardinaux, les archevêques, les évêques et les prêtres du clergé séculier jouissent encore des biens territoriaux qui se trouvent nommément attachés à leur emploi. Des biens du clergé régulier on a fait deux parts. Aux ordres qui ont pour règle absolue et exclusive le service des hôpitaux, l'instruction à donner aux enfans et les missions effectives au dehors, à ceux-là, on a laissé leurs biens, qu'ils continuent à gérer eux-mêmes. Avec le reste, on a composé la caisse dite ecclésiastique, administrée par une commission composée à la fois de laïques et de prêtres; elle subvient aux besoins du clergé séculier et dessert les pensions faites aux membres du clergé régulier dont les ordres ont été abolis. Tel est l'état des choses en Piémont, dans les anciens duchés, dans les Légations, à peu de choses près à Naples et en Sicile, partout excepté en Toscane, où les ordres monastiques jouissent de tous leurs biens, mais ne peuvent, par la remise en vigueur d'un ancien décret ducal, se recruter de novices sans permission de l'état. C'est au moyen de cet immense fonds commun que M. de Cavour, brouillé seulement avec quelques-uns des évêques, d'ailleurs assez médiocres, nommés par les anciens gouvernemens, mais beaucoup mieux vu qu'on ne se l'imagine en France de la très grande majorité du clergé italien, comptait traiter avec l'église italienne en se montrant d'ailleurs facile et généreux. Avec Rome, la négociation était autrement difficile. Songeait-il sérieusement à l'entamer? Espérait-il la conduire à bonne fin? Repoussé, qu'eût-il fait? C'est là son secret; il l'a malheureusement emporté dans la tombe.

Ou nous avons mal rempli notre dessein, ou l'on doit maintenant comprendre le vide immense laissé par la mort de M. de Cavour. Un long cri de douleur traversa l'Italie tout entière. Ce n'était pas seulement le cri de désespoir d'un peuple reconnaissant, mais plutôt le cri d'angoisse d'une nation consternée qui sent qu'elle a perdu son guide. Il était la lumière qui lui marquait sa voie. Cette lumière, on l'avait suivie de confiance à travers des sentiers obscurs et périlleux, et voici qu'elle s'éteignait tout à coup. Ce n'est pas que l'Italie

manquât en ce moment d'hommes d'état distingués, dévoués à ses intérêts, décidés à poursuivre l'œuvre de celui dont ils avaient été les plus utiles auxiliaires. Leur bonne volonté, leur capacité même, ne pouvaient toutefois empêcher que, M. de Cavour disparu, la situation ne fût considérablement changée. Indiquons brièvement en quoi consista surtout ce changement, et tâchons d'expliquer comment l'on a été conduit à la crise actuelle.

Ainsi que nous l'avons dit précédemment, M. de Cavour, quoiqu'il fût un ministre très libéral et fort constitutionnel, n'avait point beaucoup songé, dans le vif de l'action, à s'appuyer très fortement sur le parlement. Il n'avait pas besoin de lui emprunter sa force, parce qu'il la possédait en lui-même. Il gouvernait à coup sûr dans le sens de la majorité, mais plutôt à côté d'elle que par elle, ne s'en servant que pour justifier, surtout vis-à-vis de l'étranger, les actes qu'il avait résolu d'accomplir. Le pays savait cela parfaitement. En 1859, après la collision avec l'Autriche et au lendemain des annexions, les colléges électoraux n'avaient point eu pour principal souci de nommer des députés rompus aux mœurs parlementaires, particulièrement capables de mener à bien l'œuvre si compliquée de la fondation d'un régime constitutionnel. « A quoi bon? disait-on alors. Nous avons Cavour. — On nous a nommés, me disait l'un des hommes les plus éminens de la chambre actuelle, à peu près comme l'on donnerait des croix d'honneur. » Les populations se sont ralliées au hasard autour des noms qui avaient été prononcés le plus souvent à leurs oreilles, choisissant sans beaucoup s'inquiéter de leurs opinions particulières : ici un général de l'armée régulière, là un garibaldien, ayant fait parler d'eux pendant la dernière guerre; dans cette ville, quelque ancien exilé rentré dans ses foyers; ailleurs, un poète national ou quelque professeur distingué. En réalité, tous ces élus, non pas du suffrage universel, mais d'un suffrage très étendu, avaient rempli l'unique mission que leur avaient confiée leurs mandataires. Toujours et en toute occasion ils avaient fait ce qu'avait voulu M. de Cavour. Cavour mort, leurs dispositions ne devaient plus être les mêmes à l'égard de son successeur, quel qu'il fût. Ils entendaient montrer qu'ils étaient les maîtres, et ne se souciaient plus de se donner exclusivement à personne. Le mouvement des esprits courait toujours dans le même sens, mais le point de départ était déplacé. Le baron Ricasoli, l'héritier désigné de M. de Cavour, noble et grand caractère, âme droite et fière, politique ferme et résolu, mais non très habile tacticien parlementaire, ne démêla peut-être pas très bien au premier abord l'inclination nouvelle des esprits. Il se proposait trop de continuer uniquement M. de Cavour.

M. de Cavour avait toujours eu à son commandement d'énormes majorités, qui lui avaient servi d'un côté à maintenir son autorité personnelle près du roi Victor-Emmanuel, de l'autre à fortifier sa position à l'étranger, surtout vis-à-vis de la France, en lui permettant de peser d'un poids plus lourd dans les négociations pendantes au sujet de la question romaine. M. Ricasoli voulut obtenir, comme son prédécesseur, des majorités à peu près unanimes. On le vit donc tantôt mettre le marché à la main au corps législatif avec trop de rudesse peut-être, tantôt laisser au contraire flotter sa politique dans un vague intentionnel qui lui permît de grossir démesurément le chiffre de ses adhérens. En agissant autrement, il aurait sans doute pu former et discipliner une majorité suffisante pour soutenir son cabinet. Sa situation ministérielle aurait été moins imposante en apparence, mais en réalité plus solide. Il ne l'essaya même pas. Nous désirons nous tromper en pensant que M. Ricasoli commettait une autre imprudence, lorsqu'il annonçait trop souvent en termes trop précis et comme très prochaine, à la tribune du parlement italien, l'évacuation de la cité pontificale par les troupes françaises. Il n'est pas sage de surexciter légèrement les espérances d'un peuple. Il faut se garder de tirer à vue sur l'avenir de ces terribles lettres de change que le signataire n'est pas toujours libre d'acquitter. En cette occurrence, M. Ricasoli avait le malheur de blesser le gouvernement français, et pour lui plus que pour un autre cela était aussi un danger. Entre les cabinets de Paris et de Londres, il y a toujours eu, il y aura toujours malheureusement, quelle que soit la cordialité réelle ou simulée de l'alliance générale des deux gouvernemens, une petite rivalité quotidienne et de détails, une lutte souterraine et mesquine qui, à peu près partout en Europe, divise sur place, comme en deux camps opposés, les représentans de la France et de l'Angleterre. Cette division au milieu même de l'accord compose toute l'histoire de la diplomatie contemporaine. C'est elle qui tient en suspens les destinées de l'Orient, c'est elle qui a si souvent entravé la marche du gouvernement constitutionnel de l'Espagne, c'est elle qui a suscité tant de crises dans le petit royaume de Grèce. Elle deviendra de plus en plus flagrante en Italie, où déjà elle a porté des fruits amers. Bien sots étaient à coup sûr les gens qui à Turin voulaient absolument voir dans M. Ricasoli le partisan exclusif de l'Angleterre, ou dans M. Rattazzi le représentant avéré de la politique impériale. On ne saurait les classer ainsi l'un et l'autre sans les calomnier tous deux également, car ces deux hommes d'état sont avant tout d'excellens patriotes italiens, uniquement dévoués aux intérêts de leur pays. Il n'en est pas moins vrai que, par ses antécédens, par sa situation sociale, par quelques-uns des traits de son

caractère, par ses préférences de société, chacun d'eux se prêtait un peu aux interprétations qui avaient cours.

M. Rattazzi, le jeune avocat fils de ses œuvres, ancien démocrate du parti avancé, qui avait poussé le roi Charles-Albert à Novare, puis accepté le pouvoir après Villafranca, était assez naturellement désigné, surtout depuis son dernier voyage à Paris, comme le chef du parti qui désirait s'appuyer principalement sur le gouvernement français. M. Ricasoli, ancien baron toscan, grand seigneur aux manières aristocratiques, qui avait tant contribué à la réunion de Florence au Piémont et combattu la candidature du prince Napoléon en Toscane, passait avec assez d'apparence de raison pour avoir mis ses plus fortes espérances dans l'appui du cabinet britannique. Toute gratuite qu'elle fût, cette supposition n'ajoutait pas à sa force; elle était un embarras pour lui. Très estimé, très capable, justement confiant dans la considération méritée dont il était entouré, M. Ricasoli n'était peut-être pas non plus assez soigneux de ses rapports avec les personnes. Il supportait difficilement les petites contrariétés de détails; il prenait trop à cœur les déboires journaliers dont se compose la vie politique, et de même qu'il n'avait pas beaucoup songé à se rendre agréable à sa majorité, il ne se préoccupa peut-être pas assez de plaire au roi. Ce dernier oubli causa sa chute, qui ne fut en réalité déterminée par aucun mouvement de l'opinion publique. Le roi lui préférait M. Rattazzi. Le baron Ricasoli le savait; il sut aussi bientôt qu'un aide-de-camp du roi Victor-Emmanuel était allé s'informer à Caprera si Garibaldi ne donnerait pas volontiers son appui au cabinet nouveau que le souverain se proposait d'appeler. Le messager officieux n'était pas encore de retour de sa mission quand M. Ricasoli, surpris et mécontent de voir que les délibérations les plus secrètes du cabinet étaient révélées au roi par un de ses collègues lié avec M. Rattazzi, troublé du mauvais vouloir que lui témoignait le représentant de la France, découragé d'ailleurs par les difficultés qu'il rencontrait à compléter son ministère, résolut d'offrir sa démission. Il allait l'envoyer lorsqu'un message royal fort laconique lui apprit que M. Rattazzi était chargé de former un nouveau cabinet. Le coup était rude. M. Ricasoli le reçut avec une tranquillité d'âme qui lui fit grand honneur. En public comme en particulier, il expliqua sa retraite par la raison plausible, quoique non fondée, des refus que plusieurs membres de la chambre avaient opposés à ses offres de portefeuilles, et de l'insuffisance ou du moins de la faiblesse de l'appui que lui avait prêté la majorité de la chambre; puis il se hâta de s'éloigner de Turin pour se dérober aux questions indiscrètes, laissant le champ libre à son successeur.

L'avénement de M. Rattazzi dans les circonstances que nous ve-

nons d'indiquer était de nature à froisser la majorité; elle était surtout choquée, et l'opinion publique avec elle, du maintien au pouvoir de l'ancien collègue de M. Ricasoli dont l'action dissolvante avait amené cette crise ministérielle. Un instant les partisans de l'ancien cabinet songèrent à mettre le successeur de M. Ricasoli en minorité dans la chambre élective. Ils le pouvaient aisément s'ils voulaient faire alliance avec l'extrême gauche; mais le roi n'avait fait, après tout, qu'user de sa prérogative constitutionnelle. Afin de soutenir le ministre qu'il préférait, il était également en droit de dissoudre la chambre et d'en appeler au pays. Dans l'état où se trouvait l'Italie, c'était chose grave d'entrer en lutte ouverte avec le chef de la dynastie et de poser devant les électeurs la question du gouvernement personnel. Les chefs de la majorité eurent le bon sens de le comprendre, et les anciens collègues du baron Ricasoli ne furent pas les moins empressés à calmer leurs plus fougueux adhérens. Ils obtinrent que, sans donner un vote d'absolue confiance au nouveau cabinet, on éviterait encore plus de se mettre en opposition systématique avec lui. Cette sagesse porta vite ses fruits; M. Rattazzi comprit la nécessité de ne pas faire attendre au public une satisfaction morale qu'il était de bon augure de lui voir réclamer impérieusement. Celui de ses collègues qui avait fait partie de l'ancien cabinet, et dont la présence sur les nouveaux bancs ministériels soulevait le plus d'objections, en fut écarté. Le cabinet se fortifia en même temps du concours de trois hommes honorables, MM. Durando, ministre des affaires étrangères, Conforti à la justice, et Matteucci à l'instruction publique, ce dernier bien connu des lecteurs de la *Revue* et de tous ceux qui professent en Europe le culte élevé des sciences. Ainsi modifié, le ministère prit une mesure qui fut tout d'abord bien accueillie. Il incorpora dans les cadres de l'armée régulière, moyennant certaines conditions à remplir, les officiers de l'armée de volontaires qui avait combattu sous les ordres de Garibaldi. Ces anciens chefs des bandes méridionales devaient prendre rang, d'après leur ancienneté, à la suite des officiers de leur grade. Pour les armes savantes, l'intendance, etc., on se borna à imposer quelques conditions d'examen qui garantissaient leur aptitude. Cette mesure avait pour effet de dissoudre, en les enrôlant d'une façon définitive, des corps organisés et cependant sans emploi, dont la turbulence ne laissait pas d'être un sujet d'inquiétude. C'était aussi donner sans inconvéniens d'aucune sorte une juste satisfaction à Garibaldi, toujours généreusement occupé du sort des hommes qui avaient combattu sous ses ordres. Bien heureux eût été M. Rattazzi de pouvoir s'en tenir là; mais Garibaldi ou plutôt les personnes de son entourage mirent en avant d'autres exigences. On s'était trop aidé de leur concours pour ne

pas leur en payer le prix. Le général en chef de l'armée méridionale fut donc autorisé à commencer en Italie une tournée officielle pour la fondation des tirs nationaux; les autorités reçurent ordre de l'accueillir partout avec les plus grands honneurs et de lui prêter assistance pour accomplir la mission, assez vague d'ailleurs, dont il était chargé. Une somme considérable, dont l'emploi n'était pas beaucoup mieux indiqué, fut placée en même temps à sa disposition. Le général en chef ne se fut pas plutôt mis en route, en se rendant d'abord à Milan, Lodi, Brescia et dans les villes des duchés, que sa vue, ses discours produisirent partout comme une sorte de commotion électrique qui fit tressaillir les populations. « On reconnaît l'autorité officielle du gouvernement, me disait à ce sujet un Piémontais considérable des anciens temps, dans tous les états de l'ancienne maison de Savoie; mais hors de là l'autorité morale, le prestige personnel appartiennent à Garibaldi. Le voilà lâché : que va-t-il faire? » Sarnico et Aspromonte ont répondu à cette question.

On ne connaîtra jamais bien et nous avouons ne pas savoir au juste ce qui a pu se passer par intermédiaires entre M. Rattazzi et Garibaldi pendant les temps qui ont précédé la petite expédition avortée sur le versant lombard des Alpes du Tyrol, et la grande aventure qui vient de se dénouer si déplorablement au fond des montagnes de la Calabre. Dans l'une ou dans l'autre occasion, le téméraire auteur de ces violens coups de main avait-il quelque motif fondé de se croire tacitement approuvé par le gouvernement, dont à coup sûr et de la meilleure foi du monde il entendait servir les intérêts? Nous l'ignorons, et dans notre ignorance nous nous interdisons toute espèce de supposition. Ce qui est certain, c'est que de pareilles tentatives menaient tout droit aux abîmes. Une collision soit avec l'Autriche, soit avec la France, compromettait également la cause italienne. M. Rattazzi a eu raison de vouloir réprimer l'une et l'autre, même à force ouverte et par la voie des armes. Il l'a fait avec une rare décision, qui cependant a dû lui coûter. En face de la gravité de la situation faite à la péninsule par ce commencement de lutte intestine, lutte déplorable où les premiers coups portés ont jeté à terre, frappé par des balles fratricides, le héros le plus populaire de l'indépendance italienne, il serait oiseux de se demander si cette extrémité douloureuse n'a pas été en partie imposée au cabinet piémontais par les incertitudes mêmes de son origine. Il n'y a pas grand intérêt non plus à rechercher si, en se proposant tout à la fois de plaire au roi, de donner satisfaction à Garibaldi et de resserrer l'alliance française, M. Rattazzi, avec les vues les plus droites et les plus patriotiques intentions, n'a pas au contraire compromis à quelque degré la popularité de Victor-Emmanuel, rendu le plus désastreux service

à celui qu'il a prématurément tiré de sa retraite de Caprera et fait tort à l'alliance française. Ces questions ne touchent qu'aux personnes; elles sont secondaires. Nous avons hâte d'aborder les questions bien autrement graves que soulève l'état présent des choses de l'autre côté des Alpes.

Verrons-nous s'accomplir l'œuvre entreprise par M. de Cavour et que poursuivent maintenant ses successeurs? La maison de Savoie prendra-t-elle Venise aux Autrichiens et Rome au pape, comme elle a pris les duchés, Naples, les Légations et les Marches à leurs anciens possesseurs? L'unité sera-t-elle faite? Que ceux-là répondent qui, par le temps qui court, ont le courage de se porter prophètes. Telle n'est pas ma vocation. L'expérience que j'ai acquise, les événemens dont j'ai été le témoin attristé, en m'ôtant ma confiance dans les prévisions des autres, ne m'en ont point donné dans les miennes. En politique, quand l'action ne nous est pas commandée, le plus sage est d'observer beaucoup, d'y regarder de très près, mais de ne pas se hâter de conclure. Ce qui adviendra de l'Italie, je ne sais; ce que j'y ai vu, je puis le dire. D'un bout à l'autre de la péninsule, depuis ce village perché là-bas sur les pentes neigeuses des Alpes jusqu'à ces rivages brûlés de Trapani, parmi ces blonds montagnards à demi Allemands du Tyrol italien comme parmi ces noirs insulaires qui semblent, des bords de la Sicile, tendre la main à leurs frères d'Afrique, une idée est née d'hier, et déjà elle s'est emparée de l'imagination de la jeunesse qui grandit, des gens faits qui entrent dans la vie et des vieillards mêmes près d'en sortir; idée commune à l'élite de ceux qui pensent par eux-mêmes, comme à la masse encore plus nombreuse de ceux qui s'imprègnent sans le savoir de l'atmosphère qu'ils respirent. Cette idée, cette volonté, cette passion, c'est n'importe comment, n'importe à quelles conditions et à quel prix, de devenir le plus tôt possible les citoyens libres d'une grande et puissante nation. Dans les contrées du nord et du centre de l'Italie, ce sentiment, à peine développé, a trouvé vite le moyen de se réaliser et de se satisfaire; ces contrées se sont faites piémontaises. J'avoue que j'ai d'abord été surpris de leur résolution; je ne m'attendais point, quand je suis arrivé à Florence l'année dernière, à trouver la fusion si avancée et si complète. Je me souvenais d'avoir entendu les concitoyens de Machiavel et de Dante si justement fiers de leur passé historique, de leur civilisation plus avancée, de leurs lois relativement plus douces, parler avec un certain mépris de ces *barbares* Piémontais qui estropiaient si cruellement le pur idiome toscan. Combien tout cela était changé! L'exposition de l'industrie réunissait alors dans ce petit pays, comme autour du berceau pri-

mitif des arts et du commerce moderne, les négocians de toutes les villes de l'Italie; nombre de visiteurs étaient accourus, pressés d'aller patriotiquement saluer cette première et pacifique ébauche de l'unité italienne. Quel bon accueil réciproque et quelle joie universelle! Délicates politesses comme entre gens qui se verraient pour la première fois, franche et sérieuse cordialité comme entre parens qui se retrouveraient après avoir été longtemps séparés, peut-être même un peu brouillés, tout y était revêtu et paré de l'aimable bonne grâce italienne. Nul reste des anciennes jalousies de race, des vieilles rivalités de province à province, et presque de ville à ville.

Les déplorables divisions de 1848 et de 1849 ont servi de leçon à ce peuple intelligent. Les Autrichiens l'ont vaincu parce qu'il n'avait pas su être uni; il se plaît maintenant à faire parade de son union comme d'une force. Pour cela, toutes les occasions lui seront bonnes. Au premier jour de mon arrivée à Pise, du haut du balcon de mon auberge, je me rappelle avoir vu débarquer dans cette paisible cité un bataillon de la garde mobile de Palerme, mieux habillé, mieux armé par parenthèse, et beaucoup plus aristocratiquement composé, si l'on veut bien me passer l'expression, je ne dis pas que notre garde nationale de 1848, mais que celle de 1830. Toute la ville était sur pied pour recevoir, bouquets en main, avec accompagnement de fanfares militaires, la petite troupe qui venait prendre garnison chez elle. Le lendemain, c'était le tour de ces hôtes nouveaux, quelques-uns peut-être amis de Garibaldi, de payer leur bienvenue. Ils le firent en accompagnant dévotement par toute la ville, enseignes déployées, musique en tête et tambours battant aux champs, une célèbre Madone du Rosaire qui devait, selon l'usage, aller rendre visite à je ne sais quelle autre Madone de la ville. Comme de coutume, à toutes les maisons de toutes les rues, des banderoles de soie pendaient aux fenêtres, et les fleurs pleuvaient des balcons. Comme de coutume aussi, les femmes suivaient la procession enveloppées de leurs longs voiles, et les cierges étincelaient aux mains des confréries de toute sorte. Avant de rentrer chez elle, la Madone ne manqua pas d'aller, suivant l'usage, bénir du haut du plus vieux pont de la ville le fleuve chéri des Pisans. La fête était finie, mais la population était encore répandue le long des quais, les soldats mêlés aux citoyens, les prêtres coiffés de leur grand chapeau causant familièrement avec les volontaires qui portaient naguère la chemise rouge, lorsqu'au milieu de cette foule savourant la douceur d'une belle nuit d'automne vint tout à coup à passer dans une petite calèche Victor-Emmanuel, revenant d'une de ses chasses favorites aux Cascines. Aussitôt des feux de

Bengale s'allument comme par enchantement sur son passage, la musique repart de plus belle, et mille voix stridentes le saluent à la fois de leurs cris enthousiastes. La Madone, les fleurs, la musique et les cris, c'était bien l'Italie telle que je l'avais connue; il n'y avait de nouveau que Victor-Emmanuel et l'unanimité des sentimens auxquels son nom servait de ralliement.

L'accord des Italiens entre eux et la confiance qui les anime, voilà ce qui m'a partout le plus frappé pendant mon dernier séjour en Italie. Là, point de haines, pas même d'ombrage de classe à classe. Entre la noblesse, la bourgeoisie et le peuple, pas d'anciens malentendus, et partant point de susceptibilités. Les noms de la grande noblesse italienne se rattachent presque tous à quelques illustres souvenirs; la multitude les aime, les salue et s'en pare comme d'autant d'ornemens glorieux pour la patrie commune. La bourgeoisie, n'ayant pas exercé le pouvoir depuis la chute des vieilles républiques du moyen âge, n'est en butte à aucune fâcheuse rancune. Elle a le bonheur de n'avoir pas eu un gouvernement particulier à son usage; son avénement aux affaires date du jour de l'affranchissement général. Le peuple italien est presque tout entier agricole et livré aux travaux de la campagne ou de quelques petites industries qui s'exercent au sein de la famille. Point de grandes capitales, pas de ces immenses villes manufacturières où se pressent, comme chez nous, des foules d'ouvriers, natures vives, généreuses, mais surexcitées, mobiles et facilement exploitées par les intrigans de tous les temps. Sans doute il y a des partis de l'autre côté des Alpes. Au sein de ce vaste mouvement de l'indépendance italienne, on remarque des tendances très opposées et des opinions fort divergentes. Il s'en faut de beaucoup cependant qu'elles soient aussi profondes que chez nous. Les contrastes y sont beaucoup moins heurtés, et les rapprochemens bien autrement faciles. On n'y connaît pas les ressentimens implacables, on n'y est pas retranché dans des barrières infranchissables. A entendre un certain monde, on pourrait croire que le génie de la démagogie est déchaîné par toute la péninsule. Si par esprit démagogique il faut entendre une certaine jalousie basse et envieuse des supériorités sociales qui proviennent du talent, de la naissance ou des richesses acquises, nous sommes travaillés de ce mal beaucoup plus que les Italiens. Les partisans de Garibaldi, voire ceux de Mazzini, ne sont ni des socialistes, ni des égalitaires outrés. En 1848, mais surtout pendant les dernières années qui ont précédé la prise d'armes de 1859, le parti révolutionnaire italien, très différent en cela du parti révolutionnaire français, est allé chercher les hommes du parti modéré, et dans ses rangs de préférence les hommes les plus considérables par leur noblesse et par leur situation sociale.

A l'heure présente, il est curieux, il est même touchant d'entendre des hommes d'opinions avancées rendre de bon cœur une si franche et si complète justice à d'autres hommes dont ils sont séparés par de vifs dissentimens politiques. Combien de fois à Florence n'ai-je pas surpris d'anciens réfugiés, assez mal réconciliés avec le gouvernement du roi Victor-Emmanuel, se félicitant néanmoins de voir reparaître dans la vie publique les noms les plus anciens de leur cité natale, les Strozzi, les Riccardi, les Ridolfi; me vantant les mérites de M. Peruzzi, du baron Ricasoli; s'inclinant avec respect devant la belle figure du marquis Gino Capponi, l'un des plus nobles caractères, l'un des plus fermes esprits qu'il m'ait été donné de rencontrer, dont la cécité, cause de son éloignement des affaires, est, au dire des Italiens qui s'y connaissent le mieux, une véritable calamité publique!

Malheureusement pour les Italiens, ce bon accord dont je les félicite, si nécessaire pour obtenir les deux objets de leur fervent désir, Rome et la Vénétie, a reçu déjà une première atteinte, passagère, il faut l'espérer, et que l'habileté généreuse du cabinet italien et le bon sens des populations devront tendre à faire disparaître le plus tôt possible. Malheureusement aussi ce bon accord, alors même qu'il serait bientôt rétabli, ne suffira pas pour chasser les Autrichiens de leurs forteresses, ni peut-être pour persuader au gouvernement français de céder à l'Italie la possession de la ville éternelle. Il paraît entendu que les Italiens ont, quant à présent, renoncé à la guerre contre l'Autriche. C'est une campagne ajournée. Bornons-nous donc à souhaiter, lorsque les Italiens voudront l'entamer, qu'ils agissent seuls, sans secours étrangers, comme le voulait M. de Cavour, qu'ils choisissent bien leur temps, et que Dieu leur vienne en aide! La question romaine est au contraire plus que jamais à l'ordre du jour. Là, il y a lutte ouverte avec le pape et dissidence avérée avec l'empereur des Français. Cela est grave et mérite grande considération.

Je ne suis pas opposé à ce que l'armée italienne du roi Victor-Emmanuel entre à Rome, non pas que je reconnaisse à ce roi privilégié, après tant d'autres capitales qu'il a déjà conquises, le droit de s'emparer pour son bon plaisir de cette capitale de toutes les capitales de l'Italie; mais je suis convaincu que les Romains souhaitent les Piémontais de tout leur cœur, et déjà les auraient appelés, si nous n'étions pas là pour l'empêcher. Pour moi, étant donné l'origine et la nature de notre gouvernement, cela change tout. Notre gouvernement ne relève pas apparemment du droit divin; il tient beaucoup à n'être même pas confondu avec d'autres gouvernemens d'un caractère mixte et qui cherchent l'expression de la

volonté nationale dans l'adhésion de certains corps constitués. — Non! notre principe est celui du suffrage universel, pur, simple et direct. De quel droit alors sommes-nous à Rome? Avons-nous quelques doutes? S'il en est ainsi, que ne consultons-nous les Romains sur le gouvernement de Pie IX, nous qui allons tout exprès au Mexique afin d'avoir sur place, comme l'a dit M. Billault, l'avis des Mexicains sur Juarez! Mais, dit-on, il y a de plus ici l'intérêt religieux; l'intérêt religieux exige que le pape soit matériellement souverain chez lui, afin qu'il y soit spirituellement indépendant. — Souverain chez lui? De bonne foi, l'est-il au moment où nous parlons? Il faut, pour le supposer, n'avoir pas mis le pied à Rome. Quatre ou cinq fois par an régulièrement, et maintenant un peu plus souvent, il y a dans la cité pontificale des essais de manifestation publique. Pour peu qu'on leur suppose quelque gravité, voici ce qui se passe : l'armée française prend les armes, occupe le Corso et toutes les places de la ville. Elle commence par en chasser la foule, puis, doucement, poliment, de quel air, il faut le voir, les troupes de sa sainteté, sa gendarmerie, sa police et ses zouaves. Soldats, officiers, généraux pontificaux sont engagés à vouloir bien rentrer dans leurs casernes, et de fait ils y rentrent : pas d'exception; le ministre des armes se présenterait qu'on lui barrerait le passage. Il y a consigne de ne laisser passer que le pape, agenouillé alors devant Dieu pour le conjurer d'épargner la vie de son peuple, les cardinaux, qui se gardent bien de sortir de chez eux, et les ambassadeurs, pressés d'y rentrer afin d'écrire à leur gouvernement.

Même chose aux places frontières. Les troupes pontificales y tiennent garnison tant qu'il n'y a pas apparence de dangers. Sont-elles menacées, on les fait déguerpir malgré les réclamations de Mgr de Mérode, et des bataillons français les remplacent. Commander à une armée qui monte la garde sur les places publiques et à la porte des autorités, qui facilite les arrestations, qui accompagne les convois de prisonniers d'état, mais qui ne peut ni maintenir l'ordre dans la capitale, ni défendre l'état contre les ennemis du dehors,... voilà de quelle façon le pape est souverain chez lui! Politiquement, la haute main y est laissée à dix mille missionnaires en pantalon garance, qui, malgré la discipline, dont ils ne s'écartent jamais, servent de propagateurs involontaires, mais singulièrement efficaces, aux idées les plus propres à miner le gouvernement qu'ils sont censés protéger.

— N'importe, répond-on, l'autorité spirituelle du pape reste entière devant ces dix mille soldats français. En Espagne, en Autriche, dans tous les pays catholiques, personne ne songe à s'inquiéter de l'influence que la présence des soldats français à Rome

peut exercer sur la direction des affaires ecclésiastiques de la chrétienté. Le saint-père, entouré de troupes étrangères, n'en gouverne pas moins impartialement toutes les églises dont il est le pasteur, et Mgr de Mérode, son conseiller dévoué, tout contrarié qu'il soit dans ses fonctions de ministre de la guerre, n'en donne pas moins à son auguste souverain des avis librement dictés par sa conscience de prêtre. Qui en doute? — Mais prenez garde, cela même est contre vous! Pie IX, le saint pontife tel que le monde catholique le vénère, Mgr de Mérode, sincère et courageux tel que j'ai l'honneur de le connaître, pourquoi donc seraient-ils plus intimidés par les soldats piémontais?

Cependant on ne se trouble pas pour si peu, et l'on reprend : cette souveraineté telle quelle, plus nominative que réelle, vaut après tout mieux que rien. Elle permet au souverain pontife de négocier sur un pied d'égalité avec les princes de la terre; elle lui donne la possibilité de les engager envers lui par des traités synallagmatiques revêtus d'une force obligatoire, traités où sont réglées certaines questions en partie temporelles, en partie spirituelles : ce sont les concordats. Des voix amies et pleines d'autorité m'ont parfaitement expliqué comment a surgi la nécessité des concordats, comment ils avaient leur raison d'être, comment, entre des puissances considérables qui se touchent par leurs extrémités, la seule manière de n'avoir pas la guerre, c'est de faire la paix suivant de certaines conditions librement débattues. A cela, comme théorie explicative du passé, point d'objection; c'est bien ainsi que les choses se règlent en effet. Pour s'entendre, il faut que chacune des parties veuille bien y mettre et, s'il est permis de s'exprimer ainsi, y laisser en même temps un peu du sien. Le prince abandonne quelque chose de son pouvoir temporel, qu'il délègue au pontife; le pontife se dessaisit d'une portion de sa puissance spirituelle, qu'il cède au prince. Je ne critique pas, je raconte. Qu'on examine tous les concordats, celui que l'empereur des Français a signé avec Pie VII, celui que l'empereur d'Autriche a consenti avec Pie IX : au fond, c'est toujours même chose. Entre les contractans, échange de prérogatives dont la dose varie suivant le degré de force relative ou de complaisance réciproque des contractans. Le malheur veut que parfois la mesure de la force ou de la complaisance vienne à changer après coup : de là des concordats tantôt à moitié mutilés, comme celui de Fontainebleau par les articles organiques de l'an x, ou tout à fait laissés de côté, comme celui de Vienne de 1857; de là aussi des tiraillemens incommodes et trop souvent de fâcheuses récriminations : ce sont les accidens du ménage, et l'on y peut pourvoir. Négligeons-les donc et passons. Les concordats ont malheureusement, aux yeux de la lo-

gique et de la raison, un vice radical qui apparaîtra de plus en plus à mesure que se formeront les idées et les mœurs de la société moderne. Dans le marché (je ne prends pas le mot en mauvaise part) dont nous parlions tout à l'heure, il se trouve que les contractans engagent d'autres intérêts que les leurs; ils y compromettent les droits de personnes tierces qui ne leur ont point donné mission de contracter pour elles. Il y a entre eux quelque chose d'oublié qui pouvait s'omettre autrefois, mais qui de nos jours se rappelle de soi-même quand on n'en a pas suffisamment tenu compte. Ce quelque chose, c'est la liberté, la liberté de tous ceux qui ne sont pas de la religion du pontife, qui ne partagent pas la foi du prince, ou même, s'il faut tout dire, de ceux-là aussi qui n'en professent aucune. A Dieu ne plaise que je me révolte ici contre les concordats, et que j'y veuille dénoncer une insupportable oppression des consciences! Je raisonne, et la logique me gouverne seule en cet instant. Je voulais uniquement établir que, dans le présent et pour l'avenir surtout, la voie des concordats deviendra chaque jour moins facile et moins bonne pour régler les rapports nouveaux entre l'église et l'état moderne. Je souhaitais surtout expliquer comment l'argument des concordats me touche médiocrement, quand on l'apporte dans la discussion, afin d'expliquer la nécessité de la présence de nos troupes à Rome.

Lorsqu'au sujet de la question romaine je descends au fond de mon âme et m'examine de près, je me sens, à vrai dire, plus touché peut-être de l'intérêt de l'église catholique à sortir de la fausse position où elle se compromet que du droit d'ailleurs évident des Romains à se gouverner eux-mêmes. A mes yeux, il importe au temps où nous vivons, temps égoïste, positif et de doctrines assez relâchées, qu'il n'y ait pas une seule autorité morale dans ce bas monde qui ne vienne secourir notre défectueuse et faible humanité dans la lutte incessante qu'il lui faut livrer contre l'erreur, contre l'iniquité et contre l'oppression, en faveur de la vérité, de la justice et de la liberté. Et quelle autorité morale plus grande sur la terre que celle de cette vieille église catholique perdue dans la nuit des siècles, dont les préceptes sont si beaux et la doctrine si puissante? Ceux-là la conseillent bien mal qui lui persuadent de s'accrocher avec désespoir aux lambeaux de son pouvoir temporel défaillant. Combien elle serait mieux avisée, si, comme elle l'a déjà fait tant de fois, s'avançant résolûment vers l'avenir, sans rompre toutefois avec ses traditions et son passé, elle acceptait pour règle le droit commun, au lieu de revendiquer le privilége, et si elle se confiait, pour assurer son empire sur les intelligences, aux maximes de la liberté moderne! Qu'y a-t-il donc dans ces généreuses maximes qui

blesse ses croyances, qu'elle ne puisse accepter, et dont elle ne doive au contraire tirer un magnifique parti? Ne se vante-t-elle pas d'être l'église universelle par excellence, l'église de tous les temps, de tous les pays, et qui s'accommode de toutes les formes de gouvernement? Pourquoi donc lier sa cause à celle des pouvoirs qui tombent et des régimes qui se discréditent? Que ne se tourne-t-elle vers les horizons nouveaux? Que ne s'inspire-t-elle de l'esprit des générations qu'on sent venir? Pourquoi, lorsque le choix lui en est laissé, ne se rallie-t-elle pas, dans ses épreuves présentes, à ces idées qui, bien entendues, ne lui furent jamais hostiles, qu'elle a elle-même professées dans ses meilleurs jours, qui sont éternellement jeunes, éternellement vivantes, plutôt que de risquer son prestige en s'identifiant à des formes indifférentes par elles-mêmes, passagères de leur nature, déjà vermoulues et près de périr?

Mais peut-être ai-je le tort d'oublier, bien contre mon gré, que l'église catholique est à cette heure plus vivement attaquée qu'elle n'est sagement défendue, et que tous les torts ne sont pas de son côté. C'est pourquoi, me retournant du côté des Italiens et du gouvernement piémontais, je les supplierai, eux aussi, au nom de ces mêmes idées qu'ils ont inscrites sur leur drapeau, et dont ils se portent les champions, de ne pas les compromettre par une hâte intempestive et par des violences inconsidérées. Que les hommes d'état piémontais, successeurs de M. de Cavour, se rappellent donc et qu'ils pratiquent son véritable programme, si nettement tracé dans les derniers discours que nous avons cités. M. de Cavour l'a dit hautement: il ne se proposait d'aller à Rome que d'accord avec la France, non pas seulement avec la France officielle, mais avec la France libérale et catholique, non pas seulement avec l'adhésion des catholiques français, mais du consentement des catholiques du monde entier. Chose nouvelle peut-être pour lui, d'ordinaire si ardent, il voulait que la reconnaissance du droit précédât cette fois la prise de possession. J'ai entendu dire à Turin, à d'anciens collègues de M. de Cavour qui le connaissaient fort bien, qu'il n'était peut-être pas aussi pressé qu'il en avait l'air d'aller à Rome. Sans doute il souhaitait en faire la capitale nominale de l'Italie, sans doute il sentait mieux que personne combien la présence des Français, en encourageant la résistance du saint-père, rendait difficile la constitution définitive du royaume italien; mais ce qu'il désirait surtout en insistant pour l'évacuation de nos troupes, c'était d'être mis sans intermédiaires en rapport direct avec le pape, non pas pour le contraindre, mais pour transiger avec lui, car de faire de Rome le siége constant, la demeure effective et continuelle du roi et du parlement, il en était assez peu tenté. Mettre dès à présent et pour toujours le gouverne-

ment à Rome, au milieu de cette population romaine si effervescente, si passionnée, si mobile, si inexpérimentée, nécessairement assez peu attachée encore à la dynastie et aux institutions nouvelles, cela lui faisait l'effet de transporter ce gouvernement sur la place publique et de l'établir à deux pas de l'émeute. L'esprit fécond de M. de Cavour entrevoyait mille combinaisons possibles et les méditait toutes. Une seule idée y était parfaitement arrêtée, dont ses successeurs ne se sont peut-être pas assez pénétrés : celle de ne risquer que l'indispensable, de n'agir en cette occurrence que par les voies de la persuasion et d'une influence toute morale. Ce n'est pas lui, je crois, qui aurait tout haut, à tout bout de champ, à chaque occasion, au nom de ses embarras intérieurs, sommé incessamment l'empereur des Français de lui abandonner sa capitale. D'abord il n'est prudent à aucun gouvernement de parler tant et si haut de ses embarras. En politique et de cabinet à cabinet, le moyen d'obtenir l'objet qu'on désire n'est pas précisément de dire qu'on ne saurait s'en passer.

Cependant, à descendre au fond des choses, puisqu'ils arguent de leurs embarras, est-ce que les politiques italiens n'ont déjà pas compris qu'à propos de cette question romaine le gouvernement français a aussi ses difficultés, quoiqu'il les étale moins? Ce n'est pas pour son plaisir qu'il s'éternise à Rome et qu'il garde sur les bras une aussi grosse affaire. Si demain il pouvait la résoudre sans mécontenter en France, quelque résolution qu'il adopte, des partis considérables avec lesquels il a intérêt à ne se point brouiller d'une manière irréparable, voici longtemps qu'en Italie on saurait à quoi s'en tenir sur le fond des desseins qui couvent aux Tuileries. En France, les Italiens ont pour eux presque tout le parti libéral et tout le parti révolutionnaire, contre eux une petite portion du parti libéral, et, à bien peu d'exceptions près, tout le clergé, un clergé dont ils ne doivent pas juger par le leur, un clergé infiniment plus ultramontain de doctrine, — infiniment moins mêlé et par conséquent moins pénétrable aux sentimens de la population, un clergé qui se trompe, j'en conviens, qui s'alarme peut-être outre mesure, je le veux bien, mais enfin qui s'alarme sincèrement, vivement, au plus profond et au plus vif de sa conscience, de ce qui se passe en Italie, qui s'émeut des tribulations du saint-père, qui tremble pour sa personne, et encore plus, s'il est possible, pour cette autorité spirituelle dont il relève, et qui est son ancre de foi et de salut. C'est ce clergé, et les catholiques timorés ralliés derrière lui, qu'il importe aux hommes d'état italiens de rassurer complétement, car le jour où ils les auront rassurés, ils auront persuadé et déterminé l'empereur lui-même.

L'empereur, dans cette question romaine, est, nous le répétons, poussé vers les Italiens par les passions révolutionnaires, qui lui demandent le sacrifice du pape, et retenu par les préjugés du clergé, qui menace de rompre, si on l'abandonne. Que les Italiens s'occupent donc un peu moins de plaire à leurs auxiliaires (c'est la règle dans les affaires de ce monde), et qu'ils songent un peu plus à ramener leurs adversaires. N'était-ce pas là l'intention évidente, la préoccupation visible, la tendance déjà fortement accusée de l'habile homme d'état qu'ils se proposent d'imiter? Ils devraient le prendre pour modèle, lorsque, rompant avec ses habitudes antérieures, il portait par avance, il y a un an, cette question devant les chambres, non pour la brusquer, comme il avait fait de tant d'autres, mais pour la mettre au contraire à l'ordre du jour des intelligences, pour inviter amis et ennemis, patriotes italiens et cabinets étrangers, à la résoudre pacifiquement, de concert avec lui, par la voie féconde des transactions amiables et des généreux compromis. Un parlement où siégent des hommes comme le baron Ricasoli, MM. Rattazzi, Minghetti, Farini et tant d'autres, ne peut que profiter à se mettre, du haut de la tribune piémontaise, en communication directe avec le grand public européen et à l'instruire de ses véritables intentions. « Après tout, c'est l'opinion publique qui décide en dernier ressort, » a dit une voix qu'ils ont mille raisons d'écouter. Qu'ils s'adressent de plus en plus à cette opinion publique; qu'ils la persuadent, et leur cause sera gagnée. Prévenons-les toutefois que les discours seuls n'y suffiraient pas. Il y faut les actes. Qu'ils annoncent la liberté pour l'église et la fassent entrevoir autrement que par des paroles. L'église libre dans l'état libre est, je le sais bien, un programme, pour l'avenir, non pas un engagement formel immédiatement applicable au présent. Cependant il est bon d'éviter les contrastes trop choquans entre ce que l'on offre pour demain et ce que l'on fait aujourd'hui. La loi Conforti n'est pas, il faut l'avouer, d'un très heureux augure; franchement aussi il y a trop d'évêques arrêtés ou exilés en Italie. « Le premier venu, disait volontiers M. de Cavour, gouvernerait avec l'état de siége. » On a de même facilement raison des gens, et surtout de pauvres prêtres, quand on les emprisonne. Je préférerais donc que le gouvernement italien commençât à faire dès aujourd'hui son apprentissage en essayant de vivre avec le clergé, même quand celui-ci se mettrait dans son tort, et s'efforçât de le contenir sans le violenter, car, je l'en préviens de bonne foi, et avec lui tous les gouvernemens (le nombre en sera grand, je l'espère) qui voudront adopter la devise « de l'église libre, » l'ère nouvelle qu'il s'agit d'inaugurer n'amènera pas positivement des jours tranquilles, filés d'or et de soie, pour ceux

qui présideront alors à la direction des affaires publiques. Qu'on le sache bien et qu'on s'y prépare, la liberté, comme toujours, n'entrera pas à petit bruit dans son nouveau domaine. Elle y fera brusquement irruption en victorieuse exigeante, avec son cortége ordinaire de troubles et de tempêtes. Il faut donc s'affermir le cœur et se ceindre les reins : il y aura des luttes à soutenir et des combats à livrer; mais lutter pour faire triompher le bon sens, combattre pour donner la victoire à la vérité, n'est-ce pas la mission des bons gouvernemens et la destinée des peuples intelligens? Ce qu'il s'agit d'acquérir vaut l'effort et paiera d'ailleurs et au-delà le prix dont il aura été acheté.

Je m'arrête, et j'ai presque honte d'en avoir tant dit sur les affaires d'Italie et sur une question la plus considérable peut-être parmi celles qui se sont imposées de nos jours à la réflexion des hommes. Les opinions modérées auxquelles j'appartiens, et qui ont inspiré ce travail, n'ont pas chez nous obtenu assez de succès pour être présentement fort à la mode. Il convient donc à ceux qui les professent d'être modestes, et je n'ai pour mon compte aucune propension à donner des conseils à qui que ce soit. Il est impossible cependant de ne pas convenir que les idées modérées ont par elles-mêmes quelque valeur, car elles sont le fruit de l'expérience des siècles et de la sagesse des nations. C'est à elles qu'il faut revenir quand on a vainement essayé de toutes les autres; ce sont elles qui apportent, quand l'heure en est sonnée, la solution des problèmes inutilement cherchée ailleurs. Puis, le dirons-nous? quand la liberté est en jeu quelque part, nous ne saurions demeurer indifférens, et je me figure toujours que cela nous regarde un peu. Oui, je m'en accuse et j'en demande pardon à qui de droit, quelle que soit la question qui s'agite, commerciale, civile, politique ou religieuse, n'importe où elle est agitée, fût-ce en Italie, fût-ce au Mexique, fût-ce en Chine, si un progrès libéral est en voie de s'accomplir, je me sens ému, et je me surprends à espérer qu'un jour la France en profitera.

O. D'HAUSSONVILLE.

LA RÉVOLUTION

ET

LA RÉPUBLIQUE DE 1848

I.

LA RÉVOLUTION.

I. *Histoire de la République de 1848*, par M. Garnier-Pagès; 6 vol. in-8°. — II. *Histoire de la Révolution de 1848*, par Daniel Stern; 2 vol. in-12.

L'on pourrait préjuger les destinées des révolutions par le degré de précision qu'elles apportent dans leur programme. Les chances de succès semblent se mesurer pour elles à la faculté de définir les griefs dont elles poursuivent le redressement, et de bien déterminer le but auquel elles aspirent. Aussi la direction des grands changemens politiques appartient-elle pour ainsi dire de droit naturel aux hommes qui en ont perçu dès l'abord avec le plus de sagacité les conséquences définitives. A ne prendre dans les temps modernes que les révolutions couronnées par le succès le plus durable, la révolution de 1688 en Angleterre et celle de 1776 en Amérique, on est fondé à prétendre que leur heureuse fortune est due principalement à ce que ni l'une ni l'autre ne s'est égarée dans des perspectives indéterminées, et n'a dépassé le cercle primitivement tracé devant elles. Ajoutons que, si elles ont accepté toutes les deux la féconde impulsion d'un grand homme, c'est qu'avant de devenir les

modérateurs du mouvement populaire, Guillaume d'Orange et George Washington avaient commencé par en être les promoteurs les plus perspicaces et les plus froidement résolus. Savoir ce qu'on veut, ne vouloir que ce qu'on peut, pressentir où l'on va, ne pas prendre des mots pour des idées et la fièvre pour la force, tel est le premier devoir d'une insurrection qui aspire à se transformer en gouvernement. Être doué de ces instincts merveilleux qui laissent deviner quels fruits porteront les semences jetées dans la tempête et quels effets produiront à leur heure les réactions, telle est la première qualité pour dominer les perturbations sociales, lors même qu'on est assez puissant pour les exciter et qu'on s'entend acclamer par les multitudes.

Ce qui a rendu irrésistible le mouvement de 1789, c'est qu'à cette grande époque la nation tout entière était fixée sur les griefs dont elle souhaitait la réparation et sur les principes dont l'esprit nouveau avait préparé le triomphe, quelque hésitation qu'elle pût avoir sur les formes et les limites de l'application constitutionnelle de ces principes; mais d'où serait venue à la révolution du 24 février 1848 la force qui ne tarda pas à lui manquer au sein d'une victoire non disputée? D'où serait venue la confiance du pays en des promesses qui miroitèrent quelques mois devant ses yeux sans parvenir à fixer une seule de ses pensées, à dissiper une seule de ses angoisses? Comment la France se serait-elle spontanément ralliée à des doctrines qui préparèrent à leurs propagateurs la plus prompte et la plus humiliante déception infligée à une faction triomphante? La révolution de 1848 ne put, malgré ses efforts, se placer, comme l'avait fait celle de 89, sous la protection d'un nouveau droit public préparé par la lente incubation des siècles, car ses formules rajeunies furent ou des redites ou des non-sens dont l'application eut bientôt constaté la stérilité. Les hommes de février ne prétendirent pas même, comme l'avaient fait ceux de juillet 1830, à la mission de venger la majesté des lois, car les institutions contre lesquelles ils s'armèrent étaient, à l'heure où ils les mirent en poudre, respectées par tous les pouvoirs. Ces institutions contenaient le germe d'un développement progressif comme celui d'une réformation régulière, et, de l'aveu même des plus ardens républicains, la nation n'avait jamais dépassé ces limites-là ni par ses vœux ni par ses espérances.

Paris avait vu poser depuis deux mois par quelques journaux, à l'occasion du droit de réunion, une question du ressort d'un tribunal de simple police, et le pays suivait cette querelle avec une médiocre curiosité, lorsque, dans la pleine sécurité des esprits et des intérêts, la république vint s'asseoir, comme le spectre de *Macbeth*, à la place laissée vide à la table d'un banquet. Stupéfaite au point

d'en perdre l'usage de ses facultés, la France ne retrouva le sang-froid nécessaire pour se défendre qu'après que le gouvernement républicain, dépouillé du prestige d'une mystérieuse inviolabilité, eut commencé à étaler le spectacle de son impuissance en face des problèmes soulevés par lui-même. Quand la république se trouva dans le cas de passer des discours aux actes et de la poésie à la prose, ce pouvoir, peu inventif, parce qu'il était honnête au fond, et qu'il avait déjà conscience de l'inanité de ses formules, se vit dans l'alternative ou de vivre sur quelques banales inscriptions remises au jour d'après les vieux palimpsestes révolutionnaires, ou de hasarder, afin de faire du nouveau avec un grand danger pour la société et pour lui-même, l'application des plus folles théories économiques. Était-il en mesure de donner à la France plus de liberté que ne l'avait fait depuis trente ans la monarchie représentative, sans provoquer dans les intérêts alarmés une réaction certaine? L'égalité n'était-elle pas en 1847 le principe générateur d'une hiérarchie fondée sur la prééminence des talens et des services? La fraternité n'était-elle pas l'inspiration incessante d'une société où les lois sur l'instruction primaire et professionnelle, la constitution des caisses d'épargne, le développement des travaux publics et du crédit, enfin les progrès continus de la richesse et de la pensée avaient, sous les auspices d'un gouvernement pacifique toujours contrôlé, élevé de plus en plus le niveau des salaires avec celui des intelligences? Quelle loi plus féconde que la charte restait-il à promulguer sur le Sinaï de l'Hôtel de Ville au milieu des flots populaires qui venaient à toute heure battre ce pouvoir d'un jour? Quel dogme fut révélé à la France, quel droit lui fut départi en dehors de ceux dont elle avait expérimenté l'usage? Si l'on excepte le renversement de l'échafaud politique et la proclamation de quelques idées généreuses, je ne vois d'autre nouveauté que le droit à la parole, d'où les clubs ne tardèrent pas à faire sortir la triste panique dont nous souffrons encore; je trouve aussi le trop fameux droit au travail, qui provoqua la création des ateliers nationaux, et le droit au fusil, qui donna son armée à l'insurrection de juin. La plupart de ces conquêtes ne tardèrent pas d'ailleurs à disparaître sous le coup des terreurs et des malédictions publiques, de telle sorte qu'entre toutes ses créations la seconde république n'eut plus pour la protéger, à partir du 10 décembre 1848, que le principe du suffrage universel, qu'elle a persisté à défendre depuis ce jour avec un désintéressement des plus complets.

Quand des gens de cœur ont opposé aux violences de la foule le rempart de leur poitrine, lorsqu'ils peuvent, comme M. Garnier-Pagès, se rendre le témoignage d'avoir, « après trois mois d'une dictature presque absolue, quitté le pouvoir la tête haute, les mains

pures, » il peut leur sembler pénible d'entendre la postérité qui commence taxer de stérile une tentative qu'ils auraient sans hésiter fécondée de leur propre sang. Il faut bien pourtant que la vérité ait son jour et qu'on sache se résigner, après une expérience concluante, à expliquer par le bon sens du pays des sentimens d'indifférence qu'on aimerait mieux imputer à son ingratitude. Le courage déployé par l'auteur de ce livre et par ses collègues du gouvernement provisoire afin de protéger contre les assauts réitérés de la barbarie les fondemens de toutes les sociétés suffirait pour attester que la crise de février fut pour la civilisation moderne l'une de ses épreuves les plus redoutables. Pour résoudre la question de savoir si cette révolution a été, dans la marche de l'esprit humain, l'occasion d'un progrès ou le signal d'une décadence, il suffira, ce me semble, d'établir quel était en France et en Europe, à la veille du 24 février, le bilan de la liberté, et quelles étaient au dehors ses chances prochaines, en mettant en regard de ce tableau la situation sortie de l'établissement de la seconde république française par une conséquence logique et à peu près immédiate. Telle est l'œuvre à laquelle me provoque le livre d'un écrivain sincère, minutieux procès-verbal de ces terribles journées. L'auteur de cet écrit a bien plus le désir que le pouvoir de demeurer dans la vérité, et on le surprend plus souvent à se montrer généreux qu'à être juste. Comment n'en serait-il pas ainsi lorsqu'on se trouve amené, par le devoir même de sa position, à juger comme une conséquence du progrès des idées un désastreux accident hors de toute proportion avec ses motifs, et condamné à demeurer une cause sans effet parce qu'il avait été lui-même un effet sans cause? J'aborde cette étude le cœur libre de toute passion, l'esprit dégagé de tout parti-pris. L'histoire, je le sais, ne se recommence jamais, et ses plus éclatantes justices ne font pas que le passé puisse renaître. Passager obscur englouti dans le naufrage, je suis sans illusion sur les pilotes, sans colère contre la tempête, et je reste de plus en plus convaincu, au spectacle de cette inexplicable catastrophe, que si, dans les perturbations de ce monde, Dieu fait sa juste part à la liberté des hommes, il s'en réserve encore une plus grande pour lui-même.

I.

La monarchie de 1830 venait de dépasser la mesure de la durée moyenne departie depuis 1789 aux divers gouvernemens de la France. Aucun signe alarmant ne se révélait encore, et toutes les prévisions concordaient pour promettre alors à cette royauté entou-

rée de rejetons populaires un avenir durable. Ses débuts en Europe avaient été difficiles. Elle n'avait point étalé devant les vieilles dynasties l'orgueil menaçant d'une origine récente, et l'on n'avait pas manqué d'imputer sa réserve à sa faiblesse. D'autres exemples laissent croire que ce gouvernement aurait rencontré plus de facilités pour s'imposer par une attitude comminatoire que pour se faire accepter par la modération de ses actes. Le contre-coup de 1830 en effet n'avait guère moins ébranlé le monde que ne ne l'a fait celui de 1848. Le royaume des Pays-Bas était tombé au premier souffle de l'orage qui avait relevé nos anciennes couleurs; la Pologne, que son héroïsme égala presque à la Russie, aurait pu, avec notre assistance, arrêter le seul gouvernement qui déployât alors contre le mouvement occidental une confiance superbe, parce que ce gouvernement n'avait pas encore la mesure de sa faiblesse. L'Italie, à moitié soulevée, menaçait l'Autriche d'une explosion que quelques bataillons français pouvaient transformer en un immense incendie; l'Allemagne était profondément troublée par les aspirations prématurées du communisme. Entre l'Europe des traités de Vienne, dont Bruxelles et Varsovie venaient chacune de faire tomber un pan, et la royauté révolutionnaire de juillet réclamant l'abrogation des traités de 1815, la partie n'aurait donc point été trop inégale.

Je reconnais même que, si l'on en jugeait par les événemens et surtout par les révélations que l'esprit français a depuis données de lui-même, la maison d'Orléans aurait pu faire un assez bon calcul dynastique en réveillant à son profit les immortels instincts qui dorment sans s'éteindre au cœur d'un peuple de soldats. Si tous les hommes d'état appelés dans ses conseils se refusèrent à faire courir à la France de tels hasards, c'est que, la question nationale les préoccupant exclusivement, ils considéraient avec raison une pareille politique comme contraire aux intérêts publics, et comme pouvant conduire à transformer en dictature un gouvernement modéré. Ces hommes-là s'inquiétaient moins de rendre à la France des frontières qu'ils n'envisageaient pas comme indispensables à sa puissance que de faire fonctionner ses institutions avec une vérité qui avait bien aussi sa grandeur. Quelques déceptions que leur ait gardées la fortune, ils n'auront pas à regretter d'avoir concouru à une œuvre dont l'écroulement a laissé debout certaines maximes accueillies par l'Europe entière au moment où la France semblait les répudier, maximes fécondes vers lesquelles la conscience publique est aujourd'hui ramenée par d'invincibles retours. Issues du mariage du bon sens avec l'expérience, ces idées-là reparaissent à travers les transformations des gouvernemens et les changemens de dynasties, et seront un jour considérées comme le testament même de

notre siècle. Dispenser les droits politiques dans le seul intérêt social en les mesurant à l'aptitude présumée, remettre la conduite des affaires non pas toujours sans doute aux plus vertueux, comme dans le royaume de Salente, mais aux plus intelligens et aux plus capables, sous la condition que ceux-ci soient agréés tout d'abord par les organes légaux de l'opinion publique et soutenus par leur concours, rehausser l'exercice du pouvoir par le droit et par le devoir viril de la responsabilité, assurer enfin, en respectant l'inviolabilité souveraine, un vaste champ à la lutte des forces intellectuelles comme à l'activité régulière des ambitions, telle sera probablement encore, dans les conditions nouvelles où la France est entrée par le rétablissement de l'empire, l'œuvre de la génération qui doit nous suivre, comme elle fut celle des hommes de la génération précédente. Les grands courans d'une époque ne sont guère plus détournés par les agitations qui s'y succèdent que les courans sous-marins par les tempêtes qu'on voit soulever la surface de l'océan.

Depuis que le ministère du 29 octobre 1840 avait rétabli avec l'Europe les rapports interrompus par le traité du 15 juillet, et qu'une majorité parlementaire compacte avait assuré l'avenir du parti conservateur, la monarchie de 1830 pouvait se considérer comme placée au-dessus des atteintes de ses ennemis. Les sociétés secrètes, qui, six années auparavant, avaient fait couler le sang à Paris et à Lyon, étaient désormais sous la main de la police, et leur fureur ne s'exhalait plus que par de sauvages attentats providentiellement conjurés. L'opposition, disciplinée par un chef illustre, avait passé d'une hostilité violente contre le pouvoir au désir non moins violent de lui faire agréer ses services, de telle sorte que la royauté avait désormais bien plus à se prémunir contre ses impatiences que contre ses haines. Hors du cadre des opinions dynastiques, les grands propriétaires légitimistes et beaucoup d'hommes influens du parti religieux manquaient sans doute au faisceau des forces conservatrices en y laissant un vide très dommageable aux intérêts moraux. Déjà cependant la jeune génération aristocratique aspirait à forcer les portes de l'assemblée élective, et, sans pactiser avec le principe du gouvernement nouveau, elle était en voie de prendre en face de celui-ci l'attitude de droiture loyale commandée à tout galant homme qui se résout à profiter du bénéfice des institutions. De son côté, le parti religieux subissait sans trop d'impatience les retards apportés à l'exécution de l'article 69 de la charte par le profit moral qu'il retirait de la discussion. Il en était venu à cette pleine confiance dans le triomphe de la justice et du bon droit qui est l'honneur et la vie même des pays libres. L'église avait pris sur le terrain de la liberté pour tous une attitude qui alors doublait

ses forces et semblait la tremper pour les grandes épreuves. Les consciences étaient d'ailleurs plus émues qu'inquiètes, et les sentimens politiques de la propriété territoriale commençaient à subir, par l'intervention des intérêts industriels et l'immense développement donné aux travaux publics, des modifications très profondes, de telle sorte qu'à la veille de la révolution de février l'on semblait assez près d'arriver à la formation d'une sorte de néo-torysme plus conservateur que l'opposition, plus libéral que la majorité, pour lequel les deux groupes légitimiste et catholique auraient fourni des élémens précieux.

La situation diplomatique ne se présentait pas sous un aspect moins favorable. Le pouvoir, accusé si longtemps de marcher à la suite de l'Angleterre, s'était vu, depuis la conclusion des mariages espagnols, placé sous le coup d'un reproche précisément contraire. On lui imputait d'avoir provoqué contre la France une hostilité implacable pour servir un pur intérêt dynastique, lorsqu'il était manifeste que, si dans cette circonstance solennelle l'influence française n'avait pas prévalu à la cour de Madrid, l'influence anglaise lui eût été nécessairement substituée. Un mariage Cobourg n'aurait-il pas présenté aux adversaires du gouvernement un thème de récriminations mille fois plus plausibles et plus nationales? Le succès que la France venait d'obtenir au-delà des Pyrénées l'avait en effet séparée de l'Angleterre; mais, en compensation des difficultés qu'elle pouvait susciter, cette situation nous ouvrait des perspectives très nouvelles, et celles-ci semblaient sortir comme d'elles-mêmes du cours naturel des événemens et de l'irradiation de nos idées.

Les dangers qui paraissaient menacer alors en Suisse l'ordre européen avaient conduit l'Autriche et la Prusse à former avec le cabinet des Tuileries une sorte d'entente dont le gouvernement français recueillait déjà un sérieux avantage moral. L'Espagne et le Portugal étaient désormais fortement rattachés au réseau des monarchies constitutionnelles; la Belgique, organisée comme la France, gravitait dans son orbite. En Allemagne, le pouvoir absolu succombait à l'éclatant spectacle de nos débats parlementaires : les grands efforts de la France pour s'assimiler l'Algérie et pour trouver au-delà de la Méditerranée des développemens si longtemps rêvés au-delà du Rhin nous avaient enfin rendu les sympathies de ce pays, aussi disposé à s'ouvrir devant nos idées qu'à se fermer devant nos armes. Aspirant à concilier, comme l'avait fait Louis XVIII, le droit historique et le droit des temps nouveaux, le roi Frédéric-Guillaume venait d'octroyer à ses sujets la constitution du 3 février 1847. Si les droits reconnus aux deux curies prussiennes demeuraient inférieurs à ceux qui avaient été départis en 1814 à nos chambres

législatives, l'on pouvait compter que la diète générale au sein de laquelle allaient se rencontrer pour la première fois les députés de toutes les provinces de la Prusse prendrait bientôt une telle autorité qu'elle ne tarderait pas à conquérir les prérogatives qu'on lui refusait encore. Les parties les plus reculées de l'Europe subissaient la salutaire contagion de nos idées et de nos exemples. En Danemark, le roi Frédéric VII venait de promulguer à son avénement au trône une constitution qui s'inspirait à la fois des principes de notre charte et de ceux que la Hollande mettait si heureusement en pratique (1).

Mais que dire de ce qui se passait en Italie et de l'écho que rencontrait notre voix sur les Alpes et aux bords du Tibre? En 1846, on sait quel spectacle offrirent au monde les dix-huit premiers mois du pontificat de Pie IX. Jusqu'au jour où, sous l'impulsion républicaine imprimée par la révolution de février, le pied du pape réformateur eut glissé dans le sang de son ministre, les esprits même les plus étrangers à la foi catholique purent croire Jean Mastaï appelé à inscrire son nom parmi les noms providentiels des grands bienfaiteurs des peuples. L'Italie avait tressailli sous cette parole douce comme une bénédiction, ardente comme un glaive, et une œuvre analogue à celle de notre consulat commençait en 1847 dans la péninsule en présence de l'Autriche immobile et confondue. La proclamation d'une amnistie générale, la création d'un conseil d'état, d'une représentation provinciale élective, la formation d'une garde civique, la restauration des grandes écoles, toutes ces mesures édictées du haut de la chaire de saint Pierre avaient été couronnées par un *motu proprio* qui posait les bases d'une administration laïque, et dans lequel la France était heureuse de reconnaître les inspirations de M. Rossi, alors ambassadeur à Rome. L'Italie s'était agitée de l'une à l'autre de ses extrémités à la voix de Pie IX; toutefois il n'y a pas à douter que ses divers gouvernemens, associés en 1847 au mouvement régulier de la régénération nationale, ne fussent demeurés les maîtres d'un mouvement même plus rapide, si la révolution italienne avait continué de prendre dans la France constitutionnelle son diapason et ses exemples, et si le cratère subitement ouvert à Paris n'était venu projeter ses scories et sa lave jusqu'au-delà des monts. A Turin, Charles-Albert commençait à entrevoir le grand rôle que lui préparaient les réformes de Pie IX et le concours moralement assuré de la France. Vingt jours avant l'heure où quelques centaines d'émeutiers proclamaient à Paris les institutions constitutionnelles incompatibles avec les besoins de la civilisation moderne, le Piémont leur prêtait un serment qu'il allait bientôt, sous les ordres de son

(1) Constitution promulguée à Copenhague le 28 janvier 1848.

roi, sceller d'un sang généreux à Goïto et à Pastrengo. Le projet d'une union douanière élaboré à Turin devenait enfin entre les divers gouvernemens péninsulaires le gage d'un heureux rapprochement. Dans sa constitution territoriale aussi bien que dans son organisation intérieure, l'Italie demeurait donc, durant la période antérieure au 24 février, en plein accord avec nos intérêts extérieurs comme avec nos formes politiques; nous avions été la seule source de ses inspirations, nous ne pouvions manquer d'être bientôt son seul bouclier, si l'Autriche tentait d'arrêter par les armes un mouvement si redoutable pour la permanence de sa domination au-delà des Alpes. Régie par des institutions conformes aux nôtres, l'Italie aurait donc probablement convié dans un terme prochain la monarchie de 1830 à venir défendre au-delà des Alpes une cause dont nos premiers intérêts nous imposaient le patronage, et nous y aurions eu le profit, au lieu d'y avoir la responsabilité des événemens. Alors se seraient ouvertes par la force même des choses, en dépit des répugnances d'un vieux roi pacifique, des perspectives que laissait déjà pressentir un mouvement de plus en plus sensible dans l'esprit public, mouvement qui, sans altérer la forme du pouvoir, aurait donné à son action des aspects et des instrumens nouveaux. Pour recueillir le bénéfice de ces éventualités fécondes, le temps seul a manqué, le temps qui suffit à tout, et que rien ne remplace. L'Italie, abandonnée par la république, n'aurait pu l'être par la monarchie constitutionnelle, car dans la plénitude de ses ressources, en présence de deux tribunes qui excitaient alors le pays sans l'alarmer, la France n'aurait pas permis la désertion qu'en 1849 ses terreurs purent à peine lui faire supporter.

Quoi qu'il en soit, des symptômes non équivoques laissaient pressentir dès l'année 1846 qu'une évolution dans l'attitude du pouvoir serait bientôt une question de haute prudence, sinon d'absolue nécessité. La politique qui avait depuis dix-huit ans concentré sur la conquête de l'Algérie les forces vives de la France et que venait de couronner la prise de l'émir Abd-el-Kader, la bonne conduite qui avait après juillet rétabli l'ordre dans les rues et dans les idées sans imposer de sacrifices à la liberté, qui avait triplé la richesse nationale par des travaux productifs sans grossir le fardeau des charges publiques, ce gouvernement plus jaloux de suivre l'opinion que de la devancer par une initiative hardie, ne suffisaient plus aux aspirations d'un pays prospère et blasé, auquel il fallait du nouveau, n'en fût-il plus au monde. Du haut de la tribune, les organes de l'opposition adressaient au pouvoir le reproche d'ennuyer la France depuis sept ans, tort qu'à certains jours celle-ci pardonne moins que celui de la ruiner, tort véritable toutefois aux yeux d'un peuple qui

semble constitué pour vivre par une idée, sauf à payer au prix des plus tristes syncopes ses débauches d'activité.

Il y avait déjà tellement à compter avec ces dispositions nouvelles, malgré les formes indécises sous lesquelles elles se révélaient alors, qu'à la veille des dernières élections générales faites par la monarchie, le président du conseil avait jugé prudent de s'en porter l'organe, et qu'il se faisait fort d'accomplir par le seul parti conservateur les réformes et les progrès que d'autres opinions promettaient sans les donner (1). Le corps électoral avait chaleureusement accueilli ces espérances, et l'opinion conservatrice en particulier les avait prises si fort au sérieux, que la plupart de ses nouveaux élus entrèrent à la chambre avec des engagemens sur toutes les questions controversées, et plus spécialement sur celle de la réforme parlementaire.

Prises en elles-mêmes, ces questions-là n'avaient assurément qu'une importance fort secondaire; mais l'état de l'opinion leur en donnait une considérable, et laissait pressentir les périls que pouvait susciter une lutte engagée contre elle dans des circonstances malheureuses. Les idées n'ont en politique qu'une valeur relative, les événemens pouvant aussi bien surfaire celle-ci que la réduire. Or en 1847 l'importance de la réforme était surfaite dans la chambre comme dans la presse. La France départementale ne manifestait pas outre mesure qu'elle manquât beaucoup à sa liberté; mais l'ardeur avec laquelle s'y rattachait la bourgeoisie parisienne était un signe du temps qu'il aurait fallu consulter et savoir comprendre. En écartant de la chambre élective la classe des fonctionnaires, aristocratie lettrée d'une société bourgeoise, était-on bien assuré de retrouver en indépendance ce qu'on perdrait en expérience et en lumières? L'on pouvait en douter. Les fonctionnaires s'asseyant en nombre proportionnel presque égal sur tous les bancs de la chambre, la réforme parlementaire ne pouvait avoir sur la marche des affaires publiques l'action qui lui était attribuée par l'opposition de ce temps-là. L'expérience avait prouvé d'ailleurs depuis l'origine de nos assemblées délibérantes, et elle allait le prouver bientôt après plus péremptoirement encore, que l'indépendance du député gît moins dans les exclusions légales que dans l'air qu'il respire, dans la pensée pu-

(1) « Ce n'est pas là sans doute le seul progrès politique que nous ayons à faire; nous en commençons, nous en accomplirons bien d'autres: nous allons aux plus essentiels, aux plus pressans; mais, loin d'en repousser aucun, la politique conservatrice les désire, les accepte tous; elle les examinera, elle les discutera avec le désir sincère de s'y associer. Elle veut seulement, et c'est son devoir, que ce soient des progrès véritables, sérieux, en harmonie avec les principes essentiels et les besoins généraux de la société. » — M. Guizot, discours prononcé au banquet de Lisieux (juillet 1846).

blique qu'il réfléchit et qu'il répercute. La nation venait d'en faire l'épreuve aux élections mêmes de 1846. Résolûment conservatrices, celles-ci n'en préparèrent pas moins dans la majorité, par la division profonde des amis du gouvernement sur les questions à l'ordre du jour, un détraquement qui rendait inévitable un changement de personnes et de système.

La question des incompatibilités avait alors pour pendant celle de la réforme électorale, dont l'application n'aurait pas dans une élection générale déplacé vingt siéges au sein de la chambre, quoiqu'elle ait été assez puissante pour renverser la monarchie. L'adjonction de la liste dite des capacités à la liste électorale pouvait d'ailleurs se défendre par des raisons toujours périlleuses à mettre contre soi. Dans une nation aussi logique que la nôtre, il ne faut pas que le gouvernement paraisse en désaccord avec son propre principe, et ce principe pour la monarchie constitutionnelle, c'était l'admission des citoyens à l'exercice des droits politiques dans la mesure de leur aptitude légalement constatée. Il semblait donc peu rationnel de refuser aux hommes auxquels l'état attribue au prix de longues et dispendieuses épreuves le privilége des plus délicates fonctions le droit accordé à un mince propriétaire et souvent au plus ignare boutiquier; c'était là un syllogisme que la royauté, mieux avisée, se serait gardée de livrer jamais à l'argumentation de passions *aveugles ou ennemies*. Il fallait faire enterrer ces questions-là par les hommes mêmes qui les avaient suscitées dans les chambres, et auxquels on pouvait pleinement s'en remettre pour en restreindre la portée sitôt que ce soin leur aurait été commis par la couronne.

L'Angleterre a consacré plus d'un siècle à relever par l'émancipation catholique sept millions d'hommes de l'ilotisme politique. Elle a pris cinquante ans pour transférer à Birmingham et à Manchester la franchise électorale dont avaient joui jusqu'alors quelques masures ignorées. Une génération s'est épuisée dans la lutte provoquée par le rappel des lois sur les céréales, qui touchait au pain quotidien de tout un peuple. En matière de réformes, Paris va plus vite en besogne : c'est au prix de sa ruine qu'il a infligé à la France une révolution sans exemple, afin de hâter de deux ou trois années l'expulsion de la chambre de quelques petits fonctionnaires, l'opposition ayant grand soin d'y maintenir tous les gros, dans la ferme confiance de les remplacer. Si humiliant que soit un pareil épisode dans l'histoire d'une nation spirituelle, les torts d'une bourgeoisie fantasque n'excusent ni n'expliquent ceux du pouvoir, car il appartient à celui-ci de s'inquiéter de tout, et plus encore de l'inattendu que du vraisemblable. Les hommes qui ont vaincu les grandes difficultés sont trop portés à croire qu'ils n'ont plus à compter avec les

petites, et rien n'obscurcit chez un prince la lucidité habituelle du coup d'œil autant que l'excès de confiance provoqué par une longue suite de prospérités. Après avoir fondé sa dynastie et désarmé les factions, le roi Louis-Philippe ne donnait au soin des affaires intérieures qu'une attention distraite, et ce fut assurément pour n'avoir pas prévu celui de tous les périls qu'il aurait pu le plus facilement conjurer qu'on vit le prince qui, par des miracles de bonheur et d'habileté, avait découragé tous ses ennemis s'évanouir comme une ombre devant un caprice de la bourgeoisie parisienne.

Si, au lieu d'habiter les Tuileries et de s'y plonger dans la lecture presque exclusive des correspondances diplomatiques et des journaux étrangers, il avait été donné au roi Louis-Philippe de suivre le mouvement journalier de la vie parisienne dans les salons et les magasins, les tribunaux, les écoles, les postes de la garde nationale, il aurait à coup sûr acquis la certitude qu'il était urgent d'aviser. La session de 1847 avait été mauvaise, parce qu'elle avait été stérile, et qu'elle n'avait ouvert aucune perspective précise devant une majorité impatiente, quoique dévouée. Devant l'attitude de celle-ci, l'opposition avait senti redoubler sa confiance avec sa colère, et elle en était arrivée à ne plus marchander à ses auxiliaires ni le prix ni les conditions de la victoire. En commençant avec une chambre nouvelle cette étape de cinq années, le cabinet n'avait malheureusement pas été mis en mesure par la couronne de donner dans son programme le moindre aliment aux instincts d'une majorité accrue, mais transformée, instincts tellement impérieux qu'il dut, sous peine de tomber à l'instant même par l'abandon de ses amis, s'engager l'année suivante à trancher, avant la fin de la législature, la question des réformes, ou à laisser à d'autres le soin de la résoudre (1). D'un autre côté, l'exportation du numéraire, provoquée par une récolte insuffisante, avait ralenti le mouvement des affaires, et les finances se trouvaient engagées par le vote d'ailleurs indispensable des grandes lignes de fer. Ajoutons que des malversations administratives et des crimes privés d'une proportion gigantesque étaient venus jeter sur la société et sur le pouvoir, qui en est l'expression, des lueurs sinistres, de telle sorte que le ministère eut à souffrir des actes mêmes dont il avait avec le plus d'énergie poursuivi l'éclatante réparation.

Pendant que les cœurs de la bourgeoisie semblaient, sous l'empire de circonstances fatales, se retirer de la royauté que cette bourgeoisie avait faite, tandis que le peuple de Paris, impatient d'un long repos, résumait sous quelques noms propres, selon son

(1) Discours de M. le comte Duchâtel à la chambre des pairs, de M. Guizot à la chambre des députés. Discussion de l'adresse (janvier 1848).

habitude invétérée, ses irritations et ses mécomptes, l'opposition dynastique marchait à grands pas vers le terme à mi-chemin duquel il aurait été politique de l'arrêter par une concession opportune, puisque la politique sera toujours l'art de transiger à propos avec les passions humaines. La session de 1847 était à peine terminée que la gauche commençait la trop fameuse campagne des banquets, et qu'elle allait demandant aux opinions les plus avancées, dans soixante agapes démocratiques organisées sur tous les points de la France, le concours bruyant que le pays légal n'aurait eu ni la puissance ni la volonté de lui donner. Si les honorables chefs de l'opposition avaient commencé par faire de louables efforts afin de maintenir à ces manifestations extra-parlementaires un caractère constitutionnel, il avait bientôt fallu fermer les yeux sur la couleur du drapeau sous lequel arrivaient des alliés indispensables au succès de la cause commune, et le livre de M. Garnier-Pagès présente sur ce point-là des détails du plus triste intérêt. Une fois déjà le gouvernement représentatif avait touché à de telles extrémités, car, la campagne de la coalition ayant dix années auparavant précédé celle des banquets, la royauté s'était trouvée en face des mêmes impatiences et des mêmes passions. Chacun pouvait puiser ses prévisions dans ses souvenirs. Le cas cependant était beaucoup plus sérieux, car le ministère de M. Molé avait à peine duré deux ans, et celui de M. Guizot avait dépassé le terme de sept années : circonstance aggravante qui semblait tout permettre et tout légitimer, tant une pareille durée paraissait anormale.

La révolution de juillet avait retiré le bénéfice de la septennalité à la chambre élective, envisageant un terme aussi long comme peu compatible avec le génie national. Attribuer à un cabinet une longévité dont aucune de nos assemblées délibérantes n'avait approché, même de loin, c'était pour la couronne une entreprise dont les avantages ne compensaient pas les périls. Nos mœurs parlementaires ne comportaient pas malheureusement une telle permanence dans le personnel du gouvernement, si éminent que fût alors celui-ci. Cette durée fut rendue plus difficile encore lorsque, la lutte quotidienne contre les factions étant terminée par l'établissement incontesté de la monarchie nouvelle, l'esprit de parti eut cessé d'exercer au sein des chambres une pression toujours utile parce qu'elle agrége et qu'elle fortifie. Au lieu de combattre, l'on manœuvra sous le coup des impatiences d'une opposition que stimulait la gratuité de son mandat; l'on aspira dès lors à la victoire beaucoup moins pour sa pensée que pour sa personne, et l'on se trouva conduit à souhaiter le pouvoir bien moins pour l'exercer dans l'intérêt de son parti qu'afin de garder ou de conquérir de l'influence. Puis, les vanités venant se greffer sur les ambitions, les susceptibilités littéraires se substi-

tuant aux irritations politiques, l'on eut bientôt en face de soi des rivaux au lieu d'adversaires. De la victoire du parti conservateur sortit ainsi, comme par une conséquence fatale, la substitution des questions personnelles aux questions de parti, presque toutes résolues.

Était-il possible de détourner la monarchie constitutionnelle de cet écueil sur lequel elle a sombré, et de constituer dans le parlement des classifications nouvelles sur des intérêts nouveaux, en suscitant les problèmes auxquels pouvaient donner lieu les intérêts économiques comme ceux de l'ordre intellectuel, et en remaniant l'administration générale pour la mettre plus en rapport avec l'esprit d'un pays constitutionnel? On peut le croire, et l'on a conservé sans doute le droit de répéter après la catastrophe ce qu'on a pu dire alors qu'elle n'était encore ni prochaine ni soupçonnée. Entré à la chambre sous les sombres lueurs dont les débats de la coalition avaient illuminé l'avenir, l'aspérité toujours croissante des luttes personnelles m'apparut alors comme le péril imminent déjà de la monarchie. Je me crus donc autorisé, par mon obscurité même, à dire que la meilleure voie ouverte pour empêcher qu'une révolution ne sortît à l'improviste d'une course aux portefeuilles, c'était d'empêcher l'opinion de mâcher à vide, en travaillant à mettre toutes nos institutions administratives dans un vivant accord avec les principes d'une société intelligente et libre. « Doter les conseils départementaux de certaines attributions politiques, accorder à la pairie la puissance de se recruter par ses propres choix, comme l'Institut, afin d'y transporter le centre de la vie parlementaire, organiser pour l'autre chambre l'élection à deux degrés, afin d'écarter la pression égoïste exercée sur l'élu par l'électeur, surtout dans les petits colléges, émanciper l'intelligence par une sérieuse liberté d'enseignement, l'église par des modifications profondes aux lois concordataires, » telles furent les mesures conservatrices et libérales dont je hasardai, dans ce recueil même, l'indication dès 1839 avec la confiante inexpérience d'un débutant (1). Inutile de dire que, sous un règne où la conversion des rentes paraissait un péril et la réforme postale une témérité, de telles idées ne furent discutées par personne, et que l'auteur dut se considérer comme fort heureux de se voir protégé contre le ridicule par le silence. Il n'eut qu'à se le tenir pour dit, et à monter sans bruit à bord du navire dont le royal pilote, a pu dire M. Garnier-Pagès, « ne soupçonna la tempête que par le naufrage. »

Le cabinet du 29 octobre, pour ne pas dire la couronne, dont le ministère couvrait constitutionnellement la responsabilité, eut donc

(1) *Lettres à un membre du parlement d'Angleterre sur le gouvernement représentatif en France, Revue* du 1er, 15 octobre, du 1er novembre et du 15 novembre 1839.

deux torts, et n'en eut que deux. Le premier fut de n'avoir pas élargi, afin d'occuper plus fortement la chambre et l'opinion, le programme épuisé, quoique au fond inépuisable, de la vraie politique conservatrice; le second fut de prétendre à une durée fort utile en soi aux intérêts publics et justifiée par l'éclat des talens comme par celui des services, mais incompatible avec les calculs d'adversaires dont la majeure partie se dédommage si bien aujourd'hui du supplice d'une longue attente. Telles sont les vraies causes génératrices de la catastrophe de février, malgré les efforts que fait M. Garnier-Pagès pour rattacher la soudaine proclamation de la seconde république à de vastes et fécondes idées qui depuis plusieurs années auraient, selon lui, profondément remué la France sans que celle-ci le soupçonnât.

Durant la campagne extra-parlementaire ouverte en juillet 1847 au banquet du Château-Rouge et terminée, après sept mois, au trop fameux banquet du 12e arrondissement, l'agitation, si alarmante qu'elle fût dans la ville de Paris, ne dépassa guère les limites de sa banlieue. Malgré l'éclat que donnèrent à quelques banquets de province d'illustres et ardentes paroles, les discours après boire n'eurent pas sur l'opinion générale des départemens une influence beaucoup plus considérable que celle des *premiers Paris* apportés chaque jour par la malle-poste aux abonnés des feuilles de l'opposition. Il est naturel qu'un républicain de la veille comme M. Garnier-Pagès, qu'un républicain du jour comme M. de Lamartine, éprouvent le besoin de donner une sorte de filiation légitime à l'enfant de la force et du hasard; mais, si oublieuse que soit la France de son passé, si soumise qu'on puisse la croire aux arrêts de la fortune, elle n'arrivera jamais, qu'on en soit bien sûr, à se persuader, avec les deux historiens de la révolution de 1848, qu'elle étouffait en 1847 dans les horizons ouverts devant elle, et qu'elle aspirait à marcher à travers la nuit et les orages aux lumineuses clartés d'une loi nouvelle.

Aux premiers jours de 1848, la France, malgré les révélations et les clameurs de la tribune, ne se sentait ni affaissée, ni ruinée, ni corrompue, quoiqu'on le lui répétât chaque matin et qu'on fût alors au temps où les pailles devenaient poutres, en attendant celui où les poutres deviendraient pailles. Elle avait l'instinct que ses richesses comme ses idées allaient prendre au dedans et au dehors un essor incalculable. Elle attendait donc avec une impatience fort peu fébrile l'adjonction à la liste électorale de la seconde liste du jury, et, quoique assez favorable à la réforme, elle lui préférait pourtant, il faut bien le confesser, un tronçon de chemin de fer. La Bretagne et le Dauphiné avaient commencé la révolution de 89 avant la capitale; celle de 1830, encore que perpétrée par la population parisienne,

avait été provoquée par une agitation universelle, et les ordonnances du 25 juillet auraient à coup sûr soulevé dans les départemens des résistances sans nombre, lors même que la lutte ne se fût point engagée au centre du royaume. La révolution du 24 février au contraire a été exclusivement parisienne : c'est là son caractère particulier entre toutes les autres. Nous n'aurons donc plus à nous occuper que du peuple de Paris, en attendant le moment où le peuple français reparaîtra sur la scène pour prendre sa revanche à son tour et à sa manière.

Le banquet du Château-Rouge, auquel s'étaient assis douze cents convives, avait révélé la puissance de la machine de guerre que l'opposition se mit en mesure d'employer au début de la session de 1848. Le cabinet, ayant omis de faire fixer par les tribunaux durant l'absence des chambres la question de légalité soulevée par le droit de réunion, dut résoudre la question de fait sous sa seule responsabilité, à l'instant même où Paris recevait le contre-coup des débats les plus passionnés, quoique les plus vides, qu'ait vus la tribune française. Les conséquences d'une pareille crise préoccupaient également le ministère, chargé de maintenir l'ordre public, et l'opposition, qui se tenait pour assurée de lui succéder bientôt aux affaires. Si celui-là s'inquiétait des périls du jour, celle-ci commençait à n'être pas indifférente aux embarras du lendemain; aussi se montrait-on, de part et d'autre, de bonne composition pour provoquer et pour attendre sans désordre un arrêt de la cour de cassation. Si loyaux cependant que fussent les hommes principaux de l'opposition dans leurs pourparlers avec les délégués du ministère, ils avaient le malheur, habituel aux chefs de parti, de suivre au lieu de conduire. Derrière les députés venaient les journalistes; derrière les journalistes venaient les membres du comité central chargé de l'organisation du banquet. *Le Constitutionnel* était poussé par *le National*, *le National* était distancé par *la Réforme*, et derrière ces lutteurs en plein soleil se cachaient dans l'ombre les rares débris des sociétés secrètes, petit groupe dont l'aveuglement fanatique fit la force, parce qu'à l'heure décisive il put opposer à des cœurs tout vacillans d'incertitudes et d'angoisses un plan préconçu et une volonté indomptable.

L'accord passé entre d'honorables délégués des deux côtés de la chambre, afin de faire vider sans collision la question de droit, s'étant trouvé abrogé par une proclamation insensée émanée des organisateurs du banquet, le sort de la fatale journée du 22 février fut remis au hasard des événemens. Si la force était appelée à décider, le résultat semblait ne pouvoir être douteux. Les grands corps de l'état étaient unanimes dans leur concours; derrière le cabinet apparaissait la royauté, qui se déclarait résolue à résister à tout

prix aux vœux des réformistes même les plus modérés; derrière la royauté se massait à Paris une armée de cinquante mille hommes commandée par nos premiers généraux, et dont le dévouement n'était pas plus problématique que le courage. Avec de pareilles ressources, il n'aurait pas été impossible de résister à l'Europe. Cependant ces ressources-là se trouvèrent insuffisantes contre une population ouvrière affriandée par l'attente d'un grand spectacle, contre une bourgeoisie résolue à profiter d'une aussi bonne occasion de donner une leçon au gouvernement, contre le désespoir d'un prince soudainement frappé au cœur par l'abandon, inexplicable à ses yeux, de la force qui l'avait fait roi, et dont il se croyait l'expression vivante.

Le spectacle des trois journées de février n'est pas moins étrange que douloureux. Au début, le peuple est plus narquois que menaçant, et ses premiers coups sont des malices d'écoliers contrariés dans leurs plaisirs plutôt que des attaques inspirées par des passions implacables. Des bandes d'étudians et d'ouvriers crient à tue-tête et sans nul obstacle *vive la réforme*, et prennent leur rôle de plus en plus au sérieux en voyant les postes de la garde nationale les accueillir d'un sourire sympathique, tout prêts au besoin à leur présenter les armes. Il fait froid, ils brûlent des chaises; ils ont les bras vigoureux, ils escaladent des guérites et des corps de garde, et comme il n'y a pas de bonne fête populaire sans barricades, ces audacieux étourdis en dressent quelques-unes pour se faire la main, et se mettent à les défendre contre des soldats peu pressés d'enlever de vive force ces fortifications ingénieuses, tant cette *fantasia* leur paraît inoffensive, tant elle est applaudie par ces citoyens armés qu'ils contemplent depuis juillet 1830 avec une déférence respectueuse.

Au second jour et au second acte, la scène change, et l'on sait par quelle fatalité. Des meurtres nombreux, amenés par l'inexpérience et le hasard, soulèvent au sein d'un peuple jusqu'alors moins agité que curieux ces mystérieuses colères qu'excitent et entretiennent les spectacles sanglans. Aux bandes d'adolescens vient se joindre toute une génération virile formée aux habitudes militaires, où l'on est ouvrier par nécessité, soldat par tempérament, population généreuse que la poudre grise comme l'alcool, dont la guerre est l'élément, et à laquelle la chaleur de son sang inspire à certaines heures néfastes une sorte de fureur sacrée. A l'entrain joyeux du premier jour succèdent des combinaisons où les habiletés de la stratégie s'associent aux inspirations d'un courage téméraire. Ce n'est plus la fronde, c'est la ligue, mais la ligue qui ne sait ni ce qu'elle croit, ni ce qu'elle souhaite : fanatisme d'autant plus menaçant dans ses effets qu'il est moins défini dans ses causes, et que ni concessions ni noms propres ne sont assurés de parvenir à le désarmer.

Des deux côtés des barricades, on pousse le cri de *vive la réforme*, et les gardes nationaux, mêlés aux troupes de ligne, affectent d'accentuer ce cri plus énergiquement que les émeutiers. Ils sont trop fiers de leur campagne politique pour mettre en doute le résultat. Un tel acte de patriotisme pourrait-il mal tourner? Il ferait beau voir des ouvriers se montrer, en matière de garanties, plus exigeans que des électeurs de l'opposition dynastique, et continuer à se dire mécontens, lorsqu'il conviendra à ceux-ci de se déclarer satisfaits! Tel est pourtant le scandale qui se prépare. Dans les rangs des combattans s'agitent quelques hommes qui vont prendre au milieu de cette multitude l'autorité que donne une idée mise au service d'une passion. Ces quelques hommes ne tarderont pas à signaler aux insurgés enivrés de leur victoire l'opposition naturelle du travail au capital, des exploités aux exploitans, comme la cause des incompatibilités qui existent entre le peuple et la bourgeoisie.

Malheureusement l'influence qu'elle n'a pas au quartier-général de l'insurrection, la garde nationale la possède au quartier-général du gouvernement. Si, sur les boulevards, elle est incapable de déplacer un pavé des barricades, elle est assez puissante aux Tuileries pour y paralyser l'action du souverain. A la première révélation du mécontentement de cette grande corporation armée, le roi livre son cabinet; à la seconde, il brise son épée; à la troisième, il abdique : abandon d'autant plus déplorable qu'il fut parfaitement gratuit, et qu'en donnant à ses ennemis une victoire facile à disputer, le roi Louis-Philippe manquait à la France autant qu'à sa propre fortune. Si l'établissement de juillet put être envisagé en effet durant la crise de 1830 comme une sorte de transaction entre le droit héréditaire et les aspirations républicaines, le gouvernement constitutionnel, sincèrement pratiqué durant dix-huit ans, était devenu, en France comme en Europe, l'expression la plus générale des besoins et des vœux de la civilisation.

S'il ne s'était agi pour le roi que de substituer au cabinet présidé par M. Guizot une administration qu'aurait présidée M. le comte Molé, en absorbant, comme il l'avait fait si souvent, les questions de choses dans les questions de personnes, ni les hésitations, on peut le croire, n'auraient été bien longues, ni les regrets bien profonds; mais lorsque M. Molé eut décliné une tâche incompatible avec ses idées conservatrices, quand le concours donné par la garde nationale à l'insurrection demeura bien constaté et qu'il fallut appeler les chefs de l'opposition, les angoisses devinrent étrangement douloureuses. Si assuré que fût le roi du dévouement éclairé de M. Thiers, il n'ignorait pas que le nom de cet homme d'état deviendrait pour l'Europe l'expression d'un système extérieur exactement contraire au sien. Quelque estime qu'il portât à M. Barrot, il ne pouvait mé-

connaître que l'entrée de celui-ci aux affaires apparaîtrait comme l'avénement triomphal de cette réforme électorale transpercée depuis un an des traits de la plus sanglante ironie. Une pareille conclusion après un règne de dix-huit ans, c'était, pour le malheureux prince, écrasé tout à coup par la fortune, qui l'avait si longtemps servi, la chute de son importance personnelle devant le monde et devant l'histoire; c'était de plus dans sa pensée intime le renversement moral de la dynastie pour laquelle les acclamations de Paris avaient tenu lieu du droit historique et du droit populaire. Avant d'abdiquer la royauté sur la sommation de l'émeute, l'infortuné monarque avait abdiqué le gouvernement. Depuis vingt-quatre heures, sa présence aux Tuileries était moins une force qu'un obstacle, car, pour couvrir ses propres hésitations et ses secrets calculs, chacun affectait de douter de la parole du souverain, de sa résignation et même de son désespoir. Selon le vent qui souffle, selon le bruit qui monte, selon l'avis qu'apporte ou l'intrigue ou le dévouement, dans ce palais où tous parlent, où nul n'agit, où la faiblesse le dispute au vertige, la couronne est ballottée de la tête d'un vieillard à celle d'un enfant; l'on passe de la régence du prince désigné par la loi à la régence improvisée d'une femme, et les uns entreprennent de conduire une courageuse mère dans la fournaise de l'Hôtel de Ville, tandis que les autres imaginent de l'entraîner au sépulcre du Palais-Bourbon, gardé par une armée entre les rangs de laquelle on laisse passer sans résistance quelques centaines de forcenés! De gouvernement, il n'y en a ni pour Paris, ni pour la France, ni pour les chambres, ni pour l'armée. Nul ne saurait dire avec certitude s'il y eut des ministres et quels ils furent durant ces heures d'universelle impuissance, les plus humiliantes qu'ait infligées la Providence à l'orgueil d'une grande nation.

Au fond cependant, qu'avait, dans la matinée du 24 février, la situation de la monarchie de si désespéré? Quel était au vrai l'état des choses? Durant l'exercice facile de toutes les libertés et de tous les pouvoirs publics, il avait plu au peuple de Paris, pour un motif dont l'insignifiance touchait au ridicule, de déchaîner l'anarchie dans ses rues; celle-ci était à la veille d'envahir la France, à peine émue jusqu'alors des bruits quotidiens qu'envoyaient les feuilles publiques à sa curiosité, et si peu sympathique à l'émeute triomphante que l'on aurait vu la nation se lever tout entière pour étouffer cette révolution dans son berceau, si elle avait pu soupçonner de quel nom s'appellerait bientôt la réforme. Le bon sens criait donc qu'en faisant payer à Paris le juste prix de cette faute-là, il fallait opposer le droit souverain de trente-cinq millions d'hommes au caprice momentané de quelques milliers de gardes nationaux dominés par les

dangereux alliés dont ils avaient formé la naïve avant-garde. S'agissait-il de donner l'assaut, au prix d'un sang précieux, aux nombreuses barricades qui enlaçaient la capitale dans un réseau inextricable? Nullement, car le succès n'aurait pas justifié une pareille extrémité, repoussée par l'humanité comme par la politique. Mais que chacun se demande en descendant dans ses souvenirs ce qui serait advenu le 25 février, si la royauté, entourée de ministres nouveaux, appelant auprès d'elle les grands corps de l'état, s'était retirée à Saint-Cloud, dans une position militaire inexpugnable, au milieu d'une armée grossie et moralement fortifiée d'heure en heure par la manifestation non équivoque du sentiment national? Paris eût-il opposé une résistance sérieuse à un gouvernement intelligent, également résolu et à toutes les concessions nécessaires et à toutes les mesures de répression qu'aurait pu commander la persévérance, d'ailleurs fort improbable, d'une rébellion sans avenir comme sans excuse? Ce qui permit à la république de se constituer, ce qui lui concilia l'assentiment moral et le concours matériel des bons citoyens en présence de l'abîme entr'ouvert, ce fut l'abdication éclatante que le pouvoir royal parut faire de toute pensée d'avenir. La France ne l'abandonna que parce qu'il s'était solennellement abandonné, répudiant avec la mission de la sauver celle de se sauver lui-même. A qui fera-t-on croire qu'un gouvernement provisoire aurait pu tenir huit jours à l'Hôtel de Ville en présence de la monarchie constitutionnelle continuant à fonctionner aux portes de Paris au milieu des représentans de la nation et sous la protection de cent mille hommes commandés par Bugeaud et par Lamoricière? Devenue au sein d'une pareille crise la dernière garantie de tous les intérêts alarmés, la monarchie de 1830 n'en serait-elle pas sortie fortifiée? N'y aurait-elle pas rencontré l'heureuse chance de revêtir un caractère plus national et moins exclusif? L'épreuve valait la peine d'être tentée; l'effet en aurait été de rendre à la capitale, au prix de quelques jours d'angoisses trop méritées, la leçon que sa bourgeoisie avait, avec tant d'à-propos, entendu infliger au gouvernement. Un pareil plan était, ce semble, si naturel à suivre que, pour comprendre que la pensée n'en soit pas venue à ceux auxquels il appartenait de l'accomplir, il faut se reporter à ces aveuglemens fatidiques qui n'entrent pas dans l'ordre des prévisions humaines. Circonscrire l'incendie dans son foyer, sortir de Paris pour s'épargner la douleur d'une répression sanglante et se ménager les chances d'une réaction certaine au sein de la population, regarder en face une épreuve qui n'avait rien changé ni dans les idées, ni dans les intérêts de la nation, une pareille conduite aurait donné, mille raisons du moins autorisent à le croire, un autre cours aux événemens.

Il suffisait de demeurer ce qu'on avait été si longtemps devant les balles et le poignard, calme autant qu'avisé, et de faire une fois de plus profiter ses périls à sa puissance.

Le roi Louis-Philippe en renonçant à la couronne, les princes ses fils en paraissant, par la résignation d'ailleurs fort noble de leur attitude, transformer l'accident survenu à Paris en un arrêt définitif de la volonté nationale, avaient imprimé à la mission acceptée dans le tumulte du combat par quelques personnages politiques le caractère de la nécessité la plus évidente et la consécration d'une haute légitimité sociale. Jamais pouvoir révolutionnaire ne se transforma en effet en pouvoir protecteur plus heureusement que ne le fit le gouvernement installé à l'Hôtel de Ville dans la soirée du 24 février. Le titre qui fera dans l'histoire l'honneur des hommes associés à cette œuvre périlleuse ne sortit pas pour eux des acclamations de la foule qui brisaient au Palais-Bourbon l'autel de la loi sous les pieds d'une auguste suppliante : de tels auxiliaires ne sauraient conférer à personne ce caractère sacré du droit, contre lequel ils sont eux-mêmes une protestation vivante. L'autorité morale devant laquelle s'inclinèrent la France et l'Europe, les membres du gouvernement provisoire la reçurent, comme put le dire avec justice leur éloquent organe, « du droit du sang qui coule, de l'incendie qui s'allume et des extrémités les plus terribles auxquelles se soit jamais vue soumise une nation civilisée. »

II.

Les hommes montés à bord du ponton rasé que leur livrait la tempête éprouvèrent une sorte d'effroi en recevant des événements la mission d'imposer aux répugnances visibles de leur pays ce rêve de la république qui, pour les plus graves d'entre eux, n'avait été qu'une sorte d'idéal confus et lointain. La plupart se sentirent comme accablés par cette responsabilité soudaine, et M. Garnier-Pagès le confesse avec une sincérité non moins instructive qu'honorable. Entre les dictateurs issus de l'anarchie révolutionnaire, un seul marcha avec une résolution préconçue et toute radieuse au-devant de cette république qui pourtant n'était pas pour lui, comme elle l'était pour ses collègues, ou une tradition de famille ou un engagement personnel. Un homme parfaitement étranger jusqu'alors au parti démocratique estima possible de faire accepter à la France le mode de gouvernement dont les républicains de la veille hésitaient à jeter le nom à la bourgeoisie parce qu'ils craignaient d'arrêter son essor libéral, au peuple parce qu'ils redoutaient son sanglant délire. M. de Lamartine a peint de ses couleurs les plus chaudes la scène qui se joua à portes closes dans l'un des bureaux de la

chambre quelques heures avant l'instant où une courageuse mère vint jeter à une assemblée impuissante le nom de son fils au milieu des rugissemens de l'émeute victorieuse. Il nous a révélé en quels termes des républicains éprouvés, pressentant de quel poids pèserait bientôt dans la balance des destinées l'ardente parole de l'auteur des *Girondins*, lui conseillèrent, sous le sceau du plus profond secret, d'appuyer énergiquement la régence, s'engageant à n'élever pour leur propre compte contre ce gouvernement aucun obstacle, et promettant, par respect pour le sentiment public, d'ajourner à d'autres temps l'accomplissement de leur plus vieille espérance. On sait comment, relevant après quelques minutes de silence sa tête appesantie sous le poids de ses réflexions, M. de Lamartine déclara repousser et une telle ouverture et un tel ajournement; il nous a exposé dans son dramatique langage les motifs sur lesquels, retrempant, au grand étonnement de ses interlocuteurs, leur foi chancelante au feu de sa foi de néophyte, il appuya sa résolution de combattre la régence et de réclamer à tout prix la république, si une révolution à laquelle il se défendait d'ailleurs de vouloir activement concourir sortait de la crise ouverte depuis trois jours. Selon M. de Lamartine, la régence n'aurait été qu'une oligarchie d'intrigans exploitant une fronde populaire; la république au contraire serait bientôt et à toujours le refuge de tous les partis, la prochaine espérance et la plus chère pensée de tous les bons citoyens enfin réunis sous le même drapeau (1).

Le moyen d'hésiter lorsqu'on pose ainsi la question? Mais la France se réservait le droit de la poser de son côté, et la distance entre sa pensée et celle du grand poète, enivré par la plus étrange illusion, ne devait pas tarder à prendre les proportions d'un abîme. La nation, constituée par l'action directe du pouvoir souverain depuis Hugues Capet jusqu'à Napoléon, éprouvait un repoussement invincible pour une forme de gouvernement incompatible avec les mœurs que lui avaient faites et son génie et son histoire. D'ailleurs, par une justice distributive profondément morale, lors même que les applications partielles en seraient erronées, la république portait chez nous la peine due à son passé et à son nom, car, malgré les scandaleuses transfigurations accueillies depuis quelques années par le public des cabinets de lecture, pour la véritable nation française, pour celle qui produit les laboureurs, les prêtres et les soldats, les héros réhabilités de 1793 n'avaient pas cessé d'être des monstres, et les idées de cette sinistre époque demeuraient des attentats au bon sens et à la conscience publique. M. de Lamartine pouvait assurément élever contre la régence des objections très fondées; mais la France en

(1) *Histoire de la Révolution de 1848*, par M. de Lamartine, t. Ier, p. 166.

avait de son côté de plus dirimantes à diriger contre la république. Il ne soupçonna pas qu'entre celles-ci figurerait toujours au premier rang la volonté instinctive de ce pays de se rattacher à son type originel, volonté tellement manifeste qu'on ne put la violenter pendant quelques mois que par un mensonge.

La république était en désaccord si manifeste avec les aspirations du pays que ses partisans les moins équivoques hésitaient encore à prononcer son nom même après que la déchéance du souverain se fut trouvée corroborée par sa fuite. Lorsque MM. Barrot et Dupin vinrent, sous les clameurs de l'émeute, demander à une chambre qui ne s'appartenait plus à elle-même de consacrer le droit du comte de Paris, les orateurs anti-dynastiques ne combattirent la régence que par un appel au droit suprême de la nation, réservant à celle-ci le droit définitif de statuer sur le mode du gouvernement, et repoussant d'ailleurs comme odieuse la pensée de préjuger sa volonté et de s'en porter prématurément les interprètes (1).

Les membres du gouvernement provisoire proclamés au Palais-Bourbon ne reçurent donc d'autre mission que celle de préparer, en sauvegardant l'ordre public, les voies par lesquelles le peuple français serait appelé le plus promptement possible à fixer lui-même son sort. Ils ne portèrent à l'Hôtel de Ville aucun mandat impératif, et si le 24 février au soir la royauté de juillet était par terre, la république paraissait encore fort loin d'être debout. Dans cette absence de tout pouvoir, en face de cet avenir obscur et formidable, une anxiété sans exemple planait sur toutes les âmes. A voir cette ville prise d'assaut, ces vieux soldats désarmés par des enfans, à entendre ces clameurs lointaines mêlées aux bruits mourans de la fusillade et du tocsin, à parcourir ces rues dépavées où les sentinelles de la guerre civile poussaient dans l'ombre leur cri sinistre, il semblait que l'on touchât à la dernière heure de la civilisation et à l'avénement d'une gigantesque barbarie. « La nuit qui tombait avec ses transes, a dit l'historien le moins suspect que nous puissions citer, les rumeurs qui circulaient dans les masses, les récits altérés ou exagérés par la peur, Neuilly en flammes, le Louvre saccagé, les Tuileries et le Palais-Royal allumés déjà par les torches des incendiaires, les troupes royales revenant avec du canon sur le peuple; Paris théâtre demain d'un carnage nouveau, les barricades se renouvelant comme d'elles-mêmes, garnies de lampions pour éclairer de loin les agresseurs; l'ignorance sur le sort de la patrie et de la société qui était entre les mains de quelques hommes désunis peut-

(1) MM. Ledru-Rollin, Marie, de Lamartine, de Genoude, de La Rochejaquelein (*Moniteur*, séance du 24 février 1848).

être entre eux; d'autres hommes, premiers venus de la victoire, campés d'avance dans les étages de l'Hôtel de Ville et refusant, disait-on, de reconnaître l'autorité des députés; deux ou trois gouvernemens se disputant l'empire et se précipitant tout à l'heure peut-être du balcon de l'hôtel, tout imprimait à cette heure solennelle un caractère de trouble, de doute, d'horreur et d'effroi qui ne se présenta peut-être jamais au même degré dans l'histoire des hommes (1). »

Voilà le produit net de la campagne des banquets pour les *passions aveugles*; voici celui qu'en tirèrent les *passions ennemies*.

Les quinze cents derniers membres des anciennes sociétés secrètes ne subordonnaient pas la manifestation de leur foi sauvage aux habiletés de conduite suggérées à d'autres par une ambition plus éclairée ou plus patiente. Ils avaient compté dès la première heure faire sortir la république, et la république seule, de la crise provoquée par l'attitude de la bourgeoisie parisienne. Lorsque de sanglans épisodes eurent si malheureusement soulevé la colère du peuple, il fut facile aux sectionnaires encore organisés de faire accepter aux combattans le mot d'ordre dont ils avaient manqué jusqu'alors. Ce fut donc aux cris de *vive la république* que les sept députés membres du gouvernement provisoire se dirigèrent vers la place de Grève dans un appareil qui réveillait autant la pensée d'une immolation que celle d'un triomphe. Ce fut à ce cri, de plus en plus accentué dans les quartiers populeux traversés par l'étrange cortége, qu'entre les brancards couverts de morts, les houles et les frémissemens de la multitude, ce pouvoir d'une heure fut jeté comme une épave dans le palais de Henri II, déjà inondé, depuis le portique jusqu'aux combles, par un premier flot d'envahisseurs armés.

Demander à des républicains de ne pas acclamer la république, au risque, s'ils s'y refusaient pour ne pas préjuger la volonté nationale, de fournir à la démagogie l'arme la plus puissante contre eux-mêmes, exiger d'eux qu'ils jouassent leur vie pour ajourner le succès d'une cause qu'on savait être leur cause même, c'était réclamer un acte d'héroïsme qui n'aurait fait peut-être qu'augmenter les périls publics. Toutefois c'est une justice à rendre aux membres principaux du gouvernement provisoire qu'ils firent du moins quelques efforts pour retarder l'instant où la violence confisquerait sans pudeur le droit le plus sacré de la nation. La question de savoir si la république serait immédiatement proclamée au balcon de l'Hôtel de Ville fut la première par laquelle se révélèrent les deux courans d'idées qui devaient bientôt diviser si profondément les hommes alors unis contre le danger commun. Tandis que MM. de Lamartine

(1) M. de Lamartine, *Histoire de la Révolution de 1848*, liv. VI.

et Arago réservaient le droit de la France, et qu'avec sa bonhomie révolutionnaire M. Dupont (de l'Eure) se refusait, disait-il, à statuer à Paris pour les citoyens de Carpentras, les sectateurs de l'idée, les théoriciens de la souveraineté du but, déclaraient que, « la république étant la seule forme vraie de la démocratie, la nation ne pouvait y renoncer sans violer son premier devoir, » ajoutant d'ailleurs « qu'une telle renonciation étant nulle en soi, il ne fallait pas que, par respect pour une liberté stérile et périlleuse, le gouvernement sorti de la victoire du peuple s'exposât à lui fournir l'occasion d'un crime à commettre contre lui-même (1). »

Si une pareille doctrine était sauvage, elle était du moins politique. Les esprits droits pouvaient pressentir en effet que la seule manière de faire accepter le gouvernement républicain à la nation serait de l'imposer ou par la force ou par la pression de circonstances parfois plus impérieuses que la force même. Il n'était pas impossible d'admettre, au lendemain de la révolution de février, que les classes éclairées pussent accueillir la république, et s'y établir comme sur un terrain neutre, par suite des ressentimens que les divers partis entretenaient l'un contre l'autre; mais, incapables de tels calculs, les masses étaient hors d'état de s'imposer de pareils sacrifices, et l'on aurait pu déjà pressentir qu'elles useraient bientôt des droits qui leur seraient reconnus pour faire prévaloir et leurs répugnances séculaires et leurs indomptables instincts.

Du reste, la majorité du gouvernement provisoire eut l'honneur, sans le péril, de ces hésitations consciencieuses. Elle céda devant l'imminence du danger sur la question de la proclamation de la république sans attendre l'expression du vœu national. Une rédaction équivoque ne tarda pas à mettre d'accord les deux opinions, et la république se trouva présentée dans tous les actes du pouvoir, plus spécialement dans les circulaires et les bulletins émanés du ministère de l'intérieur, comme le gouvernement définitif de la France. Au mois d'avril, la nation fut convoquée non plus pour statuer sur le principe de ce gouvernement, mais pour travailler à le constituer, et des commissaires, fort résolus à ne pas laisser discuter le pouvoir dont ils étaient l'émanation, s'abattirent sur les départemens avec la mission singulière d'y découvrir des républicains de la veille.

Entre les actes nombreux qui signalèrent cette dictature, les uns furent accomplis par les membres du gouvernement provisoire dans la plénitude de leur liberté morale, les autres furent provoqués par la pression qu'exerçait sur des hommes placés entre le Capitole et la roche Tarpéienne la force aveugle au nom de laquelle ils préten-

(1) Discours de MM. Ledru-Rollin et Louis Blanc dans la séance de l'Hôtel de Ville du 24 février (*Histoire* de M. Garnier-Pagès, t. V, p. 339).

daient gouverner. Jamais les élans du cœur ne formèrent un contraste plus sensible que durant cette étrange époque avec les périlleuses chimères imposées par les caprices de la multitude à un pouvoir trop faible pour lui résister. La république de 1848 eut la fortune de ne rencontrer devant elle aucun adversaire, de n'avoir aucune lutte à soutenir, et dès lors aucune vengeance à exercer. Une ruine aussi soudaine, une victoire aussi peu disputée excluaient en effet jusque chez les révolutionnaires les plus exaltés la pensée de rigueurs inutiles, car un pareil succès laissait plus de place pour les dédains que pour les haines, pour la commisération que pour la colère. En quelques heures, la retraite de son gouvernement avait conduit une grande nation à ne plus vivre que par la grâce et sous la protection de quelques personnages, les uns connus, les autres obscurs, contraints eux-mêmes de se demander chaque matin pour combien de temps ils pouvaient compter que leur tête serait encore sur leurs épaules. Poussés par les flots sans cesse renouvelés de l'invasion jusque dans les derniers réduits du palais municipal, obligés de s'y barricader, de haranguer la foule vingt fois par jour afin d'apaiser ses impatiences en entretenant ses ardeurs, ces dictateurs, qui, sur la sommation de quelques sectionnaires, venaient de décréter la république pour la France, couchés en joue par des centaines de fusils, avaient à pourvoir au salut et à l'approvisionnement d'une ville immense, à protéger les palais et les musées contre les incendiaires, les machines et les chemins de fer contre une destruction déjà commencée, à préserver enfin la civilisation tout entière contre des cupidités que ses développemens mêmes avaient rendues plus effrénées.

Dieu protége la France! Du fond de l'abîme où l'avait précipitée la syncope de ses hommes d'état, la nation put entendre encore avec quelque orgueil les engagemens pris en son nom et accueillis par un peuple généreux, ballotté entre ses instincts honnêtes et les décevantes théories de ses corrupteurs. La promesse de respecter scrupuleusement la liberté en tout et pour tous, celle de convoquer une assemblée constituante dans le plus court délai possible, l'abolition de la peine de mort pour délits politiques au lendemain d'une révolution qui semblait laisser les vaincus à la complète discrétion des vainqueurs, la suppression du serment, qui allait rendre plus facile l'accès de l'urne électorale en ménageant tous les scrupules de l'honneur, la répudiation solennelle de toute pensée d'acquisition territoriale, l'appel à la fraternité pour tous les peuples comme pour toutes les classes de citoyens, le concours invoqué des ministres de Dieu pour l'œuvre de la réconciliation universelle, la proclamation de la liberté des noirs, toutes ces perspectives, toutes ces effusions d'autant plus enivrantes qu'elles étaient plus vagues, furent accueillies par un pays confondu de terreur et d'étonnement

comme un moyen de se relever à ses propres yeux en même temps qu'à ceux du monde. Bien des ombres obscurcissaient sans doute le fond du tableau, et la politique ne trouvait pas toujours son compte dans les hymnes entonnés par les nouveaux gouvernans en l'honneur de l'avenir. L'on pouvait à bon droit s'inquiéter par exemple de voir la libération des noirs précéder la fixation de l'indemnité due aux colons, et trembler pour les colonies où l'on conviait au scrutin tous les esclaves de la veille; il y avait à s'étonner que l'inviolabilité de la vie humaine fût dogmatiquement professée dans les mêmes termes où elle aurait pu l'être au sein d'une société de quakers, lorsqu'on venait réclamer une augmentation de deux cent mille hommes pour l'effectif de l'armée; il était enfin naturel de se demander s'il n'y avait pas une contradiction manifeste à poser la France devant l'Europe comme fermement résolue à éviter la guerre et comme décidée à seconder tous les peuples dans leurs tentatives d'affranchissement. Néanmoins, dans ces jours de délirante émotion, de telles difficultés n'arrêtaient guère, et la confiance publique oubliait tout en présence de cette répudiation solennelle des souvenirs sanglans d'une hideuse époque, répudiation par laquelle la république française poursuivait sa réhabilitation devant Dieu et devant les hommes.

Malheureusement des résolutions moins généreuses étaient prises sous l'impulsion d'un mobile plus impérieux, car trop souvent c'est en couvrant de son approbation les visées les plus anti-sociales que conservait son équilibre, entre les perturbateurs et les bons citoyens, ce gouvernement éphémère, quoique omnipotent, qui tenait la France sous sa main, tandis qu'il vivait lui-même sous le poignard de quelques bandits. Il n'avait pas suffi aux chefs de la démagogie de faire litière des droits souverains de la nation en imposant au gouvernement provisoire la proclamation immédiate et définitive de la république (1). La même journée vit les meneurs des sociétés secrètes, les sectaires et les orateurs des clubs, transformés en chefs de la grande armée du prolétariat, ébranler à coups de crosse les portes de la salle du conseil pour obtenir du gouvernement, sous peine d'être jeté par les fenêtres, une déclaration reposant sur cette triple base : l'organisation du travail, la garantie du droit au travail, l'établissement d'un minimum assuré par l'état dans toutes les éventualités de maladie et de chômage (2). Une gé-

(1) « Monsieur le préfet, le gouvernement républicain est constitué. La nation va être appelée à lui donner sa sanction. Vous avez à prendre immédiatement toutes les mesures nécessaires pour assurer au nouveau gouvernement le concours de la population. » — Deuxième circulaire de M. Ledru-Rollin, ministre de l'intérieur, 25 février 1848.

(2) Pétition au gouvernement provisoire portée par les sieurs Moreau, Marche et Blanchet, 25 février 1848. — M. Garnier-Pagès, t. VI, p. 55.

néreuse indignation accueillit d'abord dans les rangs de la majorité la pétition qu'appuyaient les menaçantes clameurs du dehors et le membre même du gouvernement provisoire qui en avait suggéré la pensée aux directeurs attitrés des mouvemens populaires; mais il fallait ou succomber avec la certitude de voir s'évanouir pour la société sa dernière chance de salut, ou bien subir ces exigences insolentes en les modifiant dans la forme. L'on crut qu'en présence d'un peuple en armes catéchisé par des sophistes, une transaction, même périlleuse, était une condition obligée d'existence. L'on se résigna donc à passer sous les fourches caudines de M. Louis Blanc, et le lendemain *le Moniteur* publiait cette étrange déclaration :

« Le gouvernement provisoire de la république française s'engage à garantir l'existence de l'ouvrier par le travail;

« Il s'engage à garantir du travail à tous les citoyens;

« Il reconnaît que les ouvriers doivent s'associer entre eux pour jouir du bénéfice légitime de leur travail;

« Le gouvernement provisoire *rend aux ouvriers, auxquels il appartient,* le million qui va échoir de la liste civile. »

Ainsi semblait se préparer, sous la conduite d'une ambition habile et hardie, le règne de la minorité turbulente qui remplit quelques cités industrielles de l'éclat de ses besoins et trop souvent de ses vices. C'était exclusivement à cette classe de la société qu'*on rendait* les deniers publics, lui reconnaissant une supériorité de fait, pour ne pas dire de droit, sur ces millions de cultivateurs et de bourgeois pacifiques dont l'attitude, en présence de la prochaine épreuve électorale, commençait à inspirer aux commissaires de la république les suspicions les plus vives et les alarmes les plus chaudes. En signant la proclamation du 25 février, le gouvernement provisoire avait passé le doigt dans l'engrenage d'un mécanisme d'où il était dans sa destinée de ne plus se dégager malgré d'honorables efforts. Le lendemain 26, un nouveau décret, se référant à celui de la veille, chargeait le ministre des travaux publics d'organiser des ateliers nationaux pour tous les citoyens sans travail, et les camps de prétendus travailleurs que la force des choses allait transformer en camps de prétoriens s'accroissaient en moins d'un mois de près de cent mille hommes!

Cette armée que le pouvoir se trouva conduit à constituer contre lui-même, et qui jusqu'au 24 juin tint en suspens le sort de la France, avait réclamé et obtenu sans observation une sorte de représentation officielle. Comme si la classe ouvrière avait formé dans l'état un ordre distinct, elle se vit admise à siéger par ses délégués sur les bancs mêmes de l'ancienne pairie pour y débattre toutes les questions soulevées par l'esprit fantaisiste d'un jeune écrivain, tandis que ces délibérations mêmes faisaient rentrer à cent pieds sous

terre la confiance, le travail, le crédit et les capitaux. On sait que M. Louis Blanc professait pour son idée un culte qui le dispensait de toute modestie quant à sa propre personne, et qu'il ne consentit qu'au prix de la présidence de l'assemblée siégeant au Luxembourg à renoncer à ce fameux ministère du progrès, hautement réclamé avec la béate confiance d'un homme disposant à la fois d'une panacée pour renouveler la face de la terre et d'une force suffisante pour l'imposer.

La logique, qui n'est jamais plus redoutable que durant la fièvre suscitée par les révolutions, avait déterminé la consécration d'un autre principe, et celui-ci ne pouvait manquer de préparer bientôt à tant de difficultés une solution sanglante. Le suffrage universel était considéré par l'école républicaine comme comportant l'armement universel des citoyens. Le droit au fusil sortait à ses yeux du droit au scrutin par une déduction considérée comme rigoureuse, quoique les admirateurs du système électoral aujourd'hui protégé contre toute discussion par la rigueur des lois pénales aient fort bien séparé depuis 1852 la conséquence du principe. Instituée en 1789 sur cette idée très rationnelle que les citoyens intéressés au maintien de l'ordre devaient être mis en mesure de le défendre contre ceux qui pouvaient être présumés en disposition de le troubler, la garde nationale se trouva établie au lendemain du 24 février sur une base toute différente. L'on posa en principe que tout Français a, par le seul fait de sa naissance, le droit naturel et imprescriptible de recevoir des armes des mains de l'état pour en user dans le sens de ses convictions personnelles. Cette doctrine toute nouvelle sous le soleil fut appliquée avec un sang-froid imperturbable par le gouvernement provisoire, qui crut avoir rendu à l'ordre public un service immense, quand il eut porté la garde nationale de Paris du chiffre de soixante-cinq mille hommes à celui de cent quatre-vingt mille. Il était difficile de pousser plus loin la confiance dans la vertu des théories, et de subordonner plus naïvement la politique à la logique révolutionnaire.

Ainsi se dessinaient en face l'une de l'autre les deux écoles, toutes prêtes à engager le combat dont la France était le prix. D'un côté figuraient les hommes qui, se rattachant sans équivoque à la tradition de 89, entendaient maintenir à la révolution de 1848 un caractère exclusivement politique; de l'autre se groupaient les apôtres ambitieux d'une loi nouvelle édictée par eux-mêmes, qui, afin de remuer la société dans ses dernières profondeurs, se préparaient à faire table rase de toutes les garanties à l'abri desquelles se développent l'esprit et la conscience des hommes. Donner à la liberté civile, politique et religieuse une large extension, en découvrir des applications plus hardies et plus fécondes que n'avait pu le faire la

monarchie constitutionnelle, étendre le champ de l'activité des citoyens dans la mesure où l'on parviendrait, sans dommage pour l'ordre public, à restreindre l'action de l'état, c'était l'espoir du parti dont M. de Lamartine était alors au sein du gouvernement républicain l'organe le plus éloquent et le chef le plus résolu. L'école socialiste avait condensé depuis vingt ans dans un matérialisme industriel saupoudré d'une légère couche de mysticité toutes les influences malfaisantes que développe une civilisation raffinée dans une génération sceptique. Remettant à l'état la mission qu'elle ne reconnaissait plus à l'église, cette école faisait du pouvoir le maître des intelligences et des âmes, l'arbitre de toutes les destinées, le producteur de toutes les forces, le dispensateur suprême de toutes les richesses sociales, décuplées, suivant elle, par l'unité de direction substituée au principe suranné de la libre concurrence. Restreindre la sphère de la liberté individuelle afin d'organiser celle de la puissance publique, anéantir la personnalité des citoyens dans une sorte de solidarité générale, telle était l'œuvre alors poursuivie sous le couvert de la république par les plus vivaces et les plus souples des sectaires.

Formés dans l'atmosphère des idées constitutionnelles qui depuis trente ans inspiraient la France, la plupart des membres du gouvernement provisoire éprouvaient pour ces abjectes théories des répugnances profondes, et M. Ledru-Rollin lui-même ne se séparait pas sur ce point-là de ses collègues, encore que des admirations très calculées pour la dictature conventionnelle le rendissent parfois de bonne composition pour les aspirations de la dictature socialiste. Néanmoins, quelque unanimes que fussent dans leurs repoussemens les esprits élevés et les cœurs honnêtes, si en 1848 la question avait été vidée dans Paris et par Paris seulement, le pays aurait manifestement roulé jusqu'au fond de l'abîme. L'action des clubs, ressort réputé nécessaire de l'organisation républicaine, l'extension démesurée de la garde nationale, dont l'esprit allait se transformer avec l'idée-mère de l'institution, l'embrigadement de cent vingt mille ouvriers soumis à des excitations permanentes, un concours sans exemple d'événemens et d'idées subversives aurait, après une lutte plus ou moins longue, assuré à l'anarchie une victoire définitive, si, plus loin et plus haut que ces clameurs, ne s'était fait entendre la voix de la France, et si au plus fort de ce délire la date très prochaine des élections générales n'avait agi comme une douche d'eau froide sur la tête d'un furieux.

Après avoir assisté à la naissance de la république dans la capitale, il nous reste à l'observer dans ses actes en présence de la nation.

LOUIS DE CARNÉ.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

14 septembre 1862.

Un nouveau journal qui, suivant le mot pittoresque d'un de ses confrères et rivaux en service officieux, met le feu aux questions pour appeler sur lui l'attention du public, — le même qui fait tant d'efforts pour immobiliser à Rome la politique impériale, — vient de porter sa torche sur une question nouvelle : il annonce que la dissolution du corps législatif serait décidée, et que les élections générales auraient lieu à la fin d'octobre. Nous voudrions que cette nouvelle fût vraie, nous ne croyons pourtant point qu'elle soit exacte; nous allons dire nettement les raisons de notre désir et les motifs de notre incrédulité.

La question romaine n'est pas seulement en ce moment la plus difficile de nos affaires extérieures; elle est, suivant nous, la plus haute et la plus vaste de nos affaires intérieures. Elle est arrivée, de l'aveu de tous, à un tel degré de maturité que la solution n'en peut plus demeurer indéfiniment ajournée sans que la politique de la France soit exposée aux plus tristes embarras et à une insupportable confusion. C'est comme question extérieure qu'elle est devenue si pressante; c'est par l'influence que, résolue d'une certaine façon, elle peut exercer sur l'organisation du culte de la majorité des Français qu'elle devient une question intérieure d'une importance formidable. La solution de la question romaine dans son double caractère doit avoir les conséquences les plus graves.

Voici comment elle se pose au point de vue de la politique extérieure. La capitale que l'Italie s'est moralement donnée par les traditions de son histoire, par l'initiative de son gouvernement et de son parlement, par le sentiment instinctif de ses peuples, par les fougueuses impatiences de ses partis révolutionnaires, par les délibérations réfléchies de ses hommes d'état conservateurs, cette capitale, Rome, est militairement détenue et en quelque sorte dérobée à l'Italie par la France. Resterons-nous à Rome sans fixer de terme à notre occupation, arbitrairement, indéfiniment, ou en sor-

tirons-nous? Rester à Rome, c'est empêcher l'Italie de se constituer et de vivre dans son unité, dans son indépendance, dans la forme politique qu'elle a voulu se donner. C'est manquer à nos principes le plus solennellement exprimés; c'est pratiquer l'intervention la plus flagrante après avoir professé la non-intervention; c'est méconnaître le droit des peuples à établir librement les conditions intérieures de leurs gouvernemens; après avoir reconnu l'Italie une sous Victor-Emmanuel, c'est lui refuser les moyens d'exister. Rester à Rome, ce n'est pas seulement empêcher la réalisation de l'unité italienne, c'est rendre précaire et peut-être impossible l'organisation et la marche de tout gouvernement régulier, c'est livrer la péninsule aux excitations et aux perturbations révolutionnaires. Rester à Rome enfin, c'est, par le désordre de l'Italie, ouvrir la porte à toute sorte d'accidens européens : à la ruine des sympathies que nous avions gagnées dans la péninsule, à un retour offensif de l'Autriche et à la restauration de son influence, à la prépondérance croissante de l'Angleterre dans les provinces méridionales, à pis encore, car on ne voit pas, tandis que notre occupation de Rome serait indéfinie, ce que nous pourrions objecter aux Anglais profitant du premier prétexte qui s'offrirait à eux de prendre pied en Sicile. Ainsi rester à Rome, c'est une solution, si l'on veut, mais une solution qui contredit nos principes, dément nos professions de foi, réfute notre guerre de 1859, désavoue les adhésions successives données par nous aux faits que cette guerre a créés, défait notre œuvre, livre dans l'avenir notre politique extérieure à toute sorte d'inconvéniens et de périls.

Telle est la face de la question romaine qui regarde la politique étrangère. Quand il ne devrait y avoir d'autres suites au parti que la France est appelée à prendre que celles que nous venons de signaler, ne serions-nous pas excusés, si nous désirions que le pays fût consulté le plus tôt possible sur une détermination qui engagerait à ce point son honneur, ses intérêts et son action dans le monde? S'il s'agit pour nous de nous mettre en travers du développement naturel et légitime d'une nation renaissante à laquelle nous avions donné le droit de compter sur notre aide, n'est-il pas juste que la France soit mise franchement en demeure d'accepter ou de décliner cette responsabilité avec les pitoyables ou terribles chances qu'elle entraîne? Mais la question romaine est d'une autre nature encore. La solution qui serait le plus conforme aux principes de notre révolution soulève dans notre politique intérieure des questions d'une importance plus grande peut-être, et dont la décision ne réclame pas moins impérieusement l'intervention du pays, exprimée par des élections générales.

Ce n'est pas seulement en effet le droit national de l'Italie qui est engagé dans la question romaine. Notre occupation cessant, ce n'est point seulement un corps d'armée français qui abandonnerait Rome, ce serait aussi la souveraineté temporelle, jusqu'à présent unie au pontificat catholique. L'union d'un pouvoir politique à l'autorité spirituelle, qui, pendant tant de siècles,

a été la forme même du gouvernement et de l'indépendance de l'église catholique dans le monde, tomberait du même coup. Une révolution radicale, profonde, irrévocable, dont les conséquences devraient retentir dans tous les pays catholiques, serait accomplie dans ce qu'on pourrait appeler l'organisation extérieure du catholicisme. L'effet immédiat de cette révolution serait de changer les vieilles bases sur lesquelles sont fondées les relations de l'église catholique avec les gouvernemens. Jusqu'à ce jour, par une suite même de la confusion du pouvoir spirituel et du pouvoir temporel dans la papauté, les pouvoirs laïques, jaloux ou effrayés de la puissance excessive de ce pouvoir étrange où le pontife était inséparable du prince, où les intérêts politiques étaient, par une trame subtile, emmêlés aux intérêts religieux, où les calculs d'une cour se doublaient du prosélytisme d'une église, s'étaient constamment appliqués à enfermer dans les frontières les plus étroites l'organisation religieuse du catholicisme. Les papes étant exposés à empiéter sans cesse sur la sphère des gouvernemens laïques, ces gouvernemens à leur tour empiétaient sur la sphère de la liberté religieuse. Les relations de l'église avec l'état dans cet ordre de choses étaient fondées sur des transactions, des traités, des concordats, qui, au point de vue religieux comme au point de vue politique, établissaient la hiérarchie et l'administration de l'église dans un régime exceptionnel. Dans ces traités, l'état concédait à l'église des prérogatives qui faisaient exception au droit commun, et l'église faisait à son tour à l'état des concessions qui ne laissaient plus son intégrité à la liberté et à l'indépendance religieuses. Tous ces concordats seraient ébranlés et bientôt frappés de caducité par la fin du pouvoir temporel.

Une situation nouvelle serait substituée à l'ordre ancien, pour le catholicisme, au sein de toutes les sociétés politiques. Il faudrait chercher et trouver à l'indépendance du gouvernement spirituel du catholicisme d'autres garanties que celles que l'on avait cru trouver dans la réalité ou la menteuse apparence du pouvoir temporel. Les libertés politiques fondamentales que connaissent les sociétés modernes, et auxquelles la France aspire depuis 1789, — la liberté de la presse, la liberté de réunion, la liberté d'association, — contiennent toutes les garanties nécessaires de la liberté religieuse, et par conséquent du gouvernement indépendant de l'église catholique, garanties d'autant plus honorables, d'autant plus certaines, qu'elles seraient fournies par le droit commun, et qu'elles seraient pures de l'odieux qui s'attache aux priviléges. Ceux donc qui sont dévoués à ces libertés, qui sont prêts à les donner aux catholiques, qui au besoin les réclameraient pour eux, comme pour tous, avec une loyale et inflexible énergie, peuvent avec une entière tranquillité de conscience imposer à la papauté l'abandon de la puissance temporelle, sûrs qu'ils sont de rendre à l'église libre dans l'état libre, en principe, tout ce qui est dû à la liberté religieuse, — en fait, bien plus que ce que le catholicisme aura perdu à

l'évanouissement de la principauté pontificale. La marche des événemens ayant donné ce grand problème à résoudre à notre époque, il y aurait, pour ceux qui sont convaincus de la nécessité de la séparation des pouvoirs spirituel et temporel, et qui croient à la vertu de la liberté, une véritable lâcheté d'âme à reculer devant la difficulté de la solution ou à l'éluder; mais il serait puéril de se dissimuler qu'ils sont bien rares en France, dans le clergé et parmi les catholiques, ceux qui accepteraient sans trouble, sans répugnance, sans résistance, une révolution aussi profonde que celle qui serait accomplie dans les relations de l'état avec l'église par notre départ de Rome, entraînant la chute du pouvoir temporel.

De là la gravité de la question romaine comme question intérieure en France. Elle est pour les catholiques, dont la masse n'en voit pas clairement les conséquences, un sujet de violente inquiétude; elle met les catholiques qu'elle enrôle autour de la pire des légitimités, le droit divin théocratique, aux prises avec tous ceux qui n'ont point oublié ou renié les principes de la révolution française sur les droits des peuples. Il faut avouer d'ailleurs que les catholiques les plus éclairés sont peu encouragés par la situation politique de la France à croire à la promesse de l'église libre dans l'état libre. Il faut reconnaître en outre que, parmi ceux qui réclament la cessation de notre occupation romaine, il en est peu qui ont l'air de se douter qu'il y ait lieu de demander au gouvernement, comme conséquence nécessaire d'un tel acte, un prompt développement de nos libertés. La plupart au contraire, aveuglés d'une passion irréligieuse, ne prennent pas garde que, le jour où le pape cesserait d'être un souverain, nous aurions contracté envers les catholiques, comme une dette sacrée, l'obligation de leur donner en libertés politiques l'équivalent du pouvoir temporel; ils ne prennent pas garde que la pire des tyrannies serait celle qui opprimerait les consciences et persécuterait le sentiment religieux.

Voilà, dans l'antagonisme imposant de ses termes, le problème de la situation présente. Cette question romaine est française au premier chef; elle est pour ainsi dire l'expression suprême du duel d'idées, de systèmes, de principes qui divise la France depuis quatre-vingts ans. C'est au plus haut degré la révolution française en face de la forme la plus absolue des gouvernemens de droit divin. — Périsse une nation, pourvu que survive le pouvoir temporel des papes! dit le dernier écho de l'ancien régime. — Que le pouvoir temporel, instrument matériel d'une foi religieuse, cède aux droits d'un peuple! que le catholicisme renonce aux priviléges politiques et reconnaisse que, comme toutes les autres croyances religieuses, il n'a droit qu'à l'égalité dans la liberté! s'écrie le génie de la révolution française. — Qui sera juge du camp entre de tels adversaires? Qui décidera de la victoire entre eux? D'arbitre souverain, de juge en dernier ressort, nous n'en voyons qu'un seul qui soit suffisant, qui soit légitime, dont l'arrêt puisse être efficace : c'est la France elle-même, c'est la nation. C'est pour cela

qu'au point de maturité où la question de Rome est arrivée, nous sommes d'avis que le pays devrait être sincèrement et largement consulté dans des élections générales.

Nous savons que ceux qui réclament avec le plus d'instances une solution de la question romaine, soit dans le sens légitimiste, soit dans le sens de la révolution, ne s'inquiètent guère de faire intervenir solennellement le pays dans la décision : ils font surtout appel à l'initiative impériale; c'est à un acte d'autorité de l'empereur qu'ils demandent ou la conservation du pouvoir temporel au risque de la destruction de l'Italie et de la confusion de la France, ou l'abandon de Rome au péril de la souveraineté politique des papes et de l'ébranlement des habitudes et des sentimens catholiques. Que l'empereur accomplît l'acte d'autorité qu'on lui demande pour faire prévaloir la solution à laquelle nous sommes dévoués, nous ne serions plus alors, quant à nous, qu'en présence d'un fait conforme à nos vœux; l'appréciation et la discussion des moyens employés pour produire ce fait nous échapperaient et ne seraient plus de saison. Nous nous trouverions en face d'un résultat dont nous n'aurions plus qu'à tirer profit; mais en principe nous pensons que, dans une question comme celle-là, où sont compromis le repos, l'honneur, la logique et la conscience de la France, la bonne solution ne peut venir de la volonté d'un seul et procéder d'un acte dictatorial; nous sommes persuadés qu'elle ne peut légitimement et sûrement émaner que de la raison nationale. En fait, nous allons plus loin : nous ne sommes pas de ceux qui reprochent à l'empereur ce qu'ils appellent son indécision dans la question romaine. Cette indécision, nous la comprenons dans un homme, quelle que soit l'idée que l'on ait ou qu'il puisse avoir lui-même de sa puissance. Nous l'avons déjà déclaré et nous le répéterons volontiers, si l'on veut être juste, on doit reconnaître que les perplexités de l'empereur sont bien naturelles. Il ne s'agit plus, dans le parti qu'il faut prendre aujourd'hui, de témoigner d'un attachement abstrait à la révolution ou d'une sympathie générale pour l'église catholique, attachement et sympathie qui, dans la région des abstractions et des généralités, se peuvent accorder sans peine : il s'agit au contraire de se prononcer directement pour l'une et directement contre l'autre. Il faut dire : Je ne veux pas que l'Italie se constitue dans l'unité, parce que je veux que les papes demeurent souverains de Rome en vertu d'une légitimité qui nie les droits des peuples; ou bien il faut dire : Je veux que l'Italie existe dans la forme qu'elle a choisie, et je veux pour cela que la papauté n'ait plus de royaume en ce monde. Il faut consentir non-seulement pour soi-même, mais, quand on est un souverain dynastique, pour sa race, à lier son nom ou à un nouvel avortement de l'Italie, ou à la ruine de la plus ancienne institution politique et religieuse de l'Europe. Sur la portée de l'une ou l'autre résolution, plus d'ambiguïté, plus d'équivoque possible. Devant cette énorme et double responsabilité, devant cette inévitable alternative, comment n'hésiterait-on

pas, quand après tout on n'est qu'un homme? Je dirai plus : Comment ne tremblerait-on pas, si l'on voulait faire honneur de cette appréhension aux plus louables scrupules de la conscience? Comment n'être pas importuné du fardeau d'une volonté solitaire, quand on sent qu'aux oscillations de cette volonté est suspendu le naufrage d'un peuple ou le renversement des traditions d'une religion? L'équité commande de reconnaître qu'il est bien permis à l'empereur de décliner de telles responsabilités, et que le parti le plus sage pour lui serait de mettre le pays à même de les prendre activement et directement à son compte.

Des élections générales seraient donc particulièrement opportunes en ce moment; elles seraient le meilleur, le plus sûr, le plus prompt acheminement à la solution de la question romaine. C'est bien à tort que l'on craindrait que le pays ne fût point assez édifié et pût être victime d'une surprise. La question qu'il s'agit de trancher sort des entrailles de la révolution française. Il y a dans les grandes questions issues de la révolution une force de logique et de nécessité que rien ne peut vaincre. Entre le drapeau de la révolution et celui de la contre-révolution, nous sommes certains que la France n'hésitera jamais, ne se trompera jamais dans son choix, si la liberté de choisir lui est laissée; mais ce n'est pas seulement pour la question romaine que nous souhaiterions aujourd'hui des élections générales : c'est aussi pour le caractère tout nouveau, dans le système électoral qui nous régit depuis onze ans, que le débat de la question romaine donnerait au mouvement des prochaines élections.

A notre avis, les élections se faisant sur la question romaine, de gré ou de force la liberté s'y ferait admettre. Pour la première fois depuis onze ans, les élections s'accompliraient sur une question autour de laquelle le corps électoral serait nettement et naturellement divisé. Il y aurait deux partis, il y aurait deux camps : l'évacuation de Rome et la consommation de la révolution, l'occupation de Rome et la protestation suprême de l'ancien régime; il n'y aurait à choisir qu'entre ces deux cris. Les candidatures comme les groupes d'électeurs s'échelonneraient sur l'un ou l'autre programme. Certes les délais donnés aux préparatifs d'une élection générale sont bien courts; mais un mois, nous n'en doutons point, suffirait pour établir le classement politique des électeurs et des candidats dans l'un et l'autre cadre. La lutte électorale s'engagerait en dehors, à côté, au-dessus des influences administratives. Le gouvernement aurait évidemment à faire un moindre emploi qu'on ne l'a vu jusqu'à ce jour des candidatures recommandées. Son intérêt bien entendu lui conseillerait de demeurer neutre. Pour que la pensée impériale fût dégagée des responsabilités de la question romaine, il importerait en effet que le gouvernement s'abstînt de présenter lui-même des candidats aux électeurs; s'il favorisait les candidats de l'une des deux opinions qui seraient en présence, il est évident qu'au lieu d'attendre la solution de l'inspiration du pays, il aurait lui-même pris

son parti d'avance, et assumerait entièrement les responsabilités dont la prudence lui conseille d'atténuer sur lui le fardeau. Que si le gouvernement, sans se préoccuper de la question décisive du moment, faisait soutenir par ses préfets des candidats appartenant à l'une et à l'autre opinion, il montrerait une inconsistance peu utile à son influence. Toutes les circonscriptions électorales ne seraient pas prêtes sans doute à produire des candidatures nettes sur la question romaine. Dans les colléges indécis, l'influence administrative se donnerait plus naturellement carrière; mais là aussi les votes libéraux pourraient se réunir sur les candidats qui, sans accepter une solution radicale de la question romaine, se montreraient décidés à travailler au développement des libertés publiques. De toute façon il se produirait un vif réveil de vie électorale, une nouveauté féconde dans le régime politique qui fonctionne depuis onze ans. Il y a plus d'un an déjà que parmi les divers groupes d'opinions on se préoccupe des prochaines élections générales. Nous n'avons point participé, quant à nous, à ce petit travail de renaissance parlementaire qu'on avait rêvé un moment à propos de l'acte du 24 novembre. Un cri électoral d'un intérêt universel, saisissant, immédiat, faisait alors défaut. Il n'en est plus ainsi aujourd'hui. C'est pourquoi nous attachons désormais une réelle importance à la question électorale, et nous ne cachons pas la satisfaction que nous éprouverions, si les élections avaient lieu à une date prochaine.

Tel est notre vœu, mais nous n'hésitons pas à confesser que telle n'est point notre espérance. Les mêmes motifs accidentels qui retardent, nous ne disons pas une solution, mais même un nouvel examen de la question romaine dans les conseils du gouvernement, ont dû empêcher qu'aucune détermination fût arrêtée au sujet des élections. Si l'on en juge par les mesures sévères qui ont été prises, il y a quelque temps, par M. de Persigny, soit à l'égard de la presse cléricale, soit envers la Société de Saint-Vincent-de-Paul, il semblerait que la politique électorale du ministre de l'intérieur eût été préparée dans un sens défavorable à ce que nous appellerons, faute d'un meilleur mot, le parti catholique. Récemment toutefois des dispositions différentes semblent avoir pénétré dans le gouvernement. Les anciens organes de l'administration s'efforcent en vain de diminuer la portée de la création du journal *la France*, ce journal lui-même a beau réclamer avec une modestie affectée les honneurs de l'indépendance; un fait ne frappe pas moins les yeux de tous : la publication de ce journal, sa polémique, donnent à penser qu'il existe autour du pouvoir deux façons de voir différentes, deux systèmes opposés. Ce n'est un mystère pour personne que la politique représentée dans la presse par M. de La Guéronnière n'est point celle de M. de Persigny. Est-il possible qu'il y ait des élections générales avant que l'un des deux systèmes ait prévalu au sein du pouvoir? M. de Persigny pourrait-il diriger des élections, tandis qu'il demeurerait permis à une portion du public de voir dans les polémiques de *la France* une

interprétation approximative des véritables tendances du gouvernement? Mais ce n'est pas tout : il est impossible que la portée politique d'élections accomplies en ce moment, en face de la question toute brûlante de Rome, que ce caractère probable du mouvement électoral que nous avons essayé d'indiquer aient échappé aux hommes du pouvoir. Les élections seraient dans ces circonstances une épreuve toute nouvelle; pressentir les conséquences d'une telle épreuve, concerter la conduite qu'on y voudra tenir, se familiariser d'avance avec l'issue qu'elle peut avoir, s'y préparer, tout cela demande de la réflexion, des délibérations, un certain travail préliminaire et par conséquent du temps, plus de temps qu'on n'en aurait d'ici à la fin d'octobre. Aucun symptôme n'est venu révéler que la question électorale ait été jusqu'à présent au sein du pouvoir l'objet d'investigations, de discussions, d'apprêts de ce genre. Rien n'annonce qu'une résolution si héroïque ait été arrêtée. Si donc les bruits relatifs à la prochaine dissolution du corps législatif se vérifiaient, la surprise serait agréable pour nous; mais nous sommes forcés de convenir que ce serait une surprise. En tout cas, le corps législatif actuel n'a plus à vivre qu'une session. Le terme le plus éloigné d'une élection générale ne peut dépasser une année. Si d'ici là les affaires de Rome ne sont point arrangées, la question électorale devra se poser dans les termes que nous venons de signaler, et, nous l'espérons, les considérations que nous venons de présenter ne seront point regardées comme appartenant aux rêveries oiseuses de la politique conjecturale.

Parler de ce qui se passe en Italie, c'est précisément suivre l'enchaînement des embarras que crée à ce pays la suspension de la question romaine. Les faits actuels ont là une signification qui ne devrait point échapper aux observateurs avisés. L'affaire d'Aspromonte n'a point diminué le prestige de Garibaldi : il faut dire la vérité, le malheur de ce patriote enthousiaste a excité partout un mouvement de généreuse sympathie qui étonne les hommes d'état italiens et qui nous a nous-mêmes surpris. Tous les esprits sensés ont blâmé la dernière entreprise de Garibaldi; tous les libéraux qui en déploraient les conséquences possibles se sont réjouis de voir la prompte défaite des volontaires détourner de la cause italienne les périls auxquels une telle prise d'armes l'exposait. Il semblerait, d'après une lettre écrite par Garibaldi, qu'après tout il aime mieux que les choses se soient terminées ainsi. Personne n'a jamais vu dans Garibaldi une tête politique; mais on reconnaît en lui un grand cœur, et pour les sentimens généreux qui l'animent, pour son entraînement désintéressé, si supérieur au ton moral de notre siècle, on lui pardonne aisément de n'être point initié à l'art des hommes d'état. Garibaldi vaincu, blessé, prisonnier, demeure donc, — comment résister à l'évidence? — l'homme le plus populaire de l'Italie. Au contraire, soit que sa victoire fût trop lourde à porter, soit qu'il n'ait point su en profiter, M. Rattazzi est retombé en de plus graves embarras, et se montre aujourd'hui plus faible que jamais. Or M. Rattazzi était en Italie

l'homme de l'alliance intime avec le cabinet des Tuileries; M. Rattazzi a fait à cette alliance le plus grand des sacrifices. Quand les peuples sont dans ces situations qu'on appelle révolutionnaires, lorsqu'ils n'ont point pris encore leur assiette positive, lorsqu'ils sont livrés à l'empire des sentimens, on ne peut les gouverner qu'en épousant leur passion dominante et en leur inspirant la confiance que personne n'en est plus énergiquement pénétré. Un véritable chef de gouvernement en Italie doit être l'homme que ses compatriotes regardent comme le plus résolu à obtenir Rome et le plus capable d'y arriver. Par égard pour le cabinet des Tuileries, M. Rattazzi a voulu faire le silence autour de la question romaine, et a pour ainsi dire abandonné la direction du mouvement national vers Rome. Il n'a pas seulement fait des sacrifices à l'alliance du cabinet des Tuileries, il lui a rendu un éminent service en étouffant l'échauffourée garibaldienne. Quel avantage en recueille-t-il? Grâce à ses bons rapports avec le gouvernement français, il pouvait passer pour l'homme le plus capable d'obtenir Rome pour l'Italie. Pense-t-on que ce qui se passe soit de nature à confirmer les Italiens dans l'opinion qu'ils pouvaient avoir de M. Rattazzi? Évidemment non. De là sans doute l'étrange faiblesse que montre le cabinet de Turin. Livré à toutes les incertitudes, il ne sait prendre aucune résolution. Il ne semble avoir ni le courage ni la force d'aucune grande initiative. M. Rattazzi avait une magnifique occasion d'effacer les traces du dernier conflit, de pacifier son pays, d'acquérir pour lui-même un puissant ascendant moral. Écrivant, il y a quinze jours, sous l'impression du télégramme qui annonçait l'affaire d'Aspromonte, nous disions qu'il ne fallait pas mettre Garibaldi en jugement. La protestation contre la mise en jugement de Garibaldi a été le cri de l'opinion, ou, pour mieux dire, de la conscience européenne. Le ministère italien est le seul qui n'ait pas ressenti ce premier mouvement, qui était le bon, car il réconciliait l'Italie avec elle-même, et il enlevait tout prétexte au parti d'action en le contraignant par l'amnistie à une résignation reconnaissante. M. Rattazzi a laissé voir, avant tout, la pensée impolitique de juger Garibaldi et ses compagnons. La difficulté était de trouver le tribunal. Un jour on avait l'idée d'ériger le sénat en haute cour; le lendemain, on voulait renvoyer les fauteurs de la rébellion patriotique devant un conseil de guerre; une autre fois on pensait à les traduire en cour d'assises. Après s'être empêtré ainsi dans les toiles d'araignée des légistes, on a fini par s'apercevoir qu'on n'avait d'autre issue que celle qui avait été découverte dès le premier jour par le sentiment universel : l'amnistie. On paraît donc s'arrêter maintenant à l'amnistie; mais cette résolution tardive a perdu toute sa vertu, parce qu'au lieu d'être l'effet d'un mouvement généreux, elle n'est plus qu'un aveu d'impuissance. Le ministère Rattazzi, livré à lui-même, achève de s'user tristement. L'alliance française pourrait seule lui rendre de la vigueur en lui donnant le droit de nourrir quelque espérance du côté de Rome. Sans doute le gouvernement français

ne peut pas évacuer Rome à présent, car ce serait décerner le triomphe à Garibaldi, dont les coups de tête et les défaites équivaudraient pour l'Italie à des victoires. On pourrait du moins étudier, mettre en discussion des projets de solution. Avons-nous besoin de dire qu'il n'est question de rien de semblable?

Les derniers événemens de la guerre américaine sont les plus tristes qui se soient accomplis depuis le commencement de cette déplorable perturbation. La campagne d'été se termine, pour les fédéraux, par de graves échecs. L'armée des confédérés, par ses manœuvres et par ses combats, a refoulé les forces du nord jusqu'à Washington, et reprend la position menaçante qu'elle occupait après la première bataille de Bull's Run. Le sud a manifestement sur le nord la supériorité militaire. On sait que les populations méridionales ont bien plus d'aptitude au métier des armes que les populations du nord; elles ont sous ce rapport un sentiment de leur ascendant qui augmente leur aplomb et leur élan, et dont on cite des traits curieux. Les soldats du sud ont vis-à-vis de leurs adversaires des allures de défi à la façon des héros d'Homère; parfois ils prennent plaisir par bravade à laisser les généraux du nord étudier longuement, la lunette à l'œil, leurs positions, et ils ne commencent le combat que lorsque leurs ennemis ont eu tout le temps de faire leur métier d'officiers d'état-major. Il y a dans ces intrépides soldats du sang généreux et de la bravoure spirituelle et brillante de ces cavaliers du temps des Stuarts dont on retrouve parmi eux quelques descendans. Le jour où la littérature viendra s'emparer de ces champs de bataille qui appartiennent aujourd'hui au canon, au sabre, au mousquet, elle y moissonnera les souvenirs de mille épisodes romanesques. Ce n'est pas la première fois que les causes que le bien de l'humanité réprouve se parent ainsi de vaillantes prouesses et d'un lustre attrayant. Ce n'est pas seulement à leurs mœurs de gentilshommes que les hommes du sud doivent leur supériorité de guerre sur les gens du nord. D'abord le sud a sur le nord l'avantage très important, au point de vue militaire, d'une énergique concentration des pouvoirs politiques. Le nord est demeuré une république; le sud a réellement renoncé aux libertés d'un gouvernement républicain : il est aux mains d'un véritable comité de salut public, ou plutôt d'un dictateur, M. Jefferson Davis. Le nord fait la guerre avec tous les désavantages de la liberté : discussions de la presse, luttes d'influences, rivalités d'intérêts, jalousies professionnelles. Les plans de campagne du nord sont paralysés par les jalousies du pouvoir civil contre le pouvoir militaire, par les luttes d'amour-propre des généraux, quelquefois même, il faut le dire, par la trahison. Dans le sud au contraire, le commandement est centralisé : la politique et la guerre sont dans les mêmes mains. Il faut ajouter que le parti que le nord représente, et qui est arrivé au gouvernement par la dernière élection présidentielle, était dépourvu d'éducation administrative. Éloigné pendant quarante ans du pouvoir, il entrait aux affaires sans

expérience, sans habileté pratique. Au contraire, les hommes qui mènent le sud, M. Jefferson Davis à leur tête, étaient des vétérans de l'administration américaine; ils avaient fait partie des derniers gouvernemens de l'Union; M. Davis avait été le ministre de la guerre de M. Buchanan. Non-seulement ils se sont servis des fonctions administratives qu'ils exerçaient pour préparer dans le sud tous les élémens de la sécession, mais ils ont apporté dans le gouvernement de la confédération l'habileté et le savoir-faire acquis par une longue expérience administrative. Le nord ne peut compenser ses désavantages que par la supériorité de ses ressources matérielles, supériorité qui serait peu de chose cependant, si le nord n'avait pas reçu en héritage de son ancienne métropole l'Angleterre une ténacité qu'aucun revers ne lasse, en un mot une véritable opiniâtreté saxonne. C'est cette opiniâtreté qui va être mise à une rude épreuve par les derniers échecs des armées unionistes. L'opiniâtreté même suffira-t-elle sans une réforme politique et sans une concentration plus grande du pouvoir? Ne faudra-t-il pas qu'elle s'incarne dans un homme de guerre? Le nord aura-t-il un Cromwell? Tristes doutes!

L'orage qui depuis quelques mois s'était amassé sur la Turquie commence à se dissiper. On eût dit que c'était l'Angleterre plus encore que la Porte qui était menacée en Orient par quelque mystérieuse menée, tant la diplomatie anglaise a déployé de vigilance et d'énergie pour conjurer le péril. Il y a eu en Orient un coup manqué. La pensée d'y envoyer Garibaldi et ses volontaires avait été caressée quelque part, si l'on en croit les révélations qui ont été faites à ce sujet dans le parlement italien. Soit que Garibaldi ait résisté de lui-même à la tentation, soit qu'il ait été mis en garde par des avis anglais, le concours de Garibaldi faisant défaut, les agitations locales n'ont point pris les proportions que l'on avait redoutées. Le Monténégro se pacifie. Si la Serbie écoute les conseils que le comte Russell a donnés à son prince dans ce style simple, hautain et sec, qui lui assure une véritable originalité dans la littérature diplomatique, la Serbie à son tour se calmera. Quant à nous, nous ne savons pas trop ce que nous faisons en Orient. Nous sommes occupés, là aussi peut-être, à défaire notre politique antérieure, à prendre par exemple à rebours la politique de la guerre de Crimée; on peut avoir cette crainte, lorsqu'on voit l'influence de la Russie dans l'empire ottoman renaître en quelque sorte sous notre patronage. C'est sans doute en échange de nos bons procédés pour elle en Orient que la Russie s'est prêtée naguère à la reconnaissance du royaume d'Italie. Cette monnaie est la seule avec laquelle la Russie peut, dans les circonstances actuelles, s'acquitter envers nous : nous ne voyons pas qu'elle puisse nous rendre d'autres services. C'eût été une faute de seconder les desseins de la Russie en Orient, lorsque sous l'empereur Nicolas on la croyait puissante. Alors cependant le renom de sa puissance eût justifié jusqu'à un certain point l'illusion d'une trompeuse alliance; mais aujourd'hui, avec

toutes les causes d'affaiblissement que révèle la situation intérieure de la Russie, on n'a plus même le prétexte, en la secondant en Orient, d'espérer que l'on obtiendra d'elle une véritable réciprocité de services. Maintenant plus que jamais la politique de Tilsitt, capricieusement reprise, serait une politique de dupe.

E. FORCADE.

BEAUX-ARTS.

LE TOMBEAU DE L'ARCHEVÊQUE DE PARIS.

Lorsqu'après les journées de juin 1848 l'assemblée nationale décrétait l'érection d'un monument à la mémoire du prélat qui venait de sceller de son sang la fin de l'horrible lutte, elle ne recommandait pas seulement aux respects de l'histoire le souvenir d'un acte héroïque : elle proposait à l'art une tâche digne de lui, au point de vue pittoresque aussi bien qu'au point de vue moral. Représenter ce combattant sans autres armes que son dévouement et sa foi, ce soldat de la charité s'aventurant, le crucifix à la main, les paroles de l'Évangile sur les lèvres, là où chaque bras ne savait que lancer la mort, et chaque bouche l'imprécation, — voilà certes de quoi émouvoir et tenter le talent d'un artiste; mais encore fallait-il que la réalité fournît des moyens d'expression conformes à la majesté du sujet. On sait par exemple l'importance du costume en pareil cas et quels obstacles souvent insurmontables l'exiguïté ou la coupe bizarre de nos vêtemens peut opposer à l'interprétation épique d'un fait. Dans les œuvres de la sculpture surtout, c'est-à-dire dans des travaux où l'harmonie résulte absolument de la cadence des lignes et la beauté de la structure même des objets, la vérité contemporaine ne saurait être indistinctement reproduite. A défaut de la forme nue, qui demeure en principe l'élément essentiel de la statuaire, mais qu'il est au moins difficile d'utiliser en dehors des sujets empruntés à la mythologie ou à l'histoire antique, l'ampleur et la souplesse des draperies deviendront des conditions nécessaires, si nécessaires même que, sans ces ressources d'exécution, le thème le mieux pourvu au fond de noblesse et de vie dramatique peut rester pour le ciseau une lettre morte. Qu'on se figure de nos jours un autre Mathieu Molé défiant en habit de ville les fureurs de l'émeute, ou quelque Vincent de Paul laïque accomplissant sa charitable tâche dans le costume étriqué d'un bourgeois du XIXe siècle : il n'y aura là sans doute rien qui diminue le mérite de l'action et en compromette la beauté morale, rien que la plume d'un historien ou l'éloquence d'un panégyriste ne puisse faire pressentir à l'esprit sans dommage pour la dignité du héros. En revanche, l'art qui parle aux yeux s'accommodera malaisément de cette pénurie extérieure : ou il lui faudra travestir le fait en prétendant l'ennoblir, et renouveler à propos des hommes de notre âge quelque chose de l'*idéalisme* fâcheux qui avait cours au temps de Canova, ou bien, en acceptant docilement ce que la réalité lui offre, il devra se

taire et s'effacer devant le costume moderne. Nous insistons sur les dangers d'un choix trop radical entre ces conditions contraires, parce que, depuis trente années environ, bien des erreurs ont été commises dans les deux sens, bien des tentatives se sont succédé, qui, en se démentant les unes les autres, n'ont réussi qu'à déconcerter l'opinion et à la laisser aussi peu satisfaite de la poétique idéaliste à outrance que de la transcription littérale.

Dans l'interprétation des sujets modernes, les sculpteurs de notre temps ont donc, avec un insuccès à peu près égal, cherché à faire prévaloir des doctrines opposées. Les uns, à l'exemple de M. Marochetti, — l'auteur de cette statue du duc d'Orléans jugée autrefois dans la *Revue* avec une juste sévérité (1), — se sont condamnés à reproduire, au lieu de l'ample physionomie des choses, les détails qui en définissent seulement les menues apparences, les caractères tout matériels; les autres ont affublé du costume antique des gens dont la vie et la mort rendent gloire à la civilisation chrétienne. Il en est enfin, comme Simart dans ses bas-reliefs du tombeau de Napoléon Ier, qui se sont si bien défiés des artifices du vêtement, qu'ils ont procédé sur ce point par la négation absolue. De peur de concession à la mode ou de méprise pittoresque, ils ont tout uniment mis en scène leurs modèles sans vêtemens d'aucune sorte. Bien plus : n'a-t-on pas vu des œuvres issues d'un même atelier donner alternativement raison aux différentes doctrines qui divisent l'école, et le même artiste attribuer aux personnages dont il avait à retracer l'image tantôt les apparences héroïquement nues des dieux de l'Olympe, tantôt la tenue littéralement prescrite par les règlemens militaires, ou le costume bourgeois que nous portons dans la rue ou dans le cabinet? Ainsi, après avoir représenté sur leurs tombeaux Bonchamp et le général Foy aussi dévêtus qu'hommes puissent l'être, David d'Angers, ne se rétractant pas à demi, nous montre Drouot couvert de pied en cap de son uniforme d'officier-général. Un jour David se sera contenté de jeter sur le corps nu de Racine un lambeau de draperie en guise de pourpoint et de haut-de-chausses; quelques années plus tard, il copiera avec une fidélité impitoyable l'habit d'Armand Carrel ou la redingote de Casimir Delavigne. Le moyen en effet de tout concilier? Comment assurer au portrait une rigoureuse exactitude sans trahir les lois de l'art lui-même, et d'autre part comment, sans un contre-sens manifeste, sacrifier absolument à ces lois générales l'expression d'un type individuel, la vraisemblance de l'aspect, de la physionomie, du costume? Rien de plus difficile que la tâche imposée aux sculpteurs en pareil cas. Quelques-uns d'entre eux ont su l'accomplir, sinon avec une habileté magistrale, au moins avec un louable sentiment des convenances; on peut dire toutefois que le problème n'a pas été encore complétement résolu. Quant aux tentatives pour réformer de haute lutte la sculpture monumentale et y installer, à titre de principe esthétique, l'imitation sans merci de la réalité, nous n'avons pas à en faire justice : il suffira d'en rappeler les résultats et de renvoyer ceux qu'une semblable théorie aurait pu séduire à certaines statues érigées sur les places de Nancy, du Havre et de quelques autres villes.

(1) Voyez l'article de Gustave Planche dans la livraison du 15 août 1845.

En face de ces ouvrages au moins imprudens, ils comprendront que les brutalités du style n'en font pas la force, que la naïveté qui s'affiche devient une grimace ou un mensonge, et qu'en matière d'art la vérité elle-même cesse de paraître telle lorsqu'elle n'est plus qu'une vérité d'exception et d'accident.

En modelant la statue de l'archevêque de Paris, M. Debay n'avait à craindre ni ces exagérations ni ces pauvretés pittoresques. Sans parler du goût personnel de l'artiste et des habitudes judicieuses qui caractérisent son talent, le programme qu'il s'agissait de remplir était assez fécond en soi, assez noble dans les termes, pour exclure tout recours aux vieilles conventions académiques aussi bien qu'aux exemples, plus *naturalistes* que de raison, donnés par quelque moderne Valentin de la statuaire. La taille régulièrement proportionnée du modèle, les traits de son visage, sans beauté proprement dite, mais non sans charme et sans grâce virile, la forme simple, les lignes aisément souples du costume, — tout, à ne parler que des élémens extérieurs du travail, venait ici en aide au sculpteur, et ne pouvait manquer d'encourager sa main. Suit-il de là qu'un autre eût aussi sûrement que lui tiré parti de ces ressources? La besogne était-elle si facile qu'il suffît, pour rencontrer l'expression juste, de la chercher dans l'assemblage fortuit de ces élémens une fois donnés? Rien ne serait moins exact qu'une pareille conclusion. La valeur particulière de l'œuvre de M. Debay résulte des circonstances mêmes qui en ont précédé l'achèvement, puisque c'est à la suite d'un concours où figurait l'esquisse de cette œuvre que l'artiste a été choisi de préférence à ses rivaux. Et d'un autre côté, si l'exécution matérielle exigeait peu d'efforts en raison des ressources offertes, d'où vient qu'avant d'aborder le marbre M. Debay ait consacré environ dix années à retoucher son modèle en terre, à le bouleverser plusieurs fois de fond en comble, à le recommencer sur place, dans cette humide chapelle où il a, dit-on, laissé sa santé? Nous ne prétendons emprunter ni à cette ténacité, ni à cette courageuse lenteur, un argument plus décisif qu'il ne convient : nous savons que, dans le domaine des arts comme dans celui des lettres, l'estime où il faut tenir un ouvrage ne se mesure pas aux efforts de patience qu'il a pu coûter; mais lorsqu'au mérite même du travail s'ajoutent des souvenirs honorables pour celui qui l'a mené à fin, lorsqu'un homme en quête du vrai et du beau sacrifie à cette recherche tout ce qu'il peut donner de ses facultés et de ses forces, il y a là pour les artistes une leçon, pour tout le monde un exemple de désintéressement et de loyauté qu'il n'est pas inutile de noter, du moins en passant.

La composition d'un monument à la mémoire de Mgr Affre laissait le choix entre deux partis également autorisés par la religion et par l'art, également conformes au caractère et à l'esprit du sujet. Fallait-il faire de ce monument une sorte de châsse sous laquelle le corps du martyr, solennellement proposé à la vénération des fidèles, apparaîtrait dans la calme majesté de la mort, dans l'appareil et l'opulence officielle de la dignité épiscopale? ou bien, au lieu de ce repos déjà conquis et de cette pompe du lendemain, devait-on exprimer le moment de l'action et la lutte même, représenter l'apôtre avant sa canonisation, pour ainsi dire, et nous montrer

les pavés de la barricade où il succombe de préférence à son lit de parade? Si la question eût été posée à Florence et au XVe siècle, nul doute que les émules ou les disciples d'Antonio Rossellino, de Mino da Fiesole, et de tant d'autres maîtres curieux avant tout de l'élégance et de la sérénité linéaires, ne l'eussent résolue dans le premier sens. En France, avec les traditions et les instincts propres de tout temps à notre école, avec ce goût pour l'expression dramatique que le mouvement des idées actuelles a plutôt développé qu'amoindri, il était naturel que des deux données on n'hésitât guère à choisir la seconde. Nous nous rappelons toutefois, parmi les esquisses présentées au concours de 1848, celle qu'avait exposée M. Baltard, et dans laquelle, par une exception digne de remarque, l'artiste s'était franchement rallié à ces principes italiens que nous indiquions tout à l'heure. A ne considérer que les convenances architectoniques, l'harmonie de l'ensemble et l'accord qu'il importait d'établir entre les lignes du monument et celles de l'édifice où il devait être placé, peut-être ce projet, récompensé d'ailleurs d'un second prix, offrait-il quelque chose de moins prévu dans la forme, de moins épisodique dans les intentions qu'aucun autre. Le projet de M. Debay n'accusait pas des qualités du même ordre, il laissait quelque peu à désirer dans l'agencement des parties ornementales et au point de vue de l'invention pure; en revanche, il avait cet avantage de traduire clairement le fait, d'en définir les conditions particulières par l'attitude, le geste, la vraisemblance historique du personnage représenté. A ce titre, il répondait mieux aux exigences de notre goût et aux sentimens qui avaient dicté la décision de l'assemblée nationale en 1848 : il méritait donc d'être préféré. Reste à savoir si l'exécution de l'œuvre a donné tout à fait raison aux suffrages des premiers juges, et si, en complétant l'expression de sa pensée, le sculpteur a réussi à conquérir un nouveau et plus vaste succès.

Nous avons dit que dans le tombeau de l'archevêque de Paris, tel que l'avait conçu d'abord M. Debay et tel qu'on le voit aujourd'hui à Notre-Dame, la part faite à l'architecture était bien restreinte, sinon presque nulle. Un sarcophage en marbre décoré, pour tout ornement, d'un bas-relief et supportant la statue, une stèle s'élevant derrière celle-ci et le long de la muraille où elle s'appuie, — voilà en effet à quoi se réduisent les élémens de la composition monumentale. Peu de richesse ou de nouveauté dans les profils, peu ou point de diversité dans la couleur des matériaux employés. Je sais que, pour animer l'aspect de l'ensemble et pour en corriger la simplicité un peu aride, M. Debay s'est proposé, dès l'origine, de couvrir de peintures les murs qui avoisinent l'œuvre de son ciseau. Sous le rapport de l'impression morale comme pour la satisfaction des yeux, il y aurait tout avantage à compléter ainsi la signification du monument, et l'on doit désirer que les intentions de l'artiste sur ce point puissent bientôt se réaliser. En attendant, c'est à un morceau de sculpture, et de sculpture dans la plus stricte acception du mot, que nous avons affaire, car on dirait que M. Debay, qui était peintre avant de devenir sculpteur, a pris à tâche ici de ne rien laisser survivre de ses habitudes passées, et que sa main, accoutumée au luxe et au mouvement pittoresques, a craint, en taillant le mar-

bre, de paraître prodigue ou trop agile. De là cette sobriété, excessive peut-être, dans l'ordonnance des détails décoratifs, cette application systématique à concentrer tout l'intérêt sur la statue; mais de là aussi, dans ce morceau principal, la fermeté du style et l'exacte appropriation des moyens à l'effet qu'il s'agissait de produire.

La statue sculptée par M. Debay permet au regard d'en embrasser les contours sans hésitation ni temps d'arrêt. Pour nous servir d'un terme du métier, les diverses parties qui la composent « font bloc entre elles; » cela veut dire qu'elles se relient de manière à ne morceler ni le modelé intérieur, ni la silhouette, par des saillies ou par des vides trop multipliés : mérite indispensable, mais assez rare aujourd'hui, même dans les travaux de sculpture purement monumentale, et que, — sans parler des statues dont on a peuplé le Louvre de Pierre Lescot et de Jean Goujon, — on ne rencontrerait pas toujours dans les groupes qui ornent les pavillons du nouveau Louvre. A cette plénitude résultant du jet et de la construction même de la figure s'ajoute, comme élément pathétique, la justesse de l'expression et du geste. Renversé sur les pavés où il était venu conjurer une guerre fratricide, frappé d'un coup qu'il sait mortel, l'archevêque semble disputer aux convulsions de la souffrance les restes de cette vie qui peut empêcher d'autres crimes et désarmer encore les meurtriers. Son bras droit se raidit dans un effort suprême pour élever, pour arborer, en face des fusils qu'on recharge, le rameau d'olivier, tandis que son bras gauche, fléchissant sous le poids du corps, maintient le crucifix en contact avec ce corps qui succombe, avec ce cœur qui va cesser de battre. Les jambes, que la mort envahit déjà, ont glissé l'une sur l'autre et s'allongent sous les plis de la soutane, dont l'effet pittoresque est rehaussé par l'extrémité flottante du manteau que soulève le bras droit. Quant aux traits du visage, ils résument et précisent avec une remarquable énergie ce combat entre la douleur physique et la volonté, ce double cri pour ainsi dire de l'âme et de la chair qu'ont fait pressentir l'attitude et les intentions générales. Les lèvres entr'ouvertes d'où s'échappe, en même temps que le dernier soupir, une supplication dernière, les muscles contractés du front et de la face, le regard tourné vers le ciel comme pour en appeler à lui des fureurs humaines et lui offrir avec le sang de la victime une prière pour les bourreaux, — tout exprime les angoisses de l'agonie aussi bien que l'ardente piété du mourant. Tout atteste ainsi l'émotion qu'a éprouvée l'artiste et la foi que lui a inspirée son sujet; mais, dans cette partie du travail comme dans le reste, nul excès de zèle ne vient compromettre les droits du goût et agiter outre mesure ou surcharger ce qu'il n'importait pas moins de traduire avec le respect du beau qu'avec le sentiment du dramatique.

Nous le répétons, malgré la vie secrète et la passion qui l'animent, l'œuvre de M. Debay a des dehors rigoureusement conformes aux lois sévères de la sculpture. Rien n'y est donné au hasard de l'inspiration ou à la bonne fortune de la pratique; partout l'art est présent, et un art qui raisonne et qui calcule. Peut-être même ces calculs, ces procédés presque scientifiques ne laissent-ils pas çà et là de s'accuser un peu trop. Il n'est pas difficile de s'apercevoir, par exemple, que les lignes de la figure ont été

combinées en vue principalement du demi-raccourci qu'elles devaient présenter au spectateur placé en dehors de la chapelle. Rien de mieux, puisque, de ce côté, un heureux résultat a été obtenu, et que d'ailleurs la disposition des lieux et de la lumière autorisait les préférences du sculpteur pour ce point de vue un peu oblique. Fallait-il toutefois y subordonner si bien les autres aspects que certains détails perdissent leur finesse, leur opportunité même, là où ils se modèleraient dans un sens moins explicitement recommandé au regard? Certains partis-pris devaient-ils servir à résoudre la première moitié du problème, au risque de laisser la seconde douteuse ou inutilement compliquée? Ainsi le grand pli transversal de la soutane qui va de la hanche droite au genou gauche pouvait avoir cet avantage d'aider au raccourci des formes et de définir avec netteté le mouvement. Vu de la place où nous supposons que M. Debay voudrait surtout qu'on s'arrêtât, c'est-à-dire du bas côté de l'église, il est en parfaite harmonie avec les lignes avoisinantes, parce que celles-ci, en s'enroulant les unes dans les autres, semblent continuer l'intention qu'il exprime et se mouvoir dans une direction analogue; mais, lorsqu'on examine la statue en face, l'unité de l'aspect n'existe plus, et l'œil s'étonne de cette ligne violente qui s'interpose brusquement entre le haut et le bas du corps. Ailleurs au contraire, — et ce défaut est surtout sensible dans le bras qui agite la branche d'olivier, — le modelé, à force de prétendre à la largeur, s'arrondit jusqu'à la mollesse, ou se simplifie jusqu'au vide. Enfin le bas-relief sculpté sur le devant du sarcophage et représentant le commencement de la scène dont on lit plus haut le dénoûment, ce bas-relief est traité avec une négligence évidemment calculée, mais que n'autorisaient suffisamment, à notre avis, ni plusieurs exemples anciens, invoqués peut-être par le sculpteur, ni certains sacrifices nécessaires pour assurer à la statue une importance principale.

A quoi bon insister au surplus sur ces imperfections de détail? Après les avoir analysées une à une, il faudrait, pour être juste, relever aussi chaque mérite partiel, chacune des qualités qui recommandent tel ou tel fragment du travail; il faudrait, entre autres morceaux d'élite, signaler la draperie à côté des pieds, le bras reployé qui soutient le corps sans abandonner le crucifix, et surtout les mains, où le sentiment est aussi expressif que l'exécution matérielle est délicate. Un semblable examen toutefois mènerait loin le lecteur et la critique. De peur de n'aboutir qu'à la fatigue ou de s'attarder en chemin, le mieux sera de s'en tenir aux appréciations générales.

Le monument dédié à la mémoire de l'archevêque de Paris, ou plutôt la statue à laquelle ce monument un peu simple ne sert guère que de piédestal, est un spécimen considérable de ce que la sculpture nous doit et se doit à elle-même dans la représentation des sujets contemporains. Exempt d'ostentation archaïque comme d'affectation à reproduire les vérités vulgaires, le ciseau de M. Debay ne parodie pas plus les formules grecques ou romaines qu'il n'entre en complicité avec les jactances du naturalisme moderne. Sans doute il sait se souvenir des grands exemples, sans doute il sait aussi le respect dû aux enseignemens de la réalité; mais il n'exagère, fort heureusement pour nous, ni cette mémoire du passé jusqu'à la manie

des citations pédantesques, ni ce culte du présent jusqu'au fétichisme. Objectera-t-on contre le mérite de l'œuvre les élémens exceptionnellement favorables qu'elle comportait et ce que nous avons dit nous-même des ressources fournies ici par le sujet, par le costume? Nous reconnaissons de nouveau et nous estimons à son prix l'utilité de pareils secours. Certes il était moins malaisé d'ajuster à souhait les plis d'une robe et d'un manteau que les maigres plis d'un pantalon et d'un habit. Il eût été autrement méritoire, je le veux, de trouver les secrets du beau dans les arides contours d'un uniforme ou de nous émouvoir en traitant un sujet moins bien pourvu que celui-ci de signification pathétique et d'autorité. C'est quelque chose pourtant, c'est beaucoup que d'avoir réussi à nous rendre fidèlement cette noble scène, et, traduction pour traduction, mieux vaut après tout l'art, relativement peu coûteux, de conserver à un texte sa richesse propre et son éloquence naturelle que l'effort, même habile, pour en déguiser l'indigence sous les périphrases ou sous les ornemens d'emprunt.

HENRI DELABORDE.

REVUE LITTÉRAIRE.

Que nous sommes loin de la superbe confiance qui animait la génération de 1830! Heureuse époque où l'on croyait en soi-même! Et certes, s'il ne suffit pas de cette croyance pour créer de belles choses, elle est du moins un élément nécessaire du travail, une condition du succès. Heureuse époque où l'on ne croyait si bien en soi-même que parce que l'on croyait également aux autres! Un idéal commun emportait vers le même but, par des chemins divers, tout ce monde de poètes, d'historiens, de philosophes. Le succès d'un rival était la garantie de votre propre succès. Toutes les gloires participaient l'une à l'autre : c'est qu'elles avaient alors un point de départ commun, les espérances et les besoins de tous. Ce grand mouvement de rénovation littéraire était aussi un mouvement de rénovation historique, philosophique, morale. Je ne veux pas dire qu'il ait porté tous ses fruits, qu'il ait même suivi la marche la plus sûre; il n'y en avait pas moins là pour la jeunesse d'alors une espérance, une certitude, un ralliement. On cherchait le mieux parce que déjà l'on tenait le bien; on montrait même dans cette recherche une généreuse impatience parce que l'on possédait déjà une somme suffisante de garanties et de libertés.

La jeunesse d'aujourd'hui n'est pas née sous la même étoile. Celle de 1830 avait eu également à combattre le doute, mais c'était le doute du passé; aujourd'hui c'est le doute du présent qui nous oppresse. Sans remonter aux causes directes de ce changement, on peut dire que depuis dix ans la jeunesse s'est constamment trouvée entre ces deux écueils, le scepticisme ou bien l'adoration de la réalité, de l'événement accompli, de la force des choses transformée en droit. Il n'y avait là aucune place pour la croyance qui juge et qui vient de l'esprit, c'est-à-dire pour la conscience. La jeunesse s'est alors demandé ce qu'il lui fallait croire; elle s'est étudiée elle-même

pour pouvoir plus vite affirmer quelque chose, et ce qui la distingue maintenant, c'est le besoin de ne plus s'attaquer à des fantômes. Aussi ne songe-t-elle pas à se parer, même dans les récits où elle se met en scène, et il est une qualité qu'on ne saurait lui refuser à défaut de toute autre, la sincérité, dût-il lui en coûter parfois des aveux déplaisans. Toutefois, à force d'être nécessaire, cette sincérité cruelle devient une qualité, et mieux vaut l'orgueil que l'hypocrisie.

Ainsi confinée dans la sphère du sentiment, la jeunesse se hâte de vouloir conclure sur une expérience qui commence à peine. Consumée par le besoin de vivre et d'agir, elle prend d'abord ses désirs pour des volontés, ses espoirs pour des certitudes. Enfin à la première rencontre qui lui donne lieu d'agir réellement, rencontre où d'ordinaire la volonté dépasse l'entraînement, où la part du cerveau est plus grande que la part du cœur, elle s'étudie curieusement et se juge avec non moins de sévérité. Qu'arrive-t-il alors? C'est qu'après ce premier choc avec la vie réelle, le jeune homme, si empressé de conclure au début, se montre plus anxieux dans la recherche d'une solution. Il a reçu la terrible accolade de la réalité; il découvre tout à coup de combien d'élémens complexes l'unité apparente de notre vie est composée, et au seuil de cette vie, le cœur blessé, il s'arrête déjà, regardant à l'horizon, hésitant plus que jamais sur le chemin qu'il va suivre, sans s'apercevoir que la vie elle-même l'emporte insensiblement, et qu'il va mourir sans connaître le sens de l'énigme, je ne dis pas pour ce qui regarde l'humanité, mais simplement pour ce qui le concerne. Cette triste analyse, nous ne la donnons pas seulement comme l'expression abstraite d'une réalité que nous avons pu observer : elle résume exactement les tendances de plusieurs jeunes écrivains et l'esprit de quelques essais récens que nous voudrions apprécier.

Le livre de M. Félix Rocquain, *Lucy Vernon*, se recommande tout d'abord par la simplicité du sujet, une grande sobriété d'épisodes et une certaine fermeté de style. Le sujet, c'est l'éducation d'un jeune homme par une honnête femme presque plus jeune que l'élève. Dans une telle situation, l'attrait et le danger sont les mêmes, aussi grands l'un que l'autre. Quelle est l'âme malade à qui Lucy Vernon prodigue sa compassion, qu'elle encourage de son doux regard, qu'elle soutient de sa douce main dans le rude chemin de la vie honnête et sérieuse? Beaucoup se reconnaîtront dans ce personnage. Sa vie est une véritable histoire de jeune homme pauvre, une enfance privée de mère, aigrie par les privations comme par les jalousies de la vie de collége; puis l'adolescent est jeté dans le monde, où, malgré son intelligence, il ne peut faire un pas. Il se heurte à mille obstacles réels, sans compter ceux que lui crée son imagination, ces derniers bien plus difficiles à vaincre. Enfin il en vient à cet état maladif où l'inaction forcée finit par engendrer l'impuissance d'agir.

Une occasion s'offre à lui d'aller en Italie. Il part. Ici l'auteur a courageusement poursuivi son analyse. Au lieu de placer son héros sous le charme des chefs-d'œuvre qui l'entourent et du beau ciel qu'il contemple, il le montre surpris, puis irrité de ces beautés. L'intention est fine et juste. Jusqu'alors c'étaient les autres, les obstacles venant d'autrui, que cet esprit

orgueilleux accusait. Il souffrait de ne pouvoir les vaincre, mais dans cette souffrance il trouvait une sorte de satisfaction. Il se disait, par exemple, que s'il n'avait pas les mains liées, il sortirait vainqueur de la lutte. Aujourd'hui c'est de lui-même qu'il vient à douter. Devant ces chefs-d'œuvre, il se sent petit. Il se demandera tout à l'heure comment un autre les a pu faire et comment il les a faits. Dans cette admiration générale qui éclate autour de lui, il semble qu'il y ait quelque chose qu'on lui vole. Cette crise est bien indiquée par l'auteur; les jalousies dont il montre cet ambitieux possédé sont moins à la charge de celui-ci qu'on ne le croirait tout d'abord. C'est que dans un tel sentiment plus la jalousie est violente, plus l'admiration secrète est sincère. Les deux sentimens se heurtent avec une force égale, et d'une telle lutte intérieure il faut sortir le cœur épuré, l'âme guérie, sinon devenir un malhonnête homme. C'est à ce moment que l'auteur fait apparaître la femme dont le doigt fera pencher la balance du côté du bien. Une première et frivole rencontre ne la décourage pas. Mariée, fidèle à son devoir malgré l'amour qu'elle ressent, elle prêchera d'exemple et montrera tout ce que peut le sentiment du devoir. Ce rôle est trop beau, trop glorieux, pour qu'elle l'abandonne et se laisse jamais entraîner. Ce qu'elle veut pour ce jeune homme impatient et tourmenté, c'est le repos de l'esprit, et elle lui montre que ce repos de l'esprit n'est donné que par la salutaire fatigue des patiens labeurs. « Vous êtes intelligent, devenez bon, » dit-elle. Et cette parole si simple présente une haute signification, puisqu'elle veut dire que l'homme qui réfléchit peut dominer les mauvais instincts de sa nature, et que la conscience est un guide souvent plus sûr que le cœur.

Lorsque son ami a parcouru jusqu'au bout cette voie qu'elle lui a faite si douce, Lucy Vernon meurt. Elle a su également comprimer son cœur jusqu'à la fin, et, au premier mouvement qu'elle lui permet, ce cœur se détend et se brise. Je rapprocherais volontiers de cette mort touchante celle de l'héroïne d'un roman qui développe une idée analogue, *la Cause du beau Guillaume*, par M. Duranty. Après avoir, comme Lucy Vernon, donné par son dévouement à celui qu'elle aime une certitude morale sans laquelle il ne saurait vivre, Lévise meurt, mais plus violemment, et comme frappée par la main de la fatalité. Il y a là en effet, même à l'insu des auteurs, quelque chose de plus qu'un dénoûment dramatique; il y a une idée qui est tout le ressort de certaines âmes. Étrange volupté que celle du sacrifice! Il semblerait que les existences honteuses dussent seules connaître l'expiation; mais ce triste privilége ne leur est pas réservé, surtout en ce qu'il a de divin, et le bien s'achète aujourd'hui comme autrefois par toute sorte de sacrifices douloureux. Ici, des deux côtés, une femme se dévoue à un jeune homme faible, irrité, indécis, et quand l'amour a fait que cet homme s'est révélé à lui-même et connaît sa force, la femme qui est la cause de ce bien quitte violemment la vie sans demander la satisfaction pour elle-même des doux rêves qu'elle caressait. Et pourtant elle meurt contente, enviée même : que de femmes voudraient pouvoir payer de ce prix le bonheur de ceux qu'elles aiment!

J'ai insisté sur cette idée de dévouement, parce qu'elle tient une grande

place dans les deux romans où je cherche quelques indices sur l'esprit de nos jeunes écrivains. D'ailleurs le héros de M. Duranty présente une certaine ressemblance avec le héros de M. Rocquain : beaucoup de faiblesse, de sincérité et d'orgueil. Le caractère moral qui leur est commun ressort d'autant plus que la position sociale, cette source ordinaire du mécontentement et des déceptions, est ici différente. Louis Leforgeur est né de parens riches qui habitent la province, et qui, le voyant aimer les livres, le laissent rêvasser à son aise. Il vit donc sans souci du pain quotidien, mais solitaire, se faisant sur la société une théorie dédaigneuse que semble tout d'abord confirmer le petit monde provincial qu'il coudoie, mais avec cela très timide, presque farouche, défiant de lui-même, un jour soulevant le monde dans ses rêves, le lendemain voyant son incapacité et retombant dans la mélancolie de toute la hauteur de ses espoirs déçus. Une petite somme dont il hérite personnellement lui permet d'aller vivre dans un coin de paysage traversé par hasard et dont la vue l'a « attendri. » Là il rencontre une jeune fille, moitié ouvrière, moitié paysanne, dont l'amour honnête et naïf le pénètre peu à peu. Cet amour, Louis passe son temps à l'appeler et à le repousser tour à tour. Bien posé tout d'abord, ce caractère se débat constamment entre deux sentimens qui exaltent au même degré sa faiblesse physique et morale, — défiance d'une part, de l'autre besoin ardent de protection. Entre ces deux sentimens, la vanité vient du reste jouer un très grand rôle, car c'est elle surtout qui gagne du terrain à chaque défaite comme à chaque victoire. Enfin cependant l'amour vrai l'emporte; mais c'est la gloire de battre en brèche les préjugés mondains, de tenir tête aux menaces, de proclamer sa force en se chargeant volontairement d'une grande responsabilité, qui pénètre Louis plus encore que le dévouement naïf et courageux de la jeune fille. Tous deux en effet ont pour mortels ennemis deux braconniers; l'un est le frère de Lévise, et l'autre, le beau Guillaume, son *prétendu*. Les deux amans vont fuir, lorsque, la veille de leur départ, le beau Guillaume s'embusque sous leur fenêtre et tue Lévise d'un coup de fusil. Le roman s'achève ainsi par une scène de mélodrame. Après cet apprentissage de la vie si brusquement terminé, que devient le héros? Quelques lignes nous l'apprennent. Louis, « intelligent » comme le héros de M. Rocquain, n'a pas su devenir « bon. » Ces résultats si différens sont également vrais, parce qu'ils sont également dans la logique des deux personnages.

Que manque-t-il donc à ce récit, où l'auteur a certainement mis tout ce qu'il pouvait mettre? Il manque la qualité suprême, sans laquelle toutes les autres ne sont rien, le style. M. Duranty appartient, de fait ou de parti-pris, à une école qu'on ne nomme déjà plus, bien que le mot désigne avec précision une manière de décrire bien spéciale, le *réalisme*. L'auteur de *la Cause du Beau Guillaume* a décrit, sans rien omettre, tout ce qu'il a vu (en lui-même et en dehors de lui) comme il l'a vu et dans l'ordre où il l'a vu. L'unité en quelque sorte matérielle de son sujet lui a forcément donné une harmonie qu'un sujet plus complexe, traité par le même procédé, n'eût jamais présentée. Ce bénéfice accidentel ne saurait tromper M. Duranty. Après cet essai, qui témoigne de sérieux efforts, il doit comprendre que le

propre de la littérature et de l'art est de choisir précisément entre les objets qu'on observe, et de composer avec ces élémens choisis une harmonie qui n'existe que fort rarement dans la vie réelle et même dans la nature. Ce n'est pas tout : en maint endroit, M. Duranty paraît ignorer la valeur des mots, surtout de ces expressions presque synonymes destinées à rendre les diverses nuances d'une même idée. En employant ces termes l'un pour l'autre, en les confondant, l'auteur du *Beau Guillaume* manque parfois le but même qu'il veut atteindre, c'est-à-dire l'expression fidèle de toutes les nuances d'un caractère si minutieusement observé. Cette confusion a produit des répétitions, des longueurs sans nombre. Comme il est évident que l'auteur a rempli consciencieusement sa tâche, on ne peut dire que ces défauts soient des négligences : ce sont tout simplement des ignorances. De la sorte, la touche nouvelle qu'il ajoutait à son esquisse, nuance très visible pour lui dans sa pensée, n'est souvent pour le lecteur qu'une répétition fatigante, un trait déjà connu. M. Duranty a pu deviner, aux difficultés qu'il a rencontrées, qu'il lui reste à faire toute une éducation philologique et grammaticale. Ce n'est qu'en apprenant la valeur des mots qu'il apprendra à connaître la valeur de ses propres idées.

Edmée, de M. Camille Dutripon, rentre dans ces études de jeunesse où il y a beaucoup de sincérité, beaucoup de théorie, mais peu d'expérience. Le sujet est à peu près le même que celui de la *Fanny* de M. Feydeau; mais il est traité avec une honnêteté naïve qui ne permet pas de suspecter les intentions de l'auteur. Il n'y a ici ni ameublement de boudoir, ni détails complaisans de beauté corporelle, ni scène de balcon. Il faut louer l'auteur de ce bon goût, mais reconnaître qu'il y a encore dans son talent beaucoup d'indécision. Le livre s'ouvre mal, avec une allure cavalière, qui fait place bientôt à une extrême lenteur. L'auteur a pris pour thèse cette idée, que le bonheur non-seulement n'existe pas dans les amours coupables, mais qu'il est incompatible avec l'amour légitime, quand celui-ci se trompe lui-même en se confondant avec les ardeurs de la passion. L'idée peut se défendre, mais les développemens de l'auteur manquent encore d'autorité. Son cadre n'est point assez large pour une telle preuve. La passion est toujours grande et vraie; c'est l'homme qui est petit et faible, quand il essaie de la plier à son humeur et à son tempérament. Si M. Camille Dutripon a la passion d'écrire, il s'apercevra bien vite qu'on ne devient écrivain qu'en sacrifiant à cette passion son égoïsme et ses préjugés d'auteur.

On voit en définitive que ce qui distingue aujourd'hui les essais des jeunes écrivains, c'est une vive préoccupation de la morale, considérée comme l'étude des mobiles qui doivent diriger notre conduite. Ils s'en inquiètent, il est vrai, moins pour éclairer les autres que pour se persuader eux-mêmes. C'est là un égoïsme dont ils sont punis tous les premiers, car avec un but aussi limité ils négligent volontairement ce qui pourrait étendre l'intérêt de leur étude; ils négligent surtout la seule condition qui fasse vivre toute œuvre de l'esprit, la seule précisément qui puisse faire d'une pensée individuelle une pensée générale, le style. Ce chef capital d'accusation, ils ne sauraient y échapper, et je me hâte de le formuler tout de suite pour essayer de plaider maintenant les circonstances atténuantes. L'imagi-

nation des jeunes romanciers est peu féconde, dit-on : je le veux bien; mais c'est qu'à leurs yeux la fable importe peu. Ce qui importe, c'est l'interprétation nouvelle qu'ils cherchent à en donner. Là est pour l'esprit la véritable création bien plutôt que dans la combinaison plus ou moins ingénieuse des événemens. Que prouvent les faits en littérature? Absolument rien. L'étude d'un caractère s'accommode bien mieux des rencontres banales, mais logiques de la vie ordinaire que des accidens imprévus d'une existence aventureuse. Il y a là plus de vérité, comme aussi plus de certitude. L'intérêt qui manque à l'agencement du récit, c'est à la nature morale des personnages qu'on le demande : la variété des épisodes est remplacée par la subtilité des observations psychologiques. Où sont les modèles de ces personnages? où vit le *sujet* de ces observations? Il ne faut pas chercher bien loin. Le plus souvent c'est de l'auteur lui-même qu'il s'agit, soit qu'il raconte simplement ce qu'il a éprouvé, soit qu'il se place gratuitement dans une situation caressée par ses rêves. D'ailleurs cette part de plus en plus personnelle que les jeunes écrivains prennent à leurs récits, elle est encore plus instinctive que voulue, elle est presque obligée. On a coutume d'attribuer uniquement cet excès de personnalité à la jeunesse des romanciers, qui se hâtent de décrire ce qu'ils connaissent le mieux, ce qu'ils ont le mieux observé, c'est-à-dire eux-mêmes; mais il est à cette tendance une raison plus générale, qui d'ailleurs contribue à expliquer l'espèce de malaise où vivent aujourd'hui certaines choses de la pensée : c'est la marche des affaires, l'état social en un mot.

Est-ce trop dire? Ce qui est certain, c'est que, pour l'éducation qui fait l'homme et aussi l'écrivain, l'expérience et l'enseignement du passé ne suffisent pas. Ils peuvent être nos guides, mais les accidens du présent auront seuls une autorité supérieure. Or où le chercher, cet enseignement actuel, sinon dans la littérature, qui est l'expression intellectuelle et morale de la société? Mais toute littérature, quelle qu'elle soit, ne saurait vivre sans l'affirmation d'une loi générale qui nous gouverne, ni prospérer sans la poursuite d'un certain idéal. La littérature du XVIIIe siècle, qu'on a tant accusée, est une preuve éclatante de cette vérité. Aujourd'hui c'est l'étude de la réalité qui préoccupe nos jeunes écrivains. Y a-t-il là un de ces principes de vie qui suffisent à donner à une littérature l'originalité et la puissance? Nous osons en douter. Certainement ce n'est pas là qu'il faut chercher l'unité d'inspiration, l'unité d'idéal, la force en un mot qui seule relie les œuvres d'imagination en un de ces ensembles imposans où la postérité reconnaît la littérature d'une époque. Du moins (et c'est là le point délicat à saisir) faudrait-il interpréter la réalité comme le voulait Goethe, qui ne fut un si grand écrivain que parce qu'il était avant tout un grand critique, et qu'il ne sacrifiait aucun de ses principes d'art à la fantaisie même qui l'emportait. Dans ses célèbres entretiens avec Eckermann, dans ces causeries brillantes et fécondes rendues accessibles au public français par une traduction récente, Goethe s'écriait : « Qu'on ne me dise pas que la réalité manque d'intérêt poétique! C'est avec elle précisément que le poète se manifeste, à la condition toutefois qu'il ait assez d'esprit pour discerner dans un sujet vulgaire un côté intéressant. La réalité fournira les motifs, les

points à mettre en lumière, le fonds proprement dit : la tâche du poète consiste à former avec ces élémens un tout gracieux et animé... Il est peu d'hommes, ajoutait-il, qui possèdent l'imagination propre à concevoir les réalités. Au contraire, presque tous aiment à transporter leur pensée dans des régions et des situations bizarres, qui ensuite agissent sur leur imagination et la faussent. » Enfin il signalait l'écueil opposé, c'est-à-dire la négation de la fantaisie, le calque servile des choses observées, en blâmant « ceux qui se cramponnent à la réalité et qui sont, sous ce rapport, d'une exigence méticuleuse, parce qu'ils sont complétement dénués de poésie. »

De tels conseils sont de tous les temps. Qu'y ajouter? La seule réalité a l'avantage d'être chose certaine, mais elle est singulièrement étroite et despotique. Elle défend à l'esprit d'aller plus loin que le corps. Celui qui veut se connaître et savoir ce dont il est capable obéira-t-il à cette sagesse mesquine? Se contenter de la réalité, c'est, si l'on veut, sentir; à coup sûr, ce n'est point aller jusqu'à faire acte de réflexion et d'intelligence. Or c'est en s'étudiant eux-mêmes que les jeunes écrivains tentent d'accomplir aujourd'hui cet acte important. La pensée est bonne, surtout si on la considère comme point de départ, comme un moyen de mieux pénétrer dans les choses extérieures et de mieux observer la réalité. Il est certain qu'on ne se contente plus aujourd'hui de l'imagination : le conteur se sacrifie au moraliste, et demande à la critique d'élargir son point de vue pour le juger. Il y a longtemps que la critique a répondu à la demande. Elle peut même revendiquer comme son honneur cette introduction de l'histoire, de la psychologie, du milieu social, dans la décomposition des élémens d'une œuvre. Elle est donc prête, et elle attendra patiemment le chef-d'œuvre qui peut naître tout à coup, sans que rien en vienne d'avance annoncer l'apparition. Comment la critique croirait-elle à la décadence absolue dans les choses de la pensée? Elle croit à la décadence des forces matérielles, des organisations politiques, de toutes ces choses qui ne peuvent assurer leur existence que par le maintien exclusif du *statu quo* accidentel qui fut leur raison d'être; elle croit aussi à la décadence des formes spéciales que revêtent, selon les temps, les divers *genres* de littérature; mais au-dessus de ces expressions passagères demeure l'esprit humain, qui précisément tend toujours à renouveler cette expression, parce qu'il ne puise qu'en lui-même la source idéale de son développement continu. D'ailleurs ces momens d'arrêt, l'âme humaine en profite pour refaire son éducation, pour se retremper dans le passé. Ensuite elle éprouve un besoin nécessaire d'agir par elle-même et de résoudre les problèmes du présent. Nous traversons une de ces périodes laborieuses, mais qui ont leurs lendemains éclatans. Il est permis de croire que l'élan qui succéda jadis au marasme littéraire du premier empire est un de ces miracles qui se renouvellent.

EUGÈNE LATAYE.

V. DE MARS.

UN PROJET

DE MARIAGE ROYAL

ÉTUDE HISTORIQUE.

TROISIÈME PARTIE.

I.

Les grands hommes ne sont pas exempts des petites passions; elles apparaissent trop souvent, dans leur âme et dans leur vie, actives et influentes, quoique se cachant et comme honteuses d'elles-mêmes: mais les petites passions n'étouffent point dans ces héros de l'histoire les grandes pensées, les desseins d'intérêt général, les résolutions hardies, les volontés fortes. Leur âme s'élève ou s'abaisse, se déploie ou se déguise tour à tour, et l'on assiste, en les suivant, au spectacle tantôt des gloires, tantôt des petitesses, et quelquefois des hontes humaines. L'âme et la vie des personnages médiocres et subalternes dans des situations hautes n'offrent point d'alternatives semblables; les petites passions, les desseins étroits et purement personnels y dominent seuls. Le pouvoir est déplacé en de telles mains, et la grandeur des intérêts dont elles disposent est dans un contraste choquant avec la bassesse des idées et des sentiments qui les font agir.

Cette inégalité native des personnages historiques et ses conséquences ne sont peut-être nulle part plus frappantes que dans l'épisode du mariage royal que je retrace (1). La scène s'est ouverte par

(1) Voyez la *Revue* du 15 juillet et du 1er août.

Henri IV et Sully s'efforçant de conserver au drame politique son élévation et son grand dénoûment. Henri IV meurt et Sully se retire : le drame n'est plus qu'une série d'intrigues sans plan, sans but public, sans dignité comme sans prévoyance, ourdies et conduites par des courtisans légers, étourdis ou pusillanimes, uniquement préoccupés de maintenir leur faveur ou de satisfaire leur vanité, aussi incertains que remuans, changeant sans cesse de disposition et de manœuvre, impuissans à amener un résultat définitif, quoique prêts à poursuivre presque indifféremment les résultats les plus divers. Deux figures, le pape à Rome et le parlement à Londres, apparaissent seules dans cette négociation avec quelque grandeur. Le pape et le parlement avaient seuls une conviction sérieuse et un ferme dessein : catholique et protestans sincères, ils ne voulaient point, l'un du mariage protestant, l'autre du mariage catholique, et tant qu'ils n'eurent affaire qu'à des esprits et à des caractères d'un ordre inférieur, tels que Jacques Ier et Buckingham, Philippe IV et Olivarez, ils empêchèrent, par adresse ou par énergie, le dénoûment dont ils ne voulaient pas.

C'est un curieux spectacle que celui des perplexités où tombaient alternativement les cours de Madrid et de Paris chaque fois que l'une des deux croyait la cour rivale près de conclure ou de manquer, avec la cour de Londres, la négociation dont elles étaient toutes trois incessamment préoccupées. Ni à Paris, ni à Madrid, il n'y avait une politique assez arrêtée et une volonté assez forte pour que l'un ou l'autre gouvernement poursuivît résolûment et efficacement le mariage de Londres; les mêmes hésitations, les mêmes petitesses d'esprit et de cœur aboutissaient partout à la même impuissance. Mais l'impuissance aggrave le trouble : dès qu'à Paris ou à Madrid le succès qu'on redoutait semblait prochain, ou bien dès qu'on entrevoyait quelques chances d'une rupture qui pût faire place à d'autres combinaisons, on s'agitait en tous sens, soit pour profiter de ces chances, soit pour faire du moins échouer son rival si l'on ne pouvait soi-même réussir. Les correspondances des ambassadeurs espagnols en France et français en Espagne sont pleines de ces petites agitations sans cesse renouvelées et toujours vaines, quelque activité ou finesse d'esprit qu'on y dépensât. J'ai sous les yeux des dépêches où j'en pourrais puiser de nombreux exemples, si ces misères de l'histoire valaient la peine d'être longuement citées.

En 1620, la cour de Paris, qui avait jusque-là reçu assez froidement les avances matrimoniales de la cour de Londres, lui en fit à son tour de très empressées. En France aussi, un favori dirigeait alors les affaires de l'état. Le duc de Luynes n'avait point les vices ni les passions emportées et les fantaisies capricieuses du duc de Buckingham : c'était un esprit sensé et un caractère modéré, dé-

pourvu de l'éclat et de l'empire qui n'appartiennent qu'aux grandes natures, mais judicieux, adroit, prudent, patient, et mêlant au soin continu de sa propre fortune un honnête souci des intérêts de son maître et de son pays. Parvenu au pouvoir par la chute violente du maréchal d'Ancre et l'éloignement de Marie de Médicis, le favori du jeune roi était naturellement porté vers une politique contraire à celle de la reine-mère et de son favori. Son bon sens le conduisit dans la même route où le poussait sa situation; il reprit peu à peu et sans bruit les vues et les conseillers de Henri IV, soutenant au dehors les protestans contre la maison d'Autriche en même temps qu'il les réprimait au dedans sans attenter à leur liberté religieuse, plus soigneux de l'amitié anglaise que de l'espagnole, cherchant en un mot les garanties de la sûreté et de la grandeur de la France dans l'indépendance des états et dans l'équilibre européen, et rentrant ainsi modestement dans les voies que Henri IV avait ouvertes et où le cardinal de Richelieu devait triompher (1).

Il fit d'abord, pour préparer la négociation matrimoniale qu'il avait en vue, une tentative détournée. Au mois d'août 1620, il envoya en Angleterre, sous prétexte d'acheter des chevaux pour le prince de Condé, un sieur du Buisson, de Caen, « homme de nulle qualité et de fort peu d'esprit, dit le comte de Tillières, alors ambassadeur de France à Londres, mais qui avait acquis en France quelque considération pour s'être introduit, par le moyen de M. de Luynes, dans les petits plaisirs du roi. » Le prince de Condé entra vivement dans ce dessein. Luynes, vers la fin de l'année précédente, l'avait fait sortir du château de Vincennes, où Marie de Médicis l'avait jeté, et il avait reçu de lui, pour prix de sa liberté, les plus fortes promesses d'amitié et d'appui. Condé d'ailleurs, tout en travaillant, dès qu'il fut libre, à se dégager de ses amis protestans, était bien aise de leur donner encore des marques indirectes de bon vouloir, et il se montrait, dans cette vue, partisan décidé de l'alliance anglaise. Il recommanda lui-même M. du Buisson au comte de Tillières, mais en parlant uniquement des chevaux qu'il désirait, et sans rien dire du but politique de la mission. Le secrétaire d'état, M. de Puisieux, en fit autant de la part du roi, en gardant le même silence. Du Buisson arriva donc à Londres, puissamment recommandé et de très haut, sans qu'on sût pourquoi; mais le comte de

(1) Dans une série d'articles qu'a publiés le *Journal des Savans* (voyez les numéros de mai, juin, juillet, septembre, octobre, novembre 1861, et de mai, juin et août 1862), M. Cousin a retracé la vie et la politique du connétable de Luynes, recueillant et rapprochant des faits jusque-là épars et mal observés, les éclairant par des documens nouveaux, et démêlant avec la plus ferme et fine sagacité la tendance des intentions, l'effet des actes, le sens des événemens, le jeu caché des intrigues de parti et de cœur. Il a ainsi rendu, à ce favori plus sérieux qu'il n'en avait l'air, la place qui lui appartient dans l'histoire de son temps.

Tillières, Normand sensé et méfiant, « avait éventé, dit-il lui-même, quelque chose des desseins du sieur de Luynes, qu'il connaissait assez adroit dans les affaires de France et qui concernaient ses intérêts, mais fort ignorant dans les affaires étrangères. » Il reçut bien M. du Buisson, et le présenta au roi et à la cour d'Angleterre, tout en prenant soin de ne pas se compromettre avec lui. « Grâce à mes recommandations, dit-il, les seigneurs traitèrent le sieur du Buisson fort courtoisement, et le roi d'Angleterre lui fit caresse. Cela l'obligea peut-être à avancer plus hardiment sa proposition, et avec un style un peu trop franc et des paroles plus explicites que l'état de l'affaire ne le permettait. Il surprit le roi d'Angleterre, qui ne s'attendait pas à recevoir une telle proposition par la bouche d'un tel homme, dans un temps où il avait des ambassadeurs en Espagne pour traiter avec les Espagnols du mariage de leur infante, et où les Espagnols avaient aussi les leurs en Angleterre pour le même sujet. Il répondit néanmoins fort courtoisement et témoigna que le roi son frère lui faisait honneur en lui offrant son alliance; que, s'il était en état de la recevoir, il lui témoignerait avec quel contentement il l'accepterait, mais qu'il était engagé avec l'Espagne dans une pareille affaire, et qu'il fallait, avant de songer à d'autres, voir quelle fin prendrait celle-ci.

« Le roi Jacques publia tous ces discours pour donner de la jalousie aux Espagnols, et par là les obliger à avancer le mariage de leur infante, qu'ils faisaient marcher trop lentement à son gré, et il s'en moqua en même temps pour leur donner quelque satisfaction.

« Le comte de Tillières fut averti de tout ce beau procédé par les amis qu'il avait à la cour d'Angleterre. Il n'en témoigna rien au sieur du Buisson, qui s'en retourna peu après en France, ayant retiré peu de satisfaction de sa négociation, et la France beaucoup de honte. A la première rencontre que fit le comte de Tillières du roi d'Angleterre, qui fut à *West-End*, à une chasse au cerf, le roi lui raconta toute cette affaire, et lui témoigna qu'il en était marri à cause de l'affection qu'il portait au roi et à la France, dont on ternissait l'honneur par l'envoi de ces gens et par des offres si hors de saison. Le comte de Tillières, après l'avoir remercié des bons sentimens qu'il témoignait avoir pour sa majesté et pour la France, l'assura que ce qu'on lui avait proposé ne venait ni de l'un ni de l'autre; que l'on n'avait point coutume d'aller chercher des maris pour les filles de France; que si quelque prince prétendait les épouser, c'était à lui de les demander et de dépêcher sur les lieux pour faire connaître son intention; que c'était une chaleur de foie d'un homme qui eût bien désiré se faire de geste, d'une personne de peu de condition qui ignorait de quel poids était sa proposition; qu'il croyait que ledit sieur ne se serait pas vanté en France de ses imperti-

nens discours: que, pour lui, il en avertirait sa majesté, et qu'il était sûr d'avoir bientôt commission de les désavouer. »

Quant au désaveu de l'agent maladroit, M. de Tillières avait raison : le duc de Luynes ne s'en fit faute; mais il ne renonça point au but de la mission et à ses espérances de mariage anglais. Il avait, à cette époque, un autre pressant motif pour rechercher le bon vouloir du roi d'Angleterre : il méditait la campagne qu'il accomplit en effet l'année suivante (en 1621) contre le parti protestant et ses chefs, les ducs de Bouillon, de Rohan et de Soubise; pour réussir dans ce dessein, il avait besoin que le gouvernement anglais, convaincu que la fidèle observation de l'édit de Nantes ôtait aux protestans tout droit de se plaindre quant à leur liberté religieuse, ne prêtât à leurs vues et à leurs ambitions politiques aucun appui. Luynes résolut donc, pour traiter avec le roi Jacques et de la question protestante et du mariage du prince de Galles, de faire envoyer à Londres, non plus un agent obscur, mais une ambassade extraordinaire, sérieuse et solennelle, si solennelle qu'il fut, dit-on, sur le point de s'en charger lui-même; mais il savait les périls de l'absence pour un favori, et ce fut à son frère, le maréchal de Cadenet, qu'il fit donner cette mission. Louis XIII voyageait alors en Picardie et s'était avancé jusqu'à Calais; on prit le prétexte de ce voisinage momentané des deux rois pour attribuer à l'ambassade projetée un motif de pure courtoisie, et vers la fin de décembre 1620 un courrier annonça au comte de Tillières que le roi son maître envoyait au roi d'Angleterre le maréchal de Cadenet comme ambassadeur extraordinaire, et chargeait son ambassadeur ordinaire de faire en sorte « que le maréchal fût reçu avec tout l'honneur qu'il méritait, tant par sa qualité et par les mérites de sa personne que pour être l'envoyé d'un grand roi comme il était. »

Quoique cette ambassade par-dessus la sienne lui fût peu agréable, le comte de Tillières s'acquitta loyalement de sa commission, et prévint d'abord le maître des cérémonies d'Angleterre, puis le duc de Lennox, qu'il savait ami de la France, et le marquis de Buckingham, de la prochaine arrivée du maréchal de Cadenet, en leur exprimant le désir de son roi qu'il fût reçu avec toute sorte d'honneurs. Ils se montrèrent pleins, à cet égard, d'un bienveillant empressement, et « le roi de la Grande-Bretagne, qui est un fin matois, dit M. de Tillières, s'y rendit facile pour plusieurs raisons : l'une, afin de contenter la vanité du maréchal et de sa maison, et l'obliger ainsi à s'ouvrir à lui, afin d'en tirer avantage pour ses affaires, et l'autre, qu'ayant dessein de contenter l'Espagne en choses solides, il voulait satisfaire notre légèreté avec des apparences sans fruits. » Il fut décidé que le maître des cérémonies irait, selon l'usage, recevoir à Douvres l'ambassadeur extraordinaire, que dans sa route le maré-

chal serait logé et défrayé au nom du roi, et qu'à son approche de Londres le comte d'Arundel irait le chercher, avec des barques pavoisées, pour le conduire, par la Tamise, à *Somerset-House*, où un beau logement lui serait préparé.

M. de Tillières s'empressa de mander à sa cour les courtoises assurances qu'il venait de recevoir. Son courrier trouva Louis XIII encore à Boulogne. « M. de Puisieux, dit-il lui-même dans ses *Mémoires*, lui fit savoir le plaisir qu'avait reçu sa majesté en apprenant l'honneur que l'on préparait à son ambassadeur, lequel n'allait, dit-il, que pour un simple compliment, bien que, par discours et comme de lui-même, il pourrait faire connaître au roi de la Grande-Bretagne l'état de nos huguenots. » M. de Puisieux avait chargé le maréchal de communiquer au comte de Tillières ses instructions et de ne rien faire sans son avis. « C'est la vérité, dit le comte, que ses instructions ne parlaient pas d'autre chose; mais MM. de Luynes en avaient communiqué secrètement d'autres qui étaient le nœud de l'affaire, et qui consistaient principalement à unir le marquis de Buckingham à leur maison. M. de Puisieux en avait bien quelques soupçons, mais il n'en savait pas toute la vérité, non plus que ce qui touchait la proposition de mariage, qui devait marcher ensuite. »

Luynes se flattait en effet qu'en faisant appel aux souvenirs français de Buckingham, à la similitude de leur situation auprès de leurs rois, à l'appui mutuel qu'ils pouvaient se prêter et à l'antipathie générale de l'Angleterre pour l'Espagne, il parviendrait à détacher le ministre anglais de l'alliance espagnole et à unir étroitement les fortunes des deux favoris comme les politiques des deux royaumes. Un autre motif, personnel aussi, le poussait à envoyer son frère à Londres. L'ambassadeur d'Angleterre à Paris, lord Herbert de Cherbury, était venu un jour, de la part du roi Jacques, lui parler en faveur de la pacification avec les protestans. « En quoi nos actions regardent-elles le roi votre maître? lui dit Luynes; pourquoi se mêle-t-il de nos affaires? — Je n'ai point de compte à demander au roi mon maître, répondit Herbert, et je ne fais que lui obéir. Si on me demandait plus civilement ses raisons, je serais prêt à les donner. — Bien, » se contenta de dire Luynes. Lord Herbert insista, rappelant les engagemens du roi Jacques avec Henri IV et les motifs qu'avait Louis XIII de rechercher la bonne entente avec l'Angleterre. « Nous ne prendrons point vos avis, reprit Luynes. — Puisque vous le prenez ainsi, dit Herbert, nous savons ce que nous aurons à faire. — Nous ne vous craignons pas, répliqua Luynes en colère, et par Dieu! si vous n'étiez pas monsieur l'ambassadeur, je vous traiterais d'autre sorte. — Si je suis un ambassadeur, je suis aussi un gentilhomme, dit Herbert, et portant la main sur la garde de son épée : — Voici ce qui vous répondra. » Et à ces mots il se leva. Luynes en

fit autant et parut vouloir le reconduire jusqu'à la porte. « Après un tel entretien, ce cérémonial n'est pas de saison, » dit Herbert, qui sortit aussitôt et s'éloigna de Paris quelques jours après, parlant très haut et disant à ceux de ses amis qui s'inquiétaient pour sa sûreté : « Je suis en sûreté partout où j'ai mon épée à mon côté. » Le maréchal de Cadenet, en partant pour Londres, reçut de son frère, parmi ses instructions diverses, l'ordre de porter plainte au roi Jacques contre son ambassadeur et de demander son rappel.

Mais le moment était mal choisi pour une telle exigence, et le connétable avait mal apprécié l'aptitude de son frère à la mission compliquée et délicate qu'il lui donnait. Le début n'en fut pas heureux. Le maréchal de Cadenet s'embarqua à Calais le 1er janvier 1621 avec un nombreux et brillant cortége, cinquante ou soixante gentilshommes de marque, dit-on, et trois cents serviteurs; mais il s'embarqua avec une précipitation étourdie et sans s'être assuré que tout serait prêt sur l'autre rive pour les honneurs auxquels il tenait tant. En débarquant à Douvres, il n'y trouva pas le maître des cérémonies qui devait venir l'y recevoir. Il fut obligé de l'attendre quatre jours et repartit pour Londres plein d'humeur. Il en avait aussi contre le comte de Tillières, qui aurait dû, pensait-il, venir au-devant de lui jusqu'à Douvres, ce que le comte n'avait pas fait, « attendu, dit-il, que les ambassadeurs résidant sur les lieux n'avaient pas accoutumé d'aller plus avant que d'une journée pour rencontrer les extraordinaires, encore qu'ils fussent prévenus. » M. de Tillières ne crut devoir aller au-devant du maréchal que jusqu'à Rochester, et il n'alla pas même jusque-là, car le maréchal en était déjà parti; ils se rencontrèrent sur la route entre Rochester et Londres, et, descendant tous deux de voiture, ils se complimentèrent froidement. Arrivés à Gravesend, où ils devaient coucher, le comte dit au maréchal « qu'entre autres honneurs que le roi de la Grande-Bretagne lui faisait, il lui enverrait dans la journée le comte d'Arundel, le premier comte d'Angleterre, avec ses barges, pour le mener le lendemain par eau au palais royal de Somerset, et il le pria de traiter ledit comte comme un homme de sa qualité et comme l'envoyé d'un grand roi. Le maréchal lui ayant demandé quel honneur il lui devait faire, le comte de Tillières lui répondit qu'il devait aller au-devant de lui jusque sur le degré, et même, si la foule ne l'en empêchait, en descendre un ou deux, lui donner la main droite à l'entrée de la porte et le reconduire au moins jusqu'au bas du degré... Le maréchal ne tint compte du conseil, car il n'alla que jusqu'à la porte de sa chambre au-devant du comte d'Arundel, et il ne l'eût conduit que sur le perron sans le comte de Tillières, qui, poussé d'impatience et perdant tout respect, le prit par son manteau et lui fit descendre à toute peine deux degrés de plus; mais il ne lui

fut possible de le faire passer outre. Le comte d'Arundel demeura très mécontent de ce procédé, et le lendemain, pour se revancher du tort qu'on lui avait fait, étant venu pour trouver le maréchal afin de le mener en sa barge, il ne voulut pas monter en haut et se contenta d'envoyer le maître des cérémonies l'avertir qu'il l'attendait en bas, ce qui le fit aussitôt descendre et monter en barge. Le maréchal se mit en haut du siége, le comte de Tillières à la main droite et le comte d'Arundel à la gauche. En cet état, ils arrivèrent à *Somerset-House*, où le comte d'Arundel usa d'une autre revanche, car il laissa le maréchal au pied de l'escalier sans le mener jusqu'à sa chambre, ainsi qu'il y était obligé, et il s'en alla de ce pas se plaindre au roi du procédé de M. le maréchal en son endroit. »

Ce fut pendant toute la durée, d'ailleurs fort courte, de l'ambassade, et pour les compagnons du maréchal de Cadenet comme pour lui-même, une série de mésaventures et de déplaisirs semblables. Dès sa première audience, ses manières un peu avantageuses et légères déplurent au roi Jacques. « Que pensez-vous de ce nouvel ambassadeur français? demanda le roi au chancelier Bacon. — C'est un grand et bel homme, répondit le chancelier. — Oui, reprit le roi, mais que pensez-vous de sa tête et de son air? — Sire, dit Bacon, les hommes de grande taille sont souvent comme les maisons hautes de quatre ou cinq étages, où l'étage le plus élevé est d'ordinaire le plus mal meublé. » Le comte de Tillières, dans ses mémoires, ne manque pas de faire ressortir les fautes et le peu de succès du maréchal. S'il était seul à les raconter, il y aurait lieu de s'en méfier, car il avait lui-même beaucoup d'humeur, mais les récits des spectateurs anglais sont d'accord avec les siens; le roi Jacques avait alors parmi ses courtisans un homme d'esprit que j'ai déjà eu occasion de nommer, sir John Finett, Italien d'origine, grand faiseur de chansons dont le roi s'amusait, et très versé dans les questions de formes et de cérémonies diplomatiques, où il était souvent employé. On a de lui un ouvrage intitulé : *Le Philoxène de Finette, choix d'observations sur la réception, la préséance, le traitement et les audiences, les contestations et les pointilleries des ambassadeurs étrangers en Angleterre.* Il y raconte en ces termes le dîner et le bal que donna le roi Jacques au maréchal de Cadenet et à son ambassade : « Le mercredi 3 (13) janvier, l'ambassadeur fut invité à dîner avec le roi à Westminster; le roi, venu par eau, l'attendit plus d'une heure avec beaucoup d'impatience, et pour cause ; le premier service était déjà sur la table. Arrivé enfin, l'ambassadeur entra avec toute sa suite dans la chambre haute du parlement où l'on dînait, et ils remplirent tellement la salle, déjà encombrée d'une multitude d'intrus, qu'aucun officier ne put faire librement son service jusqu'à ce que le roi se fût assis pour dîner. L'ambassadeur extraordinaire était à

une distance convenable de lui, à sa gauche, et l'ordinaire au bout de la table, le prince de Galles n'étant pas là. Les Français de haute qualité furent conduits par le duc de Lennox, et les autres par moi-même, à la salle de la cour des requêtes; la plupart prirent leurs places à table pêle-mêle, et le duc les quitta (un peu brusquement peut-être), avant même d'avoir vu les cinq ou six principaux assis au haut bout: sur quoi ils commencèrent à murmurer entre eux, se plaignant d'être ainsi négligés et laissés seuls, sans quelques personnes de qualité pour les accompagner et les inviter à s'asseoir. Je m'en aperçus et tâchais de leur persuader de se mettre à dîner, lorsque mylord le chancelier Bacon, le lord trésorier Montague et le lord garde du sceau privé, le comte de Worcester, entrèrent dans la salle et allèrent prendre leurs places au côté droit de la table, sans donner aux Français aucune autre marque d'égards que d'ôter leur chapeau et sans les inviter à s'asseoir avec eux. Sur quoi les Français prirent leurs manteaux, et en témoignant leur mécontentement sortirent de la salle et allèrent rejoindre leurs voitures. Nous les suivîmes, moi et deux gentilshommes écossais, et nous fîmes de notre mieux pour les engager à revenir; mais, n'y réussissant pas, nous les laissâmes aller. Une demi-heure après, et conformément à une invitation que je lui avais remise la veille, je me rendis chez l'ambassadeur ordinaire de France, pour conduire sa femme à un bal que le roi donnait ce soir-là à Whitehall. Pressée, avec une impatience féminine, de se rendre à cette fête, elle était déjà partie, et je trouvai chez elle, à table et dînant, les gentilshommes que je venais de voir partir de Westminster. Ils avaient donné pour excuse de leur départ qu'ils avaient déjà dîné. Je leur dis en riant que j'étais fâché de leur voir manger deux dîners en un jour, et pas un dans le palais du roi. — Nous prenons soin, me dit l'un d'entre eux, de l'honneur du roi notre maître et de notre propre dignité; nous vous en faisons juge vous-même : quand le duc de Lennox nous a laissés seuls, sans personne pour nous accompagner au moment de nous mettre à table, et quand trois messieurs de *robe longue* (ils désignaient ainsi, avec un air de mépris, les trois grands officiers qui étaient venus en robe) sont entrés et se sont assis au haut de la table, sans daigner seulement nous saluer, n'avons-nous pas eu raison de quitter, comme nous l'avons fait, la compagnie? — Je me bornai à leur dire que je n'étais ni juge *ni homme de robe longue*, et que ceux qu'ils désignaient ainsi n'étaient pas d'un rang inférieur aux plus grands seigneurs du royaume. »

L'ambassade n'était pas plus populaire dans la nation anglaise qu'à la cour : elle venait demander au roi Jacques de ne prêter aux protestans de France aucun appui, et elle trouvait à Londres des envoyés du parti protestant qui réclamaient assistance pour le soutien

de la religion commune, « car, dit sir Simonds d'Ewes, ce n'était pas alors une question que nous et eux, malgré nos différences en fait de discipline et de cérémonies, nous formions avec tous les autres protestans du monde une vraie église universelle. » Ce même sir Simonds d'Ewes, homme d'esprit et membre considéré de la chambre des communes, alla le 11 (21) janvier 1621 à Somerset-House, curieux de voir l'ambassadeur de France naguère arrivé. « Par inadvertance, dit-il, je me laissai aller avec d'autres au dangereux péché d'être présent pendant que le prêtre disait la messe ; mais j'ai la confiance que nous sortîmes tous de là détestant plus que jamais cette idolâtrie, et nous nous abstînmes de nous incliner et de nous mettre à genoux. Bien plus, pendant cette action, qu'ils regardent comme divine, la plupart des Français assistans parlaient, riaient et s'amusaient d'une façon aussi profane et athéistique qu'auraient pu le faire une bande de petits garçons montés, pendant le sermon, dans le clocher de quelqu'une de nos églises. Quand l'ambassadeur français sortit, je le vis à mon aise, et après une ou deux révérences l'un des prêtres de sa maison vint à moi et me parla en latin; nous nous entretînmes quelque temps, et je maintins, dans cet entretien, que la religion protestante était la vérité, le pape l'antechrist, et autres thèses semblables. Après quoi je le quittai, plus affermi qu'auparavant dans la vraie foi. »

Au milieu de ces froideurs de la cour et de ces antipathies du pays, l'ambassade du maréchal de Cadenet devait être peu agréable et ne pouvait guère être efficace.

Elle le fut cependant sur un point, grâce aux dispositions du roi Jacques lui-même. Il avait peu de goût à se mêler des affaires de ses voisins, et encore moins à soutenir des sujets en rébellion ou seulement en résistance contre leur prince. Quoiqu'il prît grand soin de se montrer en toute occasion protestant décidé, et qu'il le fût en effet, plutôt par esprit de controverse que par vraie foi, il portait aux protestans de France peu d'intérêt, et ne demandait pas mieux que de rester étranger à leurs luttes avec l'autorité royale. Le maréchal de Cadenet eut donc peu de peine à obtenir de lui à cet égard une inaction qui démentait pleinement les paroles et les apparences de bon vouloir qu'obtenaient de leur côté les protestans. Mais quand le maréchal essaya de parler du mariage du prince de Galles avec la princesse Henriette-Marie, le roi Jacques fut très froid, allégua la négociation entamée avec l'Espagne, et repoussa la conversation. Buckingham s'y prêta plus complaisamment, mais point sérieusement: il était alors, ainsi que son maître, engagé dans la combinaison espagnole. L'un des secrétaires d'état, sir Robert Naunton, se permit seul d'être, avec le maréchal de Cadenet, plus expansif et plus favorable à l'alliance française; l'ambassadeur d'Espagne, le

comte de Gondomar, alors dans la fleur de son influence à la cour de Londres, lui en fit des reproches; sir Robert Naunton répliqua vivement; Gondomar s'en plaignit au roi, qui ordonna à sir Robert de rester enfermé chez lui et le suspendit de ses fonctions. L'ambassadeur d'Angleterre en France, lord Herbert de Cherbury, qui, sur la plainte du duc de Luynes à propos de leurs vivacités mutuelles, avait été mandé à Londres, et même remplacé provisoirement à Paris par sir Édouard Sackville, soutint fermement, devant le roi et le duc de Buckingham, ce qu'il avait dit et fait, se déclara prêt à le soutenir en champ clos, et demanda la permission d'envoyer un trompette à M. de Luynes pour lui offrir le combat. Le roi Jacques n'autorisa point ce bouillant procédé; mais il renvoya lord Herbert à son ambassade, ne tenant ainsi en définitive nul compte des plaintes du connétable portées à Londres par le maréchal, son frère. On dit même que, dans ses plus retirés appartemens et avec ses plus familiers courtisans, le roi se livrait envers l'ambassadeur extraordinaire de France à des moqueries grossières. Quoi qu'il en soit, après quinze jours seulement passés à Londres, le maréchal de Cadenet eut à Whitehall son audience de congé, dans laquelle, selon le dire de M. de Tillières, qui y assistait, « le roi se répandit en propos qui ne furent que généraux et ne témoignèrent point que l'on en pût espérer de particuliers. » Le maréchal y répondit généralement aussi et en peu de paroles, et quitta Londres le lendemain 14 (24) janvier 1621 avec toute sa suite. Pendant son séjour, le roi l'avait fait convenablement défrayer, au taux de 200 livres sterling par jour pour son logement, sa table et son écurie; mais au moment de son départ il ne lui envoya, par le maître des cérémonies, qu'un vieux joyau de la couronne, mesquin présent de la valeur de 300 livres sterling. L'ambassade ne fut ainsi qu'une série de susceptibilités et d'humeurs, de pompes et de froideurs alternatives; elle n'était point nécessaire pour obtenir l'inertie du roi Jacques dans la cause des protestans en France, et quant à son principal objet, le mariage anglo-français, elle échoua complétement.

II.

Pendant trois ans, de 1621 à 1623, les choses en restèrent à ce point. La mort du connétable de Luynes n'amena dans les relations des cours de Paris et de Londres aucun changement. On observait de Paris avec soin et déplaisir les progrès de la négociation suivie pour le mariage anglo-espagnol, on ne laissait échapper aucune occasion d'y susciter quelque embarras; mais on ne faisait point de tentative contraire : on attendait l'issue, en espérant toujours un peu qu'elle ne serait pas favorable. Le voyage imprévu du prince Charles

à Madrid confirma plutôt qu'il ne détruisit cette espérance. Quoique goûtée et célébrée par une grande portion du public européen, cette romanesque expédition fut regardée par les esprits sérieux et prévoyans comme une source de difficultés et de mécomptes entre les cours de Londres et de Madrid bien plutôt que comme un gage de bonne entente et de succès. Quand, à la fin de septembre 1623, Charles et Buckingham quittèrent l'Espagne sans avoir rien conclu, les causes de leur départ et leurs nouvelles dispositions furent bientôt partout connues. On sut bientôt aussi avec quelle ardeur l'opinion publique se prononçait en Angleterre contre le mariage espagnol. De nouvelles chances s'ouvraient ainsi devant la politique française; ses agens les démêlèrent et les saisirent avec empressement. Le 6 décembre 1623, le comte du Fargis, ministre de France à Madrid, écrivit au commandeur de Sillery, qui, de concert avec son frère le chancelier et son neveu le marquis de Puisieux, dirigeait alors les affaires étrangères : « Je viens d'apprendre que le mariage d'Angleterre retourne à s'embarrasser. Cet avis m'a été apporté par un official d'état, le même qui m'a donné, il y a trois heures ou environ, la copie des papiers que je vous envoie. Il fait mine de m'être confident; mais il joue les deux, à mon avis. Il dit que c'est du côté de l'Angleterre que vient l'orage. J'en saurai la vérité demain au soir au plus tard. » M. du Fargis rend compte ensuite des bonnes dispositions du nonce du pape à Madrid pour la France, et il demande « des bienfaits pour lui. C'est trop peu, monsieur, dit-il, de ne vous donner que moi seul; je voudrais, s'il m'était possible, vous acquérir tout le monde. » Quelques jours plus tard, le 15 décembre, il expose et explique toute la nouvelle situation. « Je crois, dit-il, qu'ayant reçu mes précédentes, vous y aurez vu comme je vous informais en gros que je pensais voir, en la conjoncture présente, une grande disposition à ce que le roi fût arbitre universel de toute la chrétienté, et que la rupture qui paraissait devoir être au traité du mariage entre Espagne et Angleterre acheminât grandement les choses à cette fin. Maintenant, monsieur, je vous dirai par le menu l'état où le tout est réduit de deçà... Les Espagnols sont sensiblement offensés de l'Angleterre, tant pour la forme dont les procurations laissées par le prince de Galles, en partant de cette cour, ont été révoquées que pour quelques incidens qu'ils dissimulent autant qu'ils peuvent, ne voulant pas rompre avec l'Anglais sans se voir assurés d'ailleurs, ce qu'ils ne peuvent faire qu'au moyen de sa majesté. Ainsi M. le nonce résidant par-deçà, lequel, vous savez, a eu grande part jusqu'ici dans leurs conseils, m'est venu trouver, et sur l'occurrence de toutes ces choses m'a proposé un office à faire de deçà, de la part du roi, en la forme que je vous déduirai ci-après, vous ayant premièrement informé qu'il commença par me dire que

lui et le comte d'Olivarez s'étaient étonnés que, sur cette occurrence, et ledit comte d'Olivarez s'étant ouvert à moi, comme il fit en quelque façon, je n'eusse entré en nulle offre ni compliment du roi vers eux; s'agissant d'une cause commune et du mépris de l'infante Marie, laquelle paraissant excellemment conjointe de sang à l'une et à l'autre couronne, il semblait indigne de l'amitié de ces deux grands rois qu'en une offense pareille sa majesté s'abstînt de faire une offre de cavalier, quand, pour raison d'état, il se penserait obligé à se conduire d'autre sorte. Une telle offre était le sceau de tous les bons termes où les choses étaient depuis quelque temps entre ces deux couronnes: mais si la France attendait qu'elle lui fût demandée, la nation d'Espagne, qui s'humilie mal volontiers, prendrait plutôt le chemin de fléchir vers l'Angleterre, ce qu'elle pouvait faire secrètement, que vers nous, semblant requérir le roi en leur besoin. Ainsi il lui paraissait très à propos que je procurasse de recevoir ordre du roi de m'enquérir de l'état de cette affaire, et d'offrir au roi catholique ressentiment du mépris personnel que, par le bruit commun, il avait appris qui paraissait en la conduite de l'Anglais. Ledit sieur nonce me promettait, en la vérité et sincérité dont je suis témoin qu'il a toujours traité avec moi, que les Espagnols s'ouvriraient avec le roi, et, lui faisant voir la procédure entière de l'Anglais, montreraient des choses particulières concernant le service de sa majesté. De là ledit nonce descendit à plusieurs discours et démonstrations sur le particulier fruit que pourrait tirer la chrétienté de l'union de leurs majestés très chrétienne et catholique, où je le laissai s'étendre tant qu'il voulut, pour considérer, comme je fis, que ce qu'il me disait, étant accompagné de cette promesse, ne pouvait être par hasard, ni comme un simple discours, mais une chose concertée avec M. le comte d'Olivarez. Ce qui fit que je lui répondis que ces messieurs de deçà, tournant, comme ils font, toutes choses à leur profit, se pourraient prévaloir d'un tel office pour nous brouiller avec le roi d'Angleterre, et puis après traiter plus commodément leur affaire, et à nos dépens. A quoi il me fit une nouvelle offre qui est que le conseil d'Espagne me donnera par écrit, en cas que je fasse l'office au nom du roi, qu'ils ne feront ni traiteront, même à l'avenir, aucune chose avec l'Angleterre, non-seulement sans en donner part à sa majesté, mais sans que le roi en ordonne, et soit lui-même le ministre et le mouvement de ce qui se résoudra pour ce regard. En quoi le roi manifestement devient arbitre entre eux et les Anglais, et par conséquent de la restitution du Palatinat et autres différends subsistans à présent en Allemagne. Mondit sieur le nonce descendit sur le particulier du mariage de Madame, et me proposa plusieurs partis pour l'accommodement, en conformité de ces deux grandes maisons de France et d'Espagne; à quoi je répon-

dis que ses ouvertures pour le particulier se devaient réserver à un autre temps, et que c'était assez de mettre le tablier pour cette heure, ce qui se pouvait faire en vous donnant compte de ce qui s'était passé entre nous, sans m'engager néanmoins à lui en donner réponse, de peur que, si sa majesté ne me commandait pas de parler de deçà selon le désir des Espagnols, cela ne produisît un mauvais effet et ne leur fît prendre une prompte résolution de conclure cette affaire, à quelque prix que ce soit, avec l'Angleterre, au lieu que, sans que nous nous en mêlions, en bien ni en mal, elle se détruira infailliblement, à mon avis, par le temps. Ce sera maintenant à vous, monsieur, de faire réflexion sur la chose; on pourrait faire par-deçà l'office en telle forme que les Espagnols s'engagent, sans que nous le soyons plus que d'un simple compliment. Quoique je ne voie pas de si loin, j'ai quelque conjecture que les Anglais sont irrésolus, et en différentes factions et pensées pour ce regard. La quantité de courriers qu'ils envoient, et le peu de conformité que nous pénétrons être en leurs dépêches, m'en fait juger ainsi. Un indice certain que le plus fort (1) n'est plus si bien dans la chose est que le comte de Bristol a été redemandé en grande hâte, qui a jusqu'ici été l'Achille de cette négociation, et quoique la passion particulière du duc de Buckingham contre lui puisse agir principalement en cela, ce ne sera assurément pas sans dommage de l'affaire publique... Il est très important pour le service du roi qu'il vous plaise me faire savoir en toute diligence l'intention de sa majesté sur tout ceci; autrement ces gens ici feront peut-être leur compte sans nous, ce que je vous supplie très humblement de mettre en considération. »

Les instances de M. du Fargis n'étaient pas nécessaires pour que la cour de Paris s'empressât de rentrer dans l'action et de mettre à profit la situation nouvelle qu'il lui décrivait. A peine Charles et Buckingham avaient quitté l'Espagne qu'un moine anglais de l'ordre des cordeliers en partit aussi, et, passant par Paris pour retourner en Angleterre, alla trouver la gouvernante des princesses de France, Mme de Malissy, qui avait la confiance de la reine-mère, lui raconta ce qui se passait à Madrid, les hésitations des Espagnols, les arrogances des Anglais, leur déplaisance mutuelle, la rupture probable du mariage projeté, et la pressa de mettre Marie de Médicis au courant de cette situation, affirmant que le moment était très propice pour le mariage de la princesse Henriette-Marie avec le prince de Galles, et s'offrant lui-même pour engager sans bruit la négociation par le duc de Buckingham, avec qui il était, dit-il, en familière relation. Le moine avait goût sans doute à jouer un rôle

(1) Le roi Jacques.

dans cette grande affaire, mais il n'était d'ailleurs, dans son empressement, que le représentant naturel des catholiques anglais, encore plus ardens que le roi Jacques à désirer que le prince de Galles épousât une princesse catholique, Espagnole ou Française, et à s'assurer ainsi en Angleterre une protection efficace. Le rapport et l'offre du moine plurent à Marie de Médicis et encore plus à son conseiller intime Richelieu, tout récemment cardinal, tout-puissant auprès d'elle, prompt à démêler les moyens de le devenir dans l'état, et habile à se servir, pour grandir, de tous les instrumens qui se rencontraient sous sa main. Le moine partit pour Londres encouragé, pourvu d'argent, et avec ordre, dès qu'il aurait quelque nouvelle à donner, de la faire parvenir à la reine-mère en adressant ses lettres à Mme de Malissy.

Peu de temps après, un messager de tout autre sorte, nullement chargé de parler de mariage, et qui n'avait d'autre mission que de plaire au roi Jacques en se servant d'un de ses goûts favoris, un gentilhomme fauconnier se rendit aussi à Londres, amenant au roi d'Angleterre, de la part du roi de France, quinze ou seize couples de faucons, dix ou douze chevaux et autant de chiens d'arrêt. « Il fit à Londres une entrée magnifique avec tout son cortége en bon ordre et à la lueur d'une multitude de torches, ce qui donna beaucoup d'éclat à cette démonstration, et fit briller l'homme lui-même, dont la mine était élégante et vaillante. On admira beaucoup ses faucons, qui se lançaient ardemment à la poursuite de toute sorte de gibier. » L'art des petits soins et des flatteries lointaines n'est point dédaigné des grands ambitieux et pour les grands desseins.

Le roi Jacques reçut avec joie ces indirectes et subalternes ouvertures : non qu'il ne regrettât encore le mariage espagnol et qu'il y eût absolument renoncé, mais il n'y comptait plus; il prévoyait quels seraient le vœu et le résultat du parlement près de se rassembler; il se plaisait d'ailleurs aux intrigues doubles, et, mobile autant que rusé, s'il réussissait dans le mariage de Paris, il se consolait sans peine de son échec dans celui de Madrid. Vers la fin de janvier 1624, il réunit ses principaux conseillers et leur demanda sur la question leur dernier avis. Cinq tinrent bon pour l'alliance espagnole; quatre se dirent indécis et neutres; trois, entre lesquels le duc de Buckingham, se prononcèrent contre Madrid. On sut bientôt que le prince de Galles était vivement de ces derniers, ce qui décida quelques-uns des neutres à s'y ranger, et quelques jours après ce conseil le roi Jacques, sans se déclarer ouvertement, fit partir pour Paris lord Kensington, le chargeant d'aller sonder les dispositions du roi de France, de la reine-mère, de leurs conseillers, et de leur faire entrevoir les siennes.

L'envoyé convenait à sa mission. Lord Kensington était un cour-

tisan élégant, gentilhomme de la chambre du prince de Galles, l'un des cliens assidus du duc de Buckingham, beau d'une beauté gracieuse et presque féminine, aimable et spirituel avec douceur et souplesse, cherchant surtout sa fortune dans la faveur des princes et des femmes, et doué de tous les dons qui valent de tels succès. Il avait déjà séjourné en France, et, quoiqu'il en sût assez mal la langue, il en connaissait bien la cour. Arrivé à Paris vers le milieu de février, il apprit que Louis XIII partait le lendemain pour aller passer quelques jours à Chantilly, mais qu'il devait, le soir même, assister à un ballet dansé chez la reine. Pressé de se montrer au roi, lord Kensington se rendit sur-le-champ au Louvre, dans l'appartement du duc de Chevreuse, avec qui sans doute il était déjà en relation. « Je les trouvai, dit-il dans sa première lettre à Buckingham, lui et la duchesse sa femme, se préparant pour le ballet et parés de tant et de si riches bijoux que je n'en verrai jamais de pareils portés par des sujets. J'étais là depuis une heure à peine, quand la reine et Madame (1) y vinrent et restèrent longtemps. On remarqua que Madame avait rarement paru aussi gaie que ce soir-là, et quelques personnes me dirent que j'en devais bien deviner la cause. Mylord, j'en jure devant Dieu, c'est une jeune, douce et aimable créature. Elle n'est pas encore bien grande, mais sa taille est parfaite, et ils affirment tous que sa sœur la princesse de Piémont, qui est maintenant une grande et imposante dame, n'était pas plus grande qu'elle à son âge. Je pensais que la reine aurait avec moi une certaine réserve, comme une personne mécontente des embarras et de la rupture du traité espagnol; mais je la trouvai tout autre. Elle est si vraiment Française, dit-on, qu'elle désire ce mariage-ci plutôt que celui de sa propre sœur. Le roi, qui doit partir de grand matin, fit un somme pendant que les dames se préparaient; mais, dès qu'il s'éveilla, il m'envoya chercher, se proposant de me recevoir comme un ambassadeur. Je priai le duc de Chevreuse de lui faire entendre que je venais en humble et reconnaissant serviteur, uniquement pour baiser la main de sa majesté et me mettre à son service. Il me reçut alors librement et gaîment, et me demanda si le roi avait été satisfait du présent qu'il lui avait envoyé par M. de Bonevan (2), et quand je lui dis combien notre roi y avait pris de plaisir et y mettait de prix, il se montra charmé. »

Quelques jours après, et sans que Louis XIII ni ses ministres y fussent encore intervenus, l'affaire avait fait un pas; lord Kensington avait vu Marie de Médicis. « Pendant l'absence du roi, » écrivit-il au duc de Buckingham, « je suis allé souvent au Louvre, où j'ai eu l'honneur d'entretenir la reine-mère. Je trouve que c'est elle seule

(1) La princesse Henriette-Marie.

(2) Sans doute les faucons, les chevaux et les chiens de chasse.

qui gouverne dans cet état, et j'en suis fort aise, car elle promet et déclare qu'elle emploiera tous ses bons offices pour accroître l'amitié qui existe entre nos deux royaumes et pour secourir les Provinces-Unies, ce qu'on se prépare ici à faire largement et vaillamment. La reine-mère voit clair maintenant dans les prétentions du roi d'Espagne à la monarchie de la chrétienté. Elle a voulu savoir où en était notre alliance espagnole. Je lui ai dit que les lenteurs des Espagnols et leurs procédés dilatoires avaient été si ennuyeux, si décourageans pour le roi et si fatigans pour le prince que, dans ma pensée, ce traité prendrait bientôt fin. Elle m'a parlé alors sur-le-champ du mariage comme près de se conclure. J'ai répondu que je croyais le contraire, et j'ai tenu d'autant plus à le dire que, depuis ma venue, l'ambassadeur espagnol soutient que l'alliance est conclue, et que mon voyage n'a d'autre but que de faire marcher son maître plus vite; ce qu'il ne répand que pour inspirer sur mon compte quelque méfiance, car il craint qu'on ne soit ici trop disposé à désirer et à accomplir une alliance avec nous. Et vraiment ses propos et ses agens ont réussi à inquiéter les hommes en pouvoir dans cet état, surtout depuis qu'ils voient que je ne leur dis rien de direct et de positif. Je sais cependant de plusieurs d'entre eux, notamment de M. de La Vieuville, qui est ici le principal meneur des affaires, que jamais état n'a été plus enclin que celui-ci à accepter toutes nos offres d'amitié et d'alliance, si nous les faisons clairement et comme des gens libres d'engagement; mais il dit, en sage ministre, que, jusqu'à ce que nous ayons complétement et décidément abandonné le traité avec l'Espagne, ils ne peuvent courir le risque de perdre l'amitié tout acquise d'un beau-frère, pour en rechercher une autre qui pourrait leur manquer. Quand ils verront réellement, par un acte public, toutes nos négociations avec l'Espagne rompues, alors, disent-ils, nous verrons, à notre tour, que rien ne leur pourrait causer plus de joie. La reine-mère m'a dit que les sentimens qui lui avaient jadis fait désirer que sa fille pût être donnée à notre prince n'avaient point changé, et elle m'a parlé dans les meilleurs termes du roi et de la personne du prince, ajoutant qu'elle n'en pouvait dire davantage, car c'était la femme qui devait être demandée et recherchée. Il est certain que l'Espagne a fait sous main tout ce qu'elle a pu pour décider cette cour à accueillir pour Madame quelque autre mariage; mais ces gens-ci sont maintenant si bien avertis qu'ils ne mordront pas à cet hameçon. Je sais cela d'un homme grave et honnête, l'ambassadeur de Savoie, qui ne voudrait pas être appelé à le soutenir tout haut et qu'il ne faut donc pas nommer, mais qui me l'affirme. Jamais on n'a exprimé un désir plus général qu'il ne s'en manifeste ici pour une alliance avec nous, et

si le roi et le prince, outre le goût qui les y porte, ont autant de raisons d'état pour persister dans ce dessein, qu'ils le poursuivent rondement et clairement, et j'ose promettre un accueil aussi satisfaisant qu'on peut l'imaginer ou le désirer. »

Lord Kensington ne se borna pas à rendre compte au duc de Buckingham de ses premiers pas dans sa mission et des dispositions qu'il rencontrait; il écrivit au prince Charles lui-même du ton et avec les détails qui pouvaient le plus toucher ce cœur facile aux impressions gravement tendres et romanesques. « Je trouve ici, lui dit-il, tant d'estime pour votre personne et votre mérite que toute personne, moi-même le moindre de tous, qui sera regardée comme venant et parlant de votre part recevra des honneurs infinis... Et vraiment, monseigneur, si vos intentions personnelles sont d'accord avec tant de raisons d'état qui conseillent de presser la conclusion de cette affaire, vous trouverez ici une dame aussi digne, par ses charmes et sa douceur, de votre affection que peut l'être aucune créature sous le ciel. D'après ses manières depuis que je suis ici et tout ce que j'entends dire aux dames de la cour, ses infinis mérites et son respect pour vous me sont évidens. Je ne dis pas cela, monseigneur, pour entraîner votre opinion, mais d'après des observations certaines et une exacte connaissance des faits. J'admire d'autant plus la personne de Madame que l'impression qui m'était restée d'elle était assez ordinaire et que j'ai été très étonné en la trouvant, j'en jure devant Dieu, la plus charmante créature de France. Sa taille est petite, au-dessous de son âge; mais son esprit est infiniment au-dessus. Je l'ai entendue parler à sa mère et aux dames autour d'elle avec une finesse et une vivacité singulières. Elle danse, et cela je l'ai vu, comme je n'ai jamais vu danser personne. On dit qu'elle chante aussi agréablement... Votre réputation a inspiré à cette charmante princesse un tel penchant pour vous qu'elle n'a pu taire son désir passionné de voir votre portrait : mais elle ne savait comment y parvenir. Je le porte à mon cou, et la reine et les autres princesses l'avaient ouvert et regardé, toujours avec admiration; mais cette pauvre jeune princesse ne l'avait entrevu que de loin, elle dont le cœur était bien plus près de vous que celui des autres dames qui le voyaient librement. A la fin, cédant à son impatience, elle a prié la dame chez qui je loge, et qui a été à son service, de m'emprunter ce portrait aussi secrètement que possible, et de le lui apporter, disant qu'elle pouvait bien, comme d'autres, se passer cette curiosité envers une personne d'une telle renommée. Dès qu'elle a vu entrer la dame qui le lui apportait, elle s'est retirée seule avec elle dans son cabinet, et, ouvrant avec précipitation le portrait, elle a laissé paraître sa passion, car elle a rougi tout à coup, comme se sentant coupable. Elle l'a gardé une heure, et

quand elle l'a rendu, elle a pris plaisir à louer votre personne. Je confie ceci, monseigneur, à votre plus soigneuse discrétion; le roi votre père, mylord-duc de Buckingham et mylord de Carlisle doivent seuls le tenir de vous. J'aimerais mieux mille fois mourir que de savoir ceci répandu dans le public, et de trahir la confiance de cette jeune dame qui, pour la beauté et la bonté, est vraiment un ange. »

Pendant que lord Kensington faisait ainsi à Paris son office de galant et prévoyant courtisan, l'ambassadeur de France à Londres, le comte de Tillières, entrait dans la négociation avec quelque humeur, à la suite d'un incident désagréable pour lui. Le moine qui, le premier, avait remis Marie de Médicis et le cardinal de Richelieu en mouvement pour ce mariage vint un jour trouver M. de Tillières, lui apportant un assez gros paquet adressé à Mme de Malissy, et le priant de l'envoyer à la cour de France par une voie sûre, « parce qu'il y avait dedans des affaires de conséquence. » M. de Tillières, qui n'était instruit de rien, répondit qu'il n'avait pas coutume d'envoyer des paquets avec les siens sans savoir ce qu'ils contenaient. Le moine, charmé de se faire valoir, raconta à l'ambassadeur ce qui s'était passé entre la reine-mère, le cardinal de Richelieu, Mme de Malissy et lui. M. de Tillières, d'un caractère digne et susceptible, fut surpris et blessé; il dit au moine qu'il n'enverrait point son paquet avec le sien, et il écrivit sur-le-champ au roi lui-même, lui représentant « combien c'était rabaisser l'honneur de la France et une affaire de cette importance que d'en remettre la conduite à un chétif moine, » et se plaignant de l'ignorance où on l'avait laissé. Louis XIII, touché de sa plainte, en parla à sa mère, et bientôt n'y pensa plus; mais Marie de Médicis, piquée à son tour et prompte à se défendre par une dénégation formelle, écrivit au comte de Tillières : « Je ne puis que je ne vous dire que je m'étonne infiniment de votre crédulité. Je n'ai donné aucune charge au religieux que vous me nommez, ni à aucuns autres, de traiter du mariage de ma fille en Angleterre. Je n'en ai eu ni le pouvoir du roi, monsieur mon fils, ni l'intention... Le religieux me fit des recommandations du sieur marquis de Buckingham, et me témoigna qu'il désirait grandement que son maître prît l'alliance de France. Je sais répondre comme il faut à ceux qui me parlent. Vous le connaîtrez si, en louant le zèle avec lequel vous me serviez, je vous prie de faire, à l'avenir, de ma conduite le jugement qu'elle mérite... Je me persuade que vous marcherez une autre fois plus retenu en telles affaires, et veux croire que, suivant les assurances que vous me donnez par vos dernières, qui m'ont encore été confirmées ici par vos proches, vous n'avez pas péché en cette rencontre par mauvaise intention. Aussi devez-vous attendre de moi tout témoignage de ma bonne volonté. »

Je présume que le comte de Tillières ne se confia pas pleinement

dans cette assurance; les rancunes royales et féminines persistent sous les paroles gracieuses qui les couvrent. A part même cet incident, la situation de M. de Tillières comme ambassadeur était déjà fort ébranlée; il était le client et l'ami du vieux chancelier de Sillery et de son fils le marquis de Puisieux, tous deux près d'être écartés des conseils de Louis XIII, et qui le furent en effet en février 1624 par l'influence du surintendant des finances, le marquis de La Vieuville, destiné à disparaître bientôt lui-même devant le cardinal de Richelieu, que le 26 avril 1624 il avait fait rentrer dans le conseil du roi, s'en promettant un appui auprès de Marie de Médicis, et qui l'en fit brusquement congédier le 12 août suivant, n'y voulant pas plus de voisin incommode qu'il n'y avait de rival sérieux. A la retraite du marquis de Puisieux, Antoine de Loménie, seigneur de La Ville aux Clercs, déjà son collègue comme secrétaire d'état, eut les affaires d'Angleterre dans son département, et le comte de Tillières, mécontent et affaibli, resta pourtant encore ambassadeur à Londres, chargé de suivre, sous les ordres de ministres qui n'étaient pas ses amis, la négociation matrimoniale qu'il n'avait pas été le premier à entamer.

Il avait reçu de Paris, avant même que lord Kensington y fût arrivé, des instructions qui, dans leur ferme brièveté, avaient dû lui faire pressentir, sinon dans les conseils publics, du moins à côté de Louis XIII, l'action d'un homme capable de concevoir et de poursuivre une résolution politique sans hésiter au gré des fluctuations de la pensée et des embarras de chaque jour. Dès le 17 février 1624, le secrétaire d'état nouvellement chargé des affaires d'Angleterre, M. de La Ville aux Clercs, écrivit au comte de Tillières : « Vous continuerez à embarquer le prince (de Galles) à désirer rompre avec l'Espagne, et vous le fortifierez par le duc de Buckingham, que ses intérêts y doivent porter, sans néanmoins faire rien qui puisse laisser aucun indice de vos conseils; ceux-là se peuvent donner sans vous engager à trop avec les Anglais, et sans les dégoûter par une retenue affectée. Votre prudence vous fera bien ménager, ainsi que vous avez commencé, ce que sa majesté désire, montrant au prince les avantages qu'il peut espérer de la France et de l'amitié des princes catholiques, et faisant sentir à ceux qui vous parlent que de deçà la raison seule gouverne, et que par elle, sans précipitation, tous les conseils seront pris avec dignité et gloire pour sa majesté et avantage pour ses alliés. »

Le cardinal de Richelieu n'était pas encore officiellement rentré à cette époque dans le conseil du roi; mais, par la nouvelle composition de ce conseil et par la reine-mère, son influence y prévalait déjà et en inspirait le langage comme la conduite.

Les rivaux de la France, les Espagnols, ne tardèrent pas à sentir

tout le péril, et ils redoublèrent d'efforts et de concessions pour ramener vers Madrid le gouvernement anglais. « On parle ici beaucoup de la venue du père Maestro, » écrivait le 20 (30) mars 1624 à sir Dudley Carleton, ministre d'Angleterre en Hollande, son ami John Chamberlain : « il a passé par Paris la semaine dernière, et il vient de Rome, où le pape trouve, dit-on, que la cour d'Espagne a fait une grande faute en ne menant pas mieux son affaire pendant que le prince était à Madrid. Le pape voudrait à tout prix renouer le mariage : pour y réussir, il dispenserait les Espagnols de sa dispense, en en retranchant les clauses qui exigeaient que les catholiques romains eussent une église publique à Londres, et partout où habiterait l'infante. On parle encore d'autres offres, si larges, dit-on, qu'il n'y aurait pas moyen de les refuser. » Le parlement anglais était déjà réuni alors, et il avait déjà pris, contre l'alliance espagnole, quelques-unes des résolutions qui devaient entraîner celles du roi Jacques : mais la cour de Madrid était si mal informée de l'état des faits ou elle jugeait si mal de l'état des esprits qu'elle s'obstinait à tenter de ressaisir la chance qu'elle avait si maladroitement laissé échapper. « Le parlement peut demander au roi d'Angleterre tout ce qu'il voudra, » disait le roi Philippe IV, « le prince de Galles s'est engagé envers moi à épouser ma sœur ; il ne manquera pas à sa parole. »

III.

Quand les résolutions du parlement et du roi Jacques furent devenues publiques et décisives, le comte de Tillières écrivit à sa cour : « Il semble que, depuis la déclaration du roi de la Grande-Bretagne touchant la rupture des deux traités avec l'Espagne, les choses s'acheminent au grand galop à la guerre. Ce n'est pas que ceux qui pénètrent un peu avant les affaires et qui connaissent l'humeur de ce roi, autant qu'elle se laisse connaître, ne jugent bien que ce chemin ne lui plaît pas et qu'il souhaiterait de tout son cœur de sortir de ce détroit ; mais, considérant ce qu'il a déjà fait, comme il est environné du prince de Galles, de son favori et du parlement, et le peu de personnes qui l'assistent en cette occasion, ils croient bien qu'à la fin et insensiblement il se laissera porter à tout ce que le prince de Galles et le marquis de Buckingham désirent, qui est la guerre. Ils ne chantent autre chose, peut-être par raison, ou peut-être par passion et pour ne savoir pas combien vaut l'aune. Il faut attendre le temps, qui est un grand maître, et qui fait voir clair dans les affaires les plus douteuses et incertaines, pour connaître s'ils font bien ou mal, et ce fais-je ; mais pendant cela je ne laissai, il y a quelques jours, d'aller voir le duc de Buckingham pour me

réjouir de la favorable réponse que le roi avait faite à son parlement et lui témoigner qu'encore qu'elle eût été prononcée par une autre bouche que la sienne, néanmoins je la connaissais bien être un effet de sa conduite, de sa prudence et de ses bons conseils. De quoi il me remercia grandement, pour le gratter où il lui démangeait. Après il me dit qu'il avait dépêché vers M. de Kensington pour lui donner part de ladite déclaration, et lui ordonner qu'il essayât maintenant de pénétrer un peu plus avant dans l'intention de sa majesté et dans les conditions que demanderait la France pour le mariage de Madame Henriette et de M. le prince de Galles, disant qu'après on enverrait quelque cavalier, habile homme, pour assister M. Rich (lord Kensington) en cette affaire. Ce discours ne m'ayant nullement agréé, je lui répliquai qu'il ne pensait pas que sa majesté ni son conseil eussent si peu de conduite que de vouloir entrer au fond de cette affaire sans voir une bonne et ample commission avec toutes les formes requises et nécessaires. »

Le même jour 9 avril 1624, le comte de Tillières ajouta en *post-scriptum :* « Depuis ma grande dépêche fermée, M. le comte de Carlisle m'est venu voir, lequel m'a fait entendre qu'il a commandement de se tenir prêt pour s'acheminer en France. Il ira en poste dans dix ou douze jours, et fera suivre son train. Il porte deux commissions, l'une pour une ligue avec la France, et l'autre pour le mariage, auquel il est nommé, et M. Rich (lord Kensington) aussi, comme ambassadeur extraordinaire. Je suis fort aise de cet envoi, parce que ledit comte de Carlisle est homme de qualité et de mérite, et outre fort affectionné à cette affaire. Outre que cela me lève plusieurs doutes, tant de la part du roi d'Angleterre que du marquis de Buckingham. »

Quoique favori émérite et courtisan épicurien plus que politique, le comte de Carlisle avait, auprès de son roi et dans son pays, plus de poids que lord Kensington; il ne manquait ni de dignité et d'indépendance à la cour, ni de ménagement et même de sympathie pour le parti puritain et populaire. Après son voyage à Madrid pendant le séjour du prince de Galles, il avait paru un moment partisan de l'alliance espagnole, « tout Castillan » (*todo Castillano*), disait de lui le roi Jacques; mais il était bientôt rentré dans le sentiment national de l'Angleterre, et il avait vivement opiné, dans le conseil du roi, pour la rupture du mariage espagnol. Comme je l'ai dit, il avait déjà été chargé huit ans auparavant, en 1616, de rechercher l'alliance française et la main de la seconde fille de Henri IV; quand on le vit partir, comme ambassadeur extraordinaire, pour aller traiter du mariage du prince de Galles avec la troisième, on regarda la négociation comme sérieuse, et on en augura le succès.

Il la trouva, à Paris, entre les mains d'un homme bien plus sérieux et bien plus décidé que lui. Le cardinal de Richelieu était ren-

tré dans le conseil de Louis XIII, modestement et comme contre son propre gré. Il était de ceux en qui l'ambition fait taire au besoin la grandeur de l'esprit et du caractère, et qui ne dédaignent ni les plus grossiers artifices, ni les plus petits moyens. Il avait voulu, en se montrant peu empressé vers le pouvoir, rassurer le roi, qui redoutait ses prétentions, ne point faire ombrage à ses collègues dans le conseil, et inspirer à la reine-mère, alors sa patronne, une entière confiance en ayant l'air de ne céder qu'à ses instances et de lui devoir toute sa fortune; mais, dès qu'il eut remis la main sur le gouvernail, il s'en saisit avec son empire naturel, et ne s'occupa plus que d'assurer et d'accroître sa propre grandeur en la mettant au service de la grandeur de la royauté et de la France. Le mariage de la fille de Henri IV avec le prince de Galles était à ses yeux l'un des actes essentiels de la politique nécessaire au succès de toutes ces grandeurs; il entra dans la négociation en s'appliquant à obtenir les meilleures conditions possibles pour les intérêts divers qui s'y trouvaient engagés, mais sans hésitation, sans complaisance pour tel ou tel de ces intérêts, habile à ménager les paroles et les apparences, mais décidé à atteindre son but.

Le comte de Carlisle arriva à Paris vers la fin d'avril 1624, et dès qu'il eut, avec lord Kensington, officiellement déclaré le but de leur mission commune, le roi nomma, pour traiter avec eux, quatre commissaires, le cardinal de Richelieu, le garde des sceaux d'Aligre, le surintendant des finances La Vieuville et le secrétaire d'état La Ville aux Clercs. Quand on apprit à Londres que le premier commissaire était un cardinal, on s'inquiéta d'abord, on douta du succès. Si les ministres de Jacques Ier avaient assisté à la première délibération du conseil de Louis XIII sur la convenance du mariage, ils se seraient promptement rassurés. Le cardinal de Richelieu traita la question longuement, mais résolûment, ferme dans sa pensée malgré la diffusion de ses paroles, étalant avec soin ses précautions pour la foi de la princesse et l'intérêt général de l'église catholique, mais concluant qu'on obtiendrait ce dont la religion avait besoin et qu'il fallait faire ce que commandait la politique. « Que nous puissions à juste titre, dit-il, demander la liberté de conscience, c'est chose claire; puisque en France nous la donnons à une secte nouvelle, on la peut bien donner, en Angleterre, à un corps ancien comme le nôtre, duquel ils sont contraints de confesser être sortis. Au moins est-il bien raisonnable qu'au lieu que la France donne liberté aux calvinistes, l'Angleterre donne assurance de ne point persécuter les prêtres et les catholiques... Si on assurait tellement la religion de Madame qu'elle ne pût courir aucun hasard en sa personne, si elle avait auprès d'elle des dames saintes et de grande vertu, s'il lui était permis d'avoir un évêque en qualité de grand-

aumônier et plusieurs autres personnes doctes et de sainte vie, qu'elle eût une église où le service de Dieu fût fait avec liberté, on pourrait, sinon conseiller, au moins ne déconseiller pas ce mariage, attendu qu'il semble que ce serait donner lieu aux catholiques anglais d'avoir consolation par espérance en leurs peines. » Il termina en disant « qu'il était d'avis de recevoir l'offre qui nous était faite de ladite alliance, pourvu qu'on la pût obtenir aux conditions susdites, et que tant s'en faut qu'il la fallût rejeter, qu'au contraire il la fallait poursuivre avec soin, car, si nous nous allions avec le roi d'Angleterre, nous en recevrons un double avantage : l'Espagnol perd l'assistance de ce royaume-là, et nous nous en fortifions contre lui. »

Le cardinal, en tenant ce langage, ne se compromettait point avec imprudence; le sentiment général en France, à la cour et dans le public, était d'accord avec sa politique; on le louait de l'indépendance de sa pensée, on l'appelait avec approbation « le cardinal d'état. » A ceux qui témoignaient quelque inquiétude sur la situation de la princesse au milieu d'un peuple protestant, on répondait en souriant « qu'une femme ne devait point avoir d'autre volonté que celle de son mari, » et quand la négociation fut terminée, le secrétaire de la chambre du roi Jacques, James Howell, put écrire avec vérité : « En moins de neuf lunes, cette grande affaire a été proposée, poursuivie et accomplie, tandis que le soleil aurait pu, pendant autant d'années, suivre sa course d'un bout du zodiaque à l'autre avant que la cour d'Espagne fût arrivée à quelque résolution et résultat. Cela fait bien voir la différence entre les deux nations, le pas de plomb de l'une et les mouvemens de vif-argent de l'autre. Cela montre aussi que le Français est plus généreux dans ses procédés que l'Espagnol, moins plein de scrupules, de réserves et de méfiances, et qu'il agit plus galamment. »

La négociation ne se poursuivit cependant pas sans fluctuations et sans difficultés. Un embarras se présenta dès l'abord, de peu de valeur en soi, mais désagréable et délicat, comme toutes les questions de rang et d'amour-propre personnel. Les conférences entre les quatre commissaires désignés s'ouvrirent le 3 juin 1624 à Compiègne, où était alors la cour. Elles devaient se tenir chez le cardinal de Richelieu. Les deux commissaires anglais prétendirent que, lorsqu'ils s'y rendraient, le cardinal devait leur donner la main. Il s'y refusa en disant que, n'accordant pas cette distinction aux ambassadeurs de l'empereur et du roi d'Espagne, il ne pouvait la conférer aux ministres d'Angleterre. « Cependant, dit le père Griffet, il souhaitait extrêmement de conférer avec eux et de ne pas abandonner une négociation si importante aux trois autres commissaires. M. de La Ville aux Clercs, qui ne doutait pas que le cardinal ne devînt incessamment plus puissant auprès du roi que tous les autres minis-

tres, imagina un expédient pour le tirer d'embarras. Il lui proposa de feindre une indisposition et de se mettre au lit quand il faudrait recevoir chez lui les ambassadeurs d'Angleterre. Il engagea ceux-ci à écrire à leur maître pour lui persuader que les affaires dont il les avait chargés ne pouvaient réussir s'il ne leur laissait la faculté de suivre ce qui s'était toujours pratiqué par le nonce du pape et par les ambassadeurs de l'empereur et du roi d'Espagne. La réponse du roi d'Angleterre fut conforme à leurs désirs et encore plus à ceux du cardinal, qui parut fort content quand M. de La Ville aux Clercs vint l'avertir qu'il pouvait traiter chez lui avec les deux ambassadeurs d'Angleterre. »

Quand les négociateurs entrèrent effectivement en pourparlers, le cardinal se garda bien de dire, comme on l'avait fait à Madrid, que l'issue en était soumise à la décision du pape sur la dispense requise pour le mariage; il maintint au contraire avec soin, dans toute la négociation, l'indépendance de la couronne de France, et ne fit intervenir le nom du pape, dans ses conférences avec les ambassadeurs d'Angleterre, que pour déterminer le délai dans lequel la dispense devrait être obtenue. Le 19 juin 1624, Louis XIII écrivit lui-même au comte de Tillières : « Les ambassadeurs du roi de la Grande-Bretagne, mon frère, ayant désiré, au premier article, qu'il fût pris un délai pour obtenir de notre saint-père le pape la dispense qui est nécessaire, j'ai consenti à leur désir, et pris, pour tout délai et préfixion, le terme de trois mois, pendant lequel j'espère d'obtenir ce qui est si avantageux pour la religion catholique. » Richelieu ôtait ainsi aux Anglais toute inquiétude des lenteurs indéfinies qu'ils avaient eu à subir en Espagne, et se montrait résolu à marcher vivement vers leur but commun; mais en même temps, pour éviter tout reproche d'indifférence aux intérêts de la religion catholique, il demanda d'une façon générale qu'à cet égard le roi d'Angleterre accordât, pour obtenir la sœur du roi de France, tout ce qu'il avait promis pour obtenir celle du roi d'Espagne. Ainsi l'exigeait, dit-il, l'égalité des deux couronnes.

Quand on en vint à déterminer avec précision les concessions ainsi vaguement demandées, de graves difficultés s'élevèrent : les négociateurs anglais posèrent en principe que leur roi ne pouvait rien faire qui fût directement contraire aux lois de son royaume, et qui le mît en lutte avec le parlement dont les intentions venaient d'être si fortement manifestées. « Quant à la liberté publique pour la religion catholique, dit Richelieu, ils n'en voulurent pas seulement entendre parler, témoignant que c'était avoir dessein, sous ombre d'alliance, de détruire leur état que de leur faire une telle demande. Quant à la secrète, ils avaient encore grand'peine à l'accorder. » La cour de Rome, de son côté, fit des efforts répétés, quoique timides,

contre le mariage projeté; l'archevêque de Lyon, M. de Marquemont, écrivit le 3 juin de Rome à M. d'Herbault, secrétaire d'état pour les affaires d'Italie : « Le pape m'a dit, mais que je l'écrive comme l'ayant appris de bon lieu et non pas de lui, qu'on est en appréhension que les Anglais, par le mariage, ne s'efforcent d'engager en quelque résolution, touchant l'électorat et le Palatinat, qui porte préjudice au duc de Bavière, et qu'il serait peu honorable au roi et à la France d'acheter l'alliance d'Angleterre à condition de reconquérir un état pour le gendre du roi de la Grande-Bretagne et en déchasser un prince grand catholique... Il est à désirer que sa majesté ne s'engage point à de nouvelles confédérations avec ceux du parti contraire, mais que plutôt elle ménage ses intérêts avec les catholiques. » Le nonce du pape à Paris, Mgr Spada, apporta à Louis XIII et à Marie de Médicis deux brefs d'Urbain VIII pleins de représentations à ce sujet; il alla même jusqu'à dire que, si le roi de France voulait renoncer au mariage anglais, le roi d'Espagne demanderait volontiers la main de Madame Henriette pour l'infant don Carlos, son frère, à qui il assurerait, en faveur de cette union, la souveraineté des Pays-Bas catholiques après la mort de l'infante Isabelle. Marie de Médicis ne se laissa point prendre à ces offres, et Louis XIII se contenta de répondre : « Mon zèle pour la religion catholique n'est pas moindre que celui du roi d'Espagne. C'est la seule chose qui retarde le mariage de ma sœur. »

Richelieu était de ceux que les obstacles excitent au lieu de les intimider, et qui, dès qu'ils les ont reconnus, se mettent à l'œuvre pour les surmonter. Il voulait surtout avoir, en toute occasion, des agens sûrs et efficaces. L'ambassadeur de France à Londres, le comte de Tillières, avait été et restait, en galant homme, l'ami des ministres déchus, le chancelier de Sillery et le marquis de Puisieux. Richelieu le trouvait d'ailleurs peu actif, susceptible, et plus disposé à critiquer ses chefs qu'à les seconder. On le croyait même, en Angleterre, peu favorable au mariage anglo-français, et trop attaché aux jésuites pour servir avec zèle un ministre qui recherchait les alliances protestantes. Le comte de Tillières fut rappelé et remplacé par le marquis d'Effiat, que protégeait le surintendant des finances La Vieuville, mais dont Richelieu savait bien qu'il aurait à son tour le dévouement. La Vieuville lui-même, qui commençait à redouter et à combattre l'ascendant croissant de Richelieu, fut écarté avec disgrâce au moment où il s'y attendait le moins, et remplacé, comme surintendant des finances, par M. de Marillac. Richelieu fit rentrer en même temps au conseil le comte de Schomberg, habile et vaillant guerrier, jadis l'ami des adversaires du cardinal, mais que le cardinal se promettait d'acquérir, et qu'il acquit en effet, en lui faisant donner le bâton de maréchal. Le commandeur de Sillery, frère

du chancelier, occupait encore le poste d'ambassadeur à Rome; Richelieu y fit envoyer à sa place le comte de Béthune, docile et fidèle. Enfin, bien résolu de faire sentir sa volonté et son pouvoir à Rome comme à Londres et à Paris, le cardinal écrivit à M. d'Herbault, secrétaire d'état pour les affaires d'Italie : « Le roi trouve bien étrange qu'il vienne de Rome quelque bruit que le pape ne donnera point la dispense du mariage d'Angleterre à moindres conditions qu'il n'a accordé celle d'Espagne. Pour l'obtenir, il suffit que le roi soit assuré de toutes les conditions qui sont nécessaires pour le salut de Madame et de toute sa famille, et qu'il y ait lieu d'espérer beaucoup pour le bien général des catholiques d'Angleterre. L'affaire est non-seulement en cet état, mais en termes plus avantageux, comme vous saurez par M. de Bérulle. Le roi rendant à sa sainteté tout ce qu'elle saurait attendre d'un prince chrétien, et si pieux qu'il est, il n'y aurait point d'apparence qu'il n'en reçût le traitement qu'il en doit justement attendre. Il ne faut point considérer les conditions d'Espagne, mais bien si celles de France sont légitimes et suffisantes. Étant telles, quel déplaisir serait-ce au roi de recevoir un refus qui l'engagerait à plus que je ne veux penser! »

Toutes ces mutations furent opportunes et efficaces. Richelieu n'eut plus dans le conseil du roi que des collègues dociles, et au dehors que des agens dévoués. Le marquis d'Effiat débuta bien à Londres. Le prince de Galles assistait à la première audience que lui donna le roi Jacques (1). Après les saluts d'usage, le roi ayant engagé l'ambassadeur à se couvrir, d'Effiat s'en excusa, ne pouvant, dit-il, se le permettre tant que le prince serait là, découvert en présence de son père. Sa courtoise réserve plut. Après quelques momens, le prince se retira, l'ambassadeur se couvrit, et le roi le traita dès lors avec une bienveillance familière. Pendant tout l'été, d'Effiat l'accompagna dans ses diverses excursions, partout logé et défrayé par ses ordres, et admis souvent à des entretiens particuliers dans lesquels le roi Jacques se livrait sans gêne à sa gaîté spirituelle et peu délicate. « Je ferai, lui dit-il un jour, la guerre à Madame Henriette. Elle n'a pas voulu recevoir les deux lettres qui lui ont été envoyées d'ici, l'une de moi, l'autre de mon fils, elle les a remises d'abord à sa mère; mais je crois que je ferai aisément la paix avec elle, car j'ai appris que depuis elle avait mis la seconde lettre dans son sein et la première dans son portefeuille, d'où je conclus qu'elle entend réserver mon fils pour l'affection, et moi pour le conseil. »

A Paris, le plus courtisan des deux négociateurs anglais, lord Kensington, était traité par les deux reines avec la même faveur. Il avait conquis le cœur de la duchesse de Chevreuse, et par elle les

(1) Le 4 (14) juillet 1624.

bonnes grâces d'Anne d'Autriche, et il portait dans ses relations avec Marie de Médicis ce mélange de politique et de galanterie qui ne manque guère son effet auprès d'une femme qui n'est plus jeune et qui gouverne. Vers la fin de juin 1624, il fit un voyage à Londres, probablement de concert avec Richelieu, pour aller rendre au roi Jacques un compte exact de l'état de la négociation, et lui faire bien connaître quelles concessions le cardinal était disposé à faire, et lesquelles il avait absolument besoin d'obtenir. Il revint à Paris dans les premiers jours d'août avec la promesse de son roi qu'il serait fait bientôt comte de Holland, ce qui eut lieu en effet le 24 septembre suivant, et rapportant au cardinal les concessions possibles et les exigences indispensables du roi Jacques. Il eut peu après (1) avec Marie de Médicis, à Ruel, où elle résidait alors, un entretien dont le lendemain il rendit compte en ces termes au duc de Buckingham :

« La reine a amené le discours sur le prince de Galles et sur son voyage en Espagne. — La critique générale en Italie a été, me dit-elle, que deux rois avaient commis alors deux grandes fautes : l'un, de risquer un gage si précieux dans une entreprise si hasardeuse; l'autre, de traiter si mal un si glorieux hôte. — La première faute a pour excuse, madame, lui dis-je, le bien général de la chrétienté, qui, étant alors dans une situation désespérée, avait besoin d'un remède désespéré. Il faudrait pour la seconde faute un meilleur avocat que moi. Son altesse, mon prince, remarqua lui-même alors qu'après l'avoir traité si mal, c'était, de la part des Espagnols, une grande faiblesse et folie que de le laisser partir. Ce furent là ses premières paroles en montant sur son vaisseau. — A-t-il vraiment dit cela? demanda la reine. — Je puis vous l'attester, madame, sur la foi de mes propres oreilles. — Il est vrai qu'il avait été mal traité. — Certainement, lui répondis-je, non pas dans la façon dont on l'accueillit, et qui fut aussi brillante que pouvait le permettre ce pays-là, mais par leurs ridicules lenteurs et par les déraisonnables conditions sur lesquelles ils insistèrent, prenant avantage de ce qu'ils avaient sa personne entre leurs mains. Et pourtant, ajoutai-je en souriant, ici, madame, vous le traitez encore plus mal. — Comment donc? me dit-elle vivement. — Vous exigez, madame, de ce digne et noble prince, qui a tant de zèle pour le service de vos majestés et tant de passion pour Madame, les mêmes conditions, que dis-je? des conditions plus déraisonnables que celles des Espagnols. Vous voulez conclure le mariage, et vous entrez dans les mêmes voies qu'ils ont suivies pour le rompre; ce qui fait naître des doutes et des méfiances dont le comte d'Olivarez a pris grand soin d'aggraver l'effet en tenant à l'ambassadeur du roi mon maître en Es-

(1) Le 30 août 1624.

pagne ce langage de bravade que, si le pape accordait une dispense pour le mariage avec la France, le roi d'Espagne irait à Rome avec une armée, et la mettrait à sac. — Nous l'en empêcherons bien, me répondit à l'instant la reine-mère, car nous lui taillerons assez de besogne ailleurs. Mais qu'est-ce qui vous presse le plus? — J'insistai alors sur l'inconvenance du septième des articles proposés et sur l'impossibilité du dernier, qui impose au roi un serment en faveur de la liberté des catholiques, et je la conjurai d'employer son crédit auprès du roi son fils et son autorité sur les ministres pour faire réformer ces deux articles spécialement, et pour que l'affaire soit promptement et amicalement terminée. — Si nous en sommes réduits, ajoutai-je, à cette extrémité que l'article relatif au serment ne puisse pas être modifié plus qu'il ne l'a déjà été, qu'au moins votre majesté obtienne qu'on admette la protestation du roi mon maître que, par ce serment, il ne s'oblige qu'autant que cela pourra se concilier avec la sûreté, la paix, la tranquillité et le bien de son royaume. — La reine a trouvé cela raisonnable, et m'a promis d'en parler au roi et au cardinal. — Si vous en parlez comme vous le pouvez, madame, je suis sûr que ce que vous direz sera fait. Seulement je ne sais pas si, même cela fait, le roi mon maître pourra porter aussi loin la condescendance. Mais je ne veux pas fatiguer plus longtemps votre majesté; je la prie de trouver bon que j'aille, comme elle a bien voulu me le permettre, m'acquitter auprès de Madame des ordres que le prince m'a donnés pour elle. — Que voulez-vous lui dire? me demanda la reine. — Est-ce que votre majesté veut m'imposer la même loi qu'en Espagne on avait imposée à son altesse? — Le cas est différent : en Espagne, le prince était en personne: ici, il n'y a que son député. — Le député, repris-je, représente la personne. — Enfin qu'est-ce que vous direz? — Rien qui ne soit digne des oreilles d'une si vertueuse princesse. — Mais qu'est-ce donc? — Eh bien! madame, puisque vous voulez absolument le savoir, je dirai à son altesse que votre majesté m'ayant permis de lui parler un peu plus librement que je ne l'ai encore fait, j'obéis aux ordres du prince en le mettant complètement à son service, non plus par voie de compliment, mais avec toute l'affection et la passion que lui ont inspirée les beautés de sa personne et de son âme, et qu'il fera tout ce qui sera en son pouvoir pour faire réussir cette alliance, et encore quelques autres paroles d'amoureux langage. — Allez, allez, me dit en souriant la reine; il n'y a point de danger dans tout cela; je me fie à vous, je me fie à vous. — Je n'ai pas abusé de sa confiance: c'est bien là ce que j'ai dit à Madame en l'amplifiant un peu, et Madame a goûté avec joie le miel de ces paroles, me témoignant avec une profonde révérence sa reconnaissance pour le prince, et combien elle serait heureuse de mériter la

place qu'elle avait dans ses bonnes grâces. Je me suis tourné alors vers les vieilles dames qui l'accompagnaient, et je leur ai dit que, puisque la reine m'avait permis la liberté que je venais de prendre, j'espérais que de leur côté elles voudraient bien tenir un langage en accord avec le mien. J'ai ajouté que le prince avait dans son cabinet le portrait de Madame, et se repaissait de cette vue, ne pouvant avoir encore le bonheur de contempler sa personne. Et pendant que je tenais ce discours et autres semblables, la princesse était là, recueillant avec charme mes paroles, et n'en laissant pas tomber une seule à terre. »

Au milieu de ses galanteries de courtisan, lord Kensington posait bien la question : pendant tout le cours de la négociation, toute la difficulté porta sur la forme encore plus que sur la mesure de l'engagement que prendrait le roi Jacques en faveur des catholiques d'Angleterre. Il offrait une promesse verbale de ne pas faire exécuter les lois rendues contre eux, et de tolérer dans leurs maisons le libre exercice de leur religion. Les négociateurs français demandaient un serment écrit et officiel. « Cet écrit, disaient-ils aux commissaires anglais, ne donnerait pas au roi leur maître plus d'empêchement, de la part de ses peuples, pour l'exécuter, que la promesse verbale qu'ils offraient, pour ce que toujours les protestans se douteraient bien qu'il l'aurait promis, et le soupçon en matière de religion est si violent qu'il ferait le même effet que s'ils en avaient une preuve certaine. Ce serait d'ailleurs pour Madame un si grand déshonneur en toute la chrétienté d'entrer en Angleterre sans apporter aucun soulagement à ceux de sa religion, qu'elle ne voudrait pas acheter à ce prix la bienveillance d'une partie du peuple d'Angleterre, et que ce lui était assez d'avoir les bonnes grâces du roi son mari. Le roi très chrétien y avait lui-même un très grand intérêt pour ce qu'il ne pouvait autrement assurer le pape que ce que l'on promettait serait exécuté, qu'en lui témoignant qu'on ne s'était pas contenté d'une simple obligation de parole, mais qu'on l'avait voulu stipuler par un écrit qui pût être exposé à la vue de tout le monde. » A cela les commissaires anglais répondaient que, par cette voie, on allait précisément contre le dessein qu'on se proposait. « C'était vouloir mettre mal le roi d'Angleterre avec son peuple, qui était protestant, que de faire paraître au public qu'il eût promis aucune chose pour les catholiques, au préjudice des lois du royaume ; c'était même lui ôter le pouvoir de bien traiter les catholiques que de faire connaître publiquement qu'il eût ce dessein et s'y fût obligé, parce que chacun prendrait garde à ce qu'il ferait pour eux, et que la moindre grâce qu'il leur départirait serait considérée, pesée et enviée, au lieu que, si ses peuples n'avaient point de soupçon, il aurait plus de liberté de les favoriser, ni ne lui

ferait-on pas tant d'instances d'observer les rigueurs des lois contre eux. »

Pendant trois mois, on s'obstina de part et d'autre dans cette discussion, où les raisons que s'opposaient les deux parties étaient, pour chacune d'elles, bonnes et puissantes. Le roi Jacques et ses conseillers avaient fait, par la négociation espagnole, l'expérience de l'irritation que soulèverait en Angleterre tout acte officiel en faveur des catholiques et de leur liberté. Louis XIII et le cardinal ne pouvaient se contenter d'une promesse verbale à laquelle ni le pape ni le public européen n'ajouteraient aucune foi. Le roi Jacques fut le premier à céder; quand l'arrivée et les instructions du marquis d'Effiat l'eurent convaincu qu'à Paris on ne conclurait rien sans l'engagement écrit qu'on lui demandait, il ordonna à ses négociateurs d'y consentir, et, à peine informé de ce succès, Richelieu se promit d'en retirer non-seulement plus de facilité pour obtenir à Rome la dispense nécessaire au mariage, mais un avantage permanent pour la situation générale de la France en Europe et son influence en Angleterre. « J'apprends, écrivit Louis XIII au marquis d'Effiat (1), que les onze articles sont accordés, ce qui me satisfait beaucoup... L'amitié des catholiques anglais est le fruit que je prétends de cette alliance. Je désire donc qu'ayant l'effet de ce qui nous a été accordé, vous tâchiez à obtenir d'eux une lettre à moi pour me remercier, afin que je la puisse envoyer à Rome, ce qui faciliterait la dispense et les attacherait à mon service. Et lesdits catholiques vous accordant ce que vous leur aurez demandé, vous aurez à le tenir très secret, pour ne les perdre, car telle chose serait connue qui procurerait entièrement leur ruine par les appréhensions vaines que cela donnerait, et dont le premier je ressentirais le mal. »

Mais quand la question de l'engagement écrit au lieu de la promesse verbale fut vidée, il s'en éleva aussitôt une autre : l'engagement écrit serait-il public ou secret? Les négociateurs français demandèrent qu'il fût textuellement inséré dans le contrat de mariage de la princesse; les Anglais s'y refusèrent absolument; le contrat, dirent-ils, devait être soumis au parlement; il serait impossible à leur roi d'y faire passer un tel article, et l'ardente résistance des deux chambres éclaterait aussitôt. A l'appui de leur refus, le roi Jacques et ses conseillers, sans en avouer le dessein, laissèrent pendant quelques semaines aux lois contre les catholiques leur libre cours, présumant bien que les catholiques prendraient l'alarme, et qu'à Paris comme en Angleterre on sentirait le prix de la tolérance silencieuse qui leur était offerte. Leur conjecture était fondée : Richelieu et ses collègues réclamèrent vivement contre ces rigueurs

(1) Le 7 août 1624.

continues ou même ranimées. « Pressé par nos raisons, écrivit Louis XIII au marquis d'Effiat (1), le comte de Carlisle s'y est rangé, ne les pouvant combattre; ce que j'apprends de lui et de quelques-uns de sa suite, c'est que cette persécution n'a été commencée que pour faire voir que ce n'est pas l'Espagne qui procure aux catholiques du relâche, et pour m'en gratifier et faire valoir cela au compte de ma sœur. De quoi certes j'aurais peine à me payer si je pouvais faire davantage que les prier, et si je croyais qu'il y eût autre voie que celle-là, et plus prompte... Pressez donc le prince et le duc de Buckingham de me donner contentement en cette occasion. »

Ils n'eurent garde de s'y refuser; les rigueurs anglaises s'arrêtèrent, et le 1er septembre suivant Louis XIII put écrire au marquis d'Effiat : « Votre dépêche arrivée hier m'a assuré que ce qui vous avait été promis en faveur des catholiques a été exécuté; à quoi je vous prie de veiller, et sans vous fier aux réponses des principaux officiers de justice, informez-vous de ce qui se passe pour, en cas de contravention, requérir l'exécution de ce qui vous a été accordé. Quant à ce qui regarde l'inquiétude où se trouve le roi de la Grande-Bretagne pour ne savoir mes intentions sur le fait du mariage, vous pouvez lui dire que je n'ai point changé. »

Louis XIII et son ministre avaient fait plus que ne pas changer : touché des raisons qu'alléguaient les Anglais contre la publicité de l'engagement écrit de leur roi en faveur des catholiques, « raisons très fortes, dit Richelieu lui-même, et capables de convaincre tout homme non préoccupé de passion, le cardinal conseilla au roi de condescendre à un article particulier (non inséré dans le contrat de mariage), jugeant que la religion en recevrait un solide avantage, et que disputer plus opiniâtrément ce point ne serait que rechercher une vaine réputation de promouvoir l'utilité de l'église sans effet, vu que moins il y aurait d'opposition, de la part des protestans, à ce qui serait promis, plus le roi de la Grande-Bretagne aurait de facilité à le faire observer. »

Les deux gouvernemens une fois d'accord sur ce point, l'article particulier fut rédigé et convenu à Paris, le 7 septembre 1624, par les commissaires français et anglais, en ces termes :

« Le roi de la Grande-Bretagne donnera au roi un écrit particulier signé de lui, du sérénissime prince son fils et d'un secrétaire d'état, par lequel il promettra, en foi et parole de roi, qu'en contemplation du mariage de son très cher fils et de Madame, sœur du roi très chrétien, il permettra à tous ses sujets catholiques romains de jouir de plus de liberté et franchise, en tout ce qui regarde leur

(1) Le 1er août 1624.

religion, qu'ils n'eussent fait en vertu d'articles quelconques accordés par le traité de mariage fait avec l'Espagne, ne voulant, pour cet effet, que sesdits sujets catholiques puissent être inquiétés en leurs personnes et biens pour faire profession de ladite religion et vivre en catholiques, pourvu toutefois qu'ils en usent modestement et rendent l'obéissance que de bons et vrais sujets doivent à leur roi, qui, par sa bonté, ne les astreindra à aucun serment contraire à leur religion. »

Quelques difficultés s'élevèrent encore à Londres sur cette rédaction ample et vague, qui promettait beaucoup aux catholiques anglais et qui en même temps les astreignait, envers leur roi protestant, à une obéissance dont la limite restait aussi vague que celle des promesses royales. Les conseillers du roi Jacques demandèrent quelques changemens de termes dont Buckingham, pour en obtenir à Paris l'adoption, allégua l'insignifiance; on les accepta à Paris en en demandant à son tour quelques autres sur lesquels on n'insista point. On était, de part et d'autre, pressé d'arriver au terme. Le roi Jacques avait satisfait son orgueil royal; Richelieu avait assuré, avec son propre ascendant, la politique de la France; quant à la religion, on avait, par des paroles au fond peu efficaces, sauvé les apparences et couvert les responsabilités mutuelles; des deux parts, on manifesta sa satisfaction. « Le roi me fit monter dans son carrosse, écrivit le marquis d'Effiat à Louis XIII (1), où je reçus de lui toutes les faveurs et honneurs qu'il se peut imaginer en la considération de votre majesté; il me fit dîner avec lui dans sa chambre du lit, où il ne mange que lorsqu'il se veut réjouir avec familiarité. Il n'y avait que le prince et le duc, qui ne s'épargnaient pas à *pleiger*, ledit roi m'ayant fait l'honneur de m'attaquer deux ou trois fois, buvant à votre santé. La conclusion de cette fête me fit espérer que nous pourrions ajouter à l'article secret les deux clauses que votre majesté demande; mais il ne me fut possible de les pouvoir obtenir, ledit roi disant qu'il ne croyait point qu'il y ait rien au-dessus de sa parole royale, qui est solennellement couchée dans l'article qu'il me confirma parlant à moi-même, et que c'est lui faire trop d'injure que de croire qu'il y voulût manquer, comme il semble que les sermens que l'on demande sur les Évangiles donnent lieu de douter... Toutes ces raisons, selon mon opinion, ne sont pas celles qui l'ont empêché. Je crois que le refus qu'en ont fait ceux de son conseil en est la seule cause, entre autres le marquis de Hamilton et le comte de Pembroke qui n'ont jamais voulu opiner dessus, comme le roi m'a dit lui-même; mais il ne désire pas que cela soit su, pour le

(1) Le 26 septembre 1624.

déplaisir que, je crois, il a de leur refus; il témoigne en être fort offensé, voyant que c'est un paquet que l'on veut faire porter à son favori, dont il le garantira bien. »

Louis XIII répondit sur-le-champ au marquis d'Effiat (1) : « Je reçus hier, avec la vôtre du 26 passé, la joie que vous pouvez imaginer, ayant obtenu ce que je désirais et qui facilite, voire m'assure de ce que j'ai demandé à Rome, et en cet état je vous en ai voulu faire part, afin que vous, qui avez contribué à mon contentement, y preniez part. Je ne vous dis plus que je veux les deux clauses marquées en mes précédentes; puisqu'on ne les a voulu accorder, je n'estime pas qu'on les doive presser, car, cela ne se pouvant que par le moyen du duc de Buckingham, il le faut conserver pour quelque chose de meilleur, et le décharger de l'envie qu'une telle nouveauté lui pourrait acquérir. Et même il faut remettre au temps que ces articles auront été signés pour désirer quelque chose qui assure que les catholiques seront exempts de persécution pour refuser le serment de fidélité qu'on leur présente. De cela vous en auriez parlé en son lieu; cependant il ne les faut plus presser. »

Le mariage ainsi décidé, et la question fondamentale dont on l'avait fait dépendre une fois vidée entre les deux cours, « il ne restait plus, dit Richelieu dans ses mémoires, que d'envoyer à Rome pour obtenir la dispense. »

IV.

Le cardinal avait dans le clergé de France un homme merveilleusement propre à cette mission. Le fondateur de la congrégation de l'Oratoire, le patron des carmélites françaises, le père de Bérulle était en possession d'un renom de piété et de vertu justement acquis par le désintéressement de sa vie comme par l'importance et le succès de ses œuvres. Il s'était voué dès sa jeunesse, et malgré les résistances de sa famille, au service de l'église, en se refusant pour lui-même à toutes les grandeurs du monde. Aumônier de Henri IV à l'âge de vingt-quatre ans, il n'avait pas voulu être précepteur du dauphin, et avait repoussé toute fonction, toute dignité qui l'eût détourné de son travail sur les âmes et de ses fondations pieuses. Il était l'ami de saint François de Sales, qui disait de lui : « Il est tel que je désirerais d'être moi-même; je n'ai guère vu d'esprit qui me revienne comme celui-là. » Il y avait en effet entre ces deux hommes une grande sympathie de nature : le père de Bérulle était dans l'église catholique, comme l'évêque de Genève, une de ces âmes à la fois ardentes et douces, strictement dogmatiques, par soumission autant que par conviction, mais un peu mystiques, clémentes et ten-

(1) Le 1er octobre 1624.

dres envers les personnes, et portant au sein même de la controverse et de la lutte le besoin et le don de plaire. « Si c'est pour convaincre les hérétiques, disait le cardinal du Perron, amenez-les-moi; si c'est pour les convertir, présentez-les à M. de Genève; mais si vous voulez les convaincre et les convertir tout ensemble, adressez-vous à M. de Bérulle. » Il avait eu, dans sa première ferveur, envie de se faire jésuite; mais son directeur d'alors, jésuite lui-même, après l'avoir bien étudié, lui avait dit avec une honorable sincérité : « Je ne sais, monsieur, quel peut être sur vous le dessein de Dieu; ce que je sais seulement, c'est qu'il ne vous appelle pas à la compagnie. » Non-seulement M. de Bérulle ne devint pas jésuite, mais, par le tour de son caractère autant qu'à cause de sa fondation de la congrégation de l'Oratoire, il fut bientôt, avec la société de Jésus, dans une hostilité habituelle et quelquefois déclarée. Il n'en conserva pas moins à Rome et auprès du pape beaucoup de considération et de crédit; la cour de Rome excellait encore alors à bien vivre avec les esprits les plus divers, les modérés comme les ardens, les doux comme les rigides, et à s'en servir tour à tour selon la convenance des affaires et des temps. Le père de Bérulle avait dans le monde une situation analogue à celle qu'il s'était faite dans l'église. Prudent et habile avec droiture, il savait ménager les intérêts humains, comprendre les nécessités politiques, et rendre dans l'occasion au gouvernement de son pays d'importans services sans perdre son indépendance et sa dignité. Au milieu des discordes de la cour de France, il resta toujours attaché à Marie de Médicis, et en 1619, par son crédit auprès du duc de Luynes, il contribua puissamment à faire revenir auprès d'elle Richelieu, alors simple évêque de Luçon et exilé à Avignon : non que le père de Bérulle approuvât dès lors l'ambition personnelle et plus tard toute la politique du cardinal, il était opposé au système général des alliances protestantes, trouvait la conduite du cardinal trop mondaine, et manifesta souvent sa dissidence, quelquefois peu clairvoyante; mais il était essentiellement modéré en même temps que zélé pour le service du roi comme pour celui de l'église, et « il croyait, dit Richelieu lui-même, que le cardinal n'avait d'autre sentiment que celui du bien de l'état. »

Richelieu de son côté, politique avant tout, ne s'inquiétait guère des dissentimens qu'il pouvait avoir eus ou qu'il pourrait avoir un jour avec les hommes que, pour le moment, il jugeait propres à le servir. Il avait confiance, pour l'affaire de la dispense romaine, dans la situation, le savoir-faire et l'influence du père de Bérulle; il le fit partir pour Rome (1), sans caractère officiel et sans bruit, mais porteur d'une lettre de Louis XIII qui disait au pape : « Le respect et

(1) Le 13 août 1624.

l'obéissance qu'à l'imitation des rois nos prédécesseurs nous désirons rendre au saint-siége et à votre béatitude en une affaire si importante que le mariage de notre très chère sœur Henriette-Marie avec le prince de Wales, fils du roi de la Grande-Bretagne, fait que nous n'avons pas voulu y résoudre aucune chose sans au préalable avoir eu non-seulement sa dispense, mais aussi ses avis. Pour cet effet, nous envoyons vers elle le bon père Bérulle, comme personne que nous savons bien lui devoir être agréable pour les singulières qualités qui sont en lui. Il l'informera particulièrement de ce qui s'est passé jusqu'ici sur ce sujet. » Mais en donnant à un saint prêtre cette mission particulière Richelieu lui recommanda formellement de ne rien faire que de concert avec l'ambassadeur ordinaire du roi à Rome, le comte de Béthune; les instructions de Bérulle portaient : « Vous laisserez toujours avancer au sieur de Béthune ce qui pourrait intimider le pape, tandis que vous aurez soin de votre côté, selon que votre profession le requiert, d'adoucir ensuite ses craintes, de le prendre par la douceur et de lui faire sentir ce que l'équité et le bien de la religion demandent de lui dans cette occasion. » Richelieu savait qu'à côté du langage caressant dont il chargeait le père de Bérulle, il aurait à en faire aussi tenir un autre. « Il faut parler fermement, lui écrivait de Rome un de ses plus affidés, l'archevêque de Lyon, Denis de Marquemont, et comme de chose qu'on attend absolument, et bientôt, et en laquelle, s'étant dès la première fois fouillé jusqu'au fond, ce serait temps perdu de demander d'autres conditions. »

Le père de Bérulle entra loyalement et discrètement dans l'esprit de sa mission; il fit son voyage avec modestie et lenteur, s'arrêta à Turin, à Bologne, fit ses dévotions à Notre-Dame de Lorette, ne parla à personne de ce qu'il allait faire à Rome, et voulait, en y arrivant, aller loger, comme un simple prêtre, à l'hospice de Saint-Louis; mais le comte de Béthune exigea qu'il prît l'ambassade de France pour demeure. « Personne, écrivit-il au cardinal de Richelieu (1), ne pouvait être choisi par sa majesté pour être employé en l'affaire pour laquelle le révérend père Bérulle a été envoyé ici, qui s'en acquittât mieux qu'il ne fera, ni duquel la conversation et communication me fût plus chère que n'est et ne sera la sienne... Ce qui retardera l'accomplissement plus qu'il n'est nécessaire et que je ne le désirerais, c'est que l'on s'attache ici autant aux formes qu'à la substance des choses, et que l'expédition des affaires de tout temps y est longue. »

Dans la première audience que lui donna Urbain VIII, le père de Bérulle lui adressa en latin un long discours, à la fois confidentiel et

(1) Le 27 septembre 1624.

solennel, et propre à frapper l'esprit du pape par des idées et des raisons que probablement personne ne lui avait encore présentées. « Toute l'Europe savait, lui dit-il, que l'Espagne avait longtemps recherché cette alliance de l'Angleterre, qui d'abord, on ne pouvait l'ignorer, avait été offerte à la France. La France n'avait nullement troublé l'Espagne dans ses prétentions, et elle n'avait influé en rien dans la rupture éclatante qui était survenue depuis, lorsqu'on avait moins lieu de s'y attendre. Au surplus, la religion avait peu souffert en Angleterre de cette rupture; la différence du génie des Anglais avec celui des Espagnols aurait rendu ceux-ci peu utiles aux premiers; l'Espagne pouvait posséder quelques théologiens habiles dans la scolastique, mais elle n'en offrait point qui fussent versés dans la controverse. D'ailleurs la manière d'agir des Espagnols était plus propre à dompter les hommes par la force qu'à les gagner par l'amour, et à les abattre par l'autorité qu'à les attirer avec l'adresse dont la charité sait si bien user. Les Espagnols manquaient par conséquent de deux qualités qui semblaient nécessaires en Angleterre, où le parti de l'hérésie était plus puissant et plus savant que dans les autres parties du monde. Loin que ces inconvéniens fussent à craindre dans l'alliance française, il y avait tout lieu d'espérer que le sang de saint Louis, employé si généreusement à planter la foi chez les barbares, fructifierait encore davantage chez une nation polie et qui avait si longtemps marché sous les étendards de la même foi. Ne perdez pas, très saint-père, dit Bérulle en finissant, cette gloire que Dieu présente à votre siècle et à votre pontificat : c'est de l'Angleterre et pour l'Angleterre que je parle; ses douleurs et ses gémissemens me contraignent de hausser la voix; sa situation m'oblige à supplier votre sainteté de me pardonner si j'entreprends de vous représenter ce que la compassion que j'ai de ses malheurs me force d'ajouter. L'*inclémence* du siècle passé l'a jetée dans cet état; que la clémence de celui-ci l'en retire; que cette bonté, cette douceur, cette *urbanité* que vous portez gravées dans votre cœur, dans vos actions et jusque dans votre nom, apportent le remède à un mal qui n'a que trop duré. Permettez que je m'explique sans détour : c'est la précipitation d'un pape qui a blessé la nation pour qui je parle; qu'elle soit guérie par l'attention et la diligence d'un autre pape. C'est ce qui est attendu du roi très chrétien, espéré de tous et digne de la piété et de la gloire de votre sainteté. »

Le pape se montra touché : il déclara qu'il trouvait bon que le roi de France traitât avec le roi d'Angleterre, et qu'il était disposé à le seconder dans cette alliance; mais il ne pouvait se dispenser de faire examiner la question dans une congrégation de cardinaux; il aurait soin de les choisir agréables à la France, et le père de Bérulle serait admis à leur donner tous les éclaircissemens dont ils auraient

besoin, ou qu'il croirait lui-même utiles à sa mission. Il fallait aussi, ajouta le pape, qu'il lui arrivât à cette occasion une supplique du clergé catholique d'Angleterre, afin que, lorsqu'il en viendrait à accorder la dispense, il eût de quoi fermer la bouche aux gens qui seraient tentés de l'en blâmer.

La supplique anglaise ne se fit pas attendre. Le père de Bérulle eut avec le pape un second entretien dans lequel il le trouva toujours favorable; mais quand la congrégation, formée de sept cardinaux, se réunit, les intrigues espagnoles reprirent leur cours, les objections et les exigences s'élevèrent, la majorité des cardinaux parut contraire à la dispense. Urbain VIII se montra ébranlé. « La France, dit-il au père de Bérulle, aurait pu proposer et obtenir de l'Angleterre des articles plus avantageux pour l'église catholique que ceux auxquels elle avait accédé. Pourquoi n'avait-elle pas demandé ceux que l'Angleterre avait accordés à l'Espagne? Ceux-là étaient bien préférables. » Le père de Bérulle n'eut pas de peine à répondre : « L'Espagne, dit-il, n'avait exigé ces conditions que lorsqu'elle avait vu la négociation près de se rompre, et l'Angleterre ne les avait accordées que pour retirer de Madrid le prince de Galles. » Et comme le pape insistait, vantant toujours la foi espagnole : « Si nous voulons faire comme l'Espagne, reprit vivement Bérulle, comme elle nous perdrons tout. »

L'ambassadeur de France vint en aide au prêtre français. « Le roi mon maître, dit tout haut le comte de Béthune (1), a obtenu de l'Angleterre tout ce qu'il pouvait; il ne se faut attendre à de plus grandes conditions, ni les mesurer à l'aune d'Espagne; j'ai défense de dépêcher aucun courrier que pour donner avis de la concession de la dispense, car autrement on irait demandant après une chose une autre. »

Ce ferme langage ne manqua point son effet : il fut puissamment confirmé par la résolution prise à Paris, — et aussitôt accomplie par les négociateurs, — de signer, sans attendre la dispense, les articles préliminaires déjà convenus et acceptés des deux cours. Cette signature eut lieu le 20 novembre 1624. Quand la nouvelle en arriva à Rome, la congrégation des cardinaux se réunit aussitôt pour la troisième fois (2), et il y fut résolu que la dispense serait accordée.

« Cette cour, écrivit Bérulle qui avait assisté aux trois séances, a sa conduite et ses principes bien différens de ce qu'on en jugerait avant de l'avoir éprouvé soi-même; pour moi, je confesse en avoir plus appris en peu d'heures, depuis que je suis sur les lieux, que ce que j'en savais par tous les discours qui m'avaient été faits. Le cadran qu'on regarde continuellement dans ce pays-ci, c'est la pro-

(1) Dépêche du comte de Béthune au cardinal de Richelieu, du 22 octobre 1624. (*Archives des affaires étrangères de France.*)

(2) Le 1er décembre 1624.

portion entre la France, l'Italie et l'Espagne: la réputation dans le maniement des affaires, l'usage et l'accroissement de l'autorité sont les seuls points qui conduisent les Romains dans leurs conseils, et qui me semblent y avoir plus de poids que les raisons de théologie... Le propre de cette cour est de s'étendre fort en paroles et de ne pas traiter les affaires sommairement, celles surtout qui regardent les hérétiques, à l'égard desquels ils sont toujours dans la défiance et trop souvent excessifs dans leurs précautions. »

Le père de Bérulle ne se trompait pas. Quand il s'agit de rédiger et d'expédier la dispense qu'elle avait résolu d'accorder, la cour de Rome essaya d'élever des exigences et de susciter des lenteurs nouvelles; le pape, en envoyant la dispense à son nonce à Paris, « lui donna ordre, dit Richelieu, de ne la point délivrer que les articles, que sa sainteté avait dressés en langue latine, ne fussent signés de la main des deux rois. »

Le roi Jacques se récria contre le latin. « On ne lui demandait cela, dit-il, qu'en dessein de le faire intervenir dans un acte qui parlât en catholique, ce qu'il ne voulait pas, sa majesté très chrétienne ne l'y pouvait raisonnablement obliger, et il suffisait que les articles latins fussent signés par elle, qui seule traitait avec le pape, et non pas lui. »

Ce ne fut pas seulement du latin que se plaignirent les Anglais; ils trouvèrent, dans les articles ainsi dressés par la cour de Rome, des phrases qui, soit directement, soit par leur tendance, dépassaient, en faveur des catholiques d'Angleterre, ce qui avait été stipulé dans l'article secret convenu entre les deux rois. Saisi d'un accès de méfiance anglaise et protestante, le principal des deux commissaires du roi Jacques, le comte de Carlisle, vit là non-seulement une prétention du pape, mais un concert entre le cardinal de Richelieu et le pape pour entraîner le gouvernement anglais et lui extorquer plus qu'il n'avait promis. « Ces gens-ci, écrivit-il au duc de Buckingham, sont devenus si déraisonnablement et indiscrètement présomptueux, qu'après un traité conclu, signé et juré par sa majetsé, ils veulent nous imposer une tolérance directe et publique, non par voie de connivence, promesse ou *écrit secret*, mais par une notification publique à tous les catholiques des royaumes de sa majetés, laquelle devrait être confirmée, sous serment, par sa majesté et le prince son fils, et attestée par un acte public, dont copie serait délivrée au pape ou à son ministre, et qui lierait à jamais sa majesté et les successeurs du prince... Ce sont là des altérations et des additions nouvelles, extravagantes en elles-mêmes et incompatibles avec l'honneur de sa majesté et la paix de son royaume. » Le comte de Carlisle ne se contenta pas de s'élever contre ces additions; il alla jusqu'à dire que « dans l'écrit secret qui avait été ad-

mis après une longue délibération des deux gouvernemens, le mot *infâme* de *liberté*, appliqué aux catholiques romains, avait été subrepticement introduit par les suggestions et l'artifice de M. de La Ville aux Clercs, » et il conjura le duc de Buckingham de lui faire donner l'ordre d'en demander la suppression, faisant ainsi lui-même ce qu'il reprochait au pape, car il prétendait retirer ce qui avait été convenu et signé six mois auparavant, comme le pape prétendait l'amplifier.

Les méfiances du comte de Carlisle envers le gouvernement français n'étaient point fondées; il n'y avait nul concert entre les cours de Paris et de Rome pour ces exigences nouvelles, et Richelieu était aussi impatient que le roi Jacques de voir le mariage conclu aux conditions déjà acceptées des deux parts. Pressé et tiraillé par des passions et des prétentions contraires, il les traita, les anglaises comme les romaines, en politique à la fois résolu et prudent, qui ne s'emporte ni ne s'intimide, et qui marche à son but en ménageant ceux qu'il y veut conduire, mais sans leur céder. Il avait à tenir compte des sentimens du pape et des catholiques aussi bien que le roi Jacques des sentimens du parlement et des protestans. Il envoya à Londres le fils du secrétaire d'état La Ville aux Clercs, Henri de Loménie, comte de Brienne, avec la mission de tâcher d'obtenir ce que désirait la cour de Rome, c'est-à-dire « un acte scellé du grand sceau d'Angleterre qui assurât la condition des catholiques anglais, et que les enfans qui naîtraient du futur mariage, lors même que le prince Charles parviendrait à la couronne, seraient élevés dans la religion catholique et romaine jusqu'à ce qu'ils eussent atteint l'âge de treize ans, » et en même temps il donna au comte de Béthune l'ordre de déclarer à la cour de Rome que, « bien décidé à ne pas rompre avec l'Angleterre, et ne lui restant aucun autre moyen d'empêcher cette rupture, il avait pensé devoir promettre, dans un mois, l'accomplissement du mariage dont il avait déjà plu à sa sainteté accorder la dispense, se réservant ce temps pour obtenir de sa sainteté ordre exprès à son nonce de la délivrer sans autre condition que les pièces qui lui seraient délivrées par son ambassadeur, et celles qu'il devait mettre ès-mains du nonce, selon les formes prescrites par sa sainteté, hors ces articles latins, signées par le roi de la Grande-Bretagne. »

Mise ainsi au pied du mur et aussi décidée à ne point rompre avec Richelieu que Richelieu à ne pas rompre avec l'Angleterre, la cour de Rome renonça à ses additions latines, et le 6 janvier 1625 le père de Bérulle écrivit au cardinal : « Monseigneur, il y a un mois que je suis sur mon partement ; mais il nous a fallu autant de soins et autant de congrégations sur les écritures et expéditions comme sur le fond et la substance de l'affaire... C'est ici la condi-

tion des esprits qui sont exacts et respectueux les uns envers les autres, même aux plus petites choses, et ne veulent rien répondre qu'ensemblement. M. l'ambassadeur écrit si amplement, et j'espère être sitôt en France que j'estime à propos de remettre à vous entretenir de vive voix sur cette affaire. Seulement je vous dirai que la dispense est *pure et simple.* »

Pendant que l'affaire prenait ainsi fin à Rome, le comte de Brienne était traité à Londres avec un grand étalage de bienveillance, mais sans qu'il obtînt pour les catholiques les conditions nouvelles qu'il avait mission de solliciter. Ni le roi Jacques, ni le prince Charles, ni le duc de Buckingham ne voulaient rentrer en lutte avec le parlement, et ils voyaient bien que la cour de France avait à cœur, autant qu'eux-mêmes, la conclusion du mariage. Le comte de Brienne passait son temps en visites et en fêtes, quand la nouvelle arriva à Londres que le pape avait accordé ce qu'on lui demandait. « Cela fit tant de plaisir au roi d'Angleterre, dit Brienne, qu'il me pressa de partir; à quoi je n'eus pas de peine à me résoudre, d'autant que l'on avait inséré, dans la ratification qui me fut remise, la qualité de roi de France et de Navarre, contre l'ancien usage de l'Angleterre qui prétendait ne donner à sa majesté très chrétienne que celle de roi des Français. Sa majesté britannique ordonna aussi qu'on mît en liberté les prêtres qui étaient en prison à cause de la religion; mais les officiers anglais y avaient tant de répugnance qu'ils cherchaient toute sorte de moyens pour tirer la chose en longueur, persuadés qu'ils étaient que je m'impatienterais, et que je partirais avant que l'ordre eût été expédié; mais, s'apercevant que leur retardement était inutile et ne servait qu'à me faire presser davantage, ils eurent recours à un artifice dont je ne fus pas dupe : ce fut de me faire dire que ces prisonniers n'étaient retenus que pour la dépense qu'ils avaient faite dans les prisons. J'en demandai l'état et j'offris de les acquitter, dont ils eurent tant de honte que, dès ce jour même, les prêtres et les autres ecclésiastiques catholiques furent élargis. »

En même temps le roi Jacques fit écrire au comte de Carlisle : « Quant au mot *liberté* (inséré dans l'*écrit particulier* à propos des catholiques), sa majesté laisse cela à votre discrétion. Vous lui rendrez un bon service, si vous pouvez obtenir qu'il soit effacé; mais elle ne voudrait, à aucun prix, qu'on y insistât de façon à causer quelque mauvaise humeur entre les deux cours. Ce serait détruire une partie de son dessein, qui est d'amener entre elles non-seulement un mariage, mais de l'amitié. Pour que cela soit, il faut terminer amicalement l'affaire, et adoucir ce qu'il peut y avoir eu de rudesse dans la négociation. »

Lord Carlisle n'insista point, et ce mot de *liberté*, qu'il avait ap-

pelé *infâme*, resta dans l'*article particulier* en faveur des catholiques que le roi Jacques et le prince Charles signèrent le 12 (22) décembre 1624 à Cambridge, en même temps qu'ils ratifièrent le traité de mariage.

V.

Tout était convenu pour l'exécution de ce traité; le mariage devait être célébré en France « selon l'ordre et la forme qui avaient été observés dans celui du feu roi Henri IV et de la feue reine Marguerite de Valois; » le duc de Chevreuse avait la procuration du prince de Galles pour le représenter dans la cérémonie religieuse comme pour la signature du contrat. Il ne restait plus qu'à fixer le jour de la célébration, quand le roi Jacques fut atteint d'une indisposition qui devint promptement une maladie dont il mourut au bout de quinze jours, le 6 avril 1625. La mort ne dérange pas le cours des relations royales; trois jours après, Charles Ier ratifia de nouveau, comme roi, le traité qu'il avait accepté déjà comme prince de Galles, et des ordres furent aussitôt envoyés à Paris pour que les dispositions prescrites par le roi son père reçussent leur accomplissement. Le contrat fut signé au Louvre le jeudi 8 mai, et le dimanche suivant 11 le cardinal de La Rochefoucauld, qui, dans le conseil du roi, avait pris part à la négociation, célébra solennellement le mariage. « L'église Notre-Dame et la salle de l'archevêché, raconte *le Mercure français* (1), furent tendues des plus riches tapisseries royales d'or, d'argent et de soie qui se puissent voir; dans le chœur étaient celles des actes des apôtres, et dans la nef les triomphes et les victoires de Scipion sur les Carthaginois. De l'archevêché sortait une galerie à huit pieds haut de terre, soutenue de plusieurs piliers, laquelle conduisait à un théâtre dressé devant le grand portail de l'église et où devaient se faire les épousailles. Cette galerie était couverte par le haut de satin violet tout parsemé de fleurs de lis d'or, et par le bas d'une belle toile de lin cirée. Depuis le théâtre, tout le long et au milieu de la nef, était une autre galerie en pente jusqu'au premier pas de l'entrée du chœur, et au milieu du chœur était un grand parterre relevé de trois degrés, et le dais royal au-dessus, semé de fleurs de lis d'or... MM. le président du parlement et les conseillers avec leurs robes d'écarlate s'acheminèrent en l'église Notre-Dame pour assister à cette cérémonie, comme aussi les autres cours souveraines, M. le prévôt des marchands et les échevins, lesquels prirent tous leurs places selon qu'il se pratique en de telles cérémonies... Puis fut conduit à la salle de l'archevêché, sur

(1) Tome XI, p. 353-365.

le théâtre dressé pour le mariage, M. le duc de Chevreuse, vêtu d'un habit de drap noir tout coupé et doublé de toile d'or, avec une toque aussi de velours noir orné d'une enseigne de diamans, une écharpe toute couverte de roses de diamans, un capot tout brodé d'or et orné de pierreries. Et MM. les comtes de Carlisle et de Holland, ambassadeurs extraordinaires, tous deux couverts de toile d'argent battu, avec la toque, marchaient aux deux côtés dudit sieur duc de Chevreuse. Un quart d'heure après, le roi s'y achemina en cet ordre. » Le journal énumère et décrit avec détail le cortége du roi, « lequel, avec un habit en broderie d'or et d'argent, tenait à sa main droite Madame sa sœur, reine de la Grande-Bretagne, et Monsieur, frère du roi, la tenait de sa main gauche, aussi superbement vêtu. Ladite reine de la Grande-Bretagne avait sa couronne sur sa tête... Cette troupe royale étant arrivée sur le théâtre préparé pour faire le mariage, le roi et Monsieur son frère mirent la reine de la Grande-Bretagne, leur sœur, entre les mains de M. le duc de Chevreuse, et alors le cardinal de La Rochefoucauld les épousa selon les cérémonies ordinaires de l'église, lesquelles parachevées, on entra en même ordre que dessus dans l'église Notre-Dame, excepté que M. le duc de Chevreuse et MM. les deux ambassadeurs du roi de la Grande-Bretagne marchaient devant le roi. Étant tous arrivés à la porte du chœur, lesdits sieurs duc de Chevreuse et ambassadeurs firent de grandes révérences au roi et aux reines, puis s'en allèrent à l'archevêché durant que l'on dirait la messe, » à laquelle le représentant d'un roi protestant et ses ambassadeurs ne devaient pas assister. « La messe parachevée, lesdits sieurs duc de Chevreuse et ambassadeurs extraordinaires se rendirent à la porte du chœur pour reprendre leur rang au retour que feraient leurs majestés de l'église à l'archevêché,... en la salle duquel se fit le festin royal en aussi grande magnificence qu'il se peut dire, cependant que les feux de joie se faisaient par tout Paris en signe de la réjouissance de ce mariage, et que les coups de canon et de boîtes faisaient un tel bruit qu'il semblait que la terre et le ciel se voulaient joindre ensemble. »

La cérémonie et les premières fêtes terminées, le duc de Buckingham partit de Londres pour venir chercher à Paris la nouvelle reine d'Angleterre, et l'emmener à son mari et dans son royaume. Cette mission était pour lui un grand triomphe. Il avait, deux ans auparavant, traversé Paris en secret, allant, avec son prince, poursuivre à Madrid une autre alliance : la galanterie royale n'avait pas réussi, et la fortune du favori en avait paru gravement compromise; mais il s'était avec hardiesse et souplesse dégagé de ce péril. En poussant à la rupture du mariage espagnol, il était devenu populaire parmi les puritains eux-mêmes; le roi Jacques, quoique mécontent, n'avait pas voulu ou n'avait pas osé lui retirer sa faveur; il la con-

servait plus complète encore sous le nouveau roi, naguère son compagnon d'aventure; il allait recevoir pour lui une jeune reine, gage d'une alliance qui réparait avec éclat leur premier et commun échec. Tout à Paris lui promettait le plus brillant accueil. « M. de Buckingham, disait Richelieu au marquis d'Effiat, trouvera en moi l'amitié qu'il saurait attendre d'un vrai frère, qui lui rendra tous les services qu'il saurait désirer de qui que ce soit au monde (1), » et Louis XIII lui-même lui écrivait (2) : « Je vous assure que vous ne passerez point ici pour étranger, mais pour vrai Français, puisque vous l'êtes du cœur, et que vous avez témoigné en cette rencontre du mariage votre affection si égale au bien et au service des deux couronnes que j'en fais, pour ce qui me regarde, le même état que le roi votre maître. Vous serez ici le très bienvenu et me connaîtrez en toutes occasions. » Il y avait là de quoi enivrer outre mesure l'orgueil bouillant et frivole du favori.

Il arriva à Paris le 24 mai 1625, étalant sur sa personne et dans son cortége une magnificence qui dépassait toutes celles que jusque-là il avait lui-même déployées. Il apportait dans sa garde-robe vingt-sept costumes divers, dont l'un était, dit-on, couvert de diamans valant 80,000 livres sterling. Huit grands seigneurs et vingt-quatre chevaliers l'accompagnaient, suivis chacun de six ou sept pages et d'autant de valets. Vingt gentilshommes et douze pages, ayant chacun trois riches costumes, lui étaient spécialement attachés. Sa suite comprenait en tout six ou sept cents personnes. Il alla se loger chez le duc de Chevreuse, « l'hôtel le plus richement meublé qui soit à présent en France, » dit *le Mercure français*, et grâce à l'intimité de son confident, lord Holland, avec la duchesse de Chevreuse, Buckingham trouva là de bien autres séductions que celles du luxe et de la richesse.

Pendant les huit jours qu'il passa à Paris, le deuil imposé par la mort de Jacques Ier diminua le nombre et la splendeur des fêtes; on avait compté sur un grand ballet où les deux jeunes reines, Anne d'Autriche et Henriette-Marie, devaient danser; il fallut y renoncer. Le cardinal de Richelieu donna un festin dont la magnificence fut vantée. Les réunions de la cour étaient fréquentes et brillantes, mais un peu oisives et vides; Anne d'Autriche et Buckingham s'y voyaient dans tout leur éclat, et le loisir ne leur manquait pas pour s'entretenir. Ils étaient l'une dans la fleur, l'autre encore dans la force de la jeunesse; Anne avait vingt-trois ans et Buckingham trente-trois. La beauté de Buckingham et les succès qu'elle lui avait valus étaient célèbres en Europe; il avait dans sa personne, dans les aventures de

(1) En décembre 1624.
(2) En avril 1625.

sa vie, dans ses façons d'agir, les mérites et les agrémens extérieurs qui saisissent l'imagination des femmes. On parlait beaucoup de sa générosité et du laisser-aller magnifique qu'il y portait; quand il se promenait dans les salons du Louvre ou de l'hôtel de Chevreuse revêtu de tel ou tel de ses riches costumes, il ne faisait nulle attention aux diamans qui s'en détachaient, et comme un jour on lui en rapporta un d'une grande valeur : « La fortune, dit-il, m'est toujours fidèle, ici comme dans mon pays, et même par la main des pages. » Il plut bientôt à la reine, dont il se montrait préoccupé avec une indiscrétion élégante. Déjà, deux ans auparavant, quand il avait traversé Paris avec le prince Charles, c'était surtout Anne d'Autriche dont la beauté les avait frappés l'un et l'autre. Elle était coquette « au souverain degré, » dit le cardinal de Retz, et « ne comprenait pas, dit Mme de Motteville, que la belle conversation, qui s'appelle ordinairement l'honnête galanterie, où on ne prend aucun engagement particulier, pût jamais être blâmable. » Elle avait pour intime confidente la duchesse de Chevreuse, passionnément éprise de lord Holland, le client favori de Buckingham, et charmée de servir le patron de son amant en attirant la reine dans une pareille passion. Personne ne prend plaisir et n'excelle à séduire comme une femme séduite elle-même. « Par les conseils de la duchesse de Chevreuse, ajoute Mme de Motteville, la reine ne put éviter, malgré la pureté de son âme, de se plaire aux agrémens de cette passion, dont elle recevait en elle-même quelque légère complaisance qui flattait plus sa gloire qu'elle ne choquait sa vertu. »

Le 2 juin, la nouvelle reine Henriette-Marie quitta Paris et s'achemina vers l'Angleterre. Le duc de Buckingham, les comtes de Carlisle et de Holland, le duc et la duchesse de Chevreuse étaient chargés de la conduire et de la remettre au roi son mari. Marie de Médicis, Anne d'Autriche et une grande partie de la cour l'accompagnèrent jusqu'à Amiens. Louis XIII, indisposé, s'arrêta à Compiègne. Le voyage se fit lentement. Le 7 juin, à trois quarts de lieue d'Amiens, on aperçut sur la route les échevins et tous les officiers municipaux qui venaient en pompe à la rencontre du cortége; le duc de Chaulnes, gouverneur de la province, descendit de cheval, les présenta à la jeune reine, et le premier échevin, François de Louvencourt, lui adressa, un genou en terre, cette harangue : « Madame, quand nous portons notre pensée sur le sujet qui vous amène et que c'est pour être l'épouse d'un des plus grands et plus parfaits rois, et par ce moyen allier les deux plus illustres et plus puissantes couronnes du monde, nous pouvons dire que jamais nous n'avons eu plus d'honneur, de bonheur et de joie que de vous voir, pour une occasion si souhaitable, arriver en cette ville; mais nous n'en avons point seuls les parfaits ressentimens : toute la France y parti-

cipe, et les alliés d'icelle, le ciel, la terre et tous les élémens. S'il s'y rencontre quelque tristesse, ce ne peut être que de voir éloigner de nous une reine tant aimable et tant accomplie. Et en ce cas, si vos navires n'avaient de l'eau suffisamment pour vous conduire, nos larmes leur en fourniraient en abondance; mais toutes choses buttent infiniment au contraire, car les zéphirs et les halcyons, petits oiseaux d'heureux augure, se préparent pour rendre serein votre passage. Déjà les tempêtes se calment, la fureur des flots se modère, les vents plus contraires se renferment, et les dieux plus aimables de la mer vous attendent pour vous faire escorte avec toute sorte de respects et de bienveillance. Béni soit donc, madame, votre heureux acheminement; béni encore à jamais votre heureux mariage, et que le ciel le veuille combler des plus chères et plus précieuses faveurs qu'il ait jamais eues en réserve! Ce sont les vœux de tous les habitans de cette ville. » Henriette-Marie écouta et répondit de bonne grâce; elle avait, dans sa petite taille, cette tournure élégante et ces manières noblement aisées et vives qui charment au premier abord. On entra dans la ville; il n'y avait point de maison où les trois reines se pussent établir ensemble; elles furent logées séparément, et pendant huit jours qu'elles passèrent à Amiens, les réunions, les promenades, les fêtes municipales, les hommages de la noblesse des environs se succédèrent sans relâche. La reine-mère n'y put prendre part; elle restait confinée chez elle par un rhume violent. La maison qu'occupait Anne d'Autriche avait un grand jardin bien planté le long de la Somme; un soir que sa petite cour était réunie auprès d'elle, elle eut assez tard envie de s'y promener; la promenade se prolongea; Buckingham conduisait la reine; lord Holland et Mme de Chevreuse les suivaient; l'écuyer de la reine, M. de Putange, se tenait à quelque distance. Les deux groupes se livraient à une tendre conversation; dans une allée tournante et sombre, Anne d'Autriche et Buckingham se trouvèrent seuls; ses succès, faciles ou contestés, avaient inspiré à Buckingham cette fatuité qui croit tout possible, et peut, dans sa présomption, se porter à de grossières entreprises. Tout à coup la reine cria, Putange accourut, Buckingham s'évada, et la reine et sa suite rentrèrent silencieusement dans la maison.

Deux ou trois jours après, le 16 juin, Henriette-Marie et sa suite partirent d'Amiens pour aller s'embarquer à Boulogne. Marie de Médicis et Anne d'Autriche accompagnèrent la reine d'Angleterre jusque hors des portes de la ville. Au moment de la séparation, Buckingham vint à la portière du carrosse prendre congé de la reine de France, qui avait auprès d'elle la princesse de Conti. « Il se cacha du rideau, dit Mme de Motteville, comme pour lui dire quelques mots, et beaucoup plus pour essuyer les larmes qui lui tombèrent des yeux dans cet instant. La princesse de Conti, qui raillait de

bonne grâce, dit sur ce sujet, en parlant de la reine, qu'elle pouvait répondre au roi de sa vertu, mais qu'elle n'en ferait pas autant de sa cruauté, et qu'elle soupçonnait ses yeux d'avoir regardé cet amant avec quelque pitié. »

Buckingham ne voulut pas en rester à cet adieu en plein air : les vents contraires retinrent plusieurs jours Henriette-Marie et sa suite à Boulogne; l'indisposition de Marie de Médicis la fit rester pendant ce temps à Amiens, et Anne d'Autriche avec elle. L'un des serviteurs de la reine Anne, Pierre de Laporte, avait sa confiance. « Comme la reine, dit-il, avait beaucoup d'amitié pour Mme de Chevreuse, elle avait bien de l'impatience d'avoir de ses nouvelles et surtout du sujet de leur retardement; la reine, tant pour cela que pour mander à Mme de Chevreuse ce qui se passait à Amiens et ce que l'on disait de l'aventure du jardin, m'envoya en poste à Boulogne, où j'allai et revins continuellement tant que la reine d'Angleterre y séjourna. Je portais des lettres à Mme de Chevreuse et j'en rapportais des réponses qui paraissaient être de grande conséquence, parce que la reine avait commandé à M. le duc de Chaulnes de faire tenir les portes de la ville ouvertes à toutes les heures de la nuit, afin que rien ne me retardât. » Il est bien probable que l'impatience de la reine avait les nouvelles de Buckingham pour objet. Pour lui, il ne se contenta point de ce que Mme de Chevreuse pouvait écrire de lui et en son nom; sous le prétexte d'informations importantes qui lui arrivaient d'Angleterre et qu'il devait transmettre à la cour de France, il partit de Boulogne avec son confident, lord Holland, et retourna à Amiens, fort inattendu d'Anne d'Autriche, selon Laporte, qui raconte qu'en apprenant son arrivée « elle fut surprise et dit à M. de Nogent-Bautrie, qui était dans sa chambre : — Encore revenus, Nogent! Je pensais que nous en étions délivrés. » Le récit de Mme de Motteville, plus vraisemblable en soi et qu'elle tenait d'Anne d'Autriche elle-même, est tout autre que celui de Laporte. « La reine, dit-elle, savait par des lettres de la duchesse de Chevreuse, qui accompagnait la reine d'Angleterre, que le duc de Buckingham était arrivé. Elle en parla devant Nogent en riant et ne s'étonna point quand elle le vit; mais elle fut surprise de ce que tout librement il vint se mettre à genoux devant son lit (où elle se tenait en ce moment, s'étant fait saigner ce jour-là), baisant son drap avec des transports si extraordinaires qu'il était aisé de voir que sa passion était violente et de celles qui ne laissent aucun usage de raison à ceux qui en sont touchés. La reine m'a fait l'honneur de me dire qu'elle en fut embarrassée, et cet embarras, mêlé de quelque dépit, fut cause qu'elle demeura longtemps sans lui parler. La comtesse de Lannoy, alors sa dame d'honneur, sage, vertueuse et âgée, qui était au chevet de son lit, ne voulant point souffrir que ce duc demeurât

en cet état, lui dit avec beaucoup de sévérité que ce n'était point la coutume en France, et voulut le faire lever; mais lui, sans s'étonner, combattit contre la vieille dame, disant qu'il n'était pas Français et qu'il n'était pas obligé d'observer toutes les lois de l'état. Puis s'adressant à la reine, il lui dit tout haut les choses du monde les plus tendres; mais elle ne lui répondit que par des plaintes de sa hardiesse, et, sans peut-être être trop en colère, elle lui ordonna sévèrement de se lever et de sortir. Il le fit, et, après l'avoir vue encore le lendemain en présence de toute la cour, il partit, bien résolu de revenir en France le plus tôt qu'il lui serait possible. »

Il n'y revint jamais. La scène dans le jardin à Amiens, son retour inopiné dans cette ville et l'explosion de sa passion auprès du lit de la reine, tant de démarches et de paroles téméraires firent grand bruit à la cour; Louis XIII en conçut une jalouse colère; la reine-mère lui écrivit : « Votre femme fait galanterie avec M. de Montmorency, avec le duc de Buckingham, avec celui-ci, avec celui-là. » Le cardinal de Richelieu accueillit ou partagea la colère du roi: il avait lui-même, à en croire quelques témoignages, tenté de plaire à Anne d'Autriche, et fut jaloux de Buckingham pour son propre compte. Il avait en ce genre de grandes faiblesses, mais elles tenaient en lui peu de place à côté de sa politique, et si, après le mariage d'Henriette-Marie, Buckingham lui eût encore paru un allié important et capable, il l'eût, à coup sûr, ménagé; mais, depuis qu'il l'avait vu de près, il n'en faisait nul cas et le jugeait bien plus dangereux qu'il ne pouvait être utile. « Il arrive, dit-il dans ses mémoires, que le flatteur, qui, par ses feintes et ses artifices, a dérobé la bonne grâce de son maître, devient ensuite son conseiller, et c'est la plus ordinaire cause des ruines des états, parce qu'il ne se rencontre jamais qu'un flatteur ait la prud'homie et la fidélité requises pour un bon conseiller... Buckingham était de cet ordre-là de conseillers et de favoris. C'était un homme de peu de noblesse de race, mais de moindre noblesse encore d'esprit, sans vertu et sans étude, mal né et plus mal nourri. Son père avait eu l'esprit égaré; son frère aîné était si fou qu'il le fallait lier. Quant à lui, il était entre le bon sens et la folie, plein d'extravagances, furieux et sans bornes en ses passions. » Buckingham fit de vains efforts pour surmonter la jalousie du roi et la répulsion du cardinal. Possédé du désir de revoir la reine Anne, il essaya de mettre à profit, pour retourner à Paris, tantôt les discordes civiles entre la royauté et les protestans français, tantôt les troubles domestiques entre Charles Ier et Henriette-Marie. En 1626, il se fit nommer ambassadeur de France, promettant d'arranger entre les deux couronnes les difficultés qu'il avait lui-même fomentées. Louis XIII et Richelieu repoussèrent obstinément ses offres comme ses menaces, « si bien que Buckingham, se voyant

frustré de son espoir, se porte à ce que le dépit lui persuade, et, ne pouvant voir l'objet de sa passion, il veut lui faire voir sa puissance en préparant toutes choses à la guerre, ce qu'il fit depuis ce temps-là avec autant de soin et de diligence qu'auparavant il y avait été négligent. Voilà comme quoi de petites sottises de cour sont souvent causes de grands mouvemens dans les royaumes, et les maux qui y arrivent proviennent presque tous des intérêts des favoris, lesquels foulent aux pieds la justice, renversent tout bon ordre, changent toutes bonnes maximes, bref, se jouent de leurs maîtres et de leurs états pour se maintenir, ou s'accroître, ou se venger. » Ainsi pensait et parle de Buckingham le duc Henri de Rohan, l'illustre chef des protestans, que pourtant, en provoquant la guerre contre la France à propos du siége de La Rochelle, Buckingham venait secourir.

Quant à Anne d'Autriche, on a savamment discuté la question de savoir si elle avait partagé la passion de Buckingham et à quel point elle s'y était laissé entraîner. On eût mieux fait peut-être de s'en tenir sur ce point à la remarque de Chamfort : « En pareille affaire, la moitié de ce qu'on dit n'est pas vrai, et on ne sait pas la moitié de ce qui est vrai. » Mais puisque cette aventure galante est devenue un petit problème historique, j'en dirai aussi mon avis. Anne d'Autriche eut certainement du goût, et un goût très vif, pour Buckingham. « Elle avouait elle-même, dit Mme de Motteville, que, si une honnête femme avait pu aimer un autre que son mari, celui-là aurait été le seul qui aurait pu lui plaire. » Et Mme de Chevreuse, qui avait pénétré si avant dans ses confidences d'action et de conversation, disait d'une part « qu'elle avait eu toutes les peines du monde à faire prendre à la reine quelque goût à la gloire d'être aimée. » et de l'autre que « Buckingham était le seul homme que la reine eût aimé avec passion. » Cette passion devint, même à la cour d'Anne d'Autriche, et bien longtemps après ses premiers mouvemens, un sujet de souvenir avoué et presque de plaisanterie familière. Quand le cardinal de Richelieu présenta pour la première fois Mazarin à la reine : « Vous l'aimerez, madame, lui dit-il; il a de l'air de Buckingham. » Et encore bien des années plus tard, après la mort de Louis XIII et de Richelieu, quand Anne d'Autriche régente habitait Ruel, « elle vit un jour, dans une allée du jardin, Voiture, qui rêvait en se promenant. Elle lui demanda à quoi il pensait. Voiture, sans beaucoup songer, fit, pour répondre à la reine, ces vers plaisans et hardis :

Je pensais que la destinée,
Après tant d'injustes malheurs,
Vous a justement couronnée
De gloire, d'éclat et d'honneurs,

Mais que vous étiez plus heureuse
Lorsque vous étiez autrefois,
Je ne veux pas dire amoureuse;
La rime le veut toutefois.

. . . . . .

Je pensais (car nous autres poètes
Nous pensons extravagamment)
Ce que, dans l'humeur où vous êtes,
Vous feriez si, dans ce moment,
Vous avisiez en cette place
Venir le duc de Buckingham,
Et lequel serait en disgrâce
De lui ou du père Vincent.

Le père Vincent était le confesseur de la reine. « Elle ne s'offensa point de cette raillerie, ajoute Mme de Motteville. Elle a trouvé les vers si jolis qu'elle les a tenus longtemps dans son cabinet. Elle m'a fait l'honneur de me les donner depuis, et, par les choses que j'ai déjà dites de sa vie, il est aisé de les entendre. »

Un souvenir si long, rappelé et accueilli avec tant de liberté, prouve à la fois que le sentiment d'Anne d'Autriche pour Buckingham avait été très vif, et qu'il n'avait laissé, dans l'esprit de la reine et de ses entours, point de fâcheux embarras.

A ces témoignages français j'ajoute un témoignage anglais, non moins formel et clair. Quand Buckingham fut rentré en Angleterre, amenant Henriette-Marie à Charles Ier, lord Holland, qui l'avait aussi accompagné, retourna à Paris, où l'attirait la passion de Mme de Chevreuse, et où il continua d'être l'agent confidentiel de son patron. Parmi les lettres qu'il lui adressa se trouve celle-ci, non datée, mais qui appartient évidemment à la fin de l'année 1625 ou au commencement de 1626 :

« Toute la joie que j'ai ici est tellement gâtée par votre absence, que, je vous l'assure devant Dieu, je n'en jouis pas comme je devrais. J'y trouve tout ce que la beauté et l'amour peuvent donner de parfait bonheur, et pourtant je m'ennuie et m'irrite de rencontrer tant d'obstacles à nos desseins et aux services que je voudrais vous rendre. D'abord, quant aux affaires d'état, je trouve qu'il n'y a, auprès du roi de ce pays-ci, point de place pour notre médiation. Nous ne pouvons qu'user de notre influence auprès de ceux de la religion pour les amener à des conditions raisonnables. Cela fait, on aura, si je ne me trompe, grande envie que nous nous en allions, car on ne veut pas que nous soyons si importans dans ce royaume, ni que les protestans imaginent que nous y disposons de la paix. Quant à notre alliance, que vous avez traitée à La Haye, ils en parlent ici comme gens qui veulent bien y faire quelque chose, mais non pas aussi effectivement et amicalement que nous

pourrions le souhaiter. Du reste, pour ces affaires-là, je m'en réfère, comme vous me le permettez, je pense, à la dépêche générale, et j'en viens à nos questions personnelles. J'ai été ici l'espion le plus attentif à observer les intentions et les sentimens en ce qui vous touche. Je trouve beaucoup à craindre pour vous, et point de certitude d'un accueil sincère et sûr. Le ⚜ (roi) persiste dans ses soupçons, en parle très souvent, et se laisse dire par les vilains que ♡ (la reine Anne d'Autriche) a des tendresses infinies, vous imaginez vers qui. C'est, dit-on, un propos courant parmi les jeunes et étourdis bravaches de la cour, qu'en présence de tous les bruits répandus, celui-là ne serait pas un bon Français qui souffrirait que ⚓ (le grand-amiral Buckingham) revînt en France. Depuis mon arrivée, j'ai, dans la conversation, suggéré à la reine-mère l'occasion de parler de votre retour ici. Elle se plaignait à moi hier soir qu'en toutes choses on agît mal en Angleterre envers la France; j'ai répondu que c'était d'ici que venaient les plus mauvais et durs procédés, au point de vous interdire de revenir à Paris, chose si étrange et si injuste que le roi notre maître avait droit d'en être et en était très blessé. La reine-mère m'a parlé alors de vous, témoignant un grand désir que vous ayez pour sa fille, notre reine, du respect et de l'affection. Elle a ajouté qu'elle avait toujours prescrit et qu'elle prescrirait toujours à sa fille d'avoir pour vous plus de considération que pour personne, et de suivre toujours vos conseils, excepté en matière de religion. A cela, elle a joint beaucoup de protestations d'estime pour vous; mais elle n'a rien dit pour excuser le procédé dont je m'étais plaint, ni pour vous inviter à venir. Je ne puis donc, ni pour les affaires, ni pour votre sûreté personnelle, vous engager à venir; sachez pourtant que vous êtes à la fois le plus heureux et le plus malheureux homme du monde, car ♡ (la reine Anne d'Autriche) est pour vous au-delà de toute imagination, et ferait des choses qui la perdraient plutôt que de ne pas satisfaire son désir. Je n'ose parler comme je voudrais, et je crains d'en avoir trop dit, tant je sais quelles sont les mauvaises pratiques de ces gens-ci. Je tremble que cette lettre ne vous parvienne pas sûrement. Faites comme il vous plaira. Je n'ose vous donner un conseil : venir est dangereux, ne pas venir est bien malheureux. Ainsi que j'ai toujours vécu avec vous, et que j'y ai mis tout mon bonheur, de même je mourrai avec vous, et je vous rendrai, j'en jure devant Dieu, tous les services possibles.

« *Post-scriptum.* N'ayez aucun doute sur la personne qui m'a accompagné; elle est à vous de toute son âme, et dans l'état des choses elle n'ose vous conseiller de venir. »

C'était, je présume, à la duchesse de Chevreuse que lord Holland faisait allusion dans ce *post-scriptum*.

Tels sont les faits et les témoignages. Si on veut absolument en tirer une conclusion positive, la plus vraisemblable se trouve, à mon avis, dans le jugement que porte sur toute cette histoire l'ancien ambassadeur de Louis XIII à Londres, le comte de Tillières, qui la résume ainsi : « Buckingham fut vu de la reine régnante avec une grande joie, qui n'était pas sur le visage seulement, mais qui pénétrait jusqu'au cœur. Dès le premier jour, la liberté entre eux fut aussi grande que s'ils se fussent connus depuis un long temps. L'humeur audacieuse de la part du duc de Buckingham en fut cause, et de la part de la reine régnante la bonne impression qu'on lui avait donnée de lui, qui avait pénétré bien avant dans son esprit et la faisait agir plutôt par sa passion que par la raison, ce qui augmenta par la conversation, et jusqu'à tel point que la bienséance en fut bannie. Certainement dans les effets tout y était honnête, mais les apparences n'en valaient rien, et ladite dame reine se conduisait en cette rencontre comme font beaucoup d'autres femmes, sur la croyance qu'elles ont, et qu'elle croyait avoir elle-même ou qu'elle prenait par les conseils d'autrui, qu'il n'importait pas de donner de bonnes apparences, pourvu que le fond fût bon et innocent, et que, le conservant tel, elle satisfaisait à Dieu et au monde : ce que je ne crois pas, mais au contraire qu'elle péchait contre les lois de l'un et de l'autre, parce qu'elle donnait de mauvais exemples et du scandale, qui est en soi un péché, et qui en attire beaucoup d'autres après soi, d'autant plus que la personne qui le donne est relevée en dignité, elle s'en doit davantage garder, parce qu'il est plus dangereux et tire après soi de plus mauvaises conséquences. »

Après sa soudaine apparition à Amiens, Buckingham n'avait plus aucun prétexte pour retarder le départ d'Henriette-Marie pour l'Angleterre; les vents s'étaient calmés, la flotte anglaise arrivait à Boulogne pour escorter sa nouvelle reine. L'embarquement avait dû d'abord avoir lieu à Calais; mais la peste, ou je ne sais quelle maladie contagieuse qu'on appelait de ce nom, y avait paru. Le duc de Chevreuse et le comte de Brienne remirent officiellement la fille de Henri IV au duc de Buckingham et aux comtes de Carlisle et de Holland: elle s'embarqua le dimanche 22 juin 1625 avec tout son cortége, et arriva à Douvres le même jour après une traversée de sept heures, qui fut regardée comme courte et douce. Le roi Charles Ier y était venu quelques jours auparavant pour la recevoir; mais, sur la nouvelle que le départ de France était retardé, il retourna à Cantorbéry et ne revint pas à Douvres pour le moment du débarquement, voulant laisser à la reine le temps de se reposer. Il

y arriva le lendemain 23 juin, à dix heures du matin, sans l'avoir prévenue et pendant qu'elle était à déjeuner. Elle se leva précipitamment, et, allant à sa rencontre, elle fit un mouvement pour se jeter à genoux et lui baiser la main. Charles l'arrêta et la prit dans ses bras. « Sire, lui dit-elle d'une voix troublée, je suis venue dans ce pays de votre majesté pour y être à ses ordres, » et en achevant sa phrase elle fondit en larmes. Charles, touché, essuya tendrement ses larmes en l'embrassant et lui disant : « Je continuerai ainsi jusqu'à ce que vous ayez cessé de pleurer. » Elle se remit un peu de son trouble : « Vous n'êtes pas tombée, lui dit Charles, entre les mains d'étrangers et d'ennemis : Dieu, dans sa sagesse, a voulu que vous quittassiez vos parens pour vous attacher à votre mari ; je ne serai pas plus votre maître que je ne l'étais naguère quand je vous recherchais comme votre serviteur. » Henriette-Marie, rassurée, le regarda en souriant, et entra bientôt avec lui en conversation familière. Elle avait une vivacité gracieuse, de grands yeux noirs tour à tour brillans et doux, de beaux cheveux noirs, un beau teint, de belles dents, le front, le nez et la bouche un peu grands, mais de forme élégante, l'air noble, spirituel et attrayant quand elle ne se livrait pas à ses mouvemens d'humeur hautaine et capricieuse. De tous les enfans de Henri IV, c'était elle qui lui ressemblait le plus. Elle plut à Charles, non sans l'étonner un peu ; il la regardait avec une curiosité affectueuse ; il la trouvait plus grande qu'on ne lui avait dit : il porta les yeux vers ses pieds pour voir si elle n'était pas élevée sur des talons ; elle le comprit, et lui montrant vivement ses souliers : « Non, sire, lui dit-elle, je ne suis que sur mes pieds ; point d'artifice ; c'est là ma taille, ni plus grande, ni plus petite. » Charles l'embrassa de nouveau. Ils quittèrent Douvres ce même jour, non sans quelques embarras déplaisans pour l'arrangement du cortége et la désignation des personnes qui devaient monter dans le carrosse royal ; Charles était grave, susceptible et peu propre à mettre par sa décision une fin prompte aux prétentions et aux incertitudes. Parmi les dames françaises attachées à la reine, quelques-unes déplurent de ce moment au roi, entre autres Mme de Saint-George, qui avait été d'abord la gouvernante d'Henriette-Marie, ensuite sa dame d'honneur, et à qui l'on ne savait comment trouver, dans la cour d'Angleterre, le titre et le rang qu'elle réclamait. Charles pressentit que son intérieur ne serait ni aussi docile, ni aussi facile qu'il s'en était flatté. Le couple royal arriva à Cantorbéry, où il devait s'arrêter et passer la nuit. Le mariage y fut solennellement fêté. Le soir, à table, Charles servit lui-même la jeune reine ; il coupa pour elle et lui offrit de la venaison et du faisan ; c'était un jour maigre, la veille de la fête de saint Jean-Baptiste ; le confesseur de la reine, le père Sancy, qui se tenait près d'elle, le lui rappela ; elle n'en tint

compte et mangea en souriant le gibier du roi, qui l'en remercia du regard. Quand ils entrèrent dans leur chambre, Charles s'empressa de congédier tout le monde et ferma avec soin, de sa main, toutes les portes. Il était digne et réservé dans la vie intime comme sur le trône. Ils passèrent deux jours à Cantorbéry, et firent le 26 juin leur entrée à Londres par la Tamise. Charles avait voulu que la reine vît d'abord sa capitale à travers la forêt de ses vaisseaux, non dans les rues étroites et tortueuses de la Cité. Il faisait très chaud, l'air était lourd; un orage éclata, le tonnerre et l'artillerie des vaisseaux grondaient ensemble. La barque royale, escortée de plusieurs centaines de barques brillamment pavoisées, s'arrêta devant Somerset-House, palais que le roi Jacques avait assigné pour le domaine de sa femme Anne de Danemark, et qui l'était maintenant pour celui d'Henriette-Marie. On débarqua en présence d'innombrables spectateurs, toutes les cloches de toutes les églises étaient en branle, des feux s'allumèrent le soir dans les rues, la foule essayait de se réjouir; mais l'aspect de Londres était sombre et le séjour périlleux : la peste y régnait avec violence, deux cent trente-neuf personnes en étaient mortes dans le cours de la semaine; trente-deux paroisses étaient infectées. Le surlendemain même de son arrivée, le 28 juin, Charles se hâta d'ouvrir la session du parlement, convoqué depuis près de trois mois, et dont les affaires de son mariage avaient retardé la réunion. La jeune reine assista à cette cérémonie, assise sur le trône, à côté du roi; mais peu de jours après ils quittèrent Londres pour aller s'établir, d'abord à Hamptoncourt, puis à Windsor. Dans ces premiers momens, les impressions d'Henriette-Marie sur l'Angleterre et de l'Angleterre sur elle étaient fort mêlées et incertaines; cependant la satisfaction y prévalait. Quelqu'un, dont on ne dit pas le nom, demanda un jour à la reine, avec une familiarité indiscrète, si elle s'arrangeait bien d'un huguenot pour mari : « Pourquoi pas? répondit-elle vivement; mon père n'en était-il pas un? »

VI.

Par cette parole, Henriette-Marie exprimait, à coup sûr sans en comprendre toute la grandeur, la pensée qui avait inspiré son mariage et présidé en France à toute la négociation. C'était la politique de Henri IV que la fille de Henri IV faisait triompher. Henri IV avait voulu pacifier la France en assurant aux protestans français la liberté religieuse, et affranchir l'Europe de la domination espagnole en formant l'alliance des états protestans autour d'un roi catholique, patron de la paix religieuse. Au sortir des guerres et des massacres de religion, il tenta d'établir la liberté religieuse dans l'ordre civil au sein de chaque état, et la paix religieuse dans l'ordre poli-

tique européen au sein des rapports entre les états. De ces deux tentatives, aussi sensées que généreuses, la première était destinée à échouer par l'aveuglement du petit-fils de Henri IV : en révoquant l'édit de Nantes, Louis XIV abolit, en principe comme en fait, la liberté religieuse, qui ne devait reparaître que deux siècles après Henri IV, par une révolution qui faisait monter sur l'échafaud le plus vertueux de ses descendans. La seconde tentative du chef de la maison de Bourbon fut plus heureuse; Richelieu en reprit l'exécution un moment suspendue et la fit définitivement réussir. Le mariage d'Henriette-Marie avec Charles Ier, négocié et conclu par un cardinal, fut la déclaration éclatante qu'au sein de l'Europe chrétienne la qualité de catholique ou de protestant n'était pas la loi suprême de la politique des états, et que les intérêts des nations ne demeuraient pas asservis à la foi religieuse des personnes régnantes ou gouvernantes. Toute la politique extérieure de Richelieu pendant ses dix-huit années d'empire fut le développement et la confirmation de ce premier grand acte de son pouvoir. Cet acte devait coûter cher à la famille royale au sein de laquelle il s'accomplissait : le mariage mixte de Charles Ier et d'Henriette-Marie ranima et envenima en Angleterre, entre le protestantisme et le catholicisme, cette lutte acharnée que Charles Ier paya de sa tête, et son fils Jacques II de son trône. Qu'eût dit Richelieu si, au moment où il s'applaudissait de cette alliance, l'avenir se fût dévoilé à ses yeux, s'il eût vu la guerre civile en Angleterre, la république remplaçant la royauté, Charles Ier sur l'échafaud, Henriette-Marie errante sur les mers, puis, après un retour de victoire royale, Jacques II expulsé, et le dernier de sa race mourant à Rome, sans autre asile que l'hospitalité du pape et sans autre fortune que le chapeau de cardinal? Il est difficile de dire ce qu'eût produit dans l'âme et la conduite des hommes la vue anticipée des conséquences lointaines de leurs actes, ce profond mystère des siècles. Pourtant j'incline à croire que, même devant ce spectacle, Richelieu n'eût pas changé de pensée ni de dessein. C'était un grand esprit et un grand caractère, dur et personnel sans scrupules. Le mariage d'Henriette-Marie avec le roi d'Angleterre et la ligue des états protestans sous le patronage du roi de France étaient nécessaires à la grandeur de la France et à sa propre grandeur. Quelles que dussent être les épreuves de l'avenir, il eût persisté, je pense, dans une œuvre grande en soi et que le patriotisme et l'égoïsme lui conseillaient également.

GUIZOT.

Val-Richer, septembre 1862.

HISTOIRE

DE SIBYLLE

QUATRIÈME PARTIE.

I. — RETOUR A FÉRIAS.

Si l'on n'a pas oublié les anxiétés qui obsédaient Sibylle quand elle prit place à la table de Mme de Guy-Ferrand (1), on aura compris avec quel intérêt et quel soulagement de cœur elle avait suivi Raoul dans le développement de la thèse spiritualiste où le mouvement de la conversation l'engagea. Dans un esprit aussi droit et aussi pur que celui de Mlle de Férias, le sentiment religieux, un peu vague, mais enthousiaste, dont les paroles du comte étaient enflammées, devait être interprété comme l'expression convaincue d'une âme croyante, qui tout au plus pouvait s'être écartée de la piété pratique, mais qui s'y laisserait aisément ramener. Dès ce moment, les alarmes de la jeune fille s'étaient dissipées, et elle avait vu s'élever en plein azur l'édifice de son amour heureux et de son heureux avenir. La profession de foi blasphématoire qui, l'instant d'après, tomba des lèvres du comte fut donc pour elle comme un coup de foudre éclatant dans la pureté la plus sereine du ciel. Ce seul mot en effet creusait soudain entre elle et l'homme qu'elle aimait l'abîme qu'elle s'était juré de ne jamais franchir. Elle ne put supporter la violence de ce choc, et elle défaillit.

Quand elle revint à elle dans le boudoir écarté où on l'avait transportée, apercevant de son premier regard lucide tout son bonheur en ruine, elle aurait voulu refermer les yeux pour jamais. Elle n'eut

(1) Voyez la *Revue* du 15 août, du 1er et du 15 septembre.

cependant ni une plainte, ni une larme. Demeurée seule avec ses parens et son amie Blanche, elle dit simplement d'un ton bref qu'il n'entrait point dans ses principes d'épouser un homme étranger à toute croyance morale et religieuse, et qu'elle priait qu'on ne lui parlât plus d'un mariage qui, à tout autre égard, lui eût convenu. Elle exprima le désir d'aller dès le lendemain demander à la solitude de Férias l'oubli de ses ennuis.

Rentrée à l'hôtel de Vergnes, elle eut à subir une réprimande assez aigre de la part de son grand-père, qui prononça le mot de bigoterie étroite et puérile, en ajoutant que ce sentiment était du reste fort assorti à l'état de vieille fille auquel Mlle de Férias se condamnait infailliblement par ses ridicules prétentions. — Elle lui répondit avec calme et respect qu'elle préférait l'état de vieille fille à celui de femme trompée et malheureuse, et une déception de quelques jours au chagrin de toute sa vie. — M. de Vergnes s'emporta de nouveau sur ces paroles. — Mais qui diable vous a dit qu'il vous tromperait? Comment! voilà un galant homme reconnu qui a la bonté de ressentir pour vous une passion insensée, et votre première idée est qu'il vous trompera,... qu'il vous rendra malheureuse!... Mais cela est gratuit et absurde! — Elle répliqua avec la même fermeté qu'une passion qui n'était pas épurée par le sentiment moral et sanctifiée par la foi ne pouvait être qu'une sorte de caprice vulgaire dont il lui répugnait d'être l'objet un seul jour, et dont elle ne voulait pas surtout affronter le lendemain. A quoi le comte de Vergnes, un peu surpris et même secrètement déferré, répondit avec plus de douceur : — Ma pauvre enfant, c'est très bien; mais en ce cas il faut épouser le bon Dieu, et n'en parlons plus!

Sibylle trouva dans miss O'Neil une confidente plus intelligente et plus tendre. L'Irlandaise avait absolument identifié sa vie avec celle de son élève : on peut dire qu'elle avait partagé son amour pour M. de Chalys; elle partagea de même les amertumes de sa déception. Effrayée du caractère sombre et contenu qu'affectait la douleur de la jeune fille, elle l'engagea elle-même à quitter Paris dès le lendemain, et elle employa une partie de la nuit à vaincre la résistance que M. et Mme de Vergnes croyaient devoir opposer à ce départ précipité.

Cette nuit fut sans sommeil pour Sibylle : toutes les images, toutes les visions, toutes les heures enchantées de son amour mortellement atteint se représentaient à son cerveau avec une lucidité et une persistance cruelles. Cet amour, qui n'avait pris une forme aux yeux du monde que depuis un petit nombre de jours, datait pour elle de son enfance, du rocher de Férias, des premiers rêves de son cœur; elle en avait senti la flamme secrète à travers toute sa jeunesse; il lui semblait qu'il avait rempli sa vie, et qu'il ne lui laissait en se retirant que

le vide et le néant. Dans la fièvre de sa pensée, la personne et le caractère du comte de Chalys lui apparaissaient sous un jour étrange, effrayant et même odieux : tant de facultés brillantes, de dons élevés, se retournant en ennemis contre leur source sacrée, révoltaient la piété de Sibylle; avec l'injustice de la passion, elle faisait des crimes à Raoul de ses instincts les plus innocens, et même de ses vertus; les élans de sa mobile imagination d'artiste, ses nobles aspirations, son enthousiasme, ne lui paraissaient plus que les jeux d'une rhétorique dépravée et railleuse; elle était tentée de croire que le comte avait mis dans sa conduite vis-à-vis d'elle une inconcevable préméditation, se faisant un divertissement ironique de jouer le rôle d'un esprit de lumière pour lui montrer tout à coup sous ce masque radieux les stigmates d'un esprit de ténèbres. — La pire des souffrances pour cette jeune fille habituée au triomphe de sa forte volonté, et qui pour la première fois frémissait sous l'étreinte de la passion, c'était de sentir que l'homme à qui sa raison, sa foi et sa fierté prodiguaient ces anathèmes demeurait le maître souverain de son cœur.

Elle partit dans la matinée du lendemain. Les adieux désolés de sa grand'mère n'avaient pu lui tirer une larme. Elle garda pendant tout le cours du voyage la même attitude froide et concentrée. Elle fut rendue le soir même à Férias, où le marquis et la marquise la virent arriver avec une émotion et une surprise mêlées d'inquiétude. Elle leur dit en riant qu'elle avait éprouvé un chagrin, une mésaventure, qui n'était qu'un méchant tour de sa tête romanesque, et qu'elle venait s'en consoler dans leurs bras. Elle les pria de la dispenser, quant à présent, d'un récit plus détaillé, dont elle laissait le soin à miss O'Neil. Pendant qu'on apprêtait sa chambre à la hâte, elle s'informa avec une sorte de gaîté fiévreuse des choses et des gens qui composaient le petit monde familier de Férias; puis, prétextant la fatigue, elle présenta froidement son front au baiser de ses vieux parens, et se retira.

L'altération des traits de Sibylle, son indifférence glacée, son accent bizarre, avaient de plus en plus consterné M. et Mme de Férias. Restés seuls avec miss O'Neil, ils l'interrogèrent d'un œil plein d'angoisse. La pauvre Irlandaise leur prit les mains, et, tout en leur disant que c'était peu de chose, que ce n'était rien, elle fondit en larmes, et les deux vieillards se mirent à pleurer avec elle. Quand elle eut recouvré assez de calme pour leur conter les brèves amours de Sibylle avec le comte de Chalys, et le courage qu'elle avait eu de se dérober à son bonheur au nom de son jugement et de sa conscience, M. de Férias leva les yeux au ciel : — Pauvre enfant! dit-il. Je l'avais prévu... Toujours son rêve de perfection!... Toujours le cygne!

Le lendemain, ils ne témoignèrent à Sibylle la part qu'ils prenaient à ses ennuis que par un redoublement de caresses et d'attentions. Elle parut leur savoir gré de leur réserve, et ne fit elle-même aucune allusion à la cause de sa tristesse. Cette tristesse continuait cependant de se traduire par des symptômes qui alarmaient M. de Férias. C'était le plus souvent une indifférence morne que rompaient par intervalles des efforts de gaîté pénibles. Sibylle s'étonnait elle-même de revoir d'un œil sec des lieux et des scènes dont le moindre détail, pendant son séjour à Paris, attendrissait son souvenir. Son regard, absorbé par sa vision intérieure, n'attachait aucun sens aux objets du monde réel: le bruit de ses pas et le son de sa voix retentissaient singulièrement à son oreille, comme si elle se fût trouvée seule dans l'immensité d'une cathédrale, ou comme si elle eût été seule vivante au milieu d'un peuple frappé d'enchantement. Ce développement excessif de la vie individuelle, qui caractérise les grandes affections de l'âme, ne saurait être soutenu longtemps par une organisation humaine sans en briser les ressorts. M. de Férias ne l'ignorait pas. « Prions Dieu qu'elle pleure! » disait-il à la marquise; mais c'était en vain qu'on essayait de tous les expédiens qui paraissaient les plus propres à éveiller sa sensibilité. Elle se laissa promener avec une distraction insouciante à travers les sites qu'elle avait le plus aimés; les jardins et les serres de Férias, les bois si chers à son enfance, la falaise qui avait été le théâtre de sa résurrection à la foi, le cimetière même, et les deux tombes blanches sur lesquelles elle avait appris à lire, rien ne put lui arracher un signe d'émotion. Quelques jours après son arrivée, on la conduisit au presbytère, où l'abbé Renaud continuait de mener la vie d'un ermite : les embrassemens attendris du vieux prêtre laissèrent à Sibylle sa froideur impassible.

La marquise de Férias avait eu dans la matinée même de ce jour une idée bizarre. Par son ordre, un domestique était allé secrètement trouver Jacques Féray dans la hutte solitaire qui lui servait d'habitation sur une falaise éloignée, avec mission de lui apprendre le retour de Sibylle au château. Sibylle, à la vérité, paraissait se souvenir très légèrement de Jacques Féray, dont elle avait à peine demandé des nouvelles en passant; mais la marquise, sans attendre de grandes merveilles de son inspiration, n'avait voulu rien négliger. Jacques Féray cependant reçut le message de Mme de Férias avec une profonde incrédulité; le domestique qui en était porteur n'échappa même que par une prompte retraite aux violens procédés dont le fou menaçait de payer son ambassade. La mauvaise humeur de ce pauvre homme s'expliquait : depuis le départ de Sibylle, c'était une espièglerie familière aux mauvais plaisans du pays de lui annoncer le retour de la jeune fille, pour laquelle on connaissait son

attachement fanatique. Il avait été dupe vingt fois de ce mensonge, et, quoique convaincu dès longtemps que ces avis officieux étaient des piéges tendus à sa candeur, il ne manquait jamais d'aller chercher au château la certitude de sa déception. Il suivit ce jour-là, dans le dédale embrouillé de sa cervelle, la série ordinaire de ses réflexions, et tout en se disant qu'on mentait assurément, que mademoiselle n'était pas revenue, que c'était une chose impossible et insensée, il s'achemina vers Férias à travers les bois, en cueillant des primevères, des pervenches et des violettes sauvages, dont il fit un énorme bouquet. La famille de Férias revenait en voiture de son excursion au presbytère, quand la marquise aperçut le fou Féray qui sautait du talus d'un fossé sur la chaussée. — Je vous en prie, mon enfant, dit-elle à Sibylle, ne vous montrez pas! — Puis, passant la tête par la portière, elle fit arrêter la voiture et appela Jacques. Jacques s'approcha à pas lents, son bouquet à la main, en se penchant à droite et à gauche, comme pour essayer de percer à travers le vitrage de la voiture où miroitait le soleil. — Pour qui donc ce beau bouquet, Jacques? dit la marquise.

Il la regarda sans répondre, en secouant la tête tristement, comme pour dire : Non,.. n'est-ce pas?... ce n'est pas vrai?... Il était arrivé cependant à deux pas de la portière, et quoique Sibylle se tînt toujours cachée, un instinct singulier parut subitement lui révéler sa présence : une sorte de grelottement agita ses lambeaux de vêtement, et son visage, tendu vers la portière, se décomposa.

— Regardez-le, dit la marquise à Sibylle.

La jeune fille se montra alors, et le salua de la tête en souriant. Jacques Féray, à cette apparition, avait ouvert soudain la bouche, comme s'il allait crier; mais la voix lui manqua. Il fit le geste de présenter son bouquet à Sibylle : le bouquet échappa de sa main. Il tomba lui-même affaissé sur ses genoux, et, pendant que ses yeux restaient attachés sur Sibylle avec une expression de ravissement indicible, des larmes pareilles aux gouttes d'une pluie d'orage ruisselaient sur ses joues maigres et marquaient leur trace humide sur la poussière de la route.

Ce spectacle, cette scène imprévue, saisirent brusquement Sibylle. Elle fit signe qu'on lui donnât le bouquet. — Merci, Jacques! murmura-t-elle en essayant encore de sourire; mais son sourire se noya dans un torrent de pleurs. Elle se rejeta dans la voiture, plongea sa tête dans les fleurs du bouquet, et sanglota violemment en contenant d'une main son cœur, qui soulevait sa poitrine.

Cette crise lui fut salutaire. La contraction douloureuse de ses traits se détendit, et dès ce moment elle reprit dans ses relations avec sa famille et avec ses vieux amis du voisinage la grâce affectueuse de son naturel, tempérée cependant par une teinte de gra-

vité, les marquée qu'autrefois. Elle se mit alors à rechercher chaque jour tous les souvenirs de son enfance et de sa jeunesse. Et, quoique ces pèlerinages ne fussent point sans de secrètes amertumes, ils n'étaient pas non plus sans douceur. L'imagination, comme la lance fabuleuse du héros grec, sert à guérir les blessures qu'elle a faites. Ceux qui en sont doués à un degré puissant connaissent de plus grands chagrins, mais aussi de plus grandes consolations que le vulgaire. La solitude de Férias, la régularité claustrale de la vie de famille, la mélancolie qui réside dans les bois profonds, sur les falaises sauvages, dans l'aspect mystérieux et solennel de l'Océan, tout respirait autour d'elle une sorte de sympathie austère qui lui charmait peu à peu sa tristesse en la lui poétisant.

La vraie source de ses consolations toutefois était plus haut. Ce Dieu auquel elle n'avait pas voulu manquer ne lui manqua point : elle le trouva fidèle comme il l'avait trouvée. Pour ceux qui croient, il peut y avoir d'immenses douleurs; il n'y a point de désespoir. Quelques déceptions qu'ils rencontrent dans ce rêve de bonheur que poursuit tout être humain, leur rêve en effet n'est jamais qu'ajourné; ce que la terre leur refuse, le ciel le leur promet toujours. — Mlle de Férias ne s'abusait point sur la portée de l'épreuve qu'elle venait de traverser : elle avait appris dans sa courte expérience à juger le monde, son temps, et surtout elle-même; elle savait désormais à quelle hauteur son cœur était placé, et elle n'espérait pas trouver deux fois sur son chemin un homme capable d'y atteindre. Sans amnistier les égaremens de Raoul, elle rendait justice à l'éclat de ses dons, à l'ampleur de son intelligence, à la puissance rare de sa personnalité : il l'avait profondément séduite. Elle comprenait que ce triste amour, où s'étaient incarnées pour si peu de temps, mais si pleinement, toutes les aspirations de son imagination et de son cœur, serait vraisemblablement l'unique amour de sa vie. En renonçant à Raoul, c'était donc à toute sa destinée de femme en ce monde que Sibylle entendait renoncer, et ce ne fut pas trop de sa foi fervente, de sa piété redoublée, de ses espérances éternelles, de Dieu tout entier pour remplir le désert infini qu'elle voyait alors s'étendre devant sa jeunesse. Ce ne fut pas trop, mais ce fut assez, et chaque jour ses larmes plus faciles et moins amères, son âme plus ferme et plus sereine, ses extases presque heureuses l'avertissaient que ses prières étaient entendues et son sacrifice accepté.

Violemment tentée d'abord par l'idée du cloître, elle l'avait bientôt repoussée, ne voulant pas désespérer le cœur de ses vieux parens, sous prétexte de soulager le sien; mais, en restant dans le monde, elle imprima à sa vie un caractère religieux et même un peu mystique, où l'on retrouvait le tour romanesque de son esprit.

Comme elle le disait un jour à miss O'Neil avec une sorte d'enjouement mélancolique qui devenait peu à peu l'habitude de son langage, si elle n'avait pu avoir son roman, elle aurait sa légende; si elle n'avait pu vivre heureuse, elle tâcherait de mourir sainte : elle lèguerait un jour le domaine de ses pères à quelque communauté dont elle serait la fondatrice, peut-être la patronne; son ombre reviendrait le soir dans les grands bois, et effraierait les jeunes novices vêtues de blanc.

Elle faisait presque chaque jour dans la compagnie de l'abbé Renaud l'apprentissage de la charité dans ses détails les plus sévères : elle visitait avec lui les pauvres, les malades et même les mourans. C'était un spectacle étrange que celui de cette jeune fille apparaissant dans tout l'éclat de sa beauté, rehaussée par tous les raffinemens du luxe mondain, au milieu de ces scènes de détresse et de mort, car Mlle de Férias, par une secrète faiblesse qui faisait sourire son grand-père, conservait dans ses travaux évangéliques un soin de sa personne, un appareil et un cérémonial qui sentaient à la fois la femme du monde et la femme de race. — Un jour, comme elle revenait à cheval d'une de ses excursions de charité, suivie à trente pas par un grand domestique à cheveux gris, M. de Férias, admirant sous le soleil du matin la mise élégante et coquette de sa petite-fille, sa grâce souple et fière, sa majesté charmante : — Eh bien! ma mignonne, lui dit-il, à qui en avez-vous donc? Voulez-vous faire tourner la tête aux pauvres ou à moi?... Et l'humilité, qu'en faisons-nous, ma chérie?

Elle ne put elle-même s'empêcher de sourire, et quand son grand-père l'eut reçue dans ses bras : — C'est vrai, dit-elle, c'est mon côté faible, je le sens bien; mais que voulez-vous? je m'aime comme cela!... Quand je me vois passer en cet équipage dans l'eau de votre étang ou dans les mares du chemin, je me fais l'effet d'une petite princesse distinguée, malheureuse et intéressante. Cela m'est doux!...

M. de Férias se prêtait d'ailleurs avec une complaisance empressée à toutes les fantaisies que suggérait à Sibylle la ferveur croissante de sa piété. Il la laissait puiser à pleines mains dans sa bourse, trop heureux d'acheter à ce prix le repos de cette chère existence. Quoique ennemi du bruit et du désordre, il supporta sans se plaindre l'affluence de mendians, d'infirmes et de pèlerins de toute nature que la renommée bienfaisante de Sibylle attirait à Férias de dix lieues à la ronde, se contentant de remarquer gaîment qu'elle faisait de son château une cour des miracles.

Il ne mit pas moins d'obligeance à seconder les plans que Sibylle ne cessait de méditer en concile avec le curé et miss O'Neil pour la restauration extérieure et la décoration intérieure de l'église de Fé-

rias. Le goût le plus pur présida du reste à ces embellissemens, qui tournaient à la dignité du culte. Rien ne saurait donner une idée de l'allégresse profonde avec laquelle le vieux curé voyait se transfigurer, comme par miracle, cette petite église, qui était sa maison, sa patrie et son univers tout entier. La première fois qu'il monta dans la chaire en chêne sculpté qui avait remplacé l'espèce de cuve où il avait coutume de prêcher, et lorsqu'il aperçut de ce lieu haut l'aspect nouveau et splendide de son église, les beaux tableaux de station qui ornaient les piliers, le lustre gothique qui pendait de la voûte, les boiseries du chœur, les tapis de l'autel, et le demi-jour que de magnifiques vitraux peints répandaient sur ce solennel ensemble, il eut un éblouissement, et il fondit en larmes devant son troupeau stupéfait. — Je me suis cru, dit-il ensuite, à Saint-Pierre de Rome.

Sibylle lui ménageait d'autres sujets de ravissement. Quatre forts chevaux attelés à un lourd camion vinrent déposer un matin à l'entrée du presbytère une énorme caisse qui contenait un de ces orgues que l'industrie moderne approprie aux dimensions des plus modestes églises. L'abbé Renaud, hors de lui, se dépouilla aussitôt de sa soutane, et on le vit tout le jour procéder lui-même au déballage de son orgue. L'instrument fut installé dans la partie supérieure de la nef, et le dimanche suivant, après quelques répétitions mystérieuses, Mlle de Férias vint s'asseoir toute rougissante devant le clavier, et prodigua à l'humble assistance visiblement attendrie toutes les ressources de son rare talent. Elle prit l'habitude de remplir chaque dimanche cette pieuse fonction. Ce fut dans le pays une joie mêlée de reconnaissance. Quand les sons inspirés de l'orgue s'élevaient vers la voûte de la petite église avec la fumée des encensoirs et qu'on entrevoyait la tête pure et grave de la jeune patricienne à travers ce nuage d'harmonie et de parfums, les âmes les plus rudes s'ouvraient à un vague sentiment de consolation, de beauté et de douceur célestes.

Mlle de Férias s'avisa vers le même temps d'une autre imagination qui devait avoir d'étranges suites. S'attachant de plus en plus à son œuvre, dont elle était loin de s'exagérer le mérite religieux et qui n'était à ses yeux qu'une innocente distraction artistique, elle eut l'idée de faire peindre à fresque les voûtes et les murs de son église paroissiale. Lorsqu'elle confia timidement à son grand-père cette fantaisie nouvelle, l'excellent vieillard se mit à rire. — Des fresques! dit-il, soit : je souscris aux fresques;... mais il faut songer, mon enfant, que le Pactole ne roule point dans mon parc... Voyons, j'ignore, moi, le prix des fresques... Vous accommoderez-vous bien de trois ou quatre mille francs?

— Ce n'est pas tout à fait assez, dit Sibylle.

— Mettons-en donc huit, mais n'allons pas plus loin, car encore faut-il garder quelque chose pour le pavé en mosaïque que je vois poindre à l'horizon.

Depuis son retour à Férias, Sibylle entretenait une correspondance assidue avec la jeune duchesse de Sauves, qui lui était demeurée ardemment dévouée. Le nom du comte de Chalys ne figurait jamais dans leurs lettres; mais, sauf cette réserve, une confiance absolue régnait entre elles, et Blanche mettait un empressement tendre à s'acquitter de tous les petits messages de son amie. Sibylle, dès qu'elle eut conquis ses huit mille francs, se hâta donc d'écrire à la duchesse; elle l'informa de ses projets, lui fit une description métrique de son église, et la pria de lui découvrir quelque jeune artiste qui n'eût encore d'autre richesse que celle du talent, et à qui l'allocation fixée par M. de Férias pût paraître une bonne fortune.

Blanche était installée au château de Sauves depuis un mois environ quand elle reçut cette lettre de Sibylle; après y avoir réfléchi un moment, elle eut une pensée féminine qui la fit sourire : elle remit la lettre sous enveloppe, y joignit deux lignes de sa main et adressa le tout au comte de Chalys, qui avait lui-même établi sa résidence d'été dans les environs de la forêt de Fontainebleau, où il vivait fort retiré. Raoul ne reconnut pas sans surprise l'écriture de la jeune duchesse, dont le billet contenait ces mots :

« Mon cousin, voici une chose qu'on me demande, à laquelle vous vous connaîtrez mieux que moi. Aussitôt que vous aurez découvert le jeune homme, prévenez-moi.

« BLANCHE. »

Deux jours après, Blanche recevait du comte la réponse suivante :

« Ma cousine,

« Le jeune homme est trouvé, il partira dans une quinzaine. Dites qu'on veuille bien faire préparer les murs, les enduits et tout ce qui n'est pas besogne de peintre. Ci-joint quelques instructions à ce sujet. — Respectueusement à vous.

« RAOUL. »

Sibylle était allée au-devant de cette recommandation, et les instructions que la duchesse lui transmit, en se gardant bien de lui en révéler l'origine, se trouvèrent superflues. Stimulée par l'ardeur impatiente de son esprit, elle s'était occupée déjà, avec le concours de l'architecte diocésain, de faire exécuter dans la nef tous les travaux préparatoires. Ces travaux étaient complétement achevés et les murailles toutes prêtes pour la brosse du peintre, lorsque par une tiède soirée de juin l'abbé Renaud entendit une voiture s'arrêter devant la grille de son jardin; presque aussitôt un homme d'une

trentaine d'années, en élégante tenue de voyage, et dont le visage était remarquablement pâle, s'avança vers lui, et le saluant avec une grâce hautaine : — Monsieur le curé de Férias? dit-il.

— Oui, monsieur.

— Vous attendez un peintre pour votre église, monsieur?

— Oui, monsieur, balbutia le curé, qui se sentait intimidé par l'apparence distinguée et l'accent un peu dédaigneux de l'étranger : nous attendons un jeune peintre, un jeune artiste de Paris.

— La fleur de jeunesse, reprit l'autre avec un sourire glacé, n'est pas, je suppose, une condition essentielle... Enfin, monsieur, c'est moi!

II. — RAOUL AU PRESBYTÈRE.

M. de Chalys venait de passer deux mois amers. En d'autres temps, son abattement eût trouvé du soutien dans l'affection et dans l'énergie morale de Gandrax; mais Gandrax était alors absorbé par une de ces passions furieuses qu'il n'est pas rare de voir éclater au midi de la vie de l'homme, surtout dans un cœur et dans un sang vierges. Le laissant tout entier à Clotilde, Raoul avait quitté brusquement Paris : comme Sibylle, il chercha la solitude; mais il n'y rencontra pas les mêmes consolations. La solitude pour lui fut vide comme le ciel; sa blessure, au lieu de s'y fermer, sembla s'y envenimer. La distraction du travail fut impuissante. Vingt fois le jour, il rejetait son pinceau avec dégoût, et cherchait à éteindre dans des orgies de cigare les pensées qui le dévoraient. Le souvenir de Sibylle, toujours présent, soulevait en lui un tumulte d'idées et de sentimens où la passion, le regret et la colère se confondaient orageusement. Il avait entrevu un moment dans l'amour de cette jeune fille, dans leur union espérée, dans l'avenir qu'elle lui ouvrait, l'accomplissement d'un de ces rêves de paix, d'honnêteté et de réhabilitation morale qui séduisent si vivement parfois les âmes troublées et mécontentes d'elles-mêmes. Les scrupules au nom desquels Sibylle avait brisé ce rêve, et qu'il connaissait d'ailleurs très imparfaitement, lui semblaient puérils, misérables et comme criminels; puis, à l'instant même où il s'exaltait dans cette irritation, l'image de Mlle de Férias se dressait sous ses yeux avec sa grâce étrange, à la fois élégante et pure, chaste et passionnée, et la flamme courait dans ses veines : il maudissait et il adorait dans la même minute cette enfant charmante et barbare.

Le billet de sa cousine Blanche l'avait trouvé dans ce violent état d'esprit. La jeune duchesse, en le lui adressant par une sorte d'espièglerie de femme, n'avait pas même conçu l'idée du dessein ex-

traordinaire que cette communication devait suggérer à Raoul. Il n'avait pas achevé de lire le billet de la duchesse et la lettre qui y était jointe, que sa résolution fut prise. Il retourna sur-le-champ à Paris, s'y occupa pendant quinze jours de quelques apprêts et de quelques études préalables, et partit pour Férias, agité de mille sentimens contraires, où dominait le plus souvent une sorte de désespoir ironique et malfaisant.

Cette méchante disposition accentua d'abord fortement son langage dans sa première entrevue avec l'abbé Renaud; mais, sa générosité naturelle se réveillant aussitôt devant la physionomie bienveillante et timide du vieillard, il le gagna aisément à son tour par le ton de déférence polie et caressante qu'il fit succéder à l'âpreté de son début. Le pauvre curé n'en éprouva d'ailleurs que plus d'embarras lorsque cet étranger de si haute mine et de formes si exquises le pria de lui indiquer dans le village un hôtel où il pût trouver le vivre et le couvert pendant la durée de ses travaux.

— Un hôtel, monsieur?... Mon Dieu!... Marianne, monsieur demande un hôtel!

— Si monsieur veut un hôtel, dit Marianne, qu'il le bâtisse!

— Marianne, voyons donc!... — Hélas! monsieur, nous n'avons dans les environs que de méchantes auberges... Ah! comment n'ai-je pas prévu cela?... Mais j'y songe... Mon Dieu! monsieur, j'ai ici, au presbytère, une petite chambre, fort simple à la vérité, mais assez propre... Si vous vouliez bien l'accepter... avec mon modeste ordinaire?

— Mais, monsieur le curé, je crains de vous être à charge... Cependant je ne serais pas insensible au plaisir de votre intimité quotidienne, et si, au point de vue matériel, vous consentiez à désintéresser mes scrupules en me permettant de rendre à vos pauvres la charité que vous me ferez...

— Oh! monsieur!... — Puis-je vous demander votre nom, monsieur?

Cette question si facile à prévoir, Raoul ne l'avait pas prévue. Le mensonge était de tous les vices celui qui répugnait le plus à sa fière nature. Il hésita, rougit, et, mentant le moins possible, il donna son titre : — Le comte, dit-il.

— Eh bien! mon cher monsieur Lecomte, soyez certain que nous n'aurons pas de difficultés ensemble... Préparez la chambre verte, Marianne!... Mais vous avez peut-être faim, monsieur Lecomte?

— Vous l'avez dit, monsieur le curé, j'ai faim... Vous voyez comme je vais vous gêner,... j'ai déjà faim!

— Tant mieux, tant mieux, monsieur Lecomte! — Marianne, vous préparerez la chambre un peu plus tard... Tuez un poulet!

— Non, je vous en prie, monsieur le curé, ne tuons personne ..

Vous avez des œufs, n'est-ce pas? J'adore l'omelette, et je suis sûr que Mlle Marianne la fait à merveille.

Un instant plus tard, le comte de Chalys était installé devant la petite table ronde du curé, et félicitait Marianne sur la façon savante de son omelette. Quelques viandes froides, une bouteille de vieux vin et une savoureuse tasse de café complétèrent ce repas, pendant lequel Raoul, animé d'une fièvre secrète, déploya une verve enjouée et obligeante qui subjugua absolument le cœur de l'abbé Renaud, et qui finit même par évoquer sur le visage hérissé de Marianne le phénomène insensé d'un sourire. Le comte, de son côté, sentait croître sa sympathie pour le vieillard en lui entendant prononcer à tout moment le nom de Sibylle avec une prédilection enthousiaste: ce n'était pas non plus sans un vif intérêt qu'il découvrait sous la bonhomie rustique de son hôte des traits d'élévation et de dignité qui affirmaient sa parenté spirituelle avec Mlle de Férias.

— Monsieur le curé, dit-il en quittant la table, je crois que nous serons bons amis, nous deux, n'est-ce pas?

— Pour ma part, mon cher monsieur, la chose est déjà faite.

— Mais, monsieur le curé, je ne veux pas vous prendre en traître... je ne suis pas... très dévot!

— Eh bien! monsieur Lecomte, que voulez-vous? Saint Paul l'était encore moins que vous à votre âge!

— C'est vrai, monsieur le curé;... mais les temps sont différens. . Enfin me permettez-vous de fumer dans votre jardin, monsieur le curé?

— Dans mon jardin, dans votre chambre, dans la mienne... où vous voudrez!

— Même dans ma cuisine! ajouta Marianne.

La nuit était venue : une lune pure flottait dans le ciel, jetant des reflets d'argent sur le sable des allées, emplissant d'ombre les tonnelles, et glaçant d'une teinte de neige le clocher de la petite église, dont le triangle se découpait sur le sommet de la falaise voisine. Pendant que Raoul allumait un cigare en donnant un coup d'œil à cette scène douce et tranquille, l'abbé Renaud, qui était resté un peu en arrière, fut interpellé à demi-voix par Marianne : — Ah çà, monsieur l'abbé, qu'est-ce que c'est donc que cette manière d'artiste-là?... Vous m'aviez dit : un petit jeune homme!... Drôle de petit jeune homme! Il a toutes ses dents, celui-là!

— Je n'y conçois rien, ma fille;... mais je serais bien étonné si ce n'était pas un grand artiste... un très grand artiste même!

— Je ne sais pas si c'est un grand artiste... mais, ma foi! c'est un homme bien aimable... Voyons, monsieur l'abbé, je vous le demande, suis-je une de ces femmes qu'on enjôle facilement, moi?

— Oh! non, Marianne!

— Eh bien! il m'enjôle!... ma foi! C'est un homme bien aimable... et si bien nippé! J'ai commencé, avec le vieux Pierre, à ranger ses effets et ses brimborions de toilette dans sa chambre... Ah! monsieur, c'est là un soin! c'est là des raffineries! c'est là un linge... un linge de sénateur, quoi!

— Chut! Marianne! il m'appelle!

Et l'abbé Renaud courut au-devant de Raoul, qui l'appelait en effet. — Monsieur le curé, je vous demande pardon; mais j'entends de la musique... Est-ce que vous avez des sirènes sur ces rivages?... Écoutez donc!

Après avoir prêté un instant l'oreille : — Ah! dit le curé, oui, en effet... on joue de l'orgue dans l'église, là-haut... c'est Mlle Sibylle... elle vient quelquefois dans la semaine répéter les morceaux qu'elle doit exécuter le dimanche... Eh bien! je suis ravi qu'elle soit venue ce soir,... et je vais de ce pas lui annoncer votre heureuse arrivée.

Raoul l'arrêta de la main : — Non, non, je vous en prie, monsieur le curé! ne lui dites pas que je suis là! Je désire qu'elle ne connaisse mon arrivée que lorsqu'elle pourra juger de mon travail,... puisqu'elle y prend intérêt... J'espère qu'elle en sera plus agréablement surprise... Je vous en prie, monsieur le curé!

— Bien, bien, comme il vous plaira, monsieur Lecomte;... mais il faut penser qu'elle viendra nécessairement à la messe dimanche...

— Eh bien! c'est aujourd'hui lundi;... dimanche j'aurai déjà ébauché quelque chose... Et maintenant, monsieur le curé, je vous demanderai la permission d'aller voir un peu la mer du haut de vos falaises... A bientôt, monsieur le curé...

Raoul affecta de s'éloigner d'un pas nonchalant; mais, à peine hors du jardin, il accéléra sa marche, et se mit à gravir rapidement le revers de la lande, au bas de laquelle le presbytère était assis. Parvenu sur le plateau, il jeta autour de lui un regard inquiet : la falaise était déserte. Il escalada l'enclos du cimetière par la brèche la plus proche, et, s'orientant sur les sons de l'orgue, il s'approcha d'une des fenêtres latérales de l'église. La fenêtre était peu élevée, et en s'aidant de quelques lacunes dans la maçonnerie d'un contrefort, il atteignit aisément à la hauteur des vitraux; mais ses yeux, habitués à la clarté crépusculaire dont la falaise et l'Océan étaient alors inondés, eurent peine d'abord à percer l'obscurité relative qui régnait dans l'intérieur de l'édifice : il ne distinguait que la faible lueur de la lampe sacramentelle qui pendait de la voûte et quelques bandes de lumière blanche projetées sur les dalles de la nef à travers les fenêtres. Soudain un de ces reflets, se déplaçant brusquement, fit reluire la boiserie de l'orgue, et la tête de Sibylle sortit de l'ombre comme une pâle vision. Son front penché, son attitude abandon-

née, exprimaient une mélancolie touchante. Il était évident qu'elle improvisait : ses doigts tourmentaient le clavier avec une inspiration indécise qui s'élevait par instans au cri de la passion pour s'éteindre dans les langueurs de la rêverie. Tout à coup, comme les accords de l'orgue s'exaltaient sur le ton de quelque prière plus fervente ou de quelque regret plus douloureux, sa tête se redressa, et son œil tendu se dirigea sur la fenêtre qui était en face d'elle et d'où Raoul l'observait. Une verrière peinte masquait la plus grande partie de la fenêtre, et ne put lui laisser voir qu'une forme indistincte; cependant sa main quitta le clavier subitement, et la jeune fille se leva toute droite, comme saisie, pendant que le son de l'orgue se prolongeait en expirant. Raoul se laissa glisser à la hâte sur le gazon du cimetière. Son cœur bondissait dans sa poitrine : sa première pensée fut de fuir comme un enfant; il la repoussa par fierté, et, se cachant dans l'angle du contre-fort, il attendit.

Au bout de quelques minutes, il crut entendre la porte de l'église qui se refermait. Presque au même instant la voix de Sibylle s'éleva doucement à quelques pas de lui : — Est-ce toi, Jacques? dit-elle.

Ne recevant point de réponse, la jeune fille ajouta tranquillement à demi-voix : — Je suis folle!

Et Raoul comprit qu'elle s'éloignait. Sans abandonner l'ombre protectrice du contre-fort, il avança la tête avec précaution et put voir Mlle de Férias. Elle s'éloignait en effet d'une démarche lente et incertaine : elle tenait son chapeau d'une main et soutenait de l'autre ses longues jupes d'amazone. Arrivée près du petit mur qui fermait le cimetière du côté de l'Océan, elle s'arrêta et posa sur sa tête son chapeau ombragé de plumes, puis elle gravit quelques débris entassés, monta sur la crête gazonnée du mur, et s'y tint immobile, les yeux dirigés vers le large, sa silhouette élégante et sombre se dessinant étrangement dans l'aube limpide du firmament et de la mer. Après quelques minutes de contemplation, elle sauta légèrement sur la falaise et disparut.

Raoul alors quitta son abri et s'approcha lentement du petit mur qui avait servi de piédestal à la jeune fille; il promena son regard sur la falaise et ne la vit plus. S'asseyant alors sur le revers du mur, il chercha la trace de ses pas, enleva quelques brins de mousse froissés et les porta à ses lèvres. La plaine étincelante de l'Océan s'étendait devant lui et s'assombrissait à l'horizon pour se fondre avec le ciel; il tint un moment ses yeux fixés sur ce spectacle : — Que voyait-elle là? murmura-t-il. Son Dieu!... son Dieu qui ne sera jamais le mien!

Quand il rentra au presbytère, l'abbé Renaud et Marianne furent étonnés de la brièveté âpre de son langage : — Ces artistes sont capricieux, dit timidement le curé à sa vieille servante.

— Oh! mais je me moque de ses caprices, moi! dit Marianne; puis, élevant la voix : — Eh! jeune homme, cria-t-elle, monsieur Lecomte, n'oubliez pas d'éteindre votre chandelle,... quand vous aurez fait votre prière, s'entend!

— Mademoiselle Marianne, répondit froidement Raoul du haut de l'escalier, vous serez obéie... en ce qui concerne la chandelle, s'entend!

Quand le comte de Chalys s'éveilla le lendemain, le soleil, pénétrant à travers les rameaux de vigne qui s'entrelaçaient devant la fenêtre, tapissait d'une tremblante mosaïque les briques vernissées de la petite chambre. Une sensation de gaîté, de courage et d'espoir se répandit dans les veines de Raoul. Il se leva à la hâte, ouvrit la fenêtre, et salua en souriant l'abbé Renaud, qui lisait déjà son bréviaire à l'ombre de son figuier. Un instant plus tard, ils entraient tous deux dans l'église. Ils y trouvèrent quelques ouvriers que le curé avait requis à la hâte, et qui dressèrent un échafaudage dans la nef, sous la direction du comte. Il put commencer lui-même son travail dans la matinée, et ses premiers coups de brosse eurent une fermeté magistrale qui fit épanouir le visage du curé. Raoul compléta le ravissement du vieux prêtre en lui expliquant le plan général de la composition qu'il méditait : les épisodes dominans du poème évangélique couvriraient les pans de murs encadrés entre les piliers; le ciel de la voûte, peuplé d'allégories sacrées, serait comme le commentaire mystique des fresques latérales et se relierait à chacune d'elles par des teintes sombres ou radieuses en harmonie avec la scène particulière qui y serait figurée. Sur la retombée de la voûte, au-dessus de l'entrée du chœur, le Christ s'élèverait triomphalement dans la nuée éclatante. — Mon cher monsieur Lecomte, s'écria le curé, que Dieu me fasse la grâce de me laisser vivre assez pour voir cela, et je chanterai du fond de l'âme mon *nunc dimittis!*

L'excellent vieillard, malgré son impatience, tenta plusieurs fois pendant cette journée et celles qui suivirent de modérer l'ardeur passionnée que Raoul apportait à son œuvre. M. de Chalys appréhendait à tout instant l'apparition vraisemblable de Sibylle, et, sans se formuler bien nettement cette espérance presque puérile, il se flattait qu'en avançant son travail il augmentait ses chances de toucher le cœur de la jeune fille. Le curé, auquel il ne pouvait dissimuler ses anxiétés, les partageait par bonté d'âme, et il employa dans le cours de la semaine les ruses les plus machiavéliques pour maintenir Mlle de Férias à distance du presbytère et de l'église. Toute sa diplomatie cependant ne put étouffer longtemps le bruit d'un événement si intéressant pour la paroisse, et le samedi suivant, dans la matinée, Sibylle venant faire quelques visites de charité dans le

village, entendit en descendant de voiture vingt bouches de commères lui crier à la fois qu'un peintre de Paris travaillait depuis huit jours dans l'église et qu'il y opérait des miracles. Passablement étonnée de la nouvelle et fort curieuse de la vérifier, Sibylle laissa à miss O'Neil le soin de distribuer ses aumônes, et se dirigea en toute hâte vers l'église.

Le comte de Chalys achevait en ce moment d'ébaucher une adoration de l'Enfant-Dieu par les mages : l'étoile conductrice étincelait dans le ciel sombre de la voûte, elle jetait une lueur de nimbe sur l'obscur intérieur de l'étable sacrée, sur la Vierge-Mère et sur les rois à genoux; un ange à peine entrevu soutenait l'étoile dans l'azur comme une lampe d'or. Raoul avait mis dans cette composition toute sa science, tout son talent et tout son amour; il en avait fait une page d'une suavité et d'un mystère saisissans qui avait le matin même obtenu du curé le suffrage d'une larme.

Le comte caressait doucement d'un dernier coup de pinceau le pur visage de son ange, quand l'échelle qui était dressée contre l'échafaudage s'agita soudain; puis il entendit les froissemens d'une robe et le bruit d'un pied souple et léger qui se posait sur les barres de l'échelle. Son cœur s'arrêta quelques secondes, et reprit son élan avec une violence qui faillit le foudroyer. Le jeune homme cependant ne se retourna pas, et il affecta de demeurer plongé dans son travail. Sibylle était déjà derrière lui sur l'étroite plate-forme : sans s'occuper du peintre, elle examina d'abord la fresque ébauchée avec un intérêt qui peu à peu se tourna en admiration, et qui toucha bientôt à la stupeur. Son goût très exercé ne pouvait méconnaître l'œuvre d'une main puissante. Elle porta brusquement alors son regard sur Raoul, dont le costume fort simple et la blouse maculée ne lui apprirent rien. — Monsieur? murmura-t-elle d'un ton timide.

— Mademoiselle? dit gravement Raoul, qui se leva alors et lui montra son visage.

Un sang pourpre inonda les joues de Sibylle; ses lèvres s'entr'ouvrirent, et sa main chercha un soutien; puis tout à coup elle devint pâle comme une cire vierge, et son œil bleu lança au comte un éclair d'indignation et de fierté souveraines. L'instant d'après, sans avoir prononcé une parole, elle avait quitté la plate-forme, et elle sortait de l'église à grands pas.

Elle rencontra sous le porche l'abbé Renaud, qui accourait tout essoufflé et le visage rayonnant. — Eh bien? dit-il, eh bien! ma chère demoiselle?

L'émotion, qui avait pris le dessus dans l'âme impérieuse de Sibylle, était celle du plus amer ressentiment contre l'attentat audacieux dont son repos et sa dignité étaient l'objet. Il y eut une hau-

teur et une colère presque farouches dans l'accent de la réponse qu'elle adressa au curé en élevant la voix à dessein. — Eh bien, mon pauvre curé, dit-elle, nous avons été indignement trompés! Il faut congédier cet homme à l'instant! Cet homme n'est pas un peintre,... ou c'est le dernier des peintres! il souille votre église! Venez. — Et elle s'achemina dans la direction du presbytère en compagnie du vieillard consterné.

Le comte de Chalys, du haut de son échafaudage, n'avait perdu aucune des paroles de Sibylle. Elles firent monter la rougeur à son front et lui bouleversèrent le cœur. Les sentimens qui lui avaient inspiré sa romanesque entreprise lui semblèrent appréciés avec une dureté odieuse. Ses traits prirent l'empreinte d'une ironie sombre et déterminée. Il sortit de l'église, alla s'appuyer avec une affectation de nonchalance sur le mur du cimetière, et se mit à fumer tranquillement en regardant la mer.

Un quart d'heure plus tard, un bruit de pas le fit retourner : le curé rentrait dans le cimetière; il était accompagné de miss O'Neil. Tous deux s'avançaient vers lui d'un air grave. Raoul, adossé au petit mur, les attendit les bras croisés et le cigare aux dents.

— Monsieur, dit le curé, vous êtes le comte de Chalys, et vous devez comprendre que votre séjour ici ne peut se prolonger convenablement un instant de plus.

— La conséquence, monsieur le curé, répondit Raoul avec une froide politesse, ne me paraît point nécessaire. Je puis être le comte de Chalys sans être pour cela le dernier des peintres, comme veut bien le dire Mlle de Férias. Vous pouvez à la vérité me refuser la faveur de votre hospitalité; mais je ne crois pas que vous puissiez me refuser le droit de terminer un travail auquel j'ai été régulièrement appelé. On ne déplace pas un artiste, on ne lui retire pas sa besogne des mains avec une telle légèreté.

— Il est bien entendu, monsieur, dit le curé en hésitant, que vous serez indemnisé de vos frais d'après votre propre estimation.

— Pardon, monsieur le curé, reprit Raoul en souriant; mais je ne suis pas un artiste mercenaire : je travaille principalement en vue de l'honneur. J'ai la fantaisie d'attacher mon nom à votre église, et cette fantaisie me paraît aussi respectable que celle qui prétend m'en chasser. Suis-je ici aux gages de Mlle de Férias? Mlle de Férias est-elle propriétaire de cette église? Je n'ai affaire ici, monsieur le curé, qu'à vous et à votre conseil de fabrique; il existe entre nous une convention que vous ne pouvez rompre honorablement tant que j'y suis moi-même fidèle. Êtes-vous mécontent de mon travail? doutez-vous de ma capacité? Faites appeler des experts; s'ils partagent les appréciations de Mlle de Férias, je m'incline et je me retire. Jusque-là je reste, tout prêt d'ailleurs, si vous essayez de me fer-

mer les portes de votre église, à me les faire rouvrir par la justice de mon pays. — Monsieur le curé, j'ai dit.

— Monsieur, dit le curé, ce langage ne peut être sérieux.

— Sérieux, monsieur le curé? Je ne serais pas plus sérieux quand je serais sur mon lit de mort.

L'abbé Renaud était timide; mais il avait en lui un fonds de dignité et de vaillance qu'il ne fallait pas provoquer outre mesure :

— Monsieur le comte, reprit-il avec fermeté, vous quitteriez, j'en suis sûr, ce ton de raillerie et de bravade, si vous vouliez bien vous souvenir qu'il ne s'adresse ici qu'à des femmes et à des vieillards.

Raoul pâlit. Après un silence : — Vous avez raison, monsieur, dit-il. Recevez mes excuses.

Et se tournant vers miss O'Neil : — Puis-je avoir, mademoiselle, quelques minutes d'entretien avec Mlle de Férias?

— Non, monsieur.

Raoul leva légèrement les épaules : — Eh bien! monsieur le curé, je vais me rendre de ce pas chez M. le marquis de Férias, et je m'engage sur l'honneur à ne pas prolonger mon séjour ici d'un seul instant sans son assentiment.

Il descendit alors à grands pas le revers de la falaise, salua gravement Sibylle en passant et entra au presbytère.

Sibylle, informée par miss O'Neil de la résolution qui avait clos le débat, se hâta de remonter en voiture et d'aller annoncer à son grand-père la visite extraordinaire à laquelle il devait se préparer.

III. — RAOUL AU CHATEAU DE FÉRIAS.

Une heure à peine s'était écoulée quand le comte de Chalys, qui n'avait pris que le temps de quitter son négligé de peintre, fut introduit dans le grand salon du château de Férias, où le marquis et la marquise l'attendaient et lui firent un accueil empreint d'une extrême gravité. Il y eut, après l'échange des saluts, une minute de silence pendant laquelle le comte et ses hôtes s'observaient mutuellement avec un intérêt réservé, mais profond. M. et Mme de Férias étaient secrètement frappés du caractère de grâce et d'intelligence qui recommandait au premier abord la personne de Raoul; pour lui, la vue de ces deux vieillards si dignes, si doux et si tristes, achevait de déterminer le tour encore hésitant de son exorde. — Madame la marquise, dit-il avec un léger tremblement dans la voix, si je n'avais apporté ici les sentimens de la plus absolue déférence, je les y trouverais... Mais on a dû vous dire que je ne me présentais chez vous que pour y prendre vos ordres, et que je m'y soumets d'avance, ne réclamant que la liberté de vous expliquer ma conduite.

— Monsieur le comte, dit le marquis de Férias, nous ne pouvons

vous refuser cette liberté; mais aucune explication ne saurait modifier la nature, — non point des ordres, — mais de la prière que nous avons à vous adresser.

— Monsieur le marquis, j'espère le contraire. Mon arrivée dans ce pays a éveillé les susceptibilités de Mlle de Férias et les vôtres; je le comprends. Permettez-moi cependant de vous affirmer que la pensée de manquer de respect à Mlle de Férias ou à vous m'a été aussi étrangère que peut vous l'être celle d'offenser le Dieu dont vous attendez votre salut... Vous ne me connaissez pas, monsieur le marquis, et les préventions dont vous êtes animé en ce moment vous disposent mal à me croire sur parole;... mais la vérité pourtant a bien de la puissance, et je me flatte que vous en reconnaîtrez l'accent même dans ma bouche. — Raoul fit une courte pause et reprit : — Vous ne me connaissez pas, mais vous connaissez Mlle de Férias, et vous pouvez facilement imaginer quelle sorte d'attachement lui serait consacré, si jamais elle rencontrait un homme qui fût capable et digne de l'apprécier... Eh bien! monsieur, je vous supplie de supposer un instant que je sois cet homme, que mon naturel, que le tour particulier de ma pensée et de ma vie m'aient préparé autant que possible à bien comprendre tout ce que vaut Mlle de Férias, à lui rendre tout entier le culte d'admiration, d'estime et de tendresse qu'elle mérite,... à bien concevoir enfin toute la plénitude de bonheur qu'une créature si noble et si parfaite répandrait sur la destinée à laquelle elle daignerait s'unir... Veuillez vous souvenir que ce rêve m'a été permis un jour comme une espérance... et qu'on me l'a soudain brisé dans le cœur,... sur les lèvres,... et je vous demande à vous-même, monsieur, à vous pour qui je suis un étranger et presque un ennemi, — je vous demande si vous n'avez pas pitié de ce que j'ai dû souffrir!

A ces derniers mots, que le jeune homme avait prononcés avec une mâle émotion, la marquise détourna un peu la tête et toussa légèrement.

— Monsieur, dit le vieux marquis, vous vous exprimez avec chaleur, et, je le crois, avec sincérité; mais, je vous le demanderai à mon tour, si vous vous êtes formé une juste idée du caractère de ma petite-fille, quel avantage avez-vous pu espérer d'une tentative, — d'une démarche que je veux bien qualifier simplement de romanesque?

— Mon Dieu! monsieur le marquis, reprit Raoul avec un triste sourire, il ne faut pas exiger d'un homme qui se débat dans l'agonie d'un naufrage une parfaite maturité de délibération... Il s'attache à tout... Un moyen s'est offert de me rapprocher de Mlle de Férias, de me remettre sur son chemin,... je l'ai saisi! Et cependant, monsieur, mon entreprise n'a pas été tout à fait irréfléchie... J'avais

une espérance que la raison et l'honneur peuvent avouer. Autant que j'ai pu le savoir, c'est au nom des scrupules de sa conscience que Mlle de Férias a repoussé des vœux qu'elle n'ignorait pas... Eh bien! monsieur, je savais que chez Mlle de Férias la fermeté rigoureuse, — trop rigoureuse peut-être, — des principes n'exclut pas la générosité du cœur... C'est à son cœur que j'ai tenté de faire appel, c'est sa générosité que j'ai espéré toucher en lui montrant sous ses pieds un homme qui, comme elle le sait, ne fait point métier de s'humilier.

— Je suis sensible, monsieur le comte, à vos explications, et j'avoue qu'elles vous concilient jusqu'à un certain point mon intérêt; mais cet intérêt, vous le comprenez, ne saurait me faire oublier ce que je dois au repos et à la dignité de ma petite-fille. Je ne puis donc que solliciter de vous le témoignage de déférence que vous avez bien voulu nous promettre.

— Soyez assuré, monsieur, que je ne vous le refuserai pas, si vous jugez, après y avoir réfléchi, qu'en m'enlevant mes dernières espérances vous ne frappez que moi, si vous approuvez pleinement les principes auxquels Mlle de Férias me sacrifie, si vous pensez enfin que l'homme qui vous parle était vraiment indigne d'entrer dans votre famille et de faire le bonheur de votre enfant. Dans un instant pour moi si solennel et où je joue sur une partie suprême toute ma destinée, souffrez-moi la franchise la plus entière, la plus inusitée. Ne me défendez aucun argument, si délicat qu'il puisse être... Souffrez que j'essaie d'intéresser à ma cause votre sollicitude même pour l'avenir de celle que vous chérissez à si juste titre! Laissez-moi vous le rappeler, et Mlle de Férias ne me démentira pas,... car elle ne saurait dire que la vérité, — son cœur ne me repoussait pas... Ce sera la fierté et peut-être le désespoir de toute ma vie que d'avoir été un instant honoré de sa sympathie... Eh bien! cette sympathie, qu'un tel cœur sans doute n'avait pas accordée légèrement, comment l'ai-je perdue? Sur un seul mot, sur une parole, — sinon mal comprise, — au moins bien rigoureusement interprétée! Je respecte et j'admire les principes religieux de Mlle de Férias;... mais n'ont-ils pas même à vos yeux, monsieur, quelque chose de l'intolérance de la première jeunesse? Ne perdront-ils rien de leur inflexibilité au contact de la vie et de l'expérience? La résolution qu'ils ont dictée à votre petite-fille ne sera-t-elle jamais sujette,... le croyez-vous!... à quelque secret repentir? Pensera-t-elle toujours, comme aujourd'hui, qu'elle a bien fait de séparer, de désoler deux existences dont l'union lui avait semblé à elle-même présenter plus d'une condition de bonheur?... Et pourquoi? Parce que l'homme qui l'aimait si profondément, — et qu'elle avait jugé digne d'un peu de retour, — était un homme de son temps, un enfant de son siècle,... et peut-

être un des meilleurs, car si je suis un incrédule, je ne suis pas un impie; mon incrédulité n'est ni agressive ni triomphante,... elle est triste et respectueuse. Je vénère et j'envie ceux qui possèdent la vérité. Pour moi, je la cherche dans toute la sincérité et dans toute l'amertume de mon âme. Voilà donc ce que je suis, monsieur. Que Mlle de Férias, jeune comme elle l'est, élevée loin du monde, ait pensé qu'une telle situation morale ne pouvait se concilier avec aucune vertu, aucun honneur, aucune bonne foi, je le comprends;... mais j'en appelle, monsieur, à l'expérience et à la charité de votre âge,... croyez-vous qu'elle ne se trompe pas? Croyez-vous qu'un incrédule comme moi soit vraiment incapable de tout sentiment honnête et loyal, qu'il n'ait rien de sacré dans l'âme, qu'il ne puisse rien aimer, rien respecter, rien adorer dans ce monde,... ni son père, ni sa femme, ni son enfant? Ah! si vous le pensez, je vous atteste, monsieur, que vous me méconnaissez,... je vous atteste, au nom même des sentimens dont je suis pénétré devant vous,... que le plus saint respect peut entrer dans un cœur où la foi n'est pas!

M. de Férias échangea un regard avec la marquise, et répondit ensuite avec une sorte d'abandon : — Mon Dieu! monsieur le comte, admettons pour un moment que les principes de ma petite-fille, érigés en règles pratiques de la vie, puissent être en effet taxés d'exagération regrettable... Que pouvons-nous faire, Mme de Férias et moi, dans la circonstance? Il ne saurait être question ici d'user de notre autorité... Que pouvons-nous donc? Que venez-vous nous demander? Je vous interroge sincèrement, car, ayant égard à ce que vos sentimens et votre situation semblent offrir d'intéressant, nous serions disposés, Mme de Férias et moi, à vous donner, dans la limite de nos devoirs, un témoignage de notre sympathie.

— Eh bien! monsieur le marquis, dit Raoul avec son plus doux sourire, ne me chassez pas, voilà tout ce que je vous demande... Laissez-moi le temps de désarmer, d'apaiser des scrupules que vous-même jugez excessifs... Laissez-moi, comme autrefois Jacob, servir sept ans, s'il le faut, pour gagner le cœur et la main de Rachel!

— Pardon, mon cher monsieur, reprit le vieux marquis en souriant à son tour; mais vous oubliez que la réputation de ma petite-fille pourrait être compromise dans cette expérience.

— Comment le serait-elle, monsieur le marquis? Il est évident que ma folle équipée, en supposant que le monde vienne à pénétrer le mystère dont je me couvre, ne saurait compromettre que moi... Une passion heureuse, encouragée, ne réduit pas un homme de ma condition à ces procédés d'aventurier... On se moquera de moi,... je serai ridicule,... voilà ce qui peut arriver de pis... Vous faut-il quelque chose de plus? Faut-il m'engager sur l'honneur à ne pas

rechercher Mlle de Férias, à l'éviter même, tant qu'elle ne m'appellera pas? Je m'y engage,... je m'engage encore à ne pas prolonger mon séjour au-delà du temps nécessaire à l'achèvement consciencieux de mon travail... Vous avouerai-je l'espérance suprême que j'attache à ce travail?... Si Mlle de Férias reste inflexible, si mon dévouement silencieux, persévérant, n'a pu l'ébranler,... eh bien! j'emporterai encore une consolation... Je laisserai sous ses yeux l'œuvre que mes mains, mon esprit et mon cœur lui auront consacrée... Je pourrai me dire de loin que ce témoignage lui rappelle quelquefois combien elle fut aimée,... qu'il mêle mon nom à ses pensées,... à ses prières,... qu'il peut un jour lui arracher une larme de regret, un cri de tendresse,... et que peut-être enfin ma vie n'est pas perdue à jamais... Maintenant, monsieur, j'attends vos ordres... Si vous l'exigez, je partirai, je partirai ce soir même, mais je partirai désespéré!

Le marquis demeura un moment silencieux, les yeux fixés sur le parquet. Raoul crut comprendre à la contraction de son front qu'il rassemblait ses forces pour lui adresser une réponse négative. Il se leva, et s'approchant de Mme de Férias avec un air de dignité émue :

— Madame la marquise, dit-il, ne souffrez pas que je sois jugé, condamné peut-être, sans laisser tomber de vos lèvres un peu de cette bonté, de cette compassion que je lis dans vos yeux... Dites un mot, je vous en supplie,... dites que votre cœur maternel a confiance,... et que vraiment j'aime votre enfant comme personne au monde ne l'aimera jamais!

— Hélas! monsieur, dit la marquise en portant son mouchoir à ses yeux, comment se peut-il qu'un homme qui montre des sentimens comme les vôtres ne croie pas en Dieu!

Le comte s'inclina, saisit la main de Mme de Férias, et la baisant avec un respect attendri : — S'il m'eût donné... et conservé une mère comme vous, madame, j'y croirais peut-être!

Le regard humide de la marquise se porta sur les yeux de son mari, et s'y arrêta un moment.

— Monsieur le comte, dit alors le marquis, vous trouverez bon que nous désirions, Mme de Férias et moi, nous consulter plus mûrement avant de prendre une décision formelle. Veuillez donc nous conserver des dispositions de déférence auxquelles je ne vous cache pas que nous ferons probablement appel... Jusque-là nous n'approuvons pas, mais nous voulons bien ignorer votre présence en ce pays.

Sur ces paroles, Raoul respira avec force, et un jet de sang colora son pâle visage. — Merci! dit-il d'une voix à peine distincte, et, posant une main sur sa poitrine, il salua profondément les deux vieillards et se retira.

Le marquis et la marquise, demeurés en tête-à-tête, se regardèrent quelque temps sans parler. — Mon Dieu! dit enfin Mme de Férias, qu'il me plaît, mon ami!

— Oui, oui, sans doute, dit le marquis en hochant la tête; mais prenons garde, ma chère,... c'est un grand séducteur!

— Voulez-vous dire que sa droiture vous soit suspecte?

— Non,... je ne dis pas cela;... mais c'est un grand séducteur... Il m'a séduit moi-même, je l'avoue... J'ai cherché dans mon esprit des argumens en sa faveur... Ce jeune homme, — qu'on serait heureux à tant d'égards d'appeler son fils, — a toujours vécu dans le mauvais courant du siècle... Je me suis demandé si quelque temps d'une vie nouvelle, entourée d'influences salutaires, ne pourrait pas le rendre à celui qu'il paraît si digne de connaître!

— Vous vous êtes rappelé, dit en souriant la marquise, miss O'Neil convertie, Jacques Féray consolé, notre brave curé sanctifié, et vous avez espéré que l'âme troublée de ce jeune homme pourrait s'apaiser et se purifier au souffle du même ange?

— Oui, ma chère; mais cette épreuve est bien grave, bien délicate, et il faut prendre conseil et nous recueillir avant de nous y engager.

Sibylle entrait en ce moment dans le salon; son regard ardent et curieux interrogea M. de Férias. — Eh bien? dit-elle.

— Eh bien! mon enfant, dit le vieillard en souriant avec une nuance d'embarras, nous avons passé à l'ennemi!

— Comment! s'écria Sibylle.

— Non, rassurez-vous... Seulement nous avons cru pouvoir ajourner notre arrêt de proscription... Nous voulons y penser, vous y penserez vous-même... Ce jeune homme ne demande que le droit de terminer son travail, qu'il nous présente comme un hommage désintéressé de sympathie et de dévouement... Il s'engage d'ailleurs à respecter scrupuleusement votre repos... Mon Dieu! sous cette clause, il nous a paru dur de traiter en malfaiteur un homme bien né,... d'un grand talent,... et après tout malheureux!... Nous y penserons, ma fille.

Sibylle accueillit cette communication avec tous les signes extérieurs de son respect habituel pour son aïeul, mais au fond de l'âme elle en fut atterrée. Elle comprit que M. et Mme de Férias avaient subi la fascination personnelle de Raoul, et elle se fit contre lui un nouveau grief de ce triomphe. Elle crut voir la défaillance de l'âge dans le trait de faiblesse qu'elle reprochait secrètement à ses vieux parens, et dont elle se représentait les suites avec désespoir. Elle seule savait au prix de quels combats, de quelles fièvres, de quelles insomnies elle était parvenue à étouffer, et à n'étouffer qu'à demi, une passion que son jugement condamnait. La présence de Raoul

même invisible allait la rendre tout entière à ces agitations dont elle espérait à peine triompher deux fois. Elle était convaincue que la faute la plus grave qu'une créature humaine, et qu'une femme surtout, puisse commettre, c'est de laisser usurper par la passion, dans le gouvernement de sa destinée, la place de la raison et des principes. Elle sentit que l'abandon de ses guides naturels l'exposait à ce danger. Elle en frémit, et se détermina sur l'heure à tenter de sa personne un effort suprême pour rester maîtresse de sa vie. Laissant ses parens en conférence avec miss O'Neil et le curé, qui venait d'arriver au château, elle monta à cheval, sous le prétexte d'une excursion de charité, et, suivie de son vieux domestique, elle prit d'une allure rapide le chemin de Férias.

IV. — L'EXPLICATION.

Si nous sommes parvenu à donner une idée juste du caractère de Raoul, caractère où, sur un fonds riche, mais déraciné de toutes bases morales, la passion et l'enthousiasme régnaient souverainement en guise de principes, et pouvaient se tourner vers le bien ou vers le mal avec une égale sincérité, on aura peut-être le secret de beaucoup d'existences de ce temps qui, dans leurs contrastes et leurs variations, dans leur noblesse et dans leurs défaillances, semblent manquer de logique ou de droiture, et qui ne manquent que de foi. — On comprendra du moins dans quelles dispositions attendries, sereines et honnêtes Raoul rentra au presbytère à la suite de son entrevue avec les vieux parens de Sibylle. Il les avait vus à demi gagnés, et, malgré toutes les réserves dont ils avaient enveloppé la tolérance qu'ils lui accordaient, il y sentait une sanction réelle de ses prétentions et de ses vœux. Il connaissait le respect et l'adoration de Sibylle pour les deux vieillards, et, assuré d'une alliance si puissante, il crut pouvoir s'abandonner franchement à ses espérances. Ces espérances avaient pris un caractère plus ardent et plus tendre depuis qu'il avait pénétré dans cet intérieur patriarcal et respiré l'air de paix, de douceur et de dignité dont il semblait être parfumé. L'aspect même du château, le bon goût, l'ordre et le silence qui y régnaient, les grands jardins en fleur, le vitrage étincelant des serres, les avenues et les bois, tout ce qu'il avait pu entrevoir de la demeure natale de Sibylle formait à la jeune fille elle-même un cadre harmonieux, à la fois sévère et gracieux comme elle. Il envisageait avec des effusions de cœur la pensée d'enfermer sa vie, son art, son avenir dans cette retraite bénie, à côté de celle qui lui paraissait être l'âme et le génie de ce lieu enchanté. Pour cet esprit troublé et pour ce cœur fatigué, un tel rêve, exalté par la passion, avait des délices incomparables.

Ne trouvant pas le curé au presbytère, il se rendit à l'église. En prévision du lendemain, les ouvriers venaient d'enlever les échafaudages qui encombraient la nef pour la restituer aux besoins du culte. Raoul profita de ce débarras pour examiner sous différentes perspectives l'effet général de son œuvre commencée, en se portant tour à tour sur différens points de l'église. Accoudé sur une des stalles du chœur, il s'absorbait dans ses observations critiques, quand il entendit la porte de l'église s'ouvrir, puis se refermer. L'instant d'après, Mlle de Férias parut dans la nef : elle s'arrêta quelques secondes, puis, apercevant Raoul, que l'étonnement retenait immobile sur le pavé du chœur, elle s'avança vers lui. A mesure qu'elle approchait, le pli sévère de ses sourcils et la décision hautaine de son regard faisaient passer dans les veines du jeune homme, surpris peut-être en plein rêve de bonheur, de douloureux frissons. Il s'inclina. — Dois-je me retirer, mademoiselle? dit-il.

— Non, monsieur, je vous cherche.

Après un peu de recueillement, elle reprit : — Je viens moi-même, monsieur le comte, vous prier de rendre à ma vie la liberté et le repos que votre présence ici lui enlève. Vous m'excuserez si j'hésite sur le choix des argumens que je dois employer pour vous y décider... Est-ce à votre conscience ou à votre honneur que je dois faire appel?... Votre conscience, monsieur, ne reconnaît d'autres lois, je le crains, que votre fantaisie et votre bon plaisir, et vous me permettrez d'en attendre peu de secours, puisqu'elle ne vous a pas interdit d'elle-même une conduite que la plus simple honnêteté réprouve.

Le ton âpre de Sibylle et la mesure étudiée de son langage glacé achevaient si cruellement de détruire les espérances dont Raoul s'était bercé un instant, qu'il se sentit défaillir à demi. Il porta une main à son front, qui s'était chargé d'une pâleur livide, et, s'appuyant de l'autre sur la stalle voisine : — Mon Dieu! murmura-t-il.

— Je voudrais, poursuivit la jeune fille avec le même accent de hauteur, je voudrais compter davantage sur votre honneur, sur les sentimens de savoir-vivre et de délicatesse que les hommes les plus étrangers à la morale vulgaire sont encore forcés de respecter, quand ils sont des hommes bien nés, et qu'ils tiennent à en conserver le nom... Permettez-moi donc de vous rappeler, monsieur, que s'il y a une loi d'honneur formelle et incontestable, c'est celle qui défend à un galant homme de s'imposer par la persécution et l'intrigue à un cœur qui le repousse.

— Mon Dieu! répéta le comte, qui croisa les bras sur sa poitrine avec un air de froide résignation.

— Et si ce n'est pas assez, monsieur, pour vous toucher, je m'adresserai à votre raison, à votre bon sens... Cette entreprise, peu ho-

norable, où vous vous obstinez ne peut aboutir, laissez-moi vous le dire, qu'à votre confusion. Vous vous êtes gagné la partialité de quelques personnes que je respecte profondément, et vous vous flattez que je céderai un jour ou l'autre à leur influence... Eh bien! je vous atteste, monsieur, que vous vous faites illusion, et que toute ma déférence pour ces personnes ne saurait, ni aujourd'hui, ni demain, ni jamais, me faire dévier de la ligne de conduite que je me suis tracée vis-à-vis de vous,... et je vous atteste encore que votre persévérance, durât-elle des années, ne ferait que rendre vos prétentions plus vaines, en redoublant dans mon cœur les sentimens de dédain et de mésestime que de tels procédés m'inspirent.

Le comte de Chalys étendit le bras vers l'un des angles de l'autel. — Tenez, mademoiselle, dit-il, je me demande si c'est vous qui parlez,... ou bien si ce n'est pas une de ces statues de pierre que voilà!

Une flamme de colère s'alluma dans l'œil de Sibylle. — Celle qui vous parle, dit-elle vivement, est une jeune fille odieusement outragée, et qui certes n'eût pas été soumise à cette indignité, si vous aviez vu près d'elle une seule main capable de la défendre ou de la venger!

A ces mots, une sorte de cri sourd s'échappa de la poitrine de Raoul: sa main s'abattit lourdement sur le plat de la boiserie. Il marcha vers Sibylle, et la regardant en face : — Retirez-vous! lui dit-il.

Stupéfiée par le rayonnement effrayant de ses yeux, la jeune fille ne bougea pas.

— Retirez-vous! répéta Raoul avec force... Vous êtes une enfant insensée!... et vous me feriez perdre à moi-même la raison,... avec la patience et le respect!... Quoi! voilà donc vos vertus,... votre charité,... votre religion, mademoiselle Sibylle!... Bonté du ciel!... Je suis un homme sans conscience,... sans honneur,... sans cœur,... sans âme!... Et pourquoi? Est-ce parce que je vous aime tendrement, fidèlement, follement, à travers tous les dégoûts, toutes les amertumes, toutes les injustices dont vous m'abreuvez?... Non!... c'est parce que je ne crois pas, n'est-il pas vrai?... parce que je n'ai pas la foi? Voilà le crime, n'est-il pas vrai?... qui me vaut tant de réprobation et de mépris?... Eh bien! je n'accepte pas votre anathème, entendez-vous? et votre Dieu, s'il existe, ne le sanctionne pas!... Mais quel est donc enfin ce comble de déraison et d'iniquité!... Comment! la dernière des vieilles femmes de ce village qui pour toute vertu vient, chaque dimanche, dormir au pied de cette chaire, sera une sainte à vos yeux!... Et moi, qui ai toute ma vie cherché la vérité de tout l'effort de ma pensée... et dans l'angoisse

la plus sincère de mon âme, je serai un misérable!... Ah! méprisez tant qu'il vous plaira ce qui est méprisable,... l'incrédulité indifférente et railleuse,... mais l'incrédulité qui souffre, qui implore, qui respecte,... respectez-la!

La jeune fille, muette et comme pétrifiée sur les dalles, le regardait et l'écoutait avec un mélange singulier d'intérêt et de terreur. Il fit quelques pas précipités dans l'étroite enceinte du chœur, comme pour calmer la violence des passions qui l'agitaient; puis, s'arrêtant brusquement, et montrant la croix qui dominait l'autel :

— Prenez là, reprit-il d'un ton plus contenu, prenez là, mademoiselle Sibylle, une leçon de justice et de charité. Rappelez-vous le cri de détresse et de défaillance qui s'est élevé de cette croix : « Mon père, pourquoi m'avez-vous abandonné? » Eh bien! c'est le cri de toute ma vie, et de celle de bien d'autres en ce siècle. Est-il donc si coupable?... Ah! il y a des blasphèmes, sachez-le, qui valent des prières,... et il y a des impies qui sont des martyrs!... Oui, je crois fermement, quant à moi, que les souffrances du doute sont saintes, et que penser à Dieu, y penser toujours, même avec désespoir, c'est l'honorer et lui plaire!... Je crois que le seul crime irrémissible à ses yeux, c'est l'insouciance et la raillerie brutales vis-à-vis des grands mystères où il se cache, et qui nous environnent... Oui, passer sur cette terre, voir le ciel sur sa tête, la création tout entière autour de soi.... et ne pas se demander jour et nuit le mot de l'éternelle vérité,... oui, cela est coupable, cela est honteux et dégradant!... Mais se plonger de tout son cœur dans la recherche du vrai, appeler le Dieu qu'on a perdu,... et même le maudire, s'il ne répond pas,... porter cette pensée et cette tristesse à travers tout,... en sentir sur son front la pâleur soudaine au milieu des plus riantes fêtes de la vie,... est-ce donc là de l'impiété, grand Dieu?... En tout cas, c'est la mienne!... Si elle me fait criminel, je le saurai peut-être un jour;... je sais, quant à présent, qu'elle ne me fait pas heureux... Mais du moins, Sibylle, — écoutez bien! — elle ne me dessèche pas le cœur, elle me l'emplit au contraire d'une compassion attendrie pour mes semblables, pour tous ceux qui me paraissent, comme moi-même, cruellement abandonnés en ce monde aux caprices du hasard, de la force et du mal;... elle ne m'ordonne pas de sacrifier à de misérables scrupules mes sentimens les plus vrais, mes élans les plus purs;... elle ne m'apprend pas à immoler sur de mesquins autels, qu'aucun Dieu ne peut bénir, mon bonheur ou celui des autres;... elle ne me donne pas vos vertus, mais elle m'en donne une du moins que vous n'avez pas : la bonté!... Et maintenant, mademoiselle Sibylle, soyez heureuse... Vous serez obéie!... Et j'ajoute que je vous connais assez désormais pour vous obéir sans regret!

En achevant ces mots, Raoul se détourna comme pour ne pas voir la jeune fille s'éloigner.

Sibylle parut hésiter un moment, puis, s'avançant lentement vers lui : — Raoul! dit-elle.

En entendant son nom prononcé par cette douce voix sur le ton de la prière, le comte se retourna brusquement et regarda Sibylle avec un air de profonde surprise.

— Raoul, reprit-elle alors, vous aussi, vous êtes injuste, et vous me méconnaissez... Pouvez-vous croire vraiment que j'aie sacrifié vos sentimens — et les miens, que je ne cherche pas à vous cacher, — à ces étroits scrupules dont vous parlez? que j'aie craint, en vous aimant et en vous donnant ma vie, d'être impie et d'offenser Dieu? Non.... j'ai craint d'être plus malheureuse encore que je ne le suis, et de l'être surtout avec moins de dignité. — Tâchez de me comprendre, je vous en prie... Telle que le ciel m'a faite, s'il y a une pensée pour moi insupportable, c'est celle de tomber dans une de ces unions qui naissent du caprice d'un jour, — et qui ne lui survivent pas... Et ce n'est pas seulement ma fierté, Raoul, qui se révolte à cette pensée,... c'est mon cœur,... mon cœur, dont la tendresse vous est inconnue! L'amour que j'aurais eu à vous offrir, je le sentais infini, je le sentais éternel! et j'aurais voulu que le vôtre fût égal! — Ah! vous m'aimez, je le sais,... et vous êtes un homme sincère et loyal;... mais ne savez-vous pas vous-même ce que deviennent en ce monde les sentimens les plus ardens et les plus vrais quand ils ne s'appuient pas sur Dieu,... quand ils ne se purifient pas,... quand ils ne s'éternisent pas en lui? Ne comprenez-vous pas, dites-le-moi, tout ce que doit ajouter de force et de constance à l'affection de deux cœurs... l'espérance commune d'un avenir sans fin?... Eh bien! cette espérance, vous ne l'avez pas! ce lien impérissable nous eût manqué... Vous aimez ma jeunesse, — qui demain ne sera plus;... mais ce qui sera toujours,... mon âme, — comment l'aimeriez-vous? Vous n'y croyez pas!... Un jour j'aurais aimé seule!... J'en étais persuadée... Hélas! je le suis toujours,... et plutôt que d'affronter cette horrible douleur, j'ai voué ma vie à la solitude, à l'abandon, aux regrets,... préférant briser mon cœur de ma main... que de le sentir jamais brisé par la vôtre... Voilà mon crime, à moi,... et malgré ce qu'il vous fait souffrir, je vous le demande avec confiance, Raoul, est-il indigne de votre pardon?... me rend-il indigne de votre estime?

Raoul resta un moment sans répondre, les yeux attachés avec une secrète admiration sur le visage de la jeune enthousiaste, qui, dans le demi-jour mystique du chœur, brillait d'un éclat presque surnaturel. — Puis, comme se parlant à lui-même : — Pauvre enfant! dit-il. Élevant ensuite la voix : — Oui, Sibylle, dit-il, je vous

pardonne,... je vous remercie même,... quoique vous me désespériez; mais vous me parlez avec confiance, avec bonté,... vous me traitez en ami,... je vous remercie! — Et pourquoi ne serions-nous pas amis? Ne puis-je avoir cette consolation, dites, ne fût-ce que pendant mon séjour en ce pays? Oh! ne craignez rien;... je vous connais bien maintenant,... et je n'essaierai même pas de vous fléchir;... mais, à défaut d'un lien plus étroit, cette sympathie qui nous unit ne peut-elle avoir sa douceur,... et ne sommes-nous pas capables tous deux d'une telle amitié?

Sibylle secoua faiblement la tête avec une ombre de sourire. — Ah! dit-elle, si je pouvais espérer qu'un jour, — si lointain qu'il puisse être, — je vous verrai prier là!

Raoul sourit à son tour : — Vous ne voulez pas que je vous trompe, n'est-ce pas?... Je ne le crois pas. Je suis si loin de la foi!... Et pourtant il me semble que si jamais je devais m'en rapprocher,... ce serait là, — dans cette chère église,... près de ce digne prêtre... et près de vous!

Elle le regarda fixement; puis elle s'avança vers l'autel, s'agenouilla sur les degrés, et se mit à prier avec ferveur, la tête dans ses mains. Raoul, debout et immobile contre la boiserie du chœur, contempla un instant la jeune fille prosternée, et, les traits de son visage s'agitant d'une émotion subite, il mordit ses lèvres et passa rapidement la main sur ses yeux.

Après quelques minutes, Mlle de Férias se releva, salua l'autel, et, passant devant Raoul : — A bientôt! — lui dit-elle en souriant. — Comme elle sortait du chœur, elle s'arrêta, attacha son regard sur la fresque ébauchée, et, se retournant : — C'est très beau, monsieur! — reprit-elle. Puis elle s'éloigna, et Raoul n'entendit plus que le frôlement de ses jupes traînant sur les dalles.

V. — L'AMOUR DE SIBYLLE.

Pendant qu'elle retournait au château, Sibylle était agitée d'une sorte d'ivresse : elle ne pouvait se dissimuler que la convention par laquelle s'était terminée son entrevue avec Raoul était un de ces compromis équivoques et suspects que la passion suggère; elle était donc allée elle-même au-devant de cette défaillance qu'elle avait tant redoutée. Cependant elle ne se reprochait rien. Elle se disait, et nous sommes loin de l'en blâmer, que trop de sagesse et de force touche à la dureté de l'égoïsme, et qu'un élan de l'âme, une faiblesse du cœur conseillent plus noblement, à certaines heures de la vie, que les règles de la plus haute raison. Elle concevait sans illusions toutes les délicatesses, tous les écueils, toutes les angoisses de l'épreuve qu'elle venait d'accepter; mais elle les affrontait désormais

avec une joie secrète : sa tendresse s'était réveillée tout entière et même exaltée au contact de la passion de Raoul : elle avait appris en même temps à lui rendre plus de justice, à l'estimer plus haut, et dès ce moment il lui avait semblé qu'à la place des principes rigides auxquels elle avait obéi jusque-là se posait devant elle un devoir à la fois plus élevé et plus doux, celui de se vouer au salut moral de cette âme qu'elle adorait, et de hasarder dans cette tentative généreuse son repos, sa réputation même, et, s'il le fallait, sa vie.

La conséquence strictement logique d'une telle résolution eût été sans doute d'agréer sans conditions les vœux et la main du comte; mais si Mlle de Férias eut cette pensée, elle la repoussa, soit qu'elle ne pût vaincre si complétement la fière obstination de son naturel et les principes réfléchis de son esprit, soit qu'elle éprouvât la crainte vague que le cœur de Raoul ne se prêtât plus avec la même ardeur au miracle qu'elle implorait pour lui, si elle cessait d'en être le prix.

Quelques instans plus tard, le marquis et la marquise entendaient de la bouche même de Sibylle le récit de sa campagne, laquelle, comme elle le dit en riant, n'avait pas tourné à sa gloire. Elle termina en soumettant à leur approbation le traité de paix et d'amitié qu'elle avait cru devoir conclure avec M. de Chalys sous la restriction expresse qu'il abandonnerait toutes prétentions à sa main. Cette restriction expresse ne trompa pas plus M. et Mme de Férias qu'elle ne trompait au fond Sibylle elle-même. Ils ne doutèrent même pas que dès cet instant leur petite-fille n'eût arrêté formellement dans sa pensée le projet de son union avec le comte, et que le temps d'épreuve qu'elle lui imposait ne fût simplement, suivant l'expression du vieux marquis, un moyen de sauver l'honneur des armes. Leur conférence avec miss O'Neil et avec l'abbé Renaud les avait d'ailleurs disposés de plus en plus en faveur du comte, pour lequel le curé en particulier avait témoigné une prédilection tendre, disant que c'était une âme bien troublée sans doute, mais non perverse, qui offrait encore de la prise pour le ciel, et qu'il y aurait conscience à désespérer. Malgré tout, M. et Mme de Férias furent tentés de croire que Sibylle entrait un peu trop vivement dans la voie où ils semblaient l'avoir eux-mêmes engagée. Le marquis la gronda doucement de son équipée : il ne refusa pas de ratifier les préliminaires qu'elle avait signés avec Raoul, et de le traiter comme un homme distingué, un artiste éminent qui se trouvait par hasard dans le pays, et avec lequel on serait heureux d'entretenir quelques relations de temps à autre : — Mais vous comprendrez, ma fille, ajouta le vieillard avec un sourire un peu ironique, quelle réserve doit présider à des relations dont le but en définitive reste si mystérieux!

M. de Férias, apparemment pour donner lui-même le ton de cette réserve désirable, accompagna dès le lundi suivant sa petite-fille et

miss O'Neil dans une excursion au village, et tous trois vinrent surprendre M. de Chalys sur son échafaudage. Raoul avait passé la journée du dimanche, penché sur sa fenêtre, à recueillir d'une oreille émue les sons lointains de l'orgue, que la brise lui apportait avec les sourds murmures de l'Océan. L'apparition du marquis et de Sibylle lui parut d'un augure si excellent que ses beaux traits s'éclairèrent d'une splendeur de joie. M. de Férias, après avoir prodigué les éloges, informa M. de Chalys que, si jamais il prenait une heure de repos dans l'après-midi et que le hasard de sa promenade le dirigeât du côté du château de Férias, Mme de Férias en serait reconnaissante.

On peut croire que ce hasard ne se fit pas attendre. Raoul toutefois ne profita qu'avec beaucoup de discrétion des politesses du vieux marquis, dont il avait senti la mesure. Il trouvait d'ailleurs un charme si étrange dans l'espèce de noviciat romanesque auquel il était soumis, qu'il semblait craindre de l'abréger. Il osait à peine toucher à ce bonheur, qui pouvait n'être qu'une illusion. La saison était admirable. Pendant que le soleil incendiait de ses feux l'aride sommet des falaises et réjouissait dans l'herbe desséchée les petites sauterelles bleues qu'on voit sur ces côtes, il se cloîtrait dans l'ombre et dans la fraîcheur de l'église, et il y goûtait entre son art et sa rêverie les heures les plus douces qu'il eût connues. Le curé ne manquait pas de venir chaque jour s'attendrir devant son œuvre. Il lui apportait des fruits de son jardin, que le comte dévorait comme un écolier, à la vive satisfaction du vieillard. Quand il arrivait à Raoul de se reposer quelques minutes en fumant à l'ombre des murs de l'église, le curé venait s'asseoir près de lui sur le gazon ou sur la pierre d'une tombe, et ils devisaient tous deux amicalement au bruit des flots tranquilles, qui mouraient au pied de la falaise.

Le comte avait un compagnon encore plus assidu et qui ne lui était pas moins cher, parce qu'il portait, comme le vieux curé, la marque de Sibylle, et que, s'il n'était pas la rose, il avait vécu près d'elle. C'était Jacques Féray. Jacques Féray, dans sa flânerie perpétuelle, n'avait pas tardé à découvrir la chose merveilleuse qui se passait dans l'église de Férias. Il avait commencé par rôder timidement aux environs du porche, puis il s'était hasardé sur l'échafaudage, où il était demeuré en extase devant le monde radieux qui sortait peu à peu des murailles et de la voûte. Raoul connaissait par Sibylle elle-même une partie de l'histoire de ce pauvre homme, sur laquelle le curé avait achevé de l'édifier. Par bonté naturelle et par une sorte de diplomatie innocente, il fit à Jacques un accueil encourageant, et il n'eut pas de peine à l'apprivoiser en lui parlant de Sibylle avec un accent de sympathie dont l'instinct du fou comprit la sincérité. Jacques, à dater de ce jour, jugea convenable de venir

s'installer chaque matin sur le plancher de l'échafaudage, d'où il surveillait le travail de Raoul avec un intérêt le plus ordinairement silencieux. Il ne tarda pas cependant à répondre de bonne grâce aux questions que le comte lui adressait par intervalles sur le ton de bonhomie qui est particulier aux artistes. Sibylle était le thème habituel de ces dialogues bizarres.

— Tu l'aimes bien, mon garçon, n'est-ce pas? lui dit un jour Raoul.

— Et vous aussi! répondit Jacques Féray en souriant avec un air de ruse et de finesse. Ne lui faites pas de mal! ajouta-t-il aussitôt d'un ton sévère.

La confiance croissante de Jacques dans son nouvel ami alla jusqu'à lui communiquer un secret chagrin dont il était cruellement obsédé. La femme et la petite fille de ce malheureux reposaient dans le cimetière de Férias sous deux tombes de gazon, dont le relief, bien qu'affaissé par les années, était encore apparent. Depuis que l'intérêt pieux de Sibylle avait rendu un peu de paix et de lucidité à cette intelligence foudroyée, Jacques avait pris l'habitude de planter sur ces deux tombes des tiges de fleurs sauvages qu'il renouvelait avec soin lorsqu'elles étaient fanées. D'après les usages du pays, le moment était venu où cette partie du terrain consacré devait rentrer dans le domaine commun, et Jacques avait été instruit par on ne sait quel féroce plaisant de village de cette expropriation imminente : il savait que d'un jour à l'autre la pioche allait bouleverser ces deux tertres et tout ce qu'ils contenaient. Cette idée se présentait à l'esprit effaré de l'idiot avec un cortége d'images douloureuses et sinistres. Il parlait d'ailleurs de ses alarmes à ce sujet avec tant de mystère et de circonlocutions que la véritable nature de son tourment avait échappé même à la pénétration de Sibylle. Raoul ne la devina qu'à force de patience, et grâce à l'intimité quotidienne et prolongée de ses relations avec le fou. Comme il venait de faire cette découverte, l'abbé Renaud entra dans l'église; il le mit au courant en deux mots : — Monsieur le curé, ajouta-t-il à demi-voix en terminant, je désire acheter ce terrain. Chargez-vous de cela et gardez-moi le secret, je vous prie. — Puis s'adressant à Jacques Féray : — Ne te tourmente plus, lui dit-il, on ne touchera pas à tes tombes: elles t'appartiennent, c'est arrangé. — Et il se remit à son travail. L'instant d'après, il sentit un froissement qui le fit retourner : c'était le fou qui avait saisi le bas de sa blouse et qui y collait ses lèvres. Une larme se détacha brusquement de l'œil de Raoul; puis, apercevant à deux pas le curé immobile et attentif, il rougit, frappa du pied, et repoussant Jacques Féray avec une sorte de violence : — Laisse-moi donc, bête! dit-il.

L'abbé Renaud s'était fait un devoir d'épier et de recueillir dans

le caractère et dans la conduite de Raoul tous les traits qui pouvaient justifier les espérances auxquelles il s'était associé. Il ne manqua pas, malgré les recommandations du comte, de porter le soir même le récit de cet incident aux châtelains de Férias. Ces excellens cœurs en furent touchés au point de perdre ce qui leur restait de prudence formaliste, et le lendemain, dans la matinée, Raoul recevait une invitation à dîner au château. — M. et Mme de Férias dînaient alors à six heures par une concession aux habitudes parisiennes de leur petite-fille. — C'était la première fois que Raoul pénétrait si particulièrement dans leur intimité : il fut surpris de l'expansion et de la gaîté dont Sibylle l'animait; cette disposition rieuse, qu'il avait difficilement entrevue sous la contrainte de l'étiquette mondaine, ajoutait aux grâces sévères de la jeune fille une nuance charmante, et qui le ravit profondément. Il y eut toutefois dans le cours de cette heureuse soirée un moment délicat : ce fut celui où les domestiques du château envahirent le salon, suivant l'usage, pour faire la prière du soir en commun avec leurs maîtres. Quelques minutes auparavant, Sibylle avait prévenu le comte en souriant de la cérémonie qui se préparait : — Allez faire une promenade dans le jardin pendant ce temps-là, ajouta-t-elle, je vous le permets.

— Mon Dieu, non! répondit-il du même ton, je ne veux pas être un objet de scandale dans votre maison.

Il prit sa place un peu à l'écart, les deux mains appuyées sur le dossier d'une chaise dans une attitude de recueillement suffisant, et il se trouva payé outre mesure d'un acte de bon goût aussi simple par le coup d'œil de reconnaissance que Sibylle lui adressa à travers son dernier signe de croix

Dès ce moment, les rapports de Raoul avec le château devinrent plus familiers, et cette scène de piété se renouvela plus d'une fois en sa présence. Elle lui causait une sorte d'émotion indéfinie qu'il éprouvait encore en assistant heure par heure à l'existence monastique du curé, et en respirant continuellement l'atmosphère de l'église et les vagues parfums du sanctuaire. Ce cadre singulier où sa vie se trouvait enfermée le faisait sourire quelquefois avec une sorte d'amertume dédaigneuse. Au fond, il ne s'y déplaisait pas. Les pratiques pieuses, lorsqu'elles sont entachées d'une superstition puérile et d'une basse dévotion, ont pour effet ordinaire d'inquiéter et d'effaroucher les esprits qu'elles prétendent édifier; mais la vraie piété, les observances d'un culte pur, la discipline religieuse de la vie, sans doute parce qu'elles répondent à l'instinct le plus puissant et le plus élevé de notre nature, ont un charme sans égal, et qui semble être contagieux. Quel est celui de nous, parmi les plus tièdes, qui, pénétrant à l'heure la plus troublée de sa vie morale

dans un de ces intérieurs d'aïeul où une piété souriante et calme règle et sanctifie les habitudes de chaque jour, n'y ait pas senti des élans d'attendrissement, de regret et de désir? Ce n'était donc point sans raison que les parens de Sibylle et Sibylle elle-même avaient espéré que Raoul n'échapperait pas à l'influence du milieu salubre qui l'enveloppait. Dans ce milieu en effet, entre la simplicité évangélique du presbytère et la noblesse patriarcale du château, rien ne choquait son esprit, tout plaisait à son imagination, et tout apaisait son cœur. Il est peut-être vrai de dire que la vie factice et tumultueuse du monde, le contact d'une société dépravée, les jeux effrayans de la force et du mal sur la surface de la terre, contribuent plus encore que les argumens et l'orgueil de la raison moderne à jeter une intelligence dans les abîmes du doute. S'il y avait un lieu dans l'univers où un homme pût n'avoir sous les yeux que l'aspect des grandes scènes de la nature et le spectacle d'honnêtes gens, il serait difficile que son âme, si bouleversée qu'on la suppose, n'y recouvrât pas un peu de paix et de confiance. C'était en quelque sorte dans ce coin idéal de l'univers que Raoul était transporté, et lui-même s'étonnait des couleurs nouvelles dont sa pensée s'imprégnait quelquefois sous ces cieux inconnus.

Il y avait encore bien loin sans doute de ces dispositions émues et de ces aspirations poétiques à une sérieuse renaissance morale et à une foi positive. L'esprit droit de Sibylle ne s'y trompait pas. Sans bien connaître les objections si multiples et si complexes dont s'alimente le scepticisme moderne, et qu'il est trop superflu d'indiquer à un lecteur de ce temps, elle comprenait qu'elles ne pouvaient céder en un jour à de vagues attendrissemens. L'abbé Renaud la rassurait. — Dieu se sent, lui disait-il, et ne se prouve pas... Laissons ce cœur s'ouvrir encore plus largement, et les objections radicales de l'esprit viendront s'y perdre et s'y noyer d'elles-mêmes. S'il croit une fois à Dieu, je me charge du reste.

Sibylle d'ailleurs semblait s'être fait une loi d'éviter avec tous, et surtout avec Raoul, ce texte d'entretien. Elle lui laissait même voir, dans le cours de leurs relations familières, une sérénité paisible dont il s'inquiétait, la prenant pour de l'indifférence : il craignait qu'elle n'eût vraiment accepté au pied de la lettre, et sans en attendre rien de plus, l'amitié passagère qu'elle lui avait permise; quant à l'épreuve mystérieuse dont l'avenir de leur amour avait paru dépendre, elle n'y faisait aucune allusion, et il pouvait croire qu'elle n'y pensait jamais. — Elle y pensait toujours; elle y pensait quelquefois avec de mortels découragemens, quelquefois avec des ravissemens où son cœur se fondait. — Hélas! dit-elle un jour au curé, n'y a-t-il pas de la folie à espérer qu'une âme si endurcie puisse être touchée en si peu de temps et par de si faibles moyens?... Il faudrait qu'elle

fût saisie! — Et après une pause elle ajouta avec un triste sourire : — Il me semble quelquefois, mon père, que si je mourais,... il croirait! — Le vieillard ne put que lui faire signe de la main de chasser ces pensées, et ses yeux s'emplirent de larmes.

Un autre jour, ayant cru surprendre sur le visage ou dans les paroles du comte quelque symptôme heureux : — Ah! mon père, dit-elle au vieux prêtre, quel rêve je fais! N'est-il point trop beau pour la terre? Sauver du mal et ramener à Dieu celui qu'on aime,... qu'on aime éperdument! — Et elle mit dans ce mot un accent de passion inexprimable. — Ah! quel rêve je fais! — Elle fondit en larmes à son tour, et cacha son front dans ses mains charmantes.

Cette étrange vie durait depuis deux mois environ, quand un soir, à la nuit tombante, M. de Chalys, qui avait dîné au château, prit le bras de Mlle de Férias et l'entraîna doucement dans l'avenue de châtaigniers qui s'étendait devant la grille. — Mademoiselle, lui dit-il, est-ce que je me trompe? Je me figure que vous ne tenez plus à me convertir...

— Pourquoi, monsieur? Parce que je ne vous catéchise pas?... Outre que je suis une pauvre théologienne, je crains les rôles malséans... J'ai grande envie de vous convertir, ajouta-t-elle en souriant; mais j'ai grande envie aussi de ne pas vous déplaire.

— Je ne sais pas trop dans quel rôle vous pourriez me déplaire, dit Raoul du même ton;... mais enfin voulez-vous connaître l'état de mon âme, mademoiselle Sibylle?

— Oui, s'il est meilleur qu'autrefois.

— Il est meilleur.

— C'est vrai? dit-elle vivement.

Et il sentit le bras de la jeune fille trembler contre le sien.

— Il faut que ce soit bien vrai pour que je vous le dise, car rien ne me paraîtrait plus cruel que de m'abuser, et plus coupable que de vous abuser vous-même sur un tel sujet... Oui, vous et tous ceux qui vous entourent, vous me faites douter... de tous mes doutes. Il est si difficile, il est si révoltant de croire que des cœurs comme les vôtres soient sortis tout entiers de la matière, et qu'ils y rentrent tout entiers! Chaque jour je me fortifie dans la pensée qu'il y a vraiment une source plus pure d'où les âmes descendent et où elles remontent, — comme les anges de la vision biblique... Oui, j'entrevois Dieu par éclairs depuis quelque temps avec une certitude qui m'éblouit... Ce Dieu n'est pas encore le vôtre sans doute;... mais enfin dites-moi, mademoiselle Sibylle, que vous êtes contente!

— Contente! dit-elle d'une voix basse et pénétrée : non, je ne suis pas contente,... mais j'ai le ciel dans le cœur!

Ils continuèrent à marcher quelque temps en silence sous les sombres arcades de l'avenue. Sibylle tout à coup lui tendit la main :

— Mon ami! murmura-t-elle. — Il prit cette main et la serra sans parler .. Elle s'éloigna aussitôt, et il vit son ombre se perdre dans les jardins.

Après la plus heureuse nuit de sa vie, Mlle de Férias eut le lendemain un triste réveil. L'abbé Renaud vint lui annoncer que M. de Chalys avait reçu dans la matinée une dépêche qui le forçait de partir immédiatement pour Paris. Raoul comptait d'ailleurs revenir sous peu de jours. Il avait prié le curé de remettre à Mlle de Férias la dépêche qui motivait son départ. Elle contenait ces trois mots :

« Viens vite!

« GANDRAX. »

En lisant cette signature, Sibylle pâlit.

VI. — L'AMOUR DE CLOTILDE.

A l'heure même où, sous la voûte des avenues de Férias, Sibylle laissait tomber sa main et son cœur dans la main de Raoul, une scène d'amour fort différente se passait dans le salon d'une de ces élégantes résidences d'été qu'on voit suspendues à peu de distance de Paris sur les coteaux de Luciennes. Le baron de Val-Chesnay, propriétaire de cette habitation, avait eu ce jour-là à dîner un ami qu'il s'était fait depuis quelque temps, sans trop savoir comment ni pourquoi. C'était Louis Gandrax. Pour s'introduire sur le pied de la familiarité dans la maison de ce jeune homme, Gandrax n'avait pas eu besoin de déployer les souplesses stratégiques qui sont d'usage en pareil cas, et auxquelles la raideur de son naturel se fût difficilement prêtée. Le génie de Clotilde avait pourvu à tout. Comme toutes les femmes à tête forte qui méditent d'unir les agrémens de l'indépendance aux bénéfices d'une situation régulière, elle avait jugé bon d'affermir préalablement sur les yeux de son mari le bandeau d'une confiance à toute épreuve. Avec une imagination de feu et nuls principes, elle avait su lui persuader qu'elle était à la fois une sainte et un marbre. M. de Val-Chesnay, pénétré de cette flatteuse conviction, nourrissait pour cette belle statue de secrètes ardeurs qui n'étaient égalées que par son respect. S'il lui arrivait de rechercher parfois dans les théâtres ou dans les tribunes du *sport* quelques amours moins éthérées et plus en harmonie avec l'argile inférieure dont il se sentait pétri, il en rapportait des remords et des terreurs qui n'échappaient point à Clotilde et qui achevaient de lui assurer l'empire. Le jeune baron, malgré tout, était trop amoureux de sa femme pour n'en être pas jaloux. Ce fut donc avec une véritable satisfaction qu'il la vit un jour tourner l'activité de sa

pensée vers les hautes spéculations de la science, sous la direction spirituelle de Louis Gandrax. La réputation de Gandrax était d'ailleurs particulièrement rassurante; l'intégrité de ses mœurs n'était pas moins notoire que son talent. M. de Val-Chesnay crut donc dans sa mince cervelle faire un coup de diplomatie raffinée en ménageant à sa femme ces innocens loisirs, et en attirant dans son intimité domestique un homme qui semblait devoir y être une égide plutôt qu'un danger.

Le premier charme de Gandrax aux yeux de Clotilde avait été le reflet que jetait sur lui son amitié avec Raoul. Puis peu à peu la puissance personnelle, la beauté imposante et la célébrité du jeune savant avaient exercé sur l'esprit de Clotilde une sorte de fascination qu'elle avait pu prendre pour de l'amour. Désespérée à ce moment même par l'abandon et par le départ de M. de Chalys, dont elle avait fini par perdre les traces, elle s'était livrée brusquement à cet entraînement équivoque dont un goût subit pour les curiosités de la science fut le mensonge inutile. Ce ne fut pas toutefois sans sincérité ni sans ardeur que cette jeune femme essaya de s'initier aux graves études qui occupaient Gandrax, et de donner à leur liaison un caractère élevé qui en rachetât vis-à-vis d'elle-même les tristesses et les rougeurs. Née avec de grandes passions, Clotilde n'était pas une âme basse, et même dans ses fautes on devait retrouver les indices d'une noblesse originelle étouffée par une éducation détestable.

Louis Gandrax avait eu une jeunesse ascétique. Assailli dans sa maturité par un de ces amours vengeurs que déchaîne quelquefois le démon de midi, il avait transigé avec son orgueil, qui était sa maîtresse vertu, par un singulier compromis. Impuissant à vaincre sa passion, il avait cru faire acte de supériorité dominatrice en l'imposant à Clotilde, et il était parvenu ainsi à ériger en nouveau triomphe de sa volonté ce qui n'en était au fond qu'une défaillance. Ce triomphe l'enivra. Épris jusqu'au fond de ses veines de la beauté de Clotilde, secrètement touché de l'auréole de gloire mondaine que cette conquête élégante ajoutait à son front sévère, il s'abandonna avec une sorte de candeur aux délices et aux vanités d'un amour qui lui paraissait compléter sa fière personnalité. Il arrangea pour toujours son existence dans ce cadre idéal, et il se vit même couronné devant la postérité du prestige d'une de ces grandes liaisons en même temps profanes et intellectuelles que l'histoire ne dédaigne pas de consacrer. Dès ce moment, le jeune matérialiste foula d'un pied souverain cette terre qui semblait lui appartenir, et il put se répéter, avec plus de certitude que jamais, son axiome favori : « Il y a un Dieu; c'est l'homme qui sait et qui veut! »

Il ne savait pas tout cependant, et il devait s'en convaincre for-

mellement dans cette soirée même où nous le retrouvons à Luciennes entre Mme de Val-Chesnay et son mari. Sous le prétexte ordinaire d'études et d'expériences scientifiques, il avait passé la journée chez Clotilde, qui s'était organisé un petit laboratoire dans sa villa. Elle lui avait communiqué à son arrivée une lettre qu'elle venait de recevoir de sa pieuse tante, et dans laquelle Mme de Beaumesnil lui révélait la présence du comte de Chalys à Férias, en joignant à cette nouvelle quelques détails venimeux sur la personne de Raoul, sur son genre de vie et sur ses relations avec Sibylle. Mme de Val-Chesnay s'était extrêmement divertie à la pensée du comte de Chalys transformé en ermite et en enfant de chœur. Gandrax s'était contenté de lever les épaules et d'éviter ce sujet d'entretien. Clotilde avait paru distraite le reste du jour, et pendant le dîner en particulier elle avait décoché à Gandrax quelques traits de mauvaise humeur, qui, sans inquiéter le jeune savant, avaient légèrement blessé son orgueil. Ce n'était pas d'ailleurs la première fois que la nature orageuse de Clotilde soulevait quelques nuages dans leur ciel. Gandrax avait coutume d'opposer victorieusement à ces caprices passagers la froideur sarcastique et hautaine que son langage et sa physionomie exprimaient avec prédilection. Il était toujours sorti de ces épreuves avec une confiance plus forte dans cette suprématie irrésistible et magnétique qu'il aimait à se reconnaître. Il ménageait ce soir-là à son élève une de ces répressions ironiques; il attendait donc avec impatience que M. de Val-Chesnay voulût bien, suivant son usage, aller fumer dans son parc ou dans ses écuries, et le laissât en tête-à-tête avec Clotilde dans le salon d'été, où ils avaient passé en quittant la table.

Mais Clotilde, de son côté, lui ménageait une surprise. Elle venait de s'étendre sur une causeuse dans une attitude de nonchalance épuisée. Au moment où le débonnaire baron s'esquivait discrètement, elle l'appela tout à coup d'une voix caressante : — Roland, fumez donc ici, mon ami, je vous en prie!... Nous sommes seuls,... et je vous ai vu si peu aujourd'hui!

M. de Val-Chesnay, peu habitué à ces élans de tendresse, s'arrêta tout interdit. Il murmura quelques mots de gratitude, alluma un cigare, et s'établit dans un coin retiré du salon, pendant que Gandrax s'asseyait avec un peu de brusquerie à deux pas de la causeuse, et lançait à Clotilde un coup d'œil sévère. La jeune femme n'y prit point garde : elle contempla vaguement, pendant quelques minutes, à travers la porte entr'ouverte, les rayons de lune qui se jouaient dans les ombrages du parc et dans les brumes de l'automne; puis, s'adressant de nouveau à son mari du même accent affectueux et pénétré : — Mon ami, reprit-elle, où êtes-vous donc?... Pourquoi si loin?... J'aime l'odeur de vos cigares... Venez donc ici!

Et elle lui montra du bout de son éventail une espèce de gros tabouret qu'elle approcha elle-même de la causeuse.

Roland s'était empressé de se rendre à cet appel. Elle laissa pendre sa blanche main sur la tête du jeune homme, puis, le forçant de se renverser sur le bord de la causeuse, et se penchant alors gracieusement au-dessus de son front, elle le regarda dans les yeux : — Vous êtes joli ! dit-elle à demi-voix.

Et elle reprit sa pose rêveuse, sans cesser de promener sa main sur la tête blonde de Roland.

Après un silence, elle se tourna subitement vers Gandrax : — Quelle belle soirée, n'est-ce pas? lui dit-elle.

— Très belle ! dit Gandrax.

— J'adore ces premiers soirs d'automne !... Vos cheveux sont comme de la soie, Roland... Avez-vous remarqué, Gandrax, les cheveux de mon mari? Des cheveux d'enfant,... et d'honnête homme!

— Tout à fait, murmura Gandrax.

Il y eut un nouveau silence. Elle se mit à rire. — Voyons, Roland, reprit-elle, j'abuse de votre bonté... Allez voir un instant vos chevaux, je vous le permets, — d'autant plus qu'à la longue cette fumée de cigare... Oh! elle ne me fait pas mal, non !... mais elle me grise,.,. elle m'enivre !... Allez, mon ami,... je vous donne vingt minutes,... mais pas une de plus, vous entendez!

Le jeune baron, hébété de son bonheur, appuya ses lèvres sur la main de sa femme, et sortit en triomphe.

Gandrax le laissa s'éloigner; puis il se leva, et, affectant vainement le calme, car sa voix tremblait de colère : — Clotilde, dit-il, vous allez bien vouloir m'expliquer cette scène, n'est-ce pas?

— Quelle scène, mon ami? dit Clotilde d'une voix douce et traînante.

— La scène d'atroce coquetterie que vous venez de jouer là!

— Comment!... il faut vous l'expliquer?... vraiment?... Vous ne la comprenez pas tout seul? — Elle sourit. — Oh! ne plissez pas votre sourcil olympien,... vous perdez vos peines, allez!... Eh bien! cette scène, je vais vous l'expliquer d'un mot,... d'un mot qui brûle mes lèvres depuis trop longtemps;... mais enfin mieux vaut tard que jamais! — Elle se dressa alors sur la causeuse, le regarda en face, et, accentuant tout à coup sa parole avec une sombre énergie : — Vous m'ennuyez !... Comprenez-vous?

Gandrax demeura d'abord immobile, puis brusquement, comme s'il eût reçu dans la tête une balle de pistolet, il tourna sur ses talons en chancelant; il se remit toutefois par un effort de volonté suprême, fit quelques pas dans le salon, et, revenant vers Clotilde, qui, toujours à demi couchée, mais le buste rigide et la tête haute, l'avait suivi d'un œil impitoyable : — Une insulte, dit-il froidement,

n'est pas une explication. Que s'est-il passé? que se passe-t-il?... Pourquoi ne m'aimez-vous plus?

— Pourquoi? reprit-elle du même ton âpre et violent : parce que je ne vous ai jamais aimé! parce que jamais une femme ne vous aimera,... à moins que vous n'alliez la chercher dans la fange d'un harem! parce qu'avec toute votre science vous n'avez ni cœur, ni âme, ni esprit,... ni rien de ce qui peut relever à ses propres yeux une femme qui tombe, lui voiler sa faute, lui ennoblir sa faiblesse, lui charmer sa honte,... rien de ce qui peut lui faire quelquefois de son amour un rêve généreux, un enthousiasme, une poésie,... une religion!... Non! Dieu merci, je ne vous ai jamais aimé! Je n'ai aimé en vous que l'ombre de votre ami,... de votre ami que j'adorais, que j'adore toujours!... Et ce que je vous dis là, je l'ai dans le cœur depuis la première heure, sachez-le. Je me résignais cependant, j'essayais de me tromper, de me persuader que je vous aimais, car une femme qui en est à sa première faute s'y attache avec désespoir, si indigne qu'elle ait reconnu son complice!... Et vous, vous avez cru que vous me domptiez, que vous me fasciniez, que vous étiez mon maître et seigneur!... Pauvre homme!... vous voyez si j'ai peur! — Tenez, n'en parlons plus... Je pense que vous comprenez maintenant?.. Au surplus, que vous compreniez ou non, cela m'est égal! L'important est d'en finir,... finissons-en donc... Allez-vous-en!... et tâchez que je ne vous revoie jamais, car vous me faites horreur. — simplement! — Et elle se recoucha sur sa causeuse.

Gandrax sortit. — Pendant qu'il gagnait la plus proche station du chemin de fer, il s'arrêtait de temps à autre et portait la main à son front, croyant sentir le sol trembler sous ses pieds. Il était onze heures du soir quand il fut rendu chez lui. Il entra dans son laboratoire et se jeta sur une chaise; puis au bout d'un instant, comme si l'immobilité lui eût été insupportable, il se releva et se mit à se promener d'un pas lent et régulier dans la longueur de la vaste pièce. Le martellement précipité de ses tempes sonnait à ses oreilles comme un tocsin. Tous les bruits du chaos remplissaient son cerveau. Dans ce réveil brutal, dans cette chute immense et sans retour des hauteurs de son orgueil, il cherchait confusément quelque soutien auquel il pût se rattacher : il n'en trouvait pas. Sa science, ses livres, sa gloire, sa noble pauvreté même, dépouillés à jamais du charme dont l'amour de Clotilde les avait empreints, lui semblaient choses odieuses. En dehors de lui, aucune force, aucune consolation, aucune espérance, — le vide. Il eût voulu pleurer; mais il ne restait pas dans son âme desséchée une seule des sources d'où peut jaillir une larme. Il continua de marcher ainsi d'un pas de spectre jusqu'aux premières lueurs du jour : quand l'aube blanchissant les fenêtres vint donner à son cauchemar une réalité plus irrécusable et

plus poignante, quand il fallut recommencer la vie avec cette honte au front et cette blessure au cœur, il ne le put pas. — L'idée de la folie traversa son cerveau : il s'approcha brusquement d'un des rayons qui garnissaient les murs, saisit une fiole pleine d'une liqueur brune, et la vida d'un trait. — Puis il reprit sa promenade avec une gravité lugubre, son pas s'alourdissant par degrés. Tout à coup il s'arrêta, agita les bras convulsivement, et tomba sur le carreau. Au bruit de sa chute, quelques gens de la maison accoururent : on le porta sur son lit, et un médecin fut mandé. Après deux heures d'un assoupissement mêlé de délire, il se réveilla et eut la force de dicter sa dépêche à Raoul.

Raoul arriva dans la soirée de ce même jour, et se fit conduire chez Gandrax en descendant de wagon. Il gravit l'escalier sans avoir trouvé à qui parler. La chambre du savant était une sorte de cellule claustrale; une petite lampe l'éclairait faiblement. Une vieille femme lisait dans un coin. Contre la muraille blanchie à la chaux était appliqué un lit de fer dans lequel Raoul aperçut Gandrax. Ses cheveux noirs étaient repoussés et rejetés en arrière, dégageant son large front couvert d'une pâleur cendrée. Un sourire passa sur ses joues creuses et dans son œil flamboyant quand il vit entrer Raoul. Il lui tendit la main avec effort : — Ah! dit-il d'une voix profonde, je suis bien aise de t'avoir revu!

— Mais, grand Dieu! qu'est-ce que c'est donc? Depuis quand es-tu malade?

Gandrax fit un signe à la femme qui le gardait : elle sortit aussitôt. Il désigna alors du doigt à Raoul la fiole vide qui était posée près de la lampe. Raoul l'examina à la hâte : un pli douloureux contracta ses traits; il se rapprocha du lit, et regardant fixement Gandrax :

— Clotilde? dit-il.

— Oui, dit Gandrax. — Et après une pause : — La première faiblesse de ma vie,... et la dernière!

— Ah! malheureux!... mais si tu as résisté jusqu'ici, on peut espérer... L'opium pardonne... Où est le médecin? Que dit-il?

— Le médecin, c'est moi... Il dit que le système nerveux est détruit, et que je suis perdu... Je ne suis plus qu'une matière qui se transforme.

— Mais tu peux te tromper, s'écria Raoul avec agitation. Voyons, laisse-moi appeler quelqu'un; qui veux-tu?

— Personne,... inutile,... ne me trouble pas; assieds-toi.

M. de Chalys se laissa tomber sur une chaise à côté du lit : — Souffres-tu beaucoup, mon ami?

— Beaucoup... J'ai fait une faute,... la dose était trop forte; mais j'étais fou.

Après un moment, un éclair d'ironie glissa sur la bouche amincie de Gandrax : — Et toi, reprit-il d'une voix sourde, tu sers la messe, dit-on?

— Mon ami, je t'en prie.

Il y eut un long silence, pendant lequel on n'entendait dans la triste chambre que la respiration sifflante du malade et les faibles battemens d'une montre posée sur son chevet. L'œil de Gandrax cependant, attaché avec insistance sur celui de Raoul, paraissait exprimer une sorte d'inquiétude pénible :

— Tu désires quelque chose, Louis? dit Raoul en se penchant vers Gandrax.

— Pourquoi ne pleures-tu pas?

— Mon ami! je fais un rêve affreux;... je suis terrifié!

— Il ne pleure pas!... murmura Gandrax.

Après une nouvelle pause, il éleva plus fortement la voix : — Quelle heure est-il?

— Bientot minuit.

— Quel jour?

— Jeudi.

— Donne-moi ta main,... donne vite!

Raoul se leva vivement et lui prit la main : — Louis, dit-il, n'as-tu rien à me recommander? n'as-tu rien qui te tourmente? Es-tu bien maître de ta pensée en ce moment terrible?... Es-tu sûr?... Sais-tu bien ce que tu es,... où tu vas?

— Où je vais? — Un sourire effrayant retroussa les lèvres de Gandrax : il se dressa à demi sur sa couche, retira brusquement la main que tenait Raoul, et l'abaissant vers le sol par un geste d'une énergie farouche : — Là! dit-il.

Sa main demeura pendante contre le drap; ses yeux roulèrent dans leurs orbites, et sa tête inerte retomba sur l'oreiller. — Raoul, après une minute de contemplation silencieuse, cacha son front dans ses mains, et des larmes ruisselèrent à travers ses doigts crispés; mais Gandrax ne pouvait plus les voir.

M. de Chalys veilla seul près des restes de son ami. — Le surlendemain, la cérémonie des funérailles eut lieu dans l'église Saint-Sulpice avec un mélange de pompe et d'austérité qui rappelait à la fois les honneurs mérités et la digne pauvreté du jeune savant. En entrant dans l'église, Raoul aperçut dans un des bas côtés une femme vêtue de noir, dont l'air de jeunesse et d'élégance le frappa; il sentit un frisson passer dans ses veines. C'était Clotilde en effet : poussée par ce goût des émotions fortes et dramatiques qui est propre aux femmes de son espèce, ou peut-être par quelque secret sentiment de remords et de piété, elle avait recherché ce spectacle. On

l'entendit à plusieurs reprises pleurer sous son voile. Ces pleurs étaient sincères; mais elle pleurait sur elle-même bien plus que sur la victime de son cruel amour. Sa destinée semblait se teindre à ses yeux du jour lugubre et des flammes bleuâtres dont l'église était remplie. Elle s'épouvantait de son avenir. Elle se rappelait aussi avec attendrissement les scènes heureuses de son enfance, les bois et les campagnes de Férias, la paix qu'elle y avait laissée. Parmi ces souvenirs, il y en eut un toutefois qui se dressa soudain devant elle, et qui l'obséda avec une persistance étrange : ce fut la vision du fou Féray couché sur le pavé de la cour de Férias, et soulevant tout à coup les oripeaux ensanglantés dont elle l'avait affublé pour lui adresser de la main, comme une des tragiques prophétesses de Macbeth, une vague menace de royauté et de malheur.

Vers le milieu du jour, le comte de Chalys, après avoir accompli jusqu'au bout son douloureux devoir, rentra à son hôtel. Il s'était retiré dans un grand salon du rez-de-chaussée fermé depuis longtemps, et où la lumière du dehors pénétrait à peine par une fenêtre dont on avait écarté les volets. La porte s'ouvrit tout à coup, et un vieux domestique s'y montra timidement. — C'est une dame que monsieur le comte attend, dit-il.

Raoul se leva avec impatience. — Mais je n'attends personne!

Il n'avait pas achevé sa phrase, que Mme de Val-Chesnay était dans le salon. Le vieux domestique sortit à la hâte.

Clotilde s'était arrêtée immobile devant Raoul. Son voile était baissé, laissant entrevoir sa pâleur ardente et ses yeux de flamme. Sous ses vêtemens de deuil, relevés d'ornemens de jais, sa taille superbe, sa grâce sombre, sa fière beauté, resplendissaient d'un éclat saisissant. Raoul la regardait avec un air d'indécision et de colère. Elle repoussa lentement son voile et attacha sur lui un œil suppliant. — Que voulez-vous? dit durement le comte.

— Votre pitié, Raoul.

— Je vous la refuse!

Il se détourna et fit quelques pas. Puis, revenant vers elle : — Savez-vous qu'il s'est tué? reprit-il. Si vous ne le savez pas, je vous l'apprends! Si vous le savez, je vous trouve... hardie de vous présenter ici!

— Je le savais! murmura-t-elle.

Elle se jeta sur un divan, cacha sa tête dans la soie des coussins et sanglota. Raoul marcha quelques minutes à grands pas dans l'obscurité de l'immense salon, et, s'arrêtant en face d'elle brusquement : — De grâce, madame, reprit-il, finissons! Tout ceci est inutile... et répugnant.

Elle releva le front. — Mais enfin, dit-elle, savez-vous bien vous-même ce qui s'est passé? Croyez-vous donc être si étranger à ce

malheur.... à ce crime.... que je venais pleurer avec vous? N'est-ce pas vous qui m'avez poussée à ce vertige,... dont voici les suites?... Ne m'avez-vous pas demandé mon amour?... L'ai-je rêvé, dites?... Et le jour où il vous a appartenu, ne m'avez-vous pas torturée, humiliée, désespérée,... en vous donnant à une autre sous mes yeux? Et vous me refusez aujourd'hui un mot de pitié,... un mot de pardon?... Et qu'avez-vous pourtant à me pardonner,... si ce n'est de vous avoir aimé trop fidèlement à travers ce fantôme d'amour que j'avais saisi dans mon désespoir, parce qu'il était encore un souvenir, une ressemblance de vous,... parce qu'il me parlait de vous, parce qu'il vous aimait!... Eh! grand Dieu! c'est ce qui l'a tué, si vous l'ignorez, car le moment est venu où je me suis réveillée de ce songe avec horreur;... je n'ai pu le tromper plus longtemps.... le cri de la vérité s'est échappé de mon cœur, et l'a foudroyé!... Plaignez-le; moi, je l'envie! Il ne souffre plus!

Elle plongea son front pâle dans ses mains et se remit à sangloter avec violence.

— Madame, dit Raoul avec gravité, je ne vous reproche rien, et je me reproche amèrement, à moi, la conduite inconsidérée qui a pu vous préparer de telles fautes et de tels chagrins... Je vous en demande même pardon, si vous le voulez. Maintenant vous devez comprendre que nous sommes séparés par le plus profond des abîmes, et que cette explication ne saurait se renouveler ni même se prolonger entre nous sans prendre une couleur odieuse... Allez, je vous en prie.

M. de Chalys, en terminant ces mots, se laissa tomber sur un fauteuil, comme accablé par les sensations pénibles de cette scène. La jeune femme s'était levée. — Je m'en vais, murmura-t-elle avec douceur. Ne me donnerez-vous pas votre main, Raoul?

Raoul fit un geste rapide de refus, et se détourna en appuyant son front sur sa main.

— Ah! reprit-elle du même accent suppliant, que vous êtes dur! Je vous demande si peu,... moi qui vous avais tant donné! Est-ce que cet amour enfin,... l'unique de ma vie!... ne me vaudra pas à ce dernier moment... une parole de bonté,... de compassion?... Ah! soyez sûr que je respecte tout ce qu'il faut respecter; mais il y a une chose pourtant que je veux vous dire avant de vous quitter,... pour toujours sans doute! — Il entendit un bruit de soie froissée : elle s'était mise à genoux et se traînait sur le tapis. — Raoul, poursuivit-elle, je ne vaux rien, je le sais trop... On m'a perdue dès l'enfance en ne me laissant connaître d'autres lois que mes passions; aussi je n'ai pas un seul mérite au monde, pas une vertu, pas une croyance... Je sais aimer seulement,... et je vous aime!... Vous êtes ma religion;... je vous aime... comme je voudrais aimer Dieu!...

Ah! si vous m'aviez mieux connue, vous n'auriez pas tant dédaigné peut-être une tendresse comme la mienne,... car je vous jure qu'il n'y en a pas une semblable sous le ciel!... Maintenant tout est fini,... je le sens,... et il y a presque de la démence à espérer que votre cœur s'ouvre jamais pour moi... Sachez bien cependant,... voilà ce que je veux vous dire,... sachez que je vous reste consacrée et dévouée,... et qu'à l'heure où vous le voudrez,... sur un mot, sur un signe,... je quitterai tout pour vous suivre au bout du monde à deux genoux,... comme votre servante et votre esclave!... Adieu!

Elle saisit une des mains de Raoul, la serra follement sur son sein et la pressa ardemment sur ses lèvres. — Raoul se dégagea avec une sorte de violence, releva la jeune femme brusquement, et, se levant lui-même : — Je vous en supplie! dit-il d'une voix basse et impérieuse.

Elle était debout, toute frissonnante et comme près de défaillir. — Dites-moi que je vous fais pitié, murmura-t-elle, et je pars!

— Oui, vous me faites grande pitié, Clotilde. Allez.

Elle fixa encore sur lui ses yeux noirs, qui étincelaient sous ses pleurs, soupira longuement et sortit à pas lents.

Le surlendemain, dans la matinée, M. de Chalys remontait en wagon et reprenait le chemin de Férias.

VII. — LE CYGNE.

Ce n'était pas sans quelque hésitation que le comte de Chalys avait pris le parti de retourner à Férias. Son bref séjour à Paris, et les événemens qui l'avaient marqué, semblaient avoir rompu le charme dont la main délicate et pure de Sibylle l'enveloppait depuis quelques mois. Il s'était comme éveillé de ce rêve, et il y voyait une sorte d'enfantillage à demi ridicule auquel il s'étonnait de s'être prêté si longtemps. Cette sombre disposition de son esprit ne fit que s'irriter dans le cours du voyage. Le contact de la vie réelle, de ses tristesses et de ses dépravations avait rejeté sa pensée dans tous les découragemens et dans toutes les ironies du scepticisme; la mort sèche et brutale de Gandrax l'avait replongé en pleine matière; son entrevue même avec Clotilde l'avait profondément troublé. Malgré les révoltes de sa conscience, les transports, les ardeurs, les paroles enflammées de la jeune femme avaient fait monter à son cerveau la fumée des amours païennes, et lui laissaient encore dans les veines une ivresse secrète; il la voyait toujours à genoux devant lui, dans le désordre de ses pleurs, de sa beauté et de sa passion. Loin de lui faire un crime de cette passion emportée et prête à tous les sacrifices, il était tenté de l'admirer et de la déifier comme une vertu supérieure à toute autre, et près de laquelle

l'amour scrupuleux et timoré de Mlle de Férias pâlissait étrangement. Il était parti cependant, peut-être pour épargner à Sibylle un coup trop soudain, peut-être pour se soustraire lui-même à des entraînemens dont il sentait l'horreur.

Quand il arriva le soir au presbytère, l'abbé Renaud, à qui il avait écrit la veille pour le préparer à son retour, l'informa que la famille de Férias l'attendait pour dîner. Il retint la voiture qui l'avait amené de la gare, et se fit conduire au château. L'accueil affectueux et presque filial qu'il y reçut ne put vaincre la froideur chagrine qu'il avait dans le cœur, et que son visage et son accent même trahissaient. Les tristes circonstances qui l'avaient appelé à Paris, le deuil qu'il en avait rapporté, expliquaient suffisamment son attitude au marquis et à la marquise de Férias; mais Sibylle parut être plus clairvoyante. Il y avait eu dans son premier regard lorsqu'elle avait tendu la main à M. de Chalys une expression de curiosité inquiète qui le surprit et l'embarrassa. Dans cette nature fine, délicate et sensitive à l'excès, le tact et le pressentiment devaient approcher de la divination. Elle ne cessa de l'observer pendant le dîner avec le même air d'anxiété. Elle remarqua qu'il sortait du salon, contre sa coutume, à l'heure de la prière, comme pour éviter d'y assister. Elle remplit d'ailleurs pendant le reste de la soirée son rôle de maîtresse de maison avec son calme habituel, quoiqu'elle fût fort pâle. Elle se mit un instant au piano, servit le thé, et crayonna sur un bout de table, à l'ombre de ses blonds cheveux, en échangeant avec M. de Chalys quelques paroles indifférentes.

Il était dix heures et demie quand il se retira. En sortant du château, il s'arrêta sur le haut du perron comme frappé du spectacle qui s'étendait sous ses yeux. La soirée, déjà froide, était belle et pure : un mince croissant d'argent glissait dans la profondeur de l'azur, et allait disparaître derrière la cime noire des bois; il répandait encore une aube limpide dans l'enceinte de la cour, et un peu au-delà quelques pâles rayons miroitaient faiblement sur le vitrage des serres, dans l'eau des bassins et sur le plumage éclatant d'un cygne immobile. C'était une scène d'une paix et d'un silence comme enchantés. Raoul la contempla un instant et soupira longuement. Un bruit léger le fit retourner : il vit Mlle de Férias à deux pas de lui.

— Vous êtes triste, monsieur, lui dit-elle avec cette grave sonorité d'accent qui était la séduction de sa voix.

— Comment ne le serais-je pas, mademoiselle?... Je viens d'être frappé si cruellement.

— Sans doute,... mais il y a quelque chose de plus, n'est-ce pas?... Soyez vrai!

Il baissa les yeux, hésita, puis, relevant la tête : — Je voudrais vous parler, mademoiselle Sibylle.

— Maintenant?

— Maintenant

Elle parut hésiter à son tour; puis tout à coup : — Attendez-moi. — Elle rentra dans le vestibule et reparut l'instant d'après : elle avait jeté sur ses épaules à demi nues une courte mante blanche bordée de bleu, dont le capuchon retombait sur son front. Elle prit le bras de Raoul : ils descendirent lentement les degrés du perron et traversèrent la cour en silence, se dirigeant vers le parc. Comme ils entraient dans la sombre allée qui s'ouvrait devant la grille, et que rayaient çà et là des bandes de lumière blanchâtres, Raoul éleva enfin la voix, et parlant avec une amertume à peine contenue : — Mademoiselle, dit-il, je viens de traverser quelques-unes de ces heures rigides qui rappellent un homme à la réalité et à son devoir. Je vous supplie donc de me révéler le secret de votre pensée, je vous supplie de me dire si l'honneur d'obtenir votre main me sera vraiment interdit tant que je n'aurai pas reçu d'en haut la grâce, — qui me manque, — et qui, j'en ai peur, me manquera toujours. Dans ce cas, je n'attendrai pas, je vous l'avoue, pour rompre un attachement sans espoir, que j'y aie perdu le peu de courage et de dignité qui me reste.

Sibylle s'était arrêtée brusquement. — Je sentais cela! dit-elle à voix basse.

Sans paraître l'entendre, il continua avec la même âpreté : — Oui, dès à présent, je renoncerais à une épreuve que je regarde comme inutile, comme insensée... Le temps des illusions est passé... Vos croyances ne seront jamais les miennes... Tant que je vivrai, le doute coulera dans mes veines avec mon sang... Voilà la vérité.

— Pardon, monsieur, dit Mlle de Férias d'un ton à peine distinct; mais ce langage est si inattendu après celui que vous me teniez il y a bien peu de jours, et à cette heure même, qu'avant d'y répondre j'ai besoin de me recueillir.

Raoul la salua. Elle marcha quelque temps près de lui en silence. Ils arrivèrent à l'extrémité de l'avenue dans le demi-jour lumineux d'une clairière. Sibylle, comme étonnée, leva le front vers le firmament semé d'étoiles, et dans ce simple mouvement son visage, se dégageant de l'ombre de sa mante, parut à Raoul éclairé d'une sorte de pâleur et de transparence singulières.

— Vous souffrez? lui demanda-t-il vivement en se rapprochant.

Elle sourit. — Un peu, — dit-elle. Et, montrant le ciel du doigt : — Je tombe de si haut!

Il crut voir qu'elle chancelait tout à coup; il fit un mouvement pour la soutenir, elle le repoussa avec sa grâce tranquille. — Donnez-moi votre bras seulement. — Elle entra dans une allée voisine, et au bout d'un instant : — Voici ma réponse, dit-elle. Je n'ai pas

deux paroles : je ne serai jamais la femme d'un homme qui ne croit pas, qui ne prie pas, qui n'a d'autre dieu que la matière et d'autre espérance que le néant. Je serais coupable, si j'acceptais une telle union, puisque je n'y pourrais donner le bonheur, ne l'y trouvant pas. Il faut donc nous séparer;... mais, je vous en prie, monsieur, ne nous séparons pas avec des paroles de colère et d'amertume... Que le souvenir de cette heure suprême nous soit doux à tous deux... Je vous le demande surtout pour moi... Je n'aurai que ce roman dans ma vie,... je vous prie que la dernière page n'en soit pas mauvaise! Je suis, je vous assure, une personne courageuse, et, malgré le chagrin que j'éprouve, je suis très capable de goûter le charme de cet instant qui me reste,... quand il serait le dernier de ma vie, comme il est le dernier de notre amitié.

Il ne lui répondit que par une faible pression du bras.

Après quelques minutes d'une marche silencieuse : — Parlez-moi, mon ami, reprit-elle, parlez-moi comme autrefois, comme si nous devions nous revoir demain et toujours.

— Je ne puis, Sibylle...

— Dites-moi que, malgré tout, mon souvenir vous sera cher...

— Bien cher,... oui...

— Le vôtre me sera sacré... Je ne verrai jamais un ciel d'été ni une belle nuit sans penser à vous et sans vous bénir.

— Me bénir!... dit Raoul amèrement.

— Oui, vous bénir... Vous avez mis dans ma vie quelques heures douloureuses, c'est vrai; mais je vous ai dû aussi les émotions les plus élevées, les joies les plus profondes qui puissent ravir l'âme d'une femme... et d'une chrétienne... Quelle soirée heureuse que celle qui précéda votre triste départ! Quel moment que celui où je sentis votre cœur s'ouvrir et Dieu y descendre!... Vous me disiez ce soir-là des choses si justes, si nobles, si dignes de vous!... J'y ai souvent pensé depuis,... non pas que j'aie besoin d'aucun argument pour affermir ma foi,... je ne comprends pas le doute... Le nom de Dieu est écrit pour moi si visiblement sur chaque brin d'herbe, sur chaque feuille, sur chaque étoile; ce silence même de la solitude, de la nuit et des cieux me laisse entendre sa voix si clairement que mon cœur croit vraiment comme mes yeux voient et comme mes lèvres respirent... Mais ce que vous disiez me frappa... Que j'aurais aimé à parler souvent avec vous de ces choses élevées!... Je n'osais pas... Je suis plus femme que vous ne le croyez,... je le suis trop peut-être... Je redoutais de vous plaire moins,... de perdre à vos yeux un peu de ce prestige qui vous avait touché,... de vous sembler une pédante et une prêcheuse... N'est-ce pas que je puis, en ce moment du moins, m'abandonner à cette faiblesse de mon esprit,

sans craindre de vous apparaître, quand vous penserez à moi dans l'avenir, sous une forme chagrine et déplaisante?

— Ne le craignez pas...

Ils continuaient, pendant cet étrange dialogue, de s'avancer dans l'intérieur du bois, tantôt perdus dans l'ombre épaisse des futaies, tantôt traversant des éclaircies inondées d'une clarté stellaire. Raoul comprit que leur promenade ne s'égarait pas au hasard, et que Sibylle la dirigeait tour à tour avec une prédilection calculée vers chacun des sites qu'elle avait le plus aimés. Elle semblait d'ailleurs avoir recouvré toutes ses forces : elle marchait sans fatigue et sans hâte de ce pas élégant, souple et glissant, qui était son allure habituelle. Il la regardait cependant par intervalles avec inquiétude, étonné de ne retrouver dans son langage aucune trace de la vivacité et de la fierté fougueuses de son naturel. Sa voix avait un calme et une douceur extraordinaires. Raoul sentait dans cette frêle créature une volonté et une énergie d'un principe supérieur aux passions violentes dont il était agité lui-même, et qui se taisaient maîtrisées. Livré à un désordre d'esprit indicible, il se laissait conduire, comme en rêve, par la main de cette enfant, sans résolution, sans force, presque sans pensée.

— Vous rappelez-vous vos paroles, mon ami? poursuivit-elle... Il y a, disiez-vous, des êtres et des cœurs qu'il est impossible, qu'il semble monstrueux de vouer au néant!... Cela paraît si vrai, si éblouissant de vérité! Puisque nos corps, quand la mort les prend, ne font que changer de forme, puisque la matière est immortelle, et que ce qu'il y a en nous de plus fragile et de plus misérable doit vivre éternellement, comment concevoir que nos pensées les plus hautes et nos sentimens les plus sublimes, que nos dévouemens, notre charité, notre foi, nos élans vers Dieu, nos amours, nos souffrances, nos larmes, que tout cela doive périr avec nous sans laisser de traces,... sans trouver un avenir, un refuge, une justice!... Ainsi tout survivrait, excepté ce qui est pur!... tout serait éternel, excepté ce qu'il y a en nous de bon et de grand,... excepté tout ce qui honore la vie, tout ce qui décore la terre, tout ce qui plaît au ciel! Oh! non!... il y a, c'est vous encore qui le disiez, il y a une source pure d'où nos âmes descendent et où elles remontent, comme les anges dans la vision biblique... J'aime cette image... Il est doux d'entourer la mort de ces prestiges sourians, surtout quand on a perdu des êtres bien-aimés. — Vous avez perdu votre mère toute jeune, n'est-ce pas, mon ami?

— Toute jeune, oui.

Sibylle cessa de parler. Elle s'était arrêtée sur un plateau découvert, devant lequel s'étendait un horizon de collines étagées et de

ravins sinueux qui allaient en s'abaissant au loin vers la mer. Au fond des vallées marécageuses et sur les flancs entre-croisés des coteaux flottaient ces vapeurs diaphanes de l'automne qu'on appelle poétiquement dans le pays les *dames blanches*. Pénétrées par les lueurs sidérales, elles répandaient sur les contours indécis de ce vaste paysage un vague aérien et une sérénité lactée qui ne semblaient pas être de la terre. Mlle de Férias, appuyée sur le bras de Raoul, contempla longtemps ce spectacle avec une attention profonde. Elle parut se réveiller tout à coup, et reprenant sa marche : — Allons! dit-elle.

Ils entrèrent alors dans une des parties les plus ombragées du bois. Sibylle avait accéléré son pas. Ils descendirent un sentier rapide, et se trouvèrent soudain sur le terre-plein d'une étroite clairière que dominait la silhouette sombre d'une roche élevée et abrupte, pareille à un fragment de muraille ruinée. Raoul tressaillit. Il reconnut la Roche-à-la-Fée, la petite fontaine qui en recevait les filtrations et la vallée sauvage où roulait le ruisseau de Férias, dont une brume épaisse marquait au loin les méandres. Quelques feux brisés d'étoiles, perçant à travers la feuillée, scintillaient doucement dans l'onde du bassin, et les gouttes d'eau qui y tombaient coup sur coup faisaient entendre un bruit clair et triste qui semblait ajouter encore au silence de cette solitude.

Sibylle promena longuement son regard autour d'elle : — C'est là, dit-elle ensuite à demi-voix, que j'ai voulu vous dire adieu,... Raoul. Vous me pardonnerez encore cette faiblesse, n'est-ce pas? Je suis si enfant avec toute ma raison... Quand je vous ai vu là pour la première fois, vous souvenez-vous?... c'était au printemps et par un soleil charmant... Maintenant... c'est l'automne et la nuit!...

Elle prononça ces mots avec une sorte d'égarement, et s'interrompit tout à coup; puis elle se détourna, se jeta la face contre le rocher, et, plongeant sa tête dans les lierres et dans la mousse humide qui en couvraient les parois, elle sanglota amèrement.

Raoul, immobile et comme anéanti, regardait ce gracieux fantôme qui pleurait dans l'ombre, et qui plus que jamais semblait être le génie mélancolique de ce lieu solitaire; puis il s'avança lentement, et debout, à deux pas de la jeune fille : — Sibylle! lui dit-il d'une voix basse et pénétrée; ah! quel jeu barbare vous jouez avec moi... et avec vous-même! quel crime vous commettez au nom de votre Dieu et de vos vertus!... Nous nous aimons comme jamais deux créatures sur terre ne se sont aimées... Vous pleurez, et j'ai le cœur déchiré... Nous sommes libres,... tout nous donne l'un à l'autre,... le bonheur est là dans nos mains,... et vous le repoussez,... vous n'en voulez pas!... Pourquoi?... Vous le savez à peine vous-même, malheureuse enfant!

— Raoul, dit-elle, en retrouvant soudain la fière énergie de son accent, je repousse ce bonheur, parce qu'il serait un mensonge, parce que nous ne serions pas vraiment unis,... parce que je veux être aimée comme j'aime, et que rien ne dure que ce qui s'appuie là! — Elle montra le ciel. — Ah! je sais, reprit-elle avec plus de douceur, je sais que vous souffrez, et je voudrais me mettre à genoux pour vous demander pardon de la peine que je vous fais;... mais vous voyez que je souffre bien aussi,... moins que vous pourtant, je le crois,... car moi, j'espère vous retrouver... Oui, je l'espère fermement, Raoul,... j'en suis certaine!... Adieu!

Raoul laissa tomber sa main dans la main qu'elle lui tendait, et elle s'éloigna à la hâte.

Au bout de quelques pas, il la vit s'arrêter, s'appuyer contre un des arbres qui bordaient le sentier, et il l'entendit murmurer : — Je ne vois plus! — Il courut à elle : — Prenez mon bras!... Ne craignez rien de moi!... Pas un mot de plus, pas une prière; mais il faut que vous retourniez, et vous ne pouvez retourner seule!...

Il sentit qu'elle tremblait sous sa mante, qui était imprégnée de l'humidité de la nuit. Elle ne dit rien, se suspendit à son bras, et gravit péniblement la rampe qui tournait autour du rocher. Peu à peu son pas se raffermit, mais elle demeurait la tête penchée, comme étrangère à tout, s'abandonnant au bras qui la guidait.

Après un quart d'heure de marche, une halte soudaine que fit Raoul la tira de sa stupeur. Elle jeta autour d'elle un regard étonné. — Mon Dieu! dit-elle,... mais je ne reconnais rien, je ne vois pas, je ne me retrouve pas!... Ce brouillard cache tout... Êtes-vous sûr d'être dans le vrai chemin?

— Jusqu'ici, je l'ai pensé; mais en ce moment je suis troublé, je vous l'avoue... On ne distingue rien à deux pas!

Comme il arrive souvent en effet, vers le milieu de la nuit, sous ce climat et dans cette saison, les vapeurs humides des marais environnans s'étaient élevées subitement. Elles s'étaient enroulées d'abord, comme des flocons de givre, autour des branches et des buissons, puis elles avaient gagné tout l'intérieur du bois. Elles prêtaient aux taillis les plus clair-semés des aspects fantastiques, et semblaient dresser, sous le couvert des fourrés et dans l'ombre des hautes futaies, une muraille de ténèbres impénétrable.

Mlle de Férias parut recouvrer tout son sang-froid sous cette impression de la vie réelle. Elle interrogea Raoul sur la direction qu'il avait suivie, hésita et se recueillit, puis poursuivit la même route avec agitation. Elle crut s'apercevoir, au bout de peu d'instans, qu'ils s'égaraient de plus en plus. Elle pensa alors que le meilleur parti était de chercher à regagner la Roche-à-la-Fée, espérant qu'une fois maîtresse de ce point de départ elle pourrait s'orienter

avec plus de précision. Ils essayèrent donc de retourner sur leurs pas, et achevèrent de se perdre. Ils avaient dans l'esprit ce vertige étrange qui nous saisit quand tous nos guides ordinaires nous font défaut. Sibylle crut bientôt reconnaître, à quelques vagues indices, qu'ils avaient dépassé la limite des bois contigus au parc, et qu'ils étaient entrés dans la forêt qui en était le prolongement, et dont les dernières cimes couronnaient de hautes falaises à deux lieues du château.

Ils continuaient cependant de marcher avec une sorte de résolution fiévreuse, déterminés à aller toujours droit devant eux. Il leur arrivait presque à chaque pas de se heurter contre des troncs d'arbres ou de s'embarrasser dans les halliers. Ils descendaient et montaient des pentes rapides, et quelquefois traversaient de larges ravines marécageuses où leurs pieds s'imprimaient dans la fange. Par intervalles ils s'arrêtaient pour se consulter brièvement. Des exclamations découragées, des demi-mots douloureux s'échappaient, quoique rarement, des lèvres de Sibylle : — Mon Dieu! que je suis punie!... Que va-t-on penser?... Pauvres cœurs qui m'aiment tant, et que j'ai oubliés, comme ils doivent être inquiets! — Elle s'asseyait un moment, n'en pouvant plus, toute grelottante, puis elle disait : — Allons! — et se remettait vaillamment en marche.

Raoul était désespéré. Il gardait un silence morne. Il soutenait Sibylle avec une énergie convulsive; il l'entourait d'attentions et de tendresses maternelles. Il y eut un instant où, malgré sa résistance, il l'enleva dans ses bras, et la porta comme un enfant, pour passer une fondrière où il enfonçait lui-même jusqu'aux genoux.

Depuis deux longues heures, ils erraient ainsi, perdus dans les bois, dans la brume et dans la nuit, quand, au sortir d'une vallée profonde, ils virent confusément devant eux une haute colline boisée qui s'élevait en forme d'amphithéâtre. Tous deux en même temps reconnurent, à cette disposition particulière du terrain, que leur course désespérée les avait conduits à l'extrémité même de la forêt, sur le revers des falaises où elle venait mourir. Quoiqu'ils fussent à une grande distance du château, la proximité du rivage leur assurait du moins dès ce moment une route connue. Sibylle, ranimée par cette découverte, se mit à gravir rapidement et presque joyeusement la rampe des collines; mais arrivée sur le sommet, et comme ils quittaient enfin l'obscure enceinte des bois, elle défaillit, et sa tête s'affaissa sur la poitrine de Raoul. Il l'appela doucement : — Sibylle! — Elle ne répondit pas.

Pendant qu'il la soutenait de toutes les forces qui lui restaient, il promenait autour de lui des yeux à demi égarés. Tout à coup son visage s'éclaira; il distinguait à quelques pas sur la falaise la forme basse et écrasée d'un toit de chaume, d'une sorte de masure qu'il

reconnut aussitôt; une lumière s'en échappait par quelque ouverture et brillait à travers la brume. Raoul éleva la voix : — Jacques! cria-t-il. Jacques! à moi! C'est Sibylle! Mlle Sibylle! Viens vite!

Un bruit de pas précipités se fit entendre, et Jacques Féray sortit du brouillard. — Ah! mon pauvre garçon! reprit Raoul d'une voix agitée, que je suis heureux de te trouver! Je ne savais plus si j'étais de ce monde... Quelle nuit!... Tu vois, elle est malade!... Fais du feu, vite!

— J'en ai, dit Jacques Féray, que rien n'étonnait. Venez.

Raoul emporta Sibylle dans ses bras et suivit le fou dans sa chaumière. Un reste de feu brûlait dans un coin entre quelques grosses pierres qui tenaient lieu de foyer. Jacques Féray y jeta une brassée d'ajoncs épineux, et la vive flamme qui s'en éleva aussitôt rayonna sur les murs désolés de ce réduit avec un air de gaîté bizarre. Raoul déposa la jeune fille évanouie devant cette claire attisée, et, continuant de la soutenir à demi : — Va vite, dit-il à Jacques, va chercher des bruyères, des feuilles... tant que tu pourras!

Jacques sortit et rentra à plusieurs reprises, et peu de minutes après le sol de la hutte était jonché de bruyères et de feuilles sèches que Raoul disposa à la hâte en forme de couche, et sur lesquelles il étendit Sibylle. Au bout d'un instant, elle soupira et entr'ouvrit les yeux. En voyant Raoul penché sur elle, elle sourit; puis, tout étonnée : — Où sommes-nous donc? dit-elle.

— Chez votre ami Jacques Féray, dit-il en la rassurant du regard. Ne craignez plus rien. Remettez-vous... Je vais l'envoyer au château tout à l'heure,... quand la brume sera un peu dissipée... Reposez-vous... Tâchez de dormir. Je veille sur vous.

— Oui... Je suis bien fatiguée! — Et, rencontrant l'œil ardent et affectueux de Jacques Féray : — Bonjour, mon Jacques! dit-elle faiblement. — Puis, se tournant vers le feu : — Que j'ai froid! que cela me fait de bien! — Ses yeux se refermèrent, sa tête s'appesantit sur son oreiller de bruyères, et elle s'endormit.

Raoul recommanda le silence à Jacques Féray par un geste impérieux. Jacques crut comprendre qu'il lui ordonnait de sortir; il sortit sur la pointe du pied et alla se coucher sur le gazon de la falaise à quelques pas de la masure. Quelques minutes après, il se mit à chanter de sa voix douce et mélodieuse un de ces refrains plaintifs qu'il avait chantés dans les veillées du bord, quand il était matelot, et qu'il avait répétés souvent près du berceau de sa petite fille. Raoul, assis sur une des pierres du foyer et penché sur Sibylle endormie, écoutait avec émotion ce chant monotone, qui, à cette heure et dans ce lieu, était d'une tristesse infinie. De temps à autre, il jetait un regard inquiet sur la falaise à travers la porte entr'ouverte; il fut heureux de reconnaître que le brouillard était moins intense.

Il écrivit quelques lignes à la lueur du feu sur une page de son portefeuille; il instruisait M. de Férias des événemens de la nuit et l'informait avec précaution de l'état de Sibylle. Puis il sortit de la hutte et remit ce billet à Jacques Féray, en le chargeant de le porter au château le plus vite qu'il pourrait. Jacques se mit en marche aussitôt du pas rapide et comme affolé qui lui était propre.

Raoul rentra alors dans la chaumière; il grelottait sous ses vêtemens humides. Il s'assit sur l'escabeau qui composait tout le mobilier de Jacques Feray. Sibylle continuait de dormir profondément. Son visage, illuminé par instans des reflets du foyer, s'encadrait gracieusement dans les plis blancs de sa mante et semblait sourire; mais il portait les traces effrayantes des émotions et des fatigues de cette cruelle nuit. Les yeux de la jeune fille étaient cernés d'un sillon bleuâtre; sa pâleur de neige était traversée par des rougeurs soudaines, et un souffle précipité soulevait à la fois son sein et ses deux mains qu'elle y avait posées. .

Raoul demeura plusieurs heures immobile à cette place, sans détacher ses yeux de cette douce figure, dont la beauté pure et brisée faisait songer aux jeunes martyres chrétiennes. Les craintes les plus affreuses traversaient son esprit. Ce qui se passa dans son âme, depuis longtemps ébranlée, pendant cette contemplation douloureuse, lui-même sans doute pourrait à peine le dire : il y a des attendrissemens, des douleurs, des adorations, des coups de lumière qui descendent dans l'homme à des profondeurs que le langage n'atteint pas. — Tout à coup il tressaillit, ses yeux se mouillèrent, il tomba sur ses genoux, le front dressé vers le ciel, et il fut évident qu'il priait.

Un léger froissement l'éveilla, après quelques minutes, de l'abstraction où il était plongé. Sibylle s'était soulevée sur son lit de feuilles, et elle le regardait d'un œil étincelant. — Raoul,... balbutia-t-elle en joignant ses mains comme incertaine, vous priez?

Il lui saisit les deux mains comme hors de lui : — Oui,... Sibylle,... je prie!... je crois!... je crois qu'il n'y a rien de vrai dans l'univers,... ou que vous êtes un ange immortel!

Un flot de larmes jaillit de son cœur avec ce cri. — Sibylle était retombée sur sa couche, comme accablée par une joie surhumaine; un sourire d'extase entr'ouvrait sa bouche, et ses yeux demeuraient attachés tout rayonnans sur les yeux de Raoul, d'où les larmes coulaient silencieusement... La jeune fille, trop émue pour parler, eut un mouvement d'une grâce et d'une tendresse inexprimables; elle retira sa main baignée de ces pleurs sacrés, l'approcha de ses lèvres et la baisa.

Les lueurs grises de l'aube commençaient alors à pénétrer dans la hutte. Un bruit de voix confuses et de pas hâtés se fit entendre

sur la falaise. Presque aussitôt M. et Mme de Férias parurent sur le seuil; miss O'Neil les accompagnait. — Pendant que la marquise et l'Irlandaise couvraient Sibylle de caresses et la pressaient de questions inquiètes, M. de Férias échangeait avec Raoul quelques paroles rapides. — Ma pauvre enfant, dit-il ensuite, ma pauvre chère enfant!... Et il l'embrassait avec agitation. — Pourrez-vous marcher,... croyez-vous?... Voulez-vous qu'on vous porte? La voiture est en bas sur la grève... Monsieur, aidez-moi, je vous prie!

Sibylle se dressa avec un peu d'effort, puis elle se mit debout. — Oh! je marcherai! dit-elle gaîment. Je suis tout à fait remise,... j'irais au bout du monde! — Elle jeta un regard à Raoul, et, s'appuyant sur le bras de son grand-père, elle sortit de la hutte.

Comme ils traversaient la largeur de la falaise pour gagner un sentier qui descendait sur la plage à travers une déchirure oblique des rochers, le jour achevait de naître, et le soleil jaillit brusquement des flots, pareil à une sphère d'or qui s'enlève. — Sibylle s'arrêta une minute comme éblouie, puis elle se tourna vers Raoul, qui la suivait, et, sans parler, lui montra de son doigt levé cet horizon radieux. Au moment de s'engager dans le sentier, elle se retourna encore : — Vous venez avec nous, n'est-ce pas?

Sa voix était si tranquille et si sonore, son œil si riant, sa démarche si légère, que Raoul sentait se dissiper peu à peu les extrêmes alarmes qui depuis quelques heures l'avaient torturé. Rentrant alors lui-même avec une sorte d'enjouement dans la familiarité de la vie : — Non! dit-il, je vous gênerais... D'ailleurs mon chemin est très court par le haut des falaises,... et de plus la marche me fera du bien... Je suis transi... Mais à bientôt!... et ne doutez pas de moi!...

Elle lui tendit la main, et disparut bientôt dans les détours du sentier.

Dès qu'il l'eut perdue de vue, Raoul s'achemina à grands pas dans la direction du village, et après une demi-heure il arrivait au presbytère.—Il s'étonna d'apercevoir devant la grille du jardin la voiture qui avait emmené Sibylle. Il s'informa à la hâte : un domestique lui dit que Mlle de Férias s'était trouvée si mal tout à coup qu'on n'avait pu la transporter plus loin. — Le marquis accourut au-devant de lui, les traits décomposés. Sibylle était en proie à une fièvre effroyable, elle délirait. — Ils se consultèrent tous deux un moment, puis quelques minutes plus tard M. de Chalys partait dans la voiture. Il changea de chevaux au château, et se rendit à la ville épiscopale de ***, qui était à sept lieues de Férias, pour y réclamer les services d'un médecin qui avait quelque célébrité dans le pays. — Le marquis l'avait prié de mander en outre un médecin de Paris. La ville de *** n'ayant point de station télégraphique, Raoul dut al-

ler jusqu'à la gare la plus prochaine, à deux lieues de là, pour y expédier sa dépêche.

Toutes ces excursions, avec les difficultés de voitures et de chevaux, lui prirent la journée, et il était six heures du soir environ quand il vint descendre devant le presbytère, le corps et l'esprit écrasés de fatigue, d'impatience et d'inquiétude.

Comme il entrait dans le jardin, il se trouva en face du médecin qu'il était allé requérir dans la matinée, et qui se promenait à pas lents, le front soucieux. — Eh bien! monsieur? lui dit-il.

— Eh bien!... c'est une fièvre pernicieuse,... une espèce de fièvre paludéenne,... l'excès des émotions,... et puis cette nuit passée dans le brouillard et dans les marais...

— Il y a du danger?

— Beaucoup.

— Ah! monsieur,... sauvez-la!

— Vous pouvez être assuré, monsieur, que je ne néglige rien... Si elle résiste au premier accès, on peut espérer;... mais cet accès a été terrible... Cela commence à se calmer;... elle ne crie plus... Nous allons voir!

Mme de Férias et miss O'Neil se montrèrent sur le seuil de la maison. Il courut à elles. Toutes deux lui prirent les mains sans parler.

— Ah! madame!... Ah! Dieu du ciel!... vous ne me dites rien?

— Elle est un peu mieux, murmura la marquise.

— Ah! misérable que je suis!

— Non, monsieur, non,... remettez-vous. Elle nous a tout conté ce matin... Nous ne vous reprochons rien... C'est un malheur qui nous est commun, voilà tout... Nous espérons d'ailleurs depuis un moment.

La voix de M. de Férias se fit entendre sur l'escalier. — Louise! dit-il, voulez-vous venir?

Les deux femmes rentrèrent aussitôt, et le médecin les suivit précipitamment.

M. de Chalys, demeuré seul, fit quelques pas au hasard en appuyant sa main sur son front brûlant, puis il s'arrêta pour écouter. Aucun son ne parvenait à son oreille. Un silence doux et mélancolique régnait dans l'enceinte du petit jardin, qu'enveloppaient déjà les ombres du crépuscule.

Pour tromper les agitations intolérables de sa pensée, il sortit et se promena quelque temps dans le chemin devant la grille.—Tout à coup il se mit à gravir la lande, traversa le cimetière et entra dans l'église. Quand les peintures inachevées des murailles et de la voûte, souvenirs de tant d'espérances et de tant d'heures heureuses, lui

apparurent dans le demi-jour de la nef, une impression poignante lui serra le cœur. Il joignit ses mains dans une convulsion de douleur, se jeta à genoux sur les dalles, et, le front battant sur les degrés de l'autel, il sanglota follement.

Il était là, priant et pleurant, quand une main lui toucha l'épaule; il se leva : l'abbé Renaud était devant lui, pâle et muet. Raoul lui prit la main, et, le regardant dans les yeux : — Ah! mon père! cria-t-il, que venez-vous me dire?... Épargnez-moi, mon père!... Ce n'est pas fini? dites!... Ce n'est pas fini?... Elle n'est pas morte,... n'est-ce pas?... Oh! je vous en prie!... Mon Dieu! qu'est-ce que je ferais au monde?... Elle n'est pas morte... Ne me dites pas qu'elle est morte,... je vous en prie,... je vous en supplie! — Et il tomba aux genoux du prêtre, dans un transport qui tenait du délire.

Le vieillard le releva. — Mon ami,... calmez-vous,... songez à Dieu! Venez,... elle vous demande.

— Elle me demande? — Il l'interrogea encore d'un œil plein d'angoisse, et, voyant les lèvres du curé s'agiter vaguement, il le suivit sans parler. Ils descendirent la lande en silence. — Comme ils montaient l'étroit escalier du presbytère, ils rencontrèrent le médecin, qui saisit la main de Raoul au passage: — Soyez homme, monsieur! lui dit-il.

Ils pénétrèrent alors dans la petite chambre que Raoul avait occupée. C'était là qu'on avait transporté Sibylle. — Le marquis de Férias, la marquise et miss O'Neil étaient groupés vers la tête du lit : leurs traits, sillonnés de larmes récentes, étaient graves et calmes. Le premier regard de Raoul rencontra les grands yeux bleus de Sibylle, dirigés vers l'entrée de la chambre avec une expression d'anxiété qui s'apaisa dès qu'elle l'eut reconnu. Il s'approcha du lit : le visage de Sibylle, enveloppé dans la masse dénouée et tourmentée de ses cheveux blonds, respirait une sérénité, une grâce et une sorte d'allégresse qui firent d'abord illusion à Raoul. Elle remua faiblement la tête en lui souriant, puis aussitôt elle leva les yeux sur le curé, qui s'avança.

— Monsieur, dit le vieillard d'une voix lente et pénible, mais accentuée, Mlle de Férias, en ce moment suprême, aurait souhaité de vous être unie par la bénédiction nuptiale. Elle ignorait et j'ai dû lui apprendre que mon devoir m'interdit de consacrer une telle union; mais je ferai du moins tout ce que ma conscience me permet pour donner à ce cœur... qui vous a tant chéri... une dernière consolation. — Il fit une pause, puis il ajouta : — Mlle de Férias m'a dit, monsieur, que vous partagiez désormais sa pure croyance et ses espérances éternelles?

— Oui, monsieur, dit Raoul : — à jamais!

Un rayon de joie passa comme une flamme sur les traits de Sibylle. — Le vieillard se recueillit un moment : — Donnez-lui la main, reprit-il.

Raoul enlaça doucement sa main dans celle de Sibylle.

Le vieux prêtre leva alors son regard humide vers le ciel, et d'une voix que l'émotion brisait : — Mon Dieu ! dit-il, Dieu de bonté ! vous savez comme ils se sont aimés... et comme ils ont souffert !... Que ces deux âmes, si dignes l'une de l'autre, et que vous allez séparer.... soient unies un jour dans l'éternité !... Et daignez bénir la promesse que je leur en fais en votre nom... Ainsi soit-il !

Un bruit de sanglots éclata dans la chambre pendant que le vieux prêtre achevait cette prière, et lui-même ne put retenir ses pleurs. Sibylle seule ne pleurait pas : son front et ses yeux semblaient baignés d'une lumière souriante. — Après une minute, elle appela le curé du regard ; il s'inclina vers le chevet ; elle parut lui parler à voix basse avec une sorte de timidité. — Monsieur, dit-il à Raoul en se relevant, embrassez-la.

Raoul se pencha sur la couche et posa ses lèvres tremblantes sur le front et sur les cheveux de la jeune fille. Les joues de la pauvre enfant se teignirent soudain d'une légère teinte rosée : elle adressa à Raoul un regard empreint d'une tendresse et d'une douceur infinies, puis brusquement la faible rougeur qui l'avait envahie se dissipa comme si un souffle l'avait enlevée ; elle pâlit mortellement, l'ombre de ses longs cils s'abaissa, elle entr'ouvrit les lèvres, et sa beauté inaltérée se fixa dans une immobilité radieuse. — Il semblait que la mort ne l'eût prise qu'avec respect.

On voit aujourd'hui trois tombes blanches dans le petit cimetière de la falaise. Sur la plus blanche, dont le marbre est souvent jonché de fleurs sauvages, on lit cette simple inscription : « Sibylle-Anne de Férias. — Dix-neuf ans. » — Et plus bas : « *In æternum !* »

Depuis les derniers événemens de ce récit, le comte Raoul de Chalys habite le château de Férias. Pour obéir aux volontés de Sibylle et au désir des deux vieillards qui le nomment aujourd'hui leur fils, il ne le quittera jamais. Il semble avoir pris en même temps l'héritage des vertus de Mlle de Férias. Les gens du pays, accablés de ses bienfaits, témoignent à ce jeune homme sombre, sévère et pieux, un respect voisin de la superstition. Ils savent à peine son nom. Ils l'appellent « le fiancé de mademoiselle. »

OCTAVE FEUILLET.

UNE STATION

SUR

LES COTES D'AMÉRIQUE

I.

NEW-YORK PENDANT LA GUERRE.

I.

Ce fut au mois de novembre 1861 que les complications toujours croissantes des affaires aux États-Unis vinrent arracher à une douce quiétude les équipages de la station des Antilles françaises. Il faut avoir connu ce climat si séduisant dans sa perfide langueur pour comprendre sur quelle insensible pente les jours y succèdent aux jours, et par quel charme secret la vie s'écoule au sein d'une apparente monotonie, sans que l'on désire y rien changer, sans que l'on songe même à regretter une seule des heures abandonnées de la sorte au cours de l'eau. Le théâtre de cette molle et paresseuse existence n'était pas d'ailleurs sans offrir quelques contrastes; tantôt c'était la Basse-Terre de la Guadeloupe, blottie dans son nid de verdure au pied du colossal volcan de la Soufrière, tantôt la ville moderne de la Pointe-à-Pitre avec sa rade semblable au lac d'un parc anglais où la baguette d'une fée aurait semé les trésors éblouissans de la flore tropicale, ou bien c'était la Martinique, c'était Fort-de-France, jadis l'humble Versailles de nos Antilles, aujourd'hui la nécropole administrative que notre expédition du Mexique a fait sortir de sa léthargie. Parfois enfin c'était Saint-Pierre, où chaque pas

transporte le voyageur en plein XVIIIe siècle, où l'on croit encore voir sortir quelque chaise à porteurs de ces hôtels aux grilles tournant sur des gonds rouillés, entre les bustes en marbre d'une Junon sans nez et d'un Brutus essorillé. Partout aussi, à la Guadeloupe comme à la Martinique, on trouvait la même hospitalité, proverbiale dans nos colonies, partout les mêmes matinées enivrantes, les mêmes nuits lumineuses, et le soir, — sous les grands tamarins, — les longues causeries de la savane. Deux fois par mois, ce monde enchanté secouait le charme et renaissait à la vie. C'était alors que l'on signalait le *packet* d'Europe: on en épiait au loin la fumée, on le voyait s'approcher, grossir: la foule des nouvellistes envahissait le môle en attendant la venue des canots, et les conjectures couraient de bouche en bouche. Quels enfans vagabonds allait-il ramener dans ces îles que l'on quitte rarement sans retour, et que les créoles ont baptisées du nom de pays des revenans? Que fallait-il attendre de cette boîte de Pandore d'où l'on avait successivement vu sortir la guerre, la paix et jusqu'à une révolution? Pour nous, qui prévoyions notre envoi prochain aux États-Unis, c'étaient les nouvelles de la crise américaine que nous suivions avec l'intérêt le plus vif. Nous avions vu l'orage se former, puis éclater sur le fort Sumter; nous avions appris l'étrange déroute de Bull's Run, les armemens formidables qui l'avaient suivie de part et d'autre, et lorsqu'arriva l'ordre de départ, tous nos préparatifs étaient terminés. En peu d'heures, nous vîmes les derniers mornes de nos pauvres Antilles se perdre dans l'éloignement, et dès le même soir recommençait pour nous la monotone et claustrale existence de la mer.

La traversée fut courte, la latitude augmenta rapidement, le thermomètre baissa de même; bientôt nous fûmes en hiver, et pour ne nous laisser à cet égard aucun doute, au moment où nous cherchions les premières balises qui signalent la passe sinueuse de Sandy-Hook et l'entrée de la rade de New-York, au moment où quelques centaines de mètres seulement nous séparaient du mouillage, un banc de brume épaisse qui se formait depuis le matin dans le nord-est s'étendit comme par enchantement, et vint nous envelopper ainsi que les nuages secourables dont se servaient les dieux de la fable aux heures délicates des fastes mythologiques. C'était le début d'une de ces redoutables tempêtes de neige qui rendent l'atterrissage des côtes américaines si rude en hiver, qui transforment le navire en un bloc de glace, paralysent la manœuvre, et ne laissent d'autre ressource que de reprendre le large en attendant des jours meilleurs. Il nous en coûta une semaine de retard, après quoi nous vîmes de nouveau les lignes basses et noyées de Long-Island et de New-Jersey se dessiner sur un ciel plombé; les navires

entrant et sortant se multiplièrent sur tous les points de l'horizon; au milieu, le bateau-phare, sentinelle immobile et vigilante, se distinguait par une peinture rouge d'un effet assez sinistre. Cette fois rien ne nous cachait les balises qui devaient nous servir de fil d'Ariane, et nous eûmes bientôt la satisfaction de voir notre frégate tranquillement mouillée dans l'Hudson.

Dès les premières paroles échangées, nous apprîmes la grave complication qui préoccupait en ce moment le monde politique. Pendant notre traversée, l'affaire du *Trent* était survenue, le capitaine Wilkes était journellement attendu à Boston avec ses prisonniers, MM. Sliddell et Mason, et toute la ville de New-York, encore au premier acte de cette tragi-comédie, avait le tort de s'abandonner à une joie qu'il eût été plus sage de dissimuler. Vainement quelques esprits chagrins se demandaient comment l'Angleterre prendrait une violation dont le passé offrait peu d'exemples; leur voix n'était pas plus écoutée que jadis celle de la pauvre Cassandre. Wilkes devint le héros du jour dès la première minute de son débarquement à Boston; les journaux enregistraient jusqu'aux moindres détails de son itinéraire; partout des banquets, des réceptions publiques, jusqu'à New-York, où l'enthousiasme dégénéra en véritable ovation. Le ministre de la marine lui adressa des félicitations officielles, le vote du congrès se fit l'interprète de la reconnaissance nationale, et chaque citoyen fut invité à l'aller complimenter pour son propre compte. « Demain, à telle heure, aura lieu le lever du commodore (*the commodore will hold a levee*), » disaient les journaux. Qui saura jamais le nombre de poignées de main échangées dans ces levers, où la sympathie la plus admirative ne connaissait pas d'autre manifestation? Mais ce fut mieux encore lors de la réception solennelle au palais municipal de City-Hall. Je vois encore l'infortuné capitaine assiégé par les mille mains qui se disputaient la sienne et la secouaient à la désarticuler. Si Saturne eut jadis le malheur de dévorer ses enfans, la gloire fut cette fois bien près d'étouffer le sien. Le rideau tomba sur cette péripétie. J'employai l'entr'acte à vérifier si l'enthousiasme populaire dont je venais d'être témoin était partagé par les gens sensés, intelligens et supérieurs à l'opinion moyenne. « En d'autres pays, leur disais-je, ces affaires délicates sont mieux comprises, et chacun cherche à en atténuer la gravité plutôt qu'à les envenimer. Passe pour les journaux et les *meetings!* mais quel besoin avait le ministre de la marine de féliciter officiellement le capitaine Wilkes? Quel besoin surtout avait le congrès de prendre la chose en main et d'ouvrir sa session par un vote public de remerciemens? — Vous parlez là, me fut-il répondu, en étranger qui ignore le mécanisme de nos institutions. Il y a chez nous un phéno-

mène que l'Européen comprend mal, celui de la latitude absolue que nous laissons aux masses et même aux corps organisés dans l'expression de leurs sentimens, sans que ni l'initiative ni la liberté d'action du gouvernement en soient en rien atteintes. Nous ne voulons ni ne pourrions réprimer cette latitude, beaucoup moins dangereuse d'ailleurs dans ses manifestations que vous ne semblez le croire, et derrière laquelle se cache un bon sens politique que vous êtes loin de soupçonner. Dans la lettre du ministre au capitaine Wilkes, il ne faut voir qu'un témoignage de satisfaction donné par un supérieur, en dehors de toute solidarité de cabinet. Le président n'a de même rien à démêler avec le vote du congrès, et si après discussion il est reconnu que nous avons violé le droit international, les membres qui ont provoqué ce vote accepteront des premiers, sans la moindre arrière-pensée, les réparations nécessaires. »

Le second acte allait commencer, et il devait donner raison à mon interlocuteur. La toile se releva sur les courriers qui apportèrent à New-York quelques détails de l'impression produite en Europe par la capture du *Trent*. Ces premières nouvelles non-seulement n'avaient rien d'officiel, mais étaient de plus fort incomplètes. Pendant deux ou trois jours, si l'on s'en souvient, l'attitude des journaux de Londres fut marquée de quelque hésitation. Le *Times* lui-même, si fidèle expression des sentimens du peuple anglais, le *Times* y fut pris, et ne s'attendait pas à l'explosion de colère qui parcourut le sol britannique comme une traînée de poudre. L'opinion publique à New-York fut donc abusée d'abord par ces fausses données, et tant que l'on put croire que l'Angleterre reculerait, le ton non-seulement de la presse, mais des salons, resta empreint d'une fâcheuse et regrettable exagération. « Jamais on ne rendrait Sliddell et Mason que dans un cercueil. Comment la Grande-Bretagne songerait-elle à venir attaquer un peuple qui en six mois avait mis six cent mille hommes sur pied? Oubliait-elle le milliard de dollars que ses négocians avaient placé chez leurs banquiers transatlantiques, et le perdrait-elle ainsi de gaîté de cœur? » L'illusion fut courte. Bientôt arriva le message de la reine avec les conditions, d'ailleurs fort modérées, du cabinet de Saint-James, mais qui n'en impliquaient pas moins le choix entre la paix et la guerre. Or la guerre était matériellement impossible au gouvernement américain; c'eût été la sécession immédiate et définitive. Je vis alors une preuve remarquable de ce sens politique dont on m'avait parlé. D'après la violence avec laquelle s'était jusque-là manifestée l'opinion, je m'attendais à un orage de récriminations amères et passionnées : tout au contraire chacun se rendit immédiatement compte des impérieuses exigences de la situation, aucun *meeting* ne fut provoqué, les journaux se tu-

rent d'un commun accord en se bornant à enregistrer le fait pur et simple de la reddition des envoyés du sud, et nulle réclamation ne s'éleva, tant l'on comprenait que tout devait disparaître devant le but unique du maintien de l'Union! Le jour même du dénoûment, je traversais l'Hudson sur un des vapeurs qui vont au faubourg de Jersey-City, lorsque mon attention fut attirée sur un groupe d'où sortaient constamment, au milieu d'une discussion bruyante, les noms de Sliddell et de Mason. Je m'approchai : un marin de quelque bâtiment de commerce anglais chantait les louanges de sa patrie avec une verve au moins imprudente, à en juger par la violence des cris qui l'interrompaient à chaque instant. Des paroles on vint naturellement aux coups, et la partie fut d'abord loyalement égale entre l'orateur et un champion américain sorti du groupe, lorsqu'un patriote moins scrupuleux termina la lutte en frappant l'Anglais de son *bowie-knife* derrière l'oreille. Ce fut le seul sang versé dans cette affaire du *Trent*, qui avait failli mettre le monde en feu et l'Amérique en pièces.

L'année 1862 s'ouvrit sur ces entrefaites. Comme inauguration, le pays reçut le rapport du ministre des finances, M. Chase, et apprit que d'un commun accord les banques de New-York, de Boston, de Philadelphie et d'Albany suspendaient leurs paiemens en espèces. C'était l'avénement du papier-monnaie, malheureusement trop justifié par le compte-rendu du ministre. Bien que la guerre n'eût pas un an de date, le déficit s'élevait dès lors à 1 milliard 75 millions de francs. Les budgets américains se règlent d'un mois de juillet à l'autre; or, pour atteindre le mois de juillet 1862, le ministre évaluait les seules dépenses de la guerre à 2 milliards 725 millions, plus 1 milliard 900 autres millions, si la lutte exigeait que les efforts fussent poussés jusqu'en juillet 1863. A cette dernière date, d'après les dépenses et les emprunts que l'on pouvait prévoir, la dette publique monterait à près de 5 milliards. L'exposé n'avait rien de rassurant pour une nation dont la dette, un an auparavant, ne figurait guère que pour mémoire au budget, et ce début était d'autant plus fâcheux que les évaluations de M. Chase passaient pour être au-dessous de la réalité, grâce au désordre général, grâce à l'improbité des fournisseurs et de l'administration, grâce surtout à l'inexpérience des gouvernans, car ce n'est pas impunément que l'on met sur pied 640,000 volontaires alors qu'on n'a jamais eu à régir qu'une armée embryonnaire de 15,000 hommes disséminés par groupes insignifians. Si le gaspillage avait été moindre pour les armemens maritimes, il n'en fallait pas moins solder une flotte de 246 navires montés par 22,000 matelots. De ces gigantesques alignemens de chiffres, on tirait une conclusion bien différente de

celle du ministre : 15 millions de francs par jour, c'est-à-dire près de 5 milliards 1/2 de budget annuel, tel avait été le résultat proclamé dans le congrès et généralement admis dans le pays (1) !

Ce fut une révélation. C'était la première fois que l'Américain se voyait embarqué dans une guerre sérieuse ; il ignorait combien ce jeu est plaisir de prince, et néanmoins il est juste de reconnaître que sa philosophie fut peu ébranlée. Nul Mirabeau ne vint lui dire que la hideuse banqueroute menaçait de l'engloutir, lui, ses biens et son honneur. Au contraire on le berça d'illusions, on lui promit monts et merveilles, on lui assura que tout serait fini dans trois mois, et il reprit son existence mêlée de commerce et de politique avec le flegme fiévreux qui lui est propre, s'il est permis d'accoupler ces deux mots. La puissante métropole américaine d'ailleurs n'avait pas encore véritablement souffert de la guerre. Les mauvaises récoltes de céréales en Europe avaient donné à son commerce une impulsion qui compensait à peu près la rupture de ses relations avec les états du sud, et New-York, malgré l'absence de toute centralisation administrative, malgré le principe fédératif qui forme la base de la constitution du pays, New-York est aux états du nord ce que Paris est à la France. Si, par une singulière aberration de jugement, les sécessionistes n'étaient pas allés jusqu'à croire que la cité impériale (c'est le nom qu'elle se donne) prendrait parti pour eux, ils n'eussent certainement pas tiré le premier coup de canon sur le fort Sumter; mais le complot sur lequel ils comptaient n'était pas mûr, et l'indignation inattendue que ce coup de canon provoqua dans la grande ville fut une véritable explosion de nationalité. En dépit de l'orage financier qui s'amoncelait à l'horizon, New-York continua donc à faire des *meetings* et à exporter des farines, à décréter des jours tantôt d'actions de grâces, tantôt de mortification, de jeûne et de prière, à suivre avec conscience les élections sans fin qui sont le rocher de Sisyphe de la vie politique américaine, et à fêter les régimens qui traversaient incessamment la ville pour se rendre à l'armée.

Chaque jour, ces longues colonnes aux allures flottantes, aux uniformes un peu trop calqués sur les nôtres, remontaient la belle rue de Broadway et venaient former les faisceaux sur la place de City-Hall, que la guerre avait transformée en une sorte de camp. Là, sous des tentes, étaient les bureaux d'enrôlement des divers corps organisés ou en voie de formation. Le sergent recruteur, assisté de quelques soldats, se promenait de long en large, attendant la pratique,

(1) Nous n'avons pas la prétention de discuter dans ces quelques lignes la situation financière des États-Unis. Cette question a été étudiée avec trop d'autorité dans la *Revue* du 1er septembre 1862; aussi ne faisons-nous que rapporter ici les idées qui avaient cours à New-York à l'époque dont nous parlons.

et quelques vauriens désœuvrés relisaient pour la centième fois l'affiche qui promettait 500 francs de prime, 60 francs de solde mensuelle, des soins paternels, un bel uniforme et des concessions de terres après la guerre. En tête de l'affiche était invariablement représenté un guerrier écrasant les rebelles au galop de son cheval s'il s'agissait de cavalerie, les perçant de sa baïonnette si on voulait représenter l'infanterie, ou les mitraillant d'un canon de campagne, gros et long comme les canons de pierre des Dardanelles, s'il était question d'artillerie. Un des lecteurs se laissait-il prendre à ces séductions, ce qui devenait malheureusement moins commun chaque jour, l'engagement se signait séance tenante, et le héros improvisé ne s'en allait qu'en possession des magnificences de sa nouvelle livrée. Le départ de chaque régiment était l'occasion d'une nouvelle fête. Le vaste hôtel d'Astor-House semblait placé là tout exprès pour des adieux où le vin de Champagne enflait les voiles de l'éloquence américaine; quelques dames patriotes venaient au dessert offrir au régiment un drapeau de leur façon, après quoi l'on partait pour aller commencer sur le champ de bataille une éducation militaire dont Bull's Run ou Ball's Bluff faisaient trop tôt et trop souvent justice. Loin de moi toute pensée de blâme immérité : à coup sûr l'Américain est brave et très brave, les Irlandais, les Allemands et les Français, qui entraient pour une forte part dans la composition de l'armée fédérale, le sont aussi; mais la bravoure individuelle, si incontestable qu'elle soit, ne suffit pas à remplacer ces traditions d'esprit militaire qui animent nos soldats, ni cette forte discipline sur laquelle reposent les armées allemandes, russes et anglaises. Quelle confiance les troupes de l'Union pouvaient-elles avoir en des chefs qu'elles-mêmes avaient nommés à la vérité, mais qui, en fait d'école du soldat, n'avaient jamais étudié que la tenue des livres en partie double? Celui qui réussissait à lever une compagnie en devenait naturellement le capitaine; s'élevait-il jusqu'au régiment, il était colonel. Il pouvait y avoir là une classification sociale, mais assurément point de hiérarchie militaire, et c'était en effet ce qui tout d'abord frappait le plus l'Européen. J'ai vu dans un café un officier en tenue se prendre de querelle avec un garçon, être mis brutalement à la porte par ce garçon, et rentrer, au bout de quelques minutes, pour fraterniser avec lui le verre à la main. Ce n'est là, je le sais, qu'un fait anormal duquel il n'y a rien à conclure; mais, avec la mobilité qu'en ce pays la roue de fortune imprime à toutes les professions, rien n'empêchait de supposer que le garçon et l'officier eussent la veille ceint le même tablier et la même cravate blanche. Les journaux américains ont eux-mêmes été les premiers à s'égayer aux dépens d'un autre officier qui, chargé d'improviser une

fortification passagère, n'avait rien imaginé de mieux que de rejeter du côté de l'ennemi les terres du fossé qu'il creusait. En rappelant ces faits, je n'ai nullement l'intention de critiquer à plaisir la société américaine. Quoi de plus naturel que d'ignorer un métier qu'on s'est cru dispensé d'apprendre? Nos officiers seraient assurément fort empruntés, si du jour au lendemain on les mettait derrière le comptoir d'un magasin de nouveautés. Ce fut le cas ou plutôt le cas contraire pour les états-majors américains au début de la guerre. J'ai hâte de dire qu'il n'en était plus de même six mois après; mais je regrette de ne pouvoir ajouter que le sens de la discipline avait suivi la même progression chez les soldats que l'instruction chez les officiers.

Une importante élection préoccupait alors New-York, celle du maire de la ville. Trois candidats étaient en présence. Le premier, M. Fernando Wood, alors en fonctions, cherchait à être réélu. Il représentait le parti conservateur, et à ce titre on savait que ses tendances le porteraient volontiers à admettre un accommodement avec le sud. En d'autres termes, on le savait plus ou moins sécessioniste, non pas ouvertement, à cette époque une semblable déclaration de principes n'eût été tolérée de personne à New-York, mais *in petto*. Son concurrent le plus redoutable était M. George Opdyke, comme lui sorti des rangs du peuple, ayant débuté par être garçon tailleur à la Nouvelle-Orléans et aujourd'hui quinze ou vingt fois millionnaire, l'un des princes de la finance américaine. M. Opdyke était présenté comme l'expression de la guerre à outrance et de l'abolition de l'esclavage, malgré ce qui pouvait manquer de franchise quelquefois à ses explications sur le dernier point. Il était particulièrement intraitable sur le maintien de l'Union. *The Union must and it shall be preserved*, avait dit le vieux général Scott, et ses paroles étaient la devise de ce parti, à qui un avenir rapproché réservait de si cruelles épreuves. Enfin le troisième candidat, M. Godfrey Gunther, était porté par le parti démocratique. Cette élection, toujours vivement débattue, devait l'être doublement en raison de la gravité des circonstances, car c'était un nom politique plutôt que celui d'un magistrat municipal que chacun entendait faire sortir de l'urne. Les *aldermen* et autres membres de l'édilité, nommés en même temps, pouvaient avoir une signification administrative; il n'en était rien pour le maire, et un journal, à ce sujet, rappelait même assez irrévérencieusement l'histoire du paysan qui, entré dans un salon de Curtius, voulait qu'on lui désignât Napoléon et Wellington. « Ce sera comme vous voudrez, lui répondit l'exhibiteur; du moment que vous avez payé, vous pouvez choisir. »

Pourtant il s'agissait moins ici de choisir que de combattre, et la

bataille dura près d'un mois. Toute une page d'annonces dans les journaux était consacrée à cette guerre, où les partis ne se bornaient pas à prôner leurs candidats, mais vilipendaient en même temps de leur mieux ceux de leurs adversaires. Certes l'etranger qui eût voulu se faire, d'après ces réclames, une idée des hommes politiques de New-York aurait pu se croire dans un étrange milieu. D'après Gunther, l'administration de Wood n'avait été qu'un pillage organisé. D'après Wood, Opdyke ne demandait qu'à mettre la torche incendiaire aux mains des nègres. Le passé de chacun était travesti pour les besoins de la cause, et, la plupart des fonctions municipales étant électives, les mêmes procédés étaient employés jusqu'au bas de l'échelle par les affamés plus modestes qui n'ambitionnaient que les gloires du bâton de constable. Non-seulement les journaux, mais les murs, étaient couverts d'affiches gigantesques; c'était une lutte au mètre carré. Les principales agences électorales se reconnaissaient à d'immenses bannières emblématiques tendues d'un côté de la rue à l'autre. A mesure que le dernier jour approchait, chaque parti multipliait ses processions, annoncées par la voie des journaux, et dont le programme variait peu : une douzaine d'instrumens discords se fondant à distance en un solo continu de grosse caisse, des voitures chargées d'enthousiastes enrubannés, puis ensuite tous les partisans que l'on avait pu racoler. Ces promenades ont un inexprimable attrait pour les Américains. Tout y fournit matière, un enterrement aussi bien qu'une élection, une commémoration quelconque, ou même tout simplement un dîner. On n'y chante pas, on y cause peu, mais on y observe le pas. Malheureusement, s'il s'agit d'élections, les promeneurs ne sont pas tous également désintéressés; beaucoup sont enrôlés à beaux deniers comptans, et ces comparses, ces torches, ces musiques, ces voitures, ne sont qu'une minime partie des frais de l'élection. Il faudra ensuite acheter les votes, grosse dépense dans un pays à suffrage universel. Pour y faire face, chaque membre du parti est mis à contribution. S'il est fonctionnaire nommé par le peuple, et c'est le cas le plus général, tant pour cent est prélevé sur son salaire à partir du jour de son entrée en fonction; l'abandon du salaire sera même parfois absolu, si la place comporte un casuel plus ou moins licite. On se fait gloire de l'importance des sommes ainsi écoulées. « Vous savez, disait la proclamation des partisans de Gunther, que, malgré tous nos efforts et une libéralité sans limites, nous n'avons obtenu que le troisième rang dans la dernière lutte. »

Enfin le grand jour arriva, ou plutôt le soir du grand jour, car le récolement du scrutin ne commence que tard dans la journée. Déjà l'après-midi n'avait pas été sans intérêt. Dans chaque *poll*, baraque

volante où se déposaient les votes, les billets étaient mis dans des boîtes à cigares à côté d'une bible, et les *canvassers*, sorte de quêteurs chargés du dépouillement, buvaient du *lager beer* en procédant à leur travail sous le contrôle des curieux appuyés sur la balustrade. Bien que la plupart des débits de liqueurs fussent fermés, bien que les mesures de la police fussent aussi bien prises que possible, les horions pleuvaient autour de ces *polls*. Je vis un pauvre diable, du nom de Waters, qui se refusait à voter pour Wood, être à moitié assommé par deux admirateurs fanatiques de ce candidat; le *revolver* de l'un d'eux partit dans la bagarre, heureusement sans blesser personne, mais je me croyais revenu à San-Francisco, aux premiers jours de la société californienne. A mesure que l'heure avançait, la foule se portait vers les centres d'opération des trois candidats ou aux bureaux des principaux journaux. Malgré la bise piquante d'une froide soirée d'hiver, elle y stationnait dans la rue, guettant l'arrivée des messagers qui apportaient les résultats des divers arrondissemens électoraux. Ces résultats étaient proclamés au balcon, accueillis selon le cas par des hourras ou des grognemens, et commentés avec la dernière liberté. Les nouvelles du pauvre messager étaient-elles en opposition avec les sympathies de la foule, on le traitait en bouc émissaire; étaient-elles favorables, on le portait sur le pavois, mais toujours on le bousculait.

Le quartier-général de M. Opdyke fut le premier que je visitai. Un immense transparent éclairé *a giorno* le signalait au loin; mais si le voir était facile, y arriver l'était moins, et pénétrer dans le sanctuaire ressemblait à un travail d'Hercule. Un couloir étroit et un escalier incommode conduisaient au premier étage, à une salle capable de contenir cent cinquante personnes, et où néanmoins près de trois cents avaient réussi à s'entasser. Un air infect soulevait le cœur, on était aveuglé par la fumée de trois cents cigares et assourdi par l'orage d'interpellations qui éclatait chaque fois que s'ouvrait la porte d'une seconde chambre où travaillait le comité. Tout d'un coup un cri s'éleva : « Le plancher cède! » Alors le tumulte et la confusion furent au comble; on se sentait malgré soi enlevé et transporté, on disparaissait dans l'escalier comme dans un laminoir, aux dépens des habits et des chapeaux; c'était la miniature de la place Louis XV au mariage du dauphin. J'atteignis pourtant la rue au moment où M. Opdyke paraissait au balcon, salué par des vivat éclatans. Il recommanda à ses partisans de ne pas chanter victoire avant la fin, rappela sa défaite de deux ans auparavant, et continua d'abondance un de ces discours familiers où les Américains excellent. Je n'en attendis pas la fin, désireux que j'étais de voir l'attitude de Mozart-Hall, où se tenait le comité du maire expirant, M. Fernando Wood. C'était

la même atmosphère méphitique qu'au premier *meeting*, le même nuage de fumée; mais déjà les pronostics de la défaite assombrissaient les fronts. On avait beau rudoyer les porteurs de mauvaises nouvelles, vérifier les additions: toujours le pauvre Wood était relégué à l'arrière-garde. En vain le président voulut rappeler à l'assemblée qu'une église ne grandissait que par le martyre des fidèles, et que l'arbre de la liberté ne germait qu'arrosé du sang de ses enfans: soit que la comparaison fût trouvée peu neuve, soit qu'elle parût pécher par la justesse, ses paroles furent accueillies par une tempête de sifflets digne de nos théâtres de mélodrame. Il se rabattit alors sur le « misérable abolitioniste Opdyke. » Ces abolitionistes! le président ne leur souhaitait que d'être condamnés à embrasser quelque horrible négresse, vœu charitable qui rétablit un commencement de bonne humeur dans l'auditoire. « Que le 4e arrondissement nous donne seulement une majorité de 1,000, continua-t-il, le 11e autant et le 17e 500, et Wood est nommé. Joignons-y 500 du 19e, il est nommé *élégamment* (*sic*), et il dépendra du 14e de rendre le triomphe éclatant. » Je les laissai sur ces châteaux en Espagne et me rendis à Tammany-Hall, où le comité central du parti démocratique avait planté sa tente à l'enseigne du Gunther. Les chefs ne sont pas là ce soir, me dit mon voisin, et de fait je ne crois pas qu'aucune classe privée de professeur se soit jamais montrée plus turbulente que le nouveau milieu où je me trouvais. C'étaient des chants, des sifflets, des cris d'animaux, un tapage véritablement infernal. Un mauvais plaisant proposait trois hourras pour Wood, le président lui lançait son verre à la tête, et sans l'intervention des voisins le pot de bière eût suivi le verre. Un enthousiaste dont j'ai oublié le nom poursuivait obstinément un discours où la fantaisie semblait participer du cauchemar, sans avoir égard aux vociférations qui lui étaient jetées de toutes parts : « A bas! il est gris! chut! c'est une honte pour Tammany-Hall, pour le vieux Wigwam! » Le président rentrait en scène pour faire respecter la majesté de l'assemblée, et ne trouvait pas de meilleur moyen d'ôter la parole au tribun récalcitrant que d'entonner lui-même à pleins poumons l'air populaire et national : *The red, white and blue*. L'orateur s'y joignait, la foule faisait chorus. Les chats eussent grimpé aux murailles, s'il s'en fût trouvé dans ce sabbat, et je m'enfuis en me bouchant les oreilles. Derrière moi, le bureau en masse, président en tête, abandonnait l'estrade pour se ruer sur un mannequin en bois représentant Wood, le rival détesté (1). On était presque consolé de sa défaite par celle de son ennemi.

(1) Le mot *wood* signifie bois.

La bataille était en effet terminée. Ainsi qu'il arrive souvent en temps de crise, le plus violent, ou, pour parler plus exactement, le plus absolu dans ses idées l'emportait, et la grande métropole de l'Union se prononçait une fois de plus contre toute tentative de compromis avec le sud. La procession des *dykers*, ou partisans d'Opdyke, s'en allait, à la lueur des torches, donner à son patron une sérénade de tambours, et je revenais en suivant les trottoirs de l'interminable Broadway, lorsqu'en passant devant un de ces hôtels-caravansérails que nous cherchons depuis quelque temps à introduire en France, je me heurtai à une seconde sérénade plus modeste. *Hail, Columbia!* fut d'abord écorché par trois cuivres et une grosse caisse, puis une gigue, puis de nouveau *Hail, Columbia!* après quoi l'on entra dans le spacieux vestibule de l'hôtel. Une foule aussi respectable que celle de *la Juive* à l'Opéra se rangea autour de l'escalier, sur le palier duquel parut le héros de la fête. C'était un officier qui arrivait à New-York après avoir été quelque temps prisonnier des confédérés. Il racontait sa captivité : celui-ci l'avait maltraité (trois grognemens dans l'auditoire), cet autre lui avait donné du bouillon (Dieu le bénisse! dans la foule). La péroraison fut longue, *stars and stripes, our glorious Union, most infamous rebellion*. Je désespérais de sortir de cette phraséologie patriotique sur laquelle on est vite blasé aux États-Unis, lorsque l'orchestre reprit encore *Hail, Columbia!* Je me sauvai cette fois au plus vite, suffisamment repu de politique pour un jour.

II.

Les personnes qui suivaient en Europe les péripéties de la lutte engagée aux États-Unis doivent se rappeler comment, à chaque bataille importante, la progression des bulletins qui franchissaient l'Océan était assujettie à trois phases bien distinctes. Au premier courrier, l'Union avait remporté une victoire sans égale; au second, peu de jours après, on admettait quelque indécision dans le résultat, et au troisième enfin on était tout étonné d'apprendre que le nord avait été définitivement battu, ou peu s'en fallait. A New-York de même, la vérité se faisait rarement jour tout d'abord. Pour la bataille de Pittsburgh par exemple, la plus disputée qu'on eût encore vue dans cette guerre, les nouvellistes métropolitains ne craignirent pas de représenter Beauregard comme en pleine retraite, et l'on fut quelque temps avant de savoir combien avait été complète la déroute du premier jour sous l'irrésistible attaque des colonnes confédérées. Soit dit en passant, dans ces deux journées que l'on avait représentées comme *les plus sanglantes des temps mo-*

dernes, et où près de 100,000 hommes furent engagés de part et d'autre, le chiffre des morts constatées ne fut guère que de 16 à 1,700 chez les fédéraux (1). On finit également par savoir que la partie n'avait été sauvée que par les canonnières, sans lesquelles l'armée d'Halleck eût été inévitablement culbutée dans le Tennessee. Toutefois il y avait loin de cet échec à la défaite de Bull's Run, et comme, à peu près vers la même époque, les généraux du sud commençaient le grand mouvement de concentration qu'ils réussirent si habilement à dissimuler, les journaux, prenant pour une retraite définitive ce qui n'était que l'exécution d'un plan, n'eurent rien de plus pressé que d'entonner en chœur le chant de la victoire. « Les forts de la côte étaient pris ou se rendaient l'un après l'autre; les redoutables lignes de Yorktown, dernier boulevard de la rébellion, étaient évacuées; tout serait évidemment terminé pour le grand anniversaire national du 4 juillet. L'on y célébrerait à la fois l'indépendance et l'union reconquise. » Mais peu après le pauvre général Banks, qui de gouverneur d'état était d'emblée devenu chef d'armée, se voyait chassé en quelques jours de la vallée de la Shenandoah; la route de Washington semblait ouverte à l'ennemi; la capitale était sans défense, l'arrière-ban de la milice allait la couvrir, et les journaux sonnaient le tocsin à l'unisson.

Je voudrais pouvoir donner une idée de cette curieuse presse américaine, que nous ne connaissons guère en Europe que par ses excès, et dont l'influence néanmoins est assez marquée pour que M. Russell, le sagace correspondant du *Times* anglais, ait fait remonter jusqu'à elle une bonne partie des difficultés de la guerre actuelle. Laissons la qualité. Comment un pays où tout le monde sait lire serait-il insensible à l'action d'une publicité quotidienne qui ne procède que par tirages à 100,000 exemplaires dans les grands centres de population (2)? Le *New-York Herald* va jusqu'à 120,000 et 130,000. Que ce soit le public qui ait façonné le journal ou le journal qui ait réussi à s'imposer au public, peu importe; le besoin est là, et il frappe l'étranger dès le premier jour. Êtes-vous en

(1) Depuis l'attaque du fort Sumter, le 12 avril 1861, jusqu'au 6 avril 1862, date de la journée de Pittsburgh exclusivement, c'est-à-dire en un an, la guerre américaine comptait vingt-cinq batailles, ayant eu pour résultat total : tués, 2,490; blessés, 4,196; prisonniers, 1,440. Je ne parle pas des hommes manquant sans motif après chaque affaire, et dont le chiffre s'élevait toujours assez haut. La deuxième année menace malheureusement d'être beaucoup plus meurtrière, et le fait était inévitable. Que l'on compare dans notre histoire les pertes insignifiantes de Valmy, de Fleurus et de Jemmapes avec les épouvantables tueries des derniers temps de l'empire!

(2) Il m'a été affirmé que la seule ville de New-York comptait trois cent cinquante et une publications périodiques de tout genre; mais je n'ai pu vérifier ce chiffre, qui me semble exagéré.

chemin de fer, à chaque station les *news-boys* apportent les feuilles de la ville voisine, et la même personne en parcourra ainsi jusqu'à cinq ou six successivement. L'heure des journaux du soir a-t-elle sonné, une foule sans cesse renouvelée se formera devant les bureaux de chacun d'eux et se disputera les feuilles encore humides. Ce n'est pourtant que la première édition, celle de trois heures; à quatre heures paraîtra la seconde, à cinq heures la troisième, et le plus souvent à six heures la quatrième. Pendant ce temps, dans les caves du vaste édifice, de magnifiques presses cylindriques, dites *Hoe's-Lightning presses*, et d'abord employées, je crois, pour le *Times* de Londres, fonctionnent sans relâche et donnent à l'heure de 18 à 20,000 exemplaires imprimés à la fois sur les deux faces. Tout à côté, une autre machine saisit la feuille à la sortie de la presse et la plie en un clin d'œil. Si de nouvelles dépêches arrivent à l'officine de la rédaction, le sommaire en est affiché au dehors; la colonne à modifier est en même temps envoyée aux compositeurs; la planche est presque aussitôt livrée au double moulage duquel sort la plaque fusible qui sert à l'impression, et un puits pratiqué sur toute la hauteur de la maison envoie cette plaque dans les caves. A peine stoppe-t-on un instant pour le changement; l'opération entière n'a pris que quelques minutes.

La tâche quotidienne terminée, il restera à s'occuper du résumé hebdomadaire, dont le tirage, encore plus considérable que celui des numéros journaliers, ne va pas, pour la *New-York Tribune* par exemple, à moins de 170,000 exemplaires. Malgré un aussi énorme débit, je n'entends pas dire que ces journaux, où pour deux sous l'on a trois feuilles d'impression, trouvent chez leur public des lecteurs d'une conscience égale à celle du fidèle abonné parisien, dont la sollicitude descend jusqu'à la dernière annonce. Et d'abord qu'y a-t-il dans un journal américain? ou plutôt que n'y a-t-il pas! Des faits, des faits de tout genre et de tout ordre, sans contrôle à la vérité, parfois même contradictoires d'une page à une autre dans le même numéro, mais embrassant un ensemble d'informations de nature à satisfaire les plus exigeans. Pas une séance qui ne soit suivie, non-seulement au congrès, mais dans les chambres séparées de chaque état; pas un tribunal un peu important qui n'ait son compte-rendu; *meetings*, expositions, concerts, théâtres, ventes, marchés, prix courans, courses, régates, nominations, faits divers, et ce serait le cas de mettre ici les quatre pages d'*et cætera* dont parle Beaumarchais, tout y passe, tout y passait même pendant la guerre, où les gestes de chaque corps n'en étaient pas moins enregistrés avec la dernière minutie. Bien plus, il était peu de numéros où ne se trouvât encastré quelque bout de carte grossièrement fait à la hâte, mais suffisant pour

l'intelligence du coin du théâtre de la guerre qui avait spécialement trait aux opérations du jour. Lorsqu'arrive le courrier d'Europe, il est d'abord intercepté au large du cap Raze, et les principales nouvelles sont transmises par le télégraphe, le tout aux frais de la presse réunie. On gagne ainsi deux ou trois jours, après quoi, outre le résumé obligatoire, nos journaux et ceux d'Angleterre sont reproduits *in extenso* en caractères microscopiques, sans distinction d'opinions, aussi bien ceux qui attaquent que ceux qui défendent la politique Lincoln, laquelle, c'est une justice à lui rendre, était lors de notre séjour soutenue en masse par la presse du nord. A coup sûr, un pareil fouillis ne peut rien avoir de bien littéraire. Les *editorials*, qui correspondent à ce que nous appelons *premiers-Paris*, ne brillent ni par le fond, ni par le goût, ni par la forme; mais c'est ce dont on se soucie le moins. Le travail du journaliste n'est qu'un métier comme un autre, où l'on reste rarement assez longtemps pour se faire connaître, et, à part quelques exceptions, comme MM. Greeley ou Bennett, qui doivent à cette carrière leur fortune et l'importance de leur position politique, nul ne sait quel nom attacher à la gazette qu'il vient de lire. Qu'importe? On est journaliste aujourd'hui à la suite d'une baisse sur les *dry goods*, où l'on a quelque peu fait faillite la veille; demain l'on sera aubergiste, ou tout simplement cafetier (*bar-keeper*), sans cesser pour cela d'être colonel au besoin, et, Dieu aidant, le jour viendra où l'on sera millionnaire à son tour, pour se ruiner ensuite et léguer à ses enfans, avec son exemple, sa place sur la roue de la fortune. Aux États-Unis, nulle déconsidération ne s'attache à ces perpétuels changemens d'une profession à une autre, si disparates que soient d'ailleurs les positions successives. En d'autres termes, on n'y connaît pas de sots métiers, et cela probablement parce que l'on y voit peu de professions qui soient vraiment libérales dans le sens que nous attachons à ce mot.

La vente d'un journal à New-York, et à plus forte raison dans l'intérieur, couvre à peine les frais de publication. Les annonces représentent le bénéfice. C'est assez dire l'importance de leur rôle, et l'on s'en rendra compte par ce seul fait, qu'il est tel numéro du *New-York Herald*, la plus répandue des feuilles américaines, où l'on peut compter de trente-cinq à quarante colonnes d'annonces qui formeraient un carré de 1m25 de côté! J'hésite presque à l'avouer, mais à mon sens c'est là, c'est à cette quatrième page dont la taille ne comporte plus l'appellation consacrée de petites affiches, que se révèle peut-être un des côtés les plus originaux de la presse américaine. Je ne parle pas seulement de cette réclame qui, pour avoir pris naissance sur les bords de l'Hudson et y avoir toujours plus prospéré qu'ailleurs, n'en a pas moins été transplantée avec succès

sous toutes les latitudes du monde civilisé, mais je veux parler aussi du rôle singulier que l'usage a fini par attribuer à certaines annonces spéciales. Ainsi il est rare qu'un bon citoyen après son dîner n'ait pas, s'il le désire, à voter chaque soir dans quelque élection. Que son journal le tienne au courant à cet égard, rien de mieux; mais l'étonnement de l'Européen commencera lorsqu'un peu plus loin il verra aux annonces religieuses, entre des leçons de danse et des ventes à l'encan, le détail des sermons pour le dimanche prochain, avec l'indication des textes choisis par les prédicateurs. Une certaine méthode préside d'ailleurs à la répartition de ces avertissemens qui se comptent par centaines dans un seul numéro, et, pour trouver la catégorie dont on a besoin, il suffit de parcourir les entête, *religious*, *personal*, *matrimonial*, *medical*, *financial*, *political*, *musical*, *hotels*, *astrology*, *sport*, *turf*, etc. (1). Je n'ai pas la prétention de pousser l'énumération jusqu'au bout, mais un jour que les *personal* m'avaient paru plus explicites que d'ordinaire, j'interrogeai un vieil habitant de la ville sur ce que pouvaient avoir de réel ces amorces naïves de la *flirtation* américaine. Il me répondit en assignant dans le prochain numéro du *New-York Herald* un rendez-vous au jeune homme qui tel soir, à l'orchestre de tel théâtre, avait été remarqué par une dame vêtue d'une toilette imaginaire. A l'heure et au jour dits, plus de vingt honnêtes jeunes gens passaient sous nos fenêtres, portant le signe convenu d'une fleur à la boutonnière. Les salons d'hôtel, lieu neutre et banal, servent souvent de théâtres à ces intrigues, qui vont rarement plus loin que de purs enfantillages. Un jeune homme y cherche une dame, en voit une soigneusement voilée dans l'embrasure d'une fenêtre, s'approche d'elle et l'interroge. — « Monsieur, lui répond-elle tranquillement, j'attends bien quelqu'un; mais je suis ici pour les *matrimonial*, non pour les *personal*. »

Avec ses ridicules et ses défauts, ses violences et ses contradictions, j'ai dit que la presse américaine ne laissait pas que d'exercer

(1) Je me bornerai à reproduire deux de ces annonces, qui donneront une idée de l'étrangeté des autres. La première est un *matrimonial* : « Une jeune personne, fatiguée de la monotonie du célibat, désire entrer en correspondance avec un *gentleman* dans des vues de mariage. Il devra être en bonne position et avoir moins de trente-cinq ans. Quant à elle, son extérieur est agréable, ses manières tranquilles; elle n'est ni sentimentale, ni romanesque, ni vaine, ni égoïste, et pourtant elle est loin d'être parfaite. » Le détail des qualités physiques est parfois poussé beaucoup plus loin, puisque j'ai vu spécifier jusqu'au poids de la future épouse. Voici maintenant un *personal* : « Si la dame au chapeau de velours noir, au voile de dentelle et au mantelet de drap brun qui est montée dans tel omnibus, tel jour, à telle heure et à tel endroit, désire connaître le *gentleman* qui était assis en face d'elle, elle n'a qu'à écrire un mot à l'adresse ci-dessous. »

une action assez marquée. Certes elle ne s'en servait pas pour prêcher la modération, et ce n'est pas ce dont il faut s'étonner: mais un reproche plus sérieux est d'avoir en quelque sorte organisé un système de déceptions auxquelles le public ne s'est que trop laissé prendre. Au lieu d'aborder résolûment la situation, on eût dit qu'elle cherchait à griser le pays en se grisant elle-même. « La jeune Amérique ne faisait que commencer son éducation militaire, et déjà elle avait fait plus en un an que la vieille Europe en cinquante. Chaque jour, elle donnait au monde étonné une nouvelle leçon dans l'art de la guerre. N'eût-il pas suffi d'une douzaine de *Monitors* à Sébastopol pour faire en quelques jours ce qui avait exigé pendant une année les efforts combinés de la France, de l'Angleterre, de la Turquie et de la Sardaigne? » Le *Monitor* en effet fut longtemps un thème inépuisable. « Que ne l'avait-on eu trois mois plus tôt! L'affaire du *Trent* aurait eu une solution bien différente. Heureusement qu'à défaut de l'Angleterre, la France était là pour recevoir de la marine américaine le prix de son impertinente intervention au Mexique! » Et cent autres fanfaneries aussi déplacées que l'on était tout surpris d'entendre le lendemain répétées aux quatre coins de la ville.

La marine américaine pourtant eût mérité qu'on lui épargnât ces éloges outrés, car, loin de se montrer au-dessous de sa tâche, elle avait incontestablement joué jusque-là le beau rôle dans la guerre, tant sur mer que sur les fleuves. Les tempêtes de l'hiver ne l'avaient pas empêchée de maintenir avec une remarquable efficacité le blocus des côtes ennemies, rude école qui rappelait par ses dangers les longues croisières des flottes anglaises sur nos côtes pendant les guerres du premier empire. C'était cette même marine qui, en quelques mois, du sein des récifs de la Floride, venait de faire sortir à Key-West tout un établissement militaire destiné à devenir le Gibraltar des passes de Bahama, et destiné peut-être aussi, après avoir servi de centre aux opérations de la côte sud, à remplir quelque jour le même rôle vis-à-vis de la Havane. Des noms presque inconnus la veille s'étaient soudain rendus familiers à chacun, car l'Américain a conservé de son origine anglo-saxonne une grande prédilection pour les choses maritimes. C'était Wilkes, dont les découvertes au pôle austral avaient coïncidé avec la dernière expédition de l'infortuné Dumont-d'Urville, Porter, dont le père a laissé de si beaux souvenirs dans les mers du sud lors de sa croisière sur l'*Essex* de 1812 à 1814, Farragut, qui n'avait pas hésité à sacrifier ses liens de famille à ses devoirs de citoyen (1), Foote

(1) La famille du commodore Farragut était à la Nouvelle-Orléans lorsque la flotte

enfin, dont la persistante énergie avait fait de la guerre de rivière un des principaux élemens de succès des armes fédérales; ce fut à lui que se rendit sur le Mississipi la célèbre île *numéro dix* que l'on avait tournée en creusant dans des bois marécageux, à travers la péninsule de New-Madrid, un canal de cinq lieues de long praticable à des vapeurs de plus d'un mètre de tirant d'eau! Les chefs expérimentés n'avaient donc pas manqué à la marine américaine, grâce à la loi d'ancienneté, qui seule y détermine l'avancement; mais dans les rangs inférieurs le besoin d'officiers se faisait grandement sentir, tant à cause de l'énorme extension des armemens que par suite des démissions données par les partisans du sud. On y remédia en puisant dans les cadres de la marine de commerce, et il se trouva que ces capitaines marchands se tiraient fort bien d'affaire à l'occasion. On manquait aussi de bâtimens, car le gouvernement fédéral, qui n'a jamais eu beaucoup de matériel naval, avait de plus commis l'imprudence d'en laisser tomber une grande partie entre les mains des gens du sud. Pour y obvier, on puisa encore à pleines mains dans la marine de commerce, et l'on ne saurait trop louer l'intelligence et l'activité avec lesquelles furent transformés les navires achetés dans cette intention. Les vapeurs seuls étaient au nombre de quatre-vingts. Ainsi furent armées ces canonnières que l'on vit bientôt se distinguer partout, sur la côte et dans l'intérieur des fleuves, qui tantôt appuyaient une attaque, comme aux forts Macon et Pulaski, tantôt arrêtaient l'élan des confédérés, comme à Williamsburgh, tantôt même, comme à Pittsburgh, se trouvaient fort heureusement à point pour empêcher un désastre complet. En même temps les inventions se multipliaient. Le *Monitor*, dont le hasard exagéra beaucoup trop l'importance, avait la bonne fortune et l'honneur d'inaugurer au feu les fastes des navires blindés. M. Stevens essayait sur l'Hudson une batterie flottante pouvant à volonté s'immerger jusqu'à être presque entièrement abritée sous l'eau. Un autre inventeur offrait de soumissionner à forfait la destruction du *Merrimac*. J'en passe et des meilleurs. Il y avait évidemment dans tout cela autant à laisser qu'à prendre, et ces inventions trahissaient souvent une grande inexpérience militaire, mais il ne résultait pas moins de là un fait et un enseignement. Le fait était non pas tant l'aptitude déjà connue des Américains aux choses de la mer que la rare souplesse avec laquelle leur marine s'était pliée aux circonstances insolites de cette guerre. L'enseignement était à l'adresse de l'Europe, trop portée à ne pas apprécier à sa juste valeur la

fédérale parut devant cette ville. Prévoyant la possibilité d'un bombardement, le commodore lui offrit à son bord un asile qui fut refusé. «Puisse votre première bombe tomber sur la maison de votre mère! » fut la seule réponse qu'il obtint de cette dernière.

puissance navale des États-Unis. Il ne faut pas la juger par ce qu'elle est, mais par ce qu'elle peut devenir du jour au lendemain. Il est peu probable que les flottes américaines viennent jamais attaquer celles de France ou d'Angleterre dans les mers d'Europe, et, dans l'hypothèse d'une agression de notre part, je ne sais si une guerre maritime ne se présenterait pas tout aussi compliquée d'éventualités et d'incertitudes avec les États-Unis qu'avec l'Angleterre.

Il faut passer quelques jours sur la rade de New-York pour se faire une idée de cette aptitude que je viens de signaler chez l'Américain, et dont aucun peuple ne réunit à un égal degré les élémens variés. Certains ports de premier ordre, comme Londres ou Liverpool, l'emporteront peut-être en mouvement total; mais ce mouvement sera disséminé sur la vaste étendue de la Tamise, ou bien, ne se traduisant qu'en entrées et en sorties de navires, son importance ne laissera pas que d'être empreinte d'un certain cachet de monotonie. Ici il semble que toute la vie de la cité soit sur l'eau. Quel que soit le point de la rade sur lequel le regard s'arrête, et je ne cite le fait que pour l'avoir maintes fois expérimenté, rarement on y apercevra moins de dix ou douze vapeurs en marche, grands et petits, beaux et laids, mais appropriés aux usages les plus divers. Les uns, vastes et rapides, sont des omnibus flottans, car New-York, Brooklyn, New-Jersey, Hoboken, toutes les villes en un mot qui bordent la rade, forment une sorte de Venise gigantesque dont les canaux sont des bras de mer. Ces *ferries* (tel est leur nom), qui vous font franchir la rade pour deux sous, portent jusqu'à un millier de personnes, vingt-cinq voitures de toute espèce, davantage même, et bien que l'on en compte vingt-deux lignes distinctes, ils se suivent à moins d'intervalle que nos omnibus du boulevard. D'autres vapeurs sont transformés en citernes, et vont approvisionner d'eau les navires de toutes nations mouillés dans *East-River*, dans l'Hudson, ou dans le bras de mer de l'entrée jusqu'aux Narrows; d'autres vont et viennent sans but défini, offrant à tout le monde leurs services en tout genre; d'autres sont remorqueurs, et s'attellent à un clipper de 3,000 tonneaux, qu'ils conduisent sur la grande route de Chine ou du Pacifique, pour ramener au retour quelque autre navire du dehors. A peine le soleil a-t-il réveillé la rade qu'arrivent à toute vitesse les *steamboats*, ou mieux les cathédrales flottantes qui descendent de Troy, d'Albany, de Boston et des nombreux ports de Long-Island. En même temps les *ferries* se chargent de maraîchers et des mille provisions de la campagne. Les infatigables remorqueurs commencent leur journée en fouillant la rade en tous sens. Plus l'heure avance, plus le panorama devient varié. On entend à New-Jersey le sifflet d'un train de Philadelphie,

et quelques minutes après trois ou quatre vapeurs tout couverts de voyageurs traversent l'Hudson, se rendant à New-York. Là un paquebot transatlantique aux couleurs anglaises, américaines, françaises ou anséatiques, entre et vient majestueusement prendre place le long d'un *wharf*, tandis qu'à côté de lui en autre part, le pont encombré de centaines d'émigrans californiens qu'il conduit à Aspinwall. Ici un monstrueux train de quarante bélandres descend lentement l'Hudson à la remorque de quatre ou cinq vapeurs, et, malgré ses trois cents mètres de long, chemine sans encombre au milieu du dédale des navires: là sont les inépuisables farines qui alimentent l'Europe aux jours de disette, et les riches chargemens de bois du nord dont les États-Unis approvisionnent le monde; sur chaque bélandre est la famille qui a associé son sort à cette paisible navigation depuis les grands lacs de l'intérieur jusqu'aux quais de New-York, le mari au gouvernail, et la femme cousant à côté des enfans qui jouent. Vers le soir, une recrudescence d'animation s'empare de la rade : les grands vapeurs arrivés le matin repartent dans toutes les directions; les *ferries* sont plus chargés que jamais; les remorqueurs semblent ne pouvoir se décider à regagner l'écurie. Seule la nuit vient rendre à ce monde fiévreux un repos au moins comparatif.

On apprécierait mal le tableau que je viens d'esquisser en se bornant à le contempler dans son ensemble. Il faut traverser la rade sur ces *ferries*, il faut remonter l'Hudson sur ces arches inconnues en Europe, pour comprendre jusqu'où peuvent être poussés certains détails de la civilisation matérielle, la seule qui soit en honneur aux États-Unis, car l'Américain ne se fait pas scrupule d'adorer à la fois Dieu et Mammon. J'ai dit que le *ferry* était l'omnibus de la rade, omnibus en ce sens que bêtes et gens, charrettes et voitures, tout y trouve place. Peut-être serait-il plus exact de dire qu'il est le prolongement des deux rues qu'il réunit sur les bords opposés de la baie : au centre du bateau, la voie publique encombrée de voitures; sur les côtés, pour les piétons, des salons tenant lieu de trottoirs. Aux deux débarcadères, la même disposition se retrouve sur des ponts assujettis à l'action de la marée, de manière à toujours se trouver au niveau du pont du *ferry*. On jugera de l'importance et de la perfection de ce service par ce seul fait qu'en 1861 quarante-cinq millions de personnes ont été ainsi transportées, sans autre accident que la mort d'un chauffeur victime de son imprudence. Si je disais avec quelle sûreté de manœuvre ces navires évoluent dans une rade aussi peuplée, avec quelle précision ils pénètrent dans les entonnoirs en pilotis au fond desquels sont les débarcadères, je risquerais de n'être compris que des marins, et je préfère passer des

ferries aux Leviathans de toute espèce qui promènent voyageurs et marchandises sur les lacs et sur les fleuves américains. Pouvoir nourrir et coucher à bord de sept à huit cents personnes, tel est le problème. Nous n'en connaissons la solution que sur nos vaisseaux de ligne, c'est-à-dire avec les simplifications d'une caserne, tandis qu'ici aux nécessités de la vie sont réunis tous les raffinemens du comfortable, du luxe même, en un mot toutes les complications d'un hôtel. Rien n'y manque, restaurant, café, coiffeur, bains, etc. D'interminables rangées de cabines s'étagent sur toute la longueur du bâtiment. De magnifiques salons aux tapis épais, aux boiseries peintes, dorées ou revêtues de glaces, vont également de bout en bout. Trois ou quatre ponts se superposent l'un à l'autre depuis le rez-de-chaussée, que l'on réserve aux marchandises et aux animaux, et au centre, dominant le tout comme le clocher d'une cathédrale, se meut majestueusement le balancier de la machine qui donne à ce monde flottant une vitesse de vingt-cinq kilomètres à l'heure. Parfois le soir on voit passer sur l'eau ces palais illuminés; il semble que ce soit un rêve.

A cette époque, qui eût jugé New-York d'après la rade ne se fût assurément pas figuré que le pays se débattait dans une crise dont l'issue reculait de jour en jour. A peine de temps à autre voyait-on entrer un vapeur chargé de prisonniers ou de blessés venant du sud de la côte. L'Ile du Gouverneur, où s'exerçaient incessamment les troupes en attendant le départ pour l'armée, rappelait seule que l'on était en guerre. Pour se faire une idée des souffrances matérielles du pays, il fallait aller au théâtre même des opérations, dans ces campagnes où l'évaluation des valeurs anéanties, tant en sucre, en coton, qu'en biens de tout genre, montait déja à près de 400 millions de francs. New-York pourtant ne devait pas tarder à ressentir le contre-coup de ces désastres multipliés. Ainsi l'Angleterre, qui tient de beaucoup le premier rang dans son commerce maritime, l'Angleterre, qui en 1860 avait envoyé aux États-Unis pour près de 550 millions de marchandises, n'y avait plus exporté en 1861 que pour 225 millions. Il en était de même, sur une échelle moindre, pour les autres nations. Jusque-là, grâce à une recrudescence momentanée dans le commerce des farines, et grâce surtout aux énormes dépenses de la guerre, qui, pour la plupart, aboutissaient plus ou moins à New-York, la ville avait relativement peu souffert; mais tout va vite aux États-Unis, et la situation a promptement changé. La métropole américaine est aujourd'hui revenue des dangereuses illusions dont on l'avait trop longtemps bercée: elle sait qu'elle va sentir véritablement le poids de la guerre, et elle sait aussi que de son attitude dépendra en grande partie celle du pays. J'ai la

ferme confiance qu'elle sortira de cette épreuve vaillamment et à son honneur, quelle qu'en soit la durée; mais il serait puéril de se dissimuler que la lutte sera nécessairement longue, si l'on veut obtenir un résultat sérieux, et je ne sais s'il n'est pas mieux qu'il en soit ainsi, même dans l'intérêt des États-Unis. De ce rude enseignement de l'adversité ils emporteront ce qui leur a manqué jusqu'ici, l'homogénéité. De la guerre civile, par une de ces contradictions apparentes où l'on reconnaît le doigt de Dieu, ils feront sortir, vivace et profond, l'esprit de nationalité dont ils n'avaient auparavant qu'une notion imparfaite et confuse, et ils auront eu la gloire d'accomplir cette révolution en assurant à tout jamais sur leur vaste continent le triomphe de la dignité humaine.

Je n'ignore pas que la question de l'esclavage n'était, au début de la crise, qu'une des causes de la scission : si depuis elle a acquis une importance assez capitale pour rejeter toutes les autres au second plan, peut-être est-ce à la netteté, à l'unanimité avec laquelle s'est prononcée à cet égard l'opinion publique en Europe, qu'il faut l'attribuer: mais tout doit être oublié ici devant le résultat à obtenir. Quand on a reconnu une idée pour vraie, quand on la sent telle instinctivement, il faut s'y retrancher comme dans une forteresse, sans laisser prévaloir aucun des sophismes que les adversaires de cette idée ne manqueront pas d'entasser contre elle. C'est ainsi qu'il faut envisager désormais la crise américaine. Peu importe son origine. Aujourd'hui la question de l'esclavage la domine, et cela même en dépit des allégations contraires du président Lincoln; c'en est assez pour supprimer toute incertitude sur la cause qui doit fixer nos sympathies, et pour nous faire envisager avec confiance la solution que l'avenir tient en réserve. Sans prétendre établir de comparaison entre les états du sud et nos possessions lilliputiennes de la Guadeloupe et de la Martinique, on peut dire que jamais transition ne fut plus brusque que ne le fut celle de l'état d'esclavage à l'état de liberté dans ces deux îles en 1848 : oubli des ménagemens les plus essentiels, des précautions les plus élémentaires, il semblait que l'on eût à plaisir multiplié les difficultés, et pourtant aujourd'hui non-seulement la plaie est fermée, mais, malgré leurs plaintes, ces petites colonies sont en progrès très réel. Pourquoi, sur une plus grande échelle, n'en serait-il pas de même pour les états du sud, à cette différence près, tout à leur avantage, que nous avons eu recours aux élémens artificiels d'une émigration organisée, tandis que le salut naîtra probablement chez eux d'une émigration libre, au moyen de laquelle la petite propriété pourra se substituer en partie à la grande dans la culture du coton (1)? Il est peu d'erreurs plus

(1) La culture du coton se prête beaucoup plus à la petite propriété qu'on ne le croit

répandues que celle d'opposer, aux États-Unis, les intérêts agricoles du sud aux intérêts manufacturiers du nord. La vérité est que le nord réunit ces deux sources de richesse, alors que le sud n'en a qu'une, et c'est avec un véritable étonnement que l'étude du recensement de 1850, le dernier qui ait été complétement publié, m'a montré combien les produits purement agricoles du nord l'emportaient sur ceux du sud. Qu'on me pardonne quelques chiffres, ils sont instructifs. Les Américains distinguent deux classes de produits agricoles, suivant qu'on les évalue au poids ou par mesures de capacité. Eh bien! dans la deuxième classe, représentée principalement par les céréales et les légumes, la production annuelle du nord s'élève à plus de 1 milliard 864 millions de francs, tandis que celle du sud ne va qu'à 1 milliard 626 millions. La première classe est plus intéressante, car on y trouve le coton, le sucre, le riz, le tabac, le foin, le chanvre, la laine, etc. Là encore, le nord, par une production de 1 milliard 136 millions, l'emporte sur les 822 millions du sud. Détail curieux : en foin seulement, les états libres offrent une récolte de 753 millions, supérieure de 19 millions à l'ensemble des récoltes de coton, de tabac, de riz, de sucre et de foin des états à esclaves. Enfin, dans l'estimation des fermes, ustensiles de travail et animaux domestiques, le nord l'emporte encore : 13 milliards 655 millions contre 7 milliards 908 millions. Le rapport reste dans le même sens, 21 milliards 741 millions contre 15 milliards 561 millions, si l'on envisage les propriétés non plus seulement agricoles, mais de tout genre, y compris les esclaves, pour les états du sud.

On voit que le nord est assez riche pour ne pas marchander les concessions et pour sortir de la voie étroite du protectionisme industriel et commercial le jour où l'épuisement forcera les deux partis à suspendre la lutte. Dieu veuille que ce jour luise bientôt, où la grande nation américaine, plus forte, plus sage et mûrie par l'adversité, reprendra le cours de son libre développement! Peut-être, dans les pages qu'on vient de lire, me suis-je parfois laissé aller à traiter sous une forme légère des sujets sur lesquels nos alliés d'outre-mer n'aiment pas la raillerie. J'aurais pu dépasser cette limite, car la société américaine, comme toute chose ici-bas, a non-seulement ses ridicules, mais ses défauts, et je n'entends en rien me constituer son panégyriste. C'est un emploi qu'elle a souvent le tort de remplir mieux que personne; aussi est-il bon qu'elle sache combien, grâce à l'excessive bonne opinion qu'elle a conçue de sa supériorité en toutes choses, l'étranger est choqué des travers auxquels elle se complaît. D'ailleurs ces travers frappent plus vivement sur les

généralement. Un ouvrage fort intéressant à ce sujet est celui qu'a publié M. Frederick Law Olmsted sous le titre de *Cotton Kingdom* ou *Royaume du Coton*.

lieux qu'ils ne le font plus tard, alors qu'au retour on envisage d'un coup d'œil plus rassis l'ensemble de ce monde si différent du nôtre. L'éloignement lui est favorable. Tant que l'on vit dans ce milieu, la nature particulière des défauts qui lui sont propres transforme en quelque sorte l'observateur en sensitive, et cela le plus souvent au-delà de la mesure qui serait raisonnable. A distance au contraire, les imperfections secondaires disparaissent, et les grandes lignes seules ressortent dans le tableau. On comprend que les défauts de cette société sont une conséquence naturelle de l'isolement dans lequel elle a forcément vécu, et de l'absence des traditions qui font partie du patrimoine d'un peuple européen. De près, au sein de ce désordre passé à l'état chronique, à la vue de troubles qui seraient critiques s'ils n'étaient permanens, et qui constitueraient en France un danger sérieux, on hésite à croire que ce soit la liberté que l'on a rêvée; de loin, on se demande quel précieux et magique talisman est cette liberté qui permet à un peuple de vivre dans de pareilles conditions et d'y grandir. C'est là le principe qui rend les enfans de Washington respectables jusque dans leurs erreurs. Nul ne les admire plus que moi, nul ne leur est plus sympathique, nul ne forme de vœux plus sincères pour l'heureuse issue de la lutte où ils sont engagés. En essayant de retracer la physionomie de New-York pendant cette lutte, j'ai dû indiquer ce qui m'avait frappé en bien comme en mal; mais jamais ma pensée n'a fait remonter l'origine des vices que je signalais jusqu'à la liberté, dont les États-Unis sont le plus glorieux sanctuaire, et j'ajouterai que nous, qui avons vu les tristes épreuves de 1848, nous avons moins que personne le droit de nous montrer sévères pour un peuple sur lequel s'est abattu le fléau de la guerre civile.

Nous n'avons jeté aujourd'hui sur la grande ville qui résume la civilisation américaine qu'un coup d'œil général; pour la bien connaître, il faut interroger son régime, analyser son admirable système d'instruction primaire et secondaire, exposer les inépuisables ressources de sa charité, et tant d'autres institutions auxquelles elle doit sa puissante vitalité. Cette seconde étude nous montrera New-York sous son plus beau jour. Présenter sans parti-pris les choses telles que nous les avons vues, continuer à étudier les Américains plutôt que la question américaine, tel sera notre but. Notre titre est d'avoir vu, et notre seule prétention, celle d'être vrai.

E. DU HAILLY.

LA RÉVOLUTION

ET

LA RÉPUBLIQUE DE 1848

II.

LA RÉPUBLIQUE.

1. *Histoire de la République de 1848*, par M. Garnier-Pagès; 6 vol. in-8°. — II. *Histoire de la Révolution de 1848*, par Daniel Stern; 2 vol. in-12.

Lorsqu'une crise politique est le résultat prévu de griefs séculaires ou la conséquence d'une grande lutte intellectuelle, les perturbations révolutionnaires, si douloureuses qu'elles puissent être, ne sont pas sans compensation, car le sang qu'elles font répandre ne coule pas en vain dans la mystérieuse économie de ce monde, où toute naissance est précédée d'une douleur; mais cette fécondité sanglante est refusée aux catastrophes accidentelles sorties ou de l'imprévoyance des pouvoirs ou de la faiblesse des mœurs publiques. Ces coups de foudre-là ne rassérènent pas le ciel, car ils inspirent aux vainqueurs autant d'étonnement et presque autant d'effroi qu'aux vaincus; ils laissent les questions vitales à peu près au même point, avec la lassitude et le découragement de plus.

Qu'un pays prospère et libre, régi depuis trente ans par ses premiers citoyens, voie ses mandataires déserter la défense de ses institutions attaquées par quelques émeutiers; qu'abandonné par ses chefs naturels pourvus de mille moyens pour les défendre, ce pays ne fasse pas le plus léger effort afin de conserver ses lois fondamentales; qu'il livre sa fortune au hasard des expériences, s'abandon-

nant sans réserve aux hommes dont les passions ou les rêves ont concouru à creuser l'abîme au fond duquel il s'engloutit, c'est assurément l'un des plus tristes spectacles qu'il soit donné de contempler. Et quand, après trois années d'agitations qui ont bouleversé l'Europe, livré à l'insurrection la plupart de ses capitales, mis en mouvement des nations et des armées, renversé des gouvernemens réputés indestructibles, l'on voit ces vieux gouvernemens reprendre bientôt après tout le terrain qu'ils avaient perdu; lorsque les encouragemens donnés à l'Italie ont abouti au désastre de Novare, les soulèvemens de la Hongrie à l'intervention russe, les poursuites fébriles de l'Allemagne vers l'unité à la restauration de la diète de Francfort; quand en France la république a engendré la dictature, dont les empressemens de l'opinion ont presque toujours dépassé les exigences, l'on a bien acquis le droit de déclarer la révolution de février aussi stérile pour l'Europe que pour la France, qui l'a subie sans la soupçonner et sans la vouloir. Est-ce à dire cependant qu'il n'y ait aucun profit à interroger ces événemens bizarres et confus, à chercher quelque enseignement dans ce tumultueux spectacle? Nous ne le croyons pas. Quiconque veut connaître dans ses intimes profondeurs l'état moral de notre pays trouvera dans ces jours de crise un inépuisable sujet de méditation. Ne reculons donc pas devant une tâche utile, quoique pénible, et puisque de récens écrits ramènent notre attention vers 1848, demandons aux événemens de février non ce qu'ils ont produit, mais ce qu'ils nous apprennent; achevons de juger la révolution en jugeant la république (1).

I.

En aucun temps, les ambitions de notre pays ne descendirent à un niveau plus modeste qu'au lendemain du jour où il eut reçu de l'Hôtel de Ville de Paris ses décrets, ses bulletins et ses étranges commissaires. Garder sa tête sur ses épaules et sa bourse dans sa poche, n'être ni emprisonné, ni incendié, ni volé, tel fut le seul souci de la nation qui venait de goûter les nobles jouissances d'un gouvernement libre. Ce fut à peu près là le seul service qu'elle attendit des hommes placés à sa tête par le cours des événemens, service pour lequel on leur engageait à l'avance une soumission empressée et une admiration enthousiaste. La France de Louis XIV, de Mirabeau et de Napoléon n'a jamais prodigué pour aucune des glorieuses luttes intellectuelles ou militaires qui ont fondé ou agrandi sa renommée des applaudissemens aussi chaleureux que ceux par lesquels la France de 1848 encouragea les périlleux dialogues de M. de La-

(1) Voyez la première partie de cette étude, *la Révolution*, dans la *Revue* du 15 septembre.

martine avec la foule et ses adjurations quotidiennes à la tempête.

Ce dramatique duel d'un homme contre un élément prit fin au 24 avril, lorsque l'assemblée constituante fut enfin sortie de l'urne électorale. A partir de ce jour, il est impossible de signaler dans la marche du gouvernement provisoire ou dans celle de la commission exécutive, qui succéda à celui-ci, une idée tant soit peu féconde, une tentative qui n'ait pas abouti à un prochain avortement, soit au dedans, soit au dehors. Le pays ne pénétra pourtant pas aussi vite qu'il aurait été naturel de le croire le vide de la phraséologie dans laquelle s'enveloppait presque toujours la pensée de ce pouvoir timide et irrésolu, sitôt qu'il ne s'agissait plus de combattre face à face la tyrannie de la *vile multitude*.

Le premier besoin des hommes demeurés au-dessous de leurs devoirs dans les circonstances décisives, c'est de couvrir par d'éclatantes formules l'égoïsme de leurs calculs. Ainsi en agit la bourgeoisie parisienne après qu'elle eut vu sortir la république de l'œuf dans lequel elle croyait avoir couvé la réforme. L'on fit de prodigieux efforts d'esprit afin de donner un sens moins alarmant à l'événement dont on était si tristement responsable, et de trouver une sorte d'interprétation philosophique pour la terrible révolution qui avait trompé les plus habiles et constaté l'impuissance des plus illustres. En adoptant en vingt-quatre heures la république, il était naturel que l'on souhaitât devenir républicain et que l'on cherchât les meilleures raisons pour s'expliquer à soi-même un pareil changement. Aussi poussa-t-on la bonne volonté jusqu'à croire que ce régime possédait peut-être après tout un secret ignoré pour réconcilier les pauvres avec les riches, le capital avec la main-d'œuvre, les ouvriers avec les patrons, le profit commercial avec le bon marché, pour accomplir enfin pacifiquement en Europe des miracles de transformation dont aucune monarchie n'aurait conçu la pensée. L'on semblait si reconnaissant au gouvernement qui portait un nom sinistre de ce qu'il ne vous envoyait pas en charrette à la place de la Révolution, l'on était si étonné de causer librement et de dîner encore à ses heures, lorsque le rappel ne contraignait pas à les changer, qu'on avait commencé, sur la parole de M. de Lamartine, et même parfois sur les promesses de M. Louis Blanc, par prendre la république pour une panacée qui extirperait probablement un jour l'antagonisme des peuples, des classes et des intérêts, et à laquelle la Providence, qui se joue de notre sagesse, avait réservé la mission de faire disparaître la plupart des maux réputés, jusqu'au 24 février 1848, inséparables de la condition humaine.

Plus les hommes sont honnêtes, plus ils mettent de prix à chercher pour leur conduite, lorsque celle-ci peut passer pour inspirée par la passion, des motifs spécieux. Cela ne fut jamais plus mani-

feste qu'après les journées de février. Des cœurs généreux, hostiles à la monarchie de 1830 et qui avaient embrassé la révolution de 1848 comme une vengeance, se sentaient portés à découvrir dans la république autant de qualités que le gouvernement antérieur avait à leurs yeux de défauts. Ils ne furent donc pas sans se griser un peu des espérances dorées que toutes les pythies démocratiques jetaient alors comme des oracles à la multitude haletante de besoins et de désirs. Le parti légitimiste, qui avait eu sur les hommes de 1848 l'initiative du suffrage universel, parut s'attacher avec ardeur à ce nouveau mode de consulter la nation. Il entrevit dans la république soit une étape vers le rétablissement de l'ordre social sur ses bases véritables, soit du moins un état de choses dans lequel la prépondérance numérique des populations rurales, substituée à l'influence électorale de la bourgeoisie censitaire, rendrait à la propriété terrienne une part considérable d'action et d'influence. Enivré de la faveur que lui assurait alors la doctrine de la séparation de l'église et de l'état, adoptée avec une sorte d'opportunité providentielle, le clergé ouvrit son cœur à des discours où retentissaient à chaque phrase le nom de Dieu et celui des pauvres, et l'eau sainte fut prodiguée dans tous les carrefours à l'arbre que la génération précédente avait vu croître les racines dans le sang. Des catholiques ne considérèrent pas comme impossible que l'esprit de charité reçût au XIXe siècle, sous l'impulsion de doctrines économiques nouvelles, des inspirations qui avaient pu manquer en d'autres temps à François d'Assise et à Vincent de Paul; plusieurs allèrent jusqu'à penser que la science inspirée par l'égalité démocratique pourrait bien élever dans l'échelle sociale les classes déshéritées à un niveau de bien-être matériel et de dignité morale peut-être incompatible avec la pratique de l'aumône. Ces diverses aspirations concilièrent dès l'origine au gouvernement nouveau les sympathies de quelques nobles cœurs qui continuèrent à écrire le roman de la république en face de sa prosaïque histoire. *L'Ère nouvelle*, fondée par le père Lacordaire, paraissait encore à Paris lorsque M. Louis Blanc, déjà proscrit et poursuivi pour les événemens du 15 mai et du 24 juin, était obligé de publier à Londres ce *Nouveau Monde* devant lequel l'ancien refusait obstinément de disparaître.

Il fallait toutefois être doué d'une nature singulièrement confiante pour attendre quelque résultat sérieux de théories plus vides encore que hautaines, auxquelles les ouvriers ne faisaient pas meilleur accueil que les patrons. L'égalité des salaires, dogme fondamental de M. Louis Blanc, révolta bien plus encore l'équité naturelle des travailleurs que la perspective d'une expropriation provoquée par la puissance publique ne souleva l'indignation des capitalistes. Aussi, dans la longue histoire des aberrations humaines, n'y a-t-il

rien à mettre en parallèle avec la stérile application des théories développées au Luxembourg, si ce n'est peut-être celle des doctrines icariennes, envoyant leurs adeptes mourir de faim dans les hôpitaux de la Nouvelle-Orléans. Enfin, pour en finir avec ces pauvretés peu redoutables, quoique l'effroi qu'elles inspiraient alors ait abrité bien des apostasies, il faut placer au même rang l'école fouriériste, réclamant de l'assemblée nationale, au milieu d'un fou rire universel, quatre séances pour développer ses voies et moyens, et la fameuse banque d'échange de M. Proudhon, à laquelle était réservé l'honneur peu mérité de périr transpercée par la main de M. Thiers.

Quoi qu'il en soit, l'immense bouleversement apporté dans les esprits et dans les intérêts par la chute du régime constitutionnel, l'impossibilité où se sentait l'ancien parti conservateur de se relever d'une catastrophe que la nation pouvait à trop bon droit imputer à son imprévoyance et à sa faiblesse, l'ardeur que mettaient les opinions hostiles au gouvernement déchu pour constituer un pouvoir auquel la suppression du serment politique les autorisait à apporter leur concours, ces perspectives obscures au fond desquelles se révélaient des cieux nouveaux et de formidables écueils, tout ce qui agit enfin avec le plus de puissance sur l'imagination des hommes se réunit au mois d'avril 1848 pour donner aux élections générales une majorité accidentelle, mais incontestable, à la république. Si antipathique qu'il fût à la masse de la nation, le nouveau gouvernement obtint en effet cette majorité du sacrifice que firent tous les honnêtes gens des prétentions, des idées et des souvenirs incompatibles avec les faits accomplis, et d'un esprit de transaction qui n'était plus malheureusement appelé à se révéler. De là le succès électoral d'un grand nombre de républicains de la veille, sans autres racines dans les localités que le patronage d'un pouvoir qu'on avait pris la résolution de soutenir dans sa lutte courageuse contre l'anarchie: de là surtout l'importance passagère prise au sein de la constituante par les hommes du *National*, parfaitement ignorés de la France, et que le premier mouvement du pays fut de répudier sitôt que les esprits se trouvèrent replacés sur leur pente naturelle.

L'inspiration à laquelle obéit la France lors des élections de la constituante de 1848 est l'une des plus honnêtes qu'il y ait à signaler dans le cours de son histoire. Ce fut la première fois que les partis placèrent l'intérêt public au-dessus de leur propre satisfaction, et qu'ils se montrèrent sans illusion sur leur véritable puissance. Ne pouvant être républicain ni d'instinct ni de goût, le pays s'efforça un moment de le devenir par raison, car aucune royauté n'était possible en présence de la division des opinions monarchiques, et le coup de tonnerre de février semblait d'ailleurs retentir encore comme un arrêt de la destinée. Si la grave disposition d'es-

prit dans laquelle le peuple tout entier s'approcha du scrutin au 24 avril avait survécu à des circonstances toutes passagères, cette disposition, fortifiée par l'expérience, aurait à coup sûr exercé sur les destinées politiques et sur le génie même de la nation une très heureuse influence. Un grand peuple immolant ses répugnances à ses devoirs et reprenant tout à coup la direction de ses propres affaires pour se dévouer à cette gestion laborieuse, le *self government* se substituant par un acte réfléchi de virilité politique à cette centralisation administrative dont les racines se perdent dans les profondeurs de notre histoire, c'eût été là un spectacle d'une grandeur originale: et lorsqu'en remontant vers ces jours tumultueux, que devaient suivre des jours si ternes, l'on place par la pensée une pareille perspective en regard des événemens accomplis, il n'est pas un cœur généreux qui ne regrette de l'avoir vue s'évanouir en quelques mois. Une telle épreuve valait la peine d'être poussée jusqu'au bout; mais il n'y avait guère d'illusions à entretenir sur l'issue définitive, la nation répugnant profondément à l'expérience à laquelle les hommes politiques se prêtaient alors pour leur compte avec un incontestable bon vouloir. Quoique nul ne soupçonnât encore le scrutin révélateur du 10 décembre, l'on pouvait déjà pressentir que l'obstacle permanent à la république serait le suffrage universel, élevé par ses inventeurs avec une dogmatique infatuation à la hauteur d'un droit naturel et sacré.

Derrière les masses ouvrières, qui, depuis le 24 février, pouvaient se croire le même droit à gouverner la France que la plèbe romaine à régir l'univers vaincu, se tenaient dans une attitude d'observation narquoise ces vingt millions de travailleurs ruraux qui, le fer à la main, fécondent le sol de la patrie ou en défendent les frontières, et dont il fallait bien finir par demander l'avis, si contrariés qu'en pussent être les agitateurs de la place de Grève. Pour les fils de Jacques Bonhomme qui ont passé leur vie durant une longue suite de générations ou à courir sus aux ennemis des rois ou à brûler les manoirs des seigneurs, pour les populations élevées sous le chaume ou sous la tente, dont l'existence se compose de privations rigoureuses et la poésie de souvenirs militaires, il n'y a pas de milieu entre l'anarchie et la forte discipline maintenue par la prépondérance du pouvoir. Il n'aurait donc pas fallu une bien grande dose de sagacité pour deviner qu'elles ne prêteraient jamais au jeu régulier des institutions républicaines ce concours quasi quotidien que celles-ci rencontrent aux États-Unis, et qui en est la condition nécessaire. L'on aurait pu déjà pressentir que, selon la prédominance exercée sur elles par leurs bons ou par leurs mauvais instincts, ces masses demeureraient ballottées entre leurs aspirations monarchiques et les tendances socialistes.

Si, par une dernière déférence pour leurs maires, leurs curés et pour les propriétaires, les paysans consentirent aux élections générales à recevoir des bulletins de liste contenant trop de noms inconnus pour qu'ils pussent même les débattre, il était à présumer qu'ils voudraient prendre leur revanche, lorsque la question leur serait posée d'une manière plus simple, et qu'ils ne tarderaient pas ou à s'abstenir des élections ou à y exercer à leur guise cette sorte de droit divin qu'on venait de proclamer à leur usage. L'on put déjà s'en assurer aux élections partielles, puisque le chiffre des votans, qui, relativement à celui des inscrits, avait été au 24 avril 1848 de 83 pour 100, ne tarda pas à descendre au-dessous de 60. Malgré les adhésions que lui envoyaient à l'envi toutes les professions libérales, le gouvernement provisoire avait fort bien compris que le vrai péril gisait là, et que le suffrage universel pourrait bien devenir pour la république plus redoutable que l'insurrection; mais ce qu'il ne parut pas soupçonner, c'est qu'une telle plaie était le résultat de l'organisme national, et que personne n'était moins propre à la guérir que les commis voyageurs en radicalisme qui prirent à forfait de M. Ledru-Rollin l'entreprise de républicaniser le pays. En acclamant le 4 mai 1848 la république sur le péristyle de son palais, l'assemblée constituante exprima donc un sentiment alors très sincère pour l'immense majorité de ses membres; mais cette adhésion ne modifia pas la nature des choses et ne laissa pas la nation moins perplexe et moins incertaine de son avenir. Si les départemens répétèrent les bruyantes acclamations de leurs mandataires, ce fut à la manière des poltrons, qui crient pour chasser la peur.

L'école républicaine, sous la pression que leurs antécédens politiques exerçaient sur la plupart de ses chefs, semblait d'ailleurs prendre à tâche de faire repentir le pays de son mariage de raison en touchant à tout et en voulant bouleverser les plus modestes existences au gré de ses théories. Le gouvernement provisoire avait à peine proclamé le droit au travail, ouvert les ateliers nationaux et les séances du Luxembourg, qu'il abolissait le marchandage et fixait le maximum des heures de travail pour Paris et pour les départemens (1), fixation qui semblait impliquer le droit et la pensée de réglementer le prix même de la main-d'œuvre, selon la tradition conventionnelle. A la noblesse, les dictateurs de l'Hôtel de Ville retiraient la faculté de porter les titres dont la propriété se trouvait consacrée par une longue transmission; à la bourgeoisie tremblante, ils annonçaient chaque matin le remaniement de l'impôt, le rachat des chemins de fer et des actions industrielles; à la magistrature, le ministre de la justice enlevait l'inamovibilité, déclarée incompa-

(1) Décret du 8 mars 1848.

tible avec l'existence du gouvernement républicain. L'on décapitait l'armée de son état-major au lendemain même de la journée du 16 avril (1), où l'épée de l'un de ses généraux venait de concourir si efficacement à sauver le gouvernement provisoire des entreprises de la démagogie. La classe nombreuse qui avait confié ses épargnes à l'état recevait en échange, malgré la teneur d'un contrat sacré, des rentes au cours du jour, perdant ainsi plus de 40 pour 100 sur son capital (2). Enfin, si les financiers de la république commettaient la faute irréparable, au point de vue des intérêts du trésor, de prononcer, à la veille de la réunion de la représentation nationale, la suppression de l'impôt des boissons et de promettre celle de l'impôt du sel, ils perdaient le bénéfice de ces déplorables concessions en frappant de l'impôt, d'ailleurs fort rationnel, des 45 centimes cette population rurale déjà ruinée par l'avilissement de tous les prix, et dont les antipathies contre la république se trouvaient ainsi légitimées par ses propres souffrances.

Tous les gouvernemens doivent aux conjonctures fugitives qui président à leur formation une heure de faveur que la suite des temps ne ramène plus. Les élections du 24 avril marquèrent ce moment-là pour la seconde république française, et la constituante fut sa chambre introuvable. Malheureusement pour la république, l'assemblée qui venait donner à ce pouvoir une adhésion si précieuse était antipathique à la masse du parti républicain, et représentait une idée que celui-ci ne comprenait même pas. Fonder le régime nouveau sur l'accord de toutes les forces morales et de toutes les influences légitimes, une pareille perspective était beaucoup plus odieuse encore que le régime de 1830 aux orateurs de clubs et aux anciens détenus politiques, qui constituaient alors en France l'armée de la république. Il ne demeurait en dehors de celle-ci que quelques hommes isolés, qui comprenaient assez bien l'avantage des transactions depuis qu'ils s'étaient emparés, comme par droit de conquête, de toutes les fonctions publiques. Ces hommes-là écrivaient bien, ne parlaient pas mal, mais ne pouvaient, nonobstant leurs efforts, ni croître ni multiplier.

Malgré le sacrifice qu'elle n'hésitait point à faire de ses affections à ses devoirs, la constituante allait donc rencontrer ses principales, pour ne pas dire ses seules difficultés dans le sein de l'opinion républicaine, que sa mission était pourtant d'élever au gouvernement de la société. Jamais assemblée ne se vit en effet plus près de disparaître sous les coups des fanatiques dont elle venait d'encenser

(1) Décret abolissant la loi du 4 avril 1839, et mettant à la retraite soixante-quinze officiers-généraux.

(2) Décret du gouvernement provisoire du 29 mars.

l'idole. Au 15 mai, elle ne triompha de la conspiration des clubs que par le dévouement de quelques bataillons de gardes nationaux, qui reçurent de leur patriotisme la mission que la commission exécutive éperdue se montrait incapable de leur donner. Pour demeurer maîtresse d'un terrain qui se dérobait sous ses pas, l'assemblée constituante fut conduite au 24 juin à livrer bataille à quatre-vingt mille malheureux à qui les journées de février avaient ôté leur pain quotidien, et que l'Hôtel de Ville avait estimé politique de nourrir au Champ-de-Mars, afin de n'avoir pas à les combattre à la place de Grève : lutte lamentable que rendait plus douloureuse encore l'exaspération trop naturelle d'hommes trompés par la proclamation du droit au nom duquel ils réclamaient avec une fureur aveugle, mais sincère, l'accomplissement d'un contrat sanctionné par un décret trop mémorable!

La constituante était placée sous le coup d'une extrémité redoutable, mais nécessaire. Cette assemblée ne revêtit en effet le caractère d'un véritable pouvoir politique qu'à partir du jour où, au bruit de la canonnade, elle eut décidé la dissolution immédiate des ateliers nationaux, vendant courageusement le champ où campait encore Annibal (1). Après qu'une bataille de trois jours eut décidé la question posée entre la civilisation et la barbarie, l'assemblée put enfin commencer cette carrière agitée qu'on pourrait diviser en deux parties. Durant la première, elle travailla, sous la protection de l'état de siége, à constituer la république; la seconde fut consacrée, sous l'émotion produite par le vote du 10 décembre, à lutter contre toutes les conséquences du principe électoral qu'elle avait proclamé et de la constitution qu'elle avait faite.

II.

Afin de se rendre compte de l'indifférence avec laquelle les populations suivirent les débats de leurs représentans sur les lois fondamentales du gouvernement nouveau, et pour comprendre dans sa portée véritable la réponse que fit le pays à la république, venant lui demander bientôt après son premier chef électif, il faut se reporter à ces jours d'épouvante où les maux du présent semblaient décuplés par les appréhensions de l'avenir. Quel effet ne devaient pas avoir sur les populations rurales, atteintes depuis plusieurs mois aux sources de leur existence, ces scènes de carnage qui leur apparaissaient comme les conséquences de la révolution consommée! Y a-t-il à s'étonner de l'effroi qui saisissait les âmes lorsqu'au 15 mai un échappé de Charenton jetait aux échos d'un chœur infernal la proposition

(1) Discussion sur le rapport de M. de Falloux (21 juin 1848).

de lever un milliard sur les riches, et qu'un échappé de la Force prononçait de par le peuple de Paris la dissolution de la représentation nationale? Quel sentiment de colère et de haine ne durent pas rapporter au fond de leurs pacifiques provinces ces milliers de gardes nationaux accourus à Paris pour étouffer enfin à sa source l'anarchie qui menaçait de dévorer les dernières ressources de la France, lorsqu'ils trouvèrent la grande cité bouleversée par les barricades et par la mitraille, inondée du sang d'un saint pontife et de dix généraux! Quoi d'étonnant que dans la conscience des masses, incapables de s'associer aux calculs et aux sacrifices des hommes parlementaires, la seconde république ait succombé sous le baptême que lui imposait alors la fatalité des circonstances? Les événemens ont des dates morales souvent fort antérieures au temps où ils s'accomplissent. Si l'empire, à proprement parler, est sorti du coup d'état de 1851, il était fait dès le scrutin du 10 décembre, et ce scrutin lui-même avait été décidé aux fatales journées de juin, encore que le peuple n'eût pas arrêté le nom sous lequel s'exprimerait bientôt après son irrésistible pensée.

Ce n'était pas seulement par la lecture des journaux et des proclamations de toute sorte que les populations provinciales étaient initiées à ces détails lugubres. Les doctrines économiques qui prévalaient à Paris depuis février avaient eu dans tous les ateliers leur contre-coup nécessaire. L'on ne comptait guère de départemens où elles n'eussent engendré entre les patrons et les ouvriers, entre le capital et le prolétariat, pour employer les termes alors consacrés, ou des difficultés insolubles ou des collisions désastreuses. A Rouen, un commissaire de la république, donnant au décret du 3 mars ses conséquences naturelles, avait administrativement fixé le taux des salaires, et, une perturbation profonde ayant été l'effet immédiat d'un pareil acte, les travailleurs en étaient venus aux mains avec la garde nationale. Lyon allait avoir à traverser une épreuve plus sanglante encore: Limoges fut plusieurs jours au pouvoir de l'insurrection; Elbeuf, Bourg, Béziers, Guéret, Nîmes, Rodez, eurent à défendre par les armes des droits violemment contestés au nom de doctrines que ménageait parfois l'assemblée constituante elle-même, tant le trouble des intelligences était grand et le découragement des cœurs universel!

Aucune perspective ni féconde ni glorieuse ne venait d'ailleurs relever les âmes de l'accablement où les avaient jetées ces scènes cruelles, car, durant la première période de la constituante, l'état de siége était la seule réalité qu'eût encore enfantée la république. Tous les trônes, il est vrai, avaient un moment tremblé sous le tonnerre de février, et s'il y eût eu une virtualité véritable dans l'idée républicaine, c'en était fait assurément alors du système monarchi-

que en Europe. La capitale de l'Autriche avait échappé en trois jours à la main du vieux ministre dont l'habileté retarda quarante ans une crise qui l'étonna moins que personne. Berlin avait répondu par une insurrection victorieuse au soulèvement de l'Allemagne en quête de son unité, et le roi de Prusse, humilié dans son orgueil, déçu dans tous ses rêves, ne conservait plus d'autre espérance que celle de faire profiter son abaissement aux intérêts d'une ambition cauteleuse. Venise et Milan venaient, par un effort héroïque, mais fugitif, de briser leurs entraves; toute l'Italie se croyait libre, et le mois de mars n'était pas achevé que la face du monde paraissait renouvelée au souffle ardent qu'avait exhalé la jeune république française. Ces apparences étaient cependant bien mensongères, car six mois après la situation se présentait sous un aspect tout différent, et la France, qui avait offert, sans réussir à les faire accepter, ses secours aux peuples enivrés de leurs premiers succès, dut subir, sous le coup de ses embarras, l'humiliante extrémité de retirer sa parole et de refuser son concours, lorsque celui-ci fut devenu manifestement indispensable aux divers gouvernemens constitués à l'ombre du sien. Au mois d'août 1848, la crise révolutionnaire durait sans doute encore en Europe; mais déjà l'issue n'en était plus douteuse pour les esprits doués de quelque sagacité. Si l'empire autrichien était ébranlé par les coups que lui portait la Hongrie et par la lutte engagée entre les six races distinctes qui cohabitent sur son territoire, si le parlement allemand continuait à Francfort son œuvre de nébuleuse archéologie, et si l'Allemagne voulait faire payer au Danemark les frais de ses propres déceptions, enfin si la couronne impériale commençait à inspirer au roi de Prusse beaucoup plus d'effroi que de convoitise, la puissance d'une forte discipline sous un vieux général dévoué avait déjà rendu à l'Autriche la domination de l'Italie. En présence d'un désastre prochain, Venise avait pensé qu'elle s'était acquis assez de gloire pour y trouver le droit de confesser ses illusions. Dès les premiers jours d'août, elle adressait à la France d'ardentes supplications, auxquelles Charles-Albert, éclairé par les vicissitudes de la guerre et les ingratitudes de la démagogie, venait bientôt après joindre les siennes. L'Italie unanime demandait à la république, dont l'avénement avait mis à tous les peuples les armes à la main, de ne pas lui retirer la garantie de ses promesses, et de demeurer, pour la sécurité comme pour l'honneur de la France, fidèle au manifeste de M. de Lamartine, programme que s'était approprié l'assemblée constituante en formulant, comme base d'un système extérieur, « la délivrance de l'Italie, l'affranchissement de la Pologne et la conclusion d'un pacte fraternel avec l'Allemagne. »

Mais les grands périls rendent égoïste, et la France, qui sortait à peine de la lutte gigantesque engagée à Paris contre l'anarchie,

tendait à se désintéresser du sort du monde pour ne s'occuper que du sien. Afin de demeurer plus assurée de contenir des ennemis vaincus sans être domptés, elle inclinait à conserver l'entière disponibilité de ses forces à l'intérieur, et ne se posait pas même, dans le désarroi de ses pensées, la question de savoir si une guerre entreprise avec les chances d'un succès alors presque certain n'aurait pas été un dérivatif puissant pour les passions qui menaçaient sa propre sécurité. Le gouvernement militaire sorti de la bataille de juin, et dont le chef était moins soucieux de rendre la nation glorieuse que de la rendre républicaine, ne se sentit pas porté, malgré le concours qu'il aurait rencontré dans l'assemblée, à courir au dehors des chances dont tendait à le détourner la seule pensée qui l'occupât sérieusement, celle de constituer le pouvoir nouveau sur des bases durables. Sous la préoccupation dominante de concilier à la forme républicaine l'adhésion des intérêts alarmés en conservant la paix, le général Cavaignac opposa des réponses évasives et dilatoires aux pressantes supplications de l'Italie, bien plus occupé d'écarter pour la république les grandes difficultés que de se ménager de grandes occasions pour lui-même. Résolu à tout sacrifier à la fondation du gouvernement auquel il rendait en fidélité la faveur que lui avait donnée son nom, et, concentrant sur ce point-là toute l'ardeur d'un esprit plus honnête qu'étendu, il ne songea qu'à se dégager aux moindres frais possibles des solennelles promesses ratifiées par lui-même. Les plus inexpérimentés des hommes d'état en matière de droit public, les ministres les plus étrangers aux habitudes diplomatiques, se laissèrent donc enlacer, afin de gagner du temps, dans le dédale d'une conférence dont les bases n'avaient pas même été déterminées, et donnèrent pour seule consolation à Venise, succombant en vue d'une flotte française immobile, le leurre d'une réunion diplomatique formée à Bruxelles, afin de délibérer avec l'Autriche victorieuse sur le sort de l'Italie!

En consentant à l'ouverture d'un pareil congrès, le général Cavaignac signa l'abdication militaire de la France. Il le fit afin de ménager au gouvernement républicain, de la part des opinions conservatrices, une tolérance qui ne devait pas le sauver, car là n'était pas pour ce gouvernement le plus grand de ses périls; il s'y résolut aussi peut-être afin de se ménager pour lui-même, au sein de la bourgeoisie, des chances présidentielles dans lesquelles il subordonnait pleinement d'ailleurs son intérêt personnel à celui de la république. Qu'en hésitant à porter le coup mortel à l'empire autrichien à l'heure même où cet empire était assiégé jusque dans Vienne par les forces réunies de la révolution et de la Hongrie, le général Cavaignac ait très utilement servi l'ordre européen, c'est ce que je voudrais nier moins que personne; mais je garde la conviction qu'en

agissant ainsi, il rendit à la république française un détestable service, et qu'à l'heure décisive de sa destinée il perdit lui-même dans les populations les seules chances électorales qu'il aurait pu s'y préparer. D'éclatans succès militaires étaient, dans les derniers mois de 1848, la seule digue à opposer à la réaction anti-républicaine, dont témoignaient et le discrédit symptomatique dans lequel étaient tombés jusqu'aux plus illustres fondateurs du gouvernement de février, et la faveur contagieuse que rencontrait déjà au sein des masses l'idée obscure qui allait s'épanouir au 10 décembre. Le général Cavaignac avait le cœur plus haut que l'intelligence, et ses résolutions étaient presque toujours paralysées par ses scrupules. Il respectait tellement la république qu'il la rendit impuissante afin de la laisser irréprochable. En équilibre entre ses souvenirs de famille, qui le rattachaient à des temps sinistres, et ses opinions personnelles, qui en faisaient l'une des plus nobles personnifications d'une ère régulière et pacifique, il perdait du côté des hommes d'ordre, par certaines paroles, tout le bénéfice de ses bonnes intentions, et près des révolutionnaires, par ses actes, tout le profit de ses ménagemens. Instrument précieux pour conduire un gouvernement constitué, il était incapable de conquérir la popularité qui le fonde, et ses qualités ne lui nuisaient guère moins que ses défauts. Le général Cavaignac fut à la fois l'honneur et la difficulté de la seconde république, car il l'énerva sans la sauver, et son nom conservera plus d'éclat que n'en ont eu ses actes.

Dans l'oubli profond où l'avait rejeté si soudainement l'opinion, qui chez le vainqueur du drapeau rouge ne voyait plus que l'auteur des *Girondins*, M. de Lamartine assistait à la ruine de ses dernières espérances. Rien ne subsistait plus de la circulaire du 5 mars 1848. Le ministre des affaires étrangères du 24 février, découragé de tout autre soin que de celui de dégager sa responsabilité devant l'histoire, ne disputait ni le pouvoir ni la faveur publique à l'homme qui l'avait si facilement supplanté, et se bornait à déclarer sa politique séparée de celle de son successeur *par toute l'épaisseur des Alpes*. Sa parole, naguère souveraine, demeurait sans écho dans l'assemblée comme dans la nation, et les sauvages protestations de la montagne s'élevaient seules contre la politique timide, dont la France profita sans l'estimer. Comment le pays aurait-il oublié que les signataires des pacifiques dépêches émanées du ministère présidé par le général Cavaignac étaient les écrivains mêmes qui, afin de flétrir la monarchie et d'en insulter les plus illustres serviteurs, avaient si longtemps trempé leur plume dans le fiel? Quel miracle n'aurait-il pas fallu pour que la république ne subît pas le contre-coup d'aussi cyniques contradictions! Les concessions à la paix dépassèrent tellement sous ce régime celles qu'avait pu faire le régime précédent,

que la conscience publique dut les envisager comme une véritable et amère expiation.

Pendant que la France travaillait à creuser une sorte de fossé entre sa propre révolution et celles qui pullulaient autour d'elle, l'œuvre de sa nouvelle constitution occupait seule les hommes politiques, et ceux-ci semblaient avoir oublié que, pour un pays plus persévérant dans ses habitudes que dans ses idées, il y a dans les souvenirs une puissance qu'on y attendrait en vain des théories. La constitution du 12 novembre 1848 a quelque droit aux égards dus aux puissances déchues: une appréciation sévère de cet acte manquerait donc aujourd'hui de convenance autant que de justice. Je doute d'ailleurs qu'en agissant autrement les constituans eussent pu préparer à leur œuvre des destinées sensiblement différentes, et faire remonter à l'opinion populaire le courant dans lequel elle s'était déjà si résolûment précipitée.

La constitution républicaine s'éleva sur deux idées qui semblent s'y balancer comme pour se faire contre-poids. L'on voulait ne pas rompre violemment avec les traditions d'un pays façonné par la monarchie et respecter les mœurs nationales, auxquelles un gouvernement anonyme ou collectif aurait profondément répugné. De cette disposition plutôt encore que de l'imitation américaine sortit l'institution de la présidence. Dans un pays administrativement centralisé, comme l'est la France, un président possédant la plénitude du pouvoir exécutif (1) se trouve revêtu d'une puissance dont n'approche pas, même de loin, celle du chef de l'Union américaine, puisque le pouvoir de celui-ci est incessamment limité par celui des législatures locales. Quelques restrictions de détail qu'y apportât le texte de la constitution du 12 novembre, cette puissance se trouvait même être en fait beaucoup plus considérable que n'était celle de la royauté constitutionnelle, puisque l'article 68 déclarait le président personnellement responsable pour tous les actes du gouvernement au même titre que les ministres nommés par lui, et que le résultat nécessaire d'une pareille responsabilité était l'intervention directe et permanente du chef de l'état dans les affaires.

Mais en même temps que le chef du pouvoir exécutif était provoqué à l'action politique par la perte du bénéfice de l'inviolabilité, d'autres dispositions fondamentales de la constitution du 12 novembre venaient mettre en relief l'inquiétude profonde inspirée aux auteurs de la constitution républicaine par le pouvoir même dont ils l'avaient investi. Le président, auquel appartenait la disposition exclusive de la force armée, ne pouvait la commander en personne; il donnait des bâtons de maréchaux sans pouvoir porter lui-même

(1) Constitution du 12 novembre, titre V, art. 43.

des épaulettes de sous-lieutenant. L'homme qui avait sagement gouverné l'état durant quatre ans perdait le droit attribué au plus obscur des citoyens, car il ne pouvait plus réclamer les suffrages de la nation, et la même interdiction atteignait ses parens et alliés jusqu'au sixième degré : dispositions restrictives inspirées par une prévoyance que l'on croyait habile, et qui n'étaient pas même un obstacle, s'il se rencontrait un président assez confiant dans ses services ou dans le prestige de son nom pour en appeler directement au pays par-dessus la tête de ses représentans!

D'ailleurs les appréhensions qui avaient envahi les âmes, les nuages amoncelés autour d'un nom déjà murmuré par la foule firent prévaloir presque toujours, durant cette discussion solennelle, les calculs de la prudence sur les enseignemens de la théorie. Si l'on vit succomber par exemple, malgré l'autorité de l'expérience et du bon sens, le système des deux chambres, si l'assemblée refusa à la vivacité française ce dernier refuge contre elle-même, une seule considération décida son vote : elle ne voulut pas, sous le coup d'appréhensions plus vives d'heure en heure, s'exposer à la chance de voir les anciens concourir à jeter une fois de plus les cinq-cents par les fenêtres. Cette constitution fut l'œuvre d'hommes d'autant plus ombrageux qu'ils avaient de leur faiblesse une conscience plus profonde : ce fut un autel érigé à la peur.

Par quel miracle l'assemblée, placée en présence d'un nom déjà sorti quatre fois de l'urne électorale, et qu'il avait suffi de prononcer pour ébranler la république, repoussa-t-elle la proposition très politique de réserver à la représentation nationale le choix du chef de l'état, au moins pour la première épreuve des institutions nouvelles? C'est là le secret de Dieu, tant la résolution de confier un pareil choix à l'entraînement du peuple consulté par la voix du suffrage direct semble contraire aux lois ordinaires de la prudence et du bon sens qui régissent les choses humaines. Il y a dans une pareille faute, commise gratuitement en présence de périls qui déjà n'échappaient à personne, je ne sais quel caractère mystérieux et fatal, et lorsque M. de Lamartine, dédaignant les exemples de l'Amérique et ses propres pressentimens, s'écrie, avec une sorte de désespoir, qu'il faut enfin jeter les dés pour arracher son secret à la fortune, on dirait que, dans le trouble qui le dévore, il veut terminer d'un seul coup le long supplice de ses incertitudes (1). Mais lorsque, abandonnant l'avenir à toutes les chances du hasard, l'éloquent orateur pousse le cri du vaincu de Pharsale, il s'abuse étrangement

(1) « *Alea jacta est!* Que Dieu et le peuple prononcent! Il faut laisser quelque chose à la Providence!... Si le peuple veut qu'on le ramène aux carrières de la monarchie, s'il veut répudier l'avenir qui s'ouvre devant lui pour courir après je ne sais quel météore qui lui brûlerait les mains, il est le maître! Il est son propre souverain, il est roi! Ce

lui-même. Ce n'était pas aux dieux conjurés que les fondateurs de la république pouvaient faire remonter la responsabilité de leur défaite. Les hommes de l'Hôtel de Ville, qui avaient presque amené à leur pensée les classes éclairées et libérales, allaient être vaincus par le peuple seul, dont ils avaient audacieusement préjugé la volonté; ils allaient l'être, parce qu'ils ajoutèrent à la témérité de leur entreprise une imprévoyance sans exemple. La commission exécutive et la majorité républicaine avaient estimé habile de remettre en vigueur, au lendemain du 15 mai, pour donner le change à l'opinion, les mesures qui atteignaient la maison de Bourbon, et d'appliquer aux princes de la branche cadette la loi de 1832 portée contre les princes de la branche aînée. Cependant, alors même que la république calfeutrait ainsi les portes de la France contre la monarchie, elle avait laissé ouvertes celles de l'assemblée. Sur ses bancs étaient venus s'asseoir trois membres d'une famille dont le rôle politique, commencé au 18 brumaire, s'était continué sur un trône élevé par ce suffrage populaire dont le rétablissement ne pouvait profiter qu'à elle seule, puisque cette dynastie était seule en mesure de l'invoquer en vertu de son principe.

Si, parmi les membres de la famille impériale, plusieurs s'étaient présentés aux électeurs comme de simples citoyens porteurs du plus grand nom des temps modernes, il en était un autre qui n'avait jamais décliné la qualité de prétendant, et auquel il aurait dès lors paru légitime et naturel d'appliquer les dispositions que le parti républicain venait de renouveler avec éclat contre d'autres exilés plus résignés ou moins redoutables. Le prince Louis-Napoléon n'avait jamais en effet ni douté du droit que lui conféraient les actes de 1804, ni hésité à le proclamer. Jeune et ignoré, il portait déjà sur son front le sceau de sa destinée, et son regard immobile semblait suivre dans l'ombre qui l'enveloppait encore l'étoile qui s'était levée sur son berceau. Dans l'ardeur dévorante, quoique impassible, de sa foi, il fit acte de prétendant à Strasbourg et à Boulogne, ne regrettant pas d'avoir interrompu, au prix de six années de captivité, la prescription de ce qu'il considérait comme un titre inaliénable, estimant d'ailleurs n'avoir pas payé trop cher l'occasion de faire arriver son nom au peuple en ajoutant un épisode à la légende impériale. Dans l'exil, il salua la révolution de février comme l'aurore de sa grandeur, s'inquiétant peu de la république, attendant tout du suffrage uni-

n'est pas à nous à lui dire : « Tu feras cela, tu n'iras pas plus loin! » S'il veut se perdre, nous dirons comme le vaincu de Pharsale :

Victrix causa diis placuit, sed victa Catoni,

et cette protestation, qui serait l'éternelle accusation de cette nation, assez abandonnée pour compromettre ainsi sa liberté, cette protestation serait, à nous, notre absolution devant la postérité. » *Moniteur* du 6 octobre 1848.

versel, qu'elle était venue proclamer. Il put sans doute, suivant les phases diverses de la carrière que cette révolution ouvrit bientôt devant lui, désavouer l'emploi de la force et protester de bonne foi de ses intentions constitutionnelles; il put, pour rassurer les intérêts alarmés, dénier souvent des projets prématurés, qui ne se dessinaient encore pour lui que comme des éventualités lointaines; mais pour peu qu'on suivît, à travers les ambiguïtés de sa parole, le mouvement de cet esprit maître de lui-même dans toutes les fortunes, l'on pouvait acquérir la certitude que chez le représentant froidement convaincu de l'idée napoléonienne la foi ne défaillirait pas plus que l'espérance, et qu'à l'heure fatidique de sa vie il appellerait le peuple à décider de cet avenir dont il avait l'irrésistible pressentiment. Ce n'est pas de l'esprit, c'est de la foi seule qu'il a été dit qu'elle suffit pour transporter les montagnes. Il est des jours où un homme qui croit est à lui seul plus fort que toute une nation qui doute. Le prisonnier de Ham fut cet homme-là : sa confiance fit sa fortune, et sa persistance fut son génie.

Le vote du 10 décembre est une difficulté très sérieuse pour l'école résolue à reporter sur l'idée démocratique l'infaillibilité qu'elle refuse à l'idée religieuse, et qui n'hésite pas à appliquer au peuple l'adage inventé par l'Angleterre pour la royauté constitutionnelle : *the king can not wrong*. Quand on établit dogmatiquement que la démocratie ne peut ni errer ni se contredire, et que chaque révolution est un progrès nécessaire sur l'état de choses que cette révolution a renversé, l'on n'est pas sans quelque embarras pour concilier la manifestation populaire du 24 février avec la contre-manifestation plus populaire encore du 10 décembre; mais l'esprit, qui ne sert pas toujours à prévoir les événemens, n'est jamais inutile pour les expliquer, et de toutes les manières de masquer une défaite, la plus sûre est certainement de transformer cette défaite en victoire. C'est le tour de force que nous avons vu exécuter par la plupart des publicistes républicains appelés à porter un jugement historique sur l'élection présidentielle dans laquelle la France répondit à la république, qui lui demandait un Washington, en lui envoyant un Bonaparte. Si, pour certains écrivains démocrates, une pareille interprétation peut être inspirée par de honteux calculs, il est des théoriciens pour lesquels elle est l'expression désintéressée d'un système où toutes les contradictions apparentes se neutralisent et s'expliquent par la loi du progrès indéfini.

« L'instinct des masses, dit un écrivain qui rencontre du moins l'originalité dans sa poursuite obstinée de la profondeur, l'instinct des masses vint révéler aux esprits attentifs l'étendue de cette révolution inaperçue du vulgaire. Rejetant le nom de Cavaignac et même celui de Ledru-Rollin, qui tous deux représentent à des de-

grés différens la lutte politique, et sous lesquels il sent encore une certaine individualité dont il se méfie, le peuple des campagnes, que l'on voit pour la première fois apporter à l'exercice de son droit un intérêt vif, parce qu'il va créer dans l'état une force véritablement souveraine, donne à cette force un nom qui ne représente pour lui aucun parti, mais qui signifie victoire : victoire de l'égalité sur les priviléges, victoire de la démocratie sur les rois et les nobles, victoire de la révolution française sur les dynasties européennes. C'est là ce que, dans l'esprit du peuple, expriment de la manière la plus absolue le règne et le nom de l'empereur Napoléon, c'est là ce qu'il veut et croit faire revivre par l'élection de Louis Bonaparte (1). »

Sans discuter ici cet ingénieux commentaire de l'élection présidentielle, en croyant d'ailleurs fermement à l'accord de l'idée démocratique avec l'idée napoléonienne, telle du moins qu'elle paraît comprise par le second empire, j'exprime le regret que l'auteur n'ait pas complété la série de ses antithèses, et qu'il ait oublié que si le nom sorti avec un tel éclat de l'urne populaire signifiait victoire de l'égalité sur le privilége, il signifiait beaucoup plus clairement encore victoire de la monarchie sur la république.

Au fond, le peuple s'inquiétait peu du système qui prévaudrait pour l'élection du président, et si la chambre avait ajourné cette élection jusqu'après l'achèvement des lois organiques, ou s'était réservé le droit de désigner elle-même le chef du gouvernement, une telle décision n'aurait provoqué dans le pays aucune sorte d'émotion ni d'étonnement; mais, une fois mises en demeure de s'expliquer, les classes agricoles reçurent et se renvoyèrent avec une rapidité électrique le contre-coup du même courant. La protestation la plus éclatante et la plus simple en effet à élever contre le gouvernement républicain, c'était à coup sûr une invocation directe au régime qui l'avait renversé. L'empire avait vu passer dans son camp toute la génération virile de 1848; les derniers reflets de sa gloire étaient tombés sur le front de ces citoyens obscurs, provoqués à concentrer dans un seul vote toutes leurs aspirations et toutes leurs inquiétudes. Le nom glorifié durant trente ans par les historiens, chanté par les poètes, incrusté dans le marbre et dans l'airain, était alors porté par un homme qui, aux deux élections de juin et de septembre, venait d'avoir l'heureuse fortune de voir les orateurs républicains signaler avec éclat le péril de son entrée à la chambre, sans qu'ils prissent d'ailleurs aucune sorte de mesures pour lui en fermer la porte. Bien loin de là, ces esprits prévoyans avaient confirmé par un redoublement de rigueur toutes les dispositions pénales exceptionnelles prises contre les anciennes familles souve-

(1) *Histoire de la Révolution de 1848*, par Daniel Stern, deuxième édition, t. II, p. 545.

raines, en n'y dérogeant que pour la seule dynastie impériale, de telle sorte qu'entre les diverses candidatures princières, celle de Louis-Napoléon se trouvait être désormais la seule constitutionnellement possible. Servi près des partis extrêmes par des manœuvres secrètes et des dévouemens peu scrupuleux, ce prince le fut surtout par les clameurs impuissantes, qui auraient suffi pour le poser en prétendant, s'il avait jamais pu être autre chose.

Il serait difficile de décider si, en faisant, au 10 décembre 1848, de l'héritier de l'empereur Napoléon le chef électif de la France, le gros de ses électeurs entendait lui déléguer le mandat tacite de renverser bientôt la république. Il est certain tout au moins que le président n'en reçut pas celui de la consolider. Ce qui est plus manifeste encore, c'est que le texte de la constitution du 12 novembre et les interprétations auxquelles ce texte pouvait donner lieu touchaient fort peu les populations rurales. Profondément irritées contre les ex-commissaires transformés en préfets, qui, en s'abattant sur le pays, y avaient fait baisser le prix des bestiaux et hausser celui des remplaçans, elles saisirent avec bonheur l'occasion de faire pièce à ces austères démocrates amollis déjà par les douceurs de la vie administrative, et qui, en voyant le suffrage universel se retourner contre eux avec un gros éclat de rire, ressemblaient à des renards pris au piége.

III.

Cinq millions quatre cent mille suffrages vinrent donc conférer au prince Louis-Napoléon la plus mal définie des missions politiques. Le mécanisme constitutionnel encore incomplet ne pouvait manquer de rendre les problèmes plus nombreux et d'en compliquer la solution. Pour la première fois en effet depuis plus de trente ans, le chef de l'état, dépouillé de l'inviolabilité, exerçait un pouvoir dont l'usage le rendait personnellement responsable envers la nation, — intervention qui ne pouvait manquer, si naturelle qu'elle fût dans l'ordre nouveau où l'on venait de se placer, de bouleverser toutes les idées au sein de la chambre, en contrariant dans leurs habitudes les plus invétérées les conseillers choisis par Louis-Napoléon, à la tête desquels figurait l'honorable M. Odilon Barrot comme président du conseil. Ces hommes politiques avaient vécu sous un régime où l'opposition n'admettait d'autre initiative que celle des ministres, d'autre limite à l'action ministérielle que l'autorité constitutionnelle des chambres. Le jeu des institutions républicaines allait donc heurter de front toutes les idées reçues dans le conseil, dans les chambres et dans le pays. Pour comble d'embarras, par suite de cet empressement aveugle à jeter les dés et à interroger le sort, l'assemblée

avait provoqué le pays à choisir le pouvoir présidentiel, et prétendait faire fonctionner celui-ci avant qu'aucune des parties essentielles du nouveau gouvernement fût encore constituée. Le conseil d'état, auquel la loi fondamentale attribuait une sorte de puissance politique au moins consultative, n'était point organisé; rien n'était réglé ni sur le mode ni sur les limites de la responsabilité respective du chef de l'état et de ses ministres; enfin la loi électorale n'était point faite, de telle sorte qu'en présence de conflits probables et des nombreux problèmes déjà soulevés, il n'y avait aucune issue possible pour les uns, aucune solution régulière à attendre pour les autres.

C'était en présence de ce pouvoir présidentiel réservé et suspect, pivotant sur des ministres coulés dans le moule de la monarchie irresponsable, qu'une assemblée républicaine, frappée au cœur par l'un de ces votes dont on ne se relève point, avait à discuter, afin d'obéir à la mission qu'elle s'était antérieurement donnée, de nombreuses lois organiques embrassant l'ensemble de toutes les questions politiques et morales (1). Telle était la tâche imposée, aux premiers jours de 1849, à la chambre demeurée la suprême et dernière espérance de la république! Toutes les élections partielles opérées depuis les journées de juin indiquaient en effet trop clairement, pour qu'il fût possible de s'y méprendre, le retour du pays vers les idées et vers les hommes disparus sous la bourrasque du 24 février. L'année 1848 n'était pas encore achevée que plusieurs des personnages éminens formés par nos grandes luttes parlementaires étaient déja rentrés dans l'assemblée. Ralliés par l'imminence des périls communs, ils avaient retrouvé un chef dans M. Thiers, à qui le suffrage universel venait de rouvrir l'accès de la tribune, où le malheur des temps contraignit l'illustre orateur à venir combattre les plus vulgaires, pour ne pas dire les plus abjectes théories. Abandonnant aux républicains de la veille la tâche de constituer la république et celle beaucoup moins facile de la faire accepter, M. Thiers se donna la mission, à laquelle il était plus propre que personne, de rétablir sur ses bases l'ordre administratif et financier si dangereusement ébranlé, et les progrès de la réaction anti-républicaine purent être mesurés aux progrès mêmes de son influence.

(1) Art. 115 de la constitution du 22 novembre : « Après le vote de la constitution, il sera procédé *par l'assemblée nationale constituante* à la rédaction des lois organiques qui seront déterminées par une loi spéciale.

« Ces lois sont :

« La loi électorale, — la loi sur la presse, — la loi sur l'instruction publique, — la loi sur la responsabilité des dépositaires du pouvoir, — la loi sur le conseil d'état, — la loi d'organisation départementale, cantonale et municipale, — la loi d'organisation judiciaire, — la loi sur la garde nationale et le recrutement de l'armée, — la loi sur l'état de siége. »

Depuis le vote du 10 décembre, la constituante n'eut plus qu'une vie artificielle. Représentant une expérience honorable assurément, mais à laquelle le peuple venait de refuser avec éclat son concours, cette assemblée survivait à l'idée dont elle avait été l'expression, et le pays ne s'inquiétait pas plus de l'impuissance de ses menaces que des derniers spasmes de son désespoir. Cette lutte contre le courant désormais irrésistible de l'opinion publique avait placé la représentation nationale dans une position à laquelle durent fatalement mettre un terme les hommes mêmes pour qui le jour de la dissolution allait être le signal d'une chute et d'un oubli profonds. Jamais le sentiment public n'obtint une victoire plus triomphale. L'on vit en effet une assemblée souveraine, à laquelle le texte de la loi fondamentale attribuait le droit de voter encore dix lois organiques, conduite par l'irrésistible pression du dehors à déposer son mandat. La fameuse proposition Rateau, modifiée par M. Lanjuinais, s'imposa comme d'elle-même aux plus récalcitrans et aux plus obstinés des législateurs. Le 28 mai 1849, la constituante étouffée expira comme par une sorte de raréfaction de l'air républicain.

Les conjonctures du sein desquelles elle était sortie avaient imposé à cette chambre le double devoir de raffermir l'ordre social en France et d'y organiser la république. La première partie de cette tâche fut accomplie avec un courage parfois héroïque, et si l'assemblée échoua dans la seconde, c'est que le vote du pays vint paralyser son œuvre constitutionnelle à peine éclose. A l'élection du 10 décembre s'arrête la loyale épreuve accordée au gouvernement républicain par les opinions monarchiques. D'une part en effet, celles-ci eurent le droit de se considérer comme confirmées dans leur foi politique par la révélation si éclatante des répugnances nationales; de l'autre, elles se trouvèrent placées vis-à-vis du chef de l'état dans l'attitude de suspicion et de réserve que provoquaient les espérances confessées par les amis du président, lors même qu'elles étaient le plus hautement désavouées par celui-ci. Chacun revint donc par la force même des choses aux perspectives qu'on avait d'abord loyalement écartées. Au lieu de deux partis monarchiques, le pays en posséda trois, tous contraints de dissimuler leur pensée véritable en manœuvrant sur le terrain de la constitution du 12 novembre, et tous préoccupés de se réserver les chances de l'avenir lorsqu'ils étaient pourtant chaque jour conduits à s'entendre en présence des périls communs.

Tandis que les opinions royalistes prenaient dans la nouvelle assemblée une importance proportionnée à celle qu'elles avaient dans la nation, la minorité républicaine s'efforçait de retrouver, en s'adressant aux cupidités instinctives, une partie de la force perdue par la pensée politique qui avait prévalu durant la législature pré-

cédente. Les vides nombreux laissés dans les rangs des hommes du *National* étaient remplis par d'ardens montagnards, et ceux-ci ne manquèrent pas d'attribuer l'affaissement très sensible du sentiment républicain à la lutte ardente engagée depuis les journées de juin contre les clubs et le socialisme. M. Ledru-Rollin lui-même, commençant à comprendre que la défroque de Robespierre était usée, et que la France refusait de se laisser inoculer à froid la rage de 93, dut vaincre ses répugnances et tendre la main aux chefs socialistes afin de se donner une armée, au risque d'être contraint de la suivre. En 1849, la république démocratique épousa donc solennellement le socialisme, dont elle s'était d'abord énergiquement séparée, et ce fut, à vrai dire, celui-ci qui s'échappa par le vasistas du Conservatoire lors de l'échauffourée provoquée par la discussion sur les affaires de Rome. Sous la législative, rien ne subsista plus de l'œuvre chantée par M. de Lamartine et servie par l'épée du général Cavaignac, rien, si ce n'est une constitution républicaine mort-née, interprétée par une majorité royaliste et appliquée par un prétendant impérial : position déplorable pour des partis honnêtes à qui la dissimulation et le mensonge ne sauraient profiter. Jamais spectacle ne porta un coup plus funeste à la moralité politique d'une grande nation que celui dont la France fut témoin depuis l'ouverture de la législative jusqu'au 2 décembre 1851. Le pays vit en effet, durant deux mortelles années, les hommes les plus éminens s'user et s'amoindrir entre des velléités impuissantes et des hésitations continues, jusqu'au jour d'un dénoûment prévu par tout le monde, sans que personne tentât un effort sérieux pour le prévenir : conclusion fatale que la France, torturée d'angoisses, accueillit comme une solution dans une situation réputée insoluble.

Quoique le président eût accepté des chefs de l'assemblée la liste de son premier ministère, comme aurait pu le faire un monarque constitutionnel, un désaccord prochain ne pouvait manquer de se révéler entre le chef de l'état et les diverses opinions parlementaires, dont le rapprochement accidentel avait constitué ce qu'on appelait alors, par une sorte d'antiphrase, le grand parti de l'ordre. L'entente sur les questions du jour n'imposait en effet à personne ni le sacrifice de ses antipathies ni celui de ses espérances. Ce désaccord profond, lors même qu'il était dissimulé avec le plus de soin, dut prendre le caractère d'un grand conflit constitutionnel sitôt que le prince Louis-Napoléon, arguant de sa propre responsabilité et de la transformation opérée dans les principes du gouvernement, se fut résolu à substituer dans son cabinet aux hommes qui n'y exprimaient point sa pensée les serviteurs de sa politique personnelle. En observant les allures de partis plutôt juxtaposés qu'alliés et celles de l'adversaire calme et résolu qu'ils rencontraient devant

eux, il n'était pas impossible de prévoir à qui demeurerait l'avantage final dans cette lutte de la parole contre le silence, et d'idées disparates contre une idée fixe. Il y a longtemps que Machiavel a exposé les avantages que possède le pouvoir concentré dans un homme pour triompher de la puissance collective d'une assemblée; mais en dehors des raisons générales il en était une autre plus décisive : c'est que le président seul avait foi et confiance, parce qu'il était résolu à remettre de gré ou de force la solution du conflit au peuple, dont son élection venait de consacrer l'omnipotence. Tant que le vote universel direct demeurait le principe générateur de nos institutions, Louis-Napoléon était en effet plus fort que le parti républicain, contre lequel l'épreuve du scrutin avait si tristement tourné, plus fort que les partis royalistes, séparés par des doctrines incompatibles et contraints de s'abriter derrière une constitution qu'aucun d'eux ne considérait comme définitive.

Si les deux grandes opinions monarchiques qui formaient la majorité de la législative avaient été douées de cette sagacité politique que les plus hautes qualités du caractère et de l'intelligence ne remplacent pas, elles auraient compris qu'elles se trouvaient en présence d'une force résolue à épuiser à tous risques les chances de la fortune, et que le jugement définitif du conflit qui provoqua leurs dédains avant de susciter leurs craintes n'appartiendrait ni à l'assemblée, ni aux salons, ni à ce monde d'élite perdu dans l'abîme du suffrage universel comme une goutte d'eau dans l'océan. Au lieu de se confier, comme Démosthène le reprochait aux Athéniens circonvenus par Philippe, à la vaine agitation des meneurs, et d'opposer des paroles à des actes (1), les deux partis, pénétrant jusqu'au principe de leur propre impuissance, auraient reconnu qu'en cas de lutte extraparlementaire, le président aurait sur eux le décisif avantage de voir chacun préférer le triomphe de l'adversaire commun à celui de ses alliés, et que dès lors il fallait ou décliner le combat ou l'aborder avec des chances sérieuses de pouvoir le soutenir.

Dans une situation aussi troublée que l'était alors celle de la France, la première condition pour demeurer maître de l'avenir, c'était de pouvoir laisser entrevoir au pays un dénoûment immédiat. Or les deux partis monarchiques faisaient trop bonne garde l'un contre l'autre pour ne pas se paralyser mutuellement, et pour qu'il leur fût donné de dégager la formidable inconnue qui était alors l'effroi de toutes les âmes. Pour ces partis, aucune épreuve n'aurait été plus funeste que celle du succès, car leur victoire eût été le signal le plus assuré de leur division. Si la majorité avait reçu en partage cette pénétration qui enlève au hasard ses chances et à

(1) Εκείνω μέν αἱ πράξεις, ὑμῖν δ' οἱ λόγοι. *Philipp. secund. Exord.*

l'audace ses tentations, une seule alternative se fût manifestement ouverte devant elle : ou revenir sans arrière-pensée à la république en s'efforçant de triompher et de ses propres répugnances et de celles du pays, de manière à pouvoir invoquer la constitution sans provoquer le rire des augures, ou confondre les deux symboles monarchiques dans l'unité d'une vaste synthèse, en mesurant la grandeur des sacrifices à celle des périls. Quelque difficulté qui se rencontrât dans la fusion d'intérêts si longtemps hostiles, le succès d'une pareille tentative n'aurait pas été impossible, si l'on avait pu en espérer un effet immédiat, si surtout elle avait précédé la défaite au lieu de la suivre, et qu'elle fût sortie en quelque sorte spontanément du fond de la situation même.

Ne se sentait-on ni assez de vigueur dans la pensée, ni assez de dévouement dans l'âme pour aller jusqu'aux résolutions suprêmes et pour les imposer à tous, il fallait alors se faire une ambition conforme à sa fortune et détourner une lutte qu'il était téméraire de provoquer, puisque la majorité, dénuée de toute puissance administrative et militaire, était hors d'état de la soutenir. Sans manquer à aucun devoir, l'on pouvait, à quelque camp qu'on appartînt, s'entendre pour prolonger le provisoire et pour rendre la situation supportable à tout le monde, en dénouant les difficultés au lieu de les rendre inextricables. L'intérêt vrai de la majorité aurait été certainement de rassurer le plus vite et le plus complètement possible sur son avenir le chef de l'État, en lui ménageant, par une révision évidemment nécessaire de la constitution, la facilité d'une réélection régulière, et en ouvrant des perspectives constitutionnellement limitées devant un pouvoir auquel le scrutin du 10 décembre 1848 laissait trop pressentir celui du 20 décembre 1851. Si la politique est la science des choses possibles, et si son premier précepte est de mesurer les forces aux obstacles, cette marche-là paraissait commandée par la plus vulgaire prudence en présence d'un désaccord qui rendait toutes les solutions chimériques, et d'un adversaire fort décidé à ne pas quitter la place avant d'avoir encore une fois interrogé le peuple dont il était la créature.

Irriter un ennemi sans l'affaiblir, le menacer sans l'atteindre, a été dans tous les temps un fort dangereux procédé. La législative y recourut cependant, non sous le coup de passions dont son honnêteté aurait certainement triomphé, mais parce que l'absence de toute direction la rendit incapable d'arrêter aucun plan de conduite, et d'opposer aucune barrière à la force secrète qui minait le sol sous ses pas. Les deux pouvoirs entre lesquels deux théories politiques incompatibles finirent par provoquer un divorce si funeste à la liberté avaient commencé leur carrière avec des intentions toutes

différentes. Tous les deux avaient éprouvé le désir de détourner des collisions aussi redoutables pour l'un que pour l'autre, et dont la probabilité n'avait dès le premier jour échappé à personne. Si bien assise qu'elle pût se croire en effet, la représentation nationale n'ignorait plus, depuis le 10 décembre, le prestige du nom de Napoléon, et d'un autre côté, si confiant qu'il pût être dans son étoile, si profondes que fussent déjà les pratiques de ses partisans dans le peuple et dans l'armée, le prince qui portait ce nom, et qui s'en couvrait comme d'un talisman, savait fort bien qu'en déchirant lui-même la constitution, pour passer de la présidence à l'empire, il courrait risque d'échanger un palais contre une prison. Des pouvoirs régulièrement prolongés auraient donc pu lui sembler préférables à une pareille perspective, car, pour les plus hardis parieurs, mieux vaut après tout avancer par étapes que s'exposer à se casser le cou. Il n'y a pour sauter par les fenêtres que les fous ou les prisonniers; malheureusement le refus de révision, provoqué par la scission de la majorité, fit du président un prisonnier dans le cercle de la constitution, prisonnier fort résolu à s'évader, et dès lors très difficile à garder. En lui concédant une portion du pouvoir, l'aurait-on détourné de courir après le tout, et ne se décida-t-il à employer la force que lorsqu'il n'attendit plus rien de la légalité? Les phases si diverses de sa conduite autorisent à le penser. Quoi qu'il en soit, devant des résultats à la fois désastreux et trop faciles à deviner, comment ne pas qualifier de déplorable l'imprévoyante conduite qui les a provoqués?

L'on poursuivit d'abord et de concert un autre but; mais des deux côtés l'on perdit patience sur le chemin. A peine installé à l'Élysée, le prince Louis-Napoléon avait suivi sans résistance dans la plus grande affaire du temps, qui était alors comme elle l'est encore aujourd'hui, l'affaire de Rome, la politique tracée par les ministres qu'il avait reçus des mains de la majorité à titre de surveillans plutôt qu'à titre de serviteurs. Les actes consommés en Italie en 1849 et 1850, à partir du siége de Rome jusqu'à la restauration complète du pouvoir pontifical, avaient constaté une déférence que rendait plus éclatante la pensée personnelle du prince, déjà très clairement formulée dans les instructions de M. de Lesseps et dans la lettre fameuse adressée au colonel Edgar Ney, son aide-de-camp. De son côté, malgré les nuages qui s'épaississaient à l'horizon, l'assemblée ne demeurait pas en reste de bons procédés. S'agissait-il de régler la situation financière du chef de l'état, elle assurait au président, à titre de frais de représentation, un état de maison qui laissait percer le prince sous le magistrat électif malgré les prescriptions très précises de la loi fondamentale. Louis-Napoléon voyageait-il, allait-il du nord au sud et de l'est à l'ouest, interrogeant les populations

sur leurs besoins et sur leurs vœux, se dédommageait-il de ne pas commander l'armée en la haranguant à la barbe de la constitution, lui arrivait-il de dire des choses fort étranges et d'entendre sans aucune humeur des cris fort peu républicains, l'assemblée se fermait les oreilles pour n'avoir pas à ouvrir la bouche, semblant peu pressée d'entamer une lutte qu'il faudrait soutenir derrière les remparts à demi démantelés de la constitution Marrast.

Si l'on se trouva des deux côtés conduit à engager cette lutte pour ainsi dire malgré soi, c'est que l'on représentait deux idées radicalement contraires, et que le progrès des événemens ne tarda point à rendre cette incompatibilité plus évidente à tous les yeux. Si divisée que fût la législative par les intérêts dynastiques, elle était l'expression fortement convaincue d'une pensée à laquelle cette honorable assemblée se ralliait presque tout entière. Cette pensée, c'était la théorie parlementaire qui consiste à placer le gouvernement au sein même de la représentation nationale, de manière à remettre à l'opinion publique, éclairée par des débats journaliers, l'initiative des mesures et le jugement définitif des actes consommés. Faire du pouvoir le juste prix de l'influence laborieusement acquise, élever le niveau moral de la nation par les nobles émotions et la responsabilité de la vie publique, telle était la doctrine à laquelle adhéraient alors toutes les fractions de l'opinion conservatrice avec une unanimité chaleureuse. En face de cette doctrine-là, qui était depuis trente ans celle de toute la France libérale, commençait de s'en élever une autre qui avait déjà son public, ses journaux et ses écrivains officieux, pour lesquels la manne des fonds secrets ne tombait pas en vain du ciel. Cette doctrine, invoquée dans des banquets, formulée dans des manifestes, présentée chaque matin au pays comme la seule solution possible des douloureuses incertitudes qui arrêtaient l'essor de miraculeuses prospérités, c'était, on l'a déjà deviné, celle qui venait se résumer dans l'idée dite napoléonienne. Qu'est-ce que l'idée napoléonienne? La question valait la peine d'être soulevée en 1850, puisque de son issue dépendait celle de la querelle engagée entre le pouvoir exécutif et l'assemblée, et elle n'a rien perdu assurément en 1862 de son intérêt ni pour la France ni pour l'Europe. Je l'aborde donc avec l'esprit aussi libre que si j'avais à résoudre un problème historique posé par Thucydide ou par Tacite.

IV.

Lorsqu'on s'efforce de dégager l'idée-mère du grand homme devant qui la terre s'est tue quinze ans, il est impossible de ne pas se sentir fort embarrassé. La pensée du consulat ne fut pas en effet la même que celle de l'empire, et l'œuvre colossale poursuivie par

l'empire ne pouvait laisser pressentir en aucune façon la tentative constitutionnelle entamée durant les cent-jours avec une sincérité dont un illustre historien a cru pouvoir se porter garant. Lorsque Napoléon signait le concordat et restaurait en France le culte catholique, il poursuivait une autre pensée que lorsqu'il faisait enlever Pie VII par un colonel de gendarmerie, et qu'il rêvait un pape installé dans un palais impérial avec de gros appointemens. Je ne vois pas non plus par quelle filiation logique on pourrait rattacher le glorieux traité de Lunéville, fondé sur la théorie des frontières naturelles, aux traités de Tilsitt et de Presbourg, qui scellèrent l'asservissement de l'Europe par l'anéantissement des plus vivaces nationalités et par la subordination de tous les peuples continentaux à la suprématie de la France. J'ai quelque peine à considérer comme un hommage à la démocratie moderne, et surtout comme une inspiration du génie contemporain, la tentative obstinément poursuivie, au prix du sang d'un million d'hommes, depuis Austerlitz jusqu'à la Moskova, afin de reconstituer l'empire de Charlemagne, en lui donnant pour étai une aristocratie militaire dont le luxe aurait fait pâlir l'éclat de Rome et de Byzance. J'admets très bien que la cause démocratique a pu profiter en Europe des coups mortels portés par Napoléon Ier aux vieilles dynasties et des alliances de famille qu'il contractait avec elles; mais si, en instituant une noblesse impériale avec des dotations et des majorats héréditaires, si, en mariant les princes ses frères dans les maisons souveraines et en introduisant une archiduchesse d'Autriche dans sa couche, l'empereur Napoléon faisait de la démocratie, c'était assurément sans le savoir, et son moindre souci était alors de mériter les éloges qui lui en reviennent aujourd'hui. Ce qui manque à ce règne, rempli par la pensée puissante, mais mobile, d'un seul homme, c'est précisément l'intuition du génie contemporain et la persévérance dans une idée vraie et féconde. L'histoire lui profitera moins que la légende, parce que les générations futures, étrangères à ces fortes émotions dont nous avons vu le réveil, feront de vains efforts pour les comprendre, et qu'elles demeureront confondues en voyant la conquête du monde aboutir à deux invasions, et tant d'intelligence paralysée par tant d'aveuglement.

Les pairs historiques de Napoléon ont sur lui, sous ce rapport, un avantage qu'il est impossible de méconnaître, car l'esprit politique, en s'introduisant dans l'étude de l'histoire, a fait comprendre de plus en plus l'importance de l'œuvre accomplie par chacun d'eux. Tout le monde sait aujourd'hui qu'à Alexandre appartient l'honneur d'avoir arraché la domination du monde au génie asiatique pour la transférer au génie européen; l'on est porté à pardonner à César ses attentats contre la liberté en songeant que l'établissement de

l'empire sauva Rome en y centralisant la puissance publique anéantie par les factions à la veille de l'invasion des Barbares. Chacun de ces grands noms correspond à une grande idée aussi indestructible que leur gloire dans le souvenir des hommes. Je ne serai contredit par personne en disant qu'une donnée aussi lumineuse est loin de se dégager de l'épopée impériale. Le dernier chant de celle-ci est à peine clos par un immense désastre que le siècle prend en effet un cours exactement contraire à celui que l'empire entendait lui imprimer. Devenue pacifique, industrielle et libérale, la France semble s'attacher avec ardeur à des institutions toutes différentes de celles qu'il lui avait données, de telle sorte que rien n'aurait plus subsisté du drame gigantesque achevé à Waterloo et transfiguré sur le calvaire de Sainte-Hélène, si, par un concours d'événemens aussi imprévus que merveilleux, le second empire n'était sorti tout à coup, comme l'épilogue d'un poème cyclique, des souvenirs légendaires laissés par le premier.

De ce chaos de tentatives grandioses et de résurrections fantastiques je ne réussis donc pas, si grande bonne volonté que j'y mette, à dégager l'une de ces idées vraies et simples, phares lumineux de l'histoire. C'est ailleurs qu'il faut, à mon avis, aller chercher la signification du « système politique qui triompha au 10 décembre, puisque le nom de Napoléon est à lui seul tout un programme. » Lorsque « la France cherche la main, la volonté, le drapeau de l'élu du 10 décembre (1), » elle peut rencontrer beaucoup plus de lumière dans les écrits mêmes de celui-ci que dans les plans formés par le glorieux fondateur du premier empire. La législative avait sous les yeux ces écrits-là, fruits et consolations d'une laborieuse captivité; c'était là qu'il aurait fallu étudier à ses sources véritables l'idée napoléonienne, qui défrayait alors la polémique. En les méditant, en les rapprochant surtout de graves et récentes manifestations, l'assemblée aurait pu, bien avant le coup d'état, mesurer l'abîme qui séparait dès lors les aspirations des deux pouvoirs. C'est encore là qu'il importe aujourd'hui de rechercher la pensée à laquelle semble suspendu le sort des deux mondes depuis qu'un ministre a fait savoir à la France la prochaine application aux populations du Mexique du nouveau droit public dont l'intervention impériale a procuré le bénéfice aux populations de l'Italie (2). Or l'*idée parlementaire* à laquelle adhérait si ardemment l'assemblée était précisément le contre-pied de l'*idée napoléonienne* telle qu'elle avait apparu au prisonnier de Ham dans les obscurités de sa vie, telle qu'elle s'irradiait pour lui à l'aube de ses prospérités naissantes. Selon cette dernière doctrine,

(1) Message du président de la république à l'assemblée législative (31 novembre 1849).

(2) *Moniteur*, discours de M. Billault (séance du 26 juin 1862).

l'avenir de l'Europe appartient à la démocratie, et celle-ci a trouvé dans le code Napoléon l'expression la plus vraie de ses besoins en matière civile, dans la constitution de l'an VIII la condition la plus naturelle de son développement normal. Le triomphe de la démocratie ne consiste en effet ni à exercer, ni à partager, ni même à surveiller l'autorité, mais à en déléguer l'exercice à un pouvoir sorti de son sein et constitué par son souverain suffrage. Une dictature populaire commise à une puissance fortement centralisée, servie par des instrumens sans autre force morale que celle qu'ils en reçoivent et placés vis-à-vis du chef de l'état dans une dépendance absolue (1), telle était la forme de gouvernement que l'on prétendait opposer dès 1840 au mécanisme complexe et à la stérilité loquace des monarchies constitutionnelles. Dans cette doctrine-là, le peuple joue le rôle du dieu qui, après avoir donné une chiquenaude au monde, afin de le mettre en mouvement, rentre dans son éternel repos. La politique étrangère n'y diffère pas moins que la politique intérieure de celle que professait alors la majorité parlementaire. Se plaçant en effet en dehors des questions traditionnelles, des questions d'alliances et même de frontières naturelles, elle s'appuyait sur le droit supérieur des nationalités, droit imprescriptible qui inspirait dès sa eunesse au publiciste impérial une foi tellement profonde que, réagissant jusque sur le passé, il n'hésitait pas à attribuer à Napoléon Ier un projet universel de restauration des autonomies et des nationalités confisquées par lui-même, projet dont l'Italie, l'Allemagne, l'Espagne, la Hollande et la Pologne n'auraient pas tardé à profiter, si les libérales intentions de l'empereur n'avaient été méconnues et contrariées par l'obstination des gouvernemens et des peuples à lui résister (2).

Qu'on se figure les chefs de la majorité placés en présence d'une théorie qui prétendait dénier constitutionnellement toute influence aux ministres, et qui déjà pouvait laisser entrevoir, comme dernier terme de l'expédition romaine, un appel à la nationalité italienne interrogée par le suffrage universel; qu'on se représente deux pouvoirs exprimant avec une égale sincérité deux idées aussi incompatibles, et l'on comprendra que, si périlleuse qu'elle pût sembler pour l'un et pour l'autre, une crise était devenue inévitable. Il n'y

(1) « Dans un gouvernement dont la base est démocratique, le chef seul a la puissance gouvernementale; la force morale ne dérive que de lui; tout remonte directement jusqu'à lui, soit haine, soit amour. Dans une telle société, la centralisation doit être plus forte que dans toute autre, car les représentans du pouvoir n'ont de prestige que celui que le pouvoir leur prête, et, pour qu'ils conservent ce prestige, il faut qu'ils disposent d'une grande autorité, sans cesser d'être vis-à-vis du chef dans une dépendance absolue, afin que la surveillance la plus active puisse s'exercer sur eux. » *L'Idée napoléonienne, Œuvres de Napoléon III*, t. Ier, p. 56.

(2) *Œuvres de Napoléon III*, t. Ier, p. 156 et suiv.

avait pas à espérer de voir quitter le pouvoir à jour fixe par un homme auquel on montrait en perspective la retraite de Mount-Vernon quand il songeait aux Tuileries, et qui croyait, non sans motifs, à la persévérance de ses nombreux électeurs, lorsque cet homme considérait d'ailleurs la volonté du peuple comme la source de tous les droits, et lui attribuait, comme aux papes du moyen âge, la puissance de délier des sermens de fidélité.

En tout état de cause, le gouvernement républicain se fût difficilement acclimaté en France depuis 1848 à cause des répugnances populaires: mais les auteurs de la constitution du 12 novembre semblèrent prendre à tâche de surenchérir pour lui sur toutes les mauvaises chances. Frappés des inconvéniens moraux que présentent aux États-Unis les brigues électorales des présidens en exercice, ils voulurent y couper court en interdisant à ceux-ci la réélection immédiate, ne prévoyant pas qu'ils allaient du premier coup tuer la république, afin de mieux protéger sa vertu. Convaincus d'ailleurs que la France serait aveugle, si jamais elle souhaitait une œuvre plus parfaite, ils imitèrent Lycurgue, et rendirent presque impossible une révision qui seule aurait pu la sauver. C'est le jour où la révision de la constitution fut rejetée que *l'empire a été fait* (1).

Dès l'ouverture de l'année 1851, la révocation du général investi du double commandement de la garde nationale et de l'armée de Paris laissa pressentir à la France l'attitude que le prince-président entendait prendre à l'échéance de 1852, qui déjà se montrait à l'horizon comme un point sinistre. Cet acte audacieux eut l'étrange bonne fortune d'être le programme évident d'une révolution en demeurant couvert par une stricte légalité. Le général Changarnier fut révoqué aussi facilement que l'aurait été un sous-lieutenant, et, fortifié près de l'armée par des discours qui témoignèrent moins de l'irritation de l'assemblée que de son impuissance, le président fut assuré d'aller coucher aux Tuileries, puisqu'on ne l'envoyait pas ce jour-là coucher à Vincennes. Comment en effet et sous quelle escorte l'y aurait-on conduit? Comment cette assemblée, déjà travaillée par tant de perspectives et d'espérances diverses, aurait-elle trouvé dans son sein une majorité assez forte pour aller jusqu'aux résolutions périlleuses et décisives? Il n'y avait pas à demander le concours de la montagne pour faire déclarer la patrie en danger à l'occasion de la retraite d'un homme dont l'ambition proverbiale était de lui infliger une *raclée historique;* le décret du 9 janvier 1851 soulevait naturellement sur les bancs socialistes un sentiment très différent de l'indignation. Le parti républicain s'inquiétait sans doute un peu de l'empire, mais il s'inquiétait bien davantage d'une res-

(1) Séance du 19 juillet 1851.

tauration monarchique, et donner à la majorité conservatrice un concours qu'il savait ne pas devoir profiter à lui-même n'allait pas mieux à ses intérêts qu'à ses haines. Quel accord, même temporaire, était d'ailleurs possible avec l'opinion républicaine depuis que les chefs de la majorité avaient donné pour mot d'ordre à celle-ci le maintien de la loi électorale du 31 mai? Si le parti conservateur s'était reconnu assez fort pour modifier efficacement le suffrage universel en substituant par exemple les deux degrés à l'élection directe, la portée d'un tel service rendu à la société aurait pu expliquer qu'il liât son sort au succès d'une pareille tentative; mais courir des périls assurés pour des résultats incertains, préparer à un habile adversaire le terrain le plus favorable pour livrer bataille en jouant une partie dont on n'a pas même calculé les chances, c'était une conduite qui témoignait certainement de l'altération du sens politique au sein d'une assemblée dont la pénétration semblait se retirer avec la force.

Si l'auteur des *Discours sur Tite-Live* vivait de nos jours, il consacrerait l'un de ses plus beaux chapitres à honorer l'usage que le président de la république sut faire de l'arme terrible si opportunément placée entre ses mains. Le message par lequel, à la veille du coup d'état, le prince Louis-Napoléon notifiait à la législature sa résolution de lui proposer la révocation immédiate de la loi du 31 mai et le rétablissement du suffrage universel dans son intégrité lui paraîtrait probablement un chef-d'œuvre d'habileté (1). Je n'aurais garde de contredire un pareil maître : ce serait au secrétaire d'état florentin qu'il appartiendrait également d'écrire l'histoire du

(1) « Les résolutions qui décideront de notre sort ne peuvent émaner que d'un acte décisif de la souveraineté nationale, puisqu'elles ont toutes pour base l'élection populaire. Eh bien! je me suis demandé s'il fallait, en présence du délire des passions, de la confusion des doctrines, de la division des partis, alors que tout se ligue pour enlever à la morale, à la justice, à l'autorité leur dernier prestige, s'il fallait, dis-je, laisser ébranlé, incomplet, le seul principe qu'au milieu du chaos général la Providence ait maintenu debout pour nous rallier.

« Quand le suffrage universel a relevé l'édifice social par cela même qu'il substituait un droit à un fait révolutionnaire, est-il sage d'en restreindre plus longtemps la base? Enfin je me suis demandé si, lorsque des pouvoirs nouveaux viendront présider aux destinées du pays, ce n'était pas d'avance compromettre leur stabilité que de laisser un prétexte de discuter leur origine et de méconnaître leur légitimité. Le doute n'était pas possible, et, sans vouloir m'écarter un seul instant de la politique d'ordre que j'ai toujours suivie, je me suis vu obligé, bien à regret, de me séparer d'un ministère qui avait toute ma confiance et mon estime, pour en choisir un autre, composé également d'hommes honorables, connus par leurs sentimens conservateurs, mais qui voulussent admettre la nécessité de rétablir le suffrage universel sur la base la plus large possible. Il vous sera donc présenté un projet de loi qui restitue au principe toute sa plénitude, en conservant de la loi du 31 mai ce qui dégage le suffrage universel d'élémens impurs, et en rend l'application plus morale et plus régulière. » — Message du président de la république à l'assemblée législative (4 novembre 1851).

2 décembre, et d'exposer dans ses détails cette grande victoire du calcul, du sang-froid et du secret. Je n'ai pour mon compte qu'un mot à dire, c'est que cette victoire-là était certaine du moment où l'on avait commis la faute de rendre la bataille inévitable sans disposer d'aucune force pour la livrer. Le 24 février et le 2 décembre ont entre eux ce rapport commun que la cause de la liberté modérée y succomba en quelques heures sous la proclamation de la république et sous celle de la dictature; mais le succès de l'une avait été aussi imprévu que celui de l'autre était attendu : la république avait été subie par stupeur, la dictature fut accueillie par lassitude. Contre l'une, l'on pouvait prévoir une réaction prochaine; contre l'autre, la réaction ne pouvait être que très lente, car la première violentait les intérêts, et la seconde ne contrariait que les idées.

Envisagé au point de vue de l'habileté de l'exécution, le coup d'état du 2 décembre distance de très loin, par la multiplicité des ressorts, les conjurations classiques contées par Saint-Réal. Le succès n'en fut possible que contre une assemblée qui n'avait plus qu'une constitution discréditée à opposer aux plus formidables engins de la centralisation gouvernementale. En apprenant les mystères de la nuit durant laquelle des sergens de ville avaient éveillé en sursaut la république pour la conduire en fiacre à Mazas, la gaîté gauloise vint tempérer l'émotion patriotique, fort refroidie d'ailleurs, il faut bien le reconnaître, par les incidens parlementaires des derniers temps. Paris avait depuis quelque mois grand'peur du spectre rouge, contre lequel il cuirassait de fer les devantures de ses magasins. Aussi laissa-t-il faire avec une sorte de curiosité complaisante, persuadé qu'il ne se trouverait pas le lendemain en pire situation que la veille. Les classes libérales, en exagérant leurs craintes afin de se donner une excuse, se lavèrent les mains, comme Pilate, du sort de la liberté, heureuses de pouvoir abriter leurs défaillances derrière les entraînemens du suffrage universel. Comme dans les romans de chevalerie, la nation s'était en effet promise à l'homme assez entreprenant pour affronter les périls de l'année 1852, et pour en dissiper avec son épée les ténèbres menaçantes.

L'époque close par ce brusque dénoûment est profondément attristante à étudier, parce que son double caractère fut l'agitation et la stérilité. Jamais on n'était tombé de perspectives plus idéales dans des réalités plus vulgaires. Rêver la régénération du genre humain par la république pour finir en quatre ans par la dictature, telle fut l'histoire du mouvement de 1848, venant aboutir en 1852, sur tout le continent européen, à la plus formidable réaction despotique et militaire. Libre d'esprit comme de cœur, j'ai pu l'étudier sans reculer devant des questions délicates, et j'espère avoir parlé d'hommes dont les intentions valaient mieux que les actes avec cette justice

que Cicéron déclare inséparable de la bienveillance (1), et que rendent d'ailleurs naturelle les épreuves et les déceptions de la vie.

Nous avons vu un grand gouvernement, dont les institutions étaient ou souhaitées ou déjà imitées par toute l'Europe, tomber dans la plénitude de sa force et par l'effet même d'une confiance que l'histoire aura à juger. Prise d'assaut par les barbares, la France ne tarde pas à leur échapper, car ses mœurs ont survécu à ses lois disparues dans la tempête, et elle a conservé la liberté, si étranges que soient pour elle les formes nouvelles sous lesquelles celle-ci s'exerce. La France honnête et libérale a gardé pour se défendre l'arme puissante de la presse, qui va lui profiter désormais bien plus qu'à ses ennemis; elle retrouve bientôt celle de la tribune, où remontent la plupart des hommes formés par les grands débats et par la pratique des affaires Ni les moyens ni les guides ne lui manquent donc cette fois pour se relever; elle sauve aux élections générales pour la constituante l'ordre social par un acte d'intelligente déférence, et se prépare à commencer sous le drapeau républicain l'épreuve qui a si mal tourné sous le drapeau monarchique. Malheureusement à cette tentative, à laquelle s'associent d'abord loyalement les classes éclairées, et dont l'effet moral, si elle avait réussi, aurait transformé la France, les masses populaires opposent un invincible *veto*. Usant du droit suprême qui leur a été reconnu, elles prononcent, pour faire acte de souveraineté, un nom qui devient dans l'opinion le coup de mort de la république. Celle-ci expire étouffée dans les bras du suffrage universel, comme l'artiste de la légende allemande dans ceux de la statue à laquelle il avait communiqué la vie. Le peuple fait un prétendant, rendant ainsi à chacun le droit d'avouer le sien et de relever son propre drapeau; mais, si légitime qu'un pareil droit soit devenu pour les diverses opinions monarchiques depuis le 10 décembre, l'exercice n'en atteint pas moins profondément dans sa force le grand parti constitutionnel. Divisé par des vues toutes différentes, subissant et les illusions de la foi qui compte toujours sur la Providence et celles de l'habileté qui estime suffire à tout par l'esprit et par la souplesse, il va se dissolvant de plus en plus sous l'influence latente qui se développe et s'affermit. Du jour où s'opéra la révocation du général Changarnier jusqu'à celui qui vit rejeter la proposition dite des questeurs, par suite du refus que fit le parti républicain de s'associer à une politique agressive qui ne pouvait lui profiter, l'assemblée soutint une sorte de siége en règle, voyant chaque jour se rapprocher les parallèles, perdant l'un après l'autre tous ses postes avancés, et

(1) « Justitiæ conjuncta est beneficentia, quam eamdem vel benignitatem, vel liberalitatem appellari licet. » *De Officiis*, lib. I, c. 7.

n'ayant bientôt plus pour se défendre que l'enceinte même de la place, dans laquelle il manquait une garnison. Blocus, assaut ou surprise nocturne, le dénoûment était donc certain, et, comme celui de tous les siéges qui ont duré longtemps, il avait été plus chanceux à préparer qu'il ne fut périlleux à accomplir.

Gardons-nous toutefois d'emporter de ce spectacle une impression de nature à ébranler notre foi dans l'avenir assuré à la cause de la liberté politique, sous quelque forme qu'elle doive s'établir définitivement parmi nous. En France, les idées ont depuis quinze ans moins changé que les situations, et nous avons fait moins de chemin que nous n'avons semblé en parcourir. Si les révolutions auxquelles nous avons assisté ont affaibli chez plusieurs leurs anciennes croyances, elles n'en ont pas suscité de nouvelles, et ceux que nous nommons des renégats ne sont guère que des sceptiques. Or le scepticisme, qui peut corrompre l'opinion, n'a pas la puissance de la contenir, et celle-ci a d'ordinaire parmi nous de rapides et souverains retours.

Ce n'est pas devant ce qui se passe depuis Vienne jusqu'à Pétersbourg qu'il est aujourd'hui possible de douter du triomphe prochain de ces doctrines constitutionnelles, devenues le patrimoine et comme le droit public de tous les peuples civilisés. S'imaginer qu'en matière de garanties, de publicité, de responsabilité, et, pour tout dire en un seul mot, qu'en matière de gouvernement représentatif la France demeurera longtemps en arrière de l'Europe, c'est faire injure à la fois et à la grande nation qui s'entr'ouvrit les veines pour nourrir l'univers de sa substance et de son sang, et au pouvoir auquel des événemens prodigieux ont commis le soin de ses destinées. Les actes du 24 novembre 1860 et du 17 novembre 1861 sont déjà là pour établir qu'il comprend ce que réclament l'intérêt de son avenir et le soin de notre propre honneur. Si les dynasties royales peuvent changer, les dynasties d'idées sont immortelles. On ne les exile pas par décret, et nulle main n'est assez forte pour maintenir chez nous une barrière entre un principe et ses conséquences. La plus impossible des entreprises serait de proclamer les idées de 89 en méconnaissant leur filiation légitime, et la plus périlleuse des illusions serait de croire la France disposée à ne pas profiter pour son propre compte des vérités semées par elle, lorsqu'elle en voit fructifier partout la moisson. Toujours logiques quant à leur développement final, les grandes révolutions sont parfois arrêtées dans leur mouvement d'expansion par des épisodes accidentels, auxquels il n'est pas donné de détourner le cours des idées elles-mêmes. Les combinaisons excentriques sorties du cerveau de Sieyès après le 18 brumaire sont aussi étrangères au vrai mouvement de 89 que l'ont été en 1848 les fan-

taisies socialistes de M. Louis Blanc. Le 24 février n'a pas été un progrès, mais un obstacle dans l'ordre naturel des choses.

Sitôt que la révolution de 1848 a succombé sous une réaction dont la responsabilité lui appartient tout entière, le mouvement normal de l'intelligence, violemment suspendu par l'intervention des intérêts alarmés, a repris son cours par toute l'Europe, où les gouvernemens et les peuples s'avancent désormais de concert vers le but qui s'est un moment voilé pour la France. En imposant à celle-ci la république, les sectaires de l'Hôtel de Ville prétendirent lui faire franchir plusieurs degrés d'initiation à la fois, comme aurait dit Ballanche dans son doux et profond langage. Il faut autant se défier des presbytes que des myopes, car la poursuite essoufflée de l'avenir n'épuise pas moins les peuples que le culte superstitieux du passé. Lassée de cette course aventureuse, la France s'est reposée avec une satisfaction incontestable sous des institutions qui ne lui interdisent ni les longs loisirs ni le sommeil réparateur; mais, en changeant de guides, elle n'a changé ni d'instincts, ni d'aspirations, ni d'espérances. Le travail qui s'opère aujourd'hui dans son sein consiste à mettre ses intérêts en parfait accord avec ses idées, en faisant disparaître l'antagonisme qui les a trop longtemps séparés. Lorsqu'il sera démontré qu'une sage, mais sérieuse liberté n'importe pas moins à la sécurité de la nation qu'à sa dignité, et que des pouvoirs pondérés peuvent seuls protéger efficacement la fortune publique, quand la liberté sera en mesure de se chiffrer par millions, sa cause sera à tout jamais gagnée. Née au Jeu de Paume, elle est destinée à renaître par la Bourse. Il suffit d'ouvrir les yeux pour voir que l'on touche à l'heure de cette démonstration arithmétique. Lorsque les banquiers et les industriels seront tous du même avis que les *bavards*, le gouvernement représentatif aura pour jamais reconquis la France. Alors ceux qui n'auront pas éprouvé dans leur foi une heure de défaillance pourront goûter la joie promise à une obscure, mais indomptable fidélité.

Aucun de mes lecteurs n'aura pu se méprendre, je l'espère, sur le caractère de ce travail. Nous ne touchons pas au moment où il sera possible de connaître et de dire toute la vérité sur l'étrange révolution de 1848, enchevêtrée dans l'histoire de la révolution de 1789 comme une épave jetée par la tempête dans le lit d'un grand fleuve dont elle obstrue le cours. Le 24 février a enfanté le 2 décembre, et tant que l'établissement politique sorti de cette dernière crise n'aura pas produit toutes ses conséquences dans l'ordre constitutionnel et diplomatique, il faudra bien renoncer à porter sur la première un jugement définitif. L'histoire toucherait d'ailleurs de trop près aux vainqueurs et aux vaincus pour conserver la plénitude

de ses droits, les uns se trouvant protégés vis-à-vis d'elle par leur malheur, les autres par leur puissance. Ajoutons que, pour faire bien comprendre comment la république, également antipathique à toutes les nuances de l'opposition, est sortie d'un désaccord profond entre les hommes qui, au 22 février, ne souhaitaient qu'un changement de cabinet et ceux qui aspiraient secrètement à un changement de règne, il faudrait des renseignemens que les portefeuilles conserveront longtemps encore. Le jour des petites révélations devra précéder celui des grandes justices. Nous ne possédons jusqu'à présent que des écrits apologétiques émanés d'hommes jaloux de présenter leur intervention dans les événemens de 1848 sous le jour le plus favorable, et qui tous, chose remarquable, se défendent avec le plus grand soin de l'imputation de les avoir provoqués. M. de Lamartine le premier nous a donné une œuvre dans laquelle semblent retentir toutes les clameurs de ces jours d'orage et se refléter le brillant mirage de tant d'illusions détruites. M. Garnier-Pagès accomplit une tâche semblable, et son volumineux travail, lorsqu'il sera terminé, deviendra une source sinon complète, au moins très précieuse d'informations, quoique personne ne puisse sans doute aller chercher un jugement dans une œuvre qui ne saurait être qu'un plaidoyer.

Après ces écrits, importans à des titres divers, il n'y a guère à signaler comme travail d'ensemble sur cette époque que le livre spirituel de l'écrivain pseudonyme qui, au lendemain de la chute du gouvernement républicain, entreprit la double tâche d'exposer cette catastrophe et de dégager la démocratie de toute solidarité dans le renversement de la république. A l'exemple de tous les théoriciens dont le siége est fait, M. Daniel Stern n'admet pas que les événemens puissent jamais aller à l'encontre des idées, et déploie pour les faire concorder des souplesses et des ressources infinies. Il y a d'ailleurs toujours un certain côté par lequel l'école démocratique se réconcilie très facilement avec la dictature, et l'école fataliste avec les faits accomplis. Je n'ai pas eu pour mon compte, on le croira sans peine, la prétention d'accomplir dès aujourd'hui une tâche dont je viens de constater les difficultés à peu près insurmontables, et, sans songer à résoudre les questions, je me suis borné à les poser. Cependant je croirais n'avoir pas fait une chose inutile, si j'étais parvenu à mettre en parallèle l'œuvre européenne à peu près accomplie dans la période antérieure à 1848 et celle que prépare au monde le nouveau droit public inauguré au 24 février, et qui a trouvé sa dernière forme dans le plébiscite du 22 novembre 1852.

L. DE CARNÉ.

L'ANGLETERRE

ET

LA VIE ANGLAISE

XVII.

LES BEAUX-ARTS A L'EXPOSITION DE 1862.

LA PEINTURE ET LES PEINTRES DANS LE ROYAUME-UNI.

Il n'est guère de pays plus riches en objets d'art que la Grande-Bretagne, il n'en est guère aussi dont les richesses soient moins connues. J'ai vu des artistes français emporter de Londres une triste idée au point de vue qui les préoccupait; cela s'explique. ils s'étaient bornés à visiter la Galerie nationale, *National Gallery*, qui contient de fort belles toiles, entre autres la *Sainte Catherine* de Raphaël, le *Ganymède* de Titien, le *Jugement de Pâris* de Rubens, mais qui en somme ne répond point du tout à ce qu'on a le droit d'attendre d'un grand peuple et d'une florissante métropole. Ils en concluaient que les Anglais, entièrement absorbés par les machines, par les créations de l'industrie et par les découvertes matérielles, se soucient assez peu de rechercher les trésors de la peinture et de la statuaire. Cette conclusion est bien loin d'être juste. La Galerie nationale ne mérite point le titre qu'on lui a donné. D'origine récente, car elle ne date guère que de 1823, elle a été formée en grande partie de dons volontaires et de quelques achats du gouvernement; elle est donc pauvre, si on l'envisage comme collection nationale, et le bâtiment qui la renferme est des plus laids. Érigé entre 1832 et 1838 d'après les

dessins de William Wilkins, cet édifice surbaissé borne tristement Trafalgar-Square avec ses raides escaliers de pierre, son froid péristyle et ses dômes mesquins en forme de lanternes. Heureusement pour l'honneur de l'Angleterre, la ville de Londres et les environs possèdent beaucoup d'autres galeries de peinture. Entre la France et la Grande-Bretagne, il y a ici, comme sur tant d'autres points, la différence de deux systèmes, — d'un côté la centralisation, — de l'autre l'ubiquité. Qui a vu le musée du Louvre peut se former une idée assez exacte des chefs-d'œuvre qui nous appartiennent; quiconque n'a vu à Londres que la *National Gallery* ne connaît presque rien des merveilles que possèdent nos voisins.

Sans sortir de Londres, il y a d'abord, dans Lincoln's-Inn-Fields, le *Soane Museum*, riche collection léguée au public par sir John Soane, un architecte qui a bâti lui-même la maison habitée maintenant par des tableaux. L'intérieur de ce musée présente une succession de petites salles, de petits corridors, de petits cabinets, de petites chambres à coucher d'une forme étrange, et qui portent des noms encore plus bizarres, *le Parloir du moine*, *les Catacombes*, *la Chambre sépulcrale*, *la Crypte*, *l'Alcôve de Shakspeare*, *le Coin de Tivoli*. Tout cela est couvert de peintures depuis les murs jusqu'aux plafonds. On a comparé ce musée avec ses passages étroits et mystérieux, ses recoins, ses détours de labyrinthe, à l'intérieur d'une mine dont les veines se ramifieraient comme au hasard, offrant, à défaut de minerais précieux, des trésors d'art. Là en effet se montrent des cartons et des toiles d'un prix inestimable. La *Vernon Gallery* est un autre cadeau fait au pays par un Anglais riche et un homme de goût, M. Vernon, qui vers 1847 crut remplir une lacune en ouvrant aux visiteurs une galerie où ils pussent étudier l'histoire de la peinture britannique. Je passe sous silence beaucoup d'autres établissemens, tels que le *Kensington Museum*, que l'on doit pourtant visiter à Londres, si l'on tient à se former une idée de l'importance qu'attachent les Anglais à la possession des objets d'art (1). A quelques milles de Londres se rencontrent, dans diverses directions, la galerie de Hampton Court, où l'on admire des cartons de Raphaël, le château de Windsor, célèbre par ses peintures, la *Salle des Tableaux* à l'hôpital de Greenwich, où revivent plus ou moins heureusement sur la toile

(1) Il doit suffire de nommer la collection de la Société pour l'encouragement des beaux-arts et des manufactures (*Society of arts*), où les curieux peuvent visiter les six fameux tableaux de James Barry, lesquels d'ailleurs ne justifient point absolument leur réputation, — la grande salle des chirurgiens (*Barber-surgeons' hall*), où figure une des plus belles toiles de Holbein, — l'hôpital des enfans trouvés (*Foundling hospital*), dont les portraits et les tableaux de genre ont constitué depuis longtemps une source de richesses, car ils appellent vers l'établissement les visites et les charités, — enfin la galerie de la reine au palais de Buckingham.

les batailles navales de la Grande-Bretagne, et surtout la *Dulwich Gallery*. L'histoire de cette dernière collection est assez curieuse. Vers la fin du dernier siècle résidait en Angleterre un M. Noël Desenfans, consul du dernier roi de Pologne, Stanislas II. Quand la révolution française éclata, il fut chargé par son souverain d'acheter les bons tableaux que cet événement jetait sur le marché. Il avait déjà rassemblé plusieurs toiles estimables, lorsque le roi Stanislas fut tout à coup détrôné. Desenfans était si bien lancé qu'il ne s'arrêta point en chemin : il continua de *collectionner* avec succès pour son propre compte, à tel point qu'un beau jour il se trouva encombré de tableaux, dans l'achat desquels il avait dépensé toute une fortune. Trouvant néanmoins sa galerie trop lourde, comme il disait, « pour les épaules d'un simple particulier, » il essaya de s'en défaire. Une partie des tableaux furent vendus; mais les autres, — et c'était le plus grand nombre, — restèrent bon gré mal gré entre les mains du collectionneur. A sa mort, il laissa par testament les richesses qui l'avaient ruiné à un artiste, sir Francis Bourgeois, Suisse d'origine. Bourgeois, lui aussi, mourut et légua toute la collection au collége de Dulwich, en posant toutefois une condition : c'est que le public y serait admis. De plus il institua une somme de 2,000 livres sterling pour assurer la conservation des peintures, et une autre de 10,000 pour élever le bâtiment destiné à les recevoir.

Le soin de recueillir les objets d'art ayant été abandonné par l'état à l'initiative des particuliers, quelques riches familles, soit par zèle, soit par amour-propre, se sont acquittées de cette tâche avec honneur (1); il n'en résulte pas moins une sorte de diffusion, et de là un obstacle, surtout pour l'étranger, à la connaissance des chefs-d'œuvre disséminés dans le royaume-uni. Les inconvéniens de ce système avaient vivement frappé, il y a quelques années, un Anglais de mérite, M. C. J. Deane, au moment où il visitait chez nous l'hôtel de Cluny. Il conçut alors l'idée de réunir, ne fût-ce que pour un temps assez court, les ouvrages des maîtres dispersés entre les mains des collecteurs ou des anciennes familles. Cette idée, il la communiqua, en revenant de France, à quelques-uns des principaux fabricans de Manchester, qui l'accueillirent avec enthousiasme. Encouragé par ce succès, il publia un petit écrit dans lequel il exposait ses vues sur les avantages qu'il y aurait pour le public à concentrer dans une sorte de musée provisoire des trésors qui avaient

(1) Parmi les galeries particulières (*private*), il faut citer *Northumberland house*, qui appartient au duc de Northumberland; *Grosvenor gallery*, formée par le marquis de Westminster; *Bridgewater gallery*, évaluée à 150,000 liv. sterl., et qui est la propriété du comte d'Ellesmere; *Sutherland gallery*, qui se trouve à Strafford house, résidence du duc de Sutherland.

échappé jusque-là aux regards curieux de la foule et même des artistes. Le plan devint bientôt populaire, et on choisit la cité de Manchester pour le mettre à exécution. L'idée que ce centre de l'industrie et du commerce allait devenir le rendez-vous des beaux-arts flatta singulièrement les négocians de la ville, accusés, sans doute à tort, de n'adorer dans le monde que le coton et les intérêts matériels. En moins de six semaines, une centaine d'entre eux souscrivirent une somme de 70,000 livres sterling. En même temps on fit un appel à la générosité de tous ceux qui possédaient dans la Grande-Bretagne de précieux objets d'art. Cet appel trouva de l'écho dans les châteaux et les manoirs de la noblesse; la reine donna elle-même l'exemple en envoyant une partie de sa collection. Un palais de fer éclairé par un toit de cristal s'éleva pour la circonstance, et l'exposition s'ouvrit au mois de mai 1857. On s'attendait à une surprise : il y eut en effet lieu de s'étonner en voyant sortir de l'ombre tant de trésors ignorés. « Nous ne nous savions pas si riches! » tel fut le cri général des Anglais. L'occasion s'offrait de même aux étrangers de rectifier leurs jugemens sur la pauvreté relative de l'Angleterre en fait d'ouvrages des différentes écoles: mais je dois dire que très peu d'entre eux se rendirent alors à Manchester. Au bout de quelques mois, l'exposition s'évanouit, les tableaux retournèrent sous les voûtes des demeures baroniales, le bâtiment même fut démoli, et il ne resta plus qu'un souvenir. Quoi qu'il en soit, ce souvenir devait être fécond, et nous retrouvons la trace de l'exposition de Manchester dans la galerie de tableaux qui accompagne, en 1862, l'exposition universelle de l'industrie au palais de South-Kensington.

D'où vint la pensée d'adjoindre une sorte de congrès des beaux-arts à l'exhibition des produits naturels ou transformés par les machines? C'était une opinion générale en Angleterre, du moins parmi tous les hommes de goût, qu'en 1851 la nation britannique avait trop sacrifié à l'utile et pas assez au sentiment du beau. Pour combattre cette tendance trop exclusive, il fut jugé convenable de faire une place aux arts du dessin, dont l'influence se reflète d'une manière si sensible sur les traits généraux de l'industrie. Le plan qui avait réussi à Manchester fut aussi celui qu'on adopta, du moins en ce qui regarde l'école anglaise. On invoqua la libéralité des détenteurs de tableaux, et ils répondirent à l'appel comme la première fois. Les musées nationaux furent également mis à contribution. Si j'en crois de graves témoignages, les artistes britanniques appelés à donner leur avis ne furent pas sans hésiter un peu devant la comparaison avec les écoles étrangères. Ce scrupule se trouva pourtant écarté, et toutes les nations furent invitées à envoyer les meilleurs

ouvrages des peintres et des sculpteurs modernes, ceux du moins qui pouvaient le mieux donner une idée de l'état présent de l'art dans chaque pays. Une division de l'édifice, connue sous le nom de *Picture Gallery* et occupant deux ailes du palais, fut destinée à recevoir les six mille tableaux, statues, dessins, gravures, envoyés de tous les coins de l'Europe. Au point de vue de l'architecture, cette partie du bâtiment est la plus satisfaisante; les tableaux se montrent libéralement éclairés et jouissent en quelque sorte de l'air et de l'espace dans les grandes salles hautes de l'exposition de peinture.

Je ne veux pas croire que le comité, en ajoutant une galerie spéciale pour les beaux-arts, ait été guidé par un motif d'intérêt : c'est pourtant, il faut le dire, la branche de l'exposition universelle qui a obtenu le plus de succès. On avait cru trop légèrement le peuple de Londres indifférent à la contemplation du beau : les faits ont démenti cette opinion, et la foule qui se presse chaque jour dans le département des peintures montre bien que si elle témoigne en général peu d'empressement à visiter la *National Gallery*, c'est que la ville de Londres ne contient point un musée digne de défrayer à plusieurs reprises la curiosité publique. Ce ne sont point seulement les hommes du monde, mais aussi les gens de la campagne, les ouvriers, qu'on voit affluer à Kensington dans la galerie de tableaux. L'intérêt qui s'attache à ces grandes réunions d'objets d'art, — réunions beaucoup trop rares dans la Grande-Bretagne, — a très certainement contribué à grossir les recettes. A mesure surtout que la saison s'avance, une procession de cinquante à soixante mille curieux se dirige chaque jour (1) sur la route de Brompton. Cette route est elle-même un tableau de mœurs. Tout Londres est là avec ses *pick-pockets* (filous), ses *cockneys* (badauds), ses marchands des rues, ses *shoeblacks* (décrotteurs), ses enfans abandonnés, qui courent pieds nus dans la boue pour offrir aux passans un *catalogue* abrégé de l'exposition à un *penny;* quelques-uns d'entre eux ont même inventé un système de bâtons fourchus au moyen desquels ils présentent leur marchandise et atteignent le toit des plus hauts omnibus chargés de monde. Plus on approche de South-Kensington, et plus le mouvement des voitures se montre formidable; les plus curieuses parmi ces dernières sont d'immenses chars-à-bancs de plaisir, *pleasure vans;* un ou deux amateurs montés sur le siége du cocher sonnent du cor ou soufflent à devenir bleus dans d'autres instrumens de cuivre pour charmer les heures du voyage, tandis que toute une société (*party*), hommes et femmes entassés, serrés les uns contre

(1) Ce fait ne s'observe toutefois que les *shilling days*, jours à 1 shilling. Le vendredi et le samedi, jours où l'on paie une demi-couronne d'entrée, le nombre des visiteurs diminue dans une proportion notable.

les autres, exprime par les mille nuances de la physionomie les notes les plus diverses de la surprise et de la joie à la vue de ce singulier théâtre des rues où le passant est à la fois acteur et spectateur. D'autres fois ces mêmes chars-à-bancs sont remplis d'enfans : ce sont alors des écoles que les maîtres conduisent à l'exposition : les *hourrahs*, les mouchoirs agités, les petites mains qui saluent la foule, tout cela passe comme un bourdonnement d'abeilles à travers le tumulte et la tempête de la route. Une bonne pensée s'est développée dans ces derniers temps. Excitées sans doute par l'exemple de la reine, un assez grand nombre de personnes riches ont acheté des billets pour ouvrir aux garçons et aux filles des écoles de charité, souvent même aux enfans des *workhouses* (maisons de pauvres), l'entrée du palais de South-Kensington. Ces derniers vont généralement à pied, deux par deux, en uniforme plus ou moins bizarre, avec une bannière en tête portée victorieusement par un des enfans de l'école. Ce spectacle émeut généralement la foule, surtout les mères : n'est-il point touchant de voir les enfans de la misère participer, eux aussi, ne fût-ce que par les yeux, à toutes les richesses de l'industrie et à toutes les splendeurs de l'art étalées avec la pompe d'une fête?

Une fois entrés dans le palais de l'exposition, ces groupes divers, qui sont souvent très considérables (car ils se composent au besoin d'un village, d'un nombreux atelier (1), d'une confrérie ou d'une grande pension), prennent certaines précautions pour que les membres ne se perdent point les uns les autres au milieu de l'océan des visiteurs. Les enfans des écoles de charité se reconnaissent aisément à leur costume; mais les autres bandes adoptent volontiers un signe de ralliement, tel qu'un ruban d'une certaine couleur. « Elle doit être des nôtres, » disaient à côté de moi deux jeunes gens en regardant une jeune femme qui se promenait seule dans une des galeries : *elle a la feuille*. Je remarquai en effet à son chapeau une feuille de chêne que les deux inconnus portaient également à leur boutonnière. La partie de plaisir se complète d'ordinaire par un dîner servi, entre midi et deux heures, dans une des grandes salles du restaurant attaché à l'exposition. Le même privilége a été étendu, toujours par voie de souscriptions ou de dons volontaires, à plusieurs des écoles de charité ou des *workhouses*. C'est même en plein air, dans une cour délicieusement parfumée par les souffles embaumés qui viennent des jardins de la Société d'agriculture, que les garçons et les filles prennent le plus souvent leur repas, après avoir

(1) Le chef d'une grande usine de Greenwich avait loué dernièrement à ses frais trois *steamboats* pour régaler ses ouvriers d'une partie de plaisir à l'exposition.

nourri leurs yeux et leur âme du spectacle si nouveau pour eux de toutes les richesses enfantées par le travail. Le dîner fini, la promenade recommence dans les cinq parties du monde; entre six et sept heures du soir, les groupes se reforment, les visiteurs solitaires s'écoulent en silence, et les omnibus encombrés redescendent vers les différens quartiers de la ville.

Quoique l'ensemble du palais de l'industrie excite la curiosité, c'est toujours la galerie de peinture qui est le principal centre d'attraction. Aussi nous offre-t-elle l'occasion de compléter notre étude sur l'exposition de 1862 (1), et après avoir parcouru les écoles étrangères, représentées par quelques œuvres choisies, nous rechercherons les caractères de l'art en Angleterre. Plus encore qu'ailleurs, la peinture a donné une forme et une expression dans la Grande-Bretagne au sentiment national, aux manières de vivre, aux habitudes populaires.

I.

Pour organiser cette exposition des œuvres d'art, le comité ne s'est adressé qu'aux peuples modernes de l'Europe. Divers obstacles s'opposent à ce que la peinture proprement dite se développe avec éclat chez les peuples de l'Asie : je n'en signalerai qu'un seul, l'état même de leurs idées en ce qui touche les rapports de l'homme avec le monde extérieur. Pour les nations de l'Orient, la nature est une hiérarchie de forces solitaires, suprêmes, incommunicables. On l'adore ou on la brise, mais on n'essaie pas même de la comprendre. Les pays où l'homme a soumis le monde extérieur à ses besoins sont aussi les seuls où il l'ait associé à ses sentimens; or, plus encore peut-être que les autres arts, la peinture vit de ce que l'âme mêle d'elle-même aux objets de la création. Dans les rêves religieux de l'Inde, qui ont donné naissance à une architecture colossale, j'aperçois bien un dieu incarné dans l'univers, mais je ne vois nulle part l'homme identifié avec les beautés et les grandeurs du paysage. Quoi qu'il en soit des causes qui ont entravé l'essor de la peinture chez les nations asiatiques, la galerie de tableaux du palais de Kensington commence à la Turquie; encore cette dernière ne se trouve-t-elle représentée que par un seul artiste, Musurus-Bey. Un peintre ottoman est une nouveauté, et peut même être salué comme un présage heureux de régénération chez un peuple qui a laissé dans

(1) Voyez la livraison du 1er juillet 1862, et pour l'ensemble de la série, les livraisons du 15 septembre 1857, 15 février, 15 juin, 15 novembre 1858, 1er mars, 1er septembre et 15 décembre 1859, 15 avril, 15 septembre, 15 octobre, 1er décembre 1860, 1er mai, 15 juin, 1er septembre, 15 novembre 1861, 1er mars 1862.

l'histoire de si tristes souvenirs de son mépris pour les œuvres d'art. Il est vrai que, dans les cinq tableaux exposés, Musurus-Bey se montre bien plutôt le disciple estimable et assez habile des autres écoles européennes qu'un peintre national. Ses toiles n'apprennent rien de la vie des Turcs; il y aurait eu pourtant un motif intéressant pour le pinceau dans les scènes d'intérieur voilées le plus souvent aux regards des étrangers par les usages du pays. Ne serait-on pas tenté d'interpréter le silence de l'artiste et de dire que la société turque est encore à elle-même un mystère?

Il nous faut arriver à la Russie pour trouver les germes d'une école de peinture digne d'intérêt. Cette école, on le sait, est née d'hier; elle est sortie, comme presque toute la civilisation moscovite, de la volonté d'un homme. Pierre le Grand voulut avoir des artistes dans son empire, comme il avait voulu avoir des marins. Malheureusement il est plus facile à un empereur de construire des vaisseaux que de *décréter* des hommes de talent. En dépit du *fiat lux* lancé par le tsar, et quoiqu'il ait pris la peine d'envoyer lui-même des jeunes gens faire leurs études de peinture en Italie et en Hollande, l'art se traîna longtemps en Russie à l'état d'enfance. En 1758, l'impératrice Élisabeth fonda une académie qui fut réformée et développée par Catherine II. C'était toujours la continuation du même système, l'art par l'autorité. Cette direction fut à peu près stérile: on peut en juger par quelques spécimens qui figurent dans la galerie russe, et où l'on sent en quelque sorte l'étude conduite par des lisières. A la génération des peintres de cour et d'académie a pourtant succédé dans ces derniers temps une école plus indépendante, qui s'attache à la vie russe, à la nature, et qui s'inspire davantage aux sources nationales. C'est sur ce dernier ordre de tableaux que j'appellerai un instant l'attention.

Un des caractères extérieurs qui devaient tenter le pinceau des artistes russes était l'âpre beauté de leur austère climat. Il est à remarquer en effet que l'hiver, *sævus hiems*, n'a été chargé d'épithètes malveillantes que par les peuples du midi, et si j'en juge par ce que j'ai vu à Marseille, cette saison de l'année, qui est d'ailleurs très courte, manque absolument d'attraits dans les pays chauds. Il n'en est plus du tout de même dans les contrées du nord; il semble au contraire que la nature, en forçant les hommes à vivre dans un hiver prolongé, ait voulu racheter ses rigueurs par les traits énergiques et les grâces sévères répandus sur le paysage. M. Nicolas Svertchkof nous représente un de ces aspects à la fois sombres et intéressans de son pays dans une toile intitulée *le Train des noces*. Quatre traîneaux glissent à distance les uns des autres sur une route ondoyante qui se perd dans les neiges. Le premier de ces traîneaux, attelé de

trois bons chevaux qui courent sur la glace, est conduit par un brave cocher au nez rouge de froid et à la barbe grisonnante. Dans l'intérieur est un jeune couple; le fiancé passe le bras autour du cou et des épaules de la fiancée. On devine à son regard, et aussi à l'expression timide, mais amoureuse, de la jeune fille, que le cœur du moins n'a point froid, et qu'il y a du feu sous toute cette neige. Là est le charme du tableau; ce chaste amour répand un sourire sur la nature glacée. Au fond, bien loin, se dessinent un clocher d'église et quelques chaumières à demi enfouies sous les frimas : c'est le village. — Le même peintre a traité un autre épisode d'hiver dans ses *Voyageurs perdus*. Une charrette (*kibitka*) au toit voûté recouvert de toile est arrêtée au milieu des steppes de neige qui se déroulent avec la tristesse sauvage de l'infini. Le conducteur, couvert d'une pelisse à collet de fourrure, cause avec une jeune fille debout sur la route, et lui demande sans doute des renseignemens pour retrouver son chemin, tandis qu'un voyageur abrité dans le fond de la voiture regarde avec inquiétude l'embarras du cocher aveugle par les neiges. Au collier des chevaux pendent deux sonnettes dont on se figure aisément le bruit monotone et mélancolique dans le silence de ces mornes solitudes.

Comme l'immense empire russe s'étend sous différens climats, on doit s'attendre à des contrastes. Un de ces contrastes est le *Repos au milieu de la fenaison*, par M. Alexandre Morozof. Ici le ciel est chaud, la lumière abondante et joyeuse. Un groupe de paysans et de paysannes russes, dont l'une allaite un enfant, sont assis sur l'herbe nouvellement fauchée, tandis qu'une pauvre vieille femme apporte la soupe dans une terrine. Cet empire, qui touche à tant de pays, touche aussi à la mer, et M. Aïvazofsky a peint avec talent le désordre d'un troupeau de moutons saisis, au milieu des sables, par une tempête. Le berger et le chien luttent pour retenir les moutons, qui semblent comme étourdis par le ciel noir et par le tourbillon qui les entraîne vers les eaux courroucées. J'aime encore mieux, du même artiste, ses *Rouliers de la Nouvelle-Russie*, avec leur convoi interminable de chariots s'avançant, au milieu des brouillards d'un soleil couchant, sur une route qui serpente à travers des steppes inexorablement plats, recouverts d'une herbe courte, et qui donnent bien une idée de l'uniformité du désert. La vie militaire devait trouver un interprète dans un pays qui se montre surtout préoccupé d'étendre encore ses limites. La *Marche d'un train de grosse artillerie dans le Daghestan* est évidemment peinte d'après des souvenirs personnels : aux embarras de la colonne russe déjà si pesamment chargée, mais qui s'avance en bon ordre et musique en tête, s'ajoute une sorte de lutte corps à corps avec les animaux qui portent les

bagages, et parmi lesquels se distingue un jeune taureau obstiné. Il est permis enfin de se figurer ce que doit être le droit du plus fort dans les parties de l'empire qui touchent au monde barbare en examinant le tableau de M. André Popof, une *Scène de la foire de Nijni-Novgorod*, qui nous montre des Mongols pillant la corbeille d'une marchande de fruits. Il y a certainement des promesses d'avenir dans l'école russe : une seule chose m'inquiète, ce sont les traces de corruption précoce qui se révèlent dans quelques branches de cette peinture, comme aussi dans quelques ouvrages des écrivains moscovites. Des tableaux d'une jeune école où s'étalent des nudités sans goût et sans beauté ressemblent à ces enfans qui naissent vieux. Au reste, la peinture russe a déjà fait un grand pas en sortant de l'ornière des académies; elle semble aujourd'hui convaincue de l'impuissance de l'autorité à créer des artistes, et commence à prendre conseil de la nature. Il lui reste, pour conquérir un rang honorable, à se dégager des liens de l'imitation étrangère. Même quand ils traitent des sujets nationaux, les peintres moscovites se montrent encore beaucoup trop dominés par les souvenirs de l'école française et de l'école germanique.

Le groupe des nations scandinaves a été réuni, et avec raison, dans la même salle. Nous commencerons par la Norvége. Plus encore que les artistes russes, les peintres norvégiens s'attachent à leur dure contrée. Il en est de l'amour du pays comme de tous les autres amours: ce ne sont pas toujours les caractères doux et les traits réguliers qui inspirent les passions les plus fortes; un poète anglais a dit : « C'est aux angles que s'accroche le cœur. » Or les angles ne manquent point dans la nature du Nord. Parmi le groupe des peintres norvégiens, les uns se sont inspirés du paysage, les autres se sont consacrés à écrire l'histoire des mœurs domestiques. MM. Gude, Dahl, Fearnley, appartiennent surtout à la classe des paysagistes. Une *Scène de montagnes en Norvége*, de M. Gude, représente vivement le caractère désolé des rochers vus au clair de lune. Une *Forêt norvégienne* du même artiste, avec un cheval et des enfans enveloppés par le mystère solennel des grandes ombres et du feuillage, nous initie aux grandeurs et aux beautés muettes d'une région imposante et heurtée. Une *Chute d'eau à Hougsund*, par M. Dahl, avec des troncs d'arbres, sorte de ponts de bois jetés au-dessus du courant, et une *Cataracte près de Kongsberg*, par M. Fearnley, nous donnent bien une idée des effets que l'eau, c'est-à-dire l'âme et le mouvement du paysage, répand sur des roches plissées, déchirées, « antiques haillons du déluge, » a dit Coleridge. La verte nature du Nord sourit à travers ces rides vénérables. Il y a pourtant des spectacles qui, par la grandeur même, échappent au do-

maine de la peinture, et de ce nombre sont sans doute les aurores boréales. M. Boë, en voulant traduire par le pinceau un de ces incendies du ciel nocturne, n'a guère réussi, malgré des preuves de talent, qu'à transporter sur la toile des couleurs criardes et des détails qui peuvent être vrais, mais qui pour nous manquent de vraisemblance. Les épisodes de la vie domestique ont fourni, d'un autre côté, plus d'un sujet intéressant aux peintres norvégiens, et à la tête de ces derniers se place M. Tidemand. Né à Mandal en 1815, M. Tidemand fit ses premières études à l'académie de Copenhague. Plus tard il s'établit à Dusseldorf, dans l'école de Hildebrandt. Aujourd'hui l'artiste ne tient plus guère à la Norvége que par la naissance, lien très puissant, il est vrai, chez les peintres du Nord. A l'exemple de Rubens, qui a vécu longtemps en Italie et chez lequel l'absence même semble avoir fortifié le type flamand, M. Tidemand, tout en habitant l'Allemagne, n'a point dit adieu à son pays. Quelques-uns de ses tableaux, tels que les *Haugians* (secte religieuse de la Norvége) et sa *Procession funèbre sur le Sogneffjord*, sont déjà connus en France. Qui n'a remarqué cette année à l'exposition de Londres ses deux *Joueurs de cartes*, dont l'un se gratte la tête avec le geste naturel d'un homme qui cherche une idée? Sa *Procession des Noces dans Hardanger*, qui nous montre une barque sur l'eau portant la mariée avec une couronne d'or sur la tête, représente les coutumes naïves du pays norvégien associées aux grandes scènes de la nature. La paix de la chaumière et un doux sentiment religieux respirent dans *l'Après-Midi du dimanche*. Un peu d'ironie se mêle au charme des souvenirs d'enfance dans *la Leçon de catéchisme;* mais la toile capitale du peintre norvégien est *l'Administration du sacrement*, la communion protestante. Dans quelques districts de la Norvége, les habitans n'ont que rarement l'occasion de communiquer avec un ministre du culte; aussi les malades et les infirmes ont été apportés sans doute de loin sous le toit d'une misérable chaumière ou d'une église de campagne. Ici c'est un mourant couché sur une paillasse, là une vieille femme qui, ne pouvant se tenir debout, tombe à genoux, quoique soutenue par sa fille. Au milieu de toutes ces souffrances humaines qui saisissent le cœur apparaît le ministre, une coupe à la main; pourquoi faut-il ajouter que ce pasteur, avec sa robe noire et sa collerette à la Henri IV, est le personnage le plus insignifiant de la scène? On aimerait à voir là une tête austère et bienveillante de vieillard avec des cheveux blancs, dont la simplicité chrétienne rayonnerait comme un sourire de l'Évangile sur toute cette famille de malheureux.

Le lien de l'école norvégienne est visiblement le patriotisme; les peintres suédois ne se montrent pas moins enthousiastes que leurs

autres frères scandinaves à la vue des scènes grandioses ou originales d'une contrée qu'ils tiennent à nous faire connaître. MM. Bergh et Marcus Larsson ont tourné leur attention vers le paysage, — des rivières ou des torrens dont l'eau tombe blanchâtre, bouillonnante, fouettée entre des rochers jetés çà et là avec un sublime désordre, des bouleaux ou de noirs sapins toujours verts, un ciel nageux avec des montagnes bleuâtres à l'horizon, une tempête sur mer. Qui ne désire aussi connaître quelque chose de la vie sociale du Nord? Mlle Amalia Lindegrün, qui de l'académie de Stockholm a passé, il y a quelques années, dans l'atelier de M. Léon Cogniet, à Paris, nous raconte les joies et les douleurs des paysans suédois. On s'arrête volontiers devant *Une Soirée dans une Chaumière dalécarlienne:* un père de famille à honnête et joyeuse figure joue du violon, entouré par un groupe de trois pauvres enfans qui dansent au son de la musique, tandis que la mère, assise au coin du feu, tient sur ses genoux un dernier-né qui lui passe autour du cou ses petites mains potelées. M. Hockert met également au service de la peinture des mœurs nationales les études qu'il a faites à Paris. Quoi de plus nouveau pour nous qu'*Une jeune Fille de la paroisse de Rättwick au coin du feu?* Le costume est pittoresque dans son étrangeté: chose assez curieuse, il ressemble à ceux de l'Orient et du midi de l'Europe, tant il est vrai que les extrêmes se touchent. Quoique enveloppée dans un corsage de peau de mouton dont la laine est à l'intérieur, quoique chaussée d'épais souliers à hauts talons et à têtes de clous cyclopéens, cette jeune fille ne se montre point insensible aux séductions de la coquetterie, si j'en juge par son sac de travail richement brodé, les deux grosses boules qui pendent bizarrement de son bonnet en forme de mitre, et son jupon rayé de couleurs éclatantes. La cheminée ne ressemble à rien de ce que nous connaissons: c'est une cavité creusée dans l'angle saillant d'un mur avec un croc de fer pour soutenir la marmite. Ces scènes de la vie dalécarlienne nous entraînent déjà bien loin de nos usages et de notre civilisation. M. Hockert nous conduit encore plus avant vers le nord en nous faisant pénétrer dans la *hutte d'un pêcheur lapon;* ici tout est surprenant : les nouveau-nés suspendus, dans leur berceau d'écorce de bouleau, à deux perches couchées en l'air, qui traversent la longueur de la hutte, les enfans avec leurs bonnets de peau coniques, les femmes avec leurs casques de différentes couleurs, et l'homme qui raccommode ses filets au milieu de l'atmosphère enfumée que dégage un pot noir bouillant sur le feu. M. Nordenberg, élève de M. Tidemand, a saisi un autre côté des mœurs, les rapports des paysans suédois avec l'église nationale. Sa *Collection des Dames* pourrait bien être une satire des privilèges du clergé réformé, tant le

recteur, qui ressemble un peu pour l'embonpoint aux chanoines de Boileau, surveille avec un regard de satisfaction sensuelle les bonnes choses, beurre, volailles, gibier, que les paroissiens apportent pour le soutien de l'église.

Le Danemark, dont l'académie de peinture remonte à 1756, semble avoir hésité au début sur la voie qu'il devait suivre. On reste étonné à l'exposition du grand nombre de toiles danoises qui se rapportent à la vie italienne. Les artistes du Danemark, découragés sans doute par les obstacles qu'ils rencontraient dans leur pays, avaient coutume de se répandre à l'étranger, surtout à Rome ou à Naples. Un retour vers le sentiment national a heureusement dirigé depuis quelque temps les esprits dans une nouvelle voie. Ainsi que les maîtres norvégiens ou suédois, c'est maintenant chez eux que les peintres danois cherchent une source d'inspirations. L'un d'entre eux, M. Simonsen, après avoir vécu à Munich, est revenu dans sa terre natale, où il s'occupe à illustrer la légende des mœurs domestiques. Un ancien usage qui a existé en Angleterre, et qui s'est maintenu en Danemark, veut que, du moment où les parens sont tombés d'accord des deux côtés sur les conditions d'un mariage, le prétendant se présente dans ses plus beaux habits de fête chez le père de la jeune fille et offre à sa prétendue, soit une tasse, soit un livre de psaumes; si elle accepte le don, les fiançailles se trouvent conclues. Telle est la cérémonie que M. Simonsen a décrite dans un tableau plein de charme. Mme Gerichau, d'origine polonaise, mais femme d'un sculpteur danois célèbre, s'est consacrée à sa terre d'adoption, dont elle a épousé en quelque sorte le génie populaire et naïf. Cette artiste paraît surtout affectionner les intérieurs pauvres et le contraste toujours attendrissant de l'enfance et de la misère. On regarde avec émotion les *Enfans pauvres*, groupe touchant de deux petits êtres qui dorment en s'embrassant dans leur infortune, et *l'Arbre de Noël :* une petite fille et un petit garçon, assis au pied d'un grabat, lisent la Bible à leur mère malade et couchée; une lumière triste comme l'hiver et comme l'indigence éclaire cette chambre nue; tout à coup la porte s'ouvre, et sur le seuil apparaît une jolie fille richement vêtue, suivie d'un domestique, et portant dans ses bras l'arbre de Noël chargé de cadeaux. Un autre peintre, M. Exner, s'est surtout attaché à la vie des paysans. Il y a peu de tableaux qui aient obtenu à l'exposition le succès de la *Visite du Dimanche au grand-papa :* un vieil habitant de l'île d'Amack salue avec un éclair de joie paternelle l'arrivée de sa petite-fille, conduite par sa mère, fort proprement vêtue d'un corsage et d'une jupe de drap, avec un ornement de tête en velours, moitié rouge, moitié noir. A première vue, je crus reconnaître dans l'habillement de l'homme le costume

des pêcheurs hollandais tel que je l'avais rencontré dans les îles du Zuyderzee, la veste courte et brodée, le gilet long, le pantalon à larges plis, les bas de laine et les gros sabots maintenus par un cercle de fer. Les habitans de l'île d'Amack sont en effet des colons hollandais qui se sont fixés là au commencement de ce siècle et qui sont devenus les jardiniers de Copenhague. Un autre ouvrage du même artiste, *la Fin d'une Fête*, est également une excellente peinture de mœurs : un froid rayon de jour entre dans une salle qui a été échauffée et animée toute la nuit par une fête rustique; la ronde tourbillonne encore autour d'un poteau couronné de feuillage; le ménétrier tient bon, mais un petit joueur de flûte bâille et détend avec désespoir ses bras fatigués: un groupe d'hommes et de femmes endormis se presse en désordre autour d'une table où d'autres boivent du café; l'une de ces belles dormeuses, une jeune fille, vient d'être réveillée par son amant joyeux; comment? on le devine à sa confusion naïve, à son petit air moitié souriant, moitié boudeur. Il est à remarquer que les Anglais prennent un intérêt particulier à ces peintures de la vie du Nord; quelques gouttes de sang danois coulent encore dans les veines de la race anglo-saxonne, et cette dernière regarde volontiers comme sœur une civilisation, fille des mers, qui a grandi sous l'influence religieuse du protestantisme. Dois-je ajouter que les trois écoles scandinaves ont excité une véritable surprise par le nombre et le talent des artistes?

Le Danemark nous conduit naturellement à la Hollande. On s'est beaucoup trop hâté de dire que la peinture néerlandaise, après avoir jeté un vif éclat, s'était complétement effacée du sol qui a produit Rembrandt, Ruysdael, Paul Potter et Berghem. Cela pouvait être vrai de 1815 à 1830, alors que les Pays-Bas, réunis à la Belgique, avaient subi la discipline de l'école de David, si étrangère aux mœurs et au génie hollandais. Cela, Dieu merci, n'est plus vrai aujourd'hui. Depuis la séparation, l'instinct des artistes les a ramenés naturellement à leurs polders, à leurs grasses prairies, à leurs canaux, à leurs tourbières. J'ai cru revoir la Hollande en visitant la galerie consacrée aux artistes néerlandais : c'étaient bien les mêmes routes sablées, côtoyant un lac bordé de gazon, avec un grand moulin à eau qui s'élève dans un ciel moutonneux; je reconnus Scheveningen et les bords de la mer, avec les bateaux de pêcheurs échoués sur la grève et un train de forts chevaux qui cherchent à les remorquer. N'ai-je point retrouvé aussi de tristes et pénibles souvenirs? *Après l'inondation*, ce saisissant tableau de M. de Haas, me rappela les environs de Venendaal, que j'avais parcourus en 1855. Voilà bien ces plates prairies avec un rideau de saules déchirés et courbés par la violence du déluge qui les a envahis; çà et là, des chevaux et des bestiaux morts

jonchent le sol humide, tandis qu'un chien hurlant se tient assis près du cadavre d'une jument, sa compagne favorite. Par l'absence même de l'homme au milieu de ce paysage désolé, on devine ce qu'il a souffert, et l'herbe frémit encore toute trempée d'eau. Les peintres modernes hollandais n'ont point négligé d'ailleurs les sujets de genre. M. Bles a jeté un regard fin et ironique dans l'intérieur de quelques familles hollandaises où a pénétré en silence l'esprit de révolte : une jeune fille tire de son épinette (cachette ingénieuse!) un roman, et une autre jeune fille brûle de mordre au fruit défendu, tandis qu'une bonne grand'mère dort tranquillement dans son fauteuil. Quelque chose aurait manqué à mon voyage dans le monde de la peinture hollandaise, si je n'avais retrouvé quelques épisodes de la vie des pêcheurs. Ces épisodes ne font point défaut : *le Dimanche matin dans l'île de Marken* par M. Ten-Kate, le *Retour dans la Cabane* par M. Bource. La mer, cette richesse et cette ennemie de la Hollande, a fourni à M. J. Israëls le motif de deux tableaux vraiment remarquables, *les Naufragés* et *le Berceau*. Ce dernier, *le Berceau*, nous représente l'océan sous sa forme aimable : de petites vagues douces lèchent amoureusement le sable de la grève sous un ciel d'été, et dans l'eau peu profonde une jeune fille de Scheveningen, avec une sœur plus petite qu'elle, lave un berceau d'osier. La seconde laisse traîner sur l'eau un petit bateau qu'elle conduit avec une ficelle, — détail vrai et charmant, car en Hollande, dans les villages de pêcheurs, le petit bateau est la poupée, c'est le cheval de bois des enfans. D'où naît maintenant l'intérêt qu'inspire ce tableau? Du contraste entre la faiblesse de l'enfance et la puissance de l'océan. On aime à voir l'immensité jouer avec ces petits pieds nus et avec ce berceau. M. Israëls nous a montré le côté souriant de la mer; il va maintenant nous montrer sa face sinistre. Une morne procession s'avance sur le sable des dunes; en tête marche une veuve, une mère stupéfiée de douleur, qui tient un orphelin dans chaque main. Derrière viennent deux pêcheurs qui portent avec respect et solennité le cadavre d'un homme noyé. D'autres pêcheurs suivent avec leurs femmes. Au loin, sous un ciel aux nuages allongés, la mer, qui commence à se calmer, aplatie et comme repentante, laisse voir un bateau échoué. La sombre couleur répandue sur cette scène tragique produit une impression terrible et profonde. Tout ce que j'avais vu et entendu dire à Scheveningen des brutalités de la mer me revint à l'esprit comme un rêve douloureux. L'école hollandaise, on le voit, est très vivante: elle a renoncé, et je l'en félicite, à l'imitation des écoles étrangères, pour reprendre racine dans le sol humide de la vieille Néerlande, dans les traditions de ses maîtres et dans les souvenirs de la vie de famille.

A l'école allemande se rattachent certaines questions d'art que j'écarte à dessein, parce qu'elles ont été résolues plus d'une fois dans la *Revue* avec autorité. Au reste, la peinture historique et religieuse, qui soulève surtout ces problèmes et ces théories, se trouve très peu représentée à l'exposition de 1862. Il n'y a guère que *l'Incendie de Rome*, par M. Piloty, qui pourrait nous ramener vers ce terrain. Il nous suffira de dire qu'au milieu d'une scène de ruines et d'horreur, la figure de Néron couronné de roses exprime bien l'exaltation mystique du despotisme, l'adoration efféminée de soi-même, et l'indifférence brutale aux maux des autres hommes. A cela près, et si je tiens compte encore de deux autres pages historiques, la *Mort de Niclot, roi des Obotrites*, par M. Schloepcke, et la *Bataille de Hochkirch*, par M. Adolphe Menzel, la Prusse n'a guère envoyé cette fois que des tableaux de genre. Nous serons ainsi plus à même de poursuivre dans les ouvrages prussiens l'histoire des mœurs et le caractère du pays. Il éclate, ce caractère, dans *la Chapelle de la Forêt*, par M. Gustave Gerlach : une ruine éclairée par la lune, un daim qui, rassuré par la nuit, le silence et la solitude, marche bravement sur la neige, des arbres dépouillés qui se tordent au vent, et toute la morne sérénité d'un hiver germanique. Quoique le paysage, même en l'absence de l'homme, ait une âme que lui communique l'artiste, il est toujours plus attrayant de voir les événemens de la vie humaine associés aux grandes scènes de la nature. Ces dernières conditions se trouvent réunies dans les *Funérailles à travers la forêt*, par M. Knaus. Ce sont toujours des arbres : mais cette fois on croit sentir une sympathie entre les feuilles, *qui vivent peu*, et la destinée de l'homme, le mystère de la tombe enveloppé dans le mystère d'une forêt. La procession s'avance ; en tête marchent les jeunes garçons et les filles de l'école du village, chantant l'hymne des morts, et précédés par un adolescent qui porte une croix noire avec la hardiesse et l'orgueil de son âge. Vient ensuite le pasteur à figure ascétique, puis la bière, suivie par de vieux paysans, hommes et femmes. Sur le chemin, le cortége rencontre ce que les Anglais appellent *un oiseau de prison*, c'est-à-dire un malfaiteur qui a fait plus d'une fois connaissance avec la justice. Le misérable se tient debout sur la route, les yeux baissés, tête nue, dans une attitude de respect bourru, tandis que les enfans détournent de lui les yeux avec horreur. Peut-être est-ce le père ou la mère de ce vagabond qu'on porte en terre? Cette dernière partie du drame n'est pas suffisamment indiquée. Un autre artiste prussien, M. Boser, a touché, sans en avoir l'air, aux mœurs religieuses de l'Allemagne dans sa *Jeune Paysanne allant à l'église*. Une grosse bible usée, à fermoir de cuivre, sous le bras, un fichu rouge noué sous le menton, une

rose à la ceinture de son tablier, une fraîcheur d'innocence répandue sur tout le visage, et une pensée douce dans le regard, elle marche gravement entre ces deux aurores, la jeunesse et le matin. L'observation protestante du dimanche a fourni à M. Vautier un autre sujet qui touche de plus près à la vie domestique. Des femmes scandalisées de la conduite de leurs fils ou de leurs maris viennent chercher les buveurs réunis autour d'une table le jour du sabbat et les rappeler au devoir. Le sentiment de la patrie aux prises avec les luttes et les nécessités de la vie, qui exilent souvent les enfans de la vieille Allemagne, se montre sous des traits touchans dans les *Emigrans* de M. Hübner, rassemblés au cimetière pour dire un dernier adieu aux tombeaux de famille avant de se rendre en Amérique. Deux autres artistes, MM. Otto Weber et Speck, nous intéressent aux épisodes des champs et de la vie des animaux : des *Chevaux libres dans une plaine*, effrayés soudain par la musique d'un régiment de cuirassiers qui passent derrière une haie, et *le grand Inconnu*, un chien étranger, entouré par tous les chiens du village dans lequel il s'est introduit. Il s'en faut de beaucoup qu'on puisse se faire une idée complète de l'école allemande par les tableaux exposés dans la galerie germanique; on y constate du moins avec plaisir une nouvelle direction vers l'étude des mœurs domestiques. Sans abandonner la peinture philosophique, à laquelle l'Allemagne doit une partie de son caractère, elle fera bien de se rapprocher de l'homme et de la nature, de pénétrer dans la vie positive du foyer, et de se raconter elle-même avec les tristesses et les joies de la chaumière.

L'Autriche, qui forme un rameau important et distinct de l'arbre germanique, témoigne une prédilection encore plus marquée pour les tableaux de genre. Parmi ces derniers, un de ceux qui appellent le plus l'attention des visiteurs est *la Réception d'un apprenti*, par le professeur Waldmüller. Un joyeux charpentier admet dans son atelier le fils d'une honnête paysanne avec les honneurs et les cérémonies en usage dans les corporations allemandes. C'est une fête à laquelle les enfans de la maison et les autres apprentis mêlent tout le brouhaha d'une école en vacances. *La Veille de Noël* nous reporte aussi aux anciennes coutumes conservées dans quelques pays catholiques : une réunion de garçons et de filles contemple avec extase ou avec tristesse les dons déposés par la main du Christ dans les souliers des bons enfans, et les souliers vides, qui annoncent la désobéissance des mauvais sujets. Pourquoi faut-il que la manière de l'artiste rappelle beaucoup trop les peintures sur porcelaine? Dans une *Foire de chevaux en Hongrie*, avec les charrettes couvertes de toiles, les bœufs, les chevaux déliés, toute une foule d'hommes et

de femmes. M. Johann Raffalt a voulu mettre en quelque sorte l'immensité dans une petite toile. L'Allemagne n'a-t-elle rien à nous raconter de ses chasses? Des chiens acharnés après un ours mort dans un paysage de nuit, tandis que les chasseurs se chauffent à distance devant un feu de branches, tel est le sujet traité avec assez de vigueur, mais surtout avec beaucoup de couleur locale, dans le tableau de M. Gauermann, une *Chasse à l'ours*.

La Suisse forme une sorte de lien, par le caractère du paysage aussi bien que par les mœurs, entre l'Allemagne et l'Italie. Il existe une école de peintres suisses, si l'on entend par là un ensemble d'inspirations reliées autour d'un centre. Ce centre est la vieille Helvétie avec les aspects si variés de la vie alpestre. Pourtant tous les points de vue de cette belle contrée ne se prêtent point avec un égal bonheur à la peinture. Il y a dans les pays de montagnes des grandeurs qui défient le pinceau de l'artiste. Telles scènes des Alpes portent en quelque sorte l'idéal en elles-mêmes; l'imagination n'y peut rien ajouter. La nature semble avoir dit là son dernier mot. Et puis les paysages à caractère colossal laissent très peu apparaître l'homme: il y figure tout au plus comme un accessoire: on sent que tout ici se passerait bien de lui, tandis que, dans les paysages plus humbles, les mille détails de la nature ne prennent une valeur réelle que réfléchis par le cerveau de l'artiste. C'est assez dire que nous nous occuperons très peu des essais, honorables d'ailleurs, tentés par quelques peintres suisses pour franchir les limites de leur art et pour transporter sur la toile l'infini des neiges, le vague de l'espace, l'immensité des rochers perdus dans l'immensité du ciel. Il vaut mieux ne s'arrêter qu'à des ouvrages moins ambitieux, où la vie s'associe plus naturellement aux scènes du paysage. Dans ce dernier ordre se range à coup sûr *l'Intérieur d'une forêt pendant l'hiver*, par M. Gustave Castan. On ne sent pas seulement ici la grandeur solitaire d'une région boisée; on sent de l'air, de la lumière; on saisit le frisson des feuilles roussâtres, le mouvement des arbres tordus par le vent; on devine même dans un groupe à peine indiqué la présence de l'homme. La vie sous une autre forme anime *les Pâturages* de M. Charles Humbert, *le Ranz des vaches* de M. Lugardon, etc. Les chasseurs de chamois ont fourni à M. de Meuron un épisode intéressant, *le Repos sur les rochers*. Trois hommes sont réunis : l'un à barbe grisonnante, à traits heurtés et caractéristiques, au nez rougi par le vent, prend son frugal repas; un autre debout s'appuie sur son bâton ferré; un troisième, penché et les mains à terre, se désaltère à une source. Les beaux lacs de la Suisse ont aussi leurs fureurs; on peut en juger par une *Tempête sur le Lac des Quatre-Cantons*, par M. Louis Mennet. De tous

les tableaux de l'école suisse, celui sur lequel le regard se repose avec le plus de charme est peut-être *le Plateau du Righi*, par M. Calame. Le bas du paysage se trouve encore plongé dans l'ombre, tandis que la lumière couronne les hauteurs et se répand comme un sourire du ciel à la superficie des crêtes rocheuses. Il y a là un vif sentiment du lien qui associe la nature la plus sauvage et la plus morne en apparence aux émotions humaines, qui la fait s'éclairer avec nos joies ou s'assombrir avec nos tristesses.

L'Italie et l'Espagne ont été opposées l'une à l'autre dans la même salle de l'exposition. Mieux encore peut-être que les ouvrages d'industrie, les œuvres d'art reflètent le caractère des climats et le tempérament des races. Les gloires de la peinture espagnole appartiennent au passé. Elle semble avoir épuisé son énergie sur les sujets religieux, sur les sombres grandeurs du moyen âge, sur les mystères des cloîtres et des auto-da-fe, sur les batailles et les supplices. Cette source d'inspirations est heureusement tarie pour elle; mais depuis elle n'a pas su s'ouvrir une nouvelle veine en creusant dans ses mœurs et dans le sentiment de la nature. Vers la fin du dernier siècle, elle s'était déjà pétrifiée dans ses dogmes et dans un mysticisme à la fois charnel et farouche. Puis vint l'école de David, qui, en se greffant sur un arbre suranné, lui porta le coup de mort. Aujourd'hui l'Espagne moderne ne s'est point encore découverte elle-même. Il y aurait pourtant, je n'en doute pas, une source de régénération pour les beaux-arts dans l'étude de la vie chez un peuple au caractère tranché, qui a fourni aux voyageurs des pages curieuses. Des essais, beaucoup trop rares il est vrai, annoncent heureusement chez quelques peintres espagnols l'intention de révéler à elle-même une nation qui s'ignore. Je signalerai parmi ces derniers *la Muneria*, une danse espagnole de M. Fierros, avec un cornemusier et des paysans, dont la figure exprime bien la gravité dans la joie, mais surtout un *Troupeau de moutons*, par M. Mariano Roca. Ces pauvres bêtes, qui broutent çà et là quelques touffes d'herbes clair-semées, un chien cassé et abattu par la chaleur, un berger las et appuyé sur son bâton; plus loin des champs labourés et des crêtes pelées, tout cela respire bien l'air d'au-delà des Pyrénées. Un *Paysage d'Andalousie*, par M. Carlos de Haes, la mer gracieusement encadrée dans un cercle de rochers aux échancrures pittoresques, ne nous donne-t-il point aussi une idée de ce que pourrait être ce genre de peinture dans une contrée fertile en contrastes et en scènes tour à tour sauvages ou gracieuses? Je m'arrêterai peu à la peinture historique, représentée par M. Victor Manzano dans son tableau de *Ferdinand et Isabelle administrant la justice*, ou par M. Eduardo Cano dans son *Exécution de don Alvaro de Luna*. Ce n'est point

vers le passé que devrait regarder l'école espagnole, c'est vers le présent et l'avenir. Le passé est le linceul éclatant dans lequel elle a laissé sa puissance.

L'école moderne italienne présente, comme la société elle-même au-delà des Alpes, un état de transition; l'église et la révolution, les moines et Garibaldi, le cloître et la place publique, l'enivrement d'une jeune nationalité qui s'éveille, un ancien régime qui tombe, tout cela se mêle, se heurte, se coudoie dans un désordre inévitable. Et pourtant ne pourrait-on pas dire, à un certain point de vue, que la question d'art est devenue à ce moment même pour l'Italie une question politique? Les peuples ne s'appartiennent bien que quand ils se sont ressaisis eux-mêmes dans une idée. L'étude de l'Italie par les Italiens, l'amour de la mère-patrie exprimé sur la toile, une source d'inspirations communes puisées dans les profondeurs du sentiment national feraient peut-être autant pour l'unité italienne que les armes et les intrigues diplomatiques. Il est à remarquer qu'un assez grand nombre d'artistes italiens semblent avoir compris leur mission en s'attachant avec une sorte de piété aux scènes de la nature transalpine et à la peinture de mœurs. *La Vie à la Campagne*, par M. Perotti, nous transporte bien au milieu d'un paysage italien, remarquable surtout par la grandeur des lignes. Il ne faudrait point chercher l'élégance et le comfort des fermes anglaises dans cette vieille masure à fenêtres défoncées avec une terrasse gardée par une rampe de bois que M. Marchesi nous donne pour un monument de l'industrie agricole; mais l'amour du pays est comme le lierre, qui volontiers se marie aux ruines. MM. Girolamo et Domenico Induno ont célébré quelques épisodes des derniers événemens historiques auxquels l'Italie doit son affranchissement. On remarque surtout du dernier le *Bulletin de la Paix de Villafranca*; un groupe se trouve réuni près d'une des portes de Milan, où un jeune garçon, marchand d'images, présente au choix d'un soldat autrichien blessé et prisonnier les portraits de Garibaldi, de Victor-Emmanuel, de Cavour ou de l'empereur Napoléon III. L'école italienne contient certainement des germes de rénovation; un des obstacles qui s'opposaient jusqu'ici au développement de ces germes était le fractionnement des moyens de publicité. Des expositions ayant le caractère d'expositions de province avaient lieu quelquefois à Turin, à Milan, à Florence; mais l'art ne peut se rajeunir que dans un concours régulier de toutes les forces appelées à se réunir vers un centre.

La Belgique est peut-être un exemple qu'on pourrait citer à l'Italie de l'influence des arts sur la nationalité. Ce petit pays, sans caractère bien tranché, a trouvé en peinture dans les attaches du sol

natal, dans les sombres souvenirs de son histoire, dans quelques traditions locales, une véritable école qui a fortifié, je n'en doute point, chez les Belges un patriotisme d'abord vague et peu décidé. Ce sentiment a inspiré plusieurs paysagistes, tels que MM. de Senezcourt, Fourmois, Robbe et Verbœckhoven. Une église à flèche amincie, un sentier serpentant sous des blés mûrs étoilés de bluets et tout flambans de coquelicots, de grasses prairies bordées de saules avec des nappes d'herbe vigoureuse et des flaques d'eau, des troupeaux tranquilles qui broutent en liberté, telle est généralement la physionomie des paysages belges. Une nuée de peintres wallons ou flamands se sont répandus comme à l'envi dans d'autres sentiers, glanant ou moissonnant çà et là des gerbes plus ou moins abondantes. M. Madou illustre les costumes du dernier siècle; M. Verlat s'attache à la vie des animaux; MM. Alfred Stevens, Meunier, Dillens, de Groux, Willems, de Block, Tshchaggeny, ont saisi divers aspects de la comédie humaine, tandis que la peinture d'histoire se trouve représentée par MM. Leys, Slingeneyer et Louis Gallait. Le drame de la mort d'Egmont et de Horn choque un peu le goût anglais par l'horreur du sujet, — deux cadavres, des têtes coupées, — mais nos voisins admirent dans les trois tableaux, tout en détournant les yeux, certaines qualités magistrales. La peinture est, avec l'industrie, le seul côté par lequel la Belgique réussisse à être elle-même en face de la France.

Je n'apprendrai rien de nouveau en disant que l'école française occupe à l'exposition de Londres un rang considérable. Comme les tableaux choisis parmi les peintres vivans depuis 1850 et parmi les peintres morts depuis 1840 sont déjà connus des lecteurs de la *Revue*, je ne m'y arrêterai point. Je ne veux ici que constater l'effet produit sur les Anglais par les ouvrages de nos artistes. En somme, cet effet a été très favorable. Je dois pourtant ajouter qu'ils reprochent en général aux tableaux français une certaine uniformité dans le style, attribuée par eux à l'influence de quelques écoles prépondérantes, telles que celles de M. Ingres et de M. Eugène Delacroix. Ce n'est point sans effort qu'ils arrivent à admirer *la Source* de M. Ingres; mais ceux qui y réussissent se déclarent ravis par ce dessin sévère et cette recherche ascétique de la beauté. *Les Illusions perdues* de M. Gleyre, que j'ai entendu définir par une Anglaise « le soir de l'âme en harmonie avec le soir de la nature, » ont généralement charmé le public anglais à cause du sentiment poétique qui règne dans cette gracieuse composition. *Les Gladiateurs* de M. Gérôme, *Marie-Antoinette* et une *Martyre romaine* de Delaroche, les *Gardiens du Sépulcre* de Decamps, *l'Étudiant* et *le Déjeuner* de Meissonier, *le Labour* de Mlle Rosa Bonheur, avec quelques autres

toiles, ont été aussi fort remarqués. Tout en admettant en théorie la supériorité des sujets religieux ou historiques, les Anglais ont un faible pour les tableaux de genre, et les trois peintres qui vont le plus sous ce rapport au cœur de nos voisins sont M. Édouard Frère, M. Jules Breton et Mme Henriette Browne. En somme, le goût des deux nations diffère profondément. Pour connaître les idées des Anglais sur les beaux-arts, il nous faut parcourir leur galerie de peinture, qui, placée à côté de la nôtre, ne la touche guère néanmoins que par des contrastes.

II.

Passer de la France à la Grande-Bretagne, c'est aller, même dans le domaine des arts, de l'autorité à la liberté. On peut dire qu'au-delà du détroit il n'y a point de *maîtres*, en ce sens qu'il n'y a point de peintres réunissant autour d'eux une cour, une école, représentant un système, et dont on puisse suivre à la piste les différentes manières sur les ouvrages de leurs élèves. Ce qui domine ici est un caractère tranchant de personnalité. Chacun fraie sa voie comme il peut et fait sa gerbe comme il l'entend. On peut même dire que pour les artistes anglais il n'y a point de gouvernement. En France, l'état est entrepreneur de beaux-arts, comme il est tout: il emploie une armée de peintres et de sculpteurs, qui deviennent ainsi à différens degrés des espèces de fonctionnaires publics; il distribue ses faveurs aux uns, les refuse aux autres, et ce n'est un secret pour personne que des talens distingués ont souvent porté la peine de leurs opinions politiques. Rien de semblable n'existe dans la Grande-Bretagne, où l'état s'abstient d'intervenir et de protéger, laissant ainsi à la société le soin d'encourager elle-même les beaux-arts et les artistes. De cet abandon selon les uns, de cette liberté selon les autres, est sortie une conséquence qu'il était facile de prévoir : les Anglais ont très peu de peintres d'histoire et de tableaux religieux. Pour la peinture religieuse, il y a d'abord un obstacle à son développement dans les idées de l'église réformée : en Angleterre, les temples sont nus; le protestantisme anglican est un culte immatériel, moral et sévère; il ne s'adresse point aux sens, il ne parle qu'à l'esprit; il a deux ailes pour élever l'homme jusqu'à Dieu, la parole et la prière. Quant à la peinture historique, il est visible qu'elle se rattache aux monumens publics, et qu'elle ne pouvait fleurir chez un peuple où le gouvernement tient à honneur de ménager la bourse des contribuables. Parmi les peintres anglais, Haydon, cet artiste audacieux dont tout le monde connaît la fin malheu-

reuse (1), est le seul qui ait voulu, au nom de ce qu'il appelait le *grand art*, lutter dans ces derniers temps contre le courant de l'opinion publique et contre la force des choses; n'ayant qu'un talent incomplet d'ailleurs, il devait être brisé. Le palais du parlement, *house of parliament*, dont les peintres vivans se disputent aujourd'hui les murs avec une sorte de rivalité jalouse et acharnée, est peut-être une des seules exceptions qu'on pourrait opposer à la règle générale, et encore fournit-il du travail à un nombre d'artistes très limité. Il y a peu de tableaux d'histoire dans la Grande-Bretagne; parce que le peintre ne saurait pas où les placer, il n'y a point de marché pour eux. Faut-il dire le mot? *Ils ne paient point, they do not pay*. Cet argument est décisif dans un pays où tout ce qui ne fait pas ses frais est considéré avec quelque raison comme ne répondant point à un besoin de l'esprit national.

Chassée par l'organisation sociale des hauteurs de l'histoire et du sentiment religieux, la peinture anglaise a dû se réfugier dans la vie intime. S'il n'y a point chez nos voisins de gouvernement ni d'administration officielle chargés d'enrôler les talens, il se rencontre une aristocratie forte et puissante, une classe moyenne très riche, disposées l'une et l'autre à tendre la main aux artistes. C'est une loi générale que la taille et le caractère des toiles se conforment aux demeures destinées à les recevoir; de même que les monumens publics ont donné lieu ailleurs à la peinture historique et religieuse, les châteaux, les manoirs et les maisons opulentes ont servi d'asile en Angleterre aux tableaux de genre. Toutes les forces vives de l'art britannique se sont exercées dans cette direction. La vie domestique et le paysage, tantôt seul, tantôt associé aux joies et aux misères de l'homme, devinrent ainsi les deux sources sacrées auxquelles puisa la fantaisie des peintres. Plus les peuples avancent en civilisation, et plus ils se rattachent avec amour au sentiment de la nature. En Angleterre, au commencement de ce siècle, se déclara un retour vers les scènes charmantes ou sévères de la campagne. Ce mouvement produisit en littérature les poètes lakistes, en peinture les paysagistes. Ce naturalisme n'a plus, il est vrai, la candeur naïve des peuples primitifs, qui adorent dans tout l'univers des forces supérieures et inaccessibles; on y sent au contraire l'homme qui décompose le monde extérieur au gré de ses impressions. Plus que toute autre contrée peut-être, les îles britanniques se prêtaient merveilleusement au genre descriptif et au paysage; on n'y rencontre pas beaucoup de ces effets grandioses ni de ces traits frappans qui subjuguent l'admiration : c'est une campagne douce, suave, apprivoisée,

(1) Voyez l'intéressante étude de M. Darley sur Haydon dans la *Revue* du 15 août 1855.

tame, comme disent les Anglais eux-mêmes, et qui se laisse aisément pénétrer par le souffle de l'âme. D'un autre côté, l'intérieur, le *home*, qui tient tant de place dans le cœur de nos voisins, devait aussi tenter le pinceau des artistes britanniques. Pour eux, le drame dans une cuisine ou dans une chaumière est aussi émouvant que le drame dans un château ou sur la place publique. Le rayon que les saintes affections de famille jettent sur les devoirs du travail quotidien luit beaucoup plus pur et non moins grand que celui de la gloire à travers un champ de bataille. Cette recherche du simple et du vrai n'exclut point l'idéal; il y a une religion dans le coin du feu, et ce n'est point à tort que les anciens y avaient placé les dieux de la maison, ces bons pénates, moins tonnans et moins majestueux que Jupiter, mais plus à portée de l'homme, plus protecteurs, plus semblables en un mot au Dieu de la Bible, qui *regarde les petits et les humbles sous leur toit de chaume.*

Tandis que la France étale un choix de tableaux pris tout au plus dans ces vingt dernières années, l'Angleterre déroule sous nos yeux toute l'histoire de sa peinture. Cette histoire, il est vrai, ne remonte point très haut; on peut dire que la peinture est chez nos voisins une nouveauté. L'Italie, l'Espagne, la France, la Hollande, les Flandres brillaient déjà d'un éclat viril et montraient des chefs-d'œuvre qui n'ont point été surpassés, quand le génie des arts était encore dans la Grande-Bretagne une lumière cachée sous le boisseau. Les Anglais eux-mêmes avaient fini par croire qu'ils étaient impropres à manier le crayon et le pinceau. Le fait étant admis, des critiques avaient cherché à l'expliquer. Ils attribuaient l'absence de peintres en Angleterre au climat brumeux, au sol humide et à la nourriture substantielle, — surtout à cette boisson appelée *porter*, noire, disaient-ils, comme si on *buvait de la nuit* dans un verre, et qui engendre le *spleen*. Quoi qu'il en soit des causes qui ont retardé en Angleterre le développement de la peinture, il résulte de cette croissance tardive des conditions et une manière d'être toutes spéciales. L'école britannique est une des seules en Europe qui n'aient point subi l'influence du moyen âge, les sombres dogmes, les dramatiques terreurs de l'ordre religieux, les rêves accablans du mysticisme, ni l'adoration de la force convertie en instrument de règne. Est-ce un bien, est-un mal? Je ne décide pas, je constate un fait. Toujours est-il que, libre de ces attaches avec le passé, n'ayant été façonnée par aucun moule traditionnel, la peinture en Angleterre put aisément trouver sa pente et se répandre dans la société présente, dans la vie. N'est-ce point à cette dernière circonstance qu'on peut rapporter le caractère individuel et tout moderne des œuvres d'art dans la Grande-Bretagne? Cette tendance

a été aidée par le caractère de la nation : l'Anglais aime sa race, son sang, *his blood;* rien ne lui plaît davantage que de se voir représenté lui-même tel qu'il est, un peu en beau si l'on veut, mais toujours dans les limites de la vérité. Quoiqu'on puisse trouver des traces plus anciennes, le créateur de la peinture britannique est Hogarth, qui vivait de 1697 à 1764, et qui du premier trait dessina la voie dans laquelle, tout en faisant çà et là l'école buissonnière, ont marché depuis les peintres anglais. Ils ne doivent rien ou presque rien aux écoles étrangères; c'est chez eux, dans leur pays et leurs mœurs, qu'ils ont cherché les modèles d'un art profondément national.

William Hogarth était le fils d'un maître d'école dans Old-Bailey. Il descendait d'une famille de paysans; un de ses aïeux avait, dit-on, été porcher dans le nord de l'Angleterre : de là le rude sobriquet de *Hogherd* (1), qui, comme il arrive souvent dans les campagnes, devint un nom de famille, et, après avoir passé par diverses transformations successives, *Hogart* ou *Hogard* finit par se convertir en Hogarth. Une légende, d'ailleurs assez douteuse, mais qui n'en a pas moins fourni à un peintre moderne, M. Bass, le sujet d'un joli tableau, veut que l'espiègle Hogarth ait été envoyé dans son enfance chez une maîtresse d'école dont il causait le désespoir en dessinant des caricatures sur une ardoise. Le tableau le représente en pénitence, monté sur une sellette, coiffé du bonnet d'âne, une poignée de verges derrière le dos, ayant suspendue sur la poitrine la fatale ardoise, cause de ses malheurs, sur laquelle on voit dessinée à la craie la charge de la bonne dame. Quoi qu'il en soit de l'authenticité du fait, la première éducation de William Hogarth doit avoir été négligée, car il arriva à la fin de sa vie sans savoir l'orthographe, ce qui ne l'empêcha point d'écrire un ouvrage sur les arts, l'*Analyse de la Beauté*, et ses *mémoires*. Quand il eut atteint l'âge de l'adolescence, Hogarth entra comme apprenti graveur chez un orfèvre, Ellis Gamble, qui demeurait dans Cranbourn-street ou dans Snow-Hill, *à l'Ange doré*. Là, pendant sept années d'une espèce de servitude ouvrière, il grava sur des gobelets, des plateaux ou des cuillers d'argent des armes et des devises héraldiques. Son apprentissage terminé, il s'établit dans une boutique, où il continua de vivre d'un travail à peu près manuel. On chercherait vainement dans la jeunesse de William Hogarth ces aventures de cape et d'épée si fréquentes dans la vie des peintres italiens. C'était un bon et tranquille jeune homme à rude complexion, à l'œil clair, aux épaules légèrement arrondies, aux traits fortement accentués, et, comme on peut en juger par le portrait qu'il a peint

(1) *Hog* est le nom générique de la famille des pourceaux; *herd* signifie troupeau.

lui-même, au front vaste et bien ouvert. Tout annonce dans cette physionomie vive et forte la souche rustique, le paysan à la fois intrépide et rêveur du Westmoreland devenu citoyen de Londres. A quoi cependant passait-il son temps dans les intervalles du travail? Il observait. Comment d'ouvrier se fit-il artiste? C'est là un point obscur et qui n'a guère été éclairci par ses biographes. Quelques-uns pensent qu'il avait reçu des leçons d'un peintre flamand ou hollandais: mais tout porte à croire qu'il s'était surtout appuyé, comme disent les Anglais, *sur ses propres rames*. Il avait étudié son temps, Londres, la société anglaise; il s'était étudié lui-même. Il commença par graver sur planche des pasquinades; plus tard, il peignit à l'huile. Un des premiers marchands qui voulurent bien l'employer était un nommé Bowles, qui demeurait *au Cheval noir*, dans Corn-Hill, et qui lui achetait *au poids* ses planches gravées, poussant la générosité jusqu'à lui donner une demi-couronne par livre. Désormais fixé sur sa vocation, il vivait dans Leicester-Fields, *à la Tête du Peintre*, d'où il s'en allait dans la ville avec un tricorne et une roquelaure écarlate. Chemin faisant, il eut le malheur de tomber amoureux. Je dis le malheur, car la personne qu'il aimait était la fille de sir James Thornill, un peintre de la cour, un chevalier, un homme riche et alors célèbre, qui peignait des coupoles de cathédrale à raison de 40 shillings par mètre. Qui ne s'attend à des obstacles? Ces obstacles, Hogarth les surmonta en enlevant la jeune fille. Ce fut peut-être la seule action romanesque de sa vie, et encore cette escapade se dénoua-t-elle par le mariage, — un bon mariage anglais, avec un intérieur bien calme, plus tard même une maison de campagne pour la femme et un carrosse, quand la fortune eut souri aux insurgés rentrés dans l'ordre. Le beau-père pardonna, à la suite d'une scène arrangée d'avance par mistress Hogarth et sa mère, Alice Thornill; elles avaient un matin placé les six tableaux de *Harlot's Progress* (la carrière d'une prostituée) dans la salle à manger du chevalier, de manière que ce fût la première chose qui frappât ses regards quand il descendrait pour déjeuner. A la vue de ce chef-d'œuvre de Hogarth, le chevalier se frotta les mains. « Très bien! dit-il; l'homme qui peut peindre ainsi n'a point besoin que je donne une dot à ma fille. » Ce fut la réconciliation. William Hogarth atteignit une longue et robuste vieillesse. En 1764, il dessina pour la dernière fois une sombre et magnifique allégorie au bas de laquelle il écrivit : *Finis*. « Maintenant, dit-il, il ne reste plus rien que cela, » et il tira de son armoire une palette brisée.

La vie de l'homme nous initie déjà au genre et à la manière du peintre. William Hogarth saisit volontiers la beauté au vol: mais il

est évident que là n'est point sa préoccupation dominante. Doué au plus haut degré d'un sens d'observation humoristique, philosophe, moraliste et enclin à la satire, il a peint la comédie humaine de son temps; plus d'une fois, il est vrai, cette comédie s'élève jusqu'au tragique, et le grotesque devient terrible. On lui reproche même d'avoir peint des scènes trop révoltantes, *Gin Lane* par exemple (*la Ruelle du gin*), où une femme abrutie par l'ivresse laisse tomber de ses bras dénoués, de son sein nu et pendant, un nouveau-né; mais ce qui relève dans les tableaux de Hogarth les détails grossiers, c'est la pensée et l'intention morale. On sent en lui un honnête homme qui appelle crûment les choses par leur nom, et qui ne recule par devoir devant aucune des difformités du vice. Un caractère étant conçu, il le développe volontiers dans un roman domestique à plusieurs chapitres, ou, si l'on veut, dans un drame en plusieurs actes, où il embrasse tout un côté de la vie. C'est ainsi que dans le *Mariage à la mode*, qui se compose de six tableaux, il a écrit avec le pinceau l'histoire de ces unions exclusivement fondées sur des motifs d'intérêts. Dans le *Harlot's Progress*, Hogarth a peint la vie d'une prostituée avec ses divers épisodes; il la conduit de la chaumière où elle est née dans une auberge, *inn*, de l'auberge dans un palais, du palais dans un mauvais lieu, du mauvais lieu dans une prison, de la prison dans un hôpital, puis de là dans la tombe. Ces tableaux valent un sermon; ils n'ont point été étrangers aux institutions charitables fondées dans la ville de Londres pour combattre ce que les Anglais désignent sous le nom de *mal social*, *social evil*, et pour racheter les filles infortunées, *unfortunate girls*. William Hogarth pouvait-il fermer les yeux devant les mœurs politiques de son temps? Les élections avec les abus auxquels alors elles donnaient lieu revivent dans quatre merveilleux tableaux, *le Festin*, *la Brigue*, *le Vote*, *le Triomphe dans un fauteuil*. Il y a tel portrait dont on attesterait volontiers la ressemblance, sans avoir jamais vu la figure qui a posé devant l'artiste. Il en est de même des portraits de mœurs tracés par Hogarth, par exemple ses *Comédiens ambulans s'habillant dans une ferme*. C'est pourtant à tort, selon moi, que des admirateurs trop enthousiastes ont voulu le comparer à Shakspeare; les Anglais n'ont point de Shakspeare en peinture. Hogarth excelle à dégager le terrible du grotesque : il peint avec fraîcheur des scènes touchantes, ou avec une vérité saisissante tous les détails de l'horreur; mais le sentiment du grand lui échappe. Une seule limite, — et j'avoue qu'elle est notable, — le sépare souvent de la caricature : c'est l'idéal répandu sur ses ouvrages par une pensée forte et par un caractère ferme, élevé, généreux. A ce point de vue, William Hogarth est

plus qu'une gloire pour son pays, c'est un enseignement. Se figure-t-on bien l'effet moral produit par une série de gravures qui courent ici entre les mains de tout le monde, et où domine toujours, à côté des hautes qualités de l'artiste, un rigide sentiment de justice qui dénonce le mal, qui défend vaillamment le droit et montre à chaque pas ce qu'il y a de sérieux sous les folies humaines?

Hogarth avait ouvert la voie; ceux qui le suivirent, sir Josuah Reynolds et Thomas Gainsborough, s'écartèrent du spectacle de la société pour s'attacher davantage à la nature. Reynolds se trouve très imparfaitement représenté dans la galerie de l'exposition, et quelques-unes de ses toiles ont évidemment souffert du temps, qui a fané les couleurs. Le premier dans la Grande-Bretagne, il avait donné une vie aux portraits, et, comme l'a dit Wilkie, « rendu visibles les pensées de l'homme intérieur sur la physionomie. » Plusieurs de ces portraits, où l'on ne sent point l'ennui ni la raideur de la personne qui pose, ont conservé les grâces solides de la vie que l'atmosphère de Londres n'a point effacées. Son *berger* (*shepherd*), son *écolier* (*schoolboy*), *l'Age d'innocence*, sont autant de figures naturelles et distinguées; mais je leur préfère de beaucoup, pour le charme et la naïveté, quelques-uns des délicieux tableaux de Gainsborough. Ce dernier faisait, dit-on, des portraits pour de l'argent, et peignait des paysages pour son plaisir. Bien différent en cela de sir Josuah Reynolds, qui passait sa vie dans le cercle des hommes d'état, des grands et des lettrés, il aimait la compagnie des acteurs, des gais ménétriers et des jolies femmes. Jamais on ne le voyait à l'Académie de Peinture, dont il fut pourtant un des premiers membres; son académie était aux champs, dans les bois, sur les bruyères. Peu soucieux des honneurs et des titres officiels, il aimait à hanter les fermes, les chaumières, à s'arrêter de taverne en taverne, et à faire de bons petits soupers avec de joyeux compagnons. S'étonnera-t-on après cela qu'il ait célébré dans ses toiles de prédilection les humbles scènes de la vie populaire? Il est d'ailleurs curieux d'observer que dans cette société anglaise, dite aristocratique, les artistes, au lieu de représenter la cour et les salons, comme on pouvait s'y attendre, sont au contraire descendus avec un intérêt et une sympathie inépuisables vers le monde d'en bas, vers les mœurs des paysans et des ouvriers. Deux des plus charmans tableaux de Gainsborough sont la *Fille avec des cochons* et la *Fille avec une cruche*. Ce dernier tableau fut acheté par Reynolds lui-même dans un temps où de tels sujets étaient considérés comme vulgaires. Gainsborough avait demandé 60 guinées; Reynolds lui en compta 100. Du vivant de Gainsborough, la plupart de ses paysages et de ses scènes rustiques eurent d'ailleurs très peu de vente; à sa mort, ils furent jetés

pêle-mêle sur le marché. Ce sont aujourd'hui des trésors. Ces deux artistes, Reynolds et Gainsborough, l'un homme de volonté et académicien, l'autre enfant gâté de la nature, marquent un progrès sur Hogarth dans le sentiment du beau et dans l'émotion poétique.

Je passe sur une époque de transition, où l'imitation des écoles étrangères menaça d'envahir le goût britannique, et je me hâte d'arriver à David Wilkie. Ce dernier était le fils d'un vicaire de campagne en Écosse, qui chercha, on le devine, à lui inculquer les rudimens des connaissances classiques. Le brave père y perdit son temps, sa peine et son latin. Décidément le petit David n'était bon à rien qu'à crayonner des dessins. Or on vivait alors au temps de George II, où le titre d'artiste était considéré comme un passeport bien en règle pour l'hôpital. La mère pourtant intervint, et, confiante dans le génie de son fils, insista pour qu'on lui laissât suivre la seule carrière à laquelle il semblait appelé par la nature. Sur sa prière, on l'envoya à Édimbourg avec quelques spécimens de ses dessins et une lettre du comte de Leven pour le secrétaire d'une académie. Il fut reçu moins à cause de ses dessins que par respect pour la recommandation du comte. A peine maître des ressources de son art, il s'attacha tout entier à peindre la vie des paysans écossais. A dix-neuf ans, revenu dans la maison de son père, il termina la *Foire de Pitlessie* (*Pitlessie Fair*), dans laquelle il introduisit, dit-on, cent quarante portraits de paysans, la plupart esquissés çà et là dans la rue ou dans l'église, l'un d'eux même sur la page volante de sa bible, et découvert là plus tard, au grand scandale des zélés presbytériens. On peut se faire une idée de sa manière par *la Fête de village* (*Village Festival*), *les Fiançailles* (*Penny Wedding*), des *Enfans en train de déterrer un rat* (*Rat Catching*), et *Colin-Maillard* (*Blind man's Buff*), où il célèbre avec amour les mœurs, les usages, les jeux et les travaux de la campagne. Ses tableaux se recommandent moins par la couleur et le sentiment exquis de la beauté que par l'*humour*, la finesse et un sens d'observation pénétrante. La verve d'un esprit enjoué éclate surtout dans son *Bedeau de village* (*Parish Beadle*), scène charmante et vraie, où le bedeau d'une paroisse d'Écosse, armé de ses pouvoirs civils, chasse de son empire, avec une pompe à la fois majestueuse et risible, une pauvre famille de saltimbanques, — l'homme muni d'un tambour, la femme d'une vielle, l'enfant d'un singe et d'un chien habillés en marquis. Wilkie était si bien le peintre de la vie écossaise, que ses qualités s'affaiblirent à mesure qu'il s'éloigna de l'Écosse, d'abord pour venir à Londres, et plus tard, à la suite de dérangemens de fortune et de santé, pour se rendre en Italie, en Espagne, à Jérusalem. Les ouvrages de cette dernière période de sa vie figurent en

trop grand nombre à l'exposition de 1862, tandis qu'on regrette de ne point y trouver encore plus de spécimens de sa première manière. Il mourut à Malte en 1841.

Les Anglais n'ont point le mot *patrie*, ils le remplacent par le mot *country*: cela n'indique-t-il point que chez eux le sentiment patriotique se forme surtout des attaches avec la campagne et avec la terre natale? Une telle disposition nationale devait engendrer dans les arts une école de paysagistes : c'est en effet la branche dans laquelle excellent nos voisins. Cette école de paysagistes anglais commence avec Wilson (1713-1782), qui eut le tort, selon nous, de tourner trop souvent les regards vers l'Italie ou la France et pas assez vers la Grande-Bretagne. Doué d'ailleurs à un haut degré du sentiment de l'espace, comme aurait dit le docteur Gall, il saisit à merveille les grands traits de la nature, les longues traînées de lumière, les mers tourmentées, les ruines et le calme du matin après une nuit de tempête. Morland, avec moins de talent, s'est attaché davantage aux scènes de la campagne plus ou moins anglaise, — des moutons, un groupe de gypsies, une chasse aux canards sauvages sur le bord de la mer. Il faut pourtant arriver jusqu'à ces derniers temps pour trouver tout à fait le vrai caractère du pays dans les tableaux des peintres britanniques. Un des premiers qui aient touché juste fut Constable. Né en 1776 et fils d'un meunier dans le comté de Sussex, il devint peintre par hasard, ou plutôt par amour de la nature, en se promenant le long de la rivière et autour du moulin de son père. Même après qu'il eut quitté ce cher moulin pour venir à Londres, son cœur resta aux lieux où il avait passé son enfance. On a dit de lui que c'était un colimaçon qui portait son village sur le dos. Une forte trace en effet de ses premières impressions se retrouve dans tous ses tableaux, d'une exécution inégale, d'un dessin souvent trop peu sévère, mais où il peint toujours avec verve et avec fraîcheur une écluse, un moulin, une verte plaine avec une charrette chargée de foin, surtout une rivière avec les pulsations et les frémissemens de l'eau courante. Constable était fait pour célébrer les ruisseaux ; un autre peintre qui s'était aussi formé lui-même, George Chambers, se prit d'amour pour la mer, cette voisine orageuse et charmante de la Grande-Bretagne. Ce dernier était fils d'un pauvre marin, et tout enfant il avait été élevé sur les vagues en qualité de mousse ; il passait des heures sur le pont ou dans les cordages à contempler l'océan, et à l'aide de couleurs grossières qui se trouvaient par hasard dans le navire, il cherchait à fixer sur une planche les insaisissables beautés du ciel et de l'eau. Le patron en fut si surpris qu'il rompit lui-même l'engagement en vertu duquel le petit George était lié à titre d'apprenti. Pendant

trois années, Chambers travailla comme ouvrier dans un port de mer à peindre et à décorer des bâtimens, tout en faisant à ses momens perdus des tableaux de marine. Un beau jour il vint chercher fortune à Londres sur un vaisseau où il s'était engagé pour la traversée en qualité de matelot. A son arrivée, il trouva du travail dans les panoramas et les théâtres; enfin plus tard il fut présenté à George IV, qui, enchanté des tableaux de l'artiste, le nomma son peintre de marine. Chambers était maintenant sur la grande voie du succès; mais ses forces avaient été épuisées par la lutte : il mourut prématurément en 1840. Deux tableaux, — *Des Marins levant l'ancre après une tempête* et *une Vue de mer*, — suffisent pour donner une idée du sentiment vrai avec lequel cet ancien mousse savait traduire les impressions de son enfance.

Ces deux paysagistes, Constable et Chambers, ainsi que John Crome, Callcott, Müller et quelques autres, n'avaient encore saisi qu'un côté étroit et minutieux de la campagne ou bien un coin de mer, lorsque parut Turner (1775-1851). Celui-ci embrasse au contraire les grands effets, la vague et sublime poésie de l'espace; il se fait l'interprète de l'âme de l'univers, et avec lui le ciel respire, l'horizon s'étend chargé de mystère, la lumière et le vent se prolongent avec mélancolie sur les plaines, les montagnes ou les grèves désolées. Mieux que tout autre, il a compris les beautés d'un climat changeant comme celui de l'Angleterre, les brusques éclaircies de soleil entre deux nuages, les perspectives lointaines où les clartés se noient dans les ombres et se confondent en palpitant avec les formes illimitées de la rêverie. Cette sympathie de l'homme avec les mirages solennels et tristes d'un paysage britannique éclate dans presque toutes ses toiles, mais surtout dans *la Grève de Hastings* et dans *le Château de Dunstanborough*, — une vieille ruine qui se dresse avec des airs de spectre dans l'air froid du soleil levant après une nuit d'orage. Turner est le plus grand des paysagistes anglais; lui seul a su dégager avec une puissance sans rivale le côté sérieux et profond de la nature; on sent, comme on l'a dit, dans ses tableaux l'énigme inexplicable d'une *terre qui souffre*.

En parcourant la collection toute moderne des paysages anglais, je cherchais surtout les points de vue que j'avais contemplés moi-même dans la Grande-Bretagne, afin de contrôler mes impressions par celles des paysagistes d'outre-mer. Je revis Richmond à travers un vivant tableau de M. Stanfield, et je pus juger de la réputation que s'est acquise cet artiste parmi les Anglais pour peindre les rochers et la mer en jetant les regards sur *Tilbury Fort*, où l'on suit en quelque sorte à vue d'œil l'effet du vent soufflant contre la marée. Je retrouvai aussi plus d'un souvenir de campagne britannique

dans les paysages de M. Linnell, *les Carrières de Sable*, *le Parc à Moutons vers le soir*, *Sous l'Aubépine* et *Sur la Colline*. — une pointe de monticule où des glaneuses s'ébattent sous une lumière chaude avec des épis plein les mains. Ce peintre aime surtout à étendre les gloires du soleil couchant sur un champ de blé. Ces effets de lumière riche et abondante ne sont point étrangers par certains jours au ciel de la Grande-Bretagne; mais ce qui lui appartient mieux est une aube grisâtre, un sourire mélancolique du soleil sur les nuages plombés, des fuites de nuées floconneuses qui ressemblent à une toison dispersée par le vent. Ce qu'on rencontre à chaque pas en Angleterre est une verdure crue, une végétation presque noire à force de santé, des sentiers mystérieux bordés de haies hautes et des bois où le feuillage, uniforme à première vue, emprunte une variété infinie de teintes au jeu des ombres et de la lumière. Ces petits bois sont entourés d'une frange de broussailles et de fougères dorées, puis bordés par des traces de culture où l'on sent bien la main de l'homme, mais où l'art n'a point tout à fait détruit le charme primitif de la nature. Cette forme de paysage si simple a fourni mille sujets au pinceau de Creswick; l'écueil était la monotonie, et cet écueil, l'artiste anglais ne l'a point toujours évité, quoiqu'on respire dans quelques-uns de ses tableaux un parfum de poésie locale, comme par exemple dans *le Nuage qui passe* (*a Passing Cloud*). *Les Splendeurs d'un jour d'été dans le Gloucestershire* revivent sur une toile de M. J. Archer, où l'on voudrait seulement un peu plus de légèreté, de transparence et de gradation dans les lumières, mais où un groupe d'enfans et de jeunes filles, tressant sous un ciel chaud des couronnes de fleurs sauvages, mêlent bien la fête de l'adolescence à la fête de la belle saison (1). L'été, si célébré par les paysagistes anglais, n'est pourtant dans la Grande-Bretagne qu'un visiteur rapide et incertain; la belle saison est l'automne. M. Cole, avec plus de sentiment que de force, a saisi l'un des aspects de l'automne; mais la voie reste ouverte après lui aux artistes qui sauront comprendre que les gloires du paysage britannique sont surtout dans les beautés de la décadence, telles que les feuillages rouillés et les soleils couchans. Un des paysagistes modernes les plus esti-

(1) Je citerai encore, comme contenant quelques traits du paysage dans divers endroits de la Grande-Bretagne, le *Gîte des coqs de bruyère*, par M. Wolf; une *Tempête sur les côtes de la Cornouaille*, par M. Lee, où la mer se brise contre des roches à couleur poudreuse; une *Pierre druidique*, de M. M'Culloch, s'élevant au clair de lune sur des landes incultes de l'Écosse et près d'une flaque d'eau tragique; une *Forêt de fougères*, de M. Marc Anthony, croissant sous une *forêt de hêtres* comme des nains protégés par des géans; enfin la *Chasse aux oiseaux de mer*, de M. Collins, — des enfans glissant le long des rochers, tandis que quelques-uns des oiseaux dont ils emportent les nids décrivent des cercles effarés autour des récifs.

més est M. Hook; après avoir changé plusieurs fois de sujets et de manière, il me semble être arrivé à suivre sa vocation en peignant aujourd'hui la vie de ceux *qui vont chercher leur pain sur la mer* et en illustrant les récifs et les vertes plaines du sud-ouest de l'Angleterre. Non content de reproduire avec charme et avec délicatesse les beautés de la nature, il y mêle, non sans une grâce touchante, les idylles et les épisodes du travail rustique. *Le Ruisseau* traversé par deux hommes dans une charrette, tandis qu'une femme avec ses deux enfans regarde du haut d'un vieux pont, possède je ne sais quel calme et quelle fraîcheur de terroir faciles à reconnaître pour tous ceux qui ont vu certaines campagnes de l'île de beauté, *isle of beauty*, ainsi que les Anglais appellent leur pays.

Un trait distinctif du caractère britannique est l'amour des animaux. Les mères appellent volontiers leur enfant bien-aimé mon canard (*my duck*), ma colombe (*my dove*), quelquefois même mon petit cochon (*my little pig*). Ne doit-on pas s'attendre à trouver en peinture le reflet de cette sympathie pour les acteurs muets que la nature associe tous les jours au paysage et à la vie domestique? L'Angleterre compte en effet depuis l'origine de l'art un assez grand nombre de peintres d'animaux, Wootton, Stubbs, Elmer et Gilpin. Plus récemment, Ward peignit avec talent le bétail dans les plaines, les jumens dans les haras, les ânes et les cochons autour des chaumières. Presque en même temps que Ward, un homme vint qui sut donner de l'esprit et de l'expression aux bêtes : n'ai-je point nommé Edwin Landseer (1)? Qui ne connaît son admirable roman de la vie du chien? Je regrette de ne point en voir figurer quelques pages à l'exposition de 1862; je me console pourtant de cette lacune en ayant devant les yeux les tableaux où il nous introduit dans le gîte des bêtes fauves, nous initie à leurs mœurs, et répand sur leur vie sauvage la farouche majesté des pays de montagnes. Il existe en Écosse un mode de chasse qui consiste à gravir de rocher en rocher les hauteurs les plus abruptes pour découvrir un plateau sur lequel les daims vivent en famille, protégés qu'ils sont par ces remparts naturels. Deux chasseurs sont arrivés au terme de leur pénible escalade; les deux chiens qui les accompagnent, et qui ont servi à les mettre sur la piste, sont désormais inutiles : aussi l'un des hommes appuie-t-il sa main sur la gueule d'un des animaux pour l'empêcher d'aboyer et de donner l'alarme, tandis que l'autre chasseur, armé d'un fusil, s'apprête à tirer de derrière les rochers sur les daims qui s'enfuient par troupeaux le long d'une plate-forme

(1) Je devrais dire sir Edwin Landseer, car la reine, enchantée de la manière dont il avait fait vivre sur la toile les poneys des *highlands* montés par ses enfans, lui conféra en 1850 le titre de chevalier.

où croît une herbe courte entre les crêtes de montagnes. Quelle sinistre grandeur dans ces deux autres tableaux, *la Nuit* et *le Matin*, qui forment les deux épisodes d'un poème étrange! A la sombre clarté d'une lune tempêtueuse, sous les tourbillons de pluie qui fouettent et font écumer l'eau d'un lac voisin, deux grands cerfs, tête contre tête, s'attaquent et se livrent sur un sol marécageux un duel à mort : c'est *la Nuit*. La pluie a cessé de tomber, les têtes de collines s'élèvent, pures et calmes, dans la majesté d'une aube limpide; une brume froide plane sur les bords du lac: le champ de bataille présente maintenant les conséquences d'une lutte suprême : les deux combattans, morts l'un et l'autre, gisent les cornes entrelacées, tandis qu'un renard s'apprête à jouir du festin préparé pour lui par les grands de la terre, et qu'un oiseau de proie, les ailes ouvertes, accourt dans le ciel en demandant sa part de la curée : c'est *le Matin*. L'impression terrible qui se dégage de ces deux tableaux résulte surtout de l'harmonie du paysage avec la violence de la scène; les bêtes ne font ici que personnifier magnifiquement les forces d'une nature fauve et hostile.

Est-ce à dire pourtant que dans l'état présent des choses les Anglais n'aient point du tout de peinture historique? *Le Christ pleurant sur Jérusalem*, de M. Charles Eastlake, *Caxton montrant à Charles IV une épreuve d'imprimerie*, par M. Maclise; *la Madone de Cimabué portée en procession dans les rues de Florence*, par M. Leighton; *la Chute de Clarendon*, par M. Ward; *les Premiers Essais de Titien*, par M. Dyce; *le Retour de Crimée*, par M. Paton; *la Vie et la Mort de Buckingham*, par M. Egg; *Charles V à Yuste*, de M. Elmore; *la Reine recevant la communion après son couronnement*, par Leslie (mort tout récemment), et bien d'autres tableaux démentiraient au besoin cette opinion trop exclusive. Il est seulement vrai d'ajouter que la peinture historique a dû généralement se réduire chez nos voisins aux dimensions d'un tableau de chevalet, pour entrer dans les maisons des particuliers et pour s'accrocher aux murs des salons. Il s'en faut en outre de beaucoup que cette voie royale de l'art soit la plus fréquentée par les peintres de la Grande-Bretagne. Il y a sans doute à cela plus d'un obstacle; les Anglais, qui ont poussé le drame sur la scène jusqu'aux dernières limites de la terreur, ne l'aiment point du tout sur la toile. Les exécutions, les assassinats, les batailles leur font horreur en peinture. D'un autre côté, il faut de fortes études et presque du génie pour faire revivre avec puissance les grandes scènes de l'histoire, tandis que le talent suffit dans plus d'un cas à rendre agréables des sujets plus humbles, mais qui nous touchent de près au cœur. Est-ce cette dernière considération qui a influé sur le choix du plus grand nombre des artistes britanniques?

Est-ce le goût du public d'outre-mer qui se rattache surtout aux réalités de la vie? Je n'affirme rien, mais toujours est-il que la plupart des peintres modernes, suivant en cela les traces de Gainsborough et de Wilkie, ont consacré leur pinceau à célébrer le poème du travail, les grandeurs et les misères du foyer domestique, les saintes joies de la famille, les traditions et les mœurs rustiques de la vieille Angleterre.

Je n'avais pas lieu de me plaindre de cette direction de l'art, car je venais surtout chercher dans la peinture de nos voisins un rayon de la vie anglaise. On est frappé à première vue du grand nombre d'enfans qui s'épanouissent de tous côtés, les uns avec l'éclat d'un printemps en fleur, les autres avec des grâces un peu rudes et des airs de gaucherie effarouchée, mais qui répandent bien tous sur la toile une lumière d'innocence. Quelquefois, comme dans les *Enfans soufflant des bulles de savon dans un cimetière*, de M. Harvey, cette joie du premier âge se détache sur un fond mélancolique et sur une idée profonde. Un des chefs de l'école moderne et l'un des plus brillans coloristes, M. W. Mulready, a illustré plus d'une page du roman de l'enfance et de la maternité; je ne m'arrêterai qu'à *l'Atelier* et à la *Cuisine du Charpentier*, — un brave artisan, qui, ayant un instant quitté son ouvrage, vient contempler en souriant dans une chambre de derrière son nouveau-né, soutenu sur les genoux de la mère. Les affections de la famille à côté des devoirs du travail, les bras fatigués se reposant sur les joies du cœur, n'est-ce point là toute l'histoire de la vie de l'ouvrier anglais? Ce trait de mœurs était trop caractéristique pour ne point fournir plus d'un épisode aux artistes contemporains. Dans son *Retour du Travail*, M. Hughes nous représente un autre ouvrier qui, rentrant à son *cottage*, dépose sur le seuil son sac à outils pour embrasser le plus jeune de ses enfans en longue chemise de nuit. Ailleurs, dans *la Maison et ses trésors*, de M. Carrick, c'est un marin qui, revenu d'un voyage autour du monde, se penche avec enivrement sur deux marmots endormis, nés peut-être durant son absence. M. Webster, qui peint avec sentiment et avec délicatesse les incidens de ce qu'on appelle ici la vie humble, nous introduit *le dimanche soir* dans une chaumière où l'aïeul est en train de lire la Bible, tandis que la mère fait signe au petit enfant de se tenir tranquille, pour ne point troubler la sainteté des devoirs religieux. Dans ce tableau, comme dans *les Grâces* (la prière avant le repas), se dégagent les deux sentimens qui parfument en Angleterre les intérieurs pauvres, l'amour des bambins et Dieu présent dans la maison. Quand ils quittent le coin du feu, les peintres britanniques vous conduisent volontiers, comme M. Frith, dans les endroits de divertissemens publics, par

exemple sur *les Sables de Ramsgate*, où se réunissent les habitans de Londres pour prendre les bains de mer durant la saison d'été. Doué de qualités attrayantes, le même artiste nous ramène d'autres fois au bon vieux temps de la joyeuse Angleterre, à ces fêtes champêtres où le danseur et la danseuse s'avançaient sous un berceau de mains entre-croisées. Ou bien encore c'est un épisode de la vie des rues, une marchande de cerises entourée d'enfans aux lèvres aussi rouges que le fruit, comme dans un joli tableau de M. Webster. Quel est ce vaisseau qui va partir pour l'Orient? Il emporte avec lui des soldats qui pressent dans un dernier adieu la main de leurs femmes, de leurs sœurs, de leurs bien-aimées. L'auteur de cette page émouvante, M. O'Neil, nous présente dans un autre tableau le contraste d'un deuil de famille avec la froide indifférence d'une vente aux enchères après le décès du maître de la maison. Le champ de l'art, on le voit, est peut-être plus limité en Angleterre que partout ailleurs: mais ce champ est bien à elle : on y distingue plutôt la recherche du vrai que l'aspiration à l'idéal. N'y a-t-il point toutefois une poésie dans cette peinture de mœurs d'où se dégagent après tout deux grandes choses, l'âme de la maison et la vie d'une société?

Il s'est élevé dans ces derniers temps en Angleterre une nouvelle école qui a fait beaucoup de bruit, c'est celle des pré-raphaélites. Vers 1845, un groupe d'élèves de l'Académie royale arbora bravement le drapeau d'une révolution dans les arts. A l'origine, cette école se divisa en deux courans, l'un qui se précipita vers le réalisme, l'autre qui remonta jusqu'au moyen âge, jusqu'à l'ascétisme du XIIIe et du XIVe siècle. Les novateurs, comme on voit, ne s'entendaient guère entre eux que sur un point, l'opposition vigoureuse au mouvement régénérateur que Raphaël avait inauguré en peinture. Beaucoup loués et beaucoup critiqués, ils se défendirent dans un journal, le *Gem*, où ils exposaient leurs doctrines. Il est d'ailleurs juste de reconnaître que le pré-raphaélisme trouvait des racines en Angleterre dans les tendances positives de plus d'un maître qui l'avaient précédé. Avec le temps, la controverse s'est éteinte; les vrais talens que contenait cette école ont un peu modifié l'âpreté de leur première manière, et, comme il arrive toujours en pareil cas, les médiocrités seules restèrent sur le champ de bataille pour n'avoir point su se défendre de l'extravagance ni du parti-pris. Aujourd'hui les deux chefs des pré-raphaélites sont MM. Millais et Holman Hunt (1).

(1) Du premier, on remarque à l'exposition *le Retour de la colombe vers l'arche, les Feuilles d'automne, les Fleurs du pêcher* et *la Vallée du repos*, où, à travers certaines préoccupations systématiques, dominent une riche imagination et un sentiment de grandeur. Le second, M. Hunt, a embrassé un champ fort étendu; il a peint, tantôt avec

que suivent à quelque distance MM. Brown, Brett, Hughes et Martineau, dont on regarde avec plaisir *le Dernier Jour dans la vieille maison*. N'est-il point inutile de discuter ici les idées de cette école, qui rejette les gloires de la renaissance sous prétexte de ne s'attacher qu'à la nature? Il suffira de dire que l'influence des pré-raphaélites, hommes après tout de conscience et de vigueur, a été utile en précisant davantage les contours, en donnant un soin minutieux à l'exécution des détails, en faisant disparaître cette espèce de brume qui couvrait avant eux certains tableaux des peintres anglais.

L'exposition de 1862 donne une idée assez complète de l'état de la peinture dans la Grande-Bretagne; mais c'est ailleurs qu'il faut chercher les conditions dans lesquelles se développent les artistes. Il existe à Londres une Académie royale qui fut fondée en 1768, et dont Josuah Reynolds fut le premier président. Cette académie siégeait d'abord dans Saint-Martin's-Lane; George III lui donna ensuite des appartemens dans Somerset-House; depuis 1834, elle a été transférée à Trafalgar-Square. Le caractère de cette institution est assez indéterminé. Appartient-elle à l'état? Oui et non. Elle occupe bien un monument public; son président est par le fait directeur du *British Museum* et de la *National Gallery*; la plupart de ses officiers sont payés par la nation, et ses écoles se trouvent soutenues par la bourse des contribuables. Cependant elle se gouverne elle-même, ses membres jouissent d'une parfaite indépendance, et le plus clair de ses revenus derive d'une exposition annuelle des peintres vivans, pour laquelle chaque visiteur paie un droit d'entrée (1 shilling), et qui rapporte des sommes considérables. On peut donc dire que c'est une institution demi-publique et demi-particulière. On lui appartient à trois titres et à trois degrés bien différens : comme élève, comme associé ou comme académicien. Les académiciens sont au nombre de quarante, et se renouvellent par l'élection. Les associés, au nombre de vingt, sont choisis parmi le corps des artistes qui ont exposé leurs ouvrages avec le plus de succès. Les élèves ne sont reçus qu'après avoir envoyé un spécimen de leur savoir-faire. Si ce spécimen est approuvé du conseil qui représente le pouvoir exécutif de la société et qui se compose de neuf membres, y compris le président, le candidat se trouve admis à titre d'*épreuve*, c'est-à-dire pour trois mois. Durant ce temps-là, il doit produire de nouveaux ouvrages sous les yeux des officiers, et si ses progrès sont jugés

humour des scènes de la vie intime ou agricole, tantôt avec un sentiment pathétique les drames de la passion humaine, sans oublier la nature, les arbres et les fruits. Une grande puissance éclate dans son tableau, *la Lumière du monde*, qu'on a qualifié de peinture religieuse, parce que dans l'auguste et sainte majesté de la lumière il a su nous faire entrevoir en quelque sorte le mystère de l'amour divin.

satisfaisans, il est inscrit définitivement sur la liste des élèves, ce qui lui assure pendant dix années certains privilèges, tels que l'instruction gratuite dans les différentes branches de l'art, l'usage d'une bibliothèque et l'entrée dans les cours publics. L'Académie envoie même tous les trois ans à Rome un élève choisi, dont elle paie les frais de voyage, et auquel elle alloue une pension de 100 livres sterling. L'enseignement distribué par l'Académie royale de Londres est à coup sûr libéral et éclairé; mais suffit-il pour inculquer à fond les élémens de l'art? Plusieurs en doutent. D'un autre côté, il n'existe guère à Londres, comme chez nous, des ateliers de peinture dirigés par des maîtres qui mettent une sorte d'orgueil à provoquer les succès de leurs élèves. Les autres écoles de dessin ont le même caractère public que les écoles de l'Académie, et lui sont généralement très inférieures. Beaucoup d'artistes anglais qui occupent un rang distingué n'ont d'ailleurs passé ni par les unes ni par les autres; ils ont appris un peu au hasard, tantôt par eux-mêmes, tantôt sous la direction d'un peintre quelconque: il y en a même qui sont arrivés à la carrière des arts après être partis de professions très différentes. De cette absence de discipline résulte trop souvent chez les peintres d'outre-mer une infériorité dans la pratique du dessin qu'ils cherchent à masquer par l'éclat des couleurs. Une autre conséquence est que les médiocrités, n'étant point soutenues par un fort enseignement technique, tombent beaucoup plus bas qu'ailleurs, tandis que les hommes d'un vrai talent, libres d'une direction imposée, dégagent plus volontiers leur moi en peinture, et impriment à leurs ouvrages ce caractère de fantaisie individuelle qui est le trait dominant de leur pays.

En Angleterre, où l'on redoute les envahissemens de l'esprit de corps et l'ombre même de la centralisation, l'autorité de l'Académie royale devait être plus ou moins battue en brèche par des concurrences; elle en a rencontré presque dès l'origine dans l'Institution britannique (*British Institution*), la Société des Artistes (*Society of British artists*), l'Institution nationale (*National Institution*) et la Société des peintres à l'aquarelle (*Society of painters in water colours*) (1). Le principal objet des artistes dissidens était d'exposer leurs ouvrages sans subir le contrôle des académiciens. A chacune de ces associations se trouve en effet attachée une galerie où le public est admis de temps en temps sous certaines conditions, et où figurent les tableaux des associés offerts pour la vente. Qui ne comprend que, dans un pays où l'art n'est point protégé par l'état, la publicité est encore plus qu'ailleurs une question de vie ou de mort

(1) Genre tout particulier à l'Angleterre, et qui occupe un grand nombre d'artistes; ces derniers se plaignent amèrement qu'il n'y ait point de place pour leurs œuvres à l'exposition annuelle de la *National Gallery*.

pour les artistes. Les peintres connus n'éprouvent aucune difficulté à placer leurs œuvres; ils trouvent un patronage fort étendu dans l'aristocratie, et acquièrent assez souvent une noble fortune sans imposer aucun sacrifice à leurs convictions ni à leur dignité. Ils doivent leur position à leur mérite et à la faveur du public, non aux bonnes grâces d'un ministre ni d'un directeur des beaux-arts. Pour suppléer d'ailleurs jusqu'à un certain point aux encouragemens de l'état, les Anglais ont établi des espèces de loteries entées sur des associations (*art unions*), et dont les membres ou les actionnaires paient une contribution d'un shilling à une guinée par an. Ils reçoivent en retour, si le numéro de leur action sort au tirage annuel, un tableau d'une valeur plus ou moins considérable. Comme ces *unions* s'étendent sur une grande échelle et embrassent souvent un nombre énorme de souscripteurs, leur caisse est abondamment remplie, et peut acheter les objets d'art à un prix honorable. Le *Liverpool art Union*, dont les actions ne sont que d'un shilling, a distribué l'année dernière, sous forme de prix, aux abonnés gagnans 1,389 livres sterling de tableaux.

Les artistes qui commencent ont naturellement beaucoup plus de peine à se tirer d'affaire. Une de leurs grandes ressources est le marchand de tableaux, *picture dealer*. Ces marchands abondent dans la ville de Londres, et c'est à eux que les peintres obscurs ou pressés par le besoin viennent offrir leurs ouvrages. Ces boutiques, ou plutôt ces maisons (car les toiles, serrées, entassées, jetées çà et là, occupent souvent du premier jusqu'au dernier étage), présentent à l'intérieur un aspect triste et singulier. Que de rêves de gloire éteints, que d'ambitions déçues, que de luttes héroïques contre les dures nécessités du présent, que de réserves secrètes et d'ardentes espérances d'un avenir meilleur dans ce monceau de tableaux, dont quelques-uns ne sont point même achevés! Le marchand fait profession d'être connaisseur; il est à lui-même son jury d'examen; les toiles qu'il rejette n'ont plus guère qu'une chance, celle d'être vendues aux enchères pour un prix quelconque, sur lequel l'intermédiaire retient encore un droit de commission qui est parfois de 75 pour 100, laissant ainsi 25 pour 100 au pauvre artiste (1). A ces ventes, qui ont généralement lieu le soir, j'ai vu souvent de jeunes artistes qui faisaient contre mauvaise fortune bon cœur, et affectaient de rire

(1) Ce détail de la vie d'artiste a même fourni à miss Osborn le sujet d'un tableau touchant qui figure à l'exposition. Une jeune fille orpheline, sans nom et sans ami, *nameless and friendless*, ayant en outre à sa charge un frère d'une douzaine d'années, se présente chez un *picture dealer* avec un tableau, fruit de son long travail, et sur lequel elle compte pour ne point mourir de faim. Qui ne devine pourtant, à la figure du marchand assis avec gravité derrière son comptoir, que l'arrêt du juge ne sera point favorable?

entre eux de leurs tableaux et du public. Ce marché n'est d'ailleurs point inépuisable, et quand une telle planche de salut vient à leur manquer, quelques-uns d'entre eux ont alors recours au *pawn-broker*. Ce dernier est le prêteur sur gages; il représente à Londres le mont-de-piété. Sa boutique s'annonce de temps immémorial par trois boules dorées suspendues à une barre ou à un triangle de fer. Sur un tableau qui lui plaît, il avance encore assez volontiers 7 ou 8 shillings. Il y a quelques années, un jeune peintre qui luttait contre l'adversité eut l'idée d'engager pour une somme médiocre, chez presque tous les *pawn-brokers* de Londres, le même sujet, — un paysage avec un moulin, un bateau et un cheval blanc, — qu'il répétait de toile en toile et pour lequel il avait fini par acquérir, comme on pense bien, une facilité d'exécution prodigieuse; en quelques heures, le tableau était bâclé. Tout alla bien pendant un certain temps: mais à la fin de l'année les prêteurs sur gages firent, selon la coutume, la vente des objets qui n'avaient point été retirés : on devine que les tableaux du peintre étaient d nombre, et le marché se trouva encombré tout à coup par le même moulin, le même bateau et le même cheval blanc, tirés à un beaucoup trop grand nombre d'exemplaires, le tout au milieu des rires et des huées de la foule. Ayant brûlé ses vaisseaux de ce côté-là, et n'osant plus montrer son visage aux *pawn-brokers*, le peintre n'eut guère d'autre parti à prendre que de s'engager comme mercenaire au service d'un marchand de cadres qui faisait profession de réparer et de repeindre les anciens tableaux, c'est-à-dire le plus souvent de les gâter.

Au-dessous de ce travail équivoque, il y a une autre industrie tout à fait déshonnête, qui consiste à contrefaire le style des vieux maîtres, quelquefois même celui des peintres vivans. D'un abîme à l'autre, la pente est rapide; après s'être fait la main durant quelque temps et avoir acquis une habileté fatale dans ce genre de fraude, le même jeune homme qui avait rêvé la gloire, maintenant désillusionné de tout, de l'art, de la nature, de la beauté, se met à battre de la fausse monnaie sur les œuvres des bons peintres reproduites en cachette; encore n'est-ce point lui qui tire profit de cette fausse monnaie, c'est l'entrepreneur qui se charge de la mettre en circulation. A côté de cette pratique condamnable, il y a une branche légitime de commerce à laquelle ont recours les peintres sans travail; le rapin de Londres fréquente volontiers les tavernes et les *public houses;* il se peut qu'il soit attiré dans ces endroits-là par l'amour de la bière, mais bien souvent il cherche à courtiser les bonnes grâces du *landlord* et des habitués, pour instituer à son profit un *portrait-club*. L'organisation de ce club est très simple; une douzaine de personnes conviennent de payer un shilling par semaine jusqu'à concurrence d'un souverain; l'argent est remis

entre les mains du landlord, et le peintre fait chaque semaine le portrait à l'huile d'un des membres, qui, exposé avec honneur dans le *parlor* (la meilleure salle de la maison), sert à attirer les regards. Quand l'ouvrage est terminé, c'est-à-dire quand tout le cercle a posé, l'artiste reçoit son argent et les associés retirent leurs portraits. Qui ne voit d'ici un des écueils de l'art en Angleterre? Cet écueil est le métier. Il n'y a que les hommes de courage et de talent qui se tiennent fermes sur le sentier ardu et bordé de précipices, attendant avec calme que le flux de l'opinion publique s'élève jusqu'à eux et bravant les perfides tentations du gain facile. Les artistes qui mésallient leur jeunesse avec les œuvres du métier ont, je l'avoue, une excuse : au fond du cœur, ils conservent l'idéal du beau et l'espoir d'y remonter un jour; mais l'art est une maîtresse hautaine qui ne pardonne guère les infidélités.

Les arts du dessin ont pourtant fait en Angleterre depuis une dizaine d'années des progrès incontestables. Je ne parle pas seulement ici du dessin appliqué à la peinture, je parle du dessin employé aux ouvrages de l'industrie. Des académies ont été ouvertes et multipliées dans toutes les villes; des écoles ont même été établies par quelques grandes manufactures pour rendre les secrets de l'art accessibles aux enfans de la classe ouvrière. Quelle en a été la conséquence? Tout le monde a reconnu à l'exposition de 1862 que nos voisins avaient fait un grand pas vers la recherche et le perfectionnement de la forme dans les arts utiles. Ce progrès réel, hâtons-nous de le dire, est encore incomplet; il réside plutôt jusqu'ici dans les fabriques et les ateliers que dans le public anglais. Plusieurs manufacturiers ont en effet reconnu avec tristesse qu'en imprimant à leurs produits un caractère d'élégance et de charme, ils n'avaient réussi qu'à retrécir le cercle de la vente. N'est-ce point alors le goût des consommateurs qu'il faudrait surtout atteindre et modifier? Or quel élément plus favorable à l'éducation du goût que la vue des meilleures œuvres de l'art, d'où le sentiment de la beauté descend en quelque sorte comme la lumière des hauteurs vers les besoins et les ornemens de la vie? Les expositions de peinture, en réunissant les masses autour des sources sacrées, tourneraient sans doute l'esprit public vers un nouvel ordre de conquêtes, l'alliance de l'art et de l'industrie. Tout porte à croire que, sous ce rapport, celle de 1862 n'aura point été stérile. La contemplation du beau est la seule richesse qui puisse se communiquer à tous et qui se multiplie à l'infini sans s'appauvrir ni se diviser, c'est aussi la seule qui fasse pénétrer au sein des sombres classes courbées par le travail manuel le rayonnement suprême et les splendeurs joyeuses du monde idéal; la civilisation ne leur doit-elle pas au moins ce bonheur-là?

ALPHONSE ESQUIROS.

NUITS D'ORIENT

POÈMES ET SOUVENIRS.

I. — LE VOYAGE.

Il faut rester aux lieux que notre cœur habite;
Mais un jour l'inconnu nous tente et nous invite,
Et la terre natale est comme une prison,
D'où nous jetons les yeux par-dessus l'horizon,
Pour envier le sort nomade des nuages
Que le vent orageux pousse aux lointains rivages.
On part, le front moitié triste, moitié riant,
Vers les pays dorés de l'antique Orient;
Là, des nuits de l'Asie on soulève les voiles,
Sans deviner jamais le secret des étoiles.

Le souvenir puissant, qui rend la vie aux morts,
Reporte quelquefois mon âme à d'autres bords;
Tout me charme de loin, comme dans un mirage,
Les bonheurs, les périls, les hasards du voyage,
Et ces chères douleurs que l'on traîne après soi,
Lorsqu'on te quitte, ô France, et que l'on pense à toi!
Je revois les flots bleus de la mer, l'Italie,
Qui relève l'orgueil de sa tête pâlie,
L'Archipel enchanté, le Bosphore et Stamboul,
Où, sous les cyprès noirs, se lamente boulboul,
Le Caucase neigeux, la verte Géorgie,
Dont mon cœur a gardé la tendre nostalgie.
Par ces champs étrangers qui m'ont coûté des pleurs
J'ai glané les épis et j'ai cueilli les fleurs,
Et dans mon souvenir, comme dans un beau vase,
J'ai posé ce bouquet des jardins du Caucase,
Bouquet double où la rose est mêlée au souci...
Tour à tour joie et deuil! — Et la vie est ainsi!

II. — A MA SŒUR.

N'as-tu pas rencontré des jours ternes et plats,
Où vers le ciel en vain ton esprit se soulève,
Retombe sur lui-même et dort à moitié las?
On assiste à sa vie, on ne vit pas, on rêve.
Aujourd'hui c'est mon tour, ô ma sœur! aujourd'hui
J'ai le cœur attaqué de tristesse et d'ennui;
Une brume de deuil obscurcit ma mémoire,
Car la patrie est loin, et les amours aussi!
C'est l'hiver : l'aquilon souffle de la Mer-Noire,
La neige à lourds flocons couvre le sol durci,
Et le Caucase blanc à l'horizon s'allonge.
Au temps passé faut-il redemander un songe?
Faut-il rouvrir mon cœur, ce tombeau mal fermé?
Non, je veux avec toi revivre pour une heure,
Voir et revoir encor ton portrait bien-aimé.
Chaque soir je lui donne un baiser, et je pleure!

Ce noble cou, ce front couronné de fierté,
Ce regard attendri qui vaut une caresse,
Ce sourire indulgent, cette douce tristesse,
Cette grâce mêlée à la sérénité,
C'est toi, c'est ton visage, austère et grave, où l'âme
Prend des airs de mystère et veut voiler sa flamme.
Ta tête se détache et respire; on dirait
Que tu vas me parler, que ton œil me devine,
Et qu'un rayon du cœur éclaire le portrait.
Je soupire, et je sens entrer dans ma poitrine
Un peu de ton courage, un peu de ta vertu.
Quand le voyage est long, l'espérance est lointaine.
L'absence est une mort. Ma sœur, où donc es-tu,
Toi vers qui le regret sans cesse me ramène?
Fleur d'or, ton frais parfum, qui traverse les mers,
M'arrive et me remplit de souvenirs amers.

Le temps est loin, ma sœur, où tu marchais à peine :
Haute comme les blés, douce comme un agneau,
Mignonne et déjà fée avec des airs de reine,
De tes petites mains tu cherchais ton berceau;
Alors, au mois de mai, sur la pelouse verte
Du jardin, tu courais, tête nue, au soleil;
Tu saccageais, riant au firmament vermeil,
Les roses qui pleuvaient dans ta robe entr'ouverte.

Moi, je te racontais sans aucun ornement
Le *Trilby* de Nodier, la *Belle au bois dormant*.
Que de gazouillemens de fauvette échappée,
Lorsque sur tes bras ronds tu berçais ta poupée!
Ta voix était un chant, ton œil étincelait;
Comme une abeille d'or, ton rire s'envolait.

Toi que j'ai vue enfant, que j'aimais tant, que j'aime,
Front pensif incliné sous la main du devoir,
Chère moitié de moi meilleure que moi-même,
Où donc es-tu? Mon âme invisible, le soir,
Vient voltiger autour de vous comme une abeille.
On vous croirait groupés par un peintre flamand.
Calme tableau! La lampe argente vaguement
Le dos du grand fauteuil où la mère sommeille,
Au coin du feu, les pieds posés sur un coussin,
Souriant à demi, front mûr, cœur jeune encore,
Et portant bravement son âge qu'elle honore.
Toi, tu fermes ton livre et laisses en chemin
Les vers interrompus, la page commencée,
Où par hasard tomba la fleur de ta pensée,
Et tu rêves. De quoi rêves-tu? Ton regard
Cherche-t-il un absent regretté, moi sans doute?
Le voyageur est là, qui vous voit, vous écoute,
Qui revient au foyer pour y prendre sa part.
L'autre sœur, adoptée au banquet de famille,
Sur une broderie amuse son aiguille,
Pendant que son mari, notre frère, à mi-voix
Vous raconte gaîment un conte d'autrefois.
Il est près de minuit. La mère réveillée
Sur ses trois beaux enfans jette un regard d'amour,
Et, comme la maison se lève au petit jour,
Qu'il est tard, que le feu s'est éteint, la veillée
Est finie. On s'embrasse, on se dit : « A demain! »
Moi, je n'ai pas d'ami qui me serre la main,
Et de chers souvenirs pleurent dans ma mémoire...
Il neige, et l'aquilon souffle de la Mer-Noire.

III. — A LA GÉORGIE.

O pays de beauté, terre de Géorgie,
Que le sang de tes fils a tant de fois rougie,
Terre de souvenirs, d'amour et de douleur,
Où verdit le jardin des légendes en fleur,

J'aime ton ciel d'opale et tes hautes collines,
Où se tord la vipère, amante des ruines.
Là des tombeaux! ici des tombeaux! Le soleil
Couvre tes deuils passés de son manteau vermeil,
Indolente victime! et sous la molle soie,
Caressant un poignard, tu t'endors dans la joie;
Ou bien, lorsque le soir verse au loin ses fraîcheurs,
De tes voiles brodés tu lèves les blancheurs.
Autour des gais bosquets de jasmins et de roses,
Qui s'inclinent pour voir tes langoureuses poses,
Ta danse aux pieds nus courbe à peine le gazon;
Au son du tambourin s'envole ta chanson,
Et sur le front neigeux des vierges de l'Asie,
Comme une huile d'amour, coule la poésie.

IV. — TIFLIS.

O reine d'Orient, Tiflis, ville vermeille,
Sous un soleil de feu ton peuple brun sommeille,
Et les flots du Koura, qui roule avec fracas,
Immobile cité, ne te réveillent pas.
A l'ombre des rosiers, les mains pleines de roses,
Sur des coussins brodés, rêveuse, tu reposes;
Les hommes accroupis fument le narghilé,
Pendant qu'à son miroir, le front demi-voilé,
La femme se sourit et sous le peigne étale
De ses longs cheveux noirs la grâce orientale.

Les cieux sont enflammés; une poussière d'or
Flotte dans l'air brûlant sur la ville qui dort;
L'indolente Tiflis, que sa paresse enivre,
Attend le soir plus frais pour s'éveiller et vivre.
Dès que le crépuscule a pâli l'horizon,
L'une après l'autre on voit s'ouvrir chaque maison;
On entend éclater des cris ardens de joie,
Frissonner le feuillage et frissonner la soie;
La danse émeut le cœur des vierges de Tiflis,
Ces vierges dont les bras sont blancs comme des lis.

Partout le tambourin, le fifre et la guitare
Irritent les langueurs d'une chanson tatare,
Et dans l'ombre, à l'écart, on surprend deux à deux,
Sous les jasmins pâmés, l'essaim des amoureux.
Des groupes de buveurs, chantant sans perdre haleine,
Essayant leur folie autour d'une outre pleine,

Dans des cornes de buffle où puise leur gaîté,
Boivent les vins heureux qui donnent la santé,
Et le plaisir, seul dieu qu'en Asie on adore,
Embaume les échos de la brise sonore.

Ne te souviens-tu plus, Tiflis, de tes malheurs,
Toi qui t'ébats le soir en effeuillant des fleurs?
De tes pleurs, de ton sang, mère tant de fois veuve,
On aurait pu gonfler les ondes de ton fleuve :
Les Persans, les Tatars, les Turcs ont insulté
Le diadème d'or de ta virginité;
Ils ont brûlé tes champs, décimé tes familles,
Aux hontes du harem jeté tes jeunes filles;
Mais le deuil t'épouvante, et tu cherches toujours
La paix inaltérable et de calmes amours.

Dans les cieux étoilés quand l'heure qui s'envole
A versé le sommeil à ton peuple frivole,
Chants, danses et clartés, tout s'éteint, tout s'enfuit;
La solitude plane au-dessus de la nuit;
La lune triomphante, intense de lumière,
Semble argenter les blocs d'un vaste cimetière,
Où depuis trois mille ans dormiraient des tombeaux,
Sauvés de tous les vents par trente grands coteaux.
Balançant à leur cou leur clochette qui sonne,
Seuls, les chameaux s'en vont, d'un pas lent, monotone,
Et ce bruit vague et sourd, qui dans l'ombre se perd,
Rappelle le silence infini du désert.

V. — LE DÉSERT.

Nos désirs sont pareils aux longues caravanes
Qui cherchent l'oasis, île en fleur des déserts,
Où courent les ruisseaux sous les feuillages verts,
Où frissonne, le soir, l'éventail des platanes.

Le désert! le désert! sablonneux océan!
L'air embrasé du jour brise le corps et l'âme;
L'implacable midi semble tripler sa flamme
Pour arroser de feux les steppes du néant.
Le voyageur, qui rêve aux fraîcheurs d'une source,
Mesure à l'horizon l'infini de sa course;
Il marche! Le désert, ce cercle sans milieu,
L'étouffe, sable et ciel, de deux robes de feu.
Les chameaux, patiens sous leurs charges trop lourdes,
Accompagnent ses pas de leurs clochettes sourdes;

Ils allongent leurs cous balancés lentement,
Comme pour imiter par ce balancement
L'inexorable ennui des vastes solitudes.
Là-bas, ô voyageur, que hâle le soleil,
Tu te reposeras des jours chauds, des nuits rudes,
Tu baigneras ton cœur dans l'onde du sommeil;
Sous l'ombre des palmiers, d'où pleut l'extase douce,
Oublieux de la mort et couché sur la mousse,
Tu rêveras sans doute aux sables qu'Azraël,
L'ange noir, a couverts d'un silence éternel.
Voyageur, marche, marche! une heure encor! courage!
Vois au loin l'oasis luire comme un jardin;
N'en sens-tu pas les fleurs? Horreur! c'est un mirage,
C'est un jeu du soleil qui s'efface soudain.
Traverse, résigné, l'immobilité morne,
Triomphe du désert, mer stérile et sans borne,
Sans songer que demain peut-être d'âpres vents,
Soulevant jusqu'aux cieux ses vagues de poussière,
Engloutiront, meurtrie à ces souffles mouvans,
Dans un même tombeau la caravane entière.

Le pauvre voyageur, c'est l'homme! et le désert,
C'est notre vie, amer et décevant voyage,
Où nous voyons s'enfuir, comme dans un mirage,
L'oasis du bonheur et le feuillage vert.

VI. — LE RETOUR.

De ses émotions quand la source est tarie,
L'homme qu'un noir chagrin chasse de sa patrie
Tente, le sac au dos, le caprice des mers,
Et, pour bercer son deuil et ses soucis amers,
Sinistre pèlerin qui dévore les lieues,
Sous des cieux irrités ou sur des vagues bleues,
Il suit le dur sillon que trace le vaisseau,
Pour demander au monde un spectacle nouveau.
Mais, las des longs détours d'une vaine odyssée,
Comme le goëland, l'aile à demi blessée,
Au foyer paternel il revient tout songeur.
Ta mère est-elle morte, imprudent voyageur?
Les retrouveras-tu, ceux qu'aima ta jeunesse?
Leur as-tu rapporté la joie ou la tristesse?
Seras-tu dans leurs cœurs toujours le bienvenu?
Ne se diront-ils pas : — Quel est cet inconnu

Dont le front s'est bruni sous les flammes d'Asie?
Quel est cet étranger? Par quelle fantaisie,
Cédant à la rigueur de rêves clandestins,
A-t-il porté son ombre aux rivages lointains?

Puis, coupable et jalouse, il revoit sa maîtresse,
Qui soudain jette un cri de joie et de détresse :
« D'où viens-tu? d'où viens-tu?... qu'as-tu fait loin de moi?
Ma vie et ma beauté, j'ai tout perdu pour toi,
Et j'ai séché d'ennui comme une herbe flétrie... »
O Dieu! laisse-moi fuir de nouveau ma patrie!
Insensé! je souffrais en la voyant souffrir;
Elle avait dit · « Tu pars, adieu, je vais mourir. »
Elle l'avait juré; ses larmes l'ont sauvée;
Je la revois vivante, et je l'ai retrouvée
Belle et prête à poser sur mon cœur trop aimant
Une main tiède encor des lèvres d'un amant.
Mon lâche cœur, pareil à la grenade mûre,
Sent sous un seul baiser se rouvrir sa blessure.
Alors le voyageur, ce martyr de l'amour,
Qui déjà se repent des fêtes du retour,
Exhalant un soupir qui brise sa poitrine,
Dit : — Je retourne aux mers de l'Inde et de la Chine.

VII. — ÉCRIT EN MER.

Le deuil au front, lassé de moi-même et d'autrui,
Ne sachant où porter mon incurable ennui,
L'œil fixé sur les mers qui tentent mon courage,
Pour rallumer ma vie au pays du soleil,
Je jette mes désirs vers l'Orient vermeil.
Seul, comme un exilé, le cœur gonflé de rage,
J'abandonne patrie, amis, chères amours,
Je les fuis pour longtemps, peut-être pour toujours,
Car la mer est jalouse et le voyage rude.
Vents du sud, vents du nord, effroi des matelots,
Ailes qui flagellez l'humide solitude,
Soufflez et bercez-moi sur le danger des flots!
A vos coups inconnus j'offre mon âme forte :
Détachez-en l'amour, comme une feuille morte;
Comme une fleur stérile, arrachez-en l'espoir,
Et la foi, fruit séché sur l'arbre avant le soir!

HENRI CANTEL.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

30 septembre 1862.

Si quelques-uns, importunés de la confusion et du long trouble des affaires d'Italie, avaient pu se figurer que la question romaine cesserait bientôt d'être la plus urgente préoccupation et le plus grand souci de la France lassée, une telle illusion ne saurait tenir devant l'importante publication faite par *le Moniteur* la semaine dernière. Nous ne nous étions pas attendus, pour notre part, à voir si tôt confirmées par des documens officiels de cette gravité les considérations que nous présentions, il y a quinze jours, et sur la nécessité d'une prompte et radicale solution de la question romaine, et sur les effets des perplexités bien naturelles de l'empereur.

Le gouvernement vient de nous mettre au courant de la dernière phase diplomatique de la question romaine. Cet acte curieux de la comédie italienne contemporaine s'est passé entre le 20 mai, date de la lettre de l'empereur à M. Thouvenel, et le 24 juin, date de la réponse de M. de Lavalette à la dépêche de notre ministre des affaires étrangères. Cela peut s'appeler l'effort suprême ou la dernière formalité de la conciliation impuissante. « Il ne s'agit plus, écrivions-nous naguère, dans le parti qu'il faut prendre aujourd'hui, de témoigner d'un attachement abstrait à la révolution ou d'une sympathie générale pour l'église catholique, attachement et sympathie qui, dans la région des abstractions et des généralités, se peuvent accorder sans peine : il s'agit au contraire de se prononcer directement pour l'une et directement contre l'autre. Il faut dire : Je ne veux pas que l'Italie se constitue dans l'unité, parce que je veux que les papes demeurent souverains de Rome en vertu d'une légitimité qui nie les droits des peuples; ou bien il faut dire : Je veux que l'Italie existe dans la forme qu'elle a choisie, et je veux pour cela que la papauté n'ait plus de royaume en ce monde. » La lettre de l'empereur nous montre que le 20 mai la pensée du souverain n'abordait point cette rigoureuse conséquence et demeurait encore dans la région de la conciliation abstraite, générale, théorique, où

l'on peut, avec une bienveillance également pondérée, faire sa part à chacun, — à la théocratie catholique comme à la civilisation moderne. A nos yeux, du reste, les chances raisonnables de succès faisaient si absolument défaut à la tentative du 20 mai, que nous nous croyions autorisés pleinement à rester dans le doute au sujet de la qualification qu'il convient de lui donner : effort suprême ou dernière formalité. Pour se convaincre du peu de fondement qu'avait en pratique cette combinaison, il n'y a qu'à considérer l'hypothèse de l'acceptation de Rome. Certes, si, au lieu de faire de la revendication de l'intégralité de son domaine temporel une question de principe, et par conséquent de conscience et d'honneur, sur laquelle il n'est pas permis de transiger même en simagrée, la cour romaine eût simplement voulu faire de la politique et jouer au plus fin, il est quelqu'un qui eût été bien attrapé, et ce quelqu'un, c'est nous-mêmes. L'assentiment de la cour de Rome ne suffisait pas en effet à tirer notre combinaison des limbes : pour lui donner corps, pour la réaliser, il y avait une adhésion non moins indispensable, c'était celle de la cour de Turin et de l'Italie. Nous voit-on, après le malencontreux succès que nous aurions obtenu au Vatican, chargés de la lourde gloire d'avoir enfin persuadé le saint-père et le cardinal secrétaire d'état, obligés de nous retourner vers l'Italie, prenant piteusement le chemin de Turin, et là, auprès d'un parlement qui a, par des votes réitérés, proclamé Rome capitale de l'Italie, auprès d'un ministère qui ne pourrait subsister un seul jour si la nation ne le croyait pas sincère dans l'aspiration vers Rome, prodiguant notre éloquence pour obtenir du gouvernement italien l'engagement vis-à-vis de la France de reconnaître les états de l'église et la délimitation convenue? Pour le coup, il y aurait eu de quoi forcer le roi Victor-Emmanuel lui-même à prendre la chemise rouge, comme il disait un jour à Naples devant un de nos amis. Après nous être mis à Rome dans la position la plus fausse, nous eussions été refusés net à Turin. Aujourd'hui, en montrant la résistance de la cour romaine à nos propositions, nous pouvons du moins nous tourner vers le libéralisme européen et lui dire : Vous avez raison; il n'y a rien à faire à Rome; on y rejette des concessions qui, à vos yeux, eussent paru l'abandon du principe révolutionnaire. Mais dans le cas contraire notre unique ressource eût été de faire la révérence aux cléricaux et aux partisans de la légitimité théocratique et de leur dire avec un triste *mea culpa :* C'est vous qui aviez raison; les Italiens sont impossibles; les plus belles combinaisons de paix viennent échouer contre leur ambition entêtée! Pie IX et le cardinal Antonelli nous ont donc tirés d'un mauvais pas et nous ont rendu un grand service par la fin de non-recevoir absolue qu'ils ont opposée à nos ouvertures. A la vérité, quant à nous, ce qui modérerait notre reconnaissance, si nous avions été au courant des propositions qui leur étaient adressées, c'est que nous n'eussions pas douté un instant que ce service, il n'était point en leur pouvoir de ne pas nous le rendre.

Il ne nous en coûte point en effet, dans les grandes luttes de principes,

d'estimer chez nos adversaires la sincérité du caractère et l'inflexible droiture des convictions. Nous respectons donc le *non possumus* d'un pontife, lorsqu'à ses yeux les résolutions de la conduite sont tracées par l'idée qu'il se fait du devoir, car nous respectons à travers le jugement qui peut se tromper la conscience qui ne veut pas errer. A ce seul titre, quoique adversaires déterminés du pouvoir temporel, nous voudrions que l'on épargnât au prêtre-roi l'obsession d'offres qui ne sont pour lui que des tentations à combattre, et la fatigue de ces refus qu'il est si naturel d'attendre de sa part. La paix, la concorde, les transactions sont de fort belles choses assurément dans leur légitime domaine; mais il faut prendre garde qu'appliquées aux questions de principes et de conscience, elles ne sont guère que des pastiches du scepticisme. D'ailleurs, lors même que la question du pouvoir temporel ne serait pas placée si haut aux yeux de la cour de Rome, le moment où on lui soumettait un programme de concession a-t-il été bien choisi? Quand on allait demander au pape une transaction qui entraînait l'abandon d'une portion du domaine temporel, au lendemain du jour où le pape, entouré d'une manifestation imposante de l'épiscopat universel, venait d'affirmer, aux acclamations de l'église, la nécessité et le droit de la principauté pontificale, était-on bien fondé à croire à l'opportunité d'une telle démarche, et pouvait-on sérieusement en espérer le succès? Mais c'est pour d'autres motifs que la pensée d'obtenir de la papauté, par une transaction, l'abdication partielle ou totale du pouvoir temporel eût dû être depuis longtemps abandonnée.

Ce qui trompe ceux qui ont cru et qui croient encore à la possibilité d'une transaction, ce sont les fausses analogies du passé. On a vu souvent dans l'histoire les papes en lutte, en guerre même avec des états catholiques; on a vu ces conflits se terminer par des arrangemens quelconques, et l'on se figure qu'une conclusion semblable peut être appliquée aujourd'hui au différend qui divise la papauté temporelle et l'Italie. On oublie dans cette routine combien les époques et combien les questions sont changées. Dans le passé sur lequel on se fonde, n'avait point pénétré encore le principe absolu de l'état laïque, et c'est du triomphe final de ce principe qu'il s'agit dans la question romaine. Au temps des anciennes luttes des rois et des empereurs contre les papes, la séparation du principe laïque et du principe ecclésiastique au sein des sociétés européennes n'était nulle part accomplie : l'église et l'état étaient partout liés l'un à l'autre, se pénétraient mutuellement de tous côtés. On combattait alors pour la prépondérance de l'un des principes sur l'autre, non pour leur séparation et leur indépendance. Qui eût songé avant la révolution française à constituer l'état en dehors de l'église? Qui eût conçu l'état absolument distinct de l'église, l'église sans lien avec l'état? Dans cet ordre de faits ou d'idées, les luttes qui déplaçaient la prépondérance au profit de l'un des élémens, au détriment de l'autre, mais qui ne devaient point en opérer le divorce, se réglaient naturellement par des transactions, par des traités, par des

concordats, et la papauté, à la fois pontificat religieux et souveraineté politique, était le suprême symbole de cette constitution générale des sociétés catholiques. Tout autre est la nature et la portée du conflit dont nous sommes les témoins et les acteurs. Les deux principes sont encore en présence, mais cette fois c'est pour se séparer sans retour. La notion de l'état laïque est sortie de la révolution française comme une des plus grandes victoires obtenues par la justice dans le gouvernement des sociétés auxquelles elle doit assurer par son complet développement la liberté politique et religieuse. La force des choses et la puissance des événemens ont donné pour mission à l'Italie d'accomplir l'acte radical, décisif, consommateur de la séparation des deux pouvoirs, en plaçant à Rome, où était le nœud de l'union de ces pouvoirs, le nœud de la nouvelle nationalité italienne. Donc, dans ce conflit, pas de transaction possible, car qui dit transaction dit partage, conciliation, satisfaction commune de deux prétentions rivales. Or ici il faut que l'une des prétentions succombe devant l'autre, sauf à retrouver sous une autre forme les garanties de droit que lui doivent les sociétés modernes. Dans un tel duel, venir parler d'arrangemens fondés sur des concessions mutuelles, c'est demander à l'une des parties la désertion et comme le reniement de sa cause. Or les causes honorables et vivaces ne consentent jamais, il faut le reconnaître pour l'honneur de la nature humaine, au suicide de l'abdication. Elles préfèrent, et avec raison, une éclatante défaite, qui est comme un arrêt de la force des choses, sous laquelle on plie par contrainte, mais sans honte, à une capitulation prématurée et à un vil marchandage par lesquels elles donneraient un acquiescement dégradé à des situations repoussées par leur dignité et leur conscience. L'Italie elle-même a montré au monde, dans la journée de Novare, qu'il est des cas où il vaut mieux être vaincu par l'ennemi que de fléchir dans sa foi et de succomber à sa propre défaillance. C'est dans le feu de ce sentiment qu'est la beauté de la grande parole chevaleresque de François Ier : « Tout est perdu fors l'honneur. » Pourquoi chercherait-on à ravir à l'église temporelle, personnifiée dans la cour de Rome et traversant sa suprême épreuve, l'honneur d'une résolution semblable? Que gagnerait-on à empêcher le pouvoir temporel, qui a été une si grande chose dans la vie de l'Europe, de finir avec la noblesse qui sied aux grandes choses humaines?

Reconnaissons donc qu'en un tel débat les habiletés politiques sont un vain amusement. Abandonnons l'illusion puérile que l'on puisse obtenir de la cour de Rome, par les déguisemens et les détours d'une négociation diplomatique, des concessions qui l'humilieraient en nous amoindrissant. Nous le répéterons à satiété, il n'est pas possible d'obtenir de la papauté une renonciation volontaire au pouvoir temporel; il n'y a pas d'autre moyen d'en finir que de le lui retirer et de placer entre elle et ce pouvoir l'infranchissable barrière de la force des choses. A-t-on jamais vu l'église abdiquer volontairement aucun des avantages temporels, aucun des priviléges poli-

tiques qu'elle a perdus? A-t-elle abandonné par les voies diplomatiques les propriétés et les juridictions ecclésiastiques, la dîme, le monopole de l'état civil? Non : elle a perdu ces priviléges; jamais elle ne s'en est volontairement dessaisie. Pour qu'elle se résignât à s'en passer, il a fallu, tranchons le mot, que la société laïque crût avoir le droit et eût le courage et la force de l'en dépouiller. Comment voudrait-on que les choses se pussent passer autrement pour le pouvoir temporel de la papauté? La papauté ne peut pas, ne doit pas rendre ce pouvoir; elle ne le rendra pas, il faut donc que quelqu'un croie avoir le droit et ait le courage et la force de le lui ôter. Or, comme elle ne conserve ce pouvoir que par la protection militaire de la France, c'est à la France de porter le coup décisif. C'est elle qui doit puiser dans le sentiment de son droit le courage suffisant pour affronter cette responsabilité, en marquant le terme de la protection militaire qu'elle a si longtemps accordée à la cour de Rome.

La logique des principes de la révolution, portant ainsi le flambeau en avant des événemens, nous en montre l'aboutissement infaillible. Sans doute, et nous n'en sommes pas surpris, la faiblesse humaine eût voulu se ménager la commodité de transitions ralenties; elle répugne à se trouver, sous un plein jour soudain, en face de ces conséquences extrêmes, de ces solutions radicales, de ces responsabilités écrasantes. Elle demande merci aux deux principes antagonistes, elle implore des délais. Changer la forme du gouvernement temporel de l'église, quel problème! Est-il possible d'en improviser la solution? Un grand homme d'état mourant n'a pas voulu emporter au tombeau son secret et nous a crié la devise de l'avenir : « l'église libre dans l'état libre. » La liberté dans l'église, la liberté dans l'état, la liberté partout, conséquence inévitable, au sein des états catholiques, de l'évanouissement du pouvoir temporel, quel autre éblouissant fantôme plein d'éclairs et de tonnerre! et comment en soutenir la vue? Qu'y faire cependant? Ces commotions, ces dangers, ces surprises, tout cela, il y a quatre ans, était encore scellé dans la boîte du magicien. On l'en a fait sortir malgré l'avis des prudens; on ne l'y fera plus rentrer. On ne remettra plus le couvercle sur ces forces révolutionnaires déchaînées, avant qu'elles n'aient trouvé leur direction régulière par l'accomplissement des inexorables lois de la révolution et de l'histoire. Le temps des atermoiemens est épuisé, la période des transitions est achevée, ou plutôt, par une pente nécessaire, c'est au profit du futur ordre de choses que se ménagent les transitions. Par la bouche du cardinal Antonelli, l'église, pensant à son indépendance dans l'avenir au moment où s'écroule l'ancienne garantie de son indépendance dans le passé, refuse avec raison de devenir la mercenaire de l'état laïque, et préfère à un tribut de trois millions offert par un gouvernement les contributions volontaires des fidèles, le denier de saint Pierre. Or qu'est-ce que le denier de saint Pierre, sinon le commencement de ce que l'on appelle, en matière d'entretien des cultes, le système volontaire, sinon l'idée mère du budget de l'église libre dans l'état libre? La

lutte est aujourd'hui entre deux croyances et entre deux droits. L'église donne à la révolution l'exemple des résolutions inébranlables; il faut donc que la révolution élève dans l'action sa foi et son courage au niveau de la foi et de la fermeté passives que montre l'église.

Quant à nous, indulgens pour les hésitations que peut faire naître dans le cœur d'un chef d'état la responsabilité d'une résolution aussi grave que celle qui est aujourd'hui demandée à l'empereur par les partis et par la force des choses, nous avons ouvert un avis qui pourrait jusqu'à un certain point mettre à couvert les scrupules de notre gouvernement. Nous avons exprimé le désir que le pays fût consulté par des élections générales. Il n'y a en effet que deux façons d'en finir avec la question romaine. Il faut ou que l'empereur prenne l'initiative et la responsabilité d'une solution, ou que la solution sorte des entrailles du pays, interrogé sur ce dilemme : la France doit-elle être fidèle aux principes de la révolution et cesser toute intervention entre le pape et les Romains, ou bien doit-elle, au mépris des droits du peuple italien, étayer indéfiniment une théocratie croulante, incapable de se réparer et d'exister par ses propres forces?

Le gouvernement voudra-t-il prendre sur lui la responsabilité de la décision? Nous convenons que cela le regarde, et, tout en maintenant nos réserves en faveur de l'intervention du pays dans ses plus grandes affaires, nous nous accommoderons de la résolution du gouvernement, si elle est conforme aux principes que nous soutenons dans la question romaine. Les habitués des coulisses affirment au surplus que le gouvernement est à la veille de prendre son parti. Le retour de l'empereur de Biarritz est indiqué comme la date à laquelle serait prise la résolution gouvernementale. Ce n'est un mystère pour personne que la question de Rome divise notre cabinet : une portion du cabinet soutiendrait les opinions tergiversatrices et temporisatrices qui sont représentées dans la presse par le journal *la France :* une autre fraction voudrait que notre pays sortît de cette impasse de Rome en laissant en Italie les choses s'arranger dans le sens de la logique des événemens qui s'accomplissent depuis 1859. A ce propos, un mot devenu archaïque sous ce régime, un mot choquant comme un souvenir du parlementarisme, celui de crise ministérielle, est vaguement murmuré. Une circonstance toute naturelle, où se trouveront en présence les deux opinions qui partagent le ministère et où l'empereur devra se décider pour l'une ou pour l'autre, est le conseil où sera examinée, dit-on, la réponse que M. Thouvenel a dû préparer à la dernière circulaire du ministre des affaires étrangères d'Italie, le général Durando. Ce document diplomatique, écrit après l'échec de Garibaldi, est un appel pressant adressé à l'Europe, et plus particulièrement à la France, touchant la question de Rome. M. Durando y fait valoir avec une certaine chaleur le sacrifice que l'Italie a dû s'imposer en réprimant l'élan du patriotisme dont Garibaldi est la personnification illustre. Il parle de Garibaldi avec un accent généreux, à côté duquel forment un pénible contraste les velléités qu'a eues le

ministère italien de faire à Garibaldi et à ses compagnons un impossible procès. Le général est surtout pressant envers la France, car il est curieux que, tandis que nous portons à Rome des plans de transaction, Turin nous envoie des instances pour une solution radicale, et ne puisse nous envoyer autre chose. Il s'agit donc de répondre au général Durando, et l'on avouera que, dans les circonstances actuelles, il serait impossible, à moins que le gouvernement ne voulût consulter sans retard le pays par des élections générales, que la réponse du cabinet des Tuileries n'exprimât point une opinion décidée sur la marche des affaires italiennes.

Nous ignorons si cette réponse doit être préparée de façon à faire pressentir un système de solution. Dans le cas où le gouvernement serait déterminé à prendre un parti favorable à l'Italie, la marche qu'il aurait à suivre est si bien indiquée par la nature des choses que nous ne sommes pas surpris si le plan suivant est venu à l'esprit de plusieurs personnes. Le gouvernement français déclarerait qu'il veut pratiquer à Rome, comme en Italie, le principe de non-intervention; mais, avant de retirer ses troupes, il obtiendrait du gouvernement italien l'engagement de s'abstenir, lui aussi, de toute intervention dans les états pontificaux, et d'empêcher l'entrée dans ces états de volontaires enrôlés dans les autres parties de l'Italie. De la sorte le pape et ses sujets se trouveraient seuls en présence. Ce serait au pape d'obtenir l'assentiment de ses peuples; ce serait aux Romains, si le gouvernement pontifical leur est insupportable, de s'en délivrer et de disposer de leurs destinées. Il va sans dire que, dans tous les cas, des mesures devraient être prises pour la sûreté du pape et du sacré-collége. Ce système équivaudrait, dira-t-on, à laisser faire à Rome une révolution. Nous ne disons pas le contraire, et nous ne comprendrions pas qu'il en fût autrement, puisque depuis treize ans la papauté temporelle ne se soutient que par la présence d'une division française, étendue quelquefois aux proportions d'un corps d'armée; mais cette révolution aurait été précédée de telles formalités et de telles précautions, elle serait inspirée par les intérêts d'un patriotisme si élevé, elle serait placée sous une surveillance si solennelle, celle de l'univers attentif et ému, elle aurait à rendre d'elle-même des comptes si grands, qu'il n'y aurait pas à craindre qu'elle se compromît et se souillât par des folies et des désordres. Par un tel plan, dira-t-on encore, dont il n'est pas permis de ne point prévoir les conséquences nécessaires, c'est le gouvernement français et la France qui auront marqué la dernière heure du pouvoir temporel des papes et qui auront consenti à voir Rome devenir capitale de l'Italie; c'est le gouvernement français et la France qui prendront sciemment la responsabilité de ces événemens! — Nous l'entendons bien ainsi.

Il nous paraît difficile que ces éventualités imposantes ne soient pas l'objet des délibérations de la première réunion du conseil des ministres qui sera présidée par l'empereur. Dans ce conseil, sera-t-il pris un parti, et quel parti? A la suite de ces délibérations, le ministère sera-t-il modifié, et

dans quel sens? Nous nous posons ces questions comme tout le monde, et comme tout le monde nous sommes dans l'attente. Que si le gouvernement, avant de prendre un engagement irrévocable dans un moment surtout où le mandat du corps législatif est si près d'expirer, veut consulter le pays et s'appuyer sur une manifestation toute fraîche de l'assentiment populaire, nous ne l'en blâmerons pas. Nous le blâmerions seulement si, ajournant la solution de la question de Rome après les élections générales, il ajournait d'un autre côté les élections après la dernière session du corps législatif. Nous regarderions comme funeste et ne pouvant profiter à personne cette prolongation insupportable de l'incertitude présente. Supposez que les élections soient renvoyées à l'année prochaine, et que la session de 1863 commence sans que la question romaine ait été résolue : qu'attendra-t-on de cette dernière session du corps législatif? On sait qu'une chambre qui touche à la fin de son mandat perd beaucoup de son activité et de son efficacité. Ses membres ne sont plus occupés que des intérêts de leur réélection. Dans la présente hypothèse, la prochaine discussion de l'adresse ne serait guère qu'un champ de bataille électoral. C'est la lutte des élections qui s'y engagerait à propos de la question romaine entre des groupes d'opinion qu'il n'est plus permis de considérer comme la représentation exacte des sentimens actuels du pays. La discussion de l'adresse serait, dans de mauvaises conditions, ce que les Anglais appellent une campagne de *hustings*, et les Américains une campagne de *plateforme*. Après ce débat, il en faudrait toujours venir aux élections; pourquoi, si l'on voulait subordonner la solution de la question romaine à un appel préalable adressé au pays, ne pas recourir aux élections tout de suite? La logique nous conduit donc, à propos de l'issue des délibérations gouvernementales qu'on nous annonce, à l'une de ces deux conclusions : ou nous verrons bientôt le gouvernement faire un pas décisif dans la question romaine, ou, si la question romaine était ajournée, il faudrait que les élections générales eussent lieu avant la fin de cette année. De toute façon, il y a nombre de superstitieux qui depuis quelque temps ont introduit dans la politique Mathieu Laensberg, et qui, l'œil sur leur almanach, font remarquer que la saison dans laquelle nous allons entrer est celle des coups de théâtre politiques. Nous ignorons si le phénomène se reproduira cette année à la satisfaction des chercheurs de comètes; mais ce que nous savons bien, c'est que l'occasion et les motifs d'un coup de théâtre politique ne font pas défaut à l'automne de 1862.

L'intérêt des affaires intérieures pâlit dans une crise qui est elle-même la plus grande de nos questions extérieures comme la plus difficile de nos questions intérieures. Depuis la session si peu accidentée de nos conseils-généraux, les questions intérieures chôment d'ailleurs en France. A propos des conseils-généraux, ils ont soulevé cette année si peu de questions générales d'une importance politique, que nous nous reprochons une omission à l'égard du conseil-général de l'Hérault, qui a fait cependant exception à la

commune inertie. Le conseil de l'Hérault, on le sait, sous la présidence de M. Michel Chevalier, a pris l'habitude des initiatives libérales en matière de réformes économiques. Il n'a pas manqué cette année à sa propre tradition. Il a émis un vœu remarquable contre l'inscription maritime. La justice et la force des choses veulent que l'on fasse profiter notre marine marchande de la réforme progressive qui doit réaliser en France la liberté commerciale. Or le premier obstacle que l'on rencontre à la régénération de notre marine marchande, c'est peut-être l'inscription maritime, qui tient nos matelots asservis de dix-huit à cinquante ans à la marine de l'état. Ce vieux système, par ses exigences oppressives, éloigne nos populations du métier de la mer, empêche le nombre de nos matelots de s'accroître et grève notre marine marchande de frais excessifs, dont sont affranchies les marines concurrentes; il est en outre la violation flagrante du principe de l'égalité; il fait de nos matelots une caste placée en dehors du droit commun; il perpétue en France quelque chose d'analogue à cette odieuse *presse* que l'Angleterre a depuis longtemps abolie. Si cette injustice est, comme nous n'en doutons point, victorieusement attaquée au nom des intérêts économiques, on verra là un nouvel exemple des services que l'application des vrais principes économiques est appelée à rendre à la justice sociale. C'est un grand honneur pour le conseil de l'Hérault d'avoir entamé cette campagne, et nous avons l'espoir que le ministre du commerce, M. Rouher, qui a si franchement associé son nom à la réforme commerciale, ne perdra pas de vue la réclamation aussi humaine que sensée de ce conseil.

La France vient de perdre un homme distingué, qui a été dans l'ordre politique un de ses serviteurs les plus honorables, et dans l'ordre des intérêts matériels un de ses maîtres les plus utiles. Nous voulons parler de M. de Gasparin, mort récemment dans sa quatre-vingtième année. M. de Gasparin laisse une place vide à l'Académie des sciences, et ses ouvrages d'agronomie feront longtemps encore autorité dans l'Europe entière. L'agriculture, c'est là le titre éclatant de M. de Gasparin; mais il serait injuste d'oublier en lui l'ancien membre de nos assemblées parlementaires, l'ancien ministre également estimé de ses adversaires et de ses amis, l'ancien préfet de Lyon qui, dans un jour de cruelle épreuve, sauva l'ordre social dans la seconde ville de France. On ne peut voir s'éteindre sans une expression de respectueuse sympathie une des carrières les plus dévouées, les plus désintéressées, les plus pures de notre temps. Nos vétérans politiques s'en vont, à demi effacés d'avance par le mélancolique crépuscule qu'ont fait autour d'eux les révolutions en les éloignant de la vie active. Les hommes d'état de la monarchie constitutionnelle vont partir un à un. Encore peu d'années, et cette génération aura disparu. Puisse la nôtre l'égaler en lumières, en fermeté, en libéralisme! Les fautes commises, les échecs subis, les travers qu'engendre parfois l'adversité politique, ne doivent pas nous empêcher de voir dans ces hommes la grandeur des services et la généreuse sincérité des intentions.

On peut dire de l'Italie en ce moment que, l'intérêt des questions auxquelles son sort est suspendu étant maintenant concentré à Paris, le petit courant des incidens qui peuvent se passer de l'autre côté des Alpes n'est guère de nature à commander notre attention. Les correspondances de Turin parlent beaucoup d'un prochain remaniement ministériel. La question de la composition du cabinet italien est, quant à présent, tout à fait lilliputienne. Qu'importe que les longues irrésolutions touchant le procès ou l'amnistie de Garibaldi aient été la cause de ce petit déchirement ministériel? Toutes les voix de l'Europe n'ont cessé de dire au gouvernement italien qu'il lui est impossible de mettre Garibaldi en jugement, et personne n'a cru un instant que le blessé d'Aspromonte pût subir une autre condamnation que celle que la fortune lui a infligée. Il est en tout cas un membre du ministère italien, le chef de l'instruction publique, qui ne se laisse point attarder par la dislocation du cabinet dans l'accomplissement de la réorganisation universitaire qu'il a entreprise, et qu'il poursuit avec une infatigable activité. M. Matteucci vient de publier le règlement général qui sera dans un mois appliqué aux universités du royaume d'Italie. Plusieurs points dans cette organisation nouvelle sont dignes d'attention. La pensée dominante est de réduire les seize ou dix-huit universités qui existaient dans la péninsule à un nombre plus restreint, à six, qui auront leur siége à Bologne, Naples, Palerme, Pavie, Pise et Turin. M. Matteucci établit à Pise une école normale supérieure semblable à la nôtre. Il veut que toutes les écoles de sciences naturelles aient des cabinets, des laboratoires, des collections où, en alternant avec les leçons, les élèves soient tenus de travailler trois fois par semaine. Il n'y aura plus dans toute l'Italie que six commissions d'examen pour l'épreuve du doctorat; l'Italie sera divisée en six circonscriptions, et les élèves iront prendre leurs degrés au siége de la commission dans la circonscription où sera leur résidence. On comprend l'utile économie de cette mesure lorsque l'on sait que l'ancien régime universitaire employait huit cents examinateurs, tandis que cent suffiront avec le nouveau système, ce qui permettra de réunir plus facilement des examinateurs consciencieux et capables. Nous signalerons encore une disposition du plan de M. Matteucci qui nous paraît surtout digne d'éloges. Il y aura chaque année, dans les grandes universités, un concours spécial entre les jeunes docteurs, et les prix du concours seront des pensions temporaires allouées aux lauréats, afin de leur permettre de poursuivre leurs études en Italie ou à l'étranger. On pourra mériter ces pensions soit par des mémoires publiés, soit pour avoir pendant une année professé un cours libre à la façon des *privat docent* des universités allemandes. Ces mesures nous paraissent inspirées par un sentiment éclairé et libéral des intérêts de l'instruction publique en Italie, et assureront, nous n'en doutons pas, à M. Matteucci les suffrages de l'Europe savante.

Le conflit qui s'est élevé entre le gouvernement et le parlement à Berlin à propos de la nouvelle organisation militaire a déterminé la retraite de

M. von der Heydt et a porté M. de Bismark à la présidence du conseil. Le gouvernement du roi de Prusse s'engage ainsi plus avant dans la voie réactionnaire. Le roi ne réalise pas les espérances que le prince-régent avait données. Après avoir débuté avec un ministère libéral, il choisit maintenant pour son principal conseiller et place à la tête de son cabinet le représentant le plus intelligent, il est vrai, mais le plus ardent et le plus remuant de la faction des hobereaux et du vieux parti de la croix. L'intérêt évident du gouvernement prussien étant de prendre en Allemagne la tête du mouvement libéral, on s'explique difficilement en Europe cette marche en arrière du roi de Prusse. L'ovation toute spontanée et marquée de cette sincérité pénétrante dont les manifestations d'un peuple libre portent seules le caractère, le véritable triomphe qui a l'autre jour accueilli le roi Léopold rentrant pour la première fois à Bruxelles depuis sa maladie, vient de montrer aux souverains comment s'acquiert la seule popularité qui ait du prix: l'exemple de la reine Victoria, à laquelle le roi de Prusse s'est allié en unissant son fils à la princesse Victoire, montre à ce prince quelles sont les conditions les plus sûres d'un règne vraiment prospère. Ni le roi Léopold ni la reine Victoria n'ont jamais opposé au sentiment de leur peuple, à l'opinion de leurs parlemens une résistance ombrageuse. On voit comment ils en ont été récompensés : la conduite la plus honnête et la plus intelligente a été aussi pour eux la plus avantageuse et la plus sûre. On ne s'explique pas, à côté de tels exemples, qu'un roi de Prusse, un souverain dont la vocation est d'être libéral, ne s'assouplisse pas avec une placidité confiante aux exigences naturelles du gouvernement parlementaire, et paraisse vouloir remonter laborieusement le courant du progrès, au lieu de s'y laisser porter doucement. Nous ne redoutons pas sans doute des conséquences graves du conflit parlementaire de Prusse ; mais quand nous observons les efforts intelligens, sincères, persévérans, qui se font à Vienne dans la voie du système représentatif, nous admirons par quelle étrange déviation la cour de Berlin s'expose à se faire battre en libéralisme par l'Autriche elle-même. Tous les symptômes de la vie politique en Allemagne indiquent une aspiration de plus en plus ferme à la constitution de la force nationale par la liberté. La réunion de Weimar, où l'on semble s'essayer à un parlement unitaire, révèle le développement croissant d'un grand parti libéral allemand. N'est-il pas extraordinaire que ce soit à Berlin, appelé à en recueillir le fruit, que le sens de ce mouvement demeure méconnu?

E. FORCADE.

LA QUESTION DES MONASTÈRES DANS LES PRINCIPAUTÉS-UNIES.

La question d'Orient est peut-être l'affaire la plus complexe de notre temps; il n'y a pas un point de vue, si élevé qu'il soit, d'où l'homme d'état puisse d'un seul regard en embrasser tout l'horizon. La question d'Orient a ses arcanes, et l'on n'aurait qu'une connaissance bien imparfaite des élé-

mens qui s'y agitent, si l'on se bornait à concentrer son attention sur les grandes crises qui reviennent périodiquement mettre en cause les conditions d'existence de l'empire ottoman et la paix de l'Europe. L'inexpérience seule ou la légèreté pourrait méconnaître l'importance de quelques affaires moins bruyantes, qui n'en exercent pas moins une grande influence sur les dispositions des peuples et sur l'attitude des cabinets. L'une des plus sérieuses et des plus intéressantes est celle des *monastères dédiés* (1) dans les Principautés-Unies; il n'y en a guère non plus de moins connue. Rien cependant n'excuse l'ignorance en cette matière depuis que de nombreuses publications, inspirées par les divers intérêts qui se trouvent aux prises, sont venues apporter la lumière de la discussion dans les replis les plus cachés de ce débat (2). Ce n'est pas, je l'avoue, une entreprise ordinaire que d'introduire le lecteur dans un monde qui lui est complétement étranger, et où chaque mot a besoin d'être défini. Heureusement les publications dont nous avons parlé ne se sont pas bornées à des controverses qui n'auraient pu être comprises en Occident que de quelques rares privilégiés : elles nous ont fait voir, si je puis m'exprimer ainsi, le corps même de la question. Grâce à la mise au jour de nombreux documens, l'on peut se rendre un compte exact de la nature de l'objet en litige; l'on peut lire en quelque sorte dans les âmes des princes et des boyards roumains du XVIIe et du XVIIIe siècle, et ce n'est certainement pas une étude sans intérêt pour l'histoire de l'Orient chrétien.

Dans les principautés de Moldavie et de Valachie plus que partout ailleurs, un monastère était un établissement de retraite, de bienfaisance et d'utilité publique. Ces pays ayant été exposés jusqu'à nos jours à des invasions de tous leurs voisins, Turcs, Tartares, Hongrois, Polonais, Russes, les monastères étaient destinés à servir d'asile aux populations errantes. Beaucoup sont bâtis sur des montagnes, à des hauteurs presque inaccessibles. Dans les villes même, et notamment à Bucharest, il y en a qui sont de véritables forteresses, et il existe encore des personnes qui s'y sont réfugiées dans leur jeunesse. Quelques monastères étaient obligés de doter chaque année un certain nombre de filles de boyards appauvris. Ces asiles étaient aussi des lieux de dépôt pour l'argent et les objets précieux, et même des caravansérails où le voyageur trouvait une hospitalité gratuite. « Il n'y a pas un seul monastère, dit avec raison l'auteur d'un ouvrage sur ce sujet, M. Istratti, qui ait été doté sans que le fondateur n'ait eu en vue quelque œuvre de bienfaisance publique. » A l'appui de cette assertion, M. Istratti cite les monastères de Slatina et de Pangaratzi, encore soumis à l'obligation

(1) Les *monastères dédiés* sont ceux qui, fondés en Valachie ou en Moldavie, ont été placés sous la direction d'établissemens religieux qui se trouvent hors du territoire roumain, tels que les saints lieux de la Palestine, les couvens du mont Athos, de la Roumélie, etc.

(2) Comme documens sur cette question importante, nous citerons entre autres les *Éclaircissemens sur la Question des Monastères grecs situés dans les principautés danubiennes*, — *Mémorandum sur les Églises, les Monastères*, etc., par Bengesco, etc., *la Question des monastères de Moldavie voués aux lieux saints*, par M. Istratti, traduit du roumain, Jassy 1860; — *Monastirile zise Inkinate, si Kaloudgieri straini*, de Joan Brezoïano, Bucharest 1861; — *Monastirile din Romania*, de César Bolliac, Bucharest 1862, etc.

de donner l'hospitalité aux montagnards qui vont travailler dans la plaine; le monastère de Golia, qui conserve les traces d'un hôpital d'aliénés; le monastère de Saint-Sabba, qui avait autrefois une typographie publique destinée à l'impression des livres nécessaires aux églises du pays; le monastère des Trois-Saints, où le fondateur avait établi l'imprimerie nationale; le monastère de Galata, obligé de tenir table ouverte pour les pauvres; le monastère de Saint-Spiridion, chargé de l'entretien d'un hôpital public, etc. Le monastère Vacareschti était obligé de distribuer chaque année un grand nombre d'aumônes sous la surveillance d'une commission de tutelle composée de trois grands dignitaires de l'état. Les actes de fondation contiennent tous de curieux détails sur cette destination si complexe des couvens roumains.

Parmi ces monastères ainsi fondés et dotés par des boyards moldo-valaques ou par des princes, les uns sont libres (ἐλεύθερα), les autres sont *dédiés* (1) à certains établissemens religieux grecs ou, suivant l'expression adoptée, aux *saints lieux,* situés en dehors des principautés. Les moines grecs prétendent, et là est la cause du litige, que *dédicace* veut dire *donation.* Les Roumains soutiennent que le même mot exprime seulement que le monastère indigène a été placé, à de certaines conditions, sous la direction d'un établissement religieux étranger. Le sens que les Grecs attribuent au mot de leur langue qui exprime la dédicace est en contradiction directe avec l'étymologie. A la vérité, ils ont publié en français quelques actes où le mot *donation* est employé; mais les Roumains contestent soit l'authenticité de ces actes, soit la fidélité de la traduction, et, pour l'éclaircissement de la question, il est à regretter que l'on n'en ait pas donné le texte en valaque ou en grec.

Mais il ne faut pas s'arrêter à une querelle de mots. Si les mots le plus souvent expriment la pensée, ils servent bien quelquefois à la déguiser. D'ailleurs on ne se tire jamais des questions grammaticales. Comme l'a dit Horace,

Grammatici certant, et adhuc sub judice lis est.

Il faut donc examiner ce qu'est la dédicace en elle-même. Nous prenons d'abord dans le mémoire publié par les moines grecs l'acte de dédicace du monastère de la Sainte-Trinité, appelé Radu-Voda (2).

« J'ai commencé de tout mon cœur à relever le monastère de la Sainte-Trinité avant qu'il fût totalement détruit. Je me suis rappelé mes aïeux, et j'ai *dédié* le saint monastère susdit au mont Athos, au saint monastère des Ibériens, pour lui être *metochie* (monastère relevant d'un autre). Et en donnant et dédiant le saint monastère susdit, j'ai trouvé bon et j'ai ordonné, pour connaissance de tous, que celui que Dieu amènera ici des pères et frères du mont Athos pour être *igoumène* (supérieur) dans le monastère de la Sainte-Trinité ait à percevoir tout le revenu provenant de

(1) En grec, ἀφιερόμενα, c'est-à-dire *consacrés:* en valaque, *inkinate,* c'est-à-dire *inclinés, soumis.*

(2) Nous citons la traduction faite par les moines grecs, et c'est assez dire que nous faisons toute réserve sur la portée du mot *donation* qu'on y rencontre quelquefois, et en général sur le style un peu bizarre de ces textes, d'ailleurs parfaitement intelligibles.

tous les biens et de toute part pour le saint monastère, et augmenter le revenu et les travaux, comme aussi les effets et ornemens sacrés, en sorte que le saint monastère ne soit jamais privé du nécessaire, mais qu'il soit un lieu hospitalier en tout temps. Et *ce qui excédera du revenu d'une année à l'autre*, les moines devront l'employer au susdit monastère du mont Athos. Après mon décès, ô vous que Dieu appellera à cette principauté de la Valachie, soit de mes descendans, soit de mes parens, soit enfin (pour mes péchés!) d'une autre famille, je vous adjure, au nom de la très sainte Trinité, de vous tenir obligés de sanctionner, confirmer et renouveler mon présent chrysobulle et les dispositions que j'y fais. Et celui qui honorera, confirmera et renouvellera le présent chrysobulle, qu'il soit honoré de Dieu tant sur la terre que dans la vie future! que Dieu et la sainte Vierge lui soient en aide dans le jugement suprême! Mais celui qui n'honorera ni ne confirmera le présent chrysobulle et celui qui le rejettera et le foulera aux pieds et l'abandonnera à l'oubli, que celui-là soit responsable le jour du jugement dernier! Que Dieu punisse son corps ici et son âme au siècle futur! Qu'il soit maudit et excommunié par les trois cent dix-huit pères du concile de Nicée! Que sa part soit avec Judas et Arius et les Juifs qui crièrent contre Notre-Seigneur : *Haro, crucifiez-le!* Que le sang du Seigneur soit sur eux et sur leurs fils éternellement! *Amen.* Le 10 février an 7121 (1613 de J.-C.). »

Voici un autre acte, tiré du livre de M. Bengesco, où les conditions de la dédicace sont encore plus nettement exprimées et sous une forme non moins originale : « Nous Sherban Cantacuzène Bassarabe, — par la grâce de Dieu, prince de toute la Valachie, — nous avons fondé, sur la place même où Notre-Seigneur Jésus-Christ et la Vierge sans tache nous ont délivrés de nos ennemis, le saint monastère de Cotrotchèni. Nous l'avons orné à l'intérieur et à l'extérieur de présens et d'offrandes, de biens meubles et immeubles qui puissent suffire à l'entretien des moines qui y passeront leur vie, ainsi qu'à celui des hôtes qui y viendront en visite ou pour des motifs de dévotion. Et pour que cette disposition soit maintenue et respectée sous notre règne et sous celui de nos successeurs, et pour que personne ne puisse dissiper ou aliéner les biens du monastère, — mais pour que les igoumènes au contraire s'efforcent de le faire prospérer, nous le dédions aux monastères du mont Athos... Les conditions que le saint mont Athos aura à observer sont les suivantes : — Des revenus du monastère, *dans les années d'abondance, on enverra au mont Athos seulement le superflu qui restera* après avoir préalablement pourvu aux dépenses annuelles du monastère; dans les mauvaises années, le secours sera proportionné aux revenus, etc. »

On pourrait multiplier ces citations; nous avons voulu seulement montrer par quelques exemples l'esprit qui animait les fondateurs de couvens dédiés et la portée véritable qu'ils attribuaient à la *dédicace*. Voici d'ailleurs en quels termes la majorité de la commission européenne envoyée en 1857 dans les principautés pour en étudier les ressources et les besoins avait exprimé son avis sur cette question (1) : « Les commissaires d'Autriche, de

(1) La Russie et la Turquie ne se sont pas associées à cette déclaration, ni à celles que nous aurons encore à citer. Le rapport de la commission a été lu à la tribune de Bucharest.

France, de la Grande-Bretagne, de Prusse et de Sardaigne, après un mûr examen, adoptent les faits suivans comme base de leurs appréciations... Les propriétés attachées aux couvens étaient, si les renseignemens desdits commissaires sont exacts, destinées d'abord à soutenir les communautés y appartenant et à remplir des actes de charité et de bienfaisance dans le pays. *Il n'y avait que le surplus de leur revenu qui était approprié aux besoins des saints lieux.* Un assez grand nombre de ces couvens ont été dédiés postérieurement à leur fondation, non par les fondateurs, mais par les princes des deux principautés, qui, trouvant les couvens indigènes et leurs propriétés mal administrés, les ont placés, par des actes de dédicace, sous la surveillance des couvens étrangers jouissant alors d'une grande réputation. Leur but, qui était de *pourvoir plus amplement au maintien des communautés et aux charités imposées par les fondateurs,* peut être encore constaté par plusieurs actes de dédicace qui ont été reproduits dans une brochure imprimée sous les auspices des couvens des saints lieux; mais il est à remarquer que, dans certains passages de cet opuscule, le mot valaque qui signifie *dédicace* a été traduit par le mot *donation,* qui implique une contradiction avec la pensée qui a dicté l'acte. »

Il résulte en somme des documens mêmes publiés par les moines grecs que les *dédicateurs* ont eu l'intention que leurs monastères restassent, après la dédicace, de véritables monastères, c'est-à-dire des établissemens de retraite, de bienfaisance et d'utilité publique. C'est de leur part plus qu'une intention, c'est plus encore qu'une condition, c'est la *cause* même de la dédicace. Il y a un mot qui se trouve dans presque tous les actes, mot accepté par les deux parties, et qui exprime nettement les rapports des couvens indigènes dédiés à l'égard des couvens *dédicataires;* c'est le mot *metochie,* qui veut dire dépendance et rien autre chose. L'on pourrait résumer et formuler ainsi le sens de toutes les dédicaces sans exception : « J'ai fondé ou restauré un monastère dans mon pays, et je l'ai doté de tout ce qui est nécessaire pour qu'il soit véritablement un établissement de retraite, de bienfaisance et d'utilité publique. Désirant à la fois assurer le maintien de cet établissement dans cette condition et satisfaire à ma dévotion envers les saints lieux, j'ordonne que le susdit monastère valaque soit administré spirituellement et temporellement, sous le contrôle de ma famille et de l'état, par certains moines grecs qui, après avoir pourvu à la dépense, à l'entretien et à l'agrandissement du monastère, enverront aux saints lieux soit l'excédant, soit une part déterminée des revenus. »

Ce qui paraît bien démontré, c'est que les moines grecs ne peuvent prétendre à la qualité de propriétaires des monastères dédiés. La qualification qui leur appartient est celle d'*administrateurs bénéficiaires.* Il ne faudrait pas croire que cette qualité ait été imaginée après coup et pour le besoin d'une cause. Des actes authentiques, et notamment ceux du prince Morousi et du patriarche de Constantinople Néophyte, prouvent que, sous le gouvernement même des princes grecs qui ont régné dans les principautés de 1715 à 1821, les moines grecs n'étaient réellement que des *administrateurs bénéficiaires.* On retrouve la même pensée dans le rapport de la commission européenne : « Les commissaires d'Autriche, de France, de la Grande-Bretagne, de Prusse et de Sardaigne se croient en outre auto-

risés à considérer les biens des couvens dédiés *comme des biens religieux appartenant au pays moldo-valaque*, destinés principalement à soutenir les œuvres pies indigènes et à contribuer *subsidiairement* à l'entretien des couvens des saints lieux. » Cette destination ne ressort pas moins clairement d'un calcul présenté dans l'ouvrage de M. Brezoïano : c'est une moyenne de l'emploi des revenus d'un certain nombre de monastères *dédiés* pendant la période comprise entre les années 1692 et 1741 (les princes grecs ont commencé à régner en 1715). Le revenu a été en moyenne et en chiffres ronds de 40,000 piastres. Sur cette somme, 22,000 piastres ont été consacrées à l'entretien des monastères, 16,000 ont été données à l'état à titre d'impôt, et 2,000 seulement ont été envoyées en offrande aux saints lieux.

Quel est l'état actuel des monastères dédiés? Ici encore il faut recourir au précieux témoignage de la majorité de la commission européenne envoyée en 1857. Voici quelle a été l'appréciation des commissaires d'Autriche, de France, de la Grande-Bretagne, de Prusse et de Sardaigne : « Il n'y a pas jusqu'à présent de communautés dans les couvens en question. Ces couvens, malgré leurs énormes revenus, n'exercent pas les œuvres charitables qu'on serait en droit d'attendre d'eux. Tout ce qui provient des terres qui leur appartiennent, sauf le peu qui sert à l'entretien des bâtimens et des prisonniers qu'ils sont tenus de loger, est appliqué soit au profit des prêtres grecs pour qu'ils les administrent, soit au profit des couvens grecs par lesquels ces prêtres sont envoyés. »

Un tel état de choses est évidemment contraire aux intentions si précises des fondateurs et de ceux qui ont fait la dédicace. C'est une usurpation, et une usurpation de telle nature que les moines grecs ne sauraient se prévaloir ici de la durée pour la faire considérer comme leur assurant un droit, car il est reconnu en droit que l'on ne prescrit pas contre son titre. D'ailleurs, d'après un autre principe de jurisprudence, personne n'est admis à se prévaloir de sa propre faute. Aussi, quel que soit l'état présent, le gouvernement roumain est autorisé à regarder les moines grecs comme des administrateurs bénéficiaires. Examinons quels sont les droits de ce gouvernement envers des personnes d'une telle condition.

Considérons d'abord le moine grec comme *administrateur*. Si l'on voulait rechercher au point de vue théorique quels sont les droits de tout gouvernement territorial à l'égard des communautés étrangères administrant dans le pays des établissemens de retraite, de bienfaisance et d'utilité publique, l'on arriverait difficilement à une conclusion pratique qui pût être acceptée par tout le monde. Il faut donc chercher une autre base. Nous en avons trouvé une qui a au moins l'avantage de couper court à toute discussion. Nous disons que les puissances garantes, en l'absence de toute disposition contraire dans la convention de 1858 (1), ne peuvent refuser au gouvernement roumain le droit qu'elles se reconnaissent sur ce sujet à elles-mêmes et les unes aux autres, et qu'elles ont souvent mis en pratique. C'est une conséquence de l'autonomie administrative garantie aux principautés. Or chacun de ces états s'est attribué, à tort ou à raison, en mainte circonstance, le droit de déclarer purement et simplement ne plus vouloir que tel établissement de retraite, de bienfaisance et d'utilité publique soit

(1) Nous parlons plus bas du protocole XIII de 1858.

administré sur son territoire par des moines étrangers. Ou le gouvernement du prince Couza ne jouit pas de l'autonomie administrative qui lui a été si solennellement et si récemment garantie par la convention de 1858, ou il est en droit de retirer aux moines grecs l'administration des établissemens en question. Voilà ce que l'on peut dire du moine grec considéré comme administrateur.

Les moines grecs, par suite de la décision qui leur enlèverait *l'administration* des monastères, doivent-ils perdre *le bénéfice* assigné aux saints lieux par les donateurs? Non. — Ils n'accompliraient plus, il est vrai, les intentions de ces donateurs; mais ce serait un acte indépendant de leur volonté qui les aurait placés dans l'impossibilité de le faire, encore qu'ils en eussent la bonne volonté. Ils sont donc en droit de réclamer l'excédant ou la quote-part des revenus assignés aux saints lieux. C'est d'ailleurs à eux de prouver que tel monastère a été réellement dédié avec clause bénéficiaire par une personne qui en avait le pouvoir. Il résulte en effet d'un acte de Matthieu Bassarabe que, d'après le droit public de la Valachie, les princes n'étaient pas autorisés, sans le concours de l'assemblée des boyards, à dédier les couvens princiers, c'est-à-dire nationaux. Dès le commencement du XVIIe siècle il y avait eu des dédicaces illégales, et Matthieu Bassarabe a fait affranchir les couvens qui avaient été ainsi dédiés indûment. En outre, conformément aux principes généraux du droit et aux intentions écrites des dédicateurs, les administrateurs spirituels et temporels des monastères dédiés étaient obligés de jouir, comme on dit, *en bons pères de famille*. S'il se trouvait que l'objet confié à leur administration ne fût pas en bon état, le gouvernement moldo-valaque serait en droit d'exiger que le prix de la réparation fût laissé à la charge des administrateurs négligens. Enfin il ressort des actes de dédicace que les moines grecs étaient tenus non-seulement de conserver les biens, mais de consacrer une partie des revenus à les augmenter; aussi, s'ils ont acheté quelques terres, c'était pour remplir une obligation qui leur était imposée, et ils n'auraient pas plus de droit sur ces terres que sur les autres. Toutefois, je le répète, le gouvernement moldo-valaque ne peut pas, après que les monastères lui auront été rendus en bon état, se refuser à remettre aux moines grecs la part des revenus fixée par les dédicateurs pour ceux des monastères qui ont été dédiés régulièrement.

Nous n'avons fait du reste que reproduire ici le vœu émis par la majorité de la commission européenne dans les termes suivans : « Les commissaires croient devoir recommander un arrangement à l'amiable. Les commissaires de France, de la Grande-Bretagne, de Prusse et de Sardaigne, vu que les documens primitifs (1) de fondation ne peuvent être reproduits, croient que les couvens des saints lieux pourraient être engagés à faire abandon de leurs prétentions sur les biens des couvens dédiés et *sur la gestion de ces biens* contre la fixation d'une somme annuelle servie par l'état, et garantie sur les terres des couvens à des conditions qui ne sauraient être précisées ici. Lesdits commissaires font remarquer de plus que les couvens grecs ont souvent déclaré qu'ils ne reçoivent qu'une portion minime

(1) En effet, presque tous les documens cités sont postérieurs à la fondation et à la première dédicace.

du revenu des couvens qui leur sont dédiés. L'arrangement ci-dessus serait donc également favorable aux couvens des saints lieux et à l'église des principautés; il mettrait en outre fin à un état de choses déplorable, qui a fait passer la huitième partie du sol national dans des mains étrangères.»

Au point de vue du droit, il paraît difficile d'arriver à une autre conclusion du moment que l'on aura reconnu que les monastères fondés en Moldo-Valachie étaient réellement des établissemens de retraite, de bienfaisance et d'utilité publique, et que les dédicateurs, en en confiant à des moines grecs l'administration spirituelle et temporelle, ont eu l'intention qu'ils restassent à l'état de monastères. C'est d'après ces principes que la question aurait été résolue en Serbie, comme M. Brezoïano l'indique dans son ouvrage.

Il semblerait, d'après cette simple analyse des élémens de la question, qu'il devait être facile aux parties de conclure un arrangement à l'amiable. Cependant tous les efforts qui ont été tentés dans ce sens ont échoué jusqu'à présent à cause des intérêts et des passions qui sont mêlés au débat. Aussi la conférence réunie à Paris en 1858 a-t-elle cru devoir indiquer un moyen d'arriver à une conciliation. Le treizième protocole contient à ce sujet une mention spéciale : « M. le plénipotentiaire de Russie appelle l'attention de la conférence sur le conflit existant dans les principautés touchant les biens des couvens dédiés. Après examen, la conférence décide que, pour donner une solution équitable au différend qui existe à ce sujet entre le gouvernement des principautés et le clergé grec, les parties intéressées seront invitées à s'entendre entre elles au moyen d'un compromis; dans le cas où elles ne parviendraient pas à s'entendre dans le délai d'un an, il sera statué par voie d'arbitrage; dans le cas où les arbitres ne parviendraient pas à s'entendre, ils choisiront un sur-arbitre. S'ils se trouvaient également dans l'impossibilité de s'entendre pour le choix de ce sur-arbitre, la Sublime-Porte se concerterait avec les puissances garantes pour le désigner. »

Le compromis n'ayant pas eu lieu dans le délai fixé, la conférence de Paris, dans sa séance du 14 septembre 1859, prolongea ce délai d'une année. Il y a eu depuis quelques pourparlers pour fixer un nouveau terme, mais aujourd'hui cette première phase paraît terminée, et l'on se trouve sur le seuil de la seconde phase, qui serait celle de la nomination des arbitres. Cependant le gouvernement des Principautés-Unies, si l'on doit entrer dans cette seconde phase, nous paraît autorisé à demander avant tout une explication sur la portée du treizième protocole. En effet, en retirant à un moine étranger *l'administration* d'un monastère indigène, le gouvernement des principautés fait, comme nous l'avons vu, acte d'autonomie administrative; au contraire, en traitant avec *le bénéficiaire* d'un revenu quelconque, il reste dans le domaine du droit privé. Il peut parfaitement déférer à un arbitrage la question de droit privé. En est-il de même de l'autre question? Remarquons bien qu'il ne s'agirait plus de conférences à la manière diplomatique, dans lesquelles le consentement de toutes les parties est exigé. Ce serait un jugement obligatoire qui sortirait de l'arbitrage ou du sur-arbitrage. Or le gouvernement des principautés doit à sa nation, il doit même aux puissances qui lui ont si généreusement garanti sa situation actuelle

de ne pas s'exposer à ce qu'un jugement prononce qu'il n'a pas le droit de faire des actes d'administration intérieure. Il ne peut pas plus transiger là-dessus qu'un particulier ne peut renoncer à des droits qui sont d'ordre public, comme la puissance maritale ou paternelle. Et au point de vue du droit un jugement qui porterait atteinte à l'indépendance administrative des principautés serait nul. Il devrait donc être entendu que l'arbitrage porterait seulement sur la fixation de la somme qui doit revenir aux saints lieux, en réservant au gouvernement local le droit de retirer aux moines étrangers l'administration des monastères indigènes dédiés. Tel paraît être d'ailleurs le sens du treizième protocole. En effet, si les cabinets garans avaient eu l'intention de porter sur ce point une grave atteinte à l'autonomie des principautés, ils en auraient fait mention dans la convention où ils ont eu soin d'insérer toutes les dispositions ayant pour objet de limiter cette autonomie. L'insertion incidente de cette mention dans un simple protocole indique bien que les puissances européennes ont voulu seulement, sans rien changer à l'économie générale de la convention, faciliter la solution d'une question d'*intérêt privé* qui, sans cette clause, devrait être portée devant les tribunaux du pays.

Il n'en est pas moins désirable que les parties puissent s'entendre pour un arrangement à l'amiable, car la solution, en quelque sorte *judiciaire*, indiquée par la conférence ne laisse pas que de présenter aussi des difficultés. Ainsi les députés roumains ont soutenu d'un vote unanime une motion portant que *la question ne sera résolue qu'avec le consentement du pouvoir législatif.*

Tels sont les élémens de la question des monastères dédiés dans les principautés roumaines. Depuis 1821, les Grecs de Constantinople ont cessé d'exercer leur prépondérance dans les principautés; mais, en se retirant, ils ont laissé derrière eux cette cause de discussions acharnées qui entretient une animosité regrettable à tous les égards entre deux parties si intéressantes de la chrétienté d'Orient. Les moines grecs envoyés dans les principautés y sont en butte à toute sorte de tracasseries, et certainement les saints lieux ne retirent pas de la situation actuelle autant d'avantage que les principautés n'en reçoivent de préjudice. Le *statu quo* est nuisible à tout le monde. L'adoption d'un moyen terme ne ferait qu'en perpétuer les inconvéniens. Aussi l'on doit faire des vœux pour qu'une solution définitive de l'affaire des monastères dédiés vienne débarrasser la grande question d'Orient de cette complication irritante et stérile. A. D'AVRIL.

MADAGASCAR ET LE ROI RADAMA II.

L'attention se porte de nouveau sur Madagascar. La reine Ranavalo est morte le 15 août 1861. Pendant plus de trente ans, cette femme énergique avait comprimé sous sa main de fer toutes les races de l'île; elle avait tenu les étrangers à distance, repoussé l'intervention de la France et de l'Angleterre et mis à néant les tentatives de la propagande chrétienne. Dans les dernières années de ce règne de terreur, quelques symptômes indiquaient que la patience des populations était à bout : les complots entouraient le

trône, le prince Rakotond, fils et héritier de Ranavalo, tolérait, encourageait même les conspirations, et faisait ouvertement appel aux étrangers; mais la vieille reine sut jusqu'au bout défendre sa position, et elle ne fléchit que devant la mort. Rakotond lui succéda sans difficulté sous le nom de Radama II. Fidèle aux engagemens qu'il avait pris comme prince royal, il annonça immédiatement le désir d'entrer en rapports avec l'Europe. La France et l'Angleterre, qui se sont de tout temps trouvées en contact et en conflit sur le terrain de Madagascar, accueillirent avec empressement les ouvertures qui leur étaient faites. En janvier 1862, M. le baron Brossard de Corbigny, capitaine de frégate, se rendait à Atanarive, capitale de l'île, avec une mission du gouvernement français, et il était reçu à la cour de Radama II de la manière la plus courtoise. A la suite de cette mission, le commandant de notre station navale à Bourbon a reçu l'ordre de continuer les bienveillantes relations ouvertes par M. de Corbigny, pendant que de son côté le gouverneur de l'île Maurice ne néglige rien pour faire tourner au profit du commerce anglais la révolution qui vient de s'accomplir à Madagascar. Il y a donc là, dans ce coin du monde où l'on ne serait guère disposé en ce moment à jeter les yeux, une situation nouvelle qui ne manque pas d'intérêt pour l'avenir et qui mérite d'être examinée avec quelque attention.

La France, assure-t-on, a des droits de souveraineté sur Madagascar, et l'on ajoute que l'heure est venue de les faire valoir. Cette opinion est développée très énergiquement par M. F. Riaux dans une notice historique dont il a fait précéder la traduction récente du *Voyage à Madagascar*, de Mme Ida Pfeiffer (1). Elle a été également exprimée par plusieurs organes de la presse périodique, qui ont trouvé dans la conquête, très facile pour eux, de Madagascar un motif d'amplifications sur la gloire attachée aux entreprises lointaines. Il est superflu de mentionner l'ardeur avec laquelle les colons de La Réunion encouragent tous ces projets d'expédition contre la grande île qui pourvoit en grande partie à leur alimentation. Cette polémique, rapprochée des démarches officielles faites auprès du successeur de Ranavalo, donne un intérêt d'à-propos aux relations les plus récentes qui concernent Madagascar. Avec Mme Ida Pfeiffer, on peut se rendre compte de la situation de l'île vers la fin du règne de la vieille reine; avec M. Brossard de Corbigny, on assiste presque à l'avénement du nouveau souverain, et les renseignemens recueillis dans le cours de ces deux visites à la cour d'Atanarive permettent de juger s'il est réellement utile et opportun pour la France de tenter l'aventure qu'on lui propose en plantant à Madagascar le drapeau de la souveraineté ou celui du protectorat.

Ce fut en mai 1857 que Mme Pfeiffer débarqua à Tamatave. Comment la célèbre et infatigable voyageuse se décida-t-elle à se rembarquer, à l'âge de soixante ans, après avoir fait deux fois le tour du globe? N'avait-elle pas déjà vu assez d'îles et de continens, et pourquoi, parmi les pays peu nombreux, il est vrai, qu'elle n'avait point encore visités, eut-elle l'idée

(1) *Voyage à Madagascar*, par Mme Ida Pfeiffer, traduit de l'allemand par M. de Suckau et précédé d'une notice historique par M. F. Riaux; 1 vol. in-12, chez Hachette. — Voyez aussi *un Voyage à Madagascar*, par M. le baron Brossard de Corbigny, capitaine de frégate, dans la *Revue maritime et coloniale* de juillet et août 1862.

de choisir Madagascar pour la dernière étape de ce perpétuel voyage que son génie aventureux avait entrepris comme une gageure contre le monde entier? Incroyable bizarrerie! Mme Pfeiffer vit Paris pour la première fois en 1856, et le motif de cette visite fut simplement de recueillir quelques informations sur l'île de Madagascar, avec laquelle on lui avait dit que le gouvernement français entretenait seul quelques relations. Cette femme si curieuse, qui avait risqué mille fois sa vie dans des excursions réputées impossibles et au milieu des peuplades les plus sauvages, n'avait point jusqu'alors songé à explorer la France! Elle avait dédaigné le train de plaisir qui en quelques heures, dans un bon wagon, sans danger et sans fatigue, l'eût amenée à Paris! Elle était ainsi faite : le lointain seul l'attirait, et le péril à braver y ajoutait pour elle un aimant irrésistible. Nous avons déjà essayé de décrire cette étrange physionomie de femme et de voyageuse en suivant les pérégrinations de Mme Ida Pfeiffer dans les archipels de la Malaisie, à Sumatra, à Bornéo (1), et si l'on s'obstinait à rechercher pourquoi Mme Pfeiffer s'était mis en tête d'aller à Madagascar, quel démon la poussait à voir de près la cour de la reine Ranavalo, on ne trouverait qu'une seule réponse : c'était son goût.

Du reste, le journal de son voyage, qui a été publié après sa mort par les soins de son fils, nous la montre peu enthousiaste du pays qu'elle était si désireuse de visiter. Son désenchantement commença à Tamatave même, où la première visite qu'elle reçut fut celle d'un douanier malgache qui mit ses bagages sens dessus dessous. La ville, que les géographes et les commerçans décorent du titre de principal port de Madagascar, n'est qu'un misérable village. La plupart des maisons sont construites en bois ou en bambou, avec une couverture de longues herbes ou de feuilles de palmier. Elles reposent sur des pieux de 2 à 3 mètres de haut, et ne se composent que d'une seule pièce pour toute la famille. Les habitations des gens aisés sont plus hautes et plus grandes : l'intérieur est divisé par des cloisons en plusieurs compartimens, où l'on pénètre par des fenêtres sans vitres. Cette architecture, trop facilement aérée, est très commode pour les voleurs. Mme Pfeiffer en fit l'expérience à ses dépens : on lui vola sa montre, et il faut croire qu'elle eut d'autres motifs que ce léger désagrément personnel pour déclarer, dans son journal, que le penchant au vol est très prononcé à Tamatave, non-seulement chez les esclaves, mais aussi chez presque tous les indigènes, sans en excepter les officiers et les employés. Le pays ne vaut guère mieux que la population. Tamatave est entouré de sables; ce n'est qu'à un ou deux milles dans l'intérieur que commence la végétation, et malheur à l'Européen qui s'aventure à franchir cette courte distance! Il pleut tous les jours : la moindre humidité donne la fièvre, et quelle fièvre! un mal trop souvent mortel! De son côté, M. Brossard de Corbigny nous a décrit les ardeurs du soleil de Tamatave. Il revenait de sa visite officielle au gouverneur du port. Une escorte d'hommes l'accompagnait, « lorsque tout à coup soldats, tambours et musiciens rompent les rangs pour courir dans toutes les directions, comme si une bombe avait éclaté au milieu d'eux... Comme le sol de Tamatave se compose d'un sable fin où l'on enfonce jusqu'à la cheville, et que nous étions en plein midi, sous un soleil ardent, les pieds

(1) Voyez la *Revue* du 15 février 1859.

nus des soldats cuisaient littéralement à petit feu. Il n'y a pas de discipline qui puisse tenir à un pareil supplice... » Nous citons ces détails de pluie et de soleil, de froid et de chaud, pour montrer le sort qui serait réservé à l'expédition française que l'on voudrait débarquer sur la côte de Madagascar. Les témoignages de Mme Pfeiffer et de M. de Corbigny s'accordent parfaitement sur les obstacles naturels qui se rencontrent au seuil même de l'île, et qui opposeraient sans doute à des troupes européennes une barrière infranchissable.

De Tamatave à Atanarive, capitale de l'île, on compte environ 400 kilomètres. C'est un rude voyage à travers un pays marécageux et malsain. Une partie du trajet se fait en pirogue sur des cours d'eau très étroits, entrecoupés de rapides, et sur lesquels toute navigation régulière serait impossible pour les transports du commerce. La population est peu nombreuse; elle a été décimée par les corvées, par les mesures de violence et de cruauté qui ont marqué le long règne de Ranayalo. Il faut traverser plusieurs chaînes de montagnes ou de collines pour arriver sur le territoire d'Émir, d'où est originaire la race des Hovas, et au milieu duquel se trouvé située la capitale, Atanarive. Ce territoire, élevé de 1,300 mètres environ au-dessus du niveau de la mer, est assez salubre; cependant il ne paraît pas être beaucoup plus peuplé que le reste. Mme Pfeiffer a remarqué que plusieurs villages et même des maisons isolées sont entourés de murs en terre, usage qui date du temps où les tribus vivaient à l'état de luttes perpétuelles. Le pays est donc parfaitement disposé pour une guerre de guérillas, de telle sorte qu'un corps de troupes européennes, après avoir traversé les marais et les fièvres du littoral, rencontrerait là encore de sérieux obstacles. Si peu que l'on estime les 30,000 soldats de l'armée malgache, il y aurait à compter avec un ennemi embusqué sur son propre terrain, ne procédant que par surprises à la manière des sauvages, et pouvant se dérober aisément à toutes les combinaisons de la tactique européenne.

Mme Pfeiffer fut admise sans difficulté à Atanarive, grâce à la décision du *sikidy*, c'est-à-dire de l'oracle, qui, dans cette circonstance, s'empressa de flatter la curiosité qu'éprouvait la vieille reine à l'approche d'une visiteuse aussi inattendue. « Dans tout Madagascar, dit Mme Pfeiffer, mais surtout à la cour, on est habitué, pour les affaires les plus importantes comme pour les plus insignifiantes, à consulter le sikidy. Cela se fait de la manière suivante, qui est extrêmement simple. On mêle une certaine quantité de fèves et de cailloux ensemble, et, d'après les figures qui se forment, les personnes douées de ce talent prédisent une bonne ou une mauvaise fortune. Il y a à la cour plus de douze interprètes des oracles, et la reine les consulte pour la moindre bagatelle. Elle respecte les sentences du sikidy au point de renoncer souvent à sa propre volonté et de se rendre en cela l'esclave la plus soumise dans un pays qu'elle gouverne d'ailleurs despotiquement. Veut-elle par exemple faire une excursion, il faut d'abord consulter l'oracle, pour savoir le jour et l'heure où elle pourra l'entreprendre. Elle ne met pas de robe, elle ne mange d'aucun mets, sans avoir interrogé le sikidy. Même pour l'eau qu'elle boit, le sikidy doit indiquer à quelle source il faut l'aller chercher. » Grâce aux bonnes dispositions des oracles, Mme Pfeiffer obtint une prompte audience de la reine. Elle dut, suivant la

recommandation expresse qui lui avait été faite, entrer du pied droit dans la cour du palais. Ranavalo était assise à un balcon du premier étage. Elle avait sur la tête une couronne d'or, et, bien qu'elle fût à l'ombre, on tenait déployé au-dessus d'elle un grand parasol en soie rouge. A Madagascar, comme dans beaucoup d'autres pays situés sous les basses latitudes, le parasol est l'insigne du commandement. Mme Pfeiffer et les Européens qui l'accompagnaient furent présentés à la reine par un de ses ministres; ils eurent à faire trois révérences devant le balcon royal, puis trois autres révérences devant le tombeau du roi Radama Ier. Une pièce d'or fut ensuite remise au ministre qui remplissait l'office de grand-maître des cérémonies; c'est une sorte d'impôt levé sur tout étranger qui est présenté à la cour. Ces formalités accomplies, la reine daigna adresser la parole à ses visiteurs, et demanda à Mme Ida Pfeiffer si elle se portait bien, et si elle n'avait pas été atteinte de la fièvre, question qui n'avait rien de déplacé, car l'étranger, dit Mme Pfeiffer, n'échappe que très rarement, même dans la belle saison, à la fièvre intermittente. L'entretien se borna à ce dialogue sur la fièvre, et les visiteurs se retirèrent après avoir répété les révérences devant le balcon et devant le tombeau de Radama. On eut bien soin de leur recommander encore de franchir du pied droit le seuil du palais.

Ce n'était vraiment pas la peine d'avoir fait tant de chemin pour contempler la cour d'Atanarive. Mme Pfeiffer séjourna près de deux mois dans la capitale, qui n'offre rien de bien remarquable. Ce qu'elle y vit des mœurs et des coutumes du pays n'était point de nature à lui laisser d'agréables souvenirs; aussi le journal de son voyage ne présente-t-il point l'intérêt que l'on trouve dans les récits de ses deux excursions autour du monde. Ses descriptions manquent d'entrain; elles ne respirent point la sympathie que Mme Pfeiffer avait éprouvée pour les sauvages de Bornéo et de Sumatra. Les Malgaches sont de mauvais sauvages. Ils n'ont pas de religion, point de mœurs, point de vertus. La superstition, qui ailleurs est innocente et naïve, ne se manifeste chez eux que par des pratiques cruelles. Les supplices sont affreux et prodigués avec une facilité inouïe. Sous le règne de Ranavalo, les massacres en masse, sous prétexte de rébellion ou de simple mécontentement, faisaient disparaître des villages entiers. L'empoisonnement par le *tanguin*, sorte d'amande vénéneuse, pouvait être infligé aux individus les plus innocens, pourvu qu'il se trouvât un dénonciateur pour les accuser d'un crime imaginaire en déposant une légère somme d'argent. L'accusé était tenu d'avaler le poison avec une boulette de riz contenant trois petites peaux découpées sur le dos d'une poule. Les parens avaient alors la permission de lui administrer des vomitifs, et, pour être réputé innocent, il fallait qu'il rendît et le poison et les trois peaux; autrement il était impitoyablement exécuté comme un criminel, si la prison n'avait pas suffi pour le tuer. Cette épreuve, aussi dégoûtante que sauvage, a coûté la vie à des milliers d'hommes, les dénonciateurs et la reine étant intéressés à la multiplier, parce qu'ils se partageaient les biens des victimes.

A côté de ces usages barbares, Mme Pfeiffer put remarquer, non pas précisément des indices de civilisation, mais une imitation maladroite et ridicule des mœurs européennes. Il y a à la cour d'Atanarive toute une hiérarchie militaire. Les nobles et les officiers s'affublent de vêtemens d'Europe.

On donne des bals et des festins, on observe une étiquette, et la reine Ranavalo aimait à s'entourer du plus fastueux cérémonial. Cette copie de civilisation n'aboutit qu'à une caricature. Point de culture intellectuelle, point de sentiment moral; tout ce qui tient à l'âme et à l'esprit fait complétement défaut chez ce peuple, qu'une longue période de tyrannie a plongé dans l'abrutissement. Voilà l'impression que nous laisse le récit de Mme Pfeiffer, et cependant il est juste d'ajouter que l'indulgente voyageuse ne désespère pas, car dans cette foule sauvage elle a cru distinguer un honnête homme, le prince Rakotond, ami des Européens, protecteur des missionnaires, et destiné, suivant elle, à régénérer Madagascar.

Le prince Rakotond est aujourd'hui le roi Radama II. Bien qu'il soit né deux ans après la mort de Radama Ier, il n'en est pas moins considéré comme l'héritier très légitime de la couronne, et il a succédé sans difficulté à Ranavalo. Celle-ci, pour justifier sa grossesse quelque peu tardive, n'a eu qu'à dire qu'elle avait fait une visite au tombeau de son époux, et la cour s'est inclinée devant cette explication officielle. Le portrait de Radama II, tel que nous le trace M. le commandant Brossard de Corbigny, est conforme aux espérances flatteuses que le jeune prince avait inspirées à Mme Pfeiffer. Les premiers actes du nouveau roi ont été d'abolir l'épreuve du tanguin, de supprimer en partie le régime des corvées, d'accueillir les Européens et les missionnaires. Nous ne décrirons pas les incidens du voyage de M. de Corbigny entre Tamatave et Atanarive, ni l'audience que l'envoyé du gouvernement français obtint du roi, ni ses rapports avec les principaux personnages de la cour. Ce serait la répétition de ce que nous ont appris les récits de Mme Pfeiffer : mêmes difficultés pendant le trajet, même étiquette à la cour. Ainsi que sa courageuse devancière, M. de Corbigny paya son tribut à la fièvre, qui décidément n'épargne aucun des voyageurs qui mettent le pied sur le sol de Madagascar. Il ne prolongea point son séjour à Atanarive, et il revint à Tamatave. Par suite des pluies qui étaient tombées depuis son premier passage, il lui fallut franchir en pirogue une partie des plaines voisines du littoral qu'il avait traversées à pied sec vingt jours auparavant.

M. de Corbigny est demeuré trop peu de temps à Madagascar pour se former une idée bien nette du caractère de la population. Il faut d'ailleurs remarquer qu'il n'a eu de rapports qu'avec l'aristocratie du pays, et que sa situation officielle lui impose une certaine réserve dans ses jugemens. « Le caractère hova, écrit-il, m'a semblé, pendant mon séjour à Atanarive, beaucoup moins fourbe qu'on ne le dépeint ordinairement; mais en revanche j'y ai trouvé un fonds bien caractérisé de vanité excessive, qui paraît héréditaire. J'en citerai quelques exemples bien connus. Radama Ier aimait à comparer ses conquêtes à celles de la France sous le premier empire; il se mettait en parallèle avec Napoléon, et n'avait pu se défendre de la crainte de subir le sort de l'infortuné Louis XVI. Ranavalo, lorsqu'on lui parlait de nos succès en Crimée, ne disait-elle pas avec conviction que, si les Russes étaient vaincus par nous, c'est qu'ils étaient moins forts que les Hovas, car la France et l'Angleterre avaient été battus par eux à Tamatave! Radama II lui-même, quoiqu'à l'abri des sentimens sanguinaires qui ont été le fond de la politique de ses prédécesseurs, a bien, comme eux aussi, son petit

grain de vanité, lorsque, après avoir supprimé les droits de douane de Tamatave, il demande naïvement si tous les commerçans de La Réunion et de Maurice, frappés de cet acte de libéralité, ne vont pas abandonner leurs îles pour venir à Madagascar. Presque toute la classe élevée raisonne de la même manière; l'ignorance et l'isolement grossissent à leurs yeux leurs moindres actes et amoindrissent ceux qui se passent à distance. Ils sont encore au nombre de ceux qui, en portant le costume des Européens, en imitant leurs gestes et leur tournure, croient avoir acquis la civilisation : mais il y a en eux l'intelligence, la curiosité de l'inconnu et ce goût pour l'imitation, qui peuvent les amener à une prompte transformation, s'ils ont de bons exemples sous les yeux... » Ainsi, d'après M. de Corbigny, le peuple hova pourrait s'améliorer, se policer sous l'influence d'un bon gouvernement; dans son état actuel, il ne lui est apparu que sous des traits fort peu séduisans, et il aurait besoin d'une transformation à peu près complète. Le roi Radama II sera-t-il de force à opérer cette transformation?

Tous les témoignages sont en faveur des excellentes intentions de ce prince, et les premiers actes de son règne attestent qu'il veut rompre avec les traditions sanguinaires du règne précédent; mais quand il s'agit de régénérer un peuple, la bonté ne suffit pas : le patriotisme et l'intelligence sont plus nécessaires encore chez le souverain qui aspire à un pareil rôle. Or Mme Pfeiffer nous fait connaître qu'à l'époque de son voyage le roi actuel, alors prince royal, indigné des cruautés de sa mère Ranavalo, se déclarait prêt à renoncer à ses droits à la couronne et à accepter la domination étrangère, pourvu que son pays fût bien gouverné. Ces sentimens, très philanthropiques peut-être, n'indiquaient pas une grande force de caractère ni un profond patriotisme, et il est douteux que les tribus de Madagascar partagent cette singulière indifférence en matière de nationalité. Plus tard, si Radama II, en succédant à sa mère, abolit immédiatement quelques pratiques sauvages et cruelles, on le vit supprimer en même temps des travaux utiles qui honoraient le règne de Ranavalo. Cette femme impitoyable, qui sut pendant plus de trente ans maintenir l'île entière sous son despotisme, avait quelquefois l'instinct de la grandeur. Tout en repoussant les étrangers, elle avait fondé, sous la direction d'un Français très intelligent, M. Laborde, une sorte de village industriel, où s'élevaient des hauts-fourneaux, une magnanerie, une verrerie, une fonderie de canons. Ces usines appartenaient à l'état. La reine s'y intéressait, elle venait souvent les visiter, et les personnages de la cour possédaient aux environs des habitations de plaisance. M. de Corbigny nous apprend que « le nouveau roi, pour rendre à son armée la faculté de se livrer à l'agriculture, a fait abandonner ces utiles établissemens en même temps que la fonderie de canons, dont ses sentimens pacifiques ne lui ont jamais fait comprendre l'utilité. Le village commence à tomber en ruine, et n'est plus habité que par une population insignifiante. » A ce seul trait, on peut juger que Radama II n'est point le prince appelé à civiliser Madagascar, et il est permis de craindre que l'œuvre de conquête et d'unité accomplie par Radama Ier et conservée par Ranavalo ne périclite entre ses débiles mains.

Est-ce donc à l'Europe de tenter directement l'aventure, et convient-il à la France de ressusciter les droits que d'anciens traités lui confèrent sur

Madagascar pour y fonder une grande colonie? C'est le vœu exprimé par Mme Pfeiffer, c'est la proposition franchement développée par M. F. Biaux. Cet écrivain n'est point découragé par les échecs qu'ont éprouvés de précédentes tentatives, et qu'il attribue à l'insuffisance des moyens employés contre les Hovas. Il demande que l'on entreprenne sérieusement la colonisation de Madagascar. Une telle œuvre suffirait, dit-il, à illustrer le plus glorieux règne, et compenserait la perte de notre ancien empire colonial. M. Biaux ne méconnaît point d'ailleurs les difficultés de l'entreprise, car il déclare que, pour y réussir, la France « devrait en faire pendant un siècle sa grande, sa principale affaire, le pivot et la base de sa politique. » Cette condition est assez rassurante pour les esprits moins convaincus et moins enthousiastes qui ne tiennent pas à voir la France occupée à la conquête de Madagascar. Nous avons autour de nous trop de grosses affaires engagées pour espérer que notre politique ait de si tôt le loisir et le goût de se consacrer tout entière à l'œuvre nouvelle qu'on lui propose. Sans compter les embarras de l'Italie, on pourrait même dire les embarras de toute l'Europe, nous avons en ce moment à compter avec la Chine, avec la Cochinchine, avec le Mexique; notre drapeau est déplié aux divers points de l'horizon, et il est bien certain que les apôtres les plus ardens de la civilisation doivent se trouver satisfaits des sacrifices d'argent et d'hommes que la France prodigue pour la propagation et le triomphe de leurs idées.

Cependant l'expérience nous enseigne qu'il faut se défier des opinions qui conseillent les expéditions lointaines. Ces opinions peuvent exercer sur les résolutions du gouvernement une influence dangereuse, et quand elles ne sont point contestées en temps opportun, elles fournissent à la politique d'aventure l'occasion et le prétexte de guerres nouvelles, de campagnes plus brillantes qu'utiles, que l'on commence à la légère et que l'on n'est plus maître d'interrompre, lorsqu'une fois l'honneur militaire est en jeu. N'est-ce point ainsi que nous avons débarqué à Tourane quelques milliers d'hommes dont une partie a été sacrifiée aux pieuses illusions des missionnaires catholiques? Ceux-ci déclaraient, très sincèrement sans doute, qu'il suffirait de la présence du drapeau français pour soulever tous les chrétiens de la Cochinchine et pour abaisser l'orgueil de la cour de Hué. Si l'on eût consulté les rares voyageurs qui avaient visité Tourane, on se serait probablement abstenu d'y établir à grands frais une base d'opérations qu'il a fallu bientôt abandonner pour se rabattre au sud vers Saïgon. La pression de l'intérêt religieux a été décisive, et tout en souhaitant à notre nouvelle colonie de Cochinchine les plus belles chances d'avenir, nous pouvons craindre d'être engagés de ce côté plus loin qu'on ne l'aurait voulu, et d'y rencontrer des difficultés longues et coûteuses en vue d'un résultat incertain. Si nous portons nos regards vers le Mexique, nous trouvons également, au début même de cette expédition entreprise si inopinément, de graves mécomptes résultant de fausses informations et d'une étude incomplète des lieux, des choses et des hommes. Il importe donc que l'opinion publique soit bien prémunie contre les dangers de la question de Madagascar, puisque certains esprits animés des plus patriotiques sentimens veulent à toute force qu'il y ait là une question française!

On ne connaît de Madagascar que la route de Tamatave à Atanarive et

quelques points isolés du littoral. On ne sait rien du reste. L'intérieur du pays n'a point été exploré. Pour la région qui a été parcourue par Mme Ida Pfeiffer et par M. de Corbigny, on a vu par leurs récits ce qu'il faut en penser : peu de population, peu de culture, des plaines tantôt couvertes d'un sable brûlant, tantôt inondées par des pluies torrentielles; partout la fièvre. Mme Ida Pfeiffer en est morte, M. de Corbigny en a ressenti les redoutables accès, et il n'en a été quitte qu'à son retour en Europe. Faire campagne dans un tel pays, ce serait plus que de l'imprudence. On parle, il est vrai, d'assainissement au moyen de travaux hydrauliques; on espère le développement des productions de l'île sous une administration meilleure, et l'on escompte la révolution politique et sociale que le roi Radama II doit opérer à Madagascar. Ces espérances n'ont rien de solide, elles ne reposent que sur des hypothèses. Voici en définitive ce qui nous paraît le plus sage : profiter des bonnes dispositions du nouveau roi pour accroître les rapports commerciaux de notre colonie de La Réunion avec Madagascar, entretenir avec la cour d'Atanarive des relations amicales qui faciliteront aux missionnaires et aux négocians l'accès du pays, donner à Radama les conseils qu'il paraît solliciter dans l'intérêt de son peuple, importer dans l'île, par le libre mouvement du commerce, de meilleurs procédés de culture, et préparer ainsi une consommation plus régulière des produits européens. Ce plan n'a rien de grandiose, il faut l'avouer; mais il ne coûtera rien, et pourra nous procurer quelque profit. Les autres projets, colonisation, prise de possession, protectorat, sont aussi dangereux que chimériques. S'il nous faut absolument un établissement colonial ou une position militaire dans les mers de l'Orient, et cette opinion est très soutenable, réservons tous nos efforts, toutes nos ressources pour l'expérience que nous poursuivons en Cochinchine. Cette contrée, au seuil de la Chine, est du moins plus rapprochée de la région de l'Asie où se portent actuellement l'activité et la concurrence européennes. Quant à Madagascar, gardons-nous d'y compromettre notre politique et nos armes. Une telle conquête, à supposer qu'elle soit possible, n'a rien qui puisse nous tenter.

C. LAVOLLÉE.

LES SOPRANISTES.

GASPARO PACCHIAROTTI.

Parmi les chanteurs exceptionnels dont j'essaie de raconter la vie éphémère et d'apprécier le talent (1), Pacchiarotti fut l'un des plus remarquables de la seconde moitié du XVIIIe siècle. Il est mort presque de nos jours, on l'a vu, on l'a entendu, et les renseignemens positifs ne manquent pas sur ce virtuose éminent. Gasparo Pacchiarotti est né, on ne sait trop dans quel village de la Romagne, vers 1744. Il entra comme enfant de chœur à la cathédrale de Forli, où sa voix fut remarquée par un vieux sopraniste de la chapelle qui conseilla aux parens de Gasparo, pauvres sans doute, de consacrer leur fils à charmer les hommes par un horrible et honteux sacrifice. L'opération

(1) Voyez la *Revue* du 1er octobre 1861, du 15 avril et du 15 juillet 1862.

terminée heureusement, ce qui n'arrivait pas toujours, le vieux sopraniste prit l'enfant sous sa direction, l'instruisit, et lui fit faire de rapides progrès. Pacchiarotti aborda le théâtre de très bonne heure en jouant d'abord des rôles de femme. Il parcourut ainsi beaucoup de villes d'Italie, et se fit bientôt remarquer moins par la beauté de sa voix que par le goût et le sentiment qu'il mettait à interpréter la musique sérieuse. Il chantait à Palerme en 1772 et en 1773; sa réputation était assez grande pour qu'on l'engageât au théâtre de Saint-Charles à Naples, où Jomelli lui confia le rôle d'Oreste dans un *opera seria* de sa composition, *Ifigenia*, qui n'eut aucun succès. Un écrivain du temps, Saverio Mattei, qui a été l'ami de Jomelli dont il a écrit la vie, assure que Pacchiarotti était alors un comédien des plus novices, et que sa belle voix, d'un timbre si touchant, manquait d'assurance. « Si Pacchiarotti chantait aujourd'hui ce même rôle d'Oreste, dit le critique (1), l'*Ifigenia* aurait autant de succès que l'*Armida* du même maître. » C'est à la première représentation de l'*Ifigenia* que Caffarelli, indigné de la mauvaise exécution de l'œuvre de Jomelli, s'écria avec emphase : « Il n'y a plus de chanteurs capables d'interpréter cette musique. » Pacchiarotti avait alors vingt-huit ans. Après avoir visité Bologne, Parme, Forli, Pacchiarotti fut engagé en 1777 à Venise, où il rencontra pour la première fois la Gabrielli, la cantatrice de bravoure la plus étonnante et la plus impérieuse qui ait existé. Pacchiarotti, débutant dans le même opéra avec cette femme célèbre, fut d'abord tout interdit en lui entendant chanter un air avec un luxe de vocalisations effrayantes. Il perdit courage et s'écria : *Povero, povero mi! questo è un portento* (c'est un prodige) ! et il se sauva dans la coulisse. Il fallut beaucoup d'efforts pour rassurer le pauvre Pacchiarotti, et c'est la Gabrielli elle-même qui le ramena sur la scène tout tremblant. Il se remit peu à peu, et chanta son rôle d'une manière si touchante que la *prima donna* en fut non moins émue que le public. L'année suivante, Pacchiarotti se rendit à Milan pour l'ouverture du nouveau théâtre de la Scala, et à la fin de l'année 1778 il partit pour l'Angleterre. Pacchiarotti débuta à Londres dans un opéra intitulé *Demofoonte*, qui était une sorte de *pasticcio* composé de morceaux de différens maîtres. Son succès fut grand, ainsi que le constate le témoignage d'un amateur distingué du pays, lord Edgecumbe.

On raconte que l'arrivée de Pacchiarotti en Angleterre donna lieu à une scène plaisante au sein du parlement. Pendant un débat politique très animé, un ministre demanda tout à coup qu'on renvoyât au lendemain le vote définitif. Sur cette proposition, le *speaker* leva la séance, non sans rire malignement sous sa large perruque. Ce mouvement avait été préparé par les *dilettanti* du parlement, qui voulaient assister aux débuts de Pacchiarotti.

Pacchiarotti est resté attaché au théâtre de Londres jusqu'en 1785. Il a emporté de ce pays une grande réputation et beaucoup d'argent. Il paraît que, pendant les six années de son séjour à Londres, Pacchiarotti a pu s'absenter quelquefois, car il est certain qu'il chantait en 1781 à Venise, où l'entendit un écrivain allemand, Heinse, qui en parle avec les plus grands éloges dans ses *Lettres à Jacobi*. Pacchiarotti revint encore à Venise à la fin de 1785, et ne quitta guère cette ville qu'en 1790, époque où il revint à

(1) Mattei écrivait ces paroles en 1784, année où parut son ouvrage.

Londres. Il avait alors quarante-six ans, et, malgré cet âge un peu avancé pour la voix fragile d'un sopraniste, Pacchiarotti retrouva dans cette grande ville l'éclatant succès qu'il y avait eu autrefois. Il resta en Angleterre encore une dizaine d'années, gagnant des sommes considérables à donner des leçons et à chanter dans les concerts. Il retourna en Italie en 1801, et se fixa à Padoue, où il vécut jusqu'en 1821 en grand seigneur et en homme de bien. Il avait succédé à Guadagni comme chanteur de la chapelle de Saint-Antoine.

Pacchiarotti était grand, et sa taille, qui avait été mince d'abord, grossit beaucoup avec les années. Sa figure n'avait rien de remarquable, non plus que sa voix, dont le charme consistait dans l'art qu'il mettait à la diriger et surtout dans l'expression pathétique des sentimens, qui était la qualité suprême de son talent. Il paraît même que cette voix, qui lui avait coûté si cher, avait quelque chose de nasal, et qu'il fallait l'entendre pendant quelque temps avant que l'oreille s'y accoutumât. Lord Edgecumbe, qui avait beaucoup connu Pacchiarotti à Londres, parle ainsi de ce grand virtuose : « La voix de Pacchiarotti était aussi douce qu'étendue. Sa facilité de vocalisation était extrême, mais il avait trop bon goût pour en abuser. Il se contentait de placer dans chaque opéra un air de bravoure dans lequel il pouvait déployer toute l'agilité de son organe, puis il chantait le reste de son rôle avec une grande simplicité de style, persuadé qu'il était que l'art du chant consiste surtout dans l'expression. Il était excellent musicien, lisait tout à première vue, et tous les styles lui étaient familiers. Il observait scrupuleusement les intentions du compositeur, et jamais cependant il ne chantait deux fois un morceau de la même manière. Son genre d'ornemens consistait surtout dans le trille, qui était considéré par le public d'alors comme la plus grande difficulté de l'art. Malgré sa taille élevée et son extrême embonpoint, il était bon comédien. Pacchiarotti sentait vivement, et il professait un grand enthousiasme pour les vraies beautés de l'art. Sa manière de dire le récitatif était si exquise et si noble que, sans même comprendre les paroles italiennes, on le suivait avec le plus vif intérêt. C'est dans un salon, devant un petit auditoire, que Pacchiarotti était surtout admirable. C'est ainsi que je l'ai entendu chanter une cantate de Haydn, intitulée *Ariane à Naxos,* écrite pour une seule voix, avec un simple accompagnement de clavecin. L'illustre maître, qui avait composé ce morceau pour la Billington, accompagnait lui-même le virtuose au clavecin. Pacchiarotti était un artiste sincèrement modeste; ses qualités d'homme du monde le rendaient aussi cher à ses amis que son talent d'artiste le faisait admirer du public. »

L'écrivain allemand que nous avons cité plus haut disait du talent de Pacchiarotti, qu'il put apprécier à Venise en 1781 : « Il est impossible d'entendre une voix plus douce et plus suave et un plus beau talent. L'effet qu'il a produit sur moi dépasse tout ce que je pourrais vous dire. La voix de Pacchiarotti est si bien dirigée, si ferme et si juste qu'elle vous pénètre dans l'âme et vous communique une émotion douce et profonde. » N'oublions pas d'ajouter que c'est un Allemand qui parle ainsi d'un sopraniste italien, genre de chanteurs qu'on avait en horreur au-delà du Rhin. Un amateur et un écrivain distingué de Venise, le chevalier André Majer, qui a laissé plu-

sieurs ouvrages remarquables sur la musique, dit aussi de Pacchiarotti : « Je défie l'écrivain le plus habile d'essayer de donner une idée du talent de cet artiste à ceux qui ne l'ont pas entendu. Son style savant et admirable se composait de nuances infinies, d'ornemens brisés, d'appoggiatures, de *grupetti*, de *rinforzi*, c'est-à-dire de renflemens de sons et de demi-teintes adorables dont il est impossible à la parole humaine de rendre les effets (1). » Arteaga, dans son *Histoire des Révolutions du théâtre musical en Italie*, s'écrie, en parlant du grand virtuose qui nous occupe : « O pathétique Pacchiarotti! bien que ton rival, Marchesi, te soit supérieur par l'éclat de la vocalisation, tu es le seul artiste vivant à qui je voudrais accorder le laurier dont l'ancienne Grèce couronnait la statue d'Arion! » Cette opinion sur le talent de Pacchiarotti était universellement partagée. Mme Vigée-Lebrun, ce peintre délicat et charmant qui se trouvait à Venise en 1792, dit, dans les mémoires qu'elle a laissés : « J'assistai au dernier concert que donnait Pacchiarotti, célèbre chanteur, modèle de la grande et belle méthode italienne. Il avait encore tout son talent; mais depuis le jour dont je parle, il n'a plus reparu devant le public. » On raconte qu'à Rome, où Pacchiarotti chantait dans un opéra de Bertoni, *Artaserse*, il fut si touchant et si pathétique dans la scène du jugement, alors qu'il s'écrie : *Eppur sono innocente*, que les musiciens de l'orchestre s'arrêtèrent tout court. Étonné de ne plus entendre l'accompagnement, Pacchiarotti baissa le regard et dit au chef d'orchestre : « Eh bien! que faites-vous donc? — Nous pleurons, » répondit-il.

Nous l'avons dit, le goût fin, le sentiment et le savoir de Pacchiarotti, qui avait reçu une bonne éducation musicale et littéraire, le rendaient propre à chanter tous les styles; mais c'est dans la musique large et sérieuse qu'il était particulièrement remarquable. Comme tous les virtuoses célèbres qui ont parcouru le monde, Pacchiarotti fut obligé de chanter dans beaucoup d'ouvrages médiocres, tels que les opéras de Nasolini, par exemple; mais lorsqu'il pouvait choisir, il n'aimait à interpréter que les œuvres des grands maîtres. Il avait un grand penchant pour la musique de Traetta, qui fut un compositeur plein de sentiment, et particulièrement pour les opéras de Jomelli, qu'on avait surnommé le Glück de l'Italie. Il s'était formé un répertoire des plus beaux airs qu'il avait pu trouver, et il les intercalait dans les opéras médiocres où il était obligé de paraître. On cite parmi ces morceaux favoris de Pacchiarotti l'air *Misero pargoleto*, du *Demofoonte* d'un compositeur obscur, Monza; un air de Bertoni : *Non temer;* un autre : *Dolce speme*, du *Rinaldo* de Sacchini; puis *Ti seguiro fedele*, de l'*Olimpiade* de Paisiello, et surtout un air de Piccinni :

Destrier che all'armi usato,

où il était admirable, au dire de Saverio Mattei. Dans sa longue retraite à Padoue, où il vivait comme un seigneur, Pacchiarotti aimait à faire exécuter dans ses appartemens les psaumes de Marcello, dont il comprenait si bien le style large et solennel. Pacchiarotti, que j'ai entrevu dans ma

(1) *Discorso sulla origine, progressi e stato attuale della musica italiana.* Padoue 1821, in-8°. C'est l'année où est mort Pacchiarotti.

tendre jeunesse, recevait dans son joli *palazzo* les artistes et les voyageurs les plus distingués de l'Europe. Il a donné des conseils à la Pisaroni, et Lablache, qui avait assisté à ces leçons intéressantes, m'a assuré que rien n'était plus admirable que la manière dont le vieux sopraniste disait le récitatif. C'est à Pacchiarotti que la Pisaroni doit la tradition de ce grand style que nous avons admiré à Paris. Rubini aussi a eu l'inappréciable avantage de voir et d'entendre Pacchiarotti, qui lui dit un jour, après avoir chanté au jeune ténor un air pathétique de Traetta : « Dans notre art, il y a toujours de nouvelles difficultés à vaincre. Plus on étudie et plus on voit combien il reste de choses à apprendre, en sorte qu'on arrive à savoir chanter lorsqu'on n'a plus de voix. Moi-même, je m'aperçois que tous les jours je découvre des effets nouveaux. Quand on est jeune, on a la voix, et l'art vous manque; quand on a enfin appris à chanter, la voix a disparu. » Rubini ajoutait, en racontant cette anecdote, qu'il pouvait témoigner lui-même de la vérité de l'observation de Pacchiarotti. Rossini, qui a vu souvent Pacchiarotti à Venise, assure que c'était un aimable vieillard, très instruit et très généreux. « Il causait avec esprit, m'a dit le grand maître, racontait beaucoup d'anecdotes plaisantes, et chantait à ravir; mais il aimait trop les sonnets. Il en faisait lui-même, et chaque jour il vous en lisait de nouveaux. »

Il est piquant de constater que l'auteur de *Tancredi*, dont les chefs-d'œuvre ont provoqué la révolution qui a banni les sopranistes de la scène lyrique italienne, regrette pourtant, il me l'a dit bien souvent, la disparition de ces curieux phénomènes du caprice et de la sensualité. Ce qui explique ce regret de la part d'un si grand musicien, dont le génie dramatique n'est méconnu aujourd'hui que par des oreilles tudesques, c'est que les sopranistes avaient porté l'art de chanter à une perfection dont on ne peut se faire une idée. On se trompe grossièrement en croyant que ces êtres, mutilés par une horrible coutume qui remonte aux premiers âges de l'histoire, fussent dépourvus d'émotion et de sentimens, et incapables de rendre l'accent des passions. Ils avaient les mêmes passions qui animent tous les hommes, et on pourrait presque soutenir, sans paradoxe, qu'ils exprimaient certains sentimens tendres avec la douloureuse aspiration d'un captif qui regrette la liberté, ou d'un aveugle qui parle de la lumière. Glück, Handel, Jomelli, Traetta, Piccinni, les compositeurs les plus énergiques et les plus sérieux, ont écrit pour les sopranistes sans affaiblir leur pensée et sans faire des concessions indignes de leur génie. Il est vrai qu'un *opera seria* italien au XVIIIe siècle était d'une trame fort simple, et qu'il ne renfermait que des situations peu compliquées. Les passions énergiques y étaient rarement admises, et une pièce comme l'*Olimpiade* de Métastase, qui a été mise en musique par tous les compositeurs illustres, depuis Leo jusqu'à Paisiello, ne renferme que quelques scènes d'amour. Des airs, des duos, quelquefois un trio et des chœurs peu développés, tels étaient les élémens d'un *opera seria* jusqu'à l'avénement de Mozart. Cela suffisait, avec des virtuoses comme Pacchiarotti, pour exciter les plus vifs transports et pour entr'ouvrir au public un coin de l'idéal. Quand on a entendu Rubini, comédien gauche et presque ridicule, soulever la salle du Théâtre-Italien de Paris en chantant du bout des lèvres et les mains dans les poches, pour

ainsi dire, l'adorable cantilène de *la Sonnambula* de Bellini, — *Il piu misero dei mortali*, — on a la mesure de la puissance de la voix humaine et de l'art de chanter. Tels étaient les effets merveilleux que produisaient les sopranistes comme Guadagni et surtout comme Pacchiarotti. Si l'on pouvait dire tout ce que renferme de curieux la vie intime des sopranistes sur le sujet délicat que je ne puis qu'effleurer ici, on serait surpris de la vivacité des sentimens qu'ont éprouvés ces êtres singuliers. Salimbeni par exemple, qui fut un sopraniste célèbre, beau comme le jour et l'un des chanteurs favoris du grand Frédéric, est mort à la fleur de l'âge, en 1751, épuisé par les passions vives qu'il avait éprouvées. Quant à Marchesi, le rival de Pacchiarotti, lorsqu'il chantait à Vienne, toutes les femmes de la cour arrivaient au théâtre avec le portrait du virtuose suspendu au cou.

On a comparé le talent de Pacchiarotti (c'est lord Edgecumbe qui fait ce rapprochement) à celui de Mme Pasta, dont la voix sourde et médiocre était rachetée par tant de goût et un sentiment si juste et si profond des situations dramatiques. Eh bien! qu'on se rappelle cette cantatrice portant sur sa belle tête le casque de Tancredi, s'avançant près de la rampe et, les bras croisés sur sa poitrine, chantant d'une voix pénétrante, qui se dilatait peu à peu, l'air printanier : *Di tanti palpiti,* — et on aura une intuition de l'effet que devait produire Pacchiarotti chantant l'air fameux de Piccinni :

Destrier che all'armi usato!

P. SCUDO.

A M. LE DIRECTEUR DE LA REVUE DES DEUX MONDES.

Monsieur,

Absent de Paris, je viens seulement d'apprendre qu'un rédacteur du *Moniteur*, M. Ernest Desjardins, a récemment publié sous ce titre : *Du Patriotisme dans les Arts*, une brochure où, à propos de mes observations sur la collection Campana, je suis personnellement attaqué avec un défaut de mesure qui m'engagerait au silence, si j'étais bien certain que mon silence ne fût imputé qu'au dédain. Vous avez peu d'espace à m'offrir dans votre numéro, déjà presque imprimé; moi-même je n'ai que peu d'instans à ma disposition : c'en est assez pour la réponse qu'il me convient de faire. Autant j'aurais à cœur d'accepter une controverse loyale et éclairée sur ces questions qu'on supposait tranchées, et qui, dit-on, doivent renaître, autant je suis peu d'humeur à prendre au sérieux les attaques d'un homme qui ne s'est pas donné la peine de lire ce que j'ai dit, ou qui le comprend si mal qu'il me réfute même quand par hasard je suis de son avis, altérant mes paroles, m'accusant de mépris pour les choses que j'estime et que j'aime le plus, m'attribuant en un mot, selon sa fantaisie, les opinions en matière d'art les plus contraires à celles que j'ai toujours hautement professées.

Qu'ai-je donc fait à M. Desjardins? Je l'ai ménagé de mon mieux. En parlant de cette *Notice* dont le zèle imprudent et l'enthousiasme sans réserve ont, selon moi, fait plus de tort au musée Napoléon III que ses détracteurs les plus sévères, je n'ai même pas dit quel en était l'auteur. J'ai fait plus :

je me suis refusé le plaisir trop facile de relever dans ce petit écrit d'étranges aberrations, et notamment de signaler, en m'occupant des *majoliques*, certaine découverte de M. Desjardins qui aurait assurément égayé mes lecteurs. Il est vrai qu'en citant quelques phrases de sa notice, je l'ai qualifiée d'*officielle:* c'est là ce qui déplaît à M. Desjardins. Cela lui paraît « désobligeant. » En vérité, je m'en étonne : j'aurais pensé qu'au *Moniteur* ce mot-là devait être mieux pris; mais la passion de M. Desjardins, je l'ignorais, est pour l'indépendance. C'est en effet presque toujours à la qualité qui paraît nous manquer que nous tenons le plus. M. Desjardins m'affirme qu'il n'a jamais reçu d'aucun haut personnage la moindre inspiration : je le crois sur parole; seulement, s'il est pour lui si jaloux de l'indépendance, d'où vient que chez les autres il lui paraît tout naturel d'en faire si bon marché? Pourquoi dire à un homme qu'on croit à sa sincérité tout en insinuant qu'on la nie, qu'on le suppose sous le joug de regrets, de rancunes, de mécontentemens, et que ces tableaux qui lui semblent médiocres, s'ils eussent été acquis quinze ans plus tôt, il les trouverait bons? — Que dites-vous, monsieur, de ce genre de logique, de cette urbanité et de ce savoir-vivre? Voilà pourtant comme raisonne M. Ernest Desjardins; c'est le fond de son œuvre, son argumentation principale. Le titre seul qu'il a choisi ne vous le dit-il pas? *Du patriotisme dans les arts!* Vous comprenez ce que cela signifie. Admirer le musée Campana, en exalter les trésors, mais avec des réserves, à bon escient, n'en pas tout admirer et surtout ne pas le proclamer *un et indivisible,* c'est ne pas aimer son pays, c'est être Russe, Anglais, que sais-je? C'est être des *vieux partis.* Les *vieux partis,* voilà le mot. Cet argument de bas étage, dont la presse la plus zélée, la plus officieuse, sent aujourd'hui le ridicule et l'odieux, et que, même par ordre, elle n'emploierait plus qu'à son corps défendant, M. Desjardins ne craint pas d'en faire son arme favorite. Que dis-je? il enchérit sur ce que l'ardeur des premiers jours avait inventé de plus beau, de plus raffiné en ce genre. Pour lui, tout homme qui sous un précédent régime a joué un rôle politique, si modeste qu'il fût, et qui reste fidèle à ses sermens, à ses croyances, est non-seulement un mauvais citoyen, un ennemi de sa patrie; il est encore quelque chose de plus. M. Desjardins le proclame impropre à faire de la critique, inhabile à écrire sur les arts! On croit peut-être que je plaisante. Je n'ajoute pas un mot, c'est imprimé, on peut le lire, p. 53.

Vous comprenez, monsieur, qu'il faut quelque courage pour aller plus avant. Voyons pourtant si dans le flot de ces aigres paroles qui voudraient bien être malicieuses, mais qui passent trop loin de moi pour me donner la moindre envie d'en fatiguer vos lecteurs, voyons s'il n'y a pas quelque fait qu'il importe de relever.

Quelles sont les prétendues erreurs qu'on m'accuse d'avoir commises et qu'on me somme de reconnaître?

Mon premier crime est d'avoir dit que le Palais de l'Industrie s'était vu peu à peu abandonné par la foule, et que, malgré le concours d'une presse unanime et l'ardeur des *réclames,* l'indifférence du public était allée en croissant. Le fait est si notoire que je ne pensais pas qu'on pût le contester. C'est pourtant là ce que l'on tente, et le moyen qu'on imagine est d'établir, par les carnets des commissaires de police, que du 6 juin au 5 juillet, pen-

dant vingt jours que l'on choisit, il est entré dans le musée 36,261 visiteurs. Je ne demande pas si les dix jours qu'on élimine, sans en dire la raison, auraient fait baisser la moyenne, je demande encore moins pourquoi ce tableau de chiffres s'arrête au 6 juin sans remonter plus haut. Il me suffit de dire ce que j'ai vu, ce que j'ai constaté de mes yeux sans le secours des officiers de paix. J'ai pour le moins fait dix séances au musée Napoléon III depuis le jour d'ouverture jusqu'au 5 juillet. Dans les premières, je circulais à peine, un mois après j'étais à l'aise; puis, dans les derniers temps, j'étais en solitude. Le 3 et le 4 juillet, notamment, j'y suis resté deux ou trois heures de suite, et j'ai parfaitement constaté que, dans les salles où j'étais, le nombre des visiteurs n'égalait pas celui des gardiens. Et en effet M. Desjardins oublie que les visiteurs se succèdent, qu'à l'exception de quelques travailleurs, le plus grand nombre, les étrangers surtout, passent d'un pas rapide, et qu'en moyenne chaque visite n'est guère que d'une heure tout au plus. Il faut donc diviser le chiffre des visiteurs par le nombre des heures où le musée reste ouvert, ce qui, à l'exception des dimanches, ne donne guère pour chacune de ces vingt journées qu'une centaine de spectateurs à la fois. Or qu'est-ce que cent personnes dans cette immensité? Encore un coup, c'est le désert.

Je tenais à justifier mon dire, d'autant plus que M. Desjardins ne peut pas croire qu'à moi tout seul j'ai découvert ce fait, que je déplore bien loin d'en triompher, cette croissante indifférence du public. C'est là, me dit-il, le captieux argument dont le musée du Louvre s'est servi pour « tromper l'empereur, » c'est du Louvre qu'il vous est venu. — Vous comprenez quelle fortune, si l'on pouvait établir que le Louvre est en intelligence avec les *vieux partis!* Or le hasard aurait pu faire qu'avant de quitter Paris, il y a bientôt trois mois, j'eusse rencontré un des conservateurs du Louvre, mon confrère par exemple, M. de Longperrier, et que la conversation fût tombée sur la collection Campana; mais ce même hasard a voulu que je n'aie pas échangé une seule parole, que je n'aie pas demandé un seul renseignement à qui que ce soit touchant ou de loin ou de près à la direction des musées, et que mon travail solitaire ait été aussi étranger, aussi imprévu à MM. les conservateurs du Louvre qu'à M. Desjardins lui-même. N'insistons pas sur ce détail, qui après tout n'a pas grand intérêt.

Reste le fond de la question, l'unité, c'est-à-dire l'isolement, l'indépendance, le gouvernement séparé du musée Napoléon III. M. Desjardins me concède que tout n'est pas parfait, que tout n'est pas à conserver dans la collection. Que n'avait-il cette franchise ou cette clairvoyance en rédigeant sa notice! « Il faut reconnaître, dit-il, qu'il y a grand nombre d'œuvres médiocres, et nous ne songeons ni à tout admirer ni à vouloir que, dans la série des sculptures par exemple, on conserve tout. » L'épuration est donc admise; je ne suis donc pas si coupable de l'avoir demandée! Reste à savoir comment elle sera faite. Si c'est avec le dessein de maintenir un musée séparé, on ne supprimera que le mauvais, on gardera le médiocre. Voilà pourquoi, dans l'intérêt de l'art, de la science, de notre gloire nationale, je me permets d'avoir à cœur qu'au lieu de doter Paris de deux musées incomplets qui se jalouseront sans se porter secours, on en fasse un de premier ordre; qu'on transporte franchement au Louvre, où l'espace ne doit

pas manquer, quoi qu'on dise, après tant de constructions nouvelles, tout ce que la collection Campana renferme de précieux et d'exquis, surtout dans ses séries antiques, afin de porter d'un seul coup notre musée français au plus haut degré de splendeur.

Et maintenant que signifient tous ces grands noms, tous ces illustres témoignages dont on prétend m'accabler? Ces hommes, la gloire de l'art et de l'archéologie en France et à l'étranger, je m'incline devant eux, et les prends volontiers pour juges; mais qu'ont-ils dit qui tranche la question, la question comme il faut la poser, dans ses véritables termes? Ces lettres, ces paroles, ces adhésions, qu'on cite avec tant de fracas, expriment-elles autre chose qu'une sympathique admiration pour les trésors de la galerie Campana, une ferme assurance que ces modèles seront d'un puissant secours pour nos arts et pour notre industrie? Or ce sont là des vérités sur lesquelles tout le monde est d'accord. Qu'y a-t-il donc à conclure de ce pompeux étalage? Les trésors de cette collection seront-ils perdus pour la France parce qu'ils auront changé de mains?

J'ai hâte de finir, et pourtant il faut vous dire un mot de la péroraison de M. Desjardins. C'est quelque chose de touchant! Il veut bien me donner des conseils, s'occuper de mon éducation, me dire par quels moyens j'aurais pu faire de la critique en matière d'art, sans cette malheureuse politique qui m'a frappé, comme on l'a vu, d'une incapacité radicale. A supposer que je m'obstine, il a la bonté de s'offrir pour guider mon inexpérience. Il m'engage surtout à triompher de mes *dédains*, de mes *mépris* pour l'archaïsme en général et en particulier pour l'art du moyen âge. Pourquoi tenir rigueur à ces bons maîtres primitifs? Il m'apprend à les mieux comprendre, à en sentir les naïves beautés. Et ce n'est pas assez de m'honorer de ses conseils, M. Desjardins me révèle une circonstance de ma vie que j'ignorais absolument. Il m'apprend que j'ai fait partie de l'École normale, et il en tire des conséquences tout à fait éloquentes. L'erreur n'est pas grave, à coup sûr; mais chez un professeur d'histoire on pourrait désirer, ce me semble, un peu moins d'imagination. Enfin, sur quelques bancs que je me sois assis, je suis un écolier dont franchement il désespère. « Il est bien tard, » dit-il; aussi me souhaite-t-il, pour conclusion dernière, « avec plus de raison que l'archevêque de Grenade à Gil Blas, une meilleure fortune *avec un peu plus de goût.* »

Je vous laisse, monsieur, sur ce trait, sur cet échantillon du goût et de l'esprit de M. Desjardins, non sans demander pardon à vos lecteurs de les avoir si longtemps entretenus de moi et pour si peu de chose!

Agréez, etc. L. VITET.

V. DE MARS.

ANTONIA

A M. EDOUARD RODRIGUES.

A vous qui adoptez les orphelins, et qui faites le bien tout simplement, à deux mains et à livre ouvert, comme vous lisez Mozart et Beethoven.

GEORGE SAND.

PREMIÈRE PARTIE.

C'était au mois d'avril 1785, et c'était à Paris, où, cette année-là, le printemps était un vrai printemps. Le jardin était en fête, les gazons s'émaillaient de marguerites, les oiseaux chantaient, et les lilas poussaient si dru et si près de la fenêtre de Julien que leurs thyrses fleuris entraient jusque chez lui et semaient de leurs petites croix violettes le pavage à grands carreaux blancs de son atelier.

Julien Thierry était peintre de fleurs, comme son père André Thierry, très renommé sous Louis XV dans l'art de décorer les dessus de porte, les panneaux de salle à manger et les plafonds de boudoir. Ces ornementations galantes constituaient, sous ses mains habiles, de véritables objets d'art sérieux, si bien que l'artisan était devenu artiste, fort prisé des gens de goût, grassement payé et fort considéré dans le monde. Julien, son élève, avait restreint son genre à la peinture sur toile. La mode de son temps excluait les folles et charmantes décorations du style Pompadour. Le style Louis XVI, plus sévère, ne semait plus les fleurs sur les plafonds et les murailles, il les encadrait. Julien faisait donc des cadres de fleurs et de fruits dans le genre de Mignon, des coquilles de nacre, des papillons dia-

prés, des lézards verts et des gouttes de rosée. Il avait beaucoup de talent, il était beau, il avait vingt-quatre ans, et son père ne lui avait laissé que des dettes.

La veuve d'André Thierry était là, dans cet atelier où Julien travaillait et où les grappes de lilas s'effeuillaient sous les caresses d'une brise tiède. C'était une femme de soixante ans, bien conservée, les yeux encore beaux, les cheveux presque noirs, les mains effilées. Petite, mince, blanche, pauvrement mise, mais avec une propreté recherchée, Mme Thierry tricotait des mitaines, et de temps en temps levait les yeux pour contempler son fils absorbé dans l'étude d'une rose.

— Julien, lui dit-elle, pourquoi donc est-ce que tu ne chantes plus en travaillant? Tu déciderais peut-être le rossignol à nous faire entendre sa voix.

— Écoute, mère, le voilà qui s'y met, répondit Julien. Il n'a besoin de personne pour lui donner le ton.

En effet, le rossignol faisait entendre pour la première fois de l'année ses belles notes pures et retentissantes.

— Ah! le voilà donc arrivé! reprit Mme Thierry. Voilà un an de passé!... Est-ce que tu le vois, Julien? ajouta-t-elle pendant que le jeune homme, interrompant son travail, interrogeait de l'œil les bosquets massés devant la fenêtre.

— J'ai cru le voir, répondit-il en soupirant, mais je me suis trompé.

Et il revint à son chevalet. Sa mère le regardait plus attentivement, mais elle n'osa l'interroger.

— C'est égal, reprit-elle au bout de quelques instans, tu as la voix belle aussi, toi, et j'aimais à t'entendre rappeler les jolies chansons que ton pauvre père disait si bien... l'année dernière encore, à pareille époque!

— Oui, répondit Julien, tu veux que je les chante, et puis tu pleures! Non, je ne veux plus chanter!

— Je ne pleurerai pas, je te le promets! Dis-m'en une gaie, je rirai... comme s'il était là!

— Non! ne me demande pas de chanter. Ça me fait mal aussi à moi! Plus tard, plus tard! ça reviendra tout doucement. Ne forçons pas notre chagrin!

— Julien, il ne faut plus parler de chagrin, dit la mère avec un accent de volonté attendrie, mais vraiment forte. J'ai été un peu faible au commencement, tu me le pardonnes bien? Perdre en un jour trente ans de bonheur! Mais j'aurais dû me dire que tu perdais plus que moi, puisque tu me restes, tandis que je ne suis bonne à rien qu'à t'aimer...

— Et que me faut-il de plus? dit Julien en se mettant à genoux

devant sa mère. Tu m'aimes comme personne ne m'aimera jamais, je le sais! et ne dis pas que tu as été faible. Tu m'as caché au moins la moitié de ta peine, je l'ai vu, je l'ai compris. Je t'en ai tenu compte, va, et je t'en remercie, ma pauvre mère! Tu m'as soutenu, j'en avais grand besoin, car je souffrais pour toi au moins autant que pour mon propre compte, et en te voyant pleine de courage j'ai toujours tenu pour certain que Dieu ferait un miracle pour me conserver ta santé et ta vie, en dépit de la plus cruelle des épreuves. Il nous devait cela et il l'a fait. A présent, mère, tu ne te sens plus faiblir, n'est-ce pas?

— A présent, je suis bien, mon enfant, en vérité! Tu as raison de croire que Dieu soutient ceux qui ne s'abandonnent pas et qu'il envoie la force à qui la lui demande de tout son cœur. Ne me crois pas malheureuse; j'ai bien pleuré, le moyen de faire autrement! il était si aimable, si bon pour nous! et il avait l'air d'être si heureux! Il pouvait vivre longtemps encore,... Dieu n'a pas voulu. Moi, j'ai eu une si belle vie que je n'avais vraiment pas le droit d'en exiger davantage. Et vois ce que la bonté divine me laisse! le meilleur et le plus adoré des fils! Et je me plaindrais! et je demanderais la mort! Non, non! je le rejoindrai à mon heure, ton bon père, et il me dira alors : Tu as bien fait de durer le plus longtemps que tu as pu là-bas et de ne pas quitter trop tôt notre enfant bien-aimé.

— Tu vois donc bien, dit Julien en embrassant sa mère, que nous ne sommes plus malheureux et que je n'ai pas besoin de chanter pour nous distraire. Nous pouvons penser à *lui* sans amertume et penser l'un à l'autre sans égoïsme.

Ils se tinrent embrassés un instant et reprirent chacun son occupation.

Ceci se passait rue de Babylone, dans un pavillon déjà ancien, car il datait du règne de Louis XIII, et se trouvait isolé au bout de la rue dont la plus moderne construction — et en même temps la plus voisine dudit pavillon — était la maison, aujourd'hui démolie, qu'on appelait alors l'hôtel d'Estrelle.

Pendant que Julien et sa mère causaient de la manière que nous venons de rapporter, deux personnes causaient aussi dans un joli petit salon dudit hôtel d'Estrelle, salon intime et frais, décoré dans le dernier goût du règne de Louis XVI, un joli grec bâtard, un peu froid de lignes, mais harmonieux et rehaussé de dorures sur fond blanc de perle. La comtesse d'Estrelle était simplement habillée de taffetas gris de lin demi-deuil, et son amie la baronne d'Ancourt était en petite toilette de visite du matin, c'est-à-dire en grand étalage de mousselines, de rubans et de dentelles.

— Mon cœur, disait-elle à la comtesse, je ne vous comprends pas du tout. Vous avez vingt ans, vous voilà belle comme les amours, et

vous vous obstinez à vivre en petite bourgeoise dans une solitude! Vous en avez fini avec le deuil, et tout le monde sait que vous n'avez point eu lieu de regretter votre mari, le moins regrettable des hommes. Il vous a laissé de la fortune, c'est la seule chose sensée qu'il ait faite en sa vie...

— Et voilà, chère baronne, où vous vous trompez complétement. Le comte ne m'a laissé qu'une fortune grevée de dettes; on m'a dit que je pourrais, avec quelques sacrifices et quelques privations, me libérer en peu d'années. J'ai donc accepté la succession sans y regarder de bien près, et voilà qu'aujourd'hui, après deux ans d'incertitudes et d'explications auxquelles je ne comprenais absolument rien, mon nouveau procureur, qui est un fort honnête homme, m'assure qu'on m'a trompée et que je suis plus pauvre que riche. C'est à ce point, ma chère, que j'étais ce matin en consultation avec lui pour décider si je pouvais garder, oui ou non, l'hôtel d'Estrelle.

— En vérité! Vendre votre hôtel! mais c'est impossible, ma chère! Ce serait une honte pour la mémoire de votre mari. Sa famille n'y consentira jamais.

— Sa famille dit qu'elle n'y consent pas, mais elle dit aussi qu'elle ne m'aidera en rien. Que veut-elle et que voulez-vous que je fasse?

— C'est une indigne famille! s'écria la baronne; mais rien ne devrait m'étonner de la part du vieux marquis et de sa bigote de femme!

En ce moment, on annonça à la comtesse la visite de M. Marcel Thierry.

— Faites entrer, répondit-elle. Et, s'adressant à la baronne, elle ajouta : — C'est précisément la personne dont je vous parlais, c'est mon procureur..

— En ce cas, je vous quitte.

— Ce n'est pas nécessaire. Il n'a qu'un mot à me dire, et puisque vous connaissez ma position...

— Et je m'y intéresse. Je reste.

Le procureur entra.

C'était un homme de quarante ans, plus chauve que son âge ne le comportait, mais d'une bonne figure enjouée et sincère, quoique remarquablement fine et même railleuse. On voyait que l'expérience des hommes aux prises avec leurs intérêts l'avait rendu positif, sceptique peut-être, mais qu'elle n'avait pas éteint en lui un idéal de droiture et de candeur qu'il savait d'autant mieux apprécier et reconnaître.

— Eh bien! monsieur Thierry, lui dit la comtesse en lui montrant un siége, y a-t-il du nouveau depuis ce matin que vous prenez la peine de revenir?

— Oui, madame, répondit le procureur, il y a du nouveau. M. le marquis d'Estrelle m'a envoyé son homme d'affaires avec une offre que j'ai acceptée pour vous, sauf votre agrément, que je viens prendre. Il s'agit de vous venir en aide par l'abandon de quelques menues propriétés dont le chiffre total ne couvre certainement pas les dettes qui vous incombent, mais allége pour un moment vos ennuis et retarde la vente de votre hôtel en vous permettant de donner un à-compte aux créanciers.

— Un *à-compte!* Voilà tout? s'écria la baronne d'Ancourt indignée. Voilà tout ce que la famille d'Estrelle peut faire pour la veuve d'un prodigue? Mais c'est une infamie, monsieur le procureur!

— C'est tout au moins une petitesse, répondit Marcel Thierry; j'ai perdu mes frais d'éloquence, et les choses en sont là. Madame la comtesse, n'ayant pas de fortune qui lui soit propre, est forcée, pour conserver un douaire assez médiocre, de subir les conditions d'une famille sans égards et sans générosité.

— Dites sans cœur et sans honneur! reprit la baronne en déclamant.

— Ne dites rien du tout, reprit enfin la comtesse, qui avait tout écouté avec résignation. Cette famille est ce qu'elle est; il ne m'appartient pas de la juger, moi qui porte son nom. Je suis à tous autres égards une étrangère pour elle, et j'aurais ici mauvaise grâce à me plaindre, car il n'y a que moi de coupable.

— Coupable! dit la baronne en reculant de surprise avec son fauteuil à roulettes.

— Coupable! répéta le procureur avec un sourire d'incrédulité.

— Oui, reprit Mme d'Estrelle. J'ai fait une grande faute dans ma vie. J'ai consenti à ce mariage, contre lequel mon cœur et mon instinct se révoltaient. J'ai été lâche! J'étais une enfant, on me donnait à choisir entre le couvent et un mari désagréable; j'ai eu peur de la claustration éternelle, et j'ai accepté l'éternelle humiliation d'un mariage mal assorti. J'ai fait comme tant d'autres, j'ai cru que la richesse remplaçait le bonheur. Le bonheur! je ne savais pas, je n'ai même jamais su ce que c'était. On m'a dit que c'était, avant tout, de rouler carrosse, de porter des diamans et d'avoir loge à l'Opéra. On m'a étourdie, grisée, endormie avec des présens... Il ne faut pas dire qu'on m'a forcé la main, ce ne serait pas vrai. Il y avait bien derrière moi, en cas de refus, des grilles, des guichets, des verrous, la prison à perpétuité du cloître; mais il n'y avait ni hache ni bourreau, et je pouvais dire *non*, si j'avais eu du courage. Nous n'en avons pas, ma chère baronne, avouons-le; nous autres femmes, nous ne savons pas donner franchement notre démission et cacher nos printemps sous le voile d'étamine, ce qui serait pourtant plus fier, plus franc et peut-être plus doux que de nous laisser tomber

dans les bras du premier étranger qu'on nous présente. Voilà donc ma lâcheté, mon aveuglement, ma sottise, ma vanité, mon oubli de moi-même, ma faute en un mot! J'espère n'en commettre jamais d'autre, mais je ne peux pas oublier que je suis punie par où j'ai péché. J'ai laissé l'ambition frivole disposer de ma vie, et aujourd'hui je vois qu'on m'avait trompée, que je ne suis pas riche, que je dois vendre diamans et chevaux, et que je risque même de n'avoir bientôt plus sur ma tête le toit d'une maison qui porte mes armoiries. C'est bien fait, je le sens, je le reconnais; je me repens, mais je ne veux pas qu'on me plaigne, et j'accepterai sans discussion l'aumône que les parens de mon mari voudront bien me faire pour sauver son honneur.

Un silence d'étonnement et d'émotion succéda à cette déclaration de Julie d'Estrelle. Elle avait parlé avec un accent de douleur mal contenue, comme une personne lasse de discuter des intérêts matériels, qui cède au besoin de résumer sa vie morale et de trouver la formule philosophique de sa situation. La fière Amélie d'Ancourt fut plus scandalisée qu'attendrie d'un aveu qui condamnait ses propres idées et les habitudes de sa caste: de plus elle trouva cet épanchement de son amie un peu risqué en présence d'un petit robin.

Quant au robin, il fut franchement attendri; mais il n'en fit rien paraître, habitué qu'il était à voir les explosions du sentiment intime dominer les convenances, même chez les gens les plus haut placés. — C'est une touchante et sincère créature que ma belle cliente, se dit-il en lui-même; elle a raison de s'accuser; il n'y a pas de loi humaine qui puisse faire sortir un *oui* de la bouche résolue à dire *non*. Elle a péché comme les autres, par convoitise des joujoux qui brillent; mais elle l'avoue tristement, et en cela elle vaut mieux que la plupart de ses pareilles. Ce n'est pas à moi de la consoler; je me bornerai à la sauver, si je peux.

— Madame, dit-il après avoir tourné ces réflexions dans sa tête, vous pouvez augurer mieux, pour vos intérêts, de l'avenir que du passé. Le présent vous montre que M. le marquis se décidera difficilement à vous libérer, mais qu'il ne se décidera pas du tout à vous abandonner. Le mince appoint qu'il vous offre n'est pas le dernier, on me l'a fait entendre, et j'en suis certain. Laissez passer quelques mois, laissez les créanciers de son fils vous faire des menaces, et vous le verrez mettre encore la main dans sa poche pour empêcher la vente de l'hôtel. Oubliez ces tracasseries, ne songez point à déménager, fiez-vous au temps et aux circonstances.

— Fort bien, monsieur, dit la baronne, à qui il tardait de donner son avis et de montrer l'orgueil de sa qualité. Vous donnez là un conseil fort sage; mais, à la place de Mme la comtesse, je ne le suivrais pas. Je refuserais net ces petites charités mesquines!... Oui,

certes, je rougirais de les accepter! Je m'en irais fièrement vivre dans un couvent, ou, encore mieux, chez une de mes amies, chez la baronne d'Ancourt par exemple, et je dirais au marquis et à la marquise : Débrouillez-vous, je laisse vendre. Je n'ai pas fait de dettes, moi, et je ne me soucie pas de celles de monsieur votre fils. Payez-les avec les lambeaux de fortune qu'il m'a laissés, et nous verrons bien si vous supporterez en public le spectacle de mon dénûment. — Oui, ma chère Julie, voilà ce que je ferais, et je vous réponds que le marquis, que son second mariage a fort enrichi, reculerait devant la vilenie de ces pourparlers.

— Madame la comtesse d'Estrelle se range-t-elle à cet avis, dit le procureur, et dois-je casser les vitres?

— Non, répondit la comtesse. Dites-moi en deux mots en quoi consiste la contribution de mon beau-père, et, quoi que ce soit, j'accepte.

— La chose consiste, reprit Marcel Thierry, en une petite ferme du Beauvoisis, d'environ vingt mille livres, et en un pavillon fort ancien, mais non délabré, *sis* en votre rue, et formant l'extrémité du jardin de votre hôtel.

— Ah! ce vieux pavillon du temps de Richelieu? dit la comtesse avec indifférence.

— Une bicoque? dit la baronne. Cela n'est bon qu'à jeter par terre!

— Possible, reprit Marcel; mais le terrain a quelque valeur, et comme voici la rue qui se bâtit, on pourrait vous acheter l'emplacement.

— Et je laisserais s'élever si près de ma maison, dit Julie, une maison ayant vue sur mon jardin et presque sur mes appartemens?

— Non, vous exigeriez qu'elle vous tournât le dos, et qu'elle prît *ses airs* sur la rue ou sur le jardin de mon oncle.

— Qui, votre oncle? demanda la baronne avec un indéfinissable accent de dédain.

— M. Marcel Thierry est, répondit la comtesse, proche parent de mon voisin, le riche M. Antoine Thierry, dont vous avez certainement entendu parler.

— Ah! oui, un ancien commerçant.

— Armateur, reprit Marcel. Il a fait sa fortune aux colonies sans jamais mettre le pied sur un navire, et, grâce à d'habiles calculs et à d'heureuses circonstances, il a gagné quelques millions comme qui dirait au coin de son feu.

— Je lui en fais mon compliment, répliqua la baronne. Il habite donc de ce côté-ci?

— Son hôtel donne sur le nouveau cours, mais son jardin n'est séparé que par un mur de celui de la comtesse d'Estrelle, et le pa-

villon se trouve faire un coude entre les deux propriétés. Or mon oncle pourrait bien acheter ledit pavillon, soit pour régulariser son enclos en le détruisant, soit en le réparant pour en faire une serre ou un logement de jardinier.

— Alors, dit la baronne, le riche M. Thierry convoite ce pavillon, et peut-être vous a-t-il déjà chargé...

— Il ne m'a chargé de rien, répondit Marcel par une interruption assez ferme. Il ignore complétement les affaires de mes autres cliens...

— Alors vous êtes aussi son procureur?

— Naturellement, madame la baronne, ce qui ne m'empêchera pas de lui faire payer le plus cher possible ce qu'il plaira à madame la comtesse de lui vendre, et il ne m'en saura pas mauvais gré. Il connaît trop les affaires pour ne pas savoir la valeur d'un immeuble à sa convenance.

— Mais je ne suis pas décidée à vendre celui dont nous parlons, dit la comtesse sortant d'une sorte de vague rêverie. Il ne me gêne pas. Il est habité par une personne digne et tranquille, à ce qu'on m'a dit.

— Oui, madame, dit Marcel; mais c'est un petit loyer qui ne va augmenter votre revenu que de bien peu. Pourtant, s'il vous plaît de le conserver, il sera encore utile, en ce sens qu'il représente une valeur rassurante pour les intérêts d'une de vos dettes.

— Nous verrons cela, monsieur Thierry. J'y penserai, et vous me donnerez conseil. Dites-moi le chiffre total du don que vous m'apportez.

— Trente mille livres environ.

— Dois-je remercier?

— A votre place, je n'en ferais rien! s'écria la baronne.

— Remerciez toujours, dit à voix basse le procureur. Un mot de bonté modeste et résignée ne coûte rien à un cœur comme le vôtre.

La comtesse écrivit deux lignes et les remit à Marcel.

— Espérons, dit-il en se levant, que le marquis d'Estrelle sera touché de votre douceur.

— Ce n'est point un méchant homme, reprit Julie; mais il est bien vieux, bien affaibli, et sa seconde femme le gouverne beaucoup.

— C'est une véritable peste que l'ex-Mme d'Orlandes! s'écria la baronne.

— N'en dites pas de mal, madame la baronne, reprit Marcel; elle est de ce monde et de cette opinion que vous regardez certainement comme la loi et les prophètes.

— Comment ça, monsieur le procureur?

— Elle déteste les idées nouvelles, et regarde les priviléges du sang comme l'arche sainte des traditions.

— Ne me faites pas l'affront de me comparer à cette femme-là, dit la baronne : qu'elle pense bien, c'est possible : mais elle agit mal. Elle est avare, et on prétend que, pour de l'argent, elle trahirait même ses opinions.

— Oh! alors, dit Marcel avec un sourire de doute que Mme d'Ancourt prit pour un hommage, je comprends qu'elle inspire à madame la baronne une aversion profonde.

Il prit congé et se retira.

— Cet homme-ci n'est pas trop mal élevé! dit la baronne, qui avait suivi des yeux l'aisance digne et respectueuse de sa sortie. Vous l'appelez Thierry?

— Comme son oncle le richard, et comme son autre oncle, beaucoup plus avantageusement connu, Thierry, le peintre de fleurs.

— Ah! le peintre? je l'ai presque connu, moi, ce bon Thierry! Mon mari le recevait le matin.

— Tout le monde le recevait à toutes les heures, ma très chère, du moins les gens de goût et d'esprit, car c'était un vieillard charmant, d'une éducation parfaite et d'un entretien des plus agréables.

— Apparemment le baron d'Ancourt manque d'esprit et de goût, car il ne le voulait pas à dîner...

— Je ne dis pas que le baron manque...

— Dites, dites, ça m'est bien égal, j'en sais plus long que vous là-dessus! — Et, sur cette réponse à deux tranchans, la baronne, qui dédaignait souverainement l'intellect de son mari, mais qui lui pardonnait en faveur de ses hautes prétentions à la qualité, partit d'un grand et franc éclat de rire. — Reprenons notre propos sur ces Thierry, dit-elle. Vous étiez donc liée avec l'artiste?

— Non, je ne l'ai pas connu. Vous savez que le comte d'Estrelle est tombé malade aussitôt après son mariage, que je l'ai accompagné aux eaux, et qu'en fin de compte je n'ai jamais reçu personne, puisqu'il n'a fait que languir jusqu'à sa mort.

— C'est ce qui fait que vous n'avez jamais vu le monde et que vous ne le connaissez pas. Pauvre petite, après vous être sacrifiée pour une vie brillante, vous n'avez connu que les devoirs à rendre à un moribond, les crêpes du deuil et les tracasseries d'affaires! Voyons, il faudrait pourtant sortir de tout cela, ma chère Julie ; il faudrait vous remarier.

— Ah! Dieu m'en garde! s'écria la comtesse.

— Vous voulez vivre seule et vous enterrer à votre âge? Impossible!

— Je ne peux pas vous dire que cela soit de mon goût, je n'en sais rien. J'ai tellement passé à côté de tout ce qui est la vie des jeunes femmes, mariage, fortune et liberté, que je ne me connais guère. Je sais que je me suis consumée deux ans dans la tristesse

et les ennuis, et qu'à présent, dans ma solitude, sauf les embarras d'argent, qui me répugnent fort, mais que je m'exerce à supporter sans aigreur, je me trouve dans un état plus endurable que ceux par où j'ai passé. Je suis peut-être un caractère sans ressort comme je suis un esprit sans facettes. Forcée de m'occuper pour tuer le temps, j'ai pris goût aux amusemens tranquilles. Je lis beaucoup, je dessine un peu, je fais de la musique, je brode, j'écris quelques lettres à d'anciennes amies de couvent. Je reçois quatre ou cinq personnes assez sérieuses, mais bonnes, et toujours les mêmes, ce qui me laisse dans une habitude de calme et de raison. Enfin je ne souffre pas et je ne m'ennuie pas : c'est beaucoup pour qui a toujours souffert ou bâillé. Laissez-moi donc là, mon amie. Venez me voir le plus souvent que vous pourrez sans faire de tort à vos plaisirs, et ne vous inquiétez pas de mon sort, qui n'est pas des plus mauvais.

— Tout cela est bel et bon pour quelque temps, ma chère, et vous agissez comme une femme d'esprit en faisant contre fortune bon cœur; mais chaque chose a son temps, et il n'en faut pas trop laisser passer sur l'âge de la beauté et des avantages qu'elle procure. Vous n'êtes pas, soit dit sans vous blesser, de très grande naissance; mais vous avez gagné à votre triste hymen un beau nom et un titre qui relèvent votre état dans le monde. Vous êtes veuve, ce qui vous permet de vous faire voir et connaître, et sans enfans, ce qui vous laisse toute la fleur de votre jeunesse. Vous n'avez pas de fortune: mais comme votre douaire, grevé de dettes, ne sera pas une grosse perte, vous pouvez fort bien en faire bon marché et y renoncer pour un meilleur parti que le premier. Si vous voulez vous fier à moi, je me charge de vous faire faire le genre de mariage auquel vous pouvez parfaitement prétendre.

— Le genre de mariage? Vous m'étonnez, expliquez-vous!

— Je veux dire que vous êtes trop charmante pour ne pas être épousée par amour.

— Fort bien; mais sera-ce quelqu'un que je pourrai aimer, moi?

— Si l'homme, au lieu d'être un mangeur et un fou, est vraiment riche, bien né, car il faut cela avant tout, et vous ne pouvez descendre sans blâme, s'il a de l'usage, du savoir-vivre et les instincts d'un homme de qualité, enfin si c'est un honnête homme,... que pouvez-vous exiger de plus? Il ne faut pas vous attendre à ce qu'il soit de la première jeunesse et tourné comme un héros de roman... On ne rencontre guère de ces brillans personnages qui soient disposés à choisir une personne de mérite pour ses beaux yeux; tout le monde est ruiné plus ou moins par le temps qui court!

— Je vous comprends, répondit Mme d'Estrelle avec un sourire triste, vous voulez me faire épouser quelque digne vieillard de vos amis, car je ne suppose pas que vous me proposiez un monstre.

Merci, ma chère baronne, je ne veux plus me louer au service d'un malade pour de gros honoraires, car, pour dire crûment les choses, voilà le bonheur que vous rêvez pour moi. Eh bien! autant je serais capable de servir et de soigner tendrement un père, si j'en avais un, ou seulement un vieux ami qui aurait besoin de moi, autant je suis résolue à ne pas retomber sous le joug d'un étranger infirme et morose. J'ai rempli en conscience ces tristes devoirs auprès de M. d'Estrelle, et tout le monde m'a rendu justice. Me voilà libre, je veux rester libre. Je n'ai plus de parens, il me reste quelques amis. Je ne demande rien de plus, et je vous prie très sérieusement de ne pas chercher à me faire un bonheur selon vos idées, que je ne partage pas. Vous êtes encore, mon amie, comme j'étais à seize ans quand on m'a mariée. Vous avez gardé les illusions qu'on m'avait données, vous croyez qu'on ne peut se passer de richesse et de représentation, vous êtes donc plus jeune que moi. Tant mieux pour vous, puisque le sort vous a liée à un mari qui ne vous refuse rien. C'est tout ce qu'il vous faut, n'est-ce pas? Moi, je serais plus exigeante, je voudrais aimer. Vous riez? Ah! oui, je sais vos théories. La lune de miel est courte, m'avez-vous dit cent fois, mais la lune d'or est la lumière qui ne s'éteint pas. Moi, j'ai la folie de me dire que, ne fût-ce qu'un jour, le premier jour de mon mariage, je veux aimer et croire! Sans cela, je le sais par expérience, le mariage est une honte et un martyre.

— S'il en est ainsi, dit la baronne en se levant, je vous laisse à vos rêveries, ma chère belle, et vous demande humblement pardon de les avoir interrompues.

Elle partit blessée, car elle était pénétrante, quoique sotte, et elle sentait bien que la douce Julie, en cet éclair de révolte, venait de lui dire son fait; mais elle n'était pas méchante, et au bout d'une heure elle ne lui en voulait plus. Même elle se sentait un peu triste et par momens elle était toute prête à se dire : Julie a peut-être raison!

De son côté, Julie sentit tomber son courage dès qu'elle se retrouva seule, et sa fierté se brisa dans les larmes. Elle n'était forte que par réactions nerveuses, peut-être par un besoin d'aimer plus âpre qu'elle ne se l'avouait à elle-même. Par nature, elle était timide et même craintive. Elle connaissait trop le bon cœur de la baronne pour croire à une rupture avec elle, mais elle se disait de son côté : Peut-être Amélie a-t-elle raison! Je demande l'impossible, les convenances de rang et de fortune avec l'amour! Qui rencontre cela? Personne dans ma situation. Faute du mieux, je vais peut-être tomber dans le pire, qui est l'isolement et la tristesse.

Elle prit son ombrelle, une de ces ombrelles blanches sans courbure qui étaient d'un plus joli effet dans les bosquets que nos mo-

dernes champignons, et, pensive, posant doucement sur le gazon le talon de ses petites mules, la jupe retroussée avec grâce sur le jupon plat, elle erra sous les lilas de son jardin, respirant le printemps avec une muette angoisse, tressaillant à la voix du rossignol, ne songeant à personne, et pourtant jetée en dehors d'elle-même par une aspiration immense.

De lilas en lilas, elle approcha du pavillon où une heure auparavant travaillait Julien Thierry, le fils du peintre, le neveu du richard, le cousin du procureur. Le jardin était grand pour un jardin de Paris et très beau d'arrangement et de végétation. Tous les jours, Mme d'Estrelle en faisait le tour deux ou trois fois, donnant un coup d'œil mélancolique ou affectueux à chacune des corbeilles de fleurs semées dans les gazons. Lorsqu'elle arrivait en vue des fenêtres du pavillon Louis XIII, elle ne se détournait pas et ne s'inquiétait pas des regards, ce pavillon n'ayant pas été habité pendant longtemps. Julien et sa mère n'y étaient installés que depuis un mois; Mme d'Estrelle s'était plaint à Marcel Thierry du marquis son beau-père, qui, pour ne pas laisser dormir le chétif rapport d'une propriété si modique, y avait mis des locataires inconnus. Marcel l'avait rassurée en lui disant que la nouvelle occupante était la veuve discrète et respectable de son oncle l'artiste. Il n'avait pas parlé de Julien. La comtesse ignorait peut-être que le peintre eût laissé un fils. Dans tous les cas, elle n'avait pas songé à s'en enquérir. Jamais elle ne l'avait aperçu aux fenêtres, d'abord parce qu'elle avait la vue fort basse et que les jeunes femmes de cette époque ne se servaient pas de lunettes, ensuite parce que Julien, averti du voisinage d'une personne de mœurs austères, avait eu grand soin de ne pas se montrer. Quelquefois, aux croisées du premier étage, Mme d'Estrelle avait aperçu, coiffée d'un bonnet blanc, une tête fine et pâle qui la saluait avec une déférence réservée. Elle avait franchement rendu le salut, et même avec respect, à la paisible veuve; jamais encore on n'avait échangé un mot.

Ce jour-là, Julie, voyant la croisée du rez-de-chaussée entr'ouverte, se demanda pour la première fois pourquoi elle n'avait établi aucune relation de voisinage avec Mme Thierry. Elle examina la façade du petit édifice, et remarqua que la porte qui donnait sur le fond du jardin était restée fermée en dehors, comme lorsqu'il n'était pas habité. Mme Thierry n'avait que la vue des massifs qui lui masquaient l'hôtel et une partie de la pelouse principale. Elle n'avait même pas le droit de s'asseoir au soleil, le long de son mur, au pied de ces arbustes fleuris qui entraient jusque dans son appartement, et qu'elle n'avait pas non plus le droit d'élaguer. A plus forte raison lui était-il interdit, par les conditions de son bail, de faire quelques pas sur le sable de l'allée qui longeait le mur de la rue. Bref, la

porte était condamnée, et la locataire n'avait fait adresser aucune demande importune à ce sujet.

Il est vrai de dire que la comtesse avait attendu cette demande avec la résolution d'y souscrire; mais elle avait à peine remarqué le sentiment de crainte ou de fierté qui avait empêché Mme Thierry de la lui faire. Elle s'en avisa en ce jour de retour sur elle-même et se reprocha de n'avoir pas prévenu le désir présumable de la pauvre veuve. Si c'eût été quelque grande dame ruinée, pensa-t-elle, je n'aurais eu garde d'oublier les égards que l'on doit à l'âge ou au malheur. Voilà encore une preuve de ce que je disais à la baronne : on nous fausse l'esprit et on nous dessèche le cœur en nous élevant dans les préjugés du sang. Je me sens égoïste et impolie envers cette personne qu'on m'a dit être infiniment respectable et fort gênée. Comment ai-je oublié ce qui était un devoir? — Mais voici une occasion pour tout réparer et je ne la perdrai pas, car j'ai besoin aujourd'hui de me réconcilier avec moi-même.

La comtesse approcha résolûment de la croisée et toussa deux ou trois fois comme pour avertir de sa présence, et comme personne ne bougeait, elle se hasarda à frapper contre la vitre dépolie.

Julien était sorti, mais Mme Thierry était encore là. Surprise, elle parut, et en voyant cette belle dame qu'elle connaissait bien de vue, mais à laquelle jamais encore elle n'avait adressé la parole, elle ouvrit sa fenêtre toute grande.

— Pardonnez-moi, madame, lui dit la comtesse, cette manière d'entrer en relation avec vous; mais je suis encore un peu en deuil comme vous voyez, je ne fais pas encore de visites, et j'ai, si vous le permettez, quelque chose à vous dire. Pouvez-vous, d'où vous êtes, me donner audience un instant?

— Oui certes, madame, et avec un très grand plaisir, répondit Mme Thierry sur un ton d'aisance digne et enjouée qui n'avait rien de la petite bourgeoise éblouie d'une avance.

La comtesse fut frappée de sa figure distinguée, du bon goût de sa tenue, de sa voix douce et de je ne sais quel parfum d'élégance répandu dans toute sa personne. — Asseyez-vous, je vous prie, lui dit-elle en voyant le fauteuil placé dans l'intérieur de l'épaisse embrasure, je ne veux pas vous tenir debout.

— Mais vous, madame? reprit la veuve en souriant. Ah! voici une idée! Si vous le permettez, je vous passerai un siége.

— Non, ne prenez pas cette peine!

— Si fait! Voici une chaise de canne fort légère, et à nous deux...

Toutes deux en effet firent passer la chaise de canne par-dessus l'appui de la croisée, l'une la soulevant, l'autre la recevant, et souriant toutes deux de cette opération familière qui leur improvisait une sorte d'intimité.

— Voici ce que c'est, dit Mme d'Estrelle en s'asseyant. Jusqu'à présent, vous demeuriez dans une maison appartenant au marquis d'Estrelle mon beau-père; mais d'aujourd'hui vous demeurez chez moi, M. le marquis m'ayant fait don de cette maison. J'ignore encore les conditions de votre bail, mais je présume qu'il en est une que vous consentirez à modifier.

— Veuillez me dire laquelle, madame la comtesse, répondit la veuve en s'inclinant légèrement et avec une expression de visage un peu assombrie par la crainte de quelque vexation.

— C'est, répondit la comtesse, cette vilaine porte fermée et verrouillée entre nous qui m'offusque. Si vous m'y autorisez, je la fais ouvrir dès demain. Je vous en remets les clés, et je vous invite à prendre l'exercice et la distraction de la promenade dans mon jardin autant qu'il vous plaira. Ce sera pour moi un plaisir de vous y rencontrer. Je vis fort seule, et si vous voulez bien vous reposer quelquefois dans la maison que j'habite, je ferai mon possible pour que vous ne soyez pas mécontente de mon voisinage.

La figure de Mme Thierry s'était éclaircie. L'offre de la comtesse lui faisait un vrai plaisir. Voir à toute heure un beau jardin et n'y pouvoir poser le pied est une sorte de supplice. En outre elle fut vivement touchée de la grâce de l'invitation, et comprit tout de suite qu'elle avait affaire à une femme de cœur parfaitement aimable. Elle remercia avec une cordialité charmante, sans rien perdre de la dignité douce de ses manières, et tout aussitôt l'entretien s'engagea entre elles comme si elles se fussent toujours connues, tant leur sympathie fut subite et réciproque.

— Vous vivez seule? disait Mme Thierry; mais c'est par situation momentanée, et non par goût?

— C'est aussi par crainte du monde et méfiance de moi-même. Et vous, madame, est-ce que vous l'aimez, le monde?

— Je ne le haïssais pas, dit la veuve. Je l'ai quitté par amour, je l'ai oublié, puis je l'ai retrouvé sans effort et sans enivrement. Enfin je l'ai quitté de nouveau par nécessité et sans regret. Tout ceci vous paraît un peu obscur?

— Je sais que M. Thierry avait une grande aisance, de belles relations, qu'il allait dans le monde, et qu'il recevait chez lui l'élite des gens d'esprit.

— Mais vous ne savez pas notre vie d'auparavant? Elle a fait un peu de bruit dans le temps; mais c'est déjà loin, et vous êtes si jeune!

— Attendez! dit la comtesse. Je vous demande pardon de mon oubli. A présent, je me souviens : vous aviez de la naissance?

— Oui, j'étais Mlle de Meuil, d'une bonne famille de gentilshommes lorrains. J'étais même assez riche, si je consentais à me

marier au gré de mes tuteurs. J'ai aimé M. Thierry, qui n'était alors qu'un petit artisan sans nom et sans avoir. J'ai tout quitté, j'ai rompu avec tout, j'ai tout perdu pour devenir sa femme. Peu à peu il est devenu célèbre, et, en même temps qu'il lui venait des ressources, je recueillais mon héritage. Nous avons donc été récompensés de notre constance, non pas seulement par trente ans d'amour et de bonheur, mais encore par une certaine prospérité dans notre vieillesse.

— Alors, à présent...

— Oh! à présent c'est autre chose!... Je suis heureuse encore, mais autrement. J'ai perdu mon bien-aimé compagnon, et avec lui toute aisance; mais il me reste des consolations si grandes...

Mme Thierry allait parler de son fils, lorsqu'un valet en livrée vint dire à la comtesse que sa vieille amie Mme Desmorges l'attendait à l'hôtel.

— Demain, dit Julie à Mme Thierry en se levant, nous causerons tout à notre aise, chez vous ou chez moi. Je veux savoir tout ce qui vous concerne, car en vérité je sens que je vous aime. Pardonnez-moi de vous le dire comme cela, mais c'est comme cela! Je vais recevoir une personne âgée que je ne puis faire attendre, mais en même temps je donnerai des ordres pour que les ouvriers soient ici demain, et pour que votre prison soit ouverte.

Mme Thierry resta enchantée de Mme d'Estrelle. Elle était vive et spontanée, jeune de cœur toujours, enthousiaste, pour avoir vécu dans le foyer d'enthousiasme d'un artiste aimé et assez romanesque, comme devait l'être une femme qui avait tout sacrifié à l'amour. Dans le premier mouvement, elle eût raconté avec feu à son fils ce qui venait de se passer; mais il n'était pas là, elle s'ingénia à lui ménager la surprise dont elle venait de jouir. Bien des fois, en passant d'une sorte d'opulence relative à leur état présent de gêne et de souci, Julien s'était alarmé des privations qui menaçaient sa mère. Ils avaient eu à Sèvres une jolie maisonnette, avec un beau jardin où Mme Thierry cultivait elle-même avec amour les fleurs qui servaient de modèles à son mari et à son fils. Il avait fallu tout vendre. Le cœur de Julien s'était serré en voyant la pauvre vieille enfermée, à Paris, dans ce pavillon, loué pour le prix le plus modique. Il avait espéré d'abord qu'elle pourrait jouir au moins des enclos environnans; mais le bail lui avait appris que ni M. le marquis d'Estrelle, leur propriétaire, ni le riche Thierry, leur proche voisin et leur proche parent, ne les autorisaient à se promener ailleurs que dans la rue, encore encombrée de maçons et de matériaux pour les constructions nouvelles.

— Il s'est plaint amèrement de cette porte condamnée, se disait Mme Thierry en songeant à son fils. Il a eu dix fois l'idée d'aller de-

mander à la comtesse de lever pour moi l'interdit, en s'engageant, lui, sur l'honneur, à ne jamais franchir le seuil du pavillon. Je l'ai empêché de faire une démarche qui eût pu nous attirer des humiliations. Comme il va être content de me voir en liberté! Mais comment m'y prendrai-je pour faire de ceci un petit coup de théâtre? Si je lui donnais une commission pour demain matin, pendant le travail des ouvriers?

Elle arrangeait sa surprise dans sa tête, quand Julien rentra pour dîner. La chaise de canne était encore auprès de l'appui de la croisée. En dehors, et contre cette chaise, par terre, Mme d'Estrelle avait laissé glisser et oublié son ombrelle blanche (on disait alors un *parasol*). Mme Thierry était passée dans sa cuisine pour dire à son unique domestique, une grosse servante normande, de rentrer la chaise. Elle n'avait pas aperçu l'ombrelle. Julien vit donc ces deux objets sans être prévenu de rien. Il devina sans comprendre; il eut un éblouissement, un battement de cœur, et sa mère le trouva si bouleversé, si ému, si étrange, qu'elle eut peur, croyant qu'un malheur venait de lui arriver.

— Qu'est-ce donc? lui cria-t-elle en accourant vers lui.

— Rien, mère, répondit Julien après un peu de lutte avec lui-même pour surmonter son émotion. Je suis venu vite, j'ai eu très chaud, la fraîcheur de l'atelier m'a saisi. J'ai faim, dînons, tu m'expliqueras à table ce que signifie la visite que tu as reçue...

Il rentra la chaise, déplia et replia le parasol, le tint longtemps dans ses mains, affectant un air d'insouciance; mais ses mains tremblaient, et son regard ne pouvait soutenir celui de sa mère.

— Mon Dieu! se dit-elle intérieurement, est-ce que ce redoublement de tristesse depuis quinze jours, est-ce que ce refus de chanter, ces soupirs étouffés, ces airs un peu bizarres, ce manque de sommeil et d'appétit viendraient?... Mais il ne la connaît pas, il l'a à peine entrevue de loin... Ah! mon pauvre enfant, serait-il possible?...

Ils se mirent à table. Julien questionna sa mère avec assez de calme. Elle lui raconta la visite de la comtesse avec beaucoup de ménagemens et en renfermant en elle-même l'élan de cœur qui l'eût rendue éloquente sur ce sujet, sans la découverte qu'elle venait de faire ou le danger qu'elle commençait à pressentir.

Julien se sentit observé par sa mère, il s'observa lui-même. Il n'avait jamais eu de secret pour elle, mais depuis quelques jours il en avait un, et la crainte de l'alarmer le rendait dissimulé. — Cette démarche de Mme d'Estrelle, dit-il, est d'une honnête et sage personne. Elle a compris,... un peu tard peut-être, les égards qu'elle te devait... Sachons-lui gré de son bon cœur. Tu lui as dit, j'imagine, que j'avais assez de savoir-vivre pour ne pas me croire compris dans la permission qu'elle t'accorde?

— Cela allait sans dire. Je ne lui ai pas du tout parlé de toi.

— Au fait! elle ignore probablement que j'existe, et pour qu'elle ne se repente pas de ses gracieusetés, tu feras peut-être aussi bien de ne jamais lui parler de ton fils.

— Pourquoi ne lui en parlerais-je pas? Cela viendra ou ne viendra point, selon les hasards de la conversation.

— Tu comptes donc la revoir souvent? aller chez elle peut-être?

— La rencontrer au jardin, c'est indubitable; aller chez elle, cela dépendra de la durée de son bon accueil.

— Elle a été aimable?

— Fort aimable et naturelle.

— Elle a de l'esprit?

— Je ne sais pas; elle a, je crois, du bon sens.

— Aucune morgue de grande dame?

— Elle ne m'en a pas montré.

— Est-elle jeune?

— Mais oui.

— Et assez jolie, à ce qu'on dit?

— Ah çà! tu ne l'as donc jamais vue?

— Si fait, mais de loin. Je ne me suis jamais trouvé près des fenêtres quand elle passait par notre allée.

— Tu sais pourtant qu'elle y passe tous les jours?

— C'est toi qui me le disais. Tu me crois donc bien curieux de regarder les belles dames qui passent? Je ne suis plus un écolier, ma petite maman, je suis un homme, et j'ai l'esprit mûri par les catastrophes.

— As-tu donc appris encore quelque chose de fâcheux chez Marcel?

— Au contraire, l'oncle Antoine a répondu pour nous.

— Ah! enfin! et tu ne me le disais pas!

— Tu me parlais d'autre chose.

— Qui t'intéressait davantage?

— Franchement oui, pour le moment! Je suis vraiment heureux des promenades qu'à chaque instant tu pourras faire dans ce jardin. Je ne serai pas là pour te donner le bras, puisque... naturellement cela ne m'est pas permis; mais je te verrai sortir, et puis rentrer moins pâle, avec un peu d'appétit, j'espère!

— De l'appétit! c'est toi qui en manques! Tu n'as encore presque rien mangé aujourd'hui et tu disais avoir faim. Où vas-tu donc?

— Reporter au suisse de l'hôtel d'Estrelle le parasol de madame. Il ne serait pas poli de n'y pas songer tout de suite.

— Tu as raison, mais Babet va le reporter. Il est fort inutile de te montrer aux gens de l'hôtel. Cela pourrait faire jaser.

Mme Thierry prit le parasol et le mit elle-même dans les mains de sa servante.

— Pas comme cela! s'écria Julien en le reprenant. Babet va ternir la soie avec ses mains qui ont chaud. — Il enveloppa lui-même l'ombrelle avec soin dans du papier blanc, et l'abandonna à Babet, non sans regret, mais sans hésitation. Il voyait bien l'anxiété de sa mère, qui l'examinait.

Babet resta dehors dix minutes; c'était plus de temps qu'il n'en fallait pour longer l'enclos par la rue, pour entrer dans la cour de l'hôtel et revenir. Elle reparut enfin avec l'ombrelle et un billet de la comtesse. « Madame, vous avez besoin d'un parasol, puisque vous allez vous exposer au soleil. Soyez assez bonne pour vous servir du mien; je veux vous ôter tout prétexte pour ne pas venir chez votre servante,

« JULIE D'ESTRELLE. »

Mme Thierry regarda encore Julien, qui faisait bonne contenance en retirant le papier dont il avait enroulé le parasol. Dès qu'elle eut le dos tourné, il le couvrit de baisers comme un enfant romanesque et passionné qu'il était malgré sa prétention d'être un homme mûr. Quant à la pauvre mère, méfiante et incertaine, elle se disait tristement que tout plaisir est escorté d'un danger dans ce monde, et qu'elle aurait peut-être à regretter l'aimable avance de sa trop séduisante voisine.

Le lendemain, la porte roulait sur ses gonds, et on remettait les clés à Mme Thierry, qui, poussée par Julien, se hasardait timidement sur les domaines fleuris de la comtesse. Celle-ci s'était promis de lui faire en personne les honneurs de ses primevères et de ses jacinthes, lorsqu'une inévitable révélation de Marcel changea le cours de ses idées et refroidit un peu son zèle.

Le procureur venait l'entretenir encore de ses affaires. Elle se hâta de lui raconter qu'elle avait fait connaissance avec sa tante, dont elle lui dit tout le bien possible. De là elle passa aux questions. — Cette aimable dame m'a dit sa naissance, son inclination, son bonheur passé, et elle allait m'entretenir de ce qu'elle appelle son bonheur présent, lorsque nous avons été interrompues. Je la croyais très malheureuse au contraire. Ne m'avait-on pas dit qu'elle était forcée de vendre tout ce qu'elle a?

— C'est la vérité, répondit Marcel; mais il y a dans le caractère de ma noble tante quelque chose que tout le monde ne peut pas comprendre, et que vous comprendrez pourtant très bien, vous, madame la comtesse. Voici en deux mots l'histoire de son mari et la sienne. Mon oncle l'artiste avait un grand cœur, beaucoup de talent et d'esprit, mais fort peu d'ordre et pas du tout de prévoyance. N'ayant jamais rien possédé dans sa jeunesse et gagnant au jour le

jour le nécessaire d'abord, le superflu ensuite, il se laissa entraîner par sa témérité naturelle, et comme il avait des goûts un peu princiers, des goûts d'artiste, c'est tout dire, il établit bientôt sa dépense sur un pied très agréable, mais très précaire. Il aimait le monde, il y était goûté; il n'y allait pas à pied, il avait voiture; il donnait de petits dîners exquis dans ce qu'il appelait sa chaumière de Sèvres, encombrée de fantaisies luxueuses et d'objets d'art qui lui coûtaient gros : si bien qu'il s'endetta. L'avoir de sa femme paya le passé et soutint la continuation de cette vie hasardeuse et charmante. Quand il mourut, la dette s'était reconstituée de plus belle. Ma bonne tante le savait et ne voulait pas attrister, par la moindre prévoyance de l'avenir de son fils, cette vieillesse insouciante et légère. « Mon fils est raisonnable, disait-elle; il apprend son art avec passion. Il aura autant de talent que son père. Il sera pauvre, et il fera sa fortune. Il passera par les épreuves et les succès que son père a traversés avec honneur et courage, et, tel que je le connais, il ne me reprochera jamais d'avoir mis toute ma confiance dans son bon cœur. » La chose est arrivée comme elle l'avait annoncée. A la mort de son père, Julien Thierry, découvrant qu'il ne lui restait que des dettes, s'est mis bravement en mesure de faire honneur à tout, et, loin de s'en plaindre, il a dit à sa mère qu'elle avait bien fait de ne jamais contrarier le meilleur des pères. Moi, ce n'est pas trop mon avis, je le confesse. Le meilleur des pères est celui qui sacrifie ses goûts et ses plaisirs au bien-être de ceux qui lui survivront. Mon oncle le peintre était un grand homme, autant vaut dire un grand enfant. C'est très joli, le génie; mais le dévouement à ceux qu'on aime est une plus belle chose, et, je vous le dis bien bas, la veuve et le fils de mon oncle me paraissent beaucoup plus grands que lui. Qu'en pense madame la comtesse?

La comtesse était devenue rêveuse tout en écoutant avec attention. — Je pense comme vous, monsieur Thierry, répondit-elle, et de tout mon cœur j'admire ces gens-ci.

— Mais il semble, reprit Marcel, que mon récit vous ait attristée?

— Peut-être; il me donne à penser. Savez-vous que je suis frappée de l'exemple que donnent certaines existences? Je vois que Mme Thierry est, comme moi, dans un cas de veuvage et de ruine; mais je la vois heureuse quand même, tandis que je ne le suis point. Elle est fière de payer les dettes d'un époux tendrement aimé,... et moi... Mais je ne veux pas revenir sur la confession qui m'est échappée hier devant vous. Je veux vous faire une question. Ce fils, ce très bon fils de la digne veuve, où est-il?

— A Paris, madame, où il travaille fort bien et commence à se tirer d'affaire en faisant des tableaux presque aussi bons déjà que ceux de son père. Des amis puissans s'intéressent à lui, et le pous-

seraient plus vite s'il était moins scrupuleux et moins fier; mais avec un peu de temps il deviendra riche à son tour, et déjà il ne doit plus qu'une misère, dont notre oncle Antoine s'est décidé à répondre, voyant qu'il n'y risquait plus rien.

— Cet oncle enrichi est donc aussi craintif, aussi économe que le marquis mon beau-père?

— Non, madame; c'est un tout autre genre d'égoïsme. Ce serait bien long à vous dire, et voici l'heure du palais.

— Oui, oui, une autre fois, monsieur Thierry. Courez à vos devoirs. Voici vos actes signés; revenez bientôt!

— Dès que vos affaires me le commanderont; comptez sur mon exactitude, madame la comtesse.

— N'y mettez pas tant de cérémonie. Venez me voir sans motif d'affaires, quand vous en avez le temps. Je vous dois beaucoup, monsieur Thierry. Vous ne m'avez pas seulement donné sur ma situation des idées nettes qui m'étaient bien nécessaires. Vous m'avez donné de bons conseils, où vous n'avez pas égaré ma loyauté pour sauver mes intérêts. Enfin je vois que vous avez de l'estime pour moi, un peu d'amitié peut-être, et je vous en remercie de tout mon cœur.

La comtesse avait une manière de dire ces choses simples qui leur donnait un charme extrême. Chaste et digne en toutes ses actions et en toutes ses paroles, elle avait ce je ne sais quoi d'attendri et d'abandonné qui révélait un cœur trop plein, un cœur qui cherche à bien placer son superflu. Certes la baronne l'eût trouvée trop affectueuse et trop reconnaissante envers ce petit procureur, trop heureux de la servir. Elle lui eût dit qu'il ne fallait pas gâter des gens de cette espèce en leur montrant qu'ils vous étaient nécessaires. Julie, sûre d'elle-même dans sa touchante humilité, ne craignait pas de placer trop bas son amitié en l'accordant à un homme habile et honnête, et puis il se faisait en elle, on l'a vu, une réaction insensible et pourtant rapide contre le milieu où elle avait jusque-là vécu.

— L'aimable femme! se disait Marcel Thierry en la quittant. Le diable m'emporte, si je n'étais procureur, marié à la meilleure femme du monde et père d'un assez grand garçon, toutes choses qui donnent bien des garanties à la solidité d'une cervelle d'homme, je serais amoureux de cette comtesse, moi! oh! mais amoureux comme un fou, oui-da! Je raconterai ça ce soir à madame ma femme, et je la ferai bien rire!

— Comment se fait-il, pensait Mme d'Estrelle en ce moment, que je n'aie pas demandé à Thierry ce qu'il va m'importer de savoir? J'y ai pensé, et puis je l'ai oublié. Il faut pourtant que je m'informe! Si ce jeune Thierry demeure avec sa mère, il n'est pas convenable que mon jardin devienne son lieu de promenade. Après ça, ce n'est

peut-être pas un jeune homme. M'a-t-on dit qu'il fût jeune? Son père était fort vieux. M'a-t-on dit qu'il fût si vieux? Je ne me souviens vraiment plus. Voyons, mes gens doivent savoir... Les laquais savent tout...

Elle sonna. — Camille, dit-elle à sa femme de chambre, Mme Thierry, qui demeure là-bas, dans le vieux pavillon, une très digne personne, je le sais, a-t-elle des enfans? Je lui ai parlé hier, mais je n'ai pas songé à le lui demander.

— Elle a un fils, répondit Camille.

— De quel âge à peu près?

— Sa figure dit vingt-cinq ans.

— Il est marié sans doute?

— Non, madame.

— Où demeure-t-il?

— Dans le pavillon, avec sa mère.

— Est-ce un bon sujet? Que dit-on de lui?

— C'est un grand bon sujet, madame la comtesse. Tout le monde en dit du bien. Ils sont très pauvres, et ils paient tout sans faire attendre personne. Avec ça, point regardans et ne faisant aucune petitesse. On dirait absolument des gens bien nés.

Camille n'adulait pas sa maîtresse en parlant ainsi. Elle aussi avait des prétentions à la naissance et aux revers de fortune. Elle disait avoir des échevins parmi ses ancêtres.

— Mon Dieu, Camille, la naissance n'y fait rien, dit la comtesse, que les airs de sa suivante impatientaient souvent.

— Pardon, madame la comtesse, reprit Camille piquée; je croyais que ça faisait tout!

— C'est comme vous voudrez, ma chère. Allez me chercher mon parasol gris. — Ils ont tous tant de morgue par le temps qui court, pensa Mme d'Estrelle, qu'ils me dégoûteront de tout préjugé; ils me feront aimer Jean-Jacques Rousseau plus que de raison, et vraiment j'arrive à me demander si les grands ne jouissent pas un peu de leur reste et si ces vieilleries ne commencent pas à être bonnes pour amuser nos valets.

Elle prit son parasol gris avec je ne sais quel vague dépit intérieur, et puis elle s'assit dans son salon, ouvert au soleil d'avril, se disant qu'elle ne devait plus aller du côté du pavillon, et peut-être plus du tout dans son jardin.

C'est alors que Mme Thierry, ne la voyant pas venir à sa rencontre, ainsi qu'elle s'y attendait, se hasarda à aller la saluer jusque chez elle pour la remercier. Mme d'Estrelle la reçut avec grande politesse; mais la veuve était trop pénétrante pour ne pas voir quelque chose d'embarrassé dans son accueil, et elle était à peine assise qu'elle lui fit son remercîment et se leva pour s'en aller.

— Déjà? lui dit la comtesse. Vous me trouvez maussade, je parie, et j'avoue que j'éprouve aujourd'hui avec vous un peu de gène qui me rend sotte. Eh bien! finissons-en tout de suite avec cette niaiserie que vous me pardonnerez bien. Quand j'ai été vous parler hier, je ne savais pas du tout que vous aviez un fils jeune et fort honnête homme, dit-on, qui demeure avec vous...

— Laissez-moi vous dire le reste, madame la comtesse. Vous craignez...

— Oh! mon Dieu, je crains qu'on ne jase, voilà tout. Je suis jeune, seule au monde, sans protection immédiate, dépaysée dans une famille qui ne m'a acceptée qu'à regret, je l'ai su trop tard, et qui me blâme de ne pas vouloir passer dans un couvent le temps de mon veuvage.

— Je sais tout cela, madame la comtesse, mon neveu Marcel me l'a dit. Jalouse du soin de votre honneur, je ne veux donc pas que votre bonté vous entraîne. Il ne faut pas que vous veniez auprès du pavillon tant que j'y demeurerai, il ne faut même plus que j'en sorte et que je me présente chez vous. Voilà ce que je venais vous dire. Il n'est pas nécessaire d'ajouter que pas un seul instant mon fils n'a songé à se croire compris dans la permission que vous m'avez si gracieusement octroyée hier.

— Eh bien! s'écria la comtesse, ce dernier point est tout ce qu'il me faut. Je vous remercie de votre délicatesse, qui m'autorise à ne pas vous rendre vos visites; mais quant au reste je ne l'accepte pas. Vous vous promènerez chez moi, et vous viendrez me voir.

— Il vaudrait peut-être mieux que je n'y vinsse pas!

— Non, non, reprit vivement Julie, vous viendrez, je le veux! et si vous ne venez pas, il faudra que j'aille vous chercher et frapper encore à votre vitre, ce qui me compromettra. Voyez si vous voulez, ajouta-t-elle en riant, que je me *perde* pour vous! Je vous avertis que j'en suis capable.

Mme Thierry ne sut pas résister au charme de cette ingénuité généreuse. Elle céda, se promettant de fuir à l'autre bout de Paris, si ce qu'elle pressentait de la passion de Julien n'était pas une rêverie de son imagination maternelle.

— Réglons maintenant, dit la comtesse, et pour en finir avec tout danger de médisance, nos conditions de voisinage. Le pavillon n'a que quatre fenêtres qui donnent sur mon jardin. Les deux d'en bas... Je ne connais pas le local!

— Les deux d'en bas servent d'atelier à mon fils et de salon à moi. Nous nous tenons toujours là; mais les croisées ont un dormant de quatre vitres dépolies, et nous ne prenons l'air que par les vitres du haut, qui sont souvent ouvertes en cette saison.

— Alors vous ne voyez pas chez moi, comme on dit! Pourtant

hier ce dormant à vitres dépolies ne dormait pas, et le châssis était entr'ouvert.

— C'est vrai, madame la comtesse; il y avait un carreau brisé que vous avez pu remarquer.

— Non, je vois mal, ce qui fait que je regarde peu.

— J'avais donc pu ouvrir le châssis par exception; mais dès ce matin il a été réparé et fixé. Le jour pris d'en bas incommoderait beaucoup mon fils pour peindre, et il étend une toile verte sur le vitrage à l'intérieur. Il faudrait donc qu'il montât sur une chaise pour regarder exprès chez vous, et comme c'est un homme sérieux, et pas du tout un écolier mal appris...

— Bien, bien! Me voilà fort tranquille pour le rez-de-chaussée. Les fenêtres d'en haut...

— Sont celles de ma chambre. La chambre de mon fils donne sur la rue.

— Et il ne se tient jamais chez vous? Jamais personne de chez moi ne verra un homme à vos fenêtres?

— Jamais cela n'est arrivé, et cela n'arrivera jamais. Je m'y engage.

— Jamais il ne se montrera non plus, fût-ce pour un instant, sur la porte du jardin? Vous l'avertirez.

— Soyez parfaitement tranquille à cet égard. Mon fils est homme d'honneur.

— Je n'en doute pas. Recommandez-lui le mien, et n'en parlons plus, c'est-à-dire ne parlons plus de moi, car vous défendre de parler de lui serait fort cruel. Je sais qu'il fait votre orgueil et votre bonheur, et je vous en félicite.

Mme Thierry s'était bien promis de ne plus dire un mot sur le compte de Julien, mais il lui fut impossible de se tenir parole. De réticence en réticence, elle arriva à exprimer son idolâtrie pour ce fils adoré et véritablement digne de l'être. La comtesse écouta l'énumération des qualités et des vertus du jeune artiste sans aucun scrupule déplacé. Elle devint pourtant un peu mélancolique à l'idée qu'elle n'aurait peut-être jamais d'enfans pour occuper sa jeunesse et consoler ses vieux jours. Mme Thierry devina sa secrète pensée et parla d'autre chose.

Que faisait Julien pendant qu'on parlait de lui dans le petit salon d'été de l'hôtel d'Estrelle? Il travaillait, ou il était censé travailler. Il se dérangeait souvent, il avait froid et chaud, il tressaillait au moindre bruit. Il se disait que son nom était peut-être en ce moment par hasard sur les lèvres de la comtesse, qu'elle faisait par politesse quelque question sur son compte sans écouter la réponse. Il approchait de la croisée, dont le châssis inférieur était bien réellement recloué et recouvert d'une toile verte; mais à cette toile il y

avait une fente imperceptible, à cette vitre dépolie il y avait une veine transparente, et par cette fissure perfide, habilement découverte et habilement cachée, il voyait tous les jours Mme d'Estrelle errer à travers les bosquets de son jardin et parcourir l'allée que, du pavillon, on découvrait tout entière. Julien savait, à une minute près, les heures assez régulières de cette promenade. Quand un incident quelconque en dérangeait l'habitude, des pressentimens mystérieux, des instincts divinatoires qui n'appartiennent qu'à l'amour, et surtout aux premières amours, lui faisaient connaître l'approche de Julie. Il avait alors mille prétextes, plus ingénieux les uns que les autres, pour écarter l'œil vigilant de sa mère et pour contempler sa belle voisine, ou bien il avait quelque chose à chercher dans sa chambre, il montait au premier, et, sa mère étant en bas, il entrait dans la chambre de sa mère et regardait à travers la jalousie. Enfin il adorait Julie depuis quinze jours, et Julie pensait qu'il ne l'avait jamais aperçue, et Mme Thierry mentait sans le savoir en disant que son fils ne pouvait rien voir de l'atelier et ne regardait jamais par les croisées de sa chambre.

Il y avait bien pour Julien lui-même quelque chose d'insensé, ou tout au moins d'inexplicable, dans cette passion soudaine qui l'envahissait, lui raisonnable à tous autres égards; mais comme à tout effet il y a une cause, c'est à nous de la chercher, et de ne pas admettre trop d'invraisemblance dans les faits humains.

Marcel venait très souvent, avec ou sans sa femme, passer une partie de la soirée chez sa tante Thierry. Julien et lui s'aimaient tendrement, et, bien qu'ils fussent souvent en désaccord, Marcel trouvant Julien trop romanesque, Julien trouvant Marcel trop positif, ils se fussent fait tuer l'un pour l'autre. Marcel parlait volontiers de sa clientèle, qui prenait du développement. Quand Julien lui disait : « Et ton étude, est-ce qu'elle fleurit? » il répondait : « Elle bourgeonne, mon petit, elle bourgeonne! J'ai des cliens qui me rapportent souvent plus d'honneur que de profit, et ce ne sont pas ceux auxquels je tiens le moins. » Parmi ces cliens ennemis des procès, mais qui lui créaient d'utiles ou d'agréables relations, Marcel citait la comtesse d'Estrelle en première ligne. Il la cita si souvent et en si bons termes, il dit et pensa tant de mal de l'indigne mari de cette belle veuve, il maudit si bien l'inhumaine avarice de la famille, il porta tant d'intérêt au doux et noble caractère de Julie, il lui échappa si involontairement de vanter ses charmes, que Julien fut curieux de la voir; il la vit et l'aima, s'il ne l'aimait déjà avant de l'avoir vue.

Julien n'avait pas encore aimé. Il avait vécu fort sagement, il venait d'éprouver un grand chagrin, il était dans toute la plénitude de son développement physique et moral; sa sensibilité était surexcitée par de grands efforts de courage, par un échange continuel de ten-

dresse ardente avec sa tendre mère, par une disposition à l'enthousiasme qui lui venait d'un long contact avec un père enthousiaste. Il vivait dans la retraite, il se refusait toute distraction et travaillait avec acharnement pour conserver l'honneur de son nom et préserver sa mère de la détresse. Il fallait bien que tout cela eût une issue, et que ce généreux cœur fît explosion. Nous n'en dirons pas davantage, et c'est même beaucoup trop pour expliquer cette chose impossible qui se voit tous les jours, une aspiration obstinée, violente, immense, vers un but que l'on sait insaisissable. Il y avait déjà longtemps à cette époque que La Fontaine avait dit tout bonnement ce refrain dès lors proverbial :

> Amour, amour, quand tu nous tiens,
> On peut bien dire : Adieu prudence!

Or, pendant que la comtesse causait avec Mme Thierry et Julien avec lui-même, Marcel Thierry causait non loin de là avec son oncle, Antoine Thierry, le vieux garçon, l'ex-armateur, le riche de la famille.

Lecteur bénévole, comme on disait au temps où se passe cette histoire, veuille nous suivre dans la rue Blomet, en partant de l'hôtel d'Estrelle, rue de Babylone, en longeant pendant cinq minutes le mur du jardin, en passant devant le pavillon Louis XIII, en suivant, le long d'un chemin vert sur les marges, boueux et défoncé par le milieu, destiné à faire la prolongation de la rue, un autre mur d'enclos beaucoup plus grand que celui de Mme d'Estrelle, enfin en tournant à gauche et en gagnant par une autre rue en herbe, c'est le cas de le dire, l'angle de la rue Blomet, où se dresse une grande maison style Louis XIV, ancien hôtel de Melcy, acheté et habité par M. Antoine Thierry. Si M. Antoine Thierry eût consenti à nous laisser traverser son immense enclos, nous eussions pu partir de chez Julien et couper à angle droit à travers les pépinières, jusqu'à la façade intérieure de l'hôtel; mais l'oncle Antoine veut être maître chez lui, et il ne souffre aucune servitude, même en faveur de la veuve et du fils de son frère. Marcel, en quittant la comtesse, a donc fait à pied cette promenade moitié ville et moitié campagne, et le voilà dans le cabinet du richard, ancien boudoir à plafond peint et doré, encombré de rayons et d'étagères chargés de sacs de graines, d'échantillons de fruits moulés en cire et de corbeilles remplies d'objets et d'outils relatifs à l'horticulture.

Pour arriver à ce cabinet, lieu de délices du propriétaire, il a fallu traverser des galeries et de vastes salons écrasés de dorures en relief d'un grand style, mais noircies par l'abandon et l'humidité, car en tout temps les fenêtres sont fermées, les volets pleins sont clos; le richard ne s'arrête jamais dans ces appartemens majestueux,

il n'y reçoit jamais, il ne donne ni fêtes ni repas, il n'aime personne, il se défie de tout le monde. Il aime les fleurs rares et les arbres exotiques, il estime aussi la production des arbres fruitiers, et il médite incessamment sur la taille et la greffe de ses *sujets*. Il voit et dirige lui-même une vingtaine de jardiniers qu'il paie bien et dont il protége les familles. Ne lui parlez jamais de s'intéresser à d'autres gens que ceux qui flattent ou servent son caprice ou sa vanité.

Cette passion du jardinage lui est venue jadis par hasard. Un des navires qui faisaient à son compte et à son profit les voyages d'échange et de commerce lui a rapporté de Chine diverses graines qu'il a laissé négligemment tomber dans un vase rempli de terre. Les graines ont germé, les plantes ont poussé et se sont couvertes de belles fleurs. L'armateur, qui ne comptait pas sur ce résultat et qui d'ailleurs n'avait de sa vie regardé une plante, s'est fort peu ému d'abord; mais un autre hasard a amené chez lui un connaisseur qui s'est extasié et a déclaré ce précieux végétal absolument nouveau et inconnu dans la science.

Cette découverte a décidé de la vie de M. Antoine. Il avait toujours dédaigné les fleurs : il ne les comprendra peut-être jamais, car il est totalement dépourvu du sens artiste; mais sa vanité, qui l'étouffait faute d'alimens, a trouvé cette aubaine, et ceci devient la seule gloire à laquelle il puisse atteindre. Il a un frère qui peint les fleurs, qui les interprète, qui les chérit et leur donne la vie; on admire ce frère, on fait plus de cas d'une légère ébauche de son pinceau que de toutes les richesses de son frère aîné. Cet aîné le sait bien, et il en est jaloux. Il ne peut entendre parler art sans lever les épaules. Il trouve le monde injuste et sot de s'amuser à des bagatelles et de ne pas admirer le savoir-faire d'un homme qui, parti de rien, remue les écus à la pelle. Il est chagrin, soucieux. — Mais voilà tout changé : à son tour, il va devenir une notoriété. Les fleurs que son frère fait sortir de la toile, il les fera, lui, sortir de terre, et ce ne seront pas de vulgaires fleurs que tout le monde connaît et nomme en les voyant : ce seront des raretés, des plantes venues des quatre coins du monde, que les savans se creuseront la tête pour définir, classer et baptiser. La plus belle portera son nom, à lui! On a déjà voulu le donner à plusieurs de ses élèves, mais rien ne presse, puisque chaque année sa collection s'enrichit de quelque merveille arrivée de loin. Il attendra et il attend encore une certaine liliacée qui puisse surpasser toutes les autres, et qui, à son nom de genre, joindra le nom spécifique d'*Antonia Thierrii*.

On a le temps de s'y prendre, car l'oncle, âgé de soixante-quinze ans, est encore vert et robuste. C'est un homme trapu, maigre et d'une assez belle figure, mais dont les mains durcies par l'éternel tripotage de la terre, le teint hâlé par l'éternel contact de l'air exté-

rieur, la chevelure négligée et les habits poudreux, le dos voûté par le travail corporel, présentent en plein Paris, au sein d'un palais dont il est le maître insouciant et absorbé, l'image d'un villageois aux manières rustiques, aux préoccupations tenaces, à l'esprit positif et frondeur, au langage incorrect, absolu et tranchant. Il n'a reçu aucune éducation, il est resté stupide à l'égard de tout ce qui est élégance ou poésie. Toute philosophie idéaliste le rend presque furieux. Toute son intelligence, car il en a, et beaucoup, s'est concentrée sur les calculs de prévoyance. C'est par là qu'il s'est enrichi, c'est par là qu'il est un horticulteur émérite.

Marcel salue son oncle avec plus de rondeur que de déférence. Il sait que les hommages seraient peines perdues, que c'est en luttant d'obstination, de rudesse au besoin, qu'on peut amener l'armateur à céder en quoi que ce soit. Il sait que son premier mouvement est de dire non, que non sera peut-être son dernier mot, mais que, pour avoir sur cent *non* un pauvre *oui*, il faut batailler sans défaillance. Marcel est bien trempé (il est de la famille), et l'habitude de la lutte, surtout de la lutte contre son oncle, lui a fait trouver une sorte d'âpre plaisir à cette occupation qui en un instant rebuterait un artiste. — Voilà, dit-il pour commencer, je vous apporte quelque chose à signer.

— Je ne signe rien; ma parole suffit.

— Oui, avec ceux qui vous connaissent.

— Tout le monde me connaît.

— Presque tout le monde; mais j'ai affaire à des idiots. Signez, signez, allons!

— Non, c'est comme si tu chantais. Ma parole vaut de l'or; tant pis pour qui en doute.

— Alors voyez le créancier acquéreur de la maison de Sèvres, il s'en contentera certainement: mais jusque-là il doutera de mes pouvoirs.

— Tu as donc une mauvaise réputation?

— Apparemment.

— Comme tu dis ça, toi!

— Que voulez-vous que je vous dise? Si je vous disais le contraire, vous ne signeriez pas, et je veux vous faire signer.

— Ah! tu veux!... Et pourquoi?

— Parce que ça m'ennuie, me fatigue et me dérange de retourner à Sèvres pour attendre qu'on se décide à venir vous trouver, tandis que l'envoi de ce papier par mon clerc lèvera toutes les difficultés et m'épargnera des pas et de la dépense. Y sommes-nous?

— Tu fais de moi ce que tu veux, — répondit l'armateur en prenant la plume. Il la trempa trois fois dans l'encre sans se décider, lut et relut la pièce qui le faisait débiteur responsable d'un reliquat

de six mille livres dans la succession de son frère, regarda Marcel dans les yeux pour voir s'il était inquiet ou pressé, et, le voyant impassible, il renonça à regret au plaisir de le faire enrager. Il signa et lui jeta l'acte au visage avec un mauvais rire, en lui disant : — Va-t'en, gredin! Tu ne viens chez moi que pour me soutirer toujours quelque chose. Tu pouvais bien répondre à ma place, toi qui es riche!

— Si je l'étais, soyez sûr que ce serait déjà fait; mais j'achève de payer mon étude, et je ne peux plus tromper Julien sur les sacrifices que je fais pour lui. Il s'en affecte, sa mère s'en désole...

— Oh! sa mère, sa mère!... dit le richard avec l'accent d'une aversion profonde.

— Vous ne l'aimez pas, c'est connu : aussi ne vous demandera-t-elle jamais rien, soyez tranquille; mais j'aime ma tante, moi, ne vous en déplaise, et Julien l'adore. A eux deux, à nous trois, s'il le faut, on s'acquittera avant deux ans, et vous n'aurez rien à débourser, je m'en flatte.

— Et moi, je ne m'en flatte pas! N'importe! je leur rends ce service, qui sera le dernier.

— Et le premier aussi, mon cher oncle! — Et comme la pièce était signée, repliée et empochée, Marcel ajouta en appuyant ses coudes sur la table et en regardant son oncle droit au visage : — Savez-vous, mon petit oncle du bon Dieu, qu'il faut que vous soyez bien chien pour avoir laissé vendre la maison de campagne de votre frère?

— Ah! nous y voilà encore! s'écria M. Antoine en se levant et en assenant sur la table un véritable coup de poing de paysan. Tu voulais me voir employer mon argent, gagné à la sueur de mon front, pour payer les folies d'un dissipateur! Depuis quand les artistes ont-ils besoin d'avoir des maisons à eux, de les remplir d'un tas de bêtises qui coûtent les yeux de la tête, de se faire des jardins avec des ponts et des kiosques, eux qui ne sauraient pas seulement faire pousser une laitue? Qu'est-ce que ça me fait, à moi, qu'on vende la folie de mon frère, et que sa veuve n'ait plus de cordon bleu dans sa cuisine ni de grands seigneurs à sa table? Ont-ils assez fait leurs embarras quand ils recevaient des comtes et des marquis, et que *madame* disait : « Ma maison, mes gens, mes chevaux! » Je savais bien, moi, où tout ce train-là mènerait la barque! Et voilà qu'aujourd'hui on a besoin du vieux rat qui vit dans son coin en sage et en philosophe, méprisant le monde, dédaignant le luxe et se consacrant à des travaux utiles! On baisse la crête, on lui tend la patte, et lui,... lui qui ne donnerait pas par pitié, — ces gens-là n'en méritent point, — il donne par fierté, et c'est comme ça qu'il se venge. Va, répète ça à ta tante, la belle princesse aux abois : c'est la com-

mission que te confie ton chien d'oncle... Mais va donc, canaille de procurassier! Que fais-tu là à me devisager?

En effet, Marcel, avec ses petits yeux gris et brillans, étudiait la physionomie et l'attitude de son oncle, comme s'il eût voulu percer jusqu'au fond de sa conscience. — Bah! dit-il tout à coup en se levant, vous êtes très dur, très chien, je le répète; mais vous n'êtes pas si méchant que ça! Vous avez à l'endroit de votre belle-sœur quelque motif de haine que personne n'a jamais pu expliquer, dont vous ne vous rendez peut-être pas bien compte à vous-même, mais que j'arriverai à découvrir, comptez-y, mon cher oncle, car je vais m'y mettre, et vous savez que quand je veux quelque chose, je suis comme vous, je ne lâche jamais pied.

En parlant ainsi, Marcel examinait toujours le richard, et il saisit une notable altération dans son air. Une pâleur soudaine effaça les brutales rougeurs de sa face, déjà recuite au soleil du printemps nouveau. Ses lèvres tremblèrent, il enfonça son chapeau jusque sur ses noirs sourcils en buisson, et, tournant le dos, il sortit dans son jardin sans mot dire.

Ce n'était pas un jardin à petits rochers, à petites fabriques et à petites vaches en terre cuite couchées dans l'herbe, comme ceux qu'à cette époque on faisait à l'imitation du goût champêtre de Trianon. Ce n'était pas non plus une pelouse ondulée avec des allées tournantes, des bosquets bien distribués, des colonnades tronquées se mirant dans les bassins limpides, comme celui de l'hôtel d'Estrelle, premiers essais pittoresques du moderne jardin à l'anglaise. Ce n'était plus les anciens carrés et les longues plates-bandes régulières du temps de Louis XIV; tout le terrain était remué et coupassé par les essais de M. Antoine. Tout était corbeilles, cœurs, étoiles, triangles, ovales, écussons et trèfles entourés de bordures vertes et de petits sentiers formant labyrinthe. Là brillaient des fleurs de toute sorte, fort belles ou fort curieuses, mais perdant toute grâce naturelle sous les cages de jonc, les réseaux de fil d'archal, les parasols de roseau, les étais et les tuteurs de tout genre qui les préservaient des souillures de la terre, des morsures du soleil ou des blessures du vent. Ses rosiers, taillés et émondés à toute heure, semblaient artificiels à force d'être propres et luisans. Ses pivoines s'arrondissaient en boules comme des pompons de grenadier, et ses tulipes brillaient comme du ferblanc au soleil. Autour du jardin fleuriste s'étendaient de vastes pépinières tristes comme des rangées de piquets pauvrement feuillus en tête. Tout cela réjouissait la vue de l'horticulteur et dissipa sa mélancolie.

Un seul coin de son jardin, celui qui s'étendait jusque vers le pavillon occupé par Mme Thierry, offrait une promenade agréable. C'était là que, depuis une vingtaine d'années, il avait acclimaté des

arbres exotiques d'ornement. Ces arbres étaient déjà beaux et jetaient de l'ombrage; mais M. Antoine, n'ayant plus de soins minutieux à leur donner, ne s'y intéressait presque plus, et leur préférait de beaucoup une graine de pin ou d'acacia nouveau-levée sur couche.

Sa serre chaude était merveilleusement belle. C'est là qu'il courut ensevelir les amertumes que Marcel avait réveillées dans sa mémoire. Il parcourut la région de ses plantes favorites, les liliacées, et, après s'être assuré de la bonne santé de celles qui étaient en fleur, il s'arrêta auprès d'un petit vase de faïence où un bulbe inconnu commençait à montrer des fleurs effilées d'un vert sombre et brillant. Que sera celle-ci? pensa-t-il. Fera-t-elle époque dans l'histoire du jardinage, comme tant d'autres qui me doivent leur renommée? Il me semble qu'il y a déjà longtemps qu'aucun événement ne s'est produit chez moi, et qu'on ne parle plus autant de moi qu'on en devrait parler.

Pourtant Marcel s'en allait songeant, car une grande bizarrerie présidait à l'avarice de M. Antoine Thierry. Cette bizarrerie, c'est que M. Thierry n'était point avare. Il n'entassait pas ses écus, il ne faisait pas et n'avait jamais fait l'usure, il ne se refusait rien de ce qui lui plaisait, et même il avait fait quelquefois de bonnes actions par amour-propre. D'où vient qu'il avait laissé échapper une si belle occasion que de racheter pour son neveu la propriété de son défunt frère? Cette largesse eût fait parler de lui plus et mieux que la future *Antonia Thierrii*. Voilà précisément où Marcel cherchait sans trouver le joint. Il savait bien que l'armateur avait toujours été jaloux non du talent qu'il dédaignait, mais de la célébrité et de la vogue mondaine de son frère le peintre; mais cette jalousie ne devait-elle pas être morte avec le vieux André? Sa veuve et son fils devaient-ils en recueillir le triste héritage?

Une pensée traversa l'esprit de Marcel : il revint sur ses pas, et interrompant les rêveries horticoles de M. Antoine : — A propos, mon bel oncle, dit-il d'un ton enjoué, voulez-vous acheter le pavillon de l'hôtel d'Estrelle?

— Le pavillon est en vente, et tu ne me le disais pas, imbécile?

— Je l'oubliais. Eh bien! combien en donneriez-vous?

— Qu'est-ce que ça vaut?

— Je vous l'ai dit cent fois : pour la comtesse d'Estrelle, qui vient d'en accepter la propriété, ça vaut dix mille livres; pour vous, qui en avez envie et besoin, ça vaut le double. Reste à savoir si la comtesse n'en exigera pas le triple.

— Ah! voilà bien les grands! plus âpres et plus chiches que les parvenus qu'ils méprisent!

— La comtesse d'Estrelle ne méprise personne.

— Si fait! c'est une sotte comme les autres. Nous sommes séparés par un mur, et depuis quatre ans qu'elle habite l'hôtel d'Estrelle, jamais elle n'a eu la curiosité de voir mon jardin.

— Peut-être n'entend-elle rien aux plantes rares!

— Dis plutôt qu'elle se croirait déshonorée si elle mettait les pieds chez un *plébéien!*

— Ah! vous voulez qu'une jeune femme en deuil se compromette en venant se promener chez un garçon de votre âge?

— Mon âge? Plaisantes-tu? Suis-je d'un âge à faire parler?

— Eh! qui sait? vous avez été un volcan jadis!

— Moi! Qu'est-ce que tu dis donc là, animal?

— Vous ne me ferez pas croire que vous n'avez jamais aimé?

— A quel propos... Je n'ai jamais été amoureux, moi! Pas si bête!

— Si fait! vous avez été amoureux, bête si vous voulez, au moins une fois! — Essayez de me soutenir le contraire, ajouta Marcel en voyant l'horticulteur pâlir et se troubler de nouveau.

— Assez de niaiseries! reprit l'oncle en frappant du pied avec humeur. Tu es le procureur de Mme d'Estrelle : es-tu chargé de vendre le pavillon?

— Non; mais j'ai le droit de le proposer. Combien en donneriez-vous?

— Pas un sou. Laisse-moi tranquille.

— Alors je peux le proposer à un autre acquéreur?

— Quel autre?

— Il n'y en a pas d'autre pour le moment. Je n'ai pas le goût du mensonge, et ne trahirai pas les intérêts que vous m'avez confiés; mais vous savez bien qu'on s'occupe de bâtir la rue, et que ce soir, demain peut-être, on se disputera le pavillon.

— Que Mme d'Estrelle se donne la peine d'entrer en pourparlers avec moi...

— Vous voulez qu'elle vous reçoive? soit!

— Elle me recevrait? dit M. Antoine, dont les yeux ronds brillèrent un instant.

— Et pourquoi non? dit Marcel.

— Ah! oui, elle me recevrait dans sa cour, tout au plus dans son antichambre, debout, entre deux portes, comme on reçoit un chien ou un procureur!

— Vous tenez donc beaucoup aux manières, vous qui ne voulez arracher votre chapeau de dessus votre tête devant qui que ce soit? Mais tranquillisez-vous : Mme d'Estrelle est aussi polie avec les honnêtes gens de notre classe qu'avec les gens les plus huppés. A preuve qu'elle est dans les meilleurs termes avec ma tante Thierry, et qu'elles sont déjà presque amies.

— Ah!... Eh bien! c'est parce que madame ta tante est noble! Les nobles, ça s'entend entre eux comme larrons en foire!

— Sapristi! mon oncle, qu'est-ce que vous avez donc, encore une fois, contre votre belle-sœur?

— J'ai... que je la déteste!

— Je le vois bien; mais pourquoi?

— Parce qu'elle est noble. Ne me parle pas des nobles! C'est tous des sans-cœur et des ingrats!

— Vous l'avez donc aimée?

Cette question directe bouleversa M. Antoine. Il pâlit de plus belle, et puis rougit de colère, jura, se prit les cheveux et s'écria en fureur : — C'est elle qui t'a dit ça? Elle prétend, elle ose raconter...

— Rien du tout. Je n'ai jamais pu lui arracher un mot sur vous, mais je me doutais, et à présent vous vous confessez. Dites tout, mon oncle, ça vaudra mieux, ça vous soulagera, et vous aurez eu au moins une fois en votre vie un bon mouvement de retour sur vous-même.

Il se passa bien une demi-heure avant que l'ex-armateur eût épuisé contre Marcel, contre Mme Thierry et contre son défunt frère tout le dépit et toute la bile dont son cœur était plein. Quand Marcel, qui le harcelait cruellement, eut réussi à l'épuiser, il en eut raison, et le vieux Antoine lui raconta ce qui suit, à bâtons rompus, se faisant arracher pièce à pièce le secret de sa vie, qui était en même temps celui de son caractère.

Quarante ans avant l'époque où nous plaçons ce récit, Mlle de Meuil, enlevée par André Thierry, était venue demander asile avec son fiancé à Antoine Thierry, déjà riche et encore jeune. Jusque-là les deux frères avaient vécu en bonne intelligence. Cachée à l'hôtel de Melcy, Mlle de Meuil avait témoigné à l'armateur une sincère amitié, une confiance sainte. Poursuivi par la famille de Meuil, exposé au danger d'être envoyé à la Bastille, André avait dû quitter Paris pour détourner les soupçons, pendant que des protecteurs puissans s'efforçaient et réussissaient peu à peu à accommoder ses affaires.

Durant cette séparation de quelques mois, Mlle de Meuil, livrée à de vives anxiétés, eut plus d'une fois le désir de retourner chez ses parens pour soustraire celui qu'elle aimait aux périls et aux malheurs qui le menaçaient. Plus d'une fois elle en parla à cœur ouvert avec le frère d'André, lui demandant conseil et lui montrant ses terreurs. C'est alors que M. Antoine conçut une idée vraiment baroque, non perfide et nullement passionnée, mais où son amour-propre irritable fut bientôt en jeu. Laissons-le parler un instant.

— Cette fille était perdue, quoiqu'elle n'eût pas encore vécu ma-

ritalement avec mon frère; elle était trop compromise pour être reçue dans sa famille, et tout ce qu'elle pouvait espérer de mieux, c'était de finir ses jours dans un couvent. Mon frère me paraissait encore plus perdu qu'elle. On avait obtenu contre lui la lettre de cachet, qui dans ce temps-là ne badinait pas. Il pouvait en avoir pour vingt ans, qui sait? pour toute sa vie! Et comme la demoiselle me disait tout cela elle-même, criant à chaque instant : Que faire, monsieur Antoine, mon Dieu! que faire? l'idée me vint de les sauver tous les deux en épousant la demoiselle. Je n'étais pas amoureux d'elle, non! le diable m'emporte si je mens! J'en eusse aimé autant une autre, et je n'ai jamais eu les idées tournées au mariage. Si celle-ci n'avait pas été noble, ce qui lui donnait,... pas pour moi, qui n'ai pas de préjugés, mais pour beaucoup de gens, un certain relief, je n'aurais pas fait grande attention à elle. Tu ris? De quoi ris-tu, âne de procureur?

— Je ne ris pas, dit Marcel. Allez toujours. Vous lui avez dit la belle idée qui vous passait par la tête?

— Bel et bien, et pas plus sottement que ne l'eût fait monsieur mon frère. Était-il donc un aigle dans ce temps-là? C'était un petit barbouilleur, qui n'avait pas su amasser quatre sous, et personne ne faisait attention à lui. Était-il mieux tourné que moi, plus jeune, mieux élevé? Nous avions été éduqués l'un comme l'autre; j'étais l'aîné de cinq ans, voilà tout. Je n'étais pas le plus laid, et il n'était pas beau, lui! Il savait dire un tas de paroles : il a toujours été bavard. J'en disais moins, mais c'était du solide. Nous n'étions ni plus ni moins roturiers l'un que l'autre, étant frères de père et de mère. J'avais déjà amassé près d'un million que personne ne savait! Avec un million, on fait bien des choses que mon frère ne pouvait pas faire : on endort la justice, on apaise des parens, on a des protections intéressées qui ne s'endorment pas; avec un million, on va jusqu'au roi, et on peut très bien épouser une fille noble qui n'a rien. Si le monde crie, c'est parce que chacun voudrait bien avoir le million dans sa poche. Enfin mon million prouvait bien que si j'étais un peu moins beau parleur que mon frère, ce n'était pas faute d'esprit et de génie. Voilà ce que la demoiselle aurait dû comprendre. Je ne lui demandais pas de m'aimer tout de suite, mais d'aimer assez son André pour l'oublier et l'empêcher d'aller pourrir en prison. Eh bien! au lieu de reconnaître mon bon sens et ma générosité, voilà une prude qui se fâche, qui me trouve grossier, qui me traite de mauvais frère et de malhonnête homme, et qui décampe de chez moi sans me dire où elle va, risquant le tout pour le tout, et me laissant une lettre où, pour tout remercîment, elle me promet de ne jamais dire ma trahison à M. André. J'avoue que je ne lui ai jamais pardonné ça, et que

jamais je ne lui pardonnerai. Quant à monsieur mon frère, il a eu là-dessus une conduite qui m'a choqué tout autant que celle de madame. Je n'ai pas voulu attendre que sa bégueule de femme m'eût vendu. Le voyant sauvé de ses peines et marié, je lui ai tout dit, comme je viens de te le dire. Il ne s'est pas fâché, lui : il m'a remercié au contraire de mes bonnes intentions, mais il s'est mis à rire. Tu sais comme il était frivole, une pauvre tête! eh bien! il a trouvé mon idée comique, et il s'est moqué de moi. Alors tout a été rompu entre nous, et je n'ai jamais voulu revoir ni la femme ni le mari.

— Enfin! dit Marcel, nous y voilà donc! Mais Julien! Pourquoi en voulez-vous à Julien, qui n'était pas né dans le temps de vos griefs?

— Je n'en veux pas à Julien, mais il est le fils de sa mère, et je suis sûr qu'il me hait.

— Sur l'honneur, Julien ne sait rien de ce que vous venez de me raconter, et il ne vous connaît que par votre conduite dans ces derniers temps. Pensez-vous qu'il puisse l'approuver? Ne deviez-vous pas racheter la maison de sa mère, quand il vous jurait sur ce qu'il y a de plus sacré qu'il consacrerait sa vie à s'acquitter envers vous?

— Belle garantie que la vie d'un peintre! Où ça a-t-il mené son père, qui était *fameux!*

— Et quand vous auriez perdu une cinquantaine de mille livres, vous qui avez certainement plus de...

— Tais-toi! Il ne faut jamais dire le chiffre d'une fortune. Quand ces chiffres-là sonnent dans l'air, les murs, les arbres, les pots à fleurs même, ont des oreilles.

— Ce chiffre est donc tel que l'affaire de Sèvres eût été insignifiante, vous en convenez!

— Prétends-tu me faire passer pour un ladre?

— Je sais que vous ne l'êtes pas; mais je vais croire que vous êtes méchant, et que vous aimez à voir souffrir ceux que vous croyez hostiles.

— Eh bien! n'est-ce pas mon droit? Depuis quand est-il défendu de se venger?

— Depuis que nous ne sommes plus des sauvages.

— Alors je suis un sauvage!

— Oui!

— Va-t'en, tu m'ennuies à la fin!... Prends garde que je ne me mette contre toi aussi!

— Je vous en défie.

— Pourquoi ça?

— Parce que vous savez que, malgré vos travers, je suis la seule personne au monde qui ait un peu d'attachement et de dévouement pour vous.

— Tu vois bien? Tu avoues que Julien me déteste.

— Faites-vous aimer de lui, ça vous fera deux amis au lieu d'un seul.

— Ah! oui-da! tu veux que je rachète la maison! Eh bien! que Julien devienne orphelin, je m'occuperai de lui, à la condition qu'il ne me parlera jamais de sa mère.

— Vous voulez peut-être qu'il la tue? Tenez, l'oncle! vous êtes fou, ni plus ni moins. Vous êtes vain à l'excès, et vous avez le préjugé de la noblesse plus qu'aucun de ceux qui ont des ancêtres. Vous n'avez pas été amoureux de Mlle de Meuil, j'en suis certain; mais son rang vous a fait désirer de supplanter votre frère auprès d'elle. Vous avez été jaloux du pauvre André jusqu'à la rage, non à cause de cette belle et aimable personne, mais à cause des parchemins qu'elle lui apportait en dot et de l'espèce de lustre qui rejaillissait sur lui. Bref, vous ne haïssez pas les nobles, vous les adorez, vous les enviez, vous donneriez vos millions pour être *né* quelque chose, et votre fureur à tout propos contre eux n'est qu'un dépit d'amoureux éconduit, comme votre haine contre ma tante n'est qu'un dépit de roturier froissé et humilié. Voilà votre manie, mon pauvre oncle; chacun a, dit-on, la sienne, mais celle-ci vous rend mauvais, et j'en suis fâché pour vous.

L'ex-armateur sentit peut-être que Marcel avait raison, en conséquence il allait se fâcher d'autant plus fort; mais Marcel lui tourna le dos en levant les épaules, et s'en alla sans vouloir prendre garde à ses invectives.

Au fond, Marcel était fort content de se voir enfin en possession du fond des pensées et des souvenirs de son oncle. Il se promit d'en profiter pour l'amener à résipiscence. Y parvint-il? C'est ce que la suite nous apprendra.

— Madame, dit Marcel à la comtesse d'Estrelle, le lendemain matin, il faut vendre le pavillon.

— Pourquoi? répondit Julie, il est si vieux, si chétif, et de si peu de valeur!

— Il a une valeur relative que vous ne devez pas dédaigner. Mon oncle vous le paiera dix mille écus, peut-être davantage.

— Voici la première fois, mon cher conseil, que vous me conseillez mal. J'ai de la répugnance à rançonner un voisin. N'est-ce pas spéculer sur le besoin qu'il peut avoir de cette vieille bâtisse?

— Attendez, ma noble cliente! Mon oncle n'a nul besoin du pavillon, il en a envie, ce qui est bien différent. Il est assez riche pour payer ses fantaisies. Et que diriez-vous, s'il vous savait gré de vos exigences?

— Comment cela peut-il se faire?

— Entrez en relations personnelles avec lui, et il vous offrira un pot-de-vin par-dessus le marché.

— Fi! monsieur Thierry! je ferais la cour à ses écus?

— Non, vous leur adresserez un sourire de bonté protectrice, et ils viendront à vous d'eux-mêmes. En outre vous ferez une bonne action.

— Alors parlez!

— Vous montrerez à mon oncle beaucoup d'estime et d'affection pour ma tante et pour mon cousin, qui sont vos locataires, et vous forcerez ainsi le vieux riche à les aider sérieusement dans leur détresse.

— Alors de tout mon cœur, monsieur Thierry; mais si déjà je suis à même d'apprécier Mme votre tante, que puis-je dire de votre cousin, que je ne connais pas?

— N'importe, parlez-en de confiance. C'est un cœur d'or que mon Julien, un esprit de haute race, une âme au-dessus de sa condition; c'est le meilleur des fils, le plus sûr des amis, le plus honnête des hommes et même le plus raisonnable des artistes. Dites tout cela, madame la comtesse, et si jamais la vie de Julien donne le moindre démenti à vos paroles, chassez-moi d'auprès de vous et ne m'accordez plus jamais ni estime ni confiance.

Marcel parlait avec tant de feu que Julie en fut frappée. Elle s'abstint de questions, mais elle écouta, sans en perdre un mot, la suite de l'éloge, et Marcel entra dans des détails dont un cœur impitoyable eût seul pu n'être pas touché. Il raconta les soins de Julien pour sa mère, les souffrances qu'à son insu il s'imposait, jusqu'à se priver de nourriture pour qu'elle n'en fût pas privée. Ici Marcel fit comme Mme Thierry, il mentit sans le savoir. Julien ne mangeait plus parce qu'il était amoureux, et Marcel, qui ne s'en doutait guère, croyait avoir deviné la cause de cette involontaire austérité. Mais Julien était capable de faire bien plus pour sa mère que de restreindre son appétit. Il eût donné pour elle jusqu'à la dernière goutte de son sang; donc, en ne disant pas la vérité exacte pour le moment, Marcel restait encore bien au-dessous de la vérité.

Le panégyrique de Julien fut si complet et si émouvant que la comtesse autorisa Marcel à exprimer de sa part à l'oncle Antoine le désir de voir ses fleurs rares et de parcourir ses vastes et curieuses plantations. L'oncle Antoine reçut cette communication d'un air hautain et sceptique. — Fort bien, dit-il, on veut vendre cher, et voilà des avances qui me coûteront les yeux de la tête. — Marcel le laissa gloser et ne fut pas sa dupe. La satisfaction du richard était trop visible.

Au jour convenu, Mme d'Estrelle reprit ses grands habits de deuil,

monta dans sa voiture et se rendit à l'hôtel Meley. Marcel était sur le seuil, il l'attendait. Il lui offrit sa main, et comme ils montaient le perron, l'oncle Antoine apparut dans toute sa gloire, en tenue de jardinier. Ceci n'était pas trop bête de la part d'un homme aussi sot. Il avait bien roulé dans sa tête, sans en rien dire à Marcel, le projet de se montrer en habit magnifique : il avait le moyen de mettre de l'or sur toutes ses coutures; mais la crainte du ridicule l'avait arrêté, et puisqu'il se piquait d'être avant tout un grand horticulteur, c'est dans une tenue sévèrement rustique qu'il eut l'esprit de se présenter.

Malgré la rudesse de son caractère et de ses manières habituelles, malgré le secret besoin qu'il éprouvait de faire preuve devant Marcel de son indépendance d'esprit et de sa fierté philosophique, il perdit tout à coup contenance devant le salut gracieux et le regard sincère et limpide de la belle Julie, et pour la première fois peut-être depuis trente ans il ôta son chapeau à cornes, et au lieu de le replacer immédiatement sur sa tête, il le tint sous son bras gauchement, mais respectueusement, tout le temps que dura la visite.

Julie n'eut pas la petite honte de chercher à flatter son caprice; elle s'intéressa de bonne foi aux richesses horticoles qui lui furent exhibées. Fleur elle-même, elle aimait les fleurs, et ceci n'est pas un madrigal, pour parler la langue de l'époque. Il y a des affinités naturelles entre toutes les créations divines, et de tout temps les symboles ont été l'expression d'une réalité.

Le richard, qui n'avait rien d'une rose, lui, s'épanouissait pourtant à l'éloge sincère décerné à ses plantes chéries. Peu à peu sa morgue affectée tomba devant la sylphide qui foulait à peine ses gazons et qui passait le long de ses plates-bandes comme une brise caressante. Il attendit avec une entière résignation le chiffre attribué à la cession du pavillon.

— Allons, dit Marcel, qui ne voyait pas Mme d'Estrelle se préoccuper de cette affaire, dites donc à Mme la comtesse, mon cher oncle, l'envie que vous avez d'acquérir...

— Oui, au fait, dit le richard sans trop se laisser compromettre, j'ai eu quelque idée dans le temps d'acquérir ce pavillon; mais à présent, si madame y tient trop...

— J'y tiens sous un seul rapport, dit Julie. Il est occupé par des personnes que j'estime et que je ne voudrais nullement déranger.

— Elles ont un bail, je pense? reprit M. Thierry, qui savait fort bien à quoi s'en tenir.

— Eh! sans doute, dit Marcel; vous leur devriez une bonne indemnité dans le cas où elles consentiraient à résilier, car vous savez qu'elles ne font que de commencer la jouissance de ce bail.

— Une bonne indemnité! reprit l'oncle en fronçant le sourcil.

— Je m'en chargerais volontiers, dit Mme d'Estrelle, si...

— Si je payais en conséquence!

— Ce n'est pas là ce que j'ai voulu dire, reprit Julie avec un accent de dignité qui coupait court à toute discussion. J'ai voulu et je veux dire que si Mme Thierry, votre belle-sœur, éprouve la moindre répugnance à quitter ce logement, j'entends maintenir ses droits à toute la durée de sa jouissance, et c'est une condition que l'acquéreur ne pourrait éluder sous aucun prétexte.

— Ceci rendra l'acquisition moins prompte et moins avantageuse pour madame, dit M. Antoine, qui mourait d'envie de prononcer le doux nom de *comtesse*, mais qui ne pouvait encore s'y résoudre.

— Je ne vous dis pas le contraire, monsieur Thierry, répliqua Julie avec une indifférence que le richard crut de bon jeu et de bonne guerre.

— Enfin, reprit-il après un silence, quel serait le prix exigé par...?

Marcel allait répondre. Julie, qui décidément n'entendait rien aux affaires, n'y prit pas garde et répondit ingénument : — Oh! cela, je n'en sais rien. Vous êtes connu pour un homme également habile et délicat; vous fixerez le chiffre vous-même. Et sans faire attention au coup d'œil de reproche de son procureur, elle continua : — Vous ne pouvez pas croire, monsieur Thierry, que ma visite à votre jardin ait eu pour but de vous faire marchander ma petite propriété. Je sais qu'elle peut vous convenir et vous savez probablement que j'ai des affaires embrouillées : ce n'est pas là une raison pour que nous ayons vis-à-vis l'un de l'autre des exigences outrées; mais avant tout ma loyauté vous devait cette déclaration, que pour un million je ne consentirais pas à affliger madame votre belle-sœur, parce que je l'aime et l'honore particulièrement. Ceci posé, vous réfléchirez et vous viendrez me dire ce que vous aurez décidé, car vous me devez une visite à présent, monsieur mon voisin, et je ne vous en tiens pas quitte, que nous fassions ou non affaire ensemble.

La comtesse se retira, laissant le richard ébloui de sa grâce; mais, n'en voulant rien montrer à Marcel, il affecta de se réjouir dans un autre sens. — Eh bien! procureur, lui dit-il d'un air de triomphe, te voilà pris, et bien penaud? Que me disais-tu donc des prétentions de cette dame? Elle a plus de bon sens que toi, elle s'en rapporte à mon évaluation...

— Bien, bien, réjouissez-vous de ses bonnes façons, répondit Marcel, et savourez les louanges que vous devez à sa politesse; mais tâchez de comprendre et d'être à la hauteur du rôle qu'on vous attribue!

— Au fait! reprit Antoine, qui avait beaucoup de finesse en affaires, quand on dit à un homme comme moi : Faites ce que vous voudrez, ça veut dire : Payez en grand seigneur! Eh bien! mordi, je paierai cher, et la grande dame verra si je suis un cuistre comme son beau-père le marquis! Une seule chose m'étonne de la part d'une femme qui ne me paraît pas sotte : c'est l'estime qu'elle fait de madame ma belle-sœur!... Je ne sais pas trop si elle a cru m'être agréable ou me narguer en me disant la chose.

— Elle a cru vous être agréable.

— Sans doute, puisqu'elle a besoin de moi; mais ma belle-sœur m'aura pourtant fait passer pour un ladre?

— Ma tante n'a point parlé de vous. Conduisez-vous de manière qu'elle n'ait pas à s'en plaindre.

— Qu'elle se plaigne si elle veut! qu'est-ce que ça me fait, à moi? Qu'ai-je besoin de l'estime et de l'amitié de cette comtesse?

— C'est juste, dit Marcel en prenant son chapeau, cela vous est fort indifférent! N'importe, ne cherchez point à passer pour un malotru, et prenons jour pour que j'annonce votre visite.

Antoine choisit le surlendemain et on se sépara; mais dès le lendemain, sans en rien dire à Marcel, il faisait indirectement d'adroites démarches pour racheter sans perte la maison de Sèvres. Était-il décidé à faire ce cadeau à son neveu, ce plaisir à sa belle-sœur? Non certes. Nul homme n'était plus vindicatif, parce que rien en lui n'avait usé ses passions bonnes et mauvaises. Rien dans sa vie étroite n'avait eu assez d'importance pour adoucir les aspérités de sa nature. Seulement le coup était porté à sa vanité secrète, et sans aucun art, sans aucun calcul, Julie d'Estrelle avait dompté cet esprit sauvage. Il trouvait en elle une grâce irrésistible et un ton d'égalité sans affectation, qu'il attribuait encore à un besoin d'argent, mais qui le flattait comme de sa vie il ne s'était senti flatté. Il était donc résolu à feindre des velléités de commisération pour Mme Thierry. Il craignait véritablement d'être desservi par elle auprès de Julie, et, en rachetant la maison de Sèvres pour son propre compte, il se persuadait qu'il tiendrait son ennemie en respect par l'espoir que ce bienfait était destiné à Julien.

Cependant Marcel continuait à vouloir libérer aussi peu à peu Mme d'Estrelle, et le soir même de sa visite à M. Antoine il vint la gronder de son étourderie et insister pour qu'elle tînt la dragée haute à l'acquéreur. Il la trouva peu disposée à se prêter à aucun manége pour obtenir ce résultat. — Faites comme vous l'entendrez, mon cher monsieur Thierry, lui dit-elle; mais ne me demandez pas de vous aider. Vous m'avez dit que votre oncle était un peu vain, que grâce à mon titre j'aurais facilement un peu d'ascendant sur

lui, et que, grâce à cet ascendant, je pouvais l'intéresser au sort de sa belle-sœur. Je me suis hâtée d'essayer ma puissance. Vous me dites que vous en espérez quelque chose; j'ai fait ce que mon cœur me dictait, ne me parlez pas du reste. Qui vous presse de vendre ce pavillon? Ne m'avez-vous pas dit que les créanciers de mon mari prendraient patience en me voyant nantie de quelque immeuble de plus, que le marquis ne laisserait jamais vendre l'hôtel d'Estrelle, et que je pouvais, pendant quelque temps, oublier mes ennuis? Tenez-moi parole, et laissez votre oncle tourner autour du pavillon, puisque cela me servira de prétexte pour plaider la cause de Mme Thierry. J'ai dit la vérité en déclarant que je ne voulais pas qu'elle fût dépossédée de son logement malgré elle, et à présent je vous déclare que j'aurais beaucoup de regret en perdant son voisinage.

Marcel n'ayant pu ébranler ces résolutions, alla voir sa tante Thierry et lui raconta, ainsi qu'à Julien, la démarche et les bons sentimens de la généreuse comtesse à leur égard. Mme Thierry en fut touchée jusqu'aux larmes, et comme Julien jouait assez bien son rôle pour que certaines craintes fussent dissipées, elle se laissa aller à faire l'éloge de Julie d'Estrelle. Son cœur était plein d'une reconnaissance qu'elle contenait avec effort depuis deux jours. La pauvre mère versa donc elle-même l'huile sur le feu.

Ce ne fut pourtant pas sans quelques retours de méfiance. Elle regardait Julien à la dérobée à chaque mot qui lui échappait, et chaque fois elle croyait le voir tranquille; mais une révélation lui arriva. Comme elle disait à Marcel qu'elle ne voulait pas empêcher Julie de vendre le pavillon, et qu'elle ferait semblant de n'y pas regretter son logement, Julien se récria avec vivacité : — Encore changer? dit-il; nous ne le pouvons pas! Nous avons dépensé beaucoup, eu égard à nos moyens, pour nous installer ici.

— L'oncle y pourvoira, dit Marcel; s'il vous fait déloger, je me fais fort, moi, de lui arracher...

— Mon cher ami, reprit Julien toujours très animé, tu es plein de zèle et de bonté pour nous; mais tu sais bien que ma mère répugne à tes démarches auprès de l'oncle Antoine, que tu les as faites un peu malgré elle, et que, s'il ne s'était agi de moi, elle s'y fût opposée formellement. Qu'elle ait tort ou raison de croire M. Thierry détestable, ce n'est pas à nous d'en juger. Je ferai, moi, dussé-je en souffrir, toutes les concessions possibles au singulier caractère de notre parent; mais je ne veux pas que ma mère soit blessée dans sa fierté vis-à-vis de lui.

— Non, non! je n'ai pas de fierté, s'écria Mme Thierry, je n'en ai plus, Julien! Tu travailles trop, tu tomberais malade si nous refu-

sions de traiter avec M. Antoine. Tout ce que Marcel fera, je l'approuve, et s'il faut m'humilier, j'en serai heureuse! Faisons notre devoir avant tout, payons toutes nos dettes. Disons à la comtesse qu'il nous importe peu de demeurer ici ou ailleurs, afin qu'elle se hâte de vendre; et que Marcel dise à M. Thierry que nous réclamons nos droits ou que nous invoquons sa générosité, tous les moyens me seront bons pour que tu recouvres le repos et la santé.

— Ma santé est excellente, reprit Julien avec feu, et mon repos ne serait troublé que par une nouvelle installation. Mon atelier me plaît, j'ai un travail en train...

— Mais tu parles en égoïste, mon enfant! Tu ne songes pas que cette dame est, comme nous et plus que nous à présent, aux prises avec des créanciers.

— Et tu crois que M. Antoine la sauvera en lui achetant cette bicoque? Marcel n'en croit pas un mot!

— Ce que je crois, dit Marcel, c'est que M. Antoine subira toutes les conditions qui lui seront imposées par la comtesse d'Estrelle; il paiera cher et il ne vous chassera point. Laissez-moi faire, et peut-être même l'amènerai-je à quelque chose de mieux.

— A quoi donc? dit Mme Thierry.

— C'est mon secret. Vous le saurez plus tard, si je n'échoue pas.

— Ah! mon Dieu! dit Mme Thierry rompant les chiens, j'ai oublié ma tabatière; va donc me la chercher, Julien!

Julien monta, et sa mère profita de ce moment qu'elle s'était ménagé pour dire vite à Marcel :

— Prends garde, mon cher enfant! un grand malheur nous menace : Julien est amoureux de la comtesse!

— Allons donc! s'écria Marcel stupéfait; vous rêvez cela, ma bonne tante, c'est impossible!

— Parle plus bas. C'est possible, cela est. Fais-nous quitter bien vite ce dangereux logis. Trouve un moyen, sans qu'il se doute de ce que je te dis là. Sauve-le, sauve-moi! Silence! le voilà qui redescend!

Julien avait fait la commission en un instant. Il était pressé de reprendre l'entretien : mais il trouva quelque chose de contraint dans le regard de sa mère, quelque chose d'étonné et de troublé dans l'attitude de Marcel. Il devina qu'il s'était trahi et prit aussitôt un air d'enjouement et d'indifférence qui ne trompa plus Mme Thierry, mais qui rassura le procureur. Celui-ci se retira donc en se promettant de le sonder, mais en se persuadant que sa tante, au milieu de toutes ses émotions, perdait un peu la tête.

Mais Marcel fit bientôt une découverte plus étonnante, si étonnante réellement que nous prions nos lecteurs de s'y préparer un peu longtemps d'avance.

L'oncle Antoine rendit sa visite à Mme d'Estrelle. Mme d'Estrelle, sans effort ni apprêt, fut aussi charmante, plus charmante peut-être qu'à la première entrevue. Elle reçut l'horticulteur ni mieux ni moins bien qu'une personne de condition semblable à la sienne. Doué d'une pénétration qui suppléait à son manque d'usage, il sentit bien que la réception était parfaite, et que jamais il n'avait été si bien traité par une personne placée si haut. Il reconnut en outre que celle-ci était complétement indifférente à la question d'argent et que sa bienveillance ne cachait aucune arrière-pensée, pas même la pensée de le réconcilier avec Mme Thierry, puisqu'elle le lui disait franchement et avec un désir plein de confiance et de cordialité.

Marcel, en voyant la joie que son oncle rapportait de cette entrevue et qu'il ne pensait presque plus à dissimuler, reconnut que la loyauté était en certain cas la meilleure des diplomaties, et que Mme d'Estrelle avait plus fait ainsi pour ses protégés et pour elle-même que si elle y eût mis de l'habileté.

— Or çà, lui dit M. Antoine sans attendre ses questions, il faut régler cette affaire du pavillon. Ça vaut pour moi quarante mille livres, je le sais, je les donne, et comme j'ai l'intention d'en jouir tout de suite, je dois à Mme Thierry de souscrire à toutes les prétentions qu'elle pourrait élever. Avec cette femme-là, je ne veux pas de discussions. Dis-lui donc que je la tiens quitte des six mille livres dont j'ai répondu pour elle, voilà mon reçu. Avec cela, s'il lui faut encore quelques écus pour déménager, je ne les lui refuserai pas. Va, et qu'elle ne me rompe plus la tête de ses peines; mais avant tout porte à la comtesse mon offre, que je crois assez gracieuse, et ma promesse d'indemniser à souhait ses protégés.

Marcel stupéfait, mais charmé, porta ces bonnes nouvelles d'abord à Mme Thierry, qui remercia la destinée, et faillit bénir son beau-frère pour sa volonté de la faire déménager au plus vite et à tout prix.

Mme d'Estrelle fut moins joyeuse, elle avait revu l'aimable veuve, elle chérissait déjà son entretien, et puis elle eut des scrupules; la munificence de M. Antoine lui parut une folie de parvenu qui l'humiliait. — Il va croire, disait-elle, que j'ai manœuvré pour l'amener à ce sacrifice, et cela me répugne. Non, vrai, je n'accepterai que la moitié. J'aime bien mieux garder son estime et mon influence au profit des pauvres Thierry. Allez lui dire que je veux vingt mille livres seulement et la continuation du bail de votre belle-sœur.

— Mais ma belle-sœur désire beaucoup déménager, répondit Marcel. Songez donc qu'il y va pour elle d'une somme qui a de l'importance.

— Alors ne vous occupez pas en mon nom de ce qui la concerne, mais occupez-vous bien de ma dignité, dont je vous confie le soin.

Cette réponse transmise à M. Antoine amena une explosion qui étonna Marcel. — Ainsi, s'écria le richard, la voilà qui refuse mes services, car c'était un service que je tenais à lui rendre, connaissant ses embarras, et j'y allais en ami, puisqu'elle m'avait traité en ami! Ah! vois-tu, Marcel, elle est hautaine, elle me méprise, et elle a menti en me disant qu'elle faisait cas de moi! Eh bien! si c'est comme ça, je me vengerai. Oui, je me vengerai cruellement, et elle n'aura que ce qu'elle mérite, et, mort de ma vie, elle sera forcée de m'implorer!

Marcel examinait en silence la figure encore belle et passablement mauvaise du richard exalté. — Quel est donc ce nouveau mystère? se disait-il en scrutant ses yeux noirs, arrondis par le dépit qui en faisait jaillir de sombres flammes. La vanité blessée arrive-t-elle à ce délire? Mon oncle serait-il à la veille de devenir fou? Cette vie absorbée, solitaire, uniforme, était-elle au-dessus de ses forces, et cette bouderie tendue contre tout ce qui éclaire et réchauffe la vie des autres aurait-elle à la longue amené un désordre dans sa cervelle?

Antoine reprit avec véhémence, sans faire attention à l'étude que Marcel faisait de sa personne : — Je devine ce que c'est! on veut que mes sacrifices profitent à Mme Thierry. Eh bien! je me moque pas mal de Mlle de Meuil, moi! Il y a longtemps que je n'ai plus pour elle ni rancune ni amitié. Qu'elle aille au diable, et qu'on ne m'en parle plus! Je paierai le pavillon quarante mille livres, ou je ne l'achète pas. Voilà ma façon de penser.

Les choses en restèrent là durant quelques jours : Mme d'Estrelle riant de ce qu'elle regardait comme un accès de démence du vieux parvenu, celui-ci agissant à l'insu de Marcel de manière à mettre le comble à cette démence.

Il acheta sous main toutes les créances qui menaçaient la veuve du comte d'Estrelle, et, sans en rien dire, il se mit en mesure de la ruiner ou de la sauver, selon l'attitude qu'elle prendrait vis-à-vis de lui. Il acheta pour son propre compte, mais sous un nom fictif, avec contre-lettre, la maison de Sèvres avec tout son riche et précieux mobilier. Il ne la loua à personne, et y plaça un gardien pour l'entretenir. Tout cela fut fait en peu de jours et à tout prix; puis, un beau matin, s'étant adroitement enquis auprès de Marcel des relations intimes de Mme d'Estrelle, il alla trouver la baronne d'Ancourt, qui le reçut du haut de sa grandeur, et daigna pourtant lui prêter une oreille attentive en apprenant qu'il venait la mettre à même de sauver Mme d'Estrelle d'une ruine certaine.

L'entretien fut long et mystérieux. Les laquais de l'hôtel d'Ancourt, qu'une pareille conférence de leur hautaine patronne avec une espèce de paysan intriguait beaucoup, entendirent des éclats de la voix retentissante de la baronne, puis la voix rustique, une déclamation emphatique et lourde, une dispute enfin avec des alternatives de moquerie ou de gaîté; car la baronne riait par momens à ébranler les vitres.

Une heure après, la baronne courut chez Mme d'Estrelle. — Ma chère, lui dit-elle tout émue, je vous apporte cinq millions ou la misère; choisissez!

— Ah! ah! un vieux mari, n'est-ce pas? dit Julie; vous tenez à votre idée?

— Un très vieux mari; mais cinq millions!

— Avec un grand nom sans doute?

— Pas le plus petit nom! un roturier tout à plat, mais cinq millions, Julie!

— Un honnête homme au moins?

— Il passe pour tel; êtes-vous décidée?

— Oui, je refuse! N'en feriez-vous pas autant? M'estimeriez-vous si j'acceptais?

— J'ai dit ce que vous dites là. J'ai envoyé paître mon homme. Je me suis moquée de lui. Il a répondu obstinément : cinq millions, madame, cinq millions!

— Et il vous a convaincue, puisque vous voilà!

— Convaincue ou non... j'ai été surprise, éblouie, j'ai dit comme la reine : *Vous m'en direz tant!*

— Alors vous me conseillez de dire oui?

— Ne dites pas oui, dites *peut-être*, et vous réfléchirez, et je réfléchirai aussi pour vous, car en ce moment-ci je n'ai pas bien ma tête; ces millions m'ont grisée. Que voulez-vous? L'homme est vieux, avant peu vous seriez libre; on aurait fini de crier contre la mésalliance; d'ailleurs on sait que, par vous-même, vous n'avez pas grande origine. Vous ouvririez des salons qui écraseraient tout Paris, et où tout Paris s'écraserait pour prendre part à vos fêtes; car, au bout du compte, tout Paris n'a qu'une chose en tête, qui est de s'amuser et d'aller où l'on s'amuse. Vous auriez chez vous bals, concerts et spectacles, des artistes, de beaux chanteurs et de beaux parleurs, enfin des gens d'esprit pour secouer et divertir les gens de qualité qui n'ont pas d'esprit. Ah! si j'avais cinq millions, moi, si j'en avais seulement deux, je saurais bien quoi en faire! Voyons, ne me jugez pas folle et ne soyez pas poltronne. Acceptez la roture et l'opulence.

— Et la vieillesse du mari?

— Raison de plus!

Julie s'indigna, Amélie se piqua; elles furent brouillées. Mme d'Ancourt n'avait pas nommé le prétendant; Julie n'avait pas songé à s'en enquérir. Elle en chargea Marcel, voulant que son refus pût être clairement notifié. Elle craignait que, par dépit, son impétueuse amie ne la compromît en laissant des espérances à son protégé. Marcel alla chez Mme d'Ancourt pour savoir le nom de l'homme aux cinq millions.

— Ah! on se ravise? s'écria la baronne.

— Non, madame, au contraire.

— Eh bien! vous ne saurez rien. J'ai donné ma parole d'honneur de taire le nom, si on repoussait la demande.

Marcel alla chez son oncle. Il flairait la vérité; mais il n'avait pas osé la faire pressentir à Mme d'Estrelle, pensant avec raison qu'elle lui reprocherait de l'avoir mise en relation avec un vieillard insensé. Et puis il ne connaissait de la fortune de son oncle que les deux millions qu'il avouait, et ce chiffre, qui, souvent répété à Julie, avait empêché celle-ci de rien soupçonner, déroutait notablement les soupçons de Marcel.

— Mon petit oncle, lui dit-il brusquement dès son entrée, vous avez donc cinq millions?

— Pourquoi pas trente? s'écria le vieillard en levant les épaules; es-tu devenu fou?

Marcel le harcela vainement de questions; l'oncle fut impénétrable. D'ailleurs un grand événement venait de se produire chez lui, et il était bien sérieusement distrait de ses rêves de mariage. La mystérieuse liliacée qu'il avait si souvent contemplée, épiée, soignée et arrosée dans l'espérance de pouvoir lui donner son nom, venait, durant quelques jours d'oubli et d'abandon, de pousser à l'improviste une hampe vigoureuse déjà chargée de boutons bien renflés; un de ces boutons s'était même déjà un peu entr'ouvert et montrait un intérieur de corolle satinée d'une blancheur et d'un luisant incomparables, tigrée de rose vif. Cette plante exotique surpassait en rareté et en beauté toutes ses congénères, et l'horticulteur hors de lui, ranimé, consolé presque de sa mésaventure matrimoniale, s'écriait à chaque instant, en arpentant sa serre avec agitation et en revenant savourer l'éclosion de sa plante : — Voilà, voilà! je suis fixé. Celle-ci sera l'*Antonia Thierrii*, et tous les amateurs de l'Europe en crèveront de rage si bon leur semble!

— Voyons, voyons! se disait Marcel, est-ce de l'*Antonia*, est-ce de la comtesse que mon oncle est épris?

GEORGE SAND.

(La seconde partie au prochain n°.)

CAMPAGNE

DE

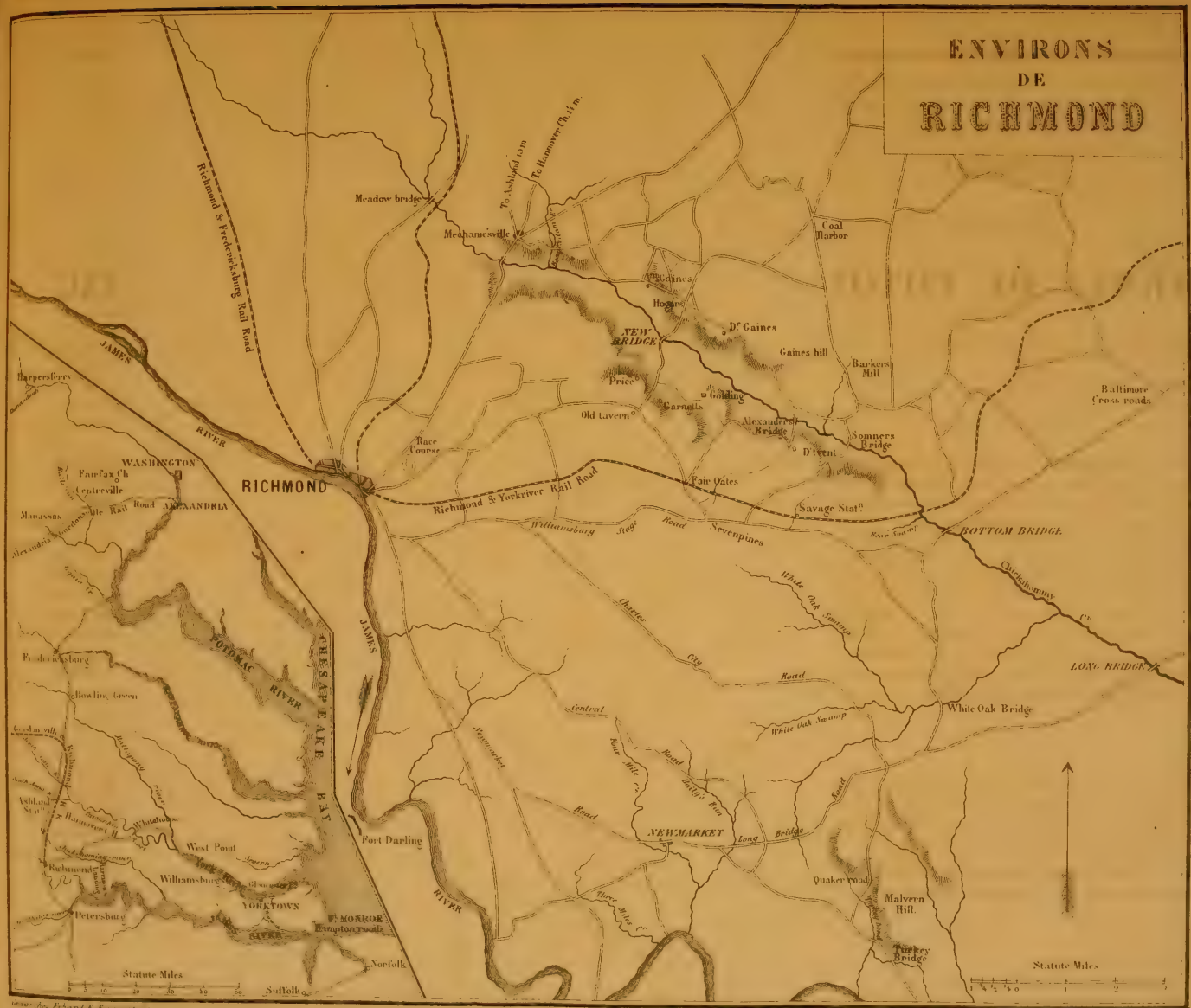
L'ARMÉE DU POTOMAC

— MARS-JUILLET 1862. —

Les événemens militaires se succèdent rapidement en Amérique, et le public les suit avec une attention d'autant plus inquiète qu'il ne les comprend pas bien toujours, faute de connaître l'organisation des armées américaines, le caractère des chefs et des soldats, faute surtout d'avoir pu recueillir sur ces mémorables luttes les souvenirs d'observateurs compétens et mêlés eux-mêmes à l'action. Les pages qu'on va lire répondront peut-être à une curiosité si légitime; elles résument et coordonnent les notes d'un officier qui a pris part aux derniers combats de la Virginie, et qui ne cesse pas de suivre les grandes opérations de guerre sur lesquelles il nous donnera sans doute de nouveaux détails, car notre tâche s'est bornée à réunir et à grouper les impressions, les souvenirs épars dans de nombreuses lettres et dans le journal même de cet officier.

I.

A mon arrivée en Amérique, la toile venait de tomber sur le premier acte de l'insurrection sécessioniste. L'attaque du fort Sumter par les gens de Charleston avait été le prologue; puis était venu le désastre de Bull's Run. L'armée du sud campait en vue de Washington. On se hâtait d'élever autour de cette capitale des ouvrages de défense. Le canon grondait de temps en temps aux avant-postes. Au milieu de ces émotions, l'armée du Potomac prenait naissance.


ENVIRONS
DE
RICHMOND
Richmond & Fredericksburg Rail Road
Meadow bridge
To Ashland 13 m
To Hannover Ch. 11 m.
Mechanicsville
Coal Harbor
Gaines
Hogars
NEW BRIDGE
Dr. Gaines
Gaines hill
Barkers Mill
Price
Golding
Garnetts
Old tavern
Alexanders Bridge
Somners Bridge
D'trent
Baltimore Cross roads
Race Course
Fair Oates
Savage Statn
Richmond & Yorkriver Rail Road
Williamsburg Stage Road
Sevenpines
BOTTOM BRIDGE
Chickahominy Cr.
White Oak Swamp
Charles City Road
LONG BRIDGE
White Oak Bridge
Central Road
Four Mile Cr.
Newmarket Road
Bailey's Run
NEWMARKET
Long Bridge Road
Three Miles Cr.
Quaker road
Malvern Hill.
Turkey Bridge
Statute Miles
JAMES RIVER
Harpersferry
WASHINGTON
Fairfax Ch
Centreville
Manassas
Alexandria Gordonsville Rail Road
ALEXANDRIA
RICHMOND
POTOMAC RIVER
CHESAPEAKE BAY
Fredericksburg
Bowling Green
Ashland Statn
Hannover Ch
Whitehouse
West Point
Richmond
Williamsburg
YORKTOWN
Petersburg
Ft. MONROE
Hampton roads
Norfolk
Suffolk
Fort Darling
Statute Miles

Jusque-là, surpris par les événemens, le gouvernement fédéral n'avait pu que prendre à la hâte des mesures provisoires qui aggravaient le péril au lieu de le conjurer. Tous les avantages, au début de l'insurrection, avaient été en faveur des insurgés. Ils étaient prêts pour une lutte à main armée, le nord ne l'était pas. Depuis longtemps en effet, l'œuvre de la sécession se préparait. Sous prétexte de s'organiser militairement pour la répression des soulèvemens d'esclaves, les états du sud s'étaient donné une milice permanente qui marcherait au premier signal. Des écoles spéciales avaient été fondées, où les fils des propriétaires d'esclaves allaient s'inspirer des qualités bonnes et mauvaises qui font une race de soldats. L'homme du nord, pendant ce temps, se reposant avec confiance dans le jeu régulier de la constitution, restait, uniquement occupé de ses intérêts, derrière son comptoir. L'armée nationale des États-Unis appartenait en outre presque entièrement aux hommes du sud. Depuis nombre d'années, le pouvoir fédéral était dans leurs mains, et ils ne s'étaient pas fait faute de remplir de leurs créatures toutes les administrations, l'école militaire surtout, et par suite l'armée. Longtemps ministre de la guerre, M. Jefferson Davis avait plus qu'un autre agi dans ce sens. Les dispositions des états du nord lui rendaient d'ailleurs la tâche facile. Parmi les populations laborieuses et toujours un peu puritaines de la Nouvelle-Angleterre, la carrière des armes était regardée comme une carrière d'oisifs : l'école de West-Point jouissait auprès d'elles d'une médiocre estime, et les familles en écartaient leurs enfans. Enfin, à la veille même de la crise à laquelle l'élection de M. Lincoln allait donner lieu, le ministre de la guerre de M. Buchanan, M. Floyd, aujourd'hui l'un des généraux de la sécession, avait eu le soin de faire diriger vers le sud le contenu de tous les arsenaux fédéraux et d'envoyer l'armée régulière tout entière au Texas, mettant entre elle et Washington la barrière des états à esclaves afin de rendre impuissant le sentiment du devoir qui pourrait porter les soldats à suivre le trop petit nombre d'officiers restés fidèles à leur drapeau. Rien ne manquait ainsi aux précautions prises par les confédérés. Ils avaient fait pour la marine de même que pour l'armée; elle était dispersée aux quatre coins du globe.

Quant au nord, il ne faisait rien. Les avertissemens ne lui avaient pas manqué cependant. Depuis bien des années, la sécession était ouvertement prêchée. Un livre curieux, le *Partisan leader*, publié il y a plus de vingt ans, en fait foi. C'est, sous forme de roman, une peinture vraiment prophétique de la guerre qui désole en ce moment la Virginie, représentée sous des couleurs bien faites pour expliquer l'ardeur avec laquelle les imaginations des dames créoles ont épousé la cause séparatiste; mais on croyait au nord, comme en

tant d'autres lieux, que *tout s'arrangerait*. On se sentait le plus fort, et on jugeait inutile de se donner du mal à l'avance. C'est toujours la vieille histoire du lièvre et de la tortue. Enfin on comptait au besoin sur ces centaines de mille de volontaires portés sur tous les almanachs comme représentant la force militaire du pays, que l'inexpérience populaire regardait comme irrésistible. On fut vite détrompé. Les gens du sud perdent l'élection présidentielle. Ils ont encore la majorité dans le sénat; ce n'est pas le pouvoir qui leur échappe, mais c'est une blessure à leur orgueil. Les meneurs et les ambitieux se font de cette blessure un moyen de succès, et ils lèvent l'étendard de l'insurrection. Le pouvoir fédéral, toujours immobile, laisse à la fois écouler la période des compromis, de la conciliation, et celle de la répression énergique et immédiate. On s'arme de part et d'autre pour une lutte devenue inévitable; mais le sud a les hommes de guerre, il a les armes, il a l'organisation, il a la volonté et la passion. Le nord est impuissant à ravitailler le fort Sumter, et ses volontaires, levés pour trois mois, comme si la campagne ne dût pas durer davantage, se font battre à Bull's Run, non par manque de courage, car les exemples de courage individuel sont nombreux, non par la faute du général Mac-Dowell, qui les commandait, et dont le plan méritait le succès, mais par défaut d'organisation et de discipline.

Après Bull's Run, il n'y avait plus de place aux illusions. On avait devant soi une grande guerre. Enivré d'orgueil, encouragé par tous ceux qui, pour un motif ou un autre, voulaient du mal aux États-Unis, le sud, la chose était désormais évidente, ne consentirait à rentrer dans l'Union qu'après des revers. Les espérances des ambitieux qui y dirigeaient les affaires étaient dépassées; ils tenaient une veine de succès; à aucun prix, ils ne l'abandonneraient. Au nord, en revanche, l'humiliation avait ouvert tous les yeux. On sentait qu'ayant pour soi, avec la supériorité du nombre et de la richesse, le bon droit et la légalité, qu'ayant le dépôt de la constitution à défendre contre une minorité factieuse qui après tout ne prenait les armes que pour l'extension de l'esclavage, on deviendrait la fable du monde, si on ne résistait pas. On sentait ensuite qu'une fois la doctrine de sécession admise et sanctionnée, elle serait susceptible d'applications infinies; de morcellement en morcellement, on irait jusqu'au chaos, qui ne tarderait pas à faire la partie belle au despotisme. On sentait enfin que c'était une chimère de prétendre à faire vivre en paix l'une à côté de l'autre deux puissances qui n'avaient point fait encore l'épreuve réelle de leurs forces respectives, séparées radicalement, malgré leur communauté de langue et d'origine, par l'institution de l'esclavage, l'une en voulant le développement et l'autre l'abolition, séparées aussi par des intérêts qu'aucune

ligne de douane ne pourrait concilier, et par l'impossibilité de régler sans querelles journalières les nombreuses questions qui se rattachent à la navigation des fleuves de l'ouest. Toutes ces raisons, dont on se rendit compte immédiatement, jointes aux souffrances de l'amour-propre blessé et à la nouveauté d'un mouvement guerrier au milieu de ces contrées paisibles, eurent pour résultat la mise sur pied de l'immense armement avec lequel les états du nord ont jusqu'à ce jour soutenu la guerre contre les puissans efforts de la sécession.

Admirons ici, avant de passer aux nombreuses critiques que nous aurons à faire plus loin, l'énergie, le dévouement, l'esprit d'abnégation courageuse avec lequel la population de ces états, conduisant son gouvernement bien plus qu'elle n'était conduite par lui, a d'elle-même, et sous la seule impulsion de son bon sens patriotique, donné sans compter hommes et argent, sacrifié ses convenances, renoncé volontairement, et pour le bien public, à ses goûts, à ses habitudes, jusqu'au libre parler de ses journaux, et cela, non sous l'empire d'une passion du moment, non dans un transport d'enthousiasme passager, mais froidement, et pour un but éloigné de grandeur nationale.

On s'est donc mis sérieusement à l'œuvre pour créer une armée, une grande armée. Secondé par l'opinion publique, le congrès a résolu la levée de 500,000 hommes, avec les fonds nécessaires pour l'accomplir. Malheureusement il ne lui a pas été donné de décréter les traditions, les connaissances et l'expérience requises pour la formation et la conduite d'une pareille force militaire. Il a bien pu réunir des masses d'hommes, un matériel immense, comme par enchantement; il n'a pas pu créer par un vote l'esprit de discipline, d'obéissance, le respect hiérarchique, sans lesquels il y a des foules armées, mais il n'y a pas d'armée. Là est un écueil contre lequel sont venus se briser bien de généreux efforts. Là est un vice originel dont nous verrons partout la funeste influence. Nous allons en découvrir le germe en examinant rapidement le mécanisme par lequel s'improvisa cette première création.

D'après les lois américaines, le gouvernement fédéral entretient en temps de paix une armée régulière permanente, il peut de plus, dans les cas de crise, guerre ou insurrection, appeler sous les drapeaux autant de régimens de *volontaires* qu'il le juge convenable. L'armée régulière, formée par recrutement, ne comptait que 20,000 hommes avant la sécession. Le corps d'officiers, sorti en entier de l'école militaire, était remarquable. Très instruits, versés dans la pratique du métier, comprenant la nécessité d'un commandement absolu, les officiers maintenaient dans leur petite troupe

la discipline la plus rigoureuse. Ce noyau d'armée était excellent; mais l'insurrection en avait amené la dissolution, ainsi que je le disais tout à l'heure. La majeure partie des officiers (plus de trois cents) avaient passé au sud. Les soldats, tous Irlandais ou Allemands, perdus dans les solitudes du Texas, s'étaient dispersés. A peine revint-il 2 ou 3,000 hommes de Californie ou du pays des mormons pour prendre part à la guerre. Ce qu'il y eut de plus précieux, ce fut le retour d'un certain nombre d'officiers qui purent présider à l'organisation telle quelle de l'armée de volontaires qu'on allait lever.

Dans nos pays, où nous avons appris à connaître la valeur comparative du soldat régulier et de ce soldat amateur, dispendieux et capricieux qu'on appelle le volontaire, on se fût désolé de perdre le concours de l'armée permanente, si petite qu'elle fût. Si on l'avait eue, on se serait appliqué à la grossir par un élargissement de cadres et l'incorporation de recrues. Une armée de soixante mille réguliers eût fait bien plus de besogne qu'un nombre double ou triple de volontaires; mais en Amérique on ne sait pas cela, et, qui plus est, on ne veut pas le savoir. Ce serait renoncer à la croyance générale, et si profondément enracinée, que tout Américain, quand il veut une chose, trouve en lui, sans apprentissage, la force de la faire, et que par conséquent il n'y a pas de volontaire qui, en endossant l'uniforme, n'endosse du même coup toutes les qualités du soldat. Ajoutez que les officiers de West-Point, par le seul fait qu'ils ont reçu une éducation supérieure et qu'ils reconnaissent la nécessité d'une hiérarchie, sont regardés comme des aristocrates. Or tout ce qui est aristocratique est mauvais. De tels officiers étaient bons avec les mercenaires qui consentaient à leur obéir et à aller sous leurs ordres faire la police pénible des tribus indiennes des frontières; mais placer sous leur commandement une grande armée, pliée à la subordination des camps, c'était s'exposer à de graves dangers politiques. On ne fait pas un 18 brumaire avec des volontaires. Donc, ayant tout à créer, on se décida à créer une armée de volontaires, armée éphémère, comparativement inefficace, et surtout ruineuse, car le volontaire américain est richement payé : sa solde est de 13 dollars (plus de 65 francs) par mois; de plus, une pension de 40 francs, également mensuelle, est faite à sa femme en son absence, ce qui, soit dit en passant, a amené bien des mariages improvisés à l'heure de se rendre sous les drapeaux. Point de retenues sur la solde pour l'ordinaire, pour l'habillement ni autre fourniture quelconque. Le volontaire est défrayé de tout et nourri avec un luxe tel qu'on le voit jeter journellement une partie de sa ration. On devine ce que coûte une pareille armée. Si encore on eût gagné à cette dépense d'être bien servi! mais on l'était fort mal

faute de discipline : non que les lois et règlemens militaires ne fussent pas suffisamment sévères; mais ils n'étaient pas appliqués et ne pouvaient l'être par suite de l'organisation première du régiment et de la composition de son corps d'officiers. Ici nous touchons au vice essentiel d'une armée américaine.

Comment se forme en effet un régiment de volontaires? Dès que le congrès a voté le nombre d'hommes que l'on veut appeler sous les drapeaux, on fait à Washington le calcul de ce que chaque état de l'Union doit fournir suivant ses ressources ou sa population. Ce calcul établi, chaque gouverneur fait annoncer qu'il sera levé dans les limites de sa juridiction tant de régimens. Le régiment, d'un seul bataillon, est l'unité militaire américaine. Les choses se passent alors de cette façon. — Quelques personnes se présentent qui offrent de lever un régiment; chacun fait valoir ses titres, son influence dans l'état ou dans telle partie de la population de l'état, qui lui permettra de trouver facilement le nombre d'hommes voulu, son dévouement au parti qui occupe en ce moment le pouvoir, etc. Parmi ceux qui se sont ainsi présentés, le gouverneur fait son choix. Généralement celui sur qui il est tombé a posé pour condition première qu'il aura le commandement du régiment, et voilà M. tel ou tel, médecin ou avocat, n'ayant jamais touché une épée, mais se sentant une vocation improvisée, qui d'emblée devient colonel; le voilà en rapport avec toutes les agences de recrutement et tous les fournisseurs chargés de l'équipement et de l'habillement du régiment futur. Il s'agit de trouver les soldats; c'est difficile, car il y a beaucoup de concurrence. On s'adresse à tous ses camarades, on parcourt le pays, on s'ingénie. Cela se fait vite et bien en Amérique, où l'on a l'esprit inventif. La plupart du temps, on trouve quelques amis qui, saisis de la même ardeur martiale, promettent d'amener tant de recrues, si on les fait, l'un capitaine, l'autre lieutenant, un autre sergent, et ainsi de suite. Les cadres se forment et se remplissent en partie; il ne reste plus qu'à compléter. C'est alors qu'on a recours aux moyens extraordinaires, à ces affiches gigantesques faisant valoir en termes pompeux tous les avantages que présente l'entrée au corps. On va chez les prêtres catholiques pour avoir des Irlandais; on donne le privilége si recherché de la cantine à un individu qui promet le complément d'hommes nécessaire. Puis le régiment se trouve organisé; on porte les listes au gouverneur, qui approuve tout. Le régiment se rassemble, est habillé, équipé, puis expédié par le chemin de fer au *seat of the war*. Quelquefois, souvent même, on fait dépendre les grades de l'élection; mais ce n'est le plus souvent qu'une formalité : tout a été arrangé d'avance entre les intéressés.

Les inconvéniens de ce système sautent aux yeux. Les officiers,

depuis le colonel jusqu'au plus bas de l'échelle, ne savent pas le premier mot de l'art militaire, et s'ils ont un fonds d'aptitude réelle, s'ils doivent avoir des qualités guerrières, il leur reste à en faire preuve. Les soldats n'ont sur ce point aucune illusion; « ils n'en savent pas plus long que nous, nous les connaissons bien, » disent-ils de ceux qui les commandent. Donc pas de supériorité de savoir de la part du chef sur le soldat, pas de supériorité de position sociale non plus dans un pays où l'on n'en reconnaît aucune. Le plus souvent aussi, c'est avec des arrière-pensées de candidatures politiques que l'officier a pris les armes; c'est pour se faire un nom aux yeux des électeurs. Or ces électeurs futurs, ce sont les soldats. Que deviendrait la popularité dont on tient à jouir auprès d'eux, si on les rudoyait ou si on se montrait trop exigeant dans le service?

De toutes ces causes résultaient absence d'autorité chez les officiers, absence de respect chez les soldats, partant point de hiérarchie, point de discipline. Tout cela s'est amélioré depuis sous l'empire de la nécessité et à l'école de l'expérience. Dès le début même, il y avait des exceptions; quelques colonels, poussés par une vraie vocation ou animés d'un patriotisme ardent, savaient vaincre les obstacles placés sur leur route. Quelquefois un officier de l'armée régulière, désireux de se distinguer et ayant assez d'influence dans son état, levait un régiment et en obtenait un résultat admirable. C'est ainsi qu'un jeune lieutenant du génie, nommé Warren, a tiré un merveilleux parti du 5e New-York, dont il était colonel. Ce régiment a fait successivement le service du génie et de l'artillerie au siége de York-Town, et, redevenu infanterie, s'est conduit comme les plus vieilles troupes aux batailles de Chikahominy, où il a perdu la moitié de son effectif. C'étaient pourtant des volontaires, mais ils sentaient le savoir et la supériorité de leur chef. Ils l'auraient suivi partout.

La plupart du temps au contraire, le chef est un camarade; seulement il porte un autre costume. On lui obéit dans la routine de tous les jours, mais volontairement. Volontairement aussi on ne s'inquiète plus de lui quand les circonstances deviennent sérieuses; au point de vue de l'égalité américaine, il n'y a aucune bonne raison pour lui obéir. Aux yeux du plus grand nombre d'ailleurs, ce titre de *volontaire* ne signifie pas le soldat qui se dévoue généreusement et *volontairement* pour sauver la patrie ou acquérir de la gloire, mais bien le soldat richement payé qui ne fait que ce qu'il *veut* et ce qui lui plaît. Cela est si vrai que, bien que la paie et le temps de service soient les mêmes pour les volontaires et les réguliers, le recrutement de ces derniers est devenu à peu près impossible. Toute la classe d'hommes qui s'engageait pour l'armée lorsqu'il n'y avait qu'elle, par goût de la vie des camps, passe aujourd'hui dans les

volontaires. D'un côté la licence, de l'autre la discipline : le choix est vite fait. Les habitudes créées par le suffrage universel jouent aussi leur rôle là dedans et se retrouvent sur les champs de bataille. D'un accord tacite le régiment va à l'ennemi, il s'avance sous le feu, se met à tirailler. Les hommes sont braves, très braves; ils se font tuer et blesser en grand nombre, et puis quand, par un accord tacite, on juge qu'on a fait assez pour l'honneur militaire, on s'en va tous ensemble. Le colonel essaie peut-être de donner une direction, une impulsion; généralement il y perd ses efforts : quant aux officiers, ils n'y songent même pas. Pourquoi l'essaieraient-ils et pourquoi seraient-ils obéis, si la majorité du régiment est d'avis de la retraite? L'obéissance dans cette armée ressemble à l'obéissance que des enfans qui jouent au soldat montrent à celui de leurs camarades qu'ils ont fait leur capitaine. Est-il besoin d'insister pour faire sentir les inconvéniens d'un pareil état de choses? On avait néanmoins dans les mains une masse immense d'hommes armés, une multitude de régimens, car le pays avait répondu avec ensemble et vigueur à l'appel des volontaires. Jamais, nous le croyons, aucune nation n'a enfanté d'elle-même, par sa propre volonté, par ses seules ressources, sans coercition d'aucun genre, sans pression gouvernementale et en si peu de temps, un armement aussi considérable. Les gouvernemens libres, quels que soient leurs défauts et les excès auxquels ils ont pu se laisser entraîner, conservent toujours une élasticité, une puissance créatrice que rien ne peut égaler. Seulement les vices d'organisation que nous avons signalés diminuaient singulièrement la valeur réelle de ce rassemblement militaire.

C'est à remédier autant que possible à ces vices que le général Mac-Clellan et les anciens officiers de l'école de West-Point, devenus par la force des choses généraux de brigade et de division, consacrèrent tous leurs efforts. Les régimens furent embrigadés par quatre et les brigades endivisionnées par trois. A chaque division, on donna quatre batteries, trois servies par des volontaires et une par des réguliers. Celle-ci devait servir de modèle aux autres, et son capitaine prenait le commandement de toute l'artillerie de la division. On eut un moment l'idée de mettre un bataillon de réguliers dans chaque division de volontaires, pour y jouer le rôle de *fer de lance* que lord Clyde attribue aux troupes européennes dans les armées de cipayes; mais on y renonça. Il parut préférable de garder réunie la seule troupe réellement disciplinée que l'on eût sous la main. Telle qu'elle fut faite d'ailleurs, la formation divisionnaire était bonne; elle a été d'une très grande utilité.

Il fallut ensuite pourvoir aux services administratifs, aux vivres, aux munitions, aux transports, organiser les réserves d'artillerie, le génie, les pontonniers, la brigade topographique, les télégraphes,

les hôpitaux. Ce travail prodigieux s'accomplit avec une rapidité et un succès extraordinaires, lorsqu'on songe que tout était à créer en l'absence de toute tradition. Non-seulement personne ne savait autrement que par les livres comment se manient tous ces fils indispensables à la conduite d'une armée, et le manque de précédent en pareille matière était complet, mais le nombre même de ceux qui avaient voyagé en Europe et appris par leurs yeux ce que c'est qu'une grande réunion de troupes était infiniment petit.

L'armée américaine n'avait d'autres traditions que celles de la campagne qui conduisit le général Scott à Mexico, campagne brillante, dans laquelle il y eut beaucoup de difficultés à vaincre, mais qui était bien loin d'offrir les proportions gigantesques de la guerre actuelle. Au Mexique d'ailleurs, le général Scott avait avec lui l'armée régulière tout entière, et ici il n'en restait plus que de faibles débris. Au Mexique, c'étaient les réguliers qui avaient été le principal, les volontaires n'avaient été que l'accessoire et comme l'ornement. Le vieux général, à qui l'on demandait un jour comment à cette époque il faisait pour maintenir la discipline dans leurs rangs, répondait : « Oh! ils savaient que s'ils s'écartaient, ils seraient massacrés par les guérillas. » Les circonstances n'avaient donc plus rien de semblable, et le maniement de ces grandes armées de volontaires, malgré tant d'efforts tentés pour les régulariser, était un problème qui présentait bien des inconnues.

Au sud, l'organisation des forces insurrectionnelles offrait moins de difficultés. Le gouvernement révolutionnaire avait vite pris entre les mains de M. Jefferson Davis la forme dictatoriale. Soutenu par l'oligarchie de trois cent mille propriétaires d'esclaves, dont il était l'élu et dont il personnifiait les violentes passions, M. Davis s'était mis à l'œuvre avec activité pour créer une armée en état de lutter contre les formidables préparatifs du gouvernement fédéral. Ancien élève de West-Point, ancien général de volontaires au Mexique, ancien ministre de la guerre de l'Union, il avait toutes les conditions voulues pour bien remplir sa tâche. Il y appliqua sa rare capacité. Il fut secondé par l'élite de l'ancien état-major fédéral, par l'esprit plus militaire des hommes du sud, et aussi par le concours de tous les aventuriers, flibustiers et autres, que le sud nourrissait toujours en vue de ces envahissemens continuels auxquels le condamne l'esclavage. Je n'ai pas le projet de faire ici un tableau de l'armée séparatiste, mais je veux seulement signaler deux différences importantes qui caractérisent son organisation, comparée à celle du nord. Les officiers étaient choisis et nommés directement par le président ; ils étaient envoyés dans les régimens pour y commander. Point de camaraderie entre eux et les soldats. Ceux-ci ne les connaissaient pas, et par cela seul les croyaient supérieurs. Ils ne devaient pas se

retrouver plus tard égaux dans la vie privée. Enfin ces officiers appartenaient à cette classe des maîtres d'esclaves qui, vivant du travail de leurs inférieurs et habitués à les commander, attachés au sol par la transmission héréditaire de la terre paternelle et des serfs noirs qui la peuplaient, avaient dans une certaine mesure les qualités des aristocraties. Entre leurs mains, la discipline de l'armée n'avait rien à craindre; de nombreuses fusillades la firent respecter, et le jour du combat ils menèrent vaillamment leurs soldats et en furent vaillamment suivis.

En second lieu, M. Davis reconnut vite que le système des volontaires serait impuissant à lui fournir assez d'hommes pour soutenir la lutte fratricide dans laquelle il avait engagé son pays; il en vint rapidement à la conscription, au recrutement forcé. Ce n'était plus un contrat entre le soldat et son colonel, ou entre le soldat et l'état, laissant toujours une possibilité de résiliation, et n'entraînant pas des obligations absolues. C'était la loi, l'autorité, le pouvoir qui enlevaient tous les hommes valides et les faisaient marcher aveuglément à ce qu'on leur disait être la défense de leur pays. Pas d'hésitation possible. Enchaîné par le lien du devoir, le soldat en devenait à la fois plus soumis et plus disposé au sacrifice. Dans la situation du sud, ces mesures étaient bonnes, et nul doute qu'elles n'aient contribué, au début de la guerre, à procurer de grands avantages à son armée. Néanmoins nous sommes bien loin de faire un reproche à M. Lincoln de n'avoir pas recouru à des moyens aussi violens. Les chefs d'une insurrection ne connaissent aucun obstacle, et ne sont arrêtés par aucun scrupule lorsqu'il s'agit d'assurer le triomphe de leurs vues ambitieuses, et surtout d'échapper aux conséquences qu'entraînerait pour eux la défaite. Ils ne reculent devant rien, et n'ont aucune répugnance aux expédiens révolutionnaires; mais M. Lincoln et ses conseillers étaient les représentans légitimes de la nation, et s'ils avaient le devoir de réprimer une révolte, ils ne voulaient pas, sans une nécessité absolue, toucher aux garanties qui jusqu'alors avaient fait le peuple américain le plus heureux et en même temps le plus libre de la terre.

II.

Une fois l'armée improvisée, il fallut songer à l'emploi que l'on allait en faire, autrement dit au plan de campagne. Le plan général était simple : on ne pouvait avoir l'idée de conquérir et d'occuper un territoire aussi vaste que celui des états confédérés; mais, pour conjurer les dangers nés ou à naître d'une aussi redoutable insurrection, il fallait atteindre trois résultats : bloquer efficacement le littoral insurgé, être maître du cours du Mississipi et du système

entier des eaux de l'ouest, enfin déloger de Richmond, sa capitale, le gouvernement rebelle.

Par le blocus, on isolait les insurgés des étrangers, dont la sympathie leur était assurée, on empêchait l'introduction de la poudre et des armes, on arrêtait les exportations et les ressources qu'elles pouvaient procurer, on s'opposait enfin à l'introduction de denrées qui du dehors auraient toujours fini, malgré l'état de guerre, par pénétrer dans le nord, au grand détriment des manufactures nationales et du trésor fédéral. A la marine appartenait la tâche de ce blocus. Elle s'en acquitta d'une manière assez inefficace d'abord, faute de moyens suffisans; mais peu à peu la surveillance alla en se resserrant, au point de devenir difficile à déjouer.

La possession du Mississipi était une impérieuse nécessité. Le grand fleuve et ses affluens sont le débouché de toutes les contrées qu'ils arrosent. Ce sont les artères des états de l'ouest, états jusqu'ici restés fidèles à l'Union, mais dont les intérêts pourraient bien à la longue refroidir l'enthousiasme et parler même plus haut que les croyances. Refaire l'Union par l'intérêt, sur la base de l'esclavage, est depuis longtemps le programme des meneurs du sud. Leur abandonner les fleuves de l'ouest sans combat, c'était résoudre à moitié la question. On se décida donc à engager la lutte sur ce théâtre. La marine reprit la Nouvelle-Orléans par un coup de main brillant. C'était le principal; on mettait ainsi la clé dans sa poche. Quant au cours du Mississipi, le soin de le reconquérir fut confié aux armées de l'ouest, admirablement secondées par la flottille de batteries blindées et de béliers à vapeur du commodore Foote. La guerre prit dans ces parages un caractère tout nouveau. Tant qu'on n'eut à agir que par eau, les opérations furent très rapides. L'ennemi ne pouvait intercepter les magnifiques voies navigables, si favorables à l'attaque, qu'offraient les grands fleuves de l'ouest. Par eau, on assiégeait Columbus, sur le Mississipi, tandis qu'en remontant promptement les rivières du Tennessee et du Cumberland, on coupait les communications de l'armée chargée de défendre ce poste important. Une fois isolée de ses chemins de fer, celle-ci dut battre en retraite vers le sud. Elle recula ainsi de position en position, à mesure que la flottille du nord descendait le fleuve, et que son armée se saisissait des principaux embranchemens de chemins de fer. Seulement la marche des fédéraux devint très lente alors que, n'ayant plus pour s'avancer des cours d'eau navigables et parallèles au Mississipi, comme le Tennessee, ils durent reconstruire au fur et à mesure les chemins de fer nécessaires à leur approvisionnement, que l'ennemi détruisait en se retirant.

Restait la dernière opération : chasser de Richmond le gouvernement insurrectionnel. En se concentrant dans les mains de M. Davis,

ce gouvernement a pris la forme d'une dictature, et a donné ainsi à son siège l'importance d'une capitale. Là aboutissaient toutes les grandes lignes de chemins de fer, toutes celles des télégraphes. C'est de là que pendant un an ont été datés tous les ordres, toutes les dépêches. En forçant le gouvernement confédéré à abandonner cette capitale, on lui infligeait un échec immense; aux yeux de l'Europe surtout, on lui ôtait son prestige. Fallait-il brusquer cette attaque aussitôt qu'on aurait réuni les moyens d'action qu'on aurait raison de croire suffisans, sans attendre les résultats du blocus et de la campagne mississipienne? Les opinions sont partagées à cet égard. Les uns disent oui, en se fondant sur ceci : qu'on ne doit jamais laisser à une insurrection le temps de s'établir; que l'armée fédérale, avec son organisation défectueuse, ne devait valoir guère mieux en mars qu'en novembre; qu'un succès éclatant des hommes du nord suivant de près Bull's Run pouvait finir la guerre tout d'un coup, en permettant une grande tentative de conciliation avant que l'on se fût trop aigri de part et d'autre. Les autres disaient non : selon eux, le gros de la besogne pour réduire l'insurrection devait se faire sur la côte et sur le Mississipi. La campagne de Richmond, si on l'entreprenait au printemps avec l'armée du Potomac aguerrie par l'hiver passé sous la tente et remise des funestes impressions de Bull's Run, serait le coup de grâce donné à la sécession. Ce fut ce dernier parti qui l'emporta, soit qu'il eût été le résultat d'une véritable délibération, soit qu'on s'y fût laissé acculer par nécessité, faute de s'être décidé à temps pour agir pendant les beaux jours de l'automne de 1861.

Et c'est ici le lieu de faire observer en passant un trait caractéristique du peuple américain : en tant que peuple, en tant qu'agglomération d'individus, c'est la lenteur. Cette lenteur à prendre un parti et à agir, si opposée à la promptitude, à la décision, à l'audace auxquelles l'Américain, considéré comme individu, nous avait habitués, est un phénomène inexplicable, qui me cause toujours le plus vif étonnement. Est-ce l'abus de l'initiative individuelle qui tue l'énergie collective, l'habitude de ne compter que sur soi-même et de n'agir que pour soi qui rend hésitant, défiant sur le concours des autres? Est-ce de n'avoir jamais appris à obéir qui rend si difficile de commander? Un peu de tout cela sans doute, et d'autres causes encore qui nous échappent, doivent concourir à ce résultat aussi étrange qu'incontestable; mais cette lenteur, qui semble propre du reste à la race anglo-saxonne, est rachetée par une ténacité, par une persévérance que l'insuccès ne rebute pas.

Laissons donc les flottes fédérales occupées à bloquer le littoral insurgé, à reprendre la Nouvelle-Orléans, à aider le général Halleck à reconquérir le cours du Mississipi, et suivons la carrière de

l'armée du Potomac, destinée à combattre la grande armée confédérée, et à lui arracher, si faire se peut, la possession de la capitale virginienne.

L'hiver s'était passé, pour les soldats du nord, à s'organiser, s'exercer, s'approvisionner. De plus ils avaient élevé autour de Washington une série d'ouvrages, de forts détachés, pour nous servir d'une expression connue, qui, armés d'une puissante artillerie, mettaient la capitale à l'abri d'un coup de main, quand même l'armée du Potomac eût été absente. La construction de ces ouvrages donnait à penser à ceux qui cherchaient à deviner les projets du général; mais tout était depuis longtemps si calme à Washington que ce n'était qu'en passant que l'on s'arrêtait à l'idée d'une entrée en campagne. L'ennemi occupait toujours en grande force ses positions de Manassas et de Centreville, et depuis six mois il n'y avait eu entre les deux armées que des escarmouches de peu d'importance.

Les choses en étaient là lorsqu'un de mes amis, me frappant sur l'épaule le 9 mars au soir, me dit : « Vous ne savez pas? l'ennemi a évacué Manassas, et l'armée part demain! » Le lendemain, en effet, toute la ville de Washington était en commotion. Une masse d'artillerie, de cavalerie, de wagons, encombrait les rues, se dirigeant vers les ponts du Potomac. Sur les trottoirs des allées, on ne voyait qu'officiers faisant de tendres adieux à des dames en pleurs. La population civile regardait froidement ce départ. Il n'y avait pas la moindre trace d'enthousiasme. Peut-être était-ce la faute de la pluie qui tombait à torrens. Sur le *Long-Bridge*, au milieu de plusieurs batteries qui couvraient en défilant laborieusement ce pont éternellement en ruine, je rencontrai le général Mac-Clellan à cheval, l'air soucieux, s'en allant tout seul, sans aides-de-camp, escorté uniquement de quelques cavaliers. Celui qui aurait pu lire ce jour-là dans l'âme du général y aurait déjà vu cette amertume qui plus tard devait s'y amasser d'une façon si cruelle. Au-delà des ponts, nous trouvâmes toute l'armée en mouvement, se dirigeant vers Fairfax-Court-House, où une grande partie campa ce soir-là. La cavalerie poussa jusqu'à Centreville et Manassas, qu'elle trouva abandonnés. On ne joignit l'ennemi nulle part, il avait une trop grande avance. Le quartier-général s'établit comme il put à Fairfax, joli village à grandes maisons de bois clair-semées au milieu des jardins. La population avait fui, à peu d'exceptions près, à notre approche. Le lendemain, j'accompagnai une reconnaissance de cavalerie à Centreville, où je vis les immenses baraquemens que les confédérés avaient occupés pendant l'hiver, et à Manassas, dont les débris fumans laissaient dans l'esprit une profonde impression de tristesse. En revenant nous visitâmes le champ de bataille de Bull's Run. Le général Mac-Dowell était avec nous, il ne put retenir ses larmes à la vue de

ces ossemens blanchis qui lui rappelaient si vivement le cruel souvenir de sa défaite.

Mais, pendant que nous nous promenions ainsi, il survenait dans les hautes régions de l'armée de graves événemens. Il existe, dans l'armée américaine comme dans l'armée anglaise, un commandant en chef qui exerce, au-dessus de tous les généraux, une suprême autorité, règle la répartition des troupes et dirige les opérations militaires. Ces fonctions, très amoindries depuis la guerre de Crimée dans l'armée britannique, s'exerçaient encore en Amérique dans toute leur plénitude. Du vieux général Scott, qui pendant longtemps les avait remplies avec honneur, elles étaient passées au général Mac-Clellan. Nous apprîmes, en arrivant à Fairfax, qu'elles lui étaient retirées. On comprend l'amoindrissement et la gêne que ce coup porté par derrière, à l'heure même de l'entrée en campagne, allait causer au général en chef. Ce n'était cependant qu'une partie du mal. L'entrée en campagne elle-même lui était imposée inopportunément. Mac-Clellan savait depuis longtemps et mieux que personne à quoi s'en tenir sur la force qui occupait Manassas et Centreville. Il connaissait parfaitement l'existence de ces canons de bois mis en batterie sur les ouvrages des confédérés et que l'on a si souvent prétendu l'avoir intimidé pendant six mois (1); mais il savait aussi que jusqu'en avril les routes de la Virginie seraient dans un tel état qu'il ne pourrait y remuer ses canons et ses charrois qu'en construisant des espèces de chemins de bois fort en usage dans le pays, travail très long et pendant lequel l'ennemi, ayant des chemins de fer à sa disposition, pourrait ou se retirer comme il venait de le faire, ou aller porter des coups rapides sur d'autres points. En tous cas, eût-on atteint Centreville, l'ennemi l'eût-il défendu et la position eût-elle été emportée, la poursuite était impossible, la victoire stérile. Un pont coupé suffisait au vaincu pour échapper à toutes les atteintes du vainqueur : inestimable avantage des chemins de fer pour la guerre défensive, et qui n'existe pas pour celui qui se porte en avant! Par contre, il est vrai, une fois rompus sur un point de leur parcours, ils interdisent tout retour offensif à celui qui les a détruits.

Nous croyons donc pouvoir affirmer que le général Mac-Clellan n'avait jamais songé à aller à Centreville. Sa pensée, depuis longtemps arrêtée, était de mettre Washington à l'abri d'un coup de main au moyen d'une grosse garnison fortement établie dans les ouvrages dont nous avons parlé, et de profiter ensuite des grandes voies navigables et de l'immensité des ressources navales du nord pour transporter rapidement l'armée par eau sur un point rapproché de

(1) Il y avait même un tuyau de poêle figurant canon, dont il avait entendu parler, et que les curieux qui ont pris d'assaut les ouvrages de Centreville n'ont pas retrouvé.

Richmond. Il y avait des semaines, même des mois, que l'exécution de ce projet se préparait très secrètement. Le secret, on le comprend, ainsi que la promptitude, étaient ici la principale condition du succès. Pour que la chose ne s'ébruitât point, il n'avait fallu la confier qu'à un petit nombre de personnes. De là peut-être une des causes de jalousie contre le général en chef.

Quoi qu'il en soit, comme le jour de l'action approchait, ceux qui soupçonnaient la pensée du général et s'indignaient de n'y avoir pas été initiés, les envieux que lui avait suscités sa promotion au commandement suprême, ses ennemis politiques (qui n'en a pas aux États-Unis?), tout ce qui enfin, à côté ou au-dessous de lui, lui voulait du mal sembla s'être donné le mot pour accuser avec une violence extrême sa lenteur, son inaction, son incapacité. Mac-Clellan, avec un patriotique courage que j'ai toujours admiré, dédaignait ces accusations et ne répondait pas. Il se contentait de poursuivre ses préparatifs laborieusement et en silence. Le moment vint cependant où, malgré l'appui loyal que lui prêtait le président, il ne put plus tenir contre l'orage amassé sur sa tête. Un conseil de guerre de tous les divisionnaires fut tenu; un plan de campagne qui n'était pas celui du général en chef fut proposé et discuté. Il fallut alors que Mac-Clellan s'expliquât sur ses projets, et dès le lendemain ils étaient connus de l'ennemi. Informé sans doute par ces mille agens féminins qui font pour lui l'espionnage jusque dans les réduits les plus intimes, le chef de l'armée confédérée évacua aussitôt Manassas. Sa manœuvre était habile : incapable de prendre l'offensive, menacé d'être attaqué, soit à Centreville, où sa défense ne servait à rien, soit à Richmond, dont la perte était un grave échec, ne pouvant d'ailleurs couvrir ces deux positions à la fois, il n'avait rien de mieux à faire que de porter toutes ses forces sur la seconde. Pour l'armée du Potomac, cette évacuation était un malheur. Son mouvement était démasqué avant qu'il fût prêt. Les navires de transport n'étaient pas réunis; une partie était même encore retenue dans les glaces de l'Hudson. Dans cette situation, fallait-il persévérer à exécuter aussi rapidement que possible le mouvement par eau vers la péninsule virginienne? ou bien fallait-il marcher par terre vers Richmond? Telle était la grave décision que le jeune général de l'armée du Potomac, enfermé dans une mauvaise chambre d'une maison abandonnée de Fairfax, avait à prendre dans les vingt-quatre heures. C'est en de telles circonstances que lui arrivait la nouvelle qu'il était destitué du commandement en chef, c'est-à-dire qu'il ne pouvait plus compter sur la coopération des autres armées de l'Union avec la sienne, et que les troupes réunies sous ses ordres allaient être divisées en quatre grands corps, sous quatre chefs séparés, nommés tous à l'ancienneté, de manière à faire descendre dans une posi-

tion subalterne quelques jeunes généraux de division qui avaient sa confiance personnelle. On concevra sans peine qu'il y eût là de quoi rendre soucieux même l'esprit le plus fortement trempé. Sa résolution n'en fut pas moins promptement prise.

Poursuivre l'armée confédérée par terre, et la poursuivre jusqu'à Richmond, était à cette époque de l'année une impossibilité matérielle: on en faisait à l'heure même l'expérience. Une colonne légère commandée par le général Stoneman avait été lancée à la suite de l'ennemi. Cette colonne le trouva en retraite sur le Rappahannock, le long du chemin de fer de Gordons'ville, et eut avec lui deux engagemens de peu d'importance. Mais des pluies survinrent. Tous les ponts étaient enlevés, les gués devenus impassables, les cours d'eau ne pouvaient plus être franchis, même à la nage, tant ils étaient grossis et torrentueux. Les vivres manquèrent à la colonne, et sa situation fut extrêmement critique. Pour la faire connaître, le général Stoneman dut faire traverser une rivière sur des troncs d'arbres, liés avec des cordes, à deux aides-de-camp du général en chef qui l'avaient accompagné. Tel était le pays dans lequel il eût fallu engager l'armée. On était en mars, et les pluies devaient durer jusqu'au 15 juin. De plus, l'ennemi brûlait et détruisait tous les ponts des chemins de fer. Or, avec les besoins du soldat américain et l'énormité habituelle de sa ration, avec la nécessité de tout apporter dans un pays où l'on ne trouve rien et où le moindre orage rend les chemins impraticables, l'armée ne pouvait subsister, si elle ne s'appuyait dans sa marche soit sur un cours d'eau navigable, soit sur un chemin de fer. Notre administration militaire a pour règle que le charroyage nécessaire à une armée de 100,000 hommes en Europe ne peut approvisionner cette armée à plus de trois jours de sa base d'opérations. Là, dans le désert et sans route, je crois qu'il faut réduire cette limite à une journée. Une armée américaine ne peut donc s'éloigner de plus d'une journée du chemin de fer ou du cours d'eau qui l'alimente, et si la voie qu'elle suit se trouve interceptée par des ruptures de pont, elle doit en attendre la réparation, sous peine de se porter en avant sans munitions et sans vivres. Or il y avait sur les chemins de fer qui conduisaient à Richmond des viaducs qui demandaient six semaines pour être reconstruits.

La marche par terre fut donc abandonnée, et on en revint au mouvement par eau; mais cette opération avait changé d'aspect et n'était plus telle que le général Mac-Clellan l'avait conçue. La révélation de son plan faite à l'ennemi avait permis à celui-ci de prendre ses précautions contre le danger qui l'aurait menacé. L'évacuation de Manassas avait précédé au lieu de suivre l'entrée en campagne de l'armée fédérale. Le mouvement contre Richmond avait cessé

d'être une surprise. Il allait malheureusement aussi perdre l'avantage d'une prompte exécution.

Déjà on avait laissé échapper quelques jours, les jours employés à l'inutile poursuite de l'ennemi à Fairfax-Court-House et Manassas; ce n'était toutefois que demi-mal, les transports n'étant pas encore réunis. Aussitôt qu'ils commencèrent à paraître, ordre fut donné à l'armée d'aller s'embarquer à Alexandrie. Là toutefois un nouveau mécompte attendait le général en chef. On lui avait promis les moyens de transporter à la fois 50,000 hommes; c'est à peine si les navires réunis dans le Potomac purent en recevoir la moitié. Au lieu d'emporter d'un seul coup, comme on l'avait espéré, toute une armée avec son artillerie et son matériel, il fallut faire faire à la flottille fédérale de nombreux va-et-vient. C'est le 17 mars que commença le mouvement de l'armée. Son effectif se composait de onze divisions d'infanterie, de 8 à 10,000 hommes chacune, plus de 6,000 réguliers à pied et à cheval, et environ 350 pièces d'artillerie de campagne, le tout pouvant faire 120,000 hommes. Une division fut détachée au moment du départ, pour aller, on ne sait par quel motif, former un commandement indépendant sous les ordres du général Frémont dans les montagnes de la Virginie septentrionale. Nous verrons successivement l'armée du Potomac subir d'autres affaiblissemens non moins inexplicables; mais n'anticipons pas (1).

Il fallut quinze jours pour conduire l'immense armement que nous venons d'énumérer à Fort-Monroë, lieu choisi pour le débarquement. L'apparition du *Merrimac* et le terrible essai qu'il avait fait de ses forces ne permettant plus de considérer la marine fédérale comme maîtresse absolue des eaux virginiennes, l'armée n'avait pu trouver, pour prendre terre, de point plus favorable. Fort-Monroë est une citadelle régulière, construite en pierre, à la pointe méridionale de la péninsule de Virginie, et restée depuis le début de la guerre aux mains du gouvernement fédéral. Cette forteresse, croisant ses feux avec ceux d'un fort nommé les *Rip-raps*, bâti sur un enrochement artificiel, commande la passe qui, de la pleine mer, mène à Hampton-Roads et de là à Richmond par le James-River, ou bien, par l'Elizabeth-River, à Norfolk, où se trouvait le *Merrimac*. C'est dans ces eaux intérieures que s'étaient passées les deux actions navales dont l'attention publique a été si vivement préoccupée, et qui ont eu sur les destinées de l'armée du Potomac une si grave influence, qu'il ne sera peut-être pas hors de propos de leur donner place dans ce récit.

Je ne ferai pas la description du *Merrimac*, que tout le monde

(1) Une carte des environs de Richmond, placée en tête de ce récit, permettra de suivre dans tous leurs détails les importantes opérations dont la Virginie fut le théâtre à partir du mois de mars 1862.

connaît : je rappelle seulement que c'était une ancienne et très grande frégate à hélice, rasée jusqu'à la flottaison et recouverte d'un toit en fer assez faiblement incliné pour faire ricocher les boulets. Dans ce toit, quelques sabords étaient pratiqués pour des canons Armstrong de 100 et quelques autres pièces du plus gros calibre. L'avant était armé d'un éperon en fer, comme celui des anciennes galères. Le 8 mars, le *Merrimac*, escorté de plusieurs canonnières blindées, sort de l'Élizabeth-River et se dirige droit vers l'entrée du James-River, où étaient mouillées les deux vieilles frégates à voiles de la marine fédérale, le *Cumberland* et le *Congress*. Toutes deux font feu de toute leur artillerie contre l'ennemi inattendu qui s'approche, mais ce feu est sans effet : tous leurs boulets ricochent sur la toiture. Le *Merrimac* continue paisiblement sa route, et vient, avec une vitesse de quatre à cinq nœuds seulement, plonger son éperon dans le flanc du *Cumberland*. Chose singulière, ce choc fut très doux, à peine si on le ressentit à bord du *Merrimac*; mais il avait suffi pour frapper à mort la frégate fédérale. On la vit couler majestueusement, ensevelissant avec elle deux cents hommes de son équipage, qui, jusqu'au dernier instant, servaient encore leur impuissante artillerie; grand et glorieux spectacle; mais dans ce choc fatal le *Merrimac* avait brisé son éperon. Est-ce pour ce motif qu'il n'essaya pas de couler de même le *Congress?* Toujours est-il qu'il se borna à engager avec cette frégate un duel d'artillerie qu'elle ne put longtemps soutenir. Encombrée de morts et de mourans, elle hissa ses voiles, alla s'échouer à terre, amena son pavillon et prit feu. En voulant faire prisonnière une portion de l'équipage, les marins du *Merrimac* furent exposés à un feu de mousqueterie parti de la côte, et une balle atteignit leur brave et habile capitaine, M. Buchanan.

Pendant ce temps, toute l'escadre des fédéraux, réunie à Hampton-Roads, s'était mise en mouvement pour aller au secours de ses infortunés compagnons du James-River; mais cette escadre ne pouvait être que de peu de secours. Elle se composait de trois frégates, dont une seule, le *Minnesota*, en état de rendre quelques services : c'était une frégate à hélice de même dimension que le *Merrimac*, mais non blindée. Les deux autres, le *Roanoke*, également frégate à hélice, mais qui avait perdu son arbre, et le *Saint-Laurence*, vieille frégate à voiles, n'étaient bonnes qu'à se faire détruire. Toutes deux, après des efforts infructueux pour se rendre sur le lieu du combat et des échouages partiels, abandonnèrent la partie et retournèrent à leur mouillage. Quant au *Minnesota*, qui aurait pu avoir quelques chances contre le *Merrimac*, non avec son artillerie, mais en profitant de sa supériorité de vitesse pour l'aborder et essayer de le couler par le choc, elle tirait six pieds d'eau de plus que le *Merrimac*,

gouvernait fort mal dès qu'elle n'avait plus qu'un pied sous la quille; aussi ne tarda-t-elle pas à s'échouer dans une position où elle courait les plus grands périls. Nul doute que, si à ce moment de la journée le *Merrimac* fût venu l'assaillir, elle n'eût eu le même sort que le *Cumberland* et le *Congress*. Le *Merrimac*, sans doute pour venger la blessure de son capitaine, resta à canonner le camp et les batteries de Newport-News, d'où était partie la balle qui l'avait frappé; puis il rentra à Norfolk pour la nuit, comptant probablement achever le lendemain l'œuvre de destruction... Mais dans la nuit était arrivé le *Monitor*.

J'ai besoin qu'on me pardonne ici la comparaison très familière dont je vais me servir pour figurer aux yeux du lecteur cet étrange bâtiment. Il n'est personne qui ne connaisse ces biscuits de Savoie cylindriques couverts d'une croûte de chocolat, un des principaux ornemens de la boutique de nos pâtissiers. Qu'on se représente ce gâteau placé dans un plat oblong, et l'on aura une idée exacte de l'apparence extérieure du *Monitor*. Le biscuit de Savoie est une tour en fer percée de deux ouvertures par lesquelles passe la gueule de ses deux énormes canons. Cette tour a la propriété de tourner sur son axe par un appareil très ingénieux, de manière à diriger son artillerie sur n'importe quel point de l'horizon. Quant au plat oblong sur lequel le gâteau est placé, c'est une espèce de couvercle en fer posé à fleur d'eau sur la coque, qui contient la machine, le logement de l'équipage, les approvisionnemens, et dont le déplacement supporte le tout. De loin on ne voit que la tour, et cette tour flottante, d'un aspect si nouveau, fut la première chose qu'aperçurent le *Merrimac* et ses compagnons, lorsque, le 9 mars au matin, ils revinrent pour porter les derniers coups au *Minnesota*, toujours échoué, et probablement se livrer encore à d'autres destructions. Les deux navires ennemis, le *James-Town* et le *York-Town*, s'avancèrent les premiers vers le *Monitor* avec cette curiosité toujours un peu craintive que mettent les chiens à s'approcher d'un animal inconnu. Ils n'attendirent pas longtemps : deux éclairs partirent de la tour, suivis par le sifflement de deux boulets de 120. Il n'en fallut pas davantage pour faire rebrousser chemin au plus vite aux deux explorateurs. Le *Merrimac* reconnut aussitôt à qui il avait affaire, et il se porta bravement au-devant de l'adversaire, qu'il ne s'attendait pas à rencontrer. Alors commença le duel dont il a été tant parlé, et qui semble appelé à faire une si grande révolution dans l'art naval. Dès l'abord, les deux jouteurs sentirent qu'il fallait se combattre de près; mais, même à quelques mètres de distance l'un de l'autre, ils semblaient également invulnérables. Les boulets ricochaient ou se brisaient sans faire autre chose que de laisser de légères empreintes. Boulets ronds du poids de 120, boulets coni-

ques de 100, boulets Armstrong, rien n'y faisait. Le *Merrimac* alors, voulant profiter de sa grande masse, chercha à couler son adversaire en l'abordant violemment par le travers; mais il ne pouvait prendre d'élan. Le *Monitor*, très court, très agile, très prompt à la manœuvre, s'attachait à lui, tournait autour de lui, échappait à ses coups avec une rapidité que la longueur excessive du *Merrimac* ne lui permettait pas d'atteindre. Rien de plus curieux que de voir les deux adversaires se remettant alors à tourner en rond l'un autour de l'autre, le petit *Monitor* décrivant le cercle intérieur, tous deux également attentifs à chercher le point faible de l'ennemi pour y décharger aussitôt à bout portant l'un de leurs énormes projectiles. « Figurez-vous, me disait un témoin oculaire, le pugilat de Heenan et de Tom Sayers! » La lutte se prolongea ainsi, sans résultats apparens, pendant plusieurs heures. Une seule fois le *Merrimac* réussit à frapper avec son avant le travers du *Monitor*; mais celui-ci pirouetta sous le coup comme un baquet flottant, et une très légère endenture laissée dans sa muraille fut la seule avarie causée par ce choc formidable. L'épuisement des deux combattans finit par mettre un terme à la lutte. Les confédérés rentrèrent à Norfolk, et le *Monitor* resta maître du champ de bataille. Le *Minnesota* et toute l'escadrille de Hampton-Roads étaient sauvés : le pygmée avait tenu tête au géant. Restait à savoir si celui-ci ferait une autre tentative lorsque l'enjeu serait plus tentant, lorsque, au lieu de chercher à détruire un ou deux navires de guerre, il s'agirait de s'opposer au débarquement de toute une armée d'invasion.

C'est dans ces circonstances que j'arrivai à Fort-Monroë. Bientôt la rade se couvrit de vaisseaux venant soit d'Alexandrie, soit d'Annapolis, chargés, les uns de soldats, les autres de chevaux, de canons, de matériel de tout genre. Quelquefois je comptais au mouillage plusieurs centaines de navires, et parmi eux vingt ou vingt-cinq grands transports à vapeur attendant le moment de venir à quai pour y déposer les 15 ou 20,000 hommes qu'ils portaient. Que l'on juge du désastre épouvantable qui fût survenu, si le *Merrimac* eût apparu soudainement au milieu de cette masse épaisse de bâtimens, les frappant les uns après les autres, et coulant à fond ces sortes de ruches humaines où rien n'eût pu échapper à ses coups! Il y eut là pour les autorités fédérales, soit navales, soit militaires, quelques jours de la plus vive anxiété. Chaque fois qu'on apercevait une fumée au-dessus des arbres qui cachaient l'entrée de l'Elizabeth-River, le cœur battait violemment; mais le *Merrimac* ne vint point; il laissa s'achever sans encombre le débarquement de l'armée.

Pourquoi ne vint-il point?

Il ne vint point, parce que de sa position de Norfolk, à l'état de menace constante, il obtenait à cette heure, sans risques, deux résultats d'une égale importance : d'abord il paralysait à Hampton-Roads les forces navales réunies pour concourir avec l'armée de terre à l'attaque de York-Town; en second lieu, et c'était là l'objet capital, il privait l'armée fédérale de tous les avantages que la possession du James-River lui aurait assurés pour une campagne dont Richmond était la base.

Sans doute, si le *Merrimac* fût descendu à Hampton-Roads, et qu'il y eût détruit la flotte qui y était réunie, il eût obtenu un immense résultat; mais toutes les chances n'eussent pas été en sa faveur dans cette entreprise. Le *Merrimac* aurait d'abord retrouvé devant lui le *Monitor*. Seul à seul, il ne le craignait pas; l'artillerie du *Monitor* avait été impuissante contre son armure, elle le serait encore; mais si le *Merrimac* n'avait pas réussi dans la première rencontre à couler le *Monitor* en l'abordant, il avait pris ses mesures pour être plus heureux une autre fois. Le moyen était un éperon sous-marin, en fer forgé, de dix pieds de long, avec lequel il aurait infailliblement atteint en dessous de son couvercle les œuvres vives du *Monitor*. Or celui-ci, à fleur d'eau et sans cloisons étanches, coulait dès que l'eau eût commencé à le pénétrer. Au *Monitor* toutefois se seraient joints, dans cette nouvelle lutte, de nouveaux auxiliaires. Lors de sa première sortie, en le voyant invulnérable à l'artillerie, se faisant comme un jeu d'enfoncer la muraille du *Cumberland*, et de couler ce malheureux vaisseau, on en était venu aussitôt à penser qu'à défaut de navires de même construction et de même force à lui opposer, le meilleur moyen de le combattre était d'employer de grands bâtimens, à la marche rapide, qu'on réunirait au nombre de cinq ou six, et qu'on lancerait contre lui dès qu'il paraîtrait. Une fois les machines de ces navires en mouvement, il ne fallait que cinq ou six hommes résolus pour les conduire. On avait les navires et on avait aussi les hommes. Si le *Merrimac* eût paru, ils se fussent précipités sur lui avec des vitesses doubles de la sienne. L'un d'eux au moins eût réussi à le frapper par le travers, et il l'eût coulé infailliblement, car sa cuirasse n'était pas une protection contre un choc de cette nature, ou bien à l'aborder par l'arrière et à lui déranger son hélice, auquel cas le *Monitor* eût eu beau jeu. D'autres précautions de détail avaient été prises : un réseau de cordages sous-marins avait été tendu à l'embouchure de l'Elizabeth-River, et il n'aurait pas manqué très probablement de s'entortiller autour de l'hélice du *Merrimac* et de paralyser ses mouvemens. Tout cela combiné, mais surtout les cinq ou six grands navires toujours sous vapeur, toujours l'œil au guet, semblables à une meute qui

n'attend qu'un signe pour se jeter sur sa proie, avaient donné à réfléchir aux autorités confédérées. Pour mon compte, je suis convaincu que si le *Merrimac* se fût hasardé en eaux profondes, en dehors des bas-fonds qui obstruent l'entrée du James et de l'Elizabeth-River, là où ses adversaires eussent pu seulement prendre leur élan, il eût sombré en quelques instans. Les officiers fédéraux, sentant l'importance du résultat à atteindre, étaient profondément résolus à y sacrifier leurs vaisseaux et à se sacrifier du même coup eux-mêmes.

En deux mots, la marine des États-Unis pouvait empêcher le *Merrimac* de sortir en haute mer, et par suite d'aller troubler les opérations militaires dont le York-River allait être le théâtre; mais le *Merrimac* en revanche s'opposait à ces mêmes opérations dans le James-River. Immense service rendu par un seul navire! On a vu plus haut comment il avait été impossible de faire avancer directement et par terre l'armée du Potomac de Washington à Richmond, par suite de la rupture des chemins de fer nécessaires à son alimentation, et du long temps qu'il eût fallu pour réunir leurs tronçons séparés : ici nous voyons la route directe de Richmond par eau obstruée par un bâtiment, débris heureusement échappé à la destruction de l'arsenal de Norfolk, retiré à moitié incendié du fond d'un bassin, et transformé par des mains aussi intelligentes qu'audacieuses en une machine de guerre formidable. Au lieu de remonter les bords du James-River jusqu'à Richmond, de les remonter rapidement avec l'escorte et l'appui d'une puissante flottille, voilà l'armée fédérale réduite à débarquer au milieu de grands hasards à Fort-Monroë pour prendre la route praticable, mais longue et détournée, du York-River. Il va falloir aller à York-Town d'abord, emporter cet obstacle, puis remonter le York-River et le Pamunkey jusqu'au White-House, où finit la navigation. A partir de ce point, où l'on perdra l'appui des canonnières, il faudra s'avancer le long du York-River-Railway, chemin de fer heureusement sans ponts, et par conséquent difficile à intercepter, mais à travers un pays malsain, avec le redoutable obstacle du Chikahominy barrant le passage à quelques milles de Richmond.

Une opération sûre et rapide se changeait de la sorte en une campagne longue et hasardeuse, et cela pour avoir laissé échapper pour quelque temps et sur un point seulement l'empire des eaux. On avait douté de l'efficacité des navires cuirassés, on avait tenu peu de compte du *Merrimac* avant de le connaître, on en était cruellement puni. Dans l'ouest, les armées de l'Union marchaient de succès en succès, grâce au concours, à l'énergie, à l'esprit d'entreprise de la marine, admirablement secondée par la structure géographique

du pays. Ici c'était le contraire : un seul combat heureux sur mer des confédérés, un seul coup qu'ils avaient su frapper par surprise, allait peut-être paralyser la grande armée fédérale, lui faire perdre des avantages géographiques égaux à ceux qu'elle avait trouvés dans l'ouest, et compromettre, ou tout au moins ajourner la réussite de ses opérations : tant il est vrai que l'expérience n'a pas encore appris, même aux peuples les plus puissans sur mer, tout le parti qu'on peut tirer du concours d'une marine bien organisée dans les guerres de terre!

III.

Pendant que l'on attendait ainsi le *Merrimac* et qu'on l'attendait en vain, l'armée prenait terre à Fort-Monroë, où régnait une prodigieuse activité. Le 4 avril, six divisions, la cavalerie, la réserve et un nombre immense de chariots étaient déjà débarqués. Le général en chef, arrivé la veille, les mit en mouvement. Keyes, avec trois divisions, prit une route qui longeait les bords du James-River. Mac-Clellan prit avec le reste des troupes la route directe de York-Town. On traversa d'abord les ruines de la ville de Hampton, incendiée quelques mois auparavant par un procédé à la Rostopchin du général confédéré Magruder. C'était lui qui commandait encore, disait-on, les troupes préposées à la défense de York-Town et de la péninsule. Magruder, comme tous les chefs confédérés, avait fait partie jusqu'au moment de l'insurrection de l'armée régulière de l'Union. Ses anciens camarades, placés à la tête des troupes fédérales, étaient familiers avec ses habitudes et son caractère, et cherchaient à en déduire la conduite qu'il tiendrait devant eux. Cette connaissance réciproque que les chefs des deux armées avaient les uns des autres, résultat d'une vie commune commencée dès l'enfance sur les bancs de l'école, et continuée, soit sur les champs de bataille, soit durant les longues garnisons des frontières, était certainement un des traits singuliers de cette singulière guerre. Quelques personnes fondaient encore des espérances de réconciliation sur cette vieille camaraderie, mais ces espérances ne devaient pas se réaliser.

Un autre trait non moins curieux qui se manifesta dès le premier jour et ne cessa pas de se reproduire était l'absence complète de renseignemens sur le pays et sur la position de l'ennemi, l'ignorance totale de ses mouvemens et du nombre de ses troupes. Le peu d'habitans que l'on rencontrait étaient tous hostiles et muets; les déserteurs et les nègres en disaient généralement beaucoup plus qu'ils n'en savaient pour se faire bien venir, et avec le manque de

cartes et de toute connaissance des localités il était impossible de se rendre compte de leurs dires et de débrouiller leurs informations souvent contradictoires. Nous étions à huit lieues de York-Town, et nous ne savions pas quels ouvrages l'ennemi y avait élevés, ni quelles étaient les forces renfermées dans la place. Le cas était d'autant plus extraordinaire que Fort-Monroë n'avait pas cessé d'être occupé par une forte garnison, qui avait certainement dû faire quelques reconnaissances, obtenir des renseignemens; mais, par une étrange aberration, cette forteresse, devenue la base d'opérations de l'armée du Potomac, avait été, avec les troupes qui la gardaient, spécialement soustraite à l'autorité du général Mac-Clellan, bien qu'il fût supérieur en grade à l'officier qui y commandait. De là des susceptibilités militaires peu favorables à l'échange de communications confidentielles.

Aussi l'armée du Potomac s'en allait-elle à la découverte vers York-Town. On mit deux jours à gagner cette place. Sur la route, la colonne du général en chef avait rencontré quelques positions fortifiées: mais l'ennemi les avait abandonnées. A peine vit-on quelques cavaliers placés de loin en observation. Dès qu'on arriva sous les murs mêmes de York-Town, on fut aussitôt arrêté par le canon. Quelques canonnières, qui s'étaient présentées à l'entrée du York-River, le trouvèrent gardé par une quarantaine de grosses pièces. La marine jugea qu'elle n'avait pas les moyens de forcer le passage, et, partant, d'investir la place par eau. Lorsqu'on voulut l'investir par terre, on se heurta contre une série d'ouvrages s'étendant, en travers de la péninsule, sur les bords d'un marécage appelé Warwick-Creek, et assez élevés pour rendre cet investissement impossible. Les confédérés avaient fait de distance en distance des barrages dans le marais, de manière à le changer en étang. Ces barrages et tous les points accessibles étaient défendus par des redoutes, de l'artillerie et des *rifle pits*. Des abatis avaient été pratiqués en avant de ces redoutes, et sur le côté opposé du marais, afin de leur donner un champ de tir étendu. Le général Keyes, en longeant le James-River, avait bientôt rencontré le Warwick-River devant lui, et, en cherchant un endroit pour le passer, il avait le premier donné contre cette ligne de défense. Sa marche avait été très lente. Le pays, entièrement plat, couvert de forêts marécageuses, n'était traversé que par des chemins très rares et à peine dignes de ce nom. Ils me rappelaient les chemins d'exploitation des bois de la Brie, ou cette partie de la forêt de Compiègne connue sous le nom de Boquet-Gras. Les pluies, des pluies torrentielles et telles qu'on en voit rarement, même en cette saison, qui devaient accompagner l'armée jusque sous les murs de Richmond, avaient achevé de rendre

ces chemins, puisqu'il n'y a pas d'autre nom à leur donner, entièrement impraticables. L'infanterie parvenait encore à avancer en marchant dans l'eau à travers bois; mais, dès que deux ou trois canons ou chariots avaient délayé le sol, aucune voiture ne pouvait plus remuer. Force était alors de s'arrêter, car il était impossible de laisser en arrière l'artillerie ni les voitures, ces dernières surtout. Le pays était désert; il fallait porter avec soi tous ses approvisionnemens. A part le bois et l'eau, on ne trouvait rien. Les soldats, peu habitués soit à marcher, soit à se charger de leurs munitions, n'avaient reçu que deux jours de vivres. Passé ces deux jours, l'armée attendait des wagons toute sa subsistance. Il fallait alors faire ce qu'on appelle en Amérique des *corduroy roads*. Ce travail consiste à couper des arbres d'égale grosseur, de deux ou trois décimètres de diamètre, et à les coucher les uns à côté des autres sur le sol. Toute l'infanterie qui ne faisait pas le guet aux avant-postes était employée, dans l'eau et la boue jusqu'aux genoux, à ce labeur herculéen, et s'en acquittait à merveille. Le pionnier américain était là dans son élément; ces routes se faisaient comme par enchantement. Les canons, les wagons arrivaient lentement, mais ils arrivaient là où on avait cru la chose entièrement impossible. Le soir, les soldats n'avaient pas un coin de sol sec pour le bivac. Il fallait s'asseoir sur des troncs d'arbres renversés, ou se construire avec des bâtons des espèces d'étagères sur lesquelles on ne prenait qu'un repos très précaire. Je me souviens d'avoir vu un général de division dont tout l'établissement se composait de cinq ou six perches recouvertes de branches de sapin posées par un bout en terre, c'est-à-dire dans l'eau, et de l'autre appuyées sur un tronc d'arbre abattu. Il couchait là-dessus avec un manteau imperméable déployé sur sa tête.

C'est en cheminant ainsi qu'on était arrivé aux lignes de l'armée confédérée d'où était parti aussitôt un feu très vif d'artillerie. On avait riposté, mais sans faire d'impression sur les ouvrages à fort relief qui couvraient les canons ennemis. On avait été reconnaître la crique et on l'avait trouvée infranchissable à l'infanterie, soit à cause de la trop grande profondeur de l'eau, soit à cause des fondrières dans lesquelles on se fût embourbé sous le feu croisé d'une foule de tirailleurs abrités dans les bois et derrière des épaulemens. Tout le long des sept milles que protégeait cette ligne fortifiée, on avait trouvé la défense sur ses gardes. Partout du canon, partout des camps et des baraquemens.

De tout ceci il résultait que l'armée était arrêtée dès le second jour de la campagne par des forces en apparence considérables, et devant une position qui ne pouvait être enlevée sans de grandes difficultés; mais ce cas avait été prévu. Afin de gagner du temps et d'é-

viter les lenteurs d'un siége, le général Mac-Clellan avait songé aux moyens de tourner la position. L'ennemi tenait le James-River avec le *Merrimac* et ses canonnières; il fermait le York-River avec les batteries de York-Town et de Gloucester, petite bourgade placée sur l'autre rive. On pouvait toutefois, par un débarquement dans la Severn, au-delà de Gloucester, emporter cette dernière position et rendre plus praticable l'entrée des canonnières fédérales dans le York-River. Remontant ensuite la rive gauche dans la direction de West-Point, on s'avançait si loin sur les derrières de l'armée chargée de la défense des lignes d'York-Town qu'elle aurait été dans une situation des plus périlleuses. Elle n'aurait pas attendu ce péril, et, aussitôt Gloucester au pouvoir des fédéraux, elle se fût en toute hâte repliée sur Richmond. L'exécution de ce coup de main avait été laissée à un des corps de l'armée du Potomac commandé par Mac-Dowell. Ce corps avait dû s'embarquer le dernier de tous à Washington, et on avait calculé qu'il arriverait en masse, à bord de ses transports, devant York-Town au moment où le reste de l'armée, venant de Fort-Monroë, y paraîtrait par terre.

Au lieu de l'y trouver, on trouva l'avis inexplicable et inexpliqué que ce corps, fort de 35,000 hommes, avait reçu une autre destination. La nouvelle fut accueillie avec stupeur dans l'armée, bien que le plus grand nombre ne prévît pas alors les suites déplorables d'un acte accompli sans mauvaise intention, il faut le croire, mais avec une inconcevable légèreté. Quinze jours plus tôt, cette mesure, toujours funeste, l'aurait été beaucoup moins; on se serait arrangé en conséquence. A ce moment, c'était le rouage principal qui manquait au milieu d'une opération commencée : elle en fut entièrement dérangée.

Parmi les divisions du corps de Mac-Dowell ainsi enlevées au général Mac-Clellan, il s'en trouvait une, celle de Franklin, plus regrettable que toutes les autres, tant à cause des soldats qu'à cause de ceux qui les commandaient. Le général en chef avait particulièrement surveillé son organisation pendant l'hiver, il y tenait beaucoup, il la réclama vivement. On la lui rendit sans motif, sans lui dire pourquoi, comme on la lui avait retirée. Cette belle division, forte de 11,000 hommes, arriva, et il fut un moment question de lui faire exécuter à elle seule le coup de main de Gloucester, mais on y renonça. On en vint alors à se dire qu'il était impossible que ce retranchement, de sept milles de longueur, ne fût pas abordable quelque part. Si on réussissait à le forcer, il arriverait sans doute ce qui arrive toujours en pareil cas : l'ennemi aux deux extrémités se croirait tourné, se démoraliserait, et, si l'on continuait à verser rapidement par l'ouverture pratiquée des forces de plus en plus considérables, on infligerait probablement à cette armée coupée en deux

un de ces désastres qui décident du sort d'une campagne. On crut avoir trouvé vers le centre des lignes de Warwick-Creek un point faible à un endroit appelé Lees-Mill. Avec de l'eau à la ceinture, le passage était praticable; le fond était solide. En face des ouvrages ennemis, il y avait une espèce de plateau découvert sur lequel, pendant le coup de collier, on pouvait amener beaucoup d'artillerie pour les foudroyer. On fit le 16 avril une tentative sur ce point. Dix-huit pièces de campagne ouvrirent leur feu à 500 mètres des batteries confédérées et les firent taire; puis on fit passer la crique à quelques compagnies des régimens de Vermont. Elles s'avancèrent très bravement, enlevèrent un *rifle pit*; mais leurs munitions restées dans leurs gibernes étaient mouillées; elles ne furent pas soutenues et durent se retirer après avoir perdu une grande partie de leur monde. Sans doute on avait reconnu quelque obstacle imprévu à l'exécution du projet ainsi commencé, car il fut aussitôt abandonné.

Cette dernière opération, comme celle sur Gloucester, n'ayant pu s'exécuter, restait à faire le siége de la place non investie de York-Town. Tous ces tâtonnemens par malheur avaient pris du temps, et le siége lui-même allait en prendre beaucoup encore, bien qu'on le poussât avec beaucoup d'énergie. Dix mille travailleurs se relevant sans cesse furent employés à faire les abatis à travers bois, les routes, les tranchées, les batteries. C'était un curieux spectacle. Un bras de mer étroit, bordé d'une épaisse et puissante végétation, mélange d'arbres de toutes les essences, morts et vivans, enchevêtrés de lianes et de mousses, s'approchait en serpentant du front d'attaque. On en avait fait la première parallèle. Les bois qui l'entouraient étaient une admirable protection. On couvrit de ponts ce bras de mer; des routes avaient été pratiquées dans les berges, au milieu des tulipiers, des arbres de Judée, des azaléas en fleurs. De cette parallèle naturelle d'autres partaient, faites de main d'homme, et se rapprochant rapidement de la place. Ses défenseurs faisaient sur les travaux qu'ils voyaient, et surtout sur ceux qu'ils soupçonnaient, un feu violent. Les obus sifflaient de tous côtés dans les grands arbres, coupaient des branches, effrayaient les chevaux, mais faisaient fort peu de mal. Personne ne s'en occupait. Le soir, au moment où toutes les corvées rentraient en bon ordre, le fusil sur le dos et la pelle sur l'épaule, le tir devenait plus vif, comme si l'ennemi eût remarqué l'heure. On allait à cette canonnade comme à un spectacle, et lorsque par une belle soirée de printemps les troupes s'en revenaient gaîment au son de cette musique martiale à travers les bois en fleur, lorsque le ballon qui servait aux reconnaissances était en l'air, on se fût cru volontiers à une fête, et l'on se prenait à oublier pour un moment les misères de la guerre.

Cependant le siége avançait. Une puissante artillerie avait été

amenée, non sans peine : des canons rayés de 100, de 200 même, des mortiers de 13 pouces s'apprêtaient à battre la place. Quatorze batteries avaient été construites, armées et approvisionnées. Si le feu n'était pas encore ouvert, c'est qu'on voulait qu'il le fût partout à la fois, et pour cela on attendait qu'il ne manquât plus rien aux préparatifs. On n'avait pas résisté toutefois au désir d'essayer les canons de 200. Ces énormes pièces se manœuvraient avec une aisance incroyable. Quatre hommes suffisaient pour les charger et les pointer sans plus de difficulté que nos anciens canons de 24. A trois milles de distance, leur tir était d'une justesse admirable. Un jour une de ces grosses pièces eut une sorte de duel avec une pièce rayée un peu moins forte, placée sur un des bastions de York-Town. Les curieux de notre côté montaient sur le parapet pour voir où portait chaque coup; puis, pendant qu'on se communiquait mutuellement ses observations, l'homme de faction prévenait que l'ennemi tirait à son tour: mais la distance était si grande qu'entre le coup et l'arrivée du projectile tout le monde avait le temps de descendre sans se presser et de se mettre à l'abri du parapet. Cependant telle était la justesse du tir qu'on était sûr de voir passer l'énorme projectile à l'endroit même où le groupe des observateurs était un instant auparavant; puis il allait frapper la terre à 50 mètres en arrière, son appareil percutant agissait, et il éclatait en lançant en l'air une gerbe de terre aussi haute que le jet d'eau de Saint-Cloud.

Ces expériences d'artillerie, si nouvelles et si curieuses, n'étaient point la seule particularité intéressante de ce siége. En 1781, York-Town avait été assiégé par les armées combinées de France et d'Amérique, sous Washington et Rochambeau, et cette opération de guerre s'était terminée par la capitulation célèbre qui avait assuré l'indépendance des États-Unis. Nous retrouvions à chaque pas les traces de ce premier siége. Ici, dans cette vieille masure, La Fayette avait son quartier-général; là commençaient les tranchées françaises; là campaient le régiment de Bourbon et celui de Saintonge. Ailleurs apparaissaient des retranchemens encore visibles, élevés par les soldats de Rochambeau, mais sur lesquels la végétation puissante de cette contrée presque tropicale avait repris son empire. Plus loin on nous montrait la maison habitée par les deux généraux en chef. C'était derrière ces mêmes fortifications de York-Town que Cornwallis et les Anglais avaient si longtemps résisté aux assauts des troupes alliées. C'était sur ces remparts qu'avait été scellée du sang de nos soldats une alliance qui ne s'était jamais démentie jusqu'ici et à laquelle les États-Unis avaient dû leur prospérité et leur grandeur. A part l'émotion avec laquelle se retrouvent ainsi au loin les souvenirs de gloire nationale, à part l'intérêt avec lequel je recher-

chais les traces de scènes militaires dont j'avais encore connu quelques acteurs, je me demandais si, par un étrange caprice du sort, ces mêmes remparts ne verraient pas se défaire l'œuvre de 1781, et si des lenteurs du nouveau siége d'York-Town n'allaient pas sortir et la ruine de la grande république et le déchirement de l'alliance franco-américaine. Le sort de l'Union était aux mains du Dieu des batailles, nul ne pouvait prévoir ses arrêts; mais l'alliance franco-américaine, cette alliance si favorable jusqu'ici à toutes les idées généreuses, était plus dépendante des volontés humaines. Sans doute la lutte qui avait lieu devant York-Town était une guerre civile, et, bien que l'on combattît dans les rangs des fédéraux pour la plus juste des causes, rien n'obligeait la France à y envoyer ses soldats; mais le poids de l'épée de la France se fait sentir de loin comme de près, et les Américains du Nord auraient voulu voir leurs vieux alliés faire peser leur influence du côté où étaient la justice et la liberté.

Il était manifeste qu'avec les moyens puissans dont on disposait, la prise de York-Town n'était qu'une affaire de temps. Écrasée sous la masse des feux qui allaient s'ouvrir contre elle, sans casemates pour abriter les soldats, sans autre défense que des ouvrages en terre et des palissades, la place n'avait même pas la chance d'opposer une résistance de quelque durée. Tout était prêt pour ce coup décisif. Non-seulement un bombardement terrible allait être dirigé contre la ville, non-seulement des troupes d'élite étaient désignées pour faire suivre ce bombardement d'un grand assaut, mais les transports à vapeur n'attendaient qu'un signe pour pénétrer dans le York-River aussitôt la place prise et aller débarquer les troupes de Franklin au haut de la rivière, sur la ligne de retraite de l'armée confédérée. Une partie de ces troupes était même en permanence à bord des transports. Elles n'auraient mis que quelques heures à parcourir par eau l'espace que l'armée ennemie eût mis deux jours au moins à franchir par terre. Chassée des lignes de York-Town par une attaque de vive force, poursuivie l'épée dans les reins, interceptée sur sa route par des troupes fraîches, cette armée eût été dans une situation très critique, et les fédéraux eussent pu trouver là ce dont ils avaient tant besoin : *un succès militaire éclatant*.

Ils n'en avaient pas seulement besoin pour éviter les risques fâcheux dont la campagne les menaçait en se prolongeant, l'intérêt politique était peut-être plus pressant encore que l'intérêt militaire. Une victoire, et une victoire décisive, pouvait seule amener le rétablissement de l'Union, ce but ardemment poursuivi par tous les patriotes américains, qui mettaient au-dessus des passions de partis et

de sectes la grandeur et la prospérité de leur pays. Bull's Run, en humiliant un des deux adversaires, avait fermé pour un temps la porte à toute chance de rapprochement. Aussitôt que le gouvernement légal du pays aurait pris sa revanche et fait acte de force, il redevenait possible de négocier et de rétablir d'un commun accord le lien fraternel de l'Union. Pour cela, il fallait se hâter: les esprits s'aigrissaient de plus en plus de part et d'autre; les intérêts, les ambitions individuelles, les intrigues étrangères s'interposaient plus actives entre les deux camps, et chaque jour devait rendre plus difficile l'œuvre de la réconciliation. Un grand succès de l'armée fédérale devant York-Town était donc d'une vitale importance pour le gouvernement de Washington. Malheureusement les meneurs et les généraux confédérés en avaient aussi le sentiment, et ils prirent, en gens aussi habiles que résolus, le meilleur parti pour le rendre impossible.

Dans la nuit du 3 au 4 mai, York-Town et les lignes du Warwick-River furent évacuées. Cette évacuation avait dû être commencée depuis plusieurs jours, mais elle avait été conduite avec un grand secret et une grande adresse. Le 3, le tir des batteries ennemies avait redoublé de vivacité. Les obus lancés par les canons rayés volaient de tous côtés avec des portées qu'on n'avait pas encore soupçonnées. La justesse de leur tir (1) força d'abandonner tous les postes de signaux qu'on avait établis au sommet des grands arbres. Le ballon lui-même, lorsqu'il s'éleva en l'air pour faire sa reconnaissance habituelle, fut salué par une grêle de projectiles, du reste inoffensifs. Tout cela avait pour but de masquer le mouvement de retraite, et y réussit parfaitement.

Le 4 donc, au point du jour, les hommes des *rifle pits* placés aux avant-postes ne virent plus rien devant eux; quelques-uns s'avancèrent avec précaution jusqu'aux lignes ennemies. Il y régnait un silence de mort. Bientôt ce ne fut plus un soupçon, ce fut une information précise portée à la fois au quartier-général par toutes les lignes télégraphiques qui le reliaient avec les différens corps d'armée. Les confédérés avaient disparu, les chances d'un brillant succès s'évanouissaient. L'impossibilité du concours de la marine et la fatale mesure qui avait ôté à l'armée du Potomac le corps de Mac-Dowell s'étaient jointes à la fermeté de l'ennemi pour empêcher d'enlever York-Town par un coup de main; on avait ensuite

(1) Je ne sais s'il faut mettre sur le compte de cette justesse du tir ennemi un coup bien extraordinaire qui eut lieu pendant le siége. Des ingénieurs topographiques étaient penchés sur leur planchette, occupés à faire un relevé; ils furent aperçus, et on leur envoya un coup de canon, un seul. L'obus, bien que tiré à une immense portée, vint juste éclater sur la planchette et tua l'officier avec son assistant.

perdu un mois en travaux gigantesques, mais devenus inutiles, et après tout cela les confédérés se retiraient, satisfaits d'avoir gagné du temps pour préparer la défense de Richmond, et comptant désormais sur la saison des chaleurs et des maladies qu'elles engendrent pour leur venir en aide contre l'armée unioniste au milieu des marais de la péninsule virginienne. Les fédéraux, en nombre de plus en plus restreint, voyaient s'ouvrir devant eux la perspective d'une campagne de plus en plus laborieuse et diminuer dans la même proportion les chances d'un accommodement amiable. Il y avait là matière à de sérieuses et même à de tristes réflexions; mais à la guerre les instans sont précieux, et c'est faiblesse de les perdre à se lamenter. Il était probable que l'armée ennemie n'était pas loin: elle ne pouvait avoir pris une grande avance, et, en se jetant rapidement à sa poursuite, on pouvait atteindre au moins son arrière-garde, y mettre le désordre et lui faire des prisonniers.

Quelques heures après la nouvelle de l'évacuation, toute l'armée fédérale était en mouvement. La cavalerie de Stoneman franchissait la première les retranchemens. Comme elle les traversait, plusieurs machines infernales, lâches instrumens de destruction, éclatèrent sous les pieds des chevaux et tuèrent quelques hommes. On n'eut que le temps de jeter un coup d'œil sur les ouvrages formidables élevés par l'ennemi, et sur lesquels il avait laissé soixante-douze pièces d'artillerie; puis, en passant rapidement à travers les camps abandonnés, les magasins en feu, au milieu desquels on entendait encore des explosions, on prit la route de Williamsburg, petite ville située sur un point où la péninsule virginienne, resserrée entre deux criques ou bras de mer, offrait une très forte position défensive. On s'attendait à rencontrer sur cet isthme l'arrière-garde ennemie. Stoneman marcha donc rapidement sur Williamsburg avec toute la cavalerie et quatre batteries d'artillerie à cheval. L'infanterie suivit aussi vite que le permettait le petit nombre de routes étroites dont on disposait. On peut dire qu'il n'y en avait que deux : une directe, venant de York-Town, et l'autre venant de la gauche des lignes fédérales. Celle-ci traversait le Warwick-Creek à Lees-Mill, sur un pont qu'on n'avait pu rétablir qu'au bout de trois heures. Lorsque la division Smith, qui le franchit la première, se fut un peu avancée, elle rencontra une portion de l'armée confédérée qui se repliait devant elle. Smith en avertit le général Mac-Clellan. Celui-ci, pensant que Stoneman pourrait gagner de vitesse cette colonne ennemie et l'intercepter à l'embranchement des deux routes en avant de Williamsburg, lui expédia l'ordre de presser sa marche pour l'atteindre. Malheureusement il était difficile d'aller vite. Les chemins, et en particulier celui que suivait la cavalerie, étaient

étroits, à une seule voie, et pleins de bourbiers affreux, d'où l'artillerie se tirait avec la plus grande peine, quoique le temps fût beau et sec depuis plusieurs jours. En toute autre circonstance, on se fût arrêté devant le spectacle qu'offrait une contrée charmante, couverte de bois vierges, coupés çà et là par une clairière, et rappelant les plus riantes parties du Devonshire, cette Provence de l'Angleterre; mais ces bois pouvaient cacher l'ennemi, et l'on ne s'occupait qu'à les fouiller. Le duc de Chartres, qui allait en éclaireur avec quarante chevaux, tomba tout à coup au milieu d'une brigade confédérée. C'était l'arrière-garde de la colonne, signalée par le général Smith. Le jeune prince revint avec une quinzaine de prisonniers, et sur son rapport Stoneman fit un nouvel effort de vitesse pour atteindre ces troupes avant leur jonction avec le gros des forces ennemies, que l'on supposait aux environs de Williamsburg.

Bientôt on arriva à l'embranchement des deux routes, celle qui partait d'York-Town et que suivait Stoneman, et celle qui partait de Lees-Mill et par laquelle se retirait l'armée confédérée; mais, au moment où elle débouchait sur le point de jonction, la cavalerie fédérale fut accueillie par un feu d'artillerie venant des nombreux ouvrages de campagne élevés en avant de Williamsburg. Un coup d'œil rapidement jeté fit reconnaître la position. Comme nous l'avons dit plus haut, la péninsule virginienne va en se resserrant à la hauteur de Williamsburg. Deux criques ou baies, remontant l'une du James-River, l'autre du York-River, et se terminant l'une et l'autre par des marais, la rétrécissent encore davantage. Il se forme entre ces deux marécages une espèce d'isthme étroit sur lequel aboutissaient les deux routes d'York-Town et de Lees-Mill. Au sud de l'isthme, c'est-à-dire du côté par où on l'approche de York-Town, le pays est entièrement boisé. Au nord au contraire, du côté de Williamsburg, il est découvert; ce sont de grands champs de blé derrière lesquels on aperçoit les tours et les clochers de la ville. Sur cet espace ouvert, l'ennemi avait d'abord construit un ouvrage bastionné considérable, le fort Magruder, placé sur la chaussée en face de l'isthme, puis une série de redoutes et de *rifle pits* faisant face à tous les points du marais par lesquels il aurait été possible à l'infanterie de s'avancer. Il avait ensuite fait de grands abatis, de manière à ouvrir au feu de son artillerie et de sa mousqueterie les abords du marais et de l'embranchement des routes. C'est au milieu de ces abatis que la colonne fédérale déboucha au trot; c'est là qu'elle fut saluée par une grêle d'obus que lui envoya le fort Magruder.

Dans les intervalles entre ce fort et les redoutes, l'infanterie et la cavalerie confédérées étaient en bataille. Stoneman, voyant que l'en-

nemi couvrait ainsi l'embranchement et qu'il ne pouvait s'y maintenir devant lui, essaya de le déloger par un coup de vigueur. Il fit avancer toute son artillerie à cheval, qui se mit brillamment en batterie en face des abatis, et répondit au feu des redoutes, après quoi il fit charger sa cavalerie. Le 6e régiment de cavalerie fédérale s'élança vaillamment sur celle des confédérés, passa, pour la joindre, sous le feu croisé des redoutes, et eut avec elle un de ces combats à l'arme blanche, si rares aujourd'hui. Tout cela cependant était de la valeur dépensée en pure perte. L'ennemi ne se troublait pas; il avait l'avantage du nombre et de la position. Enlever ces ouvrages avec de la cavalerie seule était impossible. On commençait à perdre du monde, des chevaux surtout. « Il me manque trente et un hommes, » disait le major Williams, qui venait de mener la charge du 6e, en saluant gracieusement Stoneman du sabre avec cet air de gens résolus qui veut dire : « Nous sommes prêts à recommencer; mais cela ne sert à rien. » Stoneman ordonna alors la retraite. On repassa à travers les abatis et on alla attendre dans une clairière, à un demi-mille en arrière, l'arrivée de l'infanterie pour recommencer l'attaque avec elle. Le malheur voulut qu'en traversant le marécage une des pièces de l'artillerie à cheval s'enfonçât dans la boue de manière à n'en pouvoir être retirée. En vain doubla-t-on les attelages; l'ennemi concentrait son feu sur cet unique point et tuait tous les chevaux. Il fallut abandonner la pièce, la première qu'eût encore perdue l'armée du Potomac. On ne pouvait s'en consoler. Le soir, de nouveaux efforts furent faits pour la reprendre; mais les abatis étaient remplis de tirailleurs ennemis qui en rendaient l'approche impossible. Le jour baissait. La colonne confédérée venant de Lees-Mill échappa et réussit à s'abriter derrière les retranchemens de Williamsburg. Quant à l'infanterie fédérale, elle n'arriva que très tard. Il y avait eu de grands encombremens sur les routes étroites par lesquelles elle cheminait. A la tombée de la nuit, le général Sumner, qui avait pris le commandement, voulut faire une attaque de vive force sur les ouvrages de la défense; malheureusement l'obscurité était devenue complète avant que ses troupes ne débouchassent des bois et des marais : force fut de tout remettre au lendemain. Alors survint un de ces contre-temps fâcheux, trop communs à la guerre, et qui ne furent pas épargnés à l'armée dans le cours de sa pénible campagne. La pluie commença de tomber à torrens, et dura sans discontinuer pendant trente heures. Le pays se changea en un vaste lac, les routes en fondrières épaisses et profondes. Les troupes passèrent la nuit au bivac, et au plus triste des bivacs, là où elles se trouvaient.

Au jour, le combat recommença, mais dans des conditions nécessairement défavorables aux fédéraux. Les deux routes qui se diri-

geaient vers Williamsburg étaient encombrées de troupes. Sur celle de gauche, venant de Lees-Mill, se trouvaient les divisions Hooker et Kearney, du corps d'Heintzelman, mais séparées par une masse énorme de wagons chargés de bagages et pour la plupart embourbés. Sur celle de droite s'avançaient deux autres divisions, avec plus de peine encore. L'état du sol était tel que des canons s'enfonçaient dans la boue liquide des routes jusqu'à y enfouir leur affût tout entier. De ce pêle-mêle d'hommes et de bagages sur des chemins étroits et défoncés était résulté un désordre considérable. Il n'y a pas aux États-Unis de corps d'état-major. Le système américain de chacun pour soi, individuellement appliqué par les officiers et les soldats de chaque corps les uns envers les autres, l'est également par les corps entre eux. Point de service spécial chargé de régulariser, centraliser, diriger les mouvemens de l'armée. Dans un cas comme celui dont nous parlons, nous aurions vu les officiers d'état-major d'une armée française veiller à ce que rien n'entravât la marche des troupes, arrêter ici un détachement de wagons et le faire ranger pour dégager le passage, envoyer là des hommes de corvée pour réparer la route ou retirer un canon du bourbier, pour communiquer à chacun des chefs de corps les instructions du général. Ici rien de tout cela. Les fonctions de l'adjudant-général se bornent à la transmission des ordres du chef, sans en surveiller le moins du monde l'exécution. Le général n'a pour porter ses instructions que des aides-de-camp pleins de bonne volonté, bons pour répéter machinalement un ordre verbal, mais fort peu écoutés s'ils veulent exercer une initiative quelconque. Jusqu'ici, bien que cette absence d'un corps d'état-major se fût fait souvent sentir, les conséquences n'en avaient pas été graves. On avait le télégraphe, qui suivait partout l'armée et qui en reliait constamment les divers corps entre eux : les généraux pouvaient causer ensemble et se communiquer ce qu'il y avait d'important; mais, une fois en marche, on n'avait plus la ressource du télégraphe, et dès lors peu ou point de communications. L'absence d'état-major ne se faisait pas moins sentir pour recueillir et transmettre les renseignemens nécessaires au moment où l'action allait s'engager. Personne ne connaissait le pays; les cartes ne servaient à rien, tant elles étaient défectueuses. Du champ de bataille fortifié sur lequel allait combattre l'armée on savait peu de chose. Ce champ de bataille avait cependant été vu la veille et reconnu par les troupes qui avaient pris part à l'échauffourée de Stoneman : on en savait assez pour combiner un plan d'attaque et assigner à chacun son rôle... Eh bien! non : chacun garda pour soi ses observations, non par mauvais vouloir, mais parce que nul n'avait ce travail d'ensemble dans ses attributions spéciales. C'était l'organi-

sation qui manquait, et avec les meilleurs élémens une armée qui n'est pas organisée ne saurait espérer de grands succès, trop heureuse si elle évite les grandes catastrophes.

Grâce à ce vice constitutif de l'armée fédérale, la division Hooker, qui faisait tête de colonne sur la route de gauche et qui avait reçu la veille un ordre général de marcher sur Williamsburg, déboucha le 5 au matin sur l'isthme où s'était livré le combat de Stoneman, sans se douter de ce qu'elle y rencontrerait. Accueillie à son apparition par le feu nourri des ouvrages ennemis, elle se déploya résolûment dans les abatis et engagea l'action; mais elle était arrivée seule et petit à petit, tandis que la défense lui opposait 15 ou 20,000 hommes fortement retranchés; c'était trop pour elle. Hooker, qui est un admirable soldat, tint néanmoins pendant quelque temps, mais il dut finir par céder et se replier, laissant dans ces terribles abatis et dans les bois qui étaient en arrière 2,000 des siens, tués ou blessés, avec quelques canons qu'il avait été impossible de tirer à bras des bourbiers après que leurs chevaux avaient été tués. L'ennemi le suivit dans sa retraite; la division Kearney, ayant réussi à dépasser les encombremens de la route et marchant au canon au pas de course, rétablit le combat. La lutte n'était plus à ce moment à la lisière de la plaine, elle était engagée dans les bois, et elle restait très vive, car l'ennemi recevait de nombreux renforts. Les fédéraux n'en combattaient pas avec moins de vigueur, encouragés par l'énergie de leurs chefs, Heintzelman, Hooker et Kearney. Kearney surtout, qui a perdu un bras au Mexique et fait dans les rangs de l'armée française les campagnes de Mouzaïa et de Solferino, avait déployé le plus rare courage. Il avait vu tomber autour de lui tous ses aides-de-camp, et, resté presque seul, il électrisait ses hommes par son intrépidité.

Pendant ce temps, la partie de l'armée massée sur la route de droite demeurait inactive. Une division formant tête de colonne était seule arrivée, et les généraux ne pouvaient se résoudre à l'employer avant de voir paraître les troupes qui devaient la soutenir. Or ces troupes étaient arrêtées par les ruisseaux débordés, les routes encombrées, les voitures brisées et embourbées. Pourtant on entendait la terrible fusillade de Hooker décimé et battant en retraite. On l'avait entendue en avant, puis de côté; elle reculait toujours. Les boulets et les obus arrivaient en sifflant et déchirant les arbres jusqu'au milieu de ces troupes immobiles. Il était trois heures. On se décida enfin à agir : une division pénétra dans les bois pour prendre en travers les régimens confédérés qui ramenaient Hooker, pendant qu'à l'extrême droite une brigade passait la crique sur une vieille digue de moulin que l'ennemi avait né-

gligé de garder, et débouchait en plaine au-delà des marais sur le flanc des ouvrages qui couvraient Williamsburg. Les confédérés ne s'attendaient pas à une attaque de ce côté. Si elle réussissait, elle débordait toute la position. Ils envoyèrent aussitôt deux brigades qu'on vit s'avancer résolûment au milieu des blés verts pour chasser la brigade fédérale. Celle-ci les laissa froidement arriver et les reçut avec un feu d'artillerie terrible. Les confédérés, sans être ébranlés, poussèrent en avant jusqu'à 30 mètres de la gueule des canons, criant à tue-tête : Bull's Run! Bull's Run! comme jadis les Suisses : Granson! Granson! Mais là ils commencèrent à hésiter, et le général fédéral Hancock, saisissant le moment, cria à sa brigade en agitant sa casquette : « Maintenant, messieurs, à la baïonnette! » et se précipita avec elle sur l'ennemi, qui ne put résister au choc et se débanda, jonchant la plaine de ses morts. Au même moment le général en chef, retenu jusque-là à York-Town, parut sur le champ de bataille. Il faisait sombre, la nuit arrivait à grands pas, la pluie tombait toujours à torrens. Sur trois côtés de l'espèce de plateau où se trouvait le général, le canon et la fusillade roulaient sans interruption. Le succès d'Hancock avait été décisif, et les réserves amenées par le chef, s'élançant au pas de course, l'achevèrent par leur seule présence. Je vis alors le général Mac-Clellan, passant devant le front du 6e cavalerie, qui était là en colonne par escadron, donner la main au major Williams, avec quelques paroles sur sa brillante charge de la veille. Le régiment n'avait pas entendu ces paroles, mais il les avait comprises, et il était sorti de toutes ces poitrines une de ces formidables et mâles acclamations qui ne s'entendent que les jours de bataille. Ces acclamations, répétées sur toute la ligne, glacèrent l'ennemi. On le vit monter sur les parapets de ses redoutes et regarder interdit et immobile; puis le feu s'éteignit, et la nuit se fit sur ce combat que l'on appelle en Amérique la bataille de Williamsburg.

IV.

Le lendemain, le jour se leva sans nuages. L'air avait cette pureté qui, dans les pays chauds, suit les orages, les bois toute la fraîcheur d'une belle matinée de printemps. Partout un riant paysage, partout des fleurs éclatantes, nouvelles pour nos yeux européens; mais à côté de tout cela les ravages du champ de bataille, le sol jonché de morts, de mourans, de débris de toute sorte, formaient un douloureux contraste. Pendant la nuit, les confédérés avaient évacué leurs ouvrages. Nous y fûmes bientôt, et nous pûmes voir les colonnes bleues de l'infanterie fédérale qui entraient, bannières

déployées, dans la ville de Williamsburg, au milieu de l'explosion des magasins et des caissons abandonnés. Peu après le quartier-général entra aussi à son tour par une grande et belle rue bordée d'acacias. Toutes les boutiques étaient fermées, mais les habitans se tenaient, pour la plupart, sur leurs portes ou derrière leurs fenêtres, observant d'un air inquiet et sombre. Les nègres seuls se montraient sourians, et nombre d'entre eux prenaient des airs conquérans assez grotesques, ou décampaient dans la direction de Fort-Monroë, c'est-à-dire de la liberté, emmenant femmes et enfans dans de petites charrettes. Tous les édifices publics, églises et autres, étaient surmontés du drapeau jaune et remplis de blessés laissés par l'ennemi. Au bout de la grande rue, on débouchait sur une place de belle apparence, ornée d'une statue de marbre et entourée des bâtimens d'un collége célèbre, fondé par le gouvernement anglais lorsque la Virginie était sa colonie bien-aimée. Ce collége avait été aussi changé en hôpital, et les blessés encombraient jusqu'aux marches du péristyle.

La première pensée du général Mac-Clellan fut de soulager tant de souffrances. On dépêcha un parlementaire aux arrière-gardes confédérées pour inviter les chirurgiens à venir prendre soin de leurs blessés, liberté entière leur étant garantie. Il en arriva bientôt un certain nombre vêtus de l'uniforme gris feuille-morte à collet vert de l'armée confédérée, qui les faisait ressembler à des officiers de chasseurs autrichiens. Après ce soin vint celui de placer des sentinelles dans toutes les rues pour assurer le maintien de la plus exacte discipline. Cette précaution était superflue, car si l'obéissance du soldat envers l'officier laissait beaucoup à désirer dans les rangs des fédéraux quant au service militaire, jamais, je crois, aucune armée n'a montré plus de respect pour les habitans et les propriétés particulières. Pendant tout le temps que j'ai suivi l'armée du Potomac, le seul exemple de désordre qui soit venu à ma connaissance est le pillage d'un grenier rempli du plus fin tabac de Virginie, découvert au-dessus d'un hangar abandonné. J'ajoute que les circonstances donnaient quelque mérite à cette stricte observance de la discipline. Les troupes qui campèrent autour de Williamsburg le lendemain du combat que nous venons de raconter furent un moment à court de vivres par suite de l'état impraticable des chemins, et supportèrent avec résignation l'attitude hostile des habitans, qui répondaient par un refus unanime à leurs offres de payer des provisions argent comptant. Après les premiers momens de crainte passés, lorsqu'il fut évident qu'il n'y avait aucun risque à courir, on vit des dames de la ville s'en aller porter avec affectation *à leurs* blessés des rafraîchissemens qu'elles n'avaient pas pour

les blessés fédéraux, et quand, suivies de leurs nègres porteurs de paniers remplis de provisions, elles rencontraient un soldat fédéral sur le trottoir, elles ramassaient ostensiblement les plis de leurs robes, comme si elles eussent craint de se souiller par le contact d'un animal immonde. Les vainqueurs se bornaient à sourire de ces taquineries d'enfans mal élevés. D'autres, à leur place, auraient peut-être été moins patiens.

Le général établit son quartier-général à Williamsburg dans la maison que le chef de l'armée confédérée, Johnston, avait occupée la veille, car ce n'était plus Magruder que nous avions devant nous depuis quelque temps. Johnston, aux yeux des amis comme des ennemis, dans l'opinion surtout de ses anciens camarades de l'armée régulière, passait pour être un homme de guerre de premier ordre. A un grand courage il joignait, dit-on, une volonté de fer et un remarquable coup d'œil sur le terrain. Avec M. Jefferson Davis, sa grande intelligence pour concevoir, sa toute-puissance pour préparer, et Johnston pour exécuter, l'armée confédérée était en bonnes mains, et nous ne le voyions que trop. En tenant ainsi deux jours devant Williamsburg, Johnston avait donné le temps à son matériel et au gros de ses troupes de filer sans être inquiétés par les routes étroites sur lesquelles ils marchaient, et, malgré la pluie qui mit les chemins dans un état affreux, il arriva encore au haut du York-River, deux jours après la bataille, à temps pour livrer aux soldats de Franklin, qui venaient de débarquer, un combat par lequel il acheva de couvrir son mouvement de retraite. Désormais on ne devait plus le rencontrer que devant Richmond.

L'armée fédérale passa trois jours à Williamsburg, occupée à rechercher ses blessés perdus dans les solitudes de la forêt et à enterrer les morts. Les blessés furent évacués par eau sur les villes des états du nord, à bord de ces grands paquebots si connus pour leur *comfort* et leur élégance. Grâce aux criques dont la contrée est déchiquetée, ils vinrent presque les prendre jusque sur le champ de bataille. Quant aux morts, leur inhumation se fit sur place. Ceux de l'ennemi étaient nombreux : dans un seul *rifle pit*, on en compta soixante-trois. Le général Mac-Clellan lança à la suite des confédérés quelques escadrons de sa cavalerie, qui eurent nombre de petits engagemens avec leur arrière-garde. Le premier jour, on ramassa beaucoup de prisonniers et sept ou huit pièces de canon; mais dès le lendemain la retraite se fit avec ordre, et la poursuite était presque sans objet. Si d'ailleurs l'ennemi avait abandonné quelques-unes de ses pièces, il en emmenait un nombre à peu près égal, prises sur la division Hooker, et destinées, comme autant de trophées, à réchauffer un zèle que de longues et continuelles retraites commençaient à refroidir.

La masse des troupes fédérales fut retenue par la nécessité d'attendre de York-Town les vivres, dont l'état des routes rendait l'arrivage difficile. On les reçut enfin, et, le beau temps séchant rapidement les chemins, on rejoignit, après deux jours de marche, le corps qui avait débarqué au haut du York-River et formé là un point d'approvisionnement. L'armée tout entière se rallia autour de ce dépôt; puis elle reprit sa route vers Richmond en suivant le Pamunkey, affluent navigable du York-River. Rien de plus pittoresque que cette marche militaire le long des bords d'un beau fleuve, à travers un pays magnifique, paré de toutes les richesses d'une végétation printanière. C'était un enchantement perpétuel pour nos yeux que le cours sinueux du Pamunkey dans une vallée entrecoupée de prairies d'une verdure éclatante et de collines boisées. Partout des fleurs, surtout au bord de l'eau, où les magnolias, les jasmins de Virginie, les azaléas et les lupins bleus abondaient. Les oiseaux-mouches, les colibris, des oiseaux inconnus de toutes couleurs, se jouaient en foule dans les branches. Parfois on passait devant une habitation de belle apparence, rappelant nos vieux châteaux de France, avec de grandes fenêtres dans le toit; autour de la maison, un beau jardin, et par derrière les maisonnettes des esclaves. A l'approche de l'armée, les habitans déployaient un drapeau blanc; un cavalier du grand-prévôt mettait pied à terre à la porte, et, rassurées par sa présence, les dames en longues robes de mousseline, entourées d'un cortége de petites négresses aux cheveux hérissés et aux jambes nues, paraissaient sur la verandah pour voir passer les troupes. Souvent elles avaient avec elles un vieillard en longs cheveux blancs, chapeau à larges bords, traits fortement accentués; jamais de jeunes gens. Bon gré, mal gré, le gouvernement insurgé avait enlevé tous les hommes valides pour les incorporer parmi ses défenseurs. Si un officier descendait de cheval et se présentait aux dames, il était accueilli avec bonne grâce; on lui offrait dans une écuelle emmanchée au bout d'un bâton le verre d'eau classique, et la conversation s'engageait tristement. Hommes et femmes demandaient avant tout des nouvelles; ils ne savaient rien, la censure des journaux sécessionistes était complète, et on mettait en doute le peu qu'ils disaient. Puis on parlait de la guerre. Les dames faisaient naturellement des vœux pour le parti où étaient leurs frères; mais elles désiraient avant tout la fin de la lutte et des maux incalculables qu'elle appelait sur leur pays. — Hélas! à qui la faute? leur répondait-on. Qui avait allumé cette malheureuse guerre? Qui avait tiré, sans cause et sans motifs, les premiers coups de canon? — On ne répondait rien, mais les regards allaient machinalement se promener sur toutes ces têtes noires qui se pressaient sur les portes de leurs cabanes. Jamais dans ces entretiens passagers

il n'était question de l'esclavage; le seul mot « esclave » prononcé par hasard eût suffi pour remplir d'inquiétude et de haine les yeux jusque-là les plus bienveillans.

D'autres fois les propriétaires blancs avaient fui, et l'on ne trouvait que les esclaves, avec lesquels la conversation roulait sur d'autres sujets. Je me souviens d'une mulâtresse qui nous présentait avec orgueil son fils, bel enfant d'un jaune clair, avec ces mots significatifs : « C'est le fils d'un blanc; il vaut déjà 400 dollars. J'ai commencé à quinze ans, et j'en ai maintenant dix-neuf. J'en ai déjà fait quatre. »

On s'avança ainsi d'étape en étape le long de la rivière. Les canonnières, ouvrant la marche, en exploraient les bords au loin; puis les officiers du service topographique s'en allaient à travers bois, sous l'escorte de piquets de cavalerie, faisant la reconnaissance du pays, et levant à vue d'œil et à la boussole des cartes provisoires que l'on photographiait au quartier-général pour l'usage des généraux. Le lendemain, à l'aide de ces cartes, l'armée se mettait en mouvement, entremêlée avec l'immense quantité de wagons qu'elle traînait à sa suite. Un quart environ de chaque régiment était employé à escorter le matériel des corps, empilé, vivres, munitions, tentes et mobilier, sur une dizaine de chariots par bataillon. Je dis mobilier, car on emportait jusqu'à des tables, des chaises et des fauteuils. S'il y avait eu des femmes, on eût cru, en nous voyant, à une émigration armée plutôt qu'à une marche de soldats. Les troupes combattantes s'avançaient par brigades, mais suivies de leurs bagages, et ces longues files de wagons, attelés chacun de quatre chevaux ou de six mules, avec un seul postillon, faisaient que l'armée, dans ces chemins étroits à travers les forêts, couvrait des espaces immenses. De là aussi d'immenses retards : il eût été impossible de faire de longues marches, à moins de laisser la queue des colonnes éparpillée ou égarée dans les bois à la nuit. Deux lieues étaient le maximum de l'espace parcouru. Les étapes ont pu être quelquefois plus longues : il est arrivé à des corps détachés, allégés de tout, de faire de grandes journées; mais c'était l'exception. Les troupes du reste avaient bonne mine. Les hommes étaient forts, vigoureux, et avaient l'air intelligent. L'uniforme de toute l'armée était le même : un pantalon bleu de ciel généralement enfoncé dans des bottes, une blouse, ou veste, ou tunique courte gros bleu. Quelque chose de rouge dans ce costume marquait l'artillerie, un peu de jaune la cavalerie. La coiffure la plus commune était le képi, mais souvent aussi un chapeau noir en feutre mou, avec quelques ornemens de cuivre. Les officiers, vêtus comme les soldats, se distinguaient par de petits galons sur l'épaule et une cein-

ture amarante. Rien de plus simple, de plus commode et de plus militaire que cet uniforme lorsqu'il était bien porté. Le soir, en arrivant au terme de l'étape, le camp se formait avec beaucoup d'ordre et de régularité. Les tentes, abris des soldats, se montaient en un clin d'œil. Les états-majors plantaient les leurs, plus grandes et plus commodes. Le quartier-général s'établissait dans une position centrale, avec la tente du général en chef au milieu et deux rangées de tentes parallèles de chaque côté. Les officiers de cavalerie venaient rendre compte de leurs reconnaissances et des échauffourées sans nombre qu'ils avaient avec l'ennemi. Le télégraphe amenait son fil, fixé sur les poteaux ordinaires, ou enveloppé de *gutta-percha*, et déroulé sur le sol au grand trot d'une petite voiture que les employés suivaient à cheval avec l'appareil en bandoulière. Tous les services s'organisaient, et l'imprimerie fonctionnait aussi régulièrement qu'elle l'eût fait à Washington.

Rendons justice aux Américains; ils entendent cette vie des camps mieux que personne. Leurs habitudes de locomotion, le spectacle que beaucoup d'entre eux ont eu de la marche patriarcale de colonnes d'émigrans à travers les prairies de l'ouest, l'existence nomade que leurs officiers ont tous menée au milieu des tribus indiennes, tout cela les rend plus propres que ne le seraient d'autres soldats à cette façon de vivre. Ce campement d'une armée de cent mille hommes, l'établissement quotidien de cette ville de tentes était un spectacle vraiment curieux : cela rappelait les descriptions de la Bible; mais ce qui n'était pas de l'âge biblique, c'était la forêt de navires de transport, la plupart à vapeur, qui arrivaient par eau au milieu de nuages de fumée, aussitôt que le camp était assis, et qui, laissant échapper avec fracas leur vapeur, s'accrochaient aux berges de la rivière et y improvisaient des quais où régnait bientôt une activité extraordinaire. Des milliers de wagons accouraient de tous côtés par des chemins que la hache leur ouvrait dans les bois en quelques instans et s'en retournaient bientôt chargés de toutes les denrées nécessaires à une armée : biscuit, viande salée, café, sucre, avoine, maïs, foin, etc. On embarquait les malades, hélas! de plus en plus nombreux, car la saison était à la fois pluvieuse et brûlante, et ces belles prairies des bords du Pamunkey engendraient des fièvres meurtrières. Puis la nuit venait et n'était troublée que par le cri fatigant de l'oiseau moqueur. Le lendemain, flottille et armée se remettaient en marche, laissant derrière elles la nature silencieuse, mais déflorée par leur passage.

Le 16 mai, on arriva à White-House, belle habitation, jadis la propriété de Washington et appartenant à ses descendans, la famille Lee. Le chef de cette maison, le général Lee, était l'un des princi-

paux officiers de l'armée confédérée; un de ses neveux servait dans les rangs des fédéraux. Le général Mac-Clellan, toujours soigneux de maintenir le respect dû à la propriété, fit placer des sentinelles autour de la demeure du général ennemi, défendit d'y pénétrer, et ne voulut pas y entrer lui-même; il alla planter sa tente dans une prairie voisine. Ce respect des propriétés du sud a été reproché au général dans le congrès; l'opinion de l'armée était autre, et elle s'associait au sentiment délicat de son chef. Ce sentiment y était poussé si loin que, les gens d'un général ayant trouvé dans une maison abandonnée un panier de vin de Champagne, ce général le renvoya ostensiblement le lendemain par un de ses aides-de-camp. On pourra sourire de cette austérité de mœurs un peu puritaine, à laquelle nous ne sommes guère accoutumés en Europe; pour moi, je dois avouer qu'elle a toujours fait mon admiration.

A White-House finissait la navigation du Pamunkey. Le York-River-Rail-Road, qui unissait cette rivière à Richmond, la traversait à cet endroit sur un pont que l'ennemi avait détruit, puis se dirigeait presque en droite ligne vers la capitale virginienne. Ce chemin était resté à peu près intact; n'ayant ni remblais ni viaducs, il était difficile à détruire. Quelques rails seulement se trouvaient enlevés, ils furent vite remplacés; tout le matériel roulant avait été emmené, mais l'armée fédérale avait sur ses navires de transport des locomotives et de nombreux wagons qui furent aussitôt mis à terre. Toute la flottille de transport vint se décharger à White-House, où l'on forma, sous la protection des canonnières, un vaste dépôt, et où régna bien vite toute l'activité d'un port de mer; puis l'armée reprit sa marche vers Richmond, en suivant le chemin de fer qui allait servir d'artère vitale à ses opérations.

Que faisait l'ennemi pendant ce temps? Nous avons montré Johnston combattant successivement l'avant-garde fédérale le 5 mai à Williamsburg, puis le 7 le corps de Franklin, sur le lieu même de son débarquement à Breck-House, au haut du York-River, afin de donner le temps au gros de ses troupes de se replier sans encombre dans la direction de Richmond. Les reconnaissances de cavalerie, poussées dans toutes les directions, démontraient que l'armée ennemie presque entière avait repassé le Chikahominy, et tout portait à croire qu'on n'aurait plus affaire avec elle que sous les murs de la capitale; mais tout indiquait en même temps que les forces confédérées s'y concentraient pour faire une résistance désespérée. On avait ramassé quelques prisonniers appartenant à un corps jusqu'alors stationné en face du général fédéral Burnside dans la Caroline du nord; il était donc évident que ce corps avait rejoint l'armée de Virginie. On ne tarda pas à apprendre l'évacuation de Norfolk et

l'occupation de cette ville par le général Wool. Il était manifeste que Davis ne s'était résigné à ce sacrifice qu'afin d'appeler à Richmond le général Huger et les 18,000 hommes qui jusque-là avaient défendu le grand arsenal virginien. Enfin le chef des confédérés avait ordonné la levée en masse de tous les individus en état de porter les armes. On les faisait passer dans des camps d'instruction, puis ils étaient incorporés dans les vieux régimens, dont l'effectif se trouvait ainsi presque doublé. Tout cela allait faire perdre à l'armée du Potomac la seule supériorité qu'elle eût eue jusqu'ici, celle du nombre, et malheureusement tout conspirait à hâter ce changement. Pendant que l'ennemi se concentrait et grossissait ses forces, cette armée fondait à vue d'œil. Nous avons déjà vu comment, au départ d'Alexandrie, une division lui avait été enlevée et donnée à Frémont. Devant York-Town, elle avait perdu deux autres divisions, celles du corps de Mac-Dowell retenues devant Washington. Depuis, il avait fallu laisser des garnisons à York-Town, Gloucester, Williamsburg; on avait perdu du monde par le feu et les maladies; grand nombre de traînards enfin étaient restés en arrière, et rien n'était venu combler ces vides. Lorsqu'un régiment de volontaires américains part pour la guerre, il y va tout entier et ne laisse rien après lui. Pas de dépôt, pas de renouvellement du personnel, à mesure qu'il se consomme, par des recrues exercées venant réparer les pertes et grossir l'effectif. On comprend combien il y avait lieu de s'inquiéter de cette diminution de l'armée, alors qu'on savait les confédérés accroissant chaque jour leurs forces, et qu'en s'enfonçant au cœur de leur pays on allait s'éloigner de sa base d'opérations et perdre en même temps la protection matérielle et morale de la marine, dont le concours avait été jusque-là si puissant et si utile.

Je sais bien que l'évacuation de Norfolk par les gens du sud avait été suivie d'un événement important et fort heureux pour les fédéraux. Le *Merrimac*, qui n'était plus commandé par le brave Buchanan, ne sachant plus où aller, avait été incendié par son nouveau capitaine. Désormais le James-River était ouvert à la marine des États-Unis; il l'était malheureusement trop tard. Les canonnières blindées le *Galena*, le *Monitor*, le *Nangatuck* remontèrent jusqu'à sept milles de Richmond; mais là elles trouvèrent la rivière barrée par une estacade infranchissable, et sur la rive élevée qui borde le James-River une batterie de gros calibre, nommée Fort-Darling, qu'elles ne réussirent pas à faire taire. Le gros canon du *Nangatuck* éclata, le *Monitor* ne put donner assez d'élévation à ses pièces pour atteindre le fort. Quant au *Galena*, sa cuirasse de trois pouces et demi d'épaisseur fut insuffisante à le protéger contre les boulets coniques de 100; il dut se retirer, après une lutte héroïque, avec une grande

partie de son équipage hors de combat. Pour forcer le passage, il aurait fallu prendre le fort avec des troupes; mais en face des confédérés réunis en masse à quelques milles de là, devant Richmond, une telle opération n'eût exigé rien moins qu'un effort de l'armée tout entière. Le général Mac-Clellan eût dû alors, dès le moment où la nouvelle de la destruction du *Merrimac* lui arriva, abandonner le plan de campagne qu'il avait commencé à exécuter, et par une marche oblique gagner rapidement le James-River, afin de relier ses opérations à celles de la marine sur ce fleuve. Aujourd'hui, avec l'expérience des événemens qui se sont accomplis, je suis porté à croire que cela eût mieux valu. Sans doute la marche du Pamunkey au James-River aurait eu quelque chose de hasardeux; le passage du Bas-Chikahominy ou du James-River, suivant que l'on se serait décidé à opérer sur la rive gauche ou la rive droite du fleuve, eût été difficile et délicat en ayant sur son flanc la grande armée confédérée; cela eût mieux valu toutefois que la triste position dans laquelle on s'est trouvé pendant un mois dans les marais du Chikahominy. Mais qui pouvait prévoir alors qu'au moment décisif de la campagne, des inondations sans exemple en cette saison de l'année viendraient contrarier les efforts et paralyser les mouvemens de l'armée du Potomac, ainsi qu'au jour de la bataille de Fair-Oaks? Qui pouvait prévoir aussi que les 80,000 hommes réunis devant Washington ne feraient rien, moins que rien, pour aider cette armée à vaincre la concentration de forces qui se faisait devant elle?

On continua donc la marche directe en avant, et, malgré des pluies presque continuelles qui mettaient les chemins dans un état affreux, on ne tarda pas à atteindre les bords du Chikahominy, à un point nommé *Bottom-Bridge*, situé à dix milles de Richmond, et où le York-River-Rail-Road, que l'armée suivait depuis White-House, passait la rivière sur un pont pour le moment détruit par l'ennemi. Parvenu là, on était à la porte de Richmond. Jusqu'alors la campagne avait été, sinon brillante, au moins fertile en résultats. York-Town, une des positions militaires les plus importantes de l'ennemi, avait succombé. Norfolk, le magnifique arsenal d'où le sud tirait la plus grande partie de son matériel de guerre, avait dû être abandonné, et cet abandon avait entraîné la destruction du redoutable *Merrimac*. Enfin le général Mac-Clellan avait réussi à venir asseoir son camp sans accident en face de la capitale des états sécessionistes et de leur principale armée. Les confédérés ne pouvaient reculer plus loin sans perdre aux yeux de leurs partisans et du monde entier tout leur prestige. Ils étaient donc mis en demeure d'accepter là une bataille décisive. Dans les circonstances où l'on se trouvait placé, ce n'était pas un petit mérite d'avoir acculé ses adversaires à

une semblable nécessité. Je sais bien qu'il fallait gagner cette bataille et qu'on ne l'a pas fait: mais ici la responsabilité est loin d'appartenir tout entière à l'armée et à son chef. Quels étaient les hommes qui, les obligeant à une entrée en campagne intempestive, avaient ainsi révélé à l'ennemi le secret des opérations préparées contre lui avant que l'on fût prêt à les exécuter? Le général Mac-Clellan avait-il à répondre du manque d'unité dans le but et dans l'action qui avait entravé les mouvemens des armées fédérales depuis qu'on lui avait enlevé le commandement en chef et la direction supérieure de toutes ces armées? Mac-Clellan enfin était-il responsable de l'amoindrissement systématique qui, en face de l'agglomération des forces ennemies, lui avait enlevé successivement, depuis l'ouverture de la campagne, la division Blenker, donnée à Frémont, et les deux tiers du corps de Mac-Dowell, sans compensation aucune, sans l'envoi d'un seul homme pour combler les vides causés par le canon et les maladies? En dépit de toutes ces contrariétés, il était parvenu à conduire son armée sous les murs de Richmond: mais il n'avait plus les moyens de frapper le grand coup qui très probablement eût terminé la guerre. Dans un pays ennemi couvert de bois, où l'on ne voit rien et où l'on sait fort peu de chose, on est sans cesse exposé à des surprises; ce qui paraît une simple reconnaissance peut être en réalité une attaque sérieuse et générale. Il faut beaucoup de monde pour se garder contre ces surprises, et il en faut davantage encore pour s'assurer une ligne de communications qui ne peut être sans danger interrompue. Évidemment on avait besoin d'être renforcé. Pouvait-on l'être? Les fédéraux pouvaient-ils répondre par une concentration puissante à celle qui s'était opérée chez l'ennemi, et que leur attestaient les explorations des aéronautes aussi bien que le témoignage journalier des déserteurs? Telle fut la première question que l'on se posa.

Le général Wool, de Norfolk, Burnside, de la Caroline du nord, pouvaient envoyer quelques troupes, mais c'était peu de chose, tandis que dans la Virginie septentrionale, aux abords de Washington, plus de 80,000 hommes étaient rassemblés. Sur ces 80,000 hommes, il y en avait la moitié employée à tenir tête au partisan Jackson, dont on signalait toujours la présence dans la vallée de la Shenandoah. Le reste était réuni, sous les ordres de Mac-Dowell, à Fredericksburg, à vingt lieues seulement au nord de Richmond. Ils avaient rebâti le pont sur lequel le chemin de fer qui va du Potomac à Richmond traverse le Rappahanock; en suivant ce chemin de fer, il leur était possible de joindre en trois ou quatre jours l'armée de Mac-Clellan. Il n'y avait pas à craindre qu'ils découvrissent rien en quittant Fredericksburg: nul ennemi

ne tenait la campagne dans ces parages. Leur séjour dans cette ville était si notoirement inutile à la cause fédérale, que c'était un sujet de raillerie dans les journaux confédérés, où l'on appelait ce corps d'armée *la cinquième roue à un carrosse*. On savait en même temps dans l'armée du Potomac que le général Mac-Dowell désirait ardemment donner un démenti à ces railleries, en venant, au moment décisif, apporter à la cause de l'Union un concours qui eût été la victoire. Aussi, lorsqu'il arriva devant Richmond, la première pensée du général Mac-Clellan fut-elle de chercher à quoi s'en tenir sur ce qu'il devait attendre de ce côté. Aucun avis officiel soit de Washington, soit de Mac-Dowell lui-même, n'avait informé Mac-Clellan de la présence de celui-ci à Fredericksburg, bien qu'une vingtaine de lieues les séparât seulement l'un de l'autre; mais le bruit public mettait une telle persistance à représenter Mac-Dowell comme se portant au-devant de l'armée fédérale, et ce mouvement était si évidemment commandé par les circonstances, que le général en chef se décida à faire une tentative pour établir avec lui ses communications.

Il fit partir dans la nuit du 26 au 27, par un orage affreux, le général Porter avec une division d'infanterie et quelques escadrons de cavalerie pour Hanover-Court-House, village situé à vingt milles environ au nord de Richmond, là où le chemin de fer qui vient de Fredericksburg traverse le Pamunkey. Les troupes de Porter marchèrent rapidement, et vers le milieu du jour arrivèrent auprès de Hanover-Court-House, qu'elles trouvèrent gardé par la division ennemie du général Branch. Elles l'attaquèrent vivement, la culbutèrent en lui enlevant un canon. Assaillies en queue à leur tour par des troupes confédérées, qui, cachées dans les bois, les avaient laissées passer à dessein, elles revinrent sur elles et les dispersèrent. Ce combat brillant, qui ne coûta aux fédéraux que 400 hommes, laissa entre les mains du général Porter un canon, 500 prisonniers et les ponts, non-seulement celui du chemin de fer de Fredericksburg, mais aussi celui de Gordonsville. Les avant-postes de Mac-Dowell étaient auprès de Bowlinggreen, à quinze milles de ceux de Porter. Il n'eût fallu que le vouloir, les deux armées se réunissaient alors, et la possession de Richmond était assurée. Hélas! on ne le voulut pas. Je ne puis penser à ces funestes momens sans un véritable serrement de cœur. Assis à l'ombre d'un verger, au bivac de la division Porter, au milieu de la joyeuse excitation qui suit un combat heureux, je voyais des cavaliers du 5e régiment ramener prisonnières des compagnies entières de confédérés avec armes et bagages, leurs officiers en tête; mais ni cette confiance du triomphe parmi les fédéraux ni l'abattement de l'ennemi ne me faisaient illu-

sion, et je me demandais tristement combien, parmi cette vaillante jeunesse qui m'entourait en me racontant ses exploits de la veille, paieraient de leur vie l'erreur déplorable que l'on allait commettre!

Non-seulement les deux armées ne se réunirent pas et ne communiquèrent même pas ensemble, mais l'ordre arriva par le télégraphe de Washington de brûler les ponts dont on venait de se saisir. On disait par là aussi clairement que possible à l'armée du Potomac et à son chef qu'ils devaient en tout cas renoncer à l'appui des armées de la Haute-Virginie : le moyen de se rejoindre leur était enlevé. Cette fâcheuse mesure avait été prise à la nouvelle d'une pointe hardie que faisait en ce moment le général confédéré Jackson sur le Haut-Potomac. Ce chef habile, trouvant les forces fédérales dans ces parages dispersées en une foule de petites armées indépendantes sous les ordres des généraux Frémont, Banks, Siegel, etc., avait profité de cet état d'anarchie pour les combattre les uns après les autres. Il avait rejeté Banks de l'autre côté du Potomac et créé une confusion telle qu'on l'eût cru déjà près d'entrer à Washington. Avec plus de 40,000 hommes pour protéger cette ville, la ligne du Potomac si facile à défendre, et le vaste camp retranché qui entourait la capitale, on ne s'y sentait pas en sûreté. On appela en toute hâte Mac-Dowell pour concourir à la poursuite de Jackson. Mac-Dowell, comme il fallait s'y attendre, arriva trop tard. Les ponts qui pouvaient relier ses opérations à celles de Mac-Clellan n'en restaient pas moins coupés : probablement, au milieu du trouble où l'on était à Washington, l'ordre de les détruire avait-il été donné, afin d'empêcher les confédérés de se servir de cette voie pour envoyer des renforts à Jackson.

Mais laissons là cet affligeant spectacle, laissons Jackson se jouer par ses rapides mouvemens des quatre généraux qui lui sont opposés. Il avait atteint son but. Sa pointe audacieuse avait empêché la jonction de Mac-Clellan et de Mac-Dowell à l'heure où elle eût pu être décisive. Désormais l'armée du Potomac, réduite à ses seules ressources, n'avait plus à compter que sur elle-même. Il fallait se presser d'agir, car chaque jour augmentait la disproportion entre les forces des deux adversaires, et il était à craindre que les fédéraux, campés au milieu des marais du Chikahominy, n'eussent beaucoup à souffrir des grandes chaleurs dont on commençait à ressentir les atteintes. On était depuis quelques jours en présence les uns des autres. Les avant-postes fédéraux campaient à cinq milles de Richmond. Les escarmouches étaient journalières, et, avec l'acharnement qu'on y portait de part et d'autre, une action générale devenait inévitable. Le général Mac-Clellan attendait pour attaquer deux choses : que les routes défoncées par les pluies de-

vinssent plus solides et praticables à son artillerie, et en second lieu que de nombreux ponts qu'il faisait construire pour passer le Chikahominy fussent jetés ou près de l'être. Ces ponts étaient d'une indispensable nécessité: on ne pouvait rien faire sans eux. La disposition des lieux, l'impossibilité de s'écarter du chemin de fer qui faisait vivre l'armée et le besoin de se mettre en garde contre un mouvement tournant de l'ennemi avaient forcé le général à partager ses troupes en deux ailes sur les deux côtés de la rivière. Or il importait de pouvoir les réunir rapidement soit sur la rive droite, pour prendre l'offensive contre l'armée confédérée qui couvrait Richmond, soit sur la rive gauche, pour s'opposer au mouvement tournant dont nous parlons, et qui était fort à craindre. Les confédérés en effet étaient restés maîtres de plusieurs ponts sur le haut du Chikahominy, par lesquels ils pouvaient venir occuper les excellentes positions qu'offrait sa rive gauche, aussitôt que l'armée du nord les aurait abandonnées. Ils l'eussent de cette manière enfermée sur la rive droite, bloquée, affamée, et placée par suite dans une position singulièrement critique.

Malheureusement tout traînait en longueur du côté des fédéraux. Les chemins étaient longs à sécher, les ponts longs à construire. « Jamais nous n'avons vu une saison aussi pluvieuse, » disait *the oldest inhabitant*. « Jamais nous n'avons vu de ponts aussi difficiles à construire, » disaient les ingénieurs. La maudite rivière déjouait tous leurs efforts. Trop étroite pour recevoir un pont de bateaux, trop profonde et trop vaseuse pour des chevalets, ici n'étant qu'un ruisseau large de 10 mètres, mais coulant entre deux plaines de sable mouvant où les chevaux enfonçaient jusqu'au poitrail et qui n'offraient aucun appui, là divisée en mille filets d'eau, sur une largeur de 300 mètres, à travers un de ces marécages boisés remplis de fondrières propres aux pays tropicaux, changeant enfin tous les jours de niveau et de lit, dans son régime inégal et capricieux elle défaisait ou annulait le travail de la veille, travail pénible, fait sous un soleil brûlant et souvent sous le feu de l'ennemi. Et les journées, des journées bien précieuses, s'envolaient ainsi! Peut-être, disons-le franchement, n'était-on pas non plus aussi pressé d'agir qu'on aurait dû l'être. Aller au-devant de l'ennemi, l'aborder sur son terrain, était une tentative aventureuse, un peu en dehors des habitudes d'une armée américaine. On y aime avant tout la guerre méthodique, lente et circonspecte, qui ne donne rien au hasard. Cette lenteur, nous l'avons déjà dit, est dans le caractère national; elle est aussi, dans une certaine mesure, commandée aux généraux par la nature de leurs troupes. Ces troupes sont très braves, mais, comme nous avons essayé de le montrer, le lien hiérarchique y étant très faible,

il s'ensuit que l'on n'est jamais sûr de leur faire exécuter exactement ce que l'on veut. Les volontés individuelles, capricieuses comme les majorités populaires, y jouent un beaucoup trop grand rôle. Le chef est obligé de se retourner pour voir si on le suit, il n'a pas l'assurance que ses subordonnés tiennent à lui par le lien de la discipline et du devoir. De là de l'hésitation et par suite des conditions défavorables pour exécuter un coup d'audace. « Si nous pouvons être attaqués et avoir une bataille défensive, ai-je entendu dire bien des fois, ce sera la moitié du succès. » On eut ce qu'on désirait. Ce fut l'ennemi qui attaqua le premier. Le 31 mai, il mit fin à toutes les incertitudes et à tous les efforts d'imagination qui se faisaient pour savoir comment on irait le chercher, en se jetant résolûment avec toutes ses forces sur l'armée du Potomac. Le sanglant conflit qui eut lieu dans la soirée de ce jour et la matinée du lendemain a pris le nom de bataille de Fair-Oaks.

Au moment où elle fut ainsi attaquée, l'armée fédérale occupait une position ayant la forme d'un V. La base du V est à Bottom-Bridge, où le chemin de fer traverse le Chikahominy. La branche de gauche s'avance vers Richmond avec ce chemin de fer et la route de cette ville à Williamsburg. Là était l'aile gauche, formée de quatre divisions échelonnées les unes derrière les autres, entre les stations de Fair-Oaks et de Savage, et campées dans les bois des deux côtés de la route. L'autre branche du V, celle de droite, suit la rive gauche de la rivière; c'est l'aile droite. Il y a là cinq divisions et la réserve. Si l'on veut communiquer d'une extrémité à l'autre de ces deux ailes, en passant par Bottom-Bridge, le parcours est très long; il n'y a pas moins de 12 à 15 milles. A vol d'oiseau, la distance au contraire est très peu de chose, mais entre les deux branches du V coule le Chikahominy. C'est pour relier entre eux les deux jambages que l'on avait commencé à faire trois ou quatre ponts, dont un seul était praticable le 31 mai. Il avait été construit par le général Sumner, à peu près à mi-chemin entre Bottom-Bridge et le point le plus avancé des lignes fédérales. Il sauva ce jour-là l'armée d'un désastre. Les autres ponts étaient prêts, mais ne purent être jetés au moment décisif, et c'est ce qui sauva les confédérés.

Ce fut contre l'aile gauche de l'armée que se porta tout l'effort de l'ennemi. Elle avait ses avant-postes à la station de Fair-Oaks, sur le York-River-Rail-Road, et à un endroit nommé *Seven-Pines*, sur la route de Williamsburg. Là les fédéraux avaient élevé une redoute dans une clairière où l'on voyait quelques maisons, et fait des abatis pour augmenter le champ de tir des troupes qui y étaient postées. Le reste du pays était entièrement couvert de bois. Il y avait eu la

veille un orage épouvantable avec des torrens de pluie: les chemins étaient affreux.

Tout à coup, vers une heure de l'après-midi, par un temps gris et sombre, une fusillade très vive se fait entendre. Les piquets et les grand' gardes sont ramenés violemment: les bois qui entourent Fair-Oaks et Seven-Pines se remplissent de nuées de tirailleurs ennemis. Les troupes courent aux armes et se battent en désespérées: mais les forces de leurs adversaires ne cessent d'augmenter, et leurs pertes ne les arrêtent pas. La redoute de Seven-Pines est entourée, ses défenseurs se font tuer bravement. Le colonel d'artillerie Bailey, entre autres, y trouve sur ses pièces une mort glorieuse. La redoute prise, un peu de désordre se manifeste parmi les gens du nord. En vain les généraux Keyes et Naglee s'épuisent en mille efforts pour retenir leurs soldats, ils ne sont pas écoutés. Dans ce moment de confusion ils aperçoivent un petit bataillon français, connu sous le nom de gardes Lafayette, qui est resté en bon ordre. Ils vont à lui, se mettent à sa tête, chargent l'ennemi et reprennent une batterie. Le bataillon perd un quart de son monde dans cette charge, mais, en vrais Français, toujours les mêmes partout, ils s'écrient : « On peut nous appeler les gardes Lafourchette maintenant ! » faisant allusion à un mauvais sobriquet qu'on leur avait donné.

Cependant Heintzelman accourt à la rescousse avec ses deux divisions. Comme à Williamsburg, celle de Kearney arrive au bon moment pour rétablir le combat. La brigade Berry de cette division, composée de régimens du Michigan et d'un bataillon irlandais, s'avance, ferme comme un mur, au milieu de la masse désordonnée qui flotte sur le champ de bataille, et elle fait plus par son exemple que les plus puissans renforts. On a perdu un mille de terrain environ, quinze pièces de canon et le camp de la division d'avant-garde, celle du général Casey: mais maintenant on tient bon. On forme une espèce de ligne de bataille à travers les bois, perpendiculairement à la route et au chemin de fer, et là on résiste aux assauts répétés des masses ennemies. On ne peut être tourné par la gauche, où se trouve le White-Oak-Swamp, marécage impraticable, mais on peut être enveloppé par la droite. A cette heure même en effet, une forte colonne de confédérés a été dirigée de ce côté. Si elle réussit à s'interposer entre Bottom-Bridge et les troupes fédérales qui tiennent en avant de Savage-Station, toute l'aile gauche est perdue. Elle n'aura plus de retraite et est condamnée à succomber sous le nombre; mais précisément à ce moment, c'est-à-dire à six heures du soir, de nouveaux acteurs entrent en scène. Le général Sumner, qui a réussi à passer le Chikahominy, avec la division Sedgwick, sur le pont con-

struit par ses troupes, et qui, en brave soldat, a marché droit au canon à travers bois, arrive à l'improviste sur le flanc gauche de la colonne avec laquelle l'ennemi s'efforce de couper Heintzelman et Keyes. Il plante dans une clairière une batterie qu'il a réussi à amener avec lui. Ce ne sont point de ces canons rayés, objet de l'engouement moderne, bons pour être tirés de sang-froid et à grande distance dans un pays découvert; ce sont de vrais canons de combat, des canons obusiers de 12, vieux modèle, lançant soit un gros projectile rond qui ricoche et qui roule, soit un gros paquet de mitraille. Le tir simple et rapide de ces pièces fait dans les rangs opposés de terribles ravages. En vain Johnston envoie contre cette batterie ses meilleures troupes, celles de la Caroline du sud, la légion d'Hampton entre autres, en vain il accourt lui-même : rien ne peut ébranler les fédéraux, et ce sont eux qui, à la tombée de la nuit, vaillamment enlevés par le général Sumner en personne, se jettent sur l'ennemi à la baïonnette, le poussent avec furie en en faisant un affreux carnage, et le ramènent jusqu'à la station de Fair-Oaks.

La nuit mit fin au combat. Des deux côtés, on ne savait de l'issue de la bataille que ce que chacun avait vu de ses yeux. Amis et ennemis, perdus dans des bois qu'ils ne connaissaient pas, couchèrent parmi des tas de morts et de blessés, là où l'obscurité les avait surpris. La fatigue de cette lutte opiniâtre, aussi bien que les ténèbres de la nuit, avaient imposé aux combattans une de ces trêves tacites si fréquentes à la guerre.

Évidemment Johnston s'était flatté, en jetant toutes ses forces sur les quatre divisions de l'aile gauche fédérale, de les anéantir avant qu'aucun secours pût leur venir du gros de l'armée, demeuré sur la rive gauche du Chikahominy. Pour le moment, il avait échoué devant la résistance énergique de ces quatre divisions, et aussi devant l'attaque furieuse et imprévue des troupes de Sumner. Nul doute qu'il n'eût compté sur l'orage terrible de la veille pour grossir le Chikahominy, y rendre impossible l'établissement d'aucun pont, ou faire emporter par ses eaux débordées ceux qui existaient; mais la capricieuse rivière déjoua sa combinaison, comme elle déjoua quelques heures plus tard celle de ses adversaires. L'effet du déluge tombé la veille ne fut point immédiat; la crue des eaux tarda vingt-quatre heures à se manifester. Mit-on à profit ce délai inespéré avec toute l'activité désirable du côté des fédéraux? C'est une question qui restera toujours controversée, comme tant d'autres du même genre, qui forment un des chapitres obligés de l'histoire de la plupart des grandes batailles.

C'était seulement à une heure de l'après-midi que l'action avait commencé. On avait attendu quelque temps pour savoir si l'attaque

de ce côté n'était pas une feinte destinée à y attirer les troupes fédérales, pendant que le gros des forces ennemies s'apprêtait à déboucher sur la rive gauche. On avait été promptement tiré d'incertitude par la violence de l'attaque et par les rapports des aéronautes, qui voyaient toute l'armée confédérée se diriger sur le lieu du combat. On avait alors donné à Sumner l'ordre de passer l'eau avec ses deux divisions. Il l'avait exécuté avec rapidité, marchant à l'aventure avec la tête de sa colonne, sans autre guide que le bruit du canon, et il arriva juste à l'heure et à l'endroit critiques. Or quelques personnes pensaient alors et pensent encore aujourd'hui que si, au moment où Sumner recevait l'ordre de franchir la rivière, le même ordre eût été donné à toutes les divisions de l'aile droite, il eût été exécutable. On devine ce qui serait advenu, si, au lieu de jeter 15,000 hommes sur le flanc de Johnston, on en eût jeté 50,000. Le pont de Sumner n'eût pas suffi sans doute au passage de tant de monde. A minuit, la queue de sa colonne y était encore engagée, luttant contre toutes les difficultés que présentent à des chevaux et à de l'artillerie des ponts formés de troncs d'arbres qui tournent sous les pieds, des marais vaseux et une nuit obscure, rendue plus profonde encore par l'épaisseur des bois. Plusieurs ponts cependant étaient près d'être jetés sur d'autres points. Il fallait travailler sans perdre une minute à les établir, et ne pas s'inquiéter des obstacles que l'ennemi n'eût pas manqué d'apporter à cette entreprise. Il avait promené une brigade d'une manière ostensible et en guise d'épouvantail en face des points naturellement indiqués pour le passage; mais l'enjeu était si gros, le résultat à poursuivre si important, l'occasion se présentait si imprévue et si favorable de jouer une partie décisive, que rien, selon nous, n'eût dû empêcher de tenter à tout prix cette opération. Ici encore on porta la peine de cette lenteur américaine, qui appartenait bien plus au caractère de l'armée qu'à celui de son chef. Ce ne fut qu'à sept heures du soir qu'on prit le parti d'établir sans délai tous les ponts et de faire passer toute l'armée au point du jour sur la rive droite du Chikahominy. Il était trop tard. Quatre heures avaient été perdues, et l'occasion, cet instant si fugitif, à la guerre plus que partout ailleurs, s'était envolée. La crue sur laquelle Johnston avait en vain compté, et qui n'avait pas empêché Sumner de passer, survint pendant la nuit. La rivière s'éleva subitement de deux pieds et continua de grossir avec rapidité, emportant les nouveaux ponts, soulevant et entraînant les arbres qui formaient le tablier de celui de Sumner, et couvrant toute la vallée de ses eaux débordées. Rien ne passa.

Aux premières lueurs du jour, le combat reprit avec acharnement sur la rive gauche. L'ennemi venait en masse, mais sans ordre ni

méthode, se ruer sur les fédéraux, qui, se sachant si inférieurs en nombre et sans espoir d'être soutenus, ne prétendaient à rien de plus qu'à résister et à garder leur terrain. On se battait avec une sauvage énergie de part et d'autre, sans bruit, sans cris; lorsqu'on était trop pressé, on faisait une charge à la baïonnette. L'artillerie placée en arrière dans les clairières tirait à obus par-dessus les combattans. Ah! j'aurais voulu que tous ceux qui, oublieux du passé et poussés par je ne sais quels calculs égoïstes, avaient prodigué leurs encouragemens à la funeste rébellion des propriétaires d'esclaves, assistassent à cette lutte fratricide. Je leur aurais souhaité, comme châtiment, le spectacle de cet effroyable champ de bataille où morts et mourans étaient entassés par milliers. J'aurais voulu qu'ils vissent les ambulances provisoires formées autour de quelques habitations qui se trouvaient çà et là. Que de misères! que de souffrances! Les ambulances avaient quelque chose de particulièrement horrible. Les maisons étaient beaucoup trop rares pour contenir la moindre partie des blessés, et l'on était réduit à les entasser alentour; mais, bien qu'ils ne proférassent pas une plainte et supportassent leur sort avec le plus stoïque courage, leur immobilité sous les rayons de midi d'un soleil de juin devenait bientôt intolérable; on les voyait alors, ramassant ce qui leur restait de forces, ramper pour chercher un peu d'ombre. Je me souviendrai toujours d'une touffe de rosiers dont j'admirais les fleurs parfumées tout en causant avec un de mes amis, lorsqu'il me fit remarquer sous le feuillage un de ces malheureux qui venait d'expirer. Nous nous regardâmes sans mot dire, le cœur serré par la plus douloureuse émotion. Tristes scènes, dont la plume de l'écrivain, comme l'œil du spectateur, a hâte de se détourner! Vers midi, le feu diminua graduellement et s'éteignit, l'ennemi se retirait; mais les fédéraux n'étaient pas en état de le poursuivre. On ne savait pas alors quelle perte les gens du sud venaient de faire dans la personne de leur chef, le général Johnston, grièvement blessé. C'est à son absence que l'on devait en grande partie le décousu des attaques dirigées dans la matinée contre l'armée fédérale. Lorsqu'à midi le feu cessa, les confédérés, las de la longue lutte qu'ils venaient de soutenir et n'étant plus commandés, étaient, dit-on (car au milieu de ces bois immenses on ne voit rien, et l'on est réduit à tout deviner), dans un état de confusion inextricable. Qu'on juge ce qui fût arrivé, si à ce moment les 35,000 hommes de troupes fraîches laissés sur l'autre rive du Chikahominy eussent paru sur le flanc de cette masse en désordre, après avoir heureusement traversé les ponts!

Tel est le récit de cette bataille singulière qui, toute compliquée qu'elle fût par des incidens supérieurs aux volontés humaines,

n'en peut pas moins être prise comme type des batailles américaines (1). Le conflit avait été sanglant, puisque l'armée du nord avait perdu 5,000 hommes, celle du sud au moins 8,000; mais de part et d'autre les résultats étaient négatifs. Les confédérés, en nombre très supérieur, avaient attaqué avec vigueur, fait reculer leurs adversaires un mille environ, pris quelques canons, et s'étaient arrêtés là, satisfaits d'avoir acquis ainsi le droit de chanter victoire. Les fédéraux avaient eu la bataille défensive qu'ils désiraient, avaient repoussé l'ennemi, pris un général et fait bon nombre de prisonniers; mais, arrêtés par des obstacles naturels qui n'étaient peut-être pas insurmontables, ils n'avaient tiré aucun parti de leur succès. En réalité, on avait échoué des deux côtés faute d'organisation, faute de hiérarchie, faute du lien qui en résulte entre l'âme du chef et ce grand corps qu'on appelle une armée, lien puissant qui permet à un général de demander à ses soldats et d'en obtenir aveuglément ces efforts extraordinaires qui gagnent les batailles. Cependant, bien que les pertes de l'ennemi fussent plus considérables que celles des fédéraux, l'échec était surtout funeste pour ces derniers. Ils avaient perdu une occasion unique de porter un coup décisif. Ces occasions ne reviennent pas, et d'ailleurs, dans les circonstances où ils se trouvaient, le temps était contre eux.

V.

Le lendemain de cette bataille, Mac-Clellan reprit sans coup férir les positions de Fair-Oaks et de Seven-Pines, en sorte que les deux armées se retrouvèrent exactement dans la même situation qu'auparavant. Pendant près d'un mois, elles restèrent ainsi en présence, dans une inaction qui n'était pas cependant le repos. Bien au contraire ce mois, avec ses alternatives de pluie et de chaleurs accablantes, avec les travaux immenses que le soldat eut à exécuter, avec des alertes et des combats partiels qui se renouvelaient sans cesse, fut très dur à passer.

L'armée fédérale ne voulait ni engager elle-même ni provoquer de la part de l'ennemi une autre lutte comme celle de Fair-Oaks, tant que ses ponts ne seraient pas construits et ses deux ailes reliées entre elles. Des pluies diluviennes retardèrent cette construction. On avait été en outre instruit par l'expérience, et l'on voulut donner à ces ponts, avec une solidité monumentale, une étendue qui em-

(1) Je ne puis me refuser à citer ici un trait de mœurs caractéristique : des vendeurs de journaux criaient les derniers numéros des gazettes de New-York sur le champ de bataille même, pendant le combat, et trouvaient des acheteurs.

brassât non-seulement le cours de la rivière, mais toute la vallée. De cette façon on n'avait plus rien à craindre des inondations; mais un tel travail demandait beaucoup de temps et d'efforts. Tant qu'il resta inachevé, l'aile gauche demeurait toujours exposée à l'attaque de toute la masse des forces confédérées; aussi se hâta-t-on, pour parer autant que possible à ce danger, de se retrancher fortement sur toute la ligne. Ce fut une besogne immense. Comme partout ailleurs, il fallait élever des redoutes avec des épaulemens, creuser des *rifle pits*, et cela sous les ardeurs d'un soleil brûlant; il fallait de plus abattre les bois sur tout l'espace occupé par ces ouvrages et à quelque cent mètres en avant, afin de voir un peu devant soi. En quelques endroits on n'élevait aucune construction en terre, on se bornait à découper la forêt de manière à lui donner le contour de fortifications régulières. Une portion de bois plus fournie que les autres, laissée debout et s'avançant en saillie au milieu d'un vaste abatis, jouait le rôle d'un bastion. L'artillerie et les tirailleurs placés dans ce bois flanquaient de leurs feux les lisières droites qui simulaient des courtines. Seulement les défenseurs de ces ouvrages d'un nouveau genre n'avaient d'autre protection contre le feu de l'ennemi que l'abri de feuillage derrière lequel ils ne pouvaient être ajustés directement.

Tous ces travaux se faisaient avec une énergie et une intelligence admirables. Sous ce rapport, le soldat américain est sans rival: dur à la fatigue, rempli de ressources, excellent terrassier, excellent bûcheron, bon charpentier et même un peu ingénieur civil. Il est arrivé plusieurs fois dans le cours de la campagne de rencontrer un moulin à farine ou à scier mû par une roue hydraulique ou une machine à vapeur que l'ennemi, en se retirant, avait mise hors de service. On trouvait à l'instant, dans le premier régiment venu, des hommes capables de les réparer, de les reconstruire et de les remettre en mouvement pour les besoins de l'armée. Mais ce qui était surtout remarquable, c'était de voir une *corvée* se mettre à l'œuvre dans la forêt pour y faire ce qu'on appelle en langue militaire des abatis. On ne saurait se figurer la célérité avec laquelle s'accomplissait cette besogne. Je me souviens de quarante hectares de futaie séculaire de chênes et autres bois durs mis à terre en une seule journée par un seul bataillon. Tous ces travaux pourtant ne se faisaient pas sans beaucoup de fatigue matérielle et morale, par suite d'une activité sans repos sous un feu incessant.

Dans ces forêts immenses dépourvues de routes, où l'on est à chaque instant exposé à des attaques imprévues, on ne peut hasarder au loin ses avant-postes: ce serait leur faire courir la chance continuelle d'être surpris et enlevés. On forme alors ce qu'on appelle en Amérique

la ligne des piquets, ligne non interrompue de sentinelles soutenues par de fortes réserves et qui ne s'écartent jamais beaucoup du corps auquel elles appartiennent. Or les deux armées étaient si rapprochées et si attentives à ne pas se céder un pouce de terrain que leurs piquets se tenaient à portée de voix les uns des autres. Généralement ils faisaient assez bon ménage et se bornaient à s'observer réciproquement. Quelquefois il s'établissait entre eux des communications amicales : on trafiquait de maints petits objets, on échangeait les journaux de Richmond contre le *New-York Herald*. Il arriva même un jour que des officiers fédéraux furent invités par leurs camarades confédérés à se rendre au bal à Richmond, à la condition toutefois de se laisser bander les yeux pour l'aller et le retour ; mais il suffisait d'un coup de feu parti au hasard pour interrompre soudainement ces bons rapports ; on se fusillait pendant un quart d'heure et on se tuait ou blessait une centaine d'hommes avant que le calme se rétablît.

D'autres fois les troupes étaient surprises dans leurs camps par une pluie d'obus venus on ne sait d'où, par-dessus les piquets, réveil assez désagréable quand cela arrivait la nuit. Si c'était de jour, on montait au sommet de quelque grand arbre pour voir d'où partaient les coups. La fumée indiquait l'emplacement, et l'on apercevait aussi quelque soldat confédéré grimpé lui-même au haut d'un arbre culminant de la forêt, qui, de là, dirigeait le tir des canonniers. On ripostait aussitôt, et surtout on cherchait à *descendre* le pointeur aérien. Ces taquineries isolées, soit qu'elles fussent un *picket-firing* ou un *long-range-shelling*, n'inquiétaient guère que les troupes qui y étaient immédiatement exposées, car elles étaient de tous les instans, et il n'est rien qui ne passe en habitude : mais parfois le canon et la mousqueterie se mêlaient ensemble avec une vivacité à laquelle personne ne se trompait, qui faisait prendre les armes à tout le monde et monter à cheval les états-majors. L'ennemi faisait une démonstration en force, et on y répondait. Allait-il en sortir une bataille ? Cette incertitude de tous les instans était singulièrement fatigante. Cependant la bataille ne venait pas. Les généraux du sud, pas plus que ceux du nord, ne se souciaient d'engager prématurément une action générale. Ils avaient leurs projets et s'en remettaient au temps de les mûrir. Chaque jour leur amenait de nouveaux renforts, et ils en attendaient encore. Toutes les forces vives de la rébellion allaient être bientôt réunies autour de Richmond. Pendant ce temps, la maladie faisait de grands ravages parmi les soldats fatigués de l'armée fédérale. L'extrême chaleur, jointe aux émanations des marécages, engendrait des fièvres, qui prenaient presque immédiatement le caractère typhoïde. Telle divi-

sion, déjà fort affaiblie par le feu de l'ennemi, comptait jusqu'à deux mille malades. Un système de congés temporaires et irréguliers, qui s'était établi dans l'armée, contribuait aussi à en réduire l'effectif. Maint colonel s'arrogeait le droit de donner des permissions de quelques jours à des soldats qu'on ne revoyait plus. Il est juste pourtant de dire que, dans cette difficile position, le général Mac-Clellan avait reçu quelques renforts. Une de ses anciennes divisions, celle de Mac-Call, lui avait été rendue. De plus, Fort-Monroë ayant enfin été mis sous ses ordres, il en avait tiré 5 ou 6,000 hommes. C'était quelque chose; mais c'était trop peu, beaucoup trop peu pour combler les vides qui s'étaient faits dans les rangs, et que chaque jour agrandissait.

Ces jours écoulés dans l'inaction avaient encore l'inconvénient d'encourager les partisans ennemis à de hardis coups de main. Celui que tenta le colonel confédéré Lee fut un des plus singuliers de cette guerre. A la tête de 1,500 chevaux, il alla attaquer quelques escadrons qui faisaient le guet du côté d'Hanover-Court-House, et, les ayant dispersés, il fit une incursion heureuse sur les communications de l'armée. Son projet était de couper, à la faveur de la nuit, le York-River-Rail-Road; il n'y réussit point. On eut là seulement le curieux spectacle d'un combat de cavalerie contre un train de chemin de fer; le train, chargeant à la lettre et les cavaliers ennemis et les obstacles placés sur la voie, s'échappa sans autre perte que celle de quelques hommes tués et blessés par la fusillade. Mais si le colonel Lee n'avait pas réussi à détruire le chemin de fer, il avait fait une brillante razzia sur les magasins de l'armée, et, le coup exécuté, il avait pu s'échapper sans accident. Le malheur était que des tentatives de ce genre pouvaient se renouveler, et qu'on n'avait pas assez de monde pour s'y opposer partout à la fois. Quoiqu'au milieu de tant d'épreuves le moral (1) du soldat restât excellent, il n'y avait plus à se dissimuler que l'armée ne fût dans une position critique, qui ne pouvait que s'aggraver. Diminuée de plus d'un tiers depuis son entrée en campagne, décimée par les maladies, menacée sur ses derrières, elle se trouvait au cœur du pays insurgé, ayant devant elle des forces deux ou trois fois plus nombreuses que les siennes. On ne pouvait songer à demeurer in-

(1) Je n'ose ranger parmi les causes qui auraient pu agir sur ce moral le spectacle désagréable des affiches gigantesques qu'un embaumeur déployait au milieu du camp sous les yeux des soldats, et par lesquelles cet industriel, spéculant à la fois sur les pertes de l'armée et les affections de famille, promettait d'embaumer les morts et de les expédier à domicile au plus juste prix. Cet aventureux émule de Gannal sauva du reste la vie à un colonel qu'un évanouissement prolongé causé par un éclat d'obus avait fait regarder comme mort, et qui, mis à part pour être embaumé, revint à lui pendant l'opération.

définiment en face de l'ennemi, comme on l'avait fait pendant l'hiver devant Washington, et plus récemment à Corinthe. Le général Mac-Clellan le sentait; aussi, dès que ses ponts furent fixés, se décida-t-il à agir. Un projet s'était tout d'abord présenté à son esprit : il consistait à transporter l'armée tout entière à dix-sept milles du point qu'elle occupait, en abandonnant sa ligne de communication du York-River pour aller chercher, avec l'appui de la marine, sur le James-River une nouvelle base d'opérations. Si le mouvement réussissait, si l'on parvenait à dérober sa marche, les chances d'une grande bataille qu'on livrerait au bord du fleuve, et dans laquelle les canonnières couvriraient un des flancs de l'armée, seraient bien meilleures; mais ce mouvement avait aussi ses dangers : ce n'était pas chose facile de l'accomplir en présence de toutes les forces ennemies, sans compter l'inconvénient moral de paraître battre en retraite.

On y renonça donc, ou au moins on l'ajourna. Avec la ténacité américaine, qualité qui chez ce peuple va de pair avec la lenteur et qui jusqu'à un certain point la compense, on était déterminé à ne reculer que si on y était matériellement forcé. On voulait pousser jusqu'au bout les opérations commencées; mais on n'en prit pas moins la sage précaution de diriger à tout événement sur City-Point, dans le James-River, des navires chargés de vivres, de munitions et d'approvisionnemens de tout genre. Cela fait, le général Mac-Clellan s'efforça de provoquer une action générale sur le terrain situé entre son armée et Richmond, terrain dont il avait fait une étude approfondie dans de nombreuses reconnaissances. Ces reconnaissances avaient donné lieu à bien des incidens. Une fois le général était monté avec plusieurs de ses officiers au sommet d'un grand arbre, et là, établis chacun sur leur branche, ils avaient tenu, la lunette à la main, une sorte de conseil de guerre. La chose se passait à cent pas des piquets ennemis, à qui aucun des mouvemens des observateurs ne pouvait échapper. Nous tremblions d'entendre le bruit de la carabine de ces fameux chasseurs d'écureuils du sud; mais ils se montrèrent magnanimes, et la reconnaissance se termina sans fâcheux événement. Une autre fois un état-major ennemi parut en même temps que celui de l'armée fédérale sur les bords du Chikahominy. Aussitôt ces messieurs firent galamment avancer une de leurs musiques, qui joua un air populaire; mais à peine fut-il achevé que les musiciens furent remplacés par une batterie qui, arrivant au galop, ouvrit un feu terrible, auquel les fédéraux ne tardèrent pas à répondre. Ces explorations révélaient en général que l'ennemi n'était pas oisif, et qu'il avait élevé des ouvrages armés de gros canons précisément aux points où on l'aurait le moins désiré.

Enfin, après bien des tâtonnemens, l'action fut entamée. Hooker reçut le 25 juin l'ordre de se porter à un mille en avant jusqu'à une vaste clairière sur la route directe de Richmond. On calculait que ce mouvement attirerait une résistance générale des confédérés à l'aide de laquelle on recommencerait la bataille de Fair-Oaks, sur le même terrain, mais avec des ponts solidement établis, et par suite avec le concours de l'armée tout entière. Si le défi n'était pas accepté, on avait fait un pas en avant; on en ferait un autre le lendemain, et ainsi de suite on arriverait aux portes de Richmond. On se fiait à sa bonne étoile pour le reste. Hooker, monté sur un cheval blanc, qui dans le bois le rendait visible pour tous et surtout pour l'ennemi, s'avança intrépidement. L'espace de terrain qu'il devait conquérir fut pris, repris, et finalement occupé par sa division, avec une perte de 4 à 500 hommes. Les deux braves généraux de brigade Grover et Sickles prêtèrent à leur chef en cette rencontre la plus énergique assistance; mais pendant le combat des nouvelles graves étaient survenues. Les déserteurs, les transfuges nègres, le télégraphe de Washington lui-même, généralement si sobre de renseignemens, s'accordaient à donner le même avis : de nombreux renforts venaient d'arriver du sud à Richmond; Beauregard en outre, laissé libre par l'évacuation de Corinthe et la suspension des opérations dans l'ouest, avait apporté, à l'heure décisive, le concours de sa capacité militaire et surtout de son prestige à la cause esclavagiste. Enfin le partisan Jackson, laissant les 80,000 hommes qui couvraient inutilement Washington tout ahuris de leur infructueuse campagne contre lui, était venu lui-même compléter la concentration de toutes les forces confédérées contre l'armée du Potomac. Il avait voyagé en chemin de fer, et on signalait déjà ses avant-postes aux environs de Hanover-Court-House. Grossi de la division Whiting, le corps qu'il commandait pouvait compter 30,000 hommes. L'effort commencé par les fédéraux contre Richmond ne pouvait plus désormais se poursuivre; la présence de Jackson à Hanover-Court-House annonçait chez lui l'intention manifeste de se porter sur leurs communications, et de les intercepter en coupant le York-River-Rail-Road. Bientôt il n'y eut plus de doute sur cette manœuvre. On vit un corps de troupes considérable, parti de Richmond, traverser le cours supérieur du Chikahominy, afin de se réunir à Jackson et d'exécuter ce mouvement tournant dont nous avons plus haut signalé le danger. Profitant de sa supériorité numérique, l'ennemi offrait la bataille à la fois des deux côtés de la rivière.

Toutes les chances de succès étaient pour lui. Reportons notre pensée à ce V dont nous nous sommes déjà servi dans notre récit de

la bataille de Fair-Oaks. La situation de l'armée de Mac-Clellan est la même qu'alors; seulement les deux jambages du V sont aujourd'hui reliés par des ponts permanens, offrant toutes facilités pour transporter rapidement les différens corps d'une rive à l'autre. Le gros des troupes fédérales, huit divisions, mais des divisions bien réduites, est sur le jambage de gauche, sur la rive droite du Chikahominy, et occupe les retranchemens qui font face à Richmond. Ces troupes ont devant elles la masse de l'armée ennemie, établie, elle aussi, dans des positions retranchées. Sur le jambage de droite, c'est-à-dire sur la rive gauche de la rivière, se trouve le général fédéral Fitz-John Porter avec deux divisions et la réserve des réguliers. C'est contre lui que marchent Jackson et le corps du général Hill, venu de Richmond, le tout sous les ordres du général Lee, qui, depuis la blessure de Johnston l'a remplacé dans le commandement en chef. En fait, l'armée du Potomac allait être aux prises avec deux armées dont chacune l'égalait par le nombre. Des batailles ont été gagnées quelquefois dans de pareilles circonstances; mais il n'y a pas à compter sur une de ces rares faveurs de la fortune. Le mieux qui pût advenir était de bien se tirer de la position critique dans laquelle on était placé. Il n'y avait pas d'autre parti à prendre que celui d'une prompte retraite; ce parti lui-même était malheureusement loin d'être simple, et il n'y avait à choisir qu'entre des dangers. Si l'on se concentrait sur la rive gauche du Chikahominy, on abandonnait l'entreprise contre Richmond, et on s'exposait à une retraite désastreuse sur White-House et York-Town, avec toute l'armée confédérée à ses trousses, dans un pays où l'on ne trouverait aucun point d'appui. Il n'y avait rien de bon à espérer de ce plan. Si au contraire on faisait passer toutes les troupes sur la rive droite, il fallait s'attendre à voir l'ennemi se saisir aussitôt du chemin de fer qui nourrissait l'armée et la couper de ses communications avec White-House. Force serait alors de s'en ouvrir de nouvelles avec le James-River, et pour cela de s'y porter en masse et sans retard. C'était toujours une retraite, mais on ne reculait que de quelques milles, et pour peu que l'on fût suffisamment renforcé, avec l'appui de la marine, on pouvait se flatter de reprendre promptement l'offensive, soit sur la rive gauche contre Richmond même, soit sur la rive droite contre Petersburg, dont la prise eût entraîné celle de Richmond. On s'arrêta à ce dernier parti. Ainsi que nous l'avons dit, le général Mac-Clellan y songeait depuis longtemps, comme à une des nécessités de sa situation, et il avait même pris quelques dispositions éventuelles qui allaient se trouver singulièrement justifiées; mais autre chose était de faire cette retraite à son heure, par un mouvement libre et spontané, autre chose de la faire précipitamment sous la menace de deux armées ennemies.

Il n'y avait plus néanmoins à délibérer; la résolution prise devait à la minute être exécutée. Le trajet de Fair-Oaks au James-River n'était pas long; il n'y avait que dix-sept milles, avons-nous dit; mais il fallait faire filer le matériel et le bagage sur une seule route, en prêtant le flanc tout le temps à l'ennemi, qui, par de nombreux chemins rayonnant tous de Richmond, pouvait amener sur plusieurs points à la fois des forces considérables. La célérité avec laquelle l'opération fut conduite déjoua ses calculs; il supposa probablement qu'on tâtonnerait avant de se décider; probablement aussi il espéra que le général Mac-Clellan ne saurait se résoudre à abandonner sa ligne de communication sur White-House, et il agit en conséquence.

Les troupes du général confédéré Hill, dont nous avons parlé tout à l'heure, après avoir passé le Chikahominy à Meadow-Bridge le 26, c'est-à-dire le lendemain de l'affaire de Hooker, attaquèrent dans l'après-midi même celles du général Mac-Call, qui faisait l'avant-garde de Porter sur la rive gauche. Ce premier combat fut très vif, mais Mac-Call occupait une bonne position sur le *Beaver-Dam*, espèce de ravin bordé de beaux catalpas qui étaient alors en fleur. Il avait là fait des abatis, remué un peu de terre, si bien qu'il ne put être entamé malgré la durée du combat qui se prolongea jusqu'à la nuit. Cette vigoureuse résistance obligea l'ennemi à faire passer la rivière à de nombreux renforts. C'était précisément ce que désirait le général Mac-Clellan. Son intention était d'attirer de ce côté l'attention des confédérés pendant que le mouvement qui devait transporter l'armée sur le James-River se préparait sur la rive droite du Chikahominy.

La nuit en effet fut employée à faire passer sur cette rive tous les bagages du corps de Porter et à les réunir au grand convoi qui devait commencer sa marche le 27 au soir. Ordre fut ensuite donné de rembarquer ou de détruire tous les magasins et approvisionnemens établis sur la ligne ferrée qui allait à White-House, et d'évacuer ce grand dépôt. Le général Stoneman, avec une colonne légère, fut chargé de couvrir cette opération en retardant l'arrivée des coureurs ennemis. Il devait ensuite se replier sur York-Town. Tout cela fut exécuté de point en point.

Le 27 au jour, Mac-Call reçut l'ordre de se retirer sur les ponts construits en face de Gaine's Hill, sur le Chikahominy. Suivi rapidement, comme on devait s'y attendre, il vint se rallier aux autres troupes du corps de Porter, la division Morell et celle des réguliers commandée par le général Sykes. La mission de Porter, et elle demandait autant de sang-froid que de vigueur, était de résister en avant des ponts, pour donner au mouvement général que faisait l'armée le temps de s'accomplir. Il ne devait les repasser que le 27 au soir, et les détruire derrière lui. L'attaque commença de bonne heure contre

ces trois divisions. Le corps de Jackson, arrivant d'Hanover-Court-House, vint prendre part au combat. On se battait sur un terrain ondulé, en grande partie boisé, mais laissant cependant sur certains points de grands espaces découverts. La lutte fut très vive; les fédéraux résistèrent avec succès : il y eut même un moment où Porter put se croire victorieux. C'eût été un grand bonheur, et la situation en eût été singulièrement modifiée. Aussi, dans ce moment d'espérance, Mac-Clellan se hâta-t-il d'envoyer sur la rive gauche toutes les troupes qui n'étaient pas absolument indispensables à la garde des lignes fédérales faisant face à Richmond. Une division, celle du général Slocum, passa les ponts avant quatre heures, et se mêla aussitôt à l'action. Une autre, celle de Richardson, n'arriva sur le terrain qu'à la chute du jour. Au moment où ces renforts commencèrent à prendre part à la lutte, la scène contemplée dans son ensemble avait un caractère imposant de grandeur. Nous avions 35,000 hommes engagés, partie dans les bois, partie en plaine, formant une ligne d'un mille et demi d'étendue. Une nombreuse artillerie tonnait de tous côtés. Dans la vallée du Chikahominy, la cavalerie des lanciers aux fanions flottans était en réserve, et ce tableau si animé de la bataille avait pour encadrement un paysage pittoresque, éclairé par les derniers rayons du soleil qui se couchait dans un horizon couleur de sang.

Tout à coup la fusillade prend une intensité extraordinaire. On fait mettre debout les réserves que l'on avait jusqu'ici tenues couchées dans des plis de terrain, on les excite par des hourras, et on les fait entrer dans les bois. La mousqueterie devient de plus en plus violente et s'étend vers la gauche. Plus de doute que l'ennemi ne tente de ce côté un dernier effort. Les réserves sont toutes engagées; on n'a plus personne sous la main. Il est six heures, le jour s'en va rapidement; si l'armée fédérale tient encore une heure, elle a bataille gagnée, car partout ailleurs elle a repoussé l'ennemi, et les efforts de Jackson, de Lee, de Hill, de Longstreet, dont elle a les soldats devant elle, auront été frappés d'impuissance. A défaut d'infanterie, le général Porter met trois batteries en potence à son extrême gauche pour appuyer les troupes qui y soutiennent un combat inégal; mais ces troupes sont fatiguées, elles se battent depuis le matin, elles n'ont presque plus de cartouches. Les réserves confédérées viennent d'arriver à leur tour : elles se jettent en ligne et régulièrement déployées contre la gauche des fédéraux, qui cède, se rompt, se débande, et dont le désordre gagne de proche en proche jusqu'au centre. Il n'y a pas panique, on ne court pas avec l'effarement de la peur; mais, sourds à tout appel, les hommes s'en vont délibérément, le fusil sur l'épaule, comme des gens qui en ont

assez et qui ne croient plus au succès. En vain les généraux, les officiers de l'état-major-général, le comte de Paris, le duc de Chartres se jettent-ils dans la mêlée le sabre à la main pour arrêter ce mouvement désordonné, la bataille de Gaine's-Hill est perdue. Il ne s'agit plus que d'empêcher un désastre. L'ennemi en effet s'avance toujours en plaine, toujours dans le même ordre, son infanterie déployée par régimens en échelons, et à chaque minute serrant de plus près la masse confuse des troupes fédérales. La fusillade et la canonnade sont telles que la grêle de projectiles qui frappe le sol y soulève une poussière permanente. On commande alors à la cavalerie de charger. Je me trouvais par hasard auprès d'elle en ce moment. Je lui vois mettre le sabre à la main avec cet élan électrique de gens résolus et dévoués. Comme elle s'ébranlait, je demandai à un jeune officier quel était le nom de son régiment. « C'est le 5e cavalerie, » me répondit-il en brandissant son sabre avec tout l'orgueil de l'esprit de corps. Infortuné jeune homme! Je revis son régiment le lendemain. De la charge de la veille il n'était revenu que deux officiers : il n'en était pas! Cette charge ne pouvait réussir contre les épais bataillons de l'infanterie ennemie, et les débris des régimens, galopant dans des nuages de poussière au milieu des canons et des fuyards de l'infanterie, ne firent qu'augmenter la confusion. Les chevaux d'artillerie sont tués, et je vois avec une triste émotion des pièces qu'on ne peut plus emmener et que les artilleurs servent avec un courage désespéré. Ils tombent les uns après les autres. Deux sont encore debout, et ils continuent à faire feu presque à bout portant. La brume du soir qui s'épaissit ne me permet plus alors de rien voir. Toutes ces pièces étaient perdues. Le général Butterfield avait fait inutilement des efforts surhumains pour les sauver. A pied, son cheval ayant été tué, un éclat d'obus dans son chapeau, une balle sur son sabre, entouré de ses aides-de-camp qui tombaient à ses côtés, il avait essayé de rallier de l'infanterie autour d'un drapeau planté en terre. Il avait réussi, mais ce n'avait été que pour quelques instans : le mouvement précipité de la retraite l'avait entraîné. Heureusement la nuit arrivait, et après avoir perdu un mille de terrain, on trouva les brigades fraîches de Meagher et de French formées en bon ordre. Elles poussèrent de vigoureux hourras, et quelques pièces mises de nouveau en batterie ouvrirent leur feu sur l'ennemi, qui s'arrêta devant cette suprême et énergique résistance.

Au moment où se tiraient les derniers coups de canon de cette bataille, une vive fusillade se faisait entendre près de Fair-Oaks, de l'autre côté de la rivière. C'étaient les confédérés qui attaquaient les ouvrages de l'armée fédérale; mais cette attaque, qui n'était

sans doute qu'une démonstration, fut vigoureusement repoussée. La journée avait été rude : dans l'engagement principal, celui de Gaine's-Hill, 35,000 fédéraux n'avaient pas pu vaincre 60,000 confédérés, mais ils les avaient contenus. On ne pouvait guère se promettre davantage. Dans la nuit, les troupes fédérales repassèrent dans le plus grand ordre les ponts du Chikahominy et les détruisirent. Elles laissaient derrière elles un champ de bataille couvert de morts (car dans cette lutte acharnée les pertes avaient été considérables), un grand nombre de blessés, trop gravement atteints pour pouvoir être transportés, une douzaine de canons, enfin quelques prisonniers, et parmi eux le général Reynolds. Le corps de Keyes, qui faisait l'avant-garde, se replia également vers le James-River, et alla occuper les passages d'un grand marais, le *White-Oak-Swamp*, qui traverse la route que l'armée devait suivre, ainsi que les débouchés des principales communications par lesquelles la marche pouvait être inquiétée.

Les journées du 28 et du 29 furent employées à faire filer le convoi de cinq mille voitures, le parc de siége, un troupeau de deux mille cinq cents bœufs, etc., vers la même direction, tâche immense lorsqu'on songe que l'on n'avait qu'une seule route à sa disposition. Le premier jour, rien ne vint troubler cette grande opération; l'ennemi était fatigué du combat de la veille; il semblait en outre étonné, déconcerté, et ne comprenait pas bien encore ce que faisait l'armée fédérale. Celle-ci était réunie tout entière sur la rive droite du Chikahominy, tandis que les forces principales des confédérés étaient sur la rive gauche, avec les ponts coupés devant eux. Pour passer la rivière, il leur fallait ou faire de nouveaux ponts, ou remonter très loin en arrière jusqu'à Mechanic's Bridge, ce qui, dans les deux cas, demandait beaucoup de temps. Or ici le temps était tout, et l'armée en retraite le mettait à profit. Ce ne fut que dans la journée du 29 que les colonnes du sud parurent devant les arrière-gardes fédérales. Elles engagèrent immédiatement le combat auprès de la station de Savage, sur le York-River-Rail-Road; mais elles furent vigoureusement reçues, et après les avoir repoussées, on attendit la nuit pour continuer le mouvement. Le télégraphe, en cessant de fonctionner la veille, avait appris que les confédérés étaient maîtres de White-House. Ils avaient trouvé ce poste abandonné. La matinée du 29 avait été consacrée à détruire dans les camps fédéraux tout ce qui ne pouvait être emporté. Un train complet, locomotive, wagons, etc., resté sur le chemin de fer, fut lancé à toute vapeur sur le pont coupé du Chikahominy. On ne laissa aux mains de l'ennemi que trois canons de siége qu'il avait été impossible de remuer, et que l'on négligea d'enterrer. Ce furent les seuls qui tombèrent en son pouvoir,

bien que l'on ait répété partout qu'il resta maître de tout le parc de siége de l'armée fédérale. Ce parc au contraire, moins ces trois pièces, arriva intact au James-River. Le grand malheur fut d'être obligé d'abandonner un nombre de blessés très considérable, non-seulement à Gaine's-Hill, à Savage-Station, mais aussi tout le long de la ligne que l'on suivait en se retirant. Ici le malheur était inévitable; ce n'était qu'en se battant sans relâche qu'on pouvait protéger la retraite, et le transport de tant de blessés eût exigé des moyens qu'on n'avait pas.

Le général Mac-Clellan, pendant la journée du 29 et la matinée du 30, resta près du White-Oak-Swamp, pressant le passage de son immense convoi. La chaleur était accablante; ses aides-de-camp, obligés de courir sans cesse de l'avant-garde à l'arrière-garde, étaient épuisés de fatigue. Tant que ce vaste encombrement coupait, comme en plusieurs tronçons, le corps de l'armée, le danger était grand; mais rien ne troublait la sérénité du général en chef. Ce jour-là même, il s'était arrêté pour se reposer un moment à une maison de campagne située sur la route et s'était assis sous la verandah, lorsque la maîtresse de la maison vint se plaindre à lui que les soldats mangeaient ses cerises. Le général se leva en souriant et alla lui-même faire cesser ce maraudage; mais il ne put empêcher les obus ennemis de venir le lendemain incendier la maison de sa jolie hôtesse. Le 30, au point du jour, Mac-Clellan eut la satisfaction de voir toutes ses troupes, tout son matériel, tout le convoi au-delà du White-Oak-Swamp, qui allait opposer une nouvelle barrière aux efforts de la poursuite. La veille au soir, les corps de Keyes et de Porter avaient marché jusqu'au James-River et s'étaient mis en communication avec la flottille des canonnières. Le convoi avait suivi le mouvement sur divers chemins indiqués par des nègres qu'on avait pris pour guides. Les têtes de colonne n'avaient trouvé devant elles que quelques détachemens de cavalerie et les avaient culbutés. Le plus difficile était fait; mais on ne pouvait douter que l'ennemi ne tentât de nouveau de jeter le désordre dans la retraite de l'armée. Aussi le général en chef prit-il de bonne heure ses dispositions. Il laissa Sumner et Franklin pour faire l'arrière-garde et défendre les passages du White-Oak-Swamp, et plaça Heintzelman, avec les divisions Hooker, Kearney, Sedgwick et Mac-Call, à cheval sur le point où se rencontrent les diverses routes débouchant de Richmond. Sous la protection de ces troupes, le convoi acheva sa marche et atteignit le James-River au moment précis où les transports chargés de vivres et de munitions, ainsi que les navires-hôpitaux, qu'une sage prévoyance avait mandés dix jours auparavant, y arrivaient de Fort-Monroë.

Pendant ce temps, comme on s'y était attendu, Franklin et Sumner étaient vivement attaqués au White-Oak-Swamp, où les généraux confédérés avaient amené une grande force d'artillerie. Ils se retirèrent pied à pied. Plus tard, dans la journée, Heintzelman était également attaqué aux *cross roads*. Là, le combat eut lieu dans les bois avec des chances diverses. La division Mac-Call eut beaucoup à souffrir et perdit son chef, fait prisonnier; mais Hooker et Kearney, venant à son aide, repoussèrent les assaillans en leur faisant éprouver de grandes pertes. Enfin une dernière attaque tentée sur le corps de Porter échoua complétement devant le feu combiné de l'artillerie de campagne et de celle des vaisseaux. La position occupée par Porter, à un endroit appelé par les uns *Turkey-Bend*, et par les autres *Malvern-Hill*, était superbe. C'était un plateau élevé, découvert, et qui s'abaissait en pente douce vers les routes par lesquelles l'ennemi pouvait déboucher. La gauche était appuyée à la rivière, sur laquelle se trouvaient le *Galena*, le *Monitor* et la flottille des canonnières. L'armée fédérale n'avait donc rien à craindre de ce côté, et par conséquent n'avait à garder qu'un de ses flancs, facile à couvrir avec des ouvrages et des abatis. Le 30 au soir, toutes les divisions étaient réunies dans cette forte position; le convoi tout entier, le parc de siége, y étaient à l'abri. L'armée enfin s'y trouvait en communication avec les transports et maîtresse de ses approvisionnemens. Le grand et hardi mouvement par lequel elle avait échappé à un grave danger et changé une base d'opérations impossible à garder contre une autre plus sûre était accompli; mais après un si long effort les troupes étaient exténuées : depuis cinq jours, elles ne cessaient pas de marcher et de combattre. La chaleur avait encore ajouté à l'excès de ses fatigues; beaucoup d'hommes n'avaient pu y résister : quelques-uns tombaient comme foudroyés par l'ardeur du soleil; d'autres quittaient les rangs pour se joindre à la grande masse des malades et des blessés qui suivaient l'armée comme ils pouvaient, tant qu'ils pouvaient, et dont la vue offrait un spectacle lamentable. Sans doute il y avait eu, pendant le cours de cette difficile retraite, des momens de trouble et de désordre; mais quelle est l'armée qui, en pareille circonstance, y pourrait échapper complétement? Il restait toujours ce fait, qu'assaillie, au milieu d'un pays qui ne lui offrait que des obstacles, par des forces au moins doubles des siennes, l'armée du Potomac avait réussi à gagner une position où elle était hors de péril, et d'où elle aurait pu, si elle avait été suffisamment renforcée, s'il avait été répondu à la concentration des forces ennemies par une concentration semblable, ne pas tarder à reprendre l'offensive.

Comme nous venons de le raconter, chacune de ses parties for-

cément disséminées avait eu depuis cinq jours à résister aux plus rudes assauts, et l'avait fait avec vigueur. Maintenant qu'elle était rassemblée tout entière sur les rampes de Malvern-Hill, il se pouvait que l'armée confédérée, également réunie, voulût tenter contre elle un dernier effort. Aussi le général Mac-Clellan prit-il pendant la nuit du 30 juin au 1er juillet les dispositions nécessaires pour la bien recevoir. Il mit en batterie toute l'artillerie, au moins trois cents pièces, sur ces hauteurs, en la disposant de telle sorte qu'elle ne gênât pas le feu de l'infanterie le long de l'espèce de glacis que les assaillans auraient à gravir à découvert. Au feu de cette artillerie devaient se joindre les boulets de cent des canonnières qui, comme la veille, étaient chargées de flanquer la position. C'était folie que de se ruer contre de tels obstacles. Les confédérés cependant l'essayèrent. A plusieurs reprises, dans la journée du 1er juillet, ils s'efforcèrent d'enlever Malvern-Hill, mais sans avoir un seul moment la chance de réussir. Cette journée ne fut pour eux qu'une inutile boucherie. Leurs pertes furent très considérables, celles des fédéraux insignifiantes. Ce succès tint à deux causes : d'abord à l'heureuse prévoyance du général, qui, en dépit de tous les obstacles opposés par la nature du sol à sa nombreuse artillerie, n'avait rien épargné pour la mener avec lui, et ensuite à la fermeté des troupes qu'il commandait. On ne fait pas une campagne comme celle qu'elles venaient de faire, on ne traverse pas une série d'épreuves comme celles qu'elles venaient de traverser, sans en sortir plus ou moins aguerri. Si leur organisation primitive eût été meilleure, les survivans de cette rude campagne, je ne crains pas de l'affirmer, eussent pu marcher de pair avec les premiers soldats du monde.

Le soir de ce dernier combat, l'ennemi épuisé se retira pour ne plus reparaître, et l'armée du Potomac alla prendre position et se reposer à Harrison's-Bar, lieu choisi par ses ingénieurs et par la marine comme offrant des facilités plus grandes à la défense et à l'approvisionnement. La campagne contre Richmond était terminée, sans succès, non pas sans honneur. L'honneur était sauf; mais ceux qui avaient compté sur le succès pour la prompte reconstruction de la grande Union américaine dans un élan de conciliation généreux et patriotique avaient vu leurs espérances malheureusement évanouies.

VI.

Je m'arrête ici. J'ai eu pour but, dans le cours de ce récit, de définir le caractère d'une armée américaine, de faire connaître les sin-

gularités de la guerre dans ces contrées si différentes des nôtres, les difficultés de toute nature contre lesquelles on a eu à lutter. J'ai raconté avec une égale franchise mes impressions bonnes et mauvaises. Le bien m'a souvent pénétré d'admiration, le mal n'a jamais pu affaiblir les sentimens de profonde sympathie que j'éprouve pour le peuple américain. J'ai voulu aussi faire toucher du doigt le triste enchaînement de fautes et d'accidens qui ont fait échouer le grand effort tenté pour le rétablissement de l'Union. Je n'essaierai pas d'interroger l'avenir sur toutes les conséquences de cet avortement. Elles ne se produiront que trop vite. Il serait oiseux et ridicule aujourd'hui de chercher à prédire quel sera à la longue le sort des combattans, lequel des deux partis engagés montrera le plus de ténacité, aura, qu'on nous passe ce terme, l'haleine la plus longue. Une chose est certaine : la campagne manquée de Mac-Clellan contre Richmond est destinée à faire répandre des flots de sang, elle prolonge une lutte dont les suites fatales ne se font pas sentir seulement en Amérique; elle ajourne enfin la solution la plus désirable de la crise actuelle, le retour à l'Union, à la vieille Union. Je dis à la vieille Union avec intention, parce que je suis de ceux qui pensent que si le nord était vaincu, décidément vaincu, si le droit des minorités de résister par les armes aux décisions du suffrage universel était victorieusement établi, l'Union n'en aurait pas moins certaines chances de se refaire. Seulement elle se referait par la réhabilitation éclatante de l'esclavage.

Si le lien fédéral devait être définitivement rompu entre le nord et le sud, il le serait bien vite entre les divers états qui forment le faisceau septentrional. Chacun d'eux ne regarderait alors qu'à son intérêt, tandis que la confédération du sud serait de plus en plus étroitement unie par le lien puissant de l'esclavage. Elle aurait donné la mesure de sa force, acquis un grand prestige, et elle exercerait cette attraction qui s'attache toujours au succès et à la puissance. Victorieuse, elle étendrait les mains non-seulement sur les états contestés aujourd'hui du Missouri, du Kentucky, de la Virginie, mais même sur le Maryland. Baltimore serait l'entrepôt de toutes les marchandises étrangères. Les fers anglais arriveraient par là presque au cœur de la Pensylvanie. Qui peut dire si cet état, dont la population n'a peut-être guère moins de répugnance pour un nègre libre que pour un nègre esclave, ne se déciderait pas à faire sa paix avec la puissante confédération, moyennant les droits protecteurs que celle-ci s'empresserait d'accorder? Car les états du sud ne sont libre-échangistes que pour les besoins momentanés de leur cause. Une fois les maîtres, ils redeviendraient Américains avant tout. New-York suivrait l'exemple de la Pensylvanie. Le

commerce n'est pas le fait des gens du sud; ils auraient besoin de quelqu'un pour faire leurs affaires. Le même mouvement, selon toute vraisemblance, entraînerait les états de l'ouest, dont tous les débouchés seraient aux mains des confédérés. Seuls, les états de la la Nouvelle-Angleterre, où les croyances puritaines ont conservé tout leur empire et où la haine de l'esclavage est sincère, resteraient dans une situation isolée, vivant des produits de leur agriculture et des ressources que saurait se créer l'esprit d'entreprise de leur population maritime si active et si nombreuse.

A part ces six petits états, à part aussi probablement la Californie, qui, séparée du reste du monde, a des intérêts tout à fait exceptionnels, l'ancienne Union serait ainsi refaite; seulement les idées du sud y seraient prépondérantes. La glorification et l'extension de l'esclavage seraient la commune devise. Fondée par les armes, la confédération devrait être avant tout une puissance militaire. L'aristocratie esclavagiste aurait gagné ses éperons, elle aurait connu les enivremens de la gloire, elle ne subirait plus aucun frein. Conservatrice à l'intérieur, mais agressive au dehors, elle ne serait plus contenue, comme jadis, par l'intérêt commercial, le bon sens froid et un peu britannique des marchands des états du nord. Avec l'impulsion que le retour de la paix donnerait aux affaires et la prospérité qui en serait la suite, la confédération, ainsi constituée, deviendrait une puissance formidable, et ceux qui désirent avant tout le maintien d'un grand état dans l'Amérique septentrionale pourraient lui accorder leurs sympathies, à la condition toutefois qu'elle eût des chances de durée.

Mais là est la difficulté. On peut faire de grandes choses avec l'esclavage : acquérir en peu de temps une richesse fabuleuse, comme autrefois à Saint-Domingue; mettre sous les armes, pendant que les noirs cultivent la terre, toute la population libre, et soutenir victorieusement avec elle une lutte disproportionnée, comme nous le voyons aujourd'hui en Virginie; mais ce sont là des efforts passagers, et à la longue l'esclavage épuise, ruine, démoralise tout ce qu'il touche. Comparons les destinées de deux grandes villes voisines, de Louisville et de Cincinnati; comparons ce que la première, malgré l'immensité de ses avantages naturels, est devenue sous l'influence énervante de l'esclavage avec le développement inoui que sa rivale doit à la liberté : le sort de l'Union esclavagiste serait celui de Louisville. La vieille Union au contraire, avec sa marche lente, prudente, mais sûre, vers une émancipation graduelle, aurait ressemblé à Cincinnati. La vieille Union était un peuple de marchands fournissant avant tout à l'Europe des matières premières qui lui sont indispensables, en même temps qu'un débouché sans limites

à ses produits. Elle était utile à tout le monde, et n'était au fond, quelles que fussent les apparences, hostile à personne. La nouvelle serait avant tout militaire et envahissante, ce qui pourrait aider les uns, mais aussi contrarier les autres; la première libérale et pacifique, l'autre sans esprit de progrès, sans autre moyen d'assimilation que celui de la guerre et de la conquête.

Tels seraient, nous le croyons, les résultats amenés par le triomphe du sud, si ce triomphe était destiné à s'accomplir. Que si au contraire la lutte entre les deux partis aujourd'hui en armes doit se prolonger, si la solution de leur grand débat doit encore se faire attendre, il en pourra sortir alors des maux d'un autre genre. Poussé par les passions et les nécessités de la lutte, le gouvernement fédéral peut décréter l'abolition immédiate de l'esclavage et même être entraîné à l'emploi d'un terrible moyen de guerre en armant les esclaves contre leurs maîtres; mais cette mesure, outre ce qu'elle aurait en elle-même de violent et de barbare, ne saurait profiter à ceux qui l'auraient prise; elle amènerait au sein des états du nord des scissions éclatantes, bien plus profitables que contraires à la cause sécessioniste.

Est-il besoin d'ajouter que, dans cet avenir tel qu'on vient de l'envisager, rien ne saurait répondre aux vœux des amis de la liberté et de la grandeur américaine? Après les côtes du sud entièrement bloquées comme elles l'ont été, après le cours du Mississipi rentré au pouvoir de la marine fédérale, ils eussent souhaité le triomphe de l'armée du Potomac devant Richmond, parce qu'il eût facilité un rapprochement complet sur les bases de l'ancienne Union. Ce triomphe a manqué, on en a vu les causes, et la réconciliation telle qu'elle eût été désirable et possible alors semble bien difficile aujourd'hui. Je ne suis pas de ceux pourtant qui en concluront que la cause fédérale est une cause perdue. Comparées à celles du sud, les ressources du nord sont loin d'être épuisées. Et qui sait tout ce que peut au jour du péril l'énergie d'un peuple libre combattant pour le droit et pour l'humanité?

A. Trognon.

L'ILE DE CAPRI

SOUVENIRS DU GOLFE DE NAPLES

Vers le milieu du mois de mai 1862, à Naples, je prenais place, un matin, dans un wagon de chemin de fer. Je venais d'observer la vie moderne dans toute sa violence, dans toute sa mobilité pittoresque; je voulais maintenant contempler l'Italie méridionale sous d'autres aspects et lui demander ce qu'elle a gardé de la vie antique. C'est vers l'île de Capri que je me dirigeais.

Le train mit une heure à me conduire à Castellamare, où, après avoir été tiré pendant vingt minutes à trente cochers qui se disputaient l'honneur de me transporter, je pus prendre enfin une voiture attelée de trois chevaux empanachés de plumes de faisan qui partirent à bonne vitesse sur la route de Sorrento. Je ne dirai rien de cette route, que tout le monde connaît, qui surplombe en corniche une mer plus bleue que le ciel, et où chaque détail est une merveille. Les citronniers et les orangers avaient encore quelques fleurs dont le parfum se mêlait aux senteurs de la brise imprégnée de l'âcre odeur des goëmons. A Sorrento, je déjeunai sur la terrasse de je ne sais plus quelle auberge pendant que des musiciens ambulans, accourus au seul bruit de la voiture, me donnaient un concert en écorchant à qui mieux mieux les airs de Verdi et de Mercadante. Les hirondelles voletaient autour de moi et semblaient se mêler à des bandes de pigeons qui passaient le long de la falaise. Il y a des hirondelles à Baïa, il y en a à Portici : pourquoi n'en voit-on jamais une seule à Naples? C'est une question que je livre aux naturalistes.

Je descendis un escalier à pic qui rampe aux flancs du rocher pour déboucher sur le rivage par une voûte de construction antique, et j'arrivai jusqu'à la mer, où m'attendait une *lancia* manœuvrée

par six rameurs vigoureux, dépenaillés, mais fort polis du reste, qui me saluaient d'ensemble, et ne manquaient pas de dire en chœur : *Felicita!* toutes les fois que le soleil me faisait éternuer. Ils criaient fort, maniaient allègrement leurs grands avirons et s'encourageaient entre eux. « Allons, disaient-ils, ramons, il y a là un bon monsieur qui nous donnera de quoi acheter du macaroni! » La chaleur les alanguissait, ils sifflaient la brise, qui ne venait pas; ils s'inclinaient plus mollement sur leurs rames, qui ne faisaient plus grincer les tolets; ils reprenaient alors : « Ah! ah! ah! un bon coup! Ah! ah! ah! et nous aurons du macaroni! » En somme, ils résumaient assez bien l'existence, où chacun rame de son mieux pour atteindre le macaroni de ses rêves.

I.

L'île de Capri apparaît comme deux immenses blocs de rochers reliés entre eux par une longue colline évasée, ruisselante de végétation et parsemée de maisons blanches; le soleil la baigne de lueurs éclatantes qui unissent dans l'intensité d'une harmonie lumineuse l'azur profond de la mer, le ton grisâtre des falaises et les teintes sombres des arbres verdoyans. Un étroit rivage chargé de galets où des barques sont tirées à sec, une rangée de maisons à toits plats alignées en face de la mer, c'est *la Marine*, et nous y abordons. A peine la *lancia* a-t-elle touché le rivage qu'elle est envahie par un troupeau de femmes qui piaillent, s'injurient, se prennent aux cheveux, se renversent et se démènent pour s'emparer de mon bagage. Sachant par expérience que la femme est naturellement et obstinément rebelle à toute sorte de raisonnemens, je les laisse faire sans même essayer de défendre un malheureux sac de nuit qui risquait fort d'être mis en pièces pendant la bagarre. Après un long combat, celles qui restèrent maîtresses du terrain chargèrent virilement les paquets sur leur tête, et je les suivis humblement, ainsi qu'il convient à un homme résigné.

Un chemin étroit, pavé de pierres luisantes, toujours en rampe, parfois en escalier, circulant à travers des jardins défendus par des murailles frissonnantes d'herbes sauvages, me mène jusqu'à la ville de Capri, que semblent protéger quelques vieux restes de fortifications et trois portes, dont l'une est encore garnie de son pont-levis. Étendue en quart de cercle sur un des ressauts de la colline qui réunit les deux montagnes dont l'île se compose, la ville se présente d'une façon pittoresque, vue d'en bas, avec ses maisons juchées sur de hautes fondations glissant comme les glacis d'une citadelle à travers des masses de verdure qui en cachent les pieds. Récrépie à la chaux, elle a de loin une apparence proprette que dément trop vite

la réalité; elle n'est cependant ni plus ni moins sale que toute autre ville de l'Italie méridionale. Les rues sont hantées par de petits porcs noirs qui fouillent du groin les tas d'ordures où bourdonnent les mouches et sur lesquels jouent des enfans en guenilles. La ville est petite, ramassée sur elle-même, percée de rues resserrées, toutes en pente, souvent voûtées, et où deux personnes peuvent rarement passer de front; les maisons basses, carrées, ouvertes à fleur de sol, et laissant patriarcalement voir leur intérieur, lui donnent un aspect étrange qui rappelle l'Orient et le moyen âge; le vêtement moderne y paraît une anomalie; une bourgeoise pompeuse, coiffée d'un chapeau à plumes, passa près de moi, et me choqua comme une fausse note dans une symphonie. Le costume d'ailleurs n'a plus rien d'original; les hommes, j'entends les gens du peuple, sont vêtus à la marinière, et ressemblent, sauf la chaleur du teint, aux matelots de nos côtes; les femmes vont pieds nus, en robe d'indienne, les cheveux tressés en couronne sur la nuque et traversés par une large brochette d'argent. Quant aux rares bourgeois qui habitent Capri, ils font tout ce qu'ils peuvent pour ressembler aux *messieurs* de Naples, qui eux-mêmes s'ingénient à ressembler aux *messieurs* de Paris. Il est inutile de dire que leurs femmes les imitent. Il faut aller bien loin maintenant pour trouver des costumes nationaux et des mœurs locales; il serait puéril de s'en plaindre, mais on peut le regretter.

Il y a une place à Capri, légitime sujet d'orgueil pour les habitans, une vraie place carrée, et qui exige au moins une minute pour en faire le tour; là sont venus converger les divers élémens publics et privés qui constituent la vie des peuples : le corps de garde, le café, le bureau de poste et l'apothicaire. Un assez large escalier conduit indirectement à l'église, qui ne se montre que de profil à l'angle de la place. C'est une étrange construction, lourde avec des prétentions à la légèreté, et composée d'un système de contre-forts plein cintre avoisinés de petites coupoles surmontées de lanternes, qui jurent singulièrement avec une façade d'ordre bâtard et indéfini, semblable à celles que la compagnie de Jésus a plaquées devant toutes ses églises. A l'intérieur, c'est une grange badigeonnée au lait de chaux. Comme les rochers qui constituent la charpente de l'île de Capri sont en calcaire, la chaux y est abondante et à bon marché; aussi la plupart des maisons s'accordent à peu de frais le luxe d'un bain annuel qui, en blanchissant leur surface, les fait paraître brillantes, propres et presque neuves au milieu des épaisses verdures qui les entourent. Cet usage ne contribue pas peu à donner à la campagne de l'île un aspect plein de gaîté et d'imprévu. Si l'on ajoute à cela que les maisons à toits aplatis ou surmontés de légères coupoles affaissées sont en général côtoyées par un es-

calier extérieur abrité sous une vigne que soutiennent des piliers carrés, on se figurera facilement l'effet pittoresque de ces habitations répandues sur les côtes, derrière des haies de myrtes, de nopals et d'aloès.

Ma première visite fut naturellement pour les ruines du palais de Tibère. Les douze villas qu'il avait dédiées aux douze grands dieux furent rasées après sa mort par ordre du sénat; celle qui était consacrée à Jupiter, que le vieil empereur habitait par prédilection, où il resta enfermé sans en sortir pendant neuf mois après la mort de Séjan, et qui s'élevait au sommet ardu de la pointe nommée aujourd'hui *lo Capo*, offre seule encore quelques restes de substructions aussi solides que les rochers sur lesquels elles ont été bâties. Je partis donc au matin, par un beau soleil qui mettait les champs en fête. La route circulait à travers des blés déjà hauts et des jardins où les néfliers du Japon se mêlaient aux orangers, aux figuiers et aux oliviers. Dans ce pays pauvre, où la roche tend sans cesse à se faire jour, on économise la terre avec un soin pieux, et le chemin laisse à peine à un homme la place pour passer. On monte longtemps et toujours pour arriver enfin, après une heure de marche, à un amas de ruines qui furent le palais de Tibère. Çà et là, un fût de colonne brisée, un degré écorné, un fragment de corniche, prouvent que le marbre fut employé dans la construction; mais la masse même des débris est en briques posées en losanges, reliées par l'indestructible ciment romain et disposées dans le système que les anciens appelaient *opus reticulatum*. Les hommes, le temps, le tonnerre, ont ruiné ces ruines et les ont faites indéchiffrables. Tout est effondré, confondu, sans destination apparente; les toits ont disparu, les stucs sont tombés, les marbres ont été pulvérisés; quelques voûtes seules existent encore et abritent des chambres où n'apparaissent ni inscription ni peinture, et dont les habitans voisins se sont emparés pour en faire des étables. Des bœufs ruminent, des ânes dorment là même où le maître de la terre, semblable aux dieux, promenait ses inquiétudes et étourdissait sa terreur à force de débauches. Quelques mosaïques blanches cernées d'une bordure noire rappellent seules le souvenir des élégances antiques; une salle semi-circulaire, où s'ouvraient des logettes indiquées par des tronçons de muraille régulièrement alignés, est donnée comme le théâtre du palais, tradition rapportée par les guides, que rien ne confirme, qui ne s'appuie que sur la forme semi-sphérique, et que dément l'exiguïté des lieux. On a beau interroger la ruine, elle est muette; elle ne dit rien des *sellarii* ni des *spentriæ* dont s'indignait Tacite; elle n'a point gardé trace de son farouche possesseur, elle ne sait plus rien de l'ennui qui le dévorait. Si, comme Chateaubriand, qui, dans les champs où fut Sparte, cria : « Léonidas! » j'avais appelé Tibère, nul

écho n'eût répondu à ma voix. Sans les historiens qui ont raconté l'hôte de Caprée, personne ne devinerait, parmi ces monceaux de décombres, quel fut le maître de ces demeures. La place du reste était bien choisie; c'est l'isolement au milieu d'une nature splendide. Perché au sommet des rochers qui terminent l'île vers le couchant, le palais découvrait une vue immense et un horizon qui n'a de comparable au monde que la rade de Rio-de-Janeiro et les abords de Constantinople. Derrière la mer, dont la plaine azurée sert de premier plan, apparaissent les îles d'Ischia et de Procida, bleuies par l'éloignement et découpant sur le ciel la silhouette de leurs lignes harmonieuses; au-delà, c'est le cap Misène, où Tibère devait trouver la mort dans la maison de Lucullus; puis cette côte charmante, chargée de villages et de végétations, s'arrondit jusqu'à Naples, qui l'égaie d'une large tache blanche, se creuse plus profondément, reçoit la mer qui baigne Torre del Greco, Torre dell'Annunziata, Castellamare, jaillit tout à coup au cap Campanella, et s'enfonce encore, près de l'îlot des Sirènes, pour former le golfe de Salerne. Au-dessus de toutes ces beautés, le Vésuve se lève comme le gardien des flots et des rivages. De l'autre côté, au sud et au couchant, on aperçoit la mer immense qui va vers la Sicile et vers l'Espagne.

Sur la plus haute chambre du palais tibérien, un ermite a bâti sa cellule et s'ingénie tout seul à construire une chapelle. Il vit là d'aumônes, dans une retraite qui n'est point déplaisante, expliquant d'une voix monotone, et comme une leçon apprise, les crimes de Tibère, accourant dès qu'il voit paraître un voyageur, faisant une cuisine qui ne semble point mauvaise, cultivant un petit jardin circonscrit par le mur d'une ancienne salle dont la voûte a été enlevée, où s'épanouissent des rosiers et des syringas magnifiques, dormant au bruit du vent sur une natte rembourrée de deux matelas, buvant à la citerne une eau limpide qu'il colore avec beaucoup de vin blanc, et travaillant de son mieux, disent les mauvaises langues, à l'accroissement de la population dans l'île de Capri. Vue de l'ermitage, c'est-à-dire de haut en bas, la ruine ressemble à un vaste bloc de terre grise; elle n'a aucune précision dans sa forme, nul angle ne la dessine; c'est un mamelon couvert d'herbes folles, car là, comme partout où elle n'est pas contrariée par l'homme,

L'impassible nature a déjà tout repris;

elle a profité de tous les interstices de murs écroulés, de chaque grain de terre végétale apporté par les brises pour semer à profusion cette flore sauvage qui est la régénération des ruines, leur ornement et parfois leur excuse. Les soucis, les giroflées, les églantiers, les genêts, les liserons en fleur donnent une vie charmante

et parfumée à ce squelette des monumens qui ne sont plus. Des lézards d'émeraude glissent à travers les feuilles, que dans leur vol frôlent les hirondelles.

A quelques pas du palais, une petite plate-forme, entourée d'un parapet de construction récente, s'avance au-dessus de la mer, et s'appelle le Saut-de-Tibère. C'est de là, selon la tradition, que les victimes étaient précipitées jusqu'au bas de la falaise, où des hommes les attendaient qui les assommaient à coups d'aviron : du moins la légende le prétend, et Suétone le raconte. « On montre à Caprée le lieu des supplices d'où les condamnés, après des tourmens longs et choisis, étaient jetés à la mer en sa présence et par son ordre : les cadavres étaient frappés à coups de croc et de rame par les mariniers jusqu'à ce qu'il n'y restât plus aucun souffle (1). » Une pierre lancée à toute volée par un bras vigoureux ne peut parvenir jusqu'à la mer : la trajectoire parabolique la ramène forcément sur les rochers qui servent de base à la falaise : à plus forte raison un corps humain, inerte et pesant, ne pouvait être précipité jusque dans les flots : il s'en allait roulant le long de ce rempart abrupt, bondissant à la saillie des rochers, et n'arrivait en bas que meurtri et mort depuis déjà longtemps. La précaution de poster des bourreaux pour achever les suppliciés me paraît tout à fait superflue, et ressemble fort à un de ces enjolivemens d'historien qu'on appelle une figure de rhétorique. Quoi qu'il en soit, le Saut-de-Tibère a onze cent trente-cinq pieds d'élévation, et une pierre de moyenne grosseur qu'on fait tomber sans projection met vingt-sept secondes à le franchir. Le rocher, naturellement taillé à pic, descend droit comme une muraille, se soulevant çà et là en pointes aiguës, portant quelques touffes de verdure qui animent sa teinte grise, et baignant ses pieds dans une toute petite anse où la mer se brise en beaux flocons d'écume.

Plus loin encore, et presque sur la même ligne que cet emplacement de sinistre mémoire, en haut d'un mamelon de forme pyramidale, s'élève une ruine isolée, morne, grise, rajeunie par un escalier moderne, nouvellement blanchi à la chaux, et qui conduit jusqu'à son sommet. C'était un phare, dit-on. Je veux bien le croire, quoiqu'à cet endroit il ne pût indiquer ni l'entrée d'un port, ni un écueil à éviter. Ne serait-ce pas plutôt de là que Tibère faisait examiner, *ex altissima rupe*, les signaux qu'il avait ordonné d'établir au loin, afin de savoir ce qui se passait, dans la crainte que ses courriers ne fussent arrêtés (2)? De ce point élevé en effet, on embrasse l'île entière et la mer qui l'entoure; l'œil le moins exercé verrait facilement

(1) Suétone, *ap. Tib.*, § 62.
(2) *Id.*, *ibid.*, § 65.

un feu allumé sur les côtes de Campanie. Ou, mieux encore, ces ruines ne sont-elles pas celles de l'observatoire où il contemplait les astres? car il était très versé dans l'astrologie, qu'il avait étudiée pendant sa retraite à Rhodes. Le récit de Tacite laisse peu de doute à cet égard; le paysage est resté le même : voilà les détours et les rochers, *avia ac derupta*, que domine la maison; la mer est au fond du précipice; l'affranchi ignorant, mais vigoureux, *litterarum ignarus, corpore valido*, peut facilement y pousser l'astrologue consulté, si le maître a découvert en lui quelque artifice ou veut simplement s'assurer de son silence (1). Au reste qu'importe? Aujourd'hui c'est un bloc de briques cimentées et agencées dans le mode de l'*opus spicatum*; le temps l'égrène sous ses doigts; des ravenelles fleurissent dans ses fentes, le voyageur y monte pour admirer l'horizon, et depuis deux ans la foudre l'a frappé trois fois. Un escalier taillé dans le roc même conduisait jusqu'à la mer, ou peut-être à une vaste grotte située en contre-bas et inaccessible aujourd'hui. Les degrés ont été cassés ou détruits, quoique les traces en subsistent très visiblement; il serait périlleux d'essayer de les descendre, et le pied nu des Capriotes eux-mêmes n'oserait s'y risquer.

On s'attend bien à ce que, dans l'île de Capri, il ne soit question que de Tibère : tout vient de lui. Ce puits, c'est lui qui l'a creusé; ces citernes, c'est lui qui les a fait construire; cette muraille, c'est lui qui l'a bâtie; ce rocher, c'est là qu'il venait s'asseoir pour regarder du côté de Rome; cette grotte, c'est là qu'il sacrifiait aux dieux infernaux; cette caverne, c'est là qu'il enfermait ses prisonniers. Et de tout ainsi. On raconte les anecdotes rapportées par Suétone et par Tacite; on sait quand il est venu ici, on sait quand et comment il est mort; il n'y a pas d'enfant qui ne bégaie son nom; les anciens du pays en parlent comme s'ils l'avaient connu. Il a laissé une trace ineffaçable; sa légende est impérissablement gravée dans toutes les mémoires; les Capriotes parlent de lui avec un certain amour-propre : l'un d'eux me disait : *Nostro Tiberio* (notre Tibère). Cela ne me surprenait pas; mais, malgré moi, je me rappelais les vers d'Auguste Barbier :

> Et vous! passez, passez, monarques débonnaires,
> Doux pasteurs de l'humanité.

J'ai peu de goût en général pour les césars; depuis le plus grand jusqu'au plus petit, depuis « le chauve adultère » jusqu'à Firmicus, qui régna deux jours et nagea dans le cirque avec des crocodiles, ils me semblent tous avoir été la superfétation malsaine d'une civilisation égoïste jusqu'à l'odieux. Cependant je ne puis m'empêcher

(1) Tacite, *Ann.*, liv. VI, § 21.

parfois d'entrer en réaction contre cette bouche publique qui depuis des siècles crache sur des hommes qui après tout n'ont été que ce qu'on les a laissés être. Toutes les bassesses, toutes les lâchetés se sont réunies et pour ainsi dire condensées afin de les faire ce qu'ils ont été. On courut au-devant de César quand, franchissant le ruisseau défendu, il mit la république à néant. On en fut quitte pour inventer je ne sais quel fantôme de pâtre colossal qui avait marché devant lui en lui montrant la route. Le lendemain d'une victoire, il se trouve toujours quelque prodige pour l'expliquer, l'imposer et lui rallier les consciences indécises en faisant intervenir ces signes divins qui s'appelaient jadis la foudre de Jupiter, et se nomment aujourd'hui le miracle de saint Janvier. Sous Tibère, la servilité était telle qu'un homme fut condamné à mort, comme criminel de lèse-majesté, pour avoir fait frapper un de ses esclaves qui avait sur lui une drachme marquée à l'effigie de l'empereur (1). Parmi tant d'admirables vérités, La Bruyère en a dit une qui est terrible : « Les hommes veulent être esclaves quelque part et puiser là de quoi dominer ailleurs. » C'est le besoin d'esclavage qui a fait les césars; on leur a donné une puissance sans frein : quelles bornes pouvaient-ils y mettre? Qui s'est opposé à eux? qui n'a courbé la tête? qui n'a été heureux de la courber? La responsabilité de leurs crimes revient plus au peuple romain qu'à eux-mêmes. Ce qui le prouve, c'est que presque tous, Tibère, Néron lui-même, ont été doux et bons au début de leur règne: puis, à force de s'entendre appeler les maîtres de la terre, à force de voir leur image placée parmi les statues des dieux dans la *cella* des temples, ils ont fini par croire sincèrement à leur divinité, et ils se sont laissés glisser sur la pente de la cruauté et de la débauche, où les poussaient l'humilité des peuples et la corruption d'une société gangrenée jusqu'au cœur. Placés en haut et comme couronnement de cette pyramide immense qui était l'empire romain, le miracle serait que la tête ne leur eût pas tourné. La folie césarienne est une maladie spéciale, la maladie de la toute-puissance: des tsars en sont morts et des sultans aussi. Qui ne se rappelle la fameuse phrase de Tacite? Sans que l'auteur en ait eu conscience, elle explique Tibère et Caligula, et toute cette suite de fous furieux de pouvoir et d'ennui. « Cependant (c'est après la mort d'Auguste) à Rome consuls, sénateurs, chevaliers se ruent vers la servitude : plus on était illustre, plus on était menteur et empressé (2). » Il est difficile d'exiger d'un homme qu'il respecte chez les autres une liberté qu'ils ne respectent pas eux-mêmes et qu'ils sont les premiers à jeter en litière sous les pieds de celui qui

(1) *Vie d'Apollonius de Tyane*, par Philostrate, trad. par Chassang, liv. 1er, § 15.
(2) Tacite, *Ann.*, liv. 1er, § 7.

monte à la puissance. La libre possession de soi-même semble épouvanter les hommes, et l'on pourrait croire qu'ils ont toujours hâte de se donner à quelqu'un. N'est-il pas vrai de dire que l'excès du pouvoir est plutôt fait de la servilité de tous que de la volonté d'un seul? Il suffit d'avoir vu une révolution pour s'en convaincre.

Tibère serait fort surpris s'il revenait aujourd'hui dans cette demeure d'élection qu'il avait environnée de cachots toujours pleins et qu'il faisait garder par des bourreaux toujours prêts. En effet, à l'heure actuelle, il n'y a pas un seul coupable dans la prison de l'île. Ici les mœurs ont une mansuétude exceptionnelle; on laisse volontiers sa porte ouverte pendant la nuit, et lorsqu'on est absent, il n'y a guère d'exemple qu'un vol soit essayé : à peine çà et là signale-t-on quelque maraudeur de verger; mais le vol proprement dit est presque ignoré à Capri. Cette douce et travailleuse population s'administre, se conduit et se garde elle-même; il n'y a pas un seul gendarme dans l'île entière, et les choses n'en vont pas plus mal. On cite deux assassinats commis autrefois; on en répète les détails, on montre l'endroit; cela se raconte comme un fait rare et monstrueux, et encore faut-il dire que les héros de ces meurtres, restés populaires par l'horreur qu'ils ont inspirée, étaient deux vétérans calabrais envoyés disciplinairement à Capri. Ce petit peuple se connaît, chacun y est appelé par son nom; dans un espace si resserré et pour un si petit nombre d'habitans, la vie n'a pas de mystère; par la force même des choses, le voisin surveille son voisin; un mauvais sujet serait vite deviné, démasqué et contraint au départ ou au changement de conduite. La paresse est difficile ici; la terre est pauvre, ou pour mieux dire la terre est rare, et chacun est responsable de sa propre existence. Et puis cette vie de travail au grand air, sous le soleil, dans des champs qu'il faut surveiller sans cesse, dont il faut remonter le mur que la pluie a entraîné, dont il faut redresser la récolte que le vent a courbée, dont il faut soufrer la vigne que l'oïdium envahit, qu'il faut arroser à grands efforts de bras parce que le ciel est sans nuage depuis un mois, cette vie fatigue, occupe et exclut ces rêveries souvent dangereuses que causent invariablement les occupations sédentaires. A la mer pour pêcher, à la terre pour lui arracher la vie quotidienne, le Capriote se tient pour satisfait du sort, s'il gagne sans trop de misère le bout de l'année. La plupart des habitans de l'île n'en sont jamais sortis. L'un d'eux avait été à Naples; il en était revenu émerveillé et racontait à tout venant qu'il avait vu des voitures traînées par des chevaux, et il s'épuisait en vaines descriptions pour faire comprendre à ses auditeurs la construction d'un *corricolo;* en effet, il n'existe dans l'île ni voiture, ni charrette. A quoi pourraient-elles servir? les chemins ne sont que des escaliers. Le récit de ce bonhomme me rap-

pela qu'à Venise un vieux gondolier m'avait dit avec orgueil : « J'ai vu des chevaux, moi, de vrais chevaux vivans; on les promenait sur la plage du Lido; il appartenaient à cet Anglais boiteux que sa maîtresse battait si fort. » Il voulait parler de lord Byron.

Les Capriotes sont en général de taille moyenne, musculeux, gais, bavards, maigres et rapides comme des montagnards, bruns comme les hommes qui vivent sous le double hâle de la mer et du soleil. Leur type n'a rien de remarquable et tire naturellement vers l'Italien du midi, auquel il ressemble par les yeux noirs et les cheveux bouclés. Les femmes n'ont point cette beauté qui saisit chez les Romaines; sauf une certaine nonchalance d'attitudes et une extrême douceur dans la voix, je ne leur ai rien reconnu de particulier. L'usage d'aller pieds nus et d'étaler des cheveux mal peignés, outrageusement graissés d'huile, n'est pas fait pour les rendre attrayantes; on les dit honnêtes, et je le crois sans peine. Depuis qu'un Anglais riche et désabusé s'est marié avec une Capriote qui n'est point laide, toutes les femmes de l'île s'imaginent volontiers qu'on va les épouser pour en faire des pairesses d'Angleterre; une pareille espérance aide prodigieusement à la vertu. Quelques-unes de ces femmes sont très grandes et paraissent fières de leur taille élevée; elles constituent une sorte d'aristocratie singulière, car la légende prétend qu'elles descendent en ligne directe des concubines de Tibère. Les gens du pays vous disent avec un aplomb imperturbable et comme s'ils le savaient de source certaine : « Tibère ne pouvait souffrir que les femmes d'une très haute taille, car lui-même il était si grand qu'il ressemblait à un géant. » Les historiens ne paraissent point d'accord sur le portrait qu'ils ont tracé du terrible gaucher qui y voyait la nuit. « Il était gras, robuste et d'une stature au-dessus de la moyenne, large des épaules et de la poitrine; de la tête aux pieds, ses membres étaient bien faits et bien proportionnés, » dit Suétone (1). « Sa longue stature était grêle et voûtée, son front dégarni de cheveux, son visage rongé d'ulcères et presque toujours plaqué d'emplâtres, » dit Tacite (2). Ces femmes tirent vanité de leur origine; c'est presque un honneur que de les épouser. Je livre le fait pour ce qu'il vaut; il constatera une fois de plus l'inconcevable besoin qu'éprouvent les hommes de se diviser en catégories arbitraires, basées sur des distinctions de hasard qui n'ont rien de commun avec le talent, l'intelligence et la vertu.

J'eus l'occasion, dès mon arrivée, de voir toute la population réunie, car c'était la fête de san Costanzo, le saint très vénéré de la ville de Capri, où l'idée de Dieu n'existe guère plus que dans le

(1) Suétone, *ap. Tib.*, § 68.
(2) Tacite, *Ann.*, liv. IV, § 57.

reste de l'Italie. C'était le 14 mai; cette fête étant la seule qu'on célèbre à Capri, on lui donne la plus grande solennité possible. Cependant la ville est pauvre, le conseil municipal n'est pas prodigue de ses écus, et les saints n'ont point coutume de payer les feux d'artifice qu'on tire en leur honneur. Aussi, chaque dimanche de l'année, on va quêter de porte en porte pour la fête de san Costanzo: chacun donne ce qu'il peut, un grain, deux grains; au bout des douze mois révolus, on compte la somme et on l'emploie en festoiemens. Pour cette fois, on avait fait venir la musique de la garde nationale de Massa, petite ville juchée à mi-côte sur le promontoire de Sorrento, en face même de l'île de Capri. Les pauvres diables de musiciens, groupés sur la place qu'ils remplissaient presque tout entière, soufflaient dans leurs trombones et battaient leur grosse caisse depuis le matin jusqu'au soir, à la plus grande joie des habitans, qui les entouraient pour les écouter, et aussi pour bien constater si on leur en donnait pour leur argent. Le prix fait d'avance pour deux jours et demi et vingt-cinq musiciens était de 20 piastres (100 francs); il fut gagné, j'en réponds. Le répertoire se composait d'une demi-douzaine de valses, de deux ou trois marches militaires et du fameux hymne de Garibaldi, qui revenait régulièrement de quart d'heure en quart d'heure, et que chacun accompagnait *sotto voce* toutes les fois qu'on le jouait. On avait suspendu quelques verdures sur les murailles du poste de la garde nationale, dont le drapeau flottait pour la circonstance; les bourgeois avaient endossé leur redingote neuve; sous les voûtes de l'église, les chantres hurlaient des cantiques dans un latin invraisemblable approprié à leur patois; de temps en temps on tirait des pétards, et tout le monde paraissait heureux.

Qu'est-ce que san Costanzo? Je l'ignore; je l'ai demandé au curé lui-même, qui n'a jamais pu me le dire. Tout ce qu'on sait de lui, c'est qu'il est venu de Constantinople il y a bien longtemps, bien longtemps, comme dans les contes de fées. Tout ce qu'on en a, c'est un fémur qui guérit les malades, fait tomber la pluie pendant la sécheresse et apaise les orages. C'est le plus grand saint du paradis; il aime beaucoup les Capriotes, et leur rend encore plus de services que saint Janvier n'en rend aux Napolitains.

Autrefois il n'était représenté que par un modeste buste en bois qu'un artiste indigène avait taillé dans un tronc d'olivier, à l'imitation de ces *Dédales* que l'antiquité adorait dans les temples de Grèce; mais un curé se rencontra, ambitieux, humilié en sa personne de l'humble matière dont le pauvre san Costanzo était fait, et, prenant ses paroissiens à partie, il leur fit honte de laisser en bois un saint si précieux: il énuméra longuement tous les saints d'or, d'argent, de vermeil qu'il connaissait, et demanda si la ville de Ca-

pri ne ferait pas enfin pour son patron ce que tant d'autres villes avaient déjà fait pour le leur. Les Capriotes rougirent de leur indifférence, et, malgré une ou deux voix quasi-voltairiennes qui s'élevèrent pour dire qu'un saint de bois n'était pas plus mauvais qu'un autre, il fut décidé que san Costanzo aurait une effigie en argent. On la commanda à un orfévre de Naples très expert à travailler les saints, et on ne tarda pas à recevoir un buste d'argent en costume d'évêque, barbu, coiffé de la mitre, tenant la crosse d'une main et bénissant de l'autre. Avec le buste, on envoya la facture; elle se montait à 1,500 ducats. La ville, atterrée, ne se doutant pas qu'un saint dût coûter si cher, s'aperçut qu'elle n'avait pas de quoi le payer. On prit des arrangemens, on paya les intérêts à 7 pour 100; le principal est toujours dû, et le plus clair des revenus de Capri passe à solder les arrérages d'un saint dont par le fait elle n'a que l'usufruit.

La principale cérémonie de la fête consiste à tirer le saint de sa niche habituelle et à le descendre en grande pompe et gala dans une assez curieuse petite église byzantine ornée de vieilles colonnes arrachées aux ruines romaines, munie d'une chaire carrée ménagée dans la muraille, qui s'élève à quelques pas de *la Marine*, où il doit séjourner pendant vingt-quatre heures. Le chemin est long, difficile, fatigant pour une procession par ces pentes glissantes où le moindre faux pas peut précipiter la précieuse image.

A onze heures du matin, le cortége s'ébranla au bruit des cloches et des *boites* qu'on tirait de tous côtés. Il y avait des bannières, des étendards, des enfans de chœur, les trente-quatre prêtres de la paroisse, des chantres qui se tordaient les mâchoires, des cierges que le vent éteignait. Sous un dais, porté par quatre hommes habillés avec de vieilles tapisseries, l'idole apparaît couverte de bouquets et entourée de chandelles allumées. Le soleil brillait dessus et en tirait des grimaces étranges, qui variaient à chaque angle de la lumière. Derrière, tête nue et cierge en main, marchait le conseil municipal, fier de sa place d'honneur et précédant la garde nationale, exclusivement composée de *bisets*, dont les lignes avaient des fluctuations peu militaires. La musique escortait le tout en jouant l'hymne de Garibaldi. Jouer l'hymne de Garibaldi dans une circonstance semblable, c'est un peu mettre le diable dans un bénitier. Le simple peuple venait ensuite, pendant qu'un groupe de femmes chantait un cantique en patois avec d'insupportables voix de tête. Sur le passage de cette théorie païenne, on s'agenouillait, et les pétards éclataient avec un bruit d'artillerie dont les petits enfans s'épouvantaient. Les détonations successives et de plus en plus éloignées nous annoncèrent que le saint continuait heureusement sa marche triomphale à travers les adorations de la foule et les fleurs qu'on jetait sur lui du haut des terrasses.

Je descendis à *la Marine* dans la journée pour voir ce que la fête y devenait. Le saint reposait sous des tentures de calicot rose, ouvrant de gros yeux fixes à l'angle desquels apparaissaient encore quelques traces du blanc d'Espagne qui l'avait débarbouillé le matin et l'avait refait brillant pour le reste du jour. Quelques femmes agenouillées priaient autour de lui. J'allai m'asseoir au bord de la mer, devant les maisons dont la porte ouverte dévoile l'intérieur, qui a quelque chose de touchant dans sa simplicité : la chambre est grande; du haut des solives enfumées pendent les filets; les avirons sont rangés contre les murailles; le lit large et haut sur pied apparaît au dernier plan, à côté du vieux bahut où s'étagent les plats ébréchés; puis dans un coin une barque est là, tirée à l'abri, sous le toit même, auprès du foyer. Des flancs d'un de ces canots j'entendis sortir un vagiss ment: je m'approchai; au fond, il y avait un court matelas, et sur le matelas un petit enfant qui s'éveillait. Les barques sont rangées au rivage sur un lit de gravier. Quand la mer est grosse, elle vient battre contre les maisons, enfonce les portes et noie la chambre. Si l'on demande aux matelots pourquoi ils ne construisent pas leur demeure plus haut, sur la colline, loin des vagues, ils haussent les épaules et répondent : Ç'a toujours été comme ça! — Les marins de Capri sont renommés; ils gagnent la haute mer, pêchent le poisson qu'ils vendent à Naples, et s'en vont jusque sur les côtes de Barbarie arracher le corail et les éponges.

Le soir, pour terminer victorieusement cette belle journée, on tira sur la place de la ville de Capri un feu d'artifice qui ne fut vraiment pas laid. La dernière fusée avait lancé dans l'espace sa gerbe lumineuse, le dernier soleil s'était éteint en tournant, et je me disposais à rentrer à l'*albergo di Tiberio* (toujours Tibère!), lorsque je fus accosté par un honnête Capriote qui me pria d'assister, le soir même, à un bal que les habitans se donnaient entre eux. J'acceptai avec empressement, car j'avais gardé un précieux souvenir des *saltarelle* que j'avais vu danser autrefois à la villa Borghèse, pendant le petit carnaval de Rome, par les belles *popolane* du Transtevere. Je me dirigeai donc vers la maison indiquée, me réjouissant d'être appelé à voir quelque chose de vraiment local et d'une réelle originalité. En approchant, mes oreilles furent surprises par un air connu, si connu, que je ne pouvais les en croire. Je m'arrêtai, j'écoutai : c'était bien ce même air, cette vieille rapsodie que savent tous les gamins de nos colléges. Je franchis le seuil de la maison; il n'y avait point à s'y tromper, on sautait en mesure en se frappant dans les mains : on dansait le *Carillon de Dunkerque!* O déconvenue des voyages! ô mânes de Tibère! En fait de rafraîchissemens, on passait des verres de vin rouge pleins à déborder et de forts biscuits bien nourrissans. Au *Carillon* succéda une polka, puis une sorte de con-

tredanse singulière mêlée de valses et de rondes. Un danseur conduisait la bande et indiquait à haute voix les changemens de figure. Chose étrange, les commandemens se faisaient en français : « Balancez, — changez de dame, etc. » Et comme j'exprimais mon étonnement à haute voix, il me fut gracieusement répondu qu'à la guerre et en galanterie les Français étant les maîtres, il n'était point surprenant qu'on eût adopté leur façon de commander dans les bals et dans les batailles. Je répliquai, ne voulant pas être en reste, et pendant dix minutes j'échangeai avec mon interlocuteur des complimens de même farine. J'attendais toujours quelque danse nationale, mais il n'en venait guère. Une fenêtre ouverte me consola de ma mésaventure en me permettant d'admirer un paysage splendide. La lune, toute pleine, donnait d'aplomb sur la haute montagne de Solaro, qui forme la portion ouest de l'île; sa lumière dessinait, dans leurs contours magnifiques, les immenses roches dénudées au sommet desquelles brillait la blanche coupole d'un ermitage; les masses de verdure, frissonnant à la brise, se noyaient sous des pâleurs nacrées qui leur donnaient un éloignement prodigieux; entre les deux pitons d'une colline, j'apercevais la mer tranquille où se reflétaient les étoiles.

La ville s'étend au centre de deux petites collines dont elle reliait les sommets à l'aide d'un rideau de murailles terminées à chaque extrémité par un château-fort. Tout cela est bien détruit maintenant, et tout à fait hors de service. La muraille n'était qu'une *chemise*, ainsi que l'on dit en termes techniques; elle s'est écroulée en bien des places, et les habitans en ont ramassé les pierres tombées pour raccommoder les clôtures de leurs jardins. Ces vieilles fortifications inutiles font bon effet cependant, et donnent un charme de plus au paysage. L'un des forts s'appelle le *Castello*, l'autre *forte San-Michele*. Ils sont déshabités. Tous deux, ils dominent la mer et commandent les lieux de débarquement. Quatre vieilles tours carrées font saillie sur les murs décrépits; un beau chèvrefeuille en a entrepris l'escalade, il grimpe vaillamment à l'assaut, gagnant une pierre aujourd'hui, demain une autre : il jette un peu de gaîté sur ces teintes plates et grises. Il y avait des canons autrefois, on les a retirés; le recul seul des pièces aurait suffi à renverser ces pauvres castels du moyen âge, dont la carapace lézardée enferme aujourd'hui un enclos où poussent des lupins et des tomates. J'y suis monté, j'ai parcouru ces deux ruines; je suis surpris qu'elles soient encore debout, et que pendant les nuits d'équinoxe le vent d'ouest ne les ait pas déjà renversées. C'est en descendant du *Castello* vers Capri que l'on rencontre, dans un jardin plein d'amandiers, des constructions voûtées que l'on donne pour les anciennes prisons où Tibère faisait

enfermer ses condamnés. Ceci est encore une explication légendaire que nulle preuve écrite ou visible ne vient confirmer. Dix-neuf chambres, séparées les unes des autres par des murailles épaisses de quatre pieds, se suivent et se commandent en ligne droite; elles reçoivent le jour par des *regards* creusés dans la voûte, dont les briques apparaissent là où le revêtement de stuc ne s'est pas conservé. Il est possible en effet que ce soient d'antiques latomies, ou les caves d'une construction supérieure actuellement disparue, ou simplement des habitations semi-troglodytiques, comme les pays de rochers en offrent tant d'exemples, et comme l'usage s'en est conservé même en France, dans certains cantons de Normandie et de Touraine. Plus près encore de Capri, à quelques pas de la ville, le long d'un chemin qui sert de promenade aux habitans, on distingue très nettement des restes d'arcades aujourd'hui détruites. Elles sont sur deux rangs séparés l'un de l'autre par une distance d'environ soixante pas, et sont précédées par une muraille construite de matériaux énormes, dits de *grand appareil*, comme si elle avait été destinée à supporter un monument colossal. Elles sont disposées symétriquement contre deux talus rocailleux qui décrivent un arc de cercle parallèle très étendu. Beaucoup de ces arcades, bloquées aujourd'hui par les clôtures des jardins, sont à moitié enfoncées sous terre. On dit qu'il y en a cent, et on les nomme les *cento camerelle*. Les gens du pays disent que ces « petites chambres » étaient les boutiques du *forum* de Caprée. Quelques savans prétendent que ce sont les substructions d'un double *pœcile* hémisphérique, dont les autres parties ont été renversées et dispersées par les tremblemens de terre, qui jadis étaient fréquens dans l'île. D'autres enfin, forçant à mon avis le sens de l'histoire, s'appuient sur le texte de Suétone : « des chambres à coucher (*cubicula*), diversement disposées, furent ornées de tableaux et de statuettes (*sigilla*) représentant des sujets obscènes, etc. (1), » pour trouver dans ces arcades, à peine indiquées par une saillie insignifiante, les restes des cabinets secrets où Tibère livrait sa vieillesse à toute sorte de débauches. A l'abondance des ruines qui couvrent l'île, et que l'on rencontre encore à chaque pas, on peut se figurer ce qu'elle était dans les temps antiques. Tous les terrains, envahis par les palais, les villas et les temples, devaient disparaître sous les constructions, et laisser à peine place à quelques jardins. On dit que le gouvernement italien a l'intention de faire exécuter des fouilles : il fera bien, au point de vue philanthropique, car c'est toujours une œuvre pie que de donner à travailler aux pauvres gens; mais au point de vue archéologique je doute fort qu'il obtienne une seule découverte impor-

(1) Suétone, *ap. Tib.*, § 43.

tante, ou seulement curieuse. Ici tout a été bâti sur le roc vif qui sert de fondation première; il n'a donc pu y avoir enterrement d'édifices, comme sur la Voie-Appienne et au *Campo-Vaccino*, ni disparition sous un écoulement de lave, comme à Herculanum, ni ensevelissement sous les cendres, comme à Pompéi. Le sol de Capri est resté le même; il ne s'est ni exhaussé ni abaissé; aux premiers coups de pioche, on trouvera le roc. Les matériaux, qui étaient des briques cimentées, ont été pour la plupart utilisés par les habitans : il n'existe pas de murailles modernes où ne se retrouvent quelques blocs antiques; les tremblemens de terre ont fait beaucoup de ruines; la culture a nivelé partout où elle a eu l'espoir de rencontrer de la terre végétale; il est donc bien difficile de savoir quelque chose de positif au sujet des monumens anciens, sur lesquels du reste les textes sont muets. On sait qu'ils existaient; mais sauf la *villa Jovis*, dont Suétone indique à peu près l'emplacement, on ne sait rien de plus. Ainsi, des douze palais, on en connaît un avec quelque certitude; quant aux onze autres, il est loisible d'en voir les débris dans chacune des ruines que l'on rencontre. A ce compte, les habitans de l'île en montrent tant que l'on en veut voir. Il en est un cependant dont les traces ne me semblent pas douteuses : il s'élevait au bord de la mer, à l'ouest de *la Marine*, étendu sur le rivage et appuyé à la falaise, dans laquelle il devait, pour ainsi dire, être encastré. J'engage ceux qui le visiteront à ne point s'y rendre à pied, en marchant sur les rochers que baigne le remous des flots : c'est une route à se casser les jambes, et je les engage aussi, pour rejoindre les chemins battus, à ne point gravir la falaise à pic, où nul sentier ne se dessine; c'est un chemin à se rompre le cou. La construction est en briques; des chambres, des couloirs, des conduits destinés sans doute à l'écoulement des eaux, apparaissent encore très nettement; une salle semi-circulaire se dresse comme une niche immense, montrant sa muraille solidement bâtie et l'admirable agencement de ses matériaux. A la base de cette muraille, parmi des débris et des rochers, j'aperçois des tronçons de colonnes géminées, en marbre grisâtre, simplement dégrossis. Une des salles s'étendait jusque dans la mer, où elle devait former une grande piscine carrée. Est-ce là que Tibère nageait avec ceux qu'il appelait ses *pisciculi?* Il n'y a plus que les fondations; le reste a été roulé au sein des flots, qui l'ont emporté bien loin. Un pan de muraille s'est abattu, et semble de loin un vaste rocher. La mer le lave incessamment : pendant les orages, elle le secoue et le roule; mais elle n'a pas su arracher une seule des pierres au vieux ciment qui les unit. Dans le pays, cette ruine se nomme *Palazzo di mare*. Plus haut, en remontant vers la ville de Capri, on montre, à un endroit appelé *la Fontana*, deux grandes citernes qui naturellement sont les citernes de Tibère. La

plus grande a environ trente pieds dans sa longueur et huit de profondeur; l'eau, claire et froide, reflète la voûte, revêtue d'un enduit épais verdi par l'humidité. Au-dessus du rocher troué qui forme l'entrée, des lycopodes ont suspendu leurs minces rameaux et leurs feuilles découpées, que la lumière rend transparentes. Ces réservoirs, alimentés par les sources venues de la montagne, constituent une réelle fortune pour celui qui les possède, car il ne manque jamais d'eau, et peut largement arroser les arbres qu'il cultive. Aussi les orangers et les citronniers sont merveilleux, amples, touffus, chargés de fruits dont les teintes éclatantes brillent à travers le feuillage sombre et luisant; les néfliers du Japon sont grands comme des arbres, et la vigne grimpe le long des murs avec une vigueur sans pareille.

Dans toute l'île de Capri, la culture est extrêmement soignée; ainsi que je l'ai déjà dit, la terre y est rare, on la surveille avec jalousie, on la dispute au rocher, on l'étaie de murs, on l'arrête à chaque pas sur sa pente naturelle par des terrasses factices, on l'abrite contre le soleil par l'ombre des arbres, on la garantit du vent par des murailles; aussi elle n'est pas ingrate, elle donne le plus qu'elle peut, et ses produits sont tous de qualité exquise. Les céréales sont parfaites; mais aussi avec quelles précautions on les cultive! On ne sème pas le blé; dans ce pays, exposé à tous les vents, ce serait risquer la semence; le blé est piqué grain à grain, admirable méthode qui donne un rendement considérable, mais qui a contre elle sa lenteur forcée. Les citrons, les oranges y viennent en abondance; cependant la récolte de l'année dernière n'ayant point été bonne, les oranges coûtaient relativement cher et se vendaient 6 grains (à peu près 22 centimes) le kilogramme. Les oliviers, qui sont nombreux, donnent une huile très riche qui est même spécialement recherchée pour la table; les mûriers sont suffisans pour nourrir un assez grand nombre de vers à soie; les propriétaires de jardins en utilisent la feuille pour alimenter trois ou quatre corbeilles de bombyx dont on va vendre les cocons à Naples. Dans l'île entière, il n'existe pas une seule magnanerie; l'élève des vers à soie ne serait donc qu'une sorte de distraction, si l'extrême pauvreté du pays ne tirait encore quelques ressources d'un si mince produit. Les figues blanches de Capri sont presque aussi célèbres que les figues de Smyrne; mais la vraie production de l'île est la vigne, qui fournit un vin rouge et un vin blanc renommés parmi les crus italiens. Le vin rouge, légèrement sucré, développe un faible goût de framboise qui n'est pas désagréable; quant au vin blanc, plus sec et même quelque peu aigrelet, il a un goût de violette si accusé que les frelateurs napolitains l'imitent facilement en faisant infuser des racines d'iris dans un vin blanc quelconque. Une bouteille de vin blanc de Capri, qui se vend

5 grains sur les lieux, est chargée, à Naples, de poudre de seltz: alors, sous le nom de vin de Champagne, elle vaut une piastre (5 fr.) pour les Napolitains et 2 piastres pour les étrangers. Que boit-on à Naples sous le nom de vin rouge et de vin blanc de Capri? Je l'ignore, et Dieu sait cependant l'énorme quantité qui en est consommée; mais ce que je puis dire, c'est que l'île ne suffit pas à la consommation de ses seuls habitans; sauf une très petite quantité vendue à des particuliers, la récolte des vins est bue par les Capriotes eux-mêmes. Quand la vendange est infructueuse ou que l'oïdium se met au raisin, ce qui a lieu cette année, c'est un désastre.

Nul soin, nulle fatigue ne sont épargnés pour arracher à la terre tout ce qu'elle peut produire; néanmoins l'île est insuffisante à nourrir ses trois mille cinq cents habitans, elle leur donne à peine assez de blé pour la moitié de l'année : il faut aller chercher le surplus en terre ferme, à Sorrento, à Castellamare, à Naples. D'industrie, il n'y en a pas. Les femmes font quelques ouvrages en fine sparterie, mais c'est si peu de chose qu'il est superflu d'en parler. Les Capriotes vivent donc, comme les hommes primitifs, de pêche et d'agriculture: ils y ajoutent la chasse aux mois d'avril, de mai, de septembre et d'octobre, car leur île est un lieu de repos dans le passage des cailles, des grives, des tourterelles, des becs-figues et des bécasses. Quand je suis arrivé, les cailles passaient; depuis longues années, on ne les avait vues arriver en quantité pareille. On ne les chasse pas, on les prend au filet. Tout autour de l'île, partout où il y a assez de terre pour ficher un pieu, on enfonce des mâtereaux de distance en distance, entre lesquels on tend des filets à l'aide d'une corde jouant dans une poulie, absolument comme on hisse une voile à bord d'un navire. Les cailles, par bandes innombrables, arrivent en général une demi-heure avant le lever du jour : elles s'abattent dans les filets, où elles sont ramassées par les chasseurs embusqués. Le passage a été si abondant cette année, que la caille vivante s'est vendue 1 grain (4 centimes) sur le marché de Naples. Il en a été expédié d'immenses quantités en Angleterre. La moyenne de la *récolte* des cailles au passage du printemps varie, pour l'île de Capri, entre quarante et soixante-dix mille. Du reste, à cette époque la caille est mauvaise, amaigrie par les privations de l'hiver, fatiguée de son voyage; elle n'est vraiment succulente qu'au passage d'automne, lorsqu'elle s'est longuement ravitaillée dans les pays septentrionaux et qu'elle s'est fait cette *pelote de voyage* que les gourmets connaissent bien. La passe des cailles est une des richesses de l'île, et peut-être la plus sérieuse.

La flore naturelle est vigoureuse, et, sans être très variée, elle suffit pour donner à l'île une verdure charmante. Le souci sauvage abonde en massifs pressés qui font au loin de grands tapis d'or; les

églantiers, les liserons, les clématites courent le long des murs et entremêlent leurs fleurs. Il est à remarquer du reste que les fleurs ont ici un parfum extrêmement fort et pour ainsi dire quintessencié; les genêts exhalent une odeur exquise, mais si pénétrante qu'elle en est incommode; quant aux géraniums sauvages, ils sentent absolument le musc. L'absinthe n'est pas rare; elle s'épanouit en touffes veloutées d'un vert si pâle qu'il en paraît gris; on la respecte, et cette admirable plante officinale n'est point encore utilisée dans ce naïf pays pour fabriquer l'horrible poison qui fait plus de mal à nos armées que le choléra, le typhus et la guerre. Les essences de bois sont assez diverses et appartiennent à plusieurs climats : si par les aloès, les nopals, les caroubiers, les myrtes, les lentisques, l'île de Capri paraît appartenir au sud, elle se rapproche des pays tempérés par les pins laryx, les arbousiers, les amandiers, les peupliers, et elle touche au nord par ses nombreux sorbiers et ses chênes, qui sont d'assez belle venue; mais la rareté végétale de Capri est un palmier qui a poussé en pleine terre dans le jardin d'une auberge. On le cite dans les *guides*, on va le voir : tous les peintres qui ont fait quelques études dans l'île ont « tiré son pourtraict, » et il est maintenant aussi connu dans les ateliers que ce fameux pin parasol retombant, à Rome, au-dessus d'une muraille blanche, et qui a été reproduit tant de fois qu'il porte un nom public que je n'oserai point rapporter ici. Quel triste palmier pourtant, si on le compare à ceux qui, dans la Haute-Égypte et la Nubie, mirent leurs têtes verdoyantes dans les eaux du Nil! Parmi les plantes vénéneuses, je n'ai guère vu que la petite euphorbe, qui prend ici des proportions inusitées en France, sans cependant devenir arborescente comme sur les bords de la Mer-Rouge. On l'utilise pour la pêche, on en prend quelques tiges, on les écrase, on les glisse dans les grottes visitées par la mer, et le poisson ne tarde pas à en sortir; mais le poisson pris ainsi doit être mangé immédiatement, car au bout de peu d'heures il se décompose et tombe en pourriture. L'euphorbe sert aussi à un autre usage que je m'abstiendrai de qualifier. Au moment du tirage à la conscription, les garçons qui redoutent l'état militaire cassent un brin de la plante et en font couler le lait dans un de leurs yeux; le lendemain ils sont borgnes, et par suite exemptés du service.

Il n'y a ici que fort peu d'animaux; en effet, comment pourraient-ils vivre, s'ils étaient nombreux? Il n'existe point de prairie, et on ne peut leur livrer en pâture que la bordure des chemins ou des terrains si rocailleux que l'homme n'a pu parvenir à les défricher. Il y a quelques vaches efflanquées et de toute petite race, à peine plus grandes que nos vaches bretonnes, mais encornées plus haut et de couleur grise; quelques moutons errent le long des murs à la recherche d'une maigre pitance, et des chèvres escaladent les ruines

pour aller y brouter les plantes parasites. Le peu de viande qui se consomme dans l'île est achetée en terre ferme. Il y a six ânes pour promener les voyageurs, et trois chevaux moins forts et moins grands que les ânes. Quant aux animaux sauvages, il n'en existe pas, et je ne parle que pour mémoire des serpens, qui sont tous inoffensifs et appartiennent à la famille des couleuvres. Ils sont du reste vigoureusement chassés par quatre paires de busards qui se sont partagé l'île. Lorsque l'un d'eux, entraîné par son vol, pénètre sur le terrain de chasse qu'un autre s'est réservé, ce sont des batailles et des cris que l'on entend dans l'île entière. Ils nichent sur les plus hauts sommets. Quand leurs petits ont atteint une certaine croissance, ils les conduisent sur le continent ou dans l'île d'Ischia, et ils leur donnent impitoyablement la chasse, s'ils reviennent du côté de leur rocher natal.

C'est vers le commencement et vers la fin de la journée que je sortais de préférence, afin de jouir des splendeurs du soleil levant et du soleil couchant, à ces heures où la nature, regardée sous une lumière particulière, offre le contraste charmant des ombres plus accusées au milieu de clartés plus vives. J'étais en général accompagné dans mes courses par un vieux Français qui peut-être mérite d'être présenté au lecteur. C'est un ancien soldat de Lutzen, où il fut laissé pour mort sur le champ de bataille avec trois coups de crosse qui lui avaient ouvert la tête et fracassé la clavicule. Il ne s'en porte pas moins bien aujourd'hui et rit beaucoup en racontant ce qu'il appelle « cette petite aventure. » Il se nomme Joseph Bourgeois, il est venu au monde à Bastia d'un père né à Valenciennes. Il s'engagea de bonne heure, fit la campagne de 1812 et de 1813; il a gardé un mauvais souvenir de Wilna. Il était sergent dans la garde : après l'abdication de Fontainebleau, il suivit Napoléon à l'île d'Elbe, où il resta, pendant les cent jours, pour garder Madame-mère et la princesse Pauline. Retourné en Corse après Waterloo, il s'y ennuya et vint à Naples pour y voir un de ses parens qui avait servi dans les troupes de Murat. A Naples, il entendit parler de la Grotte d'Azur et voulut la visiter. Il vint à Capri avec l'intention d'y passer un jour. Il trouva le pays à son goût, le petit vin blanc lui parut agréable, les femmes ne lui semblèrent point déplaisantes, et il est ici depuis quarante-six ans, marié, fort estimé de tous et ayant rempli d'importantes fonctions municipales. Il a été juge de paix, deux fois syndic (maire), capitaine de la garde nationale; mais un jour il eut l'idée fort naturelle de réclamer au ministère à Naples une somme de cent trente ducats qu'il avait dépensée pour le gouvernement : on s'aperçut alors qu'il était Français, que jamais il n'avait été naturalisé, que c'était indûment qu'il avait exercé les charges de juge de paix, de syndic, de capitaine, et l'on refusa net de reconnaître sa créance,

qui ne fut point payée; il en a gardé quelque rancune aux Bourbons. Aujourd'hui c'est un grand vieillard de soixante-dix ans, droit comme un peuplier et fort comme un chêne, malgré une maigreur excessive qui lui donne l'air d'un don Quichotte rustique; il a un corps de fer et des jarrets d'acier : quand tout le jour il a chassé dans l'île ou bêché son jardin, il aime à danser le soir pour se défatiguer. Il n'a qu'un rêve, faire encore une campagne ou deux avant de mourir. Il est à l'affût des étrangers, et dès qu'il apprend qu'un Français a débarqué à *la Marine*, il suspend sa médaille de Sainte-Hélène à sa boutonnière, et se promène orgueilleusement pour être remarqué. Autrefois il faisait du vin et le vendait à Naples; mais la vigne est malade depuis longtemps, les sophistiqueurs napolitains sont devenus de plus en plus habiles dans l'imitation du vin de Capri, et les temps sont durs maintenant pour ce vieux brave, qui, malgré l'insouciance dont il fait parade, pense à l'avenir avec inquiétude. Il a ouvert auprès du palais de Tibère un petit *bouchon* borgne qu'il a pompeusement intitulé *restaurant de monsieur Bourgeois;* il y offre des rafraîchissemens aux voyageurs qui visitent les ruines, mais les voyageurs sont rares, et il n'y a point là de quoi subvenir à une existence chargée d'années.

On se doute bien qu'avec un compagnon pareil j'ai visité toutes les positions militaires de l'île, positions insignifiantes aujourd'hui, car elles ont été désarmées depuis longtemps déjà. Il m'a conduit aux batteries de *San-Francisco* et de *Palazzo di mare*, qui avaient été établies pour protéger *la Marine* contre un débarquement; les larges demi-cercles en pierre où se manœuvraient les pièces existent encore, mais les canons n'y sont plus; les merlons sont tombés au pied du rempart, les ronces ont envahi les barbacanes, les chaînes du pont-levis ont été enlevées; un four à rougir les boulets reste seul dans un coin, intact et presque neuf. En se promenant avec moi, mon vieux guide s'arrêtait parfois à certaines places et me disait : « Là il y avait un canon, là il y avait un mortier; mais on a tout ôté et l'on ne m'a pas payé les cent trente ducats que l'on me devait; étonnez-vous donc, après cela, de voir tomber les gouvernemens! »

Il y avait autrefois dans l'île de Capri deux couvens, l'un de femmes et l'autre d'hommes; les Français, après 1808, en firent des casernes; depuis ce temps, les nonnes et les moines n'y sont pas revenus, et les deux bâtimens, qui sont vastes, servent de dépôt à des invalides. Les invalides mariés habitent l'ancien couvent de femmes, qui est situé dans la ville même de Capri; l'autre, que l'on nomme *la Certosa*, est destiné aux invalides célibataires. Je ne puis m'empêcher de remarquer incidemment que Capri est un endroit bien mal choisi pour y placer des invalides. Il n'y a pas une

ligne droite, tout y est en pente, et c'est pitié de voir ces malheureux estropiés, ces aveugles, tâtonnant du bâton, se traîner dans des chemins faits pour épouvanter des chamois. *La Certosa*, immense couvent avec cloître et chapelle, est placée au sud de l'île, au-dessus d'une anse étroite, mais abordable, que l'on nomme *la Petite-Marine*, et qui est, avec *la Marine*, située précisément à son opposite, c'est-à-dire au nord, un des deux points par où l'on puisse débarquer dans l'île. Deux ou trois maisons enclavées dans les rochers, quatre ou cinq petits canots qui servent à la pêche des coquillages, un poste délabré où veille un douanier qui s'ennuie, voilà tout ce qui s'offre aux regards quand on visite *la Petite-Marine*. Un îlot qui est joint au rivage par un pan de maçonnerie s'appelle *la Sirène;* mais ce n'est point là la patrie des sirènes qui chantèrent inutilement pour Ulysse : leur île, un rocher, s'élève dans le golfe de Salerne; on l'aperçoit facilement, par un temps clair, des hauteurs de Capri. De ce côté, l'île est plus abrupte; à la sécheresse de l'herbe, aux terrains brûlés, on voit que le vent d'Afrique, le *khamsin* de là-bas, le *scirocco* d'ici, lui arrive en ligne droite et la dévore de son haleine ardente. C'est l'endroit favori où les cailles s'abattent après leur traversée; aussi les filets y sont nombreux, tendus et surveillés.

Comme je m'étais assis près de *la Petite-Marine* en compagnie de Bourgeois, il se leva, arracha une pomme de terre dans un champ, et, me la montrant, il me dit : — C'est moi qui ai apporté cela dans l'île, avant moi on ne le connaissait pas. En 1816, quand je vins ici, j'achetai un jour à Naples deux quintaux de pommes de terre : personne n'en avait jamais vu dans le pays; je leur expliquai ce que c'était, chacun m'en demanda; j'en donnai à tous ceux qui voulurent en avoir : maintenant c'est un bon produit de plus pour l'île et dont tout le monde profite.

— Et qu'a dit le gouvernement de Naples quand il a su que vous aviez rendu ce service à l'île de Capri?

— On a dit que j'avais servi l'usurpateur, et que je devais être un jacobin!

Du reste, le pauvre homme était philosophe, et quand il avait raconté ses déboires, il sifflait un petit air mélancolique qui plus d'une fois me remit en mémoire le *lilla burello* de l'oncle Tobie.

II.

Jusqu'à présent, je n'ai parlé que de la ville de Capri et de ses alentours, c'est-à-dire de la partie est de la ville; la partie ouest, qui porte la ville d'Anacapri, mérite qu'on s'en occupe. Cette portion, la plus considérable, mais la moins accessible et la moins ha-

bitée de l'île, est formée par le soulèvement du mont Solaro, qui s'élève d'un jet à dix-huit cents pieds au-dessus de la mer dans laquelle il baigne ses pieds. Du côté de la campagne, où s'éparpillent les maisons voisines de Capri, la montagne descend à pic par des flancs abrupts qui constituent un rempart de rochers haut de 300 mètres. De la mer, aucun lieu de débarquement praticable ne conduit vers la petite ville d'Anacapri, dont le nom de formation grecque indique suffisamment l'origine. *La Marine* de Capri est donc aussi celle d'Anacapri, où l'on se rend par une pente de larges paliers qui aboutit à un escalier de cinq cent trente-six marches composées de degrés taillés dans le roc ou de pierres rapportées. Cet escalier déploie ses longs zigzags au flanc même du rocher qui domine la mer; un mur à hauteur d'appui lui sert de garde-fou et l'empêche d'être absolument un précipice. Une petite chapelle dédiée à saint Antoine de Padoue en indique le milieu, et un large banc, appuyé contre la roche, invite à un repos nécessaire avant de reprendre cette ascension, que le vent rend parfois dangereuse, et le soleil toujours fatigante. Les femmes d'Anacapri vont et viennent lestement sur ces interminables escaliers, où ne glissent pas leurs pieds nus. Ce sont elles, comme dans l'île entière, qui portent les fardeaux; j'en ai suivi longtemps des yeux une qui soutenait en équilibre une commode sur sa tête, et qui gravissait les degrés avec une ferme rapidité que je lui enviais. Arrivé à son point culminant, l'escalier passe sous deux portes, entre lesquelles un pont-levis, aujourd'hui privé de ses chaînes, pourrait au besoin se relever et faire un vide infranchissable; quelques meurtrières, ouvertes dans le pan de muraille qui accompagne les portes, complètent ce système de défense, qui jamais, je crois, n'a encore été mis à l'épreuve; il n'a même pu servir en 1808 contre les Français, car c'est à revers qu'ils avaient attaqué la position d'Anacapri. L'ensemble de l'escalier est dominé et commandé par un fortin muni d'une poudrière qu'on a justement appelé *Capo di monte;* maintenant c'est une ruine. La crainte des pirates et l'épouvante qu'inspiraient leurs incursions inopinées sur les côtes où ils venaient enlever les habitans, qu'ils allaient ensuite vendre sur les marchés de l'islamisme, peuvent seules expliquer l'inabordable situation qu'Anacapri a librement choisie. Les voyageurs qui ont parcouru les mers de l'archipel grec se rappelleront sans doute que dans chaque île la vieille cité, la cité mère, est placée à des hauteurs excessives. Ce n'est que depuis l'extinction de la piraterie barbaresque, depuis que la mer n'est plus la grande route des forbans, que les villes se sont hasardées à descendre au rivage, où elles n'ont plus à redouter le pillage, le viol et l'incendie; mais de vieilles habitudes attachaient a l'ancien foyer. Les pères avaient fait ainsi : pourquoi ne ferait-on pas

comme eux? Le chemin est âpre, cela est vrai, la route est pénible; mais elle conduit à la maison des ancêtres, à la maison où l'on est né : les tombeaux de ceux que l'on a aimés sont là, peut-on les abandonner et leur dire un éternel adieu pour aller chercher un endroit plus propice où l'on bâtirait des demeures nouvelles? On reste alors, on aime ce nid d'aigle en raison même des difficultés qu'il faut vaincre pour arriver jusqu'à lui, et la ville subsiste, et se peuple et s'agrandit: le saint qui est son patron la protége ici, peut-être l'abandonnerait-il ailleurs: sa protection même est un signe qu'il faut vivre là où les aïeux ont vécu, et malgré les douces tentations de la plage Anacapri est demeuré fidèle à son rocher et à ses abruptes hauteurs.

Dès qu'on a franchi les derniers sommets de la montagne, on voit que le plateau s'en va, en pentes douces, rejoindre les écueils qui bordent la mer du côté de l'ouest. Comparés aux bondissemens et aux soubresauts perpétuels des terrains où s'élève Capri, ceux qui portent Anacapri sont plans et presque réguliers; si la charpente de rochers perce encore çà et là son épiderme de terre et s'élève en gibbosités stériles, c'est à côté de la mer, aux environs d'une baie assez large qu'on nomme *Cala del Rio*. A cette hauteur, où le vent est toujours frais, la végétation est sensiblement plus septentrionale que dans les campagnes abritées du nord et ouvertes au sud qui s'étendent derrière *la Marine*. Ici le noyer abonde, et aussi le sorbier, qui se mêle à des chênes vigoureux; l'aloès a disparu, et le cactus à raquettes est grêle, pâle, sans grande force. Ici, non plus qu'à Capri, on n'a su utiliser cet arbuste disgracieux; on se contente de manger ses fruits désagréables lorsqu'ils sont mûrs, mais on n'a jamais pensé à s'en servir pour acclimater la cochenille, comme nous l'avons si heureusement fait en Algérie. J'en ai parlé à des cultivateurs capriotes, je me suis évertué à leur expliquer ce genre de culture et le bénéfice facile qu'il produirait, je n'ai jamais pu réussir à me faire comprendre. A toutes mes démonstrations ils répondaient : « *Elle* (votre seigneurie, votre excellence) se trompe, les vers à soie ne mangent que de la feuille de mûriers, et encore allons-nous renoncer à en élever, car depuis quatre ou cinq ans ils sont malades, et meurent comme des mouches. » J'avais beau leur prouver qu'il n'y a aucun rapport entre la *coccinigliga* et le *bigattolo*, et que lorsque je parlais de la première, je n'entendais point parler du second : on me répondait toujours que le bombyx ne mange que des feuilles de mûrier; de guerre lasse, j'y ai renoncé.

Il ne faut pas être trop étonné de l'ignorance de ces pauvres gens; qui les aurait instruits? Ils vivent dans leur île, loin du monde, sans communication avec lui, comme une colonie de Robinsons. Il y a

une école à Capri et une école à Anacapri; mais pour les deux il n'y a qu'un maître : il passe trois jours dans l'une, trois jours dans l'autre; de cette façon, ses écoliers n'ont jamais moins de trois jours pour oublier ce qu'ils viennent d'apprendre. A huit ans, on met les enfans à la mer, car ils sont déjà capables de filer une ligne, d'amorcer un hameçon, de renouer une maille, de faire un nœud à l'écoute ou d'assujétir un tolet; à huit ans, on les envoie aux champs, car ils peuvent arracher les feuilles aux mûriers, cueillir les raisins, assembler une gerbe, ramer les haricots et déterrer les pommes de terre. Alors que deviennent l'école, l'instruction, le désir d'apprendre, et la hardiesse d'oser mettre en pratique ce que l'on a appris? Il y a là un cercle vicieux d'où il est difficile de sortir. Si les enfans vont à l'école, ils ne gagnent pas leur vie; s'ils gagnent leur vie, ils ne vont pas à l'école. Et puis le grand raisonnement qui pousse le verrou à tout progrès est bien vite mis en avant : « Nos pères n'en savaient pas plus long que nous; ça ne les a pas empêchés de vivre, de se marier, d'élever leurs enfans et de mourir sans avoir jamais manqué de pain. » Alors il faut admettre que le docteur Pangloss avait raison et que tout est pour le mieux dans le meilleur des mondes! Ce n'est cependant pas l'opinion de l'inspecteur des écoles de l'île de Capri, qui est un Anglais fort indigné de ce qu'il appelle « cette nonchalance. »

La nécessité où sont réduits les enfans de suffire eux-mêmes à leur vie le plus tôt possible a pour eux un résultat plus désastreux encore que l'ignorance, car dès le plus bas âge elle oblitère chez eux le sens moral de telle façon et si profondément qu'il est souvent bien difficile de le redresser dans la suite; je m'explique : comme le père et la mère veulent que l'enfant *rapporte* afin d'alléger leurs charges, le premier geste qu'ils lui apprennent à faire, c'est de tendre la main; la première parole qu'ils lui apprennent à bégayer, c'est le mot *un' bajocco* (un sou). Muni de cette double instruction, un enfant qui peut à peine parler se traîne devant vous et répète à satiété, comme une machine : *Un' bajocco, un' bajocco!* Les voyageurs du reste sont fort coupables en ceci, et au lieu de lutter contre cette déplorable habitude, ils l'encouragent. Quand ils rencontrent un petit garçon ou une petite fille dont la figure leur plaît, ils s'arrêtent, le regardent, lui font la *risette*, et comme en général on ne voyage pas avec des provisions de polichinelles et de poupées pour amuser les enfans, ils lui donnent un sou pour acheter du *nanan*. Le lendemain, un étranger passe, l'enfant court à lui et lui demande l'aumône. Puisqu'on lui a donné hier, pourquoi ne lui donnerait-on pas aujourd'hui? Ainsi la mendicité devient un droit, le bambin en use et paraît fort surpris lorsqu'on lui en fait honte. Dans les premiers temps, le père et la mère prennent

l'argent ainsi reçu et le font entrer dans la dépense du ménage; mais l'enfant grandit, il court seul loin de la maison paternelle, et alors il mendie pour son propre compte. A quel âge finit l'enfance? Pour la mendicité, il paraît que c'est difficile à déterminer, car il n'est pas rare de voir de grandes et belles filles de seize à dix-sept ans tendre la main au voyageur en demandant le *bajocco* ordinaire et se sauver tout effarouchées, si l'on ajoute à son aumône un compliment plus vif qu'il ne faudrait. Quel sentiment de dignité, quelle force morale, quel courage peut-il rester en l'âme après une éducation pareille? Pour ces gens-là, l'étranger est une proie; ils en vivent, ils se jettent dessus comme sur un butin qui leur appartient. On lui offre des coquillages, des pattes de langouste, des fleurs, des cailloux, pour obtenir le *bajocco*. A Capri, chacun demande et quémande, et l'on s'irriterait de tant de prières faites d'une voix pleurarde, si l'on ne pensait à la misère très réelle de ces malheureux. Et puis ne nous indignons pas trop, il n'y a pas si longtemps qu'en France on était assailli de même manière, et je me souviens qu'en 1847, à Rosporden, un jour de marché, j'ai été entouré par plus de deux cents pauvres, et d'assez près, d'une façon assez significative pour avoir été tenté d'appeler les gendarmes.

C'est naturellement au milieu d'une douzaine d'enfans criant : *Un' bajocco!* que je suis entré à Anacapri, qui ne ressemble en rien à la ville de Capri. Autant cette dernière est ramassée et pressée dans l'étroit espace qu'elle occupe, autant l'autre, voyant une sorte de plaine autour d'elle, s'est étendue à son aise et a éparpillé ses maisons. De grands jardins les avoisinent et les massifs de verdure apparaissent derrière les murailles récrépies à la chaux. Les rues, presque larges, sont d'une propreté relative assez remarquable, et, sauf quelques cochons qui courent aussi au hasard, elles ont sur les rues de Capri une indiscutable supériorité. Si le nom de la ville n'affirmait son origine grecque, la patronne de son église principale la constaterait au besoin. En effet, l'église est dédiée à la divinité chère aux Grecs du bas-empire, à la « Sagesse divine, » à sainte Sophie, à celle que le nouveau culte, voulant utiliser l'ancien, a substituée à Minerve, comme il a substitué saint George, protecteur des moissons, au dieu Pan, saint Christophe à Hercule, saint Martin à Mars, Marie à Diane, Madeleine à Vénus, comme il a substitué les trois vertus théologales aux trois grâces et saint Jean à Apollon. C'est une assez pauvre église du reste, toute blanche, garnie de bancs de bois usés et sans caractère défini; elle est tout entière du XVIIe siècle, et cependant une inscription menteuse, peinte au-dessus de la porte, en fait remonter la construction à l'an 1000. Elle s'élève devant une place carrée, dans un coin de laquelle on a encastré sur un pan de mur une plaque tumulaire en marbre, ornée d'une inscription en

l'honneur de John Hamill, major au royal régiment de Malte, et qui fut tué à Anacapri, au combat du 4 octobre 1808. En 1831, sa famille fit rechercher son corps, qui avait été enterré avec les autres morts de cette journée, et on lui donna cette tardive sépulture, qui est tournée vers le nord-ouest, dans la direction idéale de l'Irlande, sa patrie.

Je me mis à fureter dans la ville, au hasard des rues qui se présentaient devant moi, regardant à travers les barrières des jardins pour voir les rosiers grimpans épanouir leurs fleurs jusque dans les cyprès qu'ils enlacent, m'arrêtant à écouter une femme qui chantait une plaintive mélopée en tournant son fuseau, entrant dans les cabarets où des hommes se disputaient en jouant à la *scopa* avec des cartes dont le pique, le cœur, le trèfle et le carreau sont remplacés par le bâton, l'or, la coupe et l'épée, et j'arrivai, toujours bayant aux corneilles, jusqu'à une petite place où se dresse le portail d'une église dédiée à saint Michel. J'y entrai, et je la recommande aux amateurs de *majolice*. C'est une simple rotonde surmontée d'une lanterne qui lui donne un jour assez clair; les murs, sans ornemens, ont une blancheur éblouissante, qui rend plus vives encore les teintes charmantes dont le pavé est diapré. Ce pavé est composé de carreaux de faïence peinte, dont l'ensemble harmonieux représente le paradis terrestre au moment où Adam et Ève en sont chassés par l'ange armé du glaive. Étant donné la matière et les difficultés à vaincre, ce travail est d'une beauté remarquable et le plus complet en ce genre que j'aie jamais rencontré. Le peintre a bien su profiter de l'espace qu'il avait à décorer; il n'a point éparpillé son sujet en cartouches séparés, comme le mauvais goût italien aurait pu l'y convier : il l'a au contraire habilement groupé, et lui a donné une ampleur considérable. Tout est de grandeur naturelle, depuis les arbres jusqu'aux animaux, jusqu'aux personnages. C'est une scène gigantesque à laquelle assistent tous les animaux de la création, et que les astres regardent du haut du ciel. Le long de fleuves azurés qui baignent des prairies vertes comme des émeraudes qu'abritent des caroubiers et des chênes, des troupeaux paissent tranquillement, mêlés à des animaux féroces qui dorment en paix au milieu d'eux. De grands taureaux gris, comme ceux de la campagne romaine, vont boire dans les ruisseaux, près desquels une licorne chemine lentement à côté d'un porc-épic qui mange une rose, d'un léopard qui étend son mufle sur ses pattes velues et d'un singe gouailleur qui offre une poire à un ours. Un éléphant, un dromadaire, un gros molosse à queue en trompette, une autruche soulevant ses ailes, un crocodile, un sanglier, se promènent les uns près des autres dans une fraternité paradisiaque. Le centre de la composition est occupé par l'arbre du bien et du mal, où se perche une chouette et autour duquel le serpent a

tordu ses anneaux. L'ange, armé du glaive flamboyant, chasse devant lui Adam et Ève, déjà vêtus des habits de peaux que Dieu a fabriqués pour eux, et levant les bras au-dessus de leur tête avec désespoir. Sur les plus hautes branches des arbres voisins, les perroquets curieux et les geais babillards regardent cette scène avec étonnement; dans le ciel, où volent des bandes d'oiseaux, apparaissent des étoiles sans nombre, à travers lesquelles une comète voyageuse fait briller son lumineux panache; à gauche, le soleil se couche dans des teintes ardentes, et à droite le croissant de la lune montre ses cornes amincies. La couleur générale est bonne, vive sans crudité, et d'une harmonie qui n'est point déplaisante. Quant au dessin, il est très remarquable pour les animaux, qui ont pu être étudiés sur nature. Il y a, entre autres, une certaine vache vue en raccourci que peu de peintres auraient le droit de renier. Pour les animaux de convention, il est conventionnel aussi; pour les personnages, il est mauvais, mièvre, bouffi, ayant cherché la grâce, n'ayant rencontré que la mollesse et très entaché du mauvais goût de l'époque. Cette vaste composition, qui seule paie les fatigues de la pénible ascension d'Anacapri, est datée et signée : 1761, *Leonardo Chiaiese*. Cette décoration par les *majolice*, appliquée sur une aussi vaste échelle, mérite d'être signalée et d'être offerte en exemple aux architectes qui aiment l'éclat et cherchent l'originalité.

C'est la seule curiosité qu'on puisse indiquer à Anacapri, qui n'est par le fait qu'une bourgade de douze cents habitans. Je traversai de belles plantations de vignes, d'étroits chemins où errent des troupeaux de petites chèvres alertes, car je cherchais un point habité qui s'appelle Artemo, voulant savoir si ce nom grec n'indiquait pas quelque ruine d'un temple autrefois dédié à Diane. Je trouvai une sorte de ferme décorée du titre de *palazzo*, et tout auprès une petite chapelle consacrée à la Vierge. Là était le seul vestige que je devais rencontrer; s'il y a eu un temple, il a disparu; s'il y a eu des ruines, elles ont été enlevées et utilisées dans la construction des maisons modernes.

A l'endroit où les terrains s'abaissent pour s'incliner vers la mer, sur les hauteurs qui dominent l'horizon s'élèvent quelques vieilles tours, en partie détruites, qui jadis servaient de sentinelles avancées à l'époque des incursions maritimes. Il y en a trois principales qui font encore assez bonne figure : au nord-ouest, la tour de *Damacuta*, qui fut assez forte, et assise sur d'assez solides fondations pour avoir pu, au commencement de ce siècle, porter deux pièces d'artillerie; à l'ouest, et dominant un chemin en escalier qui va vers Anacapri, la tour *Materita*, tour carrée, couronnée de créneaux appuyés sur des restes de mâchicoulis, entourée d'un mur de défense, crevassée par le temps, d'aspect sarrasin, et ne jouant plus dans le

paysage que le rôle d'une *fabrique* pittoresquement placée ; enfin, au sud-ouest, la *Torre di Guardia*, construction ronde, dont il ne reste plus que l'enveloppe lézardée et tremblant au souffle des orages. C'est là qu'était suspendue la cloche d'alarme, qu'on sonnait à toutes volées quand on voyait approcher les pirates. Il en existait de semblables sur presque toutes les côtes d'Italie depuis qu'en 1588 une bande de musulmans, se jetant inopinément sur l'ancien cap Minerve, qui sépare le golfe de Salerne du golfe de Naples, avait enlevé dans les villes de Massa, de Sorrento et aux environs sept mille individus qu'ils emmenèrent sur leurs chebecks. On éleva une tour garnie d'une cloche au lieu même où les Barbaresques avaient débarqué, et le cap prit dès lors le nom de cap *Campanella*, qu'il conserve encore aujourd'hui.

Dans l'île entière de Capri, il n'y a donc que deux villes : l'une est à l'est, l'autre s'étend vers le soleil couchant. Chacune d'elles a son territoire bien distinct; nulle contestation n'est possible à ce sujet quand les terrains de culture sont séparés par des abîmes; les deux villes ont de rares rapports de commerce, et ne se rencontrent guère que sur le rivage neutre de *la Marine*. On pourrait croire qu'elles vivent en bonne intelligence, ainsi que deux jumelles sorties de la même mère. Hélas! il n'en est rien : je ne sais quel souffle de discorde a passé sur elles, mais elles se haïssent profondément et ne perdent point une occasion de se témoigner leur haine. A la mer, les pêcheurs s'injurient quand ils se rencontrent; à l'époque de la passe des cailles, ils vont mutuellement se lacérer leurs filets; il est rare qu'entre eux il y ait des mariages; chaque ville a son saint particulier et se moque du saint de sa voisine; quand les Capriotes montent à Anacapri, ils crachent sur la chapelle de Saint-Antoine-de-Padoue; lorsque les Anacapriotes descendent à Capri, ils rendent la pareille à l'église de San-Costanzo; souvent on se jette des pierres quand on se rencontre, et les enfans des deux villes se prennent volontiers aux cheveux comme de petits Capulets et de petits Montaigus. Dans la vie des hommes et dans la vie des cités, ces haines impies ne sont pas rares. Ugo Foscolo a dit : « Une haine éternelle, une haine de frères. » Et n'est-ce point Tacite qui a écrit : *Et solita fratribus odia?*

Un exemple montrera jusqu'où va cette animosité. J'ai dit que l'île, n'ayant point une production de céréales en rapport avec sa consommation, est obligée de tirer de la terre ferme la farine qui lui fait défaut; néanmoins, en prévision de guerre possible, il existe une réserve de blé suffisante pour nourrir les habitans pendant six semaines. Cette réserve est située à Anacapri, c'est-à-dire au point le moins accessible de l'île, et l'on ne doit y toucher que dans les cas extrêmes. En 1836, le mois de mars fut si plein de tempêtes

que les communications de l'île avec le continent furent interrompues pendant dix-neuf jours; la ville de Capri manqua de pain. Joseph Bourgeois était alors syndic. Il écrivit à son confrère d'Anacapri pour lui demander du blé, afin d'éviter la famine. Le conseil municipal d'Anacapri s'assembla, et après délibération répondit à Bourgeois qu'on était prêt à lui expédier à lui, qui n'était point né à Capri, la farine dont il avait besoin pour sa consommation personnelle, mais que rien ne serait envoyé aux Capriotes, qu'on serait trop heureux de voir mourir de faim. Bourgeois, qui avait conservé de son service sous l'empire des habitudes peu parlementaires, proposa simplement à ses concitoyens de prendre des fusils et d'aller chercher les vivres qu'on leur refusait. Il fut seul de son avis, et l'on fit du pain avec de la fécule de pomme de terre mêlée à des haricots écrasés.

On comprend dès lors que les habitans d'Anacapri ne parlent jamais de Tibère; ils affectent d'ignorer son existence, car les ruines encore existantes de ses palais occupent une portion du territoire de Capri. J'en fis moi-même la curieuse expérience. Je demandai à un paysan : « Connaissez-vous dans les environs quelques ruines remontant à l'époque de Tibère? — Tibère? répéta-t-il en me regardant, Tibère, est-ce que ce n'était pas un empereur d'autrefois? — Mais oui; vous devez en avoir entendu parler, puisque vous habitez l'île de Capri? — Ah! Tibère, reprit-il, oui, oui, un empereur! Je sais maintenant. Il n'est jamais sorti de Rome, et c'est là qu'il faut aller pour voir ses palais. » Je ne pense pas avoir besoin de dire que, Capri étant libéral, Anacapri est bourbonien; mais si Capri tourne au bourbonisme, il est certain qu'Anacapri deviendra libéral, ce qui du moins sera logique avec sa situation de montagnard. Qui donc a dit cette phrase si vraie que confirme la géographie morale des peuples : « La liberté ne peut vivre que sur les sommets? »

Le territoire d'Anacapri forme les deux tiers de l'île, et cependant il ne porte aucune ruine des temps anciens; l'antiquité semble l'avoir abandonné aux *villani* et s'être réservé les environs de la ville de Capri. C'est là en effet que sont groupés tous les débris qui attestent la splendeur de la vieille Caprée. Parmi ces débris, il en est un dont je n'ai pas encore parlé. C'est une ruine cependant qui a quelque importance, et que sa situation spéciale rend curieuse. Au sud-est de l'île, à mi-côte de la falaise, s'ouvre une grotte qu'on appelle la grotte *di Mitramania*, et que les gens du pays, ne comprenant en rien la valeur de ce mot, ont nommée la grotte *di Matrimonio*. Elle était consacrée à Mithra, ainsi que le prouve un bas-relief en marbre qui est actuellement au musée de Naples. Cette caverne naturelle, qui cependant a dû être agrandie à main d'homme, est profonde;

une voûte factice, s'arrondissant sous le rocher, la soutenait et empêchait les éboulemens. La forme générale de la grotte serait hémisphérique sans la longueur des côtés. Au fond, deux larges gradins, coupés au milieu par un escalier de sept marches, suivent les contours de cette sorte d'abside; la paroi terminale est tellement dégradée qu'il est impossible de reconnaître s'il y existait un autel, comme l'ensemble des lieux le fait supposer. Les gradins sont en briques encore revêtues de stuc, ainsi qu'une assez grande chambre effondrée qui s'enfonçait sous le rocher, à droite, avant l'entrée de ce temple souterrain. L'ouverture, je n'ose dire la porte, donnait vers la mer, qui miroite à cinq cents pieds plus bas; un buisson de ronces y pend aujourd'hui et semble une clé de voûte près de se détacher. Aux débris qui subsistent encore de la coupole écroulée, des chauves-souris suspendues attendent le crépuscule pour prendre leur vol. On parvient à cette grotte, qui mérite d'être visitée, par un sentier âpre, difficile, composé en grande partie d'étroits degrés où l'on distingue encore les vestiges d'un escalier antique. Les gens de Capri prétendent que cette grotte, au fond de laquelle s'élèvent des gradins, servait de tribunal dans le temps des Romains.

J'ai vu au musée de Naples le bas-relief trouvé dans cette grotte; il est assez semblable aux autres représentations mithriaques, sauf qu'il ne porte pas l'inscription ordinaire : *Deo Soli invicto Mithræ.* Le fils d'Albordj, la montagne sacrée, Mithra, s'appuyant sur le taureau Aboudad, d'une main l'a saisi par la lèvre inférieure, et de l'autre lui plonge un couteau au défaut de l'épaule; du flanc gauche de la victime sort son âme, Goschoroun, et de son flanc droit naît Kaiomorts, qui, en se modifiant dans les traditions arabes, doit devenir Kaiumarath. Le serpent envoyé par Ahriman s'élance vers le taureau, afin de participer à sa mort, tandis que le chien dépêché par Ormuzd accourt pour lui rappeler Taschter, Sirius, la constellation bienheureuse, emblème de résurrection qui doit reparaître à la fin du monde. Le scorpion, antique symbole équinoxial, mord Aboudad, comme pour tarir en lui les sources de la génération; Mahpai, sortant de son croissant, et Khorschid couronné de rayons, précédé par son aigle, paraissent dominer cette scène du haut de l'empyrée. Le travail du bas-relief est assez grossier, ce qui est commun à tous les monumens mithriaques que les Romains nous ont légués. Il est douteux que le temple souterrain de Capri ait existé du temps de Tibère, car c'est seulement vers la fin de son règne que le culte de Mithra fut introduit à Rome.

Non loin de la caverne sacrée, parmi les rochers de la côte qui affectent d'étranges attitudes, se dresse dans sa haute majesté l'arc immense connu à Capri sous le nom d'*Arco naturale.* C'est une roche trouée qui forme un porche de six cents pieds d'élévation;

un des jambages plonge dans la mer, l'autre s'appuie, au milieu de la falaise, parmi des touffes de genêts, d'acanthes et de câpriers. L'humidité des pluies, filtrant lentement à travers les pores de la roche et entraînant les parties tendres de son calcaire, a glissé sur sa forte charpente et lui fait de longues cristallisations opaques qui se sont attachées indissolublement à ses flancs. Quelques petits bouquets de verdure tremblent à son sommet. On dirait l'arc triomphal bâti par la nature primitive pour célébrer les victoires ou la défaite de quelque Briarée. Nous sommes dans le pays des légendes : Encelade gémit écrasé par l'Etna, qu'il ébranle à coups d'épaules, et Jupiter tient Typhon prisonnier sous le mont Épomée. L'arc de Capri est un plein cintre presque parfait, ce qui est assez rare dans de semblables convulsions, qui presque toujours ont pris la forme ogivale. Il est très imposant et tout à fait grandiose quand on le regarde du haut d'un piton formé de blocs superposés qui s'élève à une trentaine de pas. A travers sa baie colossale apparaît, comme une armée de géans pétrifiés, la suite des rochers du rivage, entremêlant leurs pics élancés, leurs masses énormes, leurs promontoires aigus, et se teignant de bleu à mesure qu'ils s'éloignent; tout au fond, par-delà la mer qu'il est impossible de voir, on reconnaît la haute colline boisée où Massa étale ses maisons blanches. L'arc est encore percé de deux petites ouvertures irrégulières à travers lesquelles on aperçoit la mer tout au fond, comme un trou noir sur l'infini. C'était une de mes promenades favorites pendant mon séjour à Capri, et j'ai vu là des couchers de soleil que je n'oserai pas essayer de décrire, mais que je n'oublierai guère. Naturellement les Capriotes ont encore trouvé le moyen de mêler à *l'arc naturel* le souvenir de Tibère: ils prétendent que sous l'arcade une chaîne de fer était pendue, à laquelle on attachait les condamnés par le milieu du corps: le vent les balançait longtemps avant qu'ils pussent mourir, et Tibère se complaisait à regarder leurs convulsions. De cette histoire, je ne crois pas le premier mot.

Malgré la popularité dont il jouit parmi les habitans de Capri, Tibère n'est pas le seul qui vive dans leur souvenir; un autre homme a laissé une trace profonde dans leur mémoire, et, chose particulière, cet homme est Hudson Lowe. On montre encore sa maison: les vieillards du pays l'ont connu et m'en ont parlé. « Il n'était point fier, disent-ils, et il donnait volontiers quelque petite monnaie aux enfans. » J'ai vu passer sous les arbres une Capriote âgée qui, malgré la décrépitude de la vieillesse, garde encore quelques traces de beauté: elle fut sa maîtresse et le suivit partout, à Malte, en Angleterre, en France, à Sainte-Hélène. Si le fait est vrai, qu'était donc cette lady Lowe dont parle le *Mémorial?* Cette femme, qui avait attaché son sort au sort de celui qu'on devait tant maudire, vit à cette

heure d'une pension annuelle de 92 livres sterling qu'elle reçoit, dit-on, du gouvernement anglais. Quelle est la vérité sur Hudson Lowe? est-elle bien ce qu'on avait intérêt à dire autrefois? J'ai lu ses mémoires, on sent un pauvre esprit, étroit et mesquin, un esprit de caporal esclave de sa consigne, épouvanté de la responsabilité qui l'écrase, ne comprenant que la lettre des instructions qu'on lui envoie, n'osant pas en dégager l'esprit, et préparant, à force de niaiseries, les matériaux à l'aide desquels on a depuis édifié la légende. Cependant il est un fait qui m'a toujours fait songer et qui prouve que le geôlier ne se trouvait guère plus heureux que le captif. Je copie textuellement; la scène se passe le 6 mai 1821 au matin : « Eh bien! messieurs, dit sir Hudson Lowe au major Gorrequer et à M. Henry, tandis qu'ils se promenaient devant la porte de Plantation-House, parlant de l'illustre mort, c'était le plus grand ennemi de l'Angleterre et le mien aussi; *mais je lui pardonne tout.* »

Sir Hudson Lowe, lieutenant-colonel alors, était commandant supérieur des forces anglaises qui occupaient Capri depuis que l'amiral Sydney Smith s'en était emparé par le hardi coup de main de 1803. A côté des anciennes fortifications réparées, on en avait construit de nouvelles; treize batteries protégeaient les abords de l'île; des défenses multipliées battaient les environs de *la Marine* et de *la Petite-Marine*, les deux seuls points vulnérables par où l'on pouvait raisonnablement redouter une tentative de débarquement; aux rochers inaccessibles on avait ajouté des murailles, pour les rendre plus inaccessibles encore. Hudson Lowe, satisfait de son œuvre, écrivait au général Stuart, commandant les armées anglaises en Sicile, que Capri, qu'il appelait orgueilleusement un petit Gibraltar, était absolument imprenable. Tout alla bien tant que régna le roi Joseph, fort occupé à réduire les brigands, qui, dans ce temps-là, étaient des armées, au lieu de n'être, comme aujourd'hui, que des bandes en haillons; mais Murat s'ennuya vite de voir les Anglais si près de sa capitale, et il donna l'ordre au général Lamarque, dont les funérailles devaient être si sanglantes, de s'emparer de Capri coûte que coûte. Pour cette expédition, qui exigeait beaucoup de célérité et une grande hardiesse, on choisit avec habileté les premiers jours du mois d'octobre, époque où généralement règnent les vents d'ouest et de sud-ouest, très propres à pousser une flotte de Naples vers Capri, et par conséquent opposés aux secours que la Sicile pourrait envoyer aux Anglais. L'événement prouva que le calcul était juste. Le général Lamarque avait pris ses renseignemens. Du reste, de la pointe *Campanella*, qui n'est séparée de Capri que par un détroit large d'une lieue, il avait pu étudier les travaux que les Anglais accumulaient dans l'île. Il savait, à n'en pas douter, que le débarquement à *la Marine* ou à *la Petite-Marine* n'offrait que des

chances excessivement périlleuses. Dominés par les forts qui couvraient la ville, commandés par les maisons voisines, où les tirailleurs anglais auraient trouvé un sûr appui, protégés en outre par des défenses particulières créées en vue d'une éventualité pareille, ces deux points devaient présenter une résistance presque invincible. Il s'agissait donc, pour s'en rendre maître, de les tourner, de les prendre à revers, résultat difficile qu'on ne pouvait obtenir qu'en descendant vers Capri des hauteurs d'Anacapri. Or la côte d'Anacapri n'offre aucun lieu de débarquement praticable. Ce fut là précisément le motif qui la fit choisir par le général Lamarque.

Le 4 octobre 1808, au point du jour, les vigies anglaises signalèrent une flotte qui de Naples se dirigeait vers l'île de Capri; elle se composait d'une frégate de 44, d'une corvette de 22, de trente canonnières, et d'une quarantaine de bateaux de transport. La flotte fit mine de vouloir atterrir, et se tint à la hauteur de *la Marine*. Un peu plus tard, une flottille, sortie du port de Salerne, forte de sep canonnières et de trente-deux petits navires marchands, fit voile vers le cap Tragara, comme si elle voulait jeter ses troupes à *la Petite-Marine*. D'après ces mouvemens, par lesquels les Anglais se laissèrent abuser, il paraissait donc probable que c'était vers la ville même de Capri que porterait le premier effort de l'attaque. En conséquence, le major Hamill, qui commandait à Anacapri, détacha quatre compagnies pour prêter main-forte à Hudson Lowe. L'erreur cependant ne fut pas de longue durée : on vit bientôt le gros de la flotte, ayant laissé quelques navires à la hauteur de *Palazzo di Mare*, se diriger vers l'ouest de l'île. Hudson Lowe renvoya les troupes du Royal-Maltais qu'Hamill lui avait expédiées, et y joignit trois compagnies du Royal-Tirailleur-Corse, sous les ordres du capitaine Church, qui connaissait parfaitement le pays; mais, pour se rendre sur les hauteurs d'Anacapri, il faut gravir le long escalier où les hommes ne peuvent marcher que un à un. Cette opération exigea quelque temps, et lorsqu'on arriva, le moment opportun était passé, les troupes du général Lamarque avaient pris terre. Tournant brusquement à l'ouest, la flotte s'était approchée du rivage, vers une toute petite anse située entre la pointe *del Nig'io* et la pointe *Capocchia;* les canonnières firent promptement taire le feu de deux batteries armées chacune de trois canons, et placées, l'une à la pointe *del Niglio*, l'autre à la pointe *di Campetiello*. Ce fut moins un débarquement qu'une escalade : le rocher a plus de quinze pieds à pic en cet endroit; les matelots passèrent les premiers, jetèrent des cordes aux soldats; on établit des échelles comme l'on put, on grimpa de saillie en saillie, et lorsque les renforts anglais apparurent, Lamarque, à la tête de trois cent cinquante hommes, menaçait la tour de *Damacuta*. Au lieu de se précipiter à la baïon-

nette sur ce corps, qui, manœuvrant sur un terrain très en pente, pouvait facilement être rejeté à la mer, les Anglais engagèrent un feu de tirailleurs du sommet des hauteurs qu'ils occupaient. On passa outre pour prendre des positions; le débarquement continuait toujours : quatre cents hommes rejoignirent leurs compagnons. Malgré une vive mousqueterie qui leur causa des pertes nombreuses, les Français ne tardèrent pas à s'emparer de la tour de *Damacuta*, de la tour *Materita*, de la tour *di Guardia*, et d'un moulin à vent placé en vedette sur un piton élevé qui domine la ville d'Anacapri. Les Anglais avaient maladroitement éparpillé leurs lignes de défense. Le major Hamill, commandant à Anacapri, le capitaine Church, dirigeant la défense des environs de Damacuta, ignoraient mutuellement leur sort : ils venaient d'être coupés par leur centre. De nouvelles troupes avaient renforcé le corps d'attaque français. Le général Lamarque marcha de sa personne sur Anacapri, qu'il enleva après un combat assez chaud, pendant lequel tomba pour toujours le major Hamill en défendant l'église où il essayait de se retrancher.

Pendant ce temps, les autres assaillans, divisés en deux bandes et filant, l'une par le côté sud, l'autre par le côté nord, allèrent s'emparer, la première de *Monte-Solaro*, où existait une redoute, qui fut vite enlevée, la seconde de Capo di Monte, qui commande l'escalier, seule route pour se rendre à *la Marine* et sur le territoire de Capri. Les Anglais étaient donc repoussés de toutes leurs positions. Seul, le capitaine Church, ignorant ce qui se passait autour de lui, s'obstinait à vouloir reprendre la tour de Damacuta. La nuit était venue, quand, comprenant enfin l'inutilité de sa persistance, il se mit en retraite. En approchant d'Anacapri, il put se convaincre, à la clarté de la lune, que la ville était entre les mains des troupes du général Lamarque. Il s'avança aussitôt vers Capo di Monte pour se retirer vers Capri; le *qui-vive* des sentinelles l'arrêta; avec assez de présence d'esprit, il répondit en français qu'il conduisait un détachement napolitain. La ruse aurait pu réussir sans les uniformes rouges de quelques soldats du Royal-Maltais, qui donnèrent l'éveil. Le capitaine, se sentant enfermé de tous côtés par un cercle ennemi et ne voulant pas se rendre prisonnier, prit une résolution héroïque. Malgré la nuit, il se laissa glisser du haut de l'immense rocher qui sépare Anacapri de Capri; son détachement le suivit à travers cette route impossible; un seul homme tomba qui fut broyé dans sa chute. Pendant toute la journée, Hudson Lowe, prenant au sérieux une fausse tentative de débarquement vers le *Palazzo di Mare*, demeura à tirailler contre les canonnières et contre les chalands, au lieu de se porter au secours d'Anacapri, dont tous les postes appartenaient le soir au général Lamarque.

Dès le lendemain, les Français se mirent en mesure d'attaquer

Capri, d'en déloger Hudson Lowe ou de l'y serrer de si près, qu'il fût forcé de capituler. Le premier soin de Lamarque fut d'amener du canon sur les hauteurs de Monte-Solaro, qui non-seulement dominent Capri, mais encore les deux petites collines armées du *Castello* et du fort *San-Michele*, entre lesquelles la ville est assise. L'opération n'était point facile dans ce pays rocailleux, où nulle route n'est ouverte. On porta les pièces sur les épaules, je ne sais comment, mais on les porta, et bientôt Lamarque put battre de haut les positions occupées par les Anglais. Le vent d'ouest, qui lui amenait des renforts de Naples, empêchait d'arriver ceux qu'Hudson Lowe avait demandés en Sicile. Pendant plusieurs jours, on se canonna sans se faire grand mal; les habitans restaient neutres. Lorsque Lamarque manquait de munitions, il hissait un signal, et de Naples on lui en expédiait. C'est ainsi qu'une flottille de quatre-vingt-quinze navires, dont trente canonnières, put débarquer sa cargaison de cartouches et de gargousses malgré un vif engagement avec l'*Embuscade* et le *Mercure* de la marine britannique. Lamarque s'était emparé de *la Marine* à l'aide des grenadiers du second régiment napolitain; le troisième de ligne italien avait pris *la Petite-Marine*, et le régiment Royal-Corse de Naples, suivant l'exemple hardi qui lui avait été donné par les Anglais, était descendu, de rocher en rocher, des hauteurs d'Anacapri, et avait poussé ses approches jusqu'aux maisons voisines de la ville de Capri, où Hudson Lowe, voyant ses munitions s'épuiser, n'ayant même point les outils nécessaires pour réparer les dégâts causés par l'artillerie des assaillans, sans nouvelles des bâtimens de guerre anglais que le mauvais temps avait chassés, tenait cependant avec l'admirable fermeté des soldats de sa nation. Il tint ainsi pendant dix jours, jusqu'au 14 octobre. En ce moment, la brèche ouverte et presque praticable faisait redouter un assaut; les troupes du roi de Naples se logeaient au pied des murs mêmes de la ville, la situation n'était plus tolérable. Lamarque envoya un parlementaire et proposa une capitulation dont les termes excessifs furent hautement rejetés par sir Hudson Lowe. Enfin, après des pourparlers communiqués à Murat, qui, dans son impatience, était accouru à Massa pour suivre de l'œil les opérations de son lieutenant, la place capitula le 16, avec les honneurs de la guerre. Les commandans en chef se félicitèrent à l'envi sur le courage respectif qu'ils avaient déployé, et la ville fut remise aux mains des troupes de Murat, qui resta tranquille possesseur de Capri jusqu'en 1815. Par un fait assez singulier, il y avait un régiment de tirailleurs corses du côté des assaillans et du côté des assaillis; ils s'engageaient mutuellement à déserter, mais en vain. L'amour-propre national les avait piqués sans doute, et ils se battirent fraternellement. Cette animosité cessa dès que la capitu-

lation fut signée, et la plupart des soldats du Royal-Tirailleur-Corse anglais passa aux Napolitains. Les traces du combat existent encore; plus d'une maison a eu des chambres démolies par les boulets, que depuis on n'a pas reconstruites; sur les fortins qui s'élèvent près de *la Marine*, on voit les trous des balles, et parfois dans les champs on retrouve quelque bouton en cuivre oxydé, débris de l'uniforme d'un combattant de 1808.

Afin de mieux me rendre compte des difficultés que les troupes commandées par le général Lamarque avaient dû vaincre pour opérer leur débarquement, je voulus faire le tour de l'île, qui n'a que neuf milles, trois lieues, de circonférence. Par un temps calme, et dans une bonne barque, c'est une promenade charmante. A *la Marine*, je pris un canot et je commençai mon périple minuscule. Une demi-heure après être parti, j'arrivais à la célèbre *Grotte d'Azur*, qui s'ouvre au nord dans la paroi d'un rocher haut d'environ douze cents pieds. L'entrée de la grotte est si basse et si étroite que l'on est forcé de désarmer les avirons et de se courber au fond de la barque pour ne point se heurter en passant. Dès qu'on a franchi le trou resserré qui sert de porte, on se trouve en pleine féerie. L'eau profonde, claire à laisser voir tous les détails de son lit, teinte d'une nuance de bleu de ciel adorable, projette ses reflets sur la voûte de calcaire blanc, et lui donne une couleur azurée qui tremble à chaque frisson de la surface humide. Tout est bleu, la mer, la barque, les rochers; c'est un palais de turquoise bâti au-dessus d'un lac de saphir. Le matelot qui me conduisait se déshabilla et se jeta à l'eau; son corps m'apparut blanc comme de l'argent mat, avec des ombres de velours bleuissant aux creux que dessinait le jeu de ses muscles. Ses épaules, son cou, sa tête, étaient au contraire d'un noir cuivré; on eût dit une statue d'albâtre surmontée d'une tête de bronze florentin. Les gouttelettes qu'il faisait jaillir en nageant, les globules qui se formaient près de lui, étaient comme des perles éclairées par une lumière bleuâtre. Le ciel se couvrit; la couleur alors fut moins intense, et se revêtit, dans les fonds surtout, d'un glacis de teinte neutre. Le nuage qui voilait le soleil s'envola, et dans toute la grotte un feu d'artifice azuré éclata, jetant sur les pierres humides des étincelles d'un bleu lumineux. Je ne pouvais me lasser d'admirer cette splendeur et de regarder l'homme blanc à tête noire qui se baignait dans ces flots célestes.

Qui a découvert cette merveille? Est-ce le pêcheur Angelo Ferrara le 16 mai 1822? est-ce l'Allemand Kapisch le 19 août 1826? Est-il vrai que Capaccio en parle dans ses *Historiæ napolitanæ libri duo*, publiés en 1605? Qu'importe? C'est la plus belle curiosité naturelle que j'aie jamais vue, et cela me suffit. Les anciens la connaissaient-ils? C'est probable, et ils ont dû alors la consacrer à

Téthys aux yeux bleus. Une sorte de petit débarcadère façonné au fond, un assez large couloir dont l'extrémité est fermée par une pierre de forme rectangulaire qui paraît avoir été placée là de main d'homme, semble indiquer qu'elle fut visitée des anciens; on prétend même qu'une route souterraine conduisait jadis jusqu'aux villas romaines bâties sur le territoire actuel de Damacuta. A la rigueur, le fait est possible, mais je le crois singulièrement douteux.

A propos du phénomène lumineux qui se produit dans cette grotte, on a beaucoup parlé de *réfraction*, de *réflexion*, de *transmission*; je n'en dirai rien, car je suis fort incompétent en si sérieuse matière : je dirai seulement, en employant l'expression que M. Niepce de Saint-Victor a consacrée dans ses admirables travaux sur l'héliographie, que la lumière paraît *emmagasinée* au sein même des flots qui baignent la grotte; la mer est profondément pénétrée par la lumière à l'entrée de la caverne, sans doute à cause de la disposition particulière de cette entrée; elle est comme saturée de cette lumière, et la jette en nappes d'azur éclatant jusqu'aux derniers replis de la voûte. Ce qui tend à le prouver, c'est que les corps plongés dans cette eau féerique deviennent blancs à l'instant même. La voûte, formée de calcaires blanchâtres, est teinte en bleu, comme si un foyer lumineux placé au-dessous d'elle lui envoyait ses rayons à travers un cristal d'azur.

Après avoir franchi la pointe *di Vitareto*, qui forme l'angle nord-ouest de l'île, j'arrivai au lieu que le général Lamarque avait choisi pour débarquer. C'est une anse si étroite, si petite, que quatre barques de pêcheurs y seraient mal à l'aise. Quand on se rappelle le vent d'ouest qui soufflait alors et qui grossissait la mer, on comprend difficilement que des hommes aient tenté cette aventure, qui eût effrayé des singes. Ils réussirent cependant, et l'on voit de là le large plateau qui monte en pente dure jusqu'aux plus hautes sommités de Monte-Solaro. Çà et là, dans des fentes de rochers, sur des saillies élevées à donner le vertige, on aperçoit des ruines de tourelles qui semblent accrochées à la falaise comme un colimaçon contre un mur.

Après avoir doublé la pointe *di Carena*, nous côtoyâmes la face méridionale de l'île, et, si j'ose parler ainsi, je dirai que le paysage change immédiatement. C'est là que sont les plus hautes falaises, les plus abrupts rochers; mais le vent du sud y a jeté des semences qui ont germé dans les fissures où quelques parcelles de terre végétale ont pu se réunir. Il y a des pins laryx tordus par le vent et appliqués par lui contre la paroi hospitalière; il y a deux ou trois touffes de palmiers nains dont la graine, apportée des sirtes d'Afrique sur l'aile de la brise, est venue reprendre vie sur ce nouveau désert; au

sommet d'un piton isolé, un aloès étale ses tiges raides et ressemble à un ornement d'architecture. Au niveau de la mer s'ouvrent des trous ronds, larges et profonds, qu'on dirait creusés exprès à l'aide d'une gigantesque tarière; en y frappant, le flot y détone comme une lointaine artillerie. Au milieu de la côte bâillent de vastes grottes inaccessibles, où les stalactites pendent en longues colonnes renversées. A certaines places, la stalactite s'est unie au rocher, et fait corps avec lui; dans quelques années, on ne la distinguera plus; la formation calcaire sera complète. Comme nous passions devant la pointe *del Tuono*, un nuage se forma : léger, transparent, semblable à la vapeur d'une immense chaudière, il alla s'asseoir à la cime du rocher, et de là il laissa tomber quelques gouttes d'eau sur nous. Près de ce promontoire *del Tuono*, ainsi nommé parce qu'il est souvent visité par la foudre, des terres blanchâtres couvrent la base du rocher et descendent jusqu'à la mer. Les pauvres gens viennent en prendre quelques poignées, les font bouillir, et obtiennent ainsi un sel grossier qui rend leurs alimens moins insipides. Deux grottes, *la Marmolara* et *la Marmoratella*, ne sont que des enfoncemens où l'eau pénètre; mais plus loin, près de la pointe *Ventroso*, s'ouvre, à travers les rochers, un passage qu'on franchit en barque, et qui s'appelle *la Grotte verte*. L'eau en effet y est d'une couleur verte très tendre, et les corps que l'on y plonge s'y teignent immédiatement d'un ton blanc glacé de vert. C'est le même phénomène que dans la *Grotte d'Azur*, à la différence près des couleurs. Au-delà de la pointe *Ventroso*, on rencontre *la Petite-Marine*, près de laquelle on visite une caverne que la mer ne peut atteindre, et qui servait jadis de chantier aux charpentiers constructeurs de barques; au fond s'arrondit une alcôve naturelle, séparée en deux parties égales par un mur de brique; dans un coin, on reconnaît les débris d'un four; elle a conservé son ancien nom, *la Grotte de l'Arsenal*. A cent pas de la côte, deux vastes rochers s'élèvent dans la mer, pareils aux tours d'une cathédrale informe : on les nomme *li Faraglioni*. Dans l'un de ces rochers s'ouvre un porche énorme où les bateaux à vapeur peuvent facilement passer; un peu plus loin, un rocher plat, portant quelques ruines de murailles, se dresse sous un panache d'herbes sauvages : c'est l'écueil *del Monacone*. Les gens du pays prétendent que là fut enfermée et détenue Julie, la petite-fille d'Auguste : tradition menteuse, qui veut concentrer sur Capri même tous les faits du règne de Tibère. Le texte de Tacite (1) est positif : Julie mourut, après vingt ans d'exil, dans l'île de Trimère, sur les côtes de la Pouille. En passant au-

(1) Tacite, *Ann.*, liv. IV, § 61.

dessous des rochers du Cap (*lo Capo*), qui servent de soubassement aux ruines du palais de Tibère, on voit que l'endroit était bien choisi et à l'abri de tout coup de main. Cependant, entre les deux murailles rocailleuses et réellement infranchissables, des éboulemens de terres entraînées par les pluies ont formé une sorte de pente qu'il serait peut-être possible de gravir; c'est par là sans doute que monta le pêcheur qui effraya tant Tibère, et dont le visage fut déchiré par la langouste qu'il s'applaudissait de n'avoir point offerte (1). *Lo Capo* forme l'extrémité nord-est de l'île, et quand on l'a doublé, on est près d'arriver à *la Marine*, dont on aperçoit les maisons blanches rangées sur le rivage. A quelques pas même du petit port, on distingue les ruines d'un four à chaux. Une nuit, il y a de cela une vingtaine d'années, il flambait, et la lueur des flammes se projetait au loin. Une barque venue de Naples aborda, et les chaufourniers en virent avec épouvante sortir deux hommes armés et masqués; ils tenaient dans leurs bras une jeune fille bâillonnée qui se débattait. Les hommes silencieux s'approchèrent du four et jetèrent la jeune fille au milieu des flammes, puis ils se rembarquèrent, firent force de rames et disparurent dans les ténèbres. Depuis cette époque, le four est abandonné, et n'a plus jamais servi. Je livre l'anecdote pour ce qu'elle vaut, et telle qu'elle m'a été racontée.

Je n'ai plus rien à dire de l'île de Capri, qui est le meilleur belvédère où l'on puisse monter pour voir le golfe de Naples se déployer dans toute sa splendeur. Ces côtes ondoyantes, ce Vésuve qui porte les nuages, cette mer si douce et si bleue, forment un des plus beaux paysages qu'il soit donné à l'œil humain de contempler. Cependant, malgré soi, on y est attristé : la nature y est si puissante que l'homme disparaît; malheureusement il disparaît tout entier. Cette île charmante dort d'un sommeil plein de songes enivrans, j'en conviens; mais elle dort, et si profondément parfois qu'on pourrait croire que c'est pour toujours; c'est la Belle aux flots dormans. Les souvenirs de l'antiquité ont laissé sur cette contrée une telle empreinte que la vie moderne a peine à s'y acclimater; elle semble s'en écarter avec défiance et attendre, pour commencer son œuvre, que la liberté nouvellement conquise ait accompli la sienne.

MAXIME DU CAMP.

(1) Suétone, *ap. Tib.*, § 60.

LA

POÉSIE MODERNE

EN ANGLETERRE

II.

LORD BYRON.

I.

Si jamais il y eut une âme violente et follement sensible, mais incapable de se déprendre d'elle-même, toujours bouleversée, mais dans une enceinte fermée, prédestinée par sa fougue native à la poésie, mais limitée par ses barrières naturelles à une seule espèce de poésie, c'est celle-là (1).

Cette promptitude aux émotions extrêmes était chez lui un legs de famille et un effet d'éducation. Son grand-oncle, sorte de maniaque emporté et misanthrope, avait tué dans un duel de taverne, à la clarté d'une chandelle, M. Chaworth, son parent, et avait passé en jugement devant la chambre des lords. Son père, viveur et brutal, avait enlevé la femme de lord Carmarthen, ruiné et maltraité miss Gordon, sa seconde femme, et, après avoir vécu comme un fou et comme un malhonnête homme, était allé, emportant le dernier argent de sa famille, mourir sur le continent. Sa mère, dans ses momens de fureur, déchirait ses chapeaux et ses robes. Quand mourut

(1) Voyez la première partie dans la *Revue* du 15 septembre.

son triste mari, elle manqua perdre la raison, et on entendait ses cris dans la rue. Quelle enfance Byron mena dans l'antre de « cette lionne, » dans quelles tempêtes d'insultes entrecoupées d'attendrissemens il vécut lui-même, aussi passionné et plus amer, c'est ce qu'un long récit pourrait seul dire. Elle courait après lui, l'appelait gamin boiteux, vociférait et lui lançait à la tête la pelle à feu et les pincettes. Il se taisait, saluait et n'en sentait pas moins l'outrage. Un jour qu'il était « dans une de ses rages silencieuses, » il fallut lui arracher de la main un couteau qu'il avait pris sur la table et que déjà il portait à sa poitrine. Une autre fois la querelle fut si terrible que le fils et la mère, chacun séparément, s'en allèrent chez le pharmacien pour « savoir si l'autre n'était point venu chercher du poison pour se détruire, et pour avertir le marchand de ne point lui en vendre. » Quand il alla aux écoles, « ses amitiés, dit-il lui-même, furent des passions. » Bien des années après, il n'entendait point prononcer le nom de Clare, un de ses anciens camarades, « sans un battement de cœur. » Vingt fois pour ses amis il se mit dans l'embarras, offrant son temps, sa plume, sa bourse. Un jour, à Harrow, un grand *brimait* son cher Peel, et, le trouvant récalcitrant, lui donnait une bastonnade sur la partie charnue du bras, qu'il avait tordu afin de le rendre plus sensible. Byron, trop petit et ne pouvant combattre le bourreau, s'approcha de lui rouge de fureur, les larmes aux yeux, et d'une voix tremblante demanda combien il voulait donner de coups. « Qu'est-ce que cela te fait, petit drôle? — C'est que, s'il vous plaît, dit Byron en tendant son bras, j'en voudrais recevoir la moitié. » La générosité surabondait chez lui comme le reste; « jamais, dit quelqu'un qui le connut intimement dans sa jeunesse, il ne rencontrait un malheureux sans le secourir. » Plus tard, en Italie, sur cent mille francs qu'il dépensait, il en donnait vingt-cinq mille. Les sources vives dans ce cœur étaient trop pleines et dégorgeaient impétueusement le bien, le mal au moindre choc. A huit ans, comme Dante, il devint amoureux d'une enfant nommée Mary Duff. « N'est-ce pas étrange, écrivait-il dix-sept ans plus tard, que j'aie été si entièrement, si éperdument épris de cette enfant à un âge où je ne pouvais point ressentir l'amour, ni savoir le sens de ce mot?... Je me rappelle tout ce que nous nous disions l'un à l'autre, nos caresses, ses traits; je n'avais plus de repos, je ne pouvais dormir... Mon angoisse, mon amour étaient si violens, que parfois je me demande si j'ai eu depuis un autre attachement véritable... Quand plus tard j'appris son mariage, ce fut comme un coup de foudre, j'étouffai, je tombai presque en convulsions. » Pareillement lorsqu'à douze ans il aima sa cousine Marguerite Parker, il en perdit le sommeil, il ne mangeait plus. « J'avais sujet de croire qu'elle m'aimait, et pourtant la grande affaire de ma vie était de

penser au temps qui s'écoulerait jusqu'à notre prochaine rencontre. Et nos séparations étaient d'environ douze heures! Mais j'étais un fou alors, et je ne suis pas beaucoup plus sage aujourd'hui... »

Il ne le fut jamais : lectures énormes au collége, exercices violens plus tard à Cambridge, à Newstead et à Londres, veilles prolongées, débauches et jeûnes outrés, régime destructif, il se ruait en avant jusqu'au fond de tous les goûts et de tous les excès. Comme il était dandy, et l'un des plus brillans, il se laissait mourir de faim de peur de devenir gros, puis buvait et dînait à s'étouffer pendant les nuits d'abandon. « Les deux jours précédens, dit une fois son ami Moore, Byron n'avait rien pris sinon quelques biscuits, mâchant du mastic pour apaiser son estomac. » S'étant mis à table, « il se restreignit aux homards et en acheva deux ou trois pour sa part, avalant quelquefois dans les intervalles un petit verre à liqueur de forte eau-de-vie blanche, quelquefois un grand verre à boire d'eau très chaude, puis encore de l'eau-de-vie pure; il en but environ une demi-douzaine, après quoi nous dépêchâmes deux bouteilles de bordeaux à nous deux, et nous nous séparâmes vers quatre heures du matin. » Une autre fois on trouve sur son journal la note suivante : « Dîné avec Scrope Davis hier au Coco. — De six heures à minuit à table. — Bu à nous deux une bouteille de champagne et six de bordeaux. Aucun de ces vins ne me fait beaucoup d'effet. » Plus tard, à Venise : « A peine si j'ai fermé l'œil de toute la semaine dernière. J'ai eu quelques aventures curieuses en masque ce carnaval. — J'userai la mine de ma jeunesse jusqu'au dernier filon de son métal, et après... bonsoir. J'ai vécu, je suis content. » A ce train, les organes s'usent, et des intervalles de tempérance ne suffisent pas à les réparer. L'estomac se gâte, les nerfs se déconcertent, l'âme mine la machine, qui mine l'âme à son tour. « Je m'éveille toujours, écrivait-il en Italie, dans un véritable accès de désespoir et de dégoût de toutes choses, même de ce qui me plaisait la veille. En Angleterre, il y a cinq ans, j'ai eu la même sorte d'hypocondrie, mais accompagnée d'une soif si violente, que j'ai bu jusqu'à quinze bouteilles d'eau de seltz en une nuit après m'être mis au lit, sans cesser d'avoir soif, faisant sauter le cou des bouteilles par pure impatience de soif... » Esprit et corps, on se ruinerait à moins tout entier. Ainsi vivent ces âmes véhémentes, incessamment heurtées et brisées par leur propre élan, comme un boulet arrêté qui tourne et semble tranquille, tant il va vite, mais qui, au moindre obstacle, saute, ricoche, met tout en poudre, et finit par s'enterrer. Le plus pénétrant des observateurs, Beyle, qui vécut avec lui plusieurs semaines, dit qu'à certains jours il était fou; d'autres fois, en présence des belles choses, il devenait sublime; quoique contenu et si fier, la musique le faisait pleurer. Le

reste du temps, les petites passions anglaises, l'orgueil du rang par exemple, la vanité du dandy, le mettaient hors des gonds : il ne parlait de Brummel « qu'avec un frémissement de jalousie et d'admiration: » mais, petite ou grande, la passion présente s'abattait sur son esprit comme une tempête, le soulevait, l'emportait jusqu'à l'imprudence et jusqu'au génie. Son journal, ses lettres familières, toute sa prose involontaire est comme frémissante d'esprit, de colère, d'enthousiasme: le cri de la sensation y vibre aux moindres mots: depuis Saint-Simon, on n'a pas vu de confidences plus vivantes. Tous les styles semblent ternes, et toutes les âmes semblent inertes à côté de celle-là.

Dans ce magnifique élan de facultés débridées et débandées qui bondissent à l'aventure et semblent le lancer sans choix aux quatre coins de l'horizon, il y en a une qui prend les rênes, et le précipite contre la muraille où il s'est brisé. « Pauvre Byron! disait sir Walter Scott (1), c'était un homme d'une véritable bonté de cœur, ayant les sentimens les plus affectueux et les meilleurs. Il s'est misérablement perdu par son mépris insensé de l'opinion. L'opposition publique, au lieu de l'avertir ou de le retenir, ne faisait que l'exciter à faire pis. C'est comme s'il eût dit : « Ah! vous n'aimez pas cela? Bien, vous allez avoir pis; veilà pour votre peine. » Cet instinct de révolte est dans la race: il y a tout un faisceau de passions sauvages, nées du climat, et qui le nourrissent : l'humeur noire, l'imagination violente, l'orgueil indompté, le goût du danger, le besoin de la lutte, l'exaltation intérieure qui ne s'assouvit que par la destruction, et cette folie sombre qui poussait en avant les *berserkers* scandinaves lorsque, dans une barque ouverte, sous un ciel fendu par la foudre, ils se livraient à la tempête dont ils avaient respiré la fureur. Cet instinct-là est dans le sang : on naît ainsi, comme on naît lion ou bouledogue. Byron était encore tout petit enfant, en jaquette, lorsque sa nourrice le gronda rudement d'avoir sali une cotte neuve qu'il venait de mettre. Il entra dans une de ses rages silencieuses, saisit la cotte avec ses deux mains, la déchira du haut en bas, et se planta debout, fixe et morne, devant l'autre qui tempêtait, afin de la mieux braver. Chez lui, l'orgueil débordait. Quand à dix ans il hérita du titre de lord, et que pour la première fois à l'école on appela son nom en le faisant précéder du titre de *dominus*, il ne put répondre le mot ordinaire *adsum* (2), demeura immobile parmi ses camarades, qui ouvraient de grands yeux, et à la fin fondit en larmes. Une autre fois, à Harrow, dans une dispute qui divisait l'école, un élève dit : « Byron ne veut pas se mettre avec nous, parce qu'il

(1) Lockart, *Life of sir W. Scott*, II, 238.
(2) Présent.

n'aime à être le second nulle part. » On lui offrit le commandement, et c'est alors seulement qu'il daigna prendre parti. Ne jamais subir de maître, se soulever tout entier contre toute apparence d'empiétement ou d'ascendant, maintenir sa personne intacte et inviolée à tout prix jusqu'au bout et contre tous, tout oser plutôt que de donner un signe de soumission, voilà son fonds. C'est pourquoi il était disposé à tout souffrir plutôt que de donner un signe de faiblesse. A dix ans, par fierté, il était stoïcien. On lui redressait le pied douloureusement dans une machine de bois pendant qu'il prenait sa leçon de latin, et son maître le plaignait. « Ne faites pas attention si je souffre, monsieur Rogers, dit l'enfant; vous n'en verrez aucune marque sur ma figure. » Tel il était enfant, tel il demeura homme. D'esprit, de corps, il lutte ou se prépare à la lutte (1). Tous les jours, pendant de longues heures, il boxe, il tire le pistolet, il s'exerce au sabre, il court et saute, il monte à cheval, il dompte des résistances. Ce sont là les exploits de ses mains et de ses muscles; mais il lui en faut d'autres. Faute d'ennemis, il s'en prend à la société et lui fait la guerre. On sait à quel point les opinions régnantes étaient alors intolérantes. L'Angleterre était au fort de sa guerre contre la France, et croyait combattre pour la morale et la liberté. A ses yeux en ce moment, l'église et la constitution sont choses saintes : gardez-vous d'y toucher, si vous ne voulez point devenir ennemi public! dans cet accès de passion nationale et de sévérité protestante, quiconque affiche des idées ou des mœurs libres semble un incendiaire, et ameute contre soi l'instinct des propriétaires, les doctrines des moralistes, les intérêts des politiques et les préjugés du peuple. C'est ce moment que Byron choisit pour louer Voltaire et Rousseau, admirer Napoléon (2), s'avouer sceptique, réclamer pour la nature et le plaisir contre le *cant* et la règle, dire que la haute société anglaise, toute débauchée et hypocrite, fabrique des phrases et fait tuer des hommes pour garder ses sinécures et ses bourgs-pourris. Comme si ce n'était pas assez des haines politiques, il se charge encore des inimitiés littéraires, attaque le corps entier des critiques (3), diffame la nouvelle poésie, déclare que les plus célèbres sont des « Claudiens, des gens du bas-empire, » s'acharne sur les lakistes, et garde un ennemi venimeux et infatigable dans Southey. Ainsi muni d'adversaires, il donne prise sur lui de toutes parts. Il se décrie par haine du *cant*, par bravade, en fanfaron de vices. Il se peint dans ses héros, mais en noir, de telle façon que personne ne peut manquer de le reconnaître et de le croire beau-

(1) « Ilike energy, — even animal energy, — of all kinds — and have need of both mental and corporal. »

(2) Il l'appelait « son héros de roman. »

(3) *English Bards and Scottish Reviewers.*

coup pire qu'il n'est. Walter Scott écrit de prime saut, après avoir lu *Childe Harold :* « Poème de grand mérite, mais qui ne donne pas une bonne opinion du cœur ni de la morale de l'écrivain. Le vice devrait être un peu plus modeste, et il faut une impudence presque aussi grande que les talens du noble lord pour demander gravement qu'on le plaigne de l'ennui et du dégoût qu'il a gagnés dans la compagnie de ses compagnons de table et de ses maîtresses. Il y a aussi une vanité monstrueuse à nous apprendre, à nous petites gens, que nos petits scrupules surannés et nos préceptes de tempérance ne sont pas dignes de son attention. » Voilà les sentimens qu'il excitait dans toutes les classes respectables; il s'y complaisait et faisait pis, donnant à entendre que, dans ses aventures d'Orient, il avait osé bien des choses, et ne s'indignant point quand on le confondait avec ses héros. Un jour il dit : « Je serais curieux d'éprouver les sensations qu'un homme doit avoir quand il vient de commettre un assassinat. » Un autre jour il écrit sur son journal : « Hobhouse m'a rapporté un singulier bruit, que je suis le vrai Conrad, le véritable corsaire, et qu'une partie de mes voyages se sont accomplis sans témoins. Hum! les gens quelquefois touchent près de la vérité, mais jamais toute la vérité. Hobhouse ne sait pas à quoi j'étais occupé l'année après qu'il a quitté le Levant. Ni lui, ni personne, — ni, — ni, — ni. — Pourtant c'est un mensonge (1);... mais je n'aime pas ces mensonges qui ressemblent à la vérité. » Dangereuses paroles qui se retournaient contre lui comme un poignard; mais il aimait le danger, le danger mortel, et ne se trouvait à son aise qu'en voyant se hérisser autour de lui les pointes de toutes les colères. Seul contre tous, contre une société armée, debout, invincible, même au bon sens, même à la conscience, c'est alors qu'il ressentait dans tous ses nerfs tendus la sensation grandiose et terrible vers laquelle involontairement tout son être se portait.

Une dernière imprudence déchaîna l'attaque. Tant qu'il était garçon, on avait pu excuser ses excès par cette fougue du tempérament trop fort qui souvent révolte les jeunes gens de ce pays contre le bon goût et la règle; mais le mariage les range, et c'est le mariage qui acheva de déranger celui-ci. Il se trouva que sa femme était une vertu, « sorte de modèle » cité pour tel, « créature de la règle » correcte et sèche, incapable de faillir et de pardonner. « Cela est bien drôle, disait son domestique Fletchter, je n'ai jamais connu de dame qui ne sût mener mylord, excepté mylady. » Elle le crut fou et le fit examiner par les médecins. Ayant appris qu'il avait sa raison, elle le quitta, revint dans sa famille, et refusa de jamais le re-

(1) Il y a ici une citation de *Macbeth* que je traduis par un équivalent.

voir. Là-dessus il passa pour un monstre. Les journaux le couvrirent d'opprobre; ses amis l'engageaient à ne plus aller au théâtre ni au parlement, craignant qu'il ne fût sifflé ou insulté. Ce qu'une âme si violente, précocement habituée à la gloire éclatante, ressentit de fureur et de tortures dans cet assaut universel d'outrages, on ne peut l'apprendre que par ses vers. Il se raidit, alla s'enfoncer à Venise dans la voluptueuse vie italienne, même dans la basse débauche, pour mieux faire insulte à la pruderie puritaine qui l'avait condamné, et n'en sortit que par une offense encore plus blâmée, son intimité publique avec la jeune comtesse Guiccioli. Cependant il se montrait aussi âprement révolutionnaire en politique qu'en morale. Dès 1813, il écrivait : « J'ai simplifié ma politique; elle consiste à présent à détester à mort tous les gouvernemens qui existent. » Cette fois, à Ravenne, sa maison était le centre et l'arsenal des conspirateurs, et il se préparait généreusement et imprudemment à sortir en armes avec eux pour tenter la délivrance de l'Italie. « Ils veulent s'insurger ici, écrivait-il sur son journal (1), et veulent m'honorer d'une invitation. Je ne ferai point défaut, quoique je ne les croie pas assez forts de nombre et de cœur pour faire grand'chose; mais en avant! — Que signifie le moi? Un homme ou un million d'hommes, il n'importe, c'est l'esprit de liberté qu'il faut répandre. En de telles occasions, il ne faut point de calcul personnel, et aujourd'hui ce ne sera pas moi qui le ferai. » En attendant, il avait des rixes avec la police, sa maison était surveillée, il était menacé d'assassinat, et néanmoins tous les jours il montait à cheval, et allait s'exercer au pistolet dans la forêt de pins voisine. Ce sont les sentimens d'un homme qui est à la gueule d'un canon chargé attendant qu'il parte : l'émotion est grande, héroïque même, mais elle n'est pas douce, et certainement, même en ce moment de grande émotion, il était malheureux; rien de plus propre à empoisonner le bonheur que l'esprit militant. « Pourquoi, écrit-il, ai-je été toute ma vie plus ou moins ennuyé?... Je ne sais que répondre, mais je pense que c'est dans mon tempérament,... comme aussi de me réveiller dans l'abattement, ce qui n'a jamais manqué de m'arriver depuis plusieurs années. La tempérance et l'exercice que j'ai pratiqués parfois et longtemps de suite vigoureusement et violemment n'y faisaient que peu ou rien. Les passions violentes me valaient mieux. Quand j'étais sous leur prise directe, — c'est étrange, — mais j'étais agité et non abattu. — Pour le vin et les spiritueux, ils me rendent sombre et sauvage jusqu'à la férocité, — silencieux pourtant et solitaire, point querelleur, si on ne me parle pas. Nager aussi me relève; mais en général je suis bas, et tous les jours plus bas. A cela pas de remède, car je

(1) 1821.

ne me trouve pas aussi ennuyé qu'à dix-neuf ans. La preuve en est qu'à cet âge-là j'étais obligé de jouer ou de boire, ou d'avoir une excitation quelconque, sans quoi j'étais misérable... A présent ce qui m'envahit le plus, c'est l'inertie, et une sorte d'écœurement plus fort que l'indifférence. Si je me réveille, c'est par des fureurs. — Dernièrement Lega est entré avec une lettre de Venise au sujet d'une facture que je croyais payée il y a dix mois. J'entrai dans un tel paroxysme de rage que je m'évanouis presque... Je présume que je finirai comme Swift, c'est-à-dire que je mourrai d'abord par la tête, — à moins que ce ne soit plus tôt et par accident. » Horrible attente, et qui l'a hanté jusqu'au bout! A son lit de mort, en Grèce, il refusait, je ne sais plus pourquoi, de se laisser saigner, et préférait finir tout de suite. On le menaça de la folie; il sursauta : « Faites donc, bourreaux que vous êtes! » et il tendit son bras. C'est parmi ces éclats et ces anxiétés qu'il passait sa vie; l'angoisse endurée, le danger bravé, la résistance domptée, la douleur savourée, toutes les grandeurs et toutes les tristesses de la noire manie belliqueuse, voilà les images qu'il avait besoin de faire flotter devant lui. A défaut d'action, il avait les rêves, et il ne se réduisait aux rêves qu'à défaut d'action. Lui-même, en s'embarquant pour la Grèce, disait qu'il avait pris la poésie faute de mieux, qu'elle n'était pas son affaire. « Qu'est-ce qu'un poète? Qu'est-ce qu'il vaut? qu'est-ce qu'il fait? C'est un bavard. » Il augurait mal de la poésie de son siècle, même de la sienne, disant que, s'il vivait dix ans, on verrait de lui quelque chose d'autre que des vers. En effet, il eût été mieux à sa place roi de la mer ou chef de bandes au moyen âge. Sauf deux ou trois éclairs de soleil italien, sa poésie et sa vie sont celles d'un scalde transporté dans le monde moderne, et qui, dans ce monde trop bien réglé, n'a pas trouvé son emploi.

II.

Il a donc été poète, mais à sa façon, façon étrange, semblable à celle dont il a vécu. Il avait en lui des tempêtes intérieures, des avalanches d'idées qui ne trouvaient d'issue que par l'écriture. « Me fuir moi-même, — ç'a été là toujours mon vrai, mon unique, mon seul motif pour barbouiller du papier et pour publier. — Publier est la continuation du même effet par le mouvement que cela donne à l'esprit, qui sans cela retomberait sur soi-même. » — Il a écrit par trop-plein, dit-il encore, par passion, par entraînement, par beaucoup de causes, mais jamais par effort, et presque toujours avec une rapidité étonnante : *le Corsaire* en dix jours, *la Fiancée d'Abydos* en quatre jours. — Pendant l'impression, il ajoutait, corrigeait, mais sans refondre. « Je vous ai déjà dit que je ne puis

jamais refondre. Je suis comme le tigre : si je manque mon premier bond, je rentre en grondant dans ma jungle; si je le fais juste, il est écrasant. » Sans doute il bondit, mais il a sa chaîne : jamais, dans le plus libre élan de ses pensées, il ne se détache de soi. C'est de lui-même qu'il rêve, c'est lui-même qu'il voit partout. C'est un torrent qui bouillonne, mais que des rocs endiguent. Il n'y a point d'aussi grand poète qui ait eu l'imagination aussi étroite; il ne peut pas se métamorphoser en autrui. Ce sont ses chagrins, ses révoltes, ses voyages, à peine transformés et arrangés, qu'il met dans ses vers. Il n'invente pas, il observe; il ne crée pas, il transcrit. Sa copie est poussée au noir, mais c'est une copie. « Je ne puis écrire sur quoi que ce soit, dit-il, sans quelque expérience personnelle et sans un fondement vrai. » Vous trouverez dans ses lettres et dans son livre de notes, presque trait pour trait, ses descriptions les plus frappantes. La prise d'Ismaïl, le naufrage de don Juan, suivent pas à pas deux récits en prose. S'il n'y a que des badauds capables de lui attribuer les crimes de ses héros, il n'y a que des aveugles capables de ne point voir en lui les sentimens de ses personnages; cela est si vrai qu'en somme il n'en a fait qu'un seul. Childe Harold, Lara, le giaour, le corsaire, Manfred, Sardanapale, Caïn, son Tasse, son Dante et le reste sont toujours un même homme, représenté sous divers costumes, dans plusieurs paysages, avec des expressions différentes, mais comme en font les peintres lorsque par des changemens de vêtemens, de décors et d'attitudes ils tirent du même modèle cinquante portraits. Il était trop replié sur soi pour s'éprendre d'autre chose : le raidissement habituel de la volonté empêche l'esprit d'être flexible; sa force, toujours concentrée pour l'effort et tendue vers la lutte, l'enfermait dans la contemplation de lui-même, et le réduisait à ne jamais faire que l'épopée de son propre cœur.

Dans quel style allait-il l'écrire? Avec ces sentimens concentrés et tragiques, il avait l'esprit classique. Par le plus singulier mélange, les livres qu'il préférait étaient à la fois les plus violens et les plus réguliers, la Bible d'abord : « j'en suis grand lecteur et admirateur, je l'avais lue et relue avant d'avoir huit ans; j'entends l'Ancien-Testament, car le nouveau, pour moi, était une tâche, mais l'ancien un plaisir. » Remarquez ce mot, il ne goûte point le mysticisme tendre et abandonné de l'Évangile, mais la raideur atroce et les cris lyriques des vieux Hébreux. A côté de la Bible, ce qu'il aime, c'est Pope, le plus correct, le plus compassé des hommes : « je l'ai toujours regardé comme le plus grand nom de notre poésie. Comptez là-dessus, les autres sont des barbares... Vous pouvez appeler Shakspeare et Milton des pyramides, je préfère le temple de Thésée ou le Parthénon à des montagnes de briques brûlées. » Et aussitôt il écrit deux lettres avec une verve et un esprit incomparables pour défendre

Pope contre les mépris des écrivains modernes. Ce sont ces écrivains, à son avis, qui ont gâté le goût public. Les seuls d'entre eux qui valent quelque chose, Crabbe, Campbell, Rogers, imitent le style de Pope; quelques autres ont du talent, mais, à tout prendre, les nouveau-venus ont perverti la littérature; ils ne savent plus leur langue, leurs expressions ne sont que des à-peu-près, au-dessous ou au-dessus du ton, forcées ou plates. Lui-même il se range parmi les corrupteurs, et l'on voit bien vite que cette théorie n'est pas une improvisation échappée à la mauvaise humeur et à la polémique. Il y revient. Dans ses deux premiers essais, *Hours of idleness*, *English Bards and Scottish Reviewers*, il a essayé de la suivre. Plus tard et presque dans toutes ses œuvres, on en trouvera l'effet. Il recommande et pratique la règle des unités dans les tragédies. Il aime la forme oratoire, la phrase symétrique, le style condensé. Il plaide volontiers ses passions. Sheridan l'engageait à se tourner vers l'éloquence, et la vigueur, la logique perçante, la verve extraordinaire, l'argumentation serrée de sa prose, prouvent que parmi les pamphlétaires (1) il eût été au premier rang. S'il y est parmi les poètes, c'est en partie grâce à son système classique. Cette forme oratoire, où Pope resserre sa pensée à la façon de La Bruyère, multiplie la force et l'élan des idées véhémentes; comme un canal étroit et droit, elle les rassemble et les précipite sur leur pente; il n'y a rien alors que leur assaut n'emporte, et c'est ainsi que lord Byron, du premier coup, à travers les critiques inquiètes, par-dessus les réputations jalouses, a percé jusqu'au public (2).

Ainsi perça *Childe Harold*. Du premier coup, chacun fut troublé. C'était plus qu'un auteur qui parlait, c'était un homme. En dépit de ses désaveux, on sentait bien que l'auteur ne faisait qu'un avec le personnage; il se calomniait, mais il l'imitait. On le reconnaissait dans ce jeune noble voluptueux et dégoûté, prêt à pleurer au milieu de ses orgies, qui « seul errait perdu en de mornes rêveries, qui, gorgé de plaisirs, aspirait presque à la douleur, » et qui, fuyant sa terre natale, portait parmi les splendeurs et les gaîtés du midi la persécutrice infatigable, « la pensée, comme un démon » acharné après lui. On reconnaissait les paysages : ils avaient été copiés sur place. Et qu'est-ce qu'était tout ce livre, sinon son journal de voyage? Il y disait ce qu'il avait vu et ce qu'il avait senti. Quelle fiction poétique vaut la sensation vraie? Qu'y a-t-il de plus pénétrant que la confidence volontaire ou involontaire? Véritablement chaque mot ici notait une émotion des yeux ou du cœur. « Cet azur tendre de la mer unie, ces mousses des montagnes brunies par un ciel ardent, »

(1) Voyez celui qu'il fit contre les lakistes.

(2) On vendit du *Corsaire* 13,000 exemplaires en un jour.

ces îles « dans leurs robes de brume, rayées de bandes brunes et pourprées, » toutes ces beautés imposantes ou sereines, il en avait joui et parfois souffert, et c'est pour cela que nous les voyons à travers ses vers. Quelque objet qu'il touchât, il le faisait palpiter et vivre; c'est qu'en le regardant il avait palpité et vécu. Lui-même, un peu plus tard, laissant le masque d'Harold, reprenait son récit en son propre nom, et qui n'eût été touché d'aveux si passionnés et si entiers?

« Oui, il faut que je pense moins violemment; j'ai pensé — trop longtemps et lugubrement, jusqu'à ce que mon cerveau, — bouillonnant et épuisé par son propre tourbillon, — soit devenu un gouffre tournant de rêves et de flamme. — Voilà comment, n'ayant point appris tout jeune à dompter mon cœur, — les sources de ma vie ont été empoisonnées. Il est trop tard! — Pourtant je suis changé, quoique toujours le même — en force pour endurer ce que le temps ne peut amoindrir, — et pour me nourrir de fruits amers, sans accuser la destinée...

« Harold s'était bientôt reconnu le plus impropre des hommes — à vivre dans le troupeau des hommes. Il était — trop différent, incapable de plier ses pensées — à celles des autres, quoique son âme eût été foulée — dans sa jeunesse par ses propres pensées; toujours retranché dans son indépendance, — refusant de livrer le gouvernement de son esprit — à des âmes contre lesquelles la sienne se révoltait, — fier jusque dans un désespoir qui savait trouver — une vie en lui-même, et respirer en dehors de l'humanité!...

« Comme le Chaldéen, il tenait ses yeux fixés sur les étoiles, — jusqu'à ce qu'il les eût peuplées d'êtres aussi brillans — que leurs propres rayons, et que la terre, avec les vases humains tirés de sa boue, — et les fragilités humaines fussent oubliées toutes. — S'il avait pu maintenir son âme dans cet essor, — il eût été heureux; mais notre argile s'appesantit — sur son étincelle divine, enviant à l'homme la lumière — vers laquelle il monte, comme pour briser le lien qui — nous retient loin du ciel, du ciel qui là-haut nous ouvre ses plages.

« Cependant, dans les demeures de l'homme, il était devenu une créature — anxieuse et harassée, sombre et déplaisante, — languissant comme un faucon sauvage dont l'aile est coupée, — pour qui l'air sans bornes serait la seule patrie. — Alors son accès lui revenait, et pour le dompter, — aussi ardemment que l'oiseau emprisonné heurte — sa poitrine et son bec contre le treillage de fer — jusqu'à ce que le sang teigne son plumage; — ainsi la chaleur de son âme captive allait dévorant le sang de son cœur. »

Voilà les sentimens avec lesquels il parcourait la nature et l'histoire, non pour les comprendre en s'oubliant devant elles, mais pour y chercher ou y imprimer l'image de ses propres passions. Il ne laisse pas parler les objets, il les force à lui répondre. Au milieu de leur paix, il n'est occupé que de son trouble. Il les monte au ton de son âme, et les force à répéter ses propres cris. Tout est tendu

ici, comme en lui-même; la vaste strophe roule emportant dans son lit comblé le flot des idées véhémentes; la déclamation s'étale, pompeuse et parfois artificielle (c'est sa première œuvre), mais puissante, et si souvent sublime que les vieilleries de la rhétorique qu'il garde encore disparaissent sous l'afflux des magnificences dont il la charge. Wordsworth, Walter Scott, à côté de cette prodigalité de splendeurs accumulées, semblaient pauvres et ternes; on n'avait point vu depuis Eschyle une pompe aussi tragique, et on suivait avec une sorte de saisissement le cortége des figures gigantesques qu'il amenait en files lugubres du fond du passé jusque sous nos yeux.

« J'étais à Venise, sur le pont des Soupirs, — un palais et une prison de chaque côté. — Je voyais, du sein de la vague, les bâtimens se lever — comme à l'attouchement d'une baguette magique. — Dix siècles étendent leurs ailes brumeuses — autour de moi, et une gloire mourante rayonne — jusque sur les temps lointains où mainte contrée sujette — tenait ses yeux fixés sur les marbres du lion ailé, — où Venise, assise dans sa pompe, posait son trône sur les cent îles.

« Elle semble une Cybèle des mers sortie de l'Océan, — qui s'élève avec sa tiare de tours orgueilleuses, — dans le vague lointain, d'un mouvement majestueux, — souveraine des eaux et de leurs puissances. — Elle l'était jadis; ses filles avaient leur douaire — dans les dépouilles des nations, et l'inépuisable Orient — versait dans son giron les pierreries en pluies éblouissantes. — Elle trônait dans sa pourpre, et à ses fêtes — les monarques invités croyaient leur dignité accrue... »

« La Bataille géante (1) est debout sur la montagne; — le soleil brunit l'éclat de ses tresses sanglantes; — dans ses mains de feu, les boulets flamboient, — et ses yeux brûlent tout ce que leur éclair a touché. — Çà et là, sans repos, elle roule, un instant fixe, puis au loin, — lançant sa flamme. Devant ses pieds de fer, — le Meurtre s'est blotti pour compter les œuvres de mort. — Car ce matin trois puissantes nations se rencontrent — pour verser devant son autel le sang qu'elle trouve le plus doux.

« Par le ciel! c'est une splendide vue — pour celui qui n'a point là d'ami ni de frère — de voir leurs écharpes rivales, aux broderies bigarrées, — de voir leurs armes variées qui étincellent dans l'air! — Les vaillans dogues de la guerre se lancent hors de leur repaire, — et grincent de leurs crocs, et hurlent haut après la proie. — Tous se joignent à la chasse, mais peu auront part au triomphe; — le tombeau prendra pour soi le plus précieux du butin, — et le Massacre assouvi peut à peine, à force de joie, compter leurs files...

« Quel fruit retirons-nous de notre maigre et pauvre être? — Nos sens étroits, — notre raison fragile, — la vie courte, — la vérité! une perle qui aime l'abîme, — toutes les choses pesées dans la fausse balance de la coutume. — L'opinion, souveraine toute-puissante, qui jette — sur la terre le manteau de ses obscurités, jusqu'à ce que le juste — et l'injuste semblent

(1) A Talavera

des accidens, et que les hommes pâlissent — de la crainte que leurs propres jugemens n'éclatent au jour, — et que leurs libres pensées ne soient des crimes, et que la terre n'ait trop de lumière.

« Voilà comme ils fouissent leur sillon dans leur misère inerte, — pourrissant de père en fils et d'âge en âge, — fiers de leur nature foulée. — Voilà comme ils meurent, — léguant leur rage héréditaire — à une race nouvelle d'esclaves-nés, qui recommenceront la guerre — pour garder leurs chaînes, et, plutôt que d'être libres, — saigneront en gladiateurs, et toujours iront s'assaillant — dans cette même arène où ils voient — leurs compagnons tombés avant eux, comme les feuilles du même arbre. »

Jamais style a-t-il mieux exprimé l'âme? On la voit ici qui travaille et s'épanche. Longuement et orageusement les idées y ont bouillonné comme dans les pièces de métal entassées dans la fournaise. Elles y ont fondu sous l'effort de la chaleur intense; elles y ont mêlé leurs laves avec des frémissemens et des explosions, et voilà qu'enfin la porte s'ouvre : un lourd ruisseau de feu descend dans le canal ménagé d'avance, embrasant l'air qui frissonne, et ses teintes flamboyantes brûlent les yeux qui s'obstinent à le regarder.

III.

Ce n'était pas assez pour lui de la description et du monologue; il avait besoin, pour exprimer son personnage idéal, d'événemens et d'actions. Il n'y a que les événemens qui mettent à l'épreuve la force et le ressort de l'âme; il n'y a que les actions qui manifestent et mesurent cette force et ce ressort. Parmi les événemens, il a cherché les plus puissans, parmi les actions, les plus fortes, et l'on a vu paraître coup sur coup *la Fiancée d'Abydos*, *le Giaour*, *le Corsaire*, *Lara*, *Parisina*, *le Siége de Corinthe*, *Mazeppa* et *le Prisonnier de Chillon*.

Je le sais, ces éclatans poèmes se sont ternis en quarante ans. Dans ce collier de pierreries orientales, on a découvert les verroteries, et Byron, qui ne les aimait qu'à demi, avait mieux jugé que ses juges. Encore avait-il mal jugé; les morceaux qu'il préférait sont les plus faux. Son *Corsaire* est taché d'élégances classiques; la chanson des pirates qu'il met au commencement n'est pas plus vraie qu'un chœur de l'opéra italien; ses chenapans y font des antithèses philosophiques aussi équilibrées que celles de Pope. Cent fois l'Ambition, la Gloire, l'Envie, le Désespoir et le reste des personnages abstraits, tels qu'on en mettait sur les pendules au temps de l'empire, font invasion au milieu des passions vivantes (1). Les plus nobles passages sont défigurés par des apostrophes de collége, et la pré-

(1) Par exemple : « as weeping Beauty's check at sorrow's tale. »

tendue diction poétique vient y étaler sa friperie usée et ses ornemens convenus (1). Bien pis, il vise à l'effet et suit la mode. Les ficelles mélodramatiques viennent tirer à propos son personnage pour obtenir la grimace qui fera frémir le public : « Écoutez. — Qui vient là sur un noir coursier? — Approche, bas esclave rampant, et réponds : ne sont-ce point là les Thermopyles?» Tristes procédés, emphatiques et vulgaires, imités de Lucain et de nos Lucains modernes, mais qui font effet pendant la chaleur de la première lecture et sur la populace des auditeurs. Il y a un moyen sûr d'attirer la foule autour de soi, c'est de crier fort; avec des naufrages, des siéges, des meurtres et des combats, on l'intéressera toujours; montrez-lui des forbans, des aventuriers désespérés : ces figures contractées ou furieuses la tireront de sa vie régulière et monotone; elle ira les voir comme elle va aux théâtres du boulevard et par le même instinct qui lui fait lire les romans à quatre sous. Joignez-y, en façon de contraste, des femmes angéliques, tendres et soumises, surtout belles comme des anges. Byron n'y manque pas, et ajoute à toutes ces séductions la fantasmagorie de la scène, le décor oriental ou pittoresque, les vieux châteaux des Alpes, les vagues de la Méditerranée, les soleils couchans de la Grèce, le tout en haut relief, avec des ombres marquées et des couleurs voyantes. Nous sommes tous peuple à l'endroit des émotions, et la grande dame, comme la femme de chambre, donne d'abord ses larmes sans chicaner l'auteur sur les moyens.

Et cependant la vérité surnage. Non, cet homme n'est point un arrangeur d'effets ou un faiseur de phrases. Il a vécu parmi les spectacles qu'il décrit; il a éprouvé les émotions qu'il raconte. Il est allé dans la tente d'Ali-Pacha, il a goûté l'âpre saveur des aventures maritimes et des mœurs sauvages. Il a senti vingt fois le voisinage de la mort : en Morée, dans les angoisses de la solitude et de la fièvre; à Suli, dans un naufrage; à Malte, en Angleterre et en Italie, dans des menaces de duel, dans des projets d'insurrection, dans des commencemens de coups de main, en mer, armé, ou à cheval, ayant vu à sa porte, et plus d'une fois, l'assassinat, les plaies, l'agonie. « Je vis ici, écrivait-il, exposé tous les jours à être assassiné (2), car je me suis fait un ennemi d'un homme puissant qui n'a pas de conscience. Cela ne me fait pas dormir plus mal, ni ne

(1) Voici des vers dignes de Pope, très beaux et très faux :

And havock loath so much the waste of time,
She scarce had left an uncommitted crime.
One hour beheld him since the tide he stemm'd,
Disguised, discover'd, conquering, ta'en, condemn'd,
A chief on land, an outlaw on the deep,
Destroying, saving, prison'd, and asleep!

(2) Moore's *Life of lord Byron*, III, 438; 1820.

m'empêche d'aller à cheval dans les endroits solitaires, parce que la précaution est inutile. On pense à cela comme à une maladie qui peut ou non vous frapper. » Il disait vrai : nul devant le danger ne s'est tenu plus droit et plus ferme. Un jour, près du golfe de San-Fiorenzo (1), son *yacht* fut jeté à la côte; la mer était horrible et les écueils en vue; les passagers baisaient leur rosaire ou s'évanouissaient d'horreur, et les deux capitaines, consultés, déclaraient le naufrage infaillible. « Bien, dit lord Byron, nous sommes tous nés pour mourir. Je m'en irai avec regret, mais certainement sans crainte. » Et il ôta ses habits, engageant les autres à en faire autant, non qu'on pût se sauver parmi de telles vagues: « mais, disait-il, comme les enfans qui se laissent aller d'eux-mêmes au sommeil une fois qu'ils se sont fatigués à force de crier, nous mourrons plus tranquillement quand nous nous serons épuisés à nager. » Là-dessus il s'assit, croisant ses bras, fort calme; même il plaisanta le capitaine, qui mettait ses dollars dans les poches de son gilet. Cependant « les longues lames pesantes déferlaient sur les rocs avec le craquement d'une forêt de chênes fracassés par un tourbillon, » le navire arrivait sur l'écueil; on ne vit point, pendant tout ce temps, Byron changer de visage. Un homme ainsi éprouvé et trempé pouvait peindre les situations et les sentimens extrêmes. Après tout, on ne les peint jamais que comme lui, par expérience (2). Les plus inventifs, Dante et Shakspeare, quoique tout autres, ne font pas autrement. Leur génie a beau monter haut, il a toujours les pieds plongés dans l'observation, et leurs plus folles comme leurs plus magnifiques peintures n'arrivent jamais qu'à offrir au monde l'image de leur siècle ou de leur propre cœur. Tout au plus ils *déduisent*, c'est-à-dire qu'ayant deviné, sur deux ou trois traits, le fond de l'homme qui est en eux et des hommes qui sont autour d'eux, ils en tirent, par un raisonnement subit dont ils n'ont point conscience, l'écheveau nuancé des actions et des sentimens. Ils ont beau être artistes, ils sont observateurs. Ils ont beau inventer, ils décrivent. Leur gloire ne consiste point dans l'étalage d'une fantasmagorie, mais dans la découverte d'une vérité. Ils entrent les premiers dans quelque province inexplorée de la nature humaine, qui devient leur domaine, et désormais, comme un apanage, soutient leur nom. Byron a trouvé la sienne, qui est celle des sentimens tendres et tristes; c'est une lande, et pleine de ruines, mais il est chez lui, et il y est seul.

Quel séjour! Et c'est sur cette désolation qu'il s'appesantit. Il la

(1) Galt's *Life of lord Byron*, 113.

(2) « Qu'aurais-je connu et écrit si j'avais été un paisible politique mercantile ou un lord d'antichambre? Un homme doit voyager et se jeter dans le tourbillon, sinon ce n'est pas vivre. » Moore, III, 429.

médite. Regardez passer les frères de Childe Harold, les personnages qui la peuplent. Celui-ci est dans un cachot, enchaîné avec les deux frères qui lui restent. Trois autres et leur père ont péri en combattant ou ont été brûlés pour leur foi. Un à un sous les yeux de l'aîné les deux derniers languissent et défaillent : agonie silencieuse et lente dans l'obscurité humide où perce à travers une crevasse un rayon de lumière malade. Le premier meurt, et les survivans demandent qu'on l'enterre du moins à l'endroit où vient cette pauvre clarté. Les geôliers rient et lui font la fosse à la place où il est mort, « dans la terre plate et sans gazon, » laissant pendre au-dessus « sa chaîne vide. » Jour par jour alors, le plus jeune se flétrit « comme une fleur sur sa tige, » sans se plaindre, au contraire encourageant son frère qui se tait, desespéré et morne. Les piliers sont trop loin, il ne peut approcher du jeune homme mourant; il prête l'oreille, et entend ses soupirs qui se ralentissent; il crie à l'aide, et nul ne vient. Il rompt sa chaîne d'un grand bond, tout est fini. Il prend cette main froide, et là, devant le corps demeuré inerte, ses sens se bouchent, sa pensée s'arrête, il est comme un homme qui se noie, qui, après avoir traversé l'angoisse, se laisse enfoncer aussi fixe qu'une pierre, et ne sent plus son être que par un raidissement universel d'horreur. — En voici un autre, lié nu et lancé à travers le steppe sur un cheval sauvage. Il se tord, et ses membres, enflés, coupés par les cordes, saignent. Un jour entier il court, et derrière lui les loups hurlent. Toute la nuit il entend leur long galop monotone, et à la fin sa force s'abat : « la terre s'enfonçait, le ciel roulait : — il me sembla que je tombais à terre : — je me trompais, j'étais trop bien lié! — Mon cœur devint malade, mon cerveau douloureux ; — il palpita un temps, puis ne battit plus. — Le ciel tournoyait comme une grande roue. — Je vis les arbres chanceler comme des hommes ivres. — Un éclair faible passa devant mes yeux, — qui ne virent plus Celui qui meurt — ne peut pas mourir davantage. — Je sentais les ténèbres venir et s'en aller, — et je luttais pour m'éveiller; mais je ne pouvais m'accrocher et gravir jusqu'à la vie. — Je me sentais comme un naufragé à la mer sur une planche, — quand toutes les vagues qui fondent sur lui — se soulèvent en même temps et l'engloutissent. » Les nommerai-je tous? Hugo, Parisina, les Foscari, le giaour, le corsaire. Toujours son héros est l'homme aux prises avec la pire angoisse, en face du naufrage, de la torture, de la mort, de sa propre mort douloureuse et prolongée, de la mort amère de ses plus chers bien-aimés, avec le remords pour compagnon, parmi les lugubres perspectives de l'éternité menaçante, sans autre soutien que l'énergie native et l'orgueil endurci. Ils ont trop désiré, trop impétueusement, d'un élan insensé, comme un cheval sans bouche, et désormais leur destin intérieur les pousse

dans le gouffre qu'ils voient et ne veulent plus éviter. Quelle nuit que celle d'Alp devant Corinthe! Il est renégat et vient avec des musulmans assiéger des chrétiens, d'anciens amis, Minotti, le père de la jeune fille qu'il aime. Demain il va donner l'assaut, et il pense à sa propre mort qu'il pressent, au carnage des siens qu'il prépare. Nul appui intérieur, sinon le ressentiment enraciné et la fixité de la volonté raidie. Les musulmans le méprisent, les chrétiens l'exècrent, et sa gloire ne fait que publier sa trahison. Oppressé et fiévreux, il sort à travers le camp endormi, et va errer sur le rivage. « Il est minuit; sur les montagnes brunes, — la froide lune ronde luit descendue; — la mer bleue roule, le ciel bleu — s'étend comme un océan suspendu dans les hauteurs, — parsemé d'îles de lumière. — Les vagues sur les deux rivages reposaient, — calmes, transparentes, aussi azurées que l'air. — A peine si leur écume ébranlait les cailloux du bord, — et leur murmure était aussi doux que celui d'un ruisseau. — Les vents étaient endormis sur les vagues, — les étendards laissaient retomber leurs plis le long de leurs hampes, — et ce profond silence n'était point interrompu, — sauf quand la sentinelle criait son signal, — sauf quand un cheval poussait son hennissement vibrant et aigu, — sauf quand le vaste bourdonnement de cette multitude sauvage — allait bruissant comme font les feuilles d'une côte à l'autre côte. » Comme le cœur se sent malade en face de pareils spectacles! Quel contraste entre son agonie et la paix de l'immortelle nature! Comme les bras se tendent alors vers la beauté idéale, et comme ils retombent impuissans au contact de notre fange et de notre mortalité! Alp avance sur la grève, jusqu'au pied du bastion, sous le feu des sentinelles : il n'y songe guère. « Il regardait les chiens maigres sous le mur, — qui faisaient leur carnaval sur les morts, — se gorgeant et grondant sur les carcasses et les membres. — Ils étaient trop affairés pour aboyer contre lui. — Ils avaient arraché la chair du crâne d'un Tartare, — comme on pèle une figue quand le fruit est frais, — et les crocs blancs grinçaient sur le crâne encore plus blanc, — quand il glissait à travers leurs mâchoires émoussées. — Eux, paresseusement, allaient mâchonnant les os des morts, — et pouvaient à peine se traîner hors de l'endroit où ils s'étaient emplis, — tant ils avaient bien rompu leur long jeûne — sur ceux qui étaient tombés pour leur repas de la nuit. — Alp reconnut, aux turbans qui avaient roulé sur le sable, — les premiers entre les plus braves de sa troupe; — rouges et verts étaient les châles qui les ceignaient, — et chaque crâne avait une longue touffe de cheveux; — tout le reste était rasé et nu. — Leurs crânes étaient dans la gueule du chien sauvage, — et leur chevelure entortillée autour de sa mâchoire. — Tout auprès, sur le rivage, au bord du golfe, — un vautour s'était posé, battant des ailes, pour

chasser un loup qui était descendu furtivement des collines, mais se tenait à l'écart, — effarouché par les chiens, loin de la proie humaine. — Pourtant il attrapa sa part d'un cheval qui gisait, — rongé par les oiseaux, sur les sables de la baie. » Voilà l'issue de l'homme; la chaude frénésie de la vie aboutit là; enseveli ou non, peu importe : vautours ou chacals, ses fossoyeurs se valent! la tempête de ses colères et de ses efforts n'a servi qu'à le leur jeter en pâture, et il n'arrive sous leurs becs ou sous leurs mâchoires qu'avec le sentiment de ses espérances frustrées et de ses désirs inassouvis. Quelqu'un de nous a-t-il pu oublier la mort de Lara après l'avoir lue? Quelqu'un a-t-il vu ailleurs, sauf dans Shakspeare, une plus lugubre peinture de la destinée de l'homme en vain cabré contre son frein? Quoique généreux comme Macbeth, il a tout osé, comme Macbeth, contre la loi et contre la conscience, même contre la pitié et le plus vulgaire honneur; les crimes commis l'ont acculé à d'autres crimes, et le sang versé l'a fait glisser dans une mare de sang. Corsaire, il a tué; coupe-jarret, il assassine, et les meurtres anciens qui peuplent ses rêves viennent avec leurs ailes de chauves-souris heurter aux portes de son cerveau. On ne les chasse point, ces noires visiteuses; la bouche a beau rester muette, le front pâli et l'étrange sourire témoignent de leur venue. Et pourtant c'est un noble spectacle que de voir l'homme debout, la contenance calme, jusque sous leur attouchement. Le dernier jour est venu, et six pouces de fer ont eu raison de toute cette force et de toute cette furie. Il est couché sous un tilleul, et sa plaie ruisselle. A chaque convulsion, le flot jaillit plus noir, puis s'arrête; le sang ne tombe plus que goutte à goutte, et déjà son front est humide, son œil terne. Les vainqueurs arrivent, il ne daigne pas leur répondre : le prêtre approche la croix bénite, il l'écarte avec mépris. Ce qui lui reste de vie est pour ce pauvre page, seul être qui l'ait aimé, qui l'a suivi jusqu'au bout, qui maintenant essaie d'étancher le sang de sa blessure. « Lara peut à peine parler, mais fait signe que c'est en vain, » — lui prend la main, le remercie d'un sourire, et, lui parlant sa langue, une langue inconnue, lui montre du doigt le côté du ciel où en ce moment le soleil se lève et la patrie perdue où il veut le renvoyer. Des assistans nul souci, sur lui-même aucun retour; son visage reste « immobile et sombre, sans repentir, » comme dans sa vie. « Cependant son souffle haletant soulève péniblement sa poitrine, — et le nuage s'épaissit sur ses yeux troubles, — ses membres s'étendent en tremblotant, et sa tête retombe. » Tout est fini, et de ce hautain esprit il ne reste plus qu'une pauvre argile. Après tout, pour de tels cœurs c'est là le sort désirable; ils ont mal pris la vie, et ne reposent bien que dans le tombeau.

Étrange poésie toute septentrionale, qui a sa racine dans l'*Edda*

et sa fleur dans Shakspeare, née jadis d'un ciel inclément, au bord d'une mer tempêtueuse, œuvre d'une race trop volontaire, trop forte et trop sombre, et qui, après avoir bien prodigué les images de la désolation et de l'héroïsme, finit par étendre comme un voile noir sur to te la nature vivante le rêve de l'universelle destruction. Ce rêve est ici comme dans l'*Edda*, presque aussi grandiose. « J'eus un songe qui n'était pas tout entier un songe. — Le clair soleil était éteint, et les étoiles — erraient dans les ténèbres de l'éternel espace, — sans rayons, ne voyant plus leur route, et la terre froide — se balançait aveugle et noircissante dans l'air sans lune. — Le matin venait, s'en allait et venait encore, mais n'apportait point de jour... — Les hommes mirent le feu aux forêts pour s'éclairer; mais heure par heure — elles tombaient et se consumaient, les troncs pétillans — s'éteignaient avec un craquement, puis tout était noir. — Ils vivaient près de ces feux nocturnes, et les trônes, — les palais des rois couronnés, les cabanes, — les habitations de tous les êtres qui vivent sous un toit — flambèrent en guise de torches. Les cités furent incendiées, — et les hommes se tenaient assemblés autour de leurs maisons brûlantes — pour se regarder encore une fois la face les uns les autres. — Leurs fronts sous cette lumière désespérée avaient un aspect infernal, lorsque par saccades — les éclairs arrivaient sur eux. Quelques-uns gisaient à terre, — et cachaient leurs yeux et pleuraient. — D'autres, souriant, — appuyaient leur menton sur leurs mains crispées. — D'autres couraient çà et là et nourrissaient — avec du bois leurs bûchers funéraires, et levaient les yeux — avec une anxiété folle vers le ciel morne, — linceul d'un monde mort; puis de nouveau, — avec des malédictions, se jetaient sur la poussière, — grinçaient des dents et hurlaient. Les oiseaux sauvages criaient, — et dans leur épouvante venaient tomber à terre — et battaient l'air de leurs ailes inutiles. Les brutes les plus farouches — arrivaient apprivoisées et craintives, et les vipères rampaient — et s'entrelaçaient parmi la multitude — avec des sifflemens, mais sans morsure. On les tua pour s'en nourrir. — La guerre, qui pour un moment s'était apaisée, — s'assouvit de nouveau : ils achetèrent un repas — avec du sang, et chacun, morne, s'assit à part, — se gorgeant dans l'ombre. Plus d'amour; — la terre n'avait plus qu'une pensée, celle de la mort, — de la mort présente et sans gloire, — et la dent — de la famine mordait toutes les entrailles. Les hommes — mouraient, et leurs os étaient sans tombe comme leur chair. — Les maigres étaient dévorés par les maigres. — Même les chiens assaillirent leurs maîtres, tous sauf un; — et celui-ci fut fidèle au cadavre, écartant — les oiseaux, et les bêtes, et les hommes affamés, par ses hurlemens, — jusqu'à ce que la faim leur eût serré la gorge, ou que les morts qui tombaient — eussent alléché leurs mâ-

choires maigres. Lui-même n'alla point chercher de nourriture, — mais d'un piteux et perpétuel gémissement, — avec des cris pressés et désolés, lechant la main — qui ne lui répondait point par une caresse, il mourut. — La foule périt de faim par degrés; mais deux hommes — dans une énorme cité survécurent, — et ils étaient ennemis. Ils se rencontrèrent — auprès des brandons mourans d'un autel — où un amas de choses saintes avaient été empilées — pour un usage profane. Ils les ramassèrent, — et, grelottant, de leurs froides mains de squelettes ils grattèrent — les faibles cendres, et leur faible souffle — tâcha d'y souffler une petite vie, et fit une flamme — qui était une dérision. Puis, comme elle devenait plus claire, — ils levèrent leurs yeux et regardèrent — chacun la face de l'autre; ils se virent, crièrent et moururent. — Ils moururent d'épouvante par l'horreur de leur propre aspect. »

IV.

Entre ces poèmes effrénés et funéraires, qui tous incessamment reviennent et s'obstinent sur le même sujet, il y en a un plus imposant et plus haut, *Manfred*, frère jumeau du plus grand poème du siècle, le *Faust* de Goethe. « Lord Byron m'a pris mon *Faust*, disait Goethe, et l'a fait sien. Il en a employé les ressorts moteurs à sa façon, pour son but propre, de sorte qu'aucun d'eux ne reste le même, et c'est pour cette raison surtout que je ne saurais trop admirer son génie. » En effet, l'œuvre était originale. « Je n'ai jamais lu le *Faust* de Goethe, écrivait Byron, car je ne sais pas l'allemand; mais Matthew Monk Lewis, en 1816, à Coligny, m'en traduisit la plus grande partie de vive voix, et naturellement j'en fus très frappé. Néanmoins c'est le Steinbach et la Jungfrau, et quelque chose d'autre encore, bien plus que *Faust*, qui m'ont fait écrire *Manfred*. » — « L'œuvre est si entièrement renouvelée, ajoutait Goethe, que ce serait une tâche intéressante pour un critique de montrer non-seulement les altérations, mais leurs degrés. » Parlons-en donc tout à notre aise : il s'agit ici de l'idée dominante du siècle, exprimée de manière à manifester le contraste de deux maîtres et de deux nations.

Ce qui fait la gloire de Goethe, c'est qu'au XIXe siècle il ait pu faire un poème épique, j'entends un poème où agissent et parlent de véritables dieux. Cela semblait impossible au XIXe siècle, puisque l'œuvre propre de notre âge est la considération épurée des idées créatrices et la suppression des personnes poétiques par lesquelles les autres âges n'ont jamais manqué de les figurer. Des deux familles divines, la grecque et la chrétienne, aucune ne me paraissait capable de rentrer dans le monde épique. La littérature classique avait entraîné dans sa chute les mannequins mythologiques, et les

dieux antiques dormaient sur leur vieil Olympe, où l'histoire et l'archéologie pouvaient seules aller les réveiller. Les anges et les saints du moyen âge, aussi étrangers et presque aussi lointains, étaient couchés sur le velin de leurs missels et dans les niches de leurs cathédrales, et si quelque poète, comme Chateaubriand, essayait de les faire rentrer dans le monde moderne (1), il ne parvenait qu'à les rabaisser jusqu'à l'office de décors de sacristie et de machines d'opéra. La crédulité mythique avait disparu par l'accroissement de l'expérience; la crédulité mystique avait disparu par l'établissement du bien-être. Le paganisme, au contact de la science, s'était réduit à la reconnaissance des forces naturelles; le christianisme, au contact de la morale, se réduisait à l'adoration de l'idéal. Pour diviniser de nouveau les puissances physiques, il eût fallu que l'homme redevînt un enfant bien portant comme sous Homère. Pour diviniser de nouveau les puissances spirituelles, il eût fallu que l'homme redevînt un enfant malade comme sous Dante; mais il était adulte, et ne pouvait remonter vers les civilisations, ni vers les épopées d'où le courant de sa pensée et de sa vie l'avait retiré pour jamais. Comment lui montrer ses dieux, les dieux modernes? comment les revêtir pour lui d'une forme personnelle et sensible, puisque c'est justement de toute forme personnelle et sensible qu'il a travaillé et réussi à les dépouiller? Au lieu d'écarter la légende, Goethe la reprend. C'est une histoire du moyen âge qu'il choisit pour thème. Soigneusement, pieusement, il suit à la trace les vieilles mœurs et la vieille croyance. Un laboratoire d'alchimiste, un grimoire de sorcière, de grosses gaîtés de villageois, d'étudians et d'ivrognes, le sabbat sur le Brocken, la messe à l'église! vous croiriez voir une gravure du temps de Luther, consciencieuse et minutieuse; rien n'est omis, les personnages célestes apparaissent dans les attitudes consacrées, selon le texte de l'Écriture, à la façon des anciens mystères. C'est le Seigneur avec les anges, avec le diable, qui vient lui demander la permission de tenter Faust, comme autrefois il a tenté Job; c'est le ciel comme l'imaginait saint François et le peignait Van-Eyck, avec les anachorètes, les saintes femmes et les docteurs, les uns dans un paysage de rochers bleuâtres, les autres au-dessus, dans l'air sublime, autour de la Vierge glorieuse, rangés par régions et flottant en chœurs. Goethe pousse l'affectation d'orthodoxie jusqu'à inscrire au-dessous de chacun son nom latin et sa niche dans la vulgate (2). Et justement cette fidélité le proclame sceptique. On voit que s'il ressuscite le vieux monde, c'est en his-

(1) L'ange des saintes amours, l'ange de l'océan, les chœurs des esprits bienheureux. Voyez cela tout au long dans *les Martyrs*.

(2) *Magna peccatrix*, S. Lucæ VII, 36.—*Mulier Samaritana*, S. Johannis IV.—*Maria Ægyptiaca* (Acta Sanctorum), etc.

torien, non en croyant. Il n'est chrétien que par souvenir et poésie. Chez lui, l'esprit moderne déborde avec calcul du vase étroit où par calcul il semble s'enfermer. Le penseur perce derrière le conteur. A chaque instant, un mot voulu, qui paraît involontaire, ouvre par-delà les voiles de la tradition les perspectives de la philosophie. Qui sont-ils ces personnages surnaturels, ce Dieu, ce Méphistophélès et ces anges? Leur substance incessamment va se dissolvant et se reformant, pour montrer et cacher tour à tour l'idée qui l'emplit. Sont-ce des abstractions ou des personnes? Ce Méphistophélès révolutionnaire et philosophe, qui a lu *Candide* et gouaille cyniquement les puissances, est-il autre chose parfois que « l'esprit qui nie? » Ces anges « qui se réjouissent de la riche beauté vivante, que la trame incessante de l'être vient envelopper dans les suaves liens de l'amour, qui fixent en pensées stables la vapeur onduleuse des apparitions changeantes, » sont-ils autre chose, pour un instant du moins, que l'intelligence idéale qui, par la sympathie, arrive à tout aimer, et par les idées à tout comprendre? Que dirons-nous de ce Dieu, d'abord biblique et personnel, qui peu à peu se déforme, s'évanouit, et, reculant dans les profondeurs derrière les magnificences de la nature vivante et les splendeurs de la rêverie mystique, se confond avec l'inaccessible absolu? Ainsi se développe le poème entier, action et personnages, hommes et dieux, antiquité et moyen âge, ensemble et détails, toujours sur la limite de deux mondes, l'un sensible et figuré, l'autre intelligible et sans formes, l'un qui comprend les dehors mobiles de l'histoire et de la vie, et toute cette floraison colorée et parfumée que la nature prodigue à la surface de l'être, l'autre qui contient les profondes puissances génératrices et les invisibles lois fixes par lesquelles tous ces vivans arrivent sous la clarté du jour (1). Enfin les voilà, nos dieux; nous ne les travestissons plus, comme nos ancêtres, en idoles ou en personnes; nous les apercevons tels qu'ils sont en eux-mêmes, et nous n'avons pas besoin pour cela de renoncer à la poésie, ni de rompre avec le passé. Nous restons à genoux devant les sanctuaires où pendant trois mille ans a prié l'humanité; nous n'arrachons pas une seule rose aux guirlandes dont elle a couronné ses divines madones; nous n'éteignons pas une seule des lampes qu'elle entassait sur les marches de son autel; nous contemplons avec un plaisir d'artiste les châsses précieuses où, parmi les candélabres ouvragés, les soleils de diamans, les chapes resplendissantes, elle a répandu les plus purs trésors de son génie et de son cœur. Mais notre pensée

(1) Wer ruft das Einzelne zur allgemeinen Weihe,
Wo es in herrlichen Accorden schlägt?

perce plus loin que nos yeux. A de certains instans, pour nous, ces draperies, ces marbres, tout cet appareil vacille; ce ne sont plus que de beaux fantômes, ils se dissipent en fumée, et nous découvrons à travers eux et derrière eux l'impalpable idéal qui a dressé ces piliers, illuminé ces voûtes, et plané pendant des siècles sur la multitude agenouillée.

Comprendre la légende et aussi comprendre la vie, voilà l'objet de cette œuvre et de toute l'œuvre de Goethe. Chaque chose, brute ou pensante, vile ou sublime, fantastique ou tangible, est *un groupe de puissances* dont notre esprit, par l'étude et la sympathie, peut reproduire en lui-même les élémens et l'arrangement. Reproduisons-la et donnons-lui dans notre pensée un nouvel être. Est-ce qu'une commère comme Marthe, bavarde et sotte, est-ce qu'un ivrogne comme Frosch, braillard et sale, et le reste des magots hollandais sont indignes d'entrer dans un tableau? Même cette guenon et ces singes qui font bouillir la marmite de la sorcière, avec leurs cris rauques et leur imagination détraquée, valent la peine que l'art les ranime. Partout où est la vie, même bestiale ou maniaque, est la beauté. Plus on regarde la nature, plus on la trouve divine, divine jusque dans ses rochers et ses plantes. Considérez ces forêts, elles semblent inertes; mais les feuilles respirent, et la séve y monte insensiblement, à travers les troncs massifs et les branches, jusque dans ces minces rameaux étendus comme des doigts ouverts au bout des tiges; elle emplit des canaux gorgés, elle suinte en formes vivantes, elle comble les frêles chatons de poussières fécondantes, elle répand à profusion dans l'air qui fermente les vapeurs et les senteurs; cet air lumineux, ce dôme de verdure, cette longue colonnade de troncs, ce sol silencieux travaillent et se transforment; ils accomplissent une œuvre, et le cœur du poète n'a qu'à les écouter pour trouver une voix à leurs instincts obscurs. Ils parlent dans ce cœur, bien mieux ils chantent, et les autres êtres font de même; chacun avec sa mélodie distincte, courte ou longue, étrange ou simple, seule appropriée à sa nature, et capable de la manifester tout entière, comme un son, par son timbre, sa hauteur et sa force, manifeste la structure intérieure du corps qui l'a produit. Cette mélodie, le poète la respecte; il évite de l'altérer par le mélange de ses idées ou de son accent; tout son soin est de la garder intacte et pure. Ainsi se forme son œuvre, écho de l'universelle nature, gigantesque chœur où les dieux, les hommes, le passé, le présent, tous les momens de l'histoire, toutes les conditions de la vie, tous les ordres de l'être viennent s'accorder sans se confondre, et où le génie flexible du musicien, qui tour à tour s'est métamorphosé en chacun d'eux pour l'interpréter et le comprendre, ne témoigne de

sa pensée propre qu'en faisant entrevoir par-delà cette immense harmonie le groupe de lois idéales d'où elle dérive et la raison intérieure qui la soutient.

A côté de cette conception si haute, qu'est-ce que le surnaturel de Manfred? Sans doute Byron est ému par les grandes choses de la nature : il sort des Alpes, il a vu ces glaciers qui sont « comme un ouragan gelé, » ces cataractes formidables qui ondulent au-dessus des précipices « comme la queue du cheval pâle de l'Apocalypse; » mais il n'en a rien rapporté, sauf des images. Sa sorcière, ses esprits, son Ahrimane ne sont que des dieux de théâtre. Il n'y croit pas plus que nous. C'est à un tout autre prix qu'on fait de vrais dieux : il faut y croire; il faut, comme Goethe, avoir assisté longuement en philosophe et en savant à leur naissance; il faut avoir vu d'eux autre chose que leurs dehors. Celui qui, en restant poète, s'est fait naturaliste et géologue, qui a suivi dans les fissures des roches les eaux tortueuses lentement distillées et poussées enfin par leur propre poids vers la lumière, peut se demander, comme autrefois les Grecs, en les regardant tournoyer et chatoyer sous leurs teintes d'émeraude, ce qu'elles peuvent penser, si elles pensent. Quelle étrange vie que la leur, tour à tour reposée et violente! Combien loin de la nôtre! Avec quel effort faut-il nous arracher de nos passions compliquées et vieillies pour comprendre la jeunesse et la simplicité divine d'un être affranchi de la réflexion et de la forme! Combien difficile est une telle œuvre pour un moderne! Combien impossible pour un Anglais! Shelley, Keats en ont approché, grâce à la délicatesse nerveuse de leur imagination malade ou débordante; mais que cette approche est encore lointaine! Et comme on sent, en les lisant, qu'il leur eût fallu, ainsi qu'à Goethe, l'aide de la culture publique et l'aptitude du génie national! Ce que la civilisation tout entière a développé uniquement chez l'Anglais, c'est la volonté énergique et les facultés pratiques. L'homme s'est trouvé raidi dans l'effort, concentré dans la résistance, attaché à l'action et partant exclu de la spéculation pure, de la sympathie ondoyante et de l'art désintéressé. Chez lui, la liberté métaphysique a péri sous les préoccupations utilitaires, et la rêverie panthéistique sous les préoccupations morales. Comment ferait-il pour plier son imagination jusqu'à suivre les contours innombrables et fuyans des êtres, surtout des êtres vagues? Comment ferait-il pour sortir de sa religion jusqu'à reproduire avec indifférence les puissances de l'indifférente nature? Et qui est plus loin de la flexibilité et de l'indifférence que celui-ci? L'eau coulante, qui chez Goethe va se modelant sur toutes les formes du terrain, et qu'on aperçoit dans le lointain sinueux et lumineux sous le brouillard doré qu'elle exhale, s'est prise tout d'un coup chez Byron en une masse de glace, et ne fait plus qu'un bloc

rigide de cristal. Ici comme ailleurs, il n'y a qu'un personnage, le même qu'ailleurs. Hommes, dieux, nature, tout le monde changeant et multiple de Goethe s'est évanoui. Seul le poète subsiste, exprimé dans son personnage. Enfermé invinciblement en lui-même, il n'a pu voir que lui; s'il fait venir d'autres êtres, c'est pour qu'ils lui donnent la réponse, et à travers cette épopée prétendue il a persisté dans son monologue éternel.

Mais aussi comme toutes ces puissances rassemblées en un seul être le font grand! Dans quelle médiocrité et quelle platitude recule auprès de lui le Faust de Goethe! Sitôt qu'on cesse de voir en ce Faust l'humanité, qu'est-ce qu'il devient? Est-ce là un héros? Triste héros, qui pour toute œuvre parle, a peur, étudie les nuances de ses sensations et se promène! Sa plus forte action est de séduire une fille d'auberge et d'aller danser la nuit en mauvaise compagnie, deux exploits que tous les étudians ont accomplis. Ses volontés sont des velléités, ses idées des aspirations et des rêves. Une âme de poète dans une tête de docteur, toutes deux impropres à l'action et faisant mauvais ménage, la discorde au dedans, la faiblesse au dehors; bref, le caractère manque, c'est un caractère d'Allemand. A côté de lui, quel homme que Manfred! C'est un homme; il n'y a pas de mot plus beau, ni qui le peigne mieux. Ce n'est pas lui qui, à l'aspect d'un esprit, « tremblera comme un ver craintif qui se tortille à terre. » Ce n'est pas lui qui regrettera « de n'avoir ni or, ni biens, ni honneurs, ni souveraineté dans le monde. » Ce n'est pas lui qui se laissera duper comme un écolier par le diable, ou qui ira s'amuser en badaud aux fantasmagories du Brocken. Il a vécu en chef féodal, non en savant gradué; il a combattu, il a maîtrisé les autres; il sait se maîtriser lui-même. S'il s'est enfoncé dans les arts magiques, ce n'est point par curiosité d'alchimiste, c'est par audace de révolté. « Dès ma jeunesse, mon âme n'a point marché avec les âmes des hommes, — et n'a point regardé la terre avec des yeux d'homme. — La soif de leur ambition n'était point la mienne. — Le but de leur vie n'était pas le mien. — Mes joies, mes peines, mes passions, mes facultés — me faisaient étranger dans leur bande; je portais leur forme, — mais je n'avais point de sympathie avec la chair vivante... — Je ne pouvais point dompter et plier ma nature, car celui-là — doit servir qui veut commander; il doit caresser, supplier, — épier tous les momens, s'insinuer dans toutes les places, — être un mensonge vivant, s'il veut devenir — une créature puissante parmi les viles, et telle — est la foule; je dédaignais de me mêler dans un troupeau, — troupeau de loups, même pour les conduire... — Ma joie était dans la solitude, pour respirer — l'air difficile de la cime glacée des montagnes, — où les oiseaux n'osent point bâtir, où l'aile des insectes — ne vient point effleurer

le granit sans herbe, pour me plonger — dans le torrent et m'y rouler — dans le rapide tourbillon des vagues entre-choquées, — pour suivre à travers la nuit la lune mouvante, — les étoiles et leur marche, pour saisir — les éclairs éblouissans jusqu'à ce que mes yeux devinssent troubles, — ou pour regarder, l'oreille attentive, les feuilles dispersées, — lorsque les vents d'automne chantaient leur chanson du soir. — C'étaient là mes passe-temps, et surtout d'être seul, — car si les créatures de l'espèce dont j'étais, — avec dégoût d'en être, me croisaient dans mon sentier, — je me sentais dégradé et retombé jusqu'à elles, — et je n'étais plus qu'argile. »

Il vit seul, et il ne peut pas vivre seul. La profonde source de l'amour, exclue de ces issues naturelles, déborde alors et dévaste le cœur qui n'a pas voulu s'épancher. Il a aimé, trop aimé, trop près de lui, sa sœur peut-être; elle en est morte, et le remords impuissant est venu remplir cette âme que nulle occupation humaine n'avait pu combler. « Ma solitude n'est plus une solitude; — elle s'est peuplée de furies. J'ai grincé mes dents — dans les ténèbres jusqu'au retour de l'aube; — puis, jusqu'au soleil couchant, je me suis maudit. J'ai demandé — la folie comme un bienfait; elle m'est refusée. — J'ai affronté la mort; mais dans la guerre des élémens — les eaux se sont écartées de moi, — et les choses mortelles ont passé près de moi sans me faire mal. La froide main — d'un démon impitoyable m'a retenu, — m'a retenu par un seul cheveu, qui n'a pas voulu se briser. — Dans la fantaisie, dans l'imagination, dans toutes — les opulences de mon âme, j'ai plongé jusqu'au fond; — mais, comme une vague refluante, elle m'a rejeté — dans le gouffre de ma pensée sans fond. — J'habite dans mon désespoir, et j'y vis, j'y vis pour toujours. » Qu'il la voie encore une fois, c'est vers cet unique et tout-puissant désir qu'affluent toutes les puissances de son âme. Il l'évoque au milieu des démons; elle paraît, mais ne répond pas. Il la supplie, avec quels cris, quels douloureux cris d'angoisse profonde! Comme il l'aime! De quel élan et de quel effort toutes ses tendresses refoulées et écrasées bouillonnent et s'échappent à l'aspect de ces yeux bien-aimés qu'il revoit pour la dernière fois! Avec quel entraînement ses bras convulsifs se tendent vers cette forme frêle qui, en frissonnant, sort de la tombe, vers ces joues où le sang rappelé par contrainte pose une rougeur maladive « comme celle que l'automne met dans les feuilles mourantes! » — « Écoute-moi, écoute-moi! — Astarté, ma bien-aimée, parle-moi! — J'ai tant enduré, j'ai tant à endurer encore! — Regarde-moi, ce tombeau ne t'a pas changée — plus que je ne suis changé pour toi. Tu m'aimais trop — comme je t'ai aimée. Nous n'étions point faits — pour nous torturer ainsi l'un l'autre, quand c'eût été — le plus mortel péché de nous aimer comme nous nous sommes aimés. — Dis que tu n'as

point horreur de moi, que je subis — cette punition pour nous deux, que tu seras — un des esprits bienheureux, et que je mourrai; — car jusqu'ici toutes les choses odieuses conspirent — pour me lier à la vie, à une vie — qui me fait reculer en frémissant devant l'immortalité, — devant un avenir pareil au passé. Je n'ai plus de repos, — je ne sais pas ce que je demande, ni ce que je cherche. — Je sens seulement ce que tu es et ce que je suis. — Et pourtant je voudrais une fois encore, avant que je ne périsse, — entendre la musique de ta voix. Parle-moi, — car je t'ai appelée dans la nuit silencieuse, — j'ai effrayé les oiseaux endormis dans les rameaux muets, — j'ai éveillé les loups des montagnes et rendu — ton nom familier aux échos des cavernes, — qui me répondaient; bien des choses m'ont répondu, — esprits et hommes, mais tu as toujours été muette. — Parle-moi; j'ai erré sur la terre, — et je n'ai jamais trouvé ta ressemblance. Parle-moi; — regarde les démons autour de nous; ils se sentent un cœur pour moi. — Je ne les crains pas, je ne sens mon cœur que pour toi seule. — Parle-moi, quand ce serait avec courroux. Dis un mot, — n'importe lequel. Seulement que je t'entende encore une fois, — encore cette fois, encore une fois! » Elle parle, quelle triste et douteuse réponse! Et des convulsions courent sur les membres de Manfred, lorsqu'elle disparaît; mais un instant après les esprits voient qu'il « se dompte et fait de la torture l'esclave de sa volonté. » — « S'il eût été l'un de nous, il eût été un esprit redoutable. » La volonté, voilà dans cette âme la base inébranlable. Il n'a point plié devant le souverain des esprits, il est resté debout et calme en face du trône infernal, sous le déchaînement de tous les démons qui voulaient le déchirer. Et maintenant qu'il meurt et qu'ils l'assaillent, il lutte et triomphe encore; tout « râlant qu'il est, les lèvres blanches, » il reste « debout dans sa force, » les brave et les chasse. « Tu n'as point de pouvoir sur moi, je le sens. — Tu ne me posséderas jamais, je le sais. — Ce que j'ai fait est fait; je porte au dedans de moi — une torture à laquelle la tienne ne pourrait rien ajouter. — L'âme, qui est immortelle, se donne à elle-même — la récompense ou le châtiment de ses bonnes ou de ses mauvaises pensées. — Elle est à elle-même le commencement et la fin de son propre mal. — Elle est à elle-même son lieu et son temps. Son être intime, — quand elle est dépouillée de cette mortalité, n'emprunte point — sa couleur aux choses fugitives du dehors, — mais demeure absorbé dans une souffrance ou dans une joie — qui vient de la conscience de ses propres mérites. — Tu ne m'as point tenté, ce n'est pas toi qui aurais pu me tenter. — Je n'ai pas été ta dupe, et je ne suis pas ta proie. — J'ai été mon propre destructeur, et je le serai encore — dans la vie qui s'approche. Arrière, démons trompés! — La main de la mort est sur

moi, mais point la vôtre... » Le moi, l'invincible moi, qui se suffit à lui-même, sur qui rien n'a prise, ni démons, ni hommes, seul auteur de son bien et de son mal, sorte de dieu souffrant et tombé, mais toujours dieu sous ses haillons de chair, à travers la fange et les froissemens de toutes ses destinées, voilà le héros et l'œuvre de cet esprit et des hommes de sa race. Si Goethe a été le poète de l'*univers*, Byron a été le poète de la *personne*, et si le génie allemand dans l'un a trouvé son interprète, le génie anglais dans l'autre a trouvé le sien.

V.

On devine bien que les Anglais se récriaient, et reniaient le monstre. Southey, poète lauréat, disait de lui, en beau style biblique, qu'il tenait de Moloch et de Bélial, mais surtout de Satan, et, avec une générosité de confrère, réclamait contre lui l'attention du gouvernement. Le papier ne suffirait pas, s'il fallait transcrire les injures des *revues* décentes « contre ces hommes (entendez cet homme) au cœur gâté, à l'imagination dépravée qui, se forgeant un système d'opinions accommodées à leur triste conduite, se sont révoltés contre les plus saintes ordonnances de la société humaine, et qui, haïssant cette religion révélée dont avec tous leurs efforts et toutes leurs bravades ils ne peuvent entièrement déraciner en eux la croyance, travaillent à rendre les autres aussi misérables qu'eux-mêmes en les infectant d'un poison moral qui les rongera jusqu'au cœur. » Emphase de mandement et pédanterie de cuistre : dans ce pays, la presse fait l'office de gendarmerie, et jamais elle ne l'y a fait plus violemment qu'alors. L'opinion aidait la presse. Plusieurs fois en Italie lord Byron vit des *gentlemen* sortir d'un salon avec leurs femmes lorsqu'on l'annonçait. A titre de grand seigneur et d'homme célèbre, le scandale qu'il donnait criait plus haut que tout autre : il était *a public sinner*; un jour un ecclésiastique obscur lui envoya une prière qu'il avait trouvée dans les papiers de sa femme, charmante et pieuse personne, morte récemment, et qui en secret avait demandé à Dieu la conversion du grand pécheur. L'Angleterre conservatrice et protestante, après un quart de siècle de guerres morales et deux siècles d'éducation morale, avait poussé à bout sa sévérité et son rigorisme, et l'intolérance puritaine, comme jadis en Espagne l'intolérance catholique, mettait les dissidens hors la loi. La proscription de la vie voluptueuse ou abandonnée, l'observation étroite de la règle et de la décence, le respect de toutes les polices divines ou humaines, les révérences obligées au seul nom de Pitt, du roi, de l'église et du dieu biblique, l'attitude guindée du *gentle-*

man en cravate blanche, officiel, inflexible, implacable, voilà les mœurs qu'on trouvait alors au-delà de la Manche, cent fois plus tyranniques qu'aujourd'hui; c'est à ce moment, selon Stendahl, qu'un pair, seul au coin de son feu, n'osait croiser ses jambes, par crainte d'être *improper*. L'Angleterre se tenait raide, désagréablement lacée dans son corset de bienséances. De là deux misères : on souffre, et l'on est tenté, quand on est sûr du secret, de jeter bas la vilaine machine étouffante; d'un côté la contrainte, de l'autre l'hypocrisie, voilà les deux vices de la civilisation anglaise, et c'est à eux que Byron, avec sa clairvoyance de poète et ses instincts de combattant, s'est attaqué.

Dès l'abord, il les avait vus; les vrais artistes sont perspicaces; c'est en cela qu'ils nous surpassent; nous jugeons d'après des ouï-dire et des phrases toutes faites, en badauds; ils jugent d'après les faits et les choses, en originaux : à vingt-deux ans, il avait vu l'ennui né de la contrainte désoler toute la *high life*. « Là se tient debout la noble hôtesse, qui restera sur ses jambes — même à la trois-millième révérence. — Les ducs royaux, les dames grimpent l'escalier encombré, et à chaque fois avancent d'un pouce (1). » — « Il faut voir à la campagne, écrivait-il, ce que les journaux appellent une compagnie choisie d'hôtes de distinction, notamment les *gentlemen* après dîner, les jours de chasse, et la soirée qui suit, et les femmes qui ont l'air d'avoir chassé, ou plutôt d'avoir été chassées... Je me rappelle un dîner à la ville chez lord C..., composé de gens peu nombreux, mais choisis entre les plus amusans. Le dessert était à peine sur la table, que sur douze personnes j'en comptai cinq endormies. » Pour les mœurs, du moins dans la haute classe, il ajoutait : « Passé la soirée dans ma loge à Covent Garden... Partout autour de moi les plus distinguées des jeunes et vieilles coquines de qualité... C'est comme si la salle eût été partagée entre les courtisanes publiques et les autres; mais les intrigantes dépassaient de beaucoup en nombre les mercenaires... Là, quelle différence y a-t-il entre Pauline et sa maman, et lady... et sa fille, si ce n'est que les deux dernières peuvent aller chez le roi et partout ailleurs, et que les deux premières sont réduites à l'Opéra et aux maisons de filles? Quel plaisir j'ai à observer la vie telle qu'elle est réellement!... » Du décorum et de la débauche! Des tartufes de mœurs

Qui mettent leurs vertus en mettant leurs gants blancs (2);

une oligarchie qui, pour garder ses dignités et ses sinécures, dé-

(1) *Don Juan.*
(2) Alfred de Musset.

chire l'Europe, dévore l'Irlande et ameute le peuple avec les grands mots de vertu, de christianisme et de liberté : il y avait des vérités sous ces invectives. C'est depuis trente ans seulement que l'ascendant de la classe moyenne a diminué les priviléges et la corruption des grands; mais à ce moment on pouvait les leur jeter à la tête. « La pudeur, disait Byron en prenant les mots de Voltaire, s'est enfuie des cœurs et s'est réfugiée sur les lèvres... Plus les mœurs sont dépravées, plus les expressions sont mesurées; on croit regagner en langage ce qu'on a perdu en vertu... Voilà la vérité, la vérité sur la masse hypocrite et dégradée qui infeste la présente génération anglaise: c'est la seule réponse qu'ils méritent... Le *cant* est le péché criant dans ce siècle menteur et double d'égoïstes déprédateurs. » Et là-dessus il écrivit son chef-d'œuvre, *Don Juan*.

Tout y était nouveau, forme et fond: c'est qu'il était entré dans un nouveau monde; l'Anglais, homme du nord transplanté parmi les mœurs du midi et dans la vie italienne, s'était imbibé d'une nouvelle séve qui lui faisait porter de nouveaux fruits. On lui avait fait lire (1) les satires très lestes de Buratti, et même les sonnets plus que voluptueux de Baffo. Il vivait dans l'heureuse société de Venise, encore exempte de colères politiques, où le souci paraissait une sottise, où l'on traitait la vie comme un carnaval, où le plaisir courait les rues, non pas timide et hypocrite, mais déshabillé et approuvé. Il s'y était amusé fougueusement d'abord, plus qu'assez et même plus que trop, presque jusqu'à s'y détruire; puis après les galanteries vulgaires, ayant rencontré un amour véritable, il était devenu cavalier servant, à la mode du pays, du consentement de la famille, offrant le bras, portant le châle, un peu maladroitement d'abord et avec étonnement, mais en somme plus heureux qu'il n'avait jamais été, et caressé comme par un souffle tiède de volupté et d'abandon. Il y avait vu le renversement de toute la morale anglaise, l'infidélité conjugale érigée en règle, et la fidélité amoureuse érigée en devoir. « Impossible, écrivait-il, de convaincre une femme ici qu'elle manque le moins du monde au devoir et aux convenances en prenant un *amoroso*... L'amour (le sentiment de l'amour) non-seulement excuse la chose, mais en fait une *vertu positive* (2), pourvu qu'il soit désintéressé et pas un caprice, et qu'il se borne à une seule personne. » Un peu plus tard, il traduisait le *Morgante Maggiore* de Pulci pour montrer « ce qui était permis aux ecclésiastiques en matière de religion dans un pays catholique et dans un âge bigot, » et pour imposer silence « aux arlequins d'Angleterre qui l'accusaient

(1) Stendhal, *Mémoires sur lord Byron*.
(2) Moore's *Life of lord Byron*, III, 112.

d'attaquer la liturgie. » Il jouissait de cette liberté et de cette aise, et comptait bien ne jamais retomber sous l'inquisition pédantesque qui dans son pays l'avait condamné et damné sans rémission. Il écrivait son *Beppo* en improvisateur, avec un laisser-aller charmant, avec une belle humeur ondoyante, fantasque, et y opposait l'insouciance et le bonheur de l'Italie aux préoccupations et à la laideur de l'Angleterre. « J'aime à voir le soleil se coucher, sûr qu'il se lèvera demain, — non pas débile et clignotant dans le brouillard, — comme l'œil mort d'un ivrogne qui geint, — mais avec tout le ciel pour lui seul, sans que le jour soit forcé d'emprunter — sa lumière à ces lampions d'un sou qui se mettent à trembloter — quand Londres l'enfumée fait bouillotter son chaudron trouble. » — « J'aime leur langue, ce doux latin bâtard — qui se fond comme des baisers sur une bouche de femme, — qui glisse comme si on devait l'écrire sur du satin — avec des syllabes qui respirent la douceur du midi, — avec des voyelles caressantes qui coulent et se fondent si bien ensemble, — que pas un seul accent n'y semble rude, — comme nos âpres gutturales du nord, aigres et grognantes, — que nous sommes obligés de cracher avec des sifflemens et des hoquets. » — « J'aime aussi les femmes (pardonnez ma folie), — depuis la riche joue de la paysanne d'un rouge bronzé — et ses grands yeux noirs avec leur volée d'éclairs — qui vous disent mille choses en une fois, — jusqu'au front de la noble dame, plus mélancolique, — mais calme, avec un regard limpide et puissant, — son cœur sur les lèvres, son âme dans les yeux, — douce comme son climat, rayonnante comme son ciel. » Avec d'autres mœurs, il y avait là une autre morale; il y en a une pour chaque siècle, chaque race et chaque ciel; j'entends par là que le modèle idéal varie avec les circonstances qui le façonnent. En Angleterre, la dureté du climat, l'énergie militante de la race et la liberté des institutions prescrivent la vie active, les mœurs sévères, la religion puritaine, le mariage correct, le sentiment du devoir et l'empire de soi. En Italie, la beauté du climat, le sens inné du beau et le despotisme du gouvernement suggéraient la vie oisive, les mœurs relâchées, la religion imaginative, le culte des arts et la recherche du bonheur. Chacun des deux modèles a sa beauté et ses taches, l'artiste épicurien comme le politique moraliste (1); chacun des deux montre par ses grandeurs les petitesses de l'autre, et, pour mettre en relief les travers du second, lord Byron n'avait qu'à mettre en relief les séductions du premier.

Là-dessus il se met en quête d'un héros, et n'en trouve pas, ce

(1) Voyez Stendhal, *Vie de Giacomo Rossini*, et Stanley, *Vie de Thomas Arnold*. Le contraste est complet. Voyez dans *Corinne* cette opposition très bien saisie.

qui, dans ce siècle peuplé de héros, est « bien étrange. » Faute de mieux, il prend « notre vieil ami don Juan, » choix scandaleux : quels cris vont pousser les moralistes d'Angleterre! Mais le comble de l'horreur, c'est que ce don Juan n'est point méchant, égoïste, odieux, comme ses confrères. Il ne séduit pas, ce n'est pas un corrupteur; l'occasion venue, il se laisse aller; il a du cœur et des sens, et sous un beau soleil tout cela s'émeut; à seize ans, on n'y peut mais, à vingt non plus, ni peut-être à trente. Prenez-vous-en à la nature humaine, mes chers moralistes; ce n'est pas moi qui l'ai faite ainsi: si vous voulez gronder, adressez-vous plus haut; nous sommes ici peintres et non pas fabricans de marionnettes humaines, et nous ne répondons pas de la structure de nos pantins. Voilà donc notre Juan qui se promène; il se promène en beaucoup d'endroits, et dans tous ces endroits il est jeune; nous ne le foudroierons point pour cela, la mode en est passée; les diables verts et leurs cabrioles ne sont plus de mise qu'au cinquième acte de Mozart. Et d'ailleurs Juan est si aimable! Après tout, qu'a-t-il fait que les autres ne fassent? S'il a été l'amant de Catherine II, c'est à l'exemple du corps diplomatique, accru de toute l'armée russe. Laissez-le semer sa folle avoine, le bon grain viendra à son tour. Une fois arrivé en Angleterre, il aura de la tenue : j'avoue que sur provocations il pourra bien encore par-ci par-là picorer dans les jardins conjugaux de l'aristocratie; mais à la fin il se rangera, il ira au parlement prononcer des discours moraux, il deviendra membre de l'association pour la suppression du vice. Si vous voulez absolument qu'on le punisse, nous lui ferons faire un mariage malheureux : l'enfer de l'auteur espagnol « n'en est probablement que l'allégorie. » En tout cas, marié ou damné, les honnêtes gens auront à la fin de la pièce le plaisir de savoir qu'il cuit tout vif (1).

Singulière apologie, n'est-ce pas? et qui ne fait qu'aggraver la faute! Attendez, vous ne connaissez pas encore tout le venin du livre! à côté de Juan, il y a dona Julia, Haydée, Gulbeyaz, Dudu, et le reste. C'est ici que le diabolique poète enfonce sa griffe la plus aiguë, et c'est dans nos faibles qu'il a soin de l'enfoncer. Que vont dire les *clergymen* et les *reviewers* en cravate blanche? Car enfin, il n'y a point moyen de s'en défendre, il faut bien lire, malgré qu'on en ait. Deux ou trois fois de suite on voit ici le *bonheur*, et quand je dis le bonheur, c'est bien le bonheur profond et entier, non pas la simple volupté, non pas la gaîté grivoise; nous sommes à cent lieues ici des jolies polissonneries de Dorat et des appétits débridés de Rochester. La beauté est venue, la beauté méridionale, écla-

(1) Journal, février 1821.

tante et harmonieuse, épanchée sur toutes choses, sur le ciel lumineux, sur les paysages calmes, sur la nudité des corps, sur la naïveté des cœurs. Y a-t-il une chose qu'elle ne divinise? Tous les sentimens s'exaltent sous sa main. Ce qui était grossier devient noble; même dans cette aventure nocturne du sérail qui semble digne de Faublas, la poésie embellit la licence : les jeunes filles reposent dans le large appartement silencieux, comme de précieuses fleurs apportées de tous les climats dans une serre. « L'une a posé sa joue empourprée sur son bras blanc, — et ses boucles noires font sur ses tempes une grappe sombre. — Elle rêve ainsi dans sa langueur molle et tiède. — L'autre, avec ses tresses cendrées qui se dénouent, — laisse pencher doucement sa belle tête, — comme un fruit qui vacille sur sa tige, — et sommeille, avec un souffle faible, — ses lèvres entr'ouvertes, montrant un rang de perles. — Une autre, comme du marbre, aussi calme qu'une statue, — muette, sans haleine, gît dans un sommeil de pierre, — blanche, froide et pure, et semble une figure sculptée sur un monument. » Cependant les lampes alanguies n'ont plus qu'une clarté bleuâtre; Dudu s'est couchée, l'innocente, et si elle a jeté un regard dans son miroir, « c'est comme la biche qui a vu dans le lac — passer fugitivement son ombre craintive. — Elle sursaute d'abord et s'écarte, puis coule un second regard — admirant cette nouvelle fille de l'abîme. » Que va devenir ici la pruderie puritaine? Est-ce que les convenances peuvent empêcher la beauté d'être belle? Est-ce que vous condamnerez un Titien, parce qu'il est nu? Qui est-ce qui donne un prix à la vie humaine et une noblesse à la nature humaine, sinon le pouvoir d'atteindre aux émotions délicieuses et sublimes? Vous venez d'en avoir une, et digne d'un peintre; est-ce qu'elle ne vaut pas celle d'un *alderman?* Refuserez-vous de reconnaître le divin, parce qu'il apparaît dans l'art et la jouissance, et non pas seulement dans la conscience et l'action? Il y a un monde à côté du vôtre, comme il y a une civilisation à côté de la nôtre; vos règles sont étroites et votre pédanterie tyrannique; la plante humaine peut se développer autrement que dans vos compartimens et sous vos neiges, et les fruits qu'alors elle portera n'en seront pas moins précieux. Vous le voyez bien, puisque vous y goûtez quand on vous les offre. Qui a lu les amours d'Haydée, et a eu d'autre pensée que de l'envier et de la plaindre? C'est une enfant sauvage qui a recueilli Juan, un autre enfant jeté évanoui par le flot sur la grève. Elle l'a préservé, elle l'a soigné comme une mère, et maintenant elle l'aime : qui est-ce qui peut la blâmer de l'aimer? Qui est-ce qui peut, en présence de la magnifique nature qui leur sourit et les accueille, imaginer pour eux autre chose que la sensation toute-puissante qui les unit? « C'é-

tait une côte déserte et hérissée d'écueils — avec des falaises au-dessus et une large plage de sable, — gardée par des bancs et des rocs comme par une armée. — Toujours y grondait la voix rauque des vagues hautaines, — sauf pendant les longs jours dormans de l'été, — qui faisaient briller comme un lac l'océan allongé dans sa couche. — Tout était silence, sauf le cri de la mouette, — et le saut du dauphin et le bruissement d'une petite vague — qui, heurtée par quelque roc ou bas-fond, — s'irritait contre la barrière qu'elle mouillait à peine. — Ils erraient tous les deux, et la main dans la main, — sur les cailloux luisans et les coquillages. — Ils glissaient le long du sable uni et durci. — Et dans les vieilles cavernes sauvages — creusées par les tempêtes, et pourtant creusées comme avec dessein — en hautes salles profondes, en dômes ardoisés, en grottes, — ils s'arrêtèrent pour se reposer, et, chacun enlaçant l'autre dans son bras, — ils s'abandonnèrent à la douceur profonde du crépuscule empourpré. — Ils regardaient au-dessus d'eux le ciel, dont la lumière flottante — s'étendait comme un océan rosé, brillant et vaste. — Ils regardaient au-dessous d'eux la mer luisante, — d'où la large lune se levait, formant son cercle. — Ils entendaient le clapotement de la vague et le bruissement si bas du vent. — Ils virent leurs yeux noirs darder une flamme — chacun dans ceux de l'autre. — Voyant cela, — leurs lèvres se rapprochèrent et se collèrent en un baiser... — Ils étaient seuls, mais non point seuls comme ceux — qui enfermés dans une chambre prennent cela pour la solitude. — L'océan silencieux, la baie sous le ciel plein d'étoiles, — la rougeur du crépuscule qui de moment en moment baissait, — les sables sans voix, les cavernes où l'on entendait l'eau tomber goutte à goutte, — tout autour d'eux resserrait leurs bras entrelacés, — comme s'il n'y eût point eu de vie sous le ciel — hors la leur, et comme si cette vie n'eût pu jamais mourir. » Excellent moment, n'est-ce pas, pour apporter ici vos formulaires et vos catéchismes ? Haydée « ne parle point de scrupules, ne demande point de promesses. » Elle ne sait rien, elle ne craint rien. « Elle vole vers son jeune ami comme un jeune oiseau. » C'est la nature qui soudainement se déploie, parce qu'elle est mûre, comme un bouton qui s'étale en fleur, la nature tout entière, instinct et cœur. « Hélas ! ils étaient si jeunes, si beaux, — si seuls, si aimans, si livrés à eux-mêmes, et l'heure — était celle où le cœur est toujours plein — et, n'ayant plus sur soi de pouvoir, — suggère des actions que l'éternité ne peut défaire. » Admirables moralistes, vous êtes devant ces deux fleurs, en jardiniers patentés, tenant en main le modèle de floraison visé par votre société d'horticulture, prouvant que le modèle n'a point été suivi, et décidant que les deux mauvaises herbes doivent être jetées

dans « le feu » que vous entretenez pour brûler les pousses irrégulières. C'est bien jugé, et vous savez votre art.

Par-delà le *cant* britannique, il y a l'hypocrisie universelle; par-delà la pédanterie anglaise, Byron fait la guerre à la coquinerie humaine. C'est ici le sens vrai du poème, et c'est à cela qu'aboutissent ce caractère et ce génie. Chez lui, les grands rêves lugubres de l'imagination juvénile se sont évanouis, l'expérience est venue; il connaît l'homme à présent, et qu'est-ce que l'homme une fois connu? Est-ce en lui que le sublime abonde? Croyez-vous que les grands sentimens, ceux de Childe Harold par exemple, soient la trame ordinaire de sa vie (1)? La vérité est qu'il emploie le meilleur de son temps à dormir, à dîner, à bâiller, à travailler comme un cheval, et à s'amuser comme un singe. C'est un animal; sauf quelques minutes singulières, ses nerfs, son sang, ses instincts le mènent. La routine vient s'appliquer par-dessus, la nécessité fouette, et la bête avance. Comme la bête est orgueilleuse et de plus imaginative, elle prétend qu'elle marche de son propre gré, qu'il n'y a pas de fouet, qu'en tout cas ce fouet touche rarement sur les côtes, que du moins son échine stoïcienne peut faire comme si elle ne le sentait pas. Elle s'enharnache en imagination de caparaçons magnifiques, et se prélasse ainsi à pas mesurés, croyant porter des reliques et fouler des tapis et des fleurs, tandis qu'en somme elle piétine dans la boue et emporte avec soi les taches et l'odeur de tous les fumiers. Quel passe-temps que de palper son dos pelé, de lui mettre sous les yeux les sacs de farine qui la chargent et l'aiguillon qui la fait marcher (2)! La bonne comédie! C'est la comédie éternelle, et il n'y a pas un sentiment qui ne lui fournisse un acte : l'amour d'abord. Certainement doña Julia est bien aimable et Byron l'aime; mais elle sort de ses mains aussi chiffonnée qu'une autre. Elle a de la vertu, cela va sans dire; bien mieux, elle veut en avoir. Elle se fait à propos de don Juan des raisonnemens très beaux : la belle chose que les raisonnemens, et comme ils sont propres à brider la passion! Rien de plus solide qu'un ferme propos étayé de logique, appuyé sur la crainte du monde, sur la pensée de Dieu, sur le souvenir du devoir; rien ne prévaudra contre lui, excepté un tête-à-tête en juin, à six heures et demie du soir. Enfin la chose est faite, et la pauvre femme timide est surprise par son mari outragé, dans quelle situation! Là-dessus lisez

(1) « Il y a dix fois plus de vérité, disait Byron, dans *Don Juan* que dans *Childe Harold*. C'est pour cela que les femmes n'aiment pas *Don Juan*. »

(2) I hope it is no crime
To laugh at *all* things. For I wish to know
What, after *all*, are *all* things — but a *show* ?
(Ch. 7, stance 2.)

le livre. Sûrement elle va se taire, honteuse et pleurante, et le lecteur moraliste ne manque pas de compter sur ses remords. Mon cher lecteur, vous n'avez point compté sur l'instinct et les nerfs. Demain elle sera pudique; à présent il s'agit d'étourdir le mari, de l'assourdir, de le confondre, de sauver Juan, de se sauver, de faire la guerre. La guerre commencée, on la fait à toutes armes, en première ligne avec l'effronterie et l'injure. L'idée unique, le besoin présent, absorbe le reste : c'est en cela qu'une femme est femme. Celle-ci crie, et du haut de sa tête. C'est une vraie pluie : malédictions et récriminations, railleries et défis, évanouissemens et larmes. En un quart d'heure, elle a gagné vingt ans de pratique. Vous ne saviez pas, ni elle non plus, quelle comédienne tout d'un coup, à l'improviste, peut sortir d'une honnête femme. Savez-vous ce qui peut sortir de vous-même? Vous vous croyez raisonnable, humain, j'y consens pour aujourd'hui; vous avez dîné, et vous êtes à votre aise dans une bonne chambre. Votre machine fonctionne sans accroc, c'est que les rouages sont huilés et en équilibre; mais qu'on la mette dans un naufrage ou dans une bataille, que le manque ou l'afflux du sang détraque un instant les pièces maîtresses, et l'on verra hurler ou chanceler un fou ou un idiot. La civilisation, l'éducation, le raisonnement, la santé, nous recouvrent de leurs enveloppes unies et vernies; arrachons-les une à une ou toutes ensemble, et nous rirons de voir la brute qui gît au fond. Voici notre ami Juan qui lit la dernière lettre de Julia, et jure avec transport de ne jamais oublier les beaux yeux qu'il a tant fait pleurer. Jamais sentiment fut-il plus tendre et plus sincère? Mais par malheur Juan est en mer, et le mal de cœur commence. « Oui, dit-il, le ciel se confondra avec la terre avant que... — (Ici il se trouva plus malade.) — O Julia! qu'est-ce que toutes les autres angoisses?... — (Pour l'amour de Dieu, apportez-moi un verre de rhum! — Pedro, Baptista, aidez-moi à descendre.) — Julia, mon amour! — (Coquin de Pedro, venez donc plus vite!) — Ma bien-aimée Julia, entends ma prière!... — (Ici sa voix devint inarticulée : c'était la faute des hoquets.) — « L'amour est très brave contre toutes les nobles maladies, — mais il a horreur de l'application des serviettes chaudes, — et le mal de mer est sa mort. » Bien d'autres choses sont sa mort, entre autres le temps, et aussi le mariage; il y aboutit « comme le vin au vinaigre. » Sachez que si Pénélope est si connue, c'est qu'elle est unique. « Les chances pour Ulysse étaient de retrouver une jolie urne — érigée à sa mémoire, et deux ou trois jeunes demoiselles — engendrées par quelque ami détenteur de sa femme et de ses biens, — et de sentir son chien Argus l'empoigner par la culotte. »

Ceci est d'un sceptique, même d'un cynique. Sceptique et cyni-

que, c'est à cela qu'il aboutit; sceptique par misanthropie, cynique par bravade, c'est toujours l'humeur triste et militante qui le déchaîne; la volupté méridionale ne l'a point conquis; il n'est épicurien que par contradiction et par instans. « Donnez-nous du vin, des femmes, de la gaîté, des éclats de rire, — demain des sermons et de l'eau de seltz. — L'homme, étant un être raisonnable, doit se griser. — Le meilleur de notre vie n'est qu'ivresse. — Je voudrais être argile autant que je suis sang, moelle, passion et sensation, parce qu'alors au moins le passé serait passé. Mais hier je me suis grisé à force, et il me semble que je marche sur le plafond. » Vous voyez bien qu'il est toujours le même, excessif et malheureux, occupé à se détruire. Son *Don Juan* aussi est une débauche; il s'y amuse outrageusement aux dépens de toutes les choses respectées, comme un taureau dans une boutique de glaces. Il y est toujours violent, et maintes fois il est féroce; sa noire imagination amène entre ses récits d'amour des horreurs lentement savourées, le désespoir et la famine des naufragés, et le desséchement de ces squelettes enragés qui se mangent les uns les autres. Il y rit horriblement, comme Swift; bien mieux, il y bouffonne comme Voltaire. « On voulut manger le second comme plus gras; — mais il avait beaucoup de répugnance pour cette sorte de fin. — Pourtant ce qui le sauva, ce fut un petit présent qui lui avait été fait à Cadix par une souscription générale des dames. » Pièces en main (1), il y suit avec une exactitude de chirurgien tous les pas de la mort, l'assouvissement, la rage, le délire, les hurlemens, l'épuisement, la stupeur; il veut toucher et montrer la vérité extrême et prouvée, le dernier fonds grotesque et hideux de l'homme. Voyez encore l'assaut d'Ismaïl, la mitraille et la baïonnette, les massacres dans les rues, les cadavres employés comme fascines, et les trente-huit mille Turcs égorgés. Il y a du sang assez pour rassasier un tigre, et ce sang coule parmi les calembours; c'est pour railler la guerre et les boucheries décorées du nom d'exploits. Dans cet impitoyable et universel écrasement de toutes les vanités humaines, qui est-ce qui subsiste? De quoi sommes-nous avertis, sinon « que la vie est un néant et que les hommes ne valent pas des chiens (2)? » Qu'est-ce qu'il découvre dans la science, sinon ses lacunes, et dans la religion, sinon ses momeries (3)? Garde-t-il au moins la poésie? De la draperie divine, dernier vêtement qu'un poète respecte, il fait un chiffon qu'il foule et tord et troue de gaîté de cœur. Au moment le plus touchant des amours d'Haydée, il lâche une pantalonnade. Il achève une ode par

(1) Il avait sous les yeux une douzaine de descriptions authentiques.

(2) Chant VII, 6, 7.

(3) Voyez *Vision of Judgment*.

des caricatures. Il est Faust dans le premier vers et Méphistophélès dans le second. Il arrive au milieu des tendresses, des meurtres, avec des drôleries de petit journal, avec des trivialités, des cancans, avec des injures de pamphlétaire et des bigarrures d'Arlequin. Il met à nu les procédés poétiques, se demande où il en est, compte les stances déjà faites, gouaille la Muse, Pégase et toute l'écurie épique, comme s'il n'en donnait pas deux sous. Encore une fois, que reste-t-il? Lui-même, et lui seul, debout sur tous ces débris. C'est lui qui parle ici; ses personnages ne sont que des paravens; même la moitié du temps, il les écarte pour occuper la scène. Ce sont ses opinions, ses souvenirs, ses colères, ses goûts qu'il nous étale; son poème est une conversation, une confidence, avec les hauts, les bas, les brusqueries et l'abandon d'une conversation et d'une confidence, presque semblable aux mémoires dans lesquels le soir, à sa table, il se livrait et s'épanchait. Jamais on n'a vu dans un si clair miroir la naissance d'une vive pensée, le tumulte d'un grand génie, le dedans d'un vrai poète, toujours passionné, inépuisablement fécond et créateur, en qui éclosent subitement coup sur coup, achevées et parées, toutes les émotions et toutes les idées humaines, les tristes, les gaies, les hautes, les basses, se froissant, s'encombrant comme des essaims d'insectes qui s'en vont bourdonner et pâturer dans la fange et dans les fleurs. Il peut dire tout ce qu'il veut; bon gré, mal gré, on l'écoute; il a beau sauter du sublime au burlesque, on y saute avec lui. Il a tant d'esprit, de l'esprit si neuf, si imprévu, si poignant, une si étonnante prodigalité de science, d'idées, d'images ramassées des quatre coins de l'horizon, en tas et par masses, qu'on est pris, emporté par-delà toutes bornes et qu'on ne peut pas songer à résister. Trop fort et partant effréné, voilà le mot qui à son endroit revient toujours : trop fort contre autrui et contre lui-même, et tellement effréné qu'après avoir employé sa vie à braver le monde et sa poésie à peindre la révolte, il ne trouve l'achèvement de son talent et le contentement de son cœur que dans un poème armé contre toutes les conventions humaines et contre toutes les conventions poétiques. A vivre ainsi, on est grand; mais on devient malade. Il y a une maladie de cœur et d'esprit dans le style de *Don Juan*, comme dans celui de Swift; quand un homme bouffonne au milieu des larmes, surtout au milieu de ses larmes, c'est qu'il a l'imagination empoisonnée. Cette sorte de rire est un spasme, et vous allez voir venir chez l'un l'endurcissement ou la folie, chez l'autre l'excitation ou le dégoût. Byron s'épuisait, du moins le poète s'épuisait en lui. Les derniers chants du *Don Juan* traînaient; la gaîté devenait forcée, les escapades se tournaient en divagations; le lecteur sentait approcher l'ennui. Un nouveau genre qu'il avait essayé avait fléchi

sous sa main; il n'avait atteint dans le drame qu'à la déclamation puissante, ses personnages ne vivaient pas; quand il quitta la poésie, la poésie le quittait; il alla chercher l'action en Grèce et n'y trouva que la mort.

VI.

Ainsi vécut et finit ce malheureux grand homme; la maladie du siècle n'a pas eu de plus illustre proie. Autour de lui, comme une hécatombe, gisent les autres, blessés aussi par la grandeur de leurs facultés et l'intempérance de leurs désirs, les uns éteints dans la stupeur ou l'ivresse, les autres usés par le plaisir ou le travail, ceux-ci précipités dans la folie ou le suicide, ceux-là rabattus dans l'impuissance ou couchés dans la maladie, tous secoués par leurs nerfs exaspérés ou endoloris, les plus forts portant leur plaie saignante jusqu'à la vieillesse, les plus heureux ayant souffert autant que les autres, et gardant leurs cicatrices, quoique guéris. Le concert de leurs lamentations a rempli tout le siècle, et nous nous sommes tenus autour d'eux, écoutant notre cœur qui répétait leurs cris tout bas. Nous étions tristes comme eux, et enclins comme eux à la révolte. La démocratie instituée excitait nos ambitions sans les satisfaire; la philosophie proclamée allumait nos curiosités sans les contenter. Dans cette large carrière ouverte, le plébéien souffrait de sa médiocrité et le sceptique de son doute; le plébéien, comme le sceptique, atteint d'une mélancolie précoce et flétri par une expérience prématurée, livrait ses sympathies et sa conduite aux poètes, qui disaient le bonheur impossible, la vérité inaccessible, la société mal faite, et l'homme avorté ou gâté. De ce concert, une idée sortit, centre de la littérature, des arts et de la religion du siècle : c'est qu'il y a quelque disproportion monstrueuse entre les pièces de notre structure, et que toute la destinée humaine est viciée par ce désaccord.

Quel conseil nous ont-il donné pour y remédier? Ils ont été grands, ont-ils été sages? « Fais pleuvoir en toi les sensations véhémentes et profondes. Tant pis si ensuite ta machine craque! » — « Cultive ton jardin, resserre-toi dans un petit cercle, rentre dans le troupeau, deviens bête de somme. » — « Redeviens croyant, prends de l'eau bénite, abandonne ton esprit aux dogmes et ta conduite aux manuels. » — « Fais ton chemin, aspire au pouvoir, aux honneurs, à la richesse. » Ce sont là les diverses réponses des artistes et des bourgeois, des chrétiens et des mondains. Sont-ce des réponses? Et que proposent-elles, sinon de s'assouvir, de s'abêtir, de se détourner et d'oublier? Il y en a une autre plus profonde que Goethe a

faite le premier, que nous commençons à soupçonner, où aboutit tout le travail, toute l'expérience du siècle, et qui sera peut-être la matière de la littérature prochaine : « tâche de te comprendre et de comprendre les choses. » Réponse étrange, qui ne semble guère neuve, et dont on ne connaîtra la portée que plus tard! Longtemps encore les hommes sentiront leurs sympathies frémir au bruit des sanglots de leurs grands poètes; longtemps ils s'indigneront contre une destinée qui ouvre à leurs aspirations la carrière de l'espace sans limites pour les briser à deux pas de l'entrée contre une misérable borne qu'ils ne voyaient pas; longtemps ils subiront comme des entraves les nécessités qu'ils devraient embrasser comme des lois. Notre génération, comme les précédentes, a été atteinte par la maladie du siècle, et ne s'en relèvera jamais qu'à demi. Nous parviendrons à la vérité, non au calme. Tout ce que nous pouvons guérir en ce moment, c'est notre intelligence. Nous n'avons point de prise sur nos sentimens; mais nous avons le droit de concevoir pour autrui les espérances que nous n'avons plus pour nous-mêmes, et de préparer à nos descendans un bonheur dont nous ne jouirons pas. Élevés dans un air plus sain, ils auront peut-être une âme plus saine. La réforme des idées finit par réformer le reste, et la lumière de l'esprit produit la sérénité du cœur. Jusqu'ici, dans nos jugemens sur l'homme, nous avons pris pour maîtres les révélateurs et les poètes, et comme eux nous avons reçu pour des vérités certaines les nobles songes de notre imagination et les suggestions impérieuses de notre cœur. Nous nous sommes fiés à la partialité des divinations religieuses et à l'inexactitude des divinations littéraires, et nous avons accommodé nos doctrines à nos instincts et à nos chagrins. La science approche enfin, et approche de l'homme; elle a dépassé le monde visible ou palpable des astres, des pierres, des plantes, où dédaigneusement on la confinait; c'est à l'âme qu'elle se prend, munie des instrumens exacts et perçans dont trois cents ans d'expérience ont prouvé et mesuré la justesse et la portée. La pensée et son développement, son rang, sa structure et ses attaches, ses profondes racines corporelles, sa végétation infinie à travers l'histoire, sa haute floraison au sommet des choses, voilà maintenant son objet, l'objet que depuis soixante ans elle entrevoit en Allemagne, et qui, sondé lentement, sûrement, par les mêmes méthodes que le monde physique, se transformera à nos yeux comme le monde physique s'est transformé. Il se transforme déjà, et nous avons laissé derrière nous le point de vue de Byron et de nos poètes. Non, l'homme n'est pas un avorton ou un monstre; non, l'affaire de la poésie n'est point de le révolter ou de le diffamer. Il est à sa place et achève une série. Regardons-le naître et grandir, et nous

cesserons de le railler ou de le maudire. Il est un produit comme toute chose, et à ce titre il a raison d'être comme il est. Son imperfection innée est dans l'ordre, comme l'avortement constant d'une étamine dans une plante, comme l'irrégularité foncière de quatre facettes dans un cristal. Ce que nous prenions pour une difformité est une forme; ce qui nous semblait le renversement d'une loi est l'accomplissement d'une loi. La raison et la vertu humaines ont pour matériaux les instincts et les images animales, comme les formes vivantes ont pour instrumens les lois physiques, comme les matières organiques ont pour élémens les substances minérales. Quoi d'étonnant si la vertu ou la raison humaine, comme la forme vivante ou comme la matière organique, parfois défaille ou se décompose, puisque comme elle, et comme tout être supérieur et complexe, elle a pour soutiens et pour maîtresses des forces inférieures et simples qui, suivant les circonstances, tantôt la maintiennent par leur harmonie, tantôt la défont par leur désaccord? Quoi d'étonnant si les élémens de l'être, comme les élémens de la quantité, reçoivent de leur nature même des lois indestructibles qui les contraignent et les réduisent à un certain genre et un certain ordre de formations? Qui est-ce qui s'indignera contre la géométrie? Surtout qui est-ce qui s'indignera contre une géométrie vivante? Qui, au contraire, ne se sentira ému d'admiration au spectacle de ces puissances grandioses qui, situées au cœur des choses, poussent incessamment le sang dans les membres du vieux monde, éparpillent l'ondée dans le réseau infini des artères et viennent épanouir sur toute la surface la fleur éternelle de la jeunesse et de la beauté? Qui enfin ne se trouvera ennobli en découvrant que ce faisceau de lois aboutit à un ordre de formes, que la matière a pour terme la pensée, que la nature s'achève par la raison, et que cet idéal auquel se suspendent, à travers tant d'erreurs, toutes les aspirations de l'homme est aussi la fin à laquelle concourent, à travers tant d'obstacles, toutes les forces de l'univers? Dans cet emploi de la science et dans cette conception des choses il y a un art, une morale, une politique, une religion nouvelles, et c'est notre affaire aujourd'hui de les chercher.

H. Taine.

LA

QUESTION D'ORIENT

EN 1840 ET EN 1862

II.

L'ORIENT CHRÉTIEN ET L'ORIENT TURC.

LA RÉACTION ANGLAISE CONTRE LE TRAITÉ DE 1856.

I. *Memoires* de M. Guizot, ve volume. — II. *L'Orient rendu à lui-même*, par M. Mano, Londres 1861. — III. *Archives diplomatiques*, 1861 et 1862. — IV. *Histoire du Montenegro*, par M. Delarue. — V. *Œuvre des écoles d'Orient*, juillet 1862. — VI. *Relazione del Viaggio fatto nella primavera dell' anno 1838, dalla maesta del re Federico Augusto di Sassonia, nell' Istria, Dalmazia e Montenegro*, del Bartolomeo Biasoletto, Trieste 1841. — VII. *The Ressources of Turkey*, by Lewis Farley, London 1862. — VIII. *La Syrie, 1840-1862*, par Richard Edwards, Paris 1862. — IX. Correspondances particulières.

Je ne puis expliquer la question d'Orient telle que je la considère de nos jours et la comparer avec l'état de la question d'Orient en 1840 qu'à la condition de signaler dès le commencement la grande et manifeste différence qu'il y a en Orient entre 1840 et 1862. En 1840, il y avait encore en Orient une Turquie et un gouvernement turc; en 1862, il n'y a plus en Orient, à vrai dire, de Turquie et de gouvernement turc : il n'y a plus que l'Angleterre et le gouvernement anglais. Quelques personnes croiront peut-être que, comme j'aime peu la Turquie, je dois me féliciter plutôt que m'affliger de cette éclipse des Turcs : c'est tout le contraire. Je m'en afflige, parce que nous avons affaire maintenant en Orient à l'Angleterre au lieu d'avoir affaire à la Turquie. J'aimais mieux le défunt. Et d'abord il y avait avec lui cet avantage, c'est qu'il pouvait mourir; aujourd'hui il est quasi immortel.

Si j'étais le seul à pleurer la mort de la Turquie et surtout son genre de survivance, peut-être pourrait-on douter de mon chagrin; mais il n'y a pas un seul publiciste en Occident s'étant quelque peu occupé des affaires d'Orient, il n'y a pas en Orient un seul chrétien grec ou latin qui ne sache que la Turquie n'est plus et qu'elle ne vit plus que par et pour l'Angleterre. « La Turquie, dit M. Mano dans son livre *l'Orient rendu à lui-même*, est anglaise de fait et turque de nom. Agriculture, finances, marine, commerce, administration, tout est entre les mains des proconsuls de la Grande-Bretagne (1). » M. Mano, qui est Grec et par conséquent un peu passionné dans son style, n'hésite pas à dire qu'il « n'y a pas de tyrannie barbare qui ne soit préférable mille fois au protectorat *ganté* des *gentlemen* du cabinet de Saint-James (2). » Entendons-nous : les tyrannies brutales, mais faibles, et qui peuvent mourir d'un jour à l'autre, sont préférables au protectorat *ganté* qui ne s'affaiblit et ne meurt pas; mais c'est en cela seulement que la tyrannie brutale vaut mieux. Si l'Angleterre prenait décidément la Turquie à sa charge, comme elle a pris l'Inde, si elle faisait une grosse pension de retraite au sultan et le dispensait de tout soin de gouvernement et d'administration, je serais homme à m'applaudir du changement. La politique y perdrait, l'équilibre européen se trouverait dérangé; mais qu'importe après tout, si l'humanité en profitait? La France aurait perdu la partie en Orient, et je pourrais m'en affliger comme Français; mais, comme chrétien et comme homme, je me réjouirais de voir une tyrannie brutale et absurde remplacée par une administration régulière et tolérante. S'il dépendait de moi de faire de la Macédoine ou de la Bulgarie, de l'Asie-Mineure ou de la Syrie, le dernier des comtés anglais, et de changer tant de mal en tant de bien, croyez-vous, quand même il faudrait glorifier Waterloo et Trafalgar, croyez-vous que j'hésitasse un moment? Je ne serais pas digne d'être chrétien si je me laissais arrêter dans cette œuvre de bénédiction par des scrupules de vanité nationale.

Nous n'en sommes pas là : les Anglais ne veulent pas faire de la Turquie un comté anglais; ils ne veulent pas même faire de l'empire ottoman leur second empire des Indes. La Turquie est trop près de l'Europe; cette annexion choquerait les puissances du continent. Dans les Indes, loin de l'Europe, sans voisins, sans surveillans, sans rivaux, l'Angleterre est à son aise pour tout faire. Sur le Bosphore, il y a trop d'yeux ouverts. Sont-ce pourtant ces yeux ouverts qui l'inquiètent? Les Anglais ont en Turquie leurs procédés de domination qu'ils préfèrent à leurs procédés de domination dans les

(1) Page 419.
(2) Page 421.

Indes. Ils gouvernent les Turcs, et les Turcs gouvernent et administrent les chrétiens. Or c'est là ce dont je me plains : je voudrais que les Anglais en Turquie gouvernassent et administrassent tout le monde, afin que l'humanité gagnât au moins ce que perdrait la politique.

Cette substitution en Orient de l'Angleterre à la Turquie a changé tout à fait la face des choses. Les événemens n'ont plus leur cours naturel; les crises orientales n'ont plus leur dénoûment en Orient. L'Égypte, la Syrie, le Liban, la Grèce, la Serbie, le Montenegro n'ont plus à regarder Constantinople, mais Londres. Les Monténégrins auraient vaincu Omer-Pacha, les Serbes battraient les Turcs, la Grèce avec ses vaisseaux s'emparerait de quelques-unes des îles de l'Archipel; tous ces événemens, plus ou moins décisifs peut-être autrefois, ne le seraient pas de nos jours, parce que derrière la Turquie vaincue se trouverait l'Angleterre, qui n'est pas vaincue. La Turquie a découvert le secret d'être presque aussi redoutable qu'elle l'était au XVe et au XVIe siècle, c'est de n'être plus rien par elle-même et d'être tout par l'Angleterre. En Orient, tout est faible; l'Orient chrétien, qui naît, n'est pas plus puissant que l'Orient musulman, qui meurt, et si ces deux Orients étaient laissés à eux-mêmes, il y aurait égalité de forces : les destins suivraient leur voie naturelle. L'intervention de l'Angleterre rompt l'équilibre; elle prête sa force à la Turquie, et au lieu d'avoir devant eux quelque capitan-pacha, les marins d'Hydra auraient aujourd'hui devant eux les successeurs de Nelson. Est-ce juste? est-ce là le franc jeu des choses? Je me suis souvent laissé aller à dire aux Orientaux : « Vous comptez trop sur l'Europe, vous croyez trop que l'Europe se chargera de faire votre destinée; faites vous-mêmes votre sort, agissez par vous-mêmes. — Soit! peuvent-ils me répondre maintenant, mais au moins qu'on nous laisse agir, qu'on ne nous lie pas les bras et les jambes! On ne nous secourt pas, soit; mais qu'on ne nous entrave pas! Point d'intervention pour nous, mais point non plus contre nous! Que l'Europe ne se mêle plus de nous ni en bien ni en mal! Laissez-nous faire nous-mêmes nos affaires; laissez-nous briser nos chaînes, dussions-nous les resserrer par l'effort que nous ferons! »

Je ne sais si je me trompe; mais il y a des jours où, considérant avec attention le nouvel état des choses créé en Orient par l'immixtion de l'Angleterre, je me dis que la résurrection de la Grèce, la fondation des états-unis du Danube, l'autonomie de la Serbie, la quasi-indépendance du Liban ne seraient plus possibles de nos jours. L'Angleterre s'y opposerait au nom de l'intégrité de l'empire ottoman, et l'Europe s'inclinerait devant cette fin de non-recevoir, non à cause de l'argument, qui est faux, mais à cause de l'avocat, qui est fort. On croit que depuis le traité de Paris de 1856 la ques-

tion d'Orient a fait des progrès, parce que les droits politiques et religieux des chrétiens d'Orient ont été pour la première fois reconnus dans un traité européen. Oui, le traité de Paris a voulu favoriser les chrétiens d'Orient, et pour réaliser cette bonne pensée, il a d'une part constaté la haute valeur du *hatt-humayoun*, fait, disait-on, en faveur des chrétiens d'Orient, et il a d'une autre part constitué une sorte d'amphictyonat européen chargé de décider les questions qui s'élèveraient en Orient. Le *hatt-humayoun* n'est pas exécuté, et la clause la plus significative de ce décret, celle qui appelait les chrétiens au service militaire et qui par là établissait une égalité visible entre les chrétiens et les musulmans, cette clause s'est transformée en un impôt d'exonération, impôt obligatoire, entendez-le bien; le chrétien est forcé de s'exonérer. L'Europe a vu cette énorme violation du *hatt-humayoun*, par conséquent du traité de 1856; l'Europe n'a rien dit, elle a laissé faire. Ce jour-là, j'ai été persuadé que la question d'Orient, au lieu de faire des progrès, était en train de reculer, et depuis ce temps tout a justifié mes craintes.

Qu'a fait en effet l'amphictyonat européen qui siége à Constantinople? Comme c'est l'Angleterre qui y a l'hégémonie, il semble avoir suivi un plan de restauration extérieure de l'empire ottoman. Il a soumis le Liban aux fonctionnaires turcs; il a, dit-on, subordonné l'indépendance du Montenegro à la suzeraineté du sultan; il est en train de ranger la Serbie sous l'autorité de la Porte-Ottomane, et tout cela toujours au nom de l'intégrité de l'empire ottoman. Cet empire en vérité avait bien tort de ne pas vouloir entrer dans le concert européen; il ne savait pas tout ce qu'il avait à y gagner. Il y a gagné tout d'abord le droit de ne point exécuter son *hatt-humayoun*. S'il avait pris devant une seule puissance européenne, devant la Russie ou devant la France, l'obligation d'exécuter son décret, il aurait été forcé de le faire; mais étant contractée envers six puissances, l'obligation n'a eu personne qui s'appliquât à en réclamer l'accomplissement. Il y a dans les fabliaux du moyen âge une bonne femme qui, lorsqu'elle menait sa vache dans son pré, la recommandait chaque jour à quelque saint particulier, et le saint défendait la vache contre le loup. Un jour la bonne femme recommanda sa vache à tous les saints, et ce jour-là la vache fut mangée par le loup :

Chaque saint s'attendait à l'autre,

dit le vieux fabliau. Le *hatt-humayoun* de 1856 était aussi pour son exécution recommandé à tous les saints, c'est-à-dire à toutes les puissances européennes, et c'est pour cela qu'il est resté inefficace. Le sultan n'a pas changé ses *rayas* chrétiens en sujets ottomans,

comme il l'avait promis, et il est en train de changer ses vassaux extérieurs en sujets dépendans. Voilà ce que l'Angleterre a fait du traité de 1856; voilà comme elle l'a fait reculer de l'amélioration des chrétiens à la restauration de la Turquie.

J'ai voulu indiquer le trait caractéristique de la situation nouvelle de l'Orient avant d'arriver aux détails de cette situation. Voyons maintenant ces détails principaux, ou plutôt voyons les querelles qui ont lieu en Serbie, au Montenegro et en Syrie. Le sujet de ces querelles est partout le même : c'est partout l'Orient nouveau, l'Orient chrétien qui est attaqué par l'Orient turc; partout aussi c'est le même juge qui intervient dans le litige pour donner arrêt contre l'avenir au profit du passé, contre la chrétienté au profit de l'islamisme, et ce juge est partout l'Angleterre.

I.

Je commence par la Serbie. Il y a vingt-six ans, je descendais le Danube, et je me souviens que Belgrade fut la première ville turque que je rencontrai. Ce fut à la fois pour moi un genre de vue nouveau et une curieuse énigme : une vue nouvelle; c'était la première fois en effet que je voyais ce mélange gracieux d'arbres et de maisons que font les villes turques. J'ajoute, pour expliquer mon enchantement de cette première ville turque, que je n'y entrai point, et que je ne la vis que de loin. Les lois sanitaires m'empêchaient d'y aborder, et Belgrade gagna beaucoup à rester pour moi en perspective; mais ce beau coup d'œil m'offrit en même temps une énigme à deviner. Belgrade est une ville serbe, c'est même la vraie capitale de la Serbie; seulement cette capitale de la Serbie a une forteresse occupée par les Turcs. Supposez dans Paris notre ancienne Bastille occupée par les Anglais ou par les Autrichiens, ou bien encore supposez la caserne du Prince-Eugène et les deux grandes casernes de l'Hôtel de Ville contenant garnison russe ou prussienne : que dirions-nous d'un pareil état de choses, fût-il même établi par les traités, surtout si de temps en temps la garnison, comme pour consacrer son droit, s'amusait à faire feu sur la ville?

Belgrade, Semendria et Orschova sont les trois forteresses qui défendaient l'empire turc contre l'Autriche, Belgrade en face de Semlin, Semendria et Orschova en face du Banat autrichien et des colonies militaires. Ces trois forteresses sont en Serbie. Dans les guerres entre les Turcs et les Serbes, les Turcs perdirent les villes bâties sous ces forteresses. Les citadelles seules restèrent entre leurs mains. La paix a sanctionné cet état de choses; mais qu'est-ce qu'une paix qui laisse subsister toutes les difficultés mêmes de la guerre? Les

Turcs possèdent les forteresses, et les Serbes possèdent le pays et les villes. Vous concevez quelles complications doivent naître de cet arrangement.

Au premier coup d'œil, les Turcs qui sont à Belgrade, à Semendria et à Orschova semblent un corps d'occupation; ils ont l'apparence de vainqueurs et de maîtres. Je trouve dans mes notes de voyage de 1836 qu'en fait c'étaient des prisonniers et des otages. Je me hâte seulement d'ajouter que, dans ces derniers temps, le vizirat de l'Angleterre a changé cet état de choses. Expliquons d'abord en quelques mots, et d'après nos renseignemens, l'ancienne attitude des Turcs dans les forteresses serbes; nous dirons ensuite leur nouvelle attitude, qui est un des traits caractéristiques de l'état actuel de l'Orient.

Enfermés dans les forteresses, ne pouvant rien posséder au dehors, excepté leurs maisons à Belgrade, réduits à la plus profonde misère, pouvant à peine vivre, les Turcs de Serbie défendaient par leur présence, plus que par leur vigilance et par leur activité, les forteresses confiées à leur garde, que les Serbes du reste ne songeaient pas à attaquer. Avant la grande insurrection de 1804 et l'insurrection plus décisive encore de 1815, les Turcs en Serbie vivaient de la dîme qu'ils percevaient sur les terres qui leur étaient données en fiefs. La victoire des Serbes avait supprimé les fiefs comme les dîmes, et le sultan, en laissant les Turcs dans les forteresses, avait oublié de remplacer ces dîmes par un revenu ou par une paie. Pauvres et en petit nombre au milieu d'une population étrangère, les Turcs, à Semendria et à Orschova, avaient senti leur faiblesse, et s'y étaient résignés. Ils avaient abjuré cet orgueil ottoman qui les avait rendus odieux aux Serbes, et ils vivaient en bonne intelligence avec leurs anciens sujets, devenus les arbitres de leur sort. Aussi la haine des Turcs devenait chaque jour moins vive en Serbie, car des Turcs, les Serbes ne haïssaient que la tyrannie, et il y a du reste dans les mœurs simples et guerrières des Turcs, hors de Constantinople, quelque chose qui convient au caractère des habitans de la principauté. A Belgrade au contraire, les Turcs ne s'étaient point, comme dans les autres forteresses, résignés à leur faiblesse. Ils étaient plus pauvres et plus misérables encore peut-être qu'à Semendria et à Orschova; mais ils y étaient plus fiers, soit que les souvenirs guerriers de Belgrade entretinssent leur orgueil, soit qu'ils sentissent ce que pourrait être cette ville, placée au confluent du Danube et de la Save. On me contait à ce sujet des traits de pauvreté et d'orgueil qui touchent à l'héroïsme ou au ridicule. On voit des Turcs rester toute la journée assis dans un café, fumant leur pipe ainsi qu'au temps de leur grandeur, ne mangeant pas faute d'argent,

mais ne travaillant pas, ce qui les rabaisserait à la condition de *rayas* ou de sujets, comme si cette persévérance dans leur dignité de maîtres et de vainqueurs devait finir par vaincre le sort, qui se lassera plus tôt qu'eux-mêmes. Si parfois la faim l'emporte sur l'orgueil, s'ils demandent à un chrétien de les secourir, c'est du ton d'un maître qui consent à recevoir un service d'un de ses esclaves. Un jour le vieux Milosch, passant dans une rue de Belgrade, vit par extraordinaire un Turc qui travaillait; mais dès que celui-ci l'aperçut, il quitta bien vite ses outils, s'assit par terre, barrant le passage au prince, et se mit à fumer, les jambes croisées, en le regardant d'un air de supériorité. Le prince lui fit donner sur place vingt coups de bâton, et ensuite l'aumône, dont il avait grand besoin.

L'orgueil ottoman allait bien jusqu'à mourir de faim, mais il n'allait pas jusqu'à monter la garde sur les remparts de la forteresse. Quand je descendais le Danube en 1836, nous étions un assez grand nombre de voyageurs rassemblés sur le pont du bateau à vapeur pour voir Belgrade; plusieurs d'entre nous avaient des lunettes d'approche. Nous ne vîmes pas un seul soldat, une seule sentinelle. Les murs de la forteresse, qui étaient encore en assez bon état, suffisaient seuls sans doute à la défendre, selon le jugement des Turcs. Quant à la ville, les murailles étaient presque partout détruites. A Semendria, à Orschova, même abandon sur les remparts et même silence. En voyant ce délaissement, je me demandais à quoi pouvaient servir des forteresses ainsi abandonnées. Est-ce l'empire ottoman que défendent ces forteresses? Personne ne peut le prétendre sérieusement. Pourquoi donc ne pas avoir donné aux Serbes les places qui sont sur leur territoire? Pourquoi avoir emprisonné inutilement quelques milliers de Turcs dans des citadelles isolées au milieu d'un pays ennemi? Est-ce un dernier hommage rendu à la vieille majesté de l'empire ottoman? Hommage funeste et dérisoire : l'empire ottoman a dans la Serbie et dans le courage de ce peuple un boulevard plus puissant contre l'Autriche que ne le seront jamais Belgrade, Semendria et Orschova, telles qu'elles sont aujourd'hui. Donner Belgrade à la Serbie, c'est ajouter encore à la force de ce boulevard. Avec Belgrade et les autres forteresses, la Serbie devient vraiment indépendante, et ce n'est plus la Porte qui doit craindre que la Serbie devienne vraiment indépendante. Depuis qu'elle n'a plus l'espoir de conquérir les provinces qui se sont détachées de son empire, telles que la Serbie, la Grèce, la Valachie et la Moldavie, la Porte, loin d'avoir intérêt à leur faiblesse, a intérêt à leur prospérité et à leur force, car ce sont autant de barrières qu'elle met entre elle et ses adversaires.

Ces réflexions de 1836 et de 1840 ont-elles cessé d'être justes en

1862? Oui, tout a changé sur un point en Turquie, et ce point a changé tout le reste. En 1840, on croyait et on pouvait croire que la Turquie avait renoncé à l'espérance de reconquérir les provinces qui s'étaient détachées de son empire. On n'avait affaire alors qu'à la Turquie, et on mesurait son ambition sur sa force. Il n'en est plus de même aujourd'hui qu'on a affaire à l'Angleterre agissant avec ses propres forces au nom et, dit-elle, aux droits de la Turquie. Avec un pareil procureur, il n'y a plus de mauvaise créance dans l'actif de la Turquie. Tout est bon, tout peut valoir, et de la plus mince prétention turque lord Palmerston est en train de faire une créance impérieuse en la faisant créance anglaise. Il a déjà montré dans l'affaire de dom Pacifico ce qu'on peut faire d'un mauvais dossier. Il continuera tant que la Turquie n'aura affaire sous son nom qu'à la Serbie ou à la Grèce, au Montenegro ou au Liban. Il excelle à avoir raison contre les faibles; il excelle à deviner et à envenimer un vieux litige.

Voyez par exemple en Serbie : la question des forteresses dormait; il y avait là un procès de quarante ans qui n'avait aucune envie de se réveiller, et qui s'était engourdi dans le même repos que les sentinelles de Belgrade, de Semendria et d'Orschova. Qui l'a ressuscité et qui l'a rajeuni? Ce sont les Serbes qui ont commencé, disent les Turcs; ce sont les Turcs, disent les Serbes. Je vais avoir l'air de faire un paradoxe en disant que c'est lord Palmerston, et cependant j'en suis très persuadé. Il y a un fort honnête personnage de Molière, M. de Pourceaugnac, qui, dès que Sbrigani a dit que quiconque s'en prendra à M. de Pourceaugnac aura affaire à Sbrigani, devient plus brave et plus querelleur qu'il ne l'était. C'est un peu l'histoire de la Turquie depuis qu'elle sait que toutes les querelles qu'elle aura, c'est l'Angleterre qui les soutiendra. Depuis ce moment, depuis la bienheureuse interprétation de l'intégrité de l'empire ottoman donnée par l'Angleterre, depuis que la Porte sait tout ce qu'elle peut tirer de ce mot cabalistique, elle a bravement entrepris la restauration de son ancienne puissance. En même temps que le gouvernement turc s'abandonnait à la facile confiance d'une résurrection dont il n'avait pas à faire les frais, la population musulmane, se sentant encouragée et soutenue, reprenait sa vieille haine contre les chrétiens et sa vieille cruauté, de telle sorte que Constantinople se trouvait plus hardi et Damas plus fanatique. Je ne sais pas si à Belgrade les Serbes ont provoqué les Turcs, ou si les Turcs ont provoqué les Serbes; mais je suis bien sûr qu'avant le jour qui a amené l'explosion de la querelle, il y avait déjà eu à Belgrade bien des rixes et des discords entre les Turcs et les Serbes; jamais cependant jusqu'ici les Turcs de la forteresse

n'avaient osé bombarder la ville. D'où vient cet accès de colère et d'orgueil qui a pris au pacha de Belgrade? De la confiance et de la présomption qu'a reprises le gouvernement turc. Il a pensé qu'il peut tout oser, puisqu'il peut dire :

Je suis fort; j'ai bon maître.

Je ne veux certes pas imputer à l'Angleterre toutes les complications de la question de Serbie. Ce n'est pas elle qui a imposé aux Turcs et aux Serbes une contiguïté si périlleuse, ce n'est pas elle qui a créé les difficultés d'une pareille communauté; mais c'est elle qui les a fait éclater, ce sont ses encouragemens qui ont décidé la Turquie à ne plus craindre de pousser à bout ces difficultés. Les traditions du vieux Milosch, qui ménageait les Turcs sans les craindre, les conseils de la France, la peur et la haine que les Serbes ont de l'Autriche, du côté de la Porte-Ottomane le goût de ne point se faire d'affaires, goût supérieur, pendant le règne d'Abdul-Medjid, à toutes les prétentions et à toutes les réminiscences ambitieuses, tout cela, depuis plus de quarante ans, avait tenu en suspens toutes les difficultés de la Serbie : on se disputait, on ne se battait pas. Les Turcs ne songeaient pas à réclamer le droit de bombarder Belgrade à leur fantaisie; ils ne pensaient pas non plus à envoyer un vaisseau de guerre dans les eaux du Danube pour appuyer les attaques de la forteresse de Belgrade contre la ville. Il y avait enfin un état de choses singulier, contraire à la logique, contraire à la prudence, presque impraticable; mais l'indécision et l'incertitude sauvaient tout. Les hommes étaient plus sages que les choses. Cette sagesse de la Porte a cessé le jour où elle a cru qu'elle pouvait être audacieuse avec impunité, le jour où elle a cru que la tutelle de l'Angleterre la rendait inviolable et irresponsable.

II.

Nous ne voulons résumer les démêlés de la Serbie avec la Porte-Ottomane que depuis quatre ans. La première contestation qui s'éleva en Serbie après le traité de 1856 fut plutôt européenne que turque et serbe. Au mois de décembre 1858, il y eut une révolution à Belgrade. Le prince Alexandre Georgevitch fut renversé, et le vieux Milosch, que le prince Alexandre avait autrefois détrôné, fut rappelé. La Serbie avait certes le droit de faire ce changement, car elle a une administration indépendante et nationale; elle est vassale et non sujette de la Porte-Ottomane. L'Autriche, qui voyait avec peine la déchéance d'un prince qu'elle favorisait, fit savoir au pacha de la forteresse de Belgrade que, s'il réclamait son interven-

tion contre cette révolution, elle interviendrait à l'instant même. Cette déclaration anéantissait l'autonomie de la Serbie et le traité de 1856 : l'autonomie de la Serbie, car elle transformait le droit d'occupation que la Turquie possède à Belgrade en droit de surveillance et de direction; le traité de 1856, car l'Autriche oubliait les termes exprès de l'article 29 de ce traité : « Aucune intervention armée ne pourra avoir lieu en Serbie sans un accord préalable entre les hautes puissances contractantes. »

La France réclama contre le projet d'intervention autrichienne, et surtout contre le droit que l'Autriche s'attribuait. Elle avait mille fois raison. S'il suffisait en effet d'une crainte et d'un appel de la Turquie pour légitimer l'intervention de l'Autriche, le traité de 1856 n'existait plus; la Turquie n'était plus placée sous la garantie collective de l'Europe, garantie que le traité de 1856 avait expressément étendue aux principautés du Danube et à la Serbie : elle était placée sous le protectorat de l'Autriche, qui aurait remplacé celui de la Russie. Quand l'Autriche élevait cette prétention, c'était avant la guerre d'Italie. Elle était alors très infatuée du succès qu'elle avait eu au traité de 1856, car elle n'avait pas fait la guerre de Crimée, et c'était elle qui en avait le plus profité. Cette guerre, qui avait détruit le protectorat de la Russie en Turquie, avait du même coup détruit l'ascendant que la Russie exerçait sur l'Autriche depuis la guerre de Hongrie. Avant le traité de 1856, l'Autriche n'avait envers la Russie qu'une ingratitude impuissante; depuis ce traité, son ingratitude était devenue victorieuse. Elle jouissait donc de ce triomphe, et voulait en jouir contre ses voisins. La guerre d'Italie a détruit cette ambition; elle a détruit l'hégémonie que l'Autriche s'arrogeait en Orient, et l'a transportée à l'Angleterre.

La question de l'intervention de l'Autriche en Serbie n'eut pas de dénoûment. Le pacha de Belgrade ne réclama pas contre la révolution serbe, et la Porte-Ottomane approuva la déchéance du prince Alexandre et l'avénement du vieux Milosch. Il ne resta de cette affaire qu'une preuve de plus du danger qu'il y a d'avoir remis aux mains des Turcs la citadelle de Belgrade, et la ville aux mains des Serbes. Il peut venir un jour où les Turcs appelleront les Autrichiens, qui viendront, diront-ils, comme alliés et comme voisins de la Turquie, et, s'emparant de Belgrade, prendront leur revanche de la vieille défaite de Joseph II.

Dans les autres démêlés de la Serbie avec la Porte-Ottomane, les grandes puissances ne sont pas intervenues; ce qui a rendu ces démêlés moins importans. Il est bon toutefois d'en dire un mot, car ils éclairent la situation du pays.

Le vieux Milosch mourut le 23 septembre 1860. Il avait demandé

à la Porte de reconnaître l'hérédité du principat serbe dans sa famille. La Porte refusa cette reconnaissance; mais les Serbes déclarèrent dans une protestation solennelle qu'ils avaient le droit de conférer l'hérédité à la famille Obrenovitch, que c'était là une des conditions essentielles de l'autonomie, qu'ils possédaient depuis 1830 et qu'avait consacrée le traité de 1856. Le fils de Milosch, le prince Michel Obrenovitch, monta donc sur le trône après la mort de son père. L'assemblée nationale de 1861 proclama de nouveau cette hérédité comme « un droit dont la principauté avait fait un libre usage toutes les fois qu'elle l'avait jugé convenable, sans avoir essuyé pour cela de remontrances de la part de qui que ce soit (1). » Cette assemblée de 1861 supprima aussi les priviléges qu'avaient peu à peu acquis les sénateurs, comme « contraires aux principes de l'autonomie nationale ainsi qu'à la loi fondamentale de l'égalité commune. » La Serbie est un état essentiellement démocratique; mais la démocratie y est naïve et sincère, et c'est ce caractère que le nouveau prince et la nouvelle assemblée se sont efforcés de conserver. Déjà en effet la Serbie, quoique encore rude et grossière, a besoin de se préserver des maux qui semblent plus particulièrement propres aux vieilles civilisations. Il y a chez ce peuple campagnard un petit monde qui veut se faire une vie à part et privilégiée aux dépens de la nation. « Il faut, disait le prince Michel dans son discours à l'ouverture de la *skouptchina* au mois d'août 1861, il faut que chez nous les fonctions publiques cessent d'être considérées seulement comme un moyen facile d'existence, ainsi que cela jusqu'à présent a eu lieu. J'ai entre les mains les preuves les plus claires de la manière dont beaucoup de gens envisagent les fonctions publiques : l'un sollicite un emploi parce que, dit-il, sa mauvaise santé ne lui permet pas de faire autre chose, un autre parce qu'il est embarrassé sur le choix d'un état, ce troisième parce qu'il a fait de mauvaises affaires dans le commerce, et ainsi de suite. Il faut absolument que cette funeste maladie des emplois publics disparaisse de chez nous, car, outre l'inconvénient d'augmenter les charges du trésor et celui de pousser les gens à négliger leurs affaires ou leurs travaux pour courir après des emplois auxquels ils ne sont pas aptes, il y aurait à redouter un des plus grands maux d'un état, celui d'être mal servi. — Ceux-là sont dans une grave erreur qui pensent qu'on n'a bien mérité de son pays que lorsqu'on l'a servi comme fonctionnaire. Il y a beaucoup d'autres moyens de rendre des service à notre pays, et ces services sont d'autant plus louables et plus mé-

(1) Note envoyée par le ministre des affaires étrangères de la principauté de Serbie au chargé d'affaires serbe à Constantinople, sur les travaux de la dernière *skouptchina*, 4 octobre 1861. — *Archives diplomatiques*, 1861, n° 12, décembre, p. 447.

ritoires pour celui qui les rend qu'il ne touche point de traitement. Les moyens dont il s'agit sont incontestablement l'agriculture, l'élevage des bestiaux, les professions manuelles et en général le travail (1). »

Que dites-vous de ces paroles prononcées à Belgrade et qui peuvent avoir leur à-propos en beaucoup d'autres villes d'Europe? Rendons justice à la Porte-Ottomane : elle n'a pas soulevé de querelles diplomatiques sur les réformes intérieures que l'assemblée nationale a faites. Elle s'est contentée de les faire attaquer dans le *Journal de Constantinople*. Les choses n'ont pas été au-delà d'une controverse entre les écrivains de la Turquie et ceux de la Serbie.

Il y a des points pourtant sur lesquels la Porte-Ottomane contestait le droit qu'a la Serbie de réformer ses institutions intérieures. Ainsi elle réclamait contre l'organisation de la milice nationale (2), et il n'est pas difficile de comprendre ce qui dans l'organisation de cette milice chrétienne blesse le gouvernement turc, qui, malgré les solennelles promesses du *hatt-humayoun* de 1856, n'a pas voulu appeler les chrétiens de la Turquie au service militaire. Le gouvernement serbe repoussa vivement la prétention de la Porte-Ottomane, revendiquant hautement le droit qu'il avait de changer ses institutions intérieures et de les accommoder à ses besoins, expliquant en même temps d'une manière curieuse pour nous, peu rassurante pour la Turquie, le principe et le but de cette organisation militaire. « Vous n'ignorez pas, dit la note adressée par le ministre des affaires étrangères au chargé d'affaires de Serbie à Constantinople, l'esprit belliqueux du peuple serbe. Il est armé tout entier, et dans certaines circonstances il forme de lui-même une espèce de milice nationale. Vous n'ignorez pas non plus que ce même peuple abhorre le service régulier et la vie de caserne. » Que faire donc? Laisser à elle-même cette population armée et la dispenser comme par le passé de toute subordination et de toute discipline? Il y a là un grand danger pour l'ordre intérieur. D'un autre côté, le gouvernement, qui a déjà quelques troupes régulières, n'en a pas assez pour la défense des frontières. Il ne veut pas non plus pourtant avoir une grande armée permanente et régulière. Ici viennent quelques réflexions excellentes sur l'inconvénient des grandes armées permanentes : elles enlèvent des bras à l'agriculture, elles causent d'énormes dépenses au trésor public. L'organisation de la milice nationale prévient ces inconvéniens et suffit à tous les besoins de la Serbie. Les instincts belliqueux des Serbes sont employés et disciplinés sans être casernés; l'agriculture

(1) *Archives diplomatiques*, nº 10, octobre 1861, p. 154-155.

(2) La Porte-Ottomane vient tout récemment d'adresser au gouvernement hellénique une réclamation contre quelques articles de la loi sur la garde nationale en Grèce.

garde ses travailleurs, le trésor public ne s'épuise pas, et la Serbie a des soldats toujours prêts pour sa défense.

Lorsque la Turquie essayait de mettre ainsi son *veto* aux réformes intérieures de la Serbie, elle tentait de changer sa suzeraineté en souveraineté. Quant aux autres querelles, elle s'est renfermée dans le cercle des traités difficultueux qu'elle a avec la Serbie; mais depuis deux ans surtout, comme le remarque une dépêche du ministre des affaires étrangères adressée au chargé d'affaires de Serbie à Constantinople, au mois de décembre 1860 (1), les pachas de Belgrade se sont appliqués à aigrir les difficultés contenues dans ces traités et y ont mis « un mauvais vouloir persistant et systématique, de telle sorte que nous sommes forcés de croire que cette hostilité est moins le fait personnel de tel ou tel gouverneur que la conséquence du système politique que l'on a adopté à notre égard à Constantinople. » Et le ministre serbe ajoute d'un ton de fierté qui nous plaît : « Ce n'est pas que nous redoutions, en ce qui nous concerne, les suites de cette hostilité; mais nous voyons avec regret qu'elle enflamme des passions et des haines qu'une bonne politique devrait au contraire chercher à éteindre. » On voit que nous ne nous trompions pas quand nous reportions à quelques années les commencemens de cette hardiesse qui a rendu à la question d'Orient son caractère de crise et de péril. C'est il y a deux ans qu'a commencé en Orient le vizirat de l'Angleterre. Cette date se rencontre aussi à peu près, nous regrettons de le dire, avec notre évacuation de la Syrie, exigée par l'Angleterre, consentie par l'Europe, et que par conséquent nous ne pouvions pas refuser. Cette évacuation a plus que quoi que ce soit au monde persuadé l'Orient de l'hégémonie de l'Angleterre.

Énumérons rapidement les querelles particulières que la Turquie a fait sortir de ses traités contentieux avec la Serbie :

Séjour des musulmans en Serbie hors des forteresses. — Ce séjour est contraire aux traités, contraire au *hatti-cherif* de 1830, qui a réglé les rapports entre la Porte-Ottomane et la Serbie, contraire à toute administration régulière et au maintien de l'ordre. C'est à Belgrade surtout qu'est la difficulté. Il y a hors de la citadelle un faubourg qu'habitent les musulmans. Le gouvernement serbe consentait à ne pas exiger l'émigration des musulmans de ce faubourg, mais il demandait qu'ils fussent soumis aux lois serbes. La Porte a refusé cet échange de concessions.

Prétention de la Porte-Ottomane de mettre dans les forteresses des garnisons composées de troupes régulières à la place des mu-

(1) *Archives diplomatiques*, 1861, n° 4, avril, p. 102.

sulmans du pays. — Sauf à Belgrade, où les difficultés de la contiguïté se sont envenimées, les musulmans des forteresses intérieures de Serbie, anciens habitans du pays, vivaient en assez bonne intelligence avec les Serbes. Leur substituer des troupes régulières, c'est substituer un élément d'agitation et de lutte à un élément paisible.

Présence des troupes ottomanes, composées en grande partie de *bachi-bouzouks*, sur la frontière méridionale de la Serbie. — Ce n'est que depuis deux ans que les *bachi-bouzouks*, sous prétexte d'observer la frontière serbe, la troublent et l'inquiètent. Il y a là pour les Serbes une cause de mécontentement et d'effervescence. Il faut qu'ils gardent leur frontière; il faut qu'ils repoussent à main armée les incursions des *bachi-bouzouks*, qui sont, on le sait, les plus indisciplinées des troupes turques. C'est une petite guerre qui peut amener la grande.

Émigration de plusieurs familles tartares dans le pachalick de Widin, tout près de la frontière serbe. — Ces familles ont été établies dans des villages bulgares, logées dans des maisons bulgares, et elles vivent aux dépens des Bulgares. Ceux-ci, effrayés et persécutés, viennent se réfugier en Serbie. De là deux dangers : la sympathie des Serbes pour leurs frères chrétiens de Bulgarie fait qu'ils prennent parti pour les Bulgares chassés de leur patrie, et le ministre des affaires étrangères de Serbie déclare « qu'aucun gouvernement serbe n'oserait répudier et combattre une sympathie si naturelle et si vive. » L'autre danger que le ministre serbe signale sans le craindre, dit-il, pour la Serbie, c'est que cette colonisation tartare ne soit le noyau d'un cordon militaire musulman formé par la Porte entre les Bulgares et les Serbes, c'est-à-dire entre deux populations chrétiennes. Cette colonisation musulmane n'a aussi que deux ans de date, et elle fait visiblement partie du système de résurrection agitée, mais impuissante, que l'Angleterre inspire à la Porte-Ottomane.

III.

Nous ne savons pas encore très exactement ce que la conférence tenue à Constantinople, entre les ministres des puissances signataires du traité de 1856, a décidé sur les contestations pendantes entre la Porte-Ottomane et la Serbie. Il n'y avait, à vrai dire, qu'une seule question à décider, celle des forteresses. Fallait-il les laisser entre les mains des Turcs, surtout celle de Belgrade? Toute la difficulté est là. Avec la contiguïté imposée à Belgrade aux Turcs et aux Serbes, tous deux armés et tous deux s'observant et se haïssant, la

paix est impossible. Comment vouloir que le feu réside à côté de la poudre et qu'il n'y ait pas de temps en temps des explosions? Cependant l'amphictyonat de Constantinople n'a rien décidé sur cette question de Belgrade. Il a accordé, dit-on, aux Serbes que les Turcs ne pourraient résider que dans l'enceinte des forteresses; mais le faubourg musulman de Belgrade est-il compris dans cette enceinte? Il a de plus, dit-on encore, cédé aux Serbes deux forteresses de l'intérieur du pays, forteresses qui tombaient en ruine et que je ne vois pas citées une seule fois dans les documens serbes comme ayant été l'occasion de la moindre difficulté. Cette concession des deux forteresses de Soko et d'Oujitza n'a pour la Serbie qu'un avantage : c'est un précédent, et puisque l'amphictyonat européen de Constantinople a pu décider sur Soko et sur Oujitza, il pouvait et il pourra décider sur Belgrade.

Les Serbes demandaient, si l'on ne voulait pas leur remettre la citadelle de Belgrade, qu'au moins on la démolît. On a démoli dans les principautés du Danube les forteresses turques, et cette démolition a consacré l'autonomie des principautés. Pourquoi ne pas faire de même pour la Serbie? Craint-on de rendre les Serbes trop forts en leur donnant une citadelle? Eh bien! qu'on ne la donne à personne; qu'on la détruise! Les Serbes ont des citadelles naturelles pour défendre leur liberté : ce sont leurs montagnes et leurs forêts; ils s'en contentent. Ils ne souhaitent donc pas d'avoir Belgrade, mais ils demandent que Belgrade ne soit plus entre les mains de leurs vieux ennemis, depuis surtout que ces vieux ennemis ne gardent plus cette citadelle comme un dépôt ou comme un souvenir, mais qu'ils s'en font une menace et un instrument de ruine. Pourquoi ne pas profiter de cette occasion pour rendre sur ce point au Danube et à la Save leur liberté naturelle? Si l'on pouvait ôter au Bosphore sa force stratégique, peut-être l'Europe le ferait de grand cœur pour alléger la question d'Orient d'une de ses plus graves difficultés. Ce que l'Europe ne peut pas faire pour le Bosphore, elle le peut pour le Danube : en démolissant Belgrade, elle supprime la question serbe. Or n'est-il pas de son intérêt de supprimer le plus qu'elle peut de questions litigieuses? Chaque litige de moins est une chance de paix de plus.

Si j'avais à caractériser les conditions que l'amphictyonat de Constantinople a faites à la Serbie et l'attitude nouvelle qu'elles donnent à cette principauté, voici les réflexions que je ferais. D'abord la Serbie, grâce à la conférence diplomatique de Constantinople, est entrée plus avant qu'elle ne l'avait fait jusqu'ici dans le concert européen. C'est une des conséquences du traité de 1856, qui a fait entrer la Turquie et ses états secondaires dans le cercle des rela-

tions européennes, et les a soumis à la direction collective, et par conséquent très contentieuse, des cinq grandes puissances. La Serbie a-t-elle gagné, a-t-elle perdu à cette entrée dans le concert européen? On peut soutenir l'une et l'autre thèse. Elle a gagné comme les autres états secondaires de la Turquie, comme les principautés du Danube, comme le Liban, comme les chrétiens de l'Orient en général; elle a gagné en importance. La Turquie et la Serbie ne peuvent plus rien faire l'une contre l'autre sans que l'Europe s'en occupe. Il n'y a plus de question turque et serbe qui ne soit en même temps une question européenne. Mais si la Serbie a gagné en importance, elle a perdu en liberté d'action, comme la Turquie elle-même. Autrefois les états secondaires de l'empire ottoman, s'ils avaient quelque démêlé avec la Porte-Ottomane, réglaient leurs affaires avec elle par la force ou par l'intrigue. L'intrigue, de nos jours, est peut-être encore permise, quoique le cercle en soit rétréci; la force est interdite. Il ne faut pas se dissimuler que de cette façon la procédure des événemens orientaux s'est fort compliquée : ils ont des contre-coups lointains et multipliés. Nous apprenons chaque jour le nom de quelque ville inconnue de l'empire ottoman par l'agitation qu'une querelle de carrefour imprime à la politique universelle. Ne lisais-je pas dernièrement dans la *Gazette d'Augsbourg* qu'un soldat grec avait déserté d'une petite ville de Phocide et s'était réfugié chez les Turcs en Thessalie? Là, ne se trouvant pas bien, il était revenu en Grèce, où il avait été puni. Le ministre d'Angleterre à Athè nesavait pensé que ce soldat, qui était allé et revenu d'un pays à l'autre, était peut-être un instigateur envoyé par la Grèce en Thessalie pour pousser les Thessaliens à la révolte; il avait informé son gouvernement, et lord John Russell avait adressé au gouvernement du roi Othon une lettre fort dure. Je ne m'étonne pas que le gouvernement anglais, s'étant chargé de la police de la Turquie, prenne connaissance des rapports de corps de garde dans tout l'Orient; mais l'aventure du soldat de Phocide, mécontent du service grec et plus mécontent du service turc, une fois signalée par la note diplomatique de lord John Russell, a dû faire l'entretien des cabinets de l'Europe, et voilà comme en Orient, à l'heure qu'il est, un Turc ne peut plus ni donner ni recevoir un coup de bâton sans que l'Occident s'en émeuve.

La seconde réflexion que je veux faire sur le nouvel arrangement intervenu entre la Turquie et la Serbie, c'est que les deux parties, au lieu d'être placées en face l'une de l'autre dans une attitude plus pacifique, sont placées au contraire dans une attitude plus belligérante. Il y a de la stratégie dans le plan de conciliation adopté par l'amphictyonat de Constantinople. La Turquie abandonne deux forteresses extérieures qui étaient bloquées par l'effet de leur iso-

lement; mais elle concentre ses forces sur le Danube, et à Belgrade surtout. La citadelle turque va avoir une esplanade qu'elle n'avait pas; nécessairement les Serbes, de leur côté, auront un corps régulier d'observation en face de la citadelle. C'est une paix armée; les difficultés sont érigées, pour ainsi dire, en face l'une de l'autre. Dans l'ancien état de choses, tout était difficultueux assurément, mais tout était somnolent. Aujourd'hui tout est vigilant. Le duel est ajourné, mais il est réglé d'avance. Tout est organisé comme à la veille d'une entrée en campagne, et, sans vouloir faire en ce moment aucune comparaison inquiétante, je dirai que l'état de paix imposé à la Turquie et à la Serbie ressemble en petit à l'alliance entre la France et l'Angleterre, alliance à la fois très pacifique et très belligérante; car c'est la paix, mais une paix qui peut du jour au lendemain se changer en guerre. Tout est prêt pour la bataille. On me dit que c'est pour cela qu'elle n'aura pas lieu : je l'espère.

IV.

Je passe de la Serbie au Montenegro. Je trouve là aussi depuis trois ou quatre ans un nouvel état de choses, et depuis un mois un nouvel arrangement fait aussi par la diplomatie européenne.

Si la célébrité fait le bonheur, le Montenegro depuis plusieurs années déjà est en train d'être heureux. Beaucoup d'auteurs anglais, allemands et français ont parlé de ce petit pays. Le roi de Saxe, Frédéric-Auguste, l'a visité en 1838, et le narrateur de ce voyage royal, qui était plutôt, je dois le dire, un voyage de botanique que de politique, remarque que le prince qui gouvernait alors le Montenegro, Pierre Petrovitch, était un despote d'autant plus habile, qu'il savait fort habilement déguiser son despotisme. Ce Pierre Petrovitch, qui reçut le roi de Saxe dans son très modeste palais à Cettigné, mourut à la fin de 1851. C'était un poète distingué, un poète serbe, et comme la langue serbe est parlée de l'Adriatique à la Mer-Noire, et qu'un Monténégrin en Dalmatie, en Croatie, en Serbie et même en Bulgarie, comprend tout le monde et est compris aussi de tout le monde, cette réputation de poète serbe ne contribuait pas peu à l'ascendant de Pierre II et des Monténégrins parmi les Slaves.

« Les distinctions de race ou de religion, si profondément marquées en Orient, dit M. Delarue, auteur d'une courte et curieuse histoire du Montenegro, font qu'au mépris de toute division politique les populations honorent tout héros de même sang qu'elles-mêmes.» Pierre Ier du Montenegro, le prédécesseur de Pierre II, et qui mourut en 1830, était un grand prince pour tous les Slaves-Serbes, de même que Pierre II était un grand poète. « C'est par ses grands hommes

que la race serbe, si divisée d'ailleurs, se reconnaît et se sent une. L'admiration et un amour commun sont les liens de ses rameaux séparés. Pierre Ier, Kara George, Milosch, sont les véritables enfans d'une patrie commune, n'empruntant rien à l'Occident, qui s'est peu soucié d'ailleurs de leurs luttes. Ils sont restés exclusivement Serbes; mais ils sont dans toute la grande nation serbe compris de tous et accessibles à tous (1). »

M. Delarue, que je viens de citer, fait lui-même partie de l'histoire récente du Montenegro. Secrétaire du dernier prince, Daniel Ier, il a pris une part active aux luttes du Montenegro contre les Turcs. Il ne s'y était pas épargné, et par son courage et son dévouement il méritait de périr sur un champ de bataille. Il mourut de maladie à Paris, au moment de retourner dans le Montenegro. Il était, comme le dit si bien un de ses amis, M. d'Avril, dans quelques pages émues et touchantes, il était de cette race de Français aventureux et hardis, comme il s'en trouve encore parmi nos missionnaires et parmi nos militaires. C'était aussi bien pour M. Delarue une véritable mission que cet emploi de secrétaire auprès du prince du Montenegro; il avait un peuple à soutenir et l'influence de la France à répandre parmi les Slaves. Il s'y mit de cœur, jouissant de cette aventure qui allait bien à son caractère, mais n'en attendant rien que le plaisir de l'avoir eue et d'avoir fait un peu de bien. Sa bravoure française, mais du genre calme, étonnait les Monténégrins, fort courageux de leur nature, et dans le combat de Grahovo, en 1858, comme il allait d'un groupe de Monténégrins à l'autre pour diriger leur feu, sans s'inquiéter des balles qui sifflaient à ses oreilles, c'est une légende maintenant au Montenegro « que le Français avait le don surnaturel d'écarter les balles en agitant ses mains autour de la tête comme un éventail (2). »

L'année 1858 fut heureuse pour le Montenegro : il vainquit les Turcs, et avant même de savoir cette victoire, le gouvernement français déclara dans *le Moniteur* qu'il protégerait l'indépendance du Montenegro. Cette déclaration produisit un grand effet dans l'Adriatique, car elle était dirigée en même temps contre la Turquie et contre l'Autriche; c'était un des petits signes précurseurs de la guerre d'Italie. Les paroles du *Moniteur* furent appuyées par une escadre française envoyée à Raguse, et comme cette escadre était commandée par M. Jurien de La Gravière, l'ascendant de l'homme s'ajouta cette fois à la puissance des paroles officielles (3).

(1) *Le Montenegro*, par M. Henri Delarue, secrétaire du prince Daniel Ier de 1856 à 1859, p. 65 et 66.

(2) Notice de M. d'Avril sur M. Delarue, p. 12.

(3) N'oublions pas les habiles efforts de M. Hequart, aujourd'hui consul à Damas.

Le Montenegro a été moins heureux en 1862 qu'en 1858. *Le Moniteur* n'a pas parlé en sa faveur : il a été laissé à lui-même. Il ne faut pas oublier que le Montenegro est un état de 120.000 âmes. Comment pouvait-il lutter contre la Turquie, si la Turquie s'appliquait à étouffer dans le Montenegro les commencemens d'une insurrection slave, et si dans cette entreprise elle était appuyée par l'Angleterre et soutenue par l'Autriche?

Pourquoi la France en 1862 n'a-t-elle pas fait pour le Montenegro ce qu'elle avait fait en 1858? Ici nous pouvons seulement faire des conjectures. En 1858, *le Moniteur* déclarait que la Turquie n'avait jamais possédé le Montenegro assez longtemps pour légitimer la conquête par la durée. Il y avait eu des incursions, tantôt victorieuses, tantôt repoussées. Cela ne créait à la Turquie ni droit de souveraineté, ni droit de suzeraineté sur le Montenegro; aucun traité n'avait jamais reconnu ses prétentions. Au congrès de Paris, en 1856, le plénipotentiaire turc avait voulu faire reconnaître les titres de la Porte-Ottomane; le prince Danielo avait protesté; le congrès n'avait rien décidé, et par cela même il avait prononcé pour le Montenegro. Si le Montenegro eût fait partie de la Turquie à titre d'état vassal, le congrès de Paris aurait réglé les conditions de cette vassalité, comme il l'avait fait pour les principautés du Danube et pour la Serbie. Ne comprenant pas le Montenegro dans le traité, le congrès déclarait implicitement qu'il ne faisait point partie de la Turquie.

La condition du Montenegro est-elle changée depuis cette déclaration du *Moniteur* en 1858? Le Montenegro s'est-il soumis à la Porte-Ottomane? s'est-il reconnu son vassal? Non. Quand le prince Daniel fut assassiné en 1859 et que son neveu Nicolas Ier fut proclamé comme son successeur, le sultan ne contesta pas son avénement, et ne lui signifia pas qu'il devait venir lui prêter foi et hommage : il laissa les choses comme elles étaient. La Porte-Ottomane, en 1862, est devenue plus hardie; nous savons pourquoi : derrière chaque hardiesse de la Turquie, il y a un encouragement de l'Angleterre. Elle a affecté, dans les instructions qu'elle a données à Omer-Pacha, de ne plus traiter le Montenegro que d'administration particulière. Pourquoi *le Moniteur* alors n'a-t-il pas parlé comme il l'avait fait en 1858? Il ne l'a pas voulu sans doute. Cette volonté peut avoir deux raisons.

Quelques personnes prétendent que le Montenegro avait prêté l'oreille aux promesses de Garibaldi. On sait en effet que Garibaldi, s'annonçant comme le libérateur des peuples opprimés, avait pensé à faire une grande insurrection chrétienne en Orient pour renverser la Turquie, et, la Turquie une fois renversée, pour détruire du

même coup l'Autriche, ce qui rendait Venise à l'Italie. C'était prendre évidemment le plus long. Je ne sais pas non plus ce que, dans ce plan d'insurrection orientale, devenaient les Iles-Ioniennes, et s'il leur était permis de s'annexer, comme elles le veulent, à la Grèce. L'Angleterre, qui a deux cliens, la Turquie et la révolution italienne, n'a pas voulu qu'un de ses cliens attaquât l'autre; elle n'a pas voulu que Garibaldi se fît le libérateur des nationalités qu'elle violente à Corfou et qu'elle combat en Serbie, en Bulgarie, en Macédoine, en Thessalie et en Épire. Garibaldi s'est donc rabattu sur Naples pour pousser Naples sur Rome, et il a oublié le Montenegro et la Serbie; mais dans le Montenegro et dans la Serbie le contre-ordre de Garibaldi n'est pas arrivé à temps ou n'a pas été obéi. De là, selon les personnes dont je rapporte l'opinion, les mouvemens qui ont éclaté dans les pays slaves, et dont le général hongrois Klapka a reproché publiquement à Garibaldi la conception et l'avortement (1); de là aussi le mécontentement de la France contre une fermentation plutôt révolutionnaire que chrétienne, plutôt italienne qu'orientale; de là le silence désapprobateur que *le Moniteur* a gardé cette fois envers le Montenegro.

Je donne cette explication comme elle m'a été donnée, et sans y attacher une grande importance; elle me semble avoir pris des conversations de sociétés secrètes pour des plans arrêtés et en voie d'exécution. Je laisse donc de côté cette façon d'expliquer le silence du *Moniteur*. Il y a, selon moi, une manière beaucoup plus simple de comprendre pourquoi *le Moniteur* n'a pas cru devoir en 1862 dire un mot pour l'indépendance du Montenegro : c'est qu'il avait dit ce mot en 1858, et que, ne l'ayant pas rétracté, il n'avait pas à le répéter. J'ajoute que la Porte-Ottomane, quoique dans ses instructions elle parlât de la principauté comme d'une administration particulière, avait soin cependant de déclarer « qu'elle n'avait aucune intention tendant à modifier le *statu quo* dans la montagne, relativement à son administration et à son territoire (2). » L'indépendance du Montenegro n'était donc pas expressément mise en question dans

(1) « Les Serbes, les Grecs, les Monténégrins ont cru devoir répondre à un appel comme celui que vous venez de nous adresser. Ils devaient être appuyés dans leur mouvement; je crois même qu'ils vous attendaient. Quelle belle occasion vous avez manquée de continuer ce rôle de libérateur que vous avez commencé avec tant d'éclat! Le sort de tous ces peuples trahis dans leurs espérances ne nous réconcilie pas avec l'oppression, mais nous engage à ménager nos forces pour des circonstances plus favorables. » (Lettre du général Klapka en réponse à la proclamation de Garibaldi aux Hongrois, août 1862.)

(2) Précis des instructions adressées par le grand-vizir à Omer-Pacha, sous la date du 9 avril, concernant le Montenegro, et communiquées aux grandes puissances. *Archives diplomatiques*, juillet 1862, n° 7.

les documens émanés de la Porte. Je ne vois pas non plus que les derniers arrangemens intervenus entre la Porte-Ottomane et le Montenegro aient encore rien décidé contre cette indépendance, en parole au moins; en fait, c'est différent, et nous verrons tout à l'heure ce que la dernière convention a fait perdre au Montenegro. Continuons à signaler les différences qui se rencontrent au préjudice du Montenegro entre 1858 et 1862.

Le Moniteur de 1858 avait déclaré que la Porte-Ottomane, en cherchant à réprimer l'insurrection qui avait éclaté dans les provinces turques voisines du Montenegro, n'avait pas le droit d'envahir le district de Grahovo, occupé par les Monténégrins. « En admettant, disait *le Moniteur*, que, dans l'intention de la Porte, l'envahissement de ce territoire ne soit pas une attaque dirigée contre le Montenegro, il est évident qu'il peut conduire à une collision armée, et qu'il constitue tout au moins une atteinte au *statu quo* que la Porte, par l'organe de son premier plénipotentiaire au congrès de 1856, avait déclaré vouloir respecter. » En 1862, la question s'est posée de même. Il y a eu aussi des insurrections dans les provinces turques voisines du Montenegro, et la Porte-Ottomane, prétendant en 1862, comme en 1858, que le foyer de l'insurrection de l'Herzégovine était au Montenegro, a envahi le Montenegro, portant assurément par là une atteinte au *statu quo*, qu'avait maintenu le congrès de 1856. C'était bien le cas pour *le Moniteur*, s'il croyait, comme en 1858, que la Porte avait tort d'envahir le Montenegro, c'était le cas de parler pour le faible contre le fort. Il ne l'a pas fait. Pourquoi? Nous ne pouvons pas dire ici, comme pour l'indépendance, qu'ayant parlé en 1858 et ne s'étant pas rétracté, il n'avait plus rien à dire. L'indépendance était une de ces questions de droit qui n'ont pas besoin d'être décidées tous les matins. L'immixtion des Monténégrins dans les troubles de l'Herzégovine et l'entreprise faite par la Turquie pour punir cette immixtion sont une question de fait qui a besoin d'être jugée à mesure qu'éclatent les événemens. Il ne faut donc pas se dissimuler que *le Moniteur*, en se taisant cette fois sur les événemens de l'Herzégovine et du Montenegro, a semblé juger contre le Montenegro et lui donner tort.

Voilà comment nous nous expliquons le silence du gouvernement français dans cette occasion. C'est un jugement sur les événemens de l'Herzégovine et du Montenegro; mais ce n'est pas une politesse faite à la Turquie. Ce n'est pas non plus un abandon du *statu quo* maintenu par le congrès de 1856 et revendiqué par *le Moniteur* de 1858. On dit que, dans les arrangemens intervenus entre la Porte et le Montenegro, la Turquie s'est réservé une route militaire qui coupe le Montenegro en deux. Comme le Montenegro sépare l'Her-

zégovine et la Bosnie, provinces turques, de l'Albanie, autre province turque, nous concevons aisément que la Turquie ait réclamé cette route; mais le Montenegro, s'il est ainsi coupé en deux par une route militaire, n'est plus indépendant, et il y a là, si nous ne nous trompons pas, une grave atteinte portée au *statu quo* de 1856. On prétend que la Russie a protesté contre cette clause excessive. La France a sans doute précédé la Russie dans cette protestation. Pouvons-nous en effet tolérer que la Turquie étende ainsi ses frontières ou ses atteintes du côté de l'Europe, et qu'elle étende par cela même les dangers qu'elle porte partout avec elle, danger, par exemple, d'une collision quotidienne entre les chrétiens et les Turcs. Elle est à Belgrade rangée en bataille contre les Serbes : c'est là le nouvel état de choses créé par l'amphictyonat de Constantinople, voilà pour la sécurité du Danube; elle va être sur l'offensive au Montenegro le long de sa route militaire (1), voilà pour la sécurité du littoral de l'Adriatique. Il nous reste à voir comment en Syrie elle a pris aussi l'offensive. C'est là en effet le trait caractéristique de la question d'Orient en 1862 : sur la foi de l'Angleterre, la Turquie a repris partout l'offensive, offensive au fond impuissante, qui est une taquinerie plutôt qu'une action, qui ne peut rien créer, mais qui peut tout ébranler en Orient et même en Occident.

V.

Voici ce que je lis dans l'ouvrage de M. Farley intitulé *les Ressources de la Turquie* (2) : « Comme la propriété n'a depuis bien longtemps aucune sécurité sous le gouvernement ottoman et qu'il n'y a aucun établissement d'aucun genre où les capitaux puissent être déposés avec sécurité, les Syriens ont pris le parti de réaliser leurs gains sous la forme la plus précieuse et en même temps la plus portative. Aussi mettent-ils en bijoux une partie considérable de leurs richesses, et on est étonné, quand on visite les maisons et les familles des habitans du pays, de voir la quantité de diamans et de pierres précieuses que portent les femmes. » M. Farley continue en expliquant que le harem ou l'appartement des femmes est regardé comme un domicile sacré et inviolable, que c'est un lieu sûr où il n'y a pas d'exemple que le pacha et ses officiers aient osé

(1) Cette route militaire, qui va du nord au sud, de Nicksick, dans l'Herzégovine, à Spucz, sur la frontière albanaise, coupe le Montenegro par le milieu, dans l'endroit où il a le moins de largeur, et le divise en deux parties séparées par une occupation turque, car la Porte-Ottomane a déjà élevé la prétention de fortifier par des blockhaus cette route militaire.

(2) *The Ressources of Turkey*, London 1862, p. 218.

pénétrer. Grâce à ce privilége, ce ne sont pas seulement les femmes qui y sont en sûreté, ce sont aussi les richesses qu'elles portent. M. Farley regrette que tant de capitaux soient de cette manière distraits de la circulation; mais il s'en prend à l'administration turque de ce défaut de confiance, et il a raison. Il y a là un des symptômes curieux de l'état général de la Turquie et de l'état particulier de la Syrie.

Je dois dire maintenant en deux mots pourquoi j'ai fait cette citation du nouvel ouvrage de M. Farley.

D'abord cette citation concerne la Syrie, et il est curieux de savoir quel est l'état de ce pays depuis que l'Angleterre a voulu qu'il fût rendu à la Turquie, il est curieux surtout de le savoir de la bouche d'un Anglais. J'attache, on le sait, un très grand prix aux témoignages des Anglais sur la Turquie; ils ne sont pas suspects, car la plupart des Anglais sont favorables à la Turquie, et lorsqu'ils déposent contre elle, on peut avoir foi en leurs paroles. Tout favorables qu'ils sont à la Turquie, les Anglais sont en général de fidèles serviteurs de la vérité : ils peuvent se tromper, ils peuvent avoir leurs préjugés, mais ils n'aiment pas à répéter des consignes mensongères: ils sont, fonctionnaires ou non, fort indépendans, et ils ont beaucoup d'initiative. C'est là ce qui fait qu'en dépit des efforts de lord Palmerston pour cacher la vérité à l'Angleterre sur l'état de la Turquie, j'espère toujours que la vérité se fera jour, et que l'Angleterre comprendra bientôt quelle politique inhumaine et désastreuse on lui fait suivre en Orient. Elle y gagne la haine des chrétiens d'Orient, et elle y compromet l'avenir de son commerce. Elle y favorise la corruption, la cruauté, la persécution, et son industrie n'y débite pas plus de marchandises. Elle n'y fait pas son salut et elle n'y fait point fortune.

M. Farley est un de ces Anglais chaque jour plus nombreux, grâce à Dieu, qui essaient d'éclairer l'opinion de l'Angleterre sur la mauvaise politique que son gouvernement suit en Turquie : non que je veuille faire ici de M. Farley un de ces rêveurs sentimentaux qui ne songent, comme moi, qu'à la régénération de l'Orient par l'Orient, et qui se préoccupent peu des intérêts commerciaux et industriels de l'Occident; non que M. Farley soit en Angleterre un homme de parti ou un ennemi politique de lord Palmerston. M. Farley, à prendre son livre sur *les Ressources de la Turquie* et les autres ouvrages qu'il a publiés sur l'Orient, n'est ni un rêveur ni un homme de parti. C'est un économiste, un financier, un statisticien qui songe surtout aux intérêts de l'Angleterre, qui voit dans la Turquie un pays mal gouverné, mal administré, mal défendu contre l'anarchie intérieure et contre les pillards du dehors, un pays sans

routes, sans police, où le commerce est à la merci du brigandage, où l'agriculture est sans protection, où celui qui sème n'est pas sûr de récolter, où la propriété n'a point de garantie, et où le sol en même temps est d'une admirable fertilité, où le climat est varié et partout beau dans sa variété, placé entre les Indes et l'Europe, un pays qui a été autrefois le plus riche et le plus peuplé du monde, le vrai siége de la civilisation antique, et qui ne demande qu'un gouvernement passable pour redevenir la plus belle contrée de l'univers, car la nature a tout fait pour elle et lui a tout donné; ce sont les hommes qui le gouvernent qui lui ont tout ôté. M. Farley voit enfin dans la Turquie ce qu'elle est et ce qu'elle pourrait être en d'autres mains. Il se dit sans cesse, en voyant cette fertilité en pure perte : *Quorsum perditio hæc? Potuit hoc venundari et dari pauperibus.* Peut-être M. Farley ne songe-t-il pas aux pauvres : les pauvres ne sont pas de bons colonisateurs. Il songe aux hommes et aux capitaux de l'Angleterre, il songe à ce que les Anglais feraient de ce pays, et il les y appelle; il expose à leurs yeux les ressources de la Turquie pour les attirer; il leur dit : « Fondez ici des banques, vous aurez plus de 12 pour 100; achetez là des propriétés, elles doubleront, elles quadrupleront bientôt de valeur entre vos mains. » Des banques, des comptoirs, des maisons de commerce, des manufactures, des fermes, tout cela est très beau, surtout quand tout cela est anglais; mais il y a à tout cela un préalable nécessaire, indispensable : c'est un gouvernement passable, une police suffisante, afin que les banques ne soient point pillées, que les manufactures ne soient point incendiées, que les fermes ne soient point ravagées. Or ce préalable, le trouvez-vous dans le gouvernement turc? Non, mille fois non, et cette vérité éclate à chaque ligne du livre de M. Farley.

— Patience, dit lord Palmerston au peuple anglais, je vous ferai une bonne et belle Turquie où vous pourrez commercer, labourer, négocier, fabriquer à votre aise. — Eh! mylord, voilà plus de vingt ans que vous nous promettez ce paradis reconquis! Depuis 1840, vous avez pris à votre compte l'avenir de la Turquie. Qu'est-il devenu? En quoi s'est-il amélioré? Vous avez rendu la Syrie à la Turquie en 1840 : qu'y a-t-elle gagné? Vous la lui avez encore rendue en 1861 : qu'y gagne-t-elle? que devient-elle? Vous voulez faire vivre l'empire ottoman pour l'Angleterre, soit; mais pour qu'il vive pour l'Angleterre, il faut qu'il vive sans anarchie, sans massacres, sans armées indisciplinées, sans pachas corrompus et vénaux qui ne songent qu'à faire fortune, sans chrétiens opprimés, persécutés, désespérés. Que voulez-vous que fasse l'Angleterre d'un pays ainsi tourmenté par les vices et par les misères de sa décadence? Vous avez peut-être rêvé une Turquie que l'Angleterre exploiterait seule :

c'est, grâce à Dieu, chose impossible de nos jours. La Turquie en décadence comme elle est ne peut pas plus servir à l'Angleterre qu'au reste de l'Europe; la Turquie restaurée humainement et chrétiennement par l'Angleterre ne servirait pas seulement à l'Angleterre, elle servirait à toute l'Europe.

Si je voulais prendre le livre de M. Farley pour le manifeste d'une nouvelle doctrine de l'Angleterre sur la Turquie, je dirais volontiers qu'il y a en ce moment deux tentatives anglaises de restauration pour la Turquie. Il y en a une qui est toute politique et toute diplomatique; celle-là, je la combats obstinément au nom de l'humanité et de la religion chrétienne, au nom de l'intérêt européen, que je ne sépare en aucune manière de l'intérêt anglais; c'est celle que lord Palmerston a entreprise depuis 1840. Il y a une autre tentative anglaise de restauration de la Turquie, restauration agricole, industrielle et commerciale, dont le but et les moyens sont tout différens de ceux qu'emploie la restauration politique. Je pourrais énumérer les nombreuses différences qui distinguent ces deux tentatives de restauration. Je me contente de signaler les deux principales, celles qui sont le plus caractéristiques et qui ont le plus de conséquences : l'emploi en Turquie des Européens, et l'emploi des chrétiens d'Orient.

La restauration politique, celle de lord Palmerston et de sir Henri Bulwer, occupée avant tout du soin de maintenir le gouvernement turc, en améliorant, s'il est possible, son administration, n'emploie les Européens que dans l'administration. Elle semble même parfois les y craindre, et cela tient à deux circonstances importantes : elle trouve peu d'Anglais pour entrer dans l'administration turque. L'Anglais n'est pas né pour l'administration dans le sens que nous donnons à ce mot en France. L'Angleterre ayant le malheur ou le bonheur d'ignorer l'administration, l'Anglais n'a pas le génie paperassier : il n'est pas propre aux bureaux, il a pour cela trop d'initiative et d'activité individuelle. Faute d'Anglais, la restauration politique dirigée par sir Henri Bulwer est forcée d'employer des Allemands, des Français, des Italiens, et elle s'en défie plus ou moins. Ils ont d'autres idées, d'autres intérêts que ceux de la restauration politique; de plus, ils n'aiment pas l'Angleterre, qui en général ne sait pas se faire aimer. J'ajoute qu'ils ne sont point favorables à une restauration dont le principe est de laisser les Turcs à la tête de tout, et de ne se servir des Européens que dans les rangs et les emplois secondaires.

Hors de l'administration, c'est-à-dire dans l'agriculture, dans l'industrie, dans le commerce, dans les routes à ouvrir, dans les canaux à creuser, dans toutes les grandes entreprises enfin, la res-

tauration politique craint l'arrivée des Européens. Elle sait bien que la Turquie ne peut se régénérer que par l'activité européenne; mais, à force de se régénérer par l'Europe, la Turquie cesserait d'être turque, c'est-à-dire d'être dans la main de l'Angleterre. Chaque établissement fondé par un Européen, chaque ferme cultivée, chaque fabrique dirigée, chaque route ouverte par un Européen deviendrait une portion du pays affranchi du gouvernement turc. Ce serait un élément à part, quelque chose d'indépendant et d'actif qui troublerait et qui déconcerterait l'administration turque; ce serait un obstacle devant lequel elle se sentirait forcée de s'arrêter. Il y aurait là par conséquent quelque chose qui la désorganiserait. Mettez seulement dans une province une centaine d'Européens actifs, intelligens, résolus et appuyés sur un ou deux consuls européens qui les soutiennent au lieu d'en être jaloux; que ces Européens soient les uns fabricans, les autres constructeurs, ceux-ci agriculteurs, ceux-là commerçans : je défie le pacha turc d'être le maître. Il y a eu un moment en Turquie, avant la révolution grecque de 1821, où les Grecs étaient en train de se substituer insensiblement aux Turcs, en mettant leur activité partout d'où se retiraient l'indolence et l'insouciance turques. Il y a quelque chose de ce genre qui pourrait se faire aujourd'hui en Turquie par la substitution des Européens aux Turcs; mais ce quelque chose est la destruction politique de la Turquie et la destruction aussi de l'ascendant politique de l'Angleterre à Constantinople.

L'autre doctrine anglaise, la restauration sociale de la Turquie, a de tout autres idées et de tout autres sentimens sur l'emploi des Européens en Turquie. Cette substitution progressive des Européens aux Turcs, qui effraie l'école politique, attire et charme l'école économique. L'intégrité de l'empire ottoman, le maintien du gouvernement turc, la prépondérance des diplomates anglais à Constantinople, où ils ont l'administration turque sous leur main, sont toutes choses dont l'école économique s'inquiète peu. Des terres achetées par les Européens, des fabriques fondées par eux, des routes ouvertes par eux, voilà ce qui paraît à cette école mille fois plus important que la question de savoir si le pacha de Belgrade pourra désormais bombarder légalement la ville. Si chacune de ces deux écoles faisait sa gazette à part, voici en regard l'un de l'autre quelques passages de ces deux gazettes :

Gazette de l'école politique : « Nous avons remporté une grande victoire dans la conférence de Constantinople; le prince du Montenegro prêtera désormais foi et hommage au sultan. »

Gazette de l'école économique : « Le domaine acheté près de Smyrne par M. P. du Devonshire a rapporté cette année trois fois

plus de blé que l'année dernière, et comme notre brave compatriote a pu construire une route assez bien empierrée de sa ferme à la mer, il n'aura pas de peine à conduire et à embarquer ses denrées. C'est une grande victoire gagnée sur l'insouciance et sur l'apathie des Turcs. »

Gazette politique : « Autre avantage obtenu contre la Russie. Nous avons fait décider que la route militaire qui coupe en deux le Montenegro, et qui anéantit ce petit peuple, aura des blockhaus. Le ministre de Russie a protesté. »

Gazette économique : « M. W., habile contre-maître dans une fabrique du Lancashire, a fondé près de Brousse une filature qui est en grande prospérité. M. Bachman, un fabricant allemand d'Elberfeld, a suivi cette année son exemple, et nous attendons aussi quelques manufacturiers de Mulhouse. Il y a place pour tout le monde ici. »

Je pourrais continuer ces deux gazettes parallèles; les faits abondent, les faits politiques dans toutes les correspondances diplomatiques de Constantinople; les faits économiques dans *les Ressources de la Turquie* de M. Farley.

Le trait le plus caractéristique des deux écoles est l'usage différent qu'elles font des chrétiens d'Orient. L'école politique les repousse autant qu'elle peut; elle voit en eux les rivaux et les successeurs des Turcs. Elle les redoute et les combat. L'école économique ne s'inquiète pas de savoir si les chrétiens d'Orient ont l'ambition de redevenir des peuples et des états indépendans. Elle voit qu'ils ont de l'activité, de l'intelligence, qu'ils ont des capitaux, qu'ils sont bons commerçans; aussi, loin de les repousser, elle les appelle, elle s'en sert pour régénérer l'Orient dans son agriculture, dans son commerce, dans son industrie. Mais l'intégrité de l'empire ottoman!... Elle deviendra ce qu'elle pourra, *fata viam invenient*. Cela ne regarde pas l'école économique. M. Farley, par exemple, n'a pas craint de dédier son ouvrage des *Ressources de la Turquie* à un négociant grec, M. Rodoconachi, et voici quelques passages curieux de cette dédicace : « Dans les pages suivantes, j'ai entrepris d'exposer la naissance et les progrès du commerce avec la Turquie, et, pendant que je faisais les recherches nécessaires à mon sujet, j'ai été de plus en plus frappé de ce fait : c'est que c'est à la communauté marchande dont vous êtes un des principaux membres que nous devons principalement l'extension du commerce anglais dans l'empire ottoman. En 1827, nos exportations dans l'empire ottoman ne montaient qu'à la somme de 531,704 liv. sterl., tandis qu'en 1860 elles ont monté à la somme de 5,459,139 liv. sterl. C'est à l'énergie et à la persévérance des Grecs qui forment

maintenant le lien entre l'Orient et l'Occident, lien brisé pendant si longtemps, c'est à eux qu'il faut attribuer cet accroissement remarquable. Les Grecs de nos jours ont plus que tout autre peuple l'ardeur de la science et du progrès, et ils ont porté le talent des entreprises commerciales à un degré de perfection presque inconnu jusqu'ici dans l'histoire du monde. C'est ce mouvement commercial, qui procède des Grecs, qui a fait l'augmentation quotidienne dans la consommation de nos marchandises en Turquie. Nos marchandises, exportées principalement par des maisons grecques à Alexandrie, à Beyrouth, à Smyrne et à Constantinople, sont rembarquées sur des navires grecs qui vont les distribuer dans les nombreux ports de l'Asie-Mineure et dans les îles de l'archipel ottoman. »

Quelle différence de vues entre l'école politique et l'école économique! L'école politique déteste en Orient tous les Grecs et cherche à les abaisser, tant ceux du royaume hellénique que ceux qui sont restés sujets de la Porte-Ottomane. Elle regarde comme un jour malheureux le jour où la Grèce est ressuscitée, et elle prend l'activité commerciale et maritime des Grecs comme un danger pour le commerce et pour la marine de l'Angleterre; mais elle a beau faire, elle ne peut pas anéantir les Grecs, elle ne peut que s'en faire des ennemis. En dépit de l'école politique, les Grecs se sont emparés du commerce de l'Orient; ils en sont les agens les plus laborieux et les plus intelligens. Au lieu de bouder contre ce fait et d'essayer de le détruire, l'école économique le reconnaît et l'accepte. Elle a compris pour le commerce et pour l'industrie l'emploi que la Providence a réservé aux peuples intermédiaires entre l'Europe et l'Asie. Ils doivent servir de liens et de transition entre l'Orient et l'Occident; ils sont les commissionnaires et les entrepositeurs prédestinés du monde. Ils l'ont été dans l'antiquité, ils doivent l'être aussi dans l'ère moderne, et vouloir leur ôter le rôle que la nature leur a donné, c'est s'attaquer à la force des choses. Or la loi qui s'applique au commerce et à l'industrie, au profit des peuples intermédiaires, la loi que l'école économique a comprise, s'applique à plus forte raison à la politique. L'ignorance et le dédain systématique que lord Palmerston fait de cette loi éternelle de l'histoire ne l'anéantiront pas. Les chrétiens orientaux, les peuples intermédiaires entre l'Orient et l'Occident doivent avoir leur place et leur rang dans le monde. Ils l'auront, quoi qu'on fasse. Pourquoi donc l'Angleterre politique ne se prête-t-elle pas à la destinée que Dieu leur a faite? L'Angleterre économique s'y prête de bon cœur. Elle se ménage d'avance sa part dans l'Orient nouveau qu'elle voit se faire. Pourquoi l'Angleterre politique ne suivrait-elle pas cet exemple? L'Angleterre en ce moment est

maîtresse de l'Orient; elle le manie à son gré. Pourquoi ne profite-t-elle pas de sa toute-puissance pour se préparer un Orient qui lui soit reconnaissant de sa régénération? Pourquoi ferme-t-elle volontairement les yeux à cet Orient chrétien qui s'élève chaque jour? Ses commerçans et ses économistes voient cette croissance et s'en accommodent au lieu de s'en fâcher. Quand ses hommes d'état auront-ils la clairvoyance de ses marchands? Lord Palmerston traitait dernièrement M. Cobden avec beaucoup de hauteur; il ne lui disait pas tout à fait comme dans *les Plaideurs :*

Bonhomme, allez garder vos foins!

mais il lui disait d'aller s'occuper de ses toiles et de ses aunages, comme n'étant pas capable de s'occuper de politique. Je ne sais si je me trompe; mais les manufacturiers et les commerçans anglais sont en train pour l'Orient de donner aux hommes d'état de leur pays une grande leçon de prévoyance et de sagesse. Ils comprennent en Orient la marche du temps et des choses; ils y aident au lieu de chercher à la contrarier.

Le livre de M. Farley, l'aveu qu'il fait sans hésiter de la part que les Grecs ont au commerce de l'Orient, de leur influence favorable à l'Angleterre au lieu de lui être contraire (aveu important dans la bouche d'un Anglais, et qui témoigne que l'Angleterre commence à changer d'opinion sur l'Orient et sur la place qu'il faut y faire aux populations chrétiennes), la portée de ce fait et de cette opinion nouvelle, tout cela m'a détourné de la Syrie et de l'étude que je voulais faire des difficultés du règlement de 1861, des querelles que la Porte-Ottomane s'y est faites depuis un an, de l'anarchie qu'elle y entretient par calcul ou par impuissance, car en Syrie comme en Serbie la Porte-Ottomane, se fiant en l'appui de l'Angleterre, a pris partout l'offensive. Je reviendrai donc sur l'état de la Syrie, et je joindrai à cette étude quelques détails sur ces Grecs de l'empire ottoman que M. Farley signale à l'attention et à la bienveillance intelligente de l'Angleterre, tandis que lord Palmerston et le *foreign office* les signalent avec une malveillance routinière à la jalousie et à la haine du peuple anglais; je dirai aussi quelques mots de l'état des populations arméniennes de l'empire ottoman. Ces renseignemens sont nécessaires pour achever de faire comprendre la question d'Orient en 1862.

SAINT-MARC GIRARDIN.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

14 octobre 1862.

Si le rapport présenté à l'empereur par M. Fould sur la situation générale de nos finances avait la vertu de ramener l'attention salutaire du public vers les questions financières, nous en serions enchantés. Ce document, très sobre dans la forme, mais au fond très substantiel, nous apporte des informations d'un grand intérêt. Les principales données de notre situation financière y sont très nettement exposées, et comme le ministre y trouvait l'occasion d'indiquer pour la première fois les résultats du système inauguré cette année, ce rapport est digne aussi d'attention au point de vue politique.

Nous le dirons franchement, les ressources financières de la France sont si abondantes, elles se développent par un progrès si constant, que c'est pour nous une vraie douleur d'amour-propre que de voir parfois l'insouciance du public, la facilité des chambres, l'entraînement du pouvoir conduire les choses à tel point que nous paraissions avoir des finances embarrassées. Il ne peut pas y avoir pour la France de difficulté plus gratuitement provoquée que celle des finances. L'expérience de ce qui se passe depuis une année le démontre une fois de plus. Il y a une année, à pareille époque, ce fut notre triste devoir d'appeler l'attention du gouvernement et du public sur les périls que faisait courir à la France la négligence des questions financières. Nos avis furent, sur le moment, fort désagréablement récompensés; mais ils ne tardèrent pas à recevoir une sanction éclatante dans le grand mémoire de M. Fould qui fut la préface du nouveau système financier. A cette époque, le découvert du trésor dépassait 1 milliard : on pouvait prévoir que l'exercice de 1862 ajouterait à cette somme 200 millions, et que, si l'on suivait les anciens erremens, l'équilibre du budget de 1863 ne serait qu'une illusion. De là, si l'on ne mettait promptement la main aux finances, une déplorable perspective de dettes flottantes démesurées, devenant une cause d'inquiétude et de gêne pour le marché financier, en-

trainant des emprunts périodiques et enflant par une progression continue notre dette consolidée. En une année, avec un meilleur ordre, par un effort énergique, en recourant à des expédiens habiles et hardis, on a sensiblement modifié ce fâcheux aspect des choses.

Regardons d'abord aux faits. Grâce à l'unification de la dette, à la conversion facultative, aux sonnantes espèces ramassées par la soulte miraculeuse, le découvert a été ramené de 1 milliard 24 millions à 867 millions. Le chiffre est gros encore, et nous ne sommes pas de ceux qui en prennent leur parti sous le fallacieux prétexte qu'il est nécessaire et qu'il est bon qu'un état comme la France ait une grande dette flottante. Nous convenons cependant que les ressources de la dette flottante, qui ont pu supporter un déficit de plus d'un milliard, doivent se trouver soulagées quand elles n'ont plus à soutenir qu'un découvert de 867 millions. Voilà pour les legs du passé; quant au présent, il s'offre à nous sous la forme du budget de 1862. Ce budget était d'une nature toute particulière; il avait été conçu et voté sous le régime ancien, dans le bienheureux temps où l'on laissait la dépense et la recette s'aligner au petit bonheur, où l'on puisait sans compter dans les crédits supplémentaires et extraordinaires comme dans la bourse de la fortune, alimentée par l'accroissement du revenu ou la négociation de la signature du trésor; il devait pourtant se réaliser sous les auspices du régime nouveau, qui a la prétention et le devoir de ne rien abandonner à l'imprévu. C'était donc par excellence un budget de transition. Pour le replâtrer à la nouvelle mode, force a été de le rectifier. Malheureusement on ne pouvait le rectifier complétement que du mauvais côté, du côté de la dépense, qu'il était à la fois nécessaire et facile de prévoir. Du côté des ressources, comme les impôts nouveaux n'ont été applicables qu'au second semestre, la rectification était imparfaite, le budget de 1862 ne pouvait être remis sur ses pieds que par l'imprévu des ressources extraordinaires. Ces ressources, M. Fould nous en donne la bonne nouvelle, n'ont point fait défaut. L'insuffisance à laquelle il s'agissait de pourvoir n'était pas inférieure à 195 millions. L'accroissement normal des revenus indirects et l'accroissement de ces revenus par l'application des nouvelles taxes au second semestre fournissent 57 millions; la seconde annuité de l'indemnité chinoise donne 10 millions. Nous avions une vieille créance sur l'Espagne; pour apprendre à ce pays, novice en éducation financière, que l'on s'enrichit en payant ses dettes, nous lui avons donné quittance contre 25 millions. Il nous restait un reliquat d'anciens emprunts et de consolidations de la dotation de l'armée, 42 millions, jolie somme, qui, dans la bouche altérée de la finance italienne, formerait un beau *residuo attivo*. L'exercice de 1862 en fera son profit. On gagnera pour l'exercice 35 millions au nouveau mode de paiement des arrérages du 3 pour 100. Voici comment : autrefois, quand ces arrérages se payaient par semestre, le trésor avait à payer le 22 décembre 70 millions aux porteurs de 3; aujourd'hui les paiemens se font par trimestre; la moitié de cette somme sera payée le 1er octobre, l'autre

moitié n'est plus payable que le 1er janvier : c'est ainsi que 35 millions sont retirés aux charges de 1862. Enfin, par des annulations de crédit, la dépense sera raccourcie d'autres 35 millions. Dépense et recette seront de la sorte mises à niveau, résultat merveilleux sur lequel n'avaient point compté les tireurs d'horoscope de l'an de grâce où nous vivons. Cette conclusion ouvre un beau jour sur l'avenir, c'est-à-dire sur l'exercice de 1863. Le budget de 1863 a été établi en équilibre d'après les données du nouveau système; il est divisé en budget normal et en budget extraordinaire, de façon à fermer autant que possible la porte à l'imprévu. Or les prévisions de recettes de ce budget seront infailliblement dépassées par le produit des impôts indirects. Ce qui se passe cette année démontre la certitude de cet accroissement de revenu. Les revenus indirects pendant les six premiers mois de 1862 ont été de 50 millions supérieurs au produit des taxes indirectes dans la période correspondante de 1861. Or c'est d'après les résultats de 1861, déjà si prodigieusement dépassés par ceux de 1862, que les revenus indirects ont été calculés dans le budget de 1863. M. Fould a donc raison de compter sur la plus-value que l'élasticité du revenu doit donner l'année prochaine dans les estimations modérées de la loi de finances. Il y compte si bien et il la prévoit si considérable qu'il n'hésite pas à déclarer qu'elle nous garantira en 1863 contre les supplémens de dépense de la guerre du Mexique!

Voilà les faits heureux qui ressortent de l'exposé du ministre des finances. Sans doute, pour en venir là, on a dû recourir à des moyens hardis et sévères. Il a fallu tenter une conversion de la rente où l'intérêt de l'avenir était sacrifié aux nécessités du présent; il a fallu en temps de paix, et dans une année douloureuse pour une portion considérable de nos classes industrielles, non-seulement s'abstenir de l'œuvre où les bons gouvernemens financiers doivent mettre leur gloire, l'abaissement des taxes, mais au contraire aggraver les impôts de consommation. Cependant le fait est manifeste : à ne l'envisager qu'au point de vue de la trésorerie, la situation financière, comparée à ce qu'elle était il y a un an, est singulièrement améliorée. Nos finances sont à la fois mieux ordonnées et plus libres. Nous ne sommes plus oppressés par une dette flottante énorme et toujours grossissante; nous sommes délivrés de l'obsession des emprunts en temps de paix venant ajouter de nouveaux fardeaux aux charges permanentes du pays. Mais, après avoir exprimé à propos d'un tel résultat toute la satisfaction convenable, on n'est point dispensé de tirer des chiffres présentés par M. Fould les enseignemens qui en ressortent. Applaudissons-nous d'avoir de quoi payer les dépenses supplémentaires de 1862; mais n'oublions pas les causes de ces dépenses et les moyens à l'aide desquels nous les couvrons. Sur les 195 millions de supplémens de crédit qui grèvent le budget de 1862, les dépenses de la guerre et de la marine prennent, en dehors des allocations normales, la somme énorme de 126 millions : plus de 50 millions la guerre, près de 76 millions la marine.

Les chiffres mêmes de M. Fould nous révèlent donc que les embarras

dont le service financier de 1862 était menacé venaient des dépenses de la marine et de la guerre, et que c'est à conjurer ces embarras que sont employés les excédans du revenu florissant du premier semestre et les accroissemens de taxes qui frappent la seconde moitié de l'année. Il en est de même pour 1863 : nous avons, au point de vue du revenu, de belles et légitimes espérances pour cet exercice; mais ces espérances, dont on pourrait tirer un parti si fécond en réglant mieux la dépense, n'aboutissent qu'à nous promettre que nous pourrons couvrir les frais de l'expédition du Mexique! Enfin que ne devrait-on pas attendre de 1864, puisque l'on espère tant de 1863! Les augmentations de revenu de 1862 et de 1863 accumulées, ajoutées au progrès de 1864, formeront sans contredit une somme énorme. Ce sera le cas, penserez-vous, de biffer les taxes temporaires qu'on a été obligé d'établir cette année pour se procurer des ressources extraordinaires. On le pourrait sans doute, si les dépenses étaient sobrement contenues; mais cette confiance optimiste ne paraît point être partagée par M. Fould. Le ministre a dressé son budget de 1864; il le présente en ce moment au conseil d'état, et le mieux qu'il nous donne à espérer, c'est que le budget nous permettra, non de réduire les impôts, mais de ne point les aggraver.

La justice nous invite du moins à reconnaître que la réforme tentée par le ministre des finances et les nouvelles divisions introduites par lui dans le budget produisent dès à présent les deux heureux effets qu'on devait s'en promettre. En premier lieu, l'expérience de cette année démontre qu'il est possible de passer l'intervalle de deux sessions sans recourir aux crédits supplémentaires. Certes la guerre du Mexique et nos autres expéditions lointaines ont dû apporter cet été de l'imprévu dans nos dépenses: l'on a pourtant paré à cet imprévu sans crédits supplémentaires; on s'est arrangé pour trouver où elles étaient les ressources nécessaires, et on les a en effet trouvées. On dira, il est vrai, que le gouvernement a eu cette année à sa disposition une masse de ressources extraordinaires, ressources qu'il a épuisées, et qu'il ne retrouvera plus dans l'avenir. Il est clair que l'on n'aura pas chaque année des reliquats d'emprunt, des indemnités chinoises et d'antiques créances sur l'Espagne; mais le rétrécissement des ressources sera du moins un frein à la dépense, et il faudra bien, si l'on veut tenir les engagemens pris, que ce frein soit efficace. En second lieu, la nouvelle classification adoptée, la distinction entre le budget normal et le budget extraordinaire, a le mérite, que l'on aperçoit dès à présent, de mettre constamment sous les yeux de qui de droit le tableau comparatif de l'excès des dépenses et de l'excès des charges imposées au pays. C'est un bilan destiné à devenir de plus en plus éloquent, où, en face des dépenses qui ne sont pas normales, qui ne sont pas nécessaires, qui sont superflues, figureront les augmentations d'impôt ou l'absorption stérile des accroissemens de revenus, produites par ces dépenses. Gouvernement, chambres, pays seront ainsi, à chaque instant, avertis des conséquences financières

de leurs entraînemens, et devront mesurer la portée et la responsabilité de leurs actes. La chambre des députés notamment ne pourra plus alléguer pour excuse l'ignorance involontaire : elle devra contrôler plus sérieusement la dépense, et par conséquent la politique intérieure ou extérieure par laquelle la dépense est déterminée, car les hobereaux prussiens et les *officieux* français ont beau tonner contre le parlementarisme : dans tout pays qui vise à l'honneur de posséder un gouvernement représentatif, c'est la chambre des députés qui doit tenir les cordons de la bourse, précieux cordons dont la force des choses fait aisément les rênes de la politique. Cependant, pour que le contrôle de l'assemblée représentative soit sérieux, il est nécessaire que cette assemblée naisse de l'élection libre, et que les députés ne soient pas élus par le gouvernement avant d'être nommés par le scrutin populaire; il est nécessaire enfin que l'assemblée soit elle-même contrôlée par la libre expression de l'opinion dans la presse. La question financière bien posée, et telle en effet qu'elle a été posée par M. Fould, nous ramène donc en plein dans la question politique. Nous nous trouvons placés financièrement dans une voie logique dont il dépend de la chambre et du pays de suivre le développement naturel.

Le ministre a terminé son exposé par de curieuses informations sur les résultats de la conversion facultative. L'objet principal de cette grande mesure avait été de placer le fonds français qui est l'étalon du crédit de l'état, le 3 pour 100, dans une situation qui lui laissât son élasticité entière et n'en contrariât plus le libre essor. Telle n'était pas la condition du 3 pour 100 tant que le 4 1/2 demeurait le fonds le plus considérable de notre grand-livre. Le 4 1/2 en effet, représentant 174 millions de rentes, était placé dans une situation ambiguë et fausse depuis la conversion de 1852, qui avait laissé ce fonds sous le coup d'une conversion nouvelle après un terme de dix années. Les fonds publics ont deux clientèles : la clientèle de la spéculation et celle des placemens. La spéculation a en vue dans ses opérations sur les fonds publics les variations qui peuvent avoir lieu sur la valeur de ces fonds en capital; le placement a plus particulièrement en vue la quotité de revenu que ces fonds produisent par rapport à leur valeur en capital. Le 4 1/2 français, avec la perspective d'une conversion à courte échéance qui posait la limite fixe du pair à sa valeur en capital, n'étant plus susceptible de hausse au-delà de cette limite, avait été complétement délaissé par la spéculation, qui s'était exclusivement portée sur le 3 pour 100. Il résultait de là que le 4 1/2 représentait une capitalisation moins élevée que le 3 pour 100, et offrait par conséquent un revenu relativement plus élevé aux capitaux de placement. Tandis que le 4 1/2 avait perdu la clientèle de spéculation, il avait donc conservé la clientèle de placement, qui recherche les revenus plus élevés, et par cela même l'essor du 3 pour 100 se trouvait paralysé, car, si ce fonds avait la clientèle de spéculation, il était beaucoup moins soutenu par la clientèle de placement. On voit l'objet que le ministre des finances a dû poursuivre dans l'unification de la

dette : il a voulu que le fonds représentatif du crédit de l'état réunît les deux clientèles des fonds publics, celle de la spéculation qui tend à élever la valeur des fonds en capital et celle des capitaux qui recherchent la solidité du placement et la fixité du revenu. Au point où la première opération de la conversion facultative a été poussée, il semble que l'objet pratique de M. Fould ait été atteint. Il n'est resté en dehors de la conversion que 39 millions de rentes 4 1/2. La moitié de cette somme est immobilisée. Le marché du 4 1/2, qui autrefois comprenait un *stock* de rentes considérable, se trouve donc réduit, pour les transactions de vente et d'achat, à un *stock* de 19 millions de rentes. Il ne peut plus dès lors avoir qu'une clientèle peu importante, et il cesse, en pratique, de faire au 3 pour 100 une concurrence sérieuse. Voilà ce que M. Fould pourrait répondre à ceux qui le presseraient d'achever, par la conversion obligatoire du reliquat du 4 1/2, l'unification de la dette, dans le cas où il ne jugerait pas qu'une conversion nouvelle fût convenable ou opportune.

Nous ne devons pourtant pas dissimuler que l'opinion des hommes de finances serait favorable à la conversion obligatoire et prochaine de ce qui reste de 4 1/2. Dans cette opération, il y aurait lieu d'offrir aux porteurs du 4 1/2 ou l'échange de leurs rentes en 3 pour 100 moyennant une soulte, ou le remboursement au pair. La soulte pourrait bien procurer au trésor une ressource d'une cinquantaine de millions, ressource qui ne serait pas à dédaigner dans la période de transition financière où nous sommes. M. Fould peut donc, avec l'adhésion du public financier, achever prochainement l'œuvre importante de l'unification de la dette française, à moins que l'utile mission qu'il a acceptée ne soit interrompue par les déviations et les difficultés de la politique.

Il y a, nous ne l'ignorons point et nous le laissions voir dans la dernière chronique, une question étrangère, la question italienne et la question romaine, qui peut exercer une influence prochaine sur l'attitude générale de notre gouvernement et même sur la composition du ministère. Nous le montrions il y a quinze jours, la chose étant surtout devenue manifeste par la publication des derniers documens diplomatiques échangés entre Rome et Paris, la question romaine est arrivée à son antinomie suprême. Il n'y a plus entre le principe théocratique et le principe de l'état laïque, fondement des sociétés modernes, un seul de ces voiles qui favorisent les transactions et les accommodemens temporisateurs. Non, les deux principes nus s'affrontent face à face. Or, par sa position militaire à Rome, la France est mise en demeure de prendre parti entre ces deux principes, dont l'un est par excellence celui de sa révolution, dont l'autre est par excellence celui de la contre-révolution. C'est une de ces occasions suprêmes où il n'est plus possible de biaiser, où il faut être bleu ou blanc, Français de 1789 ou Français de l'ancien régime. Aujourd'hui, après les refus si nets et si catégoriques du cardinal Antonelli, nous ne pouvons plus nous donner à nous-mêmes l'excuse et l'amusement d'une dernière illusion. La franchise de la

cour de Rome met impérieusement notre propre attitude en pleine lumière, ne nous laisse plus l'abri de l'ombre la plus mince, et nous crée à nous-mêmes non-seulement le devoir, mais la nécessité de la franchise. Nous n'avons plus même besoin d'exprimer et de nuancer notre politique par des discours et par des paroles. Si nous prolongeons notre intervention entre le pape et les Romains, qui aspirent à donner à l'Italie monarchique sa capitale nécessaire, toute explication sera superflue; nous dirons assez par notre conduite que, démentant la France de 1789, nous sommes devenus les défenseurs du principe théocratique pur. Au contraire, pour demeurer fidèles aux principes de la révolution, nous n'avons qu'à assigner une date à notre évacuation de Rome. Tandis que, par la marche de nos négociations avec la cour romaine, la situation a pris pour la France cette décisive clarté, en Italie, pour l'organisation du nouveau royaume, pour l'ascendant du gouvernement régulier et de la politique conservatrice, l'affaire de Rome devient d'une façon plus pressante que jamais la question vitale. En continuant à intervenir à Rome, nous ne blessons donc pas seulement nos principes, nous nous exposons à condamner l'Italie à une existence tourmentée et précaire, et à être nous-mêmes les destructeurs d'une œuvre à la fondation de laquelle nous avons tant contribué. Nous avons d'autant moins de scrupule à poser le dilemme de la question romaine dans toute la rigueur de ses termes, qu'à moins d'être dépourvu de toute clairvoyance, il serait impossible de ne pas s'apercevoir que ce dilemme doit, à l'heure qu'il est, se poser au sein même du gouvernement français.

Nous n'avons point attendu ce moment pour montrer que nous comprenions les perplexités de l'empereur devant une telle crise. Ces perplexités sont d'autant plus naturelles, qu'autour du pouvoir les deux causes s'affirment depuis quelque temps avec des manifestations qui sont arrivées à la publicité. N'est-il pas évident en effet que le journal *la France* a été fondé pour être l'organe d'une politique qui n'est pas sans influence dans la sphère gouvernementale? Il s'est formé là un parti singulier, ou, si l'on aime mieux, un groupe étrange, qui embrouille avec une élégante futilité toutes les contradictions et toutes les inconséquences dans une atmosphère vaporeuse et musquée. C'est là que l'auteur d'une brochure anathématisée par le pape entreprend la défense de la souveraineté temporelle, là que l'on veut continuer l'occupation de Rome par haine de l'Italie plus encore que par amour de la papauté. Cette confusion exhale nous ne savons quel parfum de faux légitimisme, et l'on y prend des airs bizarres de fatuité diplomatique et conservatrice. Nous ne voulons pas exagérer l'influence de cette coterie; nous espérons qu'elle ne prévaudra pas contre l'ensemble des hommes de sérieux mérite qui sont la force du gouvernement. Nous ne voulons pas non plus en diminuer l'importance. Nous ne croyons pas au succès du parti hostile à l'Italie; mais nous pouvons nous tromper. Il ne serait pas impossible que les représentans de cette réaction anti-italienne n'eussent leur jour de pouvoir. Il ne serait pas impossible que la fermeté

de la France dans les principes de sa révolution et que la constance de l'Italie dans son aspiration nationale ne fussent mises à cette dernière épreuve, afin que la nécessité de la seule solution logique de la question italienne fût prouvée par l'impuissance des adversaires de cette solution, et reçût la sanction finale de la démonstration par l'absurde.

Quoi qu'il en soit, si notre voix parvient aux hommes politiques de la péninsule, nous voudrions leur faire entendre que le moment est grave pour l'Italie. Il serait également périlleux pour eux de s'endormir dans un complaisant optimisme, de s'abandonner à des impatiences étourdies, de s'affaiblir par des divisions intestines. Il importe avant tout qu'ils s'unissent dans l'affirmation du vœu national et dans le maintien de l'ordre public. C'est en des circonstances telles que celles-ci que les Italiens, serrés autour de Victor-Emmanuel, devraient nous donner encore un de ces exemples d'union et de discipline par lesquels ils ont si souvent surpris et charmé l'Europe libérale du temps de M. de Cavour. Nous faisons ici appel au patriotisme et au libéralisme des ministres italiens autant qu'aux sentimens les plus élevés des dissidens et des adversaires du cabinet actuel. Des hommes tels que MM. Rattazzi, Ricasoli, Farini, Peruzzi, Minghetti, sans oublier les notabilités les plus honorées de l'armée, devraient en ce moment regarder bien plus à ce qui les rapproche qu'à ce qui les divise, et, s'il fallait sauver les compétitions d'amour-propre, s'allier dans un ministère sous la présidence d'une illustration militaire. Si en effet, ce qui paraît fort à craindre, le gouvernement du roi Victor-Emmanuel n'est pas autorisé à annoncer au parlement italien que la France assigne un terme à l'occupation de Rome, il est nécessaire, pour que la cause italienne ne se déchire pas dans la péninsule et ne décline point dans le monde, que le ministère soit constitué de telle sorte qu'il puisse contenir et en même temps soutenir l'Italie par son autorité morale, et mériter l'estime et la sympathie de l'Europe libérale. Il faut maintenant à l'Italie un gouvernement franc et ferme, qui montre au pays la difficulté telle qu'elle est, qui n'encourage aucune illusion, et qui, sans aigreur envers la France, où les sympathies du libéralisme ne lui feront pas défaut, apprenne à l'Italie à ne compter pour le succès définitif que sur la sagesse de sa conduite et la bonté de son droit.

C'est maintenant au tour de la Prusse de faire parler d'elle, et c'est la faute de son gouvernement, si l'on ne parle point d'elle à son avantage. Le conflit constitutionnel si étrangement élevé par le ministère prussien, soutenu par la chambre rétrograde des seigneurs, à l'encontre de l'assemblée populaire, est un triste anachronisme, qui déroute les espérances que l'on s'était plu à concevoir dans l'avenir libéral de la Prusse. On avait cru généralement en Europe que la Prusse possédait les élémens d'un gouvernement représentatif; le roi de Prusse et M. de Bismark veulent nous ôter cette illusion. Le principe essentiel du gouvernement représentatif est le vote des lois de finances par la chambre qui représente le peuple. Une chambre populaire à laquelle ce droit est contesté par la royauté ou par la chambre

aristocratique est dépouillée de sa prérogative vitale, et le pays où dans un tel conflit le dernier mot n'appartient pas à l'assemblée élue, tombe par cela même dans le régime du bon plaisir. Le gouvernement prussien n'a fait à la chambre que de mesquines et pédantesques chicanes touchant le budget de l'armée. Sans entrer dans la discussion technique de la question militaire telle qu'elle était posée entre le ministère et la chambre, on est frappé, quand on envisage la constitution de l'armée prussienne, d'un premier fait qui autorise suffisamment les susceptibilités de la chambre à l'endroit de cette armée. L'armée prussienne n'a pas prêté serment à la constitution, elle ne prête serment qu'au roi. Commandée par des officiers nobles, elle donne toute sa force au parti des hobereaux; n'étant pas liée aux institutions par son serment, elle demeure en dehors des conditions de la vie constitutionnelle de la Prusse. L'armée est au roi, le roi est à Dieu, dit l'adage répété avec affectation par le parti de la croix. Dans de telles données, l'armée ne devant être qu'un instrument de droit divin et demeurant en dehors du cercle et du lien des institutions constitutionnelles, il n'y a pas pour la Prusse de liberté assurée. On comprend donc que la chambre populaire, répondant aux aspirations libérales de la nation, apporte une jalousie ombrageuse à l'examen des questions militaires. La constitution n'ayant prise sur l'armée que par le budget, le vote du budget militaire est une question vitale pour la chambre libérale. C'est à l'issue du conflit aujourd'hui engagé qu'est attachée la question de savoir si les institutions représentatives seront fondées en Prusse.

La question est grave et intéressante à plus d'un point de vue. C'est et ce sera toujours un spectacle attachant que la lutte d'un peuple qui entreprend de conquérir et de consolider ses libertés. Pour la Prusse, le triomphe de la cause libérale n'est pas seulement un intérêt d'ordre intérieur, c'est aussi la condition et la garantie du développement de la puissance nationale. L'hégémonie prussienne et l'aspiration unitaire demeureront des rêves en Allemagne tant que la Prusse ne pourra pas attirer les petits groupes germaniques par l'excellence de ses institutions. La morgue de l'esprit hobereau, militaire et bureaucratique est le plus grand obstacle à la popularité de la Prusse en Allemagne. Plusieurs états secondaires, le royaume de Wurtemberg et le grand-duché de Bade par exemple, jouissent d'institutions bien plus avancées, bien plus libérales que celles de la Prusse. Quel est, tant que durera cette infériorité de la Prusse au point de vue libéral, l'homme de bon sens et d'esprit qui ira sacrifier les garanties et le bon gouvernement dont il jouit dans les états méridionaux de l'Allemagne pour se placer de gaîté de cœur sous le féodalisme prussien? Ce serait pousser l'amour platonique de l'unité à un point qui dépasse la nature humaine. La grande Allemagne gouvernée par le despotisme d'une petite noblesse est un ridicule idéal qui ne saurait décevoir personne.

Il est regrettable qu'un homme comme M. de Bismark, qui passe pour avoir de l'esprit, prête son concours à une œuvre rétrograde impossible,

et pense qu'il pourra être à la fois l'homme du féodalisme en Prusse et l'homme de l'hégémonie prussienne. M. de Bismark paraissait digne d'une meilleure carrière, à en croire ceux qui l'ont depuis longtemps remarqué comme capable d'un certain mouvement d'idées et d'une certaine hardiesse de résolutions. Malheureusement, résumant en lui les contradictions du parti de la croix, il est ambitieux pour son pays au dehors et conservateur réactionnaire dans la politique intérieure. Il fut un temps, qui n'est pas très éloigné de nous, où les jeunes gens de prétention et d'avenir qui entraient dans la politique croyaient qu'il était de bon ton de professer le fétichisme du principe d'autorité et du pouvoir fort. Les jeunes gens de ce temps-là sont les ci-devant jeunes hommes d'aujourd'hui, et le temps, en marchant, est bien près de les frapper d'impuissance et de les glacer de ridicule. M. de Bismark est un conservateur arriéré de cette époque. Quand il entra dans les affaires, l'astre de l'empyrée politique était le grand autocrate de Russie, le terrible et infortuné tsar Nicolas; M. de Bismark fut un des plus ardens partisans de l'alliance russe, on le vit bien pendant la guerre de Crimée. M. de Bismark représentait alors la Prusse à la diète de Francfort. Il y était en réalité l'ambassadeur officieux de l'empereur Nicolas. L'Autriche, dans le domaine de la diplomatie du moins, marchait alors d'accord avec la France et avec l'Angleterre; son concours moral, que nous avons peut-être assez mal reconnu depuis, nous fut à ce moment très utile : elle avait à lutter, dans sa politique favorable aux puissances occidentales, contre le mauvais vouloir des petites cours allemandes, dont le tsar était l'Agamemnon. M. de Bismark fut à Francfort l'âme de la résistance allemande : il y donna par son activité ample satisfaction à sa passion de Prussien contre l'Autriche, à ses préjugés de membre du parti de la croix contre la France révolutionnaire et l'Angleterre parlementaire. De tels services eurent leur récompense méritée : M. de Bismark alla représenter la Prusse à Saint-Pétersbourg; mais l'idole du ministre prussien s'était écroulée : l'hégémonie de l'autocratie russe s'évanouissait dans l'Europe orientale. En même temps la cour de Russie devenait la meilleure de nos amies. Nous étions les amis de ses amis, nous avons donc été aisément les amis de M. de Bismark, qui trouvait d'ailleurs chez nous de quoi satisfaire son goût pour les pouvoirs forts. C'est après avoir reçu le baptême de Paris que M. de Bismark a recueilli enfin à Berlin la présidence du conseil dans les périlleuses circonstances que l'on connaît.

En lui voyant prendre le pouvoir après avoir traversé l'ambassade de Paris, ceux qui connaissent les qualités d'esprit et de caractère de M. de Bismark se sont demandé s'il n'allait pas nous donner bientôt la représentation d'un Cavour prussien. La politique que le nouveau ministre est chargé de diriger à Berlin est placée dans des conditions si contradictoires que cette anomalie seule a pu donner naissance à une telle supposition. En voyant M. de Bismark prendre si résolûment la direction d'une politique

réactionnaire contre le parti libéral prussien, on hésite entre deux doutes: on se demande s'il cherchera à faire diversion aux restrictions intérieures en flattant et servant en Allemagne l'aspiration unitaire, ou bien si au contraire il ne se servira pas du prestige de la passion unitaire pour trouver simplement la force qui lui permettrait à l'intérieur d'assurer la victoire de la réaction. Il est fâcheux pour M. de Bismark que sa situation donne lieu à une pareille équivoque. En y réfléchissant d'ailleurs, on voit vite que le premier doute est sans fondement. M. de Bismark a fait entendre, à la vérité, quelques paroles qui répondent bien aux ambitions prussiennes. Il s'est plaint du traité de Vienne, il a parlé des élémens unitaires qui existent dans les divers états allemands en témoignant le regret que ces états s'en inquiétassent trop peu. Il a dit que la position faite à la Prusse par le congrès de Vienne la condamnait à porter une armure trop grande pour son petit corps, et comme il résiste à la chambre précisément parce qu'elle veut faire l'armure plus petite, on peut induire de ses paroles que sa pensée, à lui, est de faire le corps plus grand. Il a soutenu que, suivant sa vieille tradition, la Prusse devait toujours être fortement préparée afin de pouvoir employer au bon moment des ressources toujours prêtes. Quand emploiera-t-on ces ressources? Quand le gouvernement trouvera l'occasion bonne, et jugera que le moment d'agir est venu. Non, malgré ce langage, il est impossible de voir dans M. de Bismark un émule du grand homme d'état que l'Italie a perdu. M. de Cavour ne séparait pas, lui, le libéralisme du patriotisme, et il ne comptait pas moins, pour le succès et la justification de son entreprise dans la conscience des contemporains et de la postérité, sur la force de prosélytisme des institutions avancées du Piémont que sur l'appui de solides alliances. Lorsqu'il parlait d'agir quand le moment serait venu, il ne s'agissait pas, pour lui, de calculer froidement et cyniquement l'heure propice à une convoitise ambitieuse: il s'agissait d'affranchir une nation de la domination étrangère et de doter les diverses parties de cette nation d'un gouvernement plus libéral et meilleur que les pouvoirs qui les avaient jusqu'alors comprimées. M. de Bismark au contraire, qui entrave les progrès du régime constitutionnel, diminue la force d'agrégation et de prosélytisme de la Prusse, et discrédite en Allemagne l'idée unitaire. Il faut donc renoncer au rêve d'un Cavour poméranien et craindre plutôt que, si M. de Bismark réussissait à acquérir quelque popularité en caressant l'ambition extérieure de la Prusse, il ne s'en servît contre les libertés intérieures de son pays.

Le président Lincoln a eu enfin recours aux mesures extrêmes que le parti abolitioniste le pressait depuis longtemps d'adopter. Ces mesures, qui ont promptement suivi l'échec de la tentative des confédérés sur le Maryland, annoncent que la lutte, en se prolongeant, s'exaspère. Quelque déplorable que soit un pareil déchirement, les conséquences en sont si obscures encore que la prudence commande plus que jamais à l'Europe une politique d'abstention. La France et l'Angleterre ne feraient peut-être

qu'augmenter les horreurs de cette guerre en reconnaissant la confédération du sud, comme on les y invite au mépris de leurs principes. Puisque les fédéraux et les confédérés ont remis à la force la décision de leurs différends, il faut laisser la force prononcer entre eux, car son arrêt seul, si cruel qu'il soit, peut être efficace.

Il ne nous arrive pas souvent de parler de l'Amérique espagnole. Le Mexique seul a eu depuis un an le privilége d'attirer l'attention par toutes les péripéties d'une expédition européenne fort contrariée. Ce n'est pas néanmoins que, dans le reste de cet immense monde hispano-américain, dont le Mexique n'est que la partie la plus septentrionale, les questions manquent. Des révolutions démocratiques ou conservatrices, des guerres civiles, des excès, des dictatures éphémères, il y en a toujours et partout en Amérique, de l'isthme de Panama à la Terre de Feu et au cap Horn. Au Venezuela, la guerre est depuis deux ans entre oligarques et fédéraux, les premiers maintenant une ombre de pouvoir à Caracas, les seconds répandus en armes dans les provinces. C'est le vieux général Paëz qui, après bien des évolutions, est devenu le dictateur au nom du parti oligarque, tandis que ses adversaires les fédéraux sont conduits par leurs chefs habituels, les Monagas, le général Sotillo, le général Falcon. Les deux partis ne sont d'accord que sur un point : ils rivalisent d'excès, dont les intérêts étrangers sont les premiers à souffrir le plus souvent. Dans la Nouvelle-Grenade, c'est un ancien président conservateur, un homme d'une des principales familles du pays et autrefois considéré, le général Mosquera, qui s'est fait le chef d'une insurrection démocratique, a renversé les pouvoirs légaux, est entré à Bogota et y règne en vrai petit despote, ne reculant devant aucune violence, appelant à son aide les emprunts forcés et les exécutions sanglantes. Ses adversaires les conservateurs, dirigés par le président légal, M. Julio Arboleda, répandus au nord et au sud, soutiennent encore la lutte, et ont plus d'une fois serré de près le dictateur de Bogota, qui redouble d'excès toutes les fois qu'il se sent menacé. On n'aurait qu'à parcourir l'Amérique pour faire le plus étrange voyage à travers toutes les variétés de l'anarchie. On ne trouverait la paix, une paix relative, qu'au Chili, où, dans l'année qui vient de s'écouler, le pouvoir a changé de main sans commotion, et c'est bien quelque chose, il faut en convenir, qu'un pays en terre américaine où depuis trente ans il n'y a eu que trois présidens périodiquement réélus autant que la constitution le permettait, et remplissant leur mandat jusqu'au bout. Il y a même ceci de curieux que le président actuel, M. José-Joaquin Perez, a été élu à l'unanimité, par une sorte de transaction entre conservateurs et libéraux.

Une des contrées américaines les plus éprouvées depuis longtemps par l'anarchie, on le sait, est la région de la Plata. Il y a dix ans que disparaissait dans une révolution un homme, dictateur redouté qui résumait en lui toute la politique et dominait de son influence terrible tout ce groupe d'états, tenant directement sous son joug Buenos-Ayres et la république argen-

tine, et faisant le siége de Montevideo pour y placer un allié. Rosas est tombé; assurément le pays a été soulagé d'un triste et malfaisant despotisme. Est-il sorti pourtant de cette révolution un ordre régulier? Bien au contraire, la confusion a recommencé plus que jamais, prenant seulement des formes nouvelles, et la république argentine a eu à peine quelques momens de répit depuis dix ans. Ici la lutte s'est trouvée engagée entre deux partis : l'un représentait à peu près l'ancien parti fédéral transformé, qui a réussi à organiser ce qu'on a appelé la confédération argentine, qui a eu un gouvernement régulier à Parana, son existence reconnue, ses passions et ses intérêts; l'autre parti, formé plus ou moins d'anciens unitaires, intelligent et exalté, retranché à Buenos-Ayres, ne pouvant reprendre l'ascendant sur le reste de la confédération, et refusant toujours de se soumettre au gouvernement de Parana.

Il en est résulté une guerre permanente où les deux fractions ennemies d'une même république, cherchant toujours à se réduire mutuellement et n'y pouvant réussir, n'ont eu que des trêves illusoires. Il y eut, voici deux ans, une apparence de pacification, une sorte de rapprochement dont le Paraguay s'était fait le négociateur. Entre M. Santiago Derqui, qui venait d'être élu président de la confédération, le général Urquiza, qui reste toujours un des principaux personnages du pays, et le général Bartolomé Mitre, gouverneur de Buenos-Ayres, il y eut un instant les échanges les plus vifs de bonne amitié. Tout semblait fini; tout allait recommencer au contraire, et cette fois c'était bien réellement une question de vie ou de mort pour l'un des deux partis. Seulement le gouvernement de Parana entrait avec désavantage dans cette lutte nouvelle, au-devant de laquelle il allait avec une sorte d'impatience fébrile. D'abord le général Urquiza, son épée et son bras droit, n'avait que répugnance pour cette guerre, par patriotisme sans doute, et aussi parce qu'elle le troublait dans sa grande et paisible situation. La première bataille, qui fut livrée à Pavon, dans la province de Santa-Fé, eut un effet décisif. L'armée de la confédération se débanda, et dès le lendemain le général Urquiza lui-même regagnait la province d'Entre-Rios, sans regarder derrière lui, malade, dégoûté, laissant la responsabilité de la guerre à qui la voudrait prendre, et le général Mitre, à la tête de l'armée de Buenos-Ayres, restait plus victorieux encore qu'il ne l'avait pensé au premier instant.

Ce ne fut plus dès lors qu'une vraie dissolution dans le gouvernement de Parana, qui se voyait abandonné de tous côtés, par les provinces qui se tournaient successivement vers le vainqueur, par l'armée à peu près débandée, par le général Urquiza lui-même, occupé à négocier avec le général Mitre. Un jour vint où le président, M. Derqui, s'embarquait précipitamment, sans rien dire, sur un bâtiment anglais, pour se retirer à Montevideo, et ce qui restait après lui de gouvernement abdiquait. Buenos-Ayres restait donc politiquement aussi bien que militairement maîtresse du terrain; elle eût voulu sans doute pousser jusqu'au bout son succès en contraignant Ur-

quiza lui-même, son ancien ennemi, à quitter la province d'Entre-Rios, dont il demeurait gouverneur, et même le pays; elle s'est arrêtée pourtant devant la résolution manifestée par Urquiza de se défendre à outrance s'il était attaqué; elle s'est contentée d'une victoire qui, telle qu'elle est, suffit bien, puisque par suite de ces événemens elle est devenue la tête de la république.

C'est à Buenos-Ayres en définitive que s'est réuni le congrès général de la république argentine le 25 mai de cette année. Le congrès a eu tout d'abord deux questions à résoudre, celle de l'élection d'un président et celle du choix d'une capitale. L'élection doit être faite aujourd'hui, et l'élu est sans doute le général Mitre, homme d'ailleurs intelligent, qui a été le chef habile et heureux de cette révolution. Quant au choix d'une capitale, la question a été débattue avec une vraie passion, et elle a fini par rester indécise. De projet en projet, on en est venu à ajourner la solution à un an, et en attendant le pouvoir national reste à Buenos-Ayres. Un an, c'est beaucoup, et le tout est de savoir si Buenos-Ayres saura user avec sagesse, avec intelligence de sa victoire, si une réaction ne se fera pas dans les provinces, si enfin ce ne sera pas une révolution appelant d'autres révolutions, comme il est arrivé si souvent dans le passé.

Nous ne pouvons terminer ces lignes sans appeler les regrets de nos lecteurs sur la mort d'un des plus anciens collaborateurs de la *Revue*, M. Charles Magnin. La carrière paisible et modeste de M. Magnin s'est terminée prématurément dans les obscures, mais honorables fonctions de conservateur de la Bibliothèque impériale; mais elle avait eu les débuts animés qu'offrait la profession des lettres dans les années qui ont précédé et suivi 1830. M. Magnin fut alors un des collaborateurs littéraires distingués du *Globe* et du *National*. Nos lecteurs n'ont point oublié ses ingénieux et délicats travaux sur la littérature dramatique. Ces œuvres, d'une érudition franche de tout pédantisme et où l'exactitude des recherches s'unissait à l'élégante finesse de la forme, attacheront le nom de M. Magnin à l'histoire littéraire de ce siècle.

E. FORCADE.

ESSAIS ET NOTICES.

LA VIE DE VILLAGE EN ANGLETERRE.

Le public sérieux a été extrêmement frappé, il y a quelques années, d'une étude sur la vie et les œuvres du pasteur américain Channing, publiée sans nom d'auteur, mais avec une préface de M. de Rémusat. « L'Auteur de ce livre, disait M. de Rémusat, est une dame anglaise qui ne veut ni qu'on la nomme ni qu'on la loue. » On a été généralement surpris qu'une étrangère écrivît si bien en français, mais on n'a pu douter un seul instant du fait : à la grâce du style, tout le monde a reconnu une femme, et à la fermeté de la pensée une Anglaise. Channing est un sage assurément, mais

à la manière anglaise ou américaine; c'est un républicain de l'âme, un moraliste profond et indépendant, l'apôtre d'une foi sévère qui n'accepte d'autre guide que la conscience et la réflexion. Pour avoir essayé de faire connaître à la France ce penseur original, sorti d'une autre race et d'un autre culte, il faut un attachement sincère à notre pays et un désir généreux de répandre ce qu'on croit la vérité. La même passion de noble propagande se retrouve dans le nouvel écrit échappé de la même plume; *la Vie de village en Angleterre* (1) est dans l'ordre économique et politique ce qu'est l'*Étude sur Channing* dans l'ordre moral et religieux.

L'auteur a cette fois encadré sa pensée dans un petit roman qui ne manque ni de délicatesse ni d'intérêt. Un Français, exilé de sa patrie après le coup d'état du 2 décembre 1851, se réfugie en Angleterre, où il est parfaitement accueilli par une famille du Hampshire, et finit par épouser une des filles de son hôte. Les divers incidens de cette histoire ont pour but de nous faire assister à cette vie si saine et si morale que mènent en Angleterre les propriétaires de campagne. L'auteur y dépeint les rapports affectueux qui s'établissent tous les jours entre les diverses classes de la société anglaise, grâce à la déférence respectueuse des uns et au dévouement spontané des autres; il s'attache surtout à nous montrer les institutions de bienfaisance que fait naître de toutes parts l'initiative des particuliers et que développe l'esprit d'association : spectacle en effet bien digne d'attention et de sympathie, exemple précieux à suivre, autant que nous le permettent nos mœurs et notre organisation sociale.

Le premier épisode se passe chez un pasteur que l'exilé a connu en Suisse, et dès ce premier pas apparaît une des différences essentielles entre la France et l'Angleterre. Quoiqu'il n'ait qu'une petite paroisse, le pasteur de Kingsford, M. Norris, a un revenu de 400 livres sterling ou 10,000 francs; il habite un presbytère élégant, il est marié, et augmente encore son aisance en recevant chez lui quelques élèves qu'il prépare pour l'université. Il y a loin de cette existence à celle de nos pauvres curés de campagne, qui habitent un presbytère délabré avec 900 francs de traitement, et qui vivent dans la solitude. Peut-être est-ce trop d'un côté, à coup sûr ce n'est pas assez de l'autre. L'église anglicane a conservé ses revenus, le clergé français a perdu les siens. Outre les cures proprement dites, nos campagnes renfermaient autrefois des prieurés, des abbayes, dont les titulaires vivaient dans l'aisance et quelquefois dans la richesse. Tout cela a disparu.

Très bien reçu par son ami Norris, notre Français loue un petit appartement dans un *cottage* voisin, pour jouir à son aise du charme de la campagne : autre trait de mœurs digne de remarque, car en France il y a peu d'appartemens à louer dans les villages et peu d'amateurs pour les rechercher, si ce n'est dans les environs immédiats de Paris et de deux ou trois grandes villes. Moyennant 22 shillings par semaine ou 4 francs par jour, car tout est à noter dans ce tableau fidèle d'un village anglais, il a deux chambres très propres, blanchies à la chaux, un mobilier suffisant, et trois repas. Le *cottage* fait partie d'une autre paroisse que Kingsford, c'est Lynmore. Notre exilé est bientôt invité à dîner par la dame du lieu, une vieille

(1) Un volume in-18, par l'auteur de l'*Étude sur Channing*.

comtesse qui a connu autrefois sa famille, et qui habite un beau château entouré d'un magnifique parc. Là, il fait connaissance avec M. Mason, le principal propriétaire de la paroisse après la comtesse, le type choisi par l'auteur pour représenter le *country gentleman* anglais. M. Mason n'est ni un lord ni un baronet, c'est un simple propriétaire agriculteur, vivant toute l'année sur son domaine, ayant le titre de *juge de paix* et de *gardien des pauvres,* et possédant une fortune que l'auteur n'évalue pas, mais qui doit être à première vue d'environ 2,000 livres sterling ou 50,000 francs de rente. Sa ferme, qu'il montre avec orgueil, parce qu'il en dirige lui-même la culture, a 600 acres ou 240 hectares d'étendue, ce qui doit valoir, avec l'habitation et ses dépendances, bien près d'un million, et il y joint sans doute, suivant l'usage anglais, des rentes sur l'état et d'autres revenus.

J'insiste sur ces détails, parce qu'ils me paraissent caractéristiques. Dans chacune des 10,000 paroisses de l'Angleterre proprement dite, il y a un propriétaire de cet ordre au moins, et c'est dans ces quinze ou vingt mille familles, n'appartenant pas précisément à l'aristocratie, mais formant la tête du tiers-état, que réside la plus grande force sociale du pays. La pairie se compose en tout de 400 membres héréditaires, les baronets ne sont pas plus de 700 : l'illustration de la plupart de ces noms, les immenses fortunes territoriales qui les accompagnent en font sans doute un des principaux soutiens de la constitution britannique; mais ils sont en petit nombre, et ne peuvent se trouver partout. Les *esquires* ou propriétaires de second ordre, comme M. Mason, sont les véritables colonnes de l'édifice; ce sont eux qui administrent, qui rendent la justice, qui dirigent les travaux des routes, qui surveillent la distribution des secours publics, qui activent les progrès de l'agriculture, qui dirigent les élections des comtés, qui forment la majorité de la chambre des communes. Beaucoup d'entre eux sont alliés à l'aristocratie, et ces deux classes n'en font qu'une en réalité, tandis qu'en France elles se sont divisées et se sont perdues toutes deux par leur division.

On sait qu'il n'y a en Angleterre ni préfets, ni sous-préfets, ni tribunaux de première instance, ni conseils-généraux électifs, et qu'il n'y a de maires et de conseils municipaux que dans les villes. Toutes ces fonctions sont concentrées dans les campagnes entre les mains des *magistrats* ou juges de paix, dont le nombre est illimité, et qui sont nommés par le lord-lieutenant du comté, sorte de gouverneur de province qui n'a guère d'autre attribution. Il est difficile de ne pas reconnaître dans ces juges de paix, *justices of the peace*, les anciennes justices seigneuriales, transformées par le temps, mais conservant encore les traces de leur origine. Ce titre est à vie, il ne donne droit à aucun traitement, et n'en est pas moins fort recherché. Tout propriétaire territorial un peu important en est revêtu. Deux fois par mois, et s'il y a lieu plus souvent, trois ou quatre d'entre eux se réunissent pour juger correctionnellement les simples délits, tels que vols ordinaires, braconnages, voies de fait; la peine qu'ils prononcent est la prison ou l'amende. Tous les trois mois, ils se rassemblent au chef-lieu du comté (1) pour former un tribunal dont les attributions sont très éten-

(1) Un comté anglais équivaut en moyenne à la moitié d'un département français;

dues, puisqu'il peut condamner à la déportation, et pour régler les questions administratives, confiées en France à nos conseils-généraux.

M. Mason conduit l'exilé français aux séances de ces tribunaux, qui se tiennent d'ordinaire dans la salle principale de l'auberge du village. Il lui explique en même temps les institutions de bienfaisance créées sous ses auspices. Partant de ce principe, que l'aumône proprement dite abaisse celui qui la reçoit, les personnes charitables cherchent en Angleterre à secourir le pauvre sans lui faire perdre le respect de lui-même, et l'invitent à coopérer avec ceux qui viennent à son aide; de là ces nombreuses sociétés appelées *clubs*. Toutes les œuvres de Lynmore sont organisées dans cet esprit d'association. Le club du *charbon*, le club des *vêtemens*, le club de la *maternité*, le club des *malades*, se composent de membres honoraires et de membres participans : les premiers sont les protecteurs de l'association, ils contribuent annuellement à la caisse pour une certaine somme; les autres versent quelques sous par semaine. A la fin de l'année, la somme recueillie est distribuée aux membres participans proportionnellement au montant de leur cotisation. Un ouvrier a-t-il donné en moyenne quatre sous par semaine, il aura mis dans la caisse à peu près 10 fr. 50 au bout de l'année, et il lui sera acquis en sus 5 ou 10 fr., selon que les membres honoraires se seront montrés plus ou moins généreux.

A Lynmore, le nombre des sociétaires du club du charbon est de 102; les sous des membres participans font un total de 600 francs, les souscriptions des membres honoraires s'élèvent au double de cette somme. Les chiffres du club des vêtemens sont à peu près les mêmes. Dans le club de la maternité, toute femme qui verse 5 shillings pendant sa grossesse reçoit au moment de ses couches 10 shillings. Dans le club des malades, quiconque verse régulièrement 8 pence, ou 80 centimes par mois, reçoit gratuitement les visites du médecin et les médicamens; les membres honoraires complètent ce qui est nécessaire pour assurer au médecin un salaire fixe de 1,000 fr. par an et pour couvrir les frais de pharmacie.

Tous ces clubs existent en sus des sociétés de secours mutuels, organisées à peu près comme les nôtres; il faut ajouter pourtant qu'elles sont plus libres, plus nombreuses et plus riches. Celle de Lynmore célèbre, le lundi de la Pentecôte, une grande fête, qui réunit les sociétaires de plusieurs villages. Chaque détachement arrive en procession avec sa bannière, on se rend à l'église, on écoute avec recueillement un sermon approprié à la circonstance; un grand dîner, où siégent les membres honoraires à côté des ouvriers sociétaires, termine à l'anglaise la cérémonie. Le Français obtient de s'asseoir à ce dîner, il y entend les toasts de rigueur, il y voit M. Mason échanger de cordiales poignées de main avec les assistans. A tout instant, ce sont des fêtes de ce genre, qui portent dans la monotonie de la vie rurale la joie et le mouvement : tantôt la distribution des prix des écoles primaires, qui réunit tous les enfans du village sur la vaste pelouse du château, où les demoiselles leur distribuent du thé et des gâteaux, et prennent part à leurs jeux; tantôt le grand dîner champêtre qui suit la fenaison et la

mais il y a parmi ces comtés beaucoup d'inégalité. Même sans parler du comté d'York, qui se divise en réalité en trois, le comté de Lincoln a 660,000 hectares, et celui de Rutland à peine 40,000.

rentrée des blés, où le maître, en buvant avec ses ouvriers, les engage à porter une partie de l'argent qu'ils viennent de gagner à la caisse d'épargne ou à la société des *amis du peuple*, qui achètera pour eux un cottage et un jardin; tantôt encore la fameuse partie de *cricket* où l'on se rend de tous les environs, et où des bandes de joueurs, appartenant à des villages différens, se portent des défis. Le jeune fils de M. Mason commande les *cricketers* de Lynmore, et le pasteur lui-même se mêle avec passion à ce jeu national, qui a quelque rapport avec notre ancien jeu de paume.

En sa qualité de *gardien des pauvres*, M. Mason est un des administrateurs du *workhouse* ou maison de travail. Tout le monde sait qu'on appelle ainsi le dépôt de mendicité, dont les dépenses sont couvertes par l'impôt bien connu sous le nom de *taxe des pauvres*. Il y a un de ces *workhouses* par huit ou dix paroisses, c'est-à-dire pour une étendue à peu près égale à un de nos cantons; celui de Lynmore répond à une population de 18,000 âmes, répartie sur un territoire de 16,000 hectares. Cinq cents pauvres ont, dans le cours d'une année, profité de cet asile pour un temps plus ou moins prolongé. Cinq cents pauvres sur 18,000 âmes, c'est beaucoup, car ils sont soumis dans ces maisons à un régime très sévère, et il n'y entre guère que des mendians de profession. Le *workhouse* a distribué en outre des secours à domicile, pendant l'année, à 2,371 indigens. Les frais de cet établissement s'élèvent à 150,000 francs par an, et les 600 maisons de ce genre que renferme l'Angleterre coûtent annuellement 150 millions. Aucune nation ne s'impose un pareil sacrifice.

Après sa visite au *workhouse*, notre Français va voir le cercle des ouvriers et des laboureurs; on s'y réunit le soir pour lire les journaux de la veille distribués par M. Mason. Il assiste à l'école du soir pour les adultes et y donne lui-même des leçons de français à un petit groupe d'auditeurs volontaires. Il admire avec raison l'institution touchante des écoles du dimanche, *sunday schools*, où les leçons sont faites gratuitement par des bourgeois, des marchands, des fermiers : on compte en Angleterre 33,000 de ces écoles, que fréquentent 2 millions et demi d'élèves; mais ce qui l'intéresse surtout par plus d'un motif, c'est la part que prennent les femmes à toutes ces bonnes œuvres. Une des filles de M. Mason, miss Mary, le charme par sa charité enthousiaste. La liberté des mœurs anglaises lui permet de l'accompagner dans ses visites aux indigens et aux malades, et il l'aide dans ses efforts pour la création d'une bibliothèque populaire à Lynmore. A ce sujet, il fait le voyage de Londres pour s'entendre avec la *Société pour la propagation des bons livres* : la famille Mason donne 250 francs; à ce prix, la société fournit une bibliothèque de 300 volumes; le papetier du village accepte les fonctions de bibliothécaire moyennant une indemnité de 75 francs par an, et tous les habitans, en payant 1 shilling par trimestre, jouissent du droit d'abonnement.

Chemin faisant, l'auteur sème quelques épisodes champêtres agréablement racontés. Telle est une partie de pêche sur les bords de la petite rivière qui traverse le parc, telle aussi une visite à la vieille ville de Winchester, capitale du Hampshire, célèbre par sa cathédrale, où sont ensevelis des rois d'Angleterre. Plusieurs personnages peints avec finesse animent le récit et achèvent de montrer dans tous ses détails l'intérieur d'une famille anglaise

vivant à la campagne. Ce qui revient toujours, parce que c'est le véritable sujet, c'est le spectacle de ce village où tant d'institutions utiles, créées spontanément, forment entre tous les habitans des liens étroits et confondent en quelque sorte les conditions. Lynmore n'est pas sous ce rapport un village privilégié; ce qu'on y trouve se reproduit sur presque tous les points de l'Angleterre. Partout la classe supérieure travaille avec dévouement à secourir le peuple, à l'instruire, à le moraliser, et partout le peuple, relevé à ses propres yeux par ces associations où il contribue lui-même à son bien-être, se montre reconnaissant pour cette bienfaisance ingénieuse.

Plein d'une juste admiration pour ce qu'il a sous les yeux, notre Français jette de temps en temps un coup d'œil sur son propre pays et regrette de n'y rien voir de pareil : observation juste à beaucoup d'égards, mais qui n'est pas exempte d'exagération. Il est fort louable assurément de nous montrer ce qui peut être pour nous en Angleterre un bon modèle à suivre; mais il ne faudrait pas en conclure que nous manquions nous-mêmes de semblables exemples, et surtout il serait injuste d'accuser les classes aisées. Les institutions de bienfaisance ne manquent pas à la France, Dieu merci, et si elles n'y ont pas pris tout à fait le même développement qu'en Angleterre, notamment dans les campagnes, c'est qu'elles n'y rencontrent point partout les mêmes conditions. Rien n'est plus délicat et plus difficile que la comparaison entre deux pays qui se ressemblent si peu; les mêmes mots n'y représentent pas toujours les mêmes choses.

Le théâtre et les personnages, tout est différent. Les paroisses anglaises sont en général un peu plus petites que nos communes, et beaucoup plus peuplées. La campagne proprement dite a plutôt moins d'habitans, mais le bourg ou village où se réunit la population agglomérée a presque partout l'importance de nos chefs-lieux de canton. On y exerce tous les métiers et tous les petits commerces. Les simples journaliers gagnent des salaires doubles des nôtres, et les artisans, les petits commerçans, ayant plus de pratiques, font plus de bénéfices. On s'en aperçoit au premier abord à l'air de propreté des habitations, même les plus humbles. Des fleurs et des plantes grimpantes ornent l'extérieur; l'intérieur contient un petit mobilier commode et bien tenu. Entrez à l'heure du repas : vous trouverez un ordinaire modeste, mais sain, un peu de viande, des pommes de terre, du pain blanc, du laitage, de la bière, du thé. Tout devient plus facile avec une population ainsi condensée qu'avec une population aussi rare et aussi dispersée que la nôtre.

Ce qui diffère le plus, c'est la distribution de la propriété. En Angleterre, toutes les terres de la paroisse appartiennent à un petit nombre de familles, et, comme elles rapportent en moyenne deux fois plus qu'en France, les principaux possesseurs jouissent d'un revenu considérable. Chez nous, une portion notable du sol appartient à une foule de petits cultivateurs, une autre portion forme le lot des propriétaires moyens, qui s'élèvent à peine au-dessus des premiers; ceux qui passent pour riches ont de 5 à 10,000 fr. de revenu, abstraction faite des exceptions, et, s'il s'en trouve deux de ce genre dans une commune, c'est beaucoup. Heureux quand ces revenus, si faibles qu'ils soient, ne sont pas réduits encore par des charges hypothécaires! Rarement d'ailleurs les propriétaires tiennent au sol par de pro-

fondes racines, et les nombreuses mutations que révèlent les recettes de notre enregistrement montrent qu'il y en a peu d'héréditaires.

On chercherait donc vainement dans les trois quarts de nos communes l'équivalent de M. Mason comme situation de fortune, et quand par hasard il y en a un, il a besoin de beaucoup de vertu pour y rester. M. Mason et ses pareils n'ont pas de maison à Londres; ils trouvent chez eux, avec leurs parens et leurs voisins, tous les agrémens de la vie, ceux du moins qu'on estime en Angleterre, où l'on n'a pas autant qu'en France le goût des spectacles et des réunions bruyantes. L'usage commande chez nous aux gens riches de passer l'hiver à Paris; les eaux, les bains de mer, les voyages prennent une grande partie de l'été, et il reste bien peu de temps et d'argent pour la campagne. Quant aux propriétaires de second et de troisième ordre, ils cherchent presque tous à se loger dans des fonctions publiques ou à exercer des professions libérales qui les éloignent de leurs domaines, et on ne saurait trop leur en faire un reproche, car ils en ont besoin.

Non-seulement la richesse manque, mais l'indépendance. En Angleterre, le plus riche propriétaire de la paroisse réunit dans ses mains tous les pouvoirs. Les familles secondaires se groupent autour de lui et recherchent son alliance; les terres sont occupées par des fermiers *at will* ou à volonté qui dépendent de lui ou des siens. En France, il arrive souvent que, sur deux familles plus aisées que les autres, l'une appartient à l'ancienne noblesse et l'autre à la bourgeoisie nouvelle : de là des divisions et des rivalités. Puis il faut compter avec le conseil municipal, élu par le suffrage universel, avec le maire, qui se montre jaloux de son autorité, avec le juge de paix, qui siége au chef-lieu de canton, avec le sous-préfet, qui administre au chef-lieu d'arrondissement, avec le préfet, qui règne au chef-lieu de département. Le curé et l'instituteur sont presque toujours en Angleterre à la nomination du seigneur du lieu; en France, ils relèvent tous deux d'autorités lointaines : d'un côté tout est réuni, de l'autre tout est divisé.

Malgré ces obstacles, il se fait chez nous beaucoup de bien, beaucoup plus que ne paraît le croire notre exilé, que les amertumes de sa position rendent un peu injuste. Le bien ne se fait pas exactement par les mêmes moyens; mais chaque nation a son génie. L'instruction primaire, par exemple, est donnée en vertu d'une loi, et ce qu'on perd en spontanéité se regagne par le caractère de généralité et de persévérance qui résulte d'une prescription légale. Il faut bien que ce système ait ses avantages, puisque le gouvernement anglais a voulu s'en inspirer : le parlement a voté depuis peu un fonds spécial pour les écoles populaires. En fait, nous sommes un peu en avance sur les Anglais pour l'instruction primaire, et nous le devons à la loi de 1833. Si sur beaucoup d'autres points nous sommes en arrière, il faut en chercher la cause principale dans les secousses politiques qui viennent de temps en temps tout remettre en question. L'Angleterre n'a pas eu dans son histoire une interruption de civilisation comme notre période révolutionnaire.

Quel est celui des deux peuples qui a le moins de pauvres? Question délicate que je ne prétends pas trancher ici. Je suis loin de m'associer aux vieilles déclamations qui courent sur le paupérisme anglais. Je crois que

l'Angleterre est en voie de se débarrasser de cette plaie, qu'on lui reproche depuis si long temps. Je sais que la condition générale des classes ouvrières y est meilleure que chez nous, parce que la nation entière est plus riche et le travail plus productif. Néanmoins, cette supériorité de richesse qui tient toujours à la même cause, l'absence de révolutions, mise de côté, on trouve dans la concentration de la propriété une cause endémique d'indigence pour une portion considérable de la population. Pour réparer cette extrême inégalité, il faut dans la classe privilégiée une libéralité qui n'est point partout aussi nécessaire. Si la nation était moins riche et la bienfaisance moins active, les pauvres seraient plus nombreux et plus malheureux en Angleterre que chez nous, parce que la propriété du sol leur échappe. Il faut bien encore qu'on s'en soit aperçu, puisque des sociétés se sont formées pour acheter des maisons et des jardins aux ouvriers sur leurs épargnes. On vante avec raison les précautions prises pour relever à leurs propres yeux les assistés anglais; mais, pour soutenir la dignité personnelle, rien ne vaut le sentiment de la propriété. Il y aura toujours, quoi qu'on fasse, une grande différence entre recevoir un secours, si bien donné qu'il soit, et n'en avoir pas besoin.

La charité se fait plus savamment en Angleterre, elle ne se fait pas avec plus de dévouement. La charité procède avant tout d'une inspiration religieuse. Je ne veux dire aucun mal du culte protestant, les peuples protestans comptent parmi les plus moraux et les plus libres de l'Europe; mais enfin, quand il s'agit de charité, le culte catholique a fait ses preuves. L'Angleterre n'a rien de supérieur à notre société de Saint-Vincent-de-Paul. Que dire de l'œuvre de Saint-François-Xavier, de la société de Saint-François-Régis, de l'œuvre du Bon-Pasteur, et de tant d'autres? Sans sortir de son pays, l'exilé français aurait pu suivre plus d'une charmante jeune fille au chevet des pauvres malades et s'associer en secret à plus d'une bonne œuvre. Il y a peu de jours que, dans une séance publique de l'Académie française, en présence de l'auditoire le plus brillant et le plus poli du monde entier, une voix éloquente racontait quelques-uns de ces traits de vertu qui s'accomplissent sans nombre dans l'obscurité, et cette fête de la bienfaisance se renouvelle tous les ans.

Dans un livre qui a obtenu un vrai succès, et qui l'a mérité, malgré quelques écarts de langage, les *Conseils spirituels pour la belle saison à la Campagne*, M. l'abbé Bautain s'adresse en ces termes à tout propriétaire aisé qui habite les champs une partie de l'année : « Vous avez des voisins qui sont plus près de vous que les habitans des châteaux d'alentour; ce sont les gens de votre village, dont plusieurs sont dans l'indigence, et quelques-uns malades, et incapables par l'âge et les infirmités de gagner leur vie. Ceux-là sont votre prochain plus que personne, parce qu'ils souffrent sous vos yeux. Pour aider efficacement vos pauvres, il faut les connaître, et pour les connaître il faut les voir. Il faut aller de temps en temps dans leurs chaumières, et causer avec eux, avec leurs femmes et leurs enfans. Il vous en coûtera peut-être un peu, surtout en commençant, d'aller dans les logemens des pauvres; mais quand vous aurez vaincu la première répugnance, vous y trouverez une grande jouissance, que le monde, avec tous ses plaisirs, ne vous donnera jamais. » Cela même n'est pas toujours néces-

saire, et quiconque a vécu un peu dans nos campagnes appauvries sait que, pour faire un bien immense autour de soi, il suffit de résider et de donner du travail, pourvu qu'on donne en même temps l'exemple d'une vie honnête et régulière.

Dans *la Vie de village en Angleterre*, un des interlocuteurs du Français exilé lui dit : « L'Angleterre ne doit sa sécurité qu'aux rapports bienveillans qui existent entre les différentes classes de la société. Pour que ce sentiment subsiste et se fortifie, il faut que la classe élevée ne s'enferme pas dans son égoïsme; elle aussi a ses devoirs à remplir, qui sont d'aller au-devant des classes ouvrières et de leur tendre une main amie. Si vous alliez au-devant de votre peuple avec un véritable amour, vous en seriez bientôt compris. Du reste, vous n'avez pas de choix à faire, et tout me fait craindre que vous ne soyez placés entre la nécessité de changer complétement vos relations de classe à classe, ou d'être incessamment menacés de convulsions sociales. » Il y a là un conseil et un jugement; le conseil est excellent, mais le jugement ne me paraît pas aussi sûr. C'est en Angleterre, ce n'est pas en France qu'il peut être nécessaire de *changer complétement les relations de classe à classe;* c'est tout au plus si nous avons des classes parmi nous, tant elles se fondent les unes dans les autres par des nuances imperceptibles. Voyez l'armée, qui est l'image de la société : peut-on dire que la distance entre le soldat et l'officier soit la même dans les deux pays? ne donnons-nous pas dans notre armée le plus grand exemple d'égalité et de fraternité qui soit au monde? Il faut faire sans doute de nouveaux pas dans cette voie, et encore une fois le conseil est bon, mais ne serait-ce pas à nous de le donner au moins autant que de le recevoir?

Il est vrai que l'Angleterre vit dans une parfaite sécurité, et que les convulsions sociales n'ont pas cessé de nous étreindre. A qui la faute? Est-ce à la *classe élevée*, comme dit M. Norris? Il faudrait savoir d'abord ce qu'il faut entendre par *classe élevée* dans un pays de suffrage universel qui ne reconnaît aucune sorte d'aristocratie, et qui envoyait naguère de simples ouvriers siéger dans son assemblée souveraine. Est-ce de la classe riche qu'il s'agit? Elle a en effet de grands reproches à se faire pour sa passion désordonnée de luxe et de plaisir; mais elle est si peu nombreuse et la richesse y passe si vite qu'elle compte pour bien peu dans notre société. Le mal le plus profond n'est pas là, il est dans les illusions révolutionnaires qui exaltent beaucoup d'imaginations et dont le bon sens national a préservé nos voisins. Malgré les associations charitables, les excellentes *lectures*, les écoles du dimanche, les *workhouses*, bien peu de nos ouvriers aimeraient mieux vivre en Angleterre qu'en France. Pour un exilé imaginaire qui a compris l'Angleterre, combien en est-il qui ne l'ont vue que pour la calomnier?

Est-ce à dire qu'il n'y ait rien à apprendre pour nous dans *la Vie de village en Angleterre?* Bien loin de là. Nous avons deux grandes maladies sociales, l'esprit révolutionnaire et l'excès de centralisation. L'esprit révolutionnaire ne peut s'user que par le temps, par le sentiment de l'impuissance et de la folie de ses tentatives. A chaque secousse, la richesse publique décroît, et avec elle le bien-être de la population tout entière. Ces expériences portent avec elles leur enseignement. Quant à l'excès de cen-

tralisation, de réglementation, l'auteur de *la Vie de village* a touché parfaitement juste. Voilà bien une des principales causes de notre infériorité, et on ne saurait trop nous inviter à y porter remède. Nous n'arriverons jamais au même degré de liberté locale que les Anglais ; mais sans aller précisément jusque-là, ce qui ne serait ni possible ni utile dans les conditions générales de notre société, il y a beaucoup à faire pour renfermer dans de plus justes limites la puissance envahissante de l'état. Nous ôterons ainsi à l'esprit révolutionnaire une de ses plus redoutables armes, et nous travaillerons doublement à notre développement économique et moral.

Que la centralisation diminue donc, et nous verrons fructifier dans nos campagnes bien des germes qui restent aujourd'hui inféconds. On ne demande pas mieux généralement; tous les regards se portent volontiers vers la vie rurale après tant de déceptions et d'agitations stériles. Nous ne sommes pas tout à fait aussi loin des mœurs anglaises que nous le croyons nous-mêmes. Dans celles de nos provinces qui rivalisent de richesse avec l'Angleterre, on pourrait déjà signaler plus d'un village qui ne le cède en rien à l'heureux village de Lynmore, quoiqu'il se compose d'élémens très différens. Seulement ce qui fait en France l'exception est en Angleterre la règle : voilà la proportion qu'il faut changer. Plus nous nous rapprocherons de ces mœurs, plus nous nous sentirons fortifiés. L'auteur aimable et bienveillant de *la Vie de village* y aura certainement contribué en nous initiant à tous les détails de cette puissante organisation rurale qui fait la force de son pays. Que ce soit son honneur et sa récompense!

L. DE LAVERGNE.

L'ABBÉ DUBOIS. [1]

Il y aurait dans les annales du monde un chapitre qui pourrait être considérable et qui ne laisserait pas d'être piquant et curieux, ce serait celui des personnages perdus de réputation et des vicissitudes de leur renommée. Ce sont des personnages assez nombreux encore, communs à tous les pays, qui se succèdent par intervalles, semblent résumer les vices de leur temps et laissent un retentissement équivoque. Méritent-ils absolument cette mauvaise renommée qu'ils se sont faite ou qu'on leur a faite? La vérité est que souvent il s'est formé sur eux, dès le premier jour qu'ils sont entrés dans l'histoire, comme un jugement instinctif et sans appel, comme une légende de témoignages contemporains, et à les voir passer dans la galerie humaine, ils semblent en quelque sorte inattaquables dans la singulière majesté de leur mauvaise réputation comme d'autres dans la majesté de leur renom de vertu, si bien que toute tentative pour changer l'opinion en leur faveur, pour relever leur nom, paraît toujours une ironie ou une fantaisie paradoxale. Il a été donné à notre temps d'essayer de ces réhabilitations qui ne sont pas toujours sérieuses, mais qui naissent aussi quelquefois d'une étude plus approfondie, d'un sentiment tardif de justice ou d'une vue plus éclairée, plus libre, du mouvement des choses et des hommes. Une des réhabilitations les plus difficiles en France est assurément celle du

(1) *L'Abbé Dubois, premier ministre de Louis XV, d'après des papiers inédits*, par M. le comte de Seilhac, 2 vol. in-8°, chez Amyot, 1862.

cardinal Dubois. Voilà, si je ne me trompe, ce qu'on peut appeler une de ces mauvaises réputations bien établies, universellement acceptées. Que n'a-t-on pas dit et que n'a-t-on pas cru de ce personnage mal famé qui, un jour de l'année 1672, partait de sa petite ville de Brives la bourse vide, le cœur léger, l'esprit vif et ambitieux, pour arriver chemin faisant aux premières dignités de l'état comme à la première dignité de l'église, et qui a fini par expier sa fortune sous les mépris de l'histoire! Précepteur et conseiller du duc d'Orléans qui fut le régent, il aurait été le bouffon, le vil complaisant des débauches de son élève et de son maître; abbé, il aurait dégradé son caractère par l'indignité de sa vie et de ses mœurs; premier ministre, il se serait fait pensionner par le roi d'Angleterre. On l'a, je crois, accusé de tout, excepté d'être cruel et de n'être pas homme d'esprit, et la robe rouge de cardinal ne l'a pas sauvé. Il s'arrangea si bien pendant sa vie qu'à sa mort, tout prince de l'église qu'il était, il put à peine obtenir un tombeau à Saint-Roch, un tombeau inavoué qui n'est plus qu'un monument avec une inscription effacée où l'on ne distingue point le nom du cardinal. Sous le dernier règne, son image fut bannie d'une galerie de portraits des personnages qui furent autrefois les hôtes du Palais-Royal. Sa ville natale seule lui est restée fidèle. Un jour, il y a vingt ans, elle demanda son tombeau : on le lui refusa. En un mot, l'opinion en est restée sur Dubois à cette impression d'un vrai diable en barrette qu'on ne peut honorer qu'en l'oubliant.

La destinée de l'abbé Dubois fut-elle donc de ne mêler que de grands vices à une habileté suffisante pour arriver à un grand pouvoir dans un temps de corruption? N'est-ce qu'un parvenu vulgaire, un coureur d'intrigues et un familier de débauches, furtivement introduit dans cette famille de cardinaux hommes d'état, entre Richelieu et Fleury? C'est ce que conteste M. le comte de Seilhac dans un livre qui semble fait pour remplacer le monument que la ville de Brives n'a pu élever au cardinal, et cette réhabilitation difficile, il l'a tentée à l'aide de lumières nouvelles, avec des documens manuscrits ou inédits, des lettres jusqu'ici inconnues de la Palatine, mère du régent, des papiers de la famille de Dubois, et enfin des mémoires de l'abbé d'Espagnac, compatriote du cardinal, homme de considération et de science, qui ne mourut qu'en 1781. C'est une œuvre sérieuse, bien intentionnée, appuyée sur des témoignages qui ont leur valeur et leur intérêt. Je ne sais si cette réhabilitation fera de Dubois un saint et un grand homme aux yeux de tout le monde. Dans la légende dont son nom est resté entouré, il est du moins des choses qui doivent disparaître comme des inventions apocryphes. Et d'abord il n'était pas né d'un apothicaire de Brives-la-Gaillarde, comme on le disait pour rabaisser sa naissance : son père était médecin, et il tenait par sa mère à une famille de noblesse du pays. Il y a aussi beaucoup à rabattre de cette vie de bohème qu'il aurait menée avant son élévation, tantôt passant par la domesticité, tantôt contractant des mariages clandestins et se signalant par toute sorte de bouffonneries. Dubois partait de Brives à seize ans, en 1672, pour venir profiter à Paris d'une bourse qui lui avait été accordée au collége Saint-Michel. C'est là qu'il fit sa philosophie et sa théologie, gagnant l'amitié du principal du collége, M. Faure, qui était vicaire-général de l'archevêque de Reims, et

c'est de là qu'il partit, poussé par son protecteur, pour être d'abord précepteur dans une famille, puis attaché au duc de Chartres, bientôt duc d'Orléans et plus tard régent de France. Quant au goût qu'il inspira au jeune prince, et qui servit si bien son ambition, il s'explique moins sans doute par des complicités honteuses ou des leçons licencieuses que par l'ascendant d'un esprit souple et habile. Il est difficile d'admettre que la Palatine, cette rude Allemande qui se désolait des précoces débauches de son fils, eût écrit à Dubois dans les termes où elle lui écrivait, comme le montrent les lettres publiées par M. de Seilhac, si elle eût vu en lui le corrupteur ou seulement le complaisant des excès du jeune duc. Il est vrai que la Palatine, elle aussi, appelait plus tard Dubois un diable et un coquin bon à pendre; mais c'était lorsque l'abbé avait aidé à ce qu'elle considérait comme une mésalliance, au mariage du duc de Chartres avec Mlle de Blois, fille de Mme de Montespan; c'était aussi lorsque Dubois, comme ministre, violait le secret des lettres qu'elle écrivait en Allemagne. Dans les premiers temps, elle ne lui témoignait que de la confiance et de l'amitié. Rien au reste n'était plus ingrat que ce rôle de précepteur confié à Dubois vis-à-vis d'un tel prince : il avait affaire à un naturel qui aspirait en quelque sorte toutes les corruptions de son temps et échappait à toute direction. Tout ce qu'on peut dire, c'est que s'il ne favorisa pas les inclinations de ce naturel, Dubois ne réussit pas à les refouler ou à les modérer; il s'accommoda avec elles, et en ce sens il en parut le complice; il en profita même, grandissant par l'élévation du duc d'Orléans à la régence, et devenant successivement secrétaire des conseils du roi, négociateur mêlé aux plus grandes affaires, premier ministre, archevêque de Cambrai à la place même où avait été Fénelon, cardinal et membre de l'Académie française!

Une fois entré dans la politique par la régence du duc d'Orléans et voyant s'ouvrir devant lui cet horizon nouveau, l'abbé Dubois n'était point homme à s'arrêter, et comme, à défaut d'une élévation morale peu commune de son temps, il avait une souple et fertile activité au service d'une ambition stimulée par ses succès mêmes, il se trouva prêt à tout, mettant la main aux finances, aux querelles intérieures du jansénisme, surtout d'abord aux négociations diplomatiques, qui ne furent jamais plus difficiles et plus troublées que dans les années qui suivirent le traité d'Utrecht. La fortune jetait en ce moment sur la scène publique deux hommes d'une origine également obscure, et parvenus tous deux, dans des pays différens, aux premières dignités de l'état et de l'église, Alberoni et Dubois : l'un, fils d'un jardinier de Plaisance, imagination ardente et rusée, voyant les complications de l'Europe, ne se faisant nul scrupule d'allumer des incendies, et cherchant dans la confusion à refaire la grandeur de l'Espagne en choisissant pour champ de bataille l'Italie, comme s'il eût eu dans les conditions du temps l'idée vague et prématurée d'un certain affranchissement de son pays natal; l'autre, fils d'un médecin de Brives, moins hardi et moins fécond en conceptions extrêmes, mais d'un esprit sagace, mesuré, quoique résolu aussi dans ses vues, tenant tête à son bouillant émule d'Espagne en démasquant les plans d'agitation qu'il ourdissait jusqu'en France contre le régent, et faisant face à ses tentatives de perturbation européenne avec autant de sang-froid que de vigueur, au risque de séparer momentanément

les causes de la France et de l'Espagne. Dans ce grand trouble de tous les intérêts et de toutes les relations qui suivit le traité d'Utrecht, Dubois comprit que la paix était une nécessité pour la France, et que pour la maintenir il fallait chercher un point d'appui en Angleterre. Dans un intérêt de paix, il fut l'un des promoteurs et le principal négociateur de l'alliance anglaise, système qui a reparu plus d'une fois depuis dans la politique. Si l'on cherche en effet les origines et les traditions de l'alliance anglaise dans le sens moderne, Dubois apparaît comme un des ancêtres de cette idée. Dubois eut raison d'Alberoni, qui s'en alla vivre dans la disgrâce et l'exil, abandonné du roi d'Espagne, qui l'avait fait premier ministre, et du pape, qui l'avait fait cardinal, tandis que le fils du médecin de Brives mourait en 1723 dans la plénitude de son pouvoir. Une chose est certaine, c'est que, dans sa carrière d'homme d'état, Dubois n'a pas fait tout le mal qu'on lui a prêté, et qu'il a fait du bien qu'on a dissimulé ou défiguré, restant d'ailleurs humain et bienveillant. Et cependant on sait où en est restée l'opinion sur son compte. Ses ennemis ont triomphé, de son vivant et après sa mort, de celui qui triompha de tout pour lui-même. On peut dire qu'il a épuisé toutes les grandeurs humaines sans arriver à la considération qu'il cherchait. Voilà le problème, plus moral encore que politique, qui se dégage de cette existence singulière, aussi bien que de ce livre où l'auteur, M. de Seilhac, avec une conviction raisonnée, avec des documens nouveaux, fait éclater une fois de plus cette disproportion entre le grand rôle d'un homme et la réputation qu'il laisse. M. de Seilhac peut n'être que juste sur certains points, et il éclaire plus d'une partie de la vie de Dubois. Si le cardinal reste encore si difficile à réhabiliter complétement, c'est qu'avec des talens réels, sans être un parvenu vulgaire ni un bouffon, il lui arriva trop souvent de faire de la politique une intrigue, de mêler son ambition personnelle à ses calculs de gouvernement, et d'intéresser tous les appuis extérieurs ou intérieurs à sa propre élévation; c'est qu'il pourrait bien rejaillir sur lui quelque chose de ce mot que Voltaire disait de l'abbé Mongaut : « Il ignorait que c'est par le caractère, et non par l'esprit, que l'on fait fortune. » Et pour ces politiques qui deviennent les conducteurs des hommes, faire une véritable fortune, ce n'est pas seulement avoir le succès du jour, le crédit que donnent les honneurs et les dignités, c'est s'assurer une place durable dans l'estime et dans le souvenir du monde.

CH. DE MAZADE.

Nouveaux Essais de Politique et de Littérature, par M. Prévost-Paradol (1).

Dans un temps où les conditions intellectuelles se sont si profondément transformées avec la société tout entière, il y a un phénomène qui trompe bien souvent. Parce que le domaine de la vie littéraire s'est prodigieusement étendu, parce que le nombre des œuvres et de ceux qui se servent d'une plume s'est singulièrement multiplié, on est tenté de croire que l'art est devenu plus facile et qu'il y a plus d'écrivains qu'il n'y en eut jamais. C'est la plus étrange des illusions. Il n'est pas plus facile aujourd'hui qu'autrefois d'être un écrivain véritable. Au milieu de toutes ces applications

(1) 1 volume in-8°, chez Michel Lévy, 1862.

nouvelles de l'intelligence qui créent une apparence trompeuse, le secret de l'art n'est point devenu le partage de tout le monde, et le talent vrai, sérieux, est toujours une chose exceptionnelle et rare. Entrer dans les mêlées du temps avec un esprit armé d'instruction et de goût, avec une manière de parler et de sentir indépendante, avec une raison ferme et vive qui ne s'égare pas au sein des dispersions du jour, avec un amour juste et sincère des lettres uni à un sentiment politique très aiguisé, c'est là ce qui peut faire un écrivain véritable, un publiciste d'élite. C'est l'assemblage de ces qualités qui fait le charme et l'intérêt de ces pages que M. Prévost-Paradol lie en faisceau sous le titre d'*Essais nouveaux de politique et de littérature*. C'est sa moisson des derniers temps. L'unité n'est point certes dans la combinaison de fragmens si divers, écrits sur des sujets le plus souvent fournis par les circonstances; elle est dans le mouvement d'un esprit brillant et fin qui va de la révolution française, de Tocqueville ou de Macaulay, à Aristophane, à Spinoza ou à la duchesse de Bourgogne, parcourant toutes les sphères en gardant toujours sa séve, son originalité et sa bonne grâce. Écrire des pages de tous les jours en y laissant le reflet qui les fait survivre, l'éclair de sentiment et de raison qui les colore, c'est là justement la marque de l'écrivain véritable qui se retrouve même dans des fragmens.

Les *Essais* de M. Prévost-Paradol sont d'un esprit vif, dégagé et courant, qui ne se perd pas dans les spéculations et dans les systèmes; il exprime plutôt sur toute chose et sous une forme rapide ce sentiment éclairé et naturel qu'on croit presque avoir éprouvé parce qu'il devrait être celui de tout le monde, de tous ceux qui pensent et qui sentent. Un des caractères de l'écrivain, on le lui a dit et il le dit lui-même, c'est qu'il ne sépare pas la politique de la littérature. C'est en homme formé à l'amour des lettres et toujours retenu par ce cher lien des premières études, des premières préférences, qu'il aborde la politique, qu'il se mêle aux polémiques du temps. On sent en lui le lettré à l'élégance correcte de son langage, à la souplesse ingénieuse de ses mouvemens et de son ironie, comme aussi, lorsqu'il semble n'être qu'un critique, un analyste littéraire, on sent toujours l'esprit libéral noblement préoccupé de tout ce qui s'agite autour de lui, des destinées morales et politiques d'une société cherchant la liberté à travers les révolutions. Même quand M. Prévost-Paradol revient vers l'antiquité et trace une série d'esquisses sur Aristophane, Démosthène, Xénophon, Sénèque, c'est toujours le contemporain qui voit son siècle à travers les siècles écoulés, un contemporain libéral et lettré. De là le tissu élégant et ferme de ces fragmens où il y a quelquefois de l'émotion, souvent de l'ironie, et toujours une jeunesse grave qui ne se désintéresse pas du mouvement du monde dans les frivolités de la littérature, qui se sert d'une sérieuse culture littéraire comme d'une arme de plus dans la politique. Par tous les dons de son talent, l'auteur des *Nouveaux Essais* est assurément un de ceux qui sont le mieux faits pour intéresser et charmer les esprits en les éclairant.

CH. DE MAZADE.

PUBLICATIONS MUSICALES DE L'ALLEMAGNE (1). — Il faut le dire bien haut, l'Allemagne est la terre classique des pieux souvenirs, le pays où l'on cultive avec le plus d'amour le culte des grands maîtres qu'elle a enfantés. A Vienne, Munich, Prague, Dresde, Berlin, à Leipzig surtout, on exécute non-seulement les œuvres capitales de Bach, d'Haydn, Mozart, Beethoven, Spohr, Mendelssohn, mais on écrit leur vie et l'on commente tout ce qu'ils ont produit avec un soin admirable. Il n'existe nulle part un livre plus intéressant que la *Vie de Mozart* du professeur Jahn, publiée il y a quelques années par la maison Breitkopf et Haërtel de Leipzig. Cette même maison a mis en vente, depuis un an, une édition admirable de l'œuvre de Beethoven. Cette édition modèle, la plus complète qui ait jamais existé, puisqu'elle renferme des compositions tout à fait inconnues jusqu'ici, sera un digne monument élevé au sublime symphoniste. Il en a déjà paru quatorze livraisons, qu'on peut se procurer à Paris, et que je recommande à tous les vrais amateurs de la grande musique. Les mêmes éditeurs viennent de publier un *Catalogue chronologique et thématique de l'Œuvre de Mozart*, accompagné de notes et d'éclaircissemens par le docteur Louis Ritter de Koëchel. C'est un grand volume de cinq cent-cinquante pages, précédé d'une préface où l'auteur, M. de Koëchel, explique le but de son travail et indique les sources de ses renseignemens sur la date et le lieu où Mozart a composé chacune de ses productions, en sorte qu'en consultant ce volume, qui est très bien imprimé, on sait que le premier morceau qu'ait produit Mozart enfant, c'est un petit trio en menuet pour clavier, écrit en 1761 à Salzbourg, et qu'il a terminé sa courte et glorieuse vie par le fameux *Requiem* dont l'histoire est tout un roman. On n'ignore pas que Mozart n'a pas eu le temps d'achever cette composition sublime, dont plusieurs morceaux ont été faits par Süssemayer, élève et ami du maître. Je ne saurais trop louer l'ouvrage de M. de Koëchel, qui me paraît être un véritable chef-d'œuvre d'exactitude et d'érudition. P. SCUDO.

Le jugement que nous avons porté sur la conduite de don Juan Ruiz de Apodaca, comte du Venadito, avant-dernier vice-roi d'Espagne au Mexique, dans une récente étude sur le Mexique (2), a soulevé quelques observations auxquelles nous croyons devoir répondre. C'est le petit-fils du vice-roi, don Gabriel y Ruiz de Apodaca, qui a pris la peine de nous écrire de Séville. Nous croyons que, dans sa légitime jalousie pour l'honneur du nom qu'il porte, don Gabriel y Ruiz de Apodaca s'est exagéré la portée qu'avaient nos critiques. Nous n'avons pas manqué en effet de rendre justice au caractère conciliant et humain que don Juan de Apodaca, son père, sut imprimer à son administration, qui a présenté en cela un contraste frappant avec celle de son prédécesseur. Il fit tous ses efforts pour arrêter l'effusion du sang, calmer les esprits et ranimer le travail. Il y réussit à un degré marqué. Sous son administration, l'exploitation des mines, qui est la

(1) *Œuvre de Beethoven* et *Catalogue de l'œuvre de Mozart*, publiés à Leipzig, 1862.
(2) *Revue des Deux Mondes* du 1er avril 1862.

principale industrie du pays, se releva de l'abaissement qu'elle avait éprouvé pendant la période antérieure. La plupart des guérillas se soumirent, et je n'avais pas manqué de faire remarquer qu'il n'en restait plus que quelques-unes, sous la conduite de Guerrero, dans l'asile impénétrable que leur offraient les montagnes de la *Tierra-Caliente*, au sud du pays. Quant aux termes dans lesquels le comte du Venadito informa de ces résultats heureux le gouvernement de la métropole, j'ai pu les trouver excessifs, sans rabaisser pour cela les mérites du vice-roi.

Il est un autre point sur lequel porte la réclamation du petit-fils du vice-roi. M. de Apodaca s'était-il proposé, d'accord avec Ferdinand VII, d'organiser un mouvement contre la constitution des cortès après qu'elle eut été proclamée une seconde fois au Mexique, de même qu'en Espagne en 1820, afin d'offrir un asile à Ferdinand VII, dont la couronne était fort compromise dans la Péninsule? et le corps d'armée qu'il avait placé sous les ordres d'Iturbide avait-il cette mission? Deux historiens l'ont dit, M. Ward et M. Lucas Alaman. Ce dernier ne laisse pas ignorer cependant que la famille Apodaca repousse cette assertion, et qu'elle soutient que la lettre écrite à cet effet par Ferdinand VII au vice-roi ne parvint pas à sa destination. C'est un sujet sur lequel la discussion de l'histoire reste ouverte. Un royaliste zélé comme l'était M. de Apodaca ne se serait pas déshonoré par une pareille tentative. D'une part il était très permis de prévoir le cas où Ferdinand VII s'estimerait heureux de s'enfuir de la Péninsule, et d'autre part il y avait toute raison de croire que le régime de la constitution de 1812 ferait perdre le Mexique à l'Espagne. Attaché comme il l'était à son souverain, et avec le désir qu'il éprouvait naturellement de conserver le Mexique à l'Espagne, le vice-roi Apodaca a pu former le dessein de parer à ces deux événemens en préparant un trône pour Ferdinand VII à Mexico.

Nous n'éprouvons aucune difficulté ni aucun embarras à reconnaître que le vice-roi Apodaca a laissé dans sa patrie des souvenirs fort honorables. On citait ses opinions avec honneur cette année même à la tribune du congrès espagnol. Sa ville natale, Cadix, a donné son nom à une de ses principales promenades, et par un décret de 1852 il a été décidé qu'il y aurait toujours dans la marine royale un navire portant ce nom. Nous sommes heureux de constater tous ces témoignages de respect rendus spontanément à la mémoire du comte du Venadito, surtout si sa famille doit voir dans cette constatation l'expression de l'opinion que nous nous sommes faite de cet ancien dignitaire.

MICHEL CHEVALIER.

V. DE MARS.

TABLE DES MATIÈRES

DU

QUARANTE ET UNIÈME VOLUME

SECONDE PÉRIODE. — XXXIIe ANNÉE.

SEPTEMBRE — OCTOBRE 1862

Livraison du 1er Septembre.

NAPLES ET LA SOCIÉTÉ NAPOLITAINE SOUS LE ROI VICTOR-EMMANUEL, par M. MAXIME DU CAMP 5

HISTOIRE DE SIBYLLE, seconde partie, par M. OCTAVE FEUILLET 39

ROME ET SON NOUVEL HISTORIEN, par M. CHARLES DE RÉMUSAT, de l'Académie Française 85

LE ROI GEORGE DE PODIEBRAD, ÉPISODE DE L'HISTOIRE DE BOHÊME — III. — L'ANATHÈME CONTRE LE ROI GEORGE ET SA MORT, dernière partie, par M. SAINT-RENÉ TAILLANDIER 118

BEAUX-ARTS. — LA COLLECTION CAMPANA, par M. L. VITET, de l'Académie Française 164

LES FINANCES ET LES BANQUES DES ÉTATS-UNIS DEPUIS LA GUERRE, par M. ANDRÉ COCHUT 189

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE. — HISTOIRE POLITIQUE ET LITTÉRAIRE 214

LITTÉRATURE MUSICALE. — PERGOLÈSE ET *la Serva padrona*, par M. P. SCUDO. 226

ESSAIS ET NOTICES SUR LES LIVRES NOUVEAUX 231

Livraison du 15 Septembre.

HISTOIRE DE SIBYLLE, troisième partie, par M. OCTAVE FEUILLET 241

LA QUESTION D'ORIENT EN 1840 ET EN 1862. — I. — LE TRAITÉ DU 15 JUILLET 1840 ET LES *Mémoires* DE M. GUIZOT, par M. SAINT-MARC GIRARDIN, de l'Académie Française 271

La Marine marchande en France d'après l'enquête de 1862, par M. Henri GALOS 293
La Poésie moderne en Angleterre. — I. — Les Précurseurs et les Chefs d'école, par M. H. TAINE 332
Les Chemins de fer a l'exposition de Londres, par M. A. AUDIGANNE 382
M. de Cavour et la Crise italienne, par M. O. d'HAUSSONVILLE 402
La Révolution et la République de 1848 a propos de l'*Histoire* de M. Garnier-Pagès. — I. — La Révolution, par M. L. de CARNÉ 443
Chronique de la Quinzaine. — Histoire politique et littéraire 473
Beaux-Arts. — Le Tombeau de l'archevêque de Paris a Notre-Dame, par M. Henri DELABORDE 484
Essais et Notices sur les Romans nouveaux 490

Livraison du 1er Octobre.

Un Projet de Mariage royal, Étude historique, troisième et dernière partie, par M. GUIZOT 497
Histoire de Sibylle, quatrième et dernière partie, par M. Octave FEUILLET. 552
Une Station sur les côtes d'Amérique. — I. — New-York pendant la guerre, par M. É. Du HAILLY 610
La Révolution et la République de 1848 a propos de l'*Histoire* de M. Garnier-Pagès. — II. — La République, par M. L. de CARNÉ 634
L'Angleterre et la Vie Anglaise. — XVII. — Les Beaux-Arts a l'Exposition de Londres. — La Peinture et les Peintres dans le Royaume-Uni, par M. Alphonse Esquiros 670
Nuits d'Orient, Poèmes et Souvenirs, par M. Henri CANTEL 711
Chronique de la quinzaine. — Histoire politique et littéraire 718
Essais et Notices. — La Question des monastères dans les Principautés-Unies, par M. A. D'AVRIL 728
Madagascar et le roi Radama II, par M. C. LAVOLLÉE 736
Les Sopranistes. — Gasparo Pacchiarotti, par M. P. SCUDO 744
Correspondance. — Lettre au Directeur de la *Revue des Deux Mondes* sur le Musée Campana, par M. L. VITET 749

Livraison du 15 Octobre.

Antonia, première partie, par M. George SAND 753
Guerre d'Amérique. — Campagne de l'Armée du Potomac (mars-juillet 1862), avec carte, par M. A. TROGNON 798
L'Ile de Capri, Souvenirs du Golfe de Naples, par M. Maxime Du CAMP 868
La Poésie moderne en Angleterre. — II. — Lord Byron, par M. H. TAINE... 908
La Question d'Orient en 1840 et en 1862. — II. — L'Orient chrétien et l'Orient turc. — La Réaction anglaise contre le traité de 1856, par M. SAINT-MARC GIRARDIN, de l'Académie Française 949
Chronique de la Quinzaine. — Histoire politique et littéraire 978
Essais et Notices. — La Vie de Village, par M. L. de LAVERGNE, de l'Institut. 991
L'Abbé Dubois, par M. Ch. de MAZADE 1000

Paris. — Imprimerie de J. CLAYE, 7 rue Saint-Benoît.

TUFTS UNIVERSITY LIBRARIES
3 9090 007 515 998